



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

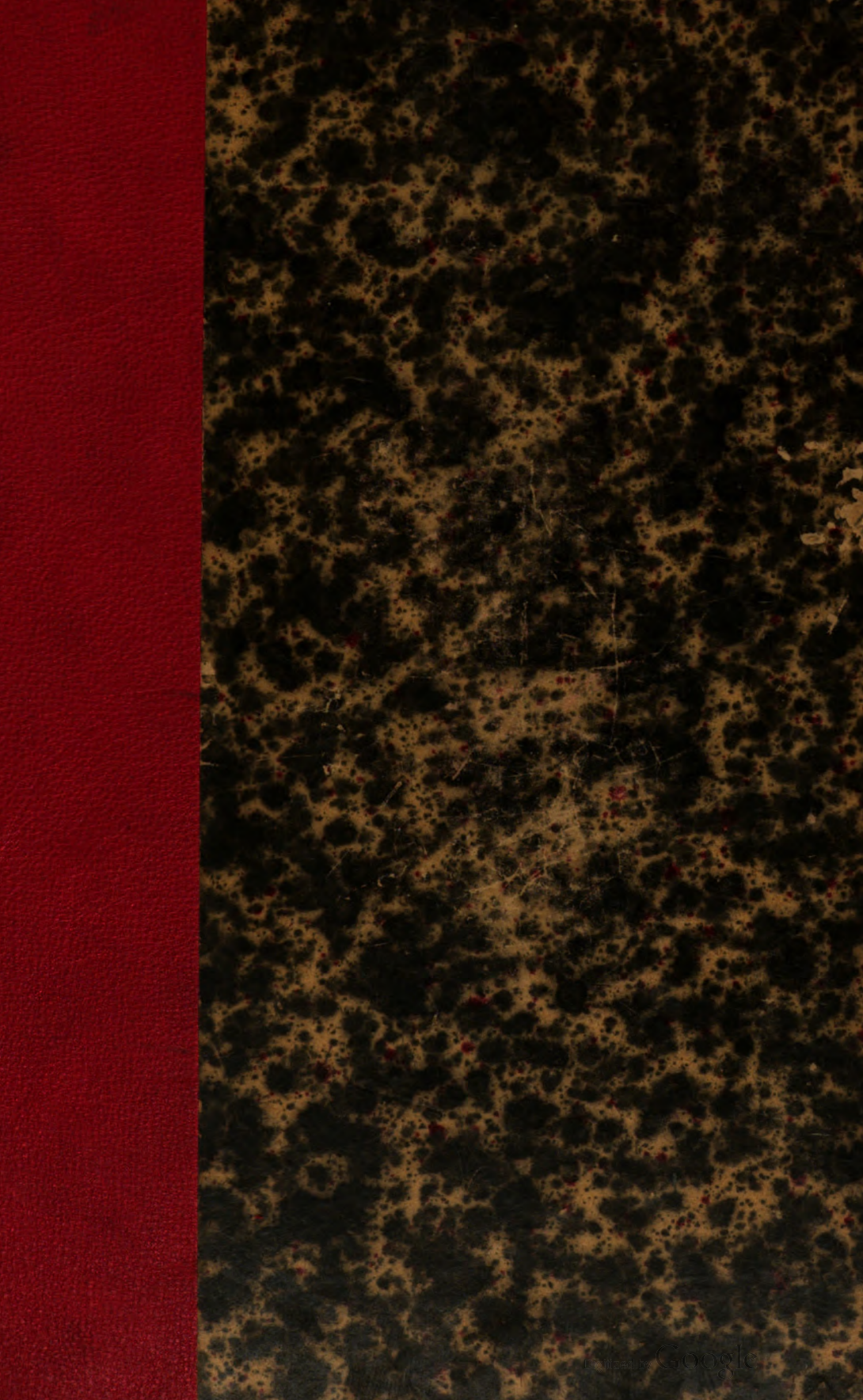
Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



Fr 19.5

Harvard College Library



FROM THE FUND OF

CHARLES MINOT

Class of 1828

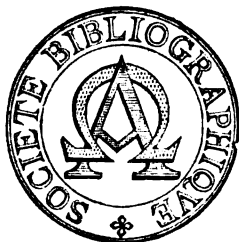


CONGRÈS PROVINCIAL
DE LA
SOCIÉTÉ BIBLIOGRAPHIQUE

ET
DES PUBLICATIONS POPULAIRES

SESSION TENUE A MONTPELLIER

LES 11, 12 ET 13 FÉVRIER 1895



MONTPELLIER

IMPRIMERIE
GUSTAVE FIRMIN & MONTANE
(Ancien Hôtel de la Faculté des Sciences)
Descente Saint-Pierre

AU SIÈGE
DE LA
SOCIÉTÉ BIBLIOGRAPHIQUE
(Section Montpelliéraine)
10, rue des Trésoriers-de-la-Bourse

1895-96

CONGRÈS PROVINCIAL
DE LA
SOCIÉTÉ BIBLIOGRAPHIQUE
ET DES PUBLICATIONS POPULAIRES

CONGRÈS PROVINCIAL
DE LA
SOCIÉTÉ BIBLIOGRAPHIQUE

ET
DES PUBLICATIONS POPULAIRES

SESSION TENUE A MONTPELLIER

LES 11, 12 ET 13 FÉVRIER 1895

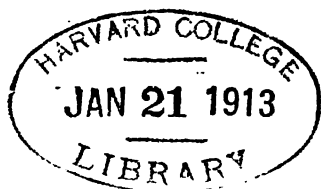


MONTPELLIER
IMPRIMERIE G. FIRMIN & MONTANE
(Ancien Hôtel de la Faculté des Sciences)

PARIS
AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ BIBLIOGRAPHIQUE
2 et 5, rue Saint-Simon, 2 et 5

1895

Fm 19.5



Minot fund

MONTPELLIER. — IMPRIMERIE GUSTAVE FIRMIN ET MONTANE



INTRODUCTION

ORGANISATION DU CONGRÈS.

Lorsque la Société bibliographique, après avoir tenu successivement ses congrès provinciaux annuels dans la seconde capitale de la France ou dans des villes voisines de Paris, telles que Besançon, Caen et Le Mans, décida de se réunir dans une ville plus éloignée, elle choisit Montpellier. Mgr de Cabrières, qui n'avait pas oublié combien étroite était l'union cimentée, à l'époque du VI^e Centenaire de l'Université, entre les hommes de science et les hommes de foi, saisit avec joie l'occasion qui lui était offerte d'affermir cette union, et offrit la plus large hospitalité aux savants désireux de se réunir dans sa ville épiscopale.

Muni d'une aussi précieuse adhésion, on put se mettre à l'œuvre ; un projet de programme des travaux du Congrès parut à la fin du mois de juillet (1894) ; puis fut formée la commission d'organisation, dans laquelle on tâcha de faire entrer les représentants des divers corps qui forment l'élite intellectuelle de notre cité, tels que la magistrature, le clergé, l'Université, le barreau, les principales sociétés savantes comme l'Académie des sciences et lettres, la Société archéologique, l'Association des amis de l'Université, la Société des langues romanes, la section montpelliéraine de la Société bibliographique, etc. On n'omit pas d'y appeler aussi quelques-uns de ces hommes qui, vrais Mécènes de la science ou volontaires de l'étude, prouvent par leur exemple que si la fortune dispense de travailler pour soi, elle ne dispense jamais de travailler pour les autres.

Dans sa première réunion, tenue au mois d'octobre, la commission s'occupa d'abord du choix de son bureau, à la tête duquel elle plaça Mgr de Cabrières ; elle désigna, pour partager avec lui la présidence,

un homme particulièrement estimé dans notre cité, dont le nom toujours noblement porté a été immortalisé dans ce siècle par un grand penseur et par un illustre cardinal. M. le vicomte de Bonald, le plus ancien membre de notre Académie des sciences et lettres de Montpellier, était tout indiqué pour les fonctions de vice-président. M. Ch. de Saint-André voulut bien accepter la charge de trésorier.

Les deux plus jeunes membres de la commission furent nommés secrétaires.

Après le choix du bureau eut lieu la discussion du programme des travaux ; la commission accepta le projet de programme déjà publié, en y ajoutant, à la demande de M. Charles de Ribbe, un article relatif à la conservation des vieilles minutes des notaires et à leur concentration dans les dépôts d'archives départementales.

Cet article a fait au Congrès l'objet d'une remarquable communication présentée par M. le Président Cauvet et par M. le vicomte de Bonald.

Le programme ainsi complété comprenait trois parties, ayant pour titre : l'une la Société bibliographique, l'autre l'Etude, une troisième la Propagande. La première partie était destinée à attirer l'attention des congressistes sur la Société bibliographique, sur les relations à établir entre elle et les différentes œuvres, sur les publications scientifiques de la Société, sur la Société d'histoire contemporaine, la Revue des questions historiques, l'organisation de la Société bibliographique dans le Languedoc, la Provence et le Roussillon, etc ; la deuxième partie indiquait quels étaient les sujets d'étude que l'on pouvait traiter ; la troisième avait pour but de favoriser la propagande des bonnes publications.

Ce programme était précédé d'une lettre d'envoi destinée à solliciter des adhésions et des travaux.

Voici en quels termes étaient conçus la lettre et le programme :

Montpellier le 26 Octobre 1894.

Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous informer que la Société Bibliographique tiendra son cinquième Congrès provincial à Montpellier, du lundi 11 au mercredi 13 février prochain.

Vous connaissez assurément la Société Bibliographique, fondée à Paris, il y a près de vingt-sept ans, pour créer un mouvement d'études et favoriser la diffusion des bonnes publications.

Ce double but de la Société Bibliographique sera aussi le double but que le Congrès s'efforcera d'atteindre par les moyens suivants :

1° Pour le mouvement d'études, — en provoquant des travaux sur tel ou tel point d'histoire locale, de statistique, etc., en encourageant tous ceux qui ont des loisirs à accomplir cette loi du travail que Dieu impose à toute créature humaine, en mettant à la disposition de ceux qui veulent étudier, les éléments qui leur sont nécessaires.

2° Pour le mouvement de propagande, — par la vulgarisation de la science, le développement de la saine littérature, la diffusion de bons journaux, la création de bibliothèques populaires fixes ou circulantes, les dons aux bibliothèques chrétiennes, aux œuvres chrétiennes, aux écoles libres, enfin la distribution d'écrits de propagande.

Le Congrès s'ouvrira dans la soirée du lundi 11 février. Les travaux commenceront le lendemain, mardi 12, à l'issue de la messe du Saint-Esprit, et se continueront le jour suivant, mercredi 13. La clôture du Congrès aura lieu le jeudi 14 février, à Aniane, où les congressistes iront célébrer le onzième anniversaire séculaire de la fondation du monastère Saint-Benoît, et feront dans cette localité, ainsi que dans celle de St-Guilhem, une excursion archéologique des plus intéressantes.

Nous faisons appel à votre concours et nous vous demandons de vouloir bien prendre part aux travaux du Congrès.

De ces réunions toutes pratiques et toutes cordiales sortiront, nous en sommes persuadés, des résultats effectifs qui ne seront point sans influence sur l'avenir de notre pays.

Sans toucher en rien à la politique, les questions dont nous nous occupons sont des questions vitales, auxquelles personne ne saurait rester indifférent.

Vous pouvez prendre part au Congrès, soit en présentant un rapport sur l'une des questions inscrites au programme, soit, tout au moins, en donnant votre adhésion.

Agréez, Monsieur, nos salutations les plus empressées.

FR. - MARIE - ANATOLE DE CABRIÈRES,
Evêque de Montpellier, *Président de la Commission d'organisation du Congrès.*

VICOMTE DE BONALD,
Ancien Député, *Vice-président.*

DE SAINT-ANDRÉ,
Trésorier

Chanoine SAHUT ; EMILE BONNET, Avocat, Docteur en droit,
Secrétaires.

PROGRAMME DU CONGRÈS

PREMIÈRE SECTION. — **La Société Bibliographique.**

La Société Bibliographique : son but, son action, ses développements successifs et son avenir.

Principales publications : Bulletin de la Société. — Revue des questions historiques. — *Polybiblion*. — Catalogue de livres choisis. — Catalogue d'ouvrages pour les bibliothèques populaires, les distributions de prix, etc. — Almanach du bon Français. — Editions locales de l'Almanach.

Concours donné aux diverses œuvres par la Société Bibliographique au triple point de vue : moral, intellectuel et matériel.

Le Salon Bibliographique à Paris. — La Société d'histoire contemporaine.

Rapports créés ou à créer entre la Société Bibliographique et les différentes œuvres ; avantages que celles-ci trouvent à entrer en relations avec la Société Bibliographique. — Cours libres établis ou à établir par la Société.

Organisation de la Société, principalement en Languedoc, en Provence et en Roussillon.

Avantages faits aux Comités. — Recrutement des membres. — Création d'une catégorie spéciale d'adhérents en dehors des membres titulaires ou correspondants de la Société. — Ressources pour la diffusion des bons livres. — Comités de Dames patronnesses.

DEUXIÈME SECTION. — **L'étude.**

La Société Bibliographique et le mouvement intellectuel en Languedoc, en Provence et en Roussillon.

Les Sociétés savantes et leurs publications ; Mémoires, bulletins, ouvrages spéciaux édités par leurs soins ou sous leurs auspices. — Bibliographies générales, départementales, cantonales, etc.

Bibliothèques publiques ou appartenant à des œuvres. — Collections particulières.

Modèles de monographies. — Etat de l'instruction primaire avant 1789 dans une région ou une localité. — Etat actuel de l'instruction primaire dans un canton. — Une paroisse pendant la Révolution. — Mouvement de la population dans une région ou une localité.

L'archéologie religieuse. — L'archéologie religieuse et profane.

— L'apologétique au XIX^me siècle. — Etude sur les cahiers de 1789. — Les livres de raison. — Les confréries et corporations. — Les études d'économie sociale. — Les ouvrages liturgiques. — Les registres des paroisses. — Les minutes des notaires. — Les conférences littéraires. — Les conférences d'étude. — Bibliothèques et revues circulantes. — Bibliothèques cantonales à l'usage du clergé.

THOISIÈME SECTION. — **La propagande.**

Statistique des bibliothèques populaires libres en Languedoc, en Provence et en Roussillon.

Les bibliothèques populaires circulantes. — Le mouvement intellectuel et l'action dans les diverses œuvres. — Imprimeries et librairies catholiques. — Conférences et lectures populaires. — Almanachs locaux et autres. — Colportage, Journaux, Almanachs, Chansons, Images, etc. — Utilité d'introduire des livres agricoles dans les bibliothèques paroissiales. — L'instruction populaire au XIX^e siècle.

Les adhésions au Congrès peuvent être adressées soit à M. DE SAINT-ANDRÉ (rue Embouque-d'Or), soit à M. l'abbé MAUBON, pro-secrétaire à l'Evêché.

Les travaux devront être envoyés au plus tard le 15 janvier 1895 (art. 12 du règlement du Congrès).

Aucun travail ne sera lu au Congrès sans avoir été admis par la Commission d'organisation (art. 11).

Il ne peut être accordé plus de demi-heure à la lecture d'un travail (art. 14).

Les travaux présentés au Congrès seront analysés dans le Compte-rendu ou dans ses annexes, selon la place dont on disposera. S'il faut faire un choix, le Comité de publication décidera (art 27).

Une circulaire sera ultérieurement envoyée aux adhérents pour faire connaître l'horaire du Congrès, et leur donner les renseignements pratiques sur le lieu des réunions, la tenue des séances, etc.

Les membres de la Société Bibliographique sont souscripteurs de droit et n'auront aucune cotisation nouvelle à verser. Les personnes étrangères à la Société pourront être admises au Congrès moyennant le paiement d'une somme de 10 francs qui, si elles l'agrément, sera appliquée à la cotisation de sociétaire pour 1895.

Cette circulaire ne resta pas sans réponse.

Les adhésions vinrent nombreuses du Languedoc, de la Provence et du Roussillon, grâce aux zélés correspondants que la commission s'était choisis au chef-lieu de chaque département. Les travaux, pour la plupart d'une réelle valeur, atteignirent le chiffre considérable de soixante-neuf.

Dans ces conditions, la commission d'organisation put, par une circulaire datée du 5 février, annoncer pour le lundi suivant l'ouverture du Congrès, avec l'espérance de le voir réussir.

Cette espérance ne fut pas déçue. Mais la joie si légitime de ce succès fut troublée par un deuil, qui, en atteignant une des familles les plus justement estimées de Montpellier, atteignait aussi la commission d'organisation du Congrès. M. le comte d'Espous qui, le jour même de l'ouverture du Congrès, à onze heures du matin, prenait encore part aux travaux de la commission d'organisation, tombait mortellement frappé immédiatement après, donnant ainsi au Congrès les derniers instants de sa vie.

Voici le texte de la circulaire du 5 Février :

« Nous venons vous rappeler que le cinquième Congrès provincial de la Société bibliographique se tiendra à Montpellier du lundi 11 au mercredi 13 février 1895.

» Les nombreuses adhésions qui nous sont parvenues des divers départements du Languedoc, de la Provence et du Roussillon ont prouvé à la Commission d'organisation que le succès du Congrès est déjà assuré.

» Ce Congrès, vous le savez, a pour but de créer un mouvement d'études et de favoriser la diffusion des bonnes publications.

» Il compte atteindre ce but par les moyens suivants :

» 1^o Pour le mouvement d'études — en provoquant des travaux sur tel ou tel point d'histoire locale, de statistique, etc., en encourageant tous ceux qui ont des loisirs à accomplir cette loi du travail que Dieu impose à toute créature humaine, en mettant à la disposition de ceux qui veulent étudier, les éléments qui leur sont nécessaires ;

» 2^o Pour le mouvement de propagande — par la vulgarisation de la science, le développement de la saine littérature, la diffusion de bons journaux, la création de bibliothèques populaires fixes ou circulantes, les dons aux bibliothèques chrétiennes, enfin la distribution d'écrits de propagande.

» En jetant un coup d'œil sur la liste des rapports qui sont déjà annoncés, vous pourrez vous rendre compte, Monsieur, de l'intérêt que présentera ce Congrès.

» Nous vous rappelons également que le programme n'est nulle-

ment limitatif et que les Membres du Congrès auront le droit de proposer l'étude d'autres questions, moyennant une entente préalable avec la Commission d'organisation.

» Si donc vous aviez quelque question nouvelle ou quelque rapport à présenter, la Commission serait heureuse d'en recevoir avis au plus tôt, afin d'arrêter d'une manière définitive le programme des séances.

Les Membres de la Commission d'organisation :

Fr-Marie-Anatole de CABRIÈRES, Evêque de Montpellier, *Président de la Commission d'organisation du Congrès* ; — Vicomte de BONALD, ancien député, *Vice-Président* ; — De SAINT-ANDRÉ, *Trésorier* ; — Chanoine SAHUT, Emile BONNET, Avocat, Docteur en droit, *Secrétaires* ; — CAUVET, Président de Chambre honoraire à la Cour d'Appel de Montpellier ; — Gaston CHAMAYOU, avocat à la Cour d'Appel de Montpellier ; — Comte Auguste d'ESPOUS ; — Aristide GERVAIS ; — Vicomte de GINESTOUS ; — Paul de GIRARD ; — Paul-Jules ITIER, avocat à la Cour ; — GRASSET-MOREL ; — Conseiller HÉRAIL, Doyen de la Cour d'Appel de Montpellier ; — Comte R. de KERGORLAY ; — De LA ROQUE ; — REVILLOUT, professeur honoraire de la Faculté des Lettres de Montpellier ; — Vicomte Antoine de SAPORTA ; — Chanoine SAUREL ; — G. VERNAZOBRES. »

ORDRE DES RÉUNIONS

(*Les réunions auront lieu dans le local de l'Œuvre de la Jeunesse des Frères, près le pont de la rue Villefranche, cité Lunaret*).

PREMIÈRE JOURNÉE. — *Lundi 11 Février*

8 h. du soir. — Assemblée générale.

DEUXIÈME JOURNÉE. — *Mardi 12 Février*

8 h. du matin. — Messe du Saint-Esprit, célébrée dans la chapelle des Frères ; Allocution de Mgr de Cabrières, Evêque de Montpellier.

9-11 h. ; 2-4 h. ; 4-6 h. — Séances de sections.

8 h. — Assemblée générale.

TROISIÈME JOURNÉE. — *Mercredi 13 Février*

9-11 h. ; 4-6 h. — Séances de sections.

2-4 h. — Assemblée générale ; Conférences sur l'excursion à Aniane et à St-Guilhem.

8 h. — Assemblée générale de clôture.

Mgr de Cabrières, évêque de Montpellier ; M. l'abbé Couture, doyen de la Faculté des lettres de Toulouse ; M. Revillout, professeur honoraire à la Faculté des lettres de Montpellier ; le R. P. Van den Brule ; M. de Peyralade, avocat à la Cour d'appel de Toulouse ; le R. P. Dom Cabrol, prieur de Solesmes ; M. Itier, avocat à la Cour d'appel de Montpellier ; M. Boyer de Bouillane, avocat à la Cour d'Appel de Nîmes, se feront entendre dans les Assemblées générales du Congrès.

QUATRIÈME JOURNÉE. — *Jeudi 14 Février*

Excursion à Aniane et à St-Guilhem

7 h. 45. — Départ (gare du chemin de fer d'Intérêt local, rue Chaptal).

9 h. — Arrivée à Aniane ; Grand'messe en plain-chant, sous la direction de Dom Mocquereau, de l'abbaye de Solesmes ; Discours de Dom Jaubert, de l'abbaye Sainte-Magdelaine de Marseille ; Visite d'Aniane ; Déjeuner.

1 h. — Départ pour Saint-Guilhem du Désert.

1 h. 3/4. — Arrivée à Saint-Guilhem ; Visite de l'ancien Monastère et de la vieille Eglise romane.

3 h. — Salut avec chants accompagnés par les vieilles orgues nouvellement réparées.

3 h. 1/2. — Départ pour Aniane.

4 h. 55. — Départ pour Montpellier.

6 h. 22. — Arrivée à Montpellier.

Les membres de la Société bibliographique sont souscripteurs de droit et n'auront aucune cotisation nouvelle à verser. Les personnes étrangères à la Société pourront être admises au Congrès moyennant le paiement d'une somme de 10 francs qui, si elles l'agrément, sera appliquée à la cotisation de sociétaire pour 1895. Le paiement de cette somme de 10 francs donne le droit d'assister à toutes les séances du Congrès et de recevoir le compte-rendu des travaux.

Les personnes étrangères à la Société, les personnes qui ne seront pas membres du Congrès et les dames pourront être admises à la messe du Saint-Esprit et aux assemblées générales, sur la présentation de la présente lettre d'invitation. La réunion étant privée, nul ne sera admis sans cette lettre d'invitation.

Les membres du Congrès désireux de se rendre en excursion à Aniane, pourront, moyennant une souscription de 10 francs, avoir droit au transport, aller

et retour de Montpellier à Aniane et d'Aniane à Saint-Guilhem, ainsi qu'au déjeuner en commun.

Les souscriptions pour l'excursion, ainsi que les cotisations pour le Congrès sont reçues par M. de SAINT-ANDRÉ (rue Embouque-d'Or, à Montpellier), trésorier de la Commission d'organisation ; par M. l'abbé MAUBON, rue des Carmes, 12, et au local des réunions (Œuvre de la Jeunesse des Frères, cité Lunaret).

Les Compagnies des Chemins de fer du P.-L.-M. et du Midi accordent 50 0/0 de réduction aux personnes qui emprunteront leur réseau pour se rendre au Congrès.

PROGRAMME DU CONGRÈS

PREMIÈRE SECTION. — *La Société Bibliographique*

La Société Bibliographique : son but, son action, ses développements successifs et son avenir (Marquis de Beaucourt).

Relations à établir entre la Société bibliographique et les différentes œuvres (Comte de Bizemont).

Publications scientifiques de la Société (Comte A. de Bourmont).

La Société d'histoire contemporaine (M. Domet de Vorges).

Revue des Questions historiques (Eugène Ledos).

Organisation de la Société Bibliographique dans le Languedoc, la Provence et le Roussillon.

Rapport sur le Polybiblion (M. E.-J. Gaudot).

DEUXIÈME SECTION. — *L'Etude et la Propagande*

Allain (chanoine), archiviste de l'archidiocèse de Bordeaux. — *Utilité et méthode des études relatives à l'histoire de l'enseignement primaire.*

Arc (P.-L. d'). — *Plan d'une bibliographie de Jeanne d'Arc.*

Arnaud, docteur ès-lettres, professeur à la Faculté des Lettres de Toulouse. — *Le Néo-Christianisme dans la littérature.*

Balincourt (comte de). — *Les trois Chapelles des Vanel.*

Bonnet (Emile), docteur en droit. — *L'origine de l'imprimerie à Montpellier.*

Boyer de Bouillane. — *L'ignorance ; ses maux et ses remèdes.*

Cabrières (Mgr de), Evêque de Montpellier. — *L'histoire du Livre.*

Cabrol (Dom), prieur du Monastère de Solesmes. — *Pèlerinage d'une Dame gauloise en Orient au IV^e siècle.*

Cassan (l'abbé), archiviste du diocèse de Montpellier. — *Les Archives municipales d'Aniane.*

Cauvet (Président) et Bonald (Vicomte de). — *De la conservation des vieilles minutes des notaires et de leur concentration dans les dépôts d'archives départementales.*

Charpentier (l'abbé), secrétaire de l'Evêché de Carcassonne. — *Un évêque de Carcassonne au XVII^e siècle : Louis-Joseph de Grignan.*

Chevalier (chanoine Ulysse), membre correspondant de l'Institut. — *Bibliographie liturgique.*

Castillon de la Couture (chanoine). — *Bibliothèque des Bons Livres.*

Couture (l'abbé), docteur ès-lettres, doyen de la Faculté des Lettres de Toulouse. — *Archives historiques de Gascogne.* — *Le Roman et l'Epopée.*

Degua. — *Rapport sur les origines et les développements du christianisme dans le diocèse de Carcassonne.*

Delouvrier (abbé), curé de Paulhan. — *Notice historique sur le château d'Aumelas.*

Douais (chanoine). — *La Somme des autorités à l'usage des prédicateurs méridionaux au XIII^e siècle.* — *Les études historiques sur l'ancien Languedoc pendant la seconde moitié du XIX^e siècle.*

Duilhé de Saint-Projet, docteur ès-lettres, recteur de l'Institut catholique de Toulouse. — *Les Facultés de théologie hier et aujourd'hui.*

Falcou. — *Eglise St-Nazaire à Carcassonne.* — *Rosace septentrionale du transept, sa date, sa description, son symbolisme.*

Forestier neveu. — *L'Imprimerie à Puylaurens (Tarn), de 1664 à 1665.*

Fuzier. — *Les Abbayes et les Monastères du Rouergue.* — *L'Assistance publique du Rouergue.*

Galabert. — *Chartes et coutumes au XV^e siècle.* — *La révolution à Aucamville (Tarn-et-Garonne).*

Gibrat. — *L'Eglise Saint-Jacques de Perpignan pendant la Révolution.*

Ginestous (vicomte de). — *La Société de la Croix-Rouge à Montpellier.*

Giralt. — *Fuilla (Pyrénées-Orientales) sous le régime féodal.*

Grasset-Morel. — *Une paroisse rurale à l'époque de la Révolution.*

Guibal, avocat à la Cour d'appel de Montpellier. — *L'Académie des Sciences et Lettres de Montpellier.*

Guirauden (l'abbé). — *Le clergé du Bas-Languedoc et les congrégations vouées à l'enseignement primaire aux deux derniers siècles.*

Itier, avocat à la Cour d'appel de Montpellier. — *Le Musée de Montpellier.*

Jaubert (Dom), de l'abbaye de Marseille. — *Les anciens Moines d'Aniane.*

Lansade Jonquières (comte de). — *Un curé de campagne archéologue.*

Lahondès (de), président de la Société archéologique du Midi. — *Mouvement archéologique dans la région toulousaine; découvertes, restauration, bibliographie.*

Leris (l'abbé), curé-doyen d'Aniane. — *La ville d'Aniane et ses anciens souvenirs.*

Maubon (l'abbé). — *Bibliographie liturgique du diocèse de Montpellier.*

Nicolas (l'abbé), curé doyen de St-Gilles (Gard). — *Histoire de Génolhac.*

Parahy. — *L'administration d'une paroisse rurale au XVII^e siècle.*

Peyralade (de). — *Les poètes pendant les vingt-cinq dernières années, ou le caractère de la poésie actuelle en France.*

Raynaud. — *Rapport sur l'Instruction primaire avant 1789, dans quelques communes rurales de l'Aude.*

Revillout, professeur honoraire à la Faculté des Lettres de Montpellier. — *Le Monastère de Saint-Guilhem et ses anciens souvenirs.*

Rey-Pailhade (de), docteur ès-sciences. — *L'histoire des Sciences chimiques dans le Toulousain.*

Ribbe (Ch. de). — *Les livres de raison des Deydier.*

Roque-Ferrier. — *Saint Benoit d'Aniane et saint Benoit d'Italie dans la littérature dialectologique du Midi de la France, du XIII^e siècle au XIX^e.*

Roussi (abbé). — *Monographie d'une paroisse aux XVII^e et XVIII^e siècles, d'après les registres paroissiaux.*

Saint-André (de). — *Une famille parlementaire au XVI^e et au XVII^e siècle. — Un descendant de Charlemagne.*

Saint-Raymond, docteur ès-lettres. — *Archéologie romaine.*

Saurel (chanoine). — *L'Affaire dite des Galettes (épisode de l'époque révolutionnaire).*

Sautriot (J.), avocat. — *Montagnac pendant la Révolution.*

Taillefer. — *Le Quercy en 1707.*

Torreille (l'abbé). — *L'Enseignement en Roussillon, à la veille et au lendemain de la Révolution. — Le Mouvement historique en Roussillon pendant le XIX^e siècle.*

Van den Brule (R. P.). — *Causerie sur les bons et les mauvais livres.*

Vialette (chanoine). — *Bibliographie liturgique du diocèse de Rodez.*

LISTE DES MEMBRES

S. Gr. Mgr de CABRIÈRES, Évêque de Montpellier.

MM. CANONGE, vicaire-général à Montpellier ; — BOUSQUET, vicaire-général, à Montpellier ; — GERVAIS, archiprêtre de la Cathédrale, vicaire-général honoraire, à Montpellier ; — VERDIER, supérieur du Grand-Séminaire, vicaire-général honoraire, à Montpellier.

MM. ALLAIN, chanoine, archiviste de l'archidiocèse de Bordeaux ; — ALBENAS (baron d'), à Montpellier ; — ANDRÉ (de St-), à Montpellier ; — ANDOQUE (H. d'), à Narbonne ; — ARNAUD (Charles), professeur aux Facultés catholiques, à Toulouse ; — ARC (P.-L. d'), à Aix ; — ARNAVIELLE, à Montpellier ; — AZAÏS (ROGER), à Montpellier.

BAICHIS (de), à Montpellier ; — BALLANDA (de), à San-Féliu-d'Amont (Pyr.-Orient.) ; — BALINCOURT (comte de), à Nîmes ; — BALP, chanoine, supérieur des Missionnaires diocésains, à Montpellier ; — BAREILLE, professeur aux Facultés catholiques, à Toulouse ; — BARTHEZ (de), à Montpellier ; — BARTHÉLEMY (Victor), à Narbonne ; — BAUBY (E.), avocat, à Estagel (Pyr.-Or.). — BÉRAL, chanoine, aumônier de l'Hôpital-Général, à Montpellier ; — BÉRAL, curé de Vérargues (Hérault) ; — BELLUGOU, curé de Cers ; — BIGOT-VALENTIN, chanoine, curé-doyen de Bédarieux ; — BIBAL (de), ancien magistrat, à Montpellier ; — BONALD (vicomte de), ancien député, à Montpellier ; — BONNET (E.), docteur en droit, à Montpellier ; — BORDAS (de) à Buadelle, par Trèbes (Aude) ; — BORIE (Armand), château de Lascourties, commune de Gaja (Aude) ; — BORSON (J.), à Montpellier ; — BOUZAL, curé de Connac (Aveyron) ; — BOYER DE BOUILLANE, avocat, à Nîmes ; — BRETON, à Montpellier ; — BUARD, curé de Vias ; — BRUGUIÈRE-FONTENILLE, à Clermont-l'Hérault.

CABROL (dom), prieur de Solesmes ; — CADOLLE (Marquis de), à Montpellier ; — CAMP (J.), avocat à Narbonne ; — CASSAN, vicaire à St-Roch, archiviste du diocèse de Montpellier ; — CAUVET, président honoraire à Montpellier ; — CASTERAS (de), à Marseillette (Aude) ; — CHAMAYOU, avocat, à Montpellier ; — CHAMPRAUX (de), à Toulouse ; — Chanoine CHAPOT, à Nîmes ; — CHARPENTIER, secrétaire de l'Evêché, à Carcassonne ; — Chanoine CHEVALIER (Ulysse), correspondant de l'Institut, professeur aux Facultés catholiques de Lyon ; — COMBESCURE, curé de Caux (Hérault) ; — COMBESCURE (Marie), à Caux ; — COSTE (Joseph), à Béziers ; — Chanoine COSTE, curé de St-Aphrodise, à Béziers ; — COSTE, curé de Pignan (Hérault) ; — COUTURE, professeur aux Facultés catholiques, à Toulouse.

DEGUA, curé de Villemoustaussou (Aveyron) ; — DELCELLIER, curé de Bassan (Hérault) ; — DELCASSE DE MONSÉGOU, à Montpellier ; — DELOUVRIER, curé de Paulhan (Hérault) ; — DESCOTTES, notaire à Arles ; — DELPUECH DE COMEIRAS, avocat à Montpellier ; — Chanoine DOUAIS, professeur à l'Institut catholique de Toulouse ; — DUILHÉ DE ST-PROJET, recteur de l'Institut catholique de Toulouse ; — DURAND (Elie), à Montpellier ; — DURAND (Th.), curé de St-Pierre, à Lodève ; — DUVAL, à St-Gilles (Gard).

ENSUQUE, aumônier de la Providence, à Montpellier ; — ESCANDE, vicaire de Ste-Anne, à Montpellier ; — ESPOUS (Vicomte d'), à Montpellier.

FABRE, curé de Thézan (Hérault) ; — FABRE DE ROUSSAC, à Montpellier ; — FAUCHER (Paul de), à Bollène (Vaucluse) ; — FAGES, à Montpellier ; — FORESTIER, à Montauban ; — FOURNIER (S.-J.), recteur du collège du Sacré-Cœur, à Montpellier.

GAJA (de), à Montpellier ; — GALABERT, curé d'Aucamville (Tarn-et-Garonne) ; — GINIÈS, à Montpellier ; — GERVAIS (A.), à Montpellier ; — GIBRAT, vicaire de St-Jacques, à Perpignan ; — GIRARD (P. de), à Montpellier ; — GIRALT, curé de Fuilla (Pyrénées-Orientales) ; — GINESTOUS (vicomte de), à Montpellier ; — GINESTY, secrétaire particulier du Cardinal de Rodez ; — GOURGAS, à Montpellier ; — GRANEL (Armand), à Tholomiers, près La Livinière ; — GRASSET-MOREL, à Montpellier ; — GUIBAL (L.), avocat à Montpellier ; — GUIRAUD, missionnaire apostolique, à Montpellier ; — GUIZARD (L.), à Montpellier ; — GUIZARD (J.), à Montpellier.

HALLE, curé de St-Louis, à Bédarieux ; — HENRY, curé-doyen de

Capestang : — HÉRAIL, conseiller doyen de la Cour d'appel de Montpellier ; — HÉRAIL DE BRISSIS (d'), à Rodez ; — ILLE 'Charles d', à Aix en Provence ; — ITIER, conseiller général des Hautes-Alpes, à Montpellier.

JEANNEL (D^r), à Montpellier ; — JAUBERT (dom), de l'Abbaye de Ste-Madeleine, à Marseille ; — JUDIE (de la), à Montpellier.

KERGOLAY (Comte de), président des Conférences de Saint-Vincent-de-Paul, à Montpellier.

LAHONDÈS (de), président de la Société Archéologique du Midi, à Toulouse ; — LA PERRINE D'HAUTPOUL (de), à Montpellier ; — LAMOTHE-TENET (Mgr), recteur honoraire de l'Institut Catholique de Toulouse, à Montpellier ; — LANSADE (Comte de), à Jonquières (Hérault) ; — LAPORTE, curé de Palavas ; — LA PRADE (Mme de), à Montpellier ; — LUNARET (H. de), à Montpellier ; — LASTIC (Marquis de), à Montpellier ; — LA ROQUE (de), à Montpellier ; — LAZAIRE, aumônier de la Conception, à Montpellier ; — LE BARS (X.), à Béziers ; — LIMPERANI, directeur de l'*Éclair*, à Montpellier ; — LEDINGHEN (Vicomte de), château de La Baume, près Pézenas ; — LE FEBVRE (Baron), à Paris.

MALAFOSSE (de), à Sallèles-d'Aude ; — MARTIN (de), à Narbonne ; — MASSILIAN (De), à Montpellier ; — MAUBON, pro-secrétaire de l'Évêché, à Montpellier ; — MAUBON (R.-P.), directeur du Collège de l'Assomption, à Nîmes ; — MAURY, curé de Gigean (Hérault) ; — MOLLE, aumônier des Ursulines, à Montpellier ; — MOCQUEREAU (dom), de l'abbaye de Solesmes.

NOUALHAC, curé d'Assas (Hérault) ; — NOUGARET, curé de St-Joseph, à Cette ; — NICOLAS, curé-doyen de St-Gilles (Gard).

PARAHY, curé de Taillet ; — PARMENTIER, maître de chapelle à la Cathédrale de Perpignan ; — PÉLERIN (de), à Paris ; — PELLIER (Albert), à Montpellier ; — PEYRASTRE, pro-curé de Puimisson (Hérault) ; — PRUNARÈDE (marquis de la), à Montpellier ; — PRUNARÈDE (M^{me} Bénédicte de la), à Montpellier ; — POUJOL, aumônier du Lycée, à Montpellier ; — PRIVAT, libraire, à Toulouse ; — PEYRALADE (de), avocat, à Toulouse.

RAYMOND-CAHUZAC (de), ancien préfet, à Toulouse ; — RAYMOND (de St-), professeur aux Facultés catholiques, à Toulouse ; — RAYNAUD, curé de Villeneuve-les-Chanoines (Aude) ; — RÉDIER, chanoine, secrétaire-général de l'Évêché, à Montpellier ; — REY-PAILHADE (de), à Toulouse ; — REYNARD, curé de St-Roch, à Montpellier ; — REVIL-

LOUT, professeur honoraire à la Faculté des Lettres, à Montpellier ; — RIBBES (Ch. de), à Aix ; — ROCHE (Louis), à Paris ; — ROQUE-FERRIER, à Montpellier ; — RIVIÈRES (baron de), à Albi ; — ROUSSEL (Pierre), à Montpellier ; — ROUSSE, curé de Plaissan ; — RASCAS (baron de), à Servian.

SAHUT, chanoine, secrétaire particulier de Mgr l'Evêque de Montpellier ; — SAHUT (Félix), à Montpellier ; — SAHUT (Paul), à Montpellier ; — SAHUC, notaire, à Saint-Pons ; — SAPORTA (vicomte Antoine de), à Montpellier ; — SAUREL, chanoine, à Montpellier ; — SAUTRIOT, licencié en droit, à Montpellier ; — SERRE DE MESPLÈS (vicomte de), à Montpellier ; — SERRE DE MESPLÈS (baron de), à Montpellier ; — SURVILLE-LATTIER (marquis de), Montpellier ; — SUC, chapelain du Sacré-Cœur, à Cette ; — SAINT-PIERRE (Ch.), à Montpellier.

TAILLEFER, curé de Cazilhac (Tarn-et-Garonne) ; — TAILLEFER, au nom de la Société des Jeunes Economistes, à Béziers ; — TARBOURIECH, à Montpellier ; — TARNIQUET, curé de Sérignan ; — THOMAS, aumônier du Refuge ; — TORREILLES, professeur au Grand Séminaire de Perpignan.

VAN DEN BRULE, R. P. (S. J.), à Toulouse ; — VASSAL, banquier, à Perpignan ; — VERNET, à Marseille ; — VERNAZOBRES (H.), à Bédarieux ; — VIALETES, chanoine, à Rodez ; — Baron DE VIGNET, marquis DE VENDEUIL, à Montpellier ; — VIGOUREL, aumônier de la Présentation, à Lunel ; — VILLALONGUE (M^{re} Camille de), à Perpignan ; — VILLEPERDRIX (de), vicaire général de Nîmes ; — VIVARÈS, notaire, à Cette.

COMPTE-RENDU DES TRAVAUX DU CONGRÈS

(Extrait du Bulletin de la *Société Bibliographique* de mars 1895)

Le cinquième de nos Congrès provinciaux s'est tenu à Montpellier, du 11 au 14 février dernier, sous la présidence d'honneur de S. G. Mgr de Cabrières, qui avait tenu à présider effectivement la commission d'organisation, et qui n'a pas manqué d'assister à une seule séance publique, ni même à une seule réunion de travail.

A côté de lui s'étaient groupés : un de nos anciens et plus distingués confrères, M. le vicomte de Ronald, ancien député ; M. le cha-

noine Sahut, l'auxiliaire le plus infatigable de son grand Evêque, qu'il s'agisse d'œuvres charitables ou de travaux d'érudition ; M. Emile Bonnet et M. le baron de Saint-André, deux jeunes gens qui joignent beaucoup de talent à une modestie et un dévouement encore plus grands.

C'est ce vaillant état-major qui a tout préparé, tout mené, tout achevé avec le plus grand succès.

Des quatre membres du Conseil qui devaient représenter la Société au congrès, seul M. le comte A. de Bourmont n'a pas été retenu à Paris par la maladie ou des affaires de famille. Il a apporté tout d'abord à Sa Grandeur, et ensuite au Congrès, les regrets de son éminent président et de ses honorables collègues, et il a rapporté à Paris, en retour, les regrets profonds qui n'ont cessé de lui être exprimés de la part des organisateurs et des membres du Congrès, pour l'absence des chefs les plus qualifiés et les plus distingués de la Société.

C'est la première parole que Mgr de Cabrières a prononcée le lundi soir, en ouvrant, après la prière et l'invocation d'usage à saint Jean l'Évangéliste, la première séance publique.

La grande salle de l'*Œuvre de Jeunesse* était bondée de monde. A côté de l'élite de la société montpelliéraine, qui se pressait aux premiers rangs, on remarquait les chers Frères des écoles chrétiennes, dont le directeur s'est multiplié pendant ces trois jours pour être tout à tous.

C'est devant ce public si intéressant que Mgr l'Evêque de Montpellier, par une brillante improvisation, a sollicité le concours de tous pour assurer le triomphe de la Société bibliographique, dont il a rappelé le but élevé et les fécondes idées, notamment celle qui créa les congrès provinciaux, et dont la gloire rejaillit tout particulièrement sur le marquis de Beaucourt, ce savant dont l'Institut de France a couronné à deux reprises les travaux d'histoire et d'érudition. Puis il a présenté son représentant, M. le comte A. de Bourmont, en rappelant ses succès à l'Ecole des Chartes, ses recherches historiques, son dévouement à la Société Bibliographique, et particulièrement la gloire dont se couvrit son grand-père, en conquérant la ville d'Alger, le 3 juillet 1830.

M. de Bourmont répondit en disant que l'émotion ne lui permettait que de balbutier quelques mots, car il n'avait pas prévu l'hommage tout personnel qui venait d'être rendu à son aïeul ; du moins il vou-

lait affirmer au Congrès la douloureuse situation du président, qui, avec beaucoup plus d'autorité et de talent, aurait remercié la ville de Montpellier et son Évêque de l'accueil si flatteur fait à la Société. Le seul moyen qu'il avait de témoigner effectivement le concours de son cher président était de lire le rapport qu'il devait prononcer sur le but et l'utilité de la Société. Ce rapport a été couvert d'applaudissements.

Immédiatement après, le bureau du Congrès a été constitué par acclamation, ainsi qu'il suit :

Président d'honneur : S. G. Mgr l'Évêque de Montpellier.

Président : M. le vicomte de BONALD.

Vice-Présidents : M. le comte A. DE BOURMONT ; le président CAUVET ; M. REVILLOUT ; MM. le vicaire-général DE VILLEPERDRIX, représentant Sa Grandeur de Nîmes ; le chanoine ALLAIN, représentant Son Éminence de Bordeaux ; le chanoine GINESTY, représentant Son Éminence de Rodez ; le chanoine CHARPENTIER, représentant Sa Grandeur de Carcassonne ; l'abbé TORREILLES, représentant Sa Grandeur de Perpignan ; le chanoine DOUAIS, professeur à l'Institut catholique de Toulouse ; dom CABROL, prieur de l'abbaye bénédictine de Solesmes.

Secrétaires-généraux : MM. le chanoine SAHUT et E. BONNET.

Secrétaire-adjoint : M. l'abbé MAUBON.

Trésorier : M. le baron DE SAINT-ANDRÉ.

Puis la parole a été donnée à M. Itier, qui a fait l'historique et la description du musée de Montpellier, véritable modèle de monographie artistique, traitée avec beaucoup d'érudition. Après M. Itier, M. Couture, le savant doyen de la Faculté catholique des lettres à Toulouse, l'érudit collaborateur du *Polybiblion*, a fait une conférence sur le roman, qu'il a comparé à l'épopée. Vrai régal pour les délicats, il a su faire applaudir de tous la profondeur de sa pensée et la forme familière de son discours.

Le lendemain matin, à huit heures, la messe du Saint-Esprit rassemblait très nombreux les membres du Congrès, hommes et dames, — car nous avons parmi celles-ci, à Montpellier, de zélées et dévouées sociétaires. Un grand nombre ont assisté à toutes les séances publiques et une d'entre elles a suivi toutes les réunions de travail. — Monseigneur a prononcé après la messe une allocution très élevée sur le devoir des catholiques, qui est de combattre l'ignorance,

et il a fait ressortir que c'était à ce devoir que se consacrait plus particulièrement notre Société.

La première section s'est immédiatement formée sous la présidence de M. le comte A. de Bourmont. M. Itier remplissait les fonctions de secrétaire. M. de Bourmont a donné lecture du rapport de M. le comte de Bizemont, sur l'action commune avec les autres sociétés. Sur l'observation de Mgr de Cabrières, un comité de dames a été formé, prenant pour base et pour cadre celui de l'œuvre des campagnes, si intimement liée à notre Société, et dont M^{me} de Laprade est, à Montpellier, la représentante si dévouée et si active. M^{me} de Laprade est d'ailleurs une de nos plus anciennes sociétaires. Le rapport de M. Ledos sur la *Revue des questions historiques*, celui de M. Gaudot sur le *Polybiblion*, celui de M. le comte de Vorges sur la *Société d'histoire contemporaine*, ont déterminé un tel mouvement, que le vénérable Evêque a voulu aussitôt s'inscrire, lui-même et le premier, au nombre des abonnés de ces diverses revues patronnées par la Société.

Dans la deuxième section, le rapport de M. le chanoine Douais sur les *Etudes historiques en Languedoc* est un travail de longue haleine, patiemment composé, qui fait le plus grand honneur à son auteur. M. l'abbé Torreilles a fait un travail analogue pour le Roussillon, et M. Couture a présenté quelques observations sur les revues qui s'occupent en Gascogne des mêmes matières.

L'imprimerie a eu deux historiens, M. Forestier et M. Bonnet, qui en ont fait connaître l'origine et les développements à Montpellier et à Puylaurens (Tarn).

MM. Cassan et Leris nous ont retracé l'histoire d'Aniane.

L'époque révolutionnaire à Montpellier, à Perpignan, à Lansargues, à Montagnac, à Aucamville, a fait le sujet des communications de MM. Saurel, Gibrat, Grasset-Morel, Sautriot et Galabert.

M. Guibal nous a montré l'Académie des sciences et lettres de Montpellier à l'état embryonnaire, dans une Société créée en 1706.

MM. Guirauden, Raynaud et Torreilles prouvent, par leurs travaux sur l'enseignement en Languedoc et dans le Roussillon, qu'ils sont pénétrés des méthodes préconisées avec la plus grande autorité par M. le chanoine Allain, de Bordeaux.

MM. Maubon et Vialette esquissent la bibliographie liturgique des diocèses de Montpellier et de Rodez.

M. l'abbé Charpentier, notre savant et zélé confrère, détache un

chapitre intéressant de la vie de Louis-Joseph de Grignan, évêque de Carcassonne au xvii^e siècle. Dans une conférence pleine de poésie et à tout instant coupée par les applaudissements, M. Revillout fait revivre la figure de saint Guilhem.

M. Charles de Ribbe, notre éminent confrère, qui s'était voué avec la plus grande ardeur au succès du Congrès, n'ayant pu faire acte de présence, a voulu tout au moins envoyer un mémoire des plus curieux, dans lequel il retrace l'histoire des Deydier, leurs livres de raison à la main, pendant quatre siècles. M. le Président Cauvet et M. le vicomte de Bonald présentent un rapport et un vœu sur la conservation des anciennes minutes de notaires, et leur concentration dans les dépôts d'archives départementales. Inutile de dire que ce vœu a été accueilli le plus favorablement du monde.

Le château d'Aumelas, la cité de Carcassonne, les monastères du Rouergue, Fuilla dans les Pyrénées-Orientales, Génolhac dans le Gard, Plaissan, ont fourni le sujet de monographies curieuses à MM. Delouvrier, Falcou, Fuzier, Giralt, Nicolas et Roussi.

La révolte du Quercy en 1707 a été décrite avec grand talent par M. Taillefer.

M. le chanoine Douais nous a découvert les sources auxquelles puisaient les prédicateurs du Midi au moyen âge. M. Galabert fait connaître quelques chartes et coutumes de cette époque, et M. de Saint-André parle d'un descendant direct de Charlemagne qui vivait à la fin du xiv^e siècle. Ce même érudit nous a donné d'intéressants détails sur une famille de parlementaires aux xvi^e et xvii^e siècles, et M. Parahy, sur l'administration d'une paroisse rurale à la fin du xvii^e siècle. M. le vicomte de Bonald rend compte de deux mémoires envoyés par M. l'abbé Fuzier, vicaire de la paroisse St-Martin de Millau (Aveyron), sur les établissements de charité et sur l'enseignement dans le Rouergue avant 1789.

Pour clore ces travaux si remarquables, il faut citer une étude vraiment digne de la *Revue des Deux-Mondes*, qu'un des meilleurs collaborateurs du *Polybiblion*, M. Charles Arnaud, a consacrée au néo-christianisme ; le plan si solide et si fouillé d'une bibliographie de Jeanne d'Arc, que l'un de ses descendants, M. Lanéry d'Arc, vient de lui consacrer avec un soin vigilant et une ardeur persévérante ; et enfin le vœu que M. le Recteur de l'Université catholique de Toulouse a bien voulu faire exprimer au Congrès, tendant à organiser

un pèlerinage international au tombeau de saint Thomas d'Aquin, à Toulouse.

La troisième section n'a été malheureusement représentée que par un seul rapport, celui de M. le vicomte de Ginestous, sur la Croix-Rouge de Montpellier, rapport rempli des plus hauts sentiments de foi et de patriotisme, et qui a valu à son auteur les chaudes félicitations du Congrès.

Tel est le bilan des séances d'études, comme les appelle si justement notre vénéré Président.

Les séances d'apparat, qui se tenaient le soir dans la grande salle des Frères, réunissaient plus de cinq cents personnes. M. de Peyralade a promené un inexorable scalpel dans les plaies de la poésie contemporaine, ou décadente (pour mieux dire). Dom Cabrol, avec une parole fine et pénétrante et une érudition toujours sûre d'elle-même, nous a fait faire un pèlerinage en Orient au iv^e siècle de notre ère avec sainte Sylvia, une abbesse gauloise sœur de Rufin. M. Boyer de Bouillane, en se plaçant au point de vue mondain et intellectuel, et le R. P. Van den Brule, en restant sur le terrain religieux, ont fait assaut d'éloquence pour faire connaître la Société et lui recruter des adhérents. Nous devons à ces deux orateurs éminents les plus vifs remerciements, non seulement pour le charme sous lequel ils ont su tenir leur auditoire, mais pour le bien qu'ils ont voulu faire et qu'ils ont produit en faisant admirablement ressortir le but et l'utilité de la Société. C'est à eux, à Monseigneur de Montpellier, à son dévoué et intelligent coopérateur, M. le chanoine Sahut, que nous devons le succès du Congrès et le recrutement d'un aussi grand nombre de membres.

Au commencement de la séance du mercredi soir, M. le comte de Bourmont avait présenté un rapport complet sur les travaux du Congrès, insistant particulièrement sur le double avantage de ces réunions tant au point de vue général qu'au point de vue local, et rendant l'hommage le plus mérité à un grand chrétien, M. le comte d'Espous, que la ville de Montpellier venait de perdre, et qui avait consacré ses dernières heures aux travaux de préparation du Congrès.

A la fin, dans une éloquente allocution, qu'on a pu justement dire : « remplie des plus hautes envolées de poésie », Monseigneur, sur la brèche au dernier jour comme au premier, a fait l'histoire du livre, démontré son utilité et la nécessité de nous en servir pour la

gloire de Dieu et le salut de la patrie. Sa Grandeur a terminé son discours par un nouvel éloge de la Société Bibliographique et de son éminent délégué, M. le Comte A. de Bourmont.

Le lendemain matin, un train spécial emmenait à Aniane une foule de pèlerins, en tête desquels tous les congressistes. Monseigneur célébra pontificalement la messe et, dans une heureuse improvisation, se félicita du concours immense de peuple qui fêtait l'anniversaire séculaire de saint Benoît d'Aniane.

Dans un langage qu'on ne saurait trop hardiment comparer à la plus haute éloquence des panégyristes chrétiens, dom Jaubert retraçait l'histoire du gentilhomme de nos premiers siècles devenu l'humble moine, puis le fondateur de la puissante abbaye d'Aniane, saint Benoît, tandis qu'au chœur le séminaire de Montpellier tout entier, sous l'habile direction de notre confrère dom Mocquereau, exécutait les principaux motets de l'office avec les mélodies du chant grégorien.

Au cours de l'excellent déjeuner qui a réuni, à l'issue de la cérémonie, l'évêque, les moines, les prêtres et les fidèles congressistes, après la brandade exquise, M. le comte de Bourmont s'est levé et a porté un toast au grand Évêque de Montpellier et à ses dévoués collaborateurs du Congrès, entre autres M. le chanoine Sahut, aux Bénédictins, à leurs amis, à leurs auxiliaires, c'est-à-dire aux membres de la Société Bibliographique, qui sont vraiment des « bénédictins laïques ».

Voici le texte de ce toast :

« Vous nous avez menés, Monseigneur, pour terminer l'admirable Congrès Bibliographique de Montpellier, au sein du désert¹, comme dit le *Graduel* de ce jour. Et maintenant le désert est peuplé ; aujourd'hui même il y a foule, foule pieuse qui aime son évêque et lui témoigne son empressement et ses acclamations.

» Que venons-nous faire, Messieurs, dans ce désert ? Prier Dieu, dans l'église d'Aniane, d'être des hommes de foi et des hommes de science, de suivre les grandes traditions bénédictines, de ne pas oublier qu'à côté des champs terrestres remplis de vignes, il y a les champs de l'esprit bien autrement vastes, bien plus difficiles à cultiver, mais auxquels nous ne devons pas moins nos labeurs de tous les instants et de toutes les minutes.

» Faire cela, c'est nous préparer à toutes les luttes de la vie,

comme ce grand Saint que nous honorons aujourd'hui. Nous le voyons, formé dans le silence par le travail, se mêler aux grandes assemblées politiques et ecclésiastiques des règnes de Charlemagne et de Louis le Pieux. C'est le côté laïque, pour ainsi dire, de son œuvre, c'est ainsi qu'il a servi, il y a onze siècles, la grande patrie française, « la douce France », comme l'appelait le chantre de Charlemagne, ce grand poète qui a écrit la Chanson de Roland, et qui, Normand, aimait autant son pays, que le comte d'Aquitaine et celui qui tenait les marches de Languedoc ou de Provence.

» Ce sentiment de patrie, il est né, il a été conservé dans les monastères où les prédécesseurs de ceux que vous voyez aujourd'hui gardaient les parchemins, manuscrits, des siècles écoulés, et les recopiaient avec ardeur pour les transmettre aux générations futures.

» De nos jours, à la grande œuvre bénédictine, troublée par les flots et les tempêtes de ce siècle, des laïques se sont associés. On les a appelés « des bénédictins laïques. » Mais ce vocable ne convient véritablement qu'à ceux qui, comme les membres de la Société Bibliographique, se consacrent aux intérêts de la science et gardent le respect de Dieu.

» Permettez-moi donc, en leur nom, de vous remercier, Monseigneur, de nous avoir amenés aux pieds d'un de nos modèles, d'un de nos saints. Laissez-moi nous associer respectueusement à vous, mes Très Révérends Pères (1), qui restez nos modèles et qui êtes nos amis.

» Puisse, Monseigneur, votre ardente prière, pendant la messe de ce matin, obtenir du Souverain Maître de toutes choses, les bénédictions les plus fécondes pour l'œuvre de la Société, et, en particulier, pour ce congrès où Votre Grandeur, ses dévoués collaborateurs, et, en particulier, M. le chanoine Sahut, se sont prodigués avec tant de zèle et qui restera un de nos plus beaux, au point de vue de l'encouragement au travail intellectuel en général, au culte des bonnes œuvres et des études historiques locales en particulier.

» Soyez béni, Monseigneur, et bénissez-nous, afin que je remporte à Paris une parcelle de foi plus grande encore, prise à Aniane, sous votre impulsion si puissante.

(1) D. Cabrol, prieur de l'abbaye de Solesmes ; D. Jaubert, prieur de l'abbaye de Marseille ; D. Mocquereau, de la résidence conventuelle de Paris.

» Et à vous tous, Messieurs, merci et au revoir. Au revoir, à Toulouse ou à Aix, dans deux ou trois ans au plus. Au revoir, travaillez bien pendant ce temps-là pour la gloire de Dieu et aussi celle de la grande patrie, la France, et la petite patrie, Montpellier, le Languedoc et la Provence ! »

Vivement applaudi, ce toast a été relevé avec beaucoup d'à-propos par dom Jaubert, qui s'est cependant excusé de ne pas savoir « parler à table ». Puis, après les grâces, on s'est rendu à Saint-Guilhem, à travers les paysages les plus accidentés et les plus pittoresques. Là, après avoir visité l'antique monastère que garde, avec un soin jaloux, le descendant d'une des plus anciennes familles de Montpellier, les membres du Congrès ont reçu la bénédiction du très saint Sacrement, donnée par l'infatigable Evêque, qui avait encore trouvé le moyen de parler en chaire au peuple accouru en foule pour le saluer.

Dans une séance générale, tenue le mercredi après midi, sous la présidence de S. G. Mgr l'Evêque, M. le comte de Bourmont a donné communication des différentes circulaires qui convoquent les sociétaires d'un diocèse en assemblée générale, en leur expliquant le but et l'utilité de ce groupement. Il a demandé, en outre, l'adhésion formelle à la Société de tous les membres présents, et, après avoir obtenu à l'épreuve l'unanimité des membres présents, et à la contre-épreuve, néant, il a soumis à l'approbation de l'assemblée le projet de bureau départemental ci-joint, qui a été accueilli par des applaudissements répétés.

Président d'honneur : S. G. Mgr DE CABRIÈRES.

Président : M. le vicomte DE BONALD.

Vice-présidents : MM. le président CAUVET, REVILLOUT.

Secrétaires : MM. le chanoine SAHUT, E. BONNET.

Trésorier : M. le comte DE SAINT-ANDRÉ.

Avec les membres nouveaux, dont la majeure partie réside dans l'Hérault, et les vingt-trois membres anciens, on peut compter que le bureau départemental de Montpellier pourra faire de bonne et d'active besogne

Nous engageons vivement nos confrères des départements du Midi à suivre l'exemple qui leur a été si bien donné par Montpellier.

Pour terminer, ajoutons qu'une dépêche au T. S. P. le pape Léon XIII avait été adressée au nom du Congrès par l'évêque de Montpellier, le vicomte de Bonald et le comte A. de Bourmont.

Sa Sainteté a daigné faire répondre par le cardinal Rampolla :

« Agréant l'hommage filial du Congrès Bibliographique tenu à Montpellier, le Saint-Père le bénit avec effusion ».

L'Éclair de Montpellier, la *Vie Montpelliéraine*, la *Semaine religieuse*, la *Sociologie catholique*, la *Revue catholique de Bordeaux*, la *Semaine religieuse de Carcassonne*, le *Courrier de l'Aude*, la *Croix Méridionale*, la *Gazette de France*, etc , etc., ont bien voulu faire un compte-rendu complet du Congrès ou en donner d'intéressants résumés. Nous prions nos confrères d'agréer à cet égard nos plus vifs et plus sincères remerciements.

ALLOCUTION

PRONONCÉE A L'ISSUE DE LA MESSE DU SAINT-ESPRIT

Par Sa Grandeur Monseigneur DE CABRIÈRES

ÉVÊQUE DE MONTPELLIER

Mesdames, Messieurs,

C'est avec joie que je vous souhaite la bienvenue, au pied de cet autel, où le sacrifice auguste de la messe vient de s'achever.

Le lieu même où nous sommes répond admirablement au nom de l'œuvre importante, qui va tenir ses assises parmi nous. C'est une chapelle, une chapelle de communauté religieuse, et de communauté enseignante.

En nous réunissant dans ce sanctuaire, avant de commencer nos assemblées, nous déclarons publiquement notre volonté de soumettre à Dieu et de rapporter à son service tout l'effort de nos intelligences, tout l'emploi de notre vie.

En demandant l'hospitalité à une société religieuse, nous nous montrons animés de la confiance, avec laquelle, depuis dix-neuf siècles, les esprits cultivés, désireux d'étendre leurs connaissances, se sont toujours abrités auprès des plus fidèles et des plus austères disciples de Jésus-Christ. Une constante expérience leur a appris que ces nobles âmes, éprises du plus pur idéal, nourries des plus hautes aspirations, comprennent et secondent toujours, de tout leur pouvoir, le désir de savoir, si conforme à la nature intime de l'homme, et qui est, avec la grâce de Dieu, l'un des premiers germes de la foi.

Nous étions sûrs enfin que les Frères, ces humbles éducateurs des enfants du peuple, nous ouvriraient volontiers leurs salles d'étude, comme pour nous montrer que, si, par état, par vocation, par vertu,

ils se limitent à n'enseigner jamais que des rudiments, ils n'en sont pas moins capables de ressentir l'attrait de la science, la plus profonde et la plus large. S'ils n'abordent pas cette mer, ce n'est point qu'ils soient effrayés par elle, ni qu'ils en fuient les tempêtes. Voués par choix à la tâche, humainement si ingrate, de répéter toute leur vie les mêmes leçons, à des commençants, ils n'ignorent pas cependant qu'un travail assez court les rendrait promptement capables d'aborder et de résoudre les plus difficiles problèmes. Ils honorent d'autant plus la science qu'ils en ont plus souvent éprouvé et surmonté les séductions !

Oserai-je dire, aussi, que, en choisissant notre ville, pour y tenir, cette année, ses assises, la Société Bibliographique a prouvé qu'elle connaissait les traditions antiques et toujours jeunes de notre chère cité. Que de fois nous l'avons remarqué, que de fois nous l'avons proclamé tout haut : six siècles de vie scientifique ont créé ici, dans toutes les sphères de notre population, une sorte de goût inné pour les travaux intellectuels. Des générations nombreuses, accoutumées à voir, à entendre, à suivre des maîtres savants, ont formé, autour d'elles et après elles, des mœurs douces, délicates, polies, passées ici en habitude, transmises par héritage, et qui disposent, comme naturellement, à aimer non pas seulement la science, mais encore ceux qui s'y appliquent, pour en affermir et en agrandir le champ.

I

Permettez-moi maintenant de vous apprendre ou de vous rappeler ce qu'est la Société Bibliographique et quel but elle se propose.

Fondée il y a un quart de siècle, cette association s'est soutenue, pendant ces vingt-cinq ans, dans une fidélité complète aux pensées, qui avaient présidé à sa naissance.

Appeler à elle les chrétiens, qui s'occupent de science, mais surtout d'histoire et de littérature ; stimuler leur zèle, en leur montrant qu'ils ont des imitateurs, des émules, même des rivaux ; les pousser à descendre, le plus avant possible, dans l'étude des questions, qui intéressent la religion, la politique, les grands faits sociaux, non pas au point de vue philosophique et abstrait, mais au point de vue historique et concret ; exposer, devant eux et pour eux, les causes lointaines, la naissance, le développement et les résultats légiti-

mes des diverses phases de la civilisation européenne ; justifier les actes des Pontifes romains, et ceux de l'Eglise elle-même, dans ses assemblées conciliaires ; faire connaître, tels qu'ils ont été, les chefs de peuples, les héros, les saints, les personnages importants, associés aux progrès et aux mouvements divers des nations, conduites par le christianisme ; révéler, au contraire, ce que furent les ennemis de Dieu et de son Christ, les hérétiques obstinés, les schismatiques endurcis, les perturbateurs du repos public, les malfaiteurs intellectuels : — ce sont là, vous l'avouerez, de belles et attrayantes perspectives, faites pour tenter de laborieux et généreux travailleurs.

C'est à de semblables études que la Société Bibliographique convie ses associés et ses correspondants. Elle a, plus spécialement, en vue sans doute les progrès de l'érudition, en France et pour les Français. Mais elle n'entend demeurer étrangère à rien de ce qui s'accomplit au dehors dans la sphère des travaux, auxquels elle s'applique elle-même sur le sol national. Des correspondances lui viennent de Russie, d'Allemagne, de Suède, de Norvège, du Danemark, de Hollande, de Belgique, d'Angleterre, d'Italie, de l'Espagne, de l'ancien Orient et du plus extrême Occident, pour signaler et analyser les publications importantes, qui rentrent dans sa sphère.

Quels services meilleurs pourraient être rendus aujourd'hui à cette curiosité scientifique, qui s'est éveillée chez toutes les nations civilisées ?

Plus que jamais, parmi ceux qui veulent sonder, de plus près et plus avant, les courants profonds, dont la force victorieuse a subjugué et entraîné les peuples, aux heures critiques de leur existence, l'exemple d'hommes éminents a éveillé le besoin de réviser les jugements, qui paraissaient acquis, et de les réviser sur des pièces, patiemment et méthodiquement rassemblées. On souhaite s'affranchir des préjugés vieillis, on désire faire œuvre d'impartialité et de justice. S'il est certain que, de parti pris, les récits historiques des siècles passés n'ont été trop souvent que la preuve écrite d'une conspiration, ourdie contre la vérité, notre époque entend échapper à cette entreprise de mensonges ; elle réclame les déclarations sincères et les témoignages authentiques.

Les chrétiens, liés au service de la vérité par les recommandations expresses de leur divin Maître, doivent être les premiers à vouloir faire partout la lumière. Et la raison en est bien simple.

Depuis dix-neuf siècles, on peut dire que l'histoire ne raconte rien, qui ne touche au fond même du christianisme. C'est la prédication chrétienne, qui a renouvelé le monde moral, et rejeté dans l'oubli les monstrueuses erreurs du paganisme et de l'idolâtrie. C'est l'influence indirecte ou immédiate du christianisme, qui a réformé la famille, la société, la législation. C'est le christianisme, enfin, qui a élevé l'édifice social et politique du moyen-âge, et qui, jusque dans les temps modernes, remplit encore l'atmosphère intellectuelle et morale de ses effluves salutaires, comme d'un parfum suave et vivifiant.

Mais, pour juger le christianisme, pour prononcer, en connaissance de cause sur ce qu'il est et sur ce qu'il fait, une vue superficielle, prise du dehors, ne suffit pas. Il faut pénétrer au dedans, jusqu'aux entrailles, jusqu'au cœur et aux sources de sa vie. Les chrétiens seuls peuvent avoir ce « sens du Christ », — *Sensum Christi*, — dont parlait saint Paul, sans lequel, ni la législation, ni les mœurs, ni les inspirations littéraires ou artistiques des âges anciens ne peuvent être comprises. Et, dès lors, afin d'éviter que, dans ce grand procès de la civilisation et de l'histoire chrétiennes, dont la révision se poursuit, de nos jours, dans presque tous les pays, le bon droit ne succombe, il faut, à ce droit, des défenseurs solidement instruits, maîtres de leurs arguments et de leurs preuves, et d'autant plus sûrs du succès qu'ils travaillent à le procurer par des recherches plus approfondies, plus étendues et plus consciencieuses.

Nul, en réalité, n'étudie, sans obéir à une impulsion intérieure, dont la nature se manifeste tôt ou tard, selon la droiture, plus ou moins grande, qui caractérise tel ou tel homme de science. Si l'impulsion intime ne va qu'à la science elle-même, sans prétendre d'avance se garantir contre les conclusions que la science dictera, on reconnaît à ce signe une âme loyale et candide, dont rien ne fausse ni ne voile le jugement. Au contraire, si l'on demande à l'érudition, non pas seulement le témoignage qu'elle apporte, mais un témoignage qui appuie telle opinion, et qui combatte telle autre, par cela même la sincérité de la science devient suspecte : sa voix manque d'autorité, parce qu'elle manque de liberté.

Et qu'on ne me dise pas, Messieurs et mes Frères, que je prononce, en m'exprimant ainsi, la condamnation nécessaire de tous les chrétiens, qui s'appliquent à l'étude dans une pensée d'apologétique,

avec l'idée arrêtée de servir la cause de leur Eglise et de leur Symbole.

Je comprends l'énoncé de cet argument, mais j'en discute la valeur.

Il est évident que, en étudiant, nous prétendons servir la cause de l'Eglise, dont nous sommes les fils. Mais cette intention n'enlève rien à notre respectueuse indépendance. Sûrs que l'Eglise elle-même, dans son domaine propre, et quand elle agit en vertu des privilèges, dont son divin Fondateur a jugé bon de l'enrichir, est tellement assistée de Dieu qu'elle ne peut ni se tromper ni nous tromper, nous savons par avance que, jamais, en aucun temps, en aucune circonstance, elle n'a approuvé, ordonné, déterminé rien qui soit, de près ou de loin, directement ou indirectement, en opposition avec la loi morale et, par conséquent, avec la vérité. Nous allons donc librement, dans le champ de l'histoire, avec la conviction que nul document, inédit ou inconnu, s'il est réellement authentique, ne nous obligera à chercher des excuses ou des palliatifs pour la conduite de l'Eglise, en tant que société religieuse, gouvernée par sa hiérarchie légitime.

Il se présentera, peut-être, parmi les pasteurs, même les plus élevés, ou dans les institutions même les meilleures, des imperfections, des preuves irrécusables de la faiblesse humaine. Mais en cela rien de surprenant, rien qui produise un scandale, dont la honte rejaille inévitablement sur la religion et sur le caractère de son Auteur.

II

Les chrétiens doivent donc étudier, et étudier le plus sérieusement possible, afin d'atteindre la vérité jusque dans son centre, et d'être à même, selon le précepte de l'Apôtre, de répondre à quiconque leur demande, de bonne foi, raison de leurs croyances.

Ils le doivent, pour ne point paraître inférieurs à leurs adversaires, lesquels recherchent avidement les occasions de faire montre de leur prétendu savoir, et se complaisent dans les développements spécieux qu'ils donnent à leurs difficultés, historiques ou dogmatiques.

Mais d'autres raisons, non moins impérieuses, les obligent à ne pas garder pour eux seuls les fruits de leurs travaux. C'est pourquoi la Société Bibliographique ne constitue pas seulement un centre de recherches et d'études. Elle veut, par des efforts intelligents, s'opposer aux progrès de l'erreur et contribuer à la diffusion des

saines doctrines. Elle convie ses membres à faire, chacun, œuvre de science ; mais elle ne les presse pas moins de tourner ces œuvres scientifiques, ces conquêtes dans le domaine de ce qui était ou douteux, ou incertain, ou contesté, à l'avantage d'une sorte de propagande intellectuelle, dont, peu à peu, les masses populaires recueilleront les précieux résultats.

Et cela, vous le comprenez, messieurs, c'est dans l'ordre des connaissances historiques, l'application du grand principe, établi par Notre-Seigneur, en vertu duquel la lumière ne doit luire que pour être vue et pour dissiper les ténèbres. Il ne faut pas la dissimuler sous le boisseau, il ne faut pas la cacher ; il faut, au contraire, la placer sur le chandelier, afin qu'on l'aperçoive de plus loin, et qu'elle éclaire de plus haut. Les « œuvres bonnes » du travail patient, du labeur obstiné, sont faites pour être connues et pour servir d'apologie à la cause sacrée de la religion.

Nul savant chrétien n'a le droit de se refuser à cet apostolat, qui est en même temps un instinct, un besoin de zèle et un rigoureux devoir.

C'est un instinct, puisque le premier mouvement de celui qui a trouvé un trésor, c'est — l'Écriture nous l'enseigne — de réunir ses amis, et de leur communiquer, avec sa joie, les motifs sur lesquels elle se fonde.

C'est l'impulsion naturelle d'un zèle purement humain. Qui donc, parmi les hommes, regarde la science comme un trésor à renfermer, sous des clés jalouses ? Dès que l'on sait, dès que l'on a défriché un espace, si petit soit-il, du champ, sur lequel s'exerce l'intelligence, on éprouve le désir de montrer le fruit de ses sueurs !

Regardez ce rude travailleur, qui, la pioche en main, s'est courbé longuement vers la terre pour en briser les mottes durcies. Quand il voit, autour de lui, le sol profondément soulevé et remué, quand il en respire les émanations plus humides et plus fraîches, il se relève, il laisse se reposer l'instrument de son pénible labeur, il promène les yeux autour de lui, comme pour saluer déjà le fruit de ses sueurs, et pour se féliciter par avance d'avoir contraint la nature à être pour lui plus libérale !

Ainsi en est-il du savant. Lui aussi dépose la plume avec joie, quand il s'est enrichi du butin de patientes et fructueuses lectures ; lui aussi semble respirer, avec l'odeur des âges évanouis, le parfum

des sentiments, des grandes actions, des rares vertus de tous les hommes de cœur, dont il s'est rapproché par l'étude ; lui aussi éprouve la noble passion de communiquer ce qu'il a appris : surtout, si ses découvertes doivent écarter des préjugés invétérés, apporter des lumières nouvelles, faire mieux apprécier de mâles caractères et servir, en fin de compte, la cause de la vérité !

Mais ce que le zèle naturel et purement humain suffirait à expliquer, à justifier même devant les appréciations les plus difficiles, prend le caractère d'une obligation plus impérieuse et plus pressante, si l'on se place au point de vue chrétien. Tout croyant doit être un apôtre ; cet apostolat a des degrés divers, une intensité différente, selon les vocations et les situations multiples, dont l'ensemble contribue à former la vie de la société chrétienne. Mais aucun membre n'a le droit de refuser son concours à l'œuvre générale, qui doit résulter du travail individuel de chacun. Et dès lors si vous avez acquis, par un labeur personnel, une capacité spéciale, qui vous rende capable d'écarter une difficulté historique ou scientifique, de résoudre victorieusement une objection, de confondre un mensonge ou de réfuter une erreur, le devoir — un devoir rigoureux — vous incombe : vous êtes tenu par la foi de venir en aide à votre frère, menacé par les tentations qui s'adressent à l'esprit, plus encore que vous ne seriez, au nom de l'humanité, tenu de secourir un malheureux, que vous verriez en danger de mort.

Rien ne me paraît plus glorieux pour l'intelligence humaine que cette mission, d'abord indistincte et confuse, puis de plus en plus précise, dont tout homme est investi, dans la mesure même où il fait plus de progrès dans les branches diverses de la science. *Unicuique mandavit Dominus de proximo suo*, dit le Nouveau-Testament. Ne vous croyez pas tellement libres, ô savants chrétiens, que vous puissiez à votre gré ou cacher ou répandre les trésors, que vous avez obtenus par vos longues études. Non, non ! vous êtes redevables à vos frères des moindres parcelles de vérité, que vous êtes parvenus à conquérir ; vous n'avez pas le droit de demeurer sourds quand ils vous demandent de les guider, vous n'avez pas le droit de les abandonner au milieu du labyrinthe de leurs doutes, alors surtout que vous avez en mains, le fil sauveur, qui les préserverait d'un plus long égarement ! La charité intellectuelle est d'un ordre bien plus élevé que la charité matérielle ; et si vous vous regarderiez comme criminels, en refusant

à un pauvre le morceau de pain qui soulagerait sa faim, ne le seriez-vous pas davantage, en fermant les yeux, les oreilles et les lèvres, devant la misère morale, que votre enseignement pourrait guérir !

Courage donc, messieurs ! vous êtes venus vous soutenir mutuellement par la mise en commun momentanée des principaux résultats de vos efforts et de vos travaux. Nous vous remercions : cet acte de bonne volonté ne demeurera point stérile, et stimulera, nous en sommes sûrs, l'ardeur déjà si grande que vous apportez à vos études. Vous verrez mieux ce qui peut sortir, pour le bien de tous, de la poursuite patiente de vos recherches ! Et ce Congrès sera le point de départ de conquêtes nouvelles dans le domaine de la science, parce qu'il aura mieux déterminé de quels côtés vous devez porter votre studieuse curiosité. Vous vous connaissiez déjà peut-être les uns les autres, au moins de nom et de réputation, par le retentissement de vos œuvres. Vous aurez noué ici des relations plus intimes, qui vous rendront plus douces encore les nouvelles que vous recevrez des découvertes ou des progrès, dont la science chrétienne se sera enrichie, à la suite des relations commencées ou affermies pendant les séances de cette assemblée. Et votre cœur entrera en part dans les joies de votre esprit.

Pour vous, mesdames, soyez, dans ces tournois pacifiques, ce qu'étaient les châtelaines du moyen-âge au milieu des tournois périlleux, dont les dangers volontaires étaient comme le noviciat de la guerre véritable.

Encouragez les savants et la science, en ne redoutant pas les volumes qui la contiennent, en osant affronter la lecture des mémoires, par lesquels elle se répand, en applaudissant aux succès des travailleurs, en daignant, ou les couronner, ou du moins vous montrer sensibles à des victoires, dont tout le bénéfice doit tourner à l'honneur de l'Eglise, au bien des âmes et à la gloire de Dieu !

TRAVAUX

DES

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

ALLOCUTION

Prononcée dans l'Assemblée générale du mercredi 13 février 1895

Par le M. Comte AMÉDÉE DE BOURMONT

ADMINISTRATEUR DÉLÉGUÉ DE LA SOCIÉTÉ BIBLIOGRAPHIQUE

Monseigneur,

Mesdames, Messieurs,

Le voyageur, quittant Paris en cette saison de l'année pour venir dans votre beau pays, trouve les trains bizarrement composés. Parmi ses compagnons de route, il y a des gens de plaisir, des hommes d'affaires, et parfois même des malades. C'est vous dire que la caravane est variée, et que son aspect est pittoresque, tout entraînée qu'elle soit par un cheval-vapeur et non par un coursier du désert.

Au départ de la capitale, les bouches sont muettes : on a froid. Mais quand arrive Avignon, que le premier rayon de soleil illumine le wagon, il semble qu'il insuffle en même temps à tous le besoin de parler et de répandre sa vie au dehors. Plus on avance, plus on devient expansif. A Tarascon ou à Marseille, on n'a plus de secrets pour ses voisins.

Pour moi, Messieurs, le phénomène s'est produit à Montpellier, au contact du cœur si chaud, de l'intelligence si vive, de l'éloquence si entraînante de votre grand Évêque.

Et puis, quand j'entendais hier M. Boyer de Bouillane, ce confrère si dévoué, cet ancien magistrat qui a repris la toge pour défendre la religion et la liberté, cet orateur éminent dont la voix enchaîne et captive les esprits ; et avant-hier, M. Léonce Couture, le fin et érudit doyen d'une Faculté des lettres, d'un « couvent » (comme il le dit lui-même), où l'on pratique la stricte observance du beau et du bien ; je me suis senti entraîné, enivré pour ainsi dire, et je me suis élancé à mon tour pour balbutier quelques paroles.

Vous avez bien voulu encourager ce début d'un vieux serviteur de la Société Bibliographique, du vôtre par conséquent, Mesdames et Messieurs, du vôtre surtout, Monseigneur, encore tout confus des bontés dont vous avez bien voulu l'honorer et de l'hommage rendu à ceux qui lui sont le plus chers.

Puisque vous avez rappelé ces souvenirs, puisque l'on parlait l'autre jour d'épopée, me permettrez-vous de citer, en prose, un épisode que l'on pourrait croire détaché de l'une de nos vieilles chansons de geste ?

Cependant il ne date pas de si loin : il remonte à l'une des premières expéditions coloniales de la France dans ce siècle. Quatre jeunes gens, frères de sang, de lait, de souffrances et de croyances, partirent sous les ordres de leur père, qui commandait en chef. L'un d'eux, au péril de sa vie, se jeta à la nage pour aborder plus vite ; l'autre conquit deux villes à notre domination. Le dernier reçut dans ses bras le troisième, percé d'une balle d'outre en outre. Écoutez les paroles que proféra le mourant : « Dis à ma mère et à mes sœurs que » je meurs en bon catholique et en bon Français. Ne t'alarme pas sur » ma blessure ; elle est graye, je le sais, mais elle est bien placée, » elle est près du cœur. »

Voilà une mort glorieuse, une de celles qu'ambitionne tout fils de France. Mais, si l'on ne peut toujours répandre son sang pour Dieu et pour la Patrie, il faut au moins leur consacrer tout son temps, tout son argent, toute sa vie.

Tel doit être le rôle du membre de la Société Bibliographique, rôle qu'a si bien compris son éminent Président, le marquis de Beaucourt. Depuis de longues années, il s'est plongé dans la poussière des

bibliothèques, il a abîmé sa vue à déchiffrer des parchemins moisis, il a groupé dans de mauvais entresols de Paris — et non certes dans de beaux palais — les hommes les plus considérables par leur science et par leur dévouement. Aujourd'hui même, s'il est retenu là-bas à son grand regret, au lieu d'applaudir vos brillants orateurs et de remercier, à ma place, et beaucoup mieux que je ne saurais le faire, l'organisateur du Congrès et ses coopérateurs si dévoués ; s'il est cloué sur un lit de douleurs, c'est à un excès de travail qu'il le doit.

N'est-ce pas là, Messieurs, un grand exemple et ne devons-nous pas l'imiter le plus possible, dans la mesure de nos forces ?

Vous l'avez déjà si bien compris, que vous êtes venus en foule à ce Congrès nous prodiguer des encouragements de toute sorte. Vous en avez deviné le double but, si puissant et si beau : faire connaître la Société Bibliographique, c'est-à-dire faire éclater la science croyante en face de l'incrédulité ignorante ; faire connaître les richesses diverses et multipliées de votre Languedoc et des provinces qui l'environnent.

Les ressources de la Société pour combattre l'erreur vous ont été tour à tour exposées par le Président, toujours sur la brèche ; par notre excellent secrétaire général, le comte de Bizemont ; par M. le comte de Vorges, tour à tour et en même temps diplomate et philosophe, en somme un véritable savant du moyen-âge, qui ne dédaigne pas l'histoire contemporaine ; par mon ami M. Eugène-Gabriel Ledos, dont les revues d'érudition se disputent le précieux concours ; par mon bras droit et collaborateur M. E.-C. Gaudot, dont le travail n'a pas fait un instant défaut au *Polybiblion* depuis tantôt quinze ans.

Ces cinq rapports vous ont fait amplement connaître le but de l'œuvre et les moyens employés pour le réaliser. Permettez-moi de les rappeler en peu de mots.

Créée pour servir les intérêts de la foi et de la science, notre Société constitue un lien entre tous ceux qui ont à cœur les mêmes intérêts. Elle a pour eux, à Paris, un bureau de renseignements, une agence bibliographique, une librairie qui fonctionnent sans cesse.

Elle leur offre ses deux grandes revues, le *Polybiblion* et la *Revue des questions historiques*, deux véritables arsenaux où prêtres, journalistes, gens du monde, femmes dévouées aux bonnes œuvres peuvent et doivent venir sans crainte chercher des armes pour défendre leurs droits sacrés et imprescriptibles.

La *Revue des questions historiques* s'adresse au public savant, mais ne refuse aucun travail de vulgarisation, solidement établi sur des bases scientifiques. Elle a, par suite, séduit une foule de lecteurs par la variété et l'agrément de ses articles. Il me suffira de citer les intrigues matrimoniales des Aménophis qui vous ont été si curieusement contées par le R. P. Delattre, ou les débuts pauvres mais honorables de Mme Scarron, que M. de Boislille, membre de l'Institut, a mis en lumière avec une sagacité parfaite, ou bien encore les plans de « l'Organisateur de la Victoire » enlevés à Carnot et restitués à qui de droit.

Mais pourquoi m'attarder sur cette revue quand elle compte déjà de nombreux abonnés à Montpellier et que sa réputation s'étend jusqu'à l'étranger, principalement en Allemagne?

C'est aussi le sort du *Polybiblion*. Alors que les établissements d'instruction publique y sont tous abonnés, à Berlin, à Inspruck, à Munster, etc., etc., trop peu de Français, trop peu de Montpelliérains l'apprécient à sa juste valeur. Et pourtant la mère de famille devrait le consulter souvent, vous disait l'autre soir M. Couture, pour faire choix des romans à laisser aux mains de sa fille ou sur la table de son salon. Vous pouvez d'autant plus vous fier, Mesdames, au goût sûr, au tact parfait du critique, que le collaborateur chargé de cette tâche n'est autre que M. Arnaud, le penseur délicat, dont nous applaudissons hier les belles études sur le néo-mysticisme. — Et, si vous lisiez chaque mois notre chronique, vous verriez, Messieurs, combien elle est abondante et fournie sur le *Languedoc*, grâce aux collaborateurs dévoués que nous possédons partout et auxquels je suis heureux de rendre un public hommage.

Mais, la Société n'est pas, n'entend pas être exclusive. Elle encourage toutes les revues, tous les journaux, sans leur demander une estampille quelconque, pourvu qu'ils veuillent le bien et qu'ils le servent de toutes leurs forces. La tâche parmi vous est admirablement remplie, et vous me permettrez d'envoyer à qui de droit, au nom du Congrès, les plus chaleureux remerciements et les encouragements les plus répétés.

D'autres armes que vous offre la Société, ce sont les bibliothèques populaires, fixes ou circulantes. Il y a là toute une organisation vraiment puissante, qui, notamment dans la Sarthe et en Meurthe-et-Moselle, produit les plus heureux effets.

En un mot, et pour ne pas abuser de vos instants, la Société veut travailler et encourager le travail, la lutte pour la vie ; elle développe le *prothobadybius* du bien, comme le disait spirituellement M. Boyer de Bouillane, dans les serments de pourriture intellectuelle.

Aidez-la donc en vous associant à son œuvre en aussi grand nombre que vous pourrez. En retour, elle vous appuiera de toutes ses forces, en vous permettant même de recouvrer en livres, par l'intermédiaire de votre comité local et pour les distribuer à vos bibliothèques populaires, la moitié de votre cotisation, déjà si minime, de dix francs !

Mais vraiment ai-je besoin de vous presser ainsi ? La réunion, le succès de ce congrès ne sont-ils pas de sûrs garants de votre concours ? Vous avez compris notre appel, adressé à vos intelligences et à vos cœurs ; vous avez couronné du succès le mieux mérité les orateurs éminents et les érudits qui sont venus devant vous exposer les progrès des sciences en général et ceux de l'histoire locale en particulier.

C'est ainsi que M. le chanoine Duilhé de Saint-Projet, recteur de l'Institut catholique de Toulouse, vous a présenté, au nom de la théologie, un vœu relatif à un pèlerinage international au tombeau de saint Thomas d'Aquin, à Toulouse. Nul n'était mieux préparé que l'auteur d'un livre devenu classique dans tous les pays d'Europe, que l'ancien doyen d'une Faculté de théologie, pour développer les considérants de ce vœu qui a été accueilli par vos applaudissements unanimes.

Le prieur de l'abbaye de Solesmes, un de ces moines noirs qui sont « immortels », dom Cabrol, nous a fait le récit d'un pèlerinage à Jérusalem et en Orient au IV^e siècle, d'après un manuscrit découvert à Arezzo par le chevalier Gammuruici, en 1885. D'après différents indices de style, de composition et les allusions historiques à la persécution de Valens, le récit que contient le manuscrit appartient au IV^e siècle. L'auteur paraît être une abbesse des Gaules, et, selon une hypothèse assez vraisemblable, elle ne serait autre que sainte Silvie, sœur de Rufin d'Aquitaine, qui fut préfet du prétoire à Constantinople et tint dans ses mains les destinées de l'Empire.

Sainte Silvie visita la presqu'île sinaïtique, la sainte montagne de Dieu, Jérusalem, l'Idumée, où elle chercha les souvenirs de Job et de saint Jean-Baptiste.

Elle a monté au sommet du Nébo, d'où Moïse contempla la Terre

promise ; elle a cherché aussi les souvenirs chrétiens de saint Thomas et d'Abgar, ancien roi d'Edem, contemporains de N.-S.-J.-C., de sainte Thècle à Tarse. Elle nous a donné enfin de longs renseignements sur la liturgie de Jérusalem, sur les églises de la Résurrection et de Golgotha, construites sur le Calvaire et sur les différents offices de la journée, du dimanche et des fêtes.

Ces différents détails, fournis dans une langue correcte, concise, élégante, ont absolument séduit l'auditoire. C'est en son nom que j'adresse à nouveau les plus vifs compliments au savant conférencier, le digne fils, le continuateur et l'émule de Dom Guéranger.

Du discours de M. de Peyralade sur la *Poésie contemporaine*, je ne vous dirai rien, puisque vous allez l'entendre, et que vous saurez apprécier un des talents les plus spontanés et les plus sincères qui honorent le barreau et les Sociétés savantes de Toulouse.

Si, de la Poésie, nous descendons au Roman, c'est-à-dire à ce qui est regardé (parfois avec trop de raison) comme la plus basse sphère de la littérature, nous aurons pour guide dans ce voyage à travers tous les cercles de la pensée et dans l'enfer bibliographique, un véritable Dante, un poète, un philosophe, un orateur, un critique, un homme qu'il me suffira de nommer pour vous rappeler une des meilleures heures de notre congrès, M. Léonce Couture. Pour lui, le roman est une des formes que revêt la poésie à son déclin, tandis qu'à ses débuts elle se présente dans les vers de l'épopée.

Avec M. Arnaud, nous avons apprécié toute une école de catholiques qui n'osent pas l'être. Le *Néo-Mysticisme* est bien ; mais le catholicisme ne serait-il pas mieux ?

« On a affirmé, nous disait-il, que cette réaction était due à la banqueroute de la science. Gardons-nous de le répéter : ce serait plus qu'une erreur, ce serait une maladresse. Et quoique cette métaphore ait été depuis longtemps adoptée par un esprit qui passe peut-être à tort pour ne jamais se payer de mots, je ne crois pas qu'il faille la prendre à notre compte. »

Impossible de démontrer avec plus de tact et d'esprit que dans les Facultés catholiques on ne se paie pas de mots.

C'est une méthode des plus sévères, — celle qu'il applique lui-même avec tant de succès, — que M. le chanoine Allain a indiquée aux érudits : c'est l'art de consulter les sources de l'histoire de l'enseignement et celui de ne pas s'y noyer, celui de ne pas les détourner, mais, au

contraire, de les faire servir à la mise en valeur de tout ce qui, dans le passé, constitue le patrimoine de l'Église.

M. Lanéry d'Arc était plus que tout autre désigné pour faire la bibliographie de Jeanne d'Arc, de celle que Monseigneur de Montpellier espère voir bientôt élevée au rang des saintes. Il a cité 2,600 ouvrages environ ; c'est un véritable monument bibliographique, dont on peut dire toutefois : *Pendent opera interrupta*, car l'admiration et la reconnaissance nationales ne peuvent la considérer comme achevée et y ajouteront chaque jour.

Dans l'ordre des études locales, la première place revient à M. le chanoine Douais, qui nous a donné deux beaux rapports, dont l'un peut être considéré comme un modèle du genre et a été consacré aux études historiques sur l'ancien Languedoc pendant la deuxième moitié du XIX^m siècle. Il analyse les travaux historiques déjà parus et énumère les travaux qu'il conviendrait d'entreprendre, tels que : publications de riches cartulaires, d'études sur les dépôts privés, les tribunaux consulaires, les sénéchaussées, la justice d'Église, l'administration des anciens diocèses, la Cour des Aydes.

Le second relate les sources auxquelles puisaient les prédicateurs du moyen-âge, notamment les Frères prêcheurs méridionaux au XIII^e siècle.

Quelles belles pages M. Guirauden a écrites sur ses confrères des deux derniers siècles voués à l'enseignement dans ce diocèse et les diocèses voisins ! Et combien Monseigneur avait raison de dire que la méthode de M. Allain avait déjà porté ses fruits avant même d'être révélée au public montpelliérain.

A M. de Saint-André nous devons l'étude la plus érudite et la plus attrayante sur : *Une Famille parlementaire aux seizième et dix-septième siècles*. Le même érudit nous a parlé d'un descendant direct de Charlemagne à la cour de Charles VI, à la fin du XIV^e siècle.

Quant à M. Saurel, il a retracé un des épisodes les plus glorieux pour les défenseurs de la foi, non pas aux siècles reculés, mais aux jours les plus troublés de la Révolution. Il a montré qu'on ne rendait justice qu'en condamnant à mort les innocents, et en promulguant à temps une loi d'amnistie pour sauver les coupables.

Entre les trois études destinées à retracer les sociétés littéraires, les œuvres de bienfaisance et les établissements artistiques de Montpellier, il n'y a que l'embarras du choix pour fixer nos applau-

dissements. Que ce soit le vaillant officier de cavalerie, M. de Ginetous, qui nous fasse connaître la Croix-Rouge, le délicat critique, M. Itier, qui nous introduise au Musée, ou le savant membre de l'Académie de Montpellier, M. Guibal, qui nous facilite l'accès de ses réunions, nous trouvons là trois guides sûrs et trois conférenciers charmants.

Pour les érudits, quel régal de fouiller, avec MM. de Ribbe, le président Cauvet et le vicomte de Bonald, les minutes de notaires, ou de remonter, avec M. Bonnet, aux origines de l'imprimerie montpelliéraine, ou bien encore de feuilleter les livres liturgiques si bien présentés par M. l'abbé Maubon !

Mais il n'y a pas que Montpellier dans la province, il y a d'autres cités plus petites :

Quasi sub umbra illius.

Voici le château d'Aumelas, dont la monographie est due au labeur infatigable de M. l'abbé Delouvrier ; les communes de Montagnac et de Lansargues, pendant la Révolution, saisies sur le vif par MM. Sautriot et Grasset-Morel ; plus loin, dans le Tarn-et-Garonne, celle d'Aucamvielh, dont l'historien est M. Galabert, et dans le Tarn, Puy-laurens, dont l'imprimerie est connue depuis 1664 jusqu'à 1685, grâce aux savantes recherches de M. Forestier neveu.

L'excursion de demain a été admirablement préparée. Il paraît que, là-bas, le pain de l'esprit et celui du corps nous attendent ; mais déjà nous avons reçu le viatique, au sens ancien et profane du mot. Ce sont MM. Loris, Cassan, Jaubert et Roque-Ferrier qui ont fait assaut d'éloquence et d'érudition pour nous emmener aux pays des « moines noirs ». Le savant M. Revillout nous a entretenus du monastère de Saint-Guilhem et de ses anciens souvenirs. On voyait alors les illustres représentants de l'ordre de Saint-Benoît écouter, avec un religieux recueillement, cette belle évocation de leurs prédécesseurs.

Allons plus loin, à cette belle cité que je n'ai pas vue : Carcassonne. M. Degua nous en a dit les origines chrétiennes ; M. l'abbé Charpentier a retracé la figure d'un de ses grands évêques, Louis-Joseph de Grignan. Et M. Raynaud, un émule lui aussi, émule heureux de M. le chanoine Allain, a saisi l'état de l'instruction primaire avant 1789 dans quelques communes rurales de l'Aude.

De Carcassonne à Rodez, il n'y a que la main, disent les gens du

Nord ; mais ceux du Midi répondent qu'il n'y a pas de chemin de fer (direct au moins). Rendons-nous-y, cependant, pour étudier, avec M. le chanoine Vialette, la bibliographie liturgique du diocèse.

Dans le Rouergue, avec M. Fuzier, nous avons visité les abbayes, les monastères, les hôpitaux, les établissements de charité.

M. Couture nous ramène en Gascogne et nous en fait passer la *Revue* et les *Archives* en revue. Que de trésors d'esprit et d'érudition !

Quelles ont été les Études historiques et archéologiques dans le Roussillon, au dix-neuvième siècle ? C'est ce que M. l'abbé Torreilles nous a fait connaître avec le plus grand soin. Une monographie de Fuilla, sous le régime féodal, est due à la plume de M. Giralt ; une autre, sur l'église Saint-Jacques de Perpignan pendant la Révolution, à celle de M. Gibrat.

Personne n'ignore l'intérêt qui s'attache aux études d'un des plus anciens amis de la Société et collaborateurs du *Polybiblion*. Nommer M. de Ribbe et citer le titre de son étude : *Une Famille provençale depuis quatre cents ans, d'après les livres de raison, les Deydier*, c'est donner à tous l'envie de la lire bientôt, *in extenso*, dans le volume du Congrès.

Une autre, bien curieuse, est celle que M. le comte de Balincourt a consacrée, avec une touchante fidélité de souvenirs et d'expression, à la chapelle des Vanel.

Enfin, M. Taillefer clôt la série des travaux d'histoire locale par une bonne monographie du Quercy, en 1707.

Monseigneur,

Que puis-je dire pour terminer et vous remercier encore, sinon répéter que ma voix est impuissante à traduire les sentiments de reconnaissance si profonde qui s'agitent au fond de mon âme, ceux qu'aurait eu si bien vous exprimer notre excellent Président, qui doit sentir, à cette heure, ses souffrances s'accroître en connaissant le succès splendide de ce Congrès et en regrettant de n'avoir pu y prendre part à cause de sa santé, et apporter à Votre Grandeur, avec plus d'autorité que personne, les témoignages de gratitude que nous vous devons, depuis votre entrée dans la Société, en 1874, et surtout depuis le discours que vous prononciez à l'une de nos as-

semblée générales, en 1889, dans lequel vous caractérisiez, avec une rare perspicacité, la valeur et la portée de nos publications.

« J'aime beaucoup les livres, disiez-vous, mais aimer les livres, »
 » ne va pas toujours avec connaître et lire les livres. Il ya beaucoup
 » d'amateurs qui se contentent de les avoir, de les regarder, et puis
 » de passer à côté. J'ai été, par le mouvement de ma vie, entraîné
 » trop souvent à passer à côté des livres. Cependant, à dire la vérité,
 » c'est, en somme, à un commerce constant avec eux que je dois de
 » pouvoir aujourd'hui apprécier les très grands services que votre
 » œuvre rend, et c'est, non pas à titre de compliment, Messieurs,
 » mais avec une entière sincérité, que je vous félicite d'avoir créé,
 » il y a vingt et un ans maintenant, cette Société Bibliographique
 » qui, par ses organes très multipliés, répond à tant d'intérêts et,
 » je dirai volontiers, à tant de besoins. Vous avez créé un *Bulletin*
 » dont le caractère est des plus simples, et qui met au courant ceux
 » qui sont pressés, qui ont besoin de renseignements courts, subs-
 » tantiels, qui leur fassent connaître presque uniquement le nom
 » des livres publiés, des ouvrages qui ont été répandus dans le pu-
 » blic. Puis vous avez ajouté à cela, comme création bien plus
 » importante et d'un caractère plus élevé, ce *Polybiblion* que j'ai eu
 » rarement la fortune de pouvoir lire jusqu'au bout, tant il est con-
 » sidérable sous son mince volume, mais qui donne cependant tant
 » de renseignements utiles. Et ce qui est, par la première de ces
 » publications, un service rendu au public pressé, à celui qui veut
 » avoir un simple renseignement, la seconde publication l'est, avec
 » un caractère bien différent, et, par conséquent, bien plus précis,
 » pour ceux qui sont vraiment des hommes de travail. Voilà donc le
 » double caractère qui me frappe dans votre œuvre : c'est que vous
 » vous êtes préoccupés, avec juste raison, de l'état dans lequel sont
 » beaucoup d'hommes de loisirs, qui ne demanderaient pas mieux
 » que de s'occuper, que de travailler, mais qui demandent : « Qu'est-
 » ce que l'on peut lire ? » Et quand ils ne sont pas à côté d'un homme
 » ou d'un ecclésiastique, ou d'une personne de leur connaissance
 » pouvant les renseigner d'une manière immédiate, la bonne vo-
 » lonté de lire se perd... On dit, avec une sorte de résignation, et
 » comme pour se justifier à soi-même sa paresse : « Je lirais volon-
 » tiers, mais quoi lire ? Nous n'avons rien ici. » Vous avez trouvé le
 » secret de former les bibliothèques circulantes. Vous allez, je crois,

« développer, de plus en plus, ce très grand service rendu à ceux
» qui veulent lire et qui n'ont pas les moyens nécessaires d'acheter
» tous les livres qui paraissent..., sans compter qu'il y a encore de
» très grandes illusions, de très grandes déceptions. »

N'était-ce pas un devoir pour moi de porter à la connaissance de vos diocésains ces instructions que leur vénéré Prélat avait adressées à des Parisiens, et de leur affirmer une fois de plus qu'elles étaient restées gravées dans notre mémoire, avec le souvenir ému de votre visite et de votre bienveillance sans cesse répétée à l'égard de l'œuvre et des ouvriers.

Mesdames,

Nous vous devons, à vous aussi, des remerciements bien profonds. Lorsque Sa Grandeur vous a conviées à un Congrès bibliographique vous avez cru, peut-être, qu'il vous imposait une vraie pénitence. Une pénitence à la veille du carême, n'était-ce pas se tromper d'heure ? Cependant, comme vous avez une entière confiance dans la sagesse de votre éminent Pasteur, vous êtes accourues en grand nombre, et j'oserai même affirmer que vous n'avez pas regretté d'avoir suivi ses conseils et vos bonnes inspirations. Vous avez entendu, en effet, les plus belles conférences du monde sur l'histoire, la littérature et les arts, sur le Languedoc et sur Montpellier.

M. Léonce Couture, en distinguant le roman de l'épopée, a su vous faire applaudir une admirable profondeur de pensées, en même temps que la forme la plus familière et la plus séduisante du discours.

Le lendemain matin, par ma voix, notre cher secrétaire général réclamait votre concours en faveur de la Société. Enthousiasmées comme vous allez l'être par les paroles du R. P. van den Brule, pardonnez, je vous en prie, à notre nom, un peu dur à prononcer peut-être ; encouragez nos efforts et prodiguez-nous, non seulement vos sourires, mais vos charités, vos aumônes, pour nous aider à combattre le mal produit par la presse et à faire triompher la Société et ses Congrès provinciaux.

Messieurs,

Votre concours si abondant, si fructueux, pendant toute la durée de ce Congrès a affirmé toute votre compréhension des services que peut rendre partout et toujours une œuvre comme la nôtre.

Faites encore mieux maintenant, amenez-nous des recrues nombreuses, tous ceux qui ont besoin de lire ou faire lire autour d'eux. Ils sont légion.

Vous savez où est l'arsenal, fournissez-nous des soldats et des chefs. Il y en a ici une foule d'illustres, parmi lesquels j'ai hâte de citer le nom d'un grand chrétien, mort à la peine, tombé au champ d'honneur, M. le comte d'Espous, à qui la ville de Montpellier se prépare à rendre magnifiquement les derniers devoirs et à qui notre Société elle-même doit trop de reconnaissance pour que je ne m'incline pas respectueusement devant la tombe de celui qui sut si bien vivre et si bien mourir.

Bien vivre, c'est combattre chaque jour l'ignorance et l'erreur, c'est semer sur votre passage, partout, en voiture, en chemin de fer, sur la grande route même, le tract, la brochure, le journal, qui parle de Dieu et qui rappelle le devoir.

Cette semence, comme celle du froment, tombe parfois, nous dit l'Évangile, sur un bon terrain. Allez donc, Messieurs, et répandez-la ! Il y aura souvent des difficultés, des ennuis, des souffrances même. Souvenez-vous que c'est là ce qui arrive à nos cultivateurs et à nos laboureurs, et que le Psaume nous chantait déjà leurs peines il y a des milliers d'années. Mais il ajoutait (et c'est sur cette pensée que je veux reposer votre esprit) : au temps de la moisson, au temps de la vendange, lorsque la récolte est belle, tout le monde se réjouit, rit et chante.

Tout autour de Montpellier, j'admiraïs en venant des vignes américaines de toute beauté ; donnez-moi la joie de constater aussi la présence et l'activité de nombreux sociétaires. En prenant part à nos travaux, en nous appuyant de toutes vos forces, vous ne ferez pas une action inutile et sans portée. Qu'importe la fatigue, si le but est atteint, si la récompense est conquise ! Qu'importent les tracasseries et les tribulations, si l'on sert Dieu et si l'on sert la Patrie ! C'est la devise de notre Société ; c'est votre devoir, Messieurs.

PANÉGYRIQUE
DE
SAINT BENOIT D'ANIANE

Par le R. P. Dom HENRI JAUBERT

BÉNÉDICTIN DE L'ABBAYE
DE SAINTE-MAGDELEINE, A MARSAILLE

*Et erit fides in temporibus tuis, divi-
tiae salutis sapientia et scientia.*

Voici qu'aux jours de ta vie la foi
pénétrera toute chose : la vraie sagesse
et la vraie science seront des trésors
de salut.

(ISAÏE, XXXIII, 6.)

MONSIEUR (1),
MES FRÈRES,

Dieu est admirable dans ses Saints et les prodiges de toute nature qu'il opère par les élus de sa droite nous laissent muets d'admiration. Volontiers, en présence des admirables épanouissements de la sainteté, à la vue des grandes œuvres accomplies par les héros de la vertu, nous nous écrivons avec le prophète : *Domine, consideravi opera tua et expavi* ; Seigneur, j'ai considéré vos œuvres et j'ai été saisi de stupeur. Nous aimons à contempler les Saints dans une auréole de lumière céleste, au milieu des nuages d'encens dont notre vénération et notre amour se plaisent à les entourer. Leurs actions merveilleuses, leurs admirables institutions nous éblouissent et nous charment ; notre attention se porte tout naturellement, de prime-abord, sur ce qu'il y a dans leur vie de plus apparent, sur ce qui n'est, après tout, que l'épanouissement extérieur de leur vertu ; mais, peut-être, ne remontons-nous pas toujours suffisamment jusqu'à la source, principe de ces grandes œuvres, qui font l'objet de notre admiration. C'est ce que je voudrais faire aujourd'hui

(1) Monseigneur de Cabrières, Evêque de Montpellier.

en étudiant avec vous la grande et douce figure de St Benoît d'Aniane.

Ce n'est pas sans une vive et profonde émotion que j'aborde cette tâche dans une si grande solennité ; en présence d'un auditoire si imposant, où l'on voit à côté d'un Prélat vénérable par ses vertus, son savoir et son éloquence, un clergé nombreux lui formant une couronne d'honneur et les représentants les plus autorisés de la science, des hommes dont les travaux permettent à l'Eglise de tenir le front bien haut en face des provocations et des insultes des demi-savants. Ce qui me rassure, c'est que l'obéissance qui m'impose cette tâche me donne aussi des grâces pour la remplir. Puis, c'est toujours une joie pour un fils de louer son père, et Benoît est aussi mon père dans la vie monastique. Ce sera là mon excuse, si tant est que j'aie besoin d'être excusé auprès de vous ; car, je le sens, votre sympathie pour un fils de saint Benoît m'encourage et me soutiendra dans l'accomplissement du plus doux des devoirs.

Je voudrais vous montrer comment la foi, pénétrant toute la vie de notre Saint, lui a découvert des trésors de salut dans la vraie sagesse et la vraie science, trésors de salut pour son âme, c'est l'unique objet de son ambition ; nous verrons ensuite comment cette sagesse et cette science ont donné à saint Benoît des trésors de tout genre qu'il a prodigués autour de lui ; comment, enfin, la foi profondément enracinée alors dans le cœur des peuples et des rois, inspira à ceux-ci de seconder l'œuvre monastique, à tous de venir puiser dans ces trésors de salut.

Une bouche plus autorisée que la mienne, celle de l'ange qui veille sur l'Eglise de Montpellier et en conserve les traditions avec un soin jaloux, appliquait jadis les paroles de mon texte à notre Père regretté, le R^m D. Couturier, abbé de Solesmes, et à l'ordre monastique ; il ne sera donc point téméraire de marcher sur les traces d'un pareil maître et d'appliquer à notre Saint, dans toute leur force, les belles et profondes expressions du prophète : Voici qu'aux jours de ta vie la foi pénétrera toute chose ; la vraie sagesse et la vraie science qu'elle te montrera seront des trésors de salut. *Et erit fides in temporibus tuis, divitiæ salutis sapientia et scientia.*

Tel sera, en peu de mots, l'humble éloge filial que nous consacrerons à la gloire de saint Benoît d'Aniane, fils des comtes de Maguelone, fondateur de ce monastère et de cette ville, propagateur et restaurateur zélé de la règle bénédictine au IX^e siècle.

I

C'était au milieu de ce VIII^e siècle, témoin de tant de luttes sanglantes et de si cruelles dévastations ; le sol fumait encore du sang des victimes amoncelées par les ennemis du nom chrétien, et l'Europe, à peine remise de ces effroyables secousses, venait d'acclamer le marteau des infidèles. Dans la Septimanie, récemment soumise au pouvoir des Franks, vivait un descendant des anciens maîtres de cette contrée, Aigulf, comte de Maguelone, noble rejeton de cette puissante race des Goths dont les pas laissèrent une si profonde empreinte sur le sol de nos provinces méridionales. De sa vaillante épée il avait secondé les armes victorieuses de Pépin contre les Arabes. Conservé dans son comté par la reconnaissance et la politique du vainqueur, il demeura toujours le courageux allié des Franks, et plus tard, en combattant les Wascons, il donna des preuves éclatantes de sa fidélité et de sa bravoure. C'est lui qui, d'après une tradition, posa dans un bois les fondements d'une ville qui devait éclipser Maguelone, sous le nom à jamais illustre de Montpellier. Mais ce noble seigneur, aussi grand par ses vertus chrétiennes que par sa valeur guerrière, mérite notre reconnaissance à un autre titre encore plus glorieux : il fut le père du jeune Wittiza, enfant béni dont les peuples ont conservé la mémoire avec vénération sous le nom à jamais illustre de Benoît d'Aniane (751).

En effet, nouveau Benoît envoyé du ciel après la tourmente qui venait d'ébranler l'Occident, le fils d'Aigulf devait être un des grands rénovateurs de l'ordre monastique, le père d'une cité florissante, le nourricier des pauvres, un des promoteurs les plus zélés de l'abolition du servage, un docteur irrépréhensible défenseur de la vérité et un apôtre à la parole de feu, l'auxiliaire de Charlemagne, le conseiller intime de Louis le Débonnaire, l'âme de l'Empire au IX^e siècle, comme un autre moine, le grand Suger, devait l'être au XII^e. Mais, avant d'être tout cela, Benoît chercha par la foi la vraie sagesse et la vraie science ; les trésors qu'il y trouva ne furent que le complément de ses travaux, l'épanouissement d'une vie pleine de mérites, le rayonnement de son éclatante vertu.

La foi fut pour Wittiza un héritage domestique : il puisa auprès

de ses parents ces sentiments profondément chrétiens qui transformaient alors les grandes familles du royaume, non seulement en familles de preux chevaliers, mais encore en familles de moines, d'évêques, d'apôtres et de saints. Avec la foi, il reçut aussi cette éducation savante et guerrière tout ensemble que l'on donnait alors aux jeunes seigneurs de noble extraction. Une tradition nationale des rois Franks, et aussi un de leurs plus puissants moyens d'influence, était de grouper autour d'eux la jeune noblesse des peuples vaincus par le brillant vasselage de la *recommandation*. Après la conquête de la Septimanie par Pépin, on vit donc les fils des seigneurs Goths se rendre à la cour des Carlovingiens et s'y mêler aux enfants des plus illustres familles franques et gallo-romaines. C'est ainsi que, *recommandé* à la reine Bertrade, le fils du comte de Maguelone étudia dans la célèbre école du palais et remplit à la Cour le noble office d'échanson. Il fit ses premières armes sous le roi Pépin et, après la mort de ce prince, s'attacha au service de ce monarque dont la grandeur a pénétré le nom, Charlemagne.

Mais, au milieu de l'éclat et de la magnificence de la Cour, Benoît songeait déjà à quitter tous ces honneurs dont son esprit de foi lui montrait les dangers et le néant. Pendant trois ans, semblable à un athlète qui se prépare au combat, le saint jeune homme pratique une chaste continence au milieu des dangers qui l'environnent, et sous ses habits somptueux il s'exerce aux rigueurs de la pénitence. Dans un âge encore tendre il possède déjà la vraie sagesse et la vraie science, enseignant à ceux que leur devoir retient dans le monde, à vivre au milieu de ce monde sans en adopter les maximes, rappelant à tous que la vertu ne saurait se conserver sans la prudence et les généreux retranchements de la pénitence chrétienne. Sur ces entrefaites, Charlemagne partit pour la conquête de la Lombardie et Wittiza le suivit dans cette nouvelle expédition, expédition de foi s'il en fut, puisqu'il s'agissait de défendre les droits du Saint-Siège. C'est là que le Ciel devait faire entendre à son âme cet appel décisif qui brise avec les incertitudes et les doutes, là que devait briller l'éclair destiné à illuminer d'un rayon céleste la route du jeune homme.

Un jour que le fils d'Aigulf se trouvait sur le bord d'un fleuve que plusieurs pensent être le Tessin, Amicus, son frère et aussi son compagnon d'armes, voulut traverser le fleuve à la nage; mais, entraîné

par les flots, il allait être englouti. A la vue du péril qui menace son frère, Benoît pousse sa monture et se précipite dans le fleuve ; mais ses efforts sont vains et bientôt il est sur le point de périr avec Amicus, car le courant les emporte tous deux. Il jette alors vers le Ciel un cri de détresse ; sa résolution est prise : s'il échappe au danger il quittera au plus tôt ce monde qui peut bien faire briller à ses yeux l'éclat de ses fleurs, mais qui est déjà desséché pour son cœur, comme il l'était jadis pour le jeune Benoît de Nurzie. *Jam quasi aridum mundum cum flore despexit* (1). Dieu exauce sa prière ; les deux frères reviennent sains et saufs au rivage, et, l'expédition terminée, le saint jeune homme ne songe plus qu'à exécuter sa promesse. Comme jadis, le premier Benoît confia ses projets au moine romain, ainsi le second Benoît va confier les siens à un moine du nom de Witmar. *Corporea luce carens*, nous dit l'historien de notre Saint, *sed cordis luce resplendens* (2). Witmar était privé de la lumière du corps, mais les yeux de son âme étaient illuminés d'une céleste clarté. Sur son conseil, Benoît fit ses adieux à son père, comme pour se rendre à la Cour et partit accompagné d'une suite nombreuse ; mais en passant dans une petite vallée de la Bourgogne, il s'arrêta à l'abbaye de Saint-Seine et, après avoir congédié ses serviteurs, il demanda et obtint l'habit bénédictin, se consacrant à Dieu dans la vie monastique.

Insensé ! diront les sages de ce monde ; pourquoi ensevelir ainsi dans un cloître une brillante jeunesse, tant de talents et d'espérances ? C'est une victime ignorante de cet obscurantisme superstitieux qui aveuglait alors les peuples ! Et moi je vous dis, avec l'Esprit-Saint : C'est un vrai sage, éclairé de la lumière de la vraie science que la foi fait briller à ses regards ; il va trouver des trésors de salut au fond de ce cloître, et les peuples de son temps, plus heureux que les nôtres parce qu'ils avaient la vérité comme guide au milieu de leur rudesse encore primitive, comprendront cette sagesse, apprécieront cette science et en recueilleront les fruits dont nos générations ingrates abusent au sein d'une civilisation et d'un bien-être dont elles oublient et méconnaissent la source. *Et erit fides in temporibus tuis, divitiæ salutis sapientia et scientia.*

(1) *Dialog. S. Greg.*, lib. II, *prolog.*, in *Vit. S. Bened.*

(2) *Vit. S. Bened., An.*, apud Mabillon, n° 6.

C'est avant tout la richesse de la vertu, trésor incomparable avec lequel on achète le salut éternel, que vont donner à Benoît la sagesse dont la crainte est le commencement et la science des Saints. De quoi se compose donc cette vie qu'embrasse notre saint jeune homme et vers laquelle un attrait irrésistible attirera tant de cœurs à travers les âges? Le but du patriarche des moines d'Occident est très simple, sa règle ne contient rien d'extraordinaire. C'est la pratique des conseils évangéliques dans sa forme tout à la fois la plus simple, la plus complète et la plus élevée, disait jadis le grand évêque de Poitiers (1). Il faut chercher Dieu et lui seul, et comme la désobéissance nous en éloigne, il faut saisir avec amour l'obéissance qui nous en rapproche. « Qui que tu sois qui veux t'enrôler dans l'armée » monastique et combattre sous l'étendard du Christ, le vrai Roi, » prends en main les fortes et brillantes armes de l'obéissance (2). » Ainsi parle le législateur du Cassin. Cette obéissance qu'il demande à son disciple s'étendra à l'homme tout entier, car du jour où il l'aura promise, le moine ne sera plus maître de lui ; il n'aura plus ni volonté propre, ni possession terrestre quelconque, ni même la libre disposition de son propre corps. Par là est écarté le triple obstacle élevé contre la perfection par la triple concupiscence, et, selon la juste remarque de saint Thomas, dans ce vœu d'obéissance se trouvent compris les deux autres vœux essentiels à la vie religieuse : celui de la sainte pauvreté et celui de la sainte chasteté. C'est ce que la règle appelle la conversion dans toute la force de l'expression, c'est-à-dire l'acte par lequel l'âme, se détournant de toute autre chose, se retourne vers Dieu pour n'embrasser que lui seul, et, désormais dégagée dans sa marche, tendre vers ce bien suprême de toutes les puissances de son être.

Mais c'est loin du monde auquel il a renoncé que s'écoulera la vie du moine, et les murs bénis de son cloître le préserveront de l'atmosphère empoisonnée du siècle. C'est dans ce cloître, véritable atelier des ouvriers du Seigneur, *officina vero claustra sunt* (3), que notre Bienheureux Père veut le voir se fixer par une stabilité dont il exige la promesse. Il n'en sortira que rarement, cela ne vaudrait

(1) *Oraison funèbre de Dom Guéranger.*

(2) *Prolog., in Regul.*

(3) *Regula, c. IV.*

rien pour lui ; aussi tout devra être si bien prévu que le monastère puisse se suffire s'il est possible. Ce monastère sera une famille, dont l'abbé sera le père et le docteur et dont les frères goûteront, dans la pratique d'une charité toujours oublieuse d'elle-même, la vérité de cette parole de nos Saints Livres : *Ecce quam bonum et quam jucundum habitare fratres in unum* (1). Qu'il est bon et doux pour des frères de vivre ensemble dans une consolante unité de sentiments !

Cependant le saint législateur n'a garde d'oublier le but qu'il se propose. S'il réunit ses enfants pour les fortifier par un mutuel exemple, s'il dompte la nature par les rigueurs d'une pénitence mêlée de discrétion, s'il détache le moine de la terre et de lui-même, c'est pour amener les âmes à trouver Dieu et à s'unir à Lui. Et où donc trouve-t-on Dieu plus intimément que dans la prière ? Or, il est une prière belle, touchante, efficace entre toutes, c'est la prière liturgique dont vous entendiez tout à l'heure les suaves et célestes accents. Le grand Patriarche en fait le centre et l'occupation première de la vie monastique. Le cloître sera le lieu privilégié de la louange divine. Comme l'a si bien dit l'illustre et regretté Mgr Freppel, le moine sera par état le courtisan de Dieu (2). Il aura un service officiel, solennel et régulier à remplir chaque jour auprès de la Majesté trois fois sainte de son Roi, qui est le Roi immortel des siècles. C'est là sa fonction propre, son œuvre principale, l'office divin, l'œuvre de Dieu, *opus Dei* (3).

Toutefois, comme la faiblesse des forces humaines ne permet pas de chanter sans interruption les louanges divines, comme aussi le travail est une loi sainte, tout à la fois réparatrice et préservatrice, le temps qui ne sera pas consacré à la prière sera employé au travail ; travail manuel et travail de l'esprit, la règle le prévoit, l'abbé en reste juge, l'obéissance fixera tout. Telle est, en substance, cette règle, marquée, selon l'expression de saint Grégoire, d'un caractère singulier de sagesse et de discrétion, *discretione præcipuam* (4) ; dans laquelle tout est ménagé de manière à ne pas décourager les

(1) Ps. CXXXII, 1.

(2) *Orais. fun. de Dom Guéranger.*

(3) *Reg., passim.*

(4) *Dial. S. Greg. lib. II, c. xxxvi.*

faibles et à laisser aux vaillants quelque chose à désirer encore pour stimuler leur ardeur (1); cette règle, dans laquelle le Père de la vie monastique en Occident ne demande à son disciple que trois choses qui résument tout, mais qui exigent un incessant esprit de foi : chercher Dieu de tout son cœur, s'oublier soi-même pleinement; avoir du zèle pour la louange divine. *Si vere Deum quærit, si sollicitus sit ad opus Dei, ad obedientiam, ad opprobria* (2).

Voilà la règle dont le fils du comte de Maguelone fit profession à Saint-Seine, la vie qu'il échangea contre les douceurs du siècle. Certes, ce ne fut pas sans efforts et sans lutttes contre les tendances de la nature; mais, à peine initié à la vie du cloître, le jeune seigneur embrassa avec ardeur toutes les observances monastiques et les saints renoncements de l'humilité. Ardon, son disciple et son biographe, nous raconte que, pendant le sommeil de ses frères, il se levait pour nettoyer leurs chaussures, ajoutant qu'il mettait son bonheur à porter des vêtements usés et couverts de pièces cousues de sa main (3). Dans sa sagesse il avait compris la folie de la croix. Déjà ce jeune moine était un modèle. Il avait étudié les règles des Pères de la vie religieuse, en avait savouré les beautés, s'était épris de leurs saintes rigueurs, en avait formé ce *Codex Regularum* qu'il gravait dans son cœur en même temps qu'il le transcrivait sur le parchemin. Dans sa première ferveur il regardait même la règle de saint Benoît comme trop douce et bonne pour les novices et les faibles, ce qui lui attira plus d'une marque de mécontentement de la part de certains religieux, qui la trouvaient encore trop lourde pour leurs épaules amollies.

Cependant les moines de St-Seine déposèrent leurs préjugés lorsqu'ils virent à l'œuvre ce jeune religieux élevé par son abbé à l'importante et délicate fonction de cellérier, remplir si bien les devoirs de sa charge. Peu à peu les murmures cessèrent, comme peu à peu Benoît, sans cesse en contact avec des caractères divers, comprit que tous ne peuvent pas gravir les mêmes sommets, s'imposer les mêmes sacrifices. Alors, Benoît apprécia toute la discrétion de la règle du Cassin et résolut de s'en faire l'infatigable propagateur, le zélé

(1) *Reg.*, c. LXIV.

(2) *Reg.*, c. LVIII.

(3) *Vit. S. Bened.*, apud Mabillon, n° 7.

champion. Alors, ses frères comprirent le trésor qu'ils possédaient et ils résolurent de le mettre à profit en choisissant unanimement le fils d'Aigulf pour remplacer leur abbé, qui venait de mourir. Mais, au second Benoit comme au premier, il fallait une terre neuve pour semer, un espace libre pour construire. Au reste notre Saint n'aspire qu'à l'union avec Dieu dans le silence et l'oubli ; effrayé du fardeau qu'on veut lui imposer, craignant d'ailleurs que la vie de ses frères ne réponde pas à ses désirs, il prend la fuite et s'en va cacher son humilité dans la solitude. La foi qui l'éclaire et anime ses actes lui montre la vraie sagesse dans l'humilité, la vraie science dans la connaissance de Dieu qu'il puise chaque jour davantage au sein d'une continuelle contemplation. Il a fait ce que nos saints Livres disent du vrai Sage : il a recherché la sagesse de ses anciens Pères dans la vie monastique, *Sapientiam omnium antiquorum exquiret sapiens* (1) ; son âme s'est enrichie de trésors incomparables de vertus ; il a en main des richesses de salut ; Dieu ne veut pas qu'il garde pour lui seul ces trésors et précisément parce qu'il se cache et se compte pour rien, le Ciel va le prendre pour son ministre et le dispensateur de ses richesses. *Et erit fides in temporibus tuis, divitiæ salutis sapientia et scientia.*

II

A 35 kilomètres de Maguelone, en remontant vers le N.-O., non loin du massif de montagnes où l'Hérault creuse la gorge profonde de Gellone, se trouve une étroite vallée ombragée de grands arbres, arrosée par des eaux fraîches et limpides, qui murmurent vers le ciel comme une prière sans fin. C'est là, dans un domaine patrimonial, que Benoit vint chercher ce que son cœur désirait : l'oubli des hommes et l'union avec Dieu. Il se construisit une cellule près d'un ancien oratoire dédié à saint Saturnin, sur les bords du ruisseau d'Aniane, dont le nom devait passer à la postérité, grâce au solitaire qui allait l'illustrer. Benoit, désormais Benoit d'Aniane, ne laissait son désert qu'à de rares intervalles, pour aller visiter quelques-uns des serviteurs de Dieu, retirés comme lui dans des solitudes voisines depuis que les Sarrasins avaient été expulsés de la Septima-

(1) *Eccl.* XXXIX, 1.

nie : c'était Attilion, son conseiller aux heures d'épreuves que le ciel permettait ; Nébridius, le fondateur de la célèbre abbaye de la Grâce et plus tard archevêque de Narbonne, ou tout autre solitaire dont les pieux entretiens soutenaient son courage, éclairaient ses doutes. Mais, lui-même ne devait pas demeurer longtemps inconnu. Du fond de sa vallée s'exhalait le parfum de ses vertus, et bientôt il vit réunis autour de lui plusieurs disciples, parmi lesquels se trouvait Witmar, ce moine aveugle qui l'avait engagé à quitter le monde.

La pauvreté de ces premiers religieux d'Aniane était extrême, leur austérité effrayante. Ils en étaient réduits à s'envelopper de leurs couvertures pendant les offices de la nuit, afin que leurs membres exténués ne fussent pas immobilisés par la rigueur du froid ; le vin était une boisson dont ils ne goûtaient que sobrement aux seuls jours de fêtes.

Le nombre des disciples augmentait ; il fallut construire à peu de distance du premier emplacement un nouveau monastère plus spacieux ; Benoît l'éleva de ses mains, avec le secours de ses enfants. C'était une réunion de masures aux toits de chaume, groupées autour d'une chapelle en l'honneur de Marie, dont le mobilier trahissait la plus extrême indigence. Mais, au milieu de ce dénuement, les cœurs étaient heureux et le Ciel multipliait les prodiges sous les mains de son serviteur, témoin l'incendie effroyable miraculeusement arrêté par la vertu du Saint. Ce n'étaient là que des commencements, et l'abbaye d'Aniane ne devait pas se distinguer des autres monastères de l'Ordre par une pauvreté extérieure que la règle ne prescrit nullement pour la maison de Dieu et de ses serviteurs. Bien au contraire, cette illustre abbaye devait être, à tous les points de vue, un type achevé du monastère bénédictin.

Voici venir des essaims de moines qui demandent à leur père de dilater ses tentes, d'élargir les murs qui abritent la famille. *Angustus est mihi locus, fac spatium mihi ut habitem* (1). De toute part des dons princiers affluent à Aniane et l'on voit s'élever des édifices grandioses, au milieu desquels se distingue, plus grandiose encore, la basilique dédiée au Saint-Sauveur. La peinture et la sculpture rivalisent pour embellir la maison du Seigneur, et Benoît, qui a le génie et comme l'intuition du Beau, obtient de l'Empereur la permission de faire venir

(1) *Isaïe*, XLIX, 20.

de Nîmes des colonnes et des marbres antiques, épaves de la civilisation romaine amoncelées par les barbares. Ce fut une des gloires de ces siècles de foi d'avoir compris que le plus noble emploi que l'homme puisse faire de la richesse, c'est d'en consacrer les trésors au souverain Maître de toute chose dont il les tient. Le monastère était regardé par les peuples comme un édifice trois fois saint, consacré à Dieu, et si le moine devait être pauvre dans sa cellule, son vêtement et sa nourriture, on ne croyait pas déroger à la pauvreté en élevant à la gloire du Seigneur ces monuments somptueux, ces cloîtres ouvragés, ces basiliques admirables où les arts se donnaient rendez-vous pour chanter les louanges du Très-Haut dans un langage inimitable qui saisit l'âme, l'arrache aux mesquines préoccupations de ce monde et la jette palpitante aux pieds de l'infini. Ainsi pensait notre Saint ; il était de la race de ceux dont il est dit : *Pulchritudinis studium habentes* (1). Ils avaient la passion de ce qui est beau, eux qui contemplaient sans cesse la Beauté suprême, et de ce regard inspiré jaillirent ces merveilles de l'art dont nous admirons encore les restes échappés à la faux du temps ou au marteau du démolisseur. Plus de 300 moines furent bientôt réunis sous les cloîtres d'Aniane et l'ensemble des bâtiments pouvait, nous dit la chronique, abriter jusqu'à un millier de personnes.

Mais, malgré son extension matérielle, ses trésors de reliques, ses vases sacrés d'un prix inestimable, Aniane ne représentait pas encore le complet ensemble du monastère bénédictin. A côté des travaux des champs, qui rendaient fertiles les solitudes, à côté du travail des artistes, qui réalisait des chefs-d'œuvre, il fallait le noble travail de l'intelligence à la recherche de la vérité. Selon l'ancien adage : un cloître sans livres est une forteresse sans armes, Benoît, qui avait été élevé au milieu des savantes traditions de l'Ecole palatine, n'eut garde d'oublier ce point important ; il rassembla dans sa solitude une bibliothèque nombreuse, qui s'augmenta chaque jour par les travaux des moines occupés à transcrire les manuscrits au *Scriptorium* (2). Il ouvrit également à Aniane une école, qui devint

(1) *Eccl.* XLIV, 6.

(2) Mentionnons ici un manuscrit splendide, don de Louis le Débonnaire. Ce manuscrit, appelé le *Textus*, était un magnifique Evangélaire, relié richement. Sur un des côtés étaient des arabesques d'*electrum* couleur d'or ; l'autre côté

l'une des plus célèbres de cette époque. On y donnait, comme dans tous les monastères, l'enseignement *gratuit* : cet enseignement, donné par des maîtres illustres, comprenait les sciences sacrées et profanes. Souvent même, comme jadis à Lérins et à Marmoutier, les provinces voisines vinrent y chercher leurs évêques, et il en sortit un grand nombre d'hommes instruits, qui allèrent renouveler les études dans les monastères de la Gaule, de l'Italie et de l'Allemagne (1).

Au reste, lui et les siens vont mettre au service de l'Eglise les trésors de sagesse et de science qu'ils recueillent chaque jour. Le fils du comte de Maguelone ne cherche que la sagesse et la science du salut éternel ; mais il devient du même coup un savant et un dialecticien distingué. Il s'est plongé, nous l'avons vu, dans l'étude des anciens maîtres de la vie monastique, au point d'en extraire toute la doctrine sur la vie religieuse. Ami et émule du grand Alcuin, moine comme lui, il compose un admirable abrégé de la foi catholique, *Forma fidei*. Apologiste, il réfute l'adoptianisme, prétendant que Jésus-Christ était Fils de Dieu, non par nature, mais par adoption ; il le fait en quelques pages d'un style simple, d'une logique serrée et implacable, où se révèle une profonde connaissance des Pères de l'Eglise. Son mérite et sa science lui valent de siéger, en 794, au concile de Francfort, que préside Charlemagne. La part qu'il y prend est telle que certaines décisions semblent tirées de ses écrits, celles surtout qui concernent la discipline ecclésiastique et monastique dont le zèle le dévore.

Doué du don de la parole, il se prodigue dans la région en véritable apôtre, dans des prédications où l'ardeur de sa foi se révèle non moins que sa vaste érudition et son goût littéraire. Il étonne par ses connaissances variées et confond par son éloquence. Tel est le prestige de cet homme, que, par deux fois, Charlemagne le délègue en Espagne, avec Leidrade, archevêque de Lyon, et Nèbridius, archevê-

était un admirable ivoire sculpté. Les moines conservèrent longtemps ce don royal : quand un prince visitait l'abbaye, on le portait au-devant de lui avec pompe. Il existait encore au XIV^e siècle. — Cf. Du Cange, Gloss. au mot *textus*. — *Capitul. Reg. Franc.*, t. II, p. 1261 — *Mém. de la Soc. archéol. de Montpellier*, t. II, p. 452, note.

(1) Citons en particulier Théodulfe, plus tard évêque d'Orléans ; Ardon Smaradage, auteur de la *Vie* de notre Saint ; Ermold le Noir, etc.

que de Narbonne, pour combattre l'adoptianisme. Ces missions sont couronnées au concile d'Urgel par l'abjuration de l'hérésiarque Félix et la conversion de vingt mille hérétiques (1). Puis, au retour de ses courses apostoliques et lorsqu'il déposait son *calamus* victorieux, Benoît redevenait l'humble moine et reprenait avec ses disciples les travaux les plus obscurs du monastère et des champs.

Au reste, son influence ne cesse pas un instant de se répandre autour de lui, même lorsqu'il se cache et cherche à se faire oublier ; les peuples et les rois viennent frapper à la porte de son abbaye pour lui demander ses secours et ses conseils. Il est une vertu dont le christianisme a révélé au monde les nobles dévouements et les consolantes abnégations ; une vertu dont il a seul le secret et dont les moines ont toujours été jaloux de garder les délicatesses, de pratiquer les sacrifices ; une vertu qui réconciliera les peuples avec l'Eglise, comme jadis elle les attira sur son sein ; cette vertu, vous l'avez nommée, c'est la charité. La charité florissait à Aniane, car l'esprit de foi y apprenait à recevoir, comme la personne même du Christ, tous ceux qui frappaient aux portes du monastère. Les malheureux trouvaient auprès des religieux le soulagement de leurs souffrances, l'hospitalité y accueillait les voyageurs, d'abondantes distributions de secours y donnaient à l'indigent la nourriture dont il avait besoin. On le vit bien lorsqu'au milieu des horreurs d'une famine l'abbé soutint de ses largesses une foule de nécessiteux qui vinrent lui tendre la main. Plusieurs d'entre eux élevèrent des cabanes autour du monastère et, pendant tout un hiver, partagèrent avec les moines les provisions qui leur permirent d'attendre des jours meilleurs. Ce fut là, vous le savez, l'origine de votre gracieuse et florissante cité, qui s'éleva à l'ombre du cloître, à l'exemple de tant d'autres villes auxquelles un monastère servit de berceau.

Ce ne sont pas seulement les secours de la charité, mais encore les bienfaits de la liberté que l'abbé d'Aniane octroyait à ceux qui dépendaient de sa crosse. A la suite de tant de Pontifes défenseurs de la dignité humaine, il affranchissait tous les serfs qui se trouvaient sur les terres dont fut dotée son abbaye, se montrant ainsi le

(1) Cf. Froben, *Dissert. de hæc. Elip. et Fel.*, in edit. op. Alcuin, t. I, p. 395 ; Lecointe, *Annal. Eccl. Franc.*, t. VI, an. 799 ; — Baluze, *Miscell. sacr.*, t. V., p. 1 ; — *Hist. litt. de France*, t. IV, p. 454, etc.

l'une des plus célèbres de cette époque. On y donnait, comme dans tous les monastères, l'enseignement *gratuit* ; cet enseignement, donné par des maîtres illustres, comprenait les sciences sacrées et profanes. Souvent même, comme jadis à Lérins et à Marmoutier, les provinces voisines vinrent y chercher leurs évêques, et il en sortit un grand nombre d'hommes instruits, qui allèrent renouveler les études dans les monastères de la Gaule, de l'Italie et de l'Allemagne (1).

Au reste, lui et les siens vont mettre au service de l'Eglise les trésors de sagesse et de science qu'ils recueillent chaque jour. Le fils du comte de Maguelone ne cherche que la sagesse et la science du salut éternel ; mais il devient du même coup un savant et un dialecticien distingué. Il s'est plongé, nous l'avons vu, dans l'étude des anciens maîtres de la vie monastique, au point d'en extraire toute la doctrine sur la vie religieuse. Ami et émule du grand Alcuin, moine comme lui, il compose un admirable abrégé de la foi catholique, *Forma fidei*. Apologiste, il réfute l'adoptianisme, prétendant que Jésus-Christ était Fils de Dieu, non par nature, mais par adoption ; il le fait en quelques pages d'un style simple, d'une logique serrée et implacable, où se révèle une profonde connaissance des Pères de l'Eglise. Son mérite et sa science lui valent de siéger, en 794, au concile de Francfort, que préside Charlemagne. La part qu'il y prend est telle que certaines décisions semblent tirées de ses écrits, celles surtout qui concernent la discipline ecclésiastique et monastique dont le zèle le dévore.

Doué du don de la parole, il se prodigue dans la région en véritable apôtre, dans des prédications où l'ardeur de sa foi se révèle non moins que sa vaste érudition et son goût littéraire. Il étonne par ses connaissances variées et confond par son éloquence. Tel est le prestige de cet homme, que, par deux fois, Charlemagne le délègue en Espagne, avec Leidrade, archevêque de Lyon, et Nébridius, archevê-

était un admirable ivoire sculpté. Les moines conservèrent longtemps ce don royal ; quand un prince visitait l'abbaye, on le portait au-devant de lui avec pompe. Il existait encore au XIV^e siècle. — Cf. Du Cange, Gloss. au mot *textus*. — *Capitul. Reg. Franc.*, t. 11. p. 1261 — *Mém. de la Soc. archéol. de Montpellier* t. II, p. 452, note.

(1) Citons en particulier Théodulfe, plus tard évêque d'Orléans ; Ardon Smaradage, auteur de la *Vie* de notre Saint ; Ermold le Noir, etc.

que de Narbonne, pour combattre l'adoptianisme. Ces missions sont couronnées au concile d'Urgel par l'abjuration de l'hérésiarque Félix et la conversion de vingt mille hérétiques (1). Puis, au retour de ses courses apostoliques et lorsqu'il déposait son *calamus* victorieux, Benoît redevenait l'humble moine et reprenait avec ses disciples les travaux les plus obscurs du monastère et des champs.

Au reste, son influence ne cesse pas un instant de se répandre autour de lui, même lorsqu'il se cache et cherche à se faire oublier; les peuples et les rois viennent frapper à la porte de son abbaye pour lui demander ses secours et ses conseils. Il est une vertu dont le christianisme a révélé au monde les nobles dévouements et les consolantes abnégations; une vertu dont il a seul le secret et dont les moines ont toujours été jaloux de garder les délicatesses, de pratiquer les sacrifices; une vertu qui réconciliera les peuples avec l'Eglise, comme jadis elle les attira sur son sein; cette vertu, vous l'avez nommée, c'est la charité. La charité florissait à Aniane, car l'esprit de foi y apprenait à recevoir, comme la personne même du Christ, tous ceux qui frappaient aux portes du monastère. Les malheureux trouvaient auprès des religieux le soulagement de leurs souffrances, l'hospitalité y accueillait les voyageurs, d'abondantes distributions de secours y donnaient à l'indigent la nourriture dont il avait besoin. On le vit bien lorsqu'au milieu des horreurs d'une famine l'abbé soutint de ses largesses une foule de nécessiteux qui vinrent lui tendre la main. Plusieurs d'entre eux élevèrent des cabanes autour du monastère et, pendant tout un hiver, partagèrent avec les moines les provisions qui leur permirent d'attendre des jours meilleurs. Ce fut là, vous le savez, l'origine de votre gracieuse et florissante cité, qui s'éleva à l'ombre du cloître, à l'exemple de tant d'autres villes auxquelles un monastère servit de berceau.

Ce ne sont pas seulement les secours de la charité, mais encore les bienfaits de la liberté que l'abbé d'Aniane octroyait à ceux qui dépendaient de sa crosse. A la suite de tant de Pontifes défenseurs de la dignité humaine, il affranchissait tous les serfs qui se trouvaient sur les terres dont fut dotée son abbaye, se montrant ainsi le

(1) Cf. Froben, *Dissert. de hæ. Elip. et Fel.*, in edit. op. Alcuin, t. I, p. 395; Lecoigne, *Annal. Eccl. Franc.*, t. VI, an. 799; — Baluze, *Miscell. sacr.*, t. V., p. 1; — *Hist. litt. de France*, t. IV, p. 454, etc.

zélé promoteur d'un mouvement dont l'Eglise revendique, à juste titre, la glorieuse initiative. Ils devraient bien s'en souvenir, ces déclamateurs impudents qui parlent de liberté et nous forgent chaque jour de nouvelles chaînes. La véritable liberté, les peuples la doivent à l'Eglise, qui n'a cessé d'employer sa maternelle influence pour abolir la servitude et préparer leur affranchissement, par ses institutions pleines de sagesse, par les chartes communales rédigées sous ses inspirations, surtout par le maintien des principes immuables et régénérateurs dont elle est la gardienne incorruptible, principes qui sont la sauvegarde de la famille et des sociétés. Sortez de ces principes, et vous marchez à la servitude la plus honteuse. Esclave de ses passions, l'homme n'aspire plus qu'à les satisfaire, et dût-il, pour arriver à ses fins, asservir les multitudes et les dégrader, il ne recule devant aucune monstruosité, comme ces foules avilies et sans énergie morale sont prêtes à subir tous les jougs, pourvu qu'on satisfasse leurs instincts grossiers et insatiables.

Et, maintenant, je vous le demande, Mes Frères, en présence des bienfaits incomparables que notre Saint répand à pleines mains autour de lui, n'avais-je pas raison de vous dire que la sagesse et la science dont sa foi profonde lui avait découvert les richesses étaient des trésors de salut ? Trésors de salut pour les âmes, trésors de salut pour l'Eglise, trésors de salut pour la société elle-même. Voilà comment un homme, poussé par la foi dans la solitude pour y chercher uniquement la divine Sagesse et la science des Saints, un homme cherchant au fond d'un cloître la chose *seule nécessaire*, *unum necessarium*, a pu déployer sur la scène du monde une activité infatigable et se trouver apte à remplir des rôles dont la postérité atteste la grandeur et la fécondité. « Ah ! s'écrie le grand Evêque d'Angers, c'est que le moine qui a tout quitté pour être l'homme de Dieu, est du même coup l'homme de l'Eglise. Dès lors, il n'a plus d'esprit propre, mais l'esprit de l'Eglise : c'est de sa pensée qu'il s'inspire, c'est à sa vie qu'il enchaîne la sienne ; c'est pour la servir qu'il prie, qu'il étudie, qu'il travaille. Dès lors, associé à toutes les œuvres de l'Eglise, il lui fournit pour la parole et pour l'action des instruments incomparables. » Or, voici que la grande figure de saint Benoît d'Aniane domine ces âges de foi par la sagesse de ses institutions et la profondeur de sa science, nous apparaissant comme une saisissante personnification de la vie monastique et de sa bienfai-

sante influence. Tout à la fois profond contemplatif, savant, docteur et apôtre, notre Saint est encore le fondateur d'une florissante cité, un des éducateurs des peuples, le défenseur de la liberté, le soutien des malheureux.

Enfin, saint Benoit d'Aniane est le conseiller de Rois au cœur généreux et magnanime, à l'âme profondément imprégnée des sentiments d'une foi qui leur montre des trésors de salut dans la vraie sagesse et dans la vraie science ; ces puissants monarques viennent demander à un pauvre moine de puiser dans ces trésors et vont seconder son œuvre de tout leur pouvoir. Après avoir amassé ces richesses pour lui-même et les avoir communiquées autour de lui, Benoit va mettre le couronnement à l'édifice en faisant passer à travers les cloîtres un souffle de rénovation salutaire et féconde. Aniane va devenir un centre de réforme monastique, et l'action de notre Saint va se répandre jusqu'aux extrémités de l'Empire et au delà, portant avec elle ces trésors de salut qui, renouvelant les monastères dans la vraie sagesse et la vraie science, les maintiendront à la hauteur de leur vocation et leur permettront d'avoir sur la société chrétienne cette influence décisive que l'histoire enregistre avec reconnaissance. Ce sera l'œuvre de celui auquel nous donnons le nom glorieux de second Benoit ; ce sera l'œuvre aussi de ces princes chrétiens dont la foi vive comprendra où sont les vraies sources du salut, non seulement pour les âmes, mais aussi pour les peuples. C'est ce qu'il me reste à vous dire en quelques mots. *Et erit fides in temporibus tuis, divitiæ salutis sapientia et scientia.*

III

Les ennemis du nom chrétien qui avaient désolé le midi de l'Europe s'étaient acharnés avec une rage satanique contre les monastères qu'ils rencontraient sur leurs pas. La Gaule méridionale était couverte de ces ruines monastiques. Dans la Gascogne et la Septimanie en particulier, aussi bien que dans la Provence, le chant des louanges divines avait cessé presque partout, les chœurs de moines et de vierges ayant été dispersés ou massacrés ; les sanctuaires et les cloîtres, muets et déserts, attendaient dans le silence de la mort l'heure de la résurrection. Cette heure allait sonner, car sous la

mousse qui recouvrait ces ruines abandonnées, reposaient de nombreux martyrs, vraie semence de moines. Il suffira de nommer ici, entre tant d'autres, avec Lérins et Saint-Victor de Marseille, les abbayes de Psalinodi au diocèse de Nîmes, Saint-Savin de Tarbes, Joncels de Béziers, Sainte-Croix de Bordeaux.

A toutes ces ruines matérielles la conquête de l'Aquitaine par Charles-Martel et Pépin vint ajouter les ruines de la discipline monastique dans plus d'un cloître encore debout. On vit alors, en effet, plusieurs des monastères qui avaient survécu à la tempête devenir, comme dans le Nord, la proie des hommes de guerre. Avec ces abbés d'un nouveau genre, bardés de fer et ne rêvant que batailles, chasses ou divertissements, l'esprit du monde devait pénétrer dans la solitude et prendre la place de l'esprit de foi, seul capable de maintenir le religieux dans les austères devoirs de sa vocation. Il fallait rendre la vie à ces cadavres spirituels, relever ces ruines morales, plus tristes encore que les ruines matérielles, du moins empreintes de grandeur et de gloire. Cette double résurrection devait être l'œuvre de Benoît d'Aniane.

Afin de soustraire son abbaye aux influences néfastes comme aux injustes vexations, le fondateur l'avait placée sous la pieuse et puissante protection de Charlemagne. A la demande de Benoît, ce prince accorda aux religieux le droit d'élire eux-mêmes leur abbé, conformément aux prescriptions de la règle. Avec ses 300 moines, sa merveilleuse basilique, sa bibliothèque et ses écoles, ses travaux de tout genre et surtout le rayonnement de ses vertus, Aniane était un monastère modèle vers lequel se tournaient tous les regards. Les œuvres fécondes de son abbé, les conquêtes de ses apôtres, l'abondance de ses aumônes, la ferveur de ses religieux, répandaient au loin l'éclat de la science et de la sainteté. Aussi ne tarda-t-on pas à venir lui demander les éléments nécessaires pour relever les ruines et ranimer la vie dans les âmes religieuses.

Une des premières ruines que releva la main réparatrice de Benoît, fut l'illustre abbaye de l'Île-Barbe, à Lyon. Ce monastère, qui dispute à l'humble Ligugé l'honneur d'avoir été le premier monastère des Gaules, avait été saccagé par les Sarrasins. A la demande de l'Archevêque de Lyon, Leidrade, son ami, Benoît repeupla de ses moines l'antique sanctuaire, et tandis que Charlemagne faisait transporter à l'Île-Barbe une partie de la bibliothèque du Palais, l'archevêque

renouvelait les plus glorieux privilèges de l'abbaye, confirmant à l'abbé du monastère restauré le droit de veiller sur la pureté de la foi dans le diocèse de Lyon et le pouvoir de gouverner l'Eglise des Pothin et des Irénée pendant la vacance du siège.

A son tour, l'illustre Théodulfe, ancien disciple de Benoît, puis abbé de Fleury-sur-Loire et maintenant évêque d'Orléans, demandait à notre Saint de rendre sa première ferveur à l'abbaye de Mici. Bientôt les moines d'Aniane furent appelés de toute part, et ce grand mouvement de réforme monastique se propagea dans la Gaule méridionale (1).

L'âme de la réforme, ce fut Benoît d'Aniane; mais le soutien le plus efficace de cette œuvre, ce fut ce prince à la foi vive, à l'âme tendre et généreuse qui est connu dans l'histoire sous le nom de Louis le Pieux. Ne pouvant échanger sa couronne royale contre la couronne monastique, ainsi que l'avait fait son grand-oncle Carloman, il résolut de soutenir de tout son pouvoir l'entreprise de Benoît, dont il fit son confident le plus intime, et il conféra à notre grandabbé la direction de tous les monastères d'Aquitaine. Nous ne saurions énumérer ici les nombreuses abbayes relevées ou renouvelées par l'abbé d'Aniane (2); mais nous ne pouvons oublier de mentionner que, soumise à la grande et féconde loi de l'épreuve, l'œuvre de Benoît eut à subir des assauts qui rehaussèrent encore sa vertu. Au reste, si le grand Charlemagne fut un instant circonvenu par les rapports des envieux et des méchants, il ne tarda pas à rendre à notre Saint toute son estime. Cette estime fut telle qu'à sa mort le puissant monarque fit dans son testament une part pour l'abbé d'Aniane. Parmi les objets précieux que le prince laissait à son ami, figurent, avec des vases d'argent et d'or pour le culte divin, de nombreuses reliques dont la plus belle était une parcelle de la vraie croix (3).

Tandis que sur le tronc vieilli et mutilé des anciens monastères, Benoît greffait une vie nouvelle, des rejetons nouveaux sortaient d'Aniane et croissaient avec une nouvelle et sainte vigueur. Parmi

(1) *Mabillon*, act. SS. O. S. B. sæc. I, p. 601; sæc. IV, p. 205. — *Gall. Christ.* t. IV, col. 224. — Voir le travail de l'abbé Baunard sur Théodulfe d'Orléans. Etc.

(2) Nommons : Cornéry, dioc. de Tours; Ménat, en Auvergne; Mastay en Berry; Belle-Celle, dioc. d'Albi. Etc.

(3) *Annal. vet. Franc.*, ap. D. Martène; *Ampliss. Collect.* t., V. col. 913.

ces jeunes plants il en est un que nous ne saurions passer sous silence, nous voulons parler de ce monastère de Gellone où le vaillant duc d'Aquitaine, Guilhem, le vainqueur des Sarrasins, vint échanger son épée contre le capuce du moine, se retirant non loin de ce Benoît qu'il avait connu à la Cour de l'Empereur et dont il voulut devenir l'humble et pauvre disciple (1).

Mais il faut avancer. Louis le Débonnaire ne pouvait se passer des conseils de l'abbé d'Aniane. Il lui donna d'abord le monastère de Maurmunster (2), en Alsace, pour l'avoir plus près de lui ; puis enfin, le voulant à sa porte, afin de jouir plus fréquemment de ses lumières et de son amitié, il lui céda, non loin d'Aix-la-Chapelle, une solitude que notre Saint transforma et où il éleva le monastère de Saint-Corneille, Cornélymunster, avec sa riche basilique (3). Là, le prince, fatigué des pompes de la Cour et fuyant son palais, venait se retremper dans la prière auprès du confident de son âme, s'informant avec intérêt des besoins des moines et des moindres détails de la vie religieuse. De son côté, l'abbé se rendait parfois au palais pour plaider les causes recommandées à sa bonté, et son crédit obtenait toujours du monarque ce que la justice ou la clémence lui permettaient d'accorder.

Dans ces âges de foi, les rois comprenaient que la plus belle prérogative de leur puissance, aussi bien que le plus saint de leurs devoirs, était de servir la royauté du Christ en protégeant son Eglise, et celle-ci allait volontiers élaborer ses lois dans les palais mêmes des princes, car les monarques regardaient la force et la gloire de l'Eglise comme la force et la gloire de leurs peuples. Le 10 juillet 817, le palais impérial d'Aix-la-Chapelle vit donc réunie dans son enceinte une multitude de moines et d'abbés. On voyait là Arnoul de Noirmoutier, Smaragde de Saint-Mihiel, Apollinaire de Flavigny et tant d'autres à côté de l'abbé du Mont-Cassin. Mais notre Benoît fut l'âme et la lumière de ces grands Etats du monachisme au IX^e siècle. Placé par Louis le Débonnaire à la tête de tous les monastères de l'Empire dont il avait convoqué cette imposante assemblée, il ins-

(1) *L'anc. abbaye de Gellone*, par Tomassay, in. *Mém. de la Soc. roy. des antiq. de Fr.*, t. XV, p. 320. — It. D. Mabillon : *Act. Sanct. O. S. B. sæc. IV.*

(2) *Act. Sanct. O. S. B. sæc. IV*, p. I.

(3) *Act. Sanct. O. S. B. sæc. IV*, p. I. — Bolland., t. IV, sept. p. 185.

pira la rédaction de ces fameux capitulaires qui, sanctionnés par le pieux Empereur, allaient rendre à l'Ordre sa vigueur première et le libre usage de ses droits dans le choix des abbés.

Désormais son œuvre était achevée. Dans un livre admirable intitulé : *la Concordance des Règles*, il laissait aux moines des trésors de spiritualité capables de les nourrir et de leur faire apprécier les richesses de la Règle Benedictine ; il pouvait aller recevoir la récompense de ses travaux. Il mourut, quelques années après, à Cornélymunster, en 821, et sa dernière pensée fut pour son cher Aniane, où il envoya l'expression de son amour et les suprêmes conseils de son cœur paternel.

Et maintenant qu'il est dans la gloire, après que plus de mille ans ont passé sur ses œuvres, sa mémoire demeure en bénédiction dans le peuple chrétien et dans l'Eglise. Les révolutions qui agitent les empires ont pu disperser ses enfants et changer la destination de ses cloîtres ; mais son nom demeure impérissable et la reconnaissance le suit à travers les âges. Les solennités de ce centenaire en sont une preuve éclatante. Ah ! vous avez bien raison d'être fiers, habitants d'Aniane, Benoit est votre père, il est aussi votre gloire, et le nom de votre ville, indissolublement uni au sien, est prononcé jusqu'aux extrémités du monde avec amour et respect, car il rappelle des grandeurs que le temps ne peut éclipser. Demeurez-lui toujours fidèles, conservez toujours dans vos cœurs ses enseignements et ses exemples, comme vous jouissez de ses bienfaits. Qu'Aniane soit toujours la ville de Benoit, comme Benoit est le Benoit d'Aniane.

Dans les temps où nous vivons on cherche à arracher des cœurs cette foi qui animait tous ses actes, et sans laquelle l'homme n'est plus qu'un être égaré hors de sa voie et plongé dans les ténèbres ; les sociétés marchent au désordre et à la mort. Une philosophie imprégnée de naturalisme prétend tout expliquer par les raisonnements d'une sagesse humaine qui n'explique rien des grands problèmes de la vie et par les constatations d'une science infatuée d'elle-même, dont un des partisans les moins suspects avouait naguère encore les impuissances et les lacunes (1). Gardez dans vos cœurs et dans les cœurs de vos enfants cette foi de votre baptême qui donne la vie et le bonheur. Elle vous montrera des trésors de salut dans la vraie

(1) Brunetière (*Revue des Deux-Mondes*, janvier 1895).

sagesse et la vraie science, trésors du salut éternel, trésors aussi de sagesse et de science humaine, Benoît vous en a donné la preuve, vous en avez dans cet auditoire des exemples sous les yeux. *Et erit fides in temporibus tuis, divitiæ salutis sapientia et scientia.*

O Père glorieux de l'Ordre monastique, second Benoît donné à la France, comme le premier à l'Italie (1), du haut du Ciel où vous jouissez de la récompense que vous avez si justement méritée, daignez abaisser vos regards sur ce peuple ; obtenez-lui de demeurer toujours digne de vous, digne du Pasteur incomparable de ce diocèse, digne de ceux qui travaillent après vous avec tant de zèle à cette portion de la vigne du Seigneur. N'oubliez pas vos humbles fils et vos frères dans la vie monastique sur cette terre de France où ils ne sont plus que les restes d'un peuple jadis si nombreux. Que du moins leur ferveur rachète leur petit nombre. Bénissez leur digne chef, le digne successeur de Dom Guéranger ; donnez-leur votre esprit et votre amour pour cette règle dans l'observation de laquelle ils veulent, eux aussi, se sanctifier.

A tous enfin, obtenez votre foi et les trésors de salut contenus dans la vraie sagesse et la vraie science qui nous conduiront au bonheur que vous possédez, avec la bénédiction de Monseigneur.

(1) Vid. *Carmen Theodulfi*. Lib. II, vi.

Sur saint Benoît d'Aniane et ses œuvres : vid. Mabillon, *Act. Sanct. O. S. B.* *sec.* IV, p. I. — *Hist. litt. de la France*. — Migne, t. CIII, *Patrol. lat.*, etc.

SAINT BENOIT D'ANIANE

ET

SAINT GUILHEM

Par M. REVILLOUT

PROFESSEUR HONORAIRE DE LA FACULTÉ DES LETTRES DE MONTPELLIER

A la fin du VIII^e siècle et au commencement du IX^e, furent fondés sur deux cours d'eau qui descendent dans l'Hérault, le ruisseau d'Aniane et le torrent du Verdus, deux monastères appelés à jouer un grand rôle dans l'histoire religieuse et sociale de nos contrées : celui d'Aniane et celui de Saint-Guilhem-du-Désert.

Quoique très voisines l'une de l'autre, ces deux abbayes étaient situées dans des diocèses différents : l'une relevait de Maguelone, l'autre de Lodève. Mais, si, plus tard, elles se séparèrent et devinrent même, sinon ennemies, du moins rivales, elles étaient, au début de leur existence, étroitement unies, et Saint-Guilhem avait commencé par être, d'abord, une simple dépendance, — une *cella* d'Aniane.

Les choses changèrent dans la suite : Gellone différait trop d'Aniane pour ne pas désirer de devenir autonome. Sa situation au fond d'une gorge d'accès difficile, tandis qu'Aniane était dans la plaine, la diversité des diocèses et des intérêts, le grand nom de son fondateur, l'esprit de communauté, l'amour-propre que les plus saints ont tant de peine à étouffer complètement, que de causes pour inspirer à ses moines le désir de l'indépendance, je dirai même, pour leur en faire un besoin ! Les liens ne tardèrent donc pas à se relâcher entre les deux monastères, puis à se briser tout à fait, et, vers le milieu du X^e siècle, avec des circonstances que nous ignorons, la séparation semblait accomplie. Les bulles des papes la rendirent définitive ; un décret d'Urbain II proclama la liberté de l'abbaye du désert, et,

plus tard, des lettres de Calixte II et d'Alexandre IV la soumièrent immédiatement au Saint-Siège (1).

Les moines de Saint-Guilhem essayèrent, ensuite, de faire disparaître les traces de leur ancien état ; mais l'historien n'a pas de peine à les retrouver, et la preuve de leur dépendance primitive ressort des documents mêmes qu'ils invoquent pour la contester. L'origine de cette dépendance est pourtant assez glorieuse, pour que l'abbaye de Gellone ne se refuse point à la reconnaître. Elle est dans l'amitié de deux grands saints qui furent, l'un et l'autre, l'honneur de l'Eglise et de l'aristocratie carlovingienne, de deux saints faits pour se comprendre et s'aimer ; car, sortis tous deux de familles puissantes, ils avaient dû, avant d'entrer dans la vie religieuse, pratiquer les mêmes renoncements.

Celui qui donne l'exemple, c'est le Goth Wiltiza, dont le nom propre a disparu pour faire place à celui de Benoît d'Aniane. Michelet l'appelle le plus sévère des moines, et il a raison, car ce réformateur rigide trouvait la règle du premier saint Benoît faite pour des faibles et pour des novices. Trop sévère peut-être ; mais, à ces hommes rudes et grossiers, il fallait une discipline aussi violente que leur nature ; un maître aussi raide que leur âme de fer. Benoît fut ce maître inflexible et, par ses exemples, par ses disciples répandus dans tout l'empire par l'autorité dont l'avaient investi Charlemagne et Louis le Débonnaire, par ses visites incessantes, il rétablit la discipline monastique, altérée dans tout l'Occident.

Il était lui-même de noble naissance ; fils d'un comte de Maguelone il descendait des Wisigoths, ces barbares ariens qui avaient, autrefois, conquis l'Espagne et la Septimanie et que Récarède avait ramenés, à la fin du VI^e siècle, dans le giron de l'Eglise catholique. Comme le vaillant Guillaume, il avait commencé par porter les armes ; mais, de bonne heure, cette âme vigoureuse avait cherché de plus rudes et de plus obscurs combats ; pourtant, en renonçant au monde, il ne put réussir à s'en faire oublier : la gloire le poursuivit dans la retraite où il avait vainement essayé de disparaître, et ce solitaire, qui, pour échapper à la dignité d'abbé, s'était enfui de son premier monastère,

(1) J'ai raconté cette histoire dans une *Etude historique et littéraire sur l'ouvrage latin intitulé : Vie de Saint Guillaume*, insérée dans les nos 35 et 36, des *Mémoires de la Société archéologique de Montpellier*, juillet 1876, t. VI, p. 495 à 576.

fut contraint de se mêler à toutes les affaires importantes de l'Eglise.

Autre est la vie religieuse de saint Guilhem. Comblé des honneurs du monde, ce comte Fier-à-Bras, ce défenseur de l'Aquitaine, ce tuteur du jeune roi Louis, a tout quitté pour chercher l'oubli dans des gorges inaccessibles ; il l'a trouvé à souhait dans une retraite tellement secrète que, suivant le mot d'un vieil hagiographe, celui qui l'habite n'a jamais à désirer la solitude. *Qui locus ita secretus est, ut solitudinem non desideret habitator*. Et ses vertus nouvelles, aussi miraculeuses que ses prouesses guerrières étaient héroïques, restent ensevelies dans ce désert, où ne pouvait, dit Ardon, pénétrer que celui qui venait y prier.

Et pourtant, ce modeste, cet ermite qui cherche le silence et abhorre le bruit, au moment de mourir, a, pour ainsi dire, le pressentiment de l'avenir de gloire qui doit, sur la terre, être celui de son nom. Lorsque, dit son biographe, il connut que le jour de sa mort approchait, il annonça, par des lettres circulaires, à presque tous les monastères situés dans l'empire de Charlemagne, qu'il allait enfin quitter la vie. Beaucoup plus tard, les moines de son abbaye, paraphrasant, vers le XII^e siècle, ce récit de saint Ardon, y ajoutèrent une légende qui le complète. Le 28 mai, au moment où le Saint rendit l'esprit, les cloches de toutes les églises situées dans le voisinage, des petites comme des grandes, mises en branle par un sonneur invisible, sonnèrent à toute volée et révélèrent à toutes les provinces d'alentour la mort et les mérites du glorieux serviteur que Dieu venait de recevoir dans les tabernacles éternels.

Ne voyez-vous pas, dans cette pieuse légende, la poétique image du bruit retentissant qui devait se faire et se prolonger pendant tout le moyen-âge et dans toute l'Europe avec le nom et les prouesses de saint Guilhem ? Cet ermite, enseveli dans ses montagnes, occupe encore aujourd'hui plus de place dans les souvenirs populaires que son maître Benoît, l'actif et remuant réformateur dont l'action se retrouve partout dans l'histoire ecclésiastique de son siècle. On l'a vu — même de nos jours, — quand un zèle naïf, qui croit effacer les souvenirs en effaçant les noms, a changé les appellations de quelques-unes de nos rues : le nom de saint Benoît a disparu, celui de saint Guilhem a trouvé grâce.

D'où vient cette différence ?

Permettez-moi de parler ici en homme trop épris, peut-être, de la

littérature, trop persuadé de la puissance sociale de l'art. N'en serait-il pas un peu des saints comme des héros du monde? N'ont-ils pas besoin, eux aussi, pour être célèbres et populaires, que la poésie s'empare de leurs vies, que l'imagination leur donne une seconde auréole? Bien des vaillants, disait le bon Horace, vécurent avant Agamemnon : aucun d'eux n'éveille de regrets ; ils sont inconnus, ensevelis dans une nuit éternelle : il leur a manqué un poète sacré.

Ce genre d'immortalité manque à saint Benoît ; la poésie, si prodigue pour le pauvre et séraphique saint François d'Assise, a presque laissé s'éteindre, dans l'oubli du monde, le nom du fondateur d'Aniane, éclipsé d'ailleurs par l'éclat de son homonyme, l'illustre patriarche de la vie monastique en Occident. Elle s'est, au contraire, attachée avec amour à saint Guillaume du désert, et, concentrant en sa personne tous les exploits, toutes les prouesses des nombreux Guillaume vainqueurs des Sarrasins et libérateurs du sol national, elle en fait le héros de la plus brillante épopée du cycle carlovingien, — de cette opulente et belliqueuse geste des *Narbonnais*, particulièrement aimée de Dieu, suivant le témoignage d'un trouvère : « *Moult ama Diex la geste* »

Ainsi, grâce à la poésie, Guillaume se présente à la postérité muni, pour ainsi dire, d'une triple vie : il est d'abord le grand homme de guerre dont Charlemagne fit, sur la frontière méridionale de son empire, un second rempart, ajouté à celui des Pyrénées ; il est ensuite l'humble ermite qui vint ensevelir sa gloire humaine dans l'âpre solitude de Gellone ; il est enfin le héros romanesque autour duquel se rangent tous les preux de la grande légende des *Narbonnais*, le digne fils de cet Aymerillot que le plus grand lyrique de notre temps nous montre, disant à l'invincible empereur :

... Il plut au sort de n'oublier,
Lorsqu'il distribua les fiefs héréditaires.
Deux liards couvriraient fort bien toutes mes terres ;
Mais tout le grand ciel bleu n'emplirait pas mon cœur.
J'entrerai dans Narbonne et je serai vainqueur.

Mais, disons-le bien vite, le vaillant fils d'Amaury ne ressemble guère au Guillaume de l'histoire ; il y ressemble si peu, qu'on a douté et qu'on doute encore si c'est le même personnage.

Non pas qu'ils diffèrent essentiellement par le caractère et la phy-

sionomie : tous deux sont les enfants d'une époque rude et guerrière ; tous deux sont les Achille, bouillants et colères, des temps féodaux ; ils ne connaissent de droit que la force ; ils demandent tout à leur épée, et ne s'inclinent guère que devant la majesté de l'Evangile. Ce qui diffère en eux, c'est leur origine et leurs aventures ; c'est même un peu le temps pendant lequel ils ont vécu. Le guerrier de l'histoire est de race franque ; il est peut-être de sang royal et de la lignée même de Charlemagne. Inconnu, grâce au silence des chroniques, jusqu'en 789, il paraît tout à coup pour être envoyé contre les Gascons révoltés dans les Pyrénées, et son premier exploit est de les soumettre et de pacifier la frontière méridionale du royaume. Quatre années se passent, pendant lesquelles il fait sentinelle dans le Midi contre les musulmans d'Espagne ; puis, en 793, le calife Hescham fait une formidable invasion dans la Septimanie, mettant tout sur son passage à feu et à sang. Guillaume rassemble à la hâte tous les comtes du pays et se jette avec eux à l'encontre des infidèles ; il les arrête à Villedaigne, sur les bords de l'Orbieu, les attaque avec furie, tue de sa main un de leurs rois, et leur fait subir des pertes énormes ; cependant, abandonné par la plupart des siens, impuissant à lutter plus longtemps, il cède au nombre et se retire. Cette glorieuse défaite vaut néanmoins une victoire. Effrayés par cette résistance acharnée, les vainqueurs se retirent chargés de butin, mais, renonçant à la conquête de la Septimanie, reprennent le chemin d'Espagne.

Les Francs, à leur tour, au commencement du siècle suivant, passent les montagnes et vont assiéger Barcelone. C'est Guillaume qui dirige les opérations du siège et finit par prendre la ville. Il disparaît ensuite de l'histoire militaire ; puis, quelques années après, quitte le monde, se met sous la conduite religieuse de son ami Benoit d'Aniane et entre, pour n'en plus sortir, dans le monastère de Gellone, qu'il avait fondé lorsqu'il était encore dans le siècle. C'est là, sans doute, une vie héroïque, mais qu'elle est peu connue. Sauf quelques vers, où le pauvre poète Ermold le Noir chante le siège de Barcelone, nous n'avons pour nous éclairer sur cette glorieuse existence, qu'un petit nombre de lueurs sombres, perdues dans des chroniques sèches et décharnées. Comment y deviner le caractère de l'homme et la grandeur du rôle ?

A côté de cette pâle histoire, de quel éclat ne resplendit pas la vie

du héros légendaire : le véritable Guillaume est dans la pénombre, le Guillaume poétique est en pleine lumière. Et non seulement lui-même, mais ses aïeux et ses descendants sont entourés d'une clarté rayonnante ; il remplit l'Occident de sa vaillante lignée et l'illumine de sa gloire. Contraste étrange, ce vaillant indomptable, créé suivant toute vraisemblance par l'imagination des trouvères du Nord, n'a guère eu que le Midi pour théâtre de ses prouesses et de ses aventures. Son origine est toute méridionale, l'Aquitaine est le berceau de sa famille et le farouche Garin de Monglane l'ancêtre de sa race. Son père est cet Aimeri qui prit aux Sarrasins la cité de Narbonne et consola, par cet exploit, le roi des Francs du désastre de Roncevaux. Lui-même est semblable au Cid :

Ses pareils à deux fois ne se font pas connaître.

Envoyé par son père à la Cour de Charlemagne, il combat et triomphe en passant. Il rencontre en chemin les Arabes sur la montagne de Montpellier, les attaque hardiment et conquiert sur eux son fameux cheval de bataille, Beaucent le rapide, à la brune crinière. Il arrive à la Cour : « Ce n'est pas un homme, c'est un diable », s'écrie Charlemagne, en voyant cet enfant bousculer et jeter par terre ceux qui lui barrent le passage. On l'arme chevalier ; mais les Sarrasins, par deux fois, viennent attaquer son père Amaury, dans Narbonne. Deux fois, il retourne dans le Midi pour les combattre et deux fois il est vainqueur. Il fait ensuite un pèlerinage à Rome ; il trouve, en Italie, ses ennemis héréditaires, cent mille Arabes qui menacent le Pape et le mettent aux abois. Il attaque leur immense armée avec quarante compagnons et la taille en pièces. Mais, dans le combat, le géant Corsolt lui enlève les deux narines d'un coup de cimeterre, et, désormais, il changera de surnom : on le nommait jusqu'ici Fier-à-Bras ; il s'appellera dorénavant Guillaume au Court-Nez, dont on a fait plus tard Guillaume au Cornet. Cependant le vieil empereur est mort ; son fils, le faible Louis, est le jouet de ses barons ; Guillaume châtie les rebelles — puis il demande brutalement sa récompense et se fait donner les villes du Midi, à la charge de les conquérir. Il prend Nîmes, il prend Orange, et retrouve dans cette ville une belle mulsumane, qu'il a déjà rencontrée dans son premier combat près de Montpellier, et qu'il aime depuis lors. Orable

se convertit, prend au baptême le nom de Guiboure et devient la femme du conquérant et le modèle des épouses chrétiennes.

Maintenant Guillaume peut se reposer.

Il n'est plus un pauvre bachelier qui n'a rien à prendre et à donner aux autres, et ne sait pas même où trouver du grain pour nourrir son cheval ; — c'est l'opulent marquis d'Orange, et, pendant trente ans, il fait de cette belle et forte cité le siège de sa puissance et de ses fêtes. Deux fois, cependant, les Sarrasins viennent troubler le repos du vieux lion — et c'est dans une de ces invasions nouvelles et formidables qu'ont lieu ces sanglantes mêlées d'Aliscamps, à jamais consacrées par les chansons des Trouvères, — et dignes de leur immortelle sœur poétique, la journée de Roncevaux.

L'âge avance : le redoutable comte a perdu son père Amauri, sa femme Guiboure ; il est fatigué du monde, poursuivi du souvenir de ses fautes. Il entre dans un cloître, après avoir été solennellement déposer ses armes sur l'autel de Saint-Julien de Brioude. Mais cette âme indomptable ne peut s'accommoder, ni de la règle, ni du repos : il se querelle avec les moines et les traite presque comme il traitait jadis les Sarrasins ; il sort par deux fois du monastère, pour faire de nouvelles passes d'armes avec ses éternels ennemis ; et c'est seulement après ces sorties et ces retours farouches du vieil homme, qu'il s'apaise et se résigne à vivre et à mourir en saint.

Telle est, Messieurs, tracée à grands traits, la vie du Guillaume poétique, et vous voyez clairement pourquoi l'on a peine à reconnaître, dans ce personnage, non pas précisément agrandi, mais transformé, dépaycé, déplacé dans le temps comme dans l'espace, le Guillaume de la réalité.

Le héros de l'histoire est Franc d'origine, fils de Théodoric et d'Aldane ; celui de l'épopée a pris naissance en Septimanie ; il a pour père Aimeri de Narbonne, et pour mère la belle Hermengarde, fille et sœur de rois lombards. L'un soumet les Gascons, est battu sur les bords de l'Orbieu et prend Barcelone ; l'autre s'empare de Nîmes et d'Orange, et subit la sanglante défaite d'Aliscamps, près d'Arles. Le premier a pour principal théâtre de ses combats le Languedoc et les Pyrénées ; le second passe presque toute sa vie et livre ses plus fameuses batailles dans la vallée du Rhône. Enfin, et voilà la plus notable différence, le comte de Toulouse meurt avant Charlemagne, tandis que le marquis d'Orange commençait à peine sa carrière de

combats et d'aventures, quand l'empereur à la « barbe florie » descendait dans la tombe.

Je ne veux pas essayer de vous montrer ici pourquoi je penche à croire, malgré toutes ces différences que le Guillaume de l'histoire est le type, l'original primitif du Guillaume de la poésie : j'aime mieux vous dire que les moines du désert de Gellone n'ont point hésité à reconnaître le fondateur de leur abbaye dans le héros légendaire dont l'histoire, disaient-ils fièrement, était répandue et connue presque par toute la terre. Et, mettant au compte de saint Guilhem toutes les merveilles que racontaient les trouvères, ils s'écriaient, pleins d'un saint enthousiasme : « Quels royaumes, quelles nations, quelles villes, ne s'entretiennent de sa puissance, de son courage, de sa force corporelle, de ses nombreux et brillants exploits ! »...

A vrai dire, ils n'ont mis aucune critique dans l'examen de cette histoire merveilleuse. et, comme ils savaient mal ou, pour mieux dire, ne savaient pas du tout la vie mondaine de leur fondateur, ils ont accepté, sur la foi des jongleurs et des ménestrels, les principaux traits de son existence fabuleuse.

Faut-il les en blâmer ?

Disons d'abord qu'au XII^e siècle, et longtemps encore après, on n'avait pas le moyen de faire autrement. On ne connaissait pas alors les travaux des Bénédictins des temps modernes, qui se mirent à déchiffrer l'histoire avec la même ardeur et le même succès que leurs ancêtres avaient défriché le sol de la vieille Europe. Mabillon et les Bollandistes, dom Devic et dom Vaissette, ne devaient venir que quatre cents ans plus tard ; l'Ecole des Chartes n'avait pas enseigné et vulgarisé, comme aujourd'hui, l'art de lire et de vérifier les vieilles chartes et d'en tirer la vérité.

Et, si vous me permettez de vous parler un moment bien plutôt en littérateur qu'en érudit, je vous dirai qu'après tout, ces légendes héroïques avaient aussi leur valeur, une valeur sociale et religieuse, sur laquelle on ne saurait trop insister. Ceux que chante le poète ne reçoivent-ils pas de son imagination créatrice une seconde vie, parfois plus vivante que la première, et la fiction n'est-elle pas souvent supérieure, au point de vue moral, à la réalité ? Ces êtres, sortis du cerveau des poètes, ne sont pas de vaines chimères, des bulles d'air sans consistance, ils entrent de plain pied pour n'en plus sortir dans la famille humaine ; comme nos pères dans la chair, ils sont

devenus nos ancêtres. Et ces aïeux que nous devons à la poésie n'exercent-ils pas, dans le cours des âges, une influence aussi durable qu'efficace ? n'agissent-ils pas sur nos sentiments et nos volontés, avec autant d'empire que s'ils avaient réellement vécu ? Le Cid n'est-il pas aussi Français que Bayard, Polyeucte autant de notre race que saint Vincent-de-Paul, et quand vous entendez Horace s'écrier, avec un étonnement tout naturel :

Quoi, vous me pleureriez mourant pour mon pays !

ne croyez-vous pas reconnaître l'accent de tous ceux qui, depuis Tolbiac jusqu'à Saint-Privat, sous les murs d'Alise et dans les champs de Bouvines, comme au pont d'Arcole et dans la brousse du Dahomey, ont versé leur sang pour la patrie ?

Les moines de Gellone n'ont donc pas eu si grand tort d'en croire les trouvères et, puisqu'ils ne pouvaient savoir rien d'authentique sur les exploits de leur glorieux fondateur, de s'en rapporter à la tradition poétique. Cette tradition, qui l'avait faite ? L'imagination, le cœur même du peuple, et c'est pour satisfaire à son besoin de merveilleux et d'idéal que les trouvères, s'emparant du nom de l'intrépide adversaire des Sarrasins, avaient grandi sa figure en l'entourant incessamment de nouveaux rayons. Cette création lente et toujours recommencée, à laquelle il n'a manqué, pour devenir une immortelle et grandiose épopée, que la main d'un arrangeur, d'un rapsode de génie, c'était un hommage au véritable saint Guillaume et l'on comprend que ses disciples et ses héritiers religieux l'aient accueillie avec amour. Cela soit dit, Messieurs, sans mépriser l'histoire vraie, l'histoire réduite aux modestes proportions de la réalité, et tout en appelant de tous mes vœux l'érudit qui pourra restituer et montrer dans son jour authentique l'héroïque et sainte figure du vaillant duc de Toulouse et du fondateur de Gellone.

LE ROMAN

ET SES RAPPORTS AVEC LA POÉSIE

Par l'Abbé COUTURE

DOYEN DE LA FACULTÉ LIBRE DES LETTRES
(INSTITUT CATHOLIQUE DE TOULOUSE)

Monseigneur,
Mesdames,
Messieurs,

Je ne suis pas Bridaine et je n'ai jamais prêché. Et pourtant, à cette heure, je sens, malgré moi, venir à mes lèvres les premiers mots d'un exorde fameux. « A la vue d'un auditoire si nouveau pour « moi.... » Eh bien ! oui « il semble que je ne devrais ouvrir la bouche que pour vous demander grâce en faveur... » d'un pauvre professeur qui n'a jamais fait que des leçons de littérature ou de philosophie pour un auditoire d'étudiants. Mais la grâce que je demande, j'ai lieu d'espérer qu'elle ne me sera pas refusée. Je mérite votre indulgence, car je ne suis pas ici par mon choix : j'y suis par obéissance. Monseigneur de Cabrières, dont je ne vous ferai pas l'éloge, — d'abord, parce que cet éloge, inutile partout, serait ici plus superflu qu'ailleurs, et ensuite parce que je n'ai jamais su faire un éloge à bout portant, — Mgr de Cabrières m'a prié avec instance de dire quelques mots dans cette première assemblée générale. Et vous savez tous, n'est-ce pas ? qu'une prière de votre Evêque vaut un ordre formel, — et cent fois davantage. — Donc, Monseigneur m'ayant prié de venir, je suis venu ; Monseigneur m'ayant prié de parler, je parle. Au petit bonheur et à la grâce de Dieu !

Nous sommes dans un Congrès bibliographique : c'est de livres qu'il faut parler. Et, comme les livres peuvent se diviser, avant tout, en livres qu'on lit et livres qu'on ne lit pas, ne parlons que des premiers ; et même, parmi les livres qu'on lit, bornons-nous à ceux qu'on lit le plus, je veux dire aux romans.

* * *

Un évêque spirituel disait, il y a quelques années : « On lit tout aujourd'hui, excepté les livres. » Il me semble qu'il aurait dû faire une exception à son exception : on lit les romans. Les personnes mêmes qui n'ouvrent jamais un volume, et qui ne lisent que leur gazette, ne se dispensent pas, d'ordinaire, de déguster chaque jour leur petite tranche du roman ou même des deux romans en cours de publication. Mais en dehors de ces pauvres serfs du journal quotidien, à peu près tous les hommes cultivés de ce temps, — et j'y comprends, bien entendu, les dames, — lisent des romans. Exceptions, si vous voulez, quelques travailleurs austères, courbés sur leur tâche de savant, de théologien, de jurisconsulte, de philosophe, d'historien, et encore ! Tout lettré lit des romans ; tout critique voué à l'examen des productions littéraires du temps accorde aux romans la même attention qu'aux œuvres les plus sérieuses. Les sociétés littéraires les plus collet-monté, qui ne s'ouvraient autrefois que par exception très rare aux romanciers, leur font accueil maintenant. L'Académie française acceptait jadis Lesage plutôt pour ses œuvres dramatiques que pour son immortel *Gil Blas* ; elle faisait encore « des manières », passez-moi le mot, pour recevoir, il y a une trentaine d'années, l'honnête, l'excellent Sandeau. Mais hier, vous le savez tous, Loti y entraît... à pleines voiles, et Daudet l'y aurait précédé, s'il n'avait, en enfant gâté, en enfant terrible, affirmé avec scandale sa haine de parti-pris contre la vénérable Compagnie des Quarante.

Le roman est donc lu, goûté, accepté partout.

Voilà le fait. Et n'y eût-il pas autre chose à considérer que ce fait si frappant et si général, il serait bon, il serait urgent de s'en occuper, dans l'intérêt de la morale autant que de la littérature.

Mais allons au principe, et demandons-nous : Que vaut le roman ?

quelle est sa portée ? quel est son rôle dans les lettres ? — Je dis *le roman*, entendez-le bien, et non pas tel ou tel roman. Je veux rester ce soir dans le général, dans l'abstraction : je ne parle que du roman tel que le conçoit généralement notre génération, et non pas tel qu'on nous le fait et qu'on nous l'offre ici ou là.

A cette question sur la valeur littéraire du genre romanesque, il y a deux réponses très opposées, que j'appellerai l'ancienne et la nouvelle : l'ancienne, généralement acceptée de nos pères et que quelques personnes peuvent bien retenir et défendre encore aujourd'hui ; la nouvelle, qui ne date guère que de ce siècle.

Voici l'ancienne : « Le roman a sa place dans l'histoire littéraire, comme toutes les manifestations écrites de l'intelligence. Mais, dans la littérature, dans l'art digne de ce nom, il ne compte pas, ou ne compte tout au plus que comme un jeu sans conséquence, un exercice inférieur de l'imagination. Il n'appartient, en effet, ni à l'éloquence, ni à la poésie ; car l'éloquence exprime directement la vérité dans le discours oratoire, dans l'histoire, dans la morale, dans la philosophie ; la poésie, de son côté, fait valoir elle aussi la vérité, mais par des créations fortes ou touchantes, dans l'ordre épique, ou lyrique, ou dramatique. Quant au roman, bâtard de la poésie, il trahit et déshonore sa mère : il profite de la liberté de la prose pour avilir la fiction. Il ne possède en propre que la fiction sans idéal. Le roman, c'est le faux. » — Et, à cet arrêt littéraire, vous savez les verdicts moraux qui sont venus se joindre : « Il faut des romans aux peuples corrompus. — La jeune fille qui a lu un roman est une fille perdue... »

Voici l'autre réponse, la réponse nouvelle : « Le roman a sa place nécessaire dans la haute littérature. C'est la poésie principale, presque la seule, des époques d'une civilisation avancée, qui sont peu capables de lyrisme et pas du tout d'épopée. Par une heureuse alliance de l'observation qui constate et de l'imagination qui crée, le roman nous élève au-dessus du terre-à-terre de la réalité, tout en nous inculquant les solides leçons de l'expérience. »

Il semble qu'entre ces deux réponses, absolument inconciliables, il faut choisir, et certes le choix mérite attention. Eh bien ! Messieurs, après mûre réflexion, j'en suis venu à donner raison aussi bien à la sympathie de nos contemporains qu'à la rigueur de nos ancêtres. Oui, les deux réponses ont raison, je crois, parce que, malgré les appa-

rences, elles ne s'appliquent pas au même objet. Le roman est « une narration fictive et d'une certaine étendue, en prose ». Voilà les seuls caractères constants du roman considéré dans toute son évolution ; mais il en a eu d'autres, qui ont varié selon les temps et qui ont pu justifier les arrêts littéraires et moraux les plus opposés.

Et d'abord, il a réellement porté dès l'origine et gardé longtemps ce stigmate de « fausseté » que l'ancienne critique avait bien raison de ne pas lui pardonner. — Un coup d'œil très rapide sur son histoire va nous le prouver.

Il est né en Grèce, mais à une époque tardive et déjà décadente. Certes, la littérature grecque des belles époques fut riche en fictions merveilleuses, qui semblent être entrées pour toujours dans le trésor poétique de l'humanité. Mais elles appartiennent toutes à la poésie proprement dite. Si la prose s'est permis alors quelques fictions, c'est accessoirement, c'est pour ainsi dire en marge de la philosophie, de la morale, de l'éloquence oratoire. Quant au roman, il n'arrive qu'à la période alexandrine ; et il procède très évidemment de la poésie, dont il est une sorte de vulgarisation, d'adaptation inférieure et populaire. Il cherche les événements extraordinaires comme l'épopée, les sentiments et les discours passionnés comme le drame, les descriptions de paysage et les tableaux de la vie champêtre comme l'idylle ; et tout cela, dans un cadre artificiel et dans un style, pour ainsi dire, mâtiné de prose et de vers, qui donne presque fatalement au récit une couleur tour à tour fade ou criarde. La critique moderne, en épluchant tous ces livres d'*Amours*, a pu y relever quelquefois des traces de talent et comme des commencements de peinture de mœurs et d'étude du cœur humain. Elle n'en a pas moins laissé le roman antique au plus bas degré de la hiérarchie littéraire, soit pour l'exécution, soit pour la conception elle-même, qui se résument à peu près ainsi : imitation affectée et impuissante de la poésie ; exagération dans tous les éléments de l'œuvre, faits et sentiments ; en d'autres termes, et sauf de justes réserves de détail, fausseté dans le fond, fausseté dans le style.

Maintenant, Messieurs, comme le temps nous presse, je vous propose de franchir sans transition quelque chose comme dix ou onze siècles, pour rencontrer de nouveau le roman au moyen-âge et pour constater qu'il se présente avec les mêmes caractères. Je parle des romans en prose qui se produisent et se multiplient au déclin de la

grande période médiévale. Quand les récits épiques qui avaient charmé nos aïeux et préparé les croisades se furent chargés d'épisodes incohérents et interminables, quand les exploits de Roland et de Guillaume eurent cédé la place à des coups d'épée impossibles, à des aventures et à des sentiments également en dehors de la vérité humaine, la poésie avait déserté la fiction, la prose remplaça le vers. De là ces gros volumes, *Amadis*, *Perceforêt*, *Esplandian* et cent autres, faits pour endormir les lecteurs ou pour les exalter jusqu'à la démence.

Hâtons-nous de gagner notre grand et sage dix-septième siècle pour échapper à ce déluge de productions insensées. Hélas ! la France de cette époque en était encore, pour la littérature romanesque, je ne dis pas au même point : le mal avait été attaqué, mais il n'était pas guéri. En théorie, le roman se définissait : « récit d'aventures amoureuses propres à l'amusement des honnêtes gens », ce qui ne le mettait pas bien haut dans la classification des genres. En fait, l'intrigue était tout dans les romans ; les aventures, multipliées et enchevêtrées à plaisir, ne se sauvaient de la vulgarité que par l'étrange et l'inouï ; les sentiments oscillaient entre une subtilité et une exaltation étrangères l'une et l'autre à la raison et au cœur humains, et le langage, à l'avenant, n'était guère qu'une continuelle caricature de la poésie. Cette caractéristique, un peu pessimiste, je l'avoue, mais juste au fond, convient également à toute la littérature romanesque du temps de Louis XIII et au-delà, au roman pastoral comme l'*Astrée*, aux romans guerriers de La Calprenède et à ceux de Madeleine de Scudéry, où les exploits militaires alternaient avec les combats d'esprit.

Malgré la vogue persistante de ces livres saturés de faux, l'évolution littéraire avait déjà produit des germes qui promettaient de meilleurs fruits. Les *Novellieri* de l'Italie du XIV^e au XVI^e siècle, à la suite de nos auteurs de fabliaux, avaient ébauché l'étude des mœurs sociales et aussi celle du cœur humain ; mais ils n'avaient pu qu'ébaucher, à cause de leur cadre étroit et de leurs visées plus étroites encore, qui n'allaient qu'à l'amusement des lecteurs mondains et trop souvent, ce qui est pire, des lecteurs corrompus. Les romans picaresques de l'Espagne entrèrent plus profondément dans l'observation des mœurs ; mais dans ces récits, où ne manquent ni la vie, ni la couleur, la matière est presque toujours exclusivement

empruntée aux classes qui font, pour ainsi dire, exception et tache dans la société, au monde des fripons, des aventuriers et des... aventurières. — Il est bien entendu que je mets au dessus et en dehors du roman picaresque une œuvre qui s'y rattache, mais qui le domine de bien haut et qui se place d'elle-même absolument à part, parce qu'elle n'a vraiment ni modèle ni copie dans la littérature. Je veux parler du *Don Quichotte*, ce chef-d'œuvre unique, où un homme de génie a su fixer l'éternelle opposition de l'idéal héroïque et du sens pratique, représentés, il est vrai, l'un par un fou, l'autre par l'âme la plus vulgaire ; mais c'est bien ainsi que l'antinomie de l'idéal et du réel devait se produire dans une œuvre satirique ; c'est au roman sérieux du présent et de l'avenir à la résoudre dans un sens à la fois moralement élevé et vraiment pratique.

Il était impossible qu'après ces avant-coureurs et avec l'initiative de son propre génie, la France éminemment raisonnable du dix-septième siècle restât à l'école de La Calprenède et de Mademoiselle de Scudéry. Boileau et, avec lui, le bon sens français finirent par expulser de notre littérature les romans extravagants comme les poèmes pédantesques et précieux. Déjà, d'ailleurs, dès 1678, nous avions mieux que la satire du vieux roman ; nous avions un modèle admirable du roman fondé sur une étude pénétrante du cœur humain dans les conditions normales de la vie : vous avez nommé la *Princesse de Clèves*, et ce nom vous rappelle un des drames les plus touchants qu'ait suggérés l'éternelle lutte de la passion et du devoir.

Après cela, il semble que la littérature française devait largement faire triompher et fleurir, au moins dans le cours du siècle suivant, ce genre qui constitue la peinture à la fois idéale et fidèle de l'existence moderne. Il n'en alla pas tout à fait ainsi. Certes, le *Gil Blas* répondit admirablement à une partie de ce programme, et d'autres œuvres d'un caractère différent, mais d'un mérite également reconnu, en réalisèrent plus ou moins d'autres parties ; néanmoins, dans tout le dernier siècle, la notion du roman ne se dégage pas encore nettement aux yeux de la critique, parce qu'elle ne s'exprime pas avec précision dans la littérature vivante elle-même, parce qu'elle lutte encore dans la vie de l'art avec des procédés et des habitudes opposés.

Que si vous me demandez des indications plus précises sur les causes qui ont retardé la pleine éclosion du roman moderne, j'en

désignerai trois ou quatre, sans prétendre éclairer pleinement ni surtout épuiser un sujet si complexe et si étendu. — D'abord, naturellement, la persistance de l'imitation abusive des formes poétiques ; songez à *Séthos*, à *Gonzalve de Cordoue*, aux *Incas*, et à l'écho de cette guitare importune qui se prolonge jusque dans certaines pages de Chateaubriand et de Mme de Staël ; je ne veux pas descendre jusqu'au vicomte d'Arlincourt. — Je signalerai encore ce qu'on nommait, au dix-huitième siècle, « l'esprit philosophique ». Les philosophes d'alors, et même leurs adversaires, ne se permettaient guère la fiction en prose qu'au profit d'une doctrine, d'une thèse morale ou religieuse déterminée, et je ne conteste pas la haute valeur littéraire de tel ou tel « conte philosophique » ; mais je soutiens qu'ici, comme ailleurs, la thèse préconçue même juste, à plus forte raison excessive ou erronée, devait nuire, et à la liberté de l'art, et à la sincérité de l'observation ; en tout cas, le roman à thèse retardait la fortune du vrai roman. — Il faut en dire autant, et pis encore, du roman libertin, qui tint une si grande place dans notre production littéraire du siècle dernier, et plût à Dieu que la mode ne s'en fût pas prolongée au-delà ! — Je serais même tenté de compter parmi les ennemis du roman de mœurs, son précurseur, dont je ne voudrais pourtant pas dire trop de mal, le roman historique. On sait bien qu'il a souvent nui à l'histoire ; il me paraît également sûr qu'il a fréquemment sacrifié à la fois la vérité historique et la vérité morale ; du moins, lorsqu'il a rendu heureusement cette dernière, il a poussé de lui-même à la poursuivre en dehors de la biographie des personnages historiques et même d'un cadre historique trop déterminé.

* *

Vous concevez maintenant, Messieurs, qu'il ait fallu arriver à notre époque pour voir le roman de mœurs se dégager de tout ce qui embarrassait sa marche et altérait son caractère. Très différent du roman poétique des anciens et du roman philosophique moderne, il en tient pourtant encore. — Comme le premier, il est une pâture offerte à l'éternelle curiosité humaine, une satisfaction de cet instinct passionné, si facile à observer dans l'enfance, mais par lequel nous restons toujours enfants : le besoin d'être émus par des

réécits vrais ou faux, d'épancher sur un objet idéal les trésors d'admiration, de tendresse, de sympathie qui se cachent au fond de notre âme, de frissonner et de pleurer pour des fictions... comme s'il n'y avait pas assez de la réalité pour faire couler nos larmes ! — Comme le roman philosophique, il vise à l'éducation de l'homme ; mais, suivant une loi imposée à toute la littérature d'imagination, il ne se subordonne pas servilement à la leçon qu'il apporte ; il l'incarne en lui, ou s'incarne en elle, comme vous voudrez. Il s'adresse à l'âme tout entière en captivant son intérêt par des récits et des tableaux, tantôt émouvants pour le cœur, tantôt attirants pour la curiosité, tantôt exaltant notre sens moral par le prestige du dévouement et de l'héroïsme.

Ainsi conçu, pourvu qu'il se produise sous une forme excellente ou seulement distinguée, le roman ne constitue-t-il pas, Messieurs, une œuvre littéraire digne de notre attention et de notre étude ? Il a les visées du grand art : attacher l'âme par la vérité et l'intérêt des sentiments humains. Il a aussi la préoccupation spéciale de l'art moderne et surtout de l'art contemporain : serrer de près les conditions de la vie morale, telle que la civilisation nous l'a faite, avec ses luttes incessantes, dans l'intimité du moi d'abord, et puis dans les divers rôles et les incidents infinis de l'activité extérieure et des rapports de famille et de société.

Oui, tel que le conçoivent ou le tentent les meilleurs d'entre nos contemporains, — et non seulement les Français, mais, peut-être avec une conscience plus nette de l'idéal propre au genre, les Anglais, les Anglo-Américains et les Russes, — le roman, c'est l'étude dramatique et pittoresque, à la fois analytique et vivante, de l'existence moderne dans toute son étendue, dans toutes ses lois et toutes ses crises. Tranchons le mot, c'est l'épopée de notre temps. Et, comme le mouvement de la littérature romanesque ne paraît pas près de se ralentir, comme son courant se grossit tous les jours loin de s'épuiser, on peut bien croire que c'est aussi l'épopée de l'avenir.

Cela ne laisse pas d'étonner. Quoi ! à l'origine de la culture humaine, au premier éveil de la poésie, à la source la plus reculée de ce fleuve bienfaisant qui abreuve et rafraîchit notre race et la distrait délicieusement des luttes arides de la réalité, — à ce lointain point de départ, ces grandes créations, l'*Iliade* et l'*Odyssée*, pour ne

rien dire des épopées de l'Inde, de la Perse et des peuples du Nord ; ces œuvres colossales qui renferment et conservent toutes les croyances, toutes les passions, tout l'idéal, l'âme entière d'un peuple... Et à la fin, au point d'arrivée, ces tableaux de genre, ces cadres étroits, ces récits presque anecdotiques, ces morceaux enlevés dans le tous-les-jours des existences souvent les plus humbles : les aventures de *David Copperfield* ou de *Nicolas Nickleby*, les souffrances de *Jack* ou du *Petit Chose*, les malheurs du *Pêcheur d'Islande* ou de *Mon frère Yves* ! Eh bien ! oui, voilà, mises en face l'une de l'autre, l'épopée du monde héroïque et celle du monde moderne.

En un sens il y a décadence, c'est clair, et une décadence qui dépasse toute mesure et défie toute discussion. Mais regardons de près et voyons en quoi consiste précisément ce déchet incontestable et s'il ne comporte pas des compensations.

Le vrai signe de cette infériorité poétique du roman par rapport à l'épopée, c'est la forme littéraire qu'il affecte, la prose. Au contraire, la forme consacrée et partout constatée de l'épopée primitive, c'est le vers. La poésie est donc du côté de l'épopée antique : car la poésie a eu, dès l'origine, pour expression le langage mesuré ; et elle l'a gardé depuis, malgré l'évolution universelle des idées et des genres. Ce fait général, universel, doit constituer, sinon une nécessité absolue, au moins une convenance profonde et durable, une vraie loi. Mais quelle est en elle-même cette loi ? Quelle est la raison psychologique de cette double forme, de cette divergence dans tous les parlars humains, qui se présentent à la fois, mais pour des emplois différents, comme vers ou parole mesurée, comme prose ou parole libre : le vers, pour exprimer la poésie, c'est-à-dire l'émotion, l'enthousiasme, les enchantements de la nature et de la vie, les moments lumineux où le souvenir, la passion, la fantaisie font trêve au labeur de la raison sèche et de l'effort pénible ; la prose, au contraire, quand la parole, avec ses lois de précision, de clarté, d'efficacité, sert d'instrument à l'intelligence et à la volonté pour les intérêts positifs de la vie intellectuelle ou morale ou physique.

Cherchons la raison de cette différence. Peut-être serons-nous par là mieux éclairés sur ces vagues problèmes de l'origine et de la raison du rythme et du vers, de l'essence de la poésie et de son union avec le langage mesuré. En tout cas, ce ne sera pas sortir de la question, ce sera la prendre, au contraire, à son centre, à son

nœud vital, en expliquant par l'essence même de l'épopée et du roman leur forme opposée : mesurée pour l'une, libre ou prosaïque pour l'autre.

L'essence du vers, c'est la mesure ou le rythme, le mouvement réglé, — comme l'essence de la poésie c'est l'émotion, le bouillonnement intérieur, par conséquent un mouvement qui sort de la mesure ordinaire. Ce qui nous donne une antinomie, une opposition, au moins apparente, là où nous cherchions un accord, une ressemblance, un rapport de convenance. Eh bien ! non : quand M. Jourdain dit : « Nicole, apportez-moi mes pantoufles et mon bonnet de nuit », c'est de la prose, quoiqu'il n'y ait là que le train ordinaire de la vie la plus mesurée. Quand on commande, quand on enseigne, quand la raison impose ses lois, quand l'expérience dicte ses notes, partout où il faut avant tout de la précision, de l'ordre et de la clarté, — *de la mesure*, — on ne se sert pas du langage mesuré, mais du langage libre ; on ne se sert pas du vers, mais de la prose. Au contraire, quand on veut épancher le trop-plein de ses émotions, crier sa foi et son enthousiasme, partager avec ses frères et ses compagnons dans le voyage de la vie ce flot montant des souvenirs, des joies et des douleurs, des amours et des espérances, qui est comme la sève débordante de l'âme, alors on a besoin de mouvements et de paroles cadencés, de danses et de chansons, et la parole libre cède la place à la parole mesurée. Voilà le rôle du langage métrique, voilà la raison d'être du vers.

A y regarder superficiellement, on croirait à une simple loi d'opposition ou plutôt de compensation : quand la pensée et le sentiment sont calmes et portent leur mesure en eux-mêmes, le langage qui leur sert d'expression reste libre ; quand l'émotion agite l'âme, ce mouvement, désordonné en lui-même, postule une expression rigoureusement mesurée qui le corrige. — A voir les choses plus profondément, il y a véritable harmonie. Un mouvement intérieur vraiment désordonné n'a pas d'expression régulière ; il se réprime par un effort de réflexion ou se trahit par une explosion irrégulière comme lui. Mais les émotions privilégiées qui sont l'honneur de l'âme humaine et qui, à ce titre, demandent à se prolonger, à se déployer, à s'épancher, exigent et créent par là même une eurythmie spéciale ; car, en exaltant la vie, en surexcitant la sensibilité, elles nous élèvent au-dessus du rythme normal de l'activité intérieure et

il leur faut, dès lors, pour qu'elles ne deviennent pas un désordre et une souffrance, la mesure rigoureuse, la cadence marquée du vers, qui ne les contient que pour les garder et favoriser leur cours et leur épanchement.

Pardonnez, Messieurs, à un vieux régent de philosophie, ce développement presque abstrait et peut-être hors de proportion avec le plan général de cette conférence. Du moins, je ne puis le croire étranger à la question qui nous occupe. L'essence de l'épopée, qu'on pourrait appeler le roman des âges héroïques, et celle du roman, que j'appelle l'épopée moderne, nous sont révélées, au moins partiellement, par leurs formes opposées : l'épopée était en vers, parce qu'elle était essentiellement et complètement poétique ; le roman est en prose, au contraire, parce qu'il est, au moins en grande partie, œuvre de réflexion et d'analyse, plus que d'inspiration et d'élan poétiques.

Songez-y, en effet. L'épopée antique n'est pas, dans son fond, l'œuvre d'un art personnel et réfléchi, c'est l'œuvre, disons mieux, c'est la production spontanée de l'imagination populaire, à une époque où l'âme d'un peuple, encore douée d'une vie puissante et d'une vigoureuse passion nationale — passez-moi le mot — adoptait un héros, lui vouait un culte d'admiration et, sous l'impulsion de ce sentiment aussi fécond qu'irréfléchi, le modifiait, le complétait, le transfigurait peu à peu jusqu'à la parfaite réalisation de l'idéal profondément gravé dans l'âme populaire. Ainsi Roland, ce marquis de Bretagne dont on ne sait rien, si ce n'est qu'il est tombé à Roncevaux dans une surprise ; le Cid Campéador, brave comme son épée, mais dont on sait plus d'un cas peu héroïque, sont adoptés, l'un par la France, l'autre par l'Espagne, et des deux côtés des Pyrénées, ces deux figures historiques, comme jadis en Grèce celle d'Achille aux pieds légers, sont travaillées et retravaillées par l'imagination populaire : telle une statue en fusion jetée et rejetée au moule, plusieurs fois refait, jusqu'à ce que le bronze réponde à la conception de plus en plus exigeante de l'art. Enfin, après cette élaboration de l'histoire par la légende, vient l'aède, le trouvère, le poète inspiré, de quelque nom qu'on l'appelle, celui qui a le souffle assez puissant, la voix assez harmonieuse pour chanter, pour « décliner » d'un bout à l'autre sans défaillance, sans lacune, sans cahot, la légende dont il est l'Homère, mais non pas le créateur. Dès lors, son poème n'est pas

affaire d'information positive et de mémoire historique : c'est la tradition nationale vivante et chantée, c'est un tout qui palpite et qui respire et dont le moindre détail éveille dans l'âme de l'auditeur une émotion intense, où se mêlent la religion, la passion guerrière, l'enthousiasme héroïque et le sentiment national. Comment voulez-vous qu'une émotion pareille n'appelât pas, même chez le peuple le moins cultivé, même dans la langue la moins perfectionnée, l'expression mesurée ?

L'épopée semble être toute ou presque toute la poésie primitive, parce qu'elle reproduit le tableau complet de la vie et l'idéal absolu de l'activité humaine, pour les nations jeunes ; parce qu'elle est leur tradition, dominée et transfigurée par leur passion commune, par leur but national, auquel se rapportaient leurs idées et leurs sentiments supérieurs, et tous leurs rêves poétiques. De plus, regardée de près, l'épopée antique contient, au moins en germes déjà très vivants, dans « le tissu des vastes narrations », les enthousiasmes de l'ode et les dialogues passionnés du drame. Mais bientôt, l'idéal épique s'étant de plus en plus affaibli, le faisceau de l'épopée primitive se délia, pour ainsi dire, et de ses débris naquirent et se nourrirent ces genres plus analytiques et plus personnels : l'épélégie, l'ode, la tragédie, la comédie. En même temps, l'analyse prenant toujours plus de valeur et de consistance, l'histoire positive chassant la légende poétique, la prose littéraire apparut, dans ses divers emplois : histoire, éloquence politique ou juridique, morale et philosophie.

Etici, Messieurs, permettez-moi une parenthèse, qui aura peut-être l'inconvénient de sentir l'école, mais qui le rachètera plus ou moins par l'avantage d'appuyer la théorie exposée tout à l'heure sur la parenté native et nécessaire de l'émotion poétique et de la parole mesurée ou du vers.

S'il est vrai, comme je vous le disais tout à l'heure, que le vers est précisément la compensation de ce qu'il y a de débordant, de « démesuré » dans la conception poétique, la versification aura été soumise à des formes mesurées plus ou moins rigides à proportion du plus ou moins d'émotion que comporte tel ou tel genre. Eh bien ! vérifiez, en considérant seulement ces trois grandes formes poétiques : épique ou narrative, dramatique, lyrique. La plus rapprochée de la réalité, la moins imprégnée d'idéal continu, c'est la dramatique sans

doute, puisque l'émotion du poète doit s'y adapter aux nécessités d'une imitation constante de l'action et du parler des hommes ; aussi le vers dramatique des anciens est très voisin de la prose, à telles enseignes que, dans certains cas, il échappe presque aux règles, ou du moins, au sentiment facile de la mesure. En France, notre métrique a moins de variétés et de ressources, et néanmoins le solennel alexandrin a été obligé de s'assouplir et de se briser plus ou moins pour s'adapter à toutes les convenances du drame. Le vers narratif, chez les anciens comme chez nous, a l'ampleur et la majesté pour caractères ; il garde cependant une certaine liberté d'allures et, chez les Grecs et les Latins, il laisse, pour ainsi dire, assez de corde au poète pour lui permettre de compter, dans des vers qui restent, il est vrai, « isochrones », depuis treize jusqu'à dix-sept syllabes. Au contraire, chez les anciens eux-mêmes, dans le genre lyrique, les vers sont syllabiques d'ordinaire en même temps que métriques ; une foule de combinaisons ingénieuses, mais asservissantes, règlent tous les mouvements du vers et de la strophe ; et nous-mêmes, malgré la pauvreté relative de notre prosodie, que de cadres fixes, plus compliqués les uns que les autres, nous avons créés pour l'ode, qui est pourtant le plus libre, le plus hardi, le plus ailé des poèmes !

Mais voilà que je suis revenu sur mes pas, au lieu de me hâter vers le terme, je veux dire vers l'exacte comparaison de la poésie et surtout de l'épopée avec le roman moderne. A vrai dire, l'affaiblissement de l'idéal national primitif explique la mort de l'épopée et son remplacement par les divers genres poétiques ; la prédominance croissante de la réflexion explique à son tour l'avènement des genres en prose. Le roman participe de la poésie, puisqu'il poursuit l'idéal et vit de fictions, mais il n'acquiert son vrai caractère qu'en se dégageant des formes poétiques, comme je l'ai montré par son histoire au début de cette conférence. D'où vient cette apparence de contradiction ? C'est que le roman, essentiellement moderne, est né du besoin d'étudier la vie telle qu'une civilisation avancée nous l'a faite. Dès lors, tout en représentant à sa manière (je le montrerai bientôt) ce qui nous reste de poésie, il comporte surtout une forte proportion d'éléments réfractaires à l'émotion poétique, qui relèvent de l'observation précise des mœurs, des passions, des intérêts, des conditions pratiques de notre existence. Il marque, au fond, le double triomphe, dans le monde moderne, de l'individualisme et de

la réflexion, opposés à l'instinct national et à la spontanéité des primitifs. Il n'en est pas moins pour nous ce qu'était l'épopée pour nos aïeux de l'époque héroïque, c'est-à-dire un tableau fictif et partant idéalisé de la vie humaine.

Epopée, roman, c'est donc, de part et d'autre, un tableau idéal de la vie. Mais le tableau est fait, d'une part, pour l'œil simple et enflammé d'un peuple adolescent ; de l'autre, pour la vue inquiète et sournoise et affinée d'une génération usée par l'expérience. C'était une apparition lumineuse et splendide pour celui-là ; c'est plutôt un laborieux relevé pour celle-ci. Que si nous allons au fond, à la matière même de l'œuvre, nous surprenons une autre loi historique de l'humanité. Aux époques primitives, la lutte pour la vie, c'est-à-dire, en ce cas, pour la vie matérielle, était le lot de presque tous. Les heures de contemplation et d'exaltation morale étaient alors bien rares, par là même ; mais aussi c'étaient des intervalles de paix, de joie, d'idéal radieux, au delà et en dehors de toute obscurité, de tout trouble intérieur. Pour les modernes, les conditions de la vie extérieure se sont merveilleusement améliorées, et ce progrès s'est étendu peu à peu d'une classe à l'autre, sans les satisfaire toutes, je le sais bien. Mais enfin, pour les esprits cultivés, il y a, comme contre-poids à la tranquillité de la vie physique, une autre lutte qui a pour théâtre, d'abord, l'âme elle-même, prodigieusement agrandie et affinée par le christianisme, et puis toutes les sphères de la vie pratique, dont les lois, devenues à leur tour plus complexes et plus hautes, sont troublées à toute heure par les passions qui sont de tous les temps et, ce qui est particulièrement moderne, par les révoltes intellectuelles et par les doutes moraux et religieux.

Vous voyez dès lors, Messieurs, que, s'il y a moins de poésie dans ce genre de littérature que j'ai nommé l'épopée moderne comparé à l'épopée antique, c'est qu'il y a par compensation plus de travail, plus de réflexion, plus de science, et cela en vertu de l'état actuel des hommes et des sociétés et du rapport intime du roman avec la vie réelle. La poésie n'est pas exclue par là du roman ; elle préside à sa conception, par l'idée mère de la fiction et par la vie, l'âme que l'artiste doit donner à des personnages fictifs ; elle en orne la scène,

par la puissance de reproduction qui doit distinguer les types physiques et moraux, les paysages et, en général, les localités de l'action à tous ses moments successifs ; elle en inspire les meilleurs détails, elle chauffe les points lumineux où s'épanouissent à plein les grandes pensées, les passions fortes ou douces, les fantaisies mêmes nées du jeu des caractères et des situations. Que dis-je ? c'est le roman qui, mieux que toute autre œuvre littéraire, dérive, pour ainsi dire, la poésie de ses sources les plus intimes et les plus cachées ; grâce à lui, de la vie de tous les jours, même du travail le plus rude et le plus matériel, on a vu jaillir une poésie discrète et ténue, mais vraiment neuve, rafraîchissante, comme un de ces minces filets d'eau qui se cachent sous les pierres. Aussi le roman est-il devenu, dans les deux mondes, le seul luxe poétique de la plupart des lecteurs. On dit presque toujours, à la vue d'un volume de vers, comme jadis à l'aspect de caractères grecs ou hébreux : *non legitur*, cela ne se lit pas. Mais on prend volontiers un roman, pour charmer les heures de relâche que comporte le train rapide et lassant de l'existence moderne ; et, si l'on n'a pas été volé sur l'étiquette (hélas ! c'est peut-être le vol le plus fréquent à notre époque, si féconde en vols de toute espèce), on y goûte bien ou mal quelques lampées de poésie, quelques bribes d'idéal.

Il ne s'ensuit pas, je suis le premier à le reconnaître, que la poésie soit le caractère le plus frappant du temps qui court et de celui qui se prépare. Non, c'est plutôt la réflexion et l'analyse qui doivent y dominer, même sur le terrain des lettres. Mais enfin, ne soyons pas injustes pour les jours laborieux où la Providence nous a fait naître : ils ont leur poésie, moins jaillissante, pour ainsi dire, moins large en son cours, mais qui peut encore s'insinuer et se révéler un peu partout, si nous n'avons pas la barbarie de la repousser systématiquement. Et nos bons prosateurs de l'heure présente, incomparablement plus nombreux que nos poètes, ne savent-ils pas l'introduire, comme un assaisonnement à la fois exquis et naturel, dans leurs meilleures pages d'histoire, d'éloquence, de morale même et de philosophie ? De sorte que, même en se privant de lire des vers (privation qui, d'ailleurs, ne s'impose à personne), nos contemporains ne sont pas sevrés de poésie ; mais où la trouvent-ils plus abondante que dans les meilleurs contes de Daudet ou de Loti, pour ne nommer que ceux-là ?

Et pourtant les vers, et non la prose, sont le langage naturel de la poésie ! Quel est donc le dernier mot de ce phénomène littéraire ? Serait-il vrai que nous n'eussions plus de droit à la poésie pure ? qu'elle devint encore plus rare que le vin de vigne et qu'elle n'entrât plus dans la consommation et surtout dans la production littéraire contemporaine, que diluée dans la prose ? D'aucuns ne sont pas éloignés de le croire. Et Renan a bien osé dire un jour — je n'ai pas retrouvé son texte, mais je crois en être sûr : — « Le temps approche où l'on fera toute chose poétiquement, mais sans faire précisément de poésie. » — « Toute chose poétiquement », c'est trop ; la science n'est pas la poésie, quoiqu'elle puisse la faire naître ! L'histoire elle-même, avant d'être exposition poétique, doit être enquête et constatation positive, sous peine de descendre bien au-dessous du roman, avec certains volumes de divination sur Israël et sur les origines du christianisme. Mais quoi ! la poésie proprement dite, la poésie pure, la poésie que nos aïeux appelaient le langage des dieux, la poésie « en vers » serait-elle condamnée à disparaître ? Ce serait bien cruel pour tous ceux qui se surprennent encore (et je les crois nombreux) à dire avec Musset :

J'aime pourtant les vers, cette langue immortelle ;
C'est peut-être un blasphème, et je le dis tout bas.
Mais je l'aime à la rage ; elle a cela pour elle
Que les sots d'aucun temps n'en ont su faire cas,
Qu'elle nous vient de Dieu, qu'elle est limpide et belle,
Que le monde l'entend et ne la parle pas.

Oui, vraiment, elle est « limpide et belle », on n'a pas besoin de le démontrer quand on vient de réciter des vers de Musset ; oui, surtout, elle vient de Dieu, c'est-à-dire qu'elle découle des lois de la nature humaine, comme Dieu l'a faite. Elle ne mourra donc pas !

Ce qui a pu donner des craintes sur sa vitalité, c'est, d'une part, la masse de vers sans poésie qui, au XVIII^e siècle et même au XIX^e, a lassé la patience, agacé les nerfs et abimé l'appétit des lecteurs bénévoles ; c'est, d'autre part, après une renaissance poétique dont on ne peut contester la portée, une production trop débordante et trop étrangère aux lois de l'art sérieux, et enfin une réaction, plusieurs réactions de petites églises, de petites écoles, de petits clans d'admiration mutuelle et d'inspiration malade, d'où pleuvent sur

nos têtes, ou plutôt, heureusement, dans le désert, des vers décadents, symboliques, instrumentistes, que sais-je ? des vers dont le seul caractère bien frappant est de déconcerter l'esprit par l'absence de sens et l'oreille par le défaut d'harmonie. — Mais les maladies passent et « l'homme reste », et la poésie aussi, avec sa langue privilégiée.

Seulement le genre narratif et le genre dramatique se dérobent plus souvent qu'autrefois aux lois du vers. Et cela se comprend aisément, après les explications déjà données. Dans un récit destiné à saisir la vie moderne en son ensemble si complexe, avec ses luttes si profondes et si diverses, ses caractères si mêlés et presque toujours si contradictoires, ses incidents où la banalité côtoie le tragique, — la fiction a presque toujours rigoureusement besoin de la prose, instrument à la fois fort et flexible, qui n'exclut ni la grâce, ni la flamme, ni la rêverie, mais qui seule se prête aux dernières précisions de l'analyse et à l'infinie variété de la vie réelle. Et voilà pourquoi la fiction idéale des modernes est ordinairement en prose. On l'appelle le roman. Mais dans quelques cas, la fiction narrative pourra se composer de données assez simples et assez poétiques, comporter une série assez serrée d'incidents émouvants, une continuité assez large d'inspirations sans embarras prosaïques, pour appeler à elle, tout naturellement, la langue poétique. Que de narrations de cet ordre, je ne dis pas seulement dans V. Hugo, toujours plus personnel qu'épique, mais dans des poètes plus modestes, dans Brizeux, dans Autran, dans Coppée ! Et, sans doute, les poèmes épiques eux-mêmes ne manqueront pas à notre postérité ! Mais, il n'y a pas grande témérité à le dire, ils ne seront plus calqués sur l'*Iliade* ou l'*Enéide* ou la *Jérusalem*. Dans un cadre plus libre, ils saisiront quelque épisode brillant ou sympathique de la vie moderne, soit dans l'ordre politique et social, soit (et plus souvent) dans le domaine du cœur et des affections de la famille. Je ne veux pas nommer *Hermann et Dorothee*, œuvre de génie, sans doute, mais où s'étale trop, vraiment, un vrai jeu d'imitation classique. Mais je puis bien nommer les œuvres de Mistral, roi des félibres, *Mireille* et *Calendal*, et aussi *Pernette*, cet essai d'épopée familiale de notre regretté Laprade !

Il en de même au théâtre. La complexité de la vie moderne et le besoin d'analyse de l'art qui lui correspond ont donné le pas à la

prose sur le vers dans la plupart des grandes manifestations dramatiques de ce temps. Le drame, en vers de V. Hugo, avec sa variété d'incidents et de tons, ne pouvait être abordé que par ce génie d'étrange et invraisemblable fécondité ; encore a-t-il paru que la vérité s'y éclipsait sous l'éclat fulgurant et continu des images. Mais la tragédie et la comédie coulées dans le moule du XVII^e siècle ont semblé peu appropriées à l'étude large et profonde du monde moderne. La variété de ses éléments et le jeu de ses passions et de ses intérêts, saisis par des dramaturges à la fois très analystes et très créateurs, ont dû prendre, ont pris, en effet, pour expression la prose vive, abondante, flexible des Dumas et des Augier. Et ce dernier nous fournirait à lui seul un exemple palpable de cette évolution du vers à la prose. Quel succès plus mérité que celui de telles comédies en vers de la première manière d'Augier : *Gabrielle*, *Paul Forestier*, *l'Aventurière*, qui est encore si applaudie ? Là-dessus, un fin critique, Weiss, déplorait que l'auteur eût trahi son art, eût abandonné la veine heureuse et naturelle de son talent et l'inspiration simple et noble du théâtre digne de ce nom, pour élaborer ses grandes machines en prose. Mais quiconque aura goûté, comme il le mérite, tel chef-d'œuvre de cette seconde manière, par exemple *le Gendre de M. Poirier*, sera bien forcé d'y reconnaître, malgré la complexité des incidents et la subtilité de l'analyse, une construction aussi puissante et un intérêt encore plus vif que dans les pièces plus strictement poétiques du début. Toujours est-il que ce progrès de la prose n'est pas du tout le coup de mort de la poésie, ni même du vers. Il y aura toujours dans la fiction dramatique, comme dans la fiction narrative, des cas privilégiés, — plus de simplicité dans l'ensemble, plus d'unité dans le sentiment, plus de continuité dans l'émotion, — qui nous assureront encore cette jouissance délicate que donne la poésie, quand elle est tout à fait elle-même, et qu'elle parle sa langue. Et ce n'est pas à Montpellier que j'ai besoin de le rappeler. Malgré tout ce qu'on avait dit de la mort de la tragédie, de son expulsion définitive du théâtre moderne, n'a-t-on pas vu que le sentiment national, incarné dans une action simple et saisissante, a pu en plein XIX^e siècle amener la naissance et assurer le plein succès d'une vraie tragédie : *La Fille de Roland* ?

*
* *

Mais c'est du roman seul que je devais vous parler, Messieurs, et je l'ai fait trop longtemps, sans arriver peut-être à cette précision qui est la loi essentielle de tout enseignement. Notez au moins que je n'avais à étudier le roman moderne que dans l'ordre abstrait, pour ainsi dire, et non dans ses manifestations réelles. Dans mes leçons courantes de littérature étrangère à la Faculté libre des lettres de Toulouse, je dois montrer sous peu l'idéal du roman de mœurs réalisé, ou peu s'en faut, dans *les Fiancés* de Manzoni, ce livre très vivant, très vrai, et en même temps si honnête, si imprégné de sentiments généreux et de christianisme pratique, qu'il peut passer pour une école d'honneur et de vertu. Je voudrais bien dire que notre littérature française contemporaine nous offre abondance de pareils trésors; mais vraiment je n'oserais. Certes, le génie français, caractérisé de tout temps par la franchise de l'inspiration et la sincérité de l'expression, semblait plus propre qu'un autre à donner au monde moderne l'épopée de la vie réelle, comme il avait donné au moyen-âge l'épopée de l'idéal chevaleresque et chrétien. De fait, après des tentatives isolées et parfois heureuses pendant un quart de siècle, deux écrivains de grand talent ont largement inauguré chez nous le roman d'observation et le roman de passion, — pendant qu'un autre gaspillait, dans des romans d'aventures et de prétendus romans historiques, l'une des plus riches imaginations de ce siècle. — Malheureusement, sous la plume de George Sand, le roman passionné fut trop souvent, non pas la peinture vraie et loyale du cœur humain, mais la réhabilitation, la glorification, l'apothéose de la passion opposée à la loi. Depuis, des romanciers mieux inspirés ont revendiqué, dans le même domaine, les droits supérieurs de l'ordre et du devoir; pourquoi faut-il ajouter que la vérité ne se dégage pas toujours assez des conventions mondaines et des formes artificielles dans les œuvres mêmes de Sandeau et de Feuillet (je ne veux pas ici toucher aux vivants)? — Quant à l'école et à la descendance de Balzac, c'est pis encore. Par ses excès d'analyse et son défaut trop réel de délicatesse, le grand peintre de mœurs a préparé la voie d'abord au réalisme, qui a été l'abaissement, l'avilissement de l'art.

puis au naturalisme qui, à prendre au sérieux ses prétendus principes, en serait la négation absolue. Car la doctrine de M. Zola, c'est d'une part l'identification de l'art avec la science, autant dire qu'il n'y a plus de libre inspiration, la science étant par essence positive ; c'est, d'autre part, le déterminisme rigoureux de l'activité humaine, et dès lors plus d'intérêt dans le roman, l'intérêt ne pouvant naître que du conflit d'une volonté libre avec les obstacles qu'elle rencontre, au dedans de l'âme d'abord, et puis dans les agents du monde physique et de la société. Que ne faudrait-il pas ajouter sur d'autres conséquences du grossier naturalisme de ce temps, la pornographie et, en face d'elle, le roman sensuel à prétentions poétiques : double abus qui, dans une époque de morale publique et d'ordre social réguliers, relèverait, non de la critique littéraire, mais de la police correctionnelle.

Pardonnez-moi, Mesdames, d'avoir, non pas touché, mais montré de loin ces tas d'ordures. Mon sujet m'obligeait peut-être à cette indication ; mais je dois m'en tenir là, d'autant qu'un examen plus détaillé de notre littérature romanesque m'entraînerait loin, tout en me donnant la satisfaction de signaler des essais, déjà nombreux et remarquables, d'œuvres où l'honnêteté s'allie à l'étude approfondie et sincère du cœur humain et des mœurs contemporaines. Il n'en est pas moins vrai que la déliance des âmes sincèrement vertueuses à l'égard de toute production de cet ordre reste trop justifiée par la liberté d'allures que le roman affecte presque toujours, au moins chez nous. Car, il faut bien reconnaître que le roman anglais et le roman russe ont su très souvent garder, sans rien sacrifier de la vérité de l'observation et de l'intérêt de l'action, ce ton de décence et de sévère honnêteté qui manque d'habitude au roman français, même en dehors des écoles et des tendances que je flétrissais tout à l'heure.

Qu'en conclure ? — Car enfin je ne puis me retirer sans vous avoir proposé, à défaut d'une conclusion scientifique qui ne se dégagerait peut-être pas aisément de cette causerie, au moins une conclusion, une règle pratique. — Eh bien ! puisque, d'une part, le roman a pris de nos jours une importance dont il est facile de voir les raisons profondes, et qui ne permet ni l'indifférence, ni l'hostilité de parti-pris ; puisque, d'autre part, la littérature romanesque de ce temps est si rarement conforme à l'esprit de haute moralité qui devrait être sa loi la plus sacrée, et prête, au contraire, de ce côté aux reproches les plus

graves : il en résulte évidemment qu'un des devoirs les plus urgents et les plus délicats, surtout pour ceux qui ont charge d'âmes, et particulièrement pour les mères et pour les chefs de famille, c'est de soumettre à une sévère surveillance, à un choix prudent, des productions qui s'offrent à tous, sous toutes les formes, dans le livre et dans le journal. Toute explication détaillée m'est interdite à cette heure. Mais je m'en voudrais, ayant l'honneur de parler dans un Congrès de la Société Bibliographique, de ne pas vous signaler, comme le guide le plus sûr dans l'appréciation morale de la production littéraire de notre temps, et, en particulier, de nos « romans, contes et nouvelles », le *Polybiblion*, périodique et mensuel, publié par cette Société. Je ne vous ferai pas l'éloge du critique qui est chargé de cette partie délicate dans le recueil que je viens de nommer : c'est un de mes collègues à la Faculté libre de Toulouse (1), et je ne veux pas avoir l'air de prêcher ici pour ma paroisse. Mais informez-vous, et je suis sûr que tous les juges compétents vous inspireront pleine confiance en lui. Pour moi, n'eussé-je obtenu, Mesdames et Messieurs, par cette conférence trop peu digne de l'accueil que votre indulgence a bien voulu lui faire, d'autre résultat que d'amener des adhésions nouvelles à l'excellente Revue bibliographique que je vous ai recommandée, je serais sûr de n'avoir pas perdu mon temps et de ne vous avoir pas fait perdre le vôtre.

(1) M. Charles Arnaud, professeur de littérature française.

LE MUSÉE DE MONTPELLIER

SON PASSÉ, SON PRÉSENT ET SON AVENIR

Par M. P.-J. ITIER

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE MONTPELLIER
MEMBRE DE LA COMMISSION DES ACQUISITIONS DE TABLEAUX DU MUSÉE
CONSEILLER GÉNÉRAL DES HAUTES-ALPES

Montpellier est une des villes de province qui peut s'enorgueillir à bon droit de posséder un des plus beaux Musées de France, tant par le nombre que par le mérite des œuvres d'art que cet établissement renferme, enfin par le cachet général de décence qui rend son accès possible à peu près à tout le monde. Ce dernier caractère nous frappe d'autant plus que les expositions de tableaux modernes sont trop souvent choquantes aussi bien pour les yeux que pour le bon goût. L'immense majorité des toiles du Musée échappe à cette critique.

Peu de personnes connaissent toutes les richesses de notre Musée, car à celles qui sont apparentes, il faut ajouter une quantité importante de toiles, de dessins et de gravures que le manque de place empêche depuis trop longtemps déjà d'exposer à l'admiration des visiteurs.

C'est la partie cachée de ce Musée que nous étudierons principalement dans ce travail pour la signaler aux amateurs, ainsi que les dons récents dont cet établissement a été le bénéficiaire et qui sont encore peu connus du public.

Nous ne croyons pas utile, en effet, de décrire longuement les embellissements successifs qu'a reçus notre Musée et nous nous bornerons à rappeler en quelques mots son histoire et à montrer son rapide développement.

I

1801. — Dans l'arrêté pris par les consuls, sur le rapport de Chaptal, Ministre de l'Intérieur, le 14 fructidor an IX (1^{er} septembre 1801), la ville de Montpellier n'avait pas été comprise, malgré la demande du Président de l'Administration centrale du département de l'Hérault, Marc-Antoine Bazille, dans la liste des quinze grandes villes de France qui devaient recevoir des tableaux provenant du Louvre et de Versailles.

Cependant, à la suite des réclamations du peintre Bestieu, professeur de dessin à l'Ecole centrale de l'Hérault, un arrêté consulaire du 16 fructidor an X, accorda à notre ville trente tableaux provenant du Louvre. On les adjoignit à treize autres toiles, conservées à l'Hôtel-de-Ville. Ce fut le commencement de notre Musée, et le peintre Bestieu en fut le premier Conservateur.

Cet embryon de Musée fut même supprimé à l'époque de la Restauration, car les tableaux religieux qui en faisaient partie furent distribués dans les églises de la ville.

1823. — Heureusement, en 1823, arrivait pour se fixer à Montpellier, sa ville natale, le peintre François-Xavier-Pascal Fabre, qui venait de faire un séjour de près de quarante années en Italie. Il en rapportait une remarquable collection de tableaux, d'objets d'art et une riche bibliothèque dont il fit don à la ville en 1823, pour constituer un vrai Musée, qui fut inauguré le 3 décembre 1828. La délibération du conseil municipal du 7 janvier 1825 ne fit que traduire la reconnaissance des habitants de Montpellier, en donnant au Musée le nom glorieux de son fondateur et en faisant frapper pour lui une médaille d'or grand module. Fabre reçut la direction des écoles de dessin et de peinture.

En 1838, un legs de lui achevait de doter richement notre cité Montpellicraine de tout ce que le peintre s'était réservé lors de sa première donation. Le tout réuni formait un total de 328 tableaux, 130 dessins encadrés, 129 gravures, 6 marbres et 58 plâtres. On ne saurait essayer de donner même un simple aperçu de ces richesses. Tout au plus peut-on rappeler quelques noms de peintres de la collection Fabre, et encore ne faut-il nommer que les plus célèbres :

Berghem, Brascassat, Breughel, Carlo Dolci, les deux Carrache, Greuze, le Guide, Poussin, Raphaël, Ribera, Ruysdaël, Salvator Rosa, Le Sueur, Teniers, Van der Meulen, Joseph Vernet et Rubens avec son chef-d'œuvre qu'on appelle le *Christ en Croix*, et Paul Véronèse, avec sa splendide toile du *Mariage de sainte Catherine*.

Il faut y joindre les vingt-une belles toiles peintes par Fabre lui-même, parmi lesquelles son portrait, celui du sculpteur Canova, les deux portraits du poète Alfieri, ceux de la comtesse d'Albani et de lady *** sous la forme de Psyché.

1829. — Dès 1829, M. Creuzé de Lesser, préfet de l'Hérault, grand-père d'un de nos compatriotes, M. le comte Auguste d'Espons, un autre Mécène de notre ville, enrichissait le Musée des belles statues en marbre signées Houdon, l'*Eté* et l'*Hiver* connues sous les noms de la *Jardinière* et de la *Frileuse*.

Par un acte du 3 novembre 1829, M. Jean-Pierre Collot, directeur de la Monnaie Royale des Médailles à Paris, dotait Montpellier, sa ville natale, d'une rente annuelle de 4,000 francs pour servir à des acquisitions. Vingt-sept tableaux proviennent de ses dons directs ou ont été achetés avec la rente qu'il a constituée. Un grand nombre de ces peintures avaient fait partie de la célèbre galerie Aguado, entr'autres la *Descente de Croix* de Pierre Campana, de l'Ecole flamande.

1836. — En 1836, M. Valedau, encore un Montpelliérain, légua au Musée 79 tableaux, parmi lesquels sept Greuze sur douze que nous possédons et les toiles des Ecoles flamande et hollandaise, qui sont une des gloires de notre galerie : la *Souricière*, de Gérard Dow, l'*Enfileuse de Perles*, de Miéris le Vieux, la *Marchande hollandaise*, et l'*Ecrivain*, de Metz, quatre tableaux de Philippe Wouwermans, l'*Intérieur d'un cabaret hollandais*, de Van Ostade. Ce cadeau véritablement hors ligne comprenait encore 345 dessins et aquarelles, 55 gravures, 10 marbres, 11 bronzes et 18 objets d'art.

1866. — Par ordre de date, nous ne saurions oublier les deux bustes du baron et de la baronne Daru, par Canova (1812), donnés en 1866 par M. Daru et M. Desmousseaux de Givré.

1875. — En 1875, M. St-Etienne, de Montpellier, laissait à son tour à sa ville natale une somme de 50,000 francs dont les revenus étaient destinés à faire des acquisitions pour le Musée. Le conseil municipal décida qu'une partie de la première annuité des revenus serait consacrée à faire exécuter le buste du donateur. Ce beau marbre, dû au

ciseau du sculpteur Baussan, est placé dans la première salle du Musée. Parmi les toiles achetées avec la rente Saint-Etienne, nous citerons un paysage de « Van Goyen » acheté en 1879, et la *Stratonice*, d'Ingres, acquise en 1884 au prix de 20,000 francs.

Enfin le développement des nouvelles constructions ajoutées au bâtiment primitif, permit d'installer définitivement, en 1878, la collection de M. Bruyas, ce riche amateur, également enfant de Montpellier, qui donna ou légua, de 1868 à 1877, les 148 peintures, les 158 dessins et les 18 bronzes de Barye, qui représentent dans la galerie qui porte le nom de Bruyas, l'histoire de l'art au XIX^e siècle (1).

1876. — Outre ces donations qu'on pourrait appeler fondamentales, il faut encore en rappeler quelques-unes d'une certaine importance. Le peintre sourd-muet Peyson a légué en 1876, au Musée, une somme de 10.000 francs, et une rente de 150 francs pour récompenser l'élève qui obtiendrait le premier prix de : tête peinte, à l'Ecole des Beaux-Arts.

Il faut citer encore les libéralités faites par M. Bonnet-Mel de Pézenas, celles de M. Jules Canonage de Nîmes, et les deux portraits peints en 1850, par Ducorncet, le peintre sans bras, représentant Mme et M. Bonnet, ancien professeur au Lycée de notre ville.

De 1836 à 1877, M. Matet, ancien conservateur du Musée, où les admirateurs de cet artiste distingué, ont doté notre galerie de 8 de ses œuvres, parmi lesquelles trois toiles hors ligne, le portrait de Matet peint par lui-même, la *Veste de velours* et la *Convalescente en prière*.

1880. — C'est en 1880, que le grand peintre montpelliérain Alexandre Cabanel, offrit lui-même au Musée son tableau de *Phèdre*, et c'est depuis, en 1889, qu'après sa mort, sa famille a offert généreu-

(1) A consulter une notice des peintures de l'Ecole moderne, composant la galerie de M. Bruyas (Alfred), passage Bruyas, 3, Montpellier, imprimée en mai 1863, chez Claye, rue Saint-Benoît, 7, Paris.

Nous y relevons, parmi beaucoup d'autres, les noms célèbres de Cabanel (Alex.), Corot, Courbet, Delacroix, Deveria, Decamps, Diaz, Gustave Doré, Flandrin (Hippolyte), Glaize, Papety, Théodore Rousseau, Ary Scheffer, Troyon, Tassaert, Ziem.

sement à sa ville natale plusieurs œuvres d'un de ses plus glorieux enfants (1).

Ces diverses libéralités, de moindre importance, comme nombre, que les premières que nous avons énumérées, ont cependant enrichi les collections du Musée de 128 peintures et de 14 sculptures.

Parmi les 69 donateurs dont il nous est malheureusement impossible, faute de place, de citer seulement les noms et qui figurent au Livre d'or de la Ville, nous rappellerons seulement M. Galibert, qui a légué au Musée, en 1889, 12 tableaux des Ecoles modernes française, hollandaise et suisse.

Terminons cette trop longue énumération par un souvenir spécial à un amateur distingué, autant que sympathique, récemment disparu au milieu de regrets unanimes. Nous avons nommé M. Alfred Chaber. Il nous serait doux de nous laisser aller à rappeler ses mérites et ses qualités précieuses, à nous qui avons eu l'honneur de l'approcher souvent. Ce serait sortir des bornes de cette étude ; et c'est seulement sa générosité envers le Musée que nous allons vous retracer. M. Chaber, connaisseur remarquable, ne s'est pas borné à découvrir et à offrir au Louvre un Raphaël qui a été placé dans le Salon-Carré. Il a encore détaché de sa belle galerie, seize tableaux, pour les donner au Musée Fabre.

Un Nicolas Mignard, un tableau de l'Ecole du Poussin, un Jean-Baptiste Vanloo, un Niccolo dell'Abate, un Bernini (le chevalier *Bernin* peint par lui-même), une *Étude* attribuée au Corrège, le portrait du général vénitien *Aléoni*, par Moroni, un *Groupe*, de Pierre de Cortone, le portrait d'un *Sénateur*, du Tintoret, le portrait de *Marguerite de Valois*, première femme d'Henri IV, de Frédéric Zuccheri, une *Tête de jeune femme*, de l'Ecole Polonaise, et un *Portrait d'homme*, de l'Ecole Romaine, une *Sainte Marie-Madeleine*, de l'Ecole milanaise ; tous trois du XVI^e siècle, un *Portrait d'homme* attribué à Murillo, le *Retour du chasseur*, d'Adrien Brawer.

Enfin, ne bornant pas ses générosités au Musée de la ville, M. Alfred Chaber a encore enrichi la Faculté des Lettres de Montpellier, des superbes moulages des statues de Michel-Ange, qui

(1) Au cours de l'impression de cette brochure, le Musée a acheté une *Vénus triomphante*, d'Alexandre Cabanel, 10000 fr. ; *Préparatifs de voyage* (scène grecque), de Georges Rochegrosse, 2300 fr. ; les *Lutteurs*, de Friant, 5000 fr.

ornent le tombeau des Médicis à Florence, et la Pallas de Velletri.

Malgré l'aridité de pareilles nomenclatures, nous avons pu ainsi étaler à vos yeux une partie de nos trésors.

Toutes ces libéralités montrent aussi le rapide chemin parcouru, en soixante-quinze ans seulement, par le Musée de Montpellier. Elles expliquent encore, pour beaucoup de personnes, les noms de plusieurs de nos rues. Ces noms, à la différence de ceux que la politique élève ou abaisse tour à tour, sont destinés à conserver d'une façon durable le souvenir de généreux bienfaiteurs de la ville, ou la mémoire de glorieux artistes dont Montpellier fut le berceau (1).

II

Nous ne devons pas nous parer des plumes du paon, et nous devons avouer que plusieurs des indications que nous avons données sur les premières origines du Musée, nous ont été fournies par des ouvrages que nous avons consultés avec profit ; le *Guide* de M. Eugène Thomas, le savant et regretté archiviste de l'Hérault (2) et la série des notices sur le Musée (3).

Nous devons également reconnaître que nous avons puisé d'intéressants renseignements dans un excellent ouvrage que nous signalerons aux amateurs d'art. C'est le dernier catalogue du Musée de Montpellier, publié en 1890, par son conservateur M. Michel, le distingué directeur de notre Ecole régionale des Beaux-Arts. Dans ce livre, les huit éditions précédentes du catalogue, dont la dernière datait de 1879, ont été refondues. Parmi les améliorations introduites, il faut mentionner le fac-simile des signatures des artistes dont les œuvres figurent dans notre Musée et un appendice très

(1) Les rues Fabre, Collot, Bruyas, la descente Valedau, l'avenue Bouisson, les rues Sébastien-Bourdon, Vien, Alexandre-Cabanel.

(2) Tableau historique et descriptif pour servir de guide à l'étranger dans la ville de Montpellier, par Eugène Thomas, archiviste du département de l'Hérault (1857).

(3) De plus, la notice sur la Bibliothèque de la ville de Montpellier (Musée Fabre), par Saturnin Léotard, sous-bibliothécaire ; Montpellier, imprimerie Gras 1867.

intéressant, faisant connaître les autres tableaux et statues qui décorent quelques-unes des places ou promenades de la ville, ou qui ornent divers bâtiments publics, tels que la Préfecture, la Mairie, l'Ecole de Médecine, le Théâtre, le Palais de Justice, la basilique St-Pierre, les églises Notre-Dame-des-Tables, St-Denis, St-Roch, St-Mathieu, la chapelle de la Miséricorde ; cette idée de dresser un inventaire du mobilier artistique de ces monuments est due à M. le marquis de Cadolle, le regretté et éminent président de la Société de St-Jean, qui a rédigé lui-même toute la partie relative aux églises de Montpellier (1).

Nous regrettons toutefois que le catalogue actuel du Musée ne donne pas, comme celui de 1866, d'indications sur les dessins, les aquarelles, et ajoutons les gravures. Il serait trop long d'indiquer les sujets, mais un numéro d'ordre en face du nom de l'auteur permettrait les recherches, en attendant mieux. En regard de chaque nom de la liste des donateurs, il faudrait indiquer les numéros du catalogue correspondant à l'objet donné ; on aurait ainsi une vue d'ensemble d'une donation. Sans retoucher au catalogue lui-même, il nous semble aussi qu'en présence du nombre toujours croissant des libéralités, on devrait imprimer des suppléments qui tiendraient au courant l'ouvrage principal.

Permettons-nous, au sujet de ces appendices dont nous venons de parler, de formuler un autre vœu. Il existe, à Montpellier, de nombreux amateurs, dont quelques-uns possèdent de vrais chefs-d'œuvre. Que leurs collections soient nombreuses ou peu considérables, ne pourrait-on pas leur demander de vouloir bien signaler au Conservateur du Musée, sous leur responsabilité comme attributions à une époque ou à un artiste, les objets les plus intéressants de leur précieux avoir ? Ces renseignements pourraient être annexés comme supplément au catalogue. Ce serait une sorte d'enquête sur les richesses artistiques du pays. Un annuaire de ce genre a déjà paru à Paris, pour toute la France.

Evidemment notre pensée n'est pas que tout le monde puisse venir importuner les amateurs en visitant par simple curiosité leurs collections. Mais pense-t-on qu'aucun d'eux, si jaloux qu'il soit de

(1) Rapport sur l'inventaire du mobilier des églises. Voir Bulletins de la Société de St-Jean : années 1875-76 et 1877-78. Montpellier, typ. P. Grollier.

ses trésors, repousserait la demande d'un artiste ou d'un amateur qui voudrait s'éclairer spécialement sur quelque point d'art ou d'histoire ?

Nous ne le croyons pas.

Du resté, il faut souhaiter aussi qu'un de ces jours nous puissions voir, à Montpellier, une de ces expositions rétrospectives des Beaux-Arts qui ont si bien réussi non seulement à Paris, mais dans bien d'autres villes, et qui, appliquées à quelque œuvre de bienfaisance, ont produit les résultats pécuniaires les plus satisfaisants.

Nous nous rappelons toujours avec plaisir cette merveilleuse exposition de Marseille, il y a une trentaine d'années environ, où beaucoup de vieilles familles d'Aix envoyèrent des portraits d'ancêtres qui étaient signés de Largillière, de Rigaud, de Lancret, de Mignard.

En 1874, l'exposition au bénéfice des Alsaciens-Lorrains, et l'année dernière, celle de Marie-Antoinette et de son temps à la salle Sedelmeyer à Paris, en faveur d'un asile d'orphelines, ont eu le plus grand succès.

Nous ne doutons pas qu'il en serait de même ici, et que non seulement notre population, si accessible aux Beaux Arts, répondrait à l'appel qu'on lui ferait, mais qu'on viendrait en foule du dehors, pour jouir de cette occasion unique, de voir les richesses renfermées d'habitude dans des collections particulières.

C'est beaucoup demander certainement aux possesseurs d'objets d'art ; mais nous avons la ferme espérance qu'un jour cet appel sera entendu, car il n'est pas permis de cacher égoïstement son bien, et de même que tout homme est comptable envers Dieu de l'intelligence qu'il a reçue, de même tout possesseur d'une belle œuvre est pour ainsi dire comptable envers la société de sa richesse artistique et doit en permettre l'exhibition de temps en temps.

En Angleterre nous avons vu de généreux prêteurs qui se privaient quelquefois pendant plusieurs années de la jouissance exclusive de leurs collections, pour permettre aux élèves qui fréquentent le Musée de Kensington de les voir, de les admirer, de développer leur goût et de chercher des modèles. C'est un sentiment peut-être moins élevé que celui des bienfaiteurs qui enrichissent les Musées ; mais il est trop louable encore pour qu'on ne cherche pas à le proposer comme exemple.

III

Nous arrivons maintenant aux nouvelles augmentations du Musée, trop récentes pour figurer dans le catalogue. Elles donneront à notre étude, à défaut d'autres qualités, l'attrait de la nouveauté.

1891.— Nous parlerons par ordre de date du legs de M. François Sabatier, décédé le 1^{er} septembre 1891, et qui comprend le portrait d'Hébert peint par lui-même et trois toiles de G. Ricard, qui sont les portraits de Monsieur, de Madame Sabatier et d'une jeune fille. Ces tableaux ont été récemment placés dans la galerie Bruyas. Le buste en marbre de M^{me} Sabatier a été installé entre la salle française et la salle italienne; quatre petites toiles intéressantes et vingt dessins provenant du même don, sont déposées provisoirement dans une petite pièce non livrée au public. Il faut y ajouter encore six délicieuses aquarelles représentant la légende de « Saint-Cyprien et de Sainte-Justine ». Avec plus de perfection dans le dessin, elles semblent nées sous le pieux pinceau d'une miniaturiste du moyen âge, tant elles ont de mysticisme et de pureté. Cinq autres aquarelles nous montrent la légende de « Sainte-Marie l'Égyptienne »; elles paraissent plutôt inspirées par les fresques religieuses des maîtres anciens. Ces onze aquarelles composent deux albums, déposés chez le chef des Custodes du musée. Elles sont l'œuvre de Dominique-Louis-Ferréol Papety, né à Marseille en 1815, mort en 1849, et sont datées de Rome, ville que cet artiste, grand prix de Rome en 1836, habita quelques années.

1893. — Mme Bouisson, née Bertrand, veuve d'un illustre doyen de la Faculté de Médecine de Montpellier, ancien député de l'Hérault, a légué en 1893, au musée de la ville de Montpellier, une riche collection d'objets d'art de toute nature. Sur un nombre beaucoup plus élevé de peintures, le Musée n'a cru devoir prélever que 67 tableaux, 49 dessins ou aquarelles sous verre, 24 gravures ou eaux-fortes encadrées, d'autres en portefeuille. Deux bustes en marbre de Houdon, représentant l'un le ministre Turgot (1727-1781), signé et daté de 1788, l'autre l'abbé Cochin (1726-1783), fondateur de l'Hôpital de ce nom à Paris, sont deux pièces de grande valeur, portant à cinq le

nombre des œuvres du grand sculpteur possédées par notre Musée.

Parmi les tableaux, nous nommerons seulement les principaux. Pour l'Ecole française : des *Amours montés sur un chien*, et une *Nature morte*, de Boucher, deux tableaux de Carle Van Loo, quatre tableaux allégoriques de Vien (*les quatre Saisons*), quatre autres de Raoux, *les Quatre Ages*, la *Muse de l'Architecture*, *portrait allégorique de Mme de Lambert et de son fils*, de Le Sueur, un *Oiseau mort*, de Chardin, une *Tête de soldat de la République*, de Charlet, *Le fils du garde-chasse et l'aumône*, de Devéria. Dans l'Ecole flamande et hollandaise : un *Intérieur de taverne*, de Isaac Van Ostade; l'*Alchimiste*, de Téniers, *Argus endormi par Mercure*, de Pierre Breughel, dit « de velours », des *Oiseaux*, de Snayers, des *Fruits*, de Van Pol. Il faut citer pour l'Ecole italienne : une *Diane au bain*, du Corrège, toile délicieuse de grâce et de fraîcheur.

N'omettons pas non plus le *Concert des chats*, d'Holbein, un *Apollon écorchant le satyre Marsias*, une *Adoration des Mages*, sur cuivre d'un primitif, et une toile de Ménaudès, de l'Ecole espagnole, représentant des fruits et qui fut rapportée d'Espagne par le général Solignac sous Napoléon I^{er}. Quant aux dessins, nous ne relèverons que quelques noms pour donner l'importance de cette collection : « Prudhon, Le Sueur, Vasari, Natoire, Lebrun, Bourdon, Zucari, David, Tassaert, etc. » Enfin nous ne devons pas oublier trente statues ou objets d'art en bronze.

Mais ce qui différencie le legs de Mme Bouisson des autres libéralités qui avaient déjà enrichi le Musée, ce qui lui donne un caractère propre et spécial, c'est la série des meubles et objets d'art qu'il faut encore énumérer.

Jusqu'à ces derniers temps, à part quelques bronzes, quelques vases étrusques et quelques menus objets, le Musée de Montpellier était exclusivement consacré aux œuvres de peinture, de sculpture, ou de dessin. C'était à coup sûr un tort, et cet exclusivisme, quelle que fût d'ailleurs sa cause, nous a certainement privés en maintes occasions de précieuses libéralités.

Voilà pourquoi l'on peut dire que l'entrée d'objets d'art différents et appartenant à tous les genres de productions du génie humain, consacrera le nom de M^{me} Bouisson, comme marquant l'avènement d'un aspect nouveau de notre Musée.

Peut-être trouvera-t-on bien cependant quelque amateur routinier

dérangé de ses habitudes, ou voulant poser pour être inaccessible aux sentiments du vulgaire, qui regrettera la froideur un peu lugubre de nos anciennes salles de peinture, qui s'écriera que l'art tombe en décadence ? Comme si l'art vrai, cette entité que l'on conçoit, mais que l'on ne peut définir, ne réside pas, quelle qu'en soit son application, dans toutes les manifestations du beau ! Croit-on de bonne foi qu'on sera distrait de la contemplation de nos chefs-d'œuvre de peinture, parce que la nudité des salles aura disparu ? et le Français aura-t-il toujours pour l'ennui, comme dit spirituellement Pailleron, un respect qui va jusqu'à la vénération ?

La salle italienne n'a fait que gagner à recevoir les superbes canapés et fauteuils Louis XVI, si élégants, qui retracent en de délicates tapisseries de Beauvais au petit point, les fables du bon Lafontaine.

Les tables de mosaïque de Florence et de Rome, le cabinet de marqueterie florentine, le secrétaire hollandais, le meuble incrusté d'ivoire de couleur, le vieux bahut de chêne sculpté, ou le beau cabinet aux ivoires représentant des sujets bibliques, sont loin de nuire à l'aspect général des diverses salles. Ils reposent agréablement le regard. Dans quelques jours, nous l'espérons, nous pourrions installer d'artistiques vitrines (1) dues à la générosité intelligente de la municipalité. Et lorsque sous les yeux charmés des visiteurs nous exposerons environ trois cents objets consistant en ivoires, émaux anciens et modernes, nombreuses pierres gravées dont plusieurs antiques, tabatières, drageoirs, boîtes à mouches du XVIII^e siècle, quelques beaux spécimens de l'art chinois, faut-il craindre que l'artiste et l'amateur de peinture n'abandonnent, pour ces objets dignes d'intérêt cependant, les toiles incomparables qui font la gloire de nos galeries ?

IV

Notre Musée de peinture, comme beaucoup d'autres, se transforme en musée d'arts décoratifs. Loin de diminuer d'intérêt, il devient, au contraire, la source historique et artistique à laquelle iront puiser,

(1) Ces vitrines style Louis XVI, acajou et cuivre, à la manière de Jacob, d'un modèle inédit, sont dues à la maison Galot, de Montpellier. Elles méritent d'être signalées pour leur commodité, leur élégance et le fini de leur exécution; elles montrent que nos ateliers d'ébénisterie peuvent lutter contre ceux de Paris.

avec fruit, les gens d'un goût délicat, toute la jeunesse de notre Ecole régionale, enfin tous les ouvriers dont l'éducation professionnelle s'est ressentie forcément jusqu'ici de l'absence de documents sérieux mis sous leurs yeux, et pouvant leur servir d'objets d'étude et de comparaison.

Ce n'est donc plus à une classe spéciale d'initiés, d'amateurs, que répond le Musée ; il s'adresse désormais à tous sans distinction, et l'on peut dire qu'il n'est pas de modification plus intelligente et plus démocratique, dans le bon sens du mot, que celle qui convie ainsi tout le monde aux nobles jouissances de l'art (1).

Un seul plat, magnifique il est vrai, un plat d'Urbino, composait à ce jour, presque à lui seul, toute la céramique du Musée. Le don de M^{me} Bouisson procure déjà aux visiteurs le plaisir de voir de beaux spécimens des faïences de Savone, de Nevers, de Delft, de Rouen, de Marseille, de Moustiers, à teintes unies ou polychromes, de Saint-Amand, de Pierre Fauquier. Par malheur, les jolies faïences de Montpellier, d'André Philip, fabriquées vers 1770, avec leurs fleurs se détachant sur un fond jaune pur, ne sont pas représentées dans le Musée. Leur absence est d'autant plus regrettable qu'il s'agit d'une industrie indigène disparue (2).

Nous voudrions aussi voir réunis dans les vitrines quelques produits de cette fabrique de verreries détruite, il y a près d'un siècle, et qui était située, dit-on, du côté du Pont de Lattes. Ses produits rappelaient les formes et le genre des fabriques de Venise.

Espérons que quelques généreux collectionneurs viendront plus tard combler ces lacunes. Nous en dirons autant des armes anciennes, qui pourraient s'ajouter aux quelques armes que vient de recevoir le Musée, pour former ainsi de belles et intéressantes panoplies.

Quant aux porcelaines, on peut encore admirer dans un charmant meuble rococo en bois de rose, de délicates productions de la Saxe, de la Chine, du Japon, de Sèvres (château de Trianon), de Berlin, de Naples, avec des peintures d'après les fresques d'Herculanum.

(1) Ces jours derniers, une dame a fait relever le dessin d'un de ces meubles en tapisserie Louis XVI, et fait reproduire les bois d'un fauteuil par un sculpteur sur bois. C'est une preuve à l'appui de notre thèse.

(2) Pendant l'impression de cette brochure, nous avons eu la bonne fortune de découvrir deux aiguières et deux plats de Montpellier dans une propriété de Mme veuve Bouisson. Nous les installerons sous peu au Musée.

Les collections si étendues et si variées que nous venons de parcourir ne peuvent avoir la prétention de montrer toutes les branches de l'art. Elles ont un grand mérite, celui d'ouvrir la voie à une nouvelle et féconde extension du Musée ; mais elles font ressortir une fois de plus l'insuffisance du bâtiment actuel, comme dimension, malgré trois grandes salles et une petite, consacrées à la peinture, et cinq salles moyennes occupées par les dessins et objets d'art.

Dans les conditions actuelles, faute de place, il a fallu reléguer dans un petit appartement servant autrefois de logement au concierge, les tableaux des legs Bonnet, Sabatier, Bouisson ; et nombre d'autres encore : entre autres, un don de Paul Lacroix, l'intéressant portrait de la célèbre *Julie d'Angennes*, duchesse de Montausier, si connue par la « Guirlande de Julie ».

Des quantités d'autres peintures et de dessins sont renfermées dans les combles du bâtiment.

Il y aurait de quoi en garnir plusieurs salles.

Enfin, des cartons entiers de gravures sont enfouis dans des débaras. Il est vrai que le Musée renferme près de 1,000 tableaux, comprenant 438 tableaux de l'Ecole française, 4 seulement de l'Ecole anglaise, parmi lesquels le *Petit Samuel*, de Reynolds ; 161 toiles représentent les Ecoles d'Italie, et 189 la peinture flamande, hollandaise ou allemande. L'Ecole espagnole ne compte que 11 toiles, mais il s'y trouve une perle, la *Sainte-Marie l'Egyptienne*, de Ribera.

Cependant, ce manque de place peut devenir un obstacle sérieux pour recevoir des libéralités. Il y a quelques semaines, la commission du Musée a accepté avec reconnaissance quelques œuvres fort intéressantes du regretté M. Eugène Castelnau, généreusement offertes par sa famille. Deux beaux tableaux de genre, une *Convalescente* et une *Scène d'inondation*, quelques paysages remarquables et six dessins ont été choisis parmi une masse d'autres, prouvant l'immense labeur de cet amateur distingué, qui n'a reculé devant aucune des études consciencieuses qu'exige la profession d'artiste. Combien faudra-t-il de temps avant que le public puisse admirer cet œuvre à une place définitive ?

Dans quelques jours, on sera forcé de changer de place la Jeanne d'Arc dans la cage du grand escalier, pour installer la maquette colossale de la statue de Renaudin.

Et ce n'est pas tout : une partie des objets d'art, qui devraient être

dans le Musée, est dispersée dans la Bibliothèque de la ville. C'est encore le Musée Fabre, si l'on veut ; mais comment laisser les visiteurs jouir de la vue de ces collections sans troubler les lecteurs ? Aussi, peu de personnes connaissent-elles les beaux objets d'art légués par M. le Dr Cavallier ; et cela faute d'une porte de communication ! Le défaut de place a encore nécessité le transport des richesses archéologiques de la ville, si curieuses et si intéressantes, dans le bâtiment municipal de la rue Dauphine, alors qu'elles devraient, pour l'instruction de tous, compléter le Musée d'art. Qui se doute, excepté quelques érudits, qu'il existe là des quantités de spécimens de l'art grec et romain, des objets préhistoriques, une collection de numismatique de près de neuf mille médailles, des produits de la céramique antique et moderne, des intailles et enfin de superbes monuments d'art chrétien ?

Qu'il nous soit permis d'ouvrir ici une parenthèse, pour une libéralité qui se rattache encore au Musée : le legs des monnaies et médailles de M. le professeur Bouisson à la Société Archéologique de Montpellier. Ce médailler, que nous devons signaler à l'attention des numismates, renferme 51 monnaies ou médailles d'or, 968 d'argent et 911 de bronze, au total environ 2,000 pièces (1).

Les monnaies et médailles ne sont-elles pas, tout à la fois, l'histoire politique des peuples écrite sur le bronze, et, au point de vue de l'art, les témoins les plus certains des aspirations d'une race vers le beau et l'idéal de la forme ?

Aussi, cette collection, qui commence par de magnifiques spécimens de l'antiquité grecque et romaine, et qui s'étend jusqu'à l'époque actuelle, fait défiler sous nos yeux les traits des hommes célèbres de toutes les époques, les premiers chefs des peuples encore mêlés aux dieux de la fable, des impératrices romaines, des princes et des rois de nombreuses dynasties, des souverains des royaumes disparus comme la Pologne et les Etats d'Allemagne, des républiques anciennes ou modernes, des Evêques, des Papes, enfin un grand nombre de ceux qui ont marqué leur place à divers titres dans l'histoire de l'humanité.

(1) P.-J. Itier. Le médailler du professeur Bouisson. *Revue de la Société archéologique de Montpellier*. Impr. Martel, 1895.

V

De même qu'aujourd'hui les Facultés ont été réunies par un groupement si favorable aux études, dans le Palais de l'Université, de même il nous semble indispensable qu'on centralise un jour, dans un même local, toutes les richesses artistiques de notre ville.

Nous dirions même volontiers, quelque délicate que soit pour nous cette question, et sans chercher par quel moyen on pourrait la résoudre, qu'il serait bien désirable pour le public, de voir adjoindre aux richesses du Musée une foule de dessins de maîtres et de tableaux qui sont actuellement à la Faculté de médecine, et qui ne rentrent pas dans le domaine spécial de ses études.

Mais pour réaliser ce Palais de l'Art, si précieux pour une ville comme Montpellier, il faut de l'espace.

Quel que soit le projet d'agrandissement que la municipalité adoptera, que l'on déplace la Bibliothèque de la ville, cause de danger d'incendie pour le Musée, ou que l'on occupe les bâtiments du Lycée, ou bien encore que l'on incorpore au Musée l'île de maisons située entre la rue Montpelliéret et la rue du Collège, peu nous importe, pourvu qu'on agrandisse le Musée actuel, que l'on ne peut guère séparer des Ecoles des beaux-arts, qui sont son annexe rationnelle, et pourvu que la Ville prenne bientôt un parti dont l'urgence n'est pas à démontrer.

Nous pencherions pour le dernier projet indiqué ; il respecte le Lycée et la Bibliothèque Fabre, à la condition de l'isoler du Musée. Nous croyons qu'un bâtiment faisant le pendant, dans la rue Montpelliéret, de celui qui est orné des statues de Bourdon, de Raoux, de Vien, avec le Musée actuel pour corps de milieu et pour entrée, serait d'un effet très décoratif.

Il nous semble déjà voir s'élever ce Palais de l'Art, digne de notre belle ville, rivalisant avec ses autres monuments, et permettant de dérouler, dans une suite non interrompue, toutes les productions artistiques si variées de l'esprit humain ancien ou moderne, national ou étranger !

PÈLERINAGE D'UNE DAME GAULOISE

EN ORIENT, AU IV^e SIÈCLE

Par le R. P. Dom CABROL, de l'abbaye de Solesmes

En 1885, un savant archéologue italien, M. Gamuruici, trouva, sur les rayons de la bibliothèque d'Arezzo, un manuscrit de modeste apparence, qui contenait un traité inédit de saint Hilaire, des hymnes également inédites, et un autre ouvrage : le récit d'un voyage aux Lieux-Saints.

Ce dernier, qui doit seul nous occuper, appartient au IV^e siècle. C'est l'opinion du premier éditeur, qui a été adoptée par les plus savants critiques, M. de Rossi, M. Mommsen, M. l'abbé Duchesne, etc. En effet, le style, la latinité, la description du pays, des mœurs et des coutumes, les allusions à certains faits historiques, par exemple à la persécution de Valens et à la guerre des Perses après Julien, prouvent que l'ouvrage a été écrit vers le dernier tiers du IV^e siècle. On peut établir aussi, à divers indices, que l'auteur est une femme, qu'elle était à la tête d'un monastère situé dans les Gaules et probablement dans la vallée du Rhône ; on l'a même, non sans vraisemblance, identifiée avec sainte Silvia, la sœur de Rufin d'Aquitaine.

Dans son récit, elle nous apparaît comme une voyageuse intrépide, qui ne recule, ni devant les dangers, ni devant les fatigues ; elle est douée d'un esprit curieux et observateur, et, si son style est simple et sans apprêts, il n'est pas sans grâce ; sa narration nous frappe par son exactitude.

Dans son voyage, Silvia nous décrit d'abord la presqu'île sinaïtique et le mont Sinaï, dont elle a fait l'ascension. Elle a pris ensuite, en sens contraire, la route que suivirent les Israélites dans leur fuite au sortir de l'Égypte ; puis elle côtoie la mer Rouge jusqu'à Clymas (Suez), traverse la terre de Gessen et arrive à Jérusalem.

Dans un second pèlerinage, elle visite le mont Nébo, d'où Moïse contempla la Terre promise; elle parcourt ensuite l'Idumée pour y retrouver les souvenirs bibliques de Melchisédech, de saint Jean-Baptiste, d'Elie, de Job. Enfin, avant de quitter l'Orient, elle veut voir la ville d'Édesse, célèbre par le souvenir du roi Abgare et par le tombeau de l'apôtre saint Thomas; elle descend jusqu'à la ville de Carthes, située aussi dans la Mésopotamie, et où elle retrouve des traditions concernant « saint Abraham ».

En revenant vers Constantinople, elle s'arrête à Antioche, et vient prier sur le tombeau de sainte Thècle, près de Tarse.

Tous ces voyages ont été entrepris dans un but pieux; ce sont des pèlerinages aux tombeaux des saints ou des martyrs, et aux lieux consacrés par des souvenirs bibliques. Elle a toujours avec elle les livres de la Sainte-Ecriture qu'elle relit dans les endroits même où se sont accomplis les faits racontés par les écrivains inspirés.

Une autre partie du récit de Silvia, qui n'est pas la moins importante pour l'histoire, est consacrée à nous décrire la liturgie de Jérusalem. Le conférencier, pressé par le temps, n'a pu que nous résumer quelques-unes des cérémonies que nous décrit Silvia, l'office des vigiles au milieu de la nuit, l'office de sexte, de none et l'office du soir ou Lucernaire. Le Dimanche, il y a, à l'heure de tierce, la messe des catéchumènes et la messe des fidèles.

Dom Cabrol, pour nous donner un échantillon des descriptions de Silvia, nous a raconté l'adoration de la Croix, le Vendredi-Saint, et quelques autres cérémonies, qui prouvent que les principaux rites de notre liturgie étaient déjà en usage au IV^e siècle. Il a terminé en nous donnant le récit des dernières années de Silvia, sa fuite de Constantinople au lendemain de la sédition qui arrache à son frère Rutin le pouvoir et la vie, son voyage en Italie et sa mort à Brescia, auprès de saint Gaudence.

Voir pour plus de détails le livre qui vient de paraître : *Etude sur la Peregrinatio Silviae; les Eglises de Jérusalem; la Discipline et la Liturgie au IV^e siècle*, par le R. P. Dom Cabrol, in-8° de viii - 208 p. Oudin, Poitiers, 1893.

LE CARACTÈRE DE LA POÉSIE ACTUELLE

EN FRANCE

Par M. DE PEYRALADE

MONSEIGNEUR,
MESDAMES,
MESSIEURS,

Ma première parole, prononcée à cette place où je n'avais nul droit de m'asseoir, doit vous apporter une excuse et une explication.

A côté des orateurs, des savants, des critiques, vous avez voulu faire une place aux humbles, aux faibles, et c'est moi qui les représente, tous ceux qui n'ont pour travailler à votre œuvre que des mains inhabiles, mais un cœur ardent comme le vôtre, et comme le vôtre ouvert à tout ce qui peut assurer le triomphe du bien. Je suis venu sans me préoccuper des défaillances de ma parole, de la juste obscurité de mon nom et de la sévérité de vos jugements sur la témérité que j'ai montrée en répondant à l'appel trop flatteur que l'on m'a fait l'honneur de m'adresser.

Si je cours le péril de vous parler, alors que je devrais écouter, perdu dans vos rangs, je vous en dois la raison.

Vous faites, Messieurs, l'aumône de la vérité à l'âme française. Vous lui rendez sa richesse morale emportée et dispersée par le souffle de l'erreur. C'est bien, n'est-ce pas, la charité suprême, celle qui dispense le pain de vie ?

Autour de nous, que d'indigence, que de misère ! et, pour dire le mot exact, que d'ignorances et que d'erreurs ! Les bonnes volontés isolées ne peuvent presque rien contre cette lente et formidable accumulation de mensonges enseignés, de préjugés soigneusement entretenus.

La grande méconnue de nos jours, c'est la vérité. Pour lui rendre sa place qui est un trône, son rôle qui est le salut, ce n'est pas trop de votre savoir et de votre zèle.

Là, pourtant, est la solution de tous les prétendus problèmes que la négation inintelligente, brutale comme le vice d'où elle procède, a fait formuler. N'est-il pas merveilleux que le travail actuel de déchristianisation n'ait pas porté des fruits plus précoces et plus vénéneux, et que la tempête que nous entendons gronder dans le lointain d'un noir horizon n'ait pas encore balayé cette société insensée qui a la prétention de vivre en rejetant les éléments nécessaires de la vie ?

Sur quelque montagne que je n'ignore pas, comme aux jours où le peuple de Dieu luttait pour son indépendance, les bras infatigablement levés vers les cieux, Moïse prie encore le Dieu tout-puissant de détourner son courroux et de donner la victoire à ceux qui invoquent son nom. Nous devons à la ferveur de cette prière notre vie et aussi l'espérance de voir arriver le règne de la paix des âmes et de la grandeur restaurée de notre pays.

Je n'ai, Messieurs, que cette foi dans la puissance de la vérité et le désir ardent, vivace de son triomphe. C'est assez, je l'espère, pour me permettre de me dire des vôtres et de vous suivre de mes vœux, si je ne puis vous aider de mes œuvres.

..

La vérité morale est la source de toute beauté.

Lorsque, dans le domaine de l'art, plus rien de vraiment beau n'est produit, soyez assuré que les sources de la vie morale sont taries ou empoisonnées. Pour en avoir la preuve, il n'est même pas nécessaire d'examiner les écrits des esthéticiens et des philosophes qui se sont imposé la tâche de traduire en théories les erreurs pratiquées par les artistes de leur temps. Il est plus profitable et plus sûr d'étudier directement les œuvres d'où les théories ont été déduites.

Une enquête impartiale, portant sur toutes les manifestations de la pensée chez un peuple, à telle ou telle heure de son histoire, est certainement le plus puissant moyen de psychologie collective.

Ce que nous croyons, ce que nous aimons, ce que nous pensons

est attesté par la plume, le pinceau, l'ébauchoir et l'archet. Or, telle ou telle pensée existant dans une âme, en accuse l'état général et comme l'étiage intellectuel et moral.

Les œuvres d'art plastique nous font connaître non seulement l'artiste intime, psychique, mais encore le milieu ambiant, et par le sujet de l'œuvre et par la manière dont elle est exécutée.

Ceci est facilement vérifiable pour la peinture. Les toiles de M. Henri Martin, par exemple, sont esthétiquement et socialement contemporaines des vers de M. Jean Moréas et de la musique de M. Bruneau ou de M. César Franck.

La sculpture, par sa nature même, exclut les artifices et les tentatives d'illusion. Elle est forcément probe et puisera ses inspirations et ses procédés dans la réalité. Elle se modifie moins que tous les autres arts.

Dans la littérature, l'influence du milieu moral ambiant est si directe et si forte qu'elle se confond avec lui ; elle le constitue, contribue tout au moins à le maintenir. Un peuple n'a que le gouvernement qu'il mérite, et la littérature qu'il peut faire suivant ses croyances religieuses et morales.

Il vous a été parlé du roman avec un charme et une compétence auxquels, nous, Toulousains, nous avons le bonheur de pouvoir rendre de fréquents et unanimes hommages.

Le roman est un témoin important dans l'enquête morale à laquelle doit se livrer tout critique qui demande à un écrivain plus que le soin de l'exécution, plus même que les qualités de l'esprit. De l'ensemble des personnages peut se dégager l'homme tel qu'il pense et agit à la date du volume, dans un pays donné et dans des circonstances propres à mettre en jeu tous ses sentiments. Mais le désir de plaire à l'imagination du lecteur, d'exciter son intérêt fera sortir les écrivains de l'observation exacte qui, quoi que l'on en dise, n'est pas nécessairement littéraire. Les uns feront trop beaux et trop bons ; les autres, trop laids et trop mauvais, les héros de leurs récits. Entre l'ange et le diable, il est malaisé de fixer une moyenne.

Nous serons mieux renseignés par le roman sur les conditions matérielles et sociales de la vie, que sur les âmes elles-mêmes, âmes toujours un peu factices, un peu composites, un peu livresques, très poseuses, ou... absentes.

Les renseignements puisés dans les œuvres poétiques contempo-

raïne : sont plus précieux. Je me fais peut-être illusion, mais il me semble qu'elles doivent permettre de psychologier jusqu'au fond nos contemporains.

S'il m'était permis de me servir d'une comparaison en une matière où elles sont dangereuses, puisque les rapprochements entre la matière et l'esprit ne peuvent pas être justes, je dirais que sous l'empire d'un sentiment profond, né spontanément en nous ou suggéré par les objets extérieurs, il se produit dans l'âme une sorte d'ébullition qui soulève à la surface un mélange de tout ce qui la compose et dont toutes les parties tendant à l'extérieur, cherchent à se manifester.

La poésie doit nous permettre de voir jusqu'au fond de l'âme d'où elle est sortie. Sans sincérité, il n'y a point de poésie lyrique ; il n'y a même pas de poète, tout au plus un vain humaniste, un pénible rhéteur, un mosaïste sec et fatigant.

On ne doit faire des vers ni par distraction, ni par métier. Il faut les faire par besoin ; il y faut être sollicité intérieurement, poussé par le désir de magnifier sa pensée, de lui donner la forme la plus haute, la plus harmonieuse, celle qui est digne du sentiment superbe de nos cœurs.

La forme du vers et le langage poétique n'ont été créés que pour honorer la pensée. Parmi nos conceptions, il en est qui appellent ce vêtement splendide de la poésie, et ne trouveraient pas leur pleine expression dans les formes courantes de la parole.

Le jour où les pensées versifiées pourraient être signées par un emballer, à quoi bon la pompe harmonieuse du vers ?

Encore une fois, j'ai en vue exclusivement la poésie lyrique, c'est-à-dire élégiaque et personnelle qui a fait la grandeur littéraire du XIX^e siècle, celle que nous ont enseignée Musset, Lamartine et Victor Hugo, pour ne nommer que les plus grands.

Le lyrique ne met pas dans ses poèmes seulement ce qu'il pense, ce qu'il sent, ce qu'il désire, ce qu'il souffre. Il y met aussi explicitement ou implicitement ce qu'il croit. Il n'en peut être autrement, puisque le sentiment religieux unit entre eux et couronne tous les hauts sentiments de l'âme.

Le vrai lyrique ne nous fait pas, de propos délibéré, les confidents de ses intimes angoisses. Il les crie parce qu'il les sent cruellement, et en les criant, il les soulage. Il extériorise sa pensée ; il ne lui

donne pas l'essor, elle le prend : de là, l'immortel symbole de la Muse, moitié ange et moitié femme, celle du chantre sublime des *Nuits*, penchée sur le poète, agitant autour de lui de ses ailes blanches l'air qu'elle parfume et inurmurant les paroles mystiques que le poète recueille sous la dictée de son apparition.

Ne dites pas, Messieurs, que c'est une vieille fiction. Je suis sûr que c'est la vérité traduite en une image exacte.

Cette inspiratrice supra humaine, c'est l'âme du poète qui, pendant ces heures, vit seule en lui avec une intensité et une plénitude, si manifestes pour les autres hommes qu'ils ont, au berceau des civilisations, accordé aux premiers bardes un caractère presque sacerdotal.

Ils les considéraient comme plus rapprochés de la divinité et capables d'en recevoir directement les inspirations.

Dans cet élan de l'être psychique, transfiguré, devenu si supérieur à lui-même et aux autres, ne devons-nous pas trouver certainement tout entier l'homme intellectuel, moral, religieux et aussi l'artiste ?

Une pareille conception du poète répond-elle à quelque personnalité vivante de notre littérature ou est-elle au contraire surannée ?

Les faiseurs de vers d'aujourd'hui ont-ils quelque chose de leurs grands prédécesseurs de ce siècle, soit dans leur façon de comprendre la poésie, soit dans leur idéal d'art, soit dans leur exécution ?

Examinons, pour répondre à ces questions, les diverses écoles qui naissent chaque jour, comme des sectes, dans une religion sans dogmes définis.

Avant d'étudier les Parnassiens, les Symbolistes, les Décadents, les Romanisants, les Evolutifs instrumentistes, il faut faire deux remarques générales.

I.— Ces écoles diverses ne sont pas des abstractions créées par des historiens de la littérature pour grouper les auteurs ayant même tendance, mêmes procédés. Point du tout. Elles sont ou ont été, car elles ne durent guère, de vivantes associations, des manières de syndicats formés entre graphomanes et attestant par leur existence même la débilité intellectuelle des membres et leur désir de faire plus de bruit en criant tous à la fois. Eux, diraient : *clamant*. Pour ces braves garçons, le verbe crier a cessé d'exister, comme l'honnête

préposition *dans* qui n'avait jamais donné aucun sujet de plainte aux écrivains.

II. — Ces associations si contraires à l'idée même de poésie ont peu duré. Des dissidences se produisent ; des chapelles distinctes s'ouvrent et se ferment.

Ainsi Jean Moréas, que nous retrouverons tout à l'heure, après avoir été symboliste, est devenu romanisant, tout en demeurant inflexiblement inintelligible ; Laurent Tailhade, qui lui du moins a du talent, fut d'abord Parnassien et publia comme telle *Jardin des Rêves*, symboliste ensuite avec les *Vitraux*, romanisant enfin avec *Au pays du Muffle*.

Les Parnassiens, dont la faveur est passée, malgré la publication des *Trophées* de José Maria de Hérédia, procèdent plus directement de Charles Baudelaire. L'auteur des *Fleurs du Mal* est un poète inégal. Le vers dans lequel il cherche à médailler sa pensée est d'un métal précieux, mais souvent peu malléable. Ses plus fervents admirateurs sont forcés de reconnaître ses inégalités. Là où sa main passagèrement vigoureuse, comme celle d'un hystérique pendant une crise, peut vaincre la résistance de la rime et du mot, il apparaît comme un grand lyrique. Ses plus beaux vers sont ceux où il a pu mêler ses deux idées dominantes : la lubricité et la terreur de l'enfer. Il souffre de cette double hantise qu'il n'a jamais mieux montrée que dans sa pièce : *Femmes damnées*, où après s'être complu dans des peintures répugnantes, en un splendide anathème, il voue les impudiques aux tourments éternels :

Descendez, descendez, lamentables victimes ;
Descendez le chemin de l'enfer éternel !....

Irrésistiblement attiré vers le mal et vers le malpropre, Baudelaire semble vouloir racheter son obscénité en rappelant la punition qu'elle mérite. C'est un croyant que sa foi ne retient pas sur la pente du vice, mais qu'elle éclaire sur ses conséquences d'outre-tombe. De même, il blasphémait et se hâta de nous dire qu'il est informé sur la gravité de sa faute. Il rappelle les déments soumis à des impulsions irrésistibles et qui, la conscience revenue, les déplorent en se frappant la poitrine.

En traduisant Edgar Poë, il a laissé voir son goût pour le macabre.

Ajoutez qu'il fut un mystificateur, et tout grand poète qu'il est, vous verrez en Baudelaire un détraqué, ou, pour parler, comme Max Nordau, un dégénéré supérieur.

Les *Fleurs du Mal* ne renferment pas que des outrages à la morale. Le bon goût n'y est pas toujours respecté. Quant aux successeurs, ils en ont perdu la notion.

Les Parnassiens, les Symbolistes, les Décadents, que nous nous efforcerons de distinguer les uns des autres, ce qui n'est pas toujours facile, professent une commune erreur, due au même état mental : les mots, indépendamment de leurs sens, ont, par leur sonorité, une puissance spéciale de suggestion sur le lecteur.

En bon français, c'est-à-dire en une langue étrangère à ceux dont je parle, cela signifie que, conformément aux règles de l'*Art poétique* de Verlaine, le poète ne doit chercher que la musique matérielle des mots employés dans le vers, et choisir ces mots de telle façon que leur sonorité seule, indépendamment de leur sens, éveille des pensées, des sensations, montre des paysages ou des objets isolés à ceux qui les entendent. Ils doivent appeler cela « la musique du verbe ».

Cette conception délirante n'est pas spéciale aux seuls poètes. A Richard Wagner et à ses disciples littéraires qui se sont chargés de diviniser le maître de Bayreuth en revient la paternité. Ils sont les auteurs premiers de la confusion qui règne parmi les arts divers. La limite de leurs domaines et la notion de leurs rôles respectifs sont effacées ou perdues.

MM. Ernst, Adolphe Julien et autres Wagnerolâtres vous affirmeront simplement que le Prélude de *Lohengrin* fait allusion à des événements passés. Ceci implique que par la simple polyphonie orchestrale on peut raconter des faits. Jamais, dans une maison de fous, on n'entendit pareil outrage à la raison, on ne constata pareille ignorance des plus élémentaires notions. Mais, grand Dieu ! la parole est analytique et la musique est synthétique. Mais tous les Wagner du monde avec tous les instruments de musique n'arriveront à exprimer qu'une fleur est parfumée, que vous avez soif, que Metz aurait pu résister sans la trahison de Bazaine, en un mot les pensées, les sentiments, les sensations, les conceptions du cerveau humain.

Comment s'étonner que des littérateurs contemporains de Wagner,

et soumis d'ailleurs à son influence au point de vue de l'exécution littéraire, n'aient pas, à leur tour, la prétention d'écrire des mélodies rien qu'avec des mots? La peinture elle-même n'est pas à l'abri de cette confusion. Avec M. Henri Martin, elle s'efforce de peindre « l'impicturable ». Dans nos expositions, à Toulouse par exemple, vous verrez une figure embrouillardée de femme par laquelle cet artiste a prétendu peindre la *Fatalité*. Il est vrai qu'en ligne verticale, pour que le visiteur ait quelques chances de comprendre, il a écrit en lettres dorées *Αναγκή*.

Essayez de dire à ce peintre que la peinture a pour but de représenter la nature animée ou inanimée, il vous tiendra pour un philistin. Quant à lui, il ne sera content que le jour où il aura fait un tableau représentant la critique de la raison pure; une série de panneaux où sa palette aura peint la métonymie, la catachrèse, la litote, la synecdoque, et toutes autres abstractions. J'ai donc raison de dire que si les poètes poursuivent un but chimérique, ils ont parmi leurs contemporains des peintres et des musiciens aussi déséquilibrés qu'eux-mêmes.

Catulle Mendès, bafouilleur prétentieux et érotomane, inintelligible en vers, confus et mou en prose, dont les écrits ont un goût de confitures rances et le relent de vieux parfums mêlés à des exhalaisons de ruisseau, ce pornographe impénitent assidu à qui l'on doit les *vaines-rimes*, a écrit soixante strophes rien qu'avec des noms de femme.

Jean Moréas a donné une pareille preuve de débilité mentale en y ajoutant les manifestations de l'écholalie, fréquente chez les individus atteints de démence sénile.

Tels sont les Parnassiens d'aujourd'hui, parmi lesquels il serait injuste de compter soit M. Leconte de l'Isle, soit José Maria de Hérédia. L'Ecole dont ils furent l'honneur n'avait de commun que le nom avec celle dont je m'occupe.

Le premier Parnasse était déjà un peu fatigant à gravir. Les fleurs y étaient rares; ses poètes, très grands virtuoses, exagéraient le culte étroit de la rime, une passion de la forme, poussée jusqu'à la fureur. On les devinait égoïstes et on les voyait impassibles. Sans doute, il ne faut pas croire que cette impassibilité fût absolue; elle ne peut pas l'être. Mais par réaction contre les grands élégiaques

leurs prédécesseurs, ils s'étaient imposé de ne jamais laisser paraître leur émotion et de n'en parler jamais.

Combien de défauts se sont ajoutés à ceux-là qui n'ont pas empêché certains sonnets des *Trophées* d'atteindre la perfection !

En philosophie, nos Parnassiens n'ont plus aucune croyance. Le bien et le mal leur sont également indifférents. Dans leurs œuvres, ils inclinent vers l'immoralité et même ils y tombent. Pour la plupart ce n'est pas un accident, mais une habitude.

Quelques-uns même se complaisent dans la perversion ; ils la cherchent, la sentent et la suivent. Ils croient, avec Charles Baudelaire, que « l'art moderne est essentiellement démoniaque ».

« Le geste est beau » de Tailhade appréciant l'attentat de Vaillant, ne doit nous laisser aucun doute sur l'oblitération de la conscience chez les représentants de nos écoles poétiques d'aujourd'hui.

Excusons l'impassibilité devant les objets décrits, l'insensibilité devant la nature, qui demeure toujours, néanmoins, la grande inspiratrice ; mais nous ne saurions trouver, avec M. Paul Bourget, que cette indifférence sceptique devant le bien et le mal soit une distinction d'esprit. J'y verrais plutôt un signe de dégénérescence, un germe de folie morale, qui s'accuse encore par la recherche exclusive du rare, du précieux, de l'inéprouvé.

Les Parnassiens sont de purs païens, dans la pire acception de ce mot.

Il est superflu, du reste, d'insister sur une Ecole rapidement frappée de stérilité et morte déjà depuis assez longtemps.

Nous nous devons aux Symbolistes, aux Décadents, qui, eux, vivent encore, et prouvent ainsi que la folie n'est pas une maladie mortelle.

Un seul espoir me reste. Grotesques Hamlets, ils ne sont peut-être que des simulateurs, n'ayant d'autre but que d'attirer la foule et de lui vendre leurs produits.

On ne peut pas dire que les Symbolistes virent le jour en 1883, puisqu'ils naquirent à la lucur du gaz, dans le sous-sol d'un café du quai St-Michel. Dans une atmosphère alourdie et fumeuse de pipes, de calembours et de canettes, Emile Gaudeau, Maurice Rollinat, l'auteur des *Névroses*, et Edmond Haraucourt, qui a bifurqué depuis, lançaient l'anathème aux auteurs vendus et exaltaient les mérites de leur poétique bien simple, puisqu'elle se résumait en ceci : ne rien

faire de ce qui est permis par la raison et le goût, faire bruyamment le contraire.

Ces belles séances duraient toute la nuit. Pleins de bière, ils décidèrent, un beau soir, de s'appeler les *Hydropathes*, mot qui n'a point de sens, à moins qu'il ne signifie qu'ils souffraient de l'eau qu'ils ne buvaient pas.

Jean Moréas, Laurent Tailhade, Charles Morice, Charles Viguier, Stanislas de Guaita, abandonnèrent les hydropathes et vinrent s'installer boulevard St-Michel : au François 1^{er}, un café en forme de grotte, décorée de stalactites et ombragé de palmiers en zinc sur le modèle de celui de la Samaritaine.

Leur vanité énorme, leur émotivité malade, leur incohérence de pensée, leur inaptitude à tout labeur suivi, leur logorrhée, comme dit Max Nordau, étaient, par eux, baptisées de nature artistique, de génialité au libre essor. Ils conçoivent la vie à peu près à la façon de Jean Richepin, dans la *Chanson des Gueux* ; les flâneurs toujours altérés de hocks se tiennent pour des êtres supérieurs, des façons de prophètes ou de prêtres dignes du premier rôle dans la société.

Dans une de ses rares phrases compréhensibles, Stéphane Mallarmé a dit : « Au fond, le monde est fait pour aboutir à un beau livre. » Le monde certainement pour cela ne peut pas compter sur lui.

Tous les symbolistes de marque se sont évertués à définir leur école. Le système ne doit pas être plus compréhensible que les œuvres qui en sortent, s'il en faut juger par les définitions qu'ils nous donnent.

M. Stéphane Mallarmé, inintelligible depuis ses débuts et demeuré égal à lui-même, prononce :

« Nommer un objet, c'est supprimer les trois quarts de la jouissance du poème qui est faite du bonheur de deviner peu à peu : le suggérer, voilà le rêve. C'est le parfait usage de ce mystère qui constitue le symbole, etc. »

M. Paul Verlaine : « Les Parnassiens et la plupart des romantiques manquaient de symboles.... De là, l'erreur de la couleur locale dans l'histoire, le mythe rétréci par une fausse interprétation philosophique, la pensée sans aperception des analogies, le sentiment retiré de l'anecdote. »

M. Paul Adam : L'art, je le définirai, l'inscription d'un dogme

dans un symbole ; il est un moyen pour faire prévaloir un système et mettre au jour des vérités. »

M. Rémy de Gourmont est plus sincère : « Quant à dévoiler la secrète signification de ce vocable (le mot symboliste), je ne le saurais. Je ne suis ni théoricien, ni divin. »

M. Saint-Pol-Roux-le-Magnifique : « Qu'on y prenne garde, le symbolisme exaspéré aboutit au nombrilisme (!) et à l'épidémique mécanisme... Le symbolisme est un peu la parodie du mysticisme... Le symbolisme exclusif est anormal en notre siècle de combative activité. Considérons donc cet art de transition comme une spirituelle niche faite au naturalisme, aussi comme un prodrome de la poésie de demain. »

Une Ecole qui ne se forme que pour faire des niches à une autre, peut se passer très bien d'un idéal d'art.

M. Charles Morice travaille, lui aussi, à une définition : « Quant au symbole, c'est le mélange des objets qui ont éveillé notre sentiment, et de notre âme en une fiction. Le moyen, c'est la suggestion : *il s'agit de donner aux gens le souvenir de quelque chose qu'ils n'ont jamais vu.* » Ce n'est pas commode.

La suggestion, on le sait, ne s'exerce que pendant le sommeil, et j'avoue que les lecteurs, peu irritables, s'endorment, rapidement, sur la prose et les vers des symbolistes.

Je passe beaucoup de ces définitions toutes d'une clarté égale à celles que je viens de rapporter. Je n'en retiens qu'une. Elle est de M. Jules Lemaitre et d'un laconisme admirable :

« Fumistes ! »

Voilà bien, je crois, la seule compréhensible et la plus juste.

Des gens qui ne savent pas ce qu'ils veulent sont bien près de ne pas savoir ce qu'ils disent.

La revue en est assez amusante, à condition pourtant de n'être pas trop longue.

Commençons, si vous le voulez bien, par Paul Verlaine, dont Jules Lemaitre a dit : « un faune, un fou, un sauvage, un irresponsable, un inspiré qui a entendu des voix que nul n'avait entendues avant lui ».

L'aimable critique devait faire allusion à ses cris de repentir pieux et peut-être aussi à de petites pièces comme celle-ci, dont je ne cite que la première et la dernière strophe :

« Il pleure dans mon cœur
Comme il pleut sur la ville,
Quelle est cette langueur
Qui pénètre mon cœur ?
.....

« C'est bien la pire peine
De ne savoir pourquoi
Sans amour et sans haine
Mon cœur a tant de peine.

En écrivant ces strophes d'une simplicité un peu archaïque, mais très pénétrante, le poète, heureusement pour nous ne s'est pas conformé aux règles qu'il a balbutiées dans son *Art poétique*.

• De la musique avant toute chose
Et pour cela préfère l'Impair
Plus vague et plus soluble dans l'air
Sans rien en lui qui pèse ou pose.

« Il faut aussi que tu n'aïles point
Choisir tes mots sans quelque méprise ;
Rien de plus cher que la chanson grise
Où l'indécis au précis se joint.
.....

« Car nous voulons la nuance encor,
Pas la couleur, rien que la nuance !
Oh ! la nuance seule fiance
Le rêve au rêve et la flûte au cor !

« Prends l'éloquence et tords-lui le cou !
.....

« Fuis du plus loin la Pointe assassine,
L'esprit cruel et le rire impur
.....

« Oh ! qui dira les torts de la Rime ?
Quel enfant sourd ou quel nègre fou
Nous a forgé ce bijou d'un sou
Qui sonne creux et faux sous la lime ?

Tels sont les principes de l'Ecole. S'il faut juger des œuvres par les principes, les principes sont détestables.

Parmi les jeunes symbolistes, il est peu de pièces aussi admirées que le sonnet intitulé : *Langueur*.

« Je suis l'empire à la fin de la décadence
 Qui regarde passer les grands barbares blancs
 En composant des acrostiches indolents
 D'un style d'or où la longueur du soleil danse.

Ce quatrain, le moins insensé du morceau, l'est déjà bien suffisamment. Comment appeler d'un autre nom un poète s'incarnant en une personne morale, en un mot, une entité, l'empire romain à la fin de la décadence. A ceux d'entre vous, Messieurs, qui veulent recueillir des preuves de la dégénérescence de ce cerveau je signale : *Clair de Lune*, les *Chevaux de Bois*, la série des *Ariettes oubliées*.

Dans le volume de ses poésies vous trouverez de tout : du gâtisme, de la folie, de l'érotomanie et même d'admirables morceaux, car auprès des autres, de M. Jean Moréas, par exemple, Paul Verlaine est un grand poète.

Jean Moréas, grec d'origine, parisien de hasard, écrivait naguère, en réponse à un questionnaire qu'il est de mode de soumettre aux gens de lettres et aux artistes (pourquoi ranger ce pauvre diable dans cette catégorie ?) : « Ce que je déteste le plus, c'est le christianisme. » Non, il se trompe assurément, ce qu'il déteste le plus, c'est l'intelligence et la clarté.

Tout son recueil de vers, *Le Pèlerin passionné*, est absurde sans qu'on puisse faire exception, je ne dirai pas pour un seul hémistiche, il n'y en a plus, mais même pour une virgule.

Prenons les moins incompréhensibles passages : *Le Dit du chevalier qui se souvient* et voyons ce qu'on peut mettre sous un pareil titre.

« J'ai dans sa tour est assis,
 Sa tour et sa tourelle.
 C'est quand dans les bois épais
 La feuille renouvelle
 Pour lui il n'est mai ni printemps,
 Il n'est philtre ni baume,
 Euh ! las ! car il aura cent ans
 Vienne la saint Pacôme.
 A-t-il fait joutes et bonhour,
 A-t-il suivi la guerre !
 Mais que, surtout du mal d'amour
 Son cœur n'en avait guère !

« Cœur fol, cœur en souci ! serment
 De femme écueil au havre,
 Gentil amour, plus durement
 Que tous gens d'armes, navre
Vœux liés, déliés, lien
 Loyal qu'il soit, qu'il mente
 Ah ! *maille, maille ! au mal, au bien*
 Quand vient la mort charmante,
 La souvenance va musant
 Le jeu plaissant !

Non, cela n'est pas plaisant. — Et ceci non plus.

SYLVE XXIII

« Ore, que dessus ma tête,
 Saturne ennemi tempête ;
 De ses innocentes mains
 Clothau, du destin instruite
 Qu'active file la suite
 De mes comforts toujours vains !

Encore une citation au point de vue non de l'imbécillité du fond, qui est toujours égale, mais pour montrer l'incohérence de la métrique.

SYLVE XVII

« Pestum qui deux fois l'an voit naître et mourir (11)
 Adone, Lucrétile agréable qui bruit encor, (14)
 Des vers latins chantés sur la lyre de Lesbos, (13)
 Hybla qui nourrit ses abeilles de la fleur (12)
 Du Saule, Ustique où le Faune léger, du lycée fuitif (16)
 Ecarte de la chèvre et de son époux odoreux (14)
 L'Été et l'Austre » (4)

Verlaine avait supprimé l'hémistiche et l'alternance des rimes masculines et féminines. M. Moréas a abattu du même coup la raison et la rime, réhabilité l'hiatus. Et, débarrassé de toutes ces entraves, vous croyez qu'il va parler ? Il balbutiera comme un enfant, bégayera comme un gâteux et nous donnera le triste spectacle de l'écholalie du dément.

Quand j'insiste ainsi sur les caractères vésaniques de cette littérature, je n'exprime pas des sentiments de colère ou de haine à l'égard des auteurs que je ne connais pas. Toulouse n'est pas sans poètes symbolistes, et ceux-là, que je vois très souvent, sont absolument aimables et intelligents. Ils ne perdent ces qualités que la plume à la main. D'ailleurs la jeune génération, séduite par Verlaine, ne le suit que de loin, et conserve, tout en adoptant la poésie nouvelle, un peu d'émotion, de clarté et d'élégance.

Ne croyez pas davantage, Messieurs, que je sois le premier à considérer les Ecoles contemporaines comme issues de maladies mentales ; le travail a été fait avec une rare compétence scientifique par Max Nordau, qui a écrit en sa qualité d'Allemand, deux gros volumes sur la *Dégénérescence*, mais y a mis énormément d'esprit et de verve, ce qui n'est pas allemand du tout.

La langue française, encore respectée par Verlaine, qui en a tiré de loin en loin de très beaux accords, est houspillée par Jean Moréas, Mallarmé, René Ghil et les autres cacographes et graphomanes du groupe.

La première fois que je lus leurs petits livres, car heureusement ils sont petits, j'avais sur ma table le dictionnaire de Littré, que je croyais, avec son supplément, assez complet pour permettre à un homme d'ignorance moyenne, tel que moi, de lire tous les auteurs français. Je m'étais bien trompé. Mon Littré fut tout de suite court. Les fins matois l'avaient bien prévu. Ils ont fabriqué un Glossaire, prix 3 fr., pour la lecture de leurs insanités.

Oui, un glossaire ! Rien que ce seul fait de se mettre dans le cas de n'être entendu, le jour même où l'on écrit, qu'à l'aide d'un glossaire spécial nous ouvre tout un monde de folie.

Je n'ai pas le glossaire et ne l'aurai probablement jamais, par ce motif qu'eussé-je fait le sacrifice pécuniaire exigé, je n'aurais pas compris davantage.

J'ai déjà eu l'honneur de vous dire que le poète pullule dans notre bonne ville de Toulouse, où chaque jour se créent des Revues nouvelles, destinées à canaliser le torrent poétique qui coule parallèlement à notre rivière de Garonne.

Parmi ces bardes nous en possédons un (mon Dieu ! nous le céderions à de bonnes conditions) qui a fait une conférence. Malgré mon

affectueuse déférence pour les conférenciers en général, celui-ci, je l'avoue, ne m'a causé qu'un douloureux étonnement.

Il a cherché à prouver qu'avec les quatorze cents mots du vocabulaire de Racine, un poète, même connaissant à fond son métier, ne peut pas décrire les états d'âme contemporains.

Braves enfants, qui croient que les mots valent par eux-mêmes et non par leurs habiles associations et s'imaginent naïvement que depuis *Andromaque*, l'âme humaine a changé.

Racine, cerveau équilibré, âme saine, artiste incomparable, ne fut jamais hanté de ces mièvreries maladives auxquelles sont sujets nos poétillons d'aujourd'hui. Si pour son malheur et le nôtre il avait pensé et senti comme pensent et sentent les symbolistes, il n'aurait pas écrit ses tragédies et se fût épanché en quelques logogriphes pénibles et malsains.

Avec quatorze cents mots, on écrivit des chefs-d'œuvre. Avec quatorze mille on quintessencie des bêtises. Laissez-nous nos quatorze cents mots, et la langue française, si elle reste pauvre, restera du moins honnête. N'est-ce pas l'honnêteté d'une langue d'être intelligible ?

Et ces jeunes Messieurs, à qui la langue de Racine ne suffit pas, ont l'air de vouloir faire entendre qu'ils ont tellement de pensées et si énormes qu'elles feraient éclater les vieux mots et pulvériseraient les vieilles phrases. Je suis bien rassuré. Dans tout cela, celle qui aurait les plus légitimes sujets de plaintes, c'est la grammaire, cette pauvre grammaire que nous n'avons sûrement pas assez aimée, à l'âge où cependant le cœur est tendre, mais que non plus nous n'avons jamais volontairement outragée. C'est bien assez des irrévérrences involontaires.

Un sonnet sans titre de Stéphane Mallarmé, un des dieux de la Secte, nous montrera quel avantage on peut retirer de l'emploi de mots nouveaux :

« Les purs angles très haut dédiant leur onyx,
L'Angoisse, ce minuit, soutient, lampadophore,
Maint rêve vespéral brûlé par le Phénix
Que ne recueille pas de cinéraire Amphore.
Sur les crédences, au salon vide : nul ptyx,
Aboli bibelot d'inanité sonore
(Car le Maître est allé puiser des pleurs au Styx

Avec ce seul objet dont le Néant s'honore). •
 Mais proche la croisée au nord vacante, un or
 Organise selon peut-être le décor
 Des licornes ruant du feu contre une nixe,
 Elle, défunte nue en le miroir, encor
 Que, dans l'oubli fermé par le cadre, se fixe
 De scintillements sitôt le septuor ».

On a pu dire sans la moindre exagération que M. Mallarmé est un auteur très difficile ; le sonnet n'est pas plus clair pour nous qu'un texte de l'*Alexandra* de Lycophron.

Cela ne ressemble, j'en conviens, à rien de connu. N'en concluez pas que c'est le point de départ d'une renaissance littéraire.

Que vous me croyiez ou non, j'ai l'honneur de vous affirmer qu'il y a plus malade encore, et je le prouve en vous faisant écouter les divagations de M. René Ghil :

« Oh ! maisons de Travail et Malheur, des soirs veuves
 de quelqu'un terrassé parmi l'œuvre, et que l'en
 emporta sanglanté et des gestes d'aptères
 meurtris ouvrant, vers le lit nu des hôpitaux....

« et les maisons d'émois ont une âme esseulée
 hors des luttes de vivre, et l'on ouit pleuvoir
 cendreaux lents, des après-midis d'une en-allée
 ardeur, et du deuil pleure et le vertige au soir
 d'une salle où l'on voit des hommes pris d'onglée ».

Arrêtons-nous, Messieurs. Après le rire, viendrait rapidement la détresse d'esprit.

Vous le voyez, sous prétexte de nouveaux états d'âme et de sévérités outrées de l'antique prosodie, symbolistes comme Mallarmé, romanisants comme Moréas, évolutionnistes instrumentistes comme René Ghil, ils n'ont rien laissé.

Nous ne les comprenons pas ! Non, Dieu merci. Que comprendre puisqu'ils n'ont rien à dire ! La même explication a été donnée du silence du singe. Et c'est là sa supériorité. N'ayant rien à dire, il n'essaie pas de parler. Je le donne comme exemple à tous ces dégénérés.

Dans *A Rebours*, Karl Huysmans a fait le portrait du parfait déca-

dent en peignant son des Esséintes. On peut le résumer d'un mot : l'horreur de la nature ; le goût de l'artificiel. Il abhorre la foule, et cache dans une retraite inaccessible sa lypémanie hystérique. Rien ne l'attire que l'étrange, le faisandé, le satanique.

Tout ce qui reste de force d'attention dans ce cerveau déformé, il l'emploiera à noter le détail infime dans un petit fait indifférent.

Enfin en une langue faite de prétention et de niaiserie, il livrera tout cela à ses contemporains en vers ou en prose, l'un ne valant pas mieux que l'autre.

Messieurs,

Le rôle de la poésie est de donner à ceux qui sont incapables de la trouver par eux-mêmes l'expression de tous ces sentiments, plus hauts et meilleurs que les choses ambiantes, plus hauts et meilleurs que nous-mêmes et qui confusément s'agitent au fond de votre cœur à certaines heures de notre vie.

Tous, nous avons recours à un poète et nous lui demandons vivant, réalisé, vibrant, cet idéal dont nous ne pouvons nous passer.

Fantômes charmants ou terribles, nous avons besoin que vous deveniez tangibles pour nous. Joies, douleurs, espérances intimes que je sens, qui donc me les traduira pour que je les sente mieux encore ?

Et c'est ainsi, que le poète a la mission de chanter pour tous ceux qui n'ont pas de voix, mais sont sensibles au charme de la musique.

Quand nous lisons les vrais, les grands poètes, ne nous les donnons-nous pas un instant pour frères ? Par eux, dans nos ténèbres, descend un pur rayon que nos yeux enchantés suivent jusqu'à son origine. Et il nous semble qu'il vient du ciel.

Inutiles faiseurs de vers obscurs dont les yeux n'ont jamais regardé sur la terre ou en vous-mêmes que des laideurs, vous ne faites entendre à mes oreilles que des bruits discordants. Vous n'avez rien à me dire, aucune consolation à m'apporter. Votre cœur n'est pas le frère du mien. Nous ne sommes pas de la même famille ; nous ne parlons pas la même langue.

Laissez-moi vous dire pourquoi vous êtes tristes, d'une tristesse qui ressemble au désespoir. Vous croyez les cieux vides comme votre

esprit et votre cœur. Vous n'aimez rien, parce que vous ne croyez à rien.

Entre vous et nous, la séparation est éternelle.

Le siècle de Chateaubriand, de Lamartine, de Musset, de Victor Hugo, d'Alfred de Vigny, finira-t-il par Verlaine, Moréas et Mallarmé ?

Seront-ils les éducateurs de cette âme française dans laquelle je vous louais en commençant de vouloir garder intact le culte du beau et le sens de l'honnête ?

Votre patriotisme n'accepte pas de pareilles prévisions. Certes, si les grands ne sont plus, il en reste encore parmi nous dont les Lettres peuvent être fières : Sully-Prud'homme, Coppée ; d'autres encore, dont les noms ne sont pas encore célèbres mais le seront demain, portent fièrement ce grand nom de poète.

Et demain, Messieurs, pourquoi dans ce siècle finissant, pure et puissante ne s'élèverait pas une voix inspirée célébrant tout ce que nous aimons, endormant nos douleurs et ravivant nos espérances, élevant nos cœurs et donnant à la France une gloire de plus ?

Celui-là n'aura point fondé d'Ecole ; il n'aura pas publié de manifeste ; il ne créera pas pour les chants une langue nouvelle. Il chantera, et nos âmes et nos esprits lui appartiendront.

LA SOCIÉTÉ DE LA CROIX-ROUGE

A MONTPELLIER

Par M. le Vicomte DE GINESTOUS

L'Œuvre de la Société de Secours aux Blessés militaires des armées de terre et de mer, née à Genève, après la guerre d'Italie, d'un sentiment de charité humaine, doit son existence à l'initiative de quelques hommes de cœur, émus des maux inséparables de la guerre et soucieux d'améliorer le sort des blessés sur le champ de bataille. Ces hommes charitables furent assez heureux pour obtenir une réunion des délégués des puissances européennes et pour faire adopter par toutes les nations civilisées le principe de la neutralisation des services de secours aux blessés. Ce principe une fois adopté, chaque nation se mit à l'œuvre pour constituer des sociétés particulières, afin de venir en aide, à l'abri de la convention de Genève, aux services militaires officiels. En France, jusqu'à la guerre avec l'Allemagne en 1870, l'organisation de la nouvelle Société fut peu développée. Elle avait son centre à Paris, où le comité était présidé par M. le comte de Flavigny, et quelques ramifications en province. Mais, pendant cette guerre désastreuse, ses moyens d'action prirent une grande extension, et elle rendit de réels et éminents services à nos malheureux soldats, qu'une guerre cruelle et une température extraordinairement rigoureuse accablaient de toutes sortes de maux.

La Société de Secours aux blessés militaires avait déjà été recon-

nue comme établissement d'utilité publique par un décret du 23 juin 1866 ; elle fut réglementée par un autre décret du 3 juillet 1884, qui lui confia spécialement l'organisation et la direction de certains services sanitaires. Enfin un décret du 19 octobre 1892 réglemente le fonctionnement de la Société en campagne, et la constitue auxiliaire permanente du service de santé des armées.

Le Comité de l'Hérault, qui n'est actuellement qu'un des 360 comités de province, fut cependant un des premiers fondés. Dans le courant de l'année 1867, le Comité central de la Société internationale de Secours aux blessés, avait prié M. Fonssagrives, professeur à la Faculté de Médecine de notre ville, de fonder à Montpellier un comité sectionnaire de cette Société. Le 8 avril 1868, M. Léonce de Cazenove, au nom du Comité de Lyon, dont il était le secrétaire général et le délégué, venait donner à Montpellier une conférence ayant pour but de nous faire connaître cette nouvelle société. Le Comité sectionnaire de l'Hérault se forma immédiatement et reçut l'adhésion d'un grand nombre de membres, parmi lesquels se trouvaient les plus hautes personnalités de notre ville.

Jusqu'en 1870, le Comité sectionnaire de l'Hérault eut peu ou point d'action extérieure. Il élaborait un règlement, mais ses ressources furent si faibles qu'il ne put avoir aucune activité pratique. La déclaration de guerre éclate comme un coup de foudre en juillet 1870. Aussitôt le Comité de Montpellier reçoit l'offre de secours considérables et de bonnes volontés de toute nature.

Sa vie, latente jusque-là, prend une activité extrême, et ses membres donnent, avec un dévouement admirable, leur temps et leurs soins à l'organisation et au bon emploi des secours qu'ils ont sollicités et qu'on leur octroie avec une largesse dont le cœur seul a le secret.

Le Comité de Montpellier partagea les dons qu'il recevait en quatre branches principales :

- 1° Envois au Comité central de Paris ;
- 2° Formation d'une ambulance volante devant suivre une de nos armées ;
- 3° Création d'une ambulance fixe à la gare de Montpellier ;
- 4° Envois de secours de toutes sortes aux prisonniers.

1° Envois au Comité central :

Le Comité de Montpellier recueillit, dès le commencement de la guerre, une somme de 61,343 fr. 93 centimes.

Sur cette somme, et conformément à l'un des articles des statuts de la Société centrale, il en envoya les 2/3, soit près de 41,000 fr., au Comité à Paris.

Plus tard, il envoya des ballots comprenant des objets de pansement, de literie et des vêtements pesant ensemble 2386 kil. Tous ces objets furent employés dans les ambulances dont le Comité central avait la direction.

2° Ambulance volante :

L'idée première du Comité de Montpellier avait été de créer à lui tout seul une ambulance qui serait envoyée sur le théâtre de la guerre. Mais les difficultés rencontrées au début, le défaut de renseignements et d'autorisation provenant de ce que le Comité central ne pouvait plus correspondre avec les Comités de province, à cause de l'investissement de Paris, et surtout la somme considérable nécessaire pour organiser de toutes pièces une ambulance complète lorsqu'il n'existe à l'avance aucun matériel, firent renoncer à cette première idée. Le Comité de Montpellier s'entendit alors avec celui de Marseille, et ces deux comités fondèrent à frais communs l'ambulance « Marseille-Montpellier », ou ambulance du Midi, et si dans la répartition des fonds le Comité de Montpellier fut inférieur à celui de Marseille, puisqu'il ne fournit que 11.500 francs, il eut l'honneur, grâce au dévouement des membres de notre Faculté de Médecine, de fournir un contingent plus considérable en médecins, chirurgiens et directeur. M. le professeur Sabatier accepta la direction de la nouvelle organisation. MM. les docteurs Leenhardt et Planchon, et les élèves de notre Faculté, MM. Pezet, Béchamp, Salles, Paillère, Delphy, Folz, de Lassalle, complétèrent le personnel médical fourni par le Comité de Montpellier.

Cette ambulance, qui comprenait en tout 43 personnes, au moment de son départ, et dont le matériel se composait de deux fourgons auxquels on en ajouta plus tard trois autres, partit de Marseille, le 29 octobre 1870, se dirigeant sur Lyon. Elle apprit, en arrivant dans cette ville, la douloureuse nouvelle de la reddition de Metz et offrit par

nue comme établissement d'utilité publique par un décret du 23 juin 1866 ; elle fut réglementée par un autre décret du 3 juillet 1884, qui lui confia spécialement l'organisation et la direction de certains services sanitaires. Enfin un décret du 19 octobre 1892 réglemente le fonctionnement de la Société en campagne, et la constitue auxiliaire permanente du service de santé des armées.

Le Comité de l'Hérault, qui n'est actuellement qu'un des 360 comités de province, fut cependant un des premiers fondés. Dans le courant de l'année 1867, le Comité central de la Société internationale de Secours aux blessés, avait prié M. Fonssagrives, professeur à la Faculté de Médecine de notre ville, de fonder à Montpellier un comité sectionnaire de cette Société. Le 8 avril 1868, M. Léonce de Cazenove, au nom du Comité de Lyon, dont il était le secrétaire général et le délégué, venait donner à Montpellier une conférence ayant pour but de nous faire connaître cette nouvelle société. Le Comité sectionnaire de l'Hérault se forma immédiatement et reçut l'adhésion d'un grand nombre de membres, parmi lesquels se trouvaient les plus hautes personnalités de notre ville.

Jusqu'en 1870, le Comité sectionnaire de l'Hérault eut peu ou point d'action extérieure. Il élaborait un règlement, mais ses ressources furent si faibles qu'il ne put avoir aucune activité pratique. La déclaration de guerre éclate comme un coup de foudre en juillet 1870. Aussitôt le Comité de Montpellier reçoit l'offre de secours considérables et de bonnes volontés de toute nature.

Sa vie, latente jusque-là, prend une activité extrême, et ses membres donnent, avec un dévouement admirable, leur temps et leurs soins à l'organisation et au bon emploi des secours qu'ils ont sollicités et qu'on leur octroie avec une largesse dont le cœur seul a le secret.

Le Comité de Montpellier partagea les dons qu'il recevait en quatre branches principales :

- 1° Envois au Comité central de Paris ;
- 2° Formation d'une ambulance volante devant suivre une de nos armées ;
- 3° Création d'une ambulance fixe à la gare de Montpellier ;
- 4° Envois de secours de toutes sortes aux prisonniers.

1° Envois au Comité central :

Le Comité de Montpellier recueillit, dès le commencement de la guerre, une somme de 61,343 fr. 95 centimes.

Sur cette somme, et conformément à l'un des articles des statuts de la Société centrale, il en envoya les $\frac{2}{3}$, soit près de 41,000 fr., au Comité à Paris.

Plus tard, il envoya des ballots comprenant des objets de pansement, de literie et des vêtements pesant ensemble 2386 kil. Tous ces objets furent employés dans les ambulances dont le Comité central avait la direction.

2° Ambulance volante :

L'idée première du Comité de Montpellier avait été de créer à lui tout seul une ambulance qui serait envoyée sur le théâtre de la guerre. Mais les difficultés rencontrées au début, le défaut de renseignements et d'autorisation provenant de ce que le Comité central ne pouvait plus correspondre avec les Comités de province, à cause de l'investissement de Paris, et surtout la somme considérable nécessaire pour organiser de toutes pièces une ambulance complète lorsqu'il n'existe à l'avance aucun matériel, firent renoncer à cette première idée. Le Comité de Montpellier s'entendit alors avec celui de Marseille, et ces deux comités fondèrent à frais communs l'ambulance « Marseille-Montpellier », ou ambulance du Midi, et si dans la répartition des fonds le Comité de Montpellier fut inférieur à celui de Marseille, puisqu'il ne fournit que 11.500 francs, il eut l'honneur, grâce au dévouement des membres de notre Faculté de Médecine, de fournir un contingent plus considérable en médecins, chirurgiens et directeur. M. le professeur Sabatier accepta la direction de la nouvelle organisation. MM. les docteurs Leenhardt et Planchon, et les élèves de notre Faculté, MM. Pezet, Béchamp, Salles, Paillère, Delphy, Folz, de Lassalle, complétèrent le personnel médical fourni par le Comité de Montpellier.

Cette ambulance, qui comprenait en tout 43 personnes, au moment de son départ, et dont le matériel se composait de deux fourgons auxquels on en ajouta plus tard trois autres, partit de Marseille, le 29 octobre 1870, se dirigeant sur Lyon. Elle apprit, en arrivant dans cette ville, la douloureuse nouvelle de la reddition de Metz et offrit par

l'intermédiaire de l'agence internationale de Bâle ses services aux autorités prussiennes pour soigner nos soldats malades dans cette **forteresse**. Ne recevant pas de réponse à sa proposition, elle partit **pour** Fontaine-les-Châlons, près de Chagny, où s'opérait une **concentration** des troupes françaises après la prise de Dijon. C'est pendant son **séjour** dans cette localité qu'elle fut attachée à la 3^e division du 20^e corps d'armée, qui était dépourvu d'ambulance militaire.

A partir de ce moment, elle fut toujours à l'œuvre dans ses **différentes** étapes de Gien, Couchenx, Bellegarde, Bourges et l'Isle-sur-le-Doubs. Les blessés dans les combats de Ladan, Beaune-la-Rolande, Villersexel, l'Isle-sur-le-Doubs, furent soignés, pansés et opérés dans cette ambulance, dont les membres se prodiguèrent pour diminuer leurs souffrances et évacuer en dehors du théâtre de la guerre ceux qui pouvaient supporter un voyage long et pénible. L'ambulance du Midi a accompagné le 20^e corps jusque dans sa retraite hors de nos frontières et ne s'en est séparée que lors de l'entrée en Suisse de cette armée.

3^e Ambulance de la gare de Montpellier :

Pendant le mois de décembre 1870, le Comité de Montpellier constata que les soldats blessés et malades évacués sur les ambulances de la ville avaient à souffrir des longues heures d'attente qui s'écoulaient forcément entre l'arrivée des trains et la répartition des malades entre les diverses ambulances. Quelques dames s'étaient déjà associées pour fournir à ces malheureux soldats des aliments chauds propres à maintenir ou à ranimer leurs forces ; mais leur dévouement ne pouvait qu'atténuer le mal sans y apporter un remède suffisant. C'est alors que fut conçue l'idée de l'établissement d'une ambulance de passage à la gare. Un bâtiment assez vaste pour contenir 25 lits fut construit aux frais de la Caisse centrale, et le Comité de l'Hérault se chargea du fonctionnement de cette ambulance. Ouvert le 8 janvier 1871, cet établissement n'a été fermé que le 31 mars ; pendant ce laps de temps, il a reçu 4773 malades ou blessés, les a réconfortés, soignés, pansés et dirigés ensuite sur les ambulances de la ville, où ils devaient séjourner jusqu'à leur guérison.

4° Envois de secours aux prisonniers :

Après nos désastres de Sedan et de Metz, plus de deux cent mille hommes durent prendre le chemin de la captivité et de l'exil, et supporter, sur la terre ennemie, les rigueurs d'un hiver insolite, dans le plus lamentable dénûment. Le Comité de Montpellier pensa qu'il entraînait dans ses attributions de venir également en aide à ces victimes du devoir. Il vota un premier secours de 1.000 francs puis un autre de 2.700 francs et se mit en rapport direct avec les Comités de Vienne et de Bâle, qui pouvaient assurer l'arrivée de nos envois.

Le nombre des objets expédiés a été de :

Objets achetés par le Comité.	11,587 pièces
Objets provenant de dons.	1,200 —
Sort	12,787 pièces

Plus, objets envoyés par les familles des prisonniers avec adresses particulières.

3,216 —

TOTAL 16,003 pièces

Les envois en argent ont été :

Au Comité de Bâle	3,700 francs
Au Comité de Vienne	1,000 —
A l'Agence Centrale de Genève	14,597 —
Au Colonel du Petit-Thourrs, à Radstat	500 —
A divers prisonniers	243 —
TOTAL	20,042 francs

En tenant compte de la valeur des objets envoyés, on peut évaluer à plus de cent mille francs les secours qui ont été fournis à nos soldats prisonniers par l'intermédiaire du Comité de Montpellier.

Voilà, dans les quatre branches principales, quelle fut l'action du comité de l'Hérault pendant la guerre de 1870. Une fois la paix signée et nos prisonniers rapatriés, son activité ne se ralentit pas ; l'expérience qu'il avait acquise pendant la guerre lui prouva que, malgré des ressources considérables, les secours ne pouvaient produire toute leur efficacité qu'avec une préparation et une organisa-

ment combinées à l'avance. C'est à cette tâche qu'il se consacra alors. Par suite d'une entente avec le ministère de la guerre, la Société devait, en temps de guerre, envoyer des ambulances volantes à la suite des armées, et son personnel était, comme le personnel officiel, neutralisé par la convention de Genève. Le comité de l'Hérault obtint du conseil central l'envoi d'un matériel complet d'ambulance. Ce matériel fut exposé au concours régional, en 1875, et cette exposition amena quelques nouveaux sociétaires à notre comité, lui permit de se faire connaître dans le département et de se mettre en relation avec des délégués de chaque canton, de façon à étendre son action sur tout le département. Plus tard, le comité de l'Hérault aida à la création de deux nouveaux comités dans le département, ceux de Béziers et de Cette, et à la formation des comités de dames joints aux comités d'hommes. Depuis quelques années, par suite de nouveaux règlements militaires, les services de la Société en temps de guerre ont été modifiés ; elle ne doit plus fournir d'ambulances volantes, elle ne peut qu'installer des hôpitaux auxiliaires de l'arrière ou du territoire et elle a la charge des infirmeries de gare. Le comité de Montpellier s'est aussitôt mis en mesure de répondre aux nouvelles charges que lui imposait le règlement ; il a préparé l'ambulance de la gare de Montpellier, tout est prévu pour ce service, locaux, matériel, personnel, tout est au complet et pourrait fonctionner en très peu de temps. Il a organisé deux hôpitaux sur territoire pouvant contenir ensemble trois cents malades ; les locaux de ces hôpitaux sont désignés, grâce au concours de Sa Grandeur Monseigneur l'Evêque de Montpellier, qui a bien voulu mettre à la disposition du comité, en temps de guerre, le petit séminaire, et à l'Etat, qui prête un autre établissement.

Le personnel médical est composé des principaux médecins et chirurgiens de notre Faculté et le matériel sera facilement acquis dès le commencement d'une guerre en faisant appel au dévouement et à la charité inépuisable des habitants de Montpellier. Les services religieux sont assurés dans tous nos établissements et le comité des dames confectionne continuellement tous les objets de lingerie nécessaires aux blessés ou aux malades.

Vous le voyez, Messieurs, la Société de secours aux blessés militaires est en mesure, à Montpellier, de faire face à ses obligations, si par malheur une nouvelle guerre venait à éclater. Son comité aurait

désiré régler plus minutieusement tous les détails de l'organisation de ses hôpitaux, dont les grandes et principales lignes seulement sont arrêtées; mais à Montpellier, dans cette ville si charitable et si éclairée, comme partout ailleurs en France, du reste, toute œuvre qui ne présente pas un caractère d'utilité immédiate est un peu délaissée.

Peu de personnes veulent s'engager pour un avenir lointain, et le comité est obligé de compter, pour le matériel et le personnel subalterne de ses hôpitaux, sur des ressources qui seront certainement très considérables et plus que suffisantes, mais qu'il ne connaît pas encore.

Il s'efforce, en attendant, d'augmenter sa propagande et de recruter des adhérents. Jamais la société de la Croix-Rouge ne sera assez nombreuse pour suffire à soulager toutes les misères qu'engendrerait une guerre avec les moyens perfectionnés de destruction que les nations possèdent actuellement. Son emblème, *à la croix de gueules sur champ d'argent* et sa devise: *Super arma caritas*, doivent grouper et abriter tous ceux qui, ne pouvant servir la patrie sur les champs de bataille, veulent mettre leurs forces et leur dévouement au service de la charité envers ses défenseurs.

tion sagement combinées à l'avance. C'est à cette tâche qu'il se consacra dès lors. Par suite d'une entente avec le ministère de la guerre, la société devait, en temps de guerre, envoyer des ambulances volantes à la suite des armées, et son personnel était, comme le personnel officiel, neutralisé par la convention de Genève. Le comité de l'Hérault obtint du conseil central l'envoi d'un matériel complet d'ambulance. Ce matériel fut exposé au concours régional, en 1873, et cette exposition amena quelques nouveaux sociétaires à notre comité, lui permit de se faire connaître dans le département et de se mettre en relation avec des délégués de chaque canton, de façon à étendre son action sur tout le département. Plus tard, le comité de l'Hérault aida à la création de deux nouveaux comités dans le département, ceux de Béziers et de Cette, et à la formation des comités de dames joints aux comités d'hommes. Depuis quelques années, par suite de nouveaux règlements militaires, les services de la Société en temps de guerre ont été modifiés ; elle ne doit plus fournir d'ambulances volantes, elle ne peut qu'installer des hôpitaux auxiliaires de l'arrière ou du territoire et elle a la charge des infirmeries de gare. Le comité de Montpellier s'est aussitôt mis en mesure de répondre aux nouvelles charges que lui imposait le règlement ; il a préparé l'ambulance de la gare de Montpellier, tout est prévu pour ce service, locaux, matériel, personnel, tout est au complet et pourrait fonctionner en très peu de temps. Il a organisé deux hôpitaux sur territoire pouvant contenir ensemble trois cents malades ; les locaux de ces hôpitaux sont désignés, grâce au concours de Sa Grandeur Monseigneur l'Evêque de Montpellier, qui a bien voulu mettre à la disposition du comité, en temps de guerre, le petit séminaire, et à l'Etat, qui prête un autre établissement.

Le personnel médical est composé des principaux médecins et chirurgiens de notre Faculté et le matériel sera facilement acquis dès le commencement d'une guerre en faisant appel au dévouement et à la charité inépuisable des habitants de Montpellier. Les services religieux sont assurés dans tous nos établissements et le comité des dames confectionne continuellement tous les objets de lingerie nécessaires aux blessés ou aux malades.

Vous le voyez, Messieurs, la Société de secours aux blessés militaires est en mesure, à Montpellier, de faire face à ses obligations, si par malheur une nouvelle guerre venait à éclater. Son comité aurait

désir régler plus minutieusement tous les détails de l'organisation de ses hôpitaux, dont les grandes et principales lignes seulement sont arrêtées; mais à Montpellier, dans cette ville si charitable et si éclairée, comme partout ailleurs en France, du reste, toute œuvre qui ne présente pas un caractère d'utilité immédiate est un peu délaissée.

Peu de personnes veulent s'engager pour un avenir lointain, et le comité est obligé de compter, pour le matériel et le personnel subalterne de ses hôpitaux, sur des ressources qui seront certainement très considérables et plus que suffisantes, mais qu'il ne connaît pas encore.

Il s'efforce, en attendant, d'augmenter sa propagande et de recruter des adhérents. Jamais la société de la Croix-Rouge ne sera assez nombreuse pour suffire à soulager toutes les misères qu'engendrerait une guerre avec les moyens perfectionnés de destruction que les nations possèdent actuellement. Son emblème, à la croix de gueules sur champ d'argent et sa devise: *Super arma caritas*, doivent grouper et abriter tous ceux qui, ne pouvant servir la patrie sur les champs de bataille, veulent mettre leurs forces et leur dévouement au service de la charité envers ses défenseurs.

CAUSERIE

SUR LES BONS ET LES MAUVAIS LIVRES

Par le R. P. Van Den BRULE (S. J.)

Peut-être avez-vous entendu répéter cette sorte d'axiome, répandu parmi les érudits moins indulgents que vous (j'en demande pardon à mes confrères en parole sacrée, qui, eux, j'en suis sûr, ne le méritent pas) : « Ignorant comme un prédicateur. » Vous n'attendez donc pas de moi une dissertation savante, semblable à celles que vous avez la joie d'entendre depuis bientôt trois jours.

Faut-il ajouter que vous avez raison ?... Oui ; mais aussi, que je me consolerais d'avoir trop bien justifié ce soir le malicieux axiome, si, comme un vrai prédicateur, je veux dire comme un apôtre du Christ, j'ai pu faire quelque bien aux âmes de choix qui m'auront fait l'honneur de m'écouter !

Après cette précaution plus ou moins oratoire, je commence :

Il existe un livre curieux, et pourtant peu connu, mélange plus ou moins choisi d'extravagance et de sagesse, dont le titre est le suivant :

« L'an 2440. Rêve, s'il en fut jamais. »

Or, voici une scène du ce rêve pseudo-prophétique :

L'auteur se voit transporté soudain dans la Bibliothèque nationale. Il regarde. Mais quelle n'est passa surprise, quand, au lieu des vastes salles qu'il connaissait, et dont jadis il avait vu les murailles surchargées de livres innombrables, il ne trouve plus devant lui qu'une simple chambre, garnie à peine d'un millier de volumes, au format plus que modeste.

Il interroge le bibliothécaire, et lui demande si, d'aventure, depuis sa dernière visite d'il y a six siècles, quelque féroce incendie ne serait pas venu dévorer les incomparables richesses entassées là par tant de savants, au prix de tant de sueurs et de tant d'or.

— « Oui, Monsieur, lui répond cet homme le plus tranquillement du monde, c'est bien le feu qui a consumé ce dont vous me parlez. Mais les mains qui l'ont allumé, bien volontairement du reste, ce ne sont point des mains étrangères et barbares, comme vous le croyez, ce sont des mains civilisées et françaises. »

Puis, pour calmer l'indignation du visiteur ébahi, il ajoute :

« Nous avons découvert qu'une bibliothèque nombreuse est le rendez-vous des plus grandes extravagances et des plus folles chimères....

Les sciences de ce labyrinthe de livres ne faisaient que tourner et circuler, revenant sans cesse au même point sans s'élever, et l'idée exagérée de leurs richesses ne faisait qu'en déguiser l'indigence réelle.

D'un consentement unanime, nous avons donc rassemblé, dans une vaste plaine, tous les livres que nous avons jugés, ou frivoles, ou inutiles, ou dangereux : nous en avons formé une pyramide qui ressemblait, en hauteur et en grosseur, à une tour énorme ; c'était assurément une nouvelle tour de Babel. Les journaux couronnaient ce bizarre édifice ; et il était flanqué, de toutes parts, de remontrances de Parlement, de réquisitoires et d'oraisons funèbres.

Il était composé de 5 ou 600,000 commentateurs, de 800,000 volumes de jurisprudence et de critique injurieuse, de 50,000 dictionnaires, de 100,000 poèmes, de 1,600,000 voyages et d'un milliard de romans.

Nous avons mis le feu à cette masse épouvantable, comme un sacrifice expiatoire offert à la vérité, au bon sens, au vrai goût.

Ainsi, nous avons renouvelé, par un zèle éclairé, ce qu'avait exécuté jadis le zèle aveugle des barbares. Cependant, comme nous ne sommes ni injustes, ni semblables aux Sarrasins, qui chauffaient leurs bains avec les chefs-d'œuvre, nous avons fait un choix. De bons esprits ont tiré la substance de mille volumes in-folio, qu'ils ont fait passer tout entière dans un petit in-12, à peu près comme ces habiles chimistes qui expriment la vertu des plantes, la concentrent dans une fiole, et jettent le marc grossier. Nous avons fait des abrégés.

gés de ce qu'il y avait de plus important; on a réimprimé le meilleur; et le tout a été rédigé d'après les vrais principes de la morale.» (Sébastien Mercier).

— Voilà le rêve.

Eh bien ! moi, Mesdames et Messieurs, au risque de passer pour un Sarrasin, je voudrais que ce rêve se réalisât en partie.

Vous vous récriez, et vous me dites qu'un tel vœu est bien déplacé dans ce congrès, un congrès qui ne s'est réuni que pour aider à la multiplication et à la propagande des livres, en prononçant sur leur armée déjà si nombreuse un « *Crescite et multiplicamini* » créateur.

Vous vous trompez. Je m'explique.

Si l'on me chargeait de l'hécatombe, au lieu de livrer au feu tant d'ouvrages, sous prétexte qu'ils sont inutiles (est-ce que toute œuvre n'est pas quelque peu utile, au moins à son auteur ?), je me contenterais d'y jeter les livres mauvais, je veux dire ceux qui mentent et ceux qui démoralisent.

Vous me demandez s'il en resterait beaucoup. Je ne sais. Mais ce que je sais bien, et cela me suffit, c'est que les vôtres, Messieurs, resteraient tous; et que, dans la nouvelle Bibliothèque nationale, bien française celle-là, de multiples rayons devraient être dressés à l'avance, pour recevoir, avec l'honneur qu'ils méritent, ceux qu'au sortir de ce congrès, vous êtes décidés à écrire.

Ah ! cette fois, l'holocauste serait donc bien offert « à la vérité, au bon sens, au vrai goût ».... et le nouvel édifice aussi.

— J'ai dit que je ne sacrifierais que les mauvais livres, ceux qui mentent, et ceux qui démoralisent

Au fond, nul de vous ne me désapprouve. Cependant, je crois entendre quelques voix timides qui s'élèvent doucement pour implorer deux sortes de grâces.

J'entends d'abord la voix de ces patients chercheurs du passé, bénédictins de la librairie, amateurs de vieux papiers, de vieilles reliures et de vieux caractères, qui mettent l'antiquité au-dessus de toutes les vertus divines et humaines, et qui s'appellent, à cause de cela, des Bibliophiles; mais les mauvaises langues prononcent Bibliomanes.

Ah ! ces amoureux de l'antique, ils ne connaissent pas de joie comparable à celle d'avoir retrouvé l'introuvable; si bien que, le jour

où ils auront goûté cette joie, vous les verrez venir à vous, serrant avec amour, il faudrait dire avec dévotion, entre leurs doigts tremblants, comme s'ils tenaient une relique sacro-sainte, j'en sais quel méchant amas de vieilles feuilles rongées par les mites, et répétant, d'une voix émue et sincère, l'épigramme de Pons de Verdun :

Ah ! je la tiens ! Que je suis aise !
C'est bien la bonne édition !
Car, voilà, page quinze et seize,
Les deux fautes d'impression
Qui ne sont pas dans la mauvaise !

De vrai, qui donc aurait la cruauté d'anéantir d'un seul coup des joies aussi pures que celles-là ; surtout quand, à la supplique de ces exaltés inoffensifs, je vois se joindre celle des vrais amateurs. Car, enfin, y a-t-il personne au monde plus estimable que le bibliophile et plus excusable que le bibliomane ?

Je me montrerais donc aussi libéral qu'il se peut. Et, afin de ne déplaire ni aux uns ni aux autres, je ne livrerais pas au bûcher vengeur les vieilles et ravissantes éditions de nos pères, même si ces incunables vénérés et ces élégants elzéviros exhalaient quelque parfum d'hérésie. Mais, pour les recevoir et les contenir, puisque je les suppose hérétiques, j'établirais dans la nouvelle bibliothèque de ces rayons fermés aux profanes, comme il s'en trouve dans les bibliothèques qui se respectent, et que l'on nomme, à cause de leurs habitants, des *Enfers*.

Après tout, ce serait encore la peine du feu, et la justice serait sauve ; mais, puisque c'est l'*Enfer*, d'un feu qui châtie, contient, et ne consume pas.

Après les Bibliophiles, voici que d'autres suppliants se présentent.

Et, sous mes yeux, je crois voir des mains qui se lèvent, surtout des mains fines et gantées ; je crois entendre des voix qui s'élèvent, surtout des voix suaves et pénétrantes, pour me crier doucement : « Grâce pour ces chers compagnons de nos loisirs, pour ces charmeurs de nos solitudes, pour ces distillateurs élégants de morphine intellectuelle, si habiles qu'ils endorment nos chagrins en les berçant et les changent en rêveries délicieusement vagues ! Grâce pour les romans à la mode ! »

Ah ! Mesdames, que faites vous ? Savez-vous bien ce que vous

réclamez ? Et, puisqu'il s'agit seulement des romans qui mentent et démoralisent, ne me privez donc pas de la joie féroce que je comptais éprouver, moi qui ne suis pas cruel, à voir se tordre en sifflant et se consumer en flambant dans les tortures d'un auto-da-fé, ces corrupteurs perfidement aimables, qui vous ont tant de fois détournées de vos austères devoirs de famille, et vous ont peu à peu dégoutées de plaisirs plus profonds, plus chrétiens et plus dignes. Non, laissez-moi faire justice ! Laissez-moi vous venger !

— Mais, dites-vous, quelques-uns d'entre eux sont de petits chefs-d'œuvre.

— En vérité, Mesdames, la raison est-elle péremptoire ? Que dis-je ? Puisque le poison est d'autant plus dangereux qu'il est plus agréable au goût, la raison ne se retourne-t-elle pas contre vos clients ?

Et, cependant, comment résister à des prières qui me viennent de vous ? Tenez, cette fois encore, je veux me montrer libéral à l'excès. S'il est vrai qu'il y ait parmi les romans du jour de vrais chefs-d'œuvre, par respect pour l'esprit humain, je ne livrerai pas ces chefs-d'œuvre aux flammes qu'ils eussent si bien méritées, d'autre part ; mais aussi par respect pour la délicatesse de vos cœurs et pour la virginité de vos âmes, les enfouissant dans les extrêmes rayons de la bibliothèque expurgée, je fermerais sur eux, à triple tour, la clef protectrice de l'*Enfer*.

Pour le coup, ce sont des murmures qu'il me semble entendre monter jusqu'à moi, devant ces exécutions sommaires, ou devant ces prétendues grâces, qu'il faudrait appeler bien plutôt, des commutations de peine.

— Oh ! alors, murmure-t-on, à quelle désespérante monotonie ne voilà-t-il pas nos jours condamnés ! Nous voilà réduits à ne lire que ce que vous appelez *les bons livres*. Les bons livres ! Mais ils suintent l'ennui, chacun le sait. En tout cas, n'est-il pas avéré qu'ils sont moins bien écrits et moins intéressants que les mauvais ?

— Non, certes, cela n'est pas avéré, bien que cela soit continuellement ressassé. Et je me sens d'autant moins conduit à l'admettre, que je ne l'entends guère affirmer que par ces liseurs assidus d'œuvres malsaines qui n'ont jamais lu, ou qui n'ont lu qu'en passant nos livres honnêtes et nos livres chrétiens.

Qu'en savent-ils donc ?

Oh ! sans doute, dans la lecture de pages sensuelles, voire même de certaines pages dites pornographiques, il se trouve je ne sais quel horrible charme dont se peut délecter secrètement la méchante nature rivée aux flancs de tout homme ; et ceux qui ne réfléchissent pas sont portés à confondre cette sorte de plaisir maladif avec les chastes plaisirs de l'esprit.

Mais, pour notre honneur, il y a mieux. L'esprit de l'homme, ce frère puîné des anges, ne saurait trouver ses vraies joies dans la boue. Les seules joies dignes de lui résident aux pures régions de la vérité. Hors de là, il n'y a que les plaisirs grossiers de la brute. Et ceux-là, n'est-il pas vrai ? vous ne les voulez pas !

Non ! les mauvais livres n'ont pas plus de valeur littéraire que les bons ! Car la parole de Dieu vaut plus que la parole de Satan, le bien vaut mieux que le mal, et la vérité que le mensonge.

Non ! le mauvais livre n'a pas plus de valeur que le bon. Car N.-S.-J.-C., l'éternelle sagesse de son Père, connaît mieux le chemin royal de l'esprit et du cœur humains, et il y conduit plus sûrement les penseurs, qui prennent chez lui leurs inspirations, que ce singe de Dieu, comme Tertullien appelait Lucifer, dont tout le but, quand il touche à l'homme, chef-d'œuvre de son créateur, est de le détruire, de le défigurer ou de le salir.

On me crie : « Mais ouvrez donc les yeux. Regardez les prodigieux succès de librairie des livres que vous dites mauvais. Comptez les 100.000 éditions successives des Zola et des sous-Zola du Roman. Et si vous ne pouvez nous montrer de pareils chiffres et de pareils noms parmi vos bons livres et parmi vos auteurs catholiques, rendez-vous enfin, devant ces décrets du grand-maitre, c'est-à-dire devant les manifestations infaillibles du suffrage universel.

— Non, Mesdames, non, Messieurs, je ne me rendrai pas devant ces décrets du nombre. Je n'ai pas le bonheur de croire aux infaillibilités du suffrage universel ; c'est un crime de lèse-majesté que je me vois contraint de vous confesser. Je n'y crois en nulle matière, pas même en matière politique, à plus forte raison n'y saurais je croire dans les matières de l'esprit. Et je vais vous en donner la raison. C'est que je tiens du plus grand esprit qui ait paru, celui que nous nommons l'Esprit-Saint, ce jugement, infaillible lui, sur l'humanité : *Stultorum infinitus est numerus*. Le nombre des sots est incalculable.

réclamez ? Et, puisqu'il s'agit seulement des romans qui mentent et démoralisent, ne me privez donc pas de la joie féroce que je comptais éprouver, moi qui ne suis pas cruel, à voir se tordre en sifflant et se consumer en flambant dans les tortures d'un auto-da-fé, ces corrupteurs perfidement aimables, qui vous ont tant de fois détournées de vos austères devoirs de famille, et vous ont peu à peu dégoutées de plaisirs plus profonds, plus chrétiens et plus dignes. Non, laissez-moi faire justice ! Laissez-moi vous venger !

— Mais, dites-vous, quelques-uns d'entre eux sont de petits chefs-d'œuvre.

— En vérité, Mesdames, la raison est-elle péremptoire ? Que dis-je ? Puisque le poison est d'autant plus dangereux qu'il est plus agréable au goût, la raison ne se retourne-t-elle pas contre vos clients ?

Et, cependant, comment résister à des prières qui me viennent de vous ? Tenez, cette fois encore, je veux me montrer libéral à l'excès. S'il est vrai qu'il y ait parmi les romans du jour de vrais chefs-d'œuvre, par respect pour l'esprit humain, je ne livrerai pas ces chefs-d'œuvre aux flammes qu'ils eussent si bien méritées, d'autre part ; mais aussi par respect pour la délicatesse de vos cœurs et pour la virginité de vos âmes, les enfouissant dans les extrêmes rayons de la bibliothèque expurgée, je fermerais sur eux, à triple tour, la clef protectrice de l'*Enfer*.

Pour le coup, ce sont des murmures qu'il me semble entendre monter jusqu'à moi, devant ces exécutions sommaires, ou devant ces prétendues grâces, qu'il faudrait appeler bien plutôt, des commutations de peine.

— Oh ! alors, murmure-t-on, à quelle désespérante monotonie ne voilà-t-il pas nos jours condamnés ! Nous voilà réduits à ne lire que ce que vous appelez *les bons livres*. Les bons livres ! Mais ils suintent l'ennui, chacun le sait. En tout cas, n'est-il pas avéré qu'ils sont moins bien écrits et moins intéressants que les mauvais ?

— Non, certes, cela n'est pas avéré, bien que cela soit continuellement ressassé. Et je me sens d'autant moins conduit à l'admettre, que je ne l'entends guère affirmer que par ces liseurs assidus d'œuvres malsaines qui n'ont jamais lu, ou qui n'ont lu qu'en passant nos livres honnêtes et nos livres chrétiens.

Qu'en savent-ils donc ?

Oh ! sans doute, dans la lecture de pages sensuelles, voire même de certaines pages dites pornographiques, il se trouve je ne sais quel horrible charme dont se peut délecter secrètement la méchante nature rivée aux flancs de tout homme ; et ceux qui ne réfléchissent pas sont portés à confondre cette sorte de plaisir maladif avec les chastes plaisirs de l'esprit.

Mais, pour notre honneur, il y a mieux. L'esprit de l'homme, ce frère puîné des anges, ne saurait trouver ses vraies joies dans la boue. Les seules joies dignes de lui résident aux pures régions de la vérité. Hors de là, il n'y a que les plaisirs grossiers de la brute. Et ceux-là, n'est-il pas vrai ? vous ne les voulez pas !

Non ! les mauvais livres n'ont pas plus de valeur littéraire que les bons ! Car la parole de Dieu vaut plus que la parole de Satan, le bien vaut mieux que le mal, et la vérité que le mensonge.

Non ! le mauvais livre n'a pas plus de valeur que le bon. Car N.-S.-J.-C., l'éternelle sagesse de son Père, connaît mieux le chemin royal de l'esprit et du cœur humains, et il y conduit plus sûrement les penseurs, qui prennent chez lui leurs inspirations, que ce singe de Dieu, comme Tertullien appelait Lucifer, dont tout le but, quand il touche à l'homme, chef-d'œuvre de son créateur, est de le détruire, de le défigurer ou de le salir.

On me crie : « Mais ouvrez donc les yeux. Regardez les prodigieux succès de librairie des livres que vous dites mauvais. Comptez les 100.000 éditions successives des Zola et des sous-Zola du Roman. Et si vous ne pouvez nous montrer de pareils chiffres et de pareils noms parmi vos bons livres et parmi vos auteurs catholiques, rendez-vous enfin, devant ces décrets du grand-maitre, c'est-à-dire devant les manifestations infaillibles du suffrage universel.

— Non, Mesdames, non, Messieurs, je ne me rendrai pas devant ces décrets du nombre. Je n'ai pas le bonheur de croire aux infaillibilités du suffrage universel ; c'est un crime de lèse-majesté que je me vois contraint de vous confesser. Je n'y crois en nulle matière, pas même en matière politique, à plus forte raison n'y saurais je croire dans les matières de l'esprit. Et je vais vous en donner la raison. C'est que je tiens du plus grand esprit qui ait paru, celui que nous nommons l'Esprit-Saint, ce jugement, infaillible lui, sur l'humanité : *Stultorum infinitus est numerus*. Le nombre des sots est incalculable.

Ah ! si vous êtes ébloui par les engouements littéraires, c'est que vous ignorez le haut goût de la multitude et de votre siècle, c'est que vous ignorez qu'aujourd'hui, pour réussir pleinement auprès de la foule des lecteurs, il faut savoir parler un style et des idées de boulevard ; et que celui-là sera le grand écrivain, le romancier général, en un mot l'auteur de chevet des beaux esprits modernes, qui plus que tout autre pourra prétendre aux armoiries fin de siècle, imaginées par un critique clairvoyant et spirituel : « de blague sur champ d'asphalte. »

C'est que vous ignorez surtout comment se fabrique le succès, et se manipule le lancement d'une œuvre ; comment, au besoin, tel romancier passé maître dans l'art de la réclame (n'est-ce pas la raison qui le fait appeler le Maître ?), associera à la diffusion future d'un livre sceptique des chrétiens assemblés pour la prière et pour le miracle. Oui, cela s'est vu en deçà de nos Pyrénées.

Ah ! vous vous étiez laissés éblouir par des succès de librairie ! Mais vous ignoriez donc que de nos jours, dans le monde des lettres, on lance un ouvrage de l'esprit, comme dans le monde de la finance, une grande entreprise commerciale, ou un Panama ?

Aussi, pourquoi me disiez-vous tout à l'heure : les écrivains mal-honnêtes écrivent mieux et pensent mieux que les écrivains honnêtes, et c'est la raison de leurs succès plus grands ?

Ce qu'il fallait dire, le voici : ils possèdent, mieux que nous, l'art de se faire des rentes, par l'heureux placement, non pas de leurs valeurs.... au contraire.... de leurs livres ! Et c'est là, le dernier mot de l'énigme.

O vous donc, Messieurs, vous qui écrivez ou qui écrirez des livres moraux et chrétiens, quel que soit votre mérite de styliste ou de penseur, ne vous attendez guère aux enivrements de la vogue, ni aux privautés du favoritisme populaire.

Il faudra vous contenter, je le crois, de l'estime des gens de bien, et de l'admiration des vrais connaisseurs.

Ne vous attendez pas, la veille de leur apparition, à voir vos bonnes premières feuilles livrées aux indiscretions voulues de la presse, jalouse de donner la primeur d'une œuvre destinée au retentissement ; ni, le lendemain, quand les journaux boulevardiers décriront avec amour les splendeurs d'un grand enterrement, à voir rayonner votre nom, devenu célèbre, à travers l'auréole de la rubrique cornue :

« Nous avons remarqué dans l'assistance le spirituel et sympathique Monsieur Tel. »

Il faudra vous contenter des honneurs de l'obscurité en bonne compagnie ; et, à défaut des réclames boulevardières, de la réclame intime et discrète de nos bons anges.

Ne vous attendez pas non plus, quand les années, ayant diminué vos anciennes ardeurs, vous condamneront au repos si bien mérité des vieillards, à voir la main de l'opinion rouler vers vous, pour vous soutenir avec solennité, l'un quelconque de ces immortels fautenils, qui sont rangés, là-bas, sous la rayonnante coupole, dont Voltaire écrivait irrévérencieusement : « L'Académie est un corps où l'on reçoit des gens titrés, des gens d'Eglise (ô Voltaire !), des gens de robe, et même.... des gens de lettres. » Que l'assemblée des saints, comme dit saint Paul, vous reçoive... et qu'elle vous suffise !

Enfin, soyez bien sûr que le jour où vous aurez disparu du nombre des vivants plus ou moins illustres, nulle souscription populaire ne dressera votre radieuse statue sur quelque'une des places publiques de la France, déjà déshonorée par celles de Voltaire le ricaneur, de Marianne la prostituée ou de Garibaldi le voleur !

Mais, de cela, je ne saurais vous plaindre. La statue d'un écrivain, c'est son œuvre. Vous aurez donc la vôtre, Messieurs, et elle sera plus vivante et plus immortelle mille fois que toutes les statues de marbre ou de bronze, puisqu'elle sera faite de votre sang, de votre esprit et de votre cœur. Elle sera plus glorieuse surtout, puisque le piédestal qui la soutiendra sera formé de toutes les âmes que vous aurez élevées, consolidées et sauvées ! Et c'est pourquoi je ne crains pas de vous adresser l'éloquente imprécation de Byron : « O vous qui êtes au ciel de la poésie, puissiez-vous ne jamais vous vert-dégriser sur un socle, dans ce fleuve humain de la rue, qui charrie ces gros sous de bronze de la popularité, qu'Hugo nomma, un jour où il n'était que poète, la menue monnaie de la gloire ! »

Allez donc ! Messieurs, et soyez contents de votre sort : il est heureux et il est glorieux à jamais, plus que celui des grands favoris du turf littéraire.

Un auteur russe, nommé Krylof, a écrit une fable : *l'Ecrivain et le Brigand*, que je veux vous lire :

« Au séjour ténébreux des mânes, parurent devant les juges, à la même heure, un brigand, qui exerçait son métier sur les grandes

routes et mérita enfin la potence, et un auteur couvert de gloire qui distillait un subtil poison dans ses livres. Dans les enfers, les procédures sont expéditives. A deux chaînes d'acier sont donc suspendues deux énormes chaudières, où les deux coupables sont précipités. Sous celle du brigand, on dresse un bûcher immense ; la mégère l'allume, et la flamme devient si terrible que la pierre des voûtes infernales éclate et se fend. Quant à l'auteur, à peine un petit feu scintillait-il d'abord sous lui, mais qui alla grandissant toujours, durant des siècles, sans se jamais affaiblir. Le bûcher du larron était depuis longtemps consumé ; et l'écrivain sentait le sien qui flambait toujours plus fort. Le malheureux s'écrie donc enfin que les dieux n'ont pas d'équité.

» A ces mots, une des trois sœurs infernales s'avançant : « Malheureux ! cria-t-elle, oses-tu donc t'égaliser à un simple bandit ? Sa faute n'est rien comparée à la tienne. Tout cruel qu'il fût, il ne causa de dommage que de son vivant. Mais toi ! tes os sont depuis longtemps en poussière, et le soleil ne se lève jamais sans éclairer quel-que nouveau malheur venu de toi.

» Regarde... » Et, en disant cela, elle lui fit entrevoir le monde : « Vois ces enfants, honte de leur famille et désespoir de leurs mères. Qui donc empoisonna leur esprit et leur cœur ? C'est toi ! Qui a raillé, comme des rêves puérils, le mariage et toutes les autorités ? C'est toi ! N'as-tu pas honoré l'impiété du nom de science ? N'as-tu pas revêtu de formes séduisantes, et les passions, et les vices ? Regarde là-bas ! Enivré de tes doctrines, ton pays est rempli de dissensions, de meurtres et de révoltes ; il marche à grands pas vers sa perte, et c'est à cause de toi !... A toi sont dues chacune de ces gouttes de larmes et de sang... et tu oses encore accuser les dieux !!

Là-dessus, la mégère indignée referma bruyamment le couvercle. »

— Messieurs, si j'étais poète, je voudrais écrire la contre-partie de cet apologue, et je l'intitulerais : *La bonne parole et le bon livre*.

Et moi, qui sais trop bien que tous nos discours, pour si brûlants que nous les tentions, rapides hélas ! à l'égal d'une flamme légère, puisqu'ils meurent à peine nés, ne sauraient prolonger d'un jour par delà les courtes bornes de notre vie terrestre, les ardeurs et les fécondités de notre apostolat, j'aurais une joie infinie, je vous le jure, nous supposant au ciel, tous ensemble, depuis de longs siè-

cles, à mettre sur les lèvres de quelque doux archange, cette explication de vos délices grandissantes :

« Eh quoi ! ô écrivain catholique, es-tu donc si modeste que tu puisses t'égaliser à un simple orateur ? L'orateur lui, quelque éloquent qu'il l'ait paru jadis, n'a pu sauver des âmes que de son vivant.

• Mais toi, ta dépouille mortelle s'est desséchée là-bas, au champ du repos, depuis tantôt 20 siècles ; cependant, jamais le soleil ne se lève sur la face de l'univers, sans éclairer quelqu'un de tes bienfaits nouveaux.

» Regarde... vois ces enfants, l'honneur de leur famille, et le doux espoir de leur mère... Qui donc a si bien formé leur esprit et leur cœur ? C'est toi ! Qui donc a remis en honneur le mariage, l'autorité et les grands principes sauveurs ? C'est toi ! Regarde. Eclairée peu à peu par tes victorieuses doctrines, la France s'achemine enfin vers le salut et vers la vraie gloire. Emportée par le souffle de tes immortels écrits, elle s'en est allée, versant, sur les autels du Dieu vivant, les larmes purificatrices de la pénitence, puis, sur les champs de bataille de la patrie, le sang fécond des grandes et définitives victoires ! Gloire donc, ô écrivain catholique, gloire à toi pour l'éternité ! »

Aussi, Mesdames, rassurez-vous ; je ne vous jetterai plus, comme tout à l'heure, des paroles incendiaires. Je ne vous parlerai plus d'hécatombes ou d'auto-da-fé. Que dis-je ? Voici qu'au lieu de vous conseiller de détruire et de renfermer, je veux, avant de me taire, vous supplier de construire et de propager. Si bien, que si vous exaucez pleinement ma prière, la nouvelle Bibliothèque nationale des bons livres sera plus vaste incomparablement que l'ancienne.

Car ma prière, la voici résumée en deux mots : Vous qui êtes si puissantes quand vous le voulez, prononcez avec nous et avec Dieu, mais prononcez efficacement, je veux dire par des actes, la parole multiplicatrice, *Crescite et multiplicamini*. Livres chrétiens et livres honnêtes, croissez et propagez-vous. En d'autres termes (mais je m'aperçois que M. de Bourmont fut prophète hier soir, puisque me voici arrivé, sans le chercher, à la même conclusion pratique que mon ami M. Boyer de Bouillane), faites-vous inscrire au plus tôt parmi les membres de la Société Bibliographique, et remplissez-en exactement tous les devoirs. Oui, Mesdames, faites cela ; et vous aurez accompli une grande œuvre.

Ah ! n'est-il pas vrai que cent fois vous avez rêvé d'être apôtres, et que cent fois aussi, dans vos ardeurs impuissantes, vous avez gémi de ne pouvoir pénétrer, pour les arracher au mal, jusqu'à certaines âmes perdues ? Ces rues populeuses, ces quartiers assombris et empestés par la fumée des usines, ces pays noirs de charbon, mais surtout de blasphèmes et de révolutions, en un mot tous ces repaires grouillants de la démocratie menaçante, où s'abrite, plus encore que la misère, l'ignorance de ce qui relève et de ce qui console, vous aviez rêvé d'y projeter un rayon de lumière et un rayon d'amour.

Mais, parce que vous étiez vêtues de soie et de dentelles, ou simplement parce qu'à vous voir, on eût dit que vous n'étiez pas de la même race que les sombres habitants de ces rues désolées, vous n'y pouviez paraître sans soulever, comme une poussière ou une boue, ou la méfiance ou l'insulte.

Ah ! réjouissez vous donc. Voici que vous allez y pouvoir pénétrer, non de vous-mêmes d'abord, mais par vos ambassadeurs, des ambassadeurs qui sauront se faire écouter. Eux, parce qu'ils sont vêtus de toile, de papier ou de chagrin, on les accueillera sans défiance ; on les regardera comme des frères, comme les amis de l'adversité aussi bien que des jours heureux ; et quand on les verra venir, au lieu de les repousser, comme on eût fait pour vous, en criant brutalement : A bas les aristocrates ! ou : A bas les Jésuites !... on leur ouvrira les bras en disant : Vivent nos bons amis, les chers livres !

Mes Frères (me rappelant que je suis prêtre, je veux vous appeler ainsi en terminant cette causerie), vous aviez au cœur, n'est-ce pas, l'ambition de ressembler à notre frère aîné J.-C. ? Mais voyez donc ; voici qu'étant simplement membres de la Société de Bibliographie, vous allez pouvoir lui ressembler jusqu'au bout, même jusqu'à cette limite en deçà de laquelle toutes vos ambitions s'étaient arrêtées jusqu'ici. Je m'explique : rassemblant, comme lui, tout un collège d'apôtres, vous allez pouvoir, comme lui toujours, en le dispersant à travers les peuples, répéter la parole qui confère les missions divines : « *Euntes, docete omnes gentes.* » Allez, et enseignez toutes les nations. Allez, petits livres sauveurs, feuilles légères ou volumes savants, instruisez ce peuple d'ignorants qui sait mille choses inutiles, mais qui ne sait pas la seule chose qu'il importe de savoir !

Allez aussi loin que le bon vent pourra vous porter, et enseignez à tous le bien, la vérité et le salut. »

Ah ! vous serez donc bientôt les mattres du monde !

A la fin du siècle dernier, un révolutionnaire doublé d'un impie, disait des excès sanglants de la Terreur : « Ce sont les livres qui ont tout fait ». A la fin de celui-ci, puisque vous exaucerez énergiquement ma prière, je puis bien saluer, dans votre congrès, l'aurore d'une contre-révolution qui replacera N.-S.-J.-C. sur le trône de notre chère France, en vous disant à mon tour :

« Messieurs, ce sont vos livres qui auront tout fait ! »

Première Section

LA SOCIÉTÉ BIBLIOGRAPHIQUE

LA SOCIÉTÉ BIBLIOGRAPHIQUE

SON BUT, SON ACTION, SES DÉVELOPPEMENTS, SON AVENIR

Par M. le Marquis DE BEAUCOURT

PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ BIBLIOGRAPHIQUE

MESSIEURS,

On a demandé au président de la Société Bibliographique de vous parler de la Société, de vous entretenir de son but, de son action, de ses développements, de son avenir. Au risque de tomber dans d'inévitables redites, il n'a pas voulu décliner cette tâche.

Je vais donc essayer de vous montrer ce qu'est la Société Bibliographique, et de vous faire comprendre son importance, de vous démontrer par là même la nécessité de lui porter un concours actif et vraiment efficace.

Beaucoup de sociétaires, en nous faisant l'honneur de s'inscrire dans nos rangs, n'ont peut-être pas considéré assez attentivement l'œuvre à laquelle ils s'associaient.

Cette œuvre a, comme l'indique le programme de ce Congrès, un double caractère : elle entend favoriser à la fois l'étude, dans son sens le plus large, et la propagande, dans toute son étendue.

Tâche immense, qui est vraiment la tâche de l'heure actuelle, où la vie littéraire tend à s'atrophier, où l'action pour le bien est si peu en rapport avec la propagande du mal.

Mais tâche ingrate et difficile, qu'il faut un certain courage pour entreprendre et une forte dose de persévérance pour poursuivre sans relâche.

Nous nous heurtons à une double répugnance presque invincible, qui est comme le triste signe de notre temps.

Nous nous heurtons aussi à des objections cent fois répétées, à des préjugés invétérés qui barrent notre route et qui arrêtent notre essor.

Les uns nous disent :

Vous êtes une société savante; or je suis étranger à la science, je n'ai aucun goût pour les lettres; votre société ne convient qu'aux érudits et aux lettrés.

Les autres, à leur tour, d'objecter :

Vous êtes une société de propagande, bonne et utile à ceux qui veulent répandre les saines lectures; mais vous ne m'offrez pas, pour l'étude, les ressources dont j'ai besoin; je ne vois pas bien le côté pratique de votre œuvre; je ne sens pas la nécessité de vous donner mon concours.

Ceux qui parlent ainsi méconnaissent le caractère de la Société Bibliographique et son véritable but.

Ce but, c'est de placer les catholiques à la tête du mouvement intellectuel et de ne point laisser à nos adversaires ce monopole de la science auquel ils prétendent, en nous refusant, à nous catholiques, le droit d'être des hommes de science.

Ce but, c'est de combattre, sur tous les terrains, la propagande acharnée qui se fait contre la religion, contre la famille, contre tous les principes sur lesquels repose l'ordre social.

Ce but, c'est d'unir en un faisceau les forces dont nous disposons, de grouper les hommes d'étude et les hommes de bonnes œuvres, pour les faire concourir de concert à la défense de la vérité, à la propagation de la science, à la diffusion de tout ce qui peut servir la cause du bien.

Après avoir défini le *but* de notre œuvre, j'aborde ce qui a trait à son *action*.

Cette action est multiple; elle embrasse un champ immense et à peine exploré.

Qui, parmi nous, se préoccupe de se tenir au courant de tout ce qui paraît de bon et d'utile pour s'instruire d'abord, pour communi-

quer ensuite autour de soi les résultats de ce travail, pour faire pénétrer la lumière sur tous les points ? C'est le côté de l'étude, avec ses aspects divers, avec ses incomparables jouissances, avec ses féconds résultats.

Qui, parmi nous, se préoccupe de suivre, pied à pied, nos adversaires sur le terrain de la diffusion de l'instruction, de l'enseignement par la parole, par le livre, par le journal, par l'almanach, par les brochures, en un mot, par tous les moyens que l'abondance de la production littéraire met à notre disposition ? C'est le côté de la propagande, avec ses procédés variés, avec ses ressources si nombreuses, avec ses nécessités si impérieuses, alors que, de toutes parts, le poison est administré à haute dose aux masses populaires.

Si j'essayais maintenant, Messieurs, de vous entretenir des *développements* de la Société Bibliographique, il me faudrait tout un discours, car c'est la vie même de l'œuvre depuis tantôt 27 ans que j'aurais à retracer devant vous.

Je me bornerai à quelques grandes lignes.

La Société Bibliographique a pour elle le nombre : elle a inscrit sur ses listes près de 8,000 sociétaires. C'est là une force incontestable ; mais il ne suffit pas d'avoir le nombre : il faut que la vie de l'œuvre se répande du centre aux extrémités ; il faut que, par une organisation puissante et permanente, notre action pénètre sur tous les points. Je n'étonnerai personne en disant que, malgré tous nos efforts, il reste beaucoup à faire sous ce rapport.

La Société Bibliographique met à la disposition de son public les informations les plus variées, les plus sûres ; mais qui profite de ces informations ? qui se sert de toutes les ressources qu'elle offre aux travailleurs par son *Polybiblion*, par l'admirable *Répertoire* de l'abbé Chevalier, par les comptes rendus des travaux de ses Congrès internationaux et provinciaux, par tant de publications dont le titre même est ignoré de beaucoup de ses membres ? qui profite de cet incomparable répertoire de livres à l'usage de la jeunesse, des classes populaires, qui est le fruit d'un travail poursuivi sans relâche depuis plus de trente années au sein de la Société des publications populaires, d'abord, puis des deux sociétés unies, et dont les résultats sont consignés, d'une part dans des catalogues spéciaux, et, d'autre part, dans le *Bulletin de la Société* ?

La Société Bibliographique donne des facilités exceptionnelles

pour créer des bibliothèques populaires, pour organiser des bibliothèques circulantes. Mais qui se préoccupe de la seconder sous ce rapport et de l'aider à couvrir la France d'un réseau de bibliothèques alimentées au moyen de ce que la production contemporaine offre de meilleur, soit au point de vue de la vulgarisation de la science, soit au point de vue des saines lectures ?

La Société Bibliographique met à la disposition de ses membres, constitués en comités départementaux, un fonds d'ouvrages où ils peuvent puiser sans bourse délier, grâce à une ingénieuse combinaison qui met à leur disposition, sous forme de livres convenant à la classe populaire, la moitié du produit des cotisations de 10 fr. versées par les sociétaires dans chaque département. Mais quels sont ceux qui profitent de ces avantages et qui en tirent le parti qu'il conviendrait d'en tirer ?

La Société Bibliographique offre à ses membres des renseignements bibliographiques de diverse nature, soit pour faciliter leurs travaux personnels, soit pour les guider dans le choix des lectures. Mais qui s'adresse à elle pour obtenir ces renseignements ? qui éprouve le besoin de s'entourer de ses lumières dont on n'apprécie pas suffisamment la valeur ?

Il y a là toute une source de richesses acquises dont bien peu de personnes profitent. Il en résulte que tout ce travail, qui s'est opéré, depuis des années, au sein de notre Société, que les développements qu'elle a donnés à ses différentes branches : publications, répertoires, catalogues, dons de livres, etc., tout cela n'est connu et apprécié que d'un petit nombre et reste trop souvent à l'état de lettre morte.

Ce rapide aperçu me suffit pour vous amener à une conclusion.

L'avenir de la Société Bibliographique est entre nos mains.

Si chacun reste dans l'indifférence et dans l'inaction, nous verrons disparaître peu à peu les nombreux amis que la Société avait ralliés autour d'elle. La mort, la lassitude, l'indifférence et l'oubli feront chaque jour de nouveaux vides dans nos rangs, et une œuvre qui aurait pu rester prospère et devenir puissante, végètera misérablement, décroîtra d'heure en heure, et ne formera plus à la fin qu'un état-major sans armée.

Si, au contraire, comprenant les obligations qu'impose le titre de membre de la Société Bibliographique, sachant apprécier les ressour-

ces et les avantages que l'œuvre offre, mettant en pratique ses moyens d'action si multiples et si variés, l'on se met résolument au travail, si on la seconde activement, la vie se répandra sur tous les points ; le caractère pratique de la Société apparaîtra à tous les gens ; le côté bienfaisant et j'oserai dire *apostolique* de notre œuvre sera compris ; chaque jour elle fera de nouveaux progrès ; ses ressources augmenteront, son influence s'accroîtra, et il en résultera d'incalculables fruits pour la cause du bien,

Je terminerai en livrant à vos méditations deux exemples pris, l'un chez nos adversaires, l'autre chez nos amis.

Il n'est personne d'entre vous qui ignore l'importance qu'ont prise les sociétés bibliographiques ; c'est par milliers que se chiffrent les sommes qu'elles recueillent chaque année pour leur propagande. Ce que font avec tant de générosité les protestants, est-ce que les catholiques ne peuvent pas le faire à leur exemple ?

Il est une œuvre qui, fondée, peu d'années avant la Société Bibliographique pour la défense de l'Église contre l'erreur, a pris une immense extension. Je veux parler de l'œuvre de saint François de Sales, qui est arrivée à posséder un budget annuel de plus de onze cent mille francs. Est-ce qu'il serait trop ambitieux d'espérer à marcher sur ses traces ? Sans prétendre à atteindre son *million*, ne pourrions-nous arriver au chiffre de cent mille francs !

A l'une de nos assemblées générales, un vaillant et éloquent défenseur de la cause du bien, M. Chesnelong, nous prédisait que nous serions bientôt assurés des dix mille. J'ai accepté l'augure et j'espère que ce sera là l'un des résultats de nos Congrès provinciaux.

LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

Par M. le Comte DE VORGES

MESSIEURS,

La Société d'histoire contemporaine, que je suis chargé de vous présenter, est encore bien jeune. Elle est née il y a quelque cinq ans. On se souvient avec quel succès la Société Bibliographique avait autrefois combattu et enrayé les manifestations préparées pour le centenaire de Voltaire. Il avait suffi de faire connaître la vérité sur ce personnage si grand par son génie, si coupable par l'emploi qu'il en a fait. En 1889, M. le marquis de Beaucourt constitua un comité pour faire une campagne analogue contre la célébration révolutionnaire du centenaire de 1789. Ce comité eut peu à faire. Les démonstrations annoncées échouèrent devant l'indifférence publique. Mais le comité avait groupé un certain nombre de chercheurs. Ils désirèrent rester unis et prirent pour objet de leurs travaux communs l'étude approfondie de notre histoire contemporaine. Ces temps si près de nous sont encore bien mal connus. Les meilleurs historiens sont inexacts, incomplets ou partiiaux. Les uns ont tout raconté au point de vue de leur opinion. Les autres ont ignoré les sourdes menées des partis. Car de nos jours surtout les faits publics sont loin de s'expliquer par leurs causes officielles. Depuis que notre Révolution nous a enlevé le droit d'association, jamais la politique n'a été plus influencée par l'action des sociétés secrètes. Cette action souterraine, ces dispositions latentes des populations, qui finissent par éclater en de grandes catastrophes, où en trouver la trace sinon dans les correspondances et les mémoires ? Là on se confie ses espérances, ses appréhensions, ses dégoûts. Là on raconte des intrigues cachées avec soin aux contemporains, mais dont on espère se faire un titre de gloire auprès d'une postérité témoin du succès final. Il est donc très important pour la sincérité de l'histoire, comme pour l'appréciation exacte des faits, de rechercher et de mettre au jour ces documents. C'est la tâche que s'est assignée la Société d'histoire contemporaine.

Notre but, c'est la vérité complète sur cette époque si tourmentée de notre histoire nationale. Ce but, nous l'avons symbolisé dans le sceau de la Société. Il représente la Muse de l'histoire tenant à la main

une lanterne qui projette de tous côtés ses rayons. La vérité sincère est le devoir absolu de l'histoire. Nous sommes assurés, en outre, que la vérité absolue ne peut être que favorable aux grands principes conservateurs de la société et de la religion. Les révolutionnaires de tout temps et de tout ordre ont toujours eu pour premier soin de fausser l'histoire.

Ce programme est très vaste. Nous l'avons encore à peine ébauché. Ce n'est point en quelques années qu'on le peut remplir. Mais nous l'abordons avec le concours d'hommes déjà bien connus par leurs travaux, réputés pour leur flair de critiques et d'historiens, habiles chercheurs connaissant les bonnes sources. Il suffit de citer notre président, M. de la Sicotière, sénateur de l'Orne, si versé dans la connaissance des guerres de la Vendée ; notre vice-président, le marquis de Beaucourt, l'éminent auteur de la grande *Histoire de Charles VII*, qui nous a donné deux beaux volumes sur la captivité de Louis XVI, dont la publication a été un de nos premiers succès ; M. Robert de Crèvecœur, qui vient de publier tout récemment le *Journal d'un député de Bar-le-Duc à l'Assemblée constituante*, Adrien Duquesnoy, ami d'André Chénier et de Mirabeau. Ce journal éclaire d'une lumière toute nouvelle les tendances et les illusions du tiers, illusions éternelles de tous les libéraux qui croient pouvoir assurer l'ordre en abandonnant les principes. M. Victor Pierre a recueilli sur le coup d'État du 18 fructidor quantité de documents inédits et des plus curieux. M. de la Rocheterie a ouvert la série de nos publications par la correspondance de la marquise de Raigecourt pendant l'émigration. M. Pingaud, professeur d'histoire à la Faculté de Besançon, fait imprimer en ce moment pour la Société une relation tout à fait inédite de la campagne d'Alsace en 1793. Citons encore : les *Mémoires de Michelot Moulin*, un des chefs de la chouannerie normande, publiés par M. de Neuville ; les *Mémoires de l'abbé Lambert, dernier confesseur du duc de Penthièvre*, réimprimés par un membre de sa famille, M. Gaston de Beauséjour ; la *Conspiration du général Malet*, documents réunis par M. Geoffroy de Grandmaison, actuellement sous presse. Enfin M. l'abbé Allain, membre de ce congrès, veut bien mettre à notre disposition les documents de la grande enquête sur l'enseignement en l'an IX de la première République, documents qui ont mis dans un jour si effrayant les résultats de la propagande irrégieuse dans les masses, propagande

renouvelée depuis quinze ans avec tant de haine et d'imprudence, et qui, de l'aveu même des hommes les plus compétents, aboutit aujourd'hui aux mêmes résultats.

Nous ne pouvons mieux clore cette liste de nos travaux qu'en signalant la publication commencée par MM. de Beaucourt et de la Rocheterie des *Lettres authentiques de la reine Marie-Antoinette*. Bien des fois déjà la correspondance de cette infortunée princesse a été publiée, mais toujours d'une manière inexacte et avec beaucoup de pièces contrefaites. Les faussaires s'en sont donné à cœur joie pour tirer profit de la popularité de cette belle et intéressante figure. La nouvelle édition est faite avec un soin minutieux et une sévérité absolue. Elle n'admet que les pièces qui défont tout soupçon. Les auteurs entendent en faire un monument définitif à l'honneur de la grande et malheureuse reine.

Vous voyez que si notre programme est à peine entamé, les premiers résultats sont cependant d'un haut intérêt et promettent pour l'avenir. Nos publications ont reçu le meilleur accueil de la presse. Imprimées à un plus grand nombre d'exemplaires que notre Société ne compte de membres, il en reste disponible un stock important pour la vente. Beaucoup ont été achetés par des amateurs, bien que nous ayons fixé un prix assez élevé pour réserver le privilège de nos adhérents. Je n'ai pas besoin d'ajouter que ceux qui entrent dans la Société reçoivent, s'ils le désirent, les volumes déjà parus à un prix de faveur.

Messieurs, nous vous exposons avec confiance notre plan et les résultats obtenus, certains que dans cette ville si instruite et si lettrée de Montpellier nous serons instruits et soutenus. Donnez-nous des adhésions, fournissez-nous des documents, nous en sommes très avides. Quelques familles auraient-elles conservé chez elles des documents inédits d'un Daru, d'un Cambacérès, ou même du conventionnel Cambon? Il ne faut pas regarder à l'opinion de l'auteur; chacun peut contribuer à éclairer un point du tableau. Notre œuvre peut paraître au premier abord n'offrir qu'un intérêt d'érudition. En réalité, elle a plus de portée qu'elle n'en a l'air. Le rétablissement de la vérité dans l'histoire, c'est le retour de la justice pour le passé et l'espoir d'une plus grande sagesse pour l'avenir.

RAPPORT

SUR LA

REVUE DES QUESTIONS HISTORIQUES

Par M. EUGÈNE LEDOS

MESSIEURS,

La création de la *Revue des questions historiques*, dont je suis chargé de vous entretenir quelques instants, restera l'un des principaux titres scientifiques de M. le marquis de Beaucourt. Lorsqu'il en conçut le plan en 1866, il n'existait chez nous rien de semblable. La *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, dont la réputation scientifique est si fortement établie, est presque entièrement absorbée par l'étude du moyen-âge et ne se borne pas à la recherche des points d'histoire ; d'ailleurs, elle était, et elle est restée avec raison, un recueil fermé. La *Revue historique et nobiliaire* ou les publications du Comité des travaux historiques ne répondaient pas suffisamment au besoin qui se faisait sentir d'une revue historique générale. C'est à ce besoin qu'a répondu la création du nouveau recueil, l'un des premiers de ce genre qui aient été publiés en Europe ; je ne vois guère que l'*Historische Zeitschrift*, de M. de Sybel, et l'*Archivio storico italiano*, qui aient sur lui la priorité ; encore la dernière de ces deux revues a-t-elle un caractère trop local. La *Revue des questions historiques*, au contraire, s'annonça, dès l'abord, comme devant porter ses recherches sur le terrain tout à fait général de l'histoire de l'Eglise, en même temps que sur celui de notre histoire nationale, et elle se déclara décidée à ne pas s'interdire les recherches sur l'histoire étrangère. Comme le programme, mis en tête du premier numéro, constatait dès l'abord « l'audace, malheureusement croissante, avec laquelle s'introduisent dans l'histoire les inductions les plus hasardées et les hypothèses les plus arbitraires » ; comme il proclamait la volonté de la rédaction de se conformer toujours à la doctrine catholique et de défendre l'Eglise des erreurs accréditées contre elle

par l'esprit de parti, la critique rationaliste, toujours prête à dénier à l'écrivain catholique le droit de s'occuper d'histoire ou de science, déclara le recueil dépourvu d'esprit scientifique. Aujourd'hui qu'il va atteindre sa trentième année, personne n'oserait émettre une pareille opinion ; personne n'oserait faire ce reproche au recueil qui s'est honoré de la collaboration des meilleurs savants de notre époque : chanoine Allain, Allard, d'Arbois de Jubainville, Avenel, de Barthélemy, Boislisle, Bord, Boutario, Bouché-Leclercq, Cantù, Pierre Clément, chanoine Louis Duchesne, Ernest Desjardins, l'Épinois, Fagniez, V. Fournel, Fustel de Coulanges, Léon Gautier, Ch. Jourdain, Kurth, Le Blant, La Sicotière, Lenormant, Luce, Lecoy de la Marche, La Rocheterie, Louis Léger, Longnon, Mas Latrie, R. P. Pierling, Pingaud, comte de Puymaigre, comte Riant, Robion, Sepet, Henri Stevenson, R. P. de Smedt, Tamizey de Larroque, Vallet de Vinville, abbé Vigouroux, sans compter les auteurs de l'*Histoire de Charles VII* et d'autres qu'il serait trop long de nommer, mais qui, presque tous, se sont fait une réputation dans les sciences historiques. Par ceux que nous avons nommés, on peut juger que la science rationaliste, si prompt à censurer le recueil à son apparition, n'a pas tardé à lui rendre son estime et à la manifester, en s'honorant, à l'occasion, d'y collaborer. C'est que, comme le programme le proclamait dès le premier jour, la revue s'engageait « dans l'étude des questions historiques sans passion, sans parti pris, avec le seul désir de chercher la vérité et de la dire ». Si elle faisait justice des calomnies accréditées contre l'Eglise ou contre l'ancienne monarchie, elle n'était pas moins sévère à condamner les essais où une bonne volonté maladroite prenait la place de la science, les tentatives de réhabilitation quand même.

Recherche de la vérité soutenue par la foi, tel était et tel est encore l'esprit de la Revue. Quant au plan du recueil, il était conçu de manière à pouvoir s'adresser, non pas seulement aux érudits de profession, mais à un public plus vaste : « Nous n'oublierons pas, disait le fondateur dans le programme déjà cité par nous, que nous ne faisons point seulement une œuvre de science, mais encore une œuvre de vulgarisation. Nous n'écrivons pas pour les seuls érudits ; nous chercherons donc, par la simplicité et la clarté de l'exposition, par l'agrément même du style, à nous assurer des lecteurs parmi les personnes étrangères aux matières d'érudition ».

Aussi la Revue a-t-elle volontairement évité de prendre une apparence trop technique et de noyer ses lecteurs dans les renseignements du plus menu détail. Mais elle a voulu les tenir au courant du mouvement historique à notre époque. Aussi, à côté des articles consacrés à l'exposition des grandes questions de l'histoire, des *Mélanges*, où se mêle, à l'examen de problèmes moins importants, la discussion et la critique des idées et des livres qui réclament une étude particulière, le *Bulletin Bibliographique* rend compte des ouvrages récemment parus ; la *Revue des Périodiques* écrème les principales de nos revues françaises ; la *Chronique* rend compte du mouvement général des idées et des publications ; enfin, la littérature historique des divers pays fait l'objet de courriers, dont la rédaction est confiée à des plumes compétentes ; c'est ainsi que le courrier allemand est dû au savant ami et émule de Janssen, au Dr Ludwig Pastor ; que le courrier italien, tour à tour rédigé par l'illustre Cantu et par le grand folkloriste italien G. Pitré, puis par M. de l'Epinois, se trouve actuellement confié à l'un des plus actifs érudits de notre époque, à l'un des professeurs de l'Université de Montpellier, dont les travaux sont justement estimés en Italie comme en France ; que le courrier danois est l'œuvre d'un des hommes de France qui, de l'aveu de tous, connaissent le mieux les choses du Nord, M. E. Beauvois, et ainsi des autres.

Messieurs, en appliquant à la recherche de la vérité et à l'examen des théories un esprit libre et scientifique, en mettant à la portée d'un public plus nombreux que le cercle restreint des érudits le goût de l'histoire sérieuse et de la méthode critique, en encourageant les vocations historiques (car la *Revue* a toujours fait un généreux accueil aux jeunes historiens, encore à leurs débuts, mais chez qui l'on pouvait discerner des qualités sérieuses), la *Revue des questions historiques* a certainement contribué et contribue au progrès des études historiques ; elle a bien mérité de la science et de la religion.

RAPPORT

SUR LES

RELATIONS DE LA SOCIÉTÉ BIBLIOGRAPHIQUE

AVEC D'AUTRES ŒUVRES

Par M. le Comte DE BIZEMONT

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA SOCIÉTÉ

Il ne me paraît pas utile de vous exposer longuement, Messieurs, les avantages qui peuvent résulter, pour le développement et l'affermissement de la foi catholique, d'une entente cordiale entre les diverses œuvres de propagande. C'est surtout là que se justifie le proverbe bien connu : l'union fait la force. Il est évident, en effet, que, par cette entente, le poids des frais généraux peut être utilement réparti sur les épaules de chacun et, par suite, devient moins sensible ; de même le travail sera plus méthodiquement organisé, sans double emploi, sans gaspillage de temps ; enfin la publicité, si nécessaire pour l'extension des œuvres, sera mieux assurée, puisque les efforts seront faits en commun et que tous bénéficieront du terrain gagné par chacun. Ce sont là, je le répète, des axiomes qui n'ont pas besoin de démonstration et auxquels la Société Bibliographique ne cesse de chercher à se conformer. Malheureusement, aux yeux de plusieurs, leur évidence est obscurcie par des considérations personnelles qui priment l'intérêt général, ce qui fait que, jusqu'à ce jour, nous n'avons pu réaliser l'union si désirable des œuvres parallèles.

Parmi les œuvres de propagande catholique, celle assurément qui tient le premier rang par la puissance de ses moyens d'action, c'est la Société de saint François-de-Sales. Fondée par le vénéré Mgr de Ségur, elle a été, dès ses débuts, favorisée des plus précieux privilèges et des grâces les plus éclatantes, en sorte que, dans la plupart des diocèses de France, elle semble suffire à tous les besoins

et reléguer les autres œuvres à l'arrière-plan. Son but primitif était la lutte contre l'hérésie ; mais les ressources abondantes dont elle dispose lui ont permis d'étendre singulièrement le cercle de son action. Aujourd'hui, elle accorde des subsides aux écoles libres, répand des objets de piété et envoie des livres aux bibliothèques paroissiales. Mais, si ses moyens de propagande sont aussi abondants que variés, ses frais généraux sont aussi très élevés et absorbent une notable partie de son budget. Comme la Société Bibliographique, elle a une commission de lecture qui examine les ouvrages nouvellement parus, mais dont les comptes-rendus ne sont pas publiés, en sorte que le travail fait reste enfoui dans ses bureaux, sans profit pour les associés. N'y aurait-il pas un avantage évident à fusionner sa commission de lecture avec la nôtre et à publier, à frais communs, les comptes-rendus ainsi qu'un catalogue fréquemment réédité des ouvrages recommandables pour les bibliothèques populaires ? Il n'est pas douteux que ces appréciations, émises au nom de deux Sociétés importantes et justement réputées pour la sûreté de leurs doctrines, exerceraient une salutaire influence sur la production contemporaine, notamment en ce qui concerne les livres de prix destinés aux écoles libres dont il serait si utile de relever le niveau moral et littéraire. D'autre part, il arrive souvent que des directeurs de bibliothèques populaires s'adressent en même temps à l'Œuvre de Saint-François-de-Sales et à la Société Bibliographique pour obtenir des dons de livres ; comme, de part et d'autre, on s'adresse aux mêmes éditeurs pour puiser dans le même fonds, les deux envois qui sont faits se trouvent composés en grande partie des mêmes ouvrages ; ce fâcheux inconvénient serait bien facilement évité par le moyen d'une entente mutuelle.

La plupart des membres du Conseil de Saint-François-de-Sales comprennent les raisons qui militent en faveur d'une alliance des deux Œuvres sur le terrain de la propagande par les livres et brochures et souhaitent sa réalisation. Malheureusement, il se produit des résistances obstinées de la part de ceux qui se croient appelés plus particulièrement à défendre contre toute intrusion et toute innovation la fondation de Mgr de Ségur, et, jusqu'à ce jour, nous n'avons pu vaincre des préventions que nous n'aurions certainement pas rencontrées chez le vénéré prélat.

L'œuvre de Saint-Michel est beaucoup moins prospère. Le Révé-

rend Père Félix, son fondateur, se proposait un but bien défini : favoriser les bonnes publications par l'édition et la diffusion. Un conseil d'hommes examinait les manuscrits qui lui étaient soumis et décidait s'il y avait lieu de les imprimer ; un conseil de dames procurait des ressources et assurait la diffusion des ouvrages publiés. Peu à peu, et surtout depuis que la santé du R. P. Félix l'avait forcé à quitter la direction, l'Œuvre dégénéra et fut à peu près absorbée par un éditeur patenté qui en devint le principal rouage. Le conseil masculin s'en désintéressa et ouvrit des négociations avec le bureau de la Société Bibliographique pour opérer une fusion. Mais le conseil féminin fit échouer cette tentative, et l'œuvre de Saint-Michel subsiste avec quelques comités de province qui s'occupent encore des bibliothèques paroissiales. Chose assez singulière, tandis que le conseil des dames patronesses à Paris refuse toute fusion avec la Société Bibliographique, certains comités de province se sont affiliés à notre œuvre, et s'adressent à nous pour l'achat des livres destinés à leurs bibliothèques.

Par contre, dès le début, une très heureuse alliance a été établie entre la Société générale d'éducation et d'enseignement et la Société Bibliographique ; jamais le plus léger nuage n'a troublé la sérénité de cette entente cordiale, établie sur la base d'une répartition de secours aux écoles libres suivant les ressources de chacune des deux Sociétés.

La première, dont le siège est rue de Grenelle, 33, s'est réservé de pourvoir aux demandes en fournitures scolaires ; la seconde, la nôtre, borne son action à l'envoi de livres de prix. Chacune des deux Sociétés transmet à l'autre les demandes qui lui parviennent et qui ne sont pas de son ressort. Pour notre part, nous avons distribué, l'année dernière, pour 1300 francs de livres de prix par lots d'une valeur de dix francs chacun. Il va sans dire que, si nos ressources s'accroissaient, nous ne serions nullement embarrassés pour accroître le nombre et l'importance de nos envois. Ajoutons que certains de nos comités départementaux emploient la totalité de leurs fonds disponibles en livres de prix pour les écoles libres.

Mais c'est avec l'œuvre des campagnes que l'alliance de notre Société a été la plus féconde. Sous la présidence de M. le comte de Lambel et la direction du R. P. Truck, S. J., tous deux membres de notre Conseil d'administration, cette œuvre a pour principal objectif de procurer des missions aux paroisses rurales ; mais elle donne

aussi des secours pécuniaires aux écoles libres et distribue des objets de piété, des brochures de propagande et des livres de bibliothèques. Un très nombreux conseil de dames, présidé par S. A. R. la Duchesse d'Alençon, procure les ressources nécessaires, principalement par une vente annuelle à laquelle s'associent nos dames patronnesses.

Depuis longtemps, nous nous étions chargés de fournir les livres que l'œuvre des campagnes envoyait aux bibliothèques paroissiales par lots de 20 à 30 volumes ; mais il arrivait nécessairement que ces lots étaient à peine suffisants pour satisfaire les besoins des lecteurs pendant une année, et, sans cesse, il fallait en expédier de nouveaux, tandis que les livres lus étaient relégués, désormais inutiles, dans quelque coin du presbytère. Il vint naturellement à la pensée du R. P. Truck que ces volumes démodés dans une paroisse pourraient être appréciés dans une autre paroisse, ne les ayant pas encore eus, et qu'en établissant un roulement de bibliothèque en bibliothèque, on tirerait parti des mêmes livres jusqu'à complète usure ; il y avait là, semblait-il, une économie considérable à réaliser et une bien meilleure utilisation du capital employé. Il fut convenu, entre nous, qu'une expérience serait tentée dans ce sens ; nous ne nous dissimulions pas qu'il y avait des difficultés pratiques à surmonter. Il fallait, pour maintenir les volumes en bon état, les faire revenir à Paris, après renouvellement, pour changer les couvertures, réparer les avaries, faire relier au besoin, remplacer les manquants, etc. Tout cela entraînait des dépenses d'entretien et un travail assez ingrat.

Nous avons jugé qu'il serait bon de demander aux bibliothèques à pourvoir un abonnement modéré, car il est démontré qu'on prend plus le soin des livres pour lesquels on paie quelque peu, que de ceux que l'on reçoit gratuitement, et nous avons fixé nos tarifs à 5 fr. pour 25 volumes et 10 fr. pour 50, les frais de transport restant à la charge des destinataires. Voilà deux ans que cette organisation fonctionne ; elle a fait des preuves que nous pouvons considérer comme concluantes. La première année, nous avons fourni ensemble un peu moins de 100 bibliothèques ; la seconde année exactement 112, dont moitié juste au compte de l'œuvre des campagnes. Il y a au moins autant d'envois de 50 volumes que de ceux de 25 volumes. Enfin, beaucoup d'abonnés ont renouvelé leurs séries et j'ai pu cons-

taler que les séries renvoyées sont presque au complet et en assez bon état pour resservir sans grosses réparations. Ainsi l'œuvre des campagnes a pu assurer le service de ses bibliothèques sans aucune augmentation de ses frais généraux, en matériel ou en personnel, et moyennant une dépense annuelle qui n'atteint pas 500 francs. Voilà un exemple topique du résultat qu'on peut obtenir par l'alliance entre deux œuvres.

Encouragé par le succès de cette expérience, le R. P. Truck s'est décidé à réaliser, pour l'année prochaine, une autre économie qui nous sera également avantageuse.

L'œuvre des campagnes et la Société Bibliographique publiaient chacune un almanach qui leur coûtait fort cher. Il a été décidé que le même almanach servirait pour les deux œuvres et serait publié à frais communs.

Ce sera encore là un très sensible allègement pour nos budgets, et, par suite, une augmentation du fonds consacré à la propagande.

J'en ai dit assez, Messieurs, pour vous faire toucher du doigt les avantages qui pourraient être retirés de rapprochements de plus en plus intimes entre les œuvres catholiques ; il ne s'agit pas de fusionner, puisque chacune poursuit un but quelque peu distinct, mais de conclure des alliances fécondes.

J'ajouterai que ce qui est vrai pour les conseils centraux à Paris, ne l'est pas moins pour les comités départementaux ou diocésains, peut-être même l'est-il davantage. Pourquoi n'existerait-il pas près de chaque siège épiscopal un grand comité catholique s'occupant de toutes les diverses questions qui intéressent le développement et l'affermissement de la Foi catholique ?

L'Evêque en serait président de droit ; le comité se diviserait en sections, s'occupant plus spécialement de chaque intérêt en cause : commission ou sous-comité des écoles libres, des œuvres militaires, de la propagande par la presse, des patronages, des cercles catholiques, etc. Ce serait assurément la meilleure manière de résoudre cette objection à notre recrutement tirée de la multiplicité des œuvres et de l'éparpillement des bonnes volontés. Dans le grand parti catholique, ce qui manque le plus, c'est la cohésion ; soyons unis et nous vaincrons.

RAPPORT SUR LE POLYBIBLION

Par M. E.-C. GAUDOT

Permettez-moi, Messieurs, de vous présenter le *Polybible*.

Le *Polybible*, grâce aux améliorations de ces dernières années, a le droit de se considérer comme la vraie « Revue des deux Mondes » de la bibliographie. La première partie de ce périodique mensuel, que l'étranger sait apprécier plus encore, hélas ! que nos nationaux, s'intitule : *Partie littéraire*. Chaque année, elle forme deux beaux volumes de format in-8°, chacun d'environ 600 pages. Là, sont analysés, loués ou critiqués, avec l'indépendance absolue que nous laissons à nos collaborateurs, les principales productions de l'esprit humain. Chaque livraison s'ouvre par un, deux et parfois trois articles d'ensemble sur les plus récentes publications classées dans une catégorie déterminée, tels, par exemple : le *Roman* (un art. chaque trimestre); — *Sciences sociales et économie politique* (2 art. par an); — *Poésie* (2 art. par an); — *Ouvrages d'instruction chrétienne et de piété* (2 art. par an); — *Arts et histoire militaires et Géographie et voyages* (chacun 2 art. par an); — *Écriture sainte* (1 art.); — *Histoire provinciale* (1 art.); — *Biologie* (2 art. par an); — *Hagiologie et ouvrages pour la jeunesse* (chacun 2 art. par an); — *Philosophie* (2 art.); — *Jurisprudence* (2 art. par an); — *Beaux-arts* (1 art.); — enfin *Publications illustrées* dites d'étrennes (2 art.).

Viennent ensuite des articles détachés sur certains livres ne rentrant qu'imparfaitement dans les catégories nettement déterminées qui viennent d'être indiquées ou ayant une importance actuelle ou de tous les temps et se rattachant à la théologie, aux sciences et aux arts, aux belles-lettres et à l'histoire envisagée dans ses multiples divisions et subdivisions. Un *Bulletin*, résumant, d'une façon aussi brève que possible, certains ouvrages d'importance secondaire ou de moindre valeur, nous conduit enfin à la section dite *Chronique*. Ici, l'intérêt d'actualité est toujours très grand.

En effet, la chronique mentionne d'abord, en des notices qui sont parfois de véritables bio-bibliographies, les écrivains morts pendant le mois courant ou le mois précédent. Malgré des moyens d'investigation très étendus, nous devons tout naturellement ne nous appesantir que sur les seules célébrités de bon ou de mauvais aloi qui viennent à disparaître. Cette nécessité, cependant, ne nous empêche point de placer régulièrement, sous les yeux de nos lecteurs, une nomenclature très fournie de personnages universellement connus dans le monde des lettres, des sciences et des arts et desquels la mort nous est bien vite signalée de tous les points de la terre. Les lectures faites chaque mois à l'Académie des inscriptions et belles-lettres et à l'Académie des sciences morales et politiques, certains concours ou congrès importants, sont également mentionnés avec détails.

De temps à autre, la chronique publie aussi des mélanges littéraires, historiques, biographiques ou bibliophiles qui méritent l'attention des travailleurs ou des curieux. Mais, si grand que soit l'intérêt de toutes ces choses, peut-être est-il surpassé encore par l'ensemble des notes et des notices aussi brèves et aussi substantielles que possible, qui complètent chaque chronique. En ce qui concerne la France, ces renseignements sont groupés par provinces (car, Messieurs, l'esprit provincial, l'âme provinciale, dirai-je, existe toujours, malgré le morcellement des unités territoriales d'autrefois). Paris tient la tête. La suite est classée par ordre alphabétique des noms de provinces, ce qui facilite les recherches. Là, on trouve en substance toutes sortes d'indications et de détails précieux qui ne seraient guère connus que des seuls lettrés de chaque région, si le *Polybiblion* n'existait pas. Les pays étrangers nous fournissent aussi leur contingent d'informations intéressantes et c'est par une longue liste de publications nouvelles que se clôt chaque livraison de la partie littéraire.

J'appellerai maintenant votre attention toute spéciale sur la *partie technique* du *Polybiblion*. Depuis peu, cette partie a réalisé des progrès considérables à tous égards. Elle est partagée en quatre sections, savoir : 1° Bibliographie dressée par ordre méthodique des ouvrages publiés en France et à l'étranger ; -- 2° Sommaires des revues françaises ; -- 3° Sommaires des revues étrangères ; -- 4° Sommaires des articles littéraires des journaux de Paris. Il n'est

pas possible au travailleur, au lettré, au simple amateur même, pas plus qu'au libraire, de se passer de cet immense inventaire annuel qui le renseigne sur tout ce qu'il a intérêt à connaître. Chacun, selon sa spécialité ou sa fantaisie, se trouve ainsi avoir sous les yeux, outre l'indication des volumes nouvellement parus, les travaux si divers qui composent les revues des pays civilisés, lesquels sont souvent de nature à renseigner l'érudit sur des sujets dont certaines faces lui auraient, sans cela, échappé. Quant aux sommaires des articles littéraires, scientifiques et artistiques, noyés dans les grands journaux de Paris, il est à peine utile d'en faire ressortir l'intérêt de premier ordre : c'est, en quelque sorte, la vie intellectuelle du moment saisie sur le vif en ses diverses manifestations et fixée dans notre recueil en quelques pages que certains retardataires ont fréquemment regretté, pour leurs études ou leur simple plaisir, de n'avoir point consultées en temps opportun.

Il va de soi que les trois volumes qui composent l'année complète du *Polybiblion* sont pourvus de tables dressées avec un soin extrême.

Pour résumer, Messieurs, j'exprimerai cette pensée que le *Polybiblion* est et restera l'honneur, la gloire de la Société bibliographique qui l'a créé et sous les auspices de laquelle il est publié. Nulle part, pas plus en France qu'à l'Etranger, pas plus chez nos amis que chez nos adversaires, qui font cependant de la bibliographie, le *Polybiblion* n'a rencontré d'égal, encore moins de supérieur. Les catholiques, Messieurs, ont donc réussi à faire, de la *Revue bibliographique universelle*, comme l'on appelle aussi le *Polybiblion*, une publication sérieuse, solide, hors de prix en son genre, et dont le succès s'est affirmé par vingt-huit années d'existence.

SAINT THOMAS D'AQUIN

PATRON DE LA SCIENCE SACRÉE

Vœu présenté par M. l'Abbé DUILHÉ DE SAINT-PROJET

RECTEUR DES FACULTÉS CATHOLIQUES DE TOULOUSE

Au commencement de l'année 1874, au moment où le monde catholique se préparait à célébrer le sixième centenaire de la mort de saint Thomas d'Aquin, un journal italien, dans un grand article publié en tête de ses colonnes (1), s'efforçait de montrer le noble rôle qui semblait réservé, dans ces fêtes de la science sacrée, à notre province de Languedoc.

Il racontait « les sublimes jalousies qui, cent ans durant, s'envièrent le corps d'un homme » (2). Il rappelait le langage tenu par le pape Urbain V, le jour de la Fête-Dieu, 1368, au maître général Hélie de Raymondi : « Je donne à l'ordre de Saint-Dominique, le corps de saint Thomas d'Aquin... Je choisis moi-même, pour déposer ces saintes reliques, le couvent de Toulouse » (3). Il proposait enfin à la chrétienté un pèlerinage international au tombeau du grand docteur, adjurant la science catholique de se montrer ainsi dans toute sa majesté, aux regards sceptiques ou dédaigneux des contemporains.

Cette idée fut très goûtée et rapidement propagée ; les adhésions vinrent de plusieurs points de l'Espagne, de l'Italie, de l'Allemagne... Mais faute de temps et de préparation convenable, elle fut... providentiellement ajournée.

Depuis les fêtes du sixième centenaire, pendant ce dernier quart

(1) *Journal de Florence* du 9 janvier 1874.

(2) Lacordaire.

(3) Frère Raymond Hugues.

du dix-neuvième siècle, le mouvement des esprits s'est manifesté, par un merveilleux essor, dans les faits aussi bien que dans les idées. Saint Thomas d'Aquin a été proclamé le patron des écoles, des hautes études religieuses ; — la France a vu renaître les Facultés canoniques de Théologie, noblement escortées, dans nos Instituts catholiques, par les Facultés libres de Droit, des Lettres et des Sciences ; — la renaissance scolastique, fidèle à la tradition, s'empare pour les féconder, des incessantes découvertes de la science moderne ; — l'influence du grand docteur du Moyen-Age, après avoir pénétré les institutions chrétiennes, se fait sentir même sur les hautes chaires du positivisme, et dans les laboratoires de la psycho-physiologie ; — à la Sorbonne laïcisée par l'expulsion de la théologie catholique, la pure doctrine du treizième siècle est comprise et applaudie ; — Amsterdam confie sa première chaire de philosophie à un disciple de Frère Thomas ; — tout récemment enfin, le plus puissant organe du rationalisme contemporain, après avoir constaté la banqueroute de la science matérialiste, place l'auteur de la *Somme* au premier rang parmi les maîtres de la pensée.

Nous en sommes là. A une époque si tourmentée, en face de négations et de révoltes inouïes contre toute foi religieuse ou seulement spiritualiste, le souffle d'un grand pape a créé ce nouvel état d'âme... Le devoir de tout catholique n'est-il pas de le seconder dans cette grande œuvre de régénération ? N'est-ce pas l'heure de faire appel à la chrétienté, à l'exemple de nos aïeux du quatorzième siècle ? (1). Quoi de plus opportun, à cette fin de siècle, qu'un pèlerinage international au tombeau de saint Thomas d'Aquin ? Quoi de plus imposant qu'un solennel rendez-vous des représentants et des amis de la science sacrée, sous les voûtes de cette insigne basilique de Saint-Sernin, monumental reliquaire, où reposent les cendres sacrées d'un si grand homme, ce sont les propres paroles de Léon XIII, *ubi tanti viri sacri cineres conditi sunt*.

Je prie le Congrès d'émettre le vœu suivant, qui sera une première impulsion, le premier signal d'une imposante et féconde manifestation religieuse :

(1) En 1374, onze évêques se réunissaient pour célébrer le premier centenaire de la mort de saint Thomas, et convoquaient autour de son tombeau les pèlerins de la chrétienté.

« Le Congrès émet le vœu qu'avant la fin de ce siècle, témoin du
» plus merveilleux retour aux grandes traditions de la science
» sacrée, un pèlerinage international au tombeau de saint Thomas
» d'Aquin soit organisé, sous les auspices du Souverain-Pontife et
» de Nosseigneurs les Evêques de la région.

« Il confie la préparation et le programme de ces fêtes scolaires,
» à la Faculté de Théologie récemment érigée par Léon XIII, dans
» la ville où reposent les cendres sacrées du grand docteur, *ubi*
» *tanti viri sacri cineres conditi sunt.* »

Ce vœu, présenté au Congrès, a été adopté d'abord dans une séance
de section, puis dans une assemblée générale.

Deuxième Section

L'ÉTUDE

DE LA CONSERVATION DES ANCIENNES MINUTES DES NOTAIRES

ET DE LEUR CONCENTRATION
DANS LES DÉPÔTS D'ARCHIVES DÉPARTEMENTALES

Par M. le Président CAUVET et M. le Vicomte DE BONALD

Les actes notariés, surtout ceux qui sont antérieurs au XVIII^e siècle, doivent être divisés dans leur ensemble en deux parties absolument distinctes. Les uns, et c'est le plus grand nombre, s'appliquent à des actes purement privés : ventes, échanges, donations, etc., qui ne diffèrent des actes semblables, qui sont actuellement reçus par les notaires, qu'à raison de quelques nuances qui tiennent à l'état de la législation. Mais il est une autre classe de documents qui ont un caractère historique, et permettent d'acquérir la connaissance des institutions locales et de la législation coutumière qui régissait le pays, au moment où ils ont été passés, et qui n'existent plus de nos jours. Ces actes seraient d'un grand secours pour les jurisconsultes qui se livrent à l'étude de l'histoire du droit.

Ainsi, un certain nombre d'actes notariés ayant été déposés dans les archives des Bouches-du-Rhône, M. Blancard, son savant archiviste, a pu, dans deux volumes actuellement publiés et qui auront une suite, faire connaître les principaux contrats commerciaux qui étaient en usage au Moyen-Age.

C'est ainsi que nous pouvons suivre toutes les transformations qu'a subies la lettre de change jusqu'à nos jours, et que nous pouvons avoir des notions exactes sur le contrat de commande qui a cessé d'être en usage et qui a été le principe des grandes sociétés commerciales et des institutions de crédit qui ont donné une vie nouvelle à l'activité commerciale, par suite au développement de la richesse publique.

De pareils documents, qui seraient une révélation pour la connaissance de la législation féodale et des grandes fondations, qui ajoutaient au développement de la vie religieuse, à certains égards, à la constitution de la famille, abondent dans les actes notariés, dont les notaires ont actuellement le dépôt.

Mais comment les trouver ?

Les actes qui sont antérieurs au XVIII^e siècle, sont en général enfouis pêle-mêle dans les cartons, sans classement, sans inventaire, et les recherches sont en général si difficiles, qu'il est permis de les considérer comme impossibles.

Mais, ce qui est plus grave, c'est que ces mêmes actes ne sont l'objet d'aucune mesure de conservation. Ils gisent souvent sur le sol, abandonnés, soumis à un pillage que l'absence d'intérêt personnel maintient et aggrave presque toujours. On voit des notaires qui les détachent de l'ensemble des minutes qui doivent être conservées, et qui se les approprient lorsqu'ils ne font pas l'objet d'un trafic ; d'autres, lorsque par hasard on leur demande l'expédition d'un acte qu'ils ont pu trouver, prennent le parti, ne pouvant ni lire ni comprendre cet acte, de donner la minute à celui qui les réclame. Enfin, toutes les causes de destruction, si nombreuses qu'il serait impossible de les énumérer, laissent entrevoir la disparition lente mais graduelle des anciens actes qui enlèverait aux travaux historiques un appui essentiel.

Il est souvent arrivé que les actes anciens, mal aménagés, imparfaitement préservés, ont été l'objet de vols audacieux, et on s'est posé la question de savoir à l'aide de quels moyens légaux on pourrait en obtenir la restitution.

Lorsque de pareils faits se sont produits à l'égard des titres et des actes qui sont déposés soit dans les préfectures soit dans les archives nationales, l'administration concourt aux recherches que nécessite cet état de choses par tous les moyens dont elle dispose. C'est ainsi

que les archives de Prouille, qui s'étaient égarées pendant la Révolution et qui étaient détenues par un habitant des Basses-Pyrénées, ont pu être saisies et rétablies dans les archives de l'Aude dont elles sont le principal ornement. C'est ainsi encore qu'on a pu obtenir la restitution des archives de Moissac, dont l'importance historique ne saurait être méconnue.

Mais comment remédier à la disparition de telle ou telle série d'actes anciens et importants qui dépendaient d'une étude de notaire ? Le principal obstacle, en pareil cas, c'est l'incurie ou l'indifférence du notaire lui-même, et dans le cas où le vol n'est pas établi, le défaut de concours du pouvoir judiciaire.

La nécessité d'assurer la conservation de ces dépôts est par là établie. Or, le meilleur moyen d'arriver à ce but, consisterait à les déplacer et à les adjoindre aux dépôts qui relèvent de l'Etat et qui renferment les Archives générales ou les Archives départementales.

Il est évident que cette mesure remédierait à tous les inconvénients. A cet égard l'accord est unanime et la difficulté ne commence que lorsqu'il s'agit de déterminer à l'aide de quels moyens on pourrait arriver à ce résultat.

Le moyen le plus simple consisterait à obtenir des notaires le dépôt volontaire, entre les mains de l'Etat ou des départements, des actes notariés qui sont en leur possession.

C'est ainsi que presque tous les actes des notaires des Pyrénées-Orientales antérieurs à une époque qui est variable et qui se meut entre le xvi^e et le xvii^e siècle, celui-ci compris, ont été déposés dans les archives du département et que leur classement rend les recherches possibles, en attendant qu'un inventaire plus complet les rende plus faciles.

De tels dépôts ont été pratiqués, mais plus partiellement, dans divers départements.

Il est généralement admis que les actes afférents à telle ou telle étude, sont classés séparément, ayant une place distincte, et que si des expéditions en sont demandées, elles sont délivrées par l'archiviste sous la signature du notaire et que les émoluments attachés à ces expéditions sont remis au notaire qu'elles concernent. Mais cette dernière combinaison est à peu près illusoire ; c'est tout au plus si, sur l'ensemble des actes livrés au département des Pyrénées-Orien-

tales par quatre-vingts notaires environ il se fait une ou deux expéditions par an.

Du reste, lorsque la remise des anciennes minutes, soit à l'Etat, soit au département, a lieu volontairement ou par convention, les intéressés sont libres d'attacher à cette remise telle ou telle condition particulière; et comme, en cette occurrence, la question d'intérêt est à peu près de nulle importance, l'acceptation réciproque des conditions qui sont faites ne saurait souffrir de difficultés.

Il n'y a donc de difficulté sérieuse que lorsqu'il s'agit de savoir les mesures qu'il convient de prendre pour obtenir la remise des minutes anciennes, lorsqu'elle n'a pas lieu volontairement.

Pour résoudre cette difficulté, constatons d'abord que la propriété des offices est d'une nature particulière, car elle ne comporte jamais l'exercice de l'abus (*jus abutendi*), que même, lorsqu'il s'agit des anciennes minutes, le droit d'user et de jouir est à peu près illusoire.

Il va de soi, d'ailleurs, que la propriété des offices, surtout des offices de notaire, est soumise à l'ingérence de l'Etat, et que, sous ce rapport, elle est incessamment modifiée dans son principe. Ainsi, lors du décès d'un titulaire, les héritiers *ab intestat* n'ont pas la possession; elle est attribuée à un représentant provisoire, qui est nommé par la justice. Si le notaire est destitué, la vente de son office est faite par l'Etat; s'il vend lui-même et s'il peut le faire, l'Etat a le droit d'agréer ou non son successeur, et, surtout, de fixer lui-même le prix, en ce sens qu'il peut le réduire toutes les fois qu'il lui paraît excessif. Nous sommes donc en présence d'une propriété qui a été nécessairement destituée des principales prérogatives auxquelles elle aurait pu prétendre d'après le droit commun.

Mais lorsqu'il s'agit des mesures de conservation, d'ordre et de garde de minutes, le droit de l'Etat apparaît dans ces divers cas comme absolu; et le notaire doit se soumettre à tout ce que l'Etat prescrit.

Que demain l'Etat ordonne qu'il sera fait inventaire de toutes les minutes, y compris les plus anciennes, qu'elles seront classées suivant un certain ordre, et qu'il sera pris telle ou telle disposition pour que ces minutes ne puissent être égarées ou dilapidées, les notaires seront certainement soumis à la stricte observation des mesures qui seront ordonnées.

Lorsque ces mesures s'appliqueront aux minutes courantes, c'est-

à-dire à celles dont la date est assez récente pour qu'elles puissent être utilisées, le notaire n'hésitera pas à se soumettre aux prescriptions de l'Etat ; mais il en sera tout autrement lorsqu'il s'agira des minutes qui, à ses yeux, n'ont aucune valeur, qu'il ne peut lire, qu'il doit faire lire par un homme spécial qu'il devra nécessairement payer ; la soumission à ce qui sera prescrit par l'Etat, lui paraîtra dans ce cas comporter des sacrifices qui ne sont pas en rapport avec le revenu plus que modique, le plus souvent nul, que lui donnent les anciennes minutes. Cependant, qui oserait contester les droits de l'Etat ? qui nierait qu'il n'accomplit que son devoir, lorsqu'il assure la conservation des minutes ? Plus ces minutes sont anciennes, plus les droits de l'Etat sont légitimes ; et, en effet, les notaires, autrefois, n'étaient pas limités, comme ils le sont aujourd'hui, aux actes purement privés. Nous disons purement privés, parce que, de nos jours, les actes qui intéressent l'Etat, les départements ou les communes, sont, en général, passés sous la forme administrative.

Autrefois, on employait les notaires pour constater toute espèce d'actes et, par exemple, pour rédiger les délibérations qui étaient prises par les conseils généraux des communes, et, dans certains cas, tous ceux qui émanaient des clavaires qui étaient les percepteurs des communes.

Sous ce rapport, les notaires étaient quelque chose de plus que des officiers publics chargés de constater les conventions privées : ils étaient associés au fonctionnement de l'administration et ils participaient aux actes qui avaient un caractère exclusivement public. Sous ce rapport, la garde des archives ou des minutes anciennes a autant d'importance que celle qui s'applique aux archives de l'Etat, des départements ou des communes.

Etant donc admis que l'Etat a le droit d'assurer la conservation des anciennes minutes, comme ces mesures seraient, en général, très onéreuses pour les notaires, il est juste de leur donner la faculté de s'y soustraire, en acceptant le dépôt dans les Archives des départements.

Et qu'on ne dise pas qu'en agissant ainsi on force la main aux notaires, en leur imposant l'obligation de remettre à l'Etat ce qu'ils pourraient garder. Ceux-ci peuvent garder leurs minutes. Mais alors, il faut qu'ils en assurent la conservation. Pour qu'ils obtiennent ce résultat, il faut nécessairement un inventaire, et comme cet inven-

taire serait très onéreux, l'Etat se borne à dire que si le notaire ne le fait pas, il le fera faire par ses archivistes et comme conséquence qu'il aura la garde des minutes. On peut être certain que si la question est posée dans ces termes aux notaires il se trouvera quelques retardataires qui voudront garder les minutes *ad pompam et ostentationem*, mais que, dans l'ensemble, la presque unanimité des notaires préférera remettre les minutes dans les dépôts publics, surtout alors que la seule utilité qu'ils puissent retirer de ces minutes, c'est-à-dire l'émolument des expéditions, lui sera assuré.

Mais, à considérer ce qui s'est passé alors qu'on a tenté un effort pour amener les notaires à se dessaisir des anciennes minutes, il est permis de prouver que l'emploi de ce moyen ne placera plus l'administration qu'en présence de quelques notaires qui préféreront l'avantage illusoire que leur procurera la garde des anciennes minutes, avantage qui leur sera purement personnel, à celui que la science pourra retirer du dépôt de ces mêmes minutes entre les mains de l'administration.

Ceux-là seront très peu nombreux ; ils le seront même à ce point que la mesure qui pourrait être prise produira ses principaux effets.

Ainsi, en résumé, on pourrait faire une campagne pour déterminer les notaires à déposer les minutes des actes antérieurs à une époque convenue, par exemple : le XVIII^e siècle. Des instructions seraient données dans ce sens par le pouvoir central aux divers fonctionnaires : préfets, maires, juges de paix, receveurs de l'enregistrement, etc... qui pourraient prêter leur concours.

Des formules très simples et adoptées d'une manière générale fixeraient les conditions suivant lesquelles la remise des minutes aurait lieu. Parmi ces conditions il faudrait placer en première ligne la confection d'un inventaire distinct pour chaque étude, comme le seraient le placement et le classement des minutes. Les expéditions seraient faites au profit du notaire par les archivistes... ainsi de suite...

La mesure limitée à la remise volontaire ferait connaître l'effet produit et indiquerait les mesures ultérieures à prendre à l'égard des notaires qui résisteraient.

Mais pour ceux-ci il y a lieu, dans l'état actuel des choses, de s'abstenir, et cela, afin que l'opération soit plus simple et plus rapide. Dans tous les cas, il est certain que la remise, soit volontaire soit

forcée, s'il y a lieu de recourir à ce dernier moyen, doit être faite sans indemnité.

Il serait en effet absurde d'attacher un prix à ce qui est de nulle valeur, et de considérer comme une transmission de propriété ce qui n'est, en fin de compte, qu'une mesure d'ordre et de conservation.

Après la lecture du rapport de M. le président Cauvet, à qui sa santé n'a pas permis de se rendre au congrès, M. le vicomte de Bonald fait la communication suivante :

A l'excellent mémoire de M. le président Cauvet, vous me permettez d'ajouter une simple note sur une tentative faite dans un département voisin, en vue de la conservation des anciennes minutes notariales. Je rédige cette note sur des documents que m'a fournis un ancien archiviste de ce département, aujourd'hui en retraite, érudit aussi estimable que modeste, auteur de travaux intéressants d'histoire locale, qui a été constamment préoccupé de cette question de la conservation des vieilles minutes des notaires et qui a poursuivi ce but, pendant bien des années, avec une rare persévérance.

En m'accusant réception du programme du congrès et en m'exprimant ses regrets que son âge et ses infirmités ne lui permissent point d'y venir, il m'écrivait : *Parmi les questions, toutes fort intéressantes, portées au programme, il en est une dont je réclame la solution depuis de longues années. C'est celle qui a trait aux vieilles minutes des notaires. J'ai trouvé là, certainement autant qu'ailleurs, les éléments des volumes que je me suis permis de publier. C'est un fonds vraiment inépuisable de faits authentiques intéressant à un haut degré l'histoire locale et souvent aussi la générale. Les lettrés qui travaillent à la reconstitution des annales de la France, devraient bien se coaliser pour réclamer auprès des détenteurs du pouvoir, des mesures propres à assurer la conservation des anciennes minutes. Chaque année de retard amène des destructions on ne peut plus regrettables ; inutile de dire en quelles façons !*

Et il ajoutait, en me demandant de me faire l'écho de son vif désir de voir adopter des mesures efficaces, que le congrès de Montpellier lui paraissait pouvoir aider puissamment à cet heureux résultat.

Sans partager tout à fait cette confiance, je cède à sa demande, d'autant plus qu'il nous montre un espoir d'application de mesures analogues à celles que propose M. le président Cauvet, et quoique

cette appréciation ait été faite dans les meilleures conditions possibles, cette expérience ne fait que donner la preuve que sans des mesures générales et sans l'intervention des pouvoirs publics, les initiatives individuelles et isolées, même secondées par la bienveillance et l'autorité morale des administrations locales, ne sauraient aboutir à un résultat sérieux. Un autre motif m'y engage, et vous ne le désapprouverez certainement pas : c'est que lorsqu'un érudit laborieux a fait dans l'obscurité de la province de persévérants efforts pour un but aussi louable et dont la réalisation serait aussi désirable, il est bien juste que les amis de l'érudition et de la science lui en sachent gré et que son labeur trouve dans leur approbation une légitime récompense.

Cette tentative, qui me paraît mériter d'être connue de la Société Bibliographique, a été faite dans le département de l'Aveyron, par l'archiviste départemental, aujourd'hui en retraite. M. Henri Affre, qui porte le nom du glorieux archevêque de Paris, dont il est le parent, après avoir longtemps étudié cette question, demanda et obtint le concours de l'autorité départementale. Une circulaire rédigée par lui-même avec beaucoup de soin, fut adressée par le Préfet à tous les notaires du département, pour les inviter à déposer aux archives départementales leurs actes passés avant 1700. On promettait aux déposants qu'il leur serait donné un récépissé détaillé de leur envoi, dont les frais incomberaient au département; une place particulière et nominative serait attribuée à chacun, au dépôt central; l'inventaire des registres ou cahiers déposés serait fait sans retard par l'archiviste et imprimé aux frais du département; enfin, les droits des expéditions demandées et faites par l'archiviste seraient au profit du dépositaire ou de ses successeurs.

Cette circulaire provoqua dans les cinq arrondissements du département, la réunion des chambres des notaires, lesquelles décidèrent que les titulaires seraient libres d'accepter ces propositions et de faire à la préfecture le dépôt de leurs minutes antérieures à l'année 1700.

Malgré cette délibération des chambres notariales, malgré ce qu'avaient de favorable les propositions qui résumaient tous les droits et les intérêts des notaires, et ne mettaient aucun frais à leur charge, douze seulement consentirent à faire le dépôt. C'était quelque chose sans doute, puisque 2500 registres ou cahiers provenant de ces douze

études vinrent grossir le dépôt des archives départementales. Mais qu'était-ce, si on compare le nombre des déposants au nombre total des notaires du département ? 12 sur 141 !

Or, comme il est impossible de donner plus de garanties, ou d'entourer le dépôt de conditions plus favorables qu'on ne l'avait fait, il est permis de conclure que ce n'est pas ainsi qu'on résoudra la question ; qu'il faut peu compter sur des dépôts volontaires et que d'autres mesures s'imposent.

En prenant sa retraite, M. Affre n'a pas renoncé à la lutte ; il a cherché, par de nombreux articles dans les journaux locaux, à prouver l'intérêt qu'aurait pour l'érudition, sans aucun inconvénient pour les notaires, la centralisation de leurs minutes dans un dépôt public. Poursuivant une tâche à laquelle il s'était en quelque sorte voué, il a adressé à la chambre des députés une pétition fortement motivée, dont le dépôt sur le bureau de l'assemblée a été faite par un député de l'Aveyron, en juin 1893. Cette pétition a donné lieu à quelque polémique dans la presse. Pleinement approuvée par le *Petit Journal*, elle a été combattue par la *Revue des Notaires*. La Chambre ne s'est pas prononcée, et la pétition de M. Affre fera probablement un long séjour dans les cartons.

Quoi qu'il en soit, c'est là une question qu'il appartient naturellement à la Société bibliographique d'étudier. Il lui appartient d'en constater l'importance et d'en préparer la solution en démontrant la nécessité de mesures générales pour prévenir la destruction imminente de documents d'une grande valeur. Il lui appartient de créer, autour de cette question, dans le monde des lettrés, des érudits, des chercheurs, une agitation qui finirait peut-être par avoir raison de l'incurie des pouvoirs publics.

En conséquence, nous proposons que le Congrès émette le vœu que toutes les Sociétés savantes se préoccupent de la solution à donner à cette intéressante question et que toutes veuillent bien s'adresser, par voie de pétition, aux pouvoirs publics pour solliciter l'adoption de mesures générales ayant pour but d'assurer la conservation des vieilles minutes notariales.

Ce vœu, proposé par la 2^e section, a été émis par le Congrès.

LES ÉTUDES HISTORIQUES SUR L'ANCIEN LANGUEDOC

PENDANT LA SECONDE MOITIÉ DU XIX^e SIÈCLE

Par M. le Chanoine DOUAIS

PROFESSEUR D'HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE A L'INSTITUT CATHOLIQUE DE TOULOUSE

C'est à l'envi que les érudits, historiens et touristes d'autrefois, comptaient le Languedoc au nombre des plus curieuses provinces de la France.

Il n'a point perdu tout intérêt aux yeux des amis des choses provinciales. La raison en est dans le caractère de ses habitants plus encore que dans sa situation géographique entre deux grands fleuves : la Garonne et le Rhône, entre les Cévennes d'un bleu si intense et la Méditerranée souriante et parée. Il a toujours eu et il garde une tendance à écarter les influences étrangères, à s'en affranchir quand elles y ont pénétré, à rester lui. Aujourd'hui, malgré le nivellement administratif, on peut, avec un peu d'attention, y remarquer, bien qu'à un degré moindre, la persistance de ce même esprit. Et pourtant le Languedoc avait commencé par être une sorte de carrefour des peuples. Les Celtes, les Gaulois, les Romains, les Visigoths, les Francs l'ont successivement conquis, occupé et peuplé. La Septimanie forma même, du sixième siècle jusqu'à Charlemagne, un royaume visigoth à part, avec Narbonne pour ville principale. La province ecclésiastique de Narbonne s'étendit assez loin en Espagne, et c'est jusqu'au quatorzième siècle que Montpellier a appartenu à la couronne d'Aragon et de Majorque. Le comté de Toulouse, gouverné par la maison de Saint-Gilles et qui descendait jusqu'au Rhône, était, au douzième siècle, divisé en un grand nombre de fiefs, parmi lesquels la vicomté de Carcassonne et de Béziers aspirait à la domination ; les Arabes y avaient des possessions et les Juifs y tenaient des écoles florissantes. N'importe. Nonobstant cette rencontre des races, ce morcellement féodal du territoire et ce conflit

des cultes et des intérêts, ou peut-être à cause d'eux, cet esprit d'indépendance ne laissa pas que de naître, de se développer, des'établir au point de devenir un des traits de son caractère propre. Il possédait à la vérité quelques ilots de terres nobles, je veux dire franchises, à telles enseignes qu'après le *Saisimentum* du comté à la mort d'Alphonse de Poitiers, le roi de France se trouva être le vassal des évêques de Toulouse, d'Albi et de Mende. Ce ne fut qu'à force d'habileté et d'énergie, et après des négociations laborieuses, que Philippe le Bel parvint à dénouer à son avantage cette situation anormale pour lui. Seulement la couronne comprit, dès lors, qu'elle devait ménager cette province éloignée du centre ; elle n'y manqua pas, appelant Toulouse la seconde ville du royaume, visitant souvent sa bonne province de Languedoc, se plaisant à faire briller la pompe royale aux yeux de son imagination impressionnable et sincère, et surtout lui accordant des Etats, dont la tenue annuelle, en effet, n'a cessé qu'à la Révolution. Ce qui est la preuve dernière et la plus évidente de cet esprit particulier, je ne dis pas particulariste, que je rappelle ici en notant sa persistance.

J'avais, aussi bien, besoin de le rappeler au début de ce modeste mémoire, pour indiquer tout de suite l'intérêt propre de notre histoire provinciale, son extrême variété et les limites de son domaine, ou plutôt les divers points explorés par les historiens pendant ces dernières années. C'est, en effet, non un catalogue de livres que je présente ici, mais un coup d'œil que je voudrais jeter sur le travail accompli, si, toutefois, je suis capable de condenser en quelques pages rapides les études de plus de cent auteurs. Il me semble que je me serai acquitté de ma tâche si je réussis à montrer quels sont les sujets qui ont été abordés, avec quelle méthode ils ont été traités, et, sous forme de corollaire, ce qui nous reste à faire.

I

Qu'il me soit permis de dire tout d'abord qu'ici je prends le mot *histoire* dans son acception la plus large. Elle est le récit ou l'exposé, d'après les monuments écrits et dignes de foi, des faits ayant pour sujet l'homme vivant en société, que ce récit s'attache à un homme, et alors c'est la biographie ; à une localité, à un monastère, et

alors c'est la monographie communale, monastique ou religieuse ; aux mœurs et aux institutions soit religieuses soit civiles avec l'étude des chartes de coutumes ; soit enfin qu'il embrasse la province entière, l'ensemble des faits et des institutions par lesquels cet homme particulier, ce provincial qui s'appelle le Languedocien, se manifeste, se dresse en pied devant nous. Ainsi, je puis parler tout de suite de la réédition de l'*Histoire générale de Languedoc* par D. de Vic et D. Vaissete, ce chef-d'œuvre d'histoire provinciale, et de sa continuation.

Déjà Dumège, qui avait une curiosité universelle, archéologue d'un sourire gouailleur, érudit en qui l'homme gâta plus d'une fois le savant et restera longtemps une énigme pour le psychologue, Dumège avait donné en dix volumes une réédition de l'*Histoire générale de Languedoc* (1). Il l'enrichit de notes et de dessins assez bons pour l'époque, et de textes nouveaux, mais publiés avec un esprit de fidélité tel que c'est à se demander si l'éditeur les comprenait. Par exemple, la *Chronique romane sur la guerre des albigeois* (2) n'a ni points ni virgules ; et notre formation intellectuelle ne nous a pas encore armés pour lire les écrits sans ponctuation. Les Allemands ne vont pas jusque-là ; le purisme s'arrête, chez quelques-uns du moins, à la suppression des majuscules. Cette insuffisance, et d'autres raisons peut-être décidèrent un éditeur toulousain, estimable autant que courageux, à reprendre l'œuvre de Dumège, mais pour l'asseoir sur une base plus large, avec des spécialistes pour collaborateurs. La réédition de l'*Histoire générale de Languedoc* par M. Privat, aujourd'hui terminée, s'est faite en seize ans (1876-1892) ; elle compte quinze volumes, avec la continuation, depuis 1642 jusqu'en 1789, par M. Roschach ; elle comprend un ensemble de plus de vingt-six mille pages ou colonnes. On y trouve des textes nouveaux, des notes nombreuses, nouvelles aussi, et fort étendues, quelques-unes du moins. Chaque volume a un index. Le tome XV est rempli par les textes épigraphiques dont les principaux dépôts se trouvent à Toulouse, à Nîmes et à Narbonne. Le *Corpus inscriptionum* d'Hirschfeld a donné ces mêmes textes, mais avec une sûreté de main simplement admirable. Le *Bulletin épigraphique* de M. Allmer les a publiés

(1) 1a-4e, Toulouse, Paya, 1840-1846.

(2) T. V, *Preuves des additions et notes*, 107-155.

avec un commentaire, et quelques-uns se trouvent dans l'*Épigraphie pyrénéenne* du si regretté Julien Sacaze.

Puisque je viens de toucher aux textes, on comprendra que j'en finisse tout de suite avec cette partie, qui est la plus aride de mon sujet. Comme textes se rapportant de quelque façon à l'histoire générale de la province religieuse ou civile, je signalerai, d'après l'ordre chronologique des faits, la *Chanson de la croisade contre les albigeois*, publiée par M. Paul Meyer, texte d'un grand prix, puisqu'il est direct.

Puis, je nommerai mon édition des *Acta capitulorum provincialium* des frères Prêcheurs, treizième siècle, Italie, Espagne, et première province de Provence (1), laquelle s'étendait depuis Bordeaux et Bayonne jusqu'à la Méditerranée, avec Limoges, le Puy, Valence et Nice pour limites au nord, à l'est et au sud-est. C'est un texte que l'éditeur regarde comme hors de pair pour l'histoire des ordres mendiants et aussi pour juger l'étendue du rôle et de l'influence des frères Prêcheurs dans notre province agitée par l'hérésie néo-dualiste ; car on sait que ces religieux eurent l'idée la plus nette, en même temps que le très vif sentiment, de l'ordre chrétien avec l'orthodoxie pour base et le principat politique du pape pour couronnement nécessaire. Sa Sainteté le pape Léon XIII a daigné accepter la dédicace de ce volume *per modum inscriptionis* et l'a honoré d'un bref spécial.

Je signalerai ensuite la *Correspondance administrative d'Alfonse de Poitiers* (2), publiée par M. Aug. Molinier, dont le tome I^{er} a paru, il y a quelques mois à peine. Cette correspondance, est-il besoin de le dire ? déborde sur le cadre du Languedoc ; mais toute la partie qui est relative à Toulouse regarde directement la province et traite de questions administratives qui, pour se présenter à l'occasion de cas particuliers, indiquent dans quel esprit les intérêts généraux du comté étaient réglés. De même les *Lettres inédites de Philippe le Bel*, publiées par M. Baudouin (3), archiviste de la Haute-Garonne, entrent dans la trame de l'histoire administrative de la province,

(1) In-8°, Toulouse, Privat, 1895. CXX — 910 pag.

(2) In-4°, Paris, imprimerie nationale, 1894.

(3) In-8°, Paris, Champion, 1887. Cf. *Les actes de Philippe-le-Bel relatifs au pays de Gévaudan*, en cours de publication dans le *Bulletin de la Société d'Agriculture de la Lozère*, année 1895. Mende, Privat.

justice, finances, consuls, clergé, relations des évêques avec le roi.

Avec les *Mémoires de Jacques Gaches sur les guerres de religion à Castres et dans le Languedoc* [1555-1560 (1)], publiés pour la première fois par M. Pradel, nous atteignons une période non moins troublée, avec une force en moins pour rétablir l'harmonie sociale, je veux dire l'action politique du pape que l'on dénie sous le fallacieux prétexte de la liberté de conscience et que l'on remplace par cette force instable qui s'appelle l'équilibre européen. Ces *Mémoires* d'un huguenot contiennent des faits en grand nombre et nous instruisent sur ce que l'on pensait et voulait de l'autre côté ; tandis que les lettres et documents qui remplissent mon volume : *Les guerres de religion en Languedoc d'après les papiers de M. de Fourquevaux* (2), nous disent de quel œil, des hommes comme Montmorency-Damville, Joyeuse, Fourquevaux, envisageaient la situation, comment ils comptaient franchir cette passe difficile. D'autre part, les Etats des diocèses de Saint-Papoul, de Narbonne, de Castres et de Montpellier en 1573, que le même fonds m'a fournis, précisent le point où en étaient les choses, disent jusqu'où le désordre et la confusion étaient descendus avant et après la date sinistre de la Saint Barthélemy (3). Enfin, les *Documents inédits sur l'histoire du Languedoc et de la Rochelle après la Saint-Barthélemy*, publiés par M. Jean Loutchitzki (4), fournissent des pièces concordantes et confirment les témoignages venus de différents points de l'horizon languedocien. M. Paul Le Blanc nous a donné le *Journal de J. Baudoin sur les grands jours de Languedoc* [1666-1667] (5). Plus près de nous, je ne puis manquer de remarquer l'intéressant et parfois piquant travail de M. C. Joret : *Basville et l'épiscopat de Languedoc*, ou recueil de pièces d'une lecture attachante et que l'auteur a fait précéder d'une notice destinée à orienter le lecteur.

Comme textes particuliers, il convient de distinguer tout de suite

(1) In-8°, Paris, Fischbacher, 1879.

(2) In-8°, Toulouse, Privat, 1892.

(3) *Etat du diocèse de Saint-Papoul et sénéchaussée du Languedoc en 1573*. In-8°, Toulouse, Privat, 1890. — *Mémoires ou rapports inédits sur l'état du clergé de la noblesse, de la justice et du peuple dans les diocèses de Narbonne, de Montpellier et de Castres en 1573*. In-8°, Toulouse, Privat, 1891.

(4) In-8°, Paris, 1873.

(5) In-8°, Paris, 1871.

le *Bullaire de l'abbaye de Saint-Gilles*, par M. Goiffon (1), le *Cartulaire du chapitre de l'église cathédrale Notre-Dame de Nîmes*, par M. Germer-Durand (2), et le *Liber instrumentorum memorialium*, ou *Cartulaire des Guillems de Montpellier* (3), vaste collection de textes locaux du dixième au treizième siècles, qui eût plus dignement encore couronné la carrière scientifique de M. Germain si la mort ne l'eût empêché de mettre la dernière main à l'introduction et de dresser l'index. A l'autre extrémité de la province, le *Cartulaire des Templiers de Vaour* (4) présente un intérêt surtout philologique. Mais, tandis que les *Mélanges sur Saint-Sernin de Toulouse* (5), nous montrent, par exemple, le pape Alexandre III venant chercher des secours auprès de la célèbre abbaye à l'origine même de sa lutte contre Frédéric Barberousse, son *Cartulaire* (6), qui contient plus de huit cents pièces du IX^m au XII^m siècle, nous la présente dans ses rapports avec le nord du comté de Toulouse ; à son tour, elle nous fait entrevoir les rapports de celui-ci avec l'autre versant des Pyrénées. Alors, bien plus qu'au XVII^m siècle, il eût été vrai de dire qu'il n'y avait point de Pyrénées. Non seulement l'abbaye donna à Barbastro, dans la personne du chanoine Raymond, un évêque qui fut un saint, mais encore elle organisa et soutint pour sa bonne part, dans la Navarre espagnole, la défense contre les Maures, et les Navarrais, reconnaissants et dévôts à son saint patron, firent en sa faveur de riches fondations. Saint Pierre Nolasque, originaire du Mas-Saintes-Puelles, dans l'Aude, alla à Barcelone fonder l'ordre de la Merci, tandis que Prouille, dans le voisinage du Mas-Saintes-Puelles, était le berceau de l'ordre des frères Prêcheurs, fondé par saint Dominique, espagnol, et qu'à Toulouse s'ouvrait leur premier couvent. Sans oublier les sympathies profondes de Pierre d'Aragon à Toulouse, au commencement du XIII^m siècle, et vers la fin de ce même siècle les soulèvements en faveur de l'Aragon, de Carcassonne et d'Albi, par les soins du Montpelliérain Bernard Délicieux, qui, à la

(1) In-8°, Nîmes, 1882.

(2) In-8°, Nîmes, 1875.

(3) In-4°, Montpellier, 1884-1886.

(4) Publié par MM. Portal et Cabié. In-8°, Toulouse, Privat, 1894.

(5) In-8°, Toulouse, Privat, 1894.

(6) In-4°. Paris, Picard, 1887.

vérité, n'était qu'un Spartacus égaré dans les cloîtres franciscains.

Ces textes, on le voit, sont tous dans un rapport étroit avec l'histoire intime de la province, qui eut trop de sens pour travailler avec persévérance à se séparer de la couronne, bien qu'elle éprouvât un vrai chagrin de voir s'implanter chez elle, sous l'égide de la royauté, la prépondérance de la civilisation du Nord. C'était d'ailleurs sa tradition d'être et de rester française. A l'origine de la monarchie, saint Germier, évêque de Toulouse, n'avait-il pas été, par ses excellentes relations avec Clovis et son amitié pour saint Remi, le promoteur et le soutien de la politique franque, qui, aussi bien, tendait à écarter l'arianisme (1) ? L'abbaye de Saint-Sernin fortifia cette tradition le jour où, prise par Charlemagne, pendant ses opérations militaires contre les Maures d'Espagne, comme un sûr séjour et son lieu de repos, elle devint une pure terre franque. Et six siècles plus tard, le duc d'Anjou put s'appuyer sur Toulouse pour engager une action intelligente et efficace contre les armes anglaises.

Mais ceci est presque une digression ; encore un peu j'allais oublier de nommer le *Livre vert de l'archevêché de Narbonne*, publié par M. Laurent, alors archiviste de l'Aude (2), document qui dénomme les possessions ou droits domaniaux et revenus de l'archevêché de Narbonne dans près de cent églises ou communautés au quatorzième siècle. Avec cette pièce d'origine ecclésiastique, nous voyons poindre les questions économiques ; de même, dans le *Synodal* de Lodève, édité, en 1325, par Bernard Gui, qui imposa la consommation des denrées sur place (3), texte dont à la vérité l'intérêt est plus large, puisqu'il s'étend à l'ancien diocèse de Lodève, son organisation et ses paroisses. Du moins on ne reprochera pas aux *Livres de comptes des frères Bonis, marchands montalbanais du quatorzième siècle* (4), de ne pas offrir un intérêt strictement économique. Il est vraiment puissant.

(1) Voy. Douais, *Saint Germier, évêque de Toulouse : examen critique de sa vie*. In-8°, Paris, 1889.

(2) In-8°, Paris, Picard, 1886.

(3) Douais, *Un nouvel écrit de Bernard Gui ; le Synodal de Lodève*. In-8°, Paris Picard, 1894.

(4) Publiés par M. Forestié pour les Archives historiques de Gascogne. 3 vol. in-8°, Paris et Auch, 1890-1894.

Il permet d'apprécier la valeur des choses marchandes, les conditions du travail sur la glèbe avec le prix des journées, les variations monétaires, etc., etc., dans les régions de la moyenne Garonne. Le *Livre de comptes de Jacme Olivier, marchand Narbonnais du quatorzième siècle*, dont le premier fascicule paraît au moment où j'écris ces lignes par les soins de M. A. Blanc, nous donnera les mêmes informations pour le bas Languedoc.

Si des textes je passe aux travaux ou exposés historiques proprement dits, j'aurai encore beaucoup plus à dire, que je m'attache à l'histoire d'ensemble de notre province ou à tel point particulier ou monographie. Déjà Boutaric, dans ses études sur les *Institutions militaires de la France*, sur *la France sous Philippe le Bel*, sur *saint Louis et Alphonse de Poitiers* (1), avait dû plus d'une fois aborder non seulement les divers départements de l'administration, mais encore la croisade des albigeois. De même, M. Paul Fournier, dans son excellent volume : *Le royaume d'Arles et de Vienne (1138-1378)* (2), ne s'est pas fait faute d'y toucher : car il avait à montrer comment, vers 1234, Frédéric II, précédemment hostile au comte de Toulouse, se rapprocha de lui, amené qu'il fut à se faire le protecteur de tous les adversaires du clergé. Le savant livre de M. Elie Berger : *Saint Louis et Innocent IV* (3), suggère une remarque analogue ; car nous y voyons Raymond VII, non seulement désigné par ses relations avec Frédéric II pour le rôle de médiateur entre l'empereur et le pape, mais encore se portant à son rôle avec l'espoir secret de reprendre sa terre après s'être tout à fait réconcilié avec l'Eglise et avoir obtenu pour son père la sépulture ecclésiastique. Moi-même, avant ces historiens de haut vol, je n'avais pas craint d'aborder — tout le monde sait dans quel but — la double question de l'origine historique du néo-dualisme et des causes de sa propagation dans le comté de Toulouse (4), œuvre de jeunesse, dont je ne parle ici que pour mémoire et pour exprimer mon vif désir de la reprendre un jour. M. Tamizey de Laroque avait auparavant discuté l'authenticité de la parole attribuée au légat, lors du sac de Béziers : *Tuez-les tous ; Dieu reconnaitra les siens*,

(1) In-8°, Paris, Plon, 1870.

(2) In-8°, Paris, Picard 1891.

(3) In-8°, Paris, Thorin 1893.

(4) *Les albigeois*. In-8°, Paris, Poussielgue, 1879.

et il avait conclu à la négative. Postérieurement, je donnais le récit du siège de Carcassonne, 1^{re}-15 août 1209 (1), l'exposé historique de la soumission de la vicomté de Carcassonne par Simon de Montfort (2), et une appréciation sur la conduite de l'Eglise dans cette grosse affaire, sous le titre : *L'Eglise et la croisade contre les albigeois* (3).

Mais je ne m'aperçois que trop que je glisse complaisamment dans le particulier alors que le général est loin d'être épuisé, si j'entends ici par général ce qui s'applique au Languedoc tout entier ou à une partie notable de cette province. C'est d'abord le volume attachant et distingué, que tout le monde a lu, de M. Lenthéric : *Les villes mortes du golfe de Lyon* (4). C'est ensuite l'étude savante, fouillée et richement documentée de M. Lecoy de la Marche : *Les relations politiques de la France avec le royaume de Majorque (îles Baléares, Roussillon, Montpellier, etc.)* (5), dont il sera utile de rapprocher l'ouvrage antérieur de M. Ch. de Tourtoulon : *Jacme I^{er} le Conquérant* (6), car il montre en plus d'un endroit quels étaient les rapports politiques, religieux ou même sociaux du comté de Toulouse avec l'Aragon.

C'est encore *La taille en Languedoc de 1450 à 1515*, par M. Spont (7), où l'on voit que « de 1450 à 1505, la seule période de paix financière furent les dix dernières années du règne de Charles VII », et le complément de cette étude par M. Dognon (8) ; *L'Équivalent en Languedoc de 1450 à 1515*, par le même auteur (9), qui montre que l'équivalent, « institué par Charles VII, en 1443, traversa, dans les vingt premières années de son existence, deux phases critiques (1443-1455 et 1463-1464) ; mais le Languedoc comprit en fin de compte que cet impôt était plus équitable et plus léger que la taille ; » — *La gabelle du sel en Languedoc au quinzième siècle*, par M. Spont encore (10), qui s'est fait une spécialité de ces questions d'impôts. Je ne voudrais

(1) In-8°, Paris, Palmé, 1882.

(2) In-8°, Paris, Picard, 1884.

(3) In-8°, Lyon, Waltener, 1882.

(4) In-12, Paris, Plon, 1876.

(5) 2 vol, in-8°, Paris, Leroux, 1892.

(6) 2 vol, in-8°, Montpellier, 1863.

(7) Dans les *Annales du Midi*, t. II (1890), pp. 365-384, pp. 478-513.

(8) *Ibid.*, t. III (1891), pp. 340-365.

(9) *Ibid.*, t. III (1891), pp. 232-253.

(10) *Ibid.*, t. III (1891), pp. 427-481.

pas oublier la solide étude de M. Thomas : *Le Midi et les Etats généraux sous Charles VII* (1), où l'on voit, par exemple, « une différence profonde entre le Languedoc et le Rouergue, au point de vue de la représentation. » Et je note : *Les insurrections de Tuchins dans les pays de langue d'oc vers 1382-1384*, par M. Portal, archiviste du Tarn (2), et la thèse de M. E. Petit : *De Tuchinorum rebellione in vicaria Nemausi* (3), gens sans aveu, qu'on s'est plu à louer comme ayant voulu rétablir l'antique liberté de leur pays, mais dont le chef, « Pierre de la Bruyère, ordonnait de mettre à mort quiconque serait trouvé sur les routes n'ayant pas les mains calleuses et un extérieur à l'avenant. » Le volume de M. L. Gachon : *Les Etats de Languedoc et l'Edit de Béziers* (1632) (4) apporte une première contribution à l'histoire des Etats. L'*Essai sur l'histoire administrative du Languedoc pendant l'intendance de Basville* (1685-1707), par M. Monin (5), présente, à propos de Basville, qui, à la vérité, est l'objet propre du livre, des données utiles sur l'institution elle-même de l'intendance et les attributions de l'intendant, en même temps que les attributions respectives des Etats, de la Cour des comptes, aides et finances, et leur fonctionnement régulier, sans oublier l'organisation financière, les impositions directes, leur nature et leur destination, les fermes, l'agriculture et les travaux publics. Précédemment, M. le vicomte de Carrière s'était occupé des *Officiers de l'Etat de la province de Languedoc* (6), et M. Pierre Gariel des *Gouverneurs du Languedoc* (7).

Que, si maintenant nous descendons du domaine de l'administration générale dans celui des mœurs et des transformations sociales au moyen-âge, par exemple, nous reconnaitrons que « peu d'événements de notre histoire nationale ont produit plus de bouleversements dans la condition des personnes que la guerre des albigeois, ce grand drame du treizième siècle, qui amoncela tant de ruines entre le

(1) *Annales du Midi*, t. I^{er} (1889), pp. 289-315 ; t. IV (1892), pp. 1-24.

(2) *Ibid.*, t. IV (1892), pp. 433-474.

(3) In-8°, Paris, 1887.

(4) In-8°, Paris, Hachette, 1887.

(5) In-8°, Paris, Hachette, 1884.

(6) In-8°, Paris, 1865.

(7) In-8°, Paris, 1874. M. Astre a publié : *De l'administration publique en Languedoc avant 1789*, in-8°, Toulouse, 1874 ; *Les Intendants du Languedoc*, in-8°, Toulouse, 1868.

Rhône et les Pyrénées, et qui ébranla si profondément l'imagination méridionale. » Et ici je salue avec bonheur *La conquête d'albigeois*, par M. Roschach (1). C'est une fort jolie page, une agréable peinture de mœurs encadrée dans les horizons du haut Languedoc et de la Palestine, que l'artiste fait revivre. Il est vrai qu'il ne présente qu'une époque à son lecteur, mais à un moment décisif ; et cette circonstance donne à ce livre, si lumineux d'ailleurs, une grande portée. Ceux qui cherchent des tableaux d'ensemble quant à l'espace et au temps trouveront une vue d'à peu près dans le volume de M. Dubois : *Languedoc et Provence depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours* (2).

Si des livres ayant de quelque façon une portée générale nous passons aux monographies, nous en relèverons de plus d'une sorte : monographies de choses, exemple : *Etudes sur les sépultures barbares du midi et de l'ouest de la France*, par M. Barrière-Flavy (3) ; — monographies de grandes villes ou d'institutions, exemples : *Essais sur les villes fondées dans le sud-ouest de la France au treizième et au quatorzième siècles sous le nom générique de bastides*, par M. Curie Seimbres (4) ; *Recherches sur le régime municipal dans le midi de la France au moyen-âge*, par M. Léon Clos (5) ; *Petits états d'Albigeois ou assemblées du diocèse d'Albi*, par M. Elie Rossignol (6) ; *Assemblées du diocèse de Castres*, par le même (7) ; — monographies d'époque, exemples : *Histoire de la Révolution française dans le pays de Foix et dans l'Ariège*, par Paul de Castéras (8) ; *le Département du Tarn pendant la Révolution*, par M. Elie Rossignol, avec *les Prêtres du département du Tarn persécutés pendant la Révolution*, par le même (9) ; *l'Histoire religieuse du département de l'Hérault pendant la Révolution*, par M. le chanoine Saurel (10) ; *Béziers pendant la*

(1) In-12, Paris, Ollendorf, 1890.

(2) In-8°, Rouen, Mégard, 1874.

(3) In-4°, Toulouse, Privat, 1892.

(4) In-8°, Toulouse, Privat, 1880.

(5) In-4°, Paris, 1853.

(6) In-8°, Paris, Dumoulin, 1875.

(7) In-8°, Toulouse, Chauvin, 1878.

(8) In-8°, Paris, Thorin, 1876.

(9) In-8°, Albi, Amalric, 1894.

(10) 3 vol. in-8°, Montpellier, 1894-1895.

Révolution, par M. Antonin Soucaille (1); — monographies de groupes de personnes, exemples : *Les Juifs du Languedoc antérieurement au quatorzième siècle*, par M. Saige (2); *l'Armorial de la noblesse de Languedoc, généralité de Montpellier*, par M. Louis de la Roque (3), et aussi des généalogies, comme celles de la famille, désormais illustre à Montpellier, de Rovérié de Cabrières, et de la famille de Bourg, à Toulouse; — monographie ou histoire de famille, exemple : *Histoire des ducs d'Uzès*, par M. Lionel d'Albiousse (4); — enfin, monographies communales.

Et ici, pour exposer convenablement le bilan du travail fait, il faudrait distinguer beaucoup. Ces monographies se distribuent en groupes et en unités. Les groupes, à leur tour, embrassent soit un département, exemple : *Documents historiques sur le Tarn-et-Garonne*, par le regretté M. Moulenq (5); soit un arrondissement, exemple : *Cartulaire et Archives des communes de l'ancien diocèse et l'arrondissement administratif de Carcassonne*, par M. Mahul, ancien préfet de l'Aude (6); *Monographies communales ou étude statistique, historique et monumentale du département du Tarn; première partie : arrondissement de Gaillac* (7), par M. Rossignol; soit un ancien diocèse ou division féodale, exemple : *le Comté de Razès et le diocèse d'Alet*, par M. Louis Fédié (8); soit un canton actuel, exemple : *le canton de Raujan (Hérault)*, par M. Fabre (9). Chacun de ces ouvrages contient des notices communales quelquefois développées, le plus souvent documentées, toujours arrêtées dans leur cadre.

Les unités se distinguent entre elles par leur importance respective et surtout, à notre point de vue, par l'ampleur que leurs auteurs leur ont donnée. Par exemple, M. Germain, indépendamment des nombreux mémoires académiques qu'il a consacrés à Montpellier et qui, pendant de longues années, ont alimenté le recueil de la Société

(1) In-8°, Béziers, 1894.

(2) In-8°, Paris, Picard, 1881.

(3) 2 vol. in-8°, Paris, Didot, 1850.

(4) Paris, Champion, 1887.

(5) 4 vol. in-8°, Montauban, 1879-1894.

(6) 6 vol. in-4°, Paris, Dumoulin, 1857-1882.

(7) 4 vol. in-8°, Toulouse, Delboy, 1864-1866.

(8) In-8°, Carcassonne, Lajoux, 1880.

(9) In-8°, Montpellier, 1895.

archéologique et celui de l'Académie de cette ville, a écrit son histoire en 5 volumes : *Histoire de la commune de Montpellier*, 3 volumes (1) ; *Histoire du commerce de Montpellier, antérieurement à l'ouverture du port de Cette* (2), 2 volumes, avec force pièces justificatives. M. J. de Lahondès, le savant et aimable président de la Société archéologique du midi de la France, a consacré deux volumes aux *Annales de la petite ville de Pamiers* (3) et M. Eyssette, à Beaucaire (4). M. Frédéric Fabrége, sous le titre : *Histoire de Maguelone*, en 3 volumes in-4° (5), écrit une monographie monumentale, à vastes proportions et d'une ordonnance savante ; elle contiendra presque l'histoire de la province, puisqu'elle en exposera les faits principaux.

Maintenant, on le comprendra sans peine, les monographies communales en un seul volume ou même en une modeste brochure sont les plus nombreuses, et c'est pour cela qu'ici je passe rapidement, nommant à titre d'exemples : *Notice sur la ville et le pays de Pamiers*, par M. Ourgaud (6) ; *Monographie de la ville d'Ax*, par M. Marcaillhou-d'Aymeric (7) ; *Notice historique sur Sorèze et les environs*, par M. T. A. C. (8) ; *Seigneurs et Consuls de Lasgraïsses*, par M. Mazens (9) ; *Lescure*, par M. l'abbé Graulhe (10) ; *Histoire de la baronnie de Merville*, par M. l'abbé Larondo (11) ; *Histoire de Saint-Julia*, par M. l'abbé Aragon (12) ; *Histoire populaire de Fontès*, par M. l'abbé Bigot-Valentin (13) ; *Histoire de la ville de Roujan*, par M. Crouzat (14) ; *Notice sur la ville de Lunel au moyen-âge*, par M. l'abbé Rouet (15) ;

(1) Montpellier, Martel, 1851.

(2) Montpellier, Martel, 1861.

(3) *Annales de Pamiers*, 2 vol. in-8°. Toulouse, Privat, 1885.

(4) *Histoire de Beaucaire, depuis le treizième siècle jusqu'à la Révolution de 1789* ; 2 vol. in-8°, 1867.

(5) Le tome 1^{er}, seul paru. Paris, Picard, 1894.

(6) In-8°, Paris, 1885.

(7) In-12, Toulouse, 1886.

(8) In-8°, Toulouse, 1882.

(9) In-8°, Toulouse, 1884.

(10) In-8°, Paris, Picard, 1882.

(11) In-8°, Paris, Picard, 1890.

(12) In-8°, Toulouse, Privat, 1891.

(13) In-12, Montpellier, 1876.

(14) In-8°, Béziers, 1860.

(15) In 8°, Montpellier, 1878.

Mémoires sur le port d'Aigues-Mortes, par M. Pagezy (1); *Recherches historiques sur la ville d'Alais* (2); *Histoire du pays de Kercorb et de la commune de Rivel*, par M. Pont (3); *Recherches historiques sur la ville d'Alet et son ancien diocèse*, par M. Lasserre (4); *Histoire de la ville et de la chatellenie de Saverdun, dans l'ancien comté de Foix*, par M. Barrière-Flavy (5); *La baronnie de Miglos*, par le même (6); *Recherches historiques sur l'île de Cette*, par M. Bonnet (7), etc., etc.

Il y a ensuite les monographies et l'histoire monastiques : *Fontfroide*, par M. Cauvet (8); *L'ancienne abbaye de Caune*, par M. Béziat (9); *L'Histoire du grand prieuré de Toulouse*, par M. Du Bourg (10); *L'albigéisme et les frères Prêcheurs à Narbonne au treizième siècle*; *Saint-Guilhem-du-Désert*, par M. Vinas (11); les études du P. Appolinaire sur les Capucins en Languedoc, leur établissement et leur conduite pendant les périodes de peste et la Révolution.

Il y a encore les monographies paroissiales : *La paroisse Saint-Denis de Montpellier*, par M^{lle} L. Guiraud (12), qui a montré par d'autres savants travaux la plus solide érudition unie à une rare fermeté de plume (13); *La Dalbade de Toulouse*, par M. l'abbé Julien (14); *Saint-Paul de Narbonne*, par M. l'abbé Sabarthès (15).

Il faut nommer aussi les monographies d'églises : *Sainte-Cécile*

(1) In-8°, Paris, Hachette, 1879.

(2) In-8°, Alais, 1860.

(3) In-8°, Paris, Dumoulin.

(4) In-8°, Carcassonne, 1877.

(5) In-8°, Toulouse, Privat, 1890.

(6) In-8°, Toulouse, Chauvin, 1894.

(7) In-8°, Montpellier, Firmin et Montane, 1894.

(8) In-8°, Montpellier, Seguin, 1875.

(9) In-12, 1880.

(10) In-8°, Toulouse, 1883.

(11) In-12, Montpellier, 1875.

(12) In-8°, Montpellier, Calas, 1887.

(13) *Histoire du culte et des miracles de Notre-Dame-des-Tables*, In-12, Montpellier, 1885. — *Notre-Dame-de Montaiqu, dite de la Citadelle à Montpellier*. In-12, Montpellier, 1886. — *Le Collège des douze médecins ou Collège de Mende*. In-8°, Montpellier, 1889. — *Le Collège Saint-Benoit*. In-8°, Montpellier, 1890. — *Le Monastère Saint-Benoit*. In-8°, Montpellier, 1891.

(14) In-8°, Toulouse, Privat, 1891.

(15) In-8°, Narbonne, 1893.

d'Albi, par M. Crozes (1); *Saint-Etienne de Toulouse*, par M. J. de Lahondès (2); *La Chapelle du Grand Séminaire de Toulouse*, par un prêtre de Saint-Sulpice (3), etc.; — les monographies épiscopales ou des évêques d'un même siège : *Caulet, réformateur des chapitres de Foix et de Pamiers*, par M. Doublet (4); *Les Evêques de Béziers*, par M. Sabatier (5); *Les Evêques de Montpellier*, par M. Fisquet; *Les Evêques et Archevêques d'Albi*, par M. Crozes (6); *Les Evêques de Lavaur*, par M. Cazes (dans l'*Albia christiana*); *Les Evêques et Archevêques de Toulouse*, par M. Cayre; *Maguelone sous ses Evêques*, par M. Germain, et les autres études de cet érudit sur cette ville épiscopale, notamment le *Catalogus episcoporum Magalonensium*, d'Arnaud de Verdale (7); *La province de Narbonne*, par M. l'abbé Duchesne (8).

Ici je touche à la biographie et à l'hagiographie; et sans me permettre de réflexions, car le temps presse, je nomme le *Cartulaire ou Histoire diplomatique de saint Dominique*, par le P. Balme (9); la savante notice du P. Ehrle sur Pierre Jean d'Olive, de Sérignan, *Bernard Délicieux*, par M. Hauréau (10); *Saint Jean-François Régis*, par le P. Cros (11); *François Bosquet*, par M. l'abbé Henry (12); *Pellisson*, par M. Marcou (13); *Mgr de Nicolai*, dernier évêque de Béziers, par M. Fabregat; *Mgr Fournier*, par M. Saurel, etc., etc.; les *Prélats originaires du département de Tarn-et-Garonne*, par MM. Forestié et Galabert, qui paraît au moment où j'écris.

Enfin, pour clore cette énumération des travaux historiques, je me corrige moi-même, car c'est parler trop tard des publications de

(1) In-12, Toulouse, Delboy, 1873.

(2) In-8°, Toulouse, Privat, 1889.

(3) In-8°, Toulouse, Privat, 1893.

(4) In-8°, Foix, 1895.

(5) In-8°, Béziers, Carrière, 1854.

(6) In-12, Toulouse, Delboy, 1878.

(7) In-4°, Montpellier, 1881.

(8) Dans les *Fastes épiscopaux*, I, 289. In-8°, Paris, 1894.

(9) In-8°, Paris, bureaux de l'*Année Dominicaine*, 1889-1893.

(10) In-12, Paris, Hachette, 1880.

(11) In-8°, Toulouse, 1894.

(12) In-8°, Paris 1889.

(13) In-8°, Paris, Didier, 1859.

géographie historique, comme la *Géographie historique de la province de Languedoc au moyen-âge*, par M. Aug. Molinier (1), le *Dictionnaire topographique, statistique et historique de Nîmes*, par M. l'abbé Goiffon (2); *Le département du Tarn*, par M. Crozes. C'est encore moins ici la place des études sur nos grandes institutions judiciaires : *L'Inquisition dans le Midi de la France*, par M. Ch. Molinier (3), et mes publications sur ce même sujet (4); *La Chambre de l'édit de Languedoc*, par M. Cambon de Lavalette (5); *Nos premiers présidents*, par M. Amilhou (6); *Le Parlement de Toulouse*, par M. Dubédat (7); *La fin du Parlement de Toulouse*, par M. Duboul (8).

Il faudrait encore, pour ne pas être trop incomplet, parler des nombreux travaux d'histoire locale, articles, mémoires ou simples notes qui remplissent les recueils des sociétés savantes des départements compris dans les limites de l'ancien Languedoc. Le relevé en a été fait et on le trouvera dans la *Bibliographie des travaux historiques et archéologiques publiés par les sociétés savantes de la France*, dont le dernier fascicule ne tardera pas à paraître. J'y renvoie, me bornant à cette remarque, suffisante ici, qu'il n'y a pas un seul de ces recueils qui ne pénétre à peu près dans tous les siècles historiques de notre ancienne province. Et je conclus cette première partie de mon mémoire (9).

Tel est, en effet, à peu de choses près, je ne dis pas l'état, unité par unité, des publications historiques sur l'ancien Languedoc, mais l'indication sommaire, avec des exemples à l'appui, des points principaux de notre histoire provinciale qui ont été abordés ou traités pendant ces dernières années. Il me semble que nous avons touché à

(1) Dans l'*Hist. gén. de Lang.*, tom. XII.

(2) In-8°, Nîmes, 1881.

(3) In-8°, Toulouse, Privat, 1880.

(4) *Practica Inquisitionis heretice pravitatis, auctore Bernardo Guidonis*, in-4°, Paris, Picard, 1886. — *Les Hérétiques du Midi au treizième siècle*, in-8°, Toulouse, Privat, 1891. — *L'Inquisition en Roussillon*, in-8°, Toulouse, Privat, 1892.

(5) In-8°, Paris, Fischbacher, 1872.

(6) In-8°, Toulouse, 1885.

(7) 2 vol. in-8°, Paris, Rousseau, 1885.

(8) Toulouse, Tardieu, 1890.

(9) In-4°, Paris, imprimerie Nationale, 1885-1892.

tout : textes de toute nature, généraux et particuliers ; histoire générale de la province, finances, impôts, états, intendance, mœurs, justice, clergé ; monographies communales, monastiques, monumentales, géographie historique. Des rééditions d'œuvres historiques, sans compter l'*Histoire générale de Languedoc*, ont même été faites : l'*Histoire de Montpellier*, de Grefeuille ; les *Antiquités de Castres*, de Borel ; les *Coutumes de Toulouse*, par les soins de M. Tardif (1) ; le *Mémorial historique*, de Jacques de Lescazes, par M. Pasquier, archiviste de l'Ariège (2).

On remplirait une bibliothèque avec tout ce que nous avons produit.

Nous avons donc travaillé. Que vaut notre travail ?

II

Ici, je l'avoue, je sens la tâche me peser quelque peu ; car, à l'impartialité, il faudrait joindre une compétence universelle, et il y a quelque ridicule à émettre un avis sur les sujets d'histoire les plus divers, qui demanderaient chacun, pour en porter une juste appréciation, une étude serrée, spéciale et approfondie. C'est, au surplus, un devoir de ne pas cacher la vérité, surtout quand on cause entre soi. Je la dirai telle que je la sens. Pourquoi jeter un voile sur nos défauts ou nos défaillances dans la poursuite d'études portant sur plus de dix siècles et où il est impossible d'atteindre à l'impeccabilité ? Car elles exigent une attention soutenue, une vue exacte de choses disparues et complexes, se déroband parfois même à la prise la plus énergique, une critique sage autant qu'éclairée, en un mot les plus grandes qualités d'esprit.

Quant aux textes d'abord et aux documents, ils ont été préparés dans un grand esprit de fidélité. Et, vraiment, on ne saurait, sans manquer gravement, s'en écarter. Plus les études historiques progressent, plus le sentiment de la fidélité la plus rigoureuse devient vif et s'affirme ; elle est une règle. Mais, je le dis tout de suite, si nous reconnaissons qu'elle doit gouverner toute publication de

(1) In-8°, Paris, Picard, 1884.

(2) In-8°, Toulouse, Privat, 1894.

textes, nous n'avons pas toujours été irréprochables. On a constaté des défaillances dans les textes épigraphiques, dans les cartulaires des anciennes Universités de Toulouse et de Montpellier, qui ont été préparés à la hâte, et même dans la brochure, fort savante d'ailleurs et utile, que le R. P. Denifle a écrite pour relever les inadvertances et les oublis de M. Marcel Fournier et où il a publié des documents nouveaux (1) ; ce n'est pas l'ouvrage *omnibus punctis absolutissimum* que nous admirons dans le *Chartularium Universitatis Parisiensis*, un vrai chef-d'œuvre. Cependant nous avons évité les accidents trop graves ; et nos documents, tant ceux qui sont donnés sous forme de pièces justificatives que ceux qui font l'objet de publications spéciales, sont en général assez bien établis. On reconnaîtra, je pense, que nous avons fait des progrès ; que là où il n'y a pas précipitation, nous allons *de bono in melius*. Ailleurs, on se plaint parfois que les publications de textes encombrant la table des travailleurs ; chez nous, malgré les apparences, elles ont le tort d'être trop rares, vu la valeur et le nombre des documents de toute nature que nous laissons dormir en paix dans nos archives. A la vérité, c'est un labeur intense et une entreprise des plus délicates. Même le texte le plus simple et le plus clair en apparence demande une extrême attention, d'autant que la philologie, science récente, joue dans sa publication, à titre de guide, un rôle nécessaire, et que la paléographie, non moins nécessaire, n'est pas encore sortie du cercle étroit des archivistes et des professeurs ; et la lecture des textes ne se devine pas, elle s'apprend. Je vois des amateurs ; ils ont rendu des services, ils en rendront encore ; mais il nous faut des spécialistes, ou, si l'on aime mieux cette formule et je la préfère, des amateurs savants. Dans notre province, où l'imagination et le sentiment prédominent sur les facultés rationnelles, on n'accorde pas encore à l'érudition proprement dite toute l'estime qu'elle mérite ; nous voyons trop dans la préparation d'un texte une main de manœuvre et non d'ouvrier. Malgré tout, l'érudit reste pour nous un problème, un type. Et cependant, sans cette vaste information que l'on puise dans la lecture directe des textes, comment écrire une seule bonne page d'histoire ?

(1) *Les Universités françaises au moyen âge*. In-8°, Paris, 1894. Cf. Ant. Thomas, *Annales du Midi*, t. iv (1892), p. 568.

En parlant de la sorte, je semble déprécier d'avance les travaux d'histoire qui ont été faits sur l'ancien Languedoc. Au fond, il n'en est rien ; telle n'est pas, en tout cas, ma pensée. On peut regarder comme excellents, et toujours comme utiles en partie, ceux qui ont un rapport étroit avec l'histoire générale de la province, car nous les devons pour la plupart à des historiens de profession. Je sais bien qu'on a signalé dans les notes de la nouvelle édition de *l'Histoire générale de Languedoc*, dans ces notes qui se distinguent par leur ampleur et dont je disais un mot tout à l'heure, on a signalé, dis-je, des redites, des inutilités, notamment dans la partie qui a trait aux notices épiscopales, résumé trop souvent du *Gallia*, des lacunes aussi, puisqu'on n'y trouve pas l'état, couvent par couvent, des ordres mendiants ; comme aussi il serait trop aisé de relever dans les *Index* de fausses identifications de lieux ; et la consultation en est difficile. Il y a quelques jours à peine, un auteur très estimable en faisait la pénible remarque devant moi. C'est la partie faible de l'œuvre. J'ajoute tout de suite qu'elle a une partie forte, et celle-là appartient à l'ensemble des quinze volumes. Que de renseignements neufs, précis, sûrs, on y trouve ! On n'a rien fait de semblable pour aucune autre histoire provinciale. L'annotation, considérée dans son ensemble, forme, on peut le dire sans craindre un démenti, un complément de l'œuvre colossale de Dom Vaissète indispensable à quiconque travaille sur notre province. Et puisque je viens de prononcer le nom de Dom Vaissète, qu'il me soit permis de saluer avec un sentiment de juste admiration l'archevêque de Narbonne, Le Goux de la Berchère, qui, par son entremise intelligente, assura la continuation et la publication de l'œuvre. *La correspondance littéraire au dix-huitième siècle*, publiée par le R^{me} P. Dom Bérengier, nous en a donné une preuve nouvelle et piquante.

Quant aux ouvrages spéciaux signés par MM. Berger, Saige, Paul Fournier, Lecoy de la Marche, Spont, Ant. Thomas, Élie Rossignol, Roschach, ils s'inspirent d'idées élevées, d'une science solide, d'une critique sagace ; le plus souvent, le sujet est vu de haut parce qu'il a été fouillé, qu'on me permette cette expression, et la logique ou l'enchaînement des faits y prend un vigoureux relief. Le volume de mon ami M. L. Noguier : *Les Vicomtes de Béziers, précis historique et archéologique*, contient une masse considérable et riche de faits, de

textes, nous n'avons pas toujours été irréprochables. On a constaté des défaillances dans les textes épigraphiques, dans les cartulaires des anciennes Universités de Toulouse et de Montpellier, qui ont été préparés à la hâte, et même dans la brochure, fort savante d'ailleurs et utile, que le R. P. Denifle a écrite pour relever les inadvertances et les oublis de M. Marcel Fournier et où il a publié des documents nouveaux (1) ; ce n'est pas l'ouvrage *omnibus punctis absolutissimum* que nous admirons dans le *Chartularium Universitatis Parisiensis*, un vrai chef-d'œuvre. Cependant nous avons évité les accidents trop graves ; et nos documents, tant ceux qui sont donnés sous forme de pièces justificatives que ceux qui font l'objet de publications spéciales, sont en général assez bien établis. On reconnaîtra, je pense, que nous avons fait des progrès ; que là où il n'y a pas précipitation, nous allons *de bonâ in melius*. Ailleurs, on se plaint parfois que les publications de textes encombrent la table des travailleurs ; chez nous, malgré les apparences, elles ont le tort d'être trop rares, vu la valeur et le nombre des documents de toute nature que nous laissons dormir en paix dans nos archives. A la vérité, c'est un labeur intense et une entreprise des plus délicates. Même le texte le plus simple et le plus clair en apparence demande une extrême attention, d'autant que la philologie, science récente, joue dans sa publication, à titre de guide, un rôle nécessaire, et que la paléographie, non moins nécessaire, n'est pas encore sortie du cercle étroit des archivistes et des professeurs ; et la lecture des textes ne se devine pas, elle s'apprend. Je vois des amateurs ; ils ont rendu des services, ils en rendront encore ; mais il nous faut des spécialistes, ou, si l'on aime mieux cette formule et je la préfère, des amateurs savants. Dans notre province, où l'imagination et le sentiment prédominent sur les facultés rationnelles, on n'accorde pas encore à l'érudition proprement dite toute l'estime qu'elle mérite ; nous voyons trop dans la préparation d'un texte une main de manœuvre et non d'ouvrier. Malgré tout, l'érudit reste pour nous un problème, un type. Et cependant, sans cette vaste information que l'on puise dans la lecture directe des textes, comment écrire une seule bonne page d'histoire ?

(1) *Les Universités françaises au moyen âge*. In-8°, Paris, 1894. Cf. Ant. Thomas, *Annales du Midi*, t. iv (1892), p. 568.

En parlant de la sorte, je semble déprécier d'avance les travaux d'histoire qui ont été faits sur l'ancien Languedoc. Au fond, il n'en est rien; telle n'est pas, en tout cas, ma pensée. On peut regarder comme excellents, et toujours comme utiles en partie, ceux qui ont un rapport étroit avec l'histoire générale de la province, car nous les devons pour la plupart à des historiens de profession. Je sais bien qu'on a signalé dans les notes de la nouvelle édition de *l'Histoire générale de Languedoc*, dans ces notes qui se distinguent par leur ampleur et dont je disais un mot tout à l'heure, on a signalé, dis-je, des redites, des inutilités, notamment dans la partie qui a trait aux notices épiscopales, résumé trop souvent du *Gallia*, des lacunes aussi, puisqu'on n'y trouve pas l'état, couvent par couvent, des ordres mendiants; comme aussi il serait trop aisé de relever dans les *Index* de fausses identifications de lieux; et la consultation en est difficile. Il y a quelques jours à peine, un auteur très estimable en faisait la pénible remarque devant moi. C'est la partie faible de l'œuvre. J'ajoute tout de suite qu'elle a une partie forte, et celle-là appartient à l'ensemble des quinze volumes. Que de renseignements neufs, précis, sûrs, on y trouve! On n'a rien fait de semblable pour aucune autre histoire provinciale. L'annotation, considérée dans son ensemble, forme, on peut le dire sans craindre un démenti, un complément de l'œuvre colossale de Dom Vaissète indispensable à quiconque travaille sur notre province. Et puisque je viens de prononcer le nom de Dom Vaissète, qu'il me soit permis de saluer avec un sentiment de juste admiration l'archevêque de Narbonne, Le Goux de la Berchère, qui, par son entremise intelligente, assura la continuation et la publication de l'œuvre. *La correspondance littéraire au dix-huitième siècle*, publiée par le R^{me} P. Dom Bérengier, nous en a donné une preuve nouvelle et piquante.

Quant aux ouvrages spéciaux signés par MM. Berger, Saige, Paul Fournier, Lecoy de la Marche, Spont, Ant. Thomas, Élie Rossignol, Roschach, ils s'inspirent d'idées élevées, d'une science solide, d'une critique sagace; le plus souvent, le sujet est vu de haut parce qu'il a été fouillé, qu'on me permette cette expression, et la logique ou l'enchaînement des faits y prend un vigoureux relief. Le volume de mon ami M. L. Noguier : *Les Vicomtes de Béziers, précis historique et archéologique*, contient une masse considérable et riche de faits, de

renseignements, de précisions ; mais j'ai dit ailleurs combien est vif mon regret de ne pouvoir le suivre jusqu'au bout.

Je n'insisterai pas non plus, et pour le même motif, sur l'étude que M. Ch. Molinier a consacrée aux documents d'inquisition dans le Midi au treizième et au quatorzième siècles. La part utile et bonne de ce volume est dans la description des manuscrits. Avec lui, nous abordons l'histoire des tribunaux. Je ne crois pas suffisant le travail de M. de Lavalette sur la Chambre de l'Édit. Quant à l'*Histoire du Parlement de Toulouse*, M. Dubédat ne sera pas étonné de m'entendre exprimer le regret, parce que je le fais après les hommes les plus compétents, qu'il ne nous ait pas donné purement et simplement l'œuvre du P. Lombard avec une continuation et l'annotation nécessaire.

Les monographies communales se multiplient chaque jour. Cette faveur prouve, à mon sens, qu'on en comprend de plus en plus l'intérêt, même au point de vue patriotique ; car le moyen le plus sûr d'aimer la grande patrie, c'est de commencer d'aimer la petite, celle où l'on est né ou que l'on habite. Que de fois ne surprend-on pas le paysan lui-même, au retour des champs, rêver sur ce que les ancêtres étaient et faisaient en cet endroit, inquiet de le savoir et attristé de ne pas avoir le moyen de l'apprendre ! Mais la monographie communale présente de sérieuses difficultés, qui souvent ne sont senties qu'après l'œuvre achevée, ou même trop tard. Tout le monde, il s'en faut, n'est pas capable de la mener à bonne fin. Je ne veux pas dire simplement que les documents, condition indispensable pour l'aborder, manquent parfois, ou n'apparaissent qu'à une époque relativement basse, au treizième ou au quatorzième siècle. Mais, même là où ils foisonnent, la difficulté persiste ; car elle tient à la nature même du sujet. La monographie communale, en effet, se déroule à travers sept ou huit siècles en moyenne ; elle touche aux institutions les plus diverses, aux choses les plus éloignées par le temps et l'objet : période antique, préhistorique, celtique, gauloise, romaine ; période féodale, période royale ; redevances, droits et devoirs domaniaux, seigneurie, rapports du seigneur ou du coseigneur en même temps avec les consuls et les vassaux, coutumes communales, consuls, leur institution et leur nomination annuelle, usages, prix des denrées, valeur de l'argent, religion, culte, confréries, écoles, curés et maîtres, archéologie militaire, religieuse, monumentale, art, généa-

logie, blason, etc. Il n'est pas étonnant que les monographies communales donnent prise à la critique, qu'ici ou là elle relève des lacunes, des notions flottantes et vagues, des jugements précipités, des étonnements ou des admirations naïves qui relèvent du chauvinisme ou de l'ignorance, ou encore de regrettables méprises sur les traditions locales où l'on voit une équation historique, mais qui n'appartiennent qu'au folklore; et, en effet, étudiées comme étant une des expressions de l'âme populaire, elles ont une valeur très grande et présentent le plus vif intérêt. Mais, malgré tout, les monographies communales apportent chacune, sur un point ou sur un autre, une contribution historique dont il faut savoir gré aux auteurs. S'il y a des erreurs, — et ceux-là qui ne font rien sont les seuls à ne pas en commettre, — les historiens de vocation sauront les écarter, pour ne prendre que la bonne substance historique contenue dans ce modeste volume tant choyé par son auteur, car il lui a coûté des veilles, de la peine et de l'argent. Il n'est que juste de lui en tenir compte ici. Au fait, les monographies communales nous viennent des plumes les plus diligentes de la province. Si mon encouragement peut les aider ou simplement leur causer du plaisir, je le leur donne de tout cœur; d'autant mieux que dans l'ensemble les dernières venues de ces monographies sont les meilleures, les plus documentées, celles qui ont un caractère le plus nettement scientifique.

Ces considérations et remarques s'appliquent aux monographies monastiques, avec cette différence pourtant que leur objet présente plus d'unité, que pour les traiter on n'est pas tenu de toucher à tant de choses. Cependant, il y a ici un écueil qu'on n'évite pas toujours : c'est l'excès des notices biographiques. Le plus souvent, ces travaux sont remplis par les noms des abbés et des prieurs, que l'on accompagne de la date de leur naissance, de leurs charges et de leur mort, de leurs états de service, ou, de loin en loin, de leur bagage littéraire. Il en est à peu près de même pour la succession épiscopale d'un même siège. On écrit des biographies. Quelquefois on ne peut pas faire autre chose, et ce que l'on dit de la famille et des actions des hauts dignitaires ecclésiastiques est utile, sans aucun doute, à telles enseignes qu'on manquerait de le passer sous silence. Mais c'est l'excès qui est condamnable, et, sans être partisan fanatique des arrangements symétriques, on peut trouver que les notices usurpent sur les institutions. Je n'ignore pas que souvent, dans trop de cas,

les institutions valent ce que valent les hommes, qu'il faut au préalable se faire une idée juste des administrateurs, de leurs tendances, leur caractère, leurs intérêts et surtout leurs passions, pour suivre la marche des institutions dans leur application journalière. Mais celles-ci méritent d'être étudiées et exposées pour elles-mêmes ; car les institutions demeurent et les hommes passent ; elles se développent, sans doute, mais à la façon d'un être organique ; elles sont une des expressions les plus authentiques et les moins équivoques des états sociaux ou religieux. Il me semble que les auteurs des monographies communales négligent trop les coutumes pour ne nous donner quelquefois que des anecdotes ou des faits reliés entre eux uniquement par l'unité de lieu, tandis que les auteurs des monographies monastiques ou paroissiales glissent sur la règle ou la paroisse conçue comme un être vivant pourvu d'organes, et cependant la règle et la paroisse supportent tous les faits que ces auteurs nous racontent.

Mais je suis déjà entré dans le troisième point de ce mémoire. Qu'y a-t-il à faire tout de suite, ou, si l'on veut, que reste-t-il à faire ? Dans quel esprit devons-nous aborder notre histoire locale ?

III

On a fait quelque chose, ou même beaucoup. Dès lors tout n'est pas à faire. Une critique exigeante, cette critique qui est toujours armée pour un assaut, trouverait peut-être que tout est à reprendre. C'est, d'ailleurs, la tendance actuelle de tout reviser. Nous voulons nous assurer par nous-mêmes si les livres écrits pendant ces trois derniers siècles sont ou non bien faits. Il y en a tant qui ne sont pas restés debout ! Les méthodes se sont tant perfectionnées !

Sans parler avec cette rigueur, je crois, en effet, qu'il y a encore à faire ; car notre curiosité n'est pas satisfaite.

D'abord, il me semble qu'il y a lieu de penser à préciser même l'admirable *Histoire générale de Languedoc*, d'autres diraient surtout, précisément parce que ce maître ouvrage est une histoire générale. Je l'indique ici, non pas pour me donner le vain plaisir d'une approbation de la part de ceux qui par goût ou par profession font métier d'historien, mais pour tenir en haleine les travailleurs bénévoles,

hommes du monde et amateurs, qui se figurent trop facilement que cet ouvrage, écrit par les Bénédictins, donne le dernier mot de notre histoire provinciale. Justement les études de M. Spont, de M. Ant. Thomas, de M. Elie Rossignol par exemple, le complètent sur trois ou quatre points. Mais pour remplir les cadres, préciser, déterminer, les textes sont nécessaires ; seuls, ils rendent possible ce travail d'approche. La publication de nos cartulaires, cartulaires d'Aniane, cartulaire de Saint-Guilhem, cartulaire de l'évêché d'Agde, cartulaire de l'évêché de Maguelone, cartulaire des vicomtes de Béziers, etc., etc., rendraient d'éminents services pour l'étude du haut moyen âge et du moyen âge jusqu'au quatorzième siècle tout au moins. Le *Livre de comptes de Jacme Olivier, marchand narbonnais du quatorzième siècle*, par M. Alphonse Blanc, sera le digne pendant des comptes des frères Bonis. Probablement, nos archives n'ont pas encore livré toutes leurs richesses, car Béziers, Agde, Montpellier, Nîmes, Carcassonne, Toulouse, avaient d'importantes maisons de commerce. Dans cet ordre d'idées, il y aurait lieu de rechercher les traités de commerce des villes du littoral avec Gênes, Sienne et Venise. Quelques-uns de ces traités, pour ce qui regarde la ville de Narbonne, sont connus ; mais leur ensemble présenterait un puissant intérêt pour l'histoire du commerce, et montrerait à sa manière le lien de fraternité qui unissait les races latines, sans compter que ces traités conduisaient parfois à des alliances internationales. Raymond V, par exemple, ne passa-t-il pas avec Gênes, en retour de l'ouverture de ses ports aux marchandises du comté, un traité d'alliance offensive et défensive contre Marseille, qui gênait le commerce de Gênes ? Ne promit-il pas de s'employer à la destruction de son port ? (1) Il est vrai que c'était là une de ces promesses qu'on ne tient pas.

Que d'autres veines à explorer ! Loin de moi la pensée d'indiquer même sommairement tous les textes à rechercher et qui devraient entrer dans la circulation. Je manquerais trop ouvertement au programme. A chacun de chercher, de recueillir et d'apprécier la valeur des textes qu'il trouvera. Je me borne à indiquer leur intérêt d'une manière générale ; mais je le fais à une double fin : exciter le zèle

(1) M. Roschach, *Etude sur les relations diplomatiques des comtes de Toulouse avec la république de Gênes au xiv^e siècle (1101-1174)*, dans *Mémoires de l'Académie des Sciences de Toulouse*, année 1867, pp. 53-82.

des travailleurs, adresser un appel aux détenteurs des dépôts privés. Ces dépôts sont nombreux. Ce serait un vrai malheur si l'indifférence ou l'oubli les conduisaient à une perte certaine. De grâce, qu'on nous fasse signe ; nous en tirerons tout le parti qui sera dans nos moyens et notre pouvoir.

Il faudrait penser ensuite à la géographie féodale, c'est-à-dire à la géographie historique. M. Aug. Molinier, dans une de ses meilleures notes à l'*Histoire générale de Languedoc*, a quelque peu déblayé ce terrain, passablement encombré pour nous ; les cartulaires déjà publiés, notamment le *Cartulaire des Alamans*, préparé par M. Cabié, le *Liber Instrumentorum* de Montpellier, le *Livre vert de l'archevêché de Narbonne*, seraient d'un utile secours. On donnerait la description des principaux fiefs avec leurs mouvances, sénéchaussée par sénéchaussée, par exemple ; on montrerait comment chacun d'eux est né, s'est développé, a disparu dans les ramifications infinitésimales des familles ou par toute autre cause. Ce travail, s'il était méthodiquement conduit et sérieusement traité, serait particulièrement apprécié des médiévistes, et aussi des savants qui, s'attachant de préférence à l'histoire générale, n'ont point le loisir d'explorer le détail et s'en tiennent aux conclusions des spécialistes. Grâce à cette géographie historique, ils pénétreraient plus au fond de notre histoire ; car ce sont les familles féodales, avec leurs possessions et leurs chevauchées, qui l'ont faite depuis Charlemagne jusqu'à la période royale.

L'histoire des tribunaux est mal connue. Il y aurait lieu d'étudier d'abord les tribunaux consulaires sous la dynastie libérale de la maison de Saint-Gilles. Ici les documents sont assez rares ; pour Toulouse, par exemple, on les compterait sur les doigts. C'est une raison de plus de les recueillir pour en faire jaillir toutes les parcelles de vérité qui y sont contenues. La justice royale avec la création des sénéchaux mériterait une attention plus grande encore ; car les sénéchaux établis au treizième siècle n'ont été abolis qu'à la Révolution. Tout le monde sait que ces juges royaux ont exercé, par leurs sentences, une influence considérable sur les idées générales et les rapports des provinces avec la couronne, tandis que le parlement de Toulouse, formant une cour souveraine, se posait en toute circonstance comme le défenseur des intérêts, sinon des droits de la nation.

Après la justice séculière, la justice d'Eglise, qui en général, et quand c'était possible, lui était préférée par les intéressés. Et d'abord l'Inquisition qui, après 1229, a, pendant plus d'un siècle, régulièrement fonctionné à Toulouse et à Carcassonne. C'est une question historique importante, mal connue parce qu'elle n'a pas été assez étudiée, qui fatigue certains esprits, à laquelle cependant beaucoup pensent tant en Allemagne qu'en Amérique et en France. Pour la part de l'histoire des tribunaux d'inquisition qui nous touche de plus près, il me semble que la publication des documents méridionaux du treizième siècle et des premières années du quatorzième serait le travail le plus utile, sinon le plus urgent. C'est l'époque où cette histoire est intéressante, parce qu'alors les faits ont de la portée. Me sera-t-il permis d'ajouter que les documents sont copiés et préparés pour l'impression ? Au moment de mon départ pour le Congrès, j'achevais la collation du dernier et plus récent des manuscrits qui les contiennent. Leur ensemble formerait trois volumes. Mais ce n'est pas encore tout. L'Inquisition n'a pas eu dans notre province une destinée plusieurs fois séculaire, parce que l'hérésie en disparut. On s'exposerait d'ailleurs à de graves erreurs d'appréciation, si on jugeait par elle de la justice d'Eglise. Il faudrait surtout aborder la justice d'Eglise par l'histoire des officialités. Et ici, je touche à un point d'importance. Du coup, le point de vue se trouve élargi. Nous avons, pour ce qui regarde nos anciens évêques, des notices en grand nombre, qui elles-mêmes devraient être reprises, complétées et corrigées, comme mon savant ami, M. l'abbé Albanès, le fait actuellement pour la Provence. Mais qui songe à l'histoire de l'administration diocésaine ? et pourtant quel intérêt ne présente-t-elle pas ? Avec elle on suivrait l'histoire même du diocèse avec ses divisions en archidiaconés et archiprêtres ; on arriverait à établir les bases solides de toute tradition ou pratique administrative, sous le bénéfice de la législation canonique ; on caractériserait les besoins et les tendances de chaque époque ; on pourrait mieux marquer les tournants principaux de l'histoire. Pour donner des résultats aussi considérables, il serait bon ou même nécessaire de recueillir les statuts synodaux ; sans compter que, grâce à eux, on reconstituerait les titres liturgiques des paroisses. M. l'abbé Maubon a pu le faire pour l'ancien diocèse de Lodève avec les seuls statuts synodaux de Bernard Gui. En un mot, il y a lieu de

nous occuper de l'histoire diocésaine. M. Couture vous dira ce que l'on a fait à Auch : la *Revue de Gascogne* compte plusieurs lustres, et les *Archives historiques de Gascogne* ont publié vingt-six volumes. Il est vrai que Auch a eu dans la personne de M. Canéto un promoteur intelligent des études historiques, que ce diocèse a dans la personne de notre cher Doyen des Lettres un directeur de revue habile et sympathique autant que savant. Mais enfin, M. Daux a donné, il y a quelques années à peine, une histoire du diocèse de Montauban : Toulouse a commencé à publier des monographies d'églises sous le titre commun de *Tolosa christiana* ; Albi vient de créer une revue : *Albia christiana*. Les diocèses de Carcassonne, de Montpellier et de Nîmes, au contraire, ne sont pas encore entrés dans cette voie, qui est un des meilleurs indices d'une rénovation historique. Et pourtant ni les hommes, ni les ressources, ni les documents ne manquent à ces beaux et grands diocèses.

Avant de prendre congé de l'histoire ecclésiastique, je voudrais dire encore que des recherches sur la Congrégation de Saint-Maur dans le midi de la France viendraient à leur heure. Les Bénédictins de Ligugé, où j'ai le bonheur de compter des amis, préparent une histoire de l'ordre de Saint-Benoît en France ; les principaux matériaux en sont contenus dans la vaste collection de Dom Estiennot, qui était un Mauriste. Les Mauristes ont peu pensé à eux-mêmes, comptant sans doute sur la pérennité. Pensons à eux. Aussi bien, c'est le couvent de la Daurade, à Toulouse, qui reçut, après 1639, les novices de tout le Midi, et les religieux des couvents du Midi étaient Gascons, Languedociens ou Provençaux, presque tous méridionaux. Je serais trop heureux de mettre à la disposition de quiconque voudrait étudier nos couvents bénédictins, le texte original des visites pour les années 1778, 1779, 1780 et 1781 ; elles fournissent l'état du personnel, le taux des revenus, les aumônes, les charges, etc. Aucun de ces couvents n'était riche, et pourtant chacun d'eux se faisait un point d'honneur de verser une cotisation annuelle pour les « historiens » ; l'histoire doit leur en être reconnaissante.

Revenant maintenant aux institutions, — au fait, je n'en suis pas sorti, — j'exprime le regret que la Cour des Aides de Montpellier n'ait pas encore trouvé son historien. Etablie en 1437, elle régla par sa jurisprudence la gestion des finances publiques. Or, son organisation, son fonctionnement, son organisme n'ont pas été décrits, que je

sache, avec ensemble et méthode, pas plus que ses principes en matière financière n'ont été exposés. Le regret est encore plus vif quand on pense aux Etats de Languedoc, à cette institution capitale qui a géré les affaires générales de la province pendant plusieurs siècles. Les Etats exécutèrent de grands travaux : Montpellier leur doit son Peyrou, avec l'aqueduc qui est un chef-d'œuvre ; et, pour ne pas en dire plus long, l'*Histoire générale de Languedoc* fut publiée par leurs soins. Or, nous possédons leurs délibérations soit manuscrites, soit imprimées, depuis 1493 jusqu'en 1789, sans lacune. Quel beau sujet quand on se sent un cœur dans la poitrine et une bonne tête, avec de la santé ! Les Etats ont été le facteur constant de notre histoire provinciale.

Enfin, c'est mon dernier désir, le champ des monographies communales est aussi vaste que la province ; et justement, à cause de cela, je devrais m'interdire toute indication particulière. Cependant, qu'il me soit permis d'attirer de nouveau l'attention sur les chartes de coutumes édictées ou revisées au treizième et au quatorzième siècle. Celles de Montpellier, de Toulouse et de plusieurs autres villes sont connues ; mais celles des lieux moindres sont, en plusieurs départements, négligées. Le Tarn-et-Garonne, la Haute-Garonne, l'Ariège, le Tarn ont assez l'œil sur elles ; mais l'Aude, l'Hérault, le Gard y semblent indifférents. Elles méritent, certes, autre chose que l'oubli, car, au point de vue du droit écrit, — et nous sommes en pays de droit écrit, — elles ont toutes une valeur presque égale, en tout cas toujours solide.

Telles sont les questions principales qui s'offrent à notre activité laborieuse, sans préjudice de tout autre point de notre histoire languedocienne qui serait davantage dans le goût ou les moyens de chacun. Abordées et traitées dans un esprit rigoureusement scientifique, je veux dire avec méthode, avec une raison ferme et une critique éclairée, après des recherches directes sur les documents originaux, lus, relus, analysés, dépouillés, à la façon des grands liseurs de textes du dix-septième et du dix-neuvième siècle, elles jetteraient un jour intense sur l'histoire de nos institutions et aussi sur notre caractère propre. Car c'est l'homme qui nous attire irrésistiblement ; sous les institutions, c'est l'homme que nous cherchons et que nous trouvons. La durée de ces institutions, leur fonctionnement séculaire dans une province primesautière qui, aux yeux de quelques-

uns ne se distingue pas précisément par les qualités de ténacité, ne prouvent que mieux chez le Languedocien le culte de cette juste indépendance dont je parlais au début de ce mémoire. Plus autonome jusqu'au treizième siècle, cependant il garde dans la suite la tendance à s'appartenir, et il gouverne une bonne part de ses destinées. C'est le lien qui unit les points les plus extrêmes : Nîmes et Toulouse, Alais et Montauban, Beaucaire et Albi, Aiguesmortes et Carcassonne, que la géographie ne rapproche pas directement, car ces villes sont séparées les unes des autres par des cours d'eau assez importants et des montagnes en plus d'un endroit fort sauvages. Le climat lui-même varie profondément. Pluvieux à Toulouse et dans les parties montagneuses, il est sec et venteux sur le littoral. Si le Lauragais est souvent sous l'eau des pluies, la poussière blanche vous aveugle à Narbonne et à Béziers, en janvier comme en juillet. L'ouest et l'est, le nord et le sud sont battus par les vents, mais ce sont des vents contraires. Tandis que le vent du nord et du nord-ouest vous fouette sur le littoral, le vent d'autan souffle en tempête à Sorèze, à Castelnaudary, à Toulouse, déracinant les arbres, ébranlant le corps et montant à la tête. Le parler lui-même, bien qu'il offre les rapports les plus étroits, n'est pas rigoureusement uniforme. A Montpellier, c'est déjà le provençal ; à Toulouse, ce n'est pas le gascon. Entre les deux, le dialecte languedocien présente plusieurs idiômes. A Albi, à Carcassonne, à Béziers, à Saint-Pons, à Lodève, le lexique, les formes dialectales, la déclinaison et la conjugaison elles-mêmes varient. Le type physique se recommande par des particularités non moins remarquables. Qui ne connaît la tête toulousaine, pointue, pommettes fortes, yeux affleurant à la base du front étroit, tandis qu'à Agde elle a un profil tout grec, fin et sensible, qu'à Pézenas elle est toute ronde, et que, en bien des points du territoire elle rappelle la majesté romaine par le front proéminent et large ? L'homme, ici court et replet, là moyen et maigre, rarement très grand, mais large et vigoureux, peut fournir un grand travail ; en beaucoup d'endroits, il se montre dur à la peine et même économe. Cependant il n'est pas austère. Il recherche les jouissances, les gais propos qui « tuent le temps » et dépense follement pour lui-même. Religieux par le fond de l'âme, il reste trop souvent à mi-côte, ne poussant pas la pratique jusqu'à l'accomplissement du précepte, car il compte sur l'honnêteté naturelle. Du reste, les

paroisses limitrophes présentent à cet égard des différences assez profondes. Ici, tous les hommes vont à la messe ; cinq kilomètres plus loin, le curé pleure sur leur absence des offices. A y regarder de près, chaque commune a son esprit, un caractère bien déterminé, auquel on reconnaît ses habitants, et il y en a que leur rivalité séculaire a rendues célèbres. Nous ne nous piquons pas d'ailleurs de finesse, de grande élégance, ni de distinction. Nous « gasconons » tous, et nous n'aimons pas que les nôtres se mettent à parler « francement ». Mais si l'on nous dit que nous sommes quelqu'un, nous nous y montrons sensibles ; et sans croire précisément manquer au bon ton ni à la modestie, nous nous disons que nous y avons quelque droit. Assez en dehors d'ordinaire, la physionomie est plus ouverte à Montpellier, légèrement impassible à Narbonne et à Béziers, plus expressive à Toulouse, où elle offre un mélange de bonhomie et de calcul. La bouche ne demande qu'à s'ouvrir. Combien de Languedociens qui ont toujours à la gorge quelque chose comme un discours de prêt à sortir ! Les couleurs bilieuses cependant assombrissent le masque. Au fond, nous portons en nous une inquiétude ; elle nous suit partout, malgré la richesse du sol et la beauté du ciel, qui, aussi bien, n'est pas partout égale.

Je donne pour ce qu'elle vaut cette interprétation psychologique de notre chère histoire. Mais on comprendra que j'en ai ici ébauché l'essai ; car si l'histoire est la Bible humaine, son attrait principal et direct, c'est l'homme. L'étude de notre passé ne peut que nous faire connaître nous-mêmes.

LE MOUVEMENT HISTORIQUE EN ROUSSILLON

PENDANT LE XIX^e SIÈCLE

Par M. l'Abbé Ph. TORREILLES

PROFESSEUR AU GRAND-SÉMINAIRE DE PERPIGNAN

Chaque province a eu, pendant ce siècle, un mouvement historique. — Chercher quel a été celui du Roussillon, tel est le but de ce rapport. Il ne s'agit point ici d'une analyse des mémoires publiés, ni d'un résumé des résultats acquis, mais d'un simple coup d'œil sur les principaux historiens, sur leurs ouvrages et sur le but qu'ils se proposèrent. Les membres du Congrès verront ainsi passer sous leurs yeux plusieurs générations d'écrivains, de valeur diverse, tous d'intentions généreuses, qui participèrent consciemment ou à leur insu, à un mouvement historique, dont nous allons étudier les phases.

I.

Toute renaissance a d'ordinaire des débuts fort modestes. Pendant l'Empire, au milieu des guerres, comment songer au passé, pris que l'on était par les graves préoccupations du moment ? Une Société d'agriculture fondée en 1803, sous les auspices du Préfet, n'avait pu vivre. Après 1815, quand le calme fut revenu et avec les Bourbons le culte du passé, quelques esprits reprirent les recherches dont les Xaupy et les Fossa avaient donné l'exemple avant 1789 (1). Des articles parurent dans le *Journal des Pyrénées-Orientales* ; la Société d'agriculture, réorganisée, mit au concours des sujets historiques, et l'on publia quelques ouvrages, malheureusement sans critique : en

(1) Sur ces deux juristes, voir l'appréciation de M. Brutails, *Étude sur la condition des populations rurales du Roussillon au-moyen âge*. Paris, Imprimerie nationale, 1891, p. 13.

1819, la *Géographie du département des Pyrénées-Orientales*, par F. Jalabert, ancien député (1); en 1821, le *Mémoire sur les cours d'eaux et les canaux d'irrigation des Pyrénées-Orientales*, par Jaubert de Passa (2); en 1822, les *Recherches sur la voie de Rome en Espagne à travers le Roussillon*, par M. Henry (3); enfin, en 1824, la *Notice ecclésiastique sur le Roussillon*, par un prêtre de Perpignan (4).

Mais, si les ouvrages et les articles de journaux n'eurent pas d'écho dans le pays, savants et journalistes formant comme une caste à laquelle s'intéressaient un petit nombre de lecteurs, on aurait tort de nier la vitalité de la renaissance qui se préparait. L'évolution se faisait, lente, obscure, mais certaine, aussi bien dans le public que parmi les écrivains.

Chez ces derniers pénétrait l'idée de réaliser pour le Roussillon ce que les Bénédictins avaient fait pour le Languedoc, « une histoire véridique et définitive de la province ». Or, ils étaient huit à avoir ce rêve : un Toulonnais, M. Henry (5), bibliothécaire de notre ville, et sept Roussillonnais : MM. Jaubert de Réart (6), Jaubert de Passa (7), de Gazanyola (8), Puiggari (9), Jacques et Jean-Baptiste de Saint-Malo (10). Tous se déclaraient hommes de lettres, c'est-à-dire des professionnels de plume qui aimaient à marier l'austérité de l'érudition aux grâces de la littérature.

C'est que, dans le public jusque-là indifférent, celle-ci avait trouvé crédit. Le romantisme faisait partout école, et quand parut, en 1831, *Notre-Dame de Paris* par Victor Hugo, un véritable engoue-

(1) Perpignan, Tastu, 1819, in-8°.

(2) Extrait des *Mémoires* de la Société d'Agriculture de France, 1821, in-12.

(3) Perpignan, Tastu, 1822, brochure in-8°.

(4) Perpignan, Tastu, 1824, in-8°. L'auteur est l'abbé Fortaner.

(5) M. Henry quitta notre ville après 1835, et fut nommé archiviste de Toulon.

(6) Sur Jaubert de Réart, voir la notice publiée dans le *Deuxième Bulletin de la Société Philomatique de Perpignan*.

(7) Le x^e volume de la *Société agricole, scientifique et littéraire des Pyr.-Or.* renferme une notice biographique de Jaubert de Passa (1784-1856).

(8) Sur de Gazanyola (1766-1851), consulter la notice mise en tête de son *Histoire du Roussillon*. Perpignan, Alzine, 1857, in-8°.

(9) Sur P. Puiggari (1768-1854), voir le x^e volume de la *Société agricole, scientifique et littéraire des Pyr.-Or.*

(10) Jacques et J.-B. de Saint-Malo étaient frères; le premier, le plus jeune, mourut avant J.-B., décédé en 1854.

ment se dessina en faveur des cathédrales gothiques et du Moyen-Age qui les avait élevées. En outre, au milieu des troubles de juillet 1830, ceux qui regrettaient les franchises locales d'autrefois avaient pris de l'audace. Les études historiques flattaient le chauvinisme en lui rappelant les gloires passées ; le romantisme leur prêtait un nouveau charme : elles devinrent populaires.

Un éditeur intelligent lança alors un journal littéraire et historique. Il portait comme titre : *Le Publicateur des Pyrénées-Orientales*, et comme sous-titre : *Feuille d'affiches judiciaires, d'annonces et avis divers ; commerciale, industrielle, scientifique et littéraire*. Ainsi s'était désignée pendant la Restauration la modeste feuille royaliste hebdomadaire où avaient écrit de temps à autre quelques archéologues ; le *Publicateur*, sans couleur politique, n'entendait faire que de l'histoire et de la littérature.

Le premier numéro parut le 1^{er} février 1832. Au début, les annonces et avis divers furent nombreux ; peu à peu la vogue venant, historiens, littérateurs et poètes prirent courage. Le succès était tel au bout de six mois que l'on crut bon de lancer, le 25 août, un véritable programme d'études locales sous ce titre : *Matériaux nécessaires pour la composition d'une histoire du Roussillon*.

C'était aussi un cri d'alarme. Le bruit s'était, en effet, répandu que M. Henry allait publier une histoire destinée à dénigrer le Roussillon ; il y traitait, disait-on, nos compatriotes « d'arriérés », de gens « dépourvus d'instruction », en se basant « sur les fables débitées par les auteurs catalans ». A cette histoire falsifiée, il fallait opposer une histoire véridique, pour cela insister sur les institutions, sur l'industrie, sur les mœurs, sur les franchises, en un mot, sur la vie locale d'autrefois. Voici les procédés à suivre : « Parcourir pas à pas tout le département, étudier avec soin chaque localité, suivre la charrue dans toutes les communes pour mettre à profit les découvertes qu'elle fait..., explorer les monuments ainsi que les vieilles écritures ». Et, comme ce programme dépassait les forces d'un seul homme, « quelque laborieux qu'il fût », on faisait appel à tous les Roussillonnais.

« A mesure qu'ils obtiendraient des résultats satisfaisants, ils pourraient, disait-on, les faire connaître par la voie du *Publicateur*, qui deviendrait bientôt un magasin de renseignements curieux,

recueillis sur tout le département, et sans lesquels il faut renoncer pour jamais à une bonne histoire du Roussillon ».

Quelque chaleureux qu'était l'appel, MM. Jaubert de Passa et de Gazanyola n'y répondirent point : le premier, parce qu'il préférait travailler à l'histoire dont il s'était tracé les grandes lignes, ne sortant de sa solitude que pour publier des ouvrages de portée générale ou pour faire connaître notre pays à ses collègues de l'Institut, dont il était correspondant depuis 1825, les Taylor et les Mérimée (1); le second, par amour du calme et par fidélité à la dynastie déchue des Bourbons. M. Henry écrira bien quelquefois; mais comme il s'est reconnu dans l'article du 25 août qui le visait sans le nommer, ce sera plutôt pour critiquer ou répondre à des critiques. On verra aussi paraître quelques jeunes amateurs : MM. Sirven, Campagne, d'Horbourg, un *magister* de village; mais les vrais, les seuls meneurs de la campagne historique entreprise pour la gloire de notre pays, ce sont MM. Jaubert de Réart, Puiggari, J. et J.-B. de Saint-Malo. Et, quand M. Jaubert de Réart tombera, en 1836, les trois autres resteront à la tâche, toujours infatigables, valant à eux trois une légion.

Puiggari a gardé de ses fonctions de professeur le goût classique et l'art de l'exposition. D'une critique sagace, éloigné de toute généralisation, n'écrivant qu'après étude approfondie, il ne pourra beaucoup publier que parce qu'il a beaucoup amassé. Les frères Saint-Malo, moins sûrs mais plus féconds et plus variés, rédigeront, non des mémoires, mais des séries de notes. Autant les articles de Puiggari, si courts soient-ils, paraissent finis malgré leurs lacunes; autant ceux des Saint-Malo restent incomplets, même au milieu de l'abondance des documents : on les appellerait aujourd'hui des contributions à l'histoire.

Depuis trois ans, ces érudits et leurs collaborateurs d'occasion exhumaient, pour ainsi dire, dans le *Publicateur*, les matériaux épars de l'histoire future, sans plan, au gré des circonstances ou des découvertes, lorsque M. Henry donna ses deux volumes depuis

(1) On peut voir la liste des ouvrages de Jaubert de Passa dans la notice biographique qui lui a été consacrée, en 1836, dans le XI^e volume de la *Société agricole, scientifique et littéraire des Pyr.-Or.* M^{me} Bâbut nous a permis de consulter les manuscrits de son grand-père; la correspondance de Taylor et Mérimée est fort curieuse.

longtemps annoncés. Des problèmes soulevés par le programme du 23 août 1832, il n'en était pas question dans le corps de l'ouvrage : une introduction d'une centaine de pages donnait seule quelques courtes réponses. M. Campagne l'ayant vivement critiquée dans le *Publicateur*, M. Henry en profita pour exposer son dessein :

« J'ai autant cherché, dit-il, à être utile au pays en lui donnant une » *histoire* qu'il n'avait point encore qu'à travailler dans l'intérêt de » l'histoire générale de France, en lui offrant sur le Roussillon un » ensemble de matériaux qui ne se trouvaient qu'épars dans un » grand nombre de livres ou dans des pièces d'archives et des écrits » de circonstance qu'il n'est pas donné à tout le monde d'être à » même de consulter » (1).

On ne pouvait mieux caractériser cette œuvre de vulgarisation. M. Puiggari lui ayant un jour reproché sa méthode de composer. « Vous avez raison, lui avouait-il ; mais considérez que je n'écris » pas pour ce qu'on appelle les savants ; je dois être lu par les gens » du monde... Vous n'ignorez pas que ce sont les femmes qui font » aujourd'hui presque toutes les réputations » (2).

Or les rédacteurs du *Publicateur* prétendaient écrire pour les savants ; ils continuèrent donc à publier les matériaux de l'*Histoire* que M. Henry n'avait pas écrite. Mais déjà le public commençait à leur échapper. En 1836, il fallut faire appel aux lecteurs qui diminuaient ; en 1837, on agrandit le format du journal et on changea le sous-titre, indices ordinaires d'une situation critique. En 1838, le *Publicateur* cessa de paraître.

En six années, une foule de questions avaient été soulevées, souvent résolues, toujours éclaircies. En archéologie, M. Jaubert de Reart avait posé le problème du celticisme en Roussillon (3). MM. de Saint-Malo et Puiggari avaient relevé toutes les découvertes de monuments romains (4), tenté quelques essais de linguis-

(1) *Le Publicateur* du 12 novembre 1836, p. 184.

(2) Lettre non datée, conservée dans les archives particulières de M^{me} Dumas.

(3) *Le Publicateur*, 1834 : n° 34, *Monuments druidiques sur la montagne de Molitg* ; n° 36, *Tombeau antique sur la montagne de Llauro* ; n° 45, *Autel druidique sur la montagne de Llauro* ; 1833 : n° 18, *Souvenirs celtiques en Roussillon*, et aussi nos 25, 36, 50, 51 ; 1835 : nos 10, 18, 19 et de 28 à 47, huit articles sur *Le langage des Bohémiens*.

(4) La liste des articles est trop longue pour être citée ; voir en particulier

tique (1) et de numismatique (2). En 1837, on voit paraître la première étude d'architecture religieuse médiévale d'après les principes de M. de Caumont (3). Les articles historiques sont plus nombreux et plus variés. Voici d'abord les notices sur les communes (4) et sur les monastères (5); puis les rectifications d'erreurs populaires ou savantes sur les Sarrasins (6), les comtes, les évêques (7), les conciles (8) et les troubadours (9), etc. Quelques articles traitent de topographie (10), des mœurs (11) et des

les deux articles publiés en 1835, nos 48, 49, sous ce titre : *Résumé des découvertes faites depuis 1815 sur la topographie du Roussillon au temps des Romains*, par M. J.-B. de Saint-Malo.

(1) Voir en particulier, Saint-Malo : *Observations sur les étymologies*, n° 48 et 49 de l'année 1833; *Etymologie*, n° 46, de 1834; *Le mot vulgaire Gavatz*, n° 9, de 1835; *Prétendus restes de la langue des Ligures*, n° 43, de 1836, etc.

(2) Citons de Puiggari : *Médaille du roi Caribert*, n° 14, et *Découverte d'une médaille koufique à Ruscino et de 98 médailles impériales à St-Estève*, n° 41 de l'année 1836.

(3) *Le Publicateur*, 1836 : nos 51 et 52, *Eglise de St-Jean-le-Vieux à Perpignan*, par P. Puiggari.

(4) Voici la liste des communes sur lesquelles Puiggari et Saint-Malo ont donné des articles : 1832 : Prats-de-Mollo (42-48); 1833 : Prats-de-Mollo, n° 1; Perpignan, nos 30, 37, 40, 41, 42; St-Cyprien (32-35); 1834 : Laroque, nos 2 et 3; le Boulou, 35; Thuir, nos 50, 51; 1835 : Collioure, n° 13; Céret, nos 12, 16, 17, 21-32; Tautavel, 45; 1836 : Elne, 24-30; 1837 : Collioure, nos 1-3, 6, 7, 10-12, 15-20; Vingrau, n° 36.

(5) Voici la liste des monastères et abbayes dont il est parlé : 1832 : Valbona, n° 43; 1833 : Monastères del Camp, n° 11; Le Temple, n° 12 et 13; N.-D. du Velar, n° 22; 1835 : Valbona, n° 46; 1836 : Fontclara, n° 18; St-Estève, n° 33; Sira, n° 36; St-Michel-de-Cuxa, n° 39 et 42; 1837 : N.-D. de Cornella, n° 25-26; N.-D. del Camp, nos 31, 32; Dépendances roussillonnaises des monastères de St-Hilaire (Aude), nos 42 et 43, et de Villelongue-en-Carcanes (Aude), n° 49.

(6) *Le Publicateur*, 1832 : nos 28-38; 1834 : n° 36.

(7) La liste est considérable; il est inutile de la citer parce que Puiggari et de Gazanyola en ont donné le résumé dans leurs travaux : *Catalogue biographique des évêques d'Elne et Histoire du Roussillon*.

(8) Voir *Le Publicateur*, 1836 : nos 49 et 50, sur le 3^e Concile de Tolède; 1837, n° 21, sur le Synode de Toulonges.

(9) *Le Publicateur*, 1833 : *Guillaume de Cabestany*, n° 9; *Les Troubadours catalans*, nos 28 et 29; 1837, n° 5.

(10) *Le Publicateur*, 1833 : *La topographie du Roussillon au Moyen-âge*, nos 23-27.

(11) *Le Publicateur*, 1833 : *Les œufs de Pâques*, n° 15; *Pratiques villageoises*,

institutions, commerce (1), droit de guerre privée (2), etc.

Au moment où disparaissait le *Publicateur*, l'histoire du Rousillon était loin d'être prête, malgré l'abondance des matériaux réunis, et avec lui disparaissait le moyen commode, pratique de la préparer. MM. Puiggari et de Saint-Malo se découragèrent-ils, ou bien s'isolèrent-ils par besoin de repos ? Le fait est qu'ils n'entrèrent point dans la *Société Philomathique* qui leur offrait l'hospitalité.

Cette association datait du 21 décembre 1833. Quoiqu'elle se proposât principalement la diffusion de la science et l'amélioration de l'agriculture, elle avait ouvert à l'histoire et à l'archéologie les colonnes de son Bulletin. Elle avait même accepté comme inédits les travaux parus dans le *Publicateur*, afin d'attirer dans son sein les rédacteurs de ce journal. MM. Puiggari et de Saint-Malo avaient toujours refusé ces avances. Ils les refusèrent encore quand la *Société Philomathique*, changeant de nom et d'esprit, prit en 1839 le titre de *Société agricole scientifique et littéraire* (3).

C'est ainsi qu'après la disparition du *Publicateur* le silence se fit.

Sans M. Henry, qui envoya au *Bulletin de la Société* deux mémoires : l'un sur *l'ancienne constitution militaire de Perpignan* (4), l'autre sur *la constitution municipale* de cette même ville, on aurait pu croire le projet de 1832 entièrement abandonné.

Il n'en était rien pourtant. M. Jaubert de Passa poussait activement ses recherches, malgré la publication d'autres travaux ; M. de Gazyola soumettait ses vues à MM. Puiggari et de Saint-Malo, qui lui offraient libéralement leurs manuscrits et leurs documents. Et quelques années après, ces érudits rentraient eux-mêmes sur la scène.

En 1842, M. Puiggari donne son remarquable *Catalogue biographique des Evêques d'Elne* (5) ; en 1845, il fait partie de la *Société agricole, scientifique et littéraire* et y publie d'importantes notices

n^{os} 19 et 20 ; *Les feux de la St-Jean*, n^o 25 ; *Mariage bohémien*, n^o 34 ; **1834** : *La Semaine sainte*, n^o 13, etc.

(1) *Le Publicateur*, **1833** : *Sur la draperie*, n^{os} 43-46 ; **1834** : *Annales maritimes*, n^{os} 40-43 ; **1837** : n^{os} 15-20.

(2) *Le Publicateur*, **1834** : n^{os} 36, 37, 40, 42-43 ; **1837** : n^{os} 34-37, 43, 48, 49.

(3) Voir sur ces faits les archives de la *Société A. S. L.*, t. I, des procès-verbaux des séances.

(4) 4^e et 5^e *Bulletins de la Société philomathique*, in-8^o, 1839-1841.

(5) Perpignan, Alzine, 1842, brochure in-8^o.

historiques (1) ; M. J.-B de Saint-Malo imite son exemple et reprend la série de ses mémoires (2).

Mais, à partir de 1851, voici que les décès commencent : M. de Gazanyola meurt le premier, au moment où il va publier son *Histoire du Roussillon* ; MM. Puiggari (3) et Saint-Malo (4) disparaissent en 1854, laissant de nombreux manuscrits, matériaux de l'*Histoire* rêvée ; M. Jaubert de Passa est surpris par la mort deux ans après, au milieu de ses dernières recherches pour son *Histoire du Roussillon* (5). Cette période si féconde en espérances avorterait donc misérablement, nous léguant les matériaux épars d'une *Histoire* qu'elle n'a pu mener à bonne fin, s'il ne se rencontrait un parent de M. de Gazanyola pour terminer l'œuvre entreprise et la donner au public en 1857 (6). Tant il est vrai qu'ici-bas les plus beaux rêves se réalisent rarement !

Qu'est-ce, en effet, que cette *Histoire du Roussillon*, par de Gazanyola ? La réalisation du programme de 1832 ? Son auteur lui-même

(1) Citons : *Notice sur l'ancienne abbaye de Saint-Martin de Canigo* et une autre purement archéologique (vol. VII) : *Mode d'élections municipales anciennement établi à Rivesaltes* (vol. VIII). Il publia sa *Grammaire catalane* en

(2) Voici la liste de ses travaux publiés dans les volumes de la *Société agricole, scientifique et littéraire* : *Notice sur le commerce catalan de la côte de Barbarie* ; *Notice sur une pierre tumulaire* ; *Notice sur l'ancienne culture de la garance* (VII) ; *Quelques pages de nos annales industrielles* ; *Les volcanisations occitaniques et les volcanisations du pays de Bas, en Catalogne* (VIII) ; *Etudes historiques sur l'art roussillonnais* ; *La renaissance des lettres et leur propagation par la typographie* ; *l'Infant don Ferrand, de Majorque* (IX).

(3) Les manuscrits de P. Puiggari, appartenant aujourd'hui à Mme Dumas, sa petite-nièce, sont des séries de notes sur les monastères du pays et sur quelques points d'histoire locale. De 1840 à 1850, Puiggari entretint une longue correspondance avec un instituteur de Villefranche, nommé Malart, qui lui envoyait les plans des églises du Conflent. Mme Dumas possède les lettres de Malart ; M. le Dr Ecoiffier, maire de Thuir, celles de Puiggari.

(4) De Saint-Malo avait collectionné, non des notes, mais des textes, dans une foule de registres. Il intitula sa collection : *Cartulaire roussillonnais*. Au milieu des textes, il inséra des notices inachevées et une histoire ecclésiastique en cinq volumes. Tous ces précieux manuscrits appartiennent à M. le comte de Villemarest, d'Argelès-sur-Mer.

(5) L'*Histoire du Roussillon*, que nous avons pu parcourir, grâce à l'obligeance de M^{me} Babut, renferme, quoique inachevée, de précieux renseignements.

(6) *Histoire du Roussillon*, par Jean de Gazanyola, publiée et augmentée par le baron Guiraud de St-Marsal. Perpignan, Alzine, 1857, in-8°.

n'avait osé émettre de telles prétentions. Aussi modeste que sage, il n'avait qu'une ambition, résumer les travaux d'une époque, élever un édifice avec les matériaux réunis par MM. Puiggari et de Saint-Malo. Son œuvre complétait celle d'Henry, voilà tout. Nul, mieux que lui, n'a défini la portée et la lacune de ses propres efforts.

« M. Henry eut principalement en vue la liaison de l'histoire de » France à celle d'Aragon : mon but est moins élevé.... je me borne » à établir, d'abord, clairement, la série des princes qui ont gouverné » le Roussillon ; à narrer exactement ou à rectifier les faits qui ont » illustré leur règne ; à exposer les progrès de la civilisation, des » sciences et des arts dans cette contrée, qui changea si souvent de » maître et d'intérêts ; à faire bien connaître enfin une province, » dont le sol, la culture, les ressources et les produits sont loin » d'être appréciés comme ils devraient l'être. »

II

Avec M. Jaubert de Passa ne disparaissait pas seulement le dernier survivant d'une génération d'annalistes, telle que le Roussillon n'en a pas vu depuis, mais une conception de l'histoire. Ces gens de lettres sont des chauvins provinciaux qui prétendent rehausser l'éclat de leur pays natal en donnant de ses gloires passées un récit indiscutable. Ils ont échoué, sans doute, mais pour avoir visé trop haut et aussi pour n'avoir pas su s'entendre et se départager fraternellement la besogne. Il faut aussi reconnaître que les temps n'étaient point mûrs, que, par défaut de connaissances générales, les auteurs n'étaient point assez prémunis contre les méprises, enfin qu'ils étaient trop passionnés pour juger impartialement.

Dans la période actuelle, ce feu sacré n'existera plus. On dirait que, découragés par l'insuccès de la première tentative, les héritiers des Puiggari et des Saint-Malo jugent l'œuvre impossible. Un homme, le seul historien de talent, Bernard Alart, espérera quand même, marchera de l'avant pour donner l'exemple et relever les courages abattus. « Notre but serait atteint, dit-il, en 1868, dans la préface de » ses *Notices sur les communes*, si ces premiers essais pouvaient seu- » lement convaincre nos compatriotes de la possibilité de recons- » truire encore les annales de nos communes, avec les matériaux » qui existent dans les églises, les mairies, les hôpitaux, les archi-

» ves domestiques et jusque dans les fermes isolées de nos montagnes (1). »

Quoi que fasse Alart, ses appels resteront sans écho parce que les hommes et les temps ont changé. D'abord la science historique cède le pas à l'archéologie. Puis, le souci du passé, qui jusqu'ici a été l'apanage à peu près exclusif des Roussillonnais, va saisir des étrangers, fonctionnaires ou officiers, qui emploieront leurs loisirs à étudier sur place un cas isolé du problème général qui les préoccupe. Enfin, Roussillonnais ou étrangers épris d'histoire locale, sont tous, sauf Alart, de simples amateurs, se piquant plus de littérature que d'érudition, en quête, non de documents de portée politique ou économique, mais de petites chroniques, de biographies ou d'événements pieux. Notons en outre que la *Société agricole, scientifique et littéraire* est devenue le centre de toute vie intellectuelle, qu'elle met à la disposition des écrivains un volume annuel et non un journal, comme le *Publicateur*, où l'on donne et l'on reçoit des coups, véritable mêlée pour le triomphe de la vérité.

Il suffit pour se convaincre du changement qui s'est fait de jeter un coup d'œil sur les œuvres historiques ou archéologiques de cette période qui va environ de 1850 à 1880.

En histoire, la liste est longue, mêlée, si bien qu'il est impossible d'adopter une classification tant soit peu logique. Voici, d'abord, en effet, les œuvres critiques : *Les coutumes de Perpignan* (2), par Massot-Reynier et la *Notice sur Perpignan* (3), dont on appréciera plus tard la valeur (4). Viennent ensuite les brochures de portée générale : *Le vieux Roussillon* (5) (S. A. VIII.-1848), article de vulgarisation par Jaubert-Campagne ; les *Ermitages du Roussillon* (6), par M. Just, qui

(1) *Notices historiques sur les communes du Roussillon*, par B. Alart, archiviste du département des Pyrénées-Orientales. Perpignan, Latrobe, 1868, in-18. Avant-propos.

(2) Montpellier, Martel, 1848, in-4°.

(3) Publiée en feuilleton (1851-1852), dans le *Journal des Pyrénées-Orientales*.

(4) Voir ce qu'en dit M. Brutails dans son *Étude sur la condition des populations rurales*, déjà citée. Introduction, pages 14 et 15.

(5) Dorénavant, pour simplifier nos citations, quand le mémoire en question fera partie du Bulletin de la *Société agricole, scientifique et littéraire*, nous nous contenterons d'ajouter, entre parenthèses, après les deux lettres S. A., le numéro du volume en chiffres romains et l'année en chiffres arabes.

(6) Perpignan, Tastu, 1860, in-8°.

renferment de curieux renseignements sur nos sanctuaires vénérés ; et un *Essai* plus littéraire qu'érudit sur l'histoire de la littérature catalane (1). Citons enfin, par ordre chronologique, les mémoires divers parus dans les Bulletins de la *Société agricole, scientifique et littéraire* :

Notice historique sur le rétablissement de l'Université de Perpignan sous la domination française (S. A. VIII.-1849) ; *Recherches sur l'ancienne exploitation des mines du Roussillon* ; *Note historique sur les prisonniers d'Etat du château de Villefranche* (S. A. IX-1851) ; *De la réunion du Roussillon à la France* (S. A. XI-1857), par M. Morer, archiviste du département. — Les petites chroniques et, entre autres, la *Notice sur les fondations de l'hôpital St-Jean, de l'hospice de la Miséricorde et du dépôt de Charité* (S. A. X-1854), *Ephémérides de l'hôpital St-Jean et de l'hospice de la Miséricorde* (S. A. XII et XIII), par M. Sirven, celui que nous avons vu écrire dans le *Publicateur* en 1832, et qui remplit encore les colonnes du Bulletin de la *Société agricole* en 1862. — Deux brochures (2 sans valeur (1858-1863) de M. Campagne, l'ancien collaborateur de Sirven au *Publicateur*, sur les patronnes d'Elne, dans lesquelles il essaye d'établir contre Alart la légende qui fait de Ste-Eulalie de Ruscino, prétendue martyre du III^e siècle, l'unique patronne du diocèse. — Les biographies de deux prélats, Mgr Ximènes, évêque d'Elne au XV^e siècle, Mgr Pontich, évêque de Girone au XVI^e, ainsi que celles de deux saints religieux des XVI^e et XVIII^e, le P. Méilton et le vénérable Ange Delpas (S. A. XII et XIII, 1864-1865) par l'abbé Tolra de Bordas qui devait publier, en 1884, l'*Ordre de St-François d'Assise en Roussillon* (3). — Les monographies de M. Delamont : *Sièges soutenus par la ville d'Argelès* (1861), *St-Pierre Urceolo* (S. A. XVII-1868) ; *La croisade de 1285* (S. A. XX-1875), que devait couronner, en 1878, la publication de l'*Histoire de la ville de Prades* (4). — La *Note sur quatre documents en langue hébraïque* de M. de

(1) Paris, Durand, 1857, in-4^o, ou bien, deuxième édition, 1858, in-8^o.

(2) *Dissertation historique sur sainte Eulalie, patronne d'Elne, etc.*, par M. Campagne, avocat. Perpignan, Tastu, 1858, in-8^o. *Supplément à la dissertation historique*, éd. 1863.

(3) Paris, Palmé, 1884, in-12.

(4) *Histoire de la ville de Prades en Conflent* (province du Roussillon), des communes du canton et de l'abbaye royale de Saint-Michel de Cuza, par E. Delamont. Perpignan, Imprimerie de l'Indépendant, 1878, in-8^o.

Boaca (S. A. XVII-1868). — Enfin, après 1870, quelques articles de M. Fabre de Llaro : *Le Congrès archéologique de France en Roussillon* (S. A. XXI-1874) et la *Biographie de Boher* (S. A. XXIII-1877) (1).

Si les mémoires archéologiques de cette période sont moins nombreux, ils sont supérieurs en général par la sûreté de la méthode et la fermeté des conclusions.

M. le chanoine Delhoste essaie de reconnaître et de caractériser la musique religieuse roussillonnaise dans trois articles : *Histoire de la musique religieuse au XV^e et au XVI^e siècles en Roussillon* (S. A. XVII-1868) ; *De la musique religieuse* (S. A. XXI-1874) ; *Le manuscrit de la prose de Montpellier* (S. A. XXII-1875). — Même tentative du capitaine de Fouchier pour les sceaux : *Monographie sur certains sceaux autrefois en usage dans les comtés du Roussillon et de Cerdagne* (S. A. XI-1862). Pendant ce temps MM. Aragon et Ratheau s'occupent d'architecture militaire en Roussillon ; le premier a débuté en 1859, par une *Étude historique sur le Castell de Força-Real* (2), il publia avant de mourir, en 1882 : *Les anciens châteaux-forts des Corbières roussillonnaises* (3) ; le second écrit, en 1860, sa monographie du château de Salces (4), puis, en 1862, *Les ruines de Cabrenc* (S. A. XI-1862). — Enfin a paru la première étude d'ensemble sur l'architecture religieuse médiévale. Son auteur, M. Edouard de Barthélemy, est connu. Appelé par ses fonctions dans notre province, il s'était mis à l'étude de nos monastères ; de là, dans le tome XXII du *Bulletin monumental* de M. de Caumont, la publication de son *Essai sur les monuments de Roussillon* (5), complété ou plutôt rectifié, l'année même, avec sa précision et son autorité habituelles, par

(1) Citons aussi : *Biographie carlovingienne*, par M. le duc de Roussillon (Latrobe, 1870, in 8°). Un nommé Pi, qui prétendait prouver sa descendance de Charlemagne.

(2) Perpignan, Tastu, 1859, in-8°.

(3) Montpellier, J. Martel aîné, 1882, in-4°.

(4) *Monographie du Château de Salces*, par Ratheau, capitaine du génie. Paris, Tanera, 1860, in-4°.

(5) M. Edouard de Barthélemy compléta l'archéologie par une *Étude historique sur les établissements monastiques du Roussillon*. Extrait du *Bulletin monumental*. Paris, Aubry, 1857, in-8°. Il avait donné dans le *Bulletin de la Société agricole, scientifique et littéraire ses Mémoires sur Elisabeth de France, reine d'Espagne* (S. A. X. — 1854).

M. de Bonnefoy dans ses *Notes sur quelques monuments du Roussillon*.

Mais, jusque-là, nous n'avons rencontré que des essais plus ou moins heureux ; voici maintenant deux œuvres capitales qu'on pourra compléter, mais dont les grandes lignes resteront, véritables manuels en la matière que tout archéologue devra étudier, s'il veut devenir maître un jour : *Les recherches sur les monnaies qui ont eu cours en Roussillon*, par M. Colson, chef de bataillon au 75^e de ligne, et l'*Epigraphie Roussillonnaise*, par M. de Bonnefoy. L'une et l'autre ont paru dans le *Bulletin de la Société agricole, scientifique et littéraire*, devenue le centre des études historiques et archéologiques (1).

L'année 1868 marqua l'apogée et le caractère de cette seconde période du mouvement historique dans notre pays. Cette année-là se réunissait pendant quelques jours à Perpignan, sous la présidence de M. de Caumont, le XXXV^e Congrès archéologique de France.

M. de Bonnefoy l'avait préparé ; il en fût l'âme pendant sa session. A tout instant c'est lui qu'on consulte : il ne lit pas de volumineux mémoires, mais, sur toutes les questions, il apporte une explication, fournit une date, rectifie un jugement précipité.

A ses côtés, paraît Alart. Plusieurs fois il prend la parole, mais en historien, et quand il décrit le vieux St-Jean ou la cathédrale d'Elne, c'est pour donner les dates de fondation et de construction, non pour dissertar sur les caractères architectoniques de l'édifice. On l'applaudit, on insère ses mémoires ; mais plus d'un de ses auditeurs, parmi les étrangers, doit se demander en l'entendant à quelle sorte d'historien il a affaire.

Ce n'était certes pas un avancé. Lancé dans les études historiques sans initiation, il s'était formé lui-même à une époque où se terminait le mouvement historique de 1830 et où n'avait pas commencé la période moderne. Frappé du savoir de Puiggari et de Saint-Malo, il avait rêvé comme eux « d'une histoire définitive et véridique de la province. » Parcourez ses ouvrages publiés dans le *Bulletin de la Société agricole, scientifique et littéraire* (2), et vous verrez qu'il se

(1) (S. A. IX.-1852) — (S. A. X.-XIII. 1852-1862).

(2) Voici la liste des principaux mémoires du Roussillon :

1^o SUJETS HISTORIQUES : *Apparition des routiers dans le Conflent* (S. A. IX 1854) ; *Berenger de Palazol, les Trinitaires de Corbiac* (S. A. X.-1855) ; *Abbaye de Ste Marie de Jau* ; *les patronnes d'Elne* (S. A. XI.-1856) ; *Le prieuré de Marcevol* (1858) ; *La suppression de l'ordre du Temple en Roussillon* (S. A. XIV.-1866). *Les*

préoccupe des points obscurs laissés par ses prédécesseurs. Ceux-ci se sont intéressés au XIII^e siècle et aux suivants ; lui remonte plus avant, s'obstine à fouiller dans le haut moyen-âge ; plus le sujet demande de recherches, et plus par une bizarrerie de son esprit il s'y attache passionnément, sans se demander de quelle importance peuvent être les résultats.

« B. Alart, a dit M. Brutails, était un rude travailleur qui, pendant vingt ans, a cherché, recueilli, transcrit les pièces intéressantes pour l'histoire du pays. Doué d'un esprit curieux, d'une mémoire invraisemblable, d'une rare tenacité, il était attiré par les difficultés et il n'épargnait pas la peine pour les résoudre... Il ne lui manquait, pour tenir parmi les maîtres de l'érudition un rang honorable, que des études préparatoires plus complètes, un peu plus de méthode et surtout beaucoup moins de modestie. »

Après la tenue du congrès archéologique, Alart sembla avoir conscience de ce qui lui manquait ; mais il était trop vieux pour rattrapper. Il se mêla néanmoins davantage au mouvement moderne, et s'occupa d'institutions communales et de philologie romane.

Obligé comme archiviste de se tenir en relations perpétuelles avec le ministère de l'instruction publique, il eut vent de l'orientation nouvelle donnée aux études historiques, et il suivit, sans abandonner toutefois la voie ancienne. Il mourut en laissant comme Saint-Malo des mémoires inédits, tels : ceux sur les Juifs, sur les artistes, sur Marcevol, sur Serrabonne (1), etc., et une cinquantaine de volumes

d'Armagnac en Roussillon sous Louis XI (S. A. XVII.-1868) ; *Notices historiques sur les communes du Roussillon* (2 vol. in-18 Latrobe, 1868-1878).

2^o ÉTUDES D'ÉRUDITION PURE : *Géographie historique du Conflent* (S. A. IX.-1854) ; *Géographie historique des Pyrénées-Orientales et la voie romaine de l'ancien Roussillon* (S. A. XII.-1859) ; *L'examen critique des documents relatifs à l'origine des possessions de l'abbaye de la Grasse* (S. A.-1873).

3^o PUBLICATION DE TEXTES : *Documents sur la Géographie historique du Roussillon* (S. A.-1875) ; *Privilèges et titres relatifs aux franchises, institutions et propriétés communales de Roussillon et de Cerdagne* (Perpignan, Latrobe, in-4^o ; *Cartulaire Roussillonnais* ou recueil de 90 pièces inédites allant de 865 à 1103 (Perpignan, Latrobe, in-8^o ; *Documents sur la langue catalane* (Paris, Maisonneuve, 1881, in-8^o).

(1) Ce n'est là qu'une liste bien incomplète. Alart avait réuni beaucoup de notes sur des sujets qu'il voulait traiter ; nous ne le saurions pas, s'il ne l'avait déclaré lui-même dans ses divers ouvrages et s'il n'avait montré quelques-uns

de textes sous le titre de *Cartulaire Roussillonnais* ; mais, avant de mourir, il montra la voie nouvelle à ses successeurs.

III

On connaît les préoccupations de la critique contemporaine. Suivant le mot d'un de ses maîtres, une enquête est ouverte à Paris et dans toute la province sur tous les points historiques et archéologiques, plus particulièrement sur quelques-uns, par exemple : pour le Moyen-Age, sur les conditions des populations rurales et sur l'art de la construction ; pour les temps modernes, sur l'instruction et sur les origines de la France contemporaine. Chaque auteur travaillant suivant un plan déterminé, avec des méthodes communes, pour une même fin, n'est plus un ouvrier isolé, ne suit plus ses goûts ou ses caprices. Pénétré de sa mission, il se subordonne au mouvement général, et, suivant une comparaison banale à force d'être vraie, il apporte sa pierre à l'édifice qu'un homme de génie élèvera plus tard. Pour cela, il s'efforce de caractériser le problème local qui lui est confié, de le rattacher aux problèmes similaires, sans se demander quelle part il aura dans la solution générale.

Un homme ouvert à toutes les règles de la critique moderne, d'une érudition étonnante, architecte comme tout bon officier du génie et aussi artiste dessinateur, le colonel Puiggari semblait destiné à faire entrer les Roussillonnais dans cette voie. Sa modestie l'en détourna. Sous prétexte qu'il avait « bien assez de mal à s'instruire lui-même, sans chercher à instruire le public », il ne voulut jamais rien publier (1).

Il arriva, dès lors, de 1880 à 1885, soit par réaction naturelle, soit par simple coïncidence, que la marche en avant commencée timidement par Alart, vers les dernières années de sa vie, eut un temps d'arrêt. Les hommes de lettres, les survivants de la génération qui

de ses mémoires au regretté colonel Puiggari. De là est née l'accusation de plagiat que M. G. Sorel a infligée à M. Vidal dans plusieurs numéros du journal *Le Roussillon*, d'abord sans signature, enfin en se déclarant.

(1) Voir sur le colonel Puiggari, la notice biographique que lui a consacrée M. Brutails (S. A. xxxii, 1891). Ses notes si précieuses ont été pieusement conservées par sa fille, Mme Dumas.

s'en allait et quelques nouveau-venus parurent les maîtres : c'était l'époque où le président Aragon publiait, coup sur coup, plusieurs plaquettes depuis longtemps en préparation (1), où l'abbé Font donnait son *Histoire de l'Abbaye royale de Saint-Michel de Cuxa* (2), où un journal hebdomadaire, *le Papillon* (3), volage comme son nom symbolique, prétendait renouveler la tradition de 1830, publier récits historiques, contes et pièces de vers. *Le Papillon* disparut, après sept ans d'existence (1882-1888) ; mais il reste encore plus d'un esprit qui regrette les beaux temps du *Publicateur*, et plus d'un amateur qui en continue les traditions dans les journaux hebdomadaires, surtout à l'heure actuelle, dans *l'Alliance* et le *Courrier de Céret*.

Tandis que *le Papillon* essayait de ressusciter des traditions anciennes, des archivistes et des amateurs faisaient de la *Société agricole, scientifique et littéraire* le centre du mouvement historique moderne. Pour bien marquer leur but, ils quittaient la section littéraire, d'où avaient relevé jusque-là l'histoire et l'archéologie, et se faisaient agréger à la section scientifique. Et, dans leurs recherches, ils se préoccupaient de la vaste enquête entreprise à Paris, se pénétraient de ses visées et en faisaient leur ligne de conduite.

Depuis que M. Léopold Delisle a le premier exposé la condition des populations rurales au Moyen-Age, dans son remarquable ouvrage sur les classes agricoles en Normandie, chaque département a rêvé de rencontrer un disciple du maître qui voulût bien tenter la même œuvre chez lui. En 1891, M. Brutails, archiviste départemental de la Gironde, réalisait nos espérances en publiant son *Étude sur la condition des populations rurales en Roussillon au Moyen-Age* (4), que l'Académie couronna l'année suivante en lui donnant le prix des Antiquités nationales. *Les recherches sur la dette et les emprunts de la*

(1) Un poète catalan au XVII^e siècle, Vincent Garcia, rector de Vallfogona (Montpellier, Boehm et fils, 1880, in-8°) ; Voltaire et le dernier gouverneur du château de Salses (même éditeur) ; La Voie romaine en Roussillon (Idem) ; Le Roussillon aux premiers temps de son annexion à la France (Montpellier, Coulet, 1882, in-8°).

(2) Perpignan. Coulet, 1882, in-8°.

(3) *Le Papillon humoristique, littéraire et artistique*. En sous-titres : Programme des théâtres et des concerts. Annonces, réclames et avis divers. Petit in-4°, hebdomadaire.

(4) Imprimerie Nationale, 1891, grand in-8°.

ville de Perpignan (S. A., xxxii-1891), que M. Desplanque, archiviste départemental, publiait en même temps, se rattachent au même plan d'études : montrer sous leur vrai jour les institutions médiévales de chaque province.

A la base des nôtres se place le droit roussillonnais. Dans l'Introduction de son *Étude sur les populations rurales*, M. Brutails en a dressé les grandes lignes. Ses monographies sur l'*Esclavage en Roussillon* (1) et sur la *Loi stratæ* (2) en expliquent quelques points particuliers. *Les infâmes dans l'ancien droit roussillonnais* (3) de M. Desplanque constituent une des plus importantes contributions à l'histoire de l'infamie juridique ; en le lisant, on n'en sera point surpris, car il existe rarement tant de documents « dans une région délimitée et à dates précises ». On peut rattacher à ces études les monographies de M. Vidal, bibliothécaire de notre ville : *Recherches relatives à l'histoire des beaux-arts et belles-lettres en Roussillon* (S. A. xxvii-1886), *Les Juifs des anciens comtés de Roussillon et de Cerdagne* (4).

L'histoire des temps modernes comprend trois grands problèmes, connexes sans doute, mais d'ordinaire traités séparément : les conditions sociales sous l'ancien régime, l'instruction publique et la Révolution. Sur tous ces points les œuvres abondent.

On trouvera dans les *Notes sur l'économie rurale du Roussillon à la fin de l'ancien régime* (S. A. xxxi-1889), par M. Brutails, des renseignements précis sur la vie de campagne d'autrefois. *Le mémoire de M. de Poyedavant* (5), sub-délégué-général de l'intendance en 1778, avec notes érudites de M. Desplanque, nous révèle les mœurs administratives, tandis que les *Mémoires de M. Jaume* (6), professeur de droit à l'Université et avocat au Conseil souverain, mettent à nu les

(1) Extrait de la *Nouvelle revue historique du droit*. Laroze et Forcel, 1886. In-8°.

(2) *Idem*. 1838.

(3) Perpignan. Latrobe. 1894, in-8°. Une partie de ce mémoire avait paru dans le *Bulletin de la Société Agricole* (S. A. xxxiv-1893).

(4) *Revue des Études juives*, t. xv-xvi. Extrait. Paris, Durlacher, 1888, in-8°.

(5) En cours de publication. La première partie a paru (S. A. xxxv-1894).

(6) *Mémoires de M. Jaume, avocat au Conseil souverain, professeur de droit à l'Université*, avec nos notes et notre introduction. Perpignan, Latrobe, 1894, grand in-8°.

défauts de la bourgeoisie citadine, du clergé séculier et régulier, des magistrats et des professeurs de l'Université. Ajoutons, pour être complet : *Les institutions du Roussillon*, par M. J. Sauvy, et *Cavallers et Bourgeois de Perpignan en Franche-Comté*, par M. le général Miquel de Riu (S. A. xxxv-1894).

M. Marcel Fournier ayant publié quelques documents inédits sur l'origine de l'*Université de Perpignan*, fondée en 1349, par Pierre III d'Aragon, j'ai voulu constater ce qu'elle était devenue à la fin de l'ancien régime. De là mon mémoire : *l'Université de Perpignan avant et pendant la Révolution* (S. A. xxiii-1892). De l'enseignement supérieur je suis passé à l'enseignement secondaire : *Le Collège de Perpignan depuis ses origines jusqu'à nos jours* (S. A. xxxiv-1893), suivi bientôt de *l'Ecole centrale* (S. A. xxxv-1894). *L'Histoire de l'instruction élémentaire* est actuellement sous presse : M. Desplanque en écrira les origines, j'étudierai ses transformations de 1660 à 1833. (S. A. xxxvi-1895).

Dans la question des origines de la France contemporaine, l'histoire de la Révolution occupe le premier rang. On sait qu'elle compte deux sortes d'historiens : les fanatiques, qui écrivent pour exalter ou vilipender *a priori* toutes ses œuvres ; les critiques, qui les étudient à froid, sans parti pris, après enquête minutieuse et prolongée.

Dès 1866, un des points du problème avait été abordé par un officier, Napoléon Fervel, dans ses deux volumes : *Campagnes de la Révolution française dans les Pyrénées-Orientales* (1). L'auteur ne cachait pas son admiration ; il avait au moins essayé de faire de la critique. Ses successeurs ont cru qu'il était plus facile de s'en dispenser. M. Alart ayant publié dans l'almanach de *l'Indépendant* de 1872 à 1880, une série de notices sur la Révolution, M. Vidal les reproduisit presque mot à mot dans son premier volume de *l'Histoire de la Révolution française dans les Pyrénées-Orientales* (2). D'après un bon juge, M. Brutails, les deux autres volumes ne sont qu'un plagiat de Fervel et de Marcillac. J'ai constaté que M. Vidal, pour la partie inédite de son *Histoire*, s'est contenté de parcourir les délibérations des diverses autorités départementales révolutionnaires, soit à peine

(1) Paris. Dumau, 1861, 2 vol. in-8°.

(2) Perpignan. Imprimerie de *l'Indépendant* (1885-1888), 3 vol. in-8°. Le quatrième, depuis longtemps annoncé, n'a pas encore paru.

une centaine de liasses sur quatorze cents environ que comprend la série L des archives préfectorales.

M. G. Sorel, ancien ingénieur en chef des Ponts-et-Chaussées a, le premier, fait valoir les droits de la critique indépendante dans ses remarquables monographies : *Les représentants du peuple à l'armée des Pyrénées-Orientales* (1) ; *Les Girondins du Roussillon* (s. A. xxx-1889) ; *François Ducruix. Contributions à la psychologie des Maratistes* (s. A. xxxiii-1892). J'ai essayé de suivre ses traces dans mon *Histoire du clergé des Pyrénées-Orientales pendant la Révolution* (2) ; dans mes *Elections de 1789* (3) et mon mémoire sur *Un curé de campagne de l'ancien régime* (4) ; M. l'abbé Gibrat a publié dernièrement une petite brochure sur *l'Eglise St-Jacques pendant la Révolution* (5).

Avant de clore la liste des principaux mémoires historiques, citons les monographies suivantes : *Histoire des Saintes-Puelles* (6) ; *Histoire de Notre-Dame de Font-Romeu* (7), par M. l'abbé Rous ; *Histoire de Rivesaltes*, par MM. Casteillo et Llouquet (8) ; *Monographie sur Laroque des Albères et Sorède*, par M^{me} Carrère (9) ; *Prats de Mollo en Vallespir* (10), par M. Salsas.

Tandis que l'histoire entrait dans une nouvelle voie, l'archéologie, elle aussi, se transformait. M. Albert Donnezan et M. Depéret posaient le problème du préhistorique (11), et M. Brutails, celui de l'art de la construction au moyen-âge. Du premier, nous possédons quelques courtes études ; d'autres sont en préparation. Après deux remarquables monographies, l'une sur l'architecture militaire : *Etude archéologique sur le Castillet Notre-Dame de Perpignan* (S. A.

(1) Extrait de la *Revue de la Révolution*. Paris, Bray et Retaux, 1889, in-8°.

(2) Perpignan, Latrobe, 1890, in-8°.

(3) S. A. xxxii, 1891.

(4) Perpignan, Latrobe, 1893, broch. in-8°.

(5) Perpignan, Payres, 1894, broch. in-8°.

(6) Perpignan, Latrobe, 187, petit in-18.

(7) Lille, Société St-Augustin, 1890, in-8°.

(8) Toulouse, Laboucle, 1893, brochure in-8°.

(9) Céret, Lamiot, 1894, in-12.

(10) En cours de publication dans le journal : *Le Courrier de Céret*, de 1892

(11) Voir en particulier S. A. xxix, 1888. M. le Dr Donnezan prépare une étude sur la grotte récemment découverte à Estagel. Le même auteur vient de publier : *Une excursion du Club alpin au Musée régional de Perpignan* (Imprimerie de l'Indépendant, 1895).

xxaII-1886); l'autre sur l'architecture religieuse: *Etude archéologique sur le cloître d'Elne* (S. A. xxxvIII-1887), M. Brutails vient de publier un travail d'ensemble sur l'art religieux du Roussillon (1).

Si nous ajoutons à ces œuvres remarquables quelques articles de valeur diverse de MM. Charles Donnezan (2), Sorel (3), de Noell (4), Campagne (5), Vassal (6) et Vidal (7), nous aurons dressé le bilan des travaux archéologiques parus à ce jour.

IV

Qu'advient-il du mouvement historique dont nous avons esquissé les trois phases? S'il est difficile de le conjecturer, il est au moins utile de rechercher ce qu'il faut faire: nous gagnerons à connaître le chemin parcouru et celui qui reste encore à parcourir.

I. — En archéologie, les lacunes sont immenses. Pendant longtemps les érudits s'obstinèrent à rechercher les origines phéniciennes, celtiques, romaines ou sarrasines de nos monuments: métier toujours ingrat, souvent métier de dupes qui leur fit oublier nos gloires véritables. Aussi, à l'heure actuelle, sauf en numismatique, grâce à l'étude de M. Colson; en épigraphie, grâce au travail de M. de Bonnefoy, et en architecture religieuse depuis l'apparition des *Notes* de M. Brutails, tout ou à peu près est-il à faire. On doit, en effet, généraliser le problème de l'architecture militaire dont MM. Ratheau, Aragon et Brutails ont traité quelques points particuliers; le poser pour l'architecture civile, en y comprenant l'ornementation, le mobilier, la céramique, les bibelots, etc.

(1) *Notes sur l'art religieux du Roussillon*. Paris, Leroux, 1895, in-8° (Extrait du *Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques et scientifiques*). Citons du même auteur: *Rapport sur les fouilles pratiquées dans St-Jean-le-Vieux* (S. A. xxvIII, 1887); *Note sur un sarcophage antique* (S. A. xxix, 1888), etc.

(2) S. A. xxvII, 1885.

(3) *Note sur les arrosages en Roussillon* (S. A. xxxIII, 1892), et *Note sur le vieux pont de Céret* (xxxII, 1891).

(4) *Notice architectonique sur l'église de Coustouges* (S. A. xxx, 1889).

(5) *Dissertation sur l'Eglise St-Jean-le-Vieux* (S. A. xxix, 1888).

(6) *Notre-Dame dels Correcchs*, Perpignan, Latrobe, 1890.

(7) *Notice historique sur le prieuré de Marcevol* (S. A. xxix, 1888.)

II. — Même lacune en *philologie*. Nous possédons bien la *Grammaire catalane-française à l'usage des Français*, de P. Puiggari et les documents sur la langue catalane, publiés par Alart et Vidal ; nul n'a abordé le problème philologique proprement dit. Ces auteurs ont toutefois préparé la solution par la publication de nombreux textes inédits.

III. — Il faudrait faire de même pour l'histoire. Chacun sait les difficultés que l'on éprouve quand on veut traiter un sujet et trouver ses sources. C'est à ce besoin que répond la publication des inventaires. Nous possédons un volume de la série C, deux sur la série B, la série G est sous presse. Pourquoi n'éditerait-on pas en outre les textes les plus importants ? MM. Massot et Alart nous en ont donné de juridiques et de diplomatiques, aucun d'historique. Et cependant les uns et les autres abondent : cartulaires du Temple, du Canigou, de Saint-Michel-de-Cuxà, de l'Université, des villes de Perpignan, Thuir, Collioure, etc. Quand M. Desplanque aura mis au jour ses deux volumes de textes historiques, notre *Société agricole, scientifique et littéraire* reconnaîtra l'intérêt que présente un tel genre d'études.

IV. — D'ailleurs ces documents serviront souvent à établir plus d'un point de notre histoire générale. Car elle a beau paraître terminée, il reste cependant des questions obscures à éclaircir. M. Lecoy de la Marche ne publiait-il pas dernièrement *Les relations politiques de la France avec le royaume de Majorque* ? Je me permets de signaler deux problèmes fort curieux : les annexions du Roussillon à la France, l'une transitoire sous Louis XI, l'autre définitive sous Louis XIV, et la *francisation* de notre province, alors catalane de langue, d'idées, d'aspirations et d'habitudes.

V. — Si l'histoire politique de notre pays est assez connue, il n'en est pas de même de ses institutions religieuses, communales, financières, judiciaires, commerciales et industrielles. Les rédacteurs du *Publicateur* avaient entrevu tout ce qu'il fallait faire ; mais, faute de notions générales, de méthode et de but bien caractérisé, ils ne réalisèrent point le programme qu'ils s'étaient tracé le 25 août 1832.

Ils ont éclairci quelques points d'*histoire religieuse*, sur les monastères et les évêques ; mais que de questions il reste à soulever sur l'administration ecclésiastique, sur les communautés de prêtres si nombreuses dans notre pays, sur les usages liturgiques, sur la

paroisse, bien distincte chez nous de la commune, et sur l'église tout aussi distincte de la paroisse que de la commune !

Cela jetterait un nouveau jour sur le *régime communal* au moyen-âge. Car si M. Brutails nous a révélé la condition des populations rurales, il ne nous a guère parlé des villes qui ne rentraient pas dans le cadre de ses études. Il nous faut recourir aux pages qu'Alart leur a consacrées dans l'introduction de ses *Privilèges et titres* ; or nous avons dit combien elles sont incomplètes.

L'examen du régime communal provoquerait l'examen du régime financier. M. Desplanque l'a montré dans sa monographie sur *La dette et les emprunts de la ville de Perpignan*. Ce n'était là qu'un cas particulier de l'organisation propre aux villes ; et l'auteur, en le constatant, laissait entendre qu'il essaierait plus tard une étude d'ensemble : étude fort curieuse, parce qu'en Roussillon comme en Catalogne, les communes ont joué le rôle de banquier et de manieur d'argent, comme les républiques italiennes de Gènes, de Venise et de Florence.

Se rencontrera-t-il un jour un érudit pour compléter l'organisation financière en la rapprochant des institutions commerciales et industrielles ? Les articles publiés par M. J.-B. de Saint-Malo permettent d'entrevoir le puissant intérêt que provoqueraient de pareilles recherches. On parle aujourd'hui beaucoup des corporations ; le Congrès a inséré cette question dans son programme ; pourquoi ne pas se demander comment nos pères, souvent aux abois, concurent le problème social en Roussillon et essayèrent de le résoudre ?

Il serait enfin naturel de rechercher quelle fut l'*organisation judiciaire*, puisque l'étude du droit catalan a passionné tant d'érudits. Si nous connaissons les règles de la justice au moyen-âge, nous ne savons pas comment elle s'exerçait. Dans les temps modernes le problème est différent : il ne s'agit pas de savoir comment était organisé le Conseil souverain de Roussillon, mais quels en étaient les usages. Quelques pages ont été publiées sur ce point par MM. Vicens, Bertran et Sorel ; elles pourraient servir de point de départ à une étude générale.

VI. Puisque nous voici parvenu aux temps modernes, disons en un mot ce qu'on pourrait entreprendre. Si les problèmes étudiés jusqu'ici sont nombreux, plus nombreux encore sont ceux qu'il faut résoudre. Pendant le XVIII^e siècle une évolution se fait au point de

vue social, religieux et politique ; suivre les phases de cette évolution, voilà matière à une foule de mémoires aussi intéressants que variés. On y verra les luttes de la noblesse et de la bourgeoisie, la diminution de la propriété aristocratique, l'affaiblissement de la vie monastique, la nouvelle organisation ecclésiastique, l'introduction des idées philosophiques, le pouvoir central envahissant tout, supprimant des franchises et des privilèges de la province ce qu'elles avaient de réel et n'en laissant que de vaines apparences. Ainsi l'on s'expliquera l'œuvre révolutionnaire en Roussillon et l'on pourra mener à bonne fin l'étude critique déjà commencée. Je ne cite point parce qu'il faudrait être trop long. Chacun sait d'ailleurs la liste des sujets à étudier : ventes révolutionnaires, levées de troupes, sociétés populaires, etc,

VII.— Comme couronnement à ces travaux historiques, on devrait joindre une liste des traditions locales : légendes, prières, contes populaires, farces et chansons. C'est pour donner de la vie populaire d'autrefois, de ces humbles qui n'ont pas d'histoire, une notion exacte que l'on a fondé en France les revues de *Folklore*. Chez nous, de ci, de là, dans les journaux ou dans quelques monographies, des légendes et des chansons ont été publiées, mais en très petit nombre. Si on ne se presse de tirer les unes et les autres de l'oubli, il sera bientôt impossible de le faire, nos traditions s'en allant les unes après les autres, emportées par les idées modernes.

On le voit, le champ est immense, et à vouloir le délimiter, l'esprit se perd. Comme nous sommes loin des conceptions de 1832 ! Nul, aujourd'hui, ne rêve, comme les hommes de lettres de cette époque, d'une histoire définitive et véridique du Roussillon. De Paris sont venues des idées plus saines, des méthodes plus exactes et un plan mieux conçu. Il ne faudrait point cependant devenir de simples machines intellectuelles entre les mains de Parisiens, quelque savants qu'ils soient. La centralisation peut avoir du bon, même en histoire, pourvu qu'elle reste dans de justes limites : c'est ce qu'a compris la *Société bibliographique* lorsqu'elle a institué les Congrès provinciaux ; c'est aussi ce que comprendront les Roussillonnais du XX^e siècle justement fiers des gloires passées de leur pays.

UTILITÉ ET MÉTHODE DES ÉTUDES

RELATIVES

A L'HISTOIRE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

Par M. le Chanoine ALLAIN
ARCHIVISTE DU DIOCÈSE DE BORDEAUX

Y a-t-il lieu d'orienter, dans les provinces de Languedoc, de Roussillon et de Provence, les travailleurs vers les recherches relatives à l'histoire de l'enseignement ? Oui assurément, spécialement en ce qui touche à l'instruction primaire.

Nous possédons nombre de travaux sur les universités et collèges de la région. La publication des cartulaires a été heureusement inaugurée ; il existe d'excellentes monographies sur plusieurs corporations universitaires, sur des collèges d'étudiants. Nombre de collèges d'enseignement secondaire ont trouvé d'habiles et consciencieux historiens (1). De ce côté-là, il a été beaucoup fait, mais il reste encore bien des documents à publier et à mettre en œuvre.

Sur l'histoire des petites écoles dans les provinces représentées à notre Congrès, nous manquons d'études d'ensemble largement établies ; quelques indications générales et parfois assez vagues, quelques monographies sommaires se référant aux institutions scolaires de telle ou telle ville, quelques mémoires insuffisamment concrets parus dans les recueils des Sociétés savantes, c'est tout ce que nous avons et c'est peu (2). Il n'y a rien en tout cela qui puisse être mis à

(1) Voir là-dessus, *l'Essai d'une Bibliographie historique de l'Enseignement secondaire et supérieur en France avant la Révolution*, par A. Silvy. Paris, Soc. gén. d'éducation et d'enseignement (1894), in-8°.

(2) Il y a lieu de signaler pourtant un travail considérable de M. le chanoine Douais, dans la *Revue des Pyrénées et de la France méridionale*, t. I (1889), p. 485-531 et t. II (1890), p. 84-151. Il est bien désirable que notre savant confrère achève cette œuvre importante. Il en a du reste le projet.

côté des beaux livres publiés sur cette question en Lorraine, en Flandre, en Normandie, en Champagne, en Anjou, au Maine et même à quelques études plus ou moins étendues consacrées aux écoles de certains départements du Sud-Ouest (1).

Pourquoi ce qui a été réalisé ailleurs ne se ferait-il pas ici ? Pourquoi permettrait-on aux orateurs politiques, aux déclamateurs des réunions publiques, aux conférenciers de la ligue de l'Enseignement d'affirmer sans être contredits que, dans votre Midi, grâce aux efforts combinés de l'Eglise et de l'Etat, vos arrière-grands-pères ont été maintenus, sous l'ancien régime, dans une honteuse ignorance et que, pour faire jaillir la lumière du sein des ténèbres, il a fallu le génie et l'action persévérante des hommes de la Révolution ?

Ces assertions-là sont très répandues et couramment admises par la grande masse du public. Or, elles sont totalement contraires à la vérité. Mais, pour les réfuter d'une façon définitive, il ne s'agit pas d'opposer des déclamations même éloquentes aux déclamations sonores de nos adversaires ; il faut ici des réponses topiques, c'est-à-dire des thèses scientifiques, scientifiquement démontrées par un vaste ensemble de faits dûment constatés.

* *

Nous pourrions dès maintenant vous fournir des indications générales de nature à vous donner confiance dans le résultat de fouilles méthodiquement conduites dans vos archives locales.

J'ai soigneusement dépouillé, il y a quelques années, aux archives nationales et aux archives de la Sorbonne, tout ce qui reste des enquêtes scolaires de 1791-92 et de l'an IX. Vos départements y sont pour la plupart représentés d'une façon plus ou moins complète. Le temps et la place me manquent également pour transcrire ici les parties de ces vastes dossiers qui s'y rapportent (2). Je me contenterai de trois exemples :

HÉRAULT, *district de Montpellier*, enquête de 1791-92 : « Il y avait quelques fondations d'Ignorantins et de Sœurs noires qui se char-

(1) P. ex. les Basses-Pyrénées, le Gers, la Gironde.

(2) Cf. E. Allain, *L'enquête scolaire de 1791-92*, dans la *Rev. des quest. hist.*, juillet 1891, et *L'enquête scolaire de l'an IX*, *ibid.*, octobre 1892.

geaient d'enseigner aux enfants de l'un et l'autre sexe les premiers éléments de la lecture et de l'écriture et qui joignaient à ces cours des instructions religieuses. Ces écoles ont été supprimées ou les instituteurs ont été destitués pour le refus du serment. *Il y a dans toutes les communautés [d'habitants] du district de Montpellier un régent et une régente qui enseignent à lire aux petits garçons et aux petites filles.* Les municipalités leur donnent le logement et un traitement de 150 à 200 francs, à raison de la population des villages. Les villes du district un peu considérables, telles que Cette (9000 h.), Ganges, Lunel, n'ont pas d'autres établissements d'instruction publique, et les citoyens aisés font venir des maîtres particuliers ou envoient leurs enfants à Montpellier et dans d'autres collèges ». — *District de Lodève* : « Dans presque toutes les municipalités du district, on a établi des régents ou maîtres d'école pour les garçons et des régentes ou maîtresses d'école pour les filles. Les instituteurs sont logés et salariés par les communes. Leurs gages sont très modiques et les mieux payés ne jouissent pas de plus de 200 à 250 francs de traitement. Ils montrent à lire et à écrire et quelquefois les premières règles de l'arithmétique (1). »

GARD, 1791-92, district de *Pont-Saint-Esprit* : « Les communes de notre district ont un maître d'école qu'elles traitent annuellement d'une somme fixée par les anciens et nouveaux règlements. » — *Le Vigan* : 33 communes sur 37 mentionnées comme pourvues d'écoles. — *Alais* : écoles « dans une partie (*sic*) des communautés. » — *Saint-Hippolyte* : 21 écoles pour 20 communes. — *Uzès* : 94 écoles indiquées, etc. (2).

VAUCLUSE, an IX. « Chaque commune un peu populeuse et surtout celles qui devinrent chefs-lieux de canton avaient un instituteur et une institutrice. Ceux des petites communes n'appartenaient à aucune corporation : ils étaient au choix des communes qui les appelaient (3). »

(1) Arch. nat. F¹⁷ 1314 A.

(2) Arch. nat. F¹⁷ 1313.

(3) Arch. Sorbonne, xxvii. Cf. E. Rey, *l'Enseignement primaire et les écoles publiques dans les Etats pontificaux de France et pays divers qui ont formé le département de Vaucluse avant 1789, d'après les archives locales.* Avignon, 1892, in-8.

Si, d'autre part, nous consultons la statistique des signatures des conjoints publiée, en 1878, par le Ministère de l'Instruction publique et due à la diligente érudition du très regretté L. Maggiolo (1), nous verrons que plusieurs de vos départements n'y font pas trop mauvaise figure. J'indiquerai seulement les moyennes, pour 1786-1790, de l'Hérault : époux, 46 41 0/0 ; épouses, 11 86 0/0, et du Gard, 57 04 0/0 et 18 15 0/0. Mais nous ne pouvons, évidemment, nous contenter de ces indications par trop sommaires. Il faut aller au fond des choses et résoudre cette importante question d'une manière concluante, concrète et définitive.

*
*
*

Comment y pourra-t-on réussir ?

Il faut procéder par *monographies* scolaires communales, diocésaines ou départementales ; je parle de monographies aux contours strictement délimités au regard du sujet, du territoire, de l'époque.

Au regard du *sujet* : ne pas parler de tout à propos de l'enseignement, s'y tenir rigoureusement au contraire, et, si, comme dans notre hypothèse, le titre du mémoire annonce qu'on traitera des petites écoles, ne faire entrer en ligne ce qui touche à l'instruction secondaire et supérieure que strictement dans la mesure de leurs relations avec les institutions primaires ; éviter soigneusement de gaspiller le temps et la place en s'attardant aux considérations générales, abstraites et accessoires ;

Au regard du *territoire* : cela s'entend de soi ; mais cela est très nécessaire en raison de l'état souvent différent de l'enseignement populaire dans les diverses provinces et même dans les divers diocèses d'une même province ;

Au regard de l'*époque* : s'arrêter de préférence aux deux derniers siècles au sujet desquels les renseignements abondent, et si, au cours des recherches, on a la bonne fortune de mettre la main sur des textes concernant des temps plus reculés, les recueillir, cela va sans dire, mais les grouper à part, dans l'introduction du mémoire, par exemple.

Il semble, au premier coup d'œil, qu'en formulant tout d'abord ces

(1) Paris, imp. Nat., in-4°.

observations, je mets la charrue avant les bœufs et que je commence par où j'aurais dû finir. Je ne crois pas mériter ce reproche. Non seulement avant de rédiger, mais avant de commencer les recherches, il faut savoir sur quoi elles porteront, et c'est là ce que je viens de vous dire.

Nous voilà donc fixés sur l'objet essentiel et le cadre de notre travail. Comment remplir ce cadre ?

Soit, si vous le voulez, le problème ainsi formulé : Quelle a été, dans les pays ayant formé le département de l'Hérault, la situation de l'Instruction primaire, de 1600 à la Révolution ? La solution ne pourra être sérieusement fournie que si l'on s'est mis en état de répondre aux sous-questions suivantes :

a) Le nombre des écoles et le rapport de ce nombre à celui des anciennes paroisses et du chiffre au moins approximativement connu de leur population ;

b) Dans quelle mesure ces écoles étaient fréquentées ?

c) Quelle était la condition des *maitres* ; d'où ils venaient ; qui les choisissait ; leur valeur intellectuelle et morale ; la situation matérielle qui leur était faite ;

1) L'Ecole : locaux scolaires ; fondations ; livres ; programmes ;

e) Rôle du *pouvoir civil* : municipalités ; autorités administratives (intendants et subdélégués) ; autorités judiciaires ;

f) Action de l'Eglise : conciles de la Province ; statuts synodaux des divers diocèses dont le territoire a contribué totalement ou partiellement à la formation du département actuel ; attitude des évêques, des chapitres, du clergé paroissial ; congrégations religieuses (d'abord celles qui ont été fondées dans le pays, puis celles qui y sont venues d'ailleurs, comme les frères des écoles chrétiennes, les filles de la charité, les sœurs de Saint-Maur, etc.).

Il est indispensable, pour établir une monographie scolaire, sérieuse et utile, d'être fixé sur tous ces points. Il ne s'agit pas simplement de trouver et de juxtaposer au hasard des noms de paroisses et des noms d'instituteurs.

..

Venons maintenant aux recherches elles-mêmes.

I.— Je dois vous prévenir que, généralement du moins, il n'y a

pas grand fond à faire sur les *livres imprimés*, par cette raison très simple que notre question est relativement nouvelle, qu'on s'en préoccupe seulement depuis environ vingt-cinq ans et que les historiens antérieurs à 1870 l'ont presque tous systématiquement négligée.

Néanmoins, on fera sagement de lire attentivement tous les livres d'histoire locale, du moins ceux qui se rapportent, soit uniquement, soit par certains de leurs chapitres, à la période à laquelle on s'est arrêté; de dépouiller avec soin les mémoires des sociétés savantes (1), les annales des congrégations enseignantes nées dans le pays ou y ayant eu des établissements, les vies de leurs fondateurs ou fondatrices, les anciens recueils de conciles et d'ordonnances synodales.

II. — Mais la source vraiment féconde et inépuisable, ce sont les *archives* départementales, diocésaines, hospitalières et communales. A cet égard, vous êtes largement pourvus. Les archives de l'Hérault sont fort riches, aussi bien que celles de la ville de Montpellier et de plusieurs autres villes et même communes rurales (2). Voici l'indication des principaux fonds à étudier :

1.) Il faut, avant tout, recourir aux *fonds ecclésiastiques* des ARCHIVES DÉPARTEMENTALES et d'abord : A. examiner avec soin, dans la SÉRIE G, les *procès-verbaux de visites des évêques, des archidiacres et des doyens* ; souvent, il est vrai, les plus anciens de ces documents sont muets sur la question qui nous occupe, mais ceux de la seconde moitié du XVII^e siècle et XVIII^e (3) sont pour nous la source la plus abondante, celle où nous trouverons, le plus aisément, des éléments de statistique plus ou moins complets. Dans certains diocèses, durant le dernier tiers du XVIII^e siècle, les évêques ont fait remplir par

(1) Pour simplifier ce travail, on recourra utilement à la *Bibliographie des travaux historiques et archéologiques publiés par les Sociétés savantes de France*, dressée, sous les auspices du ministère de l'Instruction publique, par Robert de Lasteyrie et Eugène Lefèvre-Pontalis. Paris, Imp. nat., in-4°. En cours de publication dep. 1887.

(2) On se renseignera aisément sur ces importants dépôts dans les *Archives de l'Histoire de France*, par Ch.-V. Langlois et H. Stein (Paris, Alph. Picard, 1893). Pour l'Hérault, voir p. 152-154, 343-346, 457, 527, 837, 895, 896.

(3) Il existe des documents de cette espèce dans les mss. de la Bibliothèque de Béziers.

leurs curés des questionnaires sur la situation des paroisses. Il y faut évidemment recourir. Les registres et journaux d'expéditions des *chancelleries épiscopales* contiennent souvent la transcription ou du moins l'analyse des actes d'approbation des maîtres et maitresses.

Les registres des *conseils épiscopaux* nous ont conservé presque toujours des discussions et des décisions touchant les cas litigieux de l'administration des écoles, des nominations, révocations, etc. Il faut consulter les registres d'*Insinuations ecclésiastiques*, au moins dans les pays où des bénéfices simples avaient été annexés aux écoles ; les recueils manuscrits d'*ordonnances épiscopales* et de *mandements*, les procès-verbaux de *synodes diocésains*, *assemblées d'archiprêtres* et de *vicaires forains*, etc. Les registres capitulaires des cathédrales et collégiales doivent être dépouillés avec soin. Non seulement, en effet, les chapitres avaient des décisions à prendre au sujet de leurs maîtrises, mais ils avaient quelquefois le droit exclusif d'approuver, de révoquer les régents et régentes dans les territoires immédiatement soumis à leur juridiction. Il faut voir aussi : les *comptes* et les *délibérations des fabriques*, lesquelles avaient parfois l'administration des biens légués aux petites écoles ou leur accordaient des subventions ; les *Pouillés* et *déclarations des revenus et charges des bénéfices*, quelquefois grevés d'allocations annuelles au profit des maîtres et maitresses. Enfin, dans la SÉRIE H tout ce qui a trait à l'histoire et aux biens des congrégations enseignantes et hospitalières.

B. *Archives civiles*. 1. Les papiers des *Intendances* conservées actuellement dans les chefs-lieux des anciennes généralités (Arch. dép. SÉRIE C), méritent la plus sérieuse étude. On sait qu'à la suite des déclarations royales de 1698 et 1724, les régents et régentes réclamèrent souvent des gages fixes imposés sur les paroisses et juridictions. De leur côté, les communautés d'habitants, désireuses de s'assurer de bons maîtres, sollicitèrent plus d'une fois, elles-mêmes, l'autorisation de s'imposer pour cet objet. De là des *Requêtes*, des *Enquêtes*, des *Ordonnances* et, dans la *Correspondance des intendants avec leurs subdélégués* d'importants dossiers concernant les écoles. Les archives des anciennes administrations financières doivent être vues : les rôles de *tailles* et de *capitation* fournissent des noms de maîtres et de maitresses, les *états d'impositions extraordinaires pour régents, presbytères et prédicateurs* permettent

souvent de combler des lacunes. Il ne faut pas négliger, s'il s'en trouve, les registres des *corporations de mai tres écrivains et arithméticiens* ayant existé dans certaines villes. Les *procès-verbaux de tirage au sort des miliciens* ont été utilement consultés pour la statistique des signatures, de même les *procès-verbaux des assemblées primaires* et les *cahiers des paroisses*, de 1789.

D'après les instructions ministérielles, la SÉRIE D doit comprendre les documents ayant trait à l'instruction publique. Le plus souvent, elle a été formée uniquement des fonds des anciennes universités et collèges. En quelques dépôts pourtant, on y trouve les papiers des bureaux établis pour l'administration des écoles de charité.

Les *minutes des notaires* (SÉRIE E), conservent les actes des innombrables fondations faites aux deux derniers siècles en faveur de l'instruction primaire, des traités intervenus entre les communautés d'habitants et leurs régents. Ceux-ci se rencontrent, fréquemment, comme témoins, dans des actes de toute sorte.

Il y a, dans la SÉRIE B, des *arrêts des Parlements* et des *jugements de juridictions inférieures*, rendus en des affaires concernant des écoles; des régents figurent dans les procès comme témoins ou comme parties. Mais les faits relatifs à l'histoire de l'enseignement ne sont fournis qu'accidentellement par les archives judiciaires.

Les SÉRIES L et Q (*Périodes révolutionnaires et Biens nationaux*), doivent être examinées avec beaucoup de soin. Elles sont importantes et en voie de classement aux archives de l'Hérault.

2.) ARCHIVES COMMUNALES. Voir SÉRIE BB, *registres des délibérations des corps municipaux*; SÉRIE GG, *registres des baptêmes, mariages et sépultures* (1). On y trouvera deux catégories de renseignements précieux: d'abord les actes concernant les régents et ceux auxquels ils ont pris part comme témoins; ensuite les signatures dont les actes sont revêtus et qui donnent des éléments pour apprécier le degré d'instruction de la population à une époque déterminée; SÉRIE CC., *budgets et comptes des communautés d'habitants*.

3.) ARCHIVES HOSPITALIÈRES. L'école a été bien des fois l'annexe de la Maison-Dieu; elles ont été unies dans maints actes de fondation.

(1) Ces registres doivent être régulièrement dans les Arch. comm. et aux greffes des Tribunaux de première instance. On en trouve exceptionnellement dans la série E des Arch. dép.

De là, l'utilité de consulter, pour notre sujet, les *comptes des hôpitaux* et les *délibérations des bureaux d'administration*.

Je m'arrête dans cette énumération sommaire des sources à consulter pour nos monographies. Il est rare, je dois bien le dire, qu'un seul érudit ait les loisirs nécessaires pour les mettre toutes à contribution. Mais, ici, pourquoi ne pas recourir au procédé, toujours fécond en résultats, de la division du travail et de l'association des efforts ? Que l'érudit, décidé à consacrer quelques années à la belle tâche historique dont je parle, demande à ceux de ses amis qui ont le goût des études historiques sérieuses de l'aider, de noter pour lui ce qu'ils trouveront sur les écoles au cours de leurs propres recherches dont l'objet est souvent fort différent. Qu'il profite enfin des déplacements et voyages de vacances pour voir le plus grand nombre possible de documents.

Et puis, ne craignons pas notre peine et prenons notre temps. Ici, « le temps fait beaucoup à l'affaire », et les œuvres hâtivement élaborées valent, d'ordinaire, ce qu'elles ont coûté, c'est-à-dire ne valent pas cher.

..

Je suppose maintenant que les fiches où vous avez transcrit les pièces d'archives *in-extenso* ou du moins l'analyse consciencieuse de ces pièces, avec leurs passages caractéristiques, se soient accumulées et se comptent par centaines, peut-être serez-vous, dès lors, en état de préparer pour le public un premier essai. Comment faire ? Après avoir examiné de près la plupart des travaux de ce genre parus depuis vingt ans, je n'hésite pas à recommander le système suivant, que j'ai adopté moi-même, dans ma *Contribution à l'histoire de l'Instruction primaire dans la Gironde avant la Révolution* (1).

* Réunissez tout d'abord les textes se référant strictement aux petites écoles isolées des villes et des paroisses rurales. Disposez-les selon les noms de lieux auxquels ils rapportent, soit par arrondissements, cantons ou communes (2), soit en adoptant pour le départe-

(1) Paris, Alph. Picard ; Bordeaux, Feret. 1895, in-8° de LXXIX-277 p.

(2) Ou bien encore par diocèses, archiprêtrés et doyennés, tels qu'ils étaient constitués sous l'ancien régime.

ment entier une série unique ; mais, dans l'un ou l'autre cas, **gardez** rigoureusement l'ordre alphabétique. Pour chaque commune, s'il y a plusieurs textes, rangez-les chronologiquement, la date étant inscrite au commencement de chaque note ou pièce ; à la fin, et chaque fois, l'indication précise de la source, c'est-à-dire des fonds d'archives, série et numéro de la liasse ou du carton ; par exemple : Arch. Hérault, C 325 ou G 270 ; Arch. comm. Montpellier, GG8.

Viendront ensuite les groupes de textes homogènes pour telle ou telle institution plus importante, comme la corporation de maîtres écrivains d'une ville, les congrégations enseignantes, etc.

Les textes formeront le corps de l'ouvrage, l'essentiel de votre monographie. En les publiant soigneusement, complètement, honnêtement, c'est-à-dire sans rien dissimuler (1) et en fournissant au lecteur, par l'exacte indication des sources, un sûr et facile moyen de contrôle, vous pourrez présenter à l'appui de vos thèses un faisceau de preuves, compact et solidement lié, contre lesquelles la critique la plus hostile sera impuissante.

Mais, si les documents, des documents fort nombreux et tous de bon aloi, sont ici le corps même de l'œuvre, il faut y ajouter quelque chose. Etudiez-les maintenant sans parti pris, avec un esprit vraiment critique et la résolution de ne jamais en imposer au lecteur par des groupements artificieux de chiffres et par la « sollicitation des textes ». Examinez *in concreto* et sur pièces, chacune des questions posées plus haut et voyez en toute conscience ce que disent les documents authentiques. Il faut se garder des conclusions hâtives et des généralités injustifiées, éviter les affirmations tranchantes et absolues qu'une seule exception dûment constatée rend caduques, éviter aussi les inductions dont la base serait insuffisamment large ; il faut, en un mot, n'aller jamais au-delà de ce qu'autorisent, en bonne critique, les textes mis en ligne.

Ce faisant, par le sérieux de vos procédés de recherche et d'exposition, par la sûreté de votre méthode, vous vous ferez écouter des adversaires de bonne foi, de ceux qui, séparés de nous par de

(1) Si, par exemple, un procès-verbal de visite constate qu'à telle date, il n'y avait pas d'école dans telle paroisse, il faut relever consciencieusement ce fait, qui est un élément important pour une statistique d'ensemble.

vieux préjugés, sont encore susceptibles pourtant de rendre hommage à la vérité quand elle leur est scientifiquement manifestée.

..

Je crois qu'une douzaine d'hommes de bonne volonté pourraient, en quelques années, enrichir singulièrement la littérature historique des belles provinces représentées à notre Congrès en écrivant la série complète de leurs monographies scolaires départementales. En plus d'un endroit, les sociétés savantes leur offriraient volontiers l'hospitalité de leurs recueils.

A la vérité, ces études-là paraissent, au premier abord, bien arides, et ceux qui s'y adonnent ne peuvent guère espérer d'être suivis d'un nombreux public et d'entrer triomphalement dans les Académies, même simplement pour y recevoir des couronnes. Mais qu'importe ? Il s'agit, vous le savez bien, d'une œuvre de vérité et de justice, d'une œuvre de piété filiale envers les générations qui nous ont précédés, générations dont les efforts, les sacrifices et les souffrances ont préparé à notre société contemporaine les avantages intellectuels et matériels dont elle jouit, d'une œuvre de piété filiale aussi envers la Sainte-Eglise, notre mère, qui eut, sous l'ancien régime, la plus grande part à l'établissement et à l'entretien des écoles populaires et sut s'en servir, en s'y dévouant, pour « attirer les petits enfants au Christ. »

L'ENSEIGNEMENT EN ROUSSILLON

A LA VEILLE ET AU LENDEMAIN DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Par M. l'Abbé PH. TORREILLES

PROFESSEUR AU GRAND-SÉMINAIRE DE PERPIGNAN

En 1800, un bon vieillard qui avait passé toute sa vie sous l'ancien régime et le regrettait, M. Jaume, avocat, ex-professeur de droit à l'Université de Perpignan, exposait en ces termes l'état du Roussillon au point de vue pédagogique :

« Comment cette ancienne province, dont on a changé le nom en » celui de département des Pyrénées-Orientales, n'ayant plus de » collège, d'université, de séminaire, pourra-t-elle pourvoir à l'édu- » cation, à l'instruction, à la formation de ses enfants, qui, pendant » leur jeunesse, y auraient trouvé la facilité et les moyens peu dis- » pendieux d'y apprendre et d'y étudier la théologie, le droit cano- » nique, le droit civil, la jurisprudence, la médecine et les autres » sciences, et de se vouer, suivant leur goût, leur choix et leur voca- » tion, à l'état ecclésiastique, ou à la profession d'avocats ou à celle » de médecins ou à tout autre, pour se rendre utiles au public, se » procurer les moyens de pourvoir à leur honnête subsistance, se » faire un bon nom et une bonne réputation, si on y avait laissé sub- » sister ces anciens établissements si utiles et si nécessaires ? Alors, » les enfants, même des pauvres familles de cette province, pou- » vaient s'y vouer et s'y vouaient... » (1).

A cent ans de distance ces prévisions pessimistes peuvent surprendre, et l'on est en droit de se demander (2) si la haine de la Révo-

(1) *Mémoires de M. Jaume*, avec notes et introduction, publiés par nous en 1894, p. 180.

(2) Nous nous dispenserons de fournir la preuve de chacune de nos assertions, nous contentant de renvoyer pour les diverses parties de ce mémoire à nos divers travaux historiques.

lution n'a pas faussé le jugement de ce vieillard qui avait vu s'envoler de 1789 à 1800 ses espérances religieuses et politiques. Un examen sommaire de l'enseignement roussillonnais nous permettra de résoudre ce problème.

I. — AVANT LA RÉVOLUTION

Il est bon de faire remarquer, avant tout exposé, que nous nous occupons dans ce mémoire, non de la province de Roussillon, mais de l'ancien diocèse d'Elne. Celui-ci comprenait le département actuel des Pyrénées-Orientales, moins la Cerdagne (diocèse d'Urgell), le Capcir, les cantons de Sournia, de St-Paul, une partie de celui de Latour (diocèse d'Alet) et deux communes, Tautavel et Vingrau, relevant avant 1789 de l'archevêché de Narbonne. Le nombre des communes varia pendant le XVIII^e siècle. En 1772, époque où l'on dressa l'inventaire des budgets communaux, les rôles de la capitulation en comptent 125 dans la viguerie de Roussillon et Vallespir et 64 dans celle de Conflent.

I. — *L'enseignement primaire* (1)

On entend aujourd'hui par enseignement primaire proprement dit un ensemble de connaissances élémentaires, donné par des maîtres spéciaux, réservé à une classe de la société, le peuple, mis à sa portée par la gratuité, imposé même par la loi. Avant 1660, sous la domination espagnole, un tel enseignement n'existait pas en Roussillon. Il se rencontrait dans la plupart des villages des maîtres *privés*, clercs ou simples laïques, exclusivement entretenus par les parents, et dans les gros bourgs des maîtres *publics*, appelés régents de grammaire, parce que, s'ils apprenaient à lire et à écrire, l'enseignement du latin restait leur attribution principale. Si bien qu'en plein XVIII^e siècle, on voit les consuls de Thuir et de Céret décréter que, si le régent de grammaire peut donner des leçons de lecture et d'écriture aux enfants de la localité, il ne doit admettre à sa classe que les garçons des villages voisins possédant déjà les premiers éléments du

(1) *L'enseignement élémentaire en Roussillon du XII^e au XIX^e siècle*: Perpignan, Latrobe, 1895, in-8°.

latin : déclinaisons, verbes, etc., jusqu'aux « concordances », la syntaxe moderne.

C'est qu'à cette époque le latin règne partout en maître, et comme moyen d'apprendre à lire et à écrire, et comme terme de savoir. L'instruction est un bien de plein report : ou elle doit servir pour entrer dans un métier, ou elle ouvrira les portes des carrières lettrées : médecine, barreau, prêtrise, etc. Dès lors, ceux-là seuls ou à peu près qui aspirent à l'une ou l'autre de ces situations iront à l'école : les premiers, pour apprendre la lecture, l'écriture et le calcul, qui leur sont sinon indispensables du moins utiles; les seconds, pour connaître la grammaire, sans laquelle ils ne pourraient être admis aux cours de philosophie, de médecine, de droit et de théologie, à l'université de Perpignan. Les statistiques recueillies le prouvent surabondamment.

Les évêques et les intendants résolurent de modifier un tel état de choses après l'annexion du Roussillon à la France en 1660. Dès 1663, le vicaire-général du diocèse *sede vacante* installait des religieuses enseignantes à Perpignan ; en 1684, on imposait aux curés de faire le catéchisme aux enfants, jusque-là confondus avec le peuple lors des instructions ; en 1689, Mgr de Montmor conseillait à ses prêtres de procurer « l'établissement d'écoles » et, en 1696, Mgr de Flamenville dotait le diocèse d'un catéchisme spécial. Pendant ce temps, M. Carlier et de Trobat, intendants du Roussillon, implantaient l'enseignement primaire. L'arrêt du Conseil souverain du 12 janvier 1682 ordonne la création dans les villes et gros bourgs « d'écoles royales » pour apprendre aux enfants la langue française, la doctrine chrétienne, à lire et écrire, l'arithmétique et les principes de la langue « latine. » Les communes voisines doivent subvenir à l'entretien du régent royal, afin que l'instruction soit gratuite. Injonction est faite aux parents d'envoyer leurs enfants « aux dites escolles », aux régents de grammaire et aux chefs de corporation de refuser quiconque ne les aurait pas fréquentées, aux bayles et consuls de veiller à l'exécution de l'arrêt.

Enseignement populaire, gratuité absolue, obligation même sous des peines sévères, n'est-ce pas notre instruction primaire moderne ? Malheureusement il y a toujours loin du rêve à la réalité. Les prescriptions ne furent pas appliquées partout, et là où elles le furent on se relâcha vite de leur rigueur. Au début du XVIII^e siècle il ne sem-

blait rester du mouvement scolaire de cette époque qu'une école de garçons et une classe de filles entièrement gratuites à Perpignan.

Cependant cet élan n'avait pas été complètement stérile dans les campagnes. Nous y trouvons, en effet, la gratuité absolue établie dans les villages importants. « Les habitants de cette commune, dit un » consul de Thuir en 1723, sont obligés de payer au dit précepteur » tous les mois la solde de leurs enfants, et de là vient que plusieurs » habitants de cette communauté laissent de faire aller leurs enfans » à l'escole... Et, comme en les principales communautés les précep- » teurs sont salariés des rentes des communautés, je serais d'avis » de salarier le précepteur des rentes de la commune d'une somme » d'argent suffisante, afin qu'il puisse s'y soutenir honnestement. »

Je n'exagère pas en fixant à une vingtaine environ le chiffre des communes à gratuité absolue. Les autres avaient conservé ou établi la gratuité relative ; c'est-à-dire que, moyennant un traitement moindre, le régent s'engageait à enseigner gratis quelques indigents, de 2 à 4 d'ordinaire, et à n'exiger des autres plus fortunés qu'une petite cotisation mensuelle : de 6 à 10 sous pour la lecture, de 10 à 15 pour l'écriture, de 15 à 20 pour l'arithmétique ou le latin.

L'obligation n'avait pas survécu comme la gratuité. En 1774, un régent de Villefranche besogneux, ayant obtenu de la majorité des habitants un vote obligeant les parents qui lui refusaient leurs enfants à lui fournir quand même les mensualités scolaires, le viguier cassa la délibération au nom de la liberté violée. « Il n'en est » pas de même, dit-il, du vœu qui tend à adstraire les pères de » famille à faire enseigner leurs enfants et à payer une rétribution » en argent, quoiqu'ils n'aillent pas en classe. Cet assujettissement » semblerait aussi dur qu'injuste ; il gênerait et contrecarrerait la » liberté des vues des pères sur la destination de leurs enfants, » liberté précieuse qui enlèverait peut-être des cultivateurs à la terre » et du soulagement aux laboureurs ».

L'autonomie de l'école primaire aujourd'hui indiscutée rencontra chez nos pères une opposition aussi vive que le projet de la rendre obligatoire. Nous avons vu que, dans son arrêt du 12 janvier 1682, le Conseil souverain n'a pas osé supprimer les éléments du latin, sachant de quel œil jaloux les habitants veillaient à leur maintien. Pendant tout le XVIII^e siècle, on voit les communes persévérer dans cette voie, s'imposer des sacrifices afin de se procurer « un bon

régent », c'est-à-dire un sujet capable de pousser ses élèves aussi loin que possible dans la science de la grammaire, jusqu'à la rhétorique, voire même jusqu'à la philosophie. Ainsi ceux qui voudront envoyer leurs fils à l'université de Perpignan n'auront pas à supporter les frais d'entretien au collège de cette ville, et ceux qui n'ambitionnent pour leurs enfants qu'un savoir élémentaire, lecture écriture et calcul, auront toujours un maître à leur disposition.

Ce fut contre cet état de choses que M. de Saint-Sauveur, intendant de Roussillon, essaya de réagir en 1780. Nous avons raconté en détail la campagne vigoureuse qu'il entreprit contre les écoles de latin et la résistance des communautés. S'il put à force d'ordonnances empêcher çà et là l'enseignement de la grammaire et réduire les leçons des maîtres de village à la lecture, à l'écriture et au calcul, il ne gagna à peu près personne à ses vues. Le cahier du Tiers-Etat, en 1789, ne renferme qu'un vœu, le suivant : « *Que les régents des villes et des communautés de campagne puissent y enseigner le latin.* »

Malgré tout, l'enseignement primaire avait beaucoup progressé pendant le XVIII^e siècle. Vers 1789, le diocèse comptait une soixantaine d'écoles communales pour garçons ; et ce chiffre est loin d'être définitif. En voici le détail : 45 dans la viguerie de Roussillon et Vallespir dont les communes sont au nombre de 125 ; 13 dans les 64 communes montagneuses du Conflent. Si l'on songe que dans la viguerie de Roussillon et Vallespir, il existe 16 villages payant moins de 86 livres de capitation en 1772, somme fournie par la commune de las Illas, qui n'a que 84 habitants, tandis que, dans le Conflent, il se rencontre 23 villages moins imposés que Caudiès, dont la population s'élève à 112 âmes, on reconnaîtra que le nombre des écoles de garçons était relativement important.

Il n'en était pas de même pour les écoles de filles. En 1663, paraît à Perpignan la première classe entièrement gratuite ; je n'en ai rencontré d'autres, et seulement gratuites en partie, qu'à Collioure, Prades, Rivesaltes et Estagel, et encore la plupart s'ouvrirent tard et se fermèrent avant 1789.

Pour dresser le bilan complet des établissements scolaires, il faudrait connaître le nombre des maîtres et des maîtresses privées. Le dépouillement des registres de l'Etat civil antérieurs à la révolution permettrait d'en retrouver jusque dans les plus petits villages de montagne, comme Taillet, Escaro, etc. Les *instructions particu-*

lières pour MM. les députés de la noblesse déclaraient en 1789 : « Le Roussillon a dans la plupart des villages des maîtres d'école par ticuliers et presque pas une régente. »

Aussi voit-on se relever brusquement le nombre des personnes sachant signer. La statistique du ministère de l'instruction publique qui donne, pour 1690 : 8. 97 810 d'hommes lettrés et 2,77 010 de femmes lettrées, offre, en 1789 : 29,70 010 d'hommes et 11, 12 010 de femmes ayant signé leur contrat de mariage. J'ai noté qu'à cette époque, le savoir n'est pas le lot de certaines classes ; on trouve des lettrés jusque dans la condition sociale la plus infime des brassiers et des manouvriers.

II. — *L'enseignement secondaire*

Comme nous l'avons déjà dit plus haut, vers 1660, il n'existait à proprement parler que l'enseignement secondaire, donné, à Perpignan, dans l'université, à la campagne dans les classes de grammaire. Dès 1600, les jésuites avaient rêvé de changer cet état de choses par la création d'un collège, véritable institution secondaire où l'on ferait « ses humanités ». Nous avons raconté (1) les luttes qu'ils durent soutenir pendant soixante ans contre presque toutes les classes sociales : consuls, université, moines, peuple. Il fallut l'intervention toute-puissante de Louis XIV pour mettre fin à ces hostilités ; les jésuites eurent seuls à Perpignan le monopole de l'enseignement secondaire.

Restaient les classes de grammaire de village, rivales modestes, mais acharnées. L'édit royal du 23 octobre 1723, défendant au recteur de l'université de Perpignan d'admettre en philosophie les élèves qui n'auraient pas fait leur rhétorique au collège des jésuites, diminua l'effet de leur concurrence. Sans doute, en 1759, un nouvel édit retirait cette clause oppressive et les communes se mettaient alors en quête « de bons régents de latin » ; le collège des jésuites était trop bien affermi pour redouter désormais des rivaux. A côté de leur couvent, situé au centre de la ville, ils avaient bâti un beau local pour les classes et élevé de trois à cinq le nombre des profes-

(1) Le collège de Perpignan depuis ses origines jusqu'à nos jours (1600-1808). Perpignan, Latrobe, 1894, in-8°, 94 p.

seurs de littérature ; on désignait la maison sous le nom de collège royal de St-Laurent. Non loin, ils possédaient un pensionnat, appelé collège Py, du nom de son fondateur, chanoine de la cathédrale Saint-Jean. Et, le déficit de la première heure ayant disparu, ils enseignaient gratuitement le latin depuis la cinquième jusqu'à la rhétorique.

En 1762, survint l'expulsion des jésuites. Il s'ensuivit un bouleversement dans les études qui leur nuisit au début et aurait pu leur devenir fatal, si l'université n'avait pris à cœur leur conservation. On élaborait de nouveaux programmes, on créa une classe de sixième, on fit une plus large part à l'histoire, le professeur de mathématiques de l'université régenta au collège. Naturellement la confiance revint. En 1789, les élèves étaient de 240 à 260 environ.

Nous ne savons pas combien pouvaient en réunir les diverses écoles de grammaire établies dans les villages. Ils ne devaient pas être fort nombreux à cette époque, puisque, en 1780, M. de Saint-Sauveur s'acharna à les fermer partout où l'on ne pouvait payer deux maîtres, l'un exclusivement réservé à l'enseignement primaire, l'autre à l'enseignement secondaire.

Le résultat de cette campagne contre les écoles de latin dans les villages fut que le collège St-Laurent de Perpignan obtint de fait le monopole de l'enseignement secondaire. L'internat qui y était rattaché vit alors croître le nombre de ses pensionnaires. Ils étaient, en 1789, une cinquantaine environ, dirigés par deux ecclésiastiques qui les conduisaient aux cours de l'externat St-Laurent, puis leur répétaient leurs leçons.

III. — *Ecoles spéciales.*

Avant la Révolution, le Roussillon possédait deux écoles spéciales : l'Académie et le Grand-Séminaire.

L'Académie des haras datait de 1751. « Rassembler des étalons à » Perpignan dans une écurie commune où... ils seraient employés » au service d'une école de cavalerie formée en faveur de douze » jeunes gentilshommes », tel avait été le but de l'ordonnance royale qui la créa, au dire d'un *Mémoire* inédit. « Quant à l'école, » porte le même *Mémoire*, l'instruction ne fut pas bornée à l'équitation ; on y ajouta successivement un maître de danse, un maître

» d'armes, un maître à dessiner et même un professeur de mathématiques ». Le minimum des dépenses annuelles était de 6300 livres, et le roi en avait rejeté les frais « sur l'imposition ordinaire » qui, étant uniquement à la charge des pauvres, les nobles, militaires et privilégiés de toute espèce en étant affranchis », pesaient lourdement sur la province. Aussi, en 1789, tous les cahiers des communes réclamaient-ils avec instance la suppression de cette école (1).

Le Grand-Séminaire avait été fondé par Mgr de Montmor en 1690. Dirigé par les jésuites jusqu'en 1762, époque de leur suppression, il fut ensuite confié à des prêtres séculiers. En 1789, le Séminaire comptait un supérieur, deux directeurs et une quarantaine de clercs. Les générosités des fidèles et des dotations royales permettaient d'entretenir gratuitement un certain nombre de séminaristes (2).

IV. — *L'enseignement supérieur*

L'université de Perpignan gardait avant la Révolution le monopole de l'enseignement supérieur, arts, médecine, droit et théologie. Fondée en 1349 par Pierre d'Aragon, dotée par les Papes de nombreux privilèges, elle avait traversé un peu péniblement cinq siècles, tantôt florissante, tantôt à demi-ruinée, toujours debout et fière de son passé (3).

Exposer ici les phases de son existence et ses transformations, serait trop long et hors du sujet. Il suffira de dire que de nombreuses améliorations avaient été réalisées durant le XVIII^e siècle. Plusieurs chaires avaient été créées, et les programmes modifiés ; enfin, en 1760, le maréchal de Mailly l'avait installée dans un nouveau local, qui passait alors pour un palais et qui sert aujourd'hui de musée.

L'université avait à sa tête un chancelier nommé par l'évêque, un recteur annuel assisté de son conseil, un préfet de dis-

(1) *Mémoire sur quelques objets d'administration de la province du Roussillon et du pays de Foix*, rédigé en 1778 par le subdélégué-général M. Poyedavans. Manuscrit, p. 65-70. M. Desplanque en a entrepris la publication.

(2) *Notre Histoire du clergé dans le département des Pyrénées-Orientales pendant la Révolution française*, p. 301 et suiv.

(3) *Notre Université de Perpignan avant et pendant la Rév. franç.*, in-8° de 114 p.

cipline, un secrétaire, un trésorier et un bibliothécaire. Une des principales charges de ce conseil était de subvenir à l'entretien des chaires avec les revenus, dotations royales, bénéfices et pensions, qui s'élevaient, en 1789, à 24000 livres environ. Inutile d'ajouter que de lui relevaient toutes les questions disciplinaires.

La Faculté de théologie comptait quatre professeurs : trois enseignaient le dogme ou la morale, le quatrième l'Ecriture-Sainte. Les cours duraient trois ans ; on prenait le baccalauréat la première année, le doctorat la troisième. En 1789, ils étaient suivis par 80 élèves.

Cinq professeurs commentaient le droit : trois le droit civil, les deux autres le droit français et le droit canonique. Les élèves étaient 40 environ en 1789 ; les cours duraient quatre ans.

La Faculté de médecine avait le plus bénéficié des faveurs royales au XVIII^e siècle. Elle se composait de cinq professeurs et d'un démonstrateur d'anatomie. Le premier enseignait la botanique, donnait des cours d'accouchement, dirigeait un jardin botanique et un muséum d'histoire naturelle ; le démonstrateur était sous ses ordres. Trois docteurs professaient la médecine pratique et un quatrième la chimie. Les élèves qui suivaient les leçons de médecine ou de chirurgie étaient une cinquantaine en 1789 ; il fallait trois ans d'études pour le doctorat en médecine, un an pour la maîtrise en chirurgie.

La Faculté des arts seule avait perdu de son éclat. Jadis, elle avait porté le nom de Faculté de philosophie et compté plusieurs professeurs. Sa décadence datait de l'édit du 31 mars 1759 et de l'expulsion des jésuites en 1762. Depuis, elle n'avait que deux maîtres : l'un enseignait la logique la première année, la morale et la métaphysique pendant la seconde ; l'autre, la physique expérimentale. 70 élèves suivaient leurs leçons.

S'ils étaient si nombreux, c'est que tout aspirant au doctorat, soit en théologie, soit en droit, soit en médecine, devait faire un an de logique. Après quoi, il était libre de passer dans l'une ou l'autre de ces Facultés ou de poursuivre les études philosophiques commencées, pour obtenir, à la fin de la deuxième année, la maîtrise ès arts, qui, depuis 1759, remplaçait le doctorat en philosophie. C'était le petit nombre. La maîtrise ès-arts ne servait guère pour devenir prêtre, médecin ou avocat, l'une de ces trois carrières que les étudiants

voulaient embrasser. Aussi, l'université de Perpignan n'était-elle pas ce que Guizot a appelé « un foyer naturel de hautes et complètes études » ; véritable officine de diplômes, elle formait des prêtres instruits, des praticiens habiles, des avocats de talent, des professionnels et non des savants, et nos pères ne rêvaient rien autre chose : ne pouvaient-ils pas, de quelque condition qu'ils fussent, riches ou pauvres, donner ainsi à leurs fils une brillante situation, grâce au bon marché de la vie et à la gratuité absolue de l'enseignement ?

II. — APRÈS LA RÉVOLUTION.

On connaît les œuvres pédagogiques de la Révolution : destruction des anciens établissements scolaires, projets de la Convention ou du Directoire, tentatives avortées et création d'écoles nouvelles. MM. Duruy et Allain, pour ne citer que les derniers historiens, les ont si amplement décrites, qu'il est inutile de recommencer après eux l'étude de l'instruction révolutionnaire. Nous dirons ici simplement dans quel état elle se trouvait en 1800, au moment où les consuls mirent fin à la persécution fructidorienne.

I. — *L'enseignement supérieur.*

Faute de revenus, de professeurs et d'élèves, l'université avait fermé ses classes en 1794. Elle ne devait plus les rouvrir. Le Conseil général et les préfets eurent beau réclamer son rétablissement de 1801 à 1816, le tenter même en 1803, en favorisant la création de cours publics sur le droit et la médecine, leurs vœux ne furent jamais écoutés (1).

II. — *Les écoles spéciales.*

L'Académie avait été supprimée dès les premiers jours d'août 1789, sur les instances de la foule ameutée après les événements du 14 juillet.

Le Grand-Séminaire, avant de partager le même sort, resta sous la

(1) V. Registres manuscrits des délibérations du Conseil général conservés aux archives départementales.

direction des prêtres jusqu'en 1791, puis fut vendu comme bien national. Le clergé constitutionnel le reconstitua ailleurs ; mais il fallut en fermer les portes en 1793, faute d'élèves. Les beaux jours où les assermentés recueillaient les applaudissements gouvernementaux étaient finis. Le Grand-Séminaire ne devait se rouvrir qu'en 1825.

III. — *L'enseignement secondaire.*

Comme l'université, le collège royal de Saint-Laurent fut fermé en 1794. Le 13 floréal an II, Jaubert écrivait. « Environ 170 élèves » étaient distribués entre l'école primaire et les classes du collège ; » mais, depuis qu'on a pris les classes pour le magasin d'abondance, » et le collège d'abord pour la Miséricorde et ensuite pour l'hôpital » militaire, les muses se trouvant sans temple, n'ayant plus ici ni » feu ni lieu, leurs nourrissons se sont dispersés. Puisse la Conven- » tion décréter bientôt l'organisation annoncée des écoles secon- » daires et rendre les élèves de la patrie aux vœux des institu- » teurs ! » (2).

Deux ans s'écoulèrent avant que ce vœu se réalisât. Le 1^{er} prairial an IV (20 mai 1796), s'ouvrit l'Ecole centrale. On sait le but de son enseignement : former des républicains et des fonctionnaires. En 1800, l'Ecole centrale de Perpignan était dans une situation relativement prospère ; elle comptait dix professeurs et deux cents élèves environ. Elle ne devait pas tarder à disparaître, à la suite de la loi du 11 floréal an X (3).

Comme annexes de l'Ecole centrale, on peut citer :

1^o Le pensionnat Laborie, qui comptait une quarantaine d'élèves ; il venait d'être fondé, en mai 1800, par trois professeurs de l'Ecole centrale, pour préparer les élèves aux cours publics qui s'y faisaient. Le pensionnat était payant.

2^o Le pensionnat Jaubert, fondé en 1796, pour les mêmes fins que le précédent. Mais son directeur avait adopté, dès la première heure, un plan d'études opposé à celui de l'Ecole centrale, le plan de l'an-

(1) V. notre *Histoire du Clergé*, p. 31, 222-229.

(2) Arch. départ., L, 1252.

(3) V. notre brochure sur l'*Ecole centrale de Perpignan* (1796-1840).

cien collège royal de Saint-Laurent, où l'enseignement classique du latin occupait la première place, avec des innovations dans le goût du temps : cours de sciences, de français et de beaux-arts. Aussi, avait-il enlevé les faveurs du public, qui regrettait les études d'autrefois. En 1800, le pensionnat Jaubert réunissait 179 élèves payants; il était installé dans les anciens locaux de l'internat ou collège Py.

D'autres pensionnats plus modestes allaient se fonder bientôt à Prades, à Céret et à Vinça et renouer ainsi les traditions des écoles de grammaire, si vivaces au XVIII^e siècle.

IV.— *L'enseignement primaire*

Jusqu'à ces dernières années on attribuait généralement à la Révolution la création de l'enseignement primaire. Nous avons vu qu'il avait été introduit de toutes pièces dans notre pays en 1682 et que, s'il avait changé de caractère durant le XVIII^e siècle, M. de Saint-Sauveur avait essayé de le rétablir en 1780. La Révolution, bien loin de lui être favorable au début, le méconnut entièrement, et chez nous les municipalités profitèrent de la liberté qui leur était concédée pour revenir aux leçons de la grammaire latine.

La Convention légiféra sur l'enseignement primaire, mais n'organisa point. De l'an II à l'an IV le district de Céret n'avait pu trouver qu'un instituteur; celui de Prades, huit; nous ne connaissons pas le nombre des maîtres du district de Perpignan, nous savons qu'ils étaient en très petit nombre et qu'il n'existait aucune institutrice publique quand parut la loi du 3 brumaire an IV. On connaît ses dispositions peu libérales : le petit nombre des écoles primaires distribuées par canton, la seule obligation imposée aux communes de fournir le logement aux instituteurs, le peu de ressources de ces derniers n'ayant d'autre traitement que le montant des cotisations scolaires payées par les élèves, le devoir de prouver son patriotisme par le travail du dimanche et l'assistance aux fêtes décadaires.

L'Administration centrale du département fixa le nombre des écoles primaires à 52 et les cotisations mensuelles à 4 livres. Quand elle voulut exécuter son décret les difficultés commencèrent. En l'an IV, on établit 14 écoles de garçons, 7 en l'an V, 5 en l'an VI, 2 en l'an VII, total en l'an 1800, 28. Dans le nombre, aucune maison de filles. Et, pour atteindre ce chiffre que d'accrocs au règlement ! En

l'an V, on déclare qu'on a accepté des maîtres ignares suivant l'ancienne routine ; à Olette et à Estagel, les municipalités ont dû payer l'enseignement sur les fonds communaux malgré la loi qui le défend ; partout, il faut se contenter de cotisations inférieures aux taux administratifs, 3 livres, 2 livres, 1 livre même. Sans cela, on n'aurait pas d'élèves.

Et, malgré tout, il est difficile de les recruter. A Perpignan, les deux instituteurs réunissent 60 élèves payants et 6 indigents ; celui de Prades, la sous-préfecture actuelle, 4 indigents, 21 payants ; celui de Rivesaltes, un des villages les plus peuplés, 9 indigents, 31 payants ; Elne, l'ancienne cité épiscopale, compte 3 indigents, 9 payants. La faute en est, et aux rétributions scolaires qu'il faut payer, et aux ordres donnés aux maîtres de « former une génération dégagée de tous les préjugés que le fanatisme royal, sacerdotal et nobiliaire avaient propagés ». Aussi une statistique de l'an X accuse-t-elle pour 1800, 23 écoles existantes sur les 28 qu'on a tenté d'établir et sur les 52 qu'on devait fonder.

Rappelez-vous que le département des Pyrénées-Orientales est beaucoup plus étendu que l'ancien diocèse d'Elne ; que, sur les 28 écoles qu'on a tenté d'établir, 6 se trouvent dans les communes annexées ; que ce diocèse possédait avant 1789 un minimum de 58 écoles communales et vous constaterez qu'après huit années d'efforts, la Révolution n'a pas relevé la moitié des institutions qu'elle a renversées. Au point de vue de l'éducation féminine, la situation est pire, puisque l'on a tout détruit et qu'on n'a rien réédifié, et il en sera ainsi jusqu'en 1828. Notez que je ne parle pas des maîtres privés ; ils étaient assez nombreux en 1800, ils l'étaient encore plus en 1789.

Heureusement, dans cette débâcle des établissements scolaires, une seule chose a survécu, le goût de l'instruction. Tandis que la bourgeoisie triomphante envoie ses fils au collège, d'où ils sortiront plus tard pour envahir les postes administratifs, le passage des armées révolutionnaires de 1793 à 1795, les mots sans cesse répétés de lumière et de progrès, les bouleversements sociaux ont développé dans les masses populaires le souci de l'instruction. Que la Révolution tombe et l'on verra surgir maîtres et écoliers. « Ce petit » coin de terre, essentiellement espagnol ou plutôt catalan par ses mœurs, ses usages, sa langue habituelle et son costume le plus général, écrira plus tard un émigré, M. de Fossa, n'a commencé à

» devenir un peu français que lorsque, dépouillé de ses rances privilégiées, il s'est vu forcé de faire cause commune avec ceux que, jusqu'alors, il avait nommés *gavaches*. »

Donc, en 1800 :

1° *Au point de vue de l'enseignement primaire*, aucune école de filles au lieu de 5 ; 20 écoles communales de garçons au lieu de 58 ;

2° *Au point de vue de l'enseignement secondaire*, une école centrale et deux pensionnats payants, au lieu de plusieurs écoles de grammaire, d'un internat et d'un collège gratuit ;

3° *Au point de vue de l'enseignement spécial et supérieur*, ni Académie pour les nobles, ni Séminaire pour les clercs, ni Université gratuite pour les aspirants aux carrières libérales.

En face d'une pareille situation, M. Jaume, qui ne remarquait pas le mouvement sourd que la Révolution avait créé dans les masses populaires, n'avait-il pas quelque peu raison de désespérer ? « Nous devons craindre, disait-il, que cette privation ne fasse la ruine et l'anéantissement de cette province. » La ruine et l'anéantissement n'ont pas eu lieu, heureusement ; mais, du tableau impartial que nous venons de dresser, il ressort que le Roussillon avait beaucoup perdu en 1800, au point de vue pédagogique. Plus tard, l'enseignement primaire pourra s'étendre dans toutes les communes, le Grand Séminaire se relever, mais l'Académie et l'Université ne rouvriront plus leurs portes, et, de 1796 à 1820, seules prospéreront les écoles secondaires d'enseignement classique, ces collèges contre lesquels les conventionnels n'ont jamais eu assez de malédiction. Mais, tandis que jadis ils étaient gratuits, ils seront désormais payants ; partant le petit peuple en sera écarté, et il ne pourra plus disputer à la bourgeoisie, enrichie par les ventes révolutionnaires, l'accès des carrières libérales, si on ne lui fait l'aumône d'une bourse scolaire. Preuve évidente que la Révolution faite au nom du peuple n'a servi que les intérêts d'une caste, la bourgeoisie.

LE CLERGÉ DU BAS-LANGUEDOC

ET

LES CONGRÉGATIONS VOUÉES A L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

Par M. l'Abbé P. GUIRAUDEN

DOCTEUR EN THÉOLOGIE ET EN DROIT CANONIQUE
AUMÔNIER AU S.-C. DE MARIE

INTRODUCTION

A l'occasion du centenaire de 1789, il y a cinq ans, nous avons publié une étude sur *l'Enseignement primaire dans le Languedoc aux deux derniers siècles* (1). Cette étude en a fourni la preuve : à cette époque, pas plus que dans les autres provinces, l'éducation et l'instruction du peuple ne furent négligées dans la nôtre.

Les évêques, qui en avaient la charge, en comprirent la haute importance. Ils nous ont apparu soucieux de donner à la moindre de leur paroisse — à de petits hameaux — des instituteurs chrétiens, se préoccupant de leur valeur intellectuelle et morale, leur imposant des règlements sages dont l'écolâtre et le curé surveillaient l'observance, exigeant des communautés récalcitrantes le traitement et le local suffisant.

Ce n'est là, pourtant, qu'un côté de ce zèle admirable. Nous ne nous sommes occupés que du régent. Or, aux deux derniers siècles, à côté de l'enseignement du régent, chargé des petites écoles, existait un autre enseignement dans lequel nos évêques trouvèrent un con-

(1) *Le clergé du Languedoc et l'enseignement primaire aux deux derniers siècles*. — Valence, imprimerie Valentinoise (épuisé). Nous n'avons l'intention dans cet autre travail de ne nous occuper que de l'enseignement primaire. Que l'on n'y cherche donc pas la liste complète des collèges tenus par les maisons religieuses. Ceux qui sont signalés, le sont incidemment.

cours encore plus actif, plus sûr et plus complet. Un instant, durant cette période, ce concours devint même indispensable.

Vint une heure, en effet, où, demeurée à l'état de ferment, la Réforme déploya une activité d'autant plus redoutable qu'elle se dissimulait. Trop souvent le régent s'en fit l'instrument (1). Dans ce cas, l'examen tout comme la surveillance de l'écolâtre n'étaient que d'insuffisantes garanties. Nos évêques eussent été plus d'une fois trompés et fort mal servis, si, grâce à son inépuisable fécondité, l'Église ne leur était venue en aide.

Pour répondre à ce malheureux état de choses, elle enfanta des associations nombreuses. A la fin du XVI^e siècle et au cours du XVII^e, on vit, de tous les points de la France ou d'ailleurs, surgir, à son appel, des phalanges de maitres religieux.

C'étaient les filles de Sainte-Angèle Mérici (2), les Bénédictines de N.-D. de Bordeaux (3), les Visitandines (4), les Filles de la

(1) C'est l'histoire d'Alais. Mgr de Saulz y trouva son troupeau perverti par le maître d'école. — *Ann. de l'Institut. des Frères des écoles chrétiennes*, 1 vol. ch. xi.

(2) Cet institut prit naissance en Italie. D'après certains auteurs, Angèle Mérici, sa fondatrice, naquit non loin de Venise, à Dessenzano (1474). Elle mourut à Brescia en 1540. Elle laissait la Mère Ledroné à la tête de quatorze cents religieuses. Béatifiée en 1718, elle a été canonisée en 1807. — L'Isle eut la première maison française. Cette fondation fut due au zèle de Mgr Grimaldi, aux encouragements du P. Romillon et du vénéral César de Bus. Elle date de 1596. — Quelques années plus tard, on retrouvait les Ursulines dans toutes nos provinces. Mais, en France, elles renoncèrent à la visite des malades et elles adoptèrent la clôture, se vouant exclusivement à l'enseignement. C'est pour s'y consacrer avec plus de fruit qu'elles abandonnèrent le grand office et des austerités trop débilitantes. — La France compta 7 provinces d'Ursulines. — Postel, *H. de sainte Angèle Mérici*, 2 vol.

(3) Ces religieuses eurent pour fondatrice Mme de Lestonac, veuve du marquis de Montferrand. Après la mort de son mari, elle essaya de la vie religieuse chez les Feuillantines de Toulouse ; puis revint à Bordeaux, où elle s'occupa de bonnes œuvres, jusqu'à ce que, sous la direction d'un jésuite, le P. Borde, et avec l'approbation du cardinal, Mgr de Sourdis, elle pût travailler à sa fondation. Une grande analogie existe entre les constitutions de cet institut et celles de St-Ignace. A la mort de la fondatrice, vingt-cinq maisons avaient été créées. (Migne, *Dict. des ordres relig.*)

(4) Il est probable que les Visitandines, fondées par sainte Chantal et saint François-de-Sales, se livrèrent dès le principe à l'enseignement. La maison de

Croix (1), les Dames de la Providence (2), celles de l'Enfance de Jésus (3), celles de Saint-Maur, les Sœurs grises (4), les filles de la Charité. Nous en omettons. Nous ne voulons nommer, pourtant, que celles qui exercèrent dans le Midi leur noble mission.

Moins nombreuses furent les associations d'hommes vouées à l'enseignement primaire. Les Hiéronymites (5), les Calassanctiens (6), les Doctrinaires (7) s'en étaient occupés à leur origine. Le

Varsovie, à l'établissement de laquelle présida la fondatrice elle-même, avait des écoles gratuites. — (Migne, *Dict. des ordres relig.*)

(1) En 1625, un régent de Roye, à la tête d'une école mixte, s'oublia gravement. Un chanoine d'Amiens, vicaire général, crut qu'il ne fallait pas se contenter de punir. Quatre jeunes personnes répondent à son appel et acceptent de se consacrer à l'éducation des jeunes filles. La congrégation des Filles de la Croix était fondée. Un curé en devint le directeur. Plus tard, transférée à Paris, la création nouvelle prit un nouvel essor sous la direction de M^{me} Lhuillier de Villeneuve. — (Migne, *Dict. des ordres relig.*)

(2) Les filles de la Providence datent de 1673. Toulouse fut leur berceau. — (*Ibid.*)

(3) Mme de Mondonville, avec l'assistance de M. de Ciron, fonda, à Toulouse, les dames de l'Enfance de Jésus. Son institut n'eut pas longue vie. Mille critiques s'élevèrent contre les constitutions. On leur reprochait un caractère séculier. Chargé de faire une enquête, Mgr de Bonsi conclut en leur faveur. On accusa alors ces religieuses de jansénisme. Leur perte était jurée. Mollement défendues par Mgr de Montpezat, elles virent un jour la force armée pénétrer dans leur couvent, elles en furent expulsées (1687). — (Migne, *Dict. des ordres relig.*)

(4) Les sœurs grises appartiennent à l'une des branches du Tiers-Ordre de St-François. Vouées aux œuvres de miséricorde, elles s'occupèrent de l'enseignement. Les filles de la Charité portèrent le même nom dans le Bas-Languedoc. Aidé de Mme Legras, saint Vincent-de-Paul leur avait ouvert les portes de la vie religieuse.

(5) La congrégation des Clercs du Bon-Vouloir, plus tard appelés Hiéronymites, dut son existence au chanoine Gérard Groote. Elle eut la gloire de donner à la Renaissance un Erasme et un Agricola. — (Migne, *Dict. des ordres relig.*)

(6) J. Calassanz était Aragonais. Venu à Rome sous le pontificat de Clément VII, il fut frappé par la négligence de certains parents et de certains maîtres et il en fit l'observation au Sénat. L'observation fut inutile. Passant, peu après, au Campo-Verchio, tels furent les mauvais propos dont il eut l'écho, que, n'hésitant plus, il se fit maître d'école (1597). Au bout de 3 ans, les écoles Pies comptaient 700 élèves. En 1814, elles en avaient 1200. L'association des Piaristes devint un ordre religieux sous Grégoire XV. — (Migne, *Dict. des ordres relig.*)

(7) Les Doctrinaires eurent Cavaillon pour berceau. Le V. César de Bus fut leur fondateur. Clément VIII, en 1599, approuva leur congrégation. Au commencement du XVII^e siècle, elle comptait 3 provinces : celle de Paris avait 14

désir de donner à la jeunesse studieuse un enseignement plus complet les en avait détournés. Accourus pour remplir ce poste d'honneur demeuré vide, les disciples du B. de la Salle (1) se trouvèrent presque seuls (2) à la tâche. Leur zèle n'en fut que plus ardent.

Des premiers à discerner les avantages que leur assurait le concours de tels maîtres, les évêques du Bas-Languedoc les appelèrent dès leur apparition. Ils les établirent un peu partout dans la province. Ces établissements forment l'une des pages les plus intéressantes de notre histoire.

Nous n'entreprenons pas le récit détaillé de chacune de ces fondations. Notre dessein est plus modeste. Un autre racontera bientôt ce que fit le Haut-Languedoc. Nous ne nous occupons que des diocèses suffragants de la métropole de Narbonne, c'est-à-dire du pays dont on a formé les trois départements de l'Hérault, du Gard et de l'Aude. Encore nous contentons-nous d'emprunter à cette histoire les documents nécessaires : 1° pour manifester dans une vue d'ensemble la merveilleuse activité que déployèrent pour l'éducation des

maisons et 3 collèges ; celle d'Avignon 7 maisons et 10 collèges ; celle de Toulouse 4 maisons et 13 collèges. — Migne (*Dict. des ordres rel'g.*)

(1) L'aîné de 7 enfants, J.-B. de la Salle, naquit à Reims. L'un de ses oncles, touché de sa grande piété, lui légua son canonicat. Il avait alors 15 ans. Revenu de St-Sulpice, où il eut pour directeur M. Tronson, il trouva dans sa ville natale deux hommes que la Providence mettait sur son chemin, pour l'initier à sa mission : le chanoine Roland, qui dirigeait les Dames de St-Maur, et M. Niel, qui avait créé une association de maîtres régents. Son initiation fut rapide et bientôt, pressé par sa vocation, il abandonna son canonicat, se débarrassa du souci de sa fortune pour se consacrer entièrement à l'Institut dont il avait arrêté le plan admirable. Il donna à ses disciples le nom bien modeste de Frères des Ecoles chrétiennes.

(2) En nous signalant la présence des Ermites de St-Augustin, à Carcassonne, Limoux, Quillan et Caudiès, M. Louis Fédié (*Hist. de Carcass.*) prétend que ces religieux s'occupaient de l'enseignement à tous les degrés. Nous serions heureux de savoir s'ils admettaient dans leurs écoles des élèves qui devaient se borner au programme de l'enseignement primaire. A Dijon, les Jésuites refusèrent l'obligation de tenir des classes semblables. A Béziers, ils ne consentirent pas davantage et, bien que chargés de surveiller les régents en ville, ils n'en admirent aucun à enseigner chez eux. Toutefois, en 1751, on trouve à Toulouse des Doctrinaires tenant les petites écoles. — Muteau, 258. Soucaille, *Notic. sur le collège de Béziers* ; *Almanach du Languedoc*, 1751.

masses les évêques du Bas-Languedoc ; 2° pour justifier la préférence qu'ils parurent accorder aux maîtres congréganistes.

Leur empressement à les appeler, les sacrifices qu'ils consentirent pour leur installation, la tutelle vigilante qu'ils exercèrent autour de leurs établissements naissants, sont un magnifique témoignage en faveur de cette sollicitude. D'autre part, leur préférence est pleinement justifiée par les preuves indiscutables de la supériorité de cet enseignement sur celui du régent.

De ces louables efforts et de ces touchantes préoccupations, dont les archives ont fidèlement gardé le souvenir, l'on entendra s'échapper le cri du grand homme d'État anglais, sir Robert Peel : « Sauvez les enfants ! »

PREMIÈRE PARTIE

Appel empressé — Sacrifices consentis — Tutelle vigilante.

§ 1^{er}

Etablissons tout d'abord la riche nomenclature des maisons ouvertes à l'enseignement congréganiste dans le Bas-Languedoc.

Les évêques des cinq diocèses (1) dont on a formé le département de l'Hérault ne furent pas les moins empressés à appeler les nouveaux maîtres.

En outre de deux communautés d'Ursulines (2), Montpellier pos-

(1) Montpellier, Béziers, Lodève, Agde et St-Pons.

(2) En 1641, sur la demande de Mgr Fenoillet, Mgr de Barrès, évêque d'Agde, envoya 6 religieuses Ursulines à Montpellier. Elles venaient de Pézenas et avaient pour supérieure Mlle des Martins. Logées, à leur arrivée, dans un local qu'avaient occupé les Catharinettes, elles y furent bientôt à l'étroit. Le supérieur de l'Oratoire plaida si bien leur cause auprès de l'évêque, que celui-ci leur acheta une vaste maison non loin de N.-D. Voici dans quelles circonstances fut créé le second monastère d'Ursulines. En présence des ravages causés à Lunel par le protestantisme, Mgr de Bosquet (1664) demanda 4 religieuses Ursulines à Mgr de Harlay, son successeur sur le siège de Lodève. Elles y furent installées. Mais, soumises là à de nombreuses exactions, à cause du passage fréquent des troupes, éprouvées par la maladie, la petite communauté avait beaucoup à souffrir. L'évêque l'appela à Montpellier. Il l'établit, d'abord en face la Visitation, puis à St-Charles (1680). Fisque, *France pont.* ; d'Aigrefeuille, *Hist. de Montp.*, II^e p., l. X.

sédait les Prouillanes (1), les Visitandines (2), les dames de Saint-Maur (3), les religieuses de N.-D. du Refuge (4), les Filles de Saint-Vincent-de-Paul (5), les Hospitalières (6). Et, comme si ce n'était pas assez pour suffire à la tâche, sous la direction de Mlle Colomby, douze personnes se réunirent vers la fin du XVII^e siècle et fondèrent une école de Charité (7).

De leur côté, les garçons n'eurent rien à envier aux jeunes filles, ni à leurs camarades plus fortunés (8). Les Frères des écoles chrétiennes (9) créèrent à Montpellier trois établissements : l'un à

(1) Un dominicain les établit à Montpellier au XIII^e siècle. Leur maison, brûlée par les huguenots, fut reconstruite sur un plan plus vaste en 1622. (Ch. Saurel, *Hist. relig. du départ. de l'Hérault pendant la Rév.*, 42.)

(2) La Maison que les Visitandines possèdent à Montpellier est l'une des plus anciennes. Mgr Fenoillet, qui les appela, avait été chanoine d'Annecy. Il leur fit construire le superbe établissement qu'elles occupent encore (1631). Leur réception fut solennelle. L'évêque vint au devant des filles de Sainte-Chantal. La musique de St-Pierre prêta son concours. Des arcs-de-triomphe avaient été dressés sur le passage. La foule nombreuse poussait des acclamations. — D'Aigref. (*Ibid.*).

(3) C'est en 1686, que les dames de St-Maur arrivèrent à Montpellier. Mgr Charles de Pradel les reçut. Il les logea dans la maison de M^{me} d'Amboise, local qu'elles occupèrent durant 30 ans. Dès les premiers jours, elles comptèrent 400 élèves, auxquelles elles apprenaient la couture et la broderie. (*Vie du P. Barré*, par le R. P. H. de Grèze, p. 126).

(4) Mgr Ch. de Pradel appela ces religieuses en 1676. Elles vinrent de Toulouse. Leur établissement était au bas de la Blanquerie; elles y avaient un pensionnat très prospère. (Ch. Saurel, *ibid.* 44).

(5) On leur avait confié à la fois St-Eloi et la Miséricorde (*ibid.*).

(6) Comme un peu partout, les Hospitalières s'occupèrent à Montpellier des enfants. Mgr Ch. de Pradel approuva leurs constitutions en 1684 (*ibid.*).

(7) D'Aigrefeuille (*Hist. de Montp.* 11^e part.).

(8) Les Jésuites eurent à Montpellier un établissement très prospère. Le grand Lycée en occupe actuellement les vastes locaux. L'église paroissiale de N.-D. en était la chapelle. En 1762, des prêtres séculiers en prirent la direction. (Ch. Saurel, *ibid.*, 21).

(9) Leur apparition date de 1743. Désireux de résoudre cette grave question de l'éducation au plus grand avantage de ses diocésains, Mgr Colbert voulut s'éclairer des lumières de ses collègues. Il leur écrivit. Cette correspondance, que nos archives ont conservée, est un magnifique témoignage en faveur des Frères. La mort du prélat l'interrompit. Mgr de Charency, appelé à occuper le siège vacant, reprit les négociations, dès son installation. Des renseignements complémentaires furent sollicités. A la demande du chanoine Le Noir, le cha-

St-Pierre, l'autre à Notre-Dame, le troisième à la Propagation de la foi.

Quelques-unes des grandes paroisses de ce diocèse jouirent de l'enseignement congréganiste. Les Ursulines étaient à Pignan (1), les Filles de la Charité à Lunel (2). Il y avait des Hospitalières à Poussan (3) et à Frontignan (4), des Dames de St-Maur à Ganges (5).

Tandis que Montpellier se dotait si richement, Béziers, Lodève, Agde et St-Pons n'étaient pas restés en arrière.

À côté de son collège royal, où, sous la direction tantôt de prêtres séculiers et tantôt de Jésuites, Béziers vit se grouper jusques à 150 jeunes gens (6), les Ursulines, les Bénédictines de N.-D. (7) et les Filles de la Charité s'occupaient des jeunes filles (8).

À Lodève, où les Doctrinaires dirigeaient un collège, les Ursulines

noine Pazezi, du chapitre d'Arles, les fournit : « Il n'y a pas deux ans que les Frères sont chez nous, écrivait ce dernier, et notre petite marmaille est changée... » On n'hésita plus. Les Frères acceptant que leur traitement fût réduit à 200 fr., l'évêque demanda des lettres patentes qui lui permettraient d'affecter à cette œuvre la première prébende vacante. Le chanoine préceptorial fut chargé de pourvoir au nécessaire. On appela les bons Frères et l'on regagna le temps perdu. — (*Ann. de l'Inst. des Frères des écoles chrétiennes*, 2 v., p. 128. — *Rapport des agents du clergé de 1740 à 1745*. — Arch. départ. de l'Hérault. — *Atmanach hist. et chron. de Montpellier de 1759*.)

(1) Cf. Postel, *Hist. de sainte Angèle Mérici*, 2 vol.

(2) Ch. Saurel, *ibid.*, 43.

(3) A. Fabre, *Monographie*.

(4) Arch. dép., Visites pastor. des évêques.

(5) P. Henri de Grèze, *Hist. de l'Inst.*, 578.

(6) Il fut fondé en 1598. Les Jésuites y vinrent l'année suivante. Ils s'étaient engagés à fournir huit régents. — Soucaille, *Notice sur le Collège de Béziers* Bull. arch., 2^e série, t. V, livr. 1^{re}.

(7) Béziers dut cette fondation à M. de Barrès, vicaire général de celui qui devait être le cardinal de Bonsi. Les filles de M^{me} de Lestonac avaient été devancées dans cette ville par les Ursulines. Jalouses de se retremper dans l'esprit religieux, celles-ci demandèrent des conseils aux nouvelles venues. L'entente fut si complète que les deux communautés n'en formèrent plus qu'une seule. Mais le zélé vicaire général n'entendait pas se priver du concours des Ursulines. Il en demanda à Toulouse. Quatre religieuses vinrent de la capitale de la province prendre la place et la fonction de leurs devancières. — Soucaille, *Etat monastique de Béziers*, 197.

(8) Avec le concours de l'un de ses chanoines, Mgr de Bonsi procura à Béziers un nouvel établissement qu'il confia aux Filles de la Charité, appelées dans ce pays sœurs grises. — *Ibid.*, 204.

s'étaient établies en 1635. Leur nombre s'accrut au point de permettre à l'évêque d'en céder quelques-unes au diocèse de Montpellier et de leur ouvrir une seconde maison à Gignac (1). Du reste, en 1746, les religieuses de Nevers apportèrent leur précieux concours et elles avaient été précédées par les Filles de la Charité, qu'en 1741 avait appelées Mgr de Souillac (2).

Avouons-le, Saint-Pons fut plus mal partagé. Autour de son brillant collège ecclésiastique, nous cherchons inutilement une congrégation s'occupant de l'enseignement primaire. Dans le diocèse même, nous n'en avons rencontré qu'une seule. Elle était à Saint-Chinian. Les Filles de la Croix y dirigeaient une école.

Grâce à la munificence de ses évêques, grâce aussi, sans doute, au nombre relativement considérable des petites villes qui composaient le diocèse, Agde, au contraire, fut très richement pourvu.

En outre de son collège (3), un instant sous la direction des Pères du Sacré-Cœur de Marseille, les garçons avaient dans la ville diocésaine un pensionnat et des écoles gratuites tenus par les Frères (4). Quant aux jeunes filles, elles avaient le choix entre les Ursulines (5), les Bénédictines de N.-D. (6) et les dames de St-Maur (7).

A Pézenas, où les Oratoriens s'occupaient des jeunes gens (8), quatre établissements étaient ouverts aux jeunes filles. Les Ursu-

(1) Ch. Saurel. *Hist. du dép. de l'Hérault*, 160.

(2) Ch. Saurel, *Ibid.*, 177.

(3) La création en remonte à l'année 1674; elle est de Mgr Louis Fouquet. Lorsque, sous Mgr de Saint-Simon, se retirèrent les PP. du Sacré-Cœur, la direction fut confiée à des prêtres séculiers. — Ch. Saurel, *ibid.*, 120.

(4) Appelés par Mgr Cadenet de Charleval, les Frères enseignèrent d'abord des externes; plus tard, ils reçurent des pensionnaires et des demi-pensionnaires. A la mort du prélat, ils ne conservèrent que le pensionnat. L'établissement était vaste. Pour l'arrondir, la municipalité, en 1755, céda une ruelle. — *Arch. mun.*, reg. des délibérat. — *Ann. de l'Institut*; 2 vol. — Contrat de fondation de M^e Bernard, notaire à Agde.

(5) Postel, *loc. cit.*

(6) C'est Mgr de Barrès qui les appela à Agde et à Pézenas. — *France pont.*, Fisquet.

(7) Les Dames de Saint-Maur vinrent en 1687. Accueillies par Mgr de Charleval, pour attirer les enfants, à l'heure de la classe, un tambourin à la main, elles parcouraient les rues. — H. de Grèze, *Hist. de l'Inst.*, 545.

(8) Migne, *Dictionn. des Ord. relig.*

lines (1), les Dames de l'Enfance de Jésus (2), les Bénédictines de N.-D. (3), les Dames de St-Maur (4) y enseignèrent. Les Ursulines eurent aussi une école à Mèze (5), et les Dames de St-Maur en eurent à Vias, Florensac, Montagnac et Cette (6). Elles se rencontrèrent dans cette dernière ville avec les Filles de St-Vincent-de-Paul.

C'est presque à chaque pas que dans le Gard se rencontre le souvenir d'écoles congréganistes, dues à la sollicitude des évêques qui se succédèrent dans les diocèses de Nîmes, d'Alais et d'Uzès.

Nîmes, qui avait déjà des Hospitalières, des Ursulines, des Sœurs de St-Joseph-de-la-Flèche, vit, en 1686, un carrosse royal amener dans son sein les Dames de St-Maur (7). En même temps que les Visitandines (8), les Ursulines (9) enseignaient au Pont-St-Esprit. Elles étaient aussi à Uzès, Alais et Bagnols. Bagnols avait de plus des Bernardines (10), et Uzès des sœurs du P. Médaille, des Bénédictines (11) et des Dames Noires (12). Ces dernières, d'ailleurs, se retrouvaient à Saint-Ambroix, à Alais, au Vigan, à Aigues-Mortes, à la Salle, à Sumène, à Sauve, ainsi qu'à Saint-Quentin et aux Vans (13).

Ces trois diocèses connurent les Frères de bonne heure. Alais les

(1) Postel, *Hist. de sainte Angèle*, 2 v.

(2) *Dictionn. des Ordr. relig.* Etablies à Toulouse par M^{me} de Mondonville, elles partagèrent le sort de la Maison mère lorsque Louis XIV la fit fermer. Mgr Louis Fouquet, alors évêque d'Agde, s'efforça inutilement de sauver la portion qui vivait sous sa juridiction à Pézenas.

(3) Fondation de Mgr de Barrès. (Fisquet, *France pont., dioc. d'Agde.*)

(4) P. H. de Grèze (*loc. cit.*).

(5) Alb. Fabre, *Monograph.*

(6) Ces fondations datent de la même époque. Celle de Cette fut postérieure de très peu d'années. La sœur Alicolis, supérieure à Montagnac, en fut la première directrice. En 1730, elles se trouvaient dans un étroit local non loin de l'église St-Louis. La communauté leur donna d'abord 100 l., puis 400 l.— P. H. de Grèze, 562.

(7) Ménard, *Hist. de Nîmes.*

(8) *Ann. de l'Institut. des Frères.*

(9) Postel, *loc. cit.*

(10) H. de Grèze, *Ibid.*

(11) *Dict. des Ordr. relig.*

(12) H. de Grèze, *Ibid.*

(13) H. de Grèze, *Ibid.*, pass.

appela tout d'abord (1). Ils vinrent ensuite aux Vans (2), à Uzès (3), au Pont-St-Esprit, à St-Ambroix (4), à Aigues-Mortes (5) et à Nîmes. Dans la ville diocésaine, ils eurent deux écoles: l'une à St-Paul; l'autre aux Carmes.

Passons à l'Aude. L'Aude a été formé de quatre diocèses: celui de Narbonne, de Carcassonne, d'Alet et de St-Papoul.

Eglise primatiale du Languedoc, Narbonne devait l'exemple; elle le donna. Sans compter les maisons hospitalières chargées de l'éducation des orphelins, elle jouit du dévouement des Ursulines, des

(1) Sur la demande d'Innocent XII, Louis XIV créa un évêché à Alais. Promu à ce nouveau siège, Mgr de Saulz apprit qu'un maître d'école s'était fait l'insultement des huguenots dans sa ville diocésaine. Il crut, pour réparer les désastres, ne pouvoir mieux faire que de s'adresser à des maîtres religieux. Son vicaire général, ayant connu à St-Sulpice le chanoine de Reims, fut prié de s'entendre avec le pieux fondateur. Celui-ci envoya deux de ses disciples. Louis XIV en paya la pension. (*Ann. de l'Inst.*, 1 vol., 212.)

(2) Aux Vans, le prieur ayant apostasié, son neveu, homme d'une grande piété, tint à réparer le scandale. Il appela dans ce but les disciples du B. de la Salle, sacrifiant à cette œuvre tout son avoir, c'est-à-dire 350 liv. de rente. C'était assez pour la pension. Mais il fallait un local. La communauté s'en chargea; elle alloua de plus 75 l. pour le mobilier. En 1712, sur l'intervention de Mgr Poncet de Rivière, l'intendant exigea un local plus vaste et un mobilier plus complet. — *Ann.*, 1 v. ch. ix.

(3) Cette fondation fut due à la générosité de Mgr de Bauyn (1749). Ce prélat paya la maison d'école et fournit le traitement des deux frères; la municipalité s'engagea à rétribuer le troisième. Par le fait, l'évêque d'Uzès possédait dans son diocèse trois établissements de Frères. Il en voulut un quatrième. Son neveu, M. d'Aleyrey, le lui procura. Il en dota le Pont-Saint-Esprit, 1777. — *Ibid.*

(4) 1740.

(5) 1770. Le frère directeur de Nîmes fut chargé de la fondation d'Aigues-Mortes. Nîmes, en effet, avait des Frères depuis 1754. On avait hésité dans le principe. L'étrangeté des méthodes, la gratuité, motivèrent ces retards. On n'accepta même le projet de Mgr de Beccdelièvre qu'à titre d'essai. L'abbé Jacomont prêta son presbytère et la communauté réserva aux Frères les 200 liv. destinées aux régents. Deux âmes généreuses, M. Planchut, procureur général et un ancien capitaine, M. Baudon, s'engagèrent à donner 500 fr. De leur côté, les grands-vicaires, MM. Mousse et d'Aigremont, s'entendirent avec les chanoines Ferrand, de Dions et Mérez pour en donner autant. Il y avait là le traitement de trois Frères. Mais les élèves vinrent si nombreux qu'il fallut un quatrième Frère. Ces succès dissipèrent les préjugés. On songea à une organisation définitive. La communauté vota 750 liv. Les Frères quêtèrent pour l'achat du local et levèrent 10,000 liv. Deux chanoines créèrent deux nouvelles classes. Réunies dans

Bénédictines de N.-D., des Sœurs Grises et des Filles de la Croix (1). Les archiprêtres dans ce diocèse n'eurent pas une part si belle. Limoux, cependant, avait offert l'hospitalité à des ordres religieux nombreux. Il n'y eut pour les jeunes gens qu'un collège dirigé par les Doctrinaires, qui enseignaient également à Narbonne (2). Aussi mal partagées, les jeunes filles durent pour leur instruction se contenter des Hospitalières. A Capestang, d'autre part, nous trouvons un hôpital. Mais là, comme partout ailleurs, les religieuses, qui exercèrent la charité, enseignèrent-elles ? Nous l'ignorons.

Venues à Carcassonne de très bonne heure, les Hospitalières, établies d'abord à la cité, créèrent une seconde maison dans la ville basse. Là, elles rencontrèrent des collaboratrices très dévouées. Depuis 1321, les Augustines s'y livraient à l'éducation des jeunes filles fortunées.

En 1624, les Ursulines ouvrirent à leur tour un pensionnat et des écoles gratuites. Ces dernières eurent même un très grand succès (3).

Certes, les Carcassonnais n'avaient pas à se plaindre. D'où vient qu'en 1730, appelé à en devenir l'évêque, Mgr de Bezons déplorât « l'état d'ignorance dans lequel croupissait l'enfance » ? Parlait-il des jeunes gens ? Cela ne pouvait être de ceux qui appartenaient à la classe aisée. Ils avaient pour étudier un séminaire tenu par des Jacobins, un collège sous la direction des Ermites de St-Augustin,

la maison du sieur Caumette, dont l'évêque autorisa l'achat, les six classes formèrent une seule école. Mais les places ne tardèrent pas à manquer. Les Frères se déterminèrent à ne recevoir que les pauvres. Les consuls, harcelés de réclamations, consentirent, en 1753, à voler le traitement de deux autres maîtres. Cela ne suffit pas. Trop éloignés de Saint-Paul, le faubourg réclamait toujours. La générosité de M^{me} de Ruotz, qui donna 1,200 livres, et celle du baron de Loupian, qui fonda une rente de 450 liv., permirent à l'évêque de fonder aux Carmes une école nouvelle de trois classes. (*Ann de l'Inst.*, 2 v., 390.)

(1) Statuts synodaux de Mgr Le Goux de la Berchère, année 1606.

(2) Fléchier y enseigna la rhétorique à l'âge de seize ans (*Feller, Dict.*). Il n'est pas téméraire de présumer que les doctrinaires s'occupèrent de l'enseignement primaire dans les villes où, comme à Narbonne, à Limoux, à côté de leur établissement, on ne trouve, jusqu'en 1789, que le régent. L'almanach de 1751, de Toulouse, les signale dirigeant dans cette ville les petites écoles de chaque quartier. L'on ne sera donc pas étonné de nous voir dans cette étude indiquer leur présence.

(3) *Hist. de Carcassonne*, Louis Fédié, pass.

un autre collège qui, après avoir été longtemps dirigé par les Jésuites, fut confié finalement aux Doctrinaires (1).

Sans doute, il s'agissait des enfants du peuple. De fait, il y avait là une lacune. Mais, en 1738, elle fut comblée. Mgr de Bezons appela les Frères des écoles chrétiennes. Afin d'en jouir sans retard, il les logea à l'officialité.

A cette première école, s'en ajouta plus tard une seconde. Un jour vint même où les disciples du B. de la Salle ouvrirent, à Carcassonne, un superbe pensionnat (2).

Ayant eu bruit du succès qu'obtenaient les Frères à Carcassonne, les habitants de Montréal leur ouvrirent les portes. En 1760, ce nouvel établissement comptait 105 élèves.

Le diocèse d'Alet ne fit pas appel à des étrangers. Il n'eut, pourtant, rien à envier à ses voisins. Ce fut grâce au zèle de Mgr Pavillon, De concert avec une veuve généreuse, ce prélat créa la pieuse Association des Régentes. Liées par des promesses, soumises à un règlement rigoureux, ces maîtresses recevaient une formation religieuse qui leur permit de rendre à l'enseignement les services les plus signalés. Leur pensionnat d'Alet eut une véritable célébrité. On y vint de Carcassonne, de Narbonne et de Mirepoix. Quant à leurs écoles gratuites, on les retrouvait partout : à Alet, Belcaire, Belvis, Coriza, Caudiès, Escouloubre, Espéraz, Latour, Quillan, Roquefeuille, Puy-Laurens, Rouze, St-Félix, St-Paul de Fenouillet, Sournia, etc. (3).

Les disciples du B. de la Salle parurent dans le diocèse d'Alet en 1777. C'est à Chalabre qu'ils s'établirent. Les Ermites de St-Augustin

(1) *Hist. de Carcassonne*, Louis Fédié, pass.

(2) *Ann. de l'Inst.* 2 v. 83. Sur un terrain dit Charlemagne et acquis d'un marchand drapier, le F. Agathon, outre une maison de retraite, un noviciat et un scolasticat, se proposait d'élever : 1^o un pensionnat comprenant trois divisions, ayant chacune un bâtiment séparé avec un réfectoire, un parloir, une salle de récréation pour les jours de pluie, et pour les jours de beau temps une cour avec jardin ; 2^o trois salles séparées, l'une pour les instruments de musique, l'autre pour le dessin, la troisième pour l'escrime ; 3^o une cuisine ; 4^o une chapelle ; 5^o deux grandes allées d'arbres. Il y avait, en outre, une école gratuite, un manège, un observatoire et un cabinet de physique... Le pensionnat construit, deux cents élèves y furent admis. A la vente des biens du clergé, un ancien élève l'acheta. Plus tard, celui-ci le vendit à l'évêque, qui en fit la campagne du séminaire. (Min. de Crocy, not. à Carcassonne. — Cf. *Ann.* 2 v.)

(3) Lasserre, *Recherches hist. sur le diocèse d'Alet*.

avaient une maison à Caudiès et à Quillan. Or, d'après un historien de la ville de Carcassonne, ces religieux s'occupaient de l'enseignement à tous les degrés (1).

Nous sommes au bout de cette riche nomenclature. Peut-être aura-t-elle fatigué. Cependant, nous en avons conscience, elle est incomplète. Mais alors, quel éloquent témoignage en faveur de ces évêques qui, avec tant de zèle, pourvurent aux graves nécessités de l'instruction du peuple. Remarquez-le, nous avons signalé plus de 100 maisons religieuses vouées, dans le Bas-Languedoc, à l'enseignement primaire. Les Frères des écoles chrétiennes en dirigèrent 19 et les dames de St-Maur autant. Or, en France, celles-ci ne tenaient que 84 écoles et ceux-là 113. Preuve évidente que les évêques de cette province ne se laissèrent ni devancer, ni surpasser.

§ II. — *Sacrifices consentis*

Non seulement les évêques du Bas-Languedoc s'empressèrent d'appeler chez eux les maîtres religieux ; mais pour les établir ils s'imposèrent d'énormes sacrifices.

Depuis le décret royal de 1698, le traitement des régents et le local des écoles étaient légalement à la charge de la communauté. Celle-ci ne s'acquittait pas toujours de bonne grâce. D'ailleurs, la nouvelle organisation était plus dispendieuse. Le traitement demandé pour chaque maître par le pieux chanoine de Reims s'élevait à 300 francs, et les règlements voulaient que l'école comptât plus d'un Frère. La subvention légale était insuffisante. Il fallait chercher ailleurs des ressources.

Les évêques s'adressèrent à la charité de leurs diocésains. Mais ils la stimulèrent par de magnifiques exemples. C'est une admirable histoire que celle de leurs libéralités.

A Montpellier, les Visitandines doivent à la générosité de Mgr Fenoillet le vaste édifice qu'elles occupent encore de nos jours. A leur tour, les Ursulines obtinrent du même prélat le local immense, dont le Gouvernement a fait plus tard la maison centrale (2). On eut

(1) L. Fédié, *Hist. de Carcassonne*, 262.

(2) Ch. Saurcl, *Hist. du dép. de l'Hérault*.

recours aussi à une prébende canoniale pour assurer le traitement des premiers Frères (1).

Béziers n'en agit pas autrement. Les trois maisons contiguës qu'occupèrent les filles de la charité, à leur arrivée, avaient été acquises à leur intention par le chanoine Laffon. En même temps, l'archidiacre de Moussac leur avait légué deux autres maisons et 100 livres de pension (2).

Rappelons que Mgr de Charleval, évêque d'Agde, consacra 9000 livres à l'achat du local où il logea les Frères et qu'il leur constitua une rente de 750 livres (3). Et si, parlant un jour des dames de St-Maur, dont il plaidait la cause à l'Assemblée du Clergé, il put dire : « Ici et à Pézenas, elles ne reçoivent pas un sou des communautés » (4), c'est parce que son clergé s'était chargé de leur venir en aide. Le chapitre d'Agde servait une rente de 189 livres aux Frères et de 270 livres aux religieuses (5).

Dans leur établissement, les écoles congréganistes du Gard n'eurent pas d'autres banquiers. Nous avons vu un prêtre se dépouiller de son patrimoine pour doter les Vans d'une école de Frères. Après avoir acquis de ses deniers la maison où il installa les disciples du B. de la Salle, Mgr de Bauyn, évêque d'Uzès, prit à sa charge le traitement de deux maîtres (6).

Comment les municipalités seraient-elles demeurées en arrière en présence de semblables libéralités ? Celle de Nîmes n'hésita plus, après avoir vu les chanoines Féraud, Dions et Mérez lutter de générosité avec les deux vicaires-généraux, et fournir 500 livres pour l'entretien des Frères. Elle vota 750 livres de pension. C'était beaucoup ! Cela ne suffit pas cependant et le clergé dut faire un nouvel effort. Les chanoines de Cabrières, de Montfalcond et Séguret concoururent à fonder une troisième école de deux classes (7).

Nous avons à relever, dans l'Aude, des actes d'une générosité tout

(1) *Ann. de l'Inst. précit.*

(2) Soucaille, *Etat monast. de Béz.* 202.

(3) *Ann.* 2 v. ch. xxii.

(4) H. de Grèze, *Hist. de l'Inst.* 546.

(5) Ch. Saurel, *Ibid.*, n° viii.

(6) *Ann. de l'Inst.*, 2 v. ch. xxii.

(7) *Ibid.*, ch. xxiii.

aussi digne d'admiration. Pour offrir un local plus vaste aux nombreux élèves qui accouraient, Mgr de Bezons acquit à Carcassonne un immeuble composé de plusieurs corps de logis, d'une cour et d'un jardin. Il affecta 250 livres aux réparations et assura aux maîtres une rente de 600 livres qui, plus tard, fut portée à 1200 (1).

De son côté, Mgr Pavillon ne s'était pas contenté de donner aux régentes d'Alet des règlements et une organisation sérieuse ; il avait largement ouvert sa bourse. L'école de Saint-Félix elle-même fut établie grâce aux largesses de l'abbé de Cambolongo, Messire de Morteau : il compta 3000 livres (2).

Relevant avec amertume la grosse part de la fortune publique que détenait le clergé, les détracteurs de l'ancien régime lui reprochent, d'ordinaire, les privilèges qui l'exonéraient de certaines charges. En réalité, le clergé échappait-il à ces charges ? La charité, le zèle, le patriotisme ne pesaient-ils pas sur ses revenus avec au moins tout autant de rigueur que ne l'aurait fait l'agent du fisc ? Impossible d'hésiter après les faits que nous venons de signaler. Ils prouvent, de plus, la très grande importance qu'avait à leurs yeux une œuvre à laquelle ils croyaient devoir faire les plus généreux sacrifices.

§ III. — *Tutelle vigilante*

Créer une œuvre serait chose facile, s'il suffisait d'en rassembler et coordonner les éléments. Une fois établie, il faut la soutenir et la défendre ; car, presque toujours, elle rencontre des épreuves et des ennemis. En tout cas, les congrégations enseignantes n'en manquèrent pas. Pour en triompher, de nouvelles démarches, de nouveaux sacrifices devinrent indispensables. Ce fut pour les évêques et le clergé du Bas-Languedoc, l'occasion de prouver à nouveau toute leur sollicitude.

La période dont nous nous occupons eut des années calamiteuses (3). Telles furent, en particulier, celles qui précédèrent la grande Révolution. La faim promena son spectre hideux à travers nos riches

(1) *Ann. de l'Inst.*, ch. xix.

(2) Lasserre, *Rech. hist. sur le diocèse d'Alet. loc. præcit.*

(3) Rappelons la famine de 1693-94 et celle de 1709.

contrées. « Les communautés sont ruinées, écrivait un intendant du Languedoc. » Or, grand nombre de rentes affectées à l'entretien des maîtres religieux reposait sur le crédit de la communauté.

D'autre part, une propriété, que stérilisait la sécheresse, constituait assez souvent la prébende préceptoriale réservée aux écoles.

Tout renchérisait, d'ailleurs, et l'argent perdait de sa valeur. « Les Frères, écrivait le directeur de l'une de ces écoles, se sont trouvés sans pain et sans vin. Depuis deux mois, ils n'ont touché que 24 livres. Leur misère est si grande qu'ils se verront obligés de prier leur supérieur de les rappeler. » Ailleurs, ils se firent quêteurs; ou, comme à Agde, pour une légère rétribution, ils passèrent la nuit auprès des morts (1). Tout cela était incompatible avec la fonction du maître. Vingt-cinq pensionnats furent supprimés dans le pays.

Eh bien! dans le Bas-Languedoc, cette misère n'amena la suppression d'aucune de ces maisons d'écoles. On le dut à la tutelle vigilante des évêques.

Ainsi, à Alais, à Nîmes, pour ne pas permettre que la supérieure de Saint-Maur rappelât ses saintes filles, les évêques plaidèrent leur cause auprès du roi. Le roi les exempta du dixième. A Montpellier, le curé de Saint-Roch se fit leur avocat auprès du monarque. « Il en obtint de royales largesses (2). »

A Béziers, les Ursulines vivaient d'un capital qui reposait sur le crédit de la communauté. La communauté, en 1720, réduisit la rente. De là pour ces religieuses la gêne et bientôt la misère. Prévenu, l'évêque intervient; il prodigue ses dons, et ces pieuses éducatrices restent à leur poste, y continuant leur pénible labeur (3).

C'est en des circonstances tout aussi pénibles que, l'an 1712, Mgr Poncet de Rivière intéressa l'intendant du Languedoc à l'école des Vans. Ses démarches valurent aux Frères un local plus vaste et un mobilier plus complet. Aussi, lorsque, en 1768, la communauté prétendit réduire leurs rentes, les Frères eurent recours à la même intervention. Une allocation de 140 livres fut votée : allocation que l'on grossit, l'année suivante, de 50 livres (4).

(1) *Ann.*, ch. xxv, 309.

(2) *Hist. de l'Inst. de St-Maur*, H. de Grèze, pass.

(3) Soucaille, *Etat monast. de Béz.*, 195.

(4) *Ann. de l'Inst.*, ch. xxv.

La faim ne fut pas l'ennemi le plus redoutable pour les nouveaux maîtres. L'austérité religieuse les préparait à en supporter plus vaillamment les privations que les peuples au milieu desquels ils vivaient. En réalité, le vrai péril vint d'ailleurs.

Dès leur apparition, à côté de très chaleureuses sympathies, ces institutions avaient suscité les haines les plus vives. L'intérêt et l'impiété en furent tour à tour le mobile.

Certaines municipalités s'étaient, de fait, laissé gagner au philosophisme bourgeois de Voltaire. Avec l'homme de Ferney, elles prétendaient « qu'il ne fallait au peuple que du foin ». Elles demandaient, avec Langourla, « que l'on chassât les Frères à larges manches qui apprenaient au peuple à manier la plume, outil très dangereux entre certaines mains ».

D'autres obéissaient aux inspirations du protestantisme, lequel trouvait dans ces religieux des apôtres gênants.

Parmi ces communautés, il en était, en effet, qui subissaient l'influence des maîtres écrivains. Ceux-ci voyaient dans les nouveaux venus des concurrents inquiétants. Partout où ils s'établissaient, l'école se transformait. Au vagabondage, à l'insolence des enfants, succédaient la discipline, le respect, de sensibles progrès. Les parents abandonnaient l'ancien régent. Comment eût-il accepté de bonne grâce d'être supplanté ? On lui coupait les vivres ; le régent en éprouvait du dépit. Rien de plus naturel ! Seulement, il essaya, pour se défendre, des moyens inavouables.

Pleurnicher sur les beaux jours de la calligraphie (1), faire de l'esthétique à propos de chapeaux à larges bords et de grossières chaussures, c'était là petits passe-temps et coups d'épingle inoffensifs. Même en France, le bon sens finit par avoir raison de l'épigramme.

Mais le régent eut recours à d'autres armes. Il suscita de longs et coûteux procès. Il s'adressa tout d'abord à l'écolâtre. Celui-ci, étant édifié sur les succès des nouveaux maîtres, rarement tomba dans le piège qu'on lui tendait. La communauté fut alors sollicitée. Aussi

(1) On se plaignit de voir, sous la direction des Frères, l'abandon de la ronde et de la gothique. En fait, les Frères s'appliquèrent surtout à l'écriture dite bâtarde, et contribuèrent à lui faire la première place ; mais ils enseignaient aussi les deux premiers modes. — *Ann.* 2 vol., ch. xxiv, 280.

bien, c'était la communauté qui servait la rétribution scolaire. Tant qu'il l'aurait pour lui, le « magister » était sûr de conserver en partie ses ressources. Il en fit le siège, et trop souvent il fut écouté. Impuissante à fermer l'école, la communauté se montra très exigeante. Réduction des heures de classe, exigence pour l'admission à titre gratuit d'un billet d'indigence, mandat donné au maître écrivain d'inspecter l'école congréganiste : tout autant de moyens qui furent mis en œuvre.

Mais, partout où se produisit cette opposition, le clergé, l'évêque se levèrent pour couvrir de leur influence leurs fondations menacées. Ce fut ainsi dans le Bas-Languedoc.

Aux Vans, les écoliers trouvèrent un beau matin des barricades sur le chemin de l'école ; à Alais, endoctrinés par les protestants, les élèves firent du carrillon en classe. Dans ces deux occasions, le prêtre intervint : le dernier mot resta au bon ordre (1).

En 1741, Saint-Ambroix venait de perdre la religieuse de Saint-Maur, qui, depuis longues années, dirigeait les écoles. La communauté se refusait à en solliciter une autre. Pour l'y contraindre, Mgr de Baugn n'hésita pas à lui infliger une amende de 20 livres (2).

Mgr Fouquet ne parvint pas, il est vrai, à soustraire aux foudres de Louis XIV les religieuses de Mme de Mondouville, qui vivaient à Pézenas sous sa paternelle juridiction (3). Mais, plus heureux que son prédécesseur, Mgr de Saint-Simon obtint que la communauté de Mèze fût déboutée de ses prétentions contre les Ursulines qui, après une absence de quelques années, revenaient prendre leur poste (4).

C'est aussi grâce à l'intervention de Mgr de Bocaud que le procès contre la communauté de Puy-Laurens se termina en faveur des régentes (5). On leur compta les rentes que leur avait assurées une généreuse bienfaitrice.

La maison des Frères de Montpellier eut également son heure d'épreuve. Maire de cette ville, en 1754, Cambacérès estimait déjà

(1) *Ann.* 1 vol., ch. x, 258. — Ch. ix, 214.

(2) H. de Grèze, *Hist. de l'Inst.*

(3) Migne, *Dict. des ord. relig.*

(4) Albert Fabre, *Monogr. de Mèze.*

(5) Lasserre, *Rech. hist. sur le diocèse d'Alet.*

trop nombreuse l'armée sainte des religieux et des religieuses. Obligé de la subir, il se refusait à la favoriser. Le local dans lequel enseignaient les disciples du B. de la Salle était beaucoup trop étroit. Des classes plus spacieuses étaient indispensables. Le maire refusait obstinément son autorisation pour l'achat d'un nouveau local. La santé des maîtres et des élèves était en jeu. On décida de solliciter des lettres patentes. L'évêque prêta son appui : la requête fut agréée. Une maison vaste fut acquise non loin des Ursulines, à la montée du plan des Oliviers. Mgr Renaud de Villeneuve autorisa la construction d'un oratoire. Là, chaque jour, la petite communauté eut le bonheur d'entendre la messe (1).

A Nîmes, sans l'assistance de l'évêque et des principaux notables, les mêmes religieux ne seraient pas sortis victorieux de la mauvaise chicane que leur suscita le propriétaire du local qu'ils avaient occupé à Saint-Paul : le sieur Caumette.

Caumette était protestant. S'il gagnait son procès, il recevait une récompense de ses coreligionnaires ; s'il le perdait, il était indemnisé. Il risquait trop peu pour ne pas se donner la joie d'ennuyer des papistes. Il engagea la partie. Mais il comptait sans l'évêque. Le prélat fit signer une pétition, rappelant les services rendus par les intéressés. Caumette perdit son procès. Les protestants y furent pour leurs frais et la honte d'une mauvaise action (2).

Ces leçons produisirent partout le meilleur effet. L'opposition désarma lorsqu'elle vit, à chacune de ses attaques, le clergé riposter avec vigueur ; elle se reconnut impuissante à surprendre sa vigilance. Ainsi soutenues par tant de sollicitudes, ces écoles purent continuer à rendre dans le Bas-Languedoc d'inoubliables services. Leur personnel récompensait de la sorte ceux qui, après les y avoir appelés, faisaient les plus grands sacrifices pour les aider, les défendre et les y maintenir ; car, aux yeux de tous ces religieux, les évêques apparurent toujours comme d'insignes bienfaiteurs. Ils avaient recours à leur protection durant leur vie ; après leur mort,

(1) *Ann. de l'Inst.*, 2 v., ch. xxiv, 261.

(2) La vente avait bien été homologuée par le Parlement de Toulouse ; mais l'on avait oublié de solliciter des lettres d'autorisation. — *Ann. de l'Inst.*, 2 v., ch. xxvi.

ils savaient les pleurer. Le parloir des écoles chrétiennes, à Carcas-sonne, en garde une preuve touchante dans sa naïveté.

Après les avoir établis dans sa ville diocésaine, Mgr de Bezons s'était dévoué de mille façons en faveur des disciples du B. de la Salle. Jaloux en mourant de leur donner un nouveau témoignage, il leur légua l'un de ses portraits. Ceux-ci recueillirent le portrait avec un filial respect et, pour perpétuer le souvenir de leur reconnaissance, au bas du tableau ils gravèrent ces quelques mots : « *Domus fundator pauperum — patri et doctori.* » Seulement, sur les *i*, en guise de point, l'artiste fut invité à mettre une larme (1).

Tous les évêques du Bas-Languedoc obtinrent-ils les mêmes témoignages de reconnaissance des maîtres religieux auxquels ils prodiguèrent leur dévouement infatigable? Ce dont il n'est plus permis de douter, c'est qu'ils les méritèrent.

DEUXIÈME PARTIE

Supériorité de l'enseignement congréganiste

Au deux derniers siècles, les évêques du Bas-Languedoc semblent, en matière d'instruction primaire, avoir préféré l'enseignement congréganiste à celui du régent. Pourquoi? Evidemment cela s'explique par la confiance qu'ils avaient en la supériorité du premier. Or, nous allons le constater, cette supériorité était réelle : leur confiance ne fut pas trompée.

Nous avons donné, ailleurs, mille détails sur l'ancienne organisation (2). Après en avoir rappelé les lacunes, mettons au jour les avantages du nouveau personnel et de son programme ; puis, signalons les précieux témoignages qui vinrent de toute part récompenser le zèle des nouveaux maîtres et constatons la popularité que leur méritèrent partout leur savoir et leurs vertus. On ne pourrait, il nous semble, exiger de leur supériorité des preuves meilleures et une démonstration plus complète.

(1) *Ann.* 2 v., 483.

(2) Le clergé de Languedoc et l'enseignement primaire aux deux derniers siècles.

§ 1. — *Avantages du nouveau personnel et de son programme*

Le régent, il est vrai, n'était admis à professer qu'après un sérieux examen. Bien que pourvu de ses lettres, il demeurait, durant l'exercice de sa fonction, sous la direction de l'écolâtre. Mais sa formation était souvent incomplète et la direction elle-même lui laissait trop d'indépendance. D'ailleurs, son apostolat lui était un gagne-pain. Dans la surveillance qu'il exerçait sur son enseignement, le curé dut plus d'une fois se rappeler qu'il était en présence d'un père de famille, obligé de pourvoir à son pot-au-feu et tenté de changer de poste dès qu'il en trouvait un autre plus rémunérateur. Entendez celui de Pérols. Interrogé sur la fidélité du régent à conduire les enfants à l'église, il se fait témoin à décharge et répond : « Le régent a sa femme à Castelnau : il va la voir tous les dimanches (1). »

Ne devrions-nous pas chercher là, la raison d'une nouvelle lacune que présentait cette organisation ? Si ces pères de famille ne tiennent pas sur place, ne serait-ce pas parce que, libres de contracter où bon leur semble de nouveaux engagements, ils sont toujours en quête d'une situation plus lucrative ? (2) A une époque, où il leur est loisible de se fixer (3) (1688), ils sont peu nombreux, dans le diocèse de Montpellier, les maîtres, qui, à l'exemple de celui de Manguio, occupent le poste depuis 12 ans.

(1) V. pièces justificatif. Questionn. imposé aux curés du diocèse de Montpell.

(2) La législation laissait au maître une très grande liberté sur ce point. Muni des lettres de l'évêque, il avait le droit de régler sa situation avec la communauté. Du contrat passé entre les deux intéressés dépendaient les conditions de séjour, de programme et de rétribution. Quitte à l'évêque d'intervenir quand ces conditions mettaient en péril la dignité du maître ou les résultats de l'enseignement. L'étroitesse du local, entraînant le mélange des sexes, l'insuffisance du traitement rendirent fréquente cette intervention.

(3) « En principe, nous écrit M. l'abbé Douais, fort compétent en la matière, les régents étaient renouvelables, tous les ans. Ils le furent, en fait, au moyen-âge. Au XV^e siècle se dessine une autre pratique : le maître passe quelquefois un contrat pour trois ans. Au XVII^e et au XVIII^e siècles, on rencontre des maîtres qui tiennent l'école dans le même pays pendant dix et quinze ans. » Le fait est rare dans notre province. Il suffit pourtant que nous l'y ayons rencontré pour être autorisé à soutenir que la chose n'était pas interdite.

Nous avons sous les yeux le tableau de ceux qui se sont succédé à Villeneuve-lez-Béziers depuis 1603. Si l'on en excepte deux, dont l'un a professé là 3 ans et l'autre 8 ans, tous ont disparu au bout de l'année. Les régents n'imitaient que trop cette inconstance (1).

Aussi quelle riche mosaïque que celle de ces maîtres ambulants, qui viennent d'un peu partout ! Restons dans le diocèse de Montpellier : celui de Saint-Paul est de Clermont-Ferrand ; celui de Gigean du diocèse d'Uzès ; Mireval en a un qui lui vient de Lodève. C'est à Condom qu'Auroux a demandé le sien. Celui de Saint-Brès est de Mende et celui de Baillargues, du Puy (2).

Dès lors, formation insuffisante (3), direction trop lâche, absence d'un absolu désintéressement ou préoccupation matérielle, cause peut-être d'une instabilité sensiblement préjudiciable aux résultats de l'éducation : telles sont les lacunes avec lesquelles devaient compter les évêques, obligés d'employer le régent.

L'organisation nouvelle échappe à ces reproches.

Le maître religieux sort du noviciat, où il a passé une ou deux années dans l'exercice de l'abnégation, de l'obéissance et des vertus essentielles à l'état religieux. Il en a étudié plus spécialement celles qui doivent lui permettre de remplir plus efficacement sa profession. Ah ! c'est que les pieux fondateurs ont singulièrement recommandé ces dernières dans leurs conseils et leurs constitutions. Le B. de la Salle l'a même fait avec éloquence. Le *Traité des douze vertus d'un bon maître* est un chef-d'œuvre. Frayssinous en a fait cet éloge : « Si je tenais à la gloire, je voudrais l'avoir écrit. »

Pour remplir sa mission avec fruit, y lit-on, il faut au maître une gravité qui règle tout son extérieur conformément à la modestie, à la bienséance et au bon ordre... Il lui faut la vertu du silence qui apprend à se taire autant qu'à bien parler, qui garde et de la taci-

(1) V. pièces justificativ. Arch. de Villeneuve-lez-Béziers.

(2) V. pièces justificativ. Questionn. imposés aux curés du diocèse de Montp.

(3) Parmi les cahiers rédigés en 1789 par le Clergé et le Tiers-Etat, bon nombre renferment la demande d'une école normale, destinée à la formation des régents. Tels sont les cahiers de Verdun, Colmar, Bouzonville, Belfort, Amiens, Haguenau, Chavenay, Les Claïges. C'était dénoncer une situation défectueuse à laquelle il fallait remédier. Cf. la *question d'enseignement en 1789 d'après les cahiers*, par l'abbé E. Allain.

turnité et de la loquacité, qui prévient tout excès préjudiciable à la santé... Il lui faut une humilité qui l'incline vers le pauvre et le protège également contre l'orgueil dans la réussite et, dans l'insuccès, contre le découragement... Ce n'est pas tout, car il lui faut de la prudence pour discerner les moyens les plus aptes à la bonne éducation ; assez de patience pour compatir à l'étourderie de l'enfant, à la faiblesse de sa volonté, à la légèreté de son esprit, et ne pas se lasser de lui répéter les mêmes choses avec bonté et affection... La douceur lui est encore nécessaire, mais une douceur aussi éloignée de la sensiblerie que de la dureté, capable de lui assurer la confiance sans le dépouiller de l'autorité. Et, comme pour se livrer à l'enseignement, il renonce aux biens de la terre, aux plaisirs de ce monde : sa vocation a pour fondement essentiel la générosité. Voilà les vertus auxquelles se formait le jeune maître.

Mais, parce que notre humaine fragilité laisse trop aisément s'évanouir les vertus que l'on avait plus volontiers pratiquées, que l'on croyait le mieux posséder, une direction est indispensable.

Eh bien ! dans la nouvelle organisation, la direction ne laissait rien à désirer. Les règlements donnaient sur les devoirs du maître et de l'élève, sur la tenue de la classe, les indications les plus détaillées, les plus sages prescriptions. Les statuts des dames de Saint-Maur, les *Instructions pour la classe* des Bénédictines de N.-D., la *conduite des écoles* du B. de la Salle sont des traités de pédagogie ; traités dans lesquels programmes, méthodes, moyens d'émulation, exigences du bon ordre, récompenses, répressions, tout est prévu. Le jeune maître était sagement guidé dans les efforts qu'il avait faits pour fixer l'attention de sa classe, pour mettre en éveil la raison de l'élève, exercer sa mémoire et le conduire, sans bonds ni soubresauts, du facile au plus difficile.

Voyez-le ce jeune débutant, à la tête de son bataillon, tout à l'heure si turbulent, maintenant silencieux et attentif. Grave, vigilant, l'œil à tout et à tous, mais sans efforts ni prétentions. Il parle peu. C'est par signes le plus souvent qu'il exprime ses volontés. Rarement il gronde ; il préfère récompenser. En tout cas, il n'inflige pas la punition au moment de l'infraction. On lui a dit, qu'infligée le lendemain, la peine était plus efficace, parce qu'elle était mieux proportionnée et mieux acceptée. Il n'en vient, d'ailleurs, aux châti-

ments corporels qu'en dernier ressort et avec une très grande modération (1).

« Personnage imaginaire, dira-t-on, c'est là ce que voulaient les règlements : d'accord ; mais qu'il y a loin, d'ordinaire, de la théorie à la pratique ! »

N'oublions pas que le religieux voyait dans ces prescriptions la volonté d'un Dieu dont le regard le suivait partout ; Dieu qu'il aimait et dont il attendait d'incomparables récompenses. Puis, à l'école, il avait un supérieur ou un directeur (2). Celui-ci veillait d'un soin jaloux sur son subordonné. Au besoin il rappelait le règlement ; il en maintenait la fidèle observance.

Un nouvel avantage attendait le jeune maître dans l'enseignement congréganiste. Il succédait à un confrère qui, s'étant exercé aux mêmes vertus que lui, ayant reçu la même formation, avait familiarisé ses élèves aux méthodes qu'il était appelé à appliquer. Les deux premières supérieures de Saint-Ambroix y enseignèrent pendant plus de 20 ans. La sœur Baptiste demeura près de 36 ans à la tête de l'établissement des Dames noires de Montpellier (3). C'était plus qu'il n'en fallait pour créer des traditions. Par le fait, en classe, plus de ces tâtonnements funestes pour le maître qui se décourage, plus funestes encore pour les générations qui en sont victimes. Ce fut le précieux résultat de la stabilité dans la nouvelle organisation.

Le désintéressement religieux en assura bien d'autres. Ces maîtres ne faisaient pas un métier, ils remplissaient un apostolat. Débarrassés de toute préoccupation matérielle, leurs efforts n'avaient qu'un but : qu'ils enseignassent l'orthographe, l'histoire ou les mathématiques,

(1) On remarque dans tous ces règlements une tendance à réagir contre l'usage en classe des moyens coercitifs. « Les Frères, dit le B. de la Salle, auront aussi un très grand égard à ne toucher, ni frapper aucun écolier de la main, du poing, du pied, de la baguette ; ils ne les frapperont point sur le visage, ni sur la tête, ni sur le dos ». La verge fut même supprimée dans l'Institut par les chapitres généraux de 1777 et 1787. — Voici, d'autre part, ce que nous lisons dans les *Statuts* des Dames de St-Maur : « Défense de punir quand elles sont trop émues... de donner des soufflets, des coups de pied ou de poing. »

(2) Le choix des directeurs parut au B. de la Salle chose de si grande importance, qu'il institua, pour assurer à ce choix l'assistance du ciel, le jeûne quotidien. Chaque jour un frère jeûnait à cette intention dans l'Institut.

(3) *Hist. de l'Institut de Saint-Maur*, 521 et 531.

ils travaillaient à faire des hommes et des chrétiens. Aussi estimaient-ils, aimaient-ils leur profession ; ils lui faisaient les plus grands sacrifices. Voilà pourquoi, lorsque l'on essaya de les en séparer, ils en souffrirent. Pour y revenir, ils employèrent tous les expédients ; ils surent braver tous les périls. C'est là ce qui se passa en 1789.

Le refus de prêter le serment à la *Constitution civile* devint un peu partout pour eux le signal de la disgrâce. Avec les mille tracasseries dont il fut le prétexte, ce refus les mit en présence d'un danger permanent. Ils n'en continuèrent pas moins la classe. Quand on les en chassa, ils se travestirent, et, au prix de quelques concessions, obtinrent la joie de poursuivre leur apostolat.

Aux Vans, les Frères et les Sœurs enseignaient encore en 92 (1). Ainsi en était-il à Agde, du moins pour les dames de Saint-Maur (2). Pour éloigner ces dernières, les révolutionnaires cettois durent les poursuivre à coups de pierre (3). A Béziers, à la veille de la *Terreur*, les Filles de la Charité faisaient la classe à trois cents élèves (4). Celles qui vinrent alors les remplacer étaient quatre religieuses de Notre-Dame. Elles arrivaient de Narbonne et, peut-être, elles avaient de bonne foi prêté le serment, afin de ne pas renoncer à l'enseignement.

Ils furent nombreux, en effet, les maîtres qui, obligés de fuir une ville, exercèrent dans une autre. Après avoir confié à trois de ses confrères l'établissement dont on l'avait chargé, le directeur de Carcassonne, chassé de cette ville, s'en alla ouvrir une école à Castres (5). La Mère Goulard, qui, à cette époque, s'occupait, à Montpellier, de l'éducation des jeunes filles, venait de Louhans. On l'avait arrachée à son école (6).

Aucun exode plus touchant que celui de la supérieure du pensionnat des Dames de Saint-Maur, à Agde, la Mère Marron. Fille d'un capitaine, qui, à Fontenoy, s'était battu avec une bravoure presque téméraire, elle avait hérité de cette vaillance. Lors du sac de l'évé-

(1) *Histoire de l'Institut de Saint-Maur*, 572.

(2) *Ibid.*, 133.

(3) *Ibid.*, 563.

(4) Soucaille, *Béziers pendant la Révol.*, 142 et 148.

(5) *Ann. de l'Inst.*, 2 vol., ch. xxxiii.

(6) *Ann de l'Inst.*, 161.

ché, Mgr de Saint-Simon, inquiet pour certains papiers, lui confia la périlleuse mission de les sauver du pillage. Celle-ci, pour remplir cette mission, dut traverser les rangs de vrais forcenés. Loin de s'intimider en les voyant acharnés à détruire, elle leur reproche « de briser des vases de prix, qu'ils feraient bien mieux de conserver ». Et comme on lui demande ce qu'elle vient faire elle-même : « Cela ne vous regarde pas ; je vais à mes affaires. » Tant de calme en imposa. On la laissa opérer son audacieux sauvetage.

Vint pour elle le triste moment du départ. A la nouvelle de l'expulsion imminente, elle se rendit chez le maire, auquel plus d'une fois elle avait fait la charité, et, avec une hardiesse qui ne laissait place qu'à la confusion : « Quoi, lui dit-elle, c'est toi qui me chasses ! Tu oublies que sans moi ta mère serait morte de faim ; que j'ai élevé ta nièce, tes enfants ? Tu es un ingrat, Dieu te punira ! — Que te faut-il ? riposte l'oublieux. — Donne-moi un passeport pour chacune de mes religieuses. » Et, quand on lui a donné satisfaction : « Maintenant, ajoute-t-elle, je n'ai plus besoin de toi. »

Ses filles parties, elle se coiffa de la carmagnole et prit la direction de Bagnols, son pays natal. Là, impuissante à contenir son zèle, elle s'occupa de nouveau de l'éducation des jeunes filles. Dès le 21 février 1794, elle ouvrait un pensionnat où des prêtres insermentés trouveraient plus d'une fois asile et prêtèrent en secret leur ministère (1).

(1) *Hist. de l'Inst.*, 145. — La conduite de sœur Marron fut celle de bien d'autres religieuses du même institut. Nous avons déjà signalé l'exemple des religieuses de St-Ambroix et de Cette. Celles de Montagnac ne se montrèrent pas moins dévouées. Chassées de leur couvent dont s'empara la Communauté, elles continuèrent à enseigner dans la maison d'un juge nommé Rey. Mais, les jours devenant plus mauvais, la supérieure, St-Louis de Rey-Lacroix, se réfugia à Cette ; quant à ses compagnes, sœur Colombe et sœur Jourdain, elles ne cessèrent pas un seul jour leur fonction. En 1805, elles obtinrent que leur ancien établissement leur fût rendu et s'y réinstallèrent.

Signalons encore la façon admirable dont se comportèrent, à Nîmes, les mêmes maîtresses. Elles s'étaient refusé, en 1792, à prêter le serment et on les avait dispersées. On ne trouva personne pour les remplacer et cinq d'entre elles furent réintégrées. Seulement, on leur imposa de renoncer à leur costume. Cela marcha de la sorte jusqu'en 1794. A cette époque, l'un des agents rappela qu'elles n'avaient pas prêté le serment. Aucune n'accepta l'injonction qui leur fut adressée de s'exécuter. Quelques-unes furent emprisonnées ; on chassa les autres de l'école qu'on loua à des diseuses de bonne aventure. La sœur Quéry n'en

Et voilà jusqu'où les maîtres religieux portaient le dévouement et l'amour de leur vocation. Arrachés violemment à leurs classes, ils changeaient de costume et de ville, et, à côté des établissements officiels, voués à l'insuccès, ils créaient des écoles qui accaparaient la confiance des parents, écoles que les nouveaux législateurs appelaient « des ateliers d'incivisme et de mensonge ».

Cependant, ces éducateurs, formés si sérieusement, si sagement dirigés et qui mettaient tant de dévouement au service de leur mission, avaient-ils l'instruction nécessaire et une compétence pédagogique suffisante ?

En 1743, le Parlement de Toulouse enregistrait des lettres patentes déclarant que l'Académie des *Jeux floraux* ne pourrait jamais compter dans son sein qu'un seul religieux, et ce religieux ne devait jamais être *mainteneur*. Quel fut le motif de cet ostracisme ? Voici : Après avoir, de parti-pris, longtemps refusé l'entrée de leur assemblée à des hommes d'une valeur universellement reconnue, des *mainteneurs* quelque peu jansénistes, craignant de soulever l'opinion, résolurent de lui donner satisfaction, sans livrer pourtant la place à des influences qu'ils redoutaient. Ils inventèrent un expédient à la *Malzac*. Il fut entendu que, pour obtenir des *lettres*, le religieux devrait préalablement mériter douze prix, trois dans chaque genre. On pensait élever une barrière infranchissable. Or, la même année, un jésuite, le P. Lombard, remplissait cette condition, et l'on sut que plusieurs religieux se préparaient à l'imiter. Nos académiciens étaient pris dans leur propre piège. Leur expédient n'avait eu d'autre résultat que celui de manifester la supériorité des hommes que l'on voulait exclure. C'est alors que fut prise la mesure brutale que nous avons rappelée.

Le recueillement, l'abnégation du religieux ne nuisent donc pas à l'intelligence ? Bien au contraire, ils en favorisent la culture et le développement ; ils sont pour l'étude et le savoir de puissants auxiliaires.

Le concours de ces puissants auxiliaires était assuré au religieux voué à l'enseignement primaire. Et c'est déjà là pour la supériorité de son instruction une précieuse garantie.

trouva pas moins le moyen de s'y loger et, reprenant ses fonctions, elle y attendit qu'un peu de calme lui permit de grouper à nouveau ses anciennes compagnes.

Mais l'on veut sans doute des preuves plus précises. Les programmes nous les fourniront. Qu'étaient ces programmes? N'accordaient-ils point trop à l'instruction religieuse et à l'éducation?

Ils réservaient, de fait, à tout cela une bien large part, et, le constater, c'est en faire l'éloge. Le maître avant tout doit se préoccuper de faire des hommes. Or, quoi qu'on en dise de nos jours, la chose est démontrée : on n'y parvient qu'en demandant au catéchisme, à la morale chrétienne, à l'histoire sainte, des leçons moralisatrices. Aussi, applaudissons-nous en lisant dans les règlements de ces écoles congréganistes l'invitation à saisir toutes les occasions d'élever vers Dieu le regard de l'enfant, de multiplier les leçons qui développent en lui l'homme et le chrétien.

Toutefois, hâtons-nous de le dire, cette part si large accordée à l'éducation ne le fut pas au préjudice de l'enseignement classique. A coup sûr ces programmes (1) — tels que nous les révèlent les contrats passés avec les communautés, les règlements des Frères, des Dames de Saint-Maur, des Bénédictines de N. D. ou des Ursulines — échappaient au *surmenage* (2). La chose est aussi nouvelle que le mot est barbare. L'enseignement qu'ils imposaient était aussi simple et raisonnable que chrétien ; il eût satisfait Mme de Maintenon.

(1) Donnons la minute du contrat passé entre les Frères et la communauté de Castres. Castres était sur la frontière du Bas-Languedoc et le texte du contrat indique que l'on s'inspirait de l'exemple des villes voisines : « L'Institut des Frères sera obligé de fournir à perpétuité, à partir du 1^{er} nov. prochain (1755), quatre Frères....; ils enseigneront : 1^o les éléments de la doctrine chrétienne ; 2^o à lire ; 3^o l'écriture tant financière que bâtarde ; 4^o l'arithmétique ; 5^o l'orthographe, l'usage et l'emploi de la ponctuation ; 6^o les échelles d'énumération tant des chiffres arabes que romains, les règles de trois, d'intérêt, du toisé, de compagnie, la racine carrée ainsi que les principes de géométrie pratique... ainsi qu'ils le pratiquent dans d'autres villes de la province ou du royaume... » (Minute de M^e Azaïs, notaire à Castres).

(2) Et pourtant, dans un manuscrit du siècle dernier, imprimé pour la première fois à Toulouse, sous ce titre : *L'Esprit de l'Institut du St-Enfant Jésus*, un religieux Minime dut prendre la défense des développements donnés aux programmes par les nouvelles supérieures. On se plaignait, sans doute, de « cet étalage de science que n'avaient pas connu les anciennes ». Le religieux répond : « Si vous vous borniez à enseigner ce qui suffisait au temps passé, vos maisons seraient désertes. Les jeunes personnes viennent chez vous se former à la piété parce qu'elles y trouvent l'instruction. » (P. 230.)

Essentiellement pratique, il répondait au but que l'on voulait atteindre. La lecture du latin, du français et des contrats, l'écriture, le calcul, quelque peu d'histoire, mais surtout le travail à l'aiguille et le soin du ménage, voilà ce que, avec le catéchisme, il apprenait à la jeune fille. Pour les garçons, il comprenait des notions plus complètes d'histoire et d'arithmétique ou même, assez souvent, des leçons d'arpentage et de tenue des livres, en outre du catéchisme, de la lecture et de l'écriture.

Une preuve, d'ailleurs, que le bon sens et non l'ignorance avait fixé ces limites et imposé cette mesure, c'est que l'on rencontrait au pensionnat le même maître capable d'aborder des études plus élevées et plus ardues (1). Ceux qui voudront s'en convaincre n'auront qu'à lire le programme du pensionnat de Charlemagne et les éloges accordés à des religieuses par la communauté de Bagnols.

En matière d'éducation surtout, les programmes ne sont pas tout. Les promesses qu'ils donnent sont loin bien souvent d'être réalisées. Pour être fructueusement suivis, une sage méthode devient nécessaire. Quelle fut donc la méthode de ces maîtres religieux ? Il nous est d'autant plus facile de la connaître que les règlements, prévoyant tout, nous permettent de reconstituer la physionomie d'une classe. Assistons à ce qui se passait chez les Bénédictines de N. D., dont le Bas-Languedoc possédait plusieurs établissements.

C'est l'ouverture de la classe. Déjà, à la porte, les écolières forment des groupes nombreux. Grandes et petites arrivent tour à tour. Les décurionnes interrogent leurs compagnes. Elles s'assurent que le travail imposé la veille est fait et les récits appris. Soudain la cloche

(1) Le *Traité d'Arithmétique* du F. Albéric, la *Grammaire française* du F. Fulgence le prouvent. C'étaient aussi des disciples du B. de la Salle qui avaient écrit les traités de *Tenue de livres*, *d'arpentage*, *de dessin* en usage à St-Yon.

Le F. Guillaume de Jésus, qui composa un *Traité sur la Navigation*, était originaire de Carcassonne. Il avait au pensionnat de Marseille un concitoyen pour directeur, le F. Macaire, et deux autres enfants du Bas-Languedoc pour collaborateurs, le F. Charles Borromée, originaire de Nîmes, et le F. Patrice, né à Vendargues. — *Ann. de l'Inst.*, p. 535.

Mme de Maintenon appela à St-Cyr les filles du P. Barré. Elles y professèrent 8 ans. Lorsque, sur le conseil de Bossuet, l'on imposa la clôture au personnel, le grand roi voulut les retenir. Ne l'ayant pu, il les récompensa, assurant à la Maison-mère 5000 liv. de rente. — *Hist. du P. Barré* (p. 322).

tinte pour la seconde fois. Deux dames introduisent les écolières. Chacune d'elles prend sa place. N'a pas la première qui veut : elle appartient au mérite. Alors, tandis que les décurionnes achèvent leur contrôle, la cloche tinte pour la troisième fois et les maitresses entrent en fonction.

C'est le moment pour les décurionnes de rendre compte de leur mandat. Les paresseuses n'échappent pas aux reproches ; d'autre part, la diligence est récompensée. Puis, commence la leçon. Les forces étant inégales, il a fallu diviser ce petit peuple. L'école a quatre classes. Tandis que les maitresses, dans chacune d'elles, appellent les premières au tableau, les autres moins avancées s'occupent de leur côté, sous la surveillance de la sœur auxiliaire. Quelquefois la leçon s'adresse à toute la classe. Dans ce cas, les plus instruites suivent sur un même livre avec celles qui le sont moins. Quand vient le moment du récit, deux écolières se lèvent pour répondre : ce sont deux rivales. L'émulation tient en éveil l'application.

La classe durait deux heures le matin et autant le soir. Celle du matin était suivie de la Sainte-Messe. Le soir, durant le travail manuel, on chantait des cantiques : moyen très efficace pour fixer l'imagination vagabonde et graver dans la mémoire de précieuses vérités.

La journée du samedi était consacrée à la récapitulation. Qu'on le remarque, cette méthode est un heureux mélange de trois systèmes qui ont, à notre époque, été l'objet de vives discussions. L'enseignement individuel, mutuel et simultané y sont tour à tour appelés à prêter leurs avantages.

§ II. — *Témoignages.*

A l'enseignement de son programme, sage autant que suffisant, le maître religieux apporta donc une excellente méthode et des qualités supérieures. Le clergé du Bas-Languedoc eut en lui un parfait auxiliaire, et le peuple un instituteur compétent et dévoué. Les résultats durent être satisfaisants. S'il en avait été autrement, lui aurait-on prodigué l'éloge ? Or, les témoignages en sa faveur sont aussi nombreux que flatteurs. Leur ensemble formerait un superbe volume : ce serait le *Livre d'or* de l'enseignement congréganiste.

Ces témoignages sont venus de partout ; on les retrouve dans toutes les archives. Ici, ce sont des lettres d'évêques : ils écrivent aux supérieurs pour les remercier, les féliciter et leur demander de nouveaux sujets. Dans un conflit malencontreux, obligés d'en appeler aux bons offices de l'Intendant, ils font l'éloge de leurs clients et disent tous les services que la jeunesse recueille de leur zèle éclairé et ardent. Ou bien encore, ils sollicitent du roi une faveur bien due à un mérite que l'on ne saurait trop récompenser. Là, ce sont des communautés, qui, pleinement édifiées, désormais, sur le compte de maitres qu'elles avaient accueillis, tout d'abord, avec méfiance, éprouvent le besoin de leur rendre hommage. Votant une augmentation de traitement ou la fondation de classes nouvelles, elles se plaisent à louer publiquement les avantages que leur doit la cité et veulent que le cahier de leurs délibérations enregistre cet éloge.

« Il ne faut pas nous remercier, écrivait l'évêque de Nîmes au sujet des religieuses de Saint-Maur, pour le plaisir que j'ai fait à vos Sœurs de les loger... Je ne ferai peut-être rien de mieux en ma vie et de plus utile à mon diocèse. » (1)

L'évêque d'Uzès écrivait, à son tour, au sujet des mêmes religieuses : « ... Il est vrai que je me suis employé le plus que j'ai pu pour les intérêts des Sœurs de cette province... Mais si tous les maitres et maitresses, dont on a envie de réduire le nombre, étaient aussi utiles et s'acquittaient aussi bien de leurs obligations, on n'aurait pas de peine à les faire conserver. » (2)

Mgr de Saulz donnait les mêmes éloges aux Frères d'Alais, dans une lettre à leur supérieur : « Nous avons, ici, Monsieur, vos Frères, dont on est fort content. Ce qui me fait souhaiter d'en avoir d'autres, pour les répandre dans nos villes des Cévennes et dans les gros bourgs. Quand j'en aurais trente, je les emploierais bien. » (3).

Nous donnons, ici, l'attestation, en faveur des mêmes religieux, du lieutenant-général et de dix-huit officiers du sénéchal et présidial de Nîmes et de Beaucaire : « ... L'établissement des Frères, y lisait-on, formé en cette ville depuis quelques années, nous a paru infiniment avantageux pour l'éducation des jeunes enfants et principale-

(1) *Hist. de l'Inst.*, 544.

(2) *Ibid.* 542.

(3) *Ann. de l'Inst.*, IV, 212.

ment pour ceux qui sont pauvres et hors d'état d'apprendre à lire et à écrire dans les écoles particulières ; qu'il est de notoriété publique que cette ville retire des avantages infinis de cet établissement depuis qu'il a commencé, et que, pour le rendre durable, il serait nécessaire que les Frères eussent une maison commode pour se loger, et des salles pour y recevoir le nombre de jeunes enfants qui y sont élevés. » (1)

Voici une délibération du chapitre de Montréal ; elle accorde à ces mêmes maîtres des éloges non moins flatteurs : « M. le Doyen a exposé que MM. le lieutenant de la Mairie et consuls lui ont apporté, la veille, une délibération... Il est question d'un établissement des plus avantageux que la communauté est sur le point de conclure et pour lequel elle a besoin du consentement du chapitre. Cet établissement est celui des Frères des écoles chrétiennes, que l'on désire depuis longtemps, soit pour l'éducation chrétienne des enfants du peuple, soit pour leur éducation civile, afin que dans la suite cette ville ne soit remplie que d'habitants chrétiens et policés, comme le sont celles où les Frères sont établis depuis quelque temps. Jusqu'ici, la commune avait été hors d'état de faire cet établissement ; mais elle peut aujourd'hui, aidée qu'elle est par la protection de Mgr l'Evêque et par ses largesses, auxquelles sont joints les dons charitables de quelques pieux et zélés ecclésiastiques de la ville et du corps, lesquels, par une modestie rare et digne d'eux, désirent n'être point nommés. » On lit dans une autre délibération, qui eut lieu quelque temps après : « ... Aucun n'a manqué de s'apercevoir qu'à cause du grand nombre des enfants, deux Frères ne suffisent plus. » (2)

(1) *Ann. de l'Inst.*, p. 236. — Le 27 juin 1755, Mgr de Beccdelièvre, approuvant l'achat de la maison Caumette, accordait aux Maîtres acquéreurs les plus précieux éloges, «... informé et satisfait des services que les Frères rendent au public et à la religion dans notre ville épiscopale..., écrivait le prélat. » Voici, de son côté, ce que, en 1774, pensait de ces maîtres la communauté de la même ville : « La communauté déclare éprouver une grande satisfaction de la manière dont les Frères de Nîmes travaillent à l'éducation des enfants, éducation d'autant plus importante dans cette ville que ses fabriques précieuses rendent l'écriture et l'arithmétique d'une grande utilité aux ouvriers... » Délib. du 1^{er} oct. 1774. -- *Arch. municip.*

(2) *Annal.* 2 vol., 239.

Citons encore deux témoignages. Il s'agit, dans le premier, des mêmes religieux. Nous l'empruntons aux archives d'Aigues-Mortes : « Lorsque notre nouvelle école s'ouvrit, est-il écrit dans le registre des délibérations de la communauté, tous les enfants de la ville, en état de recevoir l'instruction, furent présentés aux chers Frères, qui les reçurent avec empressement et bonté... Tous sont étonnés dans la ville des progrès que font les Frères dans cet établissement. » (1)

L'autre témoignage est à l'adresse des Dames de Saint-Maur : « Les Sœurs, déclarait hautement la communauté de Saint-Ambroix, en 1743, ont toujours rempli leur devoir au gré et contentement de tout le monde, soit pour l'instruction religieuse, soit pour apprendre à lire et à écrire, comme par leur façon de se conduire avec tout le monde. » (2)

Parfois, la note est plus enthousiaste. Mais toujours la satisfaction est générale, et l'on paraît se plaisir à la manifester.

§ III. — *Prospérité.*

Telle était l'opinion de ceux qui, dans le pays, détenaient l'autorité spirituelle ou temporelle. Ils s'accordaient à reconnaître les avantages de la nouvelle organisation et la supériorité de l'enseignement congréganiste. Cette opinion, le peuple la partagea. Lui, il la manifesta par la confiance qu'il accorda au maître religieux.

Universelle, inébranlable, cette confiance fit la prospérité de l'enseignement congréganiste. Elle explique sa constante réussite. Le succès ne trahit les nouveaux maîtres dans aucun de leurs essais. Partout où ils ouvrirent des classes, les élèves accoururent. Au bout de quelques mois de fonctionnement, le local était trop étroit, le personnel insuffisant.

C'est l'histoire des Frères comme celles des religieuses Ursulines, Dames noires ou Sœurs grises. Ainsi en advient-il à Carcassonne, à Montpellier, à Béziers, à Nîmes. A la fin de la première année, chaque maître, à Carcassonne, compte cent élèves. A Nîmes, l'établis-

(1) *Ann. de l'Inst.*, 377.

(2) *Hist de l'Inst.*, 522.

ment est d'hier, et deux fois déjà les Frères ont dû chercher un local plus vaste. De nouvelles classes sont créées : ce n'est pas encore assez. L'on s'inscrit à l'avance. Beaucoup doivent être refusés. Finalement, on n'admet que les pauvres (1).

Quand les Dames de Saint-Maur ouvrirent, à Montpellier, leur nouvel établissement, situé près de Sainte-Anne, telle fut l'affluence que quinze maitresses ne suffirent pas à la tâche. Pour ne pas être débordées, à Nîmes, les mêmes religieuses se donnèrent un local offrant asile à six cents jeunes filles (2).

De tous ces établissements, peu disparurent. En tout cas, l'insuccès ne fut pas la cause de leur disparition. La plupart prirent un développement étonnant. Quand la Révolution éclata, ceux d'entre eux qui avaient eu les débuts les plus modestes, possédaient un très nombreux personnel. Nos populations appréciaient donc leur enseignement et leur avaient conservé la confiance que méritaient bien leur savoir et leur vertu (3).

Il fut très malaisé aux révolutionnaires d'ébranler cette confiance. C'est même là ce qui tint en échec les écoles du Gouvernement. Bénéficiant, en effet, de la loi du 27 brumaire, les religieux, nous l'avons dit, continuèrent à enseigner sous l'habit séculier. A côté des écoles publiques, ils ouvrirent des écoles privées. Celles-ci se remplirent ; les autres, malgré les faveurs officielles, restèrent vides.

Dans l'Aude, où, sur trois cent quarante-trois écoles, les écoles privées forment la majorité, les commissaires du département s'irritent en voyant les concurrents appréciés, entourés, tandis que leurs classes sont tantôt dépourvues de maitres, tantôt dirigées par un incapable, plus souvent privées d'élèves. Ici, les plaintes, les récri-

(1) *Ann.*, 2 vol., ch. xxvi.

(2) *Hist. de l'Inst.*, loc. *præcit.*

(3) Relevons le personnel de quelques-unes de ces communautés :

Montpellier	S. de Chœur	S. Converses.	Agde	S. de Chœur	S. Converses
Visitandines . .	29	10	Bénédictines .	6	2
Ursulines . . .	21	5			
St-Charles . . .	16	4	LODÈVE		
N.-D. du Refuge	16	10	Ste-Ursule .	17	5
Catherinettes .	18	4			
BÉZIERS.			GIGNAC		
Ursulines . . .	32	4	Ste-Ursule .	13	"
Bénéd. S.-Marie	25	4	ST.-CHINIAN		
PÉZENAS			Ste-Croix .	3	"
Ursulines . . .	25	4			

minations vont leur train ; à Alet, à Roquefort, on supprime la concurrence.

Entendez l'administration de Limoux : « Bien que convaincus des principes immoraux de certains instituteurs et institutrices... et, notamment, ce ci-devant maître ou ignorantin fameux par son fanatisme contre le Gouvernement républicain, plus effronté et plus méchant que jamais, n'a pas osé prendre les mesures que son devoir lui imposait et que le salut de la République exige... » (1).

Le dépit inspirait ces plaintes injustes.

L'administration de Bagnols, nous l'avons vu, se montra plus conciliante ; elle manifesta plus d'esprit pratique que celle de Limoux. Appréciant les services de la Mère Marron et de ses compagnes, elle les utilisa. Plus tard même, elle eut la loyauté d'exprimer publiquement sa satisfaction à ces courageuses maîtresses. Citons ces quelques lignes ; elles offrent une preuve nouvelle de la confiance que, même aux heures des plus tristes écarts, le peuple garda pour l'enseignement congréganiste : « ... C'est à leur dévouement au bien public, lisons-nous dans le registre des délibérations de cette communauté, qu'est due la restauration de l'institution la plus complète qui soit possible pour les personnes de leur sexe : connaissance approfondie de la religion, langue française par principes, histoire, géographie, tous les genres de travaux manuels, pour ce qui est de la simple école et pour ce qui est du pensionnat, addition de tous les talents agréables qui peuvent devenir utiles aux personnes qui éprouveraient des revers de fortune. » (2).

Ainsi parlait, en 1802, le peuple du Bas-Languedoc. Sa confiance dans l'enseignement congréganiste était demeurée intacte. Elle avait survécu aux plus audacieuses tentatives. Vainement donc l'on avait soustrait à ces maîtres les faveurs officielles ; vainement on les avait frappés d'ostracisme et outrageusement chassés de leur pays. La foule n'avait pas oublié des services aussi désintéressés que signalés. En s'éloignant, ils avaient laissé un vide qui perpétuait les regrets. Aussi, quel que fût le vêtement sous lequel ils lui revenaient, la foule les reconnaissait et, se groupant autour d'eux, de son empres-

(1) C. Bloch, arch. du départ., *l'Instruction publique dans l'Aude pendant la Révolution*, p. 32.

(2) *Hist de l'Institut*, 144.

sement elle leur faisait un rempart protecteur, supportant mal qu'on l'empêchât de manifester plus ouvertement ses préférences. Cela nous explique l'appel pressant qui leur fut adressé, lorsque, ce cauchemar horrible qui s'appelle la *Terreur* s'étant évanoui, la foule retrouva un peu de liberté.

« Rétablir les frères des Ecoles chrétiennes sous le nom de frères de l'Instruction publique et leur confier l'enseignement.... » tel fut le cri du peuple en l'an IX. Le Conseil général de l'Aude s'en fit l'écho dans notre province.

CONCLUSION

Quand ils sont pur engouement ou inexplicable caprice, les sentiments ont quelque chose de plus éphémère. Pour résister et survivre de la sorte, il a fallu que la confiance dont nous venons de constater l'intensité et l'ardeur eût jeté de profondes racines dans les masses et que le dévouement qui avait su la mériter répondit à des nécessités pressantes, qu'il eût un caractère vraiment supérieur.

Mais alors les préférences de l'épiscopat du Bas-Languedoc sont pleinement justifiées. En même temps, se manifeste d'une façon plus éclatante son admirable sollicitude pour l'instruction du peuple.

Assurément, il y aurait injustice à lui imputer les lacunes de l'ancienne organisation. Le succès ne dépend pas entièrement de nos efforts, et ce ne fut pas la faute des évêques si le régent n'a pas toujours suffi à la tâche.

On les voit, au commencement du XVI^e siècle, se préoccuper fortement de l'enseignement primaire, saisir avec plus de zèle que jamais la direction des écoles et des maîtres. Ils rajeunissent les anciens règlements, les modifient, les améliorent ; ils exercent un contrôle plus régulier, plus actif, plus sévère, s'efforçant de tirer le meilleur parti possible des éléments qu'ils ont entre leurs mains.

Ces éléments ne sont pas très malléables ; ils ne sont pas les derniers à le reconnaître. Aussi cherchent-ils une organisation nouvelle. Puis, quand la Providence la leur a procurée, aussitôt, avec un em-

pressement qui n'admet ni retard ni hésitation, on les voit mettre la meilleure diligence à l'établir chez eux, veiller sur ces fondations naissantes, aider à leur développement, les protéger et les défendre avec un soin jaloux. Ils semblent en attendre les fruits les plus enviables pour ces générations que la Providence leur a confiées et dont ils veulent faire un peuple sage, instruit et chrétien.

Noble labeur ! La jalousie et l'ignorance ont eu le tort d'en méconnaître le mérite. Heureusement, que l'heure de la calomnie est bien passée. D'autres, déjà, avaient eu pleinement raison de ses accusations injustes, en révélant ce que, en faveur de l'éducation, avaient fait les évêques des provinces voisines. L'on supposait bien que la conduite des Bousi, des Fouquet, des Charleval, des Pradel, de tous les zélés pontifes qui exercèrent leur haute fonction dans le Bas-Languedoc n'avait pas été en cela moins digne d'admiration. Désormais, nous le croyons, la démonstration est faite.

Heureux sommes-nous d'avoir pu apporter notre modeste concours à cette œuvre de justice ! trop faible hommage que nous sommes fiers de rendre à un Épiscopat que l'histoire, libre de tous préjugés et pleinement renseignée, nous montre prêt à tous les sacrifices, toujours empressé à se dévouer, quand sont en cause les intérêts du peuple, du pays et de la Religion !

RAPPORT SUR L'INSTRUCTION PRIMAIRE

AVANT 1789

DANS QUELQUES COMMUNES RURALES DE L'AUDE

Par M. l'Abbé RAYNAUD

CURÉ DE VILLENEUVE-LES-CHANOINES (AUDE)

Aucun travail d'ensemble sur l'instruction primaire avant 1789, dans le département de l'Aude, n'a été fait, croyons-nous, ou du moins publié jusqu'ici.

Nous n'avons pas, toutefois, la prétention de venir combler cette regrettable lacune.

Nous nous proposons, tout simplement, de soumettre quelques notes sur cet intéressant sujet, considéré dans quelques communes rurales.

Nos renseignements sont puisés à deux sources des plus authentiques : aux anciennes délibérations municipales et aux minutes poudreuses de vieux notaires.

Nous constaterons tout d'abord l'existence certaine d'une école primaire :

A Cuxac-Cabardès, 905 h. d'après le dernier recensement,	en 1690
A Mas-Cabardès, 656 h.	— en 1682
A Laredorte, cant. de Peyriac-Min., 1234 h.	— en 1688
A Saint-Frichoux (1), id. 236 h.	— en 1671
A Citou, id. 332 h.	— en 1668
A Cabrespine, id. 532 h.	— en 1660
A Trausse, id. 689 h.	— en 1598
A Caunes id. 2231 h.	— en 1597
A Rieux-Minervois, 2098 habitants,	— en 1589
A Peyriac-Minervois, 1190 habitants,	— en 1571
A Laure, canton de Peyriac-Min., 1324 h.	— en 1571
A Villeneuve-les-Chanoines, appartenant au canton de Peyriac-Min., 858 habit.	— en 1557

(1) Saint-Frichoux est une simple annexe de la paroisse d'Aigues-Vives.

les écoles ?

... mixtes pour la plupart. Car, si les conciles et les évêques ont interdit, à diverses époques, ces sortes d'écoles ; si une bulle synodale de l'archevêque de Toulouse, de l'année 1729, sous peine d'excommunication, fait défense aux maîtres et aux maîtresses « d'enseigner les enfants d'un sexe différent », il a été fallu forcément tolérer les écoles mixtes dans un grand nombre de localités.

Quoi qu'il en soit, parmi les communes rurales que nous venons de nommer, il s'en trouvait 5 qui possédaient une école de filles en même temps qu'une école de garçons : c'étaient Rieux-Minervois, Peyriac-Minervois, Cuxac-Cabardès, Mas-Cabardès et Caunes.

Dans la première, l'école de filles fut fondée en 1688 ; dans la seconde, en 1699 ; dans la troisième, en 1779 ; et elle existait dans la quatrième dès l'année 1716, dans la cinquième en 1738.

Aux directeurs de ces écoles, on ne donnait pas autrefois la même dénomination qu'aujourd'hui. Depuis 1557, et probablement avant cette date, jusque vers 1620, on les désignait généralement sous le nom d'« escoliers » ; et sous celui de « régents », à partir de cette époque jusqu'à la Révolution.

Cependant on leur accordait quelquefois le titre de « précepteurs » et de « maîtres escrivains. » Parfois aussi, quoique plus rarement, ils sont appelés « maîtres d'écoles » en maintes délibérations municipales, dont la plus ancienne, qui est de Peyriac-Minervois, porte la date du 2 juillet 1606.

Les « maîtres escoliers » ou « régents » n'étaient pas toujours du diocèse où ils exerçaient leurs fonctions. Ils venaient assez fréquemment de diocèses étrangers, parfois des plus éloignés. Ainsi, à Mas-Cabardès, nous en trouvons d'Aupouloix-les-Mazamet, de Brassac, de Castelnau, de Pamiers, de Toulouse, d'Aljan, au diocèse d'Alais, de Saint-Léger, au diocèse de Grenoble, de Monsalvy en Auvergne, voire même de la Capitale.

Mais, connus ou inconnus, ils n'étaient jamais acceptés sans un certificat de capacité et de bonnes vie et mœurs et religion catholique.

Assez souvent même, le conseil politique de la communauté, auquel appartenait le droit de leur confier la régence des écoles, ne s'en contentait pas, et il les soumettait à l'épreuve de l'examen.

Cet examen, quelquefois, n'était qu'un simple exercice d'écriture.

C'est ce qui eut lieu, le 19 juin 1733, à Peyriac-Minervois, où l'on pria les deux candidats « de vouloir chacun écrire deux lignes pour distinguer qu'y celui deux peindroit le mieux. »

D'ordinaire, il était plus compliqué.

Le 3 mai 1682, l'assemblée municipale de Mas-Cabardès se trouvait en présence de deux candidats, l'un enfant du pays, l'autre de Montsalvy en Auvergne. Avant de faire son choix, elle décide que tous les deux « luy fairont aparoir de la capacité qu'ils ont aux arts de la grammaire et de l'arithmétique, ensemble de leurs caractères en écriture. »

Le premier n'ose affronter la lutte. Le second, au contraire, l'accepte volontiers ; et il répond « pertinament aux questions qui luy sont faites de pluzieurs règles et préceptes de la grammaire par ceux de l'assemblée qui sont trouvés idoinés et capables dudit art. »

On l'oblige encore à « mettre la main à la plume. »

Et il « écrit un exemple dont le caractère est trouvé fort bon. »

Finalement, on lui fait faire « une règle de partition qui est vérifiée bonne. »

Un tel candidat ne pouvait qu'être admis.

L'examen terminé, le conseil procédait, à la pluralité des voix, à la nomination du nouveau régent, lequel n'était élu que pour une année : du 24 juin, jour où commençait l'année scolaire, bien que les classes ne s'ouvrirent que le lendemain, jusqu'au 23 juin de l'année suivante.

Détail curieux : les consuls, fussent-ils 4, n'avaient ensemble qu'une voix. Le suffrage du conseiller proche parent du candidat n'était pas reçu, comme étant « suspect ».

Si le greffier consulaire posait sa candidature, il lui était interdit d'assister à la séance pendant l'élection, de crainte qu'il n'influencât les votes.

La nomination faite, on donnait lecture au régent et à la régente du règlement qu'ils devaient observer.

D'après la délibération déjà citée du 3 mai 1682, il était prescrit au régent d'« enseigner la grammaire, l'écriture et l'arithmétique. » Il en était de même à la veille de la Révolution, puisque, le 18 juin 1786, le régent de Villeneuve-les-Chanoines était averti qu'il devait apprendre à ses élèves « à lire, à écrire et à compter. »

Un article du règlement ordonnait aussi d'« enseigner la latinité », c'est-à-dire, d'apprendre à lire le latin.

Est-ce tout ? Non. Le règlement scolaire comprenait encore une chose de la plus haute importance, je veux parler de l'instruction et de l'éducation religieuses dont ne veut plus aujourd'hui l'enseignement officiel, mais que nous sommes si heureux de retrouver dans les écoles libres fondées et entretenues partout au prix des plus grands sacrifices, dont une bonne part, la reconnaissance me fait un devoir de le proclamer ici, peut être revendiquée par la Société générale d'Education et d'Enseignement.

L'une ordonnance synodale de l'archevêque de Toulouse, de l'année 1729, impose aux maîtres et aux maîtresses d'école l'obligation « de faire la doctrine chrétienne à leurs écoliers et écolières deux fois la semaine ; de leur apprendre à prier Dieu soir et matin ; de faire confesser tous les mois ceux ou celles qui ont atteint l'âge de raison ; de les conduire à l'église chaque jour s'ils le peuvent, pour y entendre la messe..., et de les assembler les dimanches et fêtes autant qu'ils le pourront pour les mener tous ensemble au catéchisme. »

Ces prescriptions, qui existaient pareillement dans les diocèses de Carcassonne et de Narbonne, n'étaient pas lettres mortes. On les observait scrupuleusement.

Il nous suffira d'en fournir comme preuve la conduite du conseil politique de Rieux-Minervois enjoignant au régent et à la régente de « bien élever chrétiennement les enfants ; » de leur enseigner « tout ce qu'ils étaient capables d'apprendre de bien, et surtout la Religion catholique, apostolique et romaine ; de conduire journellement leurs écoliers à la messe, au catéchisme et autres offices, pendant tout le courant de l'année » ; enfin, « de donner personnellement le bon exemple. »

Le règlement déterminait ensuite la durée de la classe, les jours de congé et de vacances.

La durée de la classe était la même qu'aujourd'hui : 3 heures le matin, de 7 heures à 10 heures, et 3 heures le soir, de 1 à 4. Comme de nos jours, il n'y avait pas de classe, autrefois, les dimanches et les fêtes. Mais, quand celles-ci se célébraient dans la semaine, ce qui arrivait assez souvent, le congé hebdomadaire du jeudi soir était toujours supprimé. D'ailleurs, s'il y avait alors plus de fêtes, les vacances étaient bien plus courtes.

Toujours fixées au temps des vendanges, à Rieux-Minervois, elles ne dépassaient pas d'ordinaire 15 jours. Parfois elles étaient réduites à 4 jours, et même totalement supprimées.

Cela peut paraître excessif; mais ne tombe-t-on pas aujourd'hui dans un excès plus blânable, en donnant à tout propos des congés, en multipliant et en prolongeant démesurément les vacances ?

L'acceptation du règlement scolaire devait être nécessairement suivie de l'approbation épiscopale, qui n'était accordée au régent et à la régente que sur la présentation d'un certificat de bonnes vie et mœurs délivré au préalable par le curé du lieu.

Cette formalité était pour le régent et la régente une condition *sine qua non* de l'obtention de leurs gages (1). Un incident assez curieux nous en fournira la preuve. Le régent de Villeneuve-les-Chanoines, qui depuis deux ans remplissait ses fonctions dans cette localité, avait perçu chaque année sans difficulté son traitement de 150 livres.

Confirmé dans sa charge, en 1788, il espérait qu'il en serait de même la 3^e année. Il devait être déçu dans son attente. Le certificat du curé fut cette fois si peu à son gré, qu'il le renvoya à son auteur, comme « contraire à la vérité, sommant celui-ci d'en faire un autre comme ceux qu'il lui avait faits jusque-là. Le curé, qui avait sans doute ses raisons, s'y refuse, bien que le régent communal le menace « de le poursuivre comme diffamateur devant les tribunaux ».

Le Conseil prend alors fait et cause pour son maître d'école. Il supplie l'Archevêque de vouloir bien l'approuver selon « les vœux unanimes de la communauté », parce que celui à qui son curé refuse le certificat demandé, est « le plus parfait honnête homme qui aye jamais paru. »

L'Archevêque n'ayant pas répondu à ses désirs, il décide alors de se joindre à l'intéressé, le sieur T., « pour faire un acte audit sieur curé d'avoir à délivrer un certificat de bonnes vie et mœurs audit sieur T. ». Nouveau refus du curé. Nouvelles démarches du Conseil, qui adresse « requête à l'intendant pour que ledit sieur T. puisse

(1) La délibération municipale de Villeneuve-les-Chanoines, du 24 avril 1872, porte la nomination d'un régent « à la charge par lui, *s'il veut jouir de l'imposition*, de se faire approuver de M. le Recteur de la communauté et de MM. les Supérieurs ecclésiastiques de Narbonne. »

recevoir ses gages de 150 livres.» Ce fut peine perdue. Le certificat du curé était aussi indispensable que l'approbation de l'archevêque, et l'un et l'autre manquant, le régent de Villeneuve dut se résigner à faire le sacrifice de son traitement, et à se démettre de ses fonctions non rétribuées par la communauté.

Les gages du régent et de la régente, qu'on nous permette d'employer une expression de l'époque, se composaient d'un traitement et d'une rétribution mensuelle, le premier à la charge de la communauté, qui le votait elle-même par l'organe de son conseil politique, la deuxième à la charge des parents des élèves.

Le traitement était différent suivant les époques et selon les lieux.

Fixé d'abord à 50 livres, le traitement du régent de Cuxac-Cabardès fut élevé à 150 livres à partir de 1780. A Mas-Cabardès, il fut successivement de 30, de 60 et de 100 livres à partir de 1761, en y comprenant 12 livres pour le loyer de la maison d'école.

A Laure, de 60 et de 120 livres à partir de 1758.

A Peyriac-Minervois, de 30, de 60 et de 100 livres à partir de 1780.

A Rieux-Minervois, de 30 et de 100 livres à partir de 1711.

A Villeneuve-les-Chanoines, de 60, de 150, de 90, de 75 et de nouveau de 150 livres à partir de 1760.

La régente recevait à Cuxac, 60 livres depuis la fondation de l'école jusqu'en 1789.

A Mas-Cabardès, 12 livres et ensuite 60 livres à partir de 1761.

A Peyriac-Minervois, 10 livres, puis 40, enfin 60 livres à partir de 1779.

A Rieux-Minervois, 20 livres et puis 50 livres de 1711 à 1789.

Outre ce traitement fourni par la communauté et payable en trois termes, ou de trois en trois mois, le régent et la régente recevaient des parents de leurs élèves, à la fin de chaque mois, une rétribution. Tous les enfants la leur devaient, à l'exception de ceux que M. le curé ou les consuls avaient inscrit sur la liste des indigents.

A Rieux, le nombre des élèves indigents ou gratuits était tantôt de 2, tantôt de 3, quelquefois de 6, le plus souvent de 4.

A Peyriac, on impose au régent 6 élèves gratuits en 1606 et 1619, et 4 en 1728.

A Laure, c'est 4 pour 1712, et 6 pour 1704, 1728, 1733, 1740.

La rétribution scolaire était fixée par le conseil municipal, qui, pour cela, divisait les élèves en 4 classes : 1^o ceux qui commen-

çaient ; 2° ceux qui lisaient ; 3° ceux qui écrivaient ; 4° ceux qui calculaient.

Nous n'avons trouvé que deux cas de rétribution payée en nature. A Laure, en 1728, les parents des élèves durent payer 12 setiers de blé et 4 charges de vin rouge. A Villeneuve, dans sa séance du 20 juillet 1760, le conseil imposa aux parents des 20 élèves payants, outre la rétribution en argent de 6, 10, 15 et 20 sous, une rétribution en nature de 10 setiers de blé et de 6 charges de vin, qui devaient être « répartis selon la diligence et équité des consuls ».

D'ordinaire, elle était payée en argent.

Le prix en était à Peyriac, en 1757, et à Villeneuve, en 1771, de 6, 10, 15 et 20 sous, selon la classe. A Laure, de 8, 10, 15 et 20 sous, en 1763, et de 8, 15, 20 et 25 sous, en 1776. A Ricux, de 5, 10, 15 et 20 sous en 1773 et de 8, 12, 20 et 25 sous, en 1785.

Tels étaient, avant 1789, dans les communes rurales qui font l'objet de notre travail, les gages du régent et de la régente, accrus d'ordinaire du casuel de chantre pour le 1^{er}, parfois même du traitement de greffier consulaire, de chapelain ou de vicaire (1).

Ils étaient, avouons-le, quelquefois insuffisants, ce qui nuisait au fonctionnement régulier de l'école. Généralement cependant les maîtres d'alors, plus attachés à leurs fonctions que ceux d'aujourd'hui, plus modestes dans leurs goûts, comme dans leurs désirs, en étaient satisfaits. N'en trouvons-nous pas la preuve dans ce double fait d'un candidat à la régence de l'école de Peyriac, offrant, en 1608, de se contenter pour ses gages de la seule rétribution mensuelle ? et d'un régent et d'une régente de Ricux, acceptant, en 1761, de ne s'occuper à autre chose qu'à l'éducation de leurs écoliers ?

Voilà quelle était, avant 1789, l'organisation de l'enseignement primaire dans les communes rurales dont nous nous sommes

(1) M^e Pierre Gourdou et M^e Germain Bauve, tous les deux prêtres chapelains à Mas-Cabardès, furent élus régents dans cette localité, le 1^{er}, en 1745, 1752 et 1753 et le 2^e, en 1768. Quelques années auparavant, en 1732, la régence de l'école de Laure avait été confiée à un R. P. Minime, vicaire de cette paroisse. Ces nominations furent faites conformément aux ordonnances synodales du diocèse de Carcassonne, d'après lesquelles la régence des écoles, s'il faut en croire la délibération municipale de Mas-Cabardès du 4 juin 1769, devait « être accordée de préférence à un ecclésiastique ».

occupé. Sans être, comme de nos jours, développé à outrance, il était, on l'a vu, suffisamment dispensé. Tous le pouvaient recevoir, puisqu'il y avait des écoles jusque dans les plus petites localités qui ne sont encore aujourd'hui que de simples annexes paroissiales, et que, d'autre part, la gratuité, sagement restreinte, venait en aide aux plus pauvres, sans rien coûter aux contribuables.

Il n'était pas obligatoire, mais il n'est pas téméraire de penser que les écoliers d'autrefois accouraient aussi volontiers, avec plus de plaisir peut-être, dans leurs modestes salles de classes, que les élèves d'aujourd'hui ne se rendent dans leurs palais scolaires. N'y trouvaient-ils pas de bons maîtres, choisis par leurs parents dans la personne des conseillers municipaux ? N'y recevaient-ils pas, sans être surmenés, une instruction proportionnée à leur âge et à leur future condition dans la société, en même temps que par une éducation foncièrement chrétienne leurs maîtres dévoués préparaient en eux pour plus tard de bons catholiques à l'Eglise ; d'utiles, d'excellents citoyens à l'Etat ?

Vous connaissez les heureux fruits de cet enseignement chrétien, et voilà pourquoi, encouragés par le Chef de l'Eglise comme par Nos seigneurs les Evêques, vous vous imposez les plus grands sacrifices pour le conserver dans les écoles privées. Plaise à Dieu de nous donner à tous la joie de le voir bientôt reprendre sa place, qu'il n'aurait jamais dû perdre, dans les écoles publiques, pour la prospérité et la grandeur de notre chère Patrie !

UN SANGlant ÉPISODE SOUS LA TERREUR

A MONTPELLIER

L'AFFAIRE DITE DES GALETTES (1)

Par M. le Chanoine SAUREL

MEMBRE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES ET LETTRES ET DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE
DE MONTPELLIER

C'était au commencement du printemps de l'année 1794, alors que la guillotine était en permanence sur la place du Peyrou. La rareté des subsistances, et en particulier de la farine, était extrême sur tous les points du territoire de la République. Le Conseil général de la commune de Montpellier prit un arrêté portant que ceux qui avaient des provisions en grains ou en farines devaient, dans le courant de la décade, les déposer, sur récépissé, dans un magasin général pour l'usage commun. Au moyen d'une carte délivrée par la municipalité, pour la décade, chaque famille allait ensuite retirer sa ration de pain de froment additionné d'autres substances farineuses. L'arrêté défendait « aux pâtisseries, aubergistes, traiteurs, de faire, de vendre ou de servir des pâtés, tourtes, gâteaux, biscuits, etc., sous peine de 200 livres d'amende ; attendu que ces objets, dont s'alimente la gourmandise des riches, sont autant de larcins faits à la subsistance des pauvres. » (12 germinal an II, mardi 1^{er} avril 1794).

Dans la crainte d'une famine dont on se voyait menacé, plusieurs

(1) Cf. Archives de la Cour d'appel de Montpellier, 6^e *Registre des jugements définitifs*, p. 12 et suiv. — Arch. municipales de Montpellier, 1^{er} *vol. des Reg. des décès de l'état-civil*, 2^e partie. — Ms. de SOULIER, t. I, pp. 514, 522 et suiv. — Ms. de MAZIERE, p. 13. — SEGUIN, *Actes des Martyrs*, p. 23. — GUILLON, t. II, pp. 131 et 288 ; t. III, p. 484 ; t. IV, p. 507. — DUVAL-JOUVE, *Montpellier pendant la Révolution*, t. II, pp. 164, 236 et 452. — PICOT, *Extrait des Mémoires pour servir à l'hist. eccl. pendant le XVIII^e siècle*, t. VI, p. 375.

familles firent confectionner des galettes ou biscuits de mer, sorte de pain plat, très dur, de longue conservation, spécialement consacré à la marine et aux troupes en campagne. Un boulanger du nom de Bénézech avait prié un certain Cabane, commissaire de police, de présenter à la municipalité un échantillon de ce pain de galette qu'il fabriquait lui-même, pour que celle-ci adoptât ce mode économique dans la distribution des subsistances qu'elle faisait à ses administrés. La proposition ne fut point agréée ; mais on continua pour quelques particuliers la confection des galettes.

Pendant la nuit du 13 au 14 germinal (du 2 au 3 avril), un garçon boulanger, André Azéma, étant de patrouille, voit de la lumière dans la boutique du boulanger Cautier. Soupçonnant qu'on y fait du pain, il s'assure du fait en regardant par le trou de la serrure et court en prévenir un officier municipal, Jacques Moulinier. Celui-ci ne tarde pas à venir, accompagné de plusieurs individus, qui doivent lui servir de témoins. Il informe et constate par procès-verbal qu'il existe une fabrication clandestine de galettes, à laquelle concourent, avec Cautier, les boulangers Bénézech et Lazuttes. Des perquisitions opérées dans diverses maisons de la ville et de la campagne amènent d'autres découvertes de ces sortes de gâteaux. Il y a contravention évidente à l'arrêté municipal. C'est une belle occasion pour les patriotes de faire montre de zèle. Ils n'y manqueront pas et, comme les formes régulières et légales seraient trop lentes pour atteindre le but qu'on se propose, on aura l'habileté de recourir à des procédés plus rapides, plus efficaces, mais atroces.

On commence par exciter les esprits dans la *Société populaire*, dite le *Pouvoir exécutif*, dont les membres sont familiarisés avec l'usage du bâton ferré et du nerf de bœuf armé de pointes, et avec la provocation au pillage et au meurtre. En présence du représentant du peuple, général Châteauneuf-Randon, la société délibère à l'unanimité de dénoncer à l'accusateur public tous les individus chez lesquels on a trouvé des galettes, comme contre-révolutionnaires, pour être, par le Tribunal criminel siégeant à Montpellier, poursuivis révolutionnairement, c'est-à-dire sans sursis et sans appel.

Le même jour (14 germinal), le Comité de surveillance prend un arrêté contre ces hommes qui, « méconnaissant les droits de la nation et de l'humanité, pour ne se rappeler que des crimes dont ils ont juré de rendre les patriotes victimes, viennent de donner une

dernière preuve de leurs forfaits... Ces êtres sont d'autant plus criminels qu'ils poignardent le peuple en lui enlevant les moyens d'existence, et d'autant plus méprisables qu'ils peuvent, en l'inquiétant sur les subsistances, lui faire oublier ses devoirs les plus chers et ses serments les plus sacrés : *La liberté ou la mort !* » Et, sur ces considérants, le Comité de surveillance arrête que « l'accusateur public sera invité à prendre toutes les mesures que la loi dicte pour faire tomber sans retard, sous le fer vengeur des lois, la tête criminelle des nommés Rolland, Lazuttes, Bénézech, Férard, Ballard, veuve Ballard, Touchy, Gallié, Delville et Cautier, qui ont, en contravention à la loi, caché des subsistances pour en priver le peuple, et qui, d'ailleurs, par leurs principes, méritent la peine que doit subir tout ennemi de la Révolution. »

Et, dans la lettre d'envoi de cette délibération, il est dit : « Nous te faisons passer copie de l'Arrêté que nous venons de prendre. La Justice doit venger le peuple qu'on outrage tous les jours. C'est à toi qu'il appartient de provoquer sa vengeance. Hâte-toi de nous donner une nouvelle preuve de ton patriotisme. Que la tête des scélérats compris dans notre Arrêté roule bientôt sur l'échafaud, et que tous ceux qui se déclarent nos ennemis soient frappés de la hache des lois ! »

A la maison commune on n'était pas resté dans l'inaction, et le chef de la municipalité avait, lui aussi, fait parvenir à l'accusateur public une lettre, écrite au nom du Conseil général, dans laquelle il le pressait d'agir « pour la loi » et avec « la plus grande célérité. »

Pages n'avait pas besoin de tant et de si pressantes invitations. Dès le premier moment, il avait ainsi formulé son acte d'accusation :

« L'accusateur public près le Tribunal criminel du département de l'Hérault accuse, devant ce Tribunal : Elisabeth Coste, marchande ; Lazuttes, fournisseur ; Pierre-Antoine Touchy, cultivateur ; Barthélemy Bénézech, boulanger ; Louise Iluc, veuve d'Antoine Ballard, marchande ; Antoine-François Rolland, négociant ; Antoine Cautier, boulanger ; Jean-Martin Delville, négociant ; Antoine Moinier, ci-devant homme de loi ; Jean Ballard, commissionnaire ; Jean-François-Gaspard Gallié, conseiller au ci-devant présidial, et Catherine Férard, fille sans profession, d'aristocratie et de complicité d'émigrés, en ce que, indépendamment de la conduite incivique et contre-révolutionnaire qu'ils ont tous constamment tenue, ils ont, depuis le

9 mai 1792, aidé ou favorisé les projets hostiles des émigrés ; qu'Elisabeth Coste, sœur d'un prêtre déporté, que la loi assimile à un émigré, dans l'objet de favoriser les projets hostiles de ce frère et de ceux qui, comme lui, n'ont quitté leur patrie que pour y revenir, le fer et la flamme à la main, rétablir la tyrannie, a conçu l'abominable dessein d'affamer le peuple ou de créer une disette factice, propre à faire regretter l'ancien régime et à amener des mouvements séditieux, en dérobant à la circulation le plus nécessaire et le plus essentiel des comestibles ; que, pour l'exécution de son dessein, elle faisait des galettes, sorte de pain inusité dans la présente commune, et excitait les autres citoyens qu'elle connaissait dans les mêmes principes à faire de ce même pain ; qu'elle était aidée et assistée dans cette exécution par Barthélemy Bénézech, boulanger, qui faisait lui-même ces galettes, tantôt dans un four, tantôt dans un autre ; par Jacques Lazuttes, qui prêtait son four à ce criminel usage ; par Antoine Cautier, boulanger, qui a offert de prêter son four pour ce même usage ; par la veuve Ballard, par Touchy, Rolland, Delville, Moinier, Ballard, Gallié et Catherine Férard, lesquels ont aussi fait fabriquer des galettes, lesquelles étaient avec de la fleur de farine, clandestinement, et ensuite cachées dans des lieux où les accusés, au lieu de s'en servir, les ont gardées en réserve, au point qu'une partie de ce comestible a dépéri, ce que tous lesdits accusés ont fait méchamment et à dessein ; de laquelle accusation il demande acte. »

Il n'avait pas été difficile de soulever et d'exciter les passions politiques et de provoquer l'accusateur public à demander que douze têtes roulissent sur l'échafaud. Déjà les prévenus, emprisonnés, ne pouvaient échapper ; mais il fallait encore assurer leur condamnation à mort. Sans doute, on avait le droit de compter sur une sentence sanguinaire avec un tribunal dont les membres, par un sentiment d'hostilité envers la Religion, avaient renié leurs noms de baptême pour adopter les noms correspondants du calendrier républicain : Raisin, Salsifis, Betterave, Tournesol, etc.

A elle seule, cette garantie ne pouvait suffire. On devait aviser et n'avoir pour jurés que des gens animés de dispositions analogues. Dans ce but, et avant même la mise en accusation des prévenus, le président Gas avait écrit à Bancal, agent national du district de Montpellier, pour lui demander une liste de 26 jurés. Dès le même jour, cette liste, dont les noms avaient été choisis avec un soin tout

particulier, fut envoyée au président. Celui-ci n'y trouva pourtant pas l'indication d'un seul homme qui joignît à beaucoup de scélératesse et d'audace, assez de talent pour diriger ses collègues. Sans se mettre en peine de la légalité, Gas, de sa propre autorité, porta sur la liste le nommé Pouget, ancien clerc de procureur, le même qui avait signé la délibération et la lettre du 14 germinal. A ce titre, il ne pouvait faire partie du jury ; Gas prit sur lui de l'en nommer président. — Il n'y eut ni tirage au sort des jurés, ni récusations, et les défenseurs n'eurent connaissance de la constitution du corps du jury que lorsqu'ils virent ses membres siéger pour le jugement. Le choix fut absolument arbitraire et contre les prescriptions des lois.

A la suite de Pouget, prirent place le tisserand Gaussuin, le cordonnier Sabatier, tous deux signataires de la délibération ; Lacaze, commis de bureau, signataire lui aussi tout à la fois de la délibération et de la lettre, et le ferblantier Jacques Moulinier, qui avait fait l'enquête. Les défenseurs n'ayant pu obtenir aucune récusation, les quatre dénonciateurs deviennent jurés, en violation des lois les plus élémentaires de la justice. On leur adjoint : Rousset, bridier ; André Laval, propriétaire ; Aimé Roi, ancien garçon boulanger, qui venait de troquer son nom trop aristocratique contre celui d'Egalité ; Nicolas-André Ferren, repasseur de chapeaux ; Hermet, aubergiste.

Le 16 germinal (samedi, 5 avril), le tribunal criminel étant assemblé dans le lieu ordinaire de ses séances, le président fait à ses collègues une communication aussi importante qu'extraordinaire, leur disant qu'une députation de la Société populaire s'était présentée la veille chez lui pour lui témoigner le désir que l'affaire des galettes fût jugée dans la salle des spectacles, attendu que la grande salle du tribunal était alors occupée par les ouvriers qui y faisaient des réparations.

Disons, en passant, en quoi consistaient ces réparations. Il s'agissait tout bonnement d'une disposition nouvelle du mobilier de la salle des assises, ayant pour objet de tourner l'accusé de telle sorte que, de sa place, il eût devant les yeux la guillotine, dressée en permanence sur la place du Peyrou.

Non pas tant à cause de ce déplacement de bancs et de sièges, qu'afin de donner plus d'importance à cette accusation, le tribunal décida qu'elle serait jugée dans la salle des spectacles. Et, en effet, le 18 germinal (lundi de Passion, 7 avril), à huit heures du matin,

les accusés sont conduits, de la prison au théâtre, par une escorte de six cents hommes, avec les témoins, les jurés, les défenseurs. Ils marchent au bruit des tambours. Une fois la séance ouverte, on fait lire l'acte d'accusation, non point par celui auquel revenait cette fonction, mais par une voix étrangère au tribunal. Elle est sonore et accoutumée à se faire entendre sur les planches. Nous sommes au spectacle... et nous allons assister, non pas à un jugement rendu froidement et avec calme, mais à une tragédie pour tout de bon, à une tragédie sanglante ! Saluons avec respect ces martyrs de la religion, que l'on nous montre comme complotant contre la sûreté de l'Etat ! Les galettes ne sont pas, comme on le prétend, destinées à l'armée espagnole : elles sont une modeste et prudente réserve contre la famine et doivent subvenir à la subsistance des prêtres demeurés fidèles à leur devoir, pourchassés comme bêtes malfaisantes et obligés de se cacher. La bonne action des accusés se rapportant à Dieu devient une véritable cause de martyre. Les persécuteurs le savent bien ; de là, leur soin affecté de ne pas présenter l'accusation sous son aspect religieux. Ils ne veulent pas décerner à leurs victimes les palmes de l'héroïsme chrétien. A les entendre, ils n'ont devant eux que des criminels vulgaires, coupables d'un complot contre la sûreté publique.

Au fond, il y avait bien complot, du moins aux yeux des persécuteurs ; mais complot pour les œuvres de charité, et nullement contre l'Etat. La tête, la direction active de cette association était une femme, une simple marchande, nommée Elisabeth Coste, sœur, il est vrai, d'un déporté, assimilé par la loi à un émigré, l'abbé Louis-Antoine Coste. Elle donnait, à l'égard de son père, âgé de soixante-dix-sept ans, l'exemple de la plus admirable piété filiale ; mais on lui reprochait son éloignement invincible pour l'église constitutionnelle et son attachement manifeste au catholicisme. Ce qu'on lui reprochait surtout, c'était de prodiguer ses soins à ceux des membres du clergé fidèle qui demeuraient cachés dans la contrée. Son esprit d'initiative chrétienne lui avait inspiré de créer une sorte de comité composé de personnes charitables qui se chargeaient de pourvoir à la nourriture et à l'entretien de ces confesseurs de la foi. Dans ce comité figuraient la plupart de ses co-accusés, et notamment Roland, Louise Huc et le boulanger Lazuttes. Les explorateurs de la persécution, qui observaient attentivement la conduite d'Elisabeth

Coste, ses allées et ses venues et le mouvement occasionné par l'apport des galettes, vinrent chez elle, dans l'espoir d'y découvrir des prêtres. Leurs recherches n'eurent pas le résultat qu'ils en attendaient. Ils trouvèrent cependant une trentaine de livres de ces gâteaux dans un réduit habilement masqué, et, de plus, une quantité considérable d'ornements sacerdotaux et quelques vases sacrés. Elisabeth méritait doublement la mort. Mais, d'après la résolution déjà prise par les juges d'éviter, autant que possible, dans leurs procédures tout ce qui serait de nature à réveiller des idées religieuses, on laissa de côté la culpabilité résultant de la possession d'objets servant au culte, pour retenir la seule accusation relative aux galettes, affaire dans laquelle se trouvaient impliqués ses pieux associés.

Le débat est ouvert. Il ne roule que sur les qualités et les actes civiques ou inciviques des douze accusés et même de leurs parents : sur leurs habitudes et leurs relations. A peine s'occupe-t-on de savoir s'ils ont fait des galettes et quelle en est la quantité. On fait paraître des témoins, des hommes connus par leur dépravation et qui se considèrent comme ayant le monopole du patriotisme. On écoute à regret les témoins simples et véridiques qui veulent rendre hommage à la probité des accusés, à leurs vertus morales. — « *Ce sont de mauvais témoins!* » dit André Laval, un des jurés, confondant ses fonctions avec celles d'accusateur public. On les tourmente de questions. On les menace de les punir comme faux témoins.

Trois avocats prirent en mains la défense des douze accusés.

Rech parla pour Rolland et Lazuttes, André-Antoine Touchy pour son père, et Jean-Raymond Caizergues, syndic du district, pour les neuf autres, en vertu d'une désignation spéciale du tribunal. Mais ils ne furent pas libres dans leurs moyens de défense : c'est si vrai, qu'ils étaient à se demander s'ils ne s'exposaient pas, par un trop grand zèle, à partager le sort qu'on préparait à leurs clients. L'avocat Touchy, cherchant à justifier la fabrication des galettes, invoque le témoignage du savant professeur Gouan, qui conseillait cette fabrication, en ajoutant à la farine de froment de la fécule de pommes de terre ; ces gâteaux devant être plus avantageux et plus économiques, chose importante en temps de disette. Il insiste pour que la question soit soumise à des membres de l'ancienne Académie des sciences, établie à Montpellier. Un des jurés lui répond : « L'académie de la Révolution, c'est la guillotine. » Parole devant laquelle pâlit cette

autre, devenue pourtant historique : « La République n'a pas besoin de savants ! »

Quant aux accusés, après avoir passé deux nuits consécutives sans le moindre repos, ils étaient épuisés de fatigue et du besoin de prendre quelque nourriture. Juges et jurés, sans s'en mettre en peine, interrompent la séance, se retirent dans une salle du théâtre où les attendait « un repas splendide ».

Si les questions posées par le tribunal aux jurés eussent été formulées d'après l'acte d'accusation, l'application de la peine de mort, cherchée dans la loi visant la matière, aurait pu ne pas être prononcée. Dans cette crainte, on prit un autre moyen, et la question principale, posée par le président, fut présentée en ces termes : « Est-il constant que, depuis le commencement de l'année courante, il a été formé ou trouvé dans Montpellier un complot tendant à aider ou favoriser les projets hostiles des émigrés, déportés et autres ennemis de la République, en donnant à facturer et recevant pour facturer, en facturant et coopérant à la facture d'une quantité de galettes, en cachant ou conservant cette espèce de pain, que les coupables destinaient à l'alimentation exclusive des contre-révolutionnaires et à occasionner la famine des patriotes, Oui ou Non ? »

D'après la loi du 26 juin 1793, les jurés devaient opiner à haute voix. Un seul des jurés, Nicolas-André Ferren, soutint, au péril de sa vie, que les galettes n'avaient pas été fabriquées pour venir au secours de l'armée espagnole et qu'il n'y avait pas complot tendant à favoriser les ennemis de la nation française. Tous les autres tinrent pour l'affirmative.

Le tribunal rendit un jugement qui faisait aux accusés l'application de l'article 4 du titre 1^{er} de la partie du 2^e code pénal, ainsi conçu : « Toute manœuvre, toute intelligence avec les ennemis de la France, tendant, soit à faciliter leur entrée dans les dépendances de l'Empire français, soit à leur livrer des villes, forteresses, ports, vaisseaux, magasins ou arsenaux, appartenant à la France, soit à leur fournir des secours en soldats, argent, vivres ou munitions, soit à favoriser d'une manière quelconque le progrès de leurs armes sur le territoire français, ou contre nos forces de terre ou de mer, soit à ébranler la fidélité des officiers, soldats et autres citoyens envers la Nation française, seront punis de mort. »

Le président prononça l'acquittement de quatre des accusés (Cau-

tier, Delville, Jean Ballard et Catherine Ferrard) ; — la peine de mort contre quatre autres (Elisabeth Coste, Jacques Lazuttes, Louise Huc, veuve Ballard, et Antoine-François-Alexandre Rolland), avec confiscation de leurs biens au profit de la République. — Enfin la détention jusqu'à la paix des quatre restant (Pierre Touchy, Joseph-François-Gaspard Gallié et Jean-Antoine Moinier), déclarés suspects.

Toutes les dispositions sont prises depuis longtemps pour la mise à mort des condamnés. L'exécuteur les attend au pied de l'échafaud. Dès avant midi la force armée forme la haie, de l'entrée de la salle de spectacle au Peyrou, bien que la déclaration officielle du jury n'ait pas encore eu lieu. Il est six heures du soir. Accusateur public, président, juges, jurés et autres vont enfin repaître leurs yeux du barbare dénouement du drame que Pagès avait désigné, l'avant-veille, sous le nom de *Tragédie en quatre actes*. Lazuttes monte le premier à l'échafaud, bientôt suivi des trois autres martyrs. Leurs corps sont déposés dans un grand panier commandé quelque temps auparavant, achevé le matin même, et transportés au cimetière. L'œuvre du « couteau vengeur des lois » est terminée. On dresse procès-verbal ; mais on diffère jusqu'au 26 germinal (15 avril), c'est-à-dire huit jours, pour coucher les actes de décès sur le registre de l'état-civil à la Mairie.

Le sang innocent était versé ; ne fallait-il pas le boire, ou du moins en tirer profit ? Le promoteur de ce drame horrible, André Azéma, le sinistre garçon boulanger, n'avait pas agi par un pur sentiment de patriotisme en dénonçant la fabrication des galettes. Un motif moins honorable l'avait guidé : l'amour de l'argent ! Il ne manqua pas d'adresser au Directoire une pétition, à l'effet de réclamer la récompense promise aux dénonciateurs par la loi du 4 mai 1793. On lui accorda mille livres, à prendre sur les biens des victimes (Arrêté du Directoire du district de Montpellier du 24 germinal an II, 13 avril 1794).

Ce terrible procès eut son contre-coup. Après la chute du régime de la Terreur, et en suite d'arrêtés rendus par le représentant du peuple, Olivier Géroente (les 19 messidor et 13 thermidor an III. — 7 et 31 juillet 1793), l'affaire est appelée de nouveau devant le tribunal criminel et dure cinq mois. Cette fois, ceux qui sont mis en jugement sont ceux qui, sous le voile de formes judiciaires, s'étaient

rendus, méchamment et de dessein prémédité, auteurs ou complices des assassinats commis envers Rolland, Lazuttes, Elisabeth Coste et la veuve Ballard. L'acte d'accusation dressé contre le président, l'accusateur public et quatre jurés, fait ressortir les nombreuses illégalités dont fourmille cette procédure, œuvre non de justice mais de haine politique et religieuse. Ainsi, le président Gas est accusé d'avoir formé la liste du jury et d'en avoir nommé le chef ; l'accusateur public Pagès est accusé d'avoir dénaturé les faits dans son acte d'accusation ; les jurés Gaussuin, Sabatier, Pouget et Lacaze, d'avoir siégé comme jurés, bien qu'étant membres du comité de surveillance et ayant signé la délibération qui demandait à l'accusateur public de poursuivre les contrevenants.

Cette seconde procédure, qui venait mettre à néant la première, intrigua singulièrement les divers partis et causa dans la ville une grande fermentation. On voulut avoir à ce sujet l'avis du Comité de législation et on lui envoya en communication le volumineux dossier de cette double affaire. Le Comité répondit par un arrêté du 3 fructidor (20 août), où il disait que : « le meurtre commis sous le glaive de la loi doit être poursuivi comme celui commis avec le poignard de l'assassin, ou même plus sévèrement. »

Mais avant le prononcé du jugement intervint une loi (22 vendémiaire an IV, 14 octobre 1793) statuant qu'aucune condamnation ne pourrait être prononcée contre les anciens membres des comités révolutionnaires, municipalités et administrations, à raison des arrestations par eux ordonnées en exécution des lois du 17 septembre 1793 et du 7 fructidor an II (24 août 1794). Le tribunal, faisant l'application de ces lois aux six accusés, les élargit provisoirement, le 2 brumaire an IV (24 octobre 1793).

Le surlendemain, dans sa dernière séance, la Convention, dont le souvenir est demeuré terrible, décréta une amnistie dont furent exceptés les prêtres frappés de déportation et les émigrés ; mais dont bénéficièrent les six accusés, poursuivis comme assassins juridiques dans le second procès des Galettes.

UNE PAROISSE RURALE A L'ÉPOQUE DE LA RÉVOLUTION

Par M. GRASSET-MOREL

MEMBRE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES ET LETTRES ET DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE
DE MONTPELLIER

Parmi les travaux prévus par le programme du Congrès figure une étude sur « Une paroisse pendant la Révolution ». Nous entreprendrons ce sujet, mais avec la crainte que son cadre ne soit trop restreint. Toutefois, nous nous demandons si l'histoire d'une paroisse à cette époque n'est pas, en définitive, celle de bien d'autres.

Il s'agit d'une paroisse rurale de notre région, celle de Lansargues (1), dont la population, avant comme après la Révolution, était importante. Lansargues dépendait de la baronnie de Lunel et figurait au premier rang parmi les villettes de cette seigneurie. La dénomination de villette, un peu prétentieuse quand elle s'appliquait à certains bourgs peu peuplés, convenait très bien à Lansargues qui, par le nombre de ses habitants, était plus qu'un simple village, sans toutefois aspirer à la qualification de ville.

Depuis plusieurs siècles et jusqu'à la fin de l'ancien régime, sur le territoire de cette communauté, — aujourd'hui nous dirions : de cette commune, — il y eut trois paroisses : celles de St-André-de-Moulines, de St-Denis-de-Ginestet et de St-Martin-de-Lansargues, qui n'avaient qu'une seule église. C'était beaucoup de trois paroisses pour une population d'environ 1200 âmes.

Sur les tenements encore appelés Ginestet et Moulines, à deux kilomètres de Lansargues, à l'est et à l'ouest, s'élevaient deux

(1) Village du département de l'Hérault, canton de Mauguio, d'une population de 15 à 1800 âmes.

bourgs, voire même deux villettes de la baronnie de Lunel, ayant chacun son église, dédiée la première à saint Denis, la seconde à saint André. Les habitants de ces deux villettes furent pendant de longs siècles exposés à bien des coups. Tracassés par les Albigeois, peut-être aussi par les routiers, les guerres de la Réforme achevèrent leur ruine, et leurs églises, en supposant même qu'elles eussent résisté jusque-là, furent complètement détruites au XVI^e siècle. Là où s'élevaient les villettes et les églises de St-Denis-de-Ginestet et de St-André-de-Moulines, il ne reste plus pierre sur pierre; leur souvenir a seul survécu. Les fidèles de ces deux paroisses se réfugièrent à Lansargues et demandèrent l'hospitalité à l'église de St-Martin; ils ne formèrent qu'un seul troupeau, sous un même pasteur: le desservant de St-Denis exerça le ministère pour les ouailles de Ginestet et de Moulines, qui résidaient presque toutes à Lansargues (1).

Le curé de cette dernière villette partagea d'abord sa maison presbytérale avec son collègue de Ginestet; mais cette demeure, suffisante pour un seul, devenait trop étroite pour deux. La municipalité se vit obligée de louer une maison pour loger le nouveau-venu.

De cette situation naquirent des difficultés. Deux prêtres exerçant leur ministère dans une même église, pour leurs paroissiens respectifs, représentaient des intérêts, tant spirituels que temporels, non opposés, mais différents. De là des froissements incessants, même des conflits entre les prieurs quand il s'agit de contribuer aux frais du culte, à l'achat et à l'entretien des ornements, aux réparations, puis à la reconstruction de l'église, enfin dans une foule de circonstances; car chacune des trois paroisses dépendait d'un premier décimateur différent, qui était: le Chapitre collégial de St-Sauveur pour St-Martin-de-Lansargues, le Chapitre cathédral de St-Pierre pour St-Denis-de-Ginestet et le prévôt de ce dernier chapitre pour St-André-de-Moulines. Le service religieux était exercé par deux prêtres, appelés vicaires, auxquels ces décimateurs servaient la

(1) Les domaines de Tartuguière et de St-Jean-de-Ginestet (celui-ci dépendant du Commandeur de l'Ordre de St-Jean de Jérusalem de St-Christol, Hérault), se trouvaient dans la paroisse de St-Denis-de-Ginestet. Celle de St-André-de-Moulines ne comprenait que deux moulins sur les bords du Bérange. Le reste des paroissiens s'étaient fixés à Lansargues, comme nous l'avons vu.

portion congrue ; le desservant de Lansargues était entretenu par le chapitre de St-Sauveur et celui de St-Denis par le chapitre cathédral et par son prévôt.

Ce nom de vicaire n'avait pas la signification que nous lui donnons aujourd'hui ; le vicaire tenait la place du prier, tandis que l'auxiliaire du desservant, son second, était appelé secondaire. Le Chapitre de St-Sauveur, prieur de St-Martin-de-Lansargues, possédait dans le territoire de la communauté un bénéfice comprenant vingt à trente séterées (la séterée, mesure locale, était de vingt ares), et donnant un revenu de douze cents livres environ. Le bénéfice du Chapitre cathédral, prieur de St-Denis-de-Ginestet, situé sur le même territoire, comprenait cinquante séterées de terre et rapportait à peu près quaratorze cents livres (1).

Plus modeste était celui du prévôt du chapitre cathédral, prieur de St-André-de-Moulines, et ne donnait que huit cents livres de rente annuelle. De plus, le fermier du bénéfice de St-Martin prenait l'engagement de nourrir les chanoines qui allaient célébrer la fête patronale ou régler les affaires du chapitre et de fournir paille, son et avoine aux chevaux qui les y transportaient.

La portion congrue ou « la congrue », comme l'on disait alors, accordée par les prieurs aux vicaires de St-Martin-de-Lansargues et de St-Denis-de-Ginestet était maigre ; elle ne s'élevait qu'à trois cents livres. Il ne faudrait pas trop s'étonner de ce chiffre, qui était adopté partout au siècle dernier pour les prêtres à la congrue. Bien que ce traitement paraisse peu élevé, croit-on mieux loti aujourd'hui le simple desservant de village ? Si l'on considère la valeur beaucoup plus élevée de l'argent et le bon marché de la vie matérielle autrefois, l'on peut affirmer, sans crainte de se tromper, que le prêtre à la portion congrue de trois cents livres était mieux traité que celui à qui l'Etat alloue de nos jours neuf cents francs de traitement.

A cette rétribution fixe il faut ajouter les quelques ressources procurées par le casuel. La messe d'enterrement était bien cotée vingt-cinq sols, mais cinq sols revenaient au clerc. La neuvaine pour les morts se payait cent sols, si les messes étaient chantées ; encore fallait-il fournir « un luminaire honneste » ; les particuliers se

(1) Les terres de ces bénéfices furent vendues comme biens nationaux, le 23 février 1791, et achetées 9000 livres.

chargeaient-ils de ce luminaire, le desservant ne recevait que quatre livres dix sols. Le service d'anniversaire ou « bout de l'an » était tarifé trente sols, mais luminaire compris.

Nous ne pouvons indiquer que le chiffre du casuel des cérémonies funèbres, n'ayant rien trouvé pour les autres. Cependant les baptêmes, les premières communions et les mariages entraient en ligne de compte ; sans doute, dans ces circonstances solennelles de la vie où la joie se donne libre cours, les paroissiens se montraient-ils plus généreux.

Quant aux prieurs, il ne faudrait pas leur jeter la pierre et les taxer de parcimonie. S'ils percevaient des revenus de leurs bénéfices, ils avaient de nombreuses charges. Et d'abord, sans mettre en doute la solvabilité des fermiers, il pouvait se faire que les fermages fussent incomplètement payés ou en retard, par suite d'une récolte compromise, même perdue, ou que les terres ne trouvassent pas de preneurs.

Puis ce n'était pas seulement la congrue que les chapitres prieurs avaient à payer ; il leur fallait fournir quelques subsides pour le prédicateur du carême, pour l'aumône, l'entretien du chœur et de la sacristie, l'achat et les réparations des ornements et vases sacrés.

De plus, le prieur de Lansargues devait adjoindre un secondaire à son vicaire ou bien appeler un prêtre pour dire une messe les dimanches et fêtes. Il fallait aussi distribuer des largesses pendant la fête locale. Les patrons des trois paroisses, et plus particulièrement Saint-Martin, étaient honorés chaque année ; mais la principale fête se célébrait à l'occasion de « la joie de Notre-Dame d'Août et de Saint-Roch. » Certainement la dévotion des paroissiens avait présidé au choix de celle-ci, mais il faut reconnaître que cette fête ne pouvait arriver à une époque plus propice : le cultivateur jouissait d'un moment de trêve entre les travaux de la moisson qui venaient de finir et ceux de la vendange non encore prête. Les céréales étaient engrangées ; il attendait que le raisin mûrisse et se livrait, libre de tous soucis, au plaisir ou tout au moins au repos. Et le beau temps n'était-il pas, lui aussi, de la partie ? C'est tout au plus si un nuage, un court orage, venait interrompre les jeux.

A cette occasion, le prieur de Saint-Martin de Lansargues donnait deux écharpes de soie garnies de dentelles d'argent, un mors de bride, un chapeau, un bonnet, des aiguilles, des lacets, des épingles

et une bourse, prix destinés à récompenser les vainqueurs des jeux ; les chanoines de Saint-Pierre accordaient un écu de six livres et leur prévôt un petit écu de trois livres.

Tout le monde sait quelles fonctions pastorales incombaient au clergé paroissial. Toutefois il n'est pas inutile de donner certaines précisions. Les fêtes et dimanches, trois messes étaient dites par les deux vicaires et par un troisième prêtre, secondaire en titre, quand le service l'exigeait, ou auxiliaire appelé exprès de Lunel (1). La première messe avait lieu à six h. en été et à sept h. en hiver, tandis que la dernière était à neuf h. en toute saison. Presque toujours, pendant la première, avait lieu une instruction. Les vêpres étaient chantées à deux h., en hiver et à trois h. en été. A une h. la cloche appelait, dimanches et fêtes, les fidèles à « la doctrine » prêchée par le curé ; pendant le carême cette prédication avait lieu tous les jours. Un des desservants récitait la prière du soir, les dimanches après vêpres, et, dans la semaine, après le coucher du soleil, mais avant la nuit. Les morts n'étaient pas oubliés : tous les lundis une messe se disait pour eux et quand l'évêque venait en visite pastorale, il pria pour les défunts en traversant le cimetière qui précédait l'église.

Les cérémonies religieuses étaient jadis plus nombreuses que de nos jours ; les fêtes, plus fréquentes, se terminaient souvent par des processions qui parcouraient les rues de la villette et même les chemins les plus rapprochés des habitations.

En dehors du service du culte, les curés devaient, comme partout, tenir les registres des baptêmes, mariages et décès des paroissiens. Il n'y avait qu'un registre pour les trois paroisses, mais chaque desservant n'enregistrait que les siens.

Les dimanches et fêtes étaient rigoureusement observés. Nul ne pouvait se livrer aux travaux manuels ; il fut même question d'interdire la pêche et la chasse pendant les jours consacrés au Seigneur. Défense était faite aux cabaretiers de donner à boire et de tenir leurs boutiques ouvertes pendant la célébration des offices. Les contrevenants étaient punis d'une amende au profit des pauvres. Le repos du dimanche fut observé jusque sous la Révolution. Le 9 mai 1790, un cabaretier ayant donné à boire pendant vêpres eut à payer trois livres

(1) La ville de Lunel n'est qu'à 6 kilomètres de Lansargues.

d'amende. Les danses étaient-elles tolérées entre filles et garçons, les violons ou plutôt le hautbois et le tambourin se laissaient durant la célébration des offices.

Quand les paroissiens de Ginestet et de Moulines sollicitèrent l'hospitalité de l'église de Lansargues, celle-ci se trouva trop étroite pour trois paroisses. On l'agrandit tout d'abord, mais il fallut plus tard la reconstruire. Elle aussi avait essuyé la fureur des protestants, qui en avaient enlevé la toiture, ne laissant à peine que ses quatre murs. Restaurée à la fin du XVI^e siècle, elle se ressentit toujours de ses cicatrices mal fermées et de son grand âge, car tout fait supposer qu'elle datait du XII^e siècle. Il fallut la supprimer, et une nouvelle église fut construite au siècle dernier sur le même emplacement, considérablement agrandie, afin d'abriter les fidèles des trois paroisses. Cette église, bâtie dans le style des Jésuites, très en honneur aux XVII^e et XVIII^e siècles, existe à peu près telle qu'elle fut édifée alors.

Au moment où éclata la Révolution, il y avait trois prêtres à Lansargues : les deux desservants et un secondaire, à poste fixe, pour Saint-Martin. Le régime nouveau trouva que c'était trop de trois prêtres pour une seule localité. Le 26 mars 1791 fut projetée une organisation différente : un seul curé desservirait, non seulement Lansargues, mais encore Mudaison, distant de deux kilomètres environ, et d'une population de trois cents habitants ; le dimanche, ce prêtre irait dire la messe à Mudaison, où il ne retournerait que lorsqu'il serait appelé extraordinairement. Deux autres villages, également éloignés de deux ou trois kilomètres, Candillargues et Saint-Nazaire, ayant l'un cent et l'autre soixante habitants, feraient partie de la paroisse de Lansargues, mais seraient desservis chacun par un secondaire. Bien que fort modeste, la population de Saint-Nazaire ne pouvait se passer de prêtre, car, pendant quatre mois d'hiver, les communications avec le dehors devenaient très difficiles. Quant à Saint-Denis de Ginestet et à Saint-André de Moulines, il n'en était plus question ; on ne saurait blâmer cette décision prise vis-à-vis de deux paroisses qui depuis bien longtemps n'existaient que de nom ; les prieurs n'étaient plus là pour revendiquer leurs droits ; ils avaient été supprimés et leurs bénéfices confisqués.

Ce projet ne fut pas suivi d'exécution et nous verrons les trois prêtres rester en fonction jusqu'à l'abolition du culte. Plus tard, le

13 mai 1792, le district du département décréta la réunion de la paroisse champêtre de Layrargues à celle de Lansargues. Cette mesure n'avait pas sa raison d'être : Layrargues, étant très éloigné de Lansargues, faisait partie du territoire de Baillargues. Néanmoins l'arrêté fut mis à exécution : deux délégués de la municipalité de Lansargues procédèrent à l'inventaire des objets contenus dans la sacristie de l'église de Layrargues dont ils fermèrent les portes et firent apporter la cloche chez eux.

La population de cette ci-devant villette de la baronnie de Lunel embrassa de suite les idées nouvelles. Le curé de Lansargues, son secondaire et le curé de Ginestet suivirent son exemple. Ces trois prêtres s'engagèrent, le 26 janvier 1791, à prêter serment, conformément au décret du 12 juillet précédent, relatif à la constitution civile du clergé. Le 30 janvier, à l'issue de la messe du dimanche, en présence des habitants et du Conseil général de la commune, assemblés dans l'église, ils prêtèrent le « serment solennel de veiller avec soin sur les fidèles à eux confiés, d'être fidèles à la Nation, à la Loi et au Roi, et de maintenir de tout leur pouvoir la Constitution décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le Roi. » Jusque-là on pouvait supposer la bonne foi : les prêtres jureurs étaient en droit de se retrancher derrière le silence de la Cour de Rome ; mais le Pape ne tarda pas à se prononcer : le 10 mars et le 13 avril 1791, il défendait de reconnaître la Constitution civile du clergé. L'Assemblée constituante avait menacé de priver de leur traitement les prêtres non assermentés, sans cependant mettre sa menace à exécution. Ce qu'elle n'avait pas osé, l'Assemblée législative le fit. Aussi les trois prêtres de Lansargues, tenant à rester en fonctions, prêtèrent de nouveau serment au pied des autels en présence de la municipalité réunie pour le service paroissial, le 30 septembre 1792 ; ils jurèrent d'être fidèles à la Nation, de maintenir la Liberté et l'Egalité et de mourir en les défendant. Le sort en était jeté ; ils se mettaient en révolte ouverte contre le Souverain-Pontife.

Du reste, le curé de Saint-Denis de Ginestet prenait à l'aise ses fonctions ecclésiastiques. Le 17 juillet 1791, il refusait de bénir une croix, de faire des instructions et de confesser. Son collègue de Saint-Martin et lui acceptèrent, non sans les avoir briguées, les charges municipales. Le 27 juillet 1792, ils étaient élus notables. Le 31 de ce

même mois, le Conseil de la commune déléguait le desservant de Saint-Martin pour recevoir, comme officier public, les actes de naissance, mariage et décès. Certainement ces fonctions lui convenaient plus qu'à un autre, puisque jusque-là il tenait, en qualité de curé, les registres paroissiaux et continuait à les garder chez lui.

Ces registres ne furent déposés à la mairie que lorsque la loi du 20 septembre 1792 (promulguée le même jour que celle du Divorce), eut rendu les municipalités responsables de leur tenue. Le 18 novembre de cette année deux membres de la municipalité se présentèrent à la maison presbytérale, dressèrent un inventaire des registres, après les avoir arrêtés, et les transportèrent à la maison commune.

Son zèle poussait toujours le curé de Lansargues au premier rang. La Patrie étant en danger, les bons citoyens doivent, dit-il, sacrifier une portion de leur fortune au triomphe de la Constitution ; quant à lui, il ne veut conserver pour la religion que les seuls objets strictement nécessaires au service des autels et, le 6 novembre 1793, il fait don à la Patrie d'une patène et d'un calice d'argent (1).

Touchée d'un tel désintéressement, la municipalité décide qu'il apportera lui-même ces objets à la Monnaie de Montpellier.

Un si bel exemple méritait d'être suivi ; la commune ne tarda pas à déposer, comme don patriotique, sur l'autel de la Patrie la cloche de l'église, les supports des réverbères et les croix en fer élevées sur tout son territoire ; elle pria son curé de faire transporter le lendemain ces objets à Montpellier (22 brumaire an II — 13 novembre 1793).

N'est-ce pas par dérision que l'on chargeait un prêtre, sinon de présider au renversement, au moins de veiller à l'envoi des croix abattues de sa paroisse ? Cet ordre venu d'en haut était certes dicté par de bonnes intentions. La Convention prétendait vouloir mettre d'accord les devoirs envers Dieu et la soumission aux lois ; elle respectait, disait-elle, tous les cultes, conformément à l'article 7 de la déclaration des droits de l'homme qui en reconnaissait le libre exercice. Elle permettait de vaquer à la prière chaque décadi, mais elle proscrivait tout signe extérieur. C'était au nom du respect dont les catholiques entouraient la Croix, qu'on s'empressait de soustraire cet

(1) Voir le 3^e volume de *l'Histoire religieuse du département de l'Hérault pendant la Révolution*, par le chanoine F. Saurel, paru depuis la rédaction de ce Mémoire, aux pages 29 et 45.

objet de leur vénération au mépris et à la profanation ; ainsi donc, en vertu de ce principe, la commune de Lansargues dut de faire disparaître les croix qui se trouvaient sur son territoire.

Pendant ce temps, la Convention substituait le culte de la *Raison* à la religion catholique (20 brumaire an II), et intronisait la nouvelle déesse dans la cathédrale de Notre-Dame de Paris. On croyait qu'il n'était pas plus difficile que cela de se débarrasser de la religion de Jésus-Christ ; toutefois beaucoup y restaient fidèles et priaient en cachette, tantôt seuls, tantôt par petits groupes, sachant quel sort les attendait s'ils venaient à être découverts.

Le vicaire de St-Martin fut un des premiers curés qui abjurèrent (2 frimaire) ; son collègue de St-Denis s'empressa de suivre son exemple. Le lendemain, après avoir donné sa démission de notable, le premier se faisait nommer greffier de la commune. A ce titre, il dressa (12 frimaire), de concert avec le maire et son collègue de Ginestet, l'inventaire « des habits dits sacerdotaux » et autres objets du culte. Cet inventaire terminé, il en emporta l'original et les divers objets qui s'y trouvaient énoncés, au chef-lieu du district. La municipalité ne pouvait s'entourer en telle occurrence de collaborateurs plus compétents. Ces deux citoyens, embarrassés de leur qualité de ci-devant prêtres, s'empressèrent de solliciter un certificat de civisme qu'ils n'eurent pas de peine à obtenir (16 frimaire an II). Le 9 germinal suivant (30 mars 1794), l'ancien desservant de Ginestet obtint l'autorisation de quitter la commune pour aller se réfugier dans l'Aveyron, son pays d'origine. Quant au troisième prêtre, le secondaire, il ne fit guère parler de lui ; il semblerait cependant avoir conservé sa qualité de prêtre assermenté, car il jura dans la suite, comme tel et parlant comme pensionnaire de la République, haine à la royauté et fidélité à la Constitution, conformément à la loi du 19 fructidor an V, serment exigé des ecclésiastiques demeurant en France (20 brumaire an VI, 2 décembre 1797).

Quel fut le sort de l'Eglise de cette paroisse abandonnée de son clergé ? En 1789, la communauté avait réparé la nef et demandait aux prieurs d'en faire autant pour le sanctuaire et la sacristie. Sous l'ancien régime, l'entretien de la nef concernait la communauté et celui du sanctuaire et de la sacristie incombait aux prieurs décimateurs ; les revenus de ceux-ci leur permettaient de faire cette dépense très urgente ; ils n'en restèrent pas moins sourds à

toute demande. Les consuls en appelèrent à l'Évêque, qui reconnut la justesse de leurs réclamations et les appuya. L'autorité ecclésiastique n'ayant pas été écoutée, les consuls adressèrent une supplique à l'Intendant de la Province, qui les autorisa à poursuivre le chapitre de St-Sauveur (avril 1790); de son côté, ce dernier dénonça l'ordonnance de l'Intendant au Parlement de Toulouse. Les choses en étaient là, lorsque les événements se précipitèrent: Intendant, Parlement et Chapitre furent balayés par la tourmente révolutionnaire.

Sous l'ordre nouveau, l'église servit, non seulement aux cérémonies religieuses, mais encore aux fêtes civiques et aux assemblées électorales. Ainsi, le 30 août 1789, le commandant des troupes bourgeoises, après avoir réuni ses hommes sur la place publique, pompeusement appelée place d'Armes, les conduisit à l'église; ils assistent à vêpres et, à l'issue de vêpres, écoutent un discours patriotique de leur chef; après quoi, celui-ci prête serment au pied du maître-autel, et ses officiers, sous-officiers et soldats suivent son exemple. Un autre dimanche, le curé annonce au prône que, le 23 janvier 1790, auront lieu dans l'église les élections de l'assemblée générale des citoyens appelés à élire la municipalité nouvelle. Le jour indiqué, le curé déclare la séance ouverte et tous les assistants, la main levée à Dieu, jurent de maintenir la constitution du royaume et d'être fidèles à la nation, à la loi et au roi. Le lendemain, nouvelle réunion dans cet édifice pour nommer le maire, cinq officiers municipaux, douze notables et le procureur de la commune.

Le calme qui aurait dû régner sans cesse dans la maison de Dieu ne fut pas toujours observé. Le dimanche 2 janvier 1791, deux officiers municipaux se rendent à l'église, escortés d'un piquet de gardes nationaux; dès que le commandant de la garde citoyenne a vent de la nouvelle, il accourt, suscite un tumulte capable d'interrompre la messe et fait retirer le piquet, lui reprochant d'être sorti sans son ordre. Encore au mois de novembre suivant, d'autres élections ont lieu dans l'église, après avoir, selon l'usage, été annoncées au prône du dimanche précédent: des troubles sont à redouter, aussi consigne-t-on à la porte la garde nationale, avec ordre de n'intervenir que sur la demande du président de l'Assemblée, mais sans faire usage des armes (12 et 13). En 1792 (16 décembre) et 1793 (27 janvier), c'est toujours à l'église que l'on se réunit pour voter; à cause des élections la messe du dimanche est avancée. L'on voit qu'en pleine

effervescence révolutionnaire, les pratiques de la religion étaient encore entourées de certains égards.

Une fête nationale avait-elle lieu, c'est aussi à l'église qu'on la célébrait. Le 14 juillet 1791, la nef ne fut pas jugée assez grande pour contenir toute la population ; le curé célébra la messe sur un autel dressé en pleine place publique. Après le service divin l'on renouvela le serment civique et l'on se rendit à l'église pour chanter le *Veni Creator* suivi du *Te Deum*. La fête se termina également en plein air : des banquets furent servis au milieu de la rue et au dessert retentirent les chants de la *farandole* et du *Çà ira*.

C'est encore dans l'église que le curé de St-Martin bénit, le 15 août 1791, les drapeaux de la garde nationale ; c'est là aussi que fut célébrée l'acceptation par le roi de la Constitution. Le 20 octobre suivant, Poudroux, évêque du département, ordonna dans un mandement de chanter en cette circonstance le *Te Deum* après vêpres. C'est dans l'église que rendez-vous fut donné à 5 heures du soir, le 2 nivôse an II (22 décembre 1793), pour célébrer la prise de Toulon. La joie éclatait de toutes parts. A l'issue de la cérémonie religieuse, les rues furent illuminées, et la journée se termina par des banquets et des danses sur la place publique.

Les services rendus par l'église à la cause patriotique semblaient devoir la sauver : elle fut condamnée à disparaître avec le culte catholique. Le directoire du département autorisa la municipalité à vendre les pierres et les bois de la « ci-devant église » (9 thermidor et 4 fructidor, an II). Toutefois on la laissa debout pour en faire le temple de la Raison. Si la nouvelle déesse la préserva de la destruction (2 vendémiaire an III), elle ne put la préserver du pillage : il ne fallait laisser subsister aucun souvenir qui rappelât le catholicisme. Le 3 messidor et le 15 fructidor an III, l'ancien maire et la municipalité, à la tête de laquelle il s'était trouvé, furent cités en justice pour répondre des actes de vandalisme qu'ils avaient commis ou tolérés. Les marches des autels avaient été enlevées et les balustres « tournés en pierre » pris par le maire et ses partisans et vendus ; vendus aussi les meubles et les boiseries ; disparus les chandeliers des chapelles, les ornements oubliés dans l'inventaire, deux bénitiers, cloches, niche en marbre, confessionnal en noyer sculpté, « chef-d'œuvre d'ébénisterie » et nombre d'autres objets. Cependant, pris de remords, certains des dévaliseurs avaient cru devoir restituer. Ainsi,

de nuit, avaient été déposés dans l'église les deux bénitiers en marbre portant encore les souillures laissées par des pigeons dans ces nids improvisés. Cette dévastation de l'un des « plus jolis effets nationaux » avait été décidée par une troupe de gens après un repas arrosé de vins trop généreux.

Ce bien national ne fut vendu que le 21 germinal an X. L'acquéreur le revendit et les habitants l'achetèrent par actions pour le rendre à sa destination première, lors du relèvement des autels.

« Le bonheur des campagnes, la pureté des mœurs et par conséquent la prospérité de l'Etat dépendent de ces deux hommes. ... un bon curé et un bon maître d'école. »

Ces lignes sont d'un auteur qui n'a jamais péché par excès de morale et dont les écrits licencieux sont dignes du XVIII^e siècle où il vivait. Si Retif de la Bretonne les a tracées, c'est qu'il en reconnaissait toute la justesse.

Cet humble magister, qui par son influence contribuait à faire la prospérité de ses concitoyens, n'avait pas une situation pécuniaire plus enviable que celle du curé. Il recevait, nous dit cet auteur, pour chaque élève cinq ou même trois sols par mois, selon que l'élève savait ou ne savait pas écrire. « La communauté y ajoutait quinze bichets de froment et quinze d'orge par année », ce qui représentait soixante-dix ou soixante-douze livres (1).

Avant 1789, beaucoup de localités étaient privées d'écoles. Combien rares étaient les paysans sachant lire et surtout écrire ! La plupart de ceux qui avaient appris à lire et à écrire le devaient à leurs curés ; le service de l'église poussait ces derniers à donner une certaine instruction, fort sommaire il est vrai, à ceux qu'ils voulaient recruter comme chantres ou comme sacristains. Cet état de choses subsista bien après la Révolution et dans certains pays même jusqu'en 1830 (2).

Doit-on rendre responsables de cette triste situation l'ancien régime et surtout l'Eglise, comme se plaît à le dire certaine école historique ? D'après elle, l'Etat, avant 1789, ne s'occupait pas de l'en-

(1) Retif de la Bretonne. — *La Vie de mon père*, pp. 14 et 15.

(2) *Une commune et une paroisse en Auvergne* (Isserteaux), par Bravard, 1888 in-12.

seignement du peuple, parce qu'il croyait inutile, nuisible même de l'instruire ; à son défaut, le clergé devait veiller au développement de l'intelligence des humbles, dissiper les épaisses ténèbres qui leur voilaient les yeux, et ne l'avait pas fait. Si l'Eglise ne s'était pas acquittée de ce mandat elle aurait forfait à sa mission, et nous savons qu'elle a été à la hauteur de sa tâche. L'ancien régime peut avoir eu des torts ; mais la gloire du clergé a été de préserver le monde des ténèbres qui allaient l'obscurcir lorsque les barbares consommèrent la ruine de l'Empire romain. Des défenseurs persuasifs et éloquents se sont élevés, il y a déjà longtemps, qui ont fait justice de cette légende ; notre voix ne saurait être qu'un faible écho de la leur.

Ces écoles, qui manquaient en bien des localités, existaient à Lansargues longtemps avant la Révolution. Nous ne pouvons en fixer l'époque, mais nous les y voyons aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles. Le maître et la maîtresse, le régent et la régente, comme on disait alors, étaient payés sur les fonds de la communauté, sans que les élèves eussent à fournir, croyons-nous, la moindre rétribution. Toutefois le traitement du maître d'école s'élevait à plus de soixante-dix livres ; il recevait cent cinquante et même deux cents livres par an et la maîtresse cent et cent vingt-cinq livres. Ces éducateurs de la jeunesse, qui avaient soixante garçons et quarante filles à surveiller et à instruire, ne possédèrent pas toujours un savoir très étendu ; il arriva que les parents se plaignirent de leur incapacité et de leur peu d'assiduité ; ils se fâchèrent, au moins une fois, de ce qu'une régente savait à peine lire et ne pouvait se faire entendre, affligée qu'elle était d'un défaut de langue et d'une extinction de voix. Ce n'était pas se montrer trop exigeant que de réclamer de meilleures aptitudes ; mais un si modeste traitement permettait-il de se procurer des maîtres plus capables ? Cependant il était alloué en outre au régent vingt livres comme indemnité de logement et vingt autres livres s'il avait la « conduite de l'horloge » ; d'autres fois il chantait au lutrin ou était greffier consulaire, fonctions qui ajoutaient quelques faibles ressources à son petit pécule.

La Révolution, qui modifia au point de vue scolaire la situation de beaucoup de paroisses, changea très peu celle de Lansargues, relativement assez bien dotée pour l'époque. Une loi décréta l'obliga-

tion (1) de l'instruction primaire (rien n'est nouveau en ce monde) et la création d'une école par mille habitants. Lansargues, qui en comptait douze cents environ, fut, en effet, gratifié de deux écoles de garçons et de deux écoles de filles ; car nous connaissons les noms des deux régents et des deux régentes qui dirigeaient les petites et les grandes écoles, le 16 janvier 1791, conformément à la loi. Mais les prescriptions légales ne durent pas toujours être exécutées à la lettre ; le 25 ventose an III, on réclame un instituteur et une institutrice que l'on avait négligés de remplacer. Du reste, la Révolution n'avait pas fait un sort très enviable à ces modestes précepteurs du peuple ; après force réclamation le régent obtient un traitement de quatre cents francs et la régente de deux cent cinquante francs.

C'était dans l'hôtel de ville que se tenait l'école. Quand il y eut deux maîtres et deux maîtresses, il fallut se procurer de nouveaux locaux. Le ci-devant curé, qui avait abandonné le ministère, trouvait bon de conserver son logement dans la maison curiale. Le 4 nivôse an III, le maire l'invita à vider l'ancien presbytère et à céder la place à l'instituteur.

L'école, qui jouait un rôle important dans la communauté, ne se rattachait-elle pas à la paroisse ? Les magisters étaient les humbles collaborateurs du clergé. Ils donnaient aux enfants les premières notions d'instruction religieuse jusqu'au jour où ces notions étaient complétées par le prêtre lors de la préparation à la première communion. De plus, à Lansargues, les curés devaient visiter alternativement les écoles deux fois par semaine. N'était-ce pas une sollicitude incessante qui bien certainement servait à stimuler les élèves et même les maîtres ?

Villette et paroisse de la baronnie de Lunel, Lansargues ne connut jamais ces seigneurs que l'on représente, à tort ou à raison, difficiles, tracassiers, même cruels ; elle fut soumise à l'autorité élémentaire et paternelle des barons de Lunel, puis des rois de France : aussi peut-on dire que la liberté, l'indépendance, elle les connaissait avant la Révolution et l'ordre nouveau ne changea rien à ce qui existait déjà.

(1) Bien que l'instruction soit obligatoire aujourd'hui, sur 343.000 jeunes gens ayant tiré au sort en 1893, 22.000 ne savaient ni lire ni écrire, 55.000 savaient lire et signer seulement.

La féodalité territoriale n'existait pas chez elle. Alors comme aujourd'hui la terre était très morcelée, au moins dans cette communauté. Aussi on comprend pourquoi ses habitants embrassèrent-ils avec tant d'enthousiasme les idées nouvelles qui étaient les leurs ; ils voyaient triompher cette liberté dont ils appréciaient tout le prix. Mais pourquoi aussi cet exemple fut-il suivi par les prêtres de ses trois paroisses ? Sorti du tiers-état, le clergé inférieur avait pris trop à la lettre la fameuse phrase de l'un des siens ; il s'imagina n'avoir rien été et voulut être, sinon tout, du moins quelque chose. Si l'expérience réussit à certains, plus nombreux furent ceux qui s'en revinrent désabusés. Et était-ce n'être rien que d'être pasteur d'âmes ? était-ce n'être rien que de représenter Jésus-Christ sur la terre ? Au moins dans notre département, le clergé n'eut pas l'excuse du mauvais exemple, car il avait à sa tête les Chalabre, les Fumel, les Saint Simon, les Nicolaï, les Malide (1). Ces prélats, remarquables par le savoir, la charité et la dignité de leur vie, semblent avoir légué leurs vertus à leurs successeurs et principalement à celui dont notre diocèse se montre fier à juste titre.

(1) Derniers évêques des diocèses de Saint-Pons, Lodève, Agde, Béziers et Montpellier.

MONTAGNAC PENDANT LA RÉVOLUTION

1789-1801

Par M. J. SAUTRIOT

LICENCIÉ EN DROIT

(Travail couronné par la Société Archéologique de Béziers)

Sous le titre de *Montagnac pendant la Révolution*, cette étude présente, d'après des documents officiels, l'histoire de la période révolutionnaire dans une des petites villes de l'ancien diocèse d'Agde, devenue, avec le nouvel état de choses, un des chefs-lieux de canton de l'arrondissement de Béziers. Les documents où ont été puisés les renseignements qu'on trouvera dans ce travail sont les registres de délibérations du conseil municipal depuis 1789 jusqu'en 1801. Là se déroule toute l'histoire communale de cette petite cité et on y voit se refléter les passions qui agitèrent les habitants pendant cette période tourmentée. Les luttes d'influence, les abus de pouvoir, les vengeances, les questions personnelles y tiennent une grande place ; cependant elles ne vont pas jusqu'à compromettre la vie de ceux qui en étaient l'objet, comme cela se passait en d'autres endroits.

Nous avons divisé notre travail en plusieurs chapitres qui embrassent l'état de la ville en 1789, la municipalité révolutionnaire, les gardes nationales, les enrôlements volontaires, les réquisitions, les ateliers révolutionnaires, les subsistances, le maximum, la misère, les impôts.

Enfin nous avons terminé notre étude par quelques pages sur les fêtes révolutionnaires et l'école et l'église à Montagnac pendant la Révolution. C'est ce plan que nous suivrons dans le rapide exposé qui nous a été demandé de présenter au Congrès.

Depuis 1783, Montagnac, qui faisait partie du comté de Pézenas, appartenait à Monsieur, frère du Roi, plus tard Louis XVIII ; l'administration communale était confiée à un conseil politique, composé de douze membres et de quatre consuls, dont le premier portait le nom

de consul-maire. Ce conseil, nommé pour quatre ans, procédait lui-même à son renouvellement par moitié tous les deux ans ; les consuls étaient nommés par le seigneur de Montagnac sur une liste de candidats désignés par le conseil. Toutes les classes étaient représentées dans ce conseil ; bourgeois, ménagers et artisans se partageaient les charges municipales et consulaires ; ils dressaient le budget, disposaient des deniers pour le bien public, procédaient aux adjudications. Lorsqu'une question d'intérêt général se présentait, le conseil politique s'adjoignait, sous le nom de *conseil renforcé*, les plus forts contribuables de la commune ; enfin on réunissait quelquefois le peuple entier en assemblée générale.

Les impôts étaient de trois sortes : les deniers royaux, comprenant la taille, la capitation, les vingtièmes, etc., les deniers provinciaux et les deniers diocésains ; dans les assemblées de l'Assiette, composées des consuls et des commissaires spéciaux, on asseyait l'impôt sur chaque commune suivant les ressources. Pour les vingtièmes, la ville étant abonnée payait au roi une somme fixe. En outre le seigneur percevait quelques droits et le clergé la dîme que les habitants obtinrent de payer non en nature, mais sous forme d'imposition. Quant aux revenus de la ville, ils consistaient surtout en prés et dans la fourniture de la viande de boucherie.

Pour la justice civile, Montagnac relevait de la sénéchaussée et du présidial de Béziers ; pour la police, du subdélégué de l'intendant établi à Pézenas ; un juge châtelain remplissait l'office du juge de paix actuel. Au point de vue du culte, la paroisse était un prieuré administré par un curé et deux vicaires. L'église avait une allocation de la commune et des revenus en terre pour l'entretien de ses chapelles. En outre, les Augustins avaient une maison à Montagnac ; l'abbaye de Valmagne y possédait deux propriétés ; les dames de Saint-Maur, qui y tenaient un pensionnat florissant, étaient aussi chargées de l'école primaire des filles. Enfin, à cette époque, florissait encore la confrérie des Pénitents Blancs ; quant aux protestants, ils tenaient leur prêche sous un arbre du territoire.

Telle était la situation de Montagnac en 1789 : ville florissante, la troisième du diocèse, l'activité commerciale y régnait, l'industrie prospérait avec le calme et la tranquillité ; la Révolution y introduisit le trouble et le désordre et tarit dans sa source cette sève abondante, qui nourrissait une population honnête et laborieuse.

Le roi ayant fait connaître, en octobre 1787, son intention de convoquer les Etats-Généraux, le conseil politique de Montagnac provoqua une assemblée générale qui eut lieu en décembre 1788 et prit entre autres les résolutions suivantes : le nombre des députés du Tiers sera égal à celui des deux ordres réunis. Les députés du Tiers doivent faire partie de cet ordre et en payer les impositions. En mars 1789, une autre assemblée eut lieu dans laquelle on réunit les doléances aux députés qui devaient élire les membres du Tiers aux Etats-Généraux. Enfin, après l'ouverture des Etats, les consuls provoquent une dernière assemblée qui, après avoir fait chanter un *Te Deum*, proteste de son attachement invariable au roi et à la dynastie des Bourbons.

Une nouvelle organisation municipale amena la division dans le conseil et la démission du consul-maire, M. le marquis de Vissec Latude. Monsieur nomma un nouveau maire, avec lequel un esprit nouveau pénétra dans le conseil, esprit imbu des préjugés à la mode, esprit d'inconséquence et d'irréflexion. Le 14 décembre 1789, fut publié le décret de l'Assemblée nationale organisant les nouvelles municipalités. Les citoyens actifs nommaient un président, des scrutateurs et un secrétaire de l'assemblée électorale ; la municipalité était ensuite élue au scrutin de liste par les électeurs présents. Il y avait trois officiers municipaux pour les villages de 300 âmes et au-dessous, 6 pour les villes de 3000 âmes, etc. ; un procureur défendait les intérêts de la Commune. Un conseil de notables, en nombre double de celui des officiers municipaux, y était adjoint et formait avec eux le conseil général de la commune. Le bureau était composé du maire et du tiers des officiers municipaux, nommé pour un an et rééligible, le conseil élu pour deux ans était renouvelable par moitié chaque année.

A Montagnac, l'élection fut disputée ; le parti hostile au maire tenta plusieurs fois de faire sauter les urnes, inaugurant ainsi les mœurs électorales qui devaient, un siècle plus tard, rendre célèbres dans toute la France la ville et le canton de Montagnac. L'ancien maire fut réélu et la nouvelle municipalité prit possession du pouvoir le 5 février, au milieu de circonstances difficiles aggravées par l'hostilité d'un grand nombre d'électeurs. La garde nationale refusa le serment et se mit en état de rébellion ; l'impunité enhardit encore davantage les délinquants et désormais la garde nationale fut l'ins-

tigatrice de tous les troubles et désordres à Montagnac. En février 1791, nouveaux désordres à l'occasion de l'installation du curé constitutionnel.

En 1792, une nouvelle municipalité plus jacobine mit les scellés sur les biens d'émigrés et prit toutes les mesures pour faire prêter serment à tous les fonctionnaires suspects de tiédeur pour le nouveau régime. En même temps on organisa un comité de surveillance pour découvrir les machinations des ennemis du bien public, faire arrêter les suspects et s'assurer du civisme des fonctionnaires. A côté de ce comité se constitue la société populaire des Sans-Culottes qui va prendre la direction des affaires à Montagnac et dicter ses décisions à la municipalité, c'est ce club jacobin qu'on doit rendre responsable de toutes les mesures odieuses de la Terreur.

L'année 1794 amena avec elle une misère épouvantable, augmentée encore par la tyrannie des Sans-Culottes ; aussi ce fut avec joie, que, le 25 fructidor an III (11 septembre 1795), eut lieu, conformément à la loi, la dissolution de la société des Sans-Culottes. Par la Constitution de l'an III, les municipalités, de communales devinrent cantonales et il fallut procéder à de nouvelles élections qui, cette fois, se firent sans tumulte ; mais, quelque temps après, un décret du pouvoir exécutif destituait les officiers municipaux pour leur négligence et leur insouciance des intérêts de leurs administrés, la ville fut mise en état de siège. Deux partis se formèrent, les blancs et les jaunes ; à tout instant des conflits éclatèrent, cette effervescence fut calmée par la réaction qui suivit le coup d'Etat du 18 fructidor et désormais la ville reprit sa tranquillité, que les guerres de l'Empire ne purent lui faire perdre.

Revenons en arrière et reprenons quelques points laissés de côté pour la clarté du récit. Pour répondre aux désirs de l'Assemblée nationale, une garde bourgeoise avait été instituée à Montagnac pour sauvegarder les propriétés et les personnes ; en 1790, cette garde bourgeoise devint la garde nationale, qui ne tarda pas, par son insubordination, à susciter des troubles dans une ville jusqu'alors si tranquille. Ce fut là tout le rôle de la garde nationale. Elle fut du reste bientôt désorganisée par les enrôlements et le recrutement des armées révolutionnaires. Ce sont les volontaires de l'Hérault et des Bouches-du-Rhône qui apportèrent à Paris le chant de la Marseillaise ; bientôt on mit les communes en réquisition pour fournir la haute

paye à ces nouvelles armées. L'enthousiasme s'étant bien vite éteint, la municipalité a recours à toutes les séductions pour enrôler les prétendus volontaires, aussi des impôts onéreux et des emprunts sont nécessaires. Enfin les jacobins décrètent la levée en masse (août 1793) ; tous les hommes de 18 à 40 ans sont tenus de partir, les autres sont à la disposition du pays ; désormais la malheureuse commune de Montagnac est soumise à une réquisition permanente. En même temps on établit des ateliers révolutionnaires pour la fabrication de la poudre, des draps, des couvertures.

La disette des subsistances fut la grosse affaire de la Révolution, les blés ne venaient plus sur les marchés, et de terribles émeutes éclataient à propos de la question du pain ; une famine générale décima le pays pendant plusieurs années. Aussi, à Montagnac, la municipalité dut-elle se préoccuper de la distribution des vivres. Un grenier d'abondance fut institué et des bons de farine donnés aux nécessiteux. La loi du *Maximum* fut promulguée, défendant d'acheter le blé à un plus haut prix que le maximum. Le grand nombre de volontaires que la ville eut à nourrir augmenta encore les réquisitions et par suite la misère ; enfin, en janvier 1793, il ne restait plus de blé que pour trois jours ; Béziers vint au secours de Montagnac et l'empêcha juste à temps de mourir de faim.

Non content d'imposer aux habitants de lourdes réquisitions, le Gouvernement les accablait d'impôts, mais la misère était si grande et, par suite, les coffres si peu garnis, qu'on prit la douce habitude de ne plus rien payer du tout, grâce aux troubles qui bouleversaient le pays. Les propriétaires n'avaient plus d'argent et, ne tirant plus de revenus de leurs terres, payaient un tiers de l'impôt en nature, et encore quand ils le pouvaient ; du reste, la malheureuse ville de Montagnac était écrasée d'impôts : 85,730 livres pour sa part, sans compter les dépenses de la commune, augmentées par la haute paye des volontaires. Le peuple de Montagnac, poussé par la misère, sacqua à plusieurs reprises les biens communaux dont il voulait le partage entre tous les citoyens ; la ville fut mise en état de siège pendant trois mois ; le Gouvernement mit fin à toutes les dissensions en déclarant les biens de la commune, biens nationaux.

La Révolution avait supprimé le culte catholique, elle voulut en remplacer les solennités par les fêtes de son calendrier républicain. Outre les fêtes décadaires, des fêtes nationales avaient été établies ;

les jours complémentaires où on célébrait la Vertu, le Génie, le Travail, etc... puis les fêtes des Epoux, de l'Etre suprême, du Malheur, de la Jeunesse, de la Vieillesse ; enfin les odieux anniversaires du 14 juillet, du 10 août, du 21 janvier. L'enthousiasme faisait absolument défaut et l'abstention eût été complète sans le cortège obligatoire des fonctionnaires et des écoles. Tout était prétexte à réjouissance ; la mort des patriotes donnait lieu à des saturnales funèbres ; on plantait partout des arbres de la Liberté, à l'ombre desquels on débitait des discours patriotiques en brûlant les emblèmes de la Royauté.

Il fallait pour assurer la perpétuité de la République en inoculer les principes aux jeunes générations ; la Convention se remit de ce soin aux maîtres d'école. Aucune garantie d'instruction n'était demandée aux maîtres ; ce qu'on cherchait avant tout chez eux, c'était le dévouement politique ; l'instruction des enfants, commencée le matin dans le catéchisme républicain, était continuée le soir au club jacobin dans la ci-devant église où les instituteurs conduisaient leurs élèves. Cet enseignement pratique était complété par l'assistance aux nombreuses fêtes obligatoires, où Dieu et la morale, laissés de côté, étaient remplacés par les droits de l'homme et les devoirs du citoyen. Triste éducation que nos gouvernants actuels voudraient remettre en honneur.

Œuvre de Satan, la Révolution devait tout d'abord s'attaquer à Dieu et à son Eglise ; elle n'y manqua pas. A Montagnac, les Augustins et les Dames de Saint-Maur furent dispersés et dépouillés de leurs biens déclarés nationaux. La même année 1790, l'Assemblée soumit le clergé au serment civique ; ce fut l'origine du schisme qui divisa l'Eglise de France pendant la Révolution. Le curé de Montagnac refusa courageusement de prêter ce serment d'apostasie ; il fut remplacé par un curé constitutionnel, ancien dominicain. Dès lors, la ville fut partagée en deux camps irréconciliables, et l'ancien curé continua son ministère dans l'église des Pénitents-Blancs ; mais bientôt parut le décret sur les prêtres réfractaires ; le pasteur dut s'expatrier, laissant son troupeau à la merci du curé schismatique. Le malheureux subit toutes les mesures révolutionnaires et se laissa dépouiller successivement des vases sacrés, des ornements et des cloches. Invité par le club jacobin de Montagnac à brûler ses lettres de prêtrise, nous ne savons s'il eut ce triste courage ; mais un autre prêtre résidant à Montagnac le fit et déclara renoncer à son état de

prêtre en jurant de n'exercer d'autre culte que celui de la liberté et de l'égalité. Le curé constitutionnel dut disparaître enfin lui-même, et le culte catholique fut aboli à Montagnac. Des saturnales ignobles remplacèrent nos saintes cérémonies. Un bourrelier amena son âne devant l'autel et lui donna à manger les saintes espèces, et la fille du maire, hissée sur l'autel, y joua le rôle de la déesse Raison ; la majorité fut heureusement étrangère à ces abominations et resta sourde à l'injonction de célébrer le décade aux lieu et place du ci-devant dimanche. La mort de Robespierre ayant rendu un peu de calme à la France, le culte fut rétabli dans l'église des Augustins, mais après déclaration faite à la mairie. Enfin le prêtre dévoué qui avait exercé son ministère dans les temps difficiles eut la joie suprême de rouvrir les portes de l'église paroissiale à son Dieu qui y rentra avec le curé institué canoniquement en 1803 ; la paix était enfin rendue à l'Eglise et l'ère violente de la Révolution définitivement fermée.

Il ressort de cette étude que la Révolution n'a tenu aucun des engagements qu'elle avait pris : elle avait proclamé la liberté et nous avons vu par l'histoire de cette petite ville du Languedoc, qui est hélas ! celle de la France entière à cette époque, que la Révolution mit au rang des vertus civiques, l'oppression la plus tyrannique qu'un peuple ait jamais connue. Pendant dix ans, le peuple est torturé, pressuré, accablé, épuisé ; rien ne lui est épargné, emprisonnements arbitraires, réquisition, impôts exorbitants, vexations de toutes sortes, souvent la mort ou tout au moins la déportation, voilà ce qui attend les citoyens honnêtes. Tout ce qui est saint et sacré a été foulé aux pieds, notre religion anéantie, ses ministres dispersés, les temples fermés, l'enfance privée de l'éducation chrétienne, la jeunesse livrée aux passions les plus brutales, la vieillesse mourant dans la désespérance finale. Aussi, quand nous entendons glorifier cette époque abominable, devons-nous nous écrier bien haut : « Les réformes équitables et pacifiques que réclamaient nos pères, nous les acceptons ; mais la Révolution issue des principes de 1789, nous la répudions. C'est le crime qui l'a installée, c'est le crime qui la conserve. Au nom de la liberté, nous jurons haine à la Révolution. »

LA RÉVOLUTION A AUCAMVILLE

(TARN-ET-GARONNE)

Par M. l'Abbé GALABERT

Renfermer dans un cadre étroit le récit des évènements qui marquèrent la Révolution à Aucamville, n'est pas chose facile ; essayons cependant, en nous appuyant sur les archives communales et les papiers du président du district.

Suivant la manie des praticiens de village qui, au dire de Joseph de Maistre, avaient tous enfanté une néopédie et une Constitution, le notaire Guillaume Couzeran, à peine échappé de la forge paternelle, n'avait pas rédigé moins de quatre brouillons du cahier des doléances ; 45 habitants, dont 31 signèrent, approuvèrent son élucubration, le chargèrent avec François-Léonard Lasserre de les représenter à Verdun, le 16 avril 1789, et d'élire le député aux Etats-Généraux.

Nommé maire au moment de l'organisation de la municipalité, il avait espéré être juge de paix d'un canton dont Aucamville serait devenu le chef-lieu ; l'exécution de la loi sur le partage des communaux devait lui causer une nouvelle déception. La séance tenue dans l'église le 10 avril 1790 fut violente ; les pauvres exigèrent le partage que refusa Couzeran. Pour tenir tête à l'orage, il réclama en vain le secours du colonel de la garde nationale. Voyant alors sa popularité perdue, il donna sa démission de maire ; son rival heureux, Jacques-Sans-Bayne fut élu ; *inde iræ*. Couzeran ne devait point lui pardonner.

La déclaration des biens ecclésiastiques faite par le curé estima les dîmes à 5000 livres, plus 30 livres de *novales* ; sur quoi il fallait payer 574 livres d'imposition, 76 livres de capitation, l'entretien de 3 vicaires, des ornements et les honoraires du prédicateur. Les gros décimateurs étaient les abbayes de Grandselve et du Mas-Grenier et le chapitre Saint-Etienne de Toulouse.

L'année 1791, dite de la *peur*, vit, sous le coup d'une panique, les habitants s'élancer armés de faux, de fusils et de bâtons et rencontrer à mi-chemin les habitants de Burgaud, qui couraient, eux aussi, après une armée imaginaire de brigands.

Sur ces entrefaites, Couzeran était devenu président du district ; comme tel il était chargé, le 4 février 1791, de faire prêter aux curés et vicaires le serment exigé par les lois des 26 décembre 1790 et 9 janvier 1791. Le 23 septembre, il était convoqué à Grenade pour procéder à l'élection du clergé constitutionnel. Néanmoins l'expulsion et le remplacement des prêtres fidèles devait traîner en longueur par défaut d'assermentés. Au mois de juin, le registre ouvert depuis dix-huit mois à la mairie de Toulouse n'avait réuni que 146 noms ; c'est ce qui explique pourquoi le curé Guillaume Durans et son frère Arnaud, vicaire, malgré le refus de serment, étaient encore à leur poste, le 12 juin 1792, et, à la demande des officiers municipaux, faisaient des prières pour la pluie.

Toutefois, le 17 juin, à 11 heures, arriva de Tarbes le curé constitutionnel Louis Larrey : on l'accompagna à l'église et il renouvela le serment requis ; le maire Bayne en dressa acte dans le registre des délibérations municipales et signa. Mais nous savons, par ailleurs, ce que ne pouvait dire le procès-verbal d'installation. Au moment où l'intrus mettait le pied dans le porche et qu'une femme lui présentait un bouquet, quelques autres, ayant des cendres plein les poches, les lui jetèrent au visage. Ce que ne pouvait dire non plus le procès-verbal, c'est que le maire avait caché les vases sacrés et divers ornements et que les fabriciens avaient gardé la clef de la chapelle Sainte-Blandine et les papiers de la Fabrique.

Sensible à ce double outrage, l'intrus, appuyé par Couzeran, en référa en toute hâte au district, et le lendemain 23 dragons tenaient garnison à Aucamville. Le directeur du district, comprenant que la municipalité était l'âme de la résistance, résolut de la destituer ; un commissaire, envoyé le 24, changea aussi les fabriciens et fit retirer les dragons, sur la promesse que la commune se chargeait du maintien de l'ordre ; toutefois il fallut encore un mois et l'envoi d'un autre administrateur, le 23 août, pour mettre le constitutionnel en possession des linges, ornements et clefs, et *faire la conciliation entre les citoyens*.

L'intrus manquait complètement de tenue : il tomba bientôt sous

le mépris de ses paroissiens tant adhérents que non adhérents au schisme ; divers sobriquets lui furent donnés : *pel rouge*, de la couleur de ses cheveux, *plumo patos*, etc.. La vengeance qu'il exerça contribua encore à le dépopulariser. En vertu d'un arrêté du 20 juin, les citoyens et citoyennes qui l'avaient *excédé*, particulièrement Jean Dufau, procureur de la commune, furent déférés à la police correctionnelle et tenus de payer la gratification accordée aux dragons.

Jeanne-Anne Fauré, âgée de dix-huit ans, et Guillemette Vidal, dite Sises, comparurent devant le tribunal du district à Beaumont. Cette dernière, qui avait le verbe haut, se défendit elle-même, et comme Barthélemy Cabarrot, son accusateur, était quelque peu bègue, elle sut mettre les rieurs de son côté, en se moquant de son habit de velours et de son métier de tueur de cochons. *A cujal nous faquilloutina*, disait en sortant du tribunal l'accusateur tout interloqué. Les deux femmes furent renvoyées libres, après une détention de trois jours.

Voyons maintenant ce que devint le clergé fidèle. La nouvelle municipalité, qui *ne désirait rien tant qu'obéir* aux arrêtés du département du 8 juillet et du 5 août (ce dernier visé à Grenade le 29), ordonne aux prêtres dont les noms suivent, de se retirer sous trois jours à 4 lieues de leur résidence, ou au chef-lieu du département :

Bernard Dufau, ci-devant vicaire à Monjoire ;

J.-B. Géraud Sagansan, vicaire à Thil ;

Pierre Couzeran, vicaire à Saint-Cézert ;

J.-B. Dorhac, matutinaire à Aucamville ;

Guillaume Bayne, ci-devant vicaire à l'Isle-Jourdain ;

Jean-Pierre Roméguière, ci-devant curé à Blanquefort (Gers) ;

Etienne Lamarque, diacre ;

Jean-Pierre Roméguière neveu, clerc tonsuré.

J.-B.-Anne Dufau, vicaire de Savenès, s'était déjà caché, ainsi que le curé Durens et son frère. Jean-François Massonié, ancien curé de Blanquefort, vieux et infirme, mourut dans la maison paternelle, le 1^{er} thermidor an III (19 juillet 1793) ; son frère Léonard, curé de Savenès, prêta serment.

Excepté les deux derniers, tous ces prêtres prirent le chemin de

...s'entèrent d'Espagne, les uns après prairial an III, les autres ... accordat. Etienne Lamarque fit un assez long séjour sur les ... dans le île de Ré. Quant au clerc tonsuré, il fut, lors de la levée ... masse, élu officier du 1^{er} bataillon, et il déserta en Espagne avec ... autres officiers, et se maria au retour en 1800.

Le 3 juin 1792, le conseil avait répondu vaguement à un arrêté du district qui ordonnait de porter à Grenade les cloches *surnuméraires* ; il fit encore la sourde oreille à l'arrêté du département du 17 mars suivant. Enfin, le 20 mai, un arrêté du district prescrivit à Couzeran d'envoyer les cloches du lieu et des paroisses environnantes sous huit jours, ne réservant qu'une cloche et une horloge par commune. Il fallut obéir ; on descendit la grosse cloche *pour faire du salpêtre* (sic) ; elle fut transportée à l'arsenal de Grenade, où le maire de l'an XI la retrouva sans anses.

La Révolution, qui ne voulait pas plus des prêtres constitutionnels que des assermentés, avait hâte de se défaire des premiers aussi bien que des autres. Blanchard et Brobrisse, commis par un arrêté du représentant Dartigoeyte, le 8 pluviôse an II (27 janvier 1794), nommèrent, à leur tour, deux commissaires par canton, pour *poursuivre le fanatisme dans les campagnes et épurer les autorités*. Couzeran, président du district, et Sagansan, maire, furent chargés de cette mission, dans le canton de Grenade. Accompagnés de 25 gardes nationaux qui devaient être nourris chez les suspects, ils allèrent dans les divers lieux s'entendre avec les sociétés populaires, changeant les municipalités suspectes de modérantisme, brûlant les statues et autres *signes du fanatisme*, fermant les églises pour ne les ouvrir que le décadi, obligeant les curés constitutionnels eux-mêmes à se *déprêtriser*, à remettre les lettres d'ordination et à abdiquer leurs fonctions.

Larrey était prêt à tout cela. Après avoir apostasié, il se retira à Merville, où il épousa sa servante, veuve, originaire de Daux. Chassé de Merville, en 1799, par le mépris public, il remplit longtemps, à Daux, le métier d'instituteur. Le curé Campardon, vénérable confesseur de la foi, le chassa du lutrin et du chœur. Quand l'apostat eut perdu sa *femme*, en 1819, il ne put le déterminer à régulariser sa situation. Larrey se retira à Montréjeau l'année suivante, et, à cause de sa parenté avec le fameux baron Larrey, il crut pouvoir exercer

les fonctions de chirurgien, c'est-à-dire accoucheur. Nous ignorons quelle fut sa fin.

Grâce à la Terreur, l'âme basse de Couzeran et celles de ses séides allaient satisfaire leur haine sur leurs ennemis. Les victimes de leur tyrannie furent :

1^o Jacques Sans-Bayne, qui monta sur l'échafaud à Toulouse, place du Capitole, le 26 ventose an II (16 mars 1794), pour avoir toléré des attroupements pendant qu'il était maire, pour avoir soustrait au curé constitutionnel le calice, la boîte aux Saintes-Huiles et divers ornements ;

2^o Jean-Baptiste Roméguière, laboureur, âgé de 18 ans, frère du tonsuré, fut condamné et exécuté le 12 germinal, an II, pour quelques paroles inconsidérées, d'autant plus excusables à son âge que son frère et son oncle, notamment, avaient plus souffert de la Révolution ;

3^o François Durand, dit Canard, tailleur, pour avoir dit que *la Marianno es pla malaouto*, fut guillotiné le 11 germinal ;

Une quatrième victime monta sur l'échafaud à Paris, le 12 juillet 1794 ; c'était Jean-François de Rapin, sieur de Boiville, seigneur de Mauvers, capitaine d'artillerie à l'armée de la Moselle ; il était accusé d'avoir *favorisé les projets liberticides des traitres* Lanoue et Lameth en 1792.

François Dufau, l'ancien procureur de la commune, fut incarcéré quelque temps à Grenade, ainsi que François-Jérôme-Ennemon Samazan, greffier de la justice de paix. Ce dernier, le 26 ventose an II (16 mars 1794), fut accusé d'avoir dit qu'il aimerait mieux être guillotiné que d'aller à la défense de la patrie ; il se vengea par un libelle adressé aux officiers municipaux du Burgaud et qui commençait ainsi : *Insolents décemvirs...* Le père de Jean-Baptiste Roméguière fut aussi incarcéré jusqu'au 28 brumaire an III.

L'opinion publique nomma Couzeran comme le premier responsable de ces exécutions, et le considéra comme le pourvoyeur de la guillotine. Pendant qu'il s'enrichissait du bien des émigrés, il accordait à ses partisans quelques menus profits, le linge des victimes et leurs denrées ; dans le temps que les pauvres mouraient de faim, leurs animaux regorgeaient littéralement de blé. Les haines attisées par ces basses vengeances et par une joie insultante furent si vives,

qu'aujourd'hui, après un siècle, le souvenir n'en est pas éteint.

Chargé, pendant la Terreur, de la plupart des mesures révolutionnaires, Couzeran vendit à l'encan le mobilier des prêtres déportés, les biens du député Cazalis émigré, ceux du comte d'Escars, son seigneur. Il débarrassa l'église des Pénitents-Blancs de Verdun de tous les *emblèmes du fanatisme* ; les statues du porche de l'église de Grenade périrent avec les livres dans un immense auto-da-fé. Il fit porter à l'hôpital militaire de Grenade le fer provenant de l'abbaye de Grandselve ; il réquisitionna les vivres pour l'armée des Pyrénées qui manquait de pain, et cette besogne patriotique lui était payée 10 fr. par jour.

A la suite des lois de prairial an III les populations respirèrent un moment et les insermentés osèrent même se montrer en public. C'est pendant cette accalmie, que les habitants d'Aucamville ouvrirent l'église au curé jureur Charles Sabathé.

Le représentant Mallarmé, envoyé en mission dans le Gers et la Haute-Garonne, ayant constaté qu'on s'était contenté, dans bien des communes, d'enlever *l'effigie ridicule de celui que des imposteurs nous représentent comme un Homme-Dieu*, décréta, le 14 vendémiaire an III (1^{er} août 1793), que dans les vingt-quatre heures les statues seraient brisées, les chapelles rasées, les réunions même maçonniques interdites. Les prêtres durent être conduits au district ; les citoyennes durent porter la cocarde tricolore ; le salut dans la rue se fit par ces mots : *Ça ira*, et malheur à qui profitait de l'obscurité pour répondre : *Ça n'ira pas* ; il ne risquait pas moins que la réclusion. La chapelle Sainte-Blandine, très vénérée par les mères, fut démolie et les matériaux vendus 12 fr. ; les chapelles Saint-Pierre de Merdans, Saint-Pierre de Mauvers, furent aussi ruinées. La vierge noire de Boi-ville fut brûlée, mais on conserva l'église de ce titre pour servir de club à la commune de Mauvers, où le maire, répondant, en l'an IV, à une lettre du district, écrivait : *Il n'y a pas de Fabrique dans cette commune, nul citoyen n'étant assez niais pour avoir des relations avec les âmes du ci-devant Purgatoire.*

Aucamville prêta, le 17 août 1799, ses deux coulevrines et ses hommes pour lutter contre l'insurrection royaliste de l'an VII ; ses gardes nationaux se battirent au Mas-Grenier, sous la conduite de Sagansan et de l'instituteur Michel Bernès, à qui le petit nombre de

ses élèves laissait des loisirs. Il n'y avait, au reste, que trois instituteurs et une institutrice dans tout le canton (1).

Les gardes nationaux d'Aucamville repoussèrent aussi les insurgés de Bretz et de Léguevin, dans les ravins de Pelleport, à l'aide de soixante grenadiers à cheval, coiffés de casques de dragons. Pendant ce temps, les gardes nationaux du Burgaud s'enfuyaient dans les bois à la débânde : un ancien soldat, atteint de folie, qui avait crié, d'une voix vibrante : *Portez... armes ! En avant... marche !* et qui avait battu la charge avec entrain, leur avait fait croire qu'ils étaient cernés.

L'année suivante, 1800, l'inscrémenté Couzeran put célébrer dans l'église de Boiville. Au mois de mai, un rassemblement de sept à huit cents personnes eut lieu à Nôlet, pour célébrer les fêtes de la Pentecôte. Les républicains de Grenade y tuèrent plusieurs personnes à bout portant. L'ancien président du district, dont l'influence était en baisse, ne put cependant s'empêcher de dénoncer le maire, qui avait fermé les yeux sur ces rassemblements, qui tolérait des croix sur les gerbiers et qui ne portait pas de cocarde. Le conseil, composé de gens qui ne fréquentaient pas les offices du jureur, y répondit, appuyé sur la loi, en laissant à ce dernier le soin de réparer l'église, faute de quoi elle serait fermée et vendue (29 janvier 1802).

Les réparations, qui étaient urgentes, furent cependant votées en 1803. Charles Sabathé céda la place au curé envoyé par l'autorité ecclésiastique ; mais Couzeran avait eu assez d'influence pour éloigner de la cure Guillaume Bayne, frère du guillotiné, dont la présence eût été pour lui un continuel reproche. Guillaume Couzeran mourut en 1822 ; en lui devait se réaliser cette parole des Livres-Saints : *In generatione una deleatur nomen ejus*.

(1) Un arrêté du district du 23 floréal an II, organisant l'instruction publique, porte que les instituteurs recevront 20 l. par élève, les institutrices 15 ; que les livres élémentaires seront les *Droits de l'homme*, la *Constitution*, le *Tableau des actions héroïques*.

L'ÉGLISE COLLÉGIALE DE SAINT-JACQUES

DE PERPIGNAN

PENDANT LA RÉVOLUTION (1790-1800)

Par M. l'Abbé GIBRAT

VICAIRE DE CETTE PAROISSE

(Résumé)

L'église collégiale St-Jacques de Perpignan était desservie par une communauté de dix-neuf prêtres, y compris le curé de la paroisse. Elle n'était pas sans ressources : ses revenus s'élevaient, d'après le tableau publié en conséquence des décrets de l'Assemblée nationale, le 20 octobre 1790, à la somme de 9,587 livres 14 s. 7 d., tandis que ses charges ne dépassaient pas 398 livres (Archives dép. Q. 509). Ces dernières provenaient principalement des censives en orge, en argent, et des indemnités faites par la communauté à quelques particuliers.

Chaque prêtre avait droit, par sa présence aux offices, à un revenu fixe ; mais plusieurs possédaient, en outre, des bénéfices particuliers, distinction qui n'échappa point aux agents du Gouvernement révolutionnaire lors de la confiscation des biens de la communauté et de la fixation du traitement assigné comme indemnité à chacun de ses membres.

Au mois de décembre 1790, à la requête de Tastu, procureur syndic, les prêtres de St-Jacques, en vertu d'un article de la Constitution, « ne peuvent plus porter dans l'Eglise les marques caractéristiques des anciens corps ni remplir, de préférence à d'autres ecclé-

siastiques, qui résident avec eux, aucune fonction de prééminence ». Au mois de juin 1791, le traitement de chaque membre de la communauté est fixé à la somme de 422 livres 12 s. 6 d., et la fabrique reçoit, pour acquit des fondations, 720 livres 10 s.

On fixe ensuite le traitement spécial des membres de la Communauté qui avaient des bénéfices particuliers, dans quelques églises du diocèse. Parmi les prêtres qui reçoivent une indemnité plus considérable, il faut citer M. Vassal, dont le traitement est de 602 livres 12 s. 6 d., « comme titulaire supprimé ». Il avait part au bénéfice de la résidence et possédait encore à St-Hippolyte un bénéfice dont le revenu était de 180 livres.

M. Vassal avait cessé d'être titulaire de St-Jacques en refusant de prêter le serment exigé par la Constitution civile du clergé et de reconnaître l'évêque constitutionnel des Pyrénées-Orientales (31 janvier 1791) : Deville, ancien curé de St-Paul-de-Fenouillet, au diocèse d'Alet.

Le corps électoral désigna pour le remplacer (5 juin 1791) Sardanne, curé de Banyuls-sur-Mer, dont la physionomie est tracée par cette note de Mathieu : « Sardanne (Jean), né en 1747, ancien curé, instruit, chantre, prédicateur, mais inconstant, pourrait bien être chef d'une paroisse à la campagne ; médiocrement famé ». Il fut installé solennellement par la municipalité de Perpignan, le 12 juin 1791. La pompe de cette cérémonie ne lui attira pas les sympathies des fidèles de cette paroisse, et, tandis que son église était désertée, la maison particulière où M. l'abbé Figuières célébrait les saints offices avec M. Scader était envahie par les catholiques.

Mais ces pieuses réunions furent bientôt connues, et M. Figuières, M^{lle} Thérèse Figuières et M. Terrats furent traduits en justice de paix par la municipalité de Perpignan. Cependant, en apparence au moins, la loi laissait encore aux prêtres non assermentés une certaine liberté relative. La municipalité de Perpignan fit un arrêté portant défense « à tous les citoyens quelconques de troubler les prêtres non assermentés qui se présenteraient dans les églises paroissiales pour y dire seulement la messe ». (Archives municip. Arrêtés).

Mais bientôt le culte constitutionnel allait entrer, à l'église Saint-Jacques, dans une phase nouvelle.

En exécution de la loi de l'Assemblée nationale en date du 20 septembre 1792, le maire de Perpignan, Lucia, se transporta, le dimanche 28 octobre, avec Julia, son secrétaire, à l'église, paroissiale et en présence de Sardanne, arrêta les registres de baptêmes, mariages et décès de l'année courante et les fit transporter tous, tant anciens que nouveaux, à la maison commune.

Cependant Sardanne ne se crut point dispensé par la loi de tenir des registres de catholicité ; il soumit son projet au maire, qui y consentit verbalement et commença ce jour même (28 octobre 1792, l'an 1^{er} de République).

D'après ce registre, neuf prêtres assermentés, appartenant à différentes paroisses, souvent éloignées, ont fait dans l'église Saint-Jacques (du 28 octobre 1792 au 14 novembre 1793), 133 baptêmes, 25 mariages et 181 sépultures.

Cependant, le 20 mai 1793, le citoyen Saguer, président du district de Perpignan, notifiât au curé de Saint-Jacques « que les troupes » françaises, repliées la veille et pendant la nuit sur la ville, allaient » être logées, dans la journée, aux trois églises paroissiales, excepté » celle de la Vierge, précédemment transformée en magasin à foin » pour la cavalerie. » Sardanne bénit la salle de bibliothèque de sa maison curiale et, après la grand'messe célébrée dans l'église, il y transporta le saint-ciboire et les vases sacrés, ainsi que l'eau baptismale ; et, jusqu'au 31 mai 1793, les jours de fêtes, il faisait dresser un autel dans le cimetière et sur une des portes de la maison curiale, pour y célébrer la messe de paroisse. Les troupes ayant quitté Perpignan, les offices recommencèrent dans l'église Saint-Jacques, le dimanche 2 juin 1793 ; mais, vingt jours après, elle fut transformée en magasin à foin et les clefs en furent mises entre les mains de la municipalité. Les offices se firent alors dans la chapelle de la Sang, séparée de l'église majeure par des cloisons en bois.

La persécution ne s'arrêta pas là. Le 13 novembre 1793, conformément à la loi, on ne laissa qu'une seule cloche dans le clocher de Saint-Jacques : les autres furent brisées et les morceaux furent apportés à l'hôtel de la Monnaie. Mais le culte constitutionnel lui-même n'était plus supporté. Toute cérémonie extérieure cessa à partir du 13 décembre 1793, et, le 28 du même mois, la chapelle de

la Sang fut, elle-même, abandonnée. Les objets du culte furent alors transportés dans les trois pièces formant la sacristie de la chapelle ; on y dressa un maître-autel, et à ce nouveau local on fit une porte d'entrée sur la rue du Jeu-de-Paume.

Dès le lendemain dimanche, on y célébra les offices. Les vrais catholiques voyaient avec peine ces changements successifs ; aussi le nombre des baptêmes, mariages et sépultures diminuait sensiblement. Le dernier acte de catholicité de l'année 1794 est du 23 février. Le culte cessa ensuite complètement, même dans l'intérieur de l'église, jusqu'au 12 germinal an III (1^{er} avril 1795).

Pendant la Terreur, les constitutionnels se gardaient bien de faire la moindre cérémonie religieuse. Les registres paroissiaux étaient cachés et les actes n'étaient inscrits que sur des feuilles, volantes, où l'on ajouta dans la suite quelques signatures. De ces feuilles, que nous avons pu découvrir, il conste que, du 11 avril au 1^{er} mai, il y eut 22 baptêmes, 2 mariages et 3 sépultures.

Cependant, après le 1^{er} avril 1795, la chapelle de la Sang fut réouverte, et Sardanne, ainsi que les autres curés de la ville, dont les églises demeuraient fermées, y administrèrent les sacrements. Là aussi avaient lieu les réunions du clergé constitutionnel de la ville. Celle du 4 janvier 1796 fut troublée par la visite du commissaire du Directoire exécutif près l'administration municipale de la commune de Perpignan, qui les obligea à se séparer. (Arch. départ. 1158).

Il s'agissait de donner un chef au clergé constitutionnel, qui en manquait depuis la mort de Deville ; mais, malgré plusieurs séances, on ne put faire cesser le schisme : les uns voulaient pour directeur Sardanne, les autres Lebé ; et le métropolitain de Toulouse dut s'interposer.

A signaler, avant l'ouverture de l'église, les difficultés faites par le commissaire du Directoire exécutif à la représentation, dans le local affecté au Culte, d'une tragédie catalane, intitulée : « *La Prese de l'Hort* ». L'administration municipale, qui ne voyait dans cette pièce qu'un « abrégé de l'histoire du culte pratiqué par les pétitionnaires », fut plus coulante. Elle en permit la représentation, qui eut lieu sans aucun incident, grâce aux sages précautions qui furent prises et au bon esprit des spectateurs.

Enfin, le 16 juillet 1797, la grande église de Saint-Jacques fut

livrée au culte, et les fidèles y revinrent, heureux de prier dans ces vastes nefs qui leur rappelaient des souvenirs bien doux.

Rien de saillant n'est à signaler jusqu'en 1800. Alors les curés légitimes rentrent dans leurs paroisses, à la consolation des chrétiens fidèles. M. Vassal est à Saint-Jacques, au commencement de décembre 1800. Il y rencontre Sardanne et son entourage, qui administre encore les sacrements, avec le titre usurpé de curé de Saint-Jacques, jusqu'au 28 octobre 1802. Mais il suffit de consulter les registres de catholicité pour se convaincre que la population était demeurée fidèle à son pasteur légitime.

Dans sa visite à Perpignan, Mgr de Laporte, évêque de Carcassonne, reçut tous les prêtres de la ville, leur témoignant le désir de les voir tous unis sous la houlette d'un seul pasteur (an XI de la République, mercredi 25 frimaire). Quelques jours après, M. Vassal recevait de cet Evêque une nouvelle institution canonique.

« Plein d'un zèle infatigable pour son église Saint-Jacques, multipliant ses soins pour lui rendre le lustre et la majesté que des temps malheureux lui avaient enlevés », il put, avant de mourir, réparer les ruines matérielles et morales amoncelées pendant la Révolution.

LES DÉBUTS DE L'IMPRIMERIE A MONTPELLIER

Par M. ÉMILE BONNET

DOCTEUR EN DROIT
AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE MONTPELLIER

Les troubles qui ensanglantèrent la ville de Mayence, en 1462, eurent un singulier résultat : celui de hâter la diffusion, à travers l'Europe, de l'art nouveau de l'imprimerie.

Les premiers essais de Gutenberg, de Jean Fust et de Pierre Schoeffer leur avaient suscité de nombreux imitateurs, surtout parmi les ouvriers autrefois employés à la confection des manuscrits : copistes, calligraphes, enlumineurs. La révolution mayençaise chassa de leur patrie une foule de ces artisans, qui se répandirent en Allemagne et dans les pays voisins, et propagèrent avec une rapidité incroyable la grande découverte. Ils ne tardèrent point à former eux-mêmes des élèves dans leur art merveilleux. Ceux-ci se dispersèrent à leur tour, en sorte que, vers la fin du XV^e siècle, il était peu de villes importantes qui ne possédassent un atelier de Typographie. En France, nous trouvons, dès cette époque, des imprimeurs à Paris, à Lyon, à Troyes, à Angers, à Toulouse, à Besançon, à Albi, à Dijon, et dans un grand nombre d'autres villes. La diffusion s'accrut encore au siècle suivant. Les nombreux ouvrages imprimés au début de cette période, dans des localités souvent sans importance, attestent combien était déjà répandue l'invention nouvelle. Cependant certaines cités, et non des moins considérables, semblent être restées en dehors de ce mouvement, et n'avoir possédé d'imprimeries qu'à une date beaucoup plus tardive. Pour ne prendre des exemples que dans le midi de la France, citons parmi ces dernières : Marseille, Aix, Béziers et Montpellier.

Ce n'est point sans un vif étonnement que l'on constate que Montpellier, qui fut, de tout temps, un foyer intellectuel de premier ordre, le siège d'une des plus anciennes et des plus célèbres universités de l'Europe, d'un évêché et de nombreux monastères, paraît n'avoir eu d'établissement typographique que très avant dans la seconde moitié du XVI^e siècle.

Ce fait est en lui-même si inexplicable, qu'il nous semble plus rationnel d'attribuer uniquement à un défaut de preuves matérielles la date rapprochée assignée jusqu'à ce jour à l'introduction de l'Imprimerie à Montpellier. De très bons esprits partagent cette manière de voir, notamment M. le D^r Desbarreaux-Bernard, dont tout le monde connaît les excellents travaux sur les origines de l'Imprimerie en Languedoc.

« De ce que, dit cet auteur (1), faute de documents précis, on ne fait
 » remonter l'introduction de l'Imprimerie à Montpellier qu'à l'année
 » 1593, il ne s'ensuit pas *fatalement* qu'elle n'y ait pas été introduite
 » plus tôt. Nous serions même tenté de saisir cette occasion pour
 » nous ériger en prophète, et pour déclarer que l'Imprimerie
 » florissait à Montpellier dès le commencement du XVI^e siècle, et
 » que, tôt ou tard, les preuves matérielles de cette assertion viendront
 » affirmer ce que les conditions scientifiques et littéraires dans
 » lesquelles se trouvait alors cette ville, démontrent surabondam-
 » ment. »

Ces preuves, malgré notre désir et en dépit de nos actives recherches, il ne nous est pas encore possible de les apporter ; mais nous pouvons faire valoir de très sérieux arguments en faveur de notre thèse.

On sait que, pendant une longue période de temps, la plupart des ouvriers typographes n'eurent point d'établissement fixe. C'étaient de modestes artisans, qui ne possédaient d'autre fortune qu'un petit matériel, composé principalement d'une presse à bras, d'une forme et de quelques boîtes de caractères. Ils allaient ainsi de ville en ville, offrant leurs services à qui voulait les employer. Ils trouvaient surtout bon accueil, soit auprès des universités, soit auprès des

(1) *Etablissement de l'Imprimerie dans la province de Languedoc* (Toulouse, Ed. Privat, 1876 ; p. 165). Cette étude est extraite du tome VII de la nouvelle édition de l'*Histoire générale de Languedoc*.

chapitres et des monastères, qui leur confiaient l'impression des livres liturgiques, soit encore chez les libraires, qui leur faisaient reproduire les ouvrages les plus fréquemment demandés par leur clientèle. En général, ils ne prenaient point la peine de signer leurs œuvres, et souvent même n'indiquaient pas la localité où ils les avaient produites. Quel intérêt auraient-ils eu à se faire connaître, à dépouiller l'anonyme ? Leur existence, essentiellement nomade, n'était-elle pas inconciliable avec toute idée de réclame à faire, de réputation à établir ?

Suivant toute vraisemblance, Montpellier reçut la visite de quelques-uns de ces modestes et obscurs typographes. Sa renommée était trop grande pour n'avoir pas attiré certains de ces ouvriers voyageurs, qui devaient être particulièrement tentés par les ressources de premier ordre que notre cité offrait pour l'exercice de leur art. Mais, dira-t-on, où sont leurs œuvres ? où sont les produits de leurs presses ? Ne peut-on pas répondre sans témérité que, parmi les nombreux ouvrages que nous possédons, sans nom d'imprimeur et sans indication de lieu, plusieurs ont peut-être vu le jour à Montpellier ; ou encore, que les premiers produits des presses montpelliéraines ont échappé jusqu'à présent aux investigations des chercheurs, en admettant qu'ils ne soient pas irremédiablement perdus ou détruits ?

Ce qui nous confirme dans cette opinion, c'est que nous savons, d'une manière certaine, qu'au cours de leur exode, plusieurs imprimeurs nomades ont parcouru notre région. Nous pouvons en citer un exemple des plus remarquables : celui de Jean de Guerlins. Cet ouvrier typographe, qui s'intitulait peu modestement « *impres-sorie artis mirificus artifex* », était d'origine allemande. Ayant abandonné sa patrie vers la fin du XV^e siècle, pour chercher fortune par le monde, il traversa d'abord la France du nord-est au sud-ouest et se rendit en Espagne, où il séjourna à Barcelone et à Braga (1494), ainsi que l'indiquent certains livres imprimés par lui et datés de ces localités. S'arrêta-t-il dans quelque ville pour exercer son art, lors de ce premier voyage à travers la France ? C'est fort probable, mais il n'en existe aucune preuve⁽¹⁾. Quoi qu'il en soit, quelques années plus

(1) M. Desbarreaux-Bernard (*op. cit.*, p. 137) croit que Jean de Guerlins imprima à Toulouse, en 1491 : « *Les ordonnances faictes par le Roy nostre sire touchant la*

tard, Guerlins reprend ses pérégrinations dans notre pays. Nous le retrouvons, en 1513, à Carcassonne, où il imprime le *Breviarium Grasse*, et, en 1516, tout près de Montpellier, à Saint-Pons de Thomières. Il fut attiré dans cette petite ville par un médecin originaire du Vivarais, ancien étudiant de notre Université, Maître Barthélemy de Sollioles, qui lui confia l'impression d'un ouvrage d'astronomie (1).

Peu de temps après, notre imprimeur se fixe à demeure à Toulouse, où il exerce son art jusqu'en 1521 (2).

Montpellier ne se trouvait donc pas en dehors de la route des typographes nomades qui se répandirent en France à la fin du XV^e et au commencement du XVI^e siècle. Il est, par suite, bien improbable qu'aucun d'eux n'ait eu l'occasion d'y utiliser ses presses. Comment croire, en effet, qu'il ne se soit pas rencontré, dans notre ville, où tant d'œuvres remarquables ont vu le jour, un seul écrivain désireux de faire reproduire ses travaux par l'Imprimerie, à l'exemple de Maître Barthélemy de Sollioles ? Et peut-on, sans heurter toute vraisemblance, admettre que l'art de la Typographie ait fait son apparition à Saint-Pons, c'est-à-dire dans une ville sans importance, située loin des grandes voies de communication, au milieu d'une région montagneuse, avant d'avoir été introduit dans notre grande cité universitaire (3), le chef-lieu intellectuel du Bas-Languedoc ?

fait et la justice du pays de Languedoc. » Mais c'est une supposition gratuite, car cet ouvrage ne porte pas de date.

(1) *Problemata magistri Bartholomei de Solliolis, vivariensis medici et bonarum artium magistri, necnon in facultate medicine ex alma montispesulani universitate merito graduati, super sexagenarium astronomie ad modum utile et profecto admirabile instrumentum: subsequenter incipiunt.* On lit au bas du verso du dernier feuillet: *Impressum fuit opus presens 150 problematum magistri Bartholomei de Solliolis super sexagenarium in civitate divi Pontii Thomeriarum, per Magistrum Joannem de Guerlins impressorie artis mirificum artificem, anno Christi 500 et 16 super 1000, anno autem mundi 6860, etc.* (In-4° de 32 ff. — Bibliothèque Mazarine, n° 15831.)

(2) Consulter, sur ce personnage, une intéressante étude du Dr Desbarreaux-Bernard : *Les pérégrinations de Jean de Guerlins, imprimeur à Toulouse* (Montauban. Forestié neveu, 1866).

(3) Jusqu'à ce jour, l'ouvrage de Maître Barthélemy de Sollioles est le plus ancien livre connu imprimé dans le département de l'Hérault. On a prétendu quelquefois que le *Bréviaire d'Agde* de 1510 avait été imprimé dans cette der-

On nous objectera peut-être que, durant le XVI^e siècle, bon nombre d'auteurs montpelliérains, notamment Rebuffy, Rondelet, Ranchin, Philippi, ont eu recours aux presses des imprimeurs de Paris ou de Lyon. On pourra encore tirer un argument du même genre de la curieuse histoire du manuscrit de Jean Falcon, doyen de l'Université de médecine de Montpellier (1529-1532). On sait que le savant professeur, désireux de faire imprimer ses Commentaires sur le Guidon (*Notabilia supra Guidonem*), fit parvenir son ouvrage à un de ses amis de Lyon pour « le bailler à un fidèle imprimeur », et mourut sans avoir la satisfaction de le voir publier, tandis que le malheureux manuscrit, promené pendant plus de vingt ans de Montpellier à Lyon, puis à Toulouse, ensuite à Bâle, de nouveau à Lyon, ne fut définitivement imprimé dans cette dernière ville qu'en 1559, un quart de siècle après la mort de son auteur (1). Est-il admissible, dira-t-on, que le doyen de l'Université de Montpellier ait exposé le fruit de ses travaux à de semblables vicissitudes, s'il eût eu le moyen de faire publier son ouvrage dans notre cité ?

Nous ne pensons point que ce soient là des objections péremptoires. Ces faits ne prouvent, à nos yeux, qu'une seule chose : c'est qu'il n'existait probablement pas encore dans notre ville d'établissement typographique sédentaire, ou bien que les ressources de cet établissement avaient paru insuffisantes pour des travaux de longue haleine. Ne voyons-nous pas se reproduire des faits de même nature à une époque postérieure, alors que l'Imprimerie florissait à Montpellier ? Pour ne citer qu'un exemple entre cent, l'illustre Casaubon ne se plaint-il pas à maintes reprises, dans sa correspondance, de ne pas trouver à Montpellier un typographe capable d'imprimer ses ouvra-

nière ville par Jean Belon, de Valence. Mais c'est là une simple affirmation, qu'aucun argument sérieux ne vient corroborer (V. Deschamps, *Dictionnaire de géographie ancienne et moderne, à l'usage du libraire et de l'amateur de livres* : v^o Valentia). Même remarque pour le *Bréviaire de Lodève*, édité également en 1510, dont parle Plantavit de la Pause dans sa *Chronologia præsulum Lodovensis* (p. 354).

(1) *Notabilia supra Guidonem scripta, aucta, recognita ab excellenti Medicinæ dilucidatore Domino Joanne Falcone, Montispessulanæ Academiæ Decano*, etc. (A Lyon, par Jean de Tournes, MDLIX, in-4^o). Pour ce qui concerne l'impression de cet ouvrage, v. sa préface. — V. aussi Félix et Thomas Platter à Montpellier, 1^o p. 101 et la note de la page 102.

ges ? « *Nulla hic prorsus librorum edendorum facultas* », écrit-il à Scaliger, le 7 juin 1597 (1), et quelques mois plus tard (23 novembre 1597) s'adressant au même, à propos de sa recension d'Athénée : « *Quod si typographi esset in his oris copia, diutius desiderari opus illud a studiosis hominibus non pateremur. Sed neque in hac universa provincia adest, qui nostra possit edere, neque adhuc alio mittendi fuit facultas* (2). » Et cependant cette même année 1597, l'imprimeur Jean Gillet publiait dans notre ville les *Édits et Ordonnances*, de Philippi, ouvrage dont on ne saurait contester l'importance ni le mérite typographique.

Un savant bibliophile toulousain, M. le marquis de Castellane, a signalé une expression curieuse, qui se rencontre dans certains documents de nos archives municipales de la fin du XV^e et du commencement du XVI^e siècle, celle de *librayres dempresse, dapressa et de pressure* (3). Il s'est demandé si on ne devait pas traduire ces mots par *libraires-imprimeurs*. Nous pensons, avec M. Desbarreaux-Bernard, que le sens le plus exact de cette expression est *marchands de livres imprimés*. Il était, en effet, d'usage de donner aux produits typographiques le nom de *libres d'empresso*, ou *d'impression*, pour les distinguer des manuscrits (4). La remarque de M. le marquis de Castellane ne peut donc jeter aucun jour sur l'origine de l'Imprimerie à Montpellier.

On attribue généralement l'introduction de cette industrie à Jean Gillet, qui se fixa dans notre ville en 1594 (5). Nous croyons pouvoir établir, contrairement à cette opinion, que Gillet ne fut point le premier typographe qui exerça à Montpellier.

(1) *Isaac. Casaub. Epist.*, p. 77.

(2) *Isaac. Casaub. Epist.*, p. 83.

(3) *Essai d'un catalogue chronologique de l'Imprimerie à Toulouse*, in *Mémoires de la Société Archéologique du midi de la France*, vol. V, p. 1.

(4) Le 16 décembre 1486, les administrateurs municipaux de la ville de Bordeaux passèrent, devant notaire, un traité avec un allemand, Michel Svierler, qui s'engagea à amener « en la billa et ciutat mestre et compaignons per far livres d'impression. » (V. Mistral, *Lou Tresor dou Felibrige*, v^o *Empressioun*).

(5) MM. le marquis de Castellane et Desbarreaux-Bernard font remonter l'origine de l'Imprimerie à Montpellier à 1595. M. P. Deschamps ne connaît pas d'impression moutpelliéraine antérieure à 1597. Enfin, M. Ternaux-Compans, qui semble ignorer l'existence de Gillet, reporte nos débuts typographiques à l'année 1624.

Un sérieux argument nous est fourni par le journal de voyage de Thomas Platter. Le jeune étudiant bâlois, relatant les études qui se pratiquaient à notre Université, au moment où il y arriva (1595), s'exprime de la manière suivante (1) : « Les théologiens, écrit-il, ont » aussi leurs exercices de temps en temps, suivant le programme » qu'en a fait imprimer le prédicateur, M^e Gigord, chez le *nouvel* » *imprimeur* qui vient d'arriver à Montpellier (2) ». L'imprimeur, dont il est ici question, est incontestablement Gillet, qui arriva, en effet, de Lyon vers cette époque. Mais ne ressort-il pas nettement des termes employés par Platter, et en particulier des mots *nouvel imprimeur*, que Gillet eut un ou plusieurs prédécesseurs dans notre ville, et qu'il ne fut point le premier à y exercer la Typographie ?

Nous devons à l'obligeance de M. Gaudin, le distingué conservateur de la Bibliothèque du Musée Fabre (3), la communication d'un document qui nous paraît écarter tout doute à cet égard. C'est une plaquette de 98 pages, de format in-12, qui, si l'on s'en rapporte à son titre, aurait été imprimée à Montpellier au mois d'avril 1577. Elle est intitulée :

Declaration des justes causes qui ont contrainct le Roy de Nauarre et ceux de la Religion à prendre les armes. — Aussi auons bien voulu Inserrer cy-dedans de mot à mot la Ligue des Papistes.

On lit au dessous :

Imprimé à Montpellier au mois d'Auril 1577, avec Priulege (4).

Ce petit ouvrage est d'une impression correcte et soignée. Les caractères en sont beaux. C'est un travail consciencieux, qui dénote la main d'un ouvrier habile en son art. Était-ce un artisan sédentaire

(1) *Félix et Thomas Platter à Montpellier* (édition des Bibliophiles de Montpellier, I, p. 193).

(2) « Die Theologi haben auch unterweilen ihre uebungen, wie dann Herr Gigost » Prediger daselbst hatt lassen ettwas in Truck aussgehen, bey dem neüwen » Trucken, der erst nach Montpellier kommen wahre. »

(3) C'est grâce aux encouragements et aux bienveillants conseils de cet érudit bibliophile qu'il nous a été possible de mener à bonne fin notre étude sur les origines de l'imprimerie à Montpellier. Qu'il reçoive ici, avec nos remerciements, l'assurance de notre vive gratitude.

(4) M. Claudin, de Paris, a bien voulu nous signaler un second exemplaire de cette plaquette, qui est conservé à la Bibliothèque de l'Arsenal (V. *Recueil sur l'histoire de France*, t. XVIII).

ou un nomade ? La question ne saurait être résolue avec certitude ; mais la négligence de l'imprimeur à placer son nom sur son œuvre nous semble un argument en faveur de la seconde opinion. Quoi qu'il en soit, comme rien n'autorise à mettre en doute la sincérité de la mention relative au lieu d'impression de notre plaquette, nous devons la considérer, jusqu'à nouvel ordre, comme le plus ancien produit des presses montpelliéraines.

De 1577 à 1594, nous ne trouvons, à Montpellier, aucune trace d'imprimerie. Faut-il admettre que les documents pouvant nous renseigner à cet égard ont échappé à nos recherches, ou bien qu'il y a eu réelle disette de typographes durant ces dix-sept années ? Cette seconde hypothèse pourrait se justifier par des considérations historiques. Les troubles civils et religieux qui éclatèrent en ce moment dans notre ville étaient bien de nature à paralyser le mouvement intellectuel, sans compter les autres fléaux qui vinrent terrifier et décimer sa malheureuse population : la famine, en 1577, et la peste, en 1578 et 1587. Les chroniqueurs rapportent que, durant cette dernière épidémie, les Cours de justice, et tous les particuliers qui en avaient les moyens, s'enfuirent de Montpellier. Il ne serait donc pas étonnant que l'industrie de la Typographie ait complètement disparu pendant cette époque de désorganisation sociale, pour ne reparaitre que sous le règne d'Henri IV, alors que le calme et la tranquillité commençaient à renaître dans notre cité, si cruellement éprouvée.

A l'appui de cette opinion, on peut faire valoir ce fait que le premier imprimeur qui vint se fixer à Montpellier, après ces événements, fut appelé par la municipalité. Cette démarche de nos Consuls semble bien indiquer qu'à ce moment il n'existait plus d'atelier typographique dans notre ville.

JEAN GILLET (1), ainsi se nommait cet imprimeur, ouvre la série des typographes montpelliérains dont les noms nous sont connus. Il était d'origine lyonnaise et appartenait à une famille qui exerça longtemps l'Imprimerie (2). Lui-même avait été reçu maître à Lyon

(1) Ce nom est souvent orthographié Gillet.

(2) Plusieurs imprimeurs du nom de Gillet ont exercé à Lyon, au XVI^e siècle. Deux ont porté le prénom de Jean (V. Baudrier, *Bibliographie Lyonnaise*, 1^{re} série, p. 188). Nous devons à l'un de ses membres, Daniel Gillet, l'impression

et y avait imprimé, en cette qualité, durant une dizaine d'années (1). Nous ne connaissons qu'un seul livre sorti de ses presses avant son établissement à Montpellier ; mais cet ouvrage est particulièrement intéressant pour nous, car il est dû à un professeur de notre Université, Guillaume Ranchin. En voici le titre :

Gulielmi Ranchini, in Monspeliensi schola antecessoris, tractatus de successionibus ab intestato... — *Lugduni, Hug. a Porta, sumptibus fratrum de Gabiano.*

On lit à la fin :

Excudebat Ioannes Gilletus, M.D.XCIII (in-8°) (2).

Ce fut en 1594, c'est-à-dire l'année même de l'impression de ce livre, que Jean Gillet, cédant aux sollicitations de nos Consuls, vint se fixer à Montpellier. Il est permis de croire que ses relations avec Guillaume Ranchin, qui, par son titre de régent de l'Université des Lois, exerçait une légitime influence dans notre cité (3), ne furent pas étrangères au déplacement de Gillet. Mais ce qui semble surtout avoir déterminé dans leur choix les édiles montpelliérains, c'est la qualité de protestant de ce dernier. Tous les membres de l'administration municipale appartenaient, en effet, à cette époque, à la

de l'ouvrage suivant, d'un grand intérêt pour notre histoire locale : *Bulla secularisationis ecclesie cathedralis divi Petri Monspelii, antea Magalonæ dictæ, a Paulo Tertio pontifice maximo concessa.* — *Lugduni, per Danielelem Giletum, M.D.XCIX (in-8° de 55 p.).* Cet ouvrage, dont nous ne connaissons qu'un seul exemplaire, conservé à la Bibliothèque de Montpellier, a été réimprimé en 1748.

(1) M. Julien Baudrier, qui nous a obligeamment fourni de précieux renseignements sur Jean Gillet, a bien voulu nous communiquer les mentions relatives à cet imprimeur, qu'il a relevées dans les registres des notaires lyonnais du XVI^e siècle :

11 juillet 1580. — Jehan Gillet, compagnon imprimeur, est témoin d'une quittance donnée par Jean Jolly, imprimeur, à Nicolas et Pierre Charretier, compagnons imprimeurs.

22 juillet 1580. — Jehan Gillet, compagnon imprimeur, donne procuration pour défendre ses droits touchant l'art de l'imprimerie.

23 octobre 1586. — Jehan Gillet, imprimeur, est témoin des testaments de Bonnette Patrasson, veuve de Melchior Arnoullet, et d'Ysabeau Arnoullet, sa fille, atteintes de la peste.

(2) Bibliothèque de la ville de Bordeaux, n° 1773 du Catalogue de Jurisprudence.

(3) Il fut élu premier consul, l'année suivante (1595).

religion réformée, et il y avait pour eux un intérêt manifeste à choisir comme imprimeur un coreligionnaire.

Les polémiques religieuses, les disputes et les conférences avaient remplacé les luttes sanglantes entre protestants et catholiques, qui, pendant près d'un demi-siècle, avaient troublé notre malheureux pays. Les controverses étaient ardentes. Les libelles se multipliaient, les répliques succédaient aux pamphlets, les réfutations aux thèses théologiques, avec une incroyable abondance. Dans ces conditions, un imprimeur pouvait être un auxiliaire précieux pour le parti à la cause duquel il serait dévoué. Les Consuls de Montpellier le comprirent, et cette considération les détermina à appeler Jean Gillet, qui appartenait à leur communion religieuse.

Pour le décider à abandonner Lyon et à transporter ses presses dans notre ville, la municipalité s'engagea à payer tous les frais de son déplacement. Nous trouvons la trace de cette dépense dans les comptes des *Clavaires* : on appelait ainsi les trésoriers de la Commune de Montpellier. Le registre de l'année 1594 porte la mention suivante :

» A Jean Gillet, imprimeur, la somme de Cent escus imposée ez
» l'année III^{xx}XIII pour l^r pourter ses ardes et meubles pour se
» venir changer en ceste ville par commandement et quittance du
» XIII^e septembre, IX^e octobre III^{xx}XIII et XXIII^e mars
» III^{xx}XV (1) ».

Ce document nous fournit la preuve que Jean Gillet fut sollicité de venir dans notre ville en 1593, et qu'il s'y transporta réellement l'année suivante. Une indication que nous relevons dans les registres de l'Eglise réformée de Montpellier vient confirmer ce renseignement. C'est l'acte de baptême de « Pierre, filz de Jean Gillet, » imprimeur, et de Suzanne Maliguane, né le trentiesme novembre ». Il est daté « du dimenche III^e décembre 1594 (2) ».

Peu de temps après l'installation de Gillet, le Conseil des Vingt-Quatre, voulant attacher davantage le nouvel imprimeur à notre

(1) Archives municip. Montpellier : série cc, 339, registres des *Clavaires*, année 1594, folio 72, r^o. — V. aussi Livres des Commandements, année 1594, série cc, 136, folio 25, v^o.

(2) Archives municip. Montpellier : série cc, 317, registres de l'Eglise réformée, folio 148, v^o.

cité, décida que, désormais, il serait pourvu à son logement aux frais de la ville, et qu'une somme de 20 écus, soit 60 livres tournois, serait affectée chaque année à cette dépense. Ce sont encore les comptes de la Claverie qui nous renseignent à cet égard. On lit dans le registre de 1596 (1) :

« A M^r Jean Gillet, imprimeur, la somme de vingt escutz à luy
 » païée par desliberation du Conseil du neufvième septembre der-
 » nier, pour le louage d'une maison qu'il tient du sieur Daniel
 » Verchant, pour une année qui finira le XIX^e septembre IIII^{xx} dix-
 » sept, par commandement et quitance dudit Gillet, du premier
 » d'octobre IIII^{xx} setze ».

Nous avons pu trouver, grâce aux anciens compoix, quel était l'emplacement de l'imprimerie de Jean Gillet. La maison de Daniel Verchant, occupée par notre typographe, était située au centre de la ville, en face des ruines de l'ancienne église Saint-Firmin (2), démolie par les protestants en 1567.

Les plus anciennes impressions de Gillet, parvenues jusqu'à nous, appartiennent à l'année 1595. Nous en connaissons cinq qui portent cette date. Sur ce nombre, deux ont été déjà signalées ; ce sont : le *Compendium sacræ theologiæ* (3), de Lambert Danau, et une plaquette qui a pour titre :

Discours de la defaict de la garnison de Soissons, que conduisoit le Baron de Conan, et le sieur de Belfont, le Mecredy 15 de Feurier 1595, en la plaine de Ville-Coterests. — A Montpellier, par Jean Gillet. cto. ro. xcv. Avec permission. (Pet. in-8°, de 8 ff. chiffrés).

Le premier de ces ouvrages est cité par M. le marquis de Castellane (4) et M. Desbarreaux-Bernard (5), comme le plus ancien livre

(1) Archives municip. Montpellier : série cc, 341, registres des Clavaires, année 1596, folio 79, r^o.

Dans un très grand nombre de villes, l'imprimeur était, comme à Montpellier, logé aux frais de la Municipalité, notamment à Aix (1574), à Montauban (1578), à Marseille (1594), à Castres (1605), à Albi, à Orange, etc.

(2) Archives municip. Montpellier : compoix Saint-Firmin, 1600, folio 212, r^o.

(3) *Compendium sacræ theologiæ seu erotematu theologica in quibus totius veræ theologiæ christianæ summa breviter comprehensa est, per Lambertum Danæum. Ad Ecclesiam evangelicam Mospeliensem. — Mospelii, excud. Ioan. Giletus, 1595. (In-4°, de xi ff. prélim. non chiffrés et 150 ff. chiffrés).*

(4) *Op. cit.*, p. 5.

(5) *Op. cit.*, p. 158.

imprimé dans notre ville. On en trouve encore la mention dans le catalogue de la riche bibliothèque de Mgr Colbert, ancien évêque de Montpellier (1). Le seul exemplaire connu de nous est conservé à la bibliothèque municipale de Montauban.

Le pasteur Jean Gigord avait été chargé, par le Colloque de la province, de faire des cours publics à Montpellier pour commenter le *Compendium* de Lambert Danau. C'est peut-être la circonstance qui motiva l'impression de cet ouvrage dans notre ville, à moins que la décision du Colloque ne soit intervenue postérieurement, inspirée par un sentiment de gratitude envers l'auteur, qui avait dédié son livre à l'Eglise de Montpellier (*Ad Ecclesiam evangelicam Montspeliensem*).

Le *Discours de la defaict de Soissons*, dont un exemplaire, peut-être unique, se trouve dans la bibliothèque de M. Claudin, a été déjà cité par ce bibliophile, dans le Livret publié en juin 1880, par le Cercle de la Librairie, à l'occasion de sa première exposition.

Nous avons l'heureuse fortune de pouvoir signaler, pour la première fois, trois autres plaquettes sorties des presses de Jean Gillet, cette même année 1595.

L'un de ces documents paraît être la plus ancienne des impressions de Gillet, connues jusqu'à ce jour. Il est intitulé :

Declaration de la volonté du Roy sur l'ouverture de la guerre contre le Roy d'Espagne, faicte à Paris le xvij lanvier 1595. — A Montpellier, par Jean Gillet. clo. 13. xcv. Avec permission (Petit in-8°, de 16 pages chiff. Le titre est orné des armes de la ville de Montpellier, gravées sur bois, dans un cartouche Renaissance) (2).

On lit, à la page 15, l'avis suivant :

« De par le Roy,

» Et par commandement de Monsieur le Gouverneur de la ville de
» Montpellier : Sur la declaration de la volonté du Roy, sur l'ouver-
» ture de la guerre contre le Roy d'Espagne, donné à Paris le dix

(1) *Catalogus librorum bibliothecæ illustrissimi ac reverendissimi D. D. Caroli-Joachimi Colbert de Croissi, episcopi Montispessulani*, m. dcc. xl, vol. I, p. 247.

(2) Cette pièce appartient à M. Claudin, qui, avec une infatigable obligeance, a bien voulu nous communiquer tous les documents que ses études bibliographiques lui ont permis de réunir au sujet des origines de l'imprimerie à Montpellier.

» septiesme Ianvier dernier, leuë et publiée à cry public par toutes
 » les villes et lieux dudit Gouvernement.
 » Faict audict Montpellier le xij Feurier, mil cinq cens nonante et
 » cinq. » DE TRINQVERE, IVGE-MAGE. »

Une autre impression de Gillet, datée de 1395, rappelle un événement provincial de la plus haute importance : la scission mémorable qui se produisit, à cette époque, entre les membres du Parlement de Toulouse et la translation d'une partie de cette Cour à Béziers. En voici le titre :

Arrest de la Cour de parlement de Tolouze transferée à Beziers contre les Iesuistes : prononcé iudicielement aux Arrestz generaux en robe rouge le vingt uniesme de Mars mil cinq cens quatre vingts et quinze. — A Montpellier, par Jean Gilet, CH. 13. xcv. Avec permission. (In-12, de 46 pages) (1).

La dernière plaquette qu'il nous reste à signaler présente un intérêt de tout autre nature. C'est un éloge en six pages de la confection d'alkermès, produit pharmaceutique essentiellement montpelliérain, qui jouit longtemps de la plus haute réputation, tant en France qu'à l'étranger. Jodocus Sincerus, dans son *Itinéraire de la Gaule*, conseille au voyageur de ne pas quitter Montpellier sans avoir vu la confection de cet électuaire fameux : « *Nolim hinc moveas non visa prius electuarii Alkermes confectio* » (2).

Notre document nous fournit de très curieux renseignements sur ce remède. Il est intitulé :

La description, les vertuz et l'usage de la confection d'Alkermes. — A Montpellier, par Jean Gilet. M. D. xcv.

On lit à la fin :

Faict à Montpellier, ce 20 avril 1585, par Maistre Pierre Sanche, Consul de l'Estat de Pharmacie à Montpellier et Apothicaire du Roy. Reveu et corrigé de nouveau l'an 1595. (In-12, de 8 pp.) (3).

S'il faut en croire Pierre Sanche, la confection d'alkermès était un bien merveilleux remède, qui apportait un soulagement à la plupart

(1) Bibliothèque de la Société archéologique de Montpellier.

(2) *Jodoci Sinceri Itinerarium Galliarum* (Amstelodami, apud Jodocum Jansonium, M. DC. LV, p. 119).

(3) Cette plaquette appartient à M. Gaudin, conservateur de la Bibliothèque de la ville de Montpellier.

des infirmités humaines. Si longue est la liste des maladies guéries par cette préparation, que notre apothicaire n'ose en faire une énumération complète, « de peur, écrit-il, que, par trop curieusement » particulariser l'usage de ladicte confection, nous ne semblions » vouloir imiter les Empiriques et Teriacleurs qui, d'un remède à » eux cognéu, usent, voire abusent contre tous maux, ne sachans » despourveuz de raison et science autre médicament que leur » Teriace. »

En tête de ce petit ouvrage, se trouve un bois assez grossièrement gravé, représentant deux anges qui, un genou à terre, supportent l'écusson des Guillems. La lettre initiale est également de mauvaise facture ; mais le texte est en général correct.

La mention qui se lit à la fin semblerait indiquer que cet opuscule avait été antérieurement imprimé. Il serait intéressant de savoir si cette impression fut faite par une presse montpelliéraine.

Le nombre des ouvrages exécutés par Gillet, durant les vingt-sept années qu'il demeura dans notre ville, dut être assez considérable, à en juger par la quantité de ceux qui nous sont parvenus. Nous n'en avons pas relevé moins d'une quarantaine. Il faut ajouter à ce chiffre une trentaine de thèses signées par cet imprimeur, qui sont conservées à la bibliothèque de la Faculté de Médecine de Montpellier (1).

Les impressions les plus importantes de Gillet sont les suivantes :

Edits et ordonnances du Roy, concernans l'autorité et jurisdiction des Cours des Aides de France, sous le nom de celle de Montpellier, par M. Jean Philippi. — A Montpellier, par Jean Gillet, MD. D. XCVII.

On lit à la fin :

Achevé d'imprimer le dixiesme d'Auril 1597. (In-folio, de 32 ff. prélim., 148 et 98 pages).

C'est la 2^e édition de cet ouvrage, publié pour la première fois en 1561, à Lyon, par Thibaud Payen (*Theob. Paganus*) (2), et qui fut si recherché qu'il ne s'en trouvait plus d'exemplaires en 1596.

Les Vies de cinquante personnes illustres, avec l'entredeuz des tans, contenant l'Histoire universelle depuis Auguste jusques à nous: divi-

(1) G. 2, n° 6, *Thèses*, 3, et G. 2, *Mélanges*, B. 87.

(2) Nous ne connaissons qu'un exemplaire de la 1^{re} édition. Il est conservé à la Bibliothèque municipale de Montpellier.

sées par Cinquains et dédiées au Roy, par le sieur de Dampmartin, conseiller de Sa Majesté et gouverneur de Montpellier. — A Montpellier, par Jean Gillet, M. D. XCIX (In-4° de 790 pages).

O'NOMATOΛΟΓΙΑ seu nomenclatura stirpium quæ in horto regio Monspelienſi, recens constructo, coluntur, Richiero de Belleval, medico regio, Anatomico et Botanico professore imperante. — Monspelij, apud Jounnem Giletum, 1598. (In-8° de 39 ff. non chiffrés).

Ioannis Philippi, jurisconsulti monspeliensis et in curia subsidiorum (vulgo des Aydes) præsidis, Iuris Responsa. — Monspelii, ex officina Ioannis Gileti, MD. DCIII. (In-fol. de 8 ff. prélim., 302 pp. et 22 ff. d'index).

Ce livre est orné au revers d'un portrait de Philippi, le seul que nous possédions.

Petri Rebuffi Remissiones in laudem Juris et Medicinæ candidatorum. — Monspelii, apud J. Giletum, 1608. (In-12, en deux parties de 284 et 186 pp.)

C'est un curieux recueil des harangues prononcées par Rebuffy, à la réception des docteurs admis par les Universités de droit ou de médecine (1).

La plupart des ouvrages imprimés par Gillet sont des livres de polémiques religieuses et émanent d'auteurs appartenant à la religion réformée. C'est à ses presses que les principaux écrivains du parti protestant confièrent leurs travaux théologiques et leurs œuvres de controverse. Citons dans le nombre : Jean Gigord, une des lumières de l'Ecole de théologie de Montpellier (ΥΨΙΣΤΟΣ theologus, suivant l'expression de Casaubon) (2), Bansilion, Michel Le Faucheur, Corriger, Daniel Pérol, Siméon Codurc, Bernard Sonis, qui eurent l'occasion de se mesurer à maintes reprises avec les champions de la cause catholique : Sébastien Michaëlis, Gonteri, Louis Richeome, Léonard Patornay, Pierre Granger, Didier Langlois, etc. On pourrait presque reconstituer, au moyen des livres sortis des

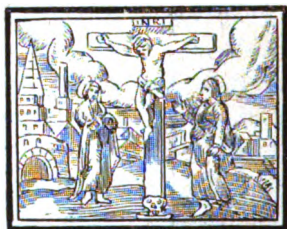
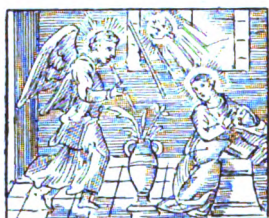
(1) V. J. Castelnau, *Bibliographie du Languedoc* (Mémoires de la Société archéologique de Montpellier, vol. VI, p. 661, note ix).

(2) *Ephemerides*, p. 130. — Jean Gigord semble avoir entretenu les meilleures relations avec Gillet. Ce fut lui qui présenta au baptême, en qualité de parrain, un des fils de cet imprimeur, Jehan, né le 29 novembre 1602 (Arch. municip. de Montpellier. Registres de l'Eglise réformée, 66, 320, f° 113, recto).

presses de Gillet, ces nombreuses polémiques, toujours violentes et souvent peu courtoises, qui agiterent notre région pendant la fin du XVI^e et le commencement du XVII^e siècle.

Nous devons cependant signaler parmi les impressions de Gillet deux ouvrages d'origine catholique. L'un est un *Ordo* à l'usage de la cathédrale Saint-Pierre :

Ordo officii divini per singulos dies anni M.DC.XVI recitandi in ecclesia cathedrali D. Petri apud Monspelienses. — Mompelii, apud Ioan. Giletum, An. M.DC.XVI. (In-8° de 55 pp., avec titre orné de deux vignettes représentant, l'une l'Annonciation, l'autre le Christ en croix).



L'autre livre est une attaque virulente de la religion réformée par le Père jésuite Louis Richeome. Il a pour titre :

L'Idolatrie huguenote figurée au Patron de la vieille payenne et dédiée au Roy très chrestien. — Montpellier, chez Jean Gilet (1).

Ce n'est point sans un certain sentiment de surprise qu'on lit sur cet ouvrage le nom de Gillet. On peut, toutefois, se demander si cette surprise est bien légitime. Tout nous porte à croire, en effet, que Gillet n'hésita point à imprimer certains pamphlets très violents, dirigés contre ses coreligionnaires. Il est vrai d'ajouter que sur ces pamphlets le typographe a jugé bon de se dissimuler derrière un pseudonyme. Nous voulons parler des écrits satiriques qui portent la mention : « A Mompellier, chez le Libertin, imprimeur juré de la sainte Reformation. » Ils sont l'œuvre d'un protestant nimois du nom de Reboul (2), qui, après avoir changé de religion, publia de

(1) Cet ouvrage, plusieurs fois édité, a été probablement imprimé par Gillet en 1607.

(2) V. sur ce personnage : J. Castelnau, *op. cit.*, p. 664, note XII, et Dr A. Puech, *Le pamphlétaire Guillaume de Reboul, 1564-1611* (Nîmes, 1889).

nombreux libelles contre son ancienne communion. On peut citer parmi les plus importants et les plus connus :

La Cabale des reformez, tirée nouvellement du puits de Democrite, par I. D. C. — A Mompellier, chez Le Libertin, imprimeur juré de la sainte Reformation, MD.LXCVII, avec privilege de ladite Dame. (Petit in-8°, de 224 pp.).

Cet ouvrage est habituellement suivi de l'*Apologie de Reboul sur la Cabale des reformez, 1597*. La parodie de privilège annoncée par le titre, se termine par les lignes suivantes, qui donneront une idée du ton de ce livre :

« Donné à Mompellier, en l'assemblée generale du party, tenue
» sur le fait des citadelles, le 20 aoust 1596 et de nostre Regne le
» trente sixiesme. — Signé : par la Sainte Reformation, Le Zélé.
» — Et seelées du plus grand seel sur double queue de scorpion
» pendante, en cire rouge. »

Mentionnons encore :

Les actes du Synode universel de la sainte Reformation, tenu à Mompelie le quinziesme de May 1598. Satyre Menippæe. — A Mompelie, chez le Libertin, imprimeur juré de la sainte Reformation, M.D.XCIX, et se vendent au coing de la Loge. (Petit in-8°, de 327 pp.).

Un des plus distingués bibliophiles de notre ville, M. Gaudin, dont on ne saurait contester la haute compétence, a émis le premier l'opinion que les livres signés : *Le Libertin*, étaient des produits des presses de Gillet. La comparaison de ces ouvrages avec ceux qui portent le nom de notre imprimeur, vient confirmer cette attribution, car elle révèle entre eux certaines ressemblances, qui paraissent bien indiquer une communauté d'origine.

En 1614, les Consuls d'Orange, qui désiraient attirer un imprimeur dans leur ville, firent à Gillet des offres si avantageuses, qu'il se décida à quitter Montpellier. Il en partit au mois de septembre de cette même année. La municipalité d'Orange se chargea du transport de ses presses. Elle lui donna un logement et l'exempta de toutes charges, tant ordinaires qu'extraordinaires. Mais elle ne pouvait l'assurer d'un travail suffisant pour alimenter son imprimerie. Orange était loin de présenter, à cet égard, les mêmes ressources que Montpellier. Aussi, après un essai de quelques mois, notre imprimeur dut-il, faute d'ouvrage, reprendre le chemin de son

ancienne résidence. Son retour eut lieu au mois de mai 1613. On ne connaît aucun livre imprimé par lui à Orange (1).

Les Consuls de Montpellier ne semblent pas avoir gardé rancune à Gillet de sa fugue, car ils continuèrent, comme par le passé, à payer le loyer de son habitation.

En 1617 et 1618, un des principaux travaux de Gillet fut l'impression des thèses des onze candidats aux chaires de notre Ecole de médecine, devenues vacantes par le décès des professeurs Pierre Dortoman et Jean Varanda (2). Parmi ces candidats, se trouvait Abrenethée, médecin et humaniste distingué, qui dirigea le Collège de Montpellier, de 1608 à 1619.

A la même époque, Gillet imprima une bien curieuse plaquette, aujourd'hui rarissime, qui a été longtemps considérée comme une des dernières productions de son imprimerie :

L'entrée de Madame de Montmaurensi à Montpellier. — A Montpellier, par Jean Gillet, imprimeur du Roy, 1617. (In-12, de 68 pp.) (3).

Cet opuscule est précédé d'un « *Advertissement de l'Imprimeur* » ; mais nous doutons que cette sorte de préface ait été écrite par Gillet. Son style semble déceler la plume de l'auteur même de l'ouvrage.

Nous connaissons actuellement un assez grand nombre d'impressions de Gillet, postérieures à l'année 1617, la dernière en date est de 1621. C'est l'œuvre poétique d'un rimeur assez médiocre, du nom de Magnan, qui était un des commensaux ordinaires du duc de Montmorency. En voici le titre prétentieux :

La journée du voyage du Monde, faite par P. Magnan, sous la conduite de l'Uranie. — Montpellier, par J. Gillet, 1621. (In-8°, de 267 pp.).

Comment se termina la carrière de Gillet ? Finit-il ses jours à Montpellier ou bien abandonna-t-il notre ville pour aller chercher fortune ailleurs ? C'est ce que nos recherches ne nous ont point

(1) V. Martial Millet, *Notice sur les imprimeurs d'Orange et les livres sortis de leurs presses* (Valence, Chenevier, 1877, p. 12).

(2) Ces thèses sont conservées à la bibliothèque de la Faculté de médecine (n. 2, *Mélanges*, B. 87). — Consult. sur ces travaux : Germain, *Les anciennes Thèses de l'École de médecine de Montpellier (Mémoires de l'Académie de Montpellier, section des Lettres, vol. VII, p. 567 et suiv.)*.

(3) Cette plaquette a été deux fois réimprimée, en 1873, par la Société des Bibliophiles de Montpellier et par celle des Bibliophiles languedociens.

permis de découvrir. L'année 1621, durant laquelle nous perdons la trace de cet imprimeur, fut particulièrement mouvementée. Elle vit le soulèvement des protestants et le pillage des édifices religieux de la cité. Que devint Gillet, au milieu de cette tourmente, si peu favorable à l'exercice de son industrie ? L'hypothèse la plus vraisemblable est qu'il quitta le pays, soit pour éviter les représailles des catholiques, soit pour échapper au siège que Louis XIII vint mettre, l'année suivante, devant Montpellier. On a quelquefois prétendu qu'il s'était réfugié à Nîmes, en se fondant sur l'existence dans cette ville, en 1622, d'une veuve Gillet, imprimeur. Il y a là une erreur, qui repose sur une confusion de nom. Ce n'est point, en effet, la veuve de Jean Gillet, mais une veuve Pierre Gillès, qui exerçait l'imprimerie à Nîmes, à l'époque indiquée.

Les impressions de Gillet se distinguent, d'une manière générale, par le soin avec lequel elles sont traitées. La composition est presque toujours correcte. La mise en pages et la disposition des ornements dénotent souvent un véritable sens artistique, que l'on regrette de ne point retrouver au même degré chez tous ses successeurs. Au moyen de fers de petite dimension, il se plaisait à composer des encadrements, qui sont quelquefois très agréables à l'œil. C'est surtout dans les thèses de médecine qu'il se livrait à ces fantaisies, encadrant dans un fouillis d'arabesques des sentences grecques ou latines qui, il faut l'avouer, n'ont le plus souvent aucun rapport avec le sujet de la thèse (1). Le matériel employé par Gillet dut être apporté par lui de Lyon. On remarque, en effet, dans ses impressions, des lettres et des bandeaux ornés et historiés à personnages, de même style qu'à ceux que l'on rencontre dans certaines éditions lyonnaises de la seconde moitié du XVI^e siècle.

Plusieurs de ces bois, dont quelques-uns sont fort artistiques, portent les initiales de notre imprimeur : I. G.

Il convient d'ajouter que Gillet, comme beaucoup de ses confrères, joignait à la profession d'imprimeur celle de libraire. En cette qua-

(1) V., notamment, Bibliothèque de la Faculté de médecine, G. 2, *Mélanges*. B. 87, nos 1, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 11, etc. -- A titre d'exemple, voici quelques-unes de ces sentences : *Non si male nunc et olim sic erit.* — *Omnia vincit amor.* — *Dabit Deus his quoque finem.* — *Concussus surgo.* — *Eliam pilus unus suam habet umbram.*

lité, il fut longtemps chargé par les consuls de fournir les livres de prix destinés « aux escoliers du College aux bonnes lettres. » Il prend, du reste, sur plusieurs ouvrages sortis de ses presses, les titres d'« imprimeur libraire ordinaire du Roy et de la ville. »

Pendant les vingt-sept années que Jean Gillet demeura à Montpellier, divers concurrents tentèrent sans doute de se fixer dans notre ville ; mais aucun ne paraît y avoir fait un bien long séjour. Deux d'entr'eux seulement ont laissé des traces de leur passage, ce sont ANTOINE BLANC et MATHURIN BRETIN.

On s'est demandé s'il ne convenait pas de faire une place, à côté de BLANC et de BRETIN, à un autre imprimeur du nom de FRANÇOIS CHOUËT qui aurait été attiré de Genève à Montpellier par le célèbre jurisconsulte Jules Pacius de Bériga (1). Voici dans quelles circonstances Chouët serait venu s'établir dans notre ville :

Nous avons déjà eu l'occasion de signaler les plaintes adressées par Casaubon à Scaliger, au sujet de la difficulté qu'il éprouvait à faire éditer ses ouvrages à Montpellier. Ce fut pour cet érudit une si grande déception, qu'il n'hésita point à s'en ouvrir à la plupart de ses correspondants (2). Dans ses lettres, il reproche surtout à Gillet de ne pas être muni de caractères grecs. A ses yeux, un typographe qui ne peut imprimer le grec, est un personnage à peu près inutile : « *Typographum hic habemus*, écrit-il à Jacques Bongars (3), *cujus opera utamur, nullum ; qui adest græcis literis caret* ». Ce reproche, formulé d'une manière aussi absolue, était injuste ; car on peut lire une pièce de vers grecs, en tête des *Édits et Ordonnances* de Jean Philippi, imprimés par Gillet en 1597. Casaubon, a voulu, sans doute, dire que l'imprimeur montpelliérain ne possédait point de caractères grecs en nombre assez considérable pour publier un ouvrage tel que son édition d'Athénée (4).

(1) V. Mark Pattison, *Isaac Casaubon* (London, 1875 ; p. 125, note), et Cotton, *Typogr. Gaz.*, 2d series.

(2) « *Alacritatem nostram sæpe minuit inopia typographi, qui hic nullus est* ». Lettre à Jacques Bongars, en date du 10 octobre 1597 (*Isaac. Casaub. Epist.*, p. 83).

(3) Lettre du 15 juillet 1597 (*Isaac. Casaub. Epist.*, p. 82).

(4) La plupart des ateliers typographiques ne furent munis qu'assez tard de caractères grecs, même dans les villes d'Université. M. Mark Pattison rappelle à ce sujet, dans son étude sur *Isaac Casaubon* (p. 124), qu'Oxford ne posséda de

Un des correspondants auquel Casaubon témoignait le plus d'affection était son ancien maître, Jules Pacius, professeur de droit à Genève. Il fut, lui aussi, le confident de ses mécomptes, et, lorsqu'en 1597, répondant à l'invitation des Consuls de Nîmes, il dut venir dans cette ville pour prendre la direction du Collège et de l'Académie, Casaubon saisit avec empressement cette occasion pour le prier d'amener avec lui un imprimeur muni des précieux caractères qu'il désirait, et lui donner ainsi les moyens d'éditer ses œuvres à Montpellier : « Puisque votre décision est prise, et que le sort en est jeté, lui écrit-il, je vous conseille d'amener avec vous, si cela est possible, un imprimeur pourvu de caractères grecs ; car il n'en est ici aucun qui puisse être de quelque utilité, soit pour vous, soit pour moi, faute de ces caractères. Si, répondant à mon désir, vous portez remède à cette fâcheuse situation, vous ne vous repentirez pas de ce changement. Du reste, aucun de nos imprimeurs ne refusera de vous suivre ; je n'hésiterai pas, en effet, à garantir à celui qui vous suivra, qu'il ne regrettera jamais sa décision, pourvu toutefois qu'il soit muni des caractères indispensables. Voilà ce que je désire de vous ; vous ferez une chose qui me sera très agréable, et qui sera très utile pour tous, en particulier pour vous et pour moi, si vous procurez un typographe aux Volces Arécomiques (1) ».

Pacius arriva dans la capitale des Volces Arécomiques, c'est-à-dire à Nîmes, en 1598 ; mais sans être accompagné du typographe désiré, soit qu'il n'ait pu décider aucun imprimeur genevois à le suivre, soit qu'il n'ait obtenu que des promesses pour l'avenir. Ce dut être une nouvelle déception pour Isaac Casaubon, qui, désespérant de se faire

caractères grecs qu'en 1586, et que Whitgift se demandait encore, en 1584, s'il y avait lieu d'autoriser l'établissement d'une imprimerie à Cambridge.

(1) « Nunc igitur, postquam xερχιxαs el jacta alea est, auctor tibi sum adducere terum, si fieri potest, typographum aliquem, typis præsertim græcis instructum : nullus enim in his locis, qui aut tibi aut mihi operam navare possit, penuria græci characteris. Huic incommodo si medicinam, admonitus a me, feceris, cur te unquam mutationis possit hujus prenitere, nullus video. Non est autem quod dubitet nostrorum aliquis te sequi : audebo enim spondere illi, non de fore unquam quod agat ; sit modo instructus necessariis characteribus. Atque hoc est quod te volui : feceris rem mihi gratissimam, omnibus utilissimam, imprimis autem tibi mihi que, si Volcis Arecomicis typographum unum donaveris ». Lettre du 12 juillet 1597 (Isaac. Casaub., Epist., p. 81).

imprimer à Montpellier, quitta notre ville, le 26 février 1599, pour se rendre à Paris, où l'appelait Henri IV (1).

Le séjour de Pacius à Nîmes fut de courte durée. Vers la fin de l'année 1600 (2), ce jurisconsulte, qu'on pourrait qualifier de professeur nomade (3), abandonna Nîmes pour venir enseigner le droit à notre Université. Un document conservé dans la bibliothèque de la Société archéologique de Montpellier semblerait indiquer qu'il réussit, trois ans plus tard, à attirer dans cette ville un typographe genevois. Le document en question est un manuel de droit, à l'usage des élèves du savant professeur (4). Si l'on s'en rapporte à la mention inscrite sur sa première page, il aurait été imprimé à Montpellier, par François Chouët, en 1603. Voici, du reste, le titre de ce livre :

Juris quo utimur epitome secundum ordinem institutionum imperialis digesta et in XXXI disputationes tributa, Jul. Pacius studiosæ juventutis exercendæ causâ in inclitya Heydelbergensi Academia ad disserendum proponebat. Editio quarta, ab auctore recognita et aucta. — *Monspeliî, apud Franciscum Chouët, m. dc. iii.* (In-12, de 12 ff. prélim. et 571 pp.).

Plusieurs raisons autorisent le doute, touchant la sincérité de l'indication relative au lieu d'impression de cet ouvrage.

Les Chouët, qui appartenaient à une famille protestante, d'origine française, réfugiée à Genève pour cause de religion, exercèrent

(1) Sur le séjour d'Isaac Casaubon dans notre ville, v. Germain, *Isaac Casaubon à Montpellier* (*Mém. de l'Acad. de Montpellier*, section des Lettres, vol. V, p. 207), ainsi que l'étude de M. Mark Pattison, recteur du collège de Lincoln (*suprà cit.*).

(2) Il a existé longtemps une certaine incertitude sur la date exacte de l'arrivée de Pacius à Montpellier. V. à cet égard, Ch. Revillout : *Le jurisconsulte Jules Pacius de Bériga avant son établissement à Montpellier* (*Mém. de l'Acad. de Montpellier*, section des Lettres, vol. VII, p. 262), et Faucillon, *Les professeurs de droit civil et canonique de la Faculté de Montpellier* (*Mém. de l'Acad. de Montpellier*, section des Lettres, vol. III, p. 507). Une mention que nous avons relevée sur les registres de la Claverie (année 1600, cc, 345, fol. 62, verso) nous permet de fixer cette arrivée à la fin de l'année 1600.

(3) Il fut successivement professeur à Genève, à Heidelberg, à Sedan, de nouveau à Genève, puis à Nîmes, à Montpellier, à Valence, à Padoue, et il termina sa carrière dans l'avant-dernière de ces villes.

(4) Un second exemplaire de ce manuel est conservé à la Bibliothèque de la ville de Genève.

longtemps la Typographie dans cette ville (1). Or, on sait que les imprimeurs genevois, dans le but d'échapper à la confiscation des produits de leurs presses à la frontière de France, substituèrent souvent au nom de leur résidence celui d'un autre lieu (2). C'est ainsi que les œuvres d'Aristote, que Casaubon fit imprimer en 1590, à Genève, par Le Maire, portent sur leur titre le nom de Lyon. Mais nous pouvons citer un exemple qui nous touche encore de plus près, et qui prouve que les Chouët eux-mêmes employèrent cette supercherie. En 1620, Pierre et Jacques Chouët publièrent les œuvres médicales de Rondelet (*Opera omnia medica*). Sur les exemplaires destinés à la Suisse et à l'Allemagne, ils mirent le véritable nom d'origine : Genève (*Genevæ*), tandis que, sur ceux qui devaient être expédiés en France, ils inscrivirent le nom de la ville où avait enseigné l'illustre naturaliste : Montpellier (*Monspessuli*). Pour rendre l'illusion plus complète, ils n'hésitèrent point à changer le nom du prétendu éditeur de ce livre. Tandis que, sur l'édition genevoise, on lit : *Studio J. Croqueri*, la pseudo-édition montpelliéraine porte : *Studio J. Pons*. L'une et l'autre édition se trouvent à la bibliothèque de notre Faculté de Médecine, où l'on peut facilement constater cette supercherie typographique.

Il est permis de se demander s'il n'en est pas de l'*Epitome* de Pacius, comme des *Opera omnia medica* de Rondelet, et si le nom de Montpellier n'a pas été inscrit sur le premier de ces ouvrages pour en faciliter la vente dans notre ville, lorsque son auteur y vint enseigner.

On peut faire valoir, cependant, un sérieux argument en faveur de l'opinion contraire. Nous le tirons de cette circonstance que François Chouët a réellement habité Montpellier dans les premières années du XVII^e siècle, et y a exercé la profession de libraire (3). Il est fait plusieurs fois mention de ce personnage dans les registres

(1) V. Deschamps, *op. cit.*, v^o *Geneva*, et Haag, *La France protestante*, v^o *Jacques Chouët*.

(2) V. Mark Pattison, *op. cit.*, p. 126.

(3) Il y a eu plusieurs libraires du nom de Chouët à Montpellier. Nous avons relevé notamment, sur les registres de l'Eglise réformée, l'acte de mariage d'un Pierre Chouët, libraire, à la date du 31 décembre 1602. (Arch. munic. de Montpellier, oo, 365, p. 47).

de la Claverie (1), et on trouve parmi les pièces de la comptabilité communale des reçus signés de lui, à l'occasion de fournitures faites aux Consuls. Il ne serait pas invraisemblable qu'à l'exemple d'un grand nombre de libraires, François Chouët eût possédé une presse typographique.

Nous serions assez disposé à l'admettre si le nom du même François Chouët ne se retrouvait sur des livres qui n'ont assurément pas été imprimés à Montpellier. Citons, notamment, l'édition des œuvres complètes du professeur Varanda, publiée en 1620, sous le titre suivant :

D. Ioannis Varandæ celeberrimorum Academiæ Monspeliensis Medicorum decani et professoris regii, practici primarii, opera omnia theorica et practica, exquisitissimi iudicii et doctrinæ causâ commendatissima. — Secunda editio.

Les divers traités qui composent cet important ouvrage portent sur leur première page des indications variées suivant les exemplaires. On y lit, soit : *Genevæ, apud Petrum et Jacobum Chouët* ; soit : *Monspessuli, apud Petrum et Jacobum Chouët* ; soit encore : *Monspessuli, in officinâ Francisci Chouët* (2). Il est certain que cette dernière mention indique simplement que ce livre était en vente à Montpellier, chez François Chouët. Par analogie, on est porté à conclure que la mention qui se lit sur l'*Épitome* de Pacius n'a pas d'autre signification. François Chouët n'aurait donc été qu'un libraire chargé d'écouler dans notre ville les produits de l'imprimerie Chouët, de Genève.

Cette hypothèse paraît assez fondée. Néanmoins, il convient de faire à cet égard plusieurs remarques, qui ne manquent pas d'importance. Tout d'abord, il n'y a, au point de vue typographique, aucune ressemblance entre le Pacius de 1603 et le Varanda de 1620. En second lieu, il existe une différence notable entre les indications qui se lisent sur l'un ou l'autre ouvrage. Sur le dernier, les mots *in*

(1) Arch. munic. de Montpellier, registres des Clavaires, 1604 (cc. 349, fol. 70, r^o) ; 1606 (cc. 351) ; 1607 (cc. 352) ; 1608 (cc. 353).

(2) Nous avons pu lire cette dernière mention sur les traités suivants : *Physiologia et pathologia* ; *De morbis ventriculi* ; *De morbis mulierum*. Il est probable qu'on doit la retrouver sur certains exemplaires des autres traités qui forment l'œuvre complète de Varanda.

officinâ Francisci Chouët ne laissent place à aucun doute. François Chouët n'y figure qu'en qualité de libraire. La formule inscrite sur le premier : *apud Franciscum Chouët*, est au contraire fréquemment usitée par les imprimeurs, ce qui autorise à croire que l'ouvrage en question a été imprimé par François Chouët. Enfin, nous ferons observer que l'indication du nom de lieu n'est correcte que sur l'*Epitome* de Pacius, qui porte *Monspeliî*, ainsi que la plupart des ouvrages latins imprimés à Montpellier, tandis que, sur le Varanda, on lit *Monspessuli* (1), nom qui n'a jamais été employé par les typographes montpelliérains. N'est-ce pas là un indice que ces deux ouvrages ont une origine différente ?

La question de savoir si François Chouët a réellement exercé l'imprimerie dans notre ville est donc enveloppée d'une certaine obscurité, et, malgré de fortes présomptions en faveur de la négative, nous estimons que, jusqu'à plus ample informé, on ne saurait l'adopter sans réserve.

De même que Jean Gillet, son contemporain, ANTOINE BLANC (*Antonius Candidus*, comme il se dénomme lui-même sur les ouvrages en latin), était d'origine lyonnaise. C'est une des plus curieuses figures de la série des imprimeurs montpelliérains. Par ses nombreuses pérégrinations il rappelle les typographes nomades qui se répandirent en Europe à la fin du XV^e et au XVI^e siècle. Auteur et imprimeur à la fois, il utilise ses loisirs à imprimer ses œuvres et s'intitule prétentieusement « maître-imprimeur, précepteur ès lettres et aux armes ». Son existence fut des plus mouvementées.

Nous savons, grâce aux excellents travaux de M. Edmond Maignien (2), qu'Antoine Blanc naquit à Lyon en 1546. Il habita d'abord Paris, où il se maria, en 1564, s'installa ensuite à Crest, puis revint à Lyon (1571). Il quitta cette ville vers 1597, et l'année suivante imprima un volume avec la mention : *Aureliæ Allobrogum*, ce qui semble indiquer son passage à Genève.

(1) M. Deschamps (*op. cit.*) ne donne que les formes : *Mons Pessulanus*, *Mons Pessulus*, *Mons Puellarum*. Par un oubli inexplicable, il ne mentionne point la forme *Monspetium*, usitée en bibliographie presque à l'exclusion de toute autre.

(2) Edmond Maignien, conservateur de la Bibliothèque de la ville de Grenoble. *L'Imprimerie, les Imprimeurs et les Libraires à Grenoble, du XV^e au XVIII^e siècle*. — V. aussi, du même auteur, *Nouvelles recherches sur les Imprimeurs de Grenoble* (*Petite Revue Dauphinoise*, n° 5, juillet 1888).

Il transporta ensuite ses presses à Grenoble, où il parait avoir séjourné de 1599 à 1607 (1). On connaît une douzaine de plaquettes, aujourd'hui très rares, imprimées par Blanc à Grenoble (2). Certaines portent sa marque, qui représente un scorpion dans un cartouche, avec la légende : MORS ET VITA. En 1607, notre imprimeur, repris par le goût des voyages, vendit son matériel typographique à un libraire du nom de Guillaume Verdier, pour la somme de 276 livres tournois (3) et se rendit à Alais. A-t-il imprimé dans cette ville ? C'est ce qui n'a pu encore être établi. Les plus anciennes impressions alaisiennes connues ne remontent qu'à la fin du XVIII^e siècle. Quoi qu'il en soit, il n'habita pas longtemps cette nouvelle résidence, et en 1608 ou 1609 vint chercher fortune à Montpellier. Quelques années plus tard, il s'y remaria avec une veuve, du nom de Jeanne Gutale. Ce renseignement nous est fourni par les registres de l'Eglise réformée (4), car Antoine Blanc appartenait, comme Jean Gillet, à la religion protestante.

Nous perdons la trace de Blanc en 1613, époque à laquelle il semble avoir recommencé ses courses vagabondes. Mais nous le retrouvons à Grenoble en 1616. Le 30 janvier de cette année, la Chambre de l'Edit du Parlement de Grenoble prononça un arrêt contre Antoine Blanc convaincu d'avoir réimprimé un livret diffamatoire intitulé : *La chemise sanglante d'Henri le Grand*, après y avoir ajouté lui-même quelques lignes, et d'avoir composé et imprimé un autre libelle ayant pour titre : *Antidote à la France malade*. Notre imprimeur fut condamné, avec ses complices, à faire amende honorable

(1) Nous connaissons cependant un ouvrage de cet imprimeur, qui, s'il faut en croire la mention inscrite sur sa première page, aurait été imprimé à Lyon en 1602. En voici le titre : *Lexicon græco-latinum, recentiss. ad formam ab H. Stephano et post hunc a Io. Scapula observatam expressum. — Lugduni, ap. Antonium Candidum, 1602* (in-4°).

(2) Ce sont surtout des ouvrages de polémique religieuse (V. Maignien, *op. cit.*).

(3) M. Maignien a publié l'acte de cession, qui est des plus curieux (*Petite Revue Dauphinoise*, 1888, p. 77). Sur les 276 livres tournois, montant du prix d'achat, 150 seulement sont données en espèces ; le surplus de cette somme est payé en bagues et autres bijoux.

(4) Arch. municip. Montpellier, 60, 366 : « Dimanche, 17 juin 1612. — Entre » Antoine Blanc, imprimeur, demeurant à Montpellier, d'une part, et Jeanne » Gutale, vefve de Estienne Boat, dudit Montpellier, d'autre. » On lit en marge : « Espousés le premier de juillet 1612. »

par-devant la Cour, en la salle d'audience et sur la place du Palais. De plus, le même arrêt prononçait son bannissement à perpétuité du ressort « avecq inhibition de revenir, à peyne d'estre pendu et estranglé », ainsi que l'interdiction d'exercer à l'avenir l'imprimerie (1).

En dépit de cette condamnation, nous avons la preuve qu'Antoine Blanc imprimait encore à Grenoble en 1619 et même en 1621 (2). C'est dans cette ville qu'il dut terminer sa carrière, à un âge assez avancé.

Peu nombreuses sont les impressions d'Antoine Blanc datées de Montpellier. Nous n'en connaissons que quatre. Citons, d'abord, deux thèses de médecine, imprimées l'une en janvier 1609, l'autre en décembre 1612, et qui paraissent limiter assez exactement la période durant laquelle cet imprimeur a exercé à Montpellier (3).

Nous pouvons encore mentionner :

Veritatis testimonium, mendacio et calumniæ oppositum, in gratiam

(1) Le texte de cet arrêt a été publié par M. Pilot de Thorey dans la Revue « Le Dauphiné » (n° du 13 octobre 1895, p. 243).

(2) En 1619, il y imprime un de ses écrits, qui a pour titre : « Pour bien, longuement et heureusement vivre. A Monseigneur François, sire de Créquy, seigneur de Canaples, petit-fils de Monseigneur des Diguères et fils de Mons. de Créquy, pour l'instruction de sa vie et mœurs. » (In-4°, de 3 pp.).

Le 12 octobre 1621, il prête serment de fidélité au roi Louis XIII, à Grenoble. (Archives de la ville de Grenoble).

(3) Ces thèses sont conservées à la Bibliothèque de la Faculté de Médecine (G. 2, n° 6, Thèses 3, n°s 16 et 17). En voici les titres :

A. — *Joan. Bapt. Revert. Hispani Valentini artium magistri inque almd Montpellier Academiæ medicinæ licenciati ad Apolinarem doctoratus lauream conatus : id est quæstiones medicæ cardinalitiæ IIII per triduum propugnandæ... cujus tempus 22, 23 et 24 junuarii et anni salutis m.d.c.ix dies, cum Deo, sunt divisuri, in auld magnæ regiæ medicorum, horis matutinis et pomeridianis solitis. — Monspelii, ex typograph. Anton. Cand. Lugdun. (In-8°, de 27 pp.).*

Le titre de cette thèse est orné des armes de Montpellier (écu des Guillems) dans une couronne de lauriers, au-dessus de laquelle on lit : « *Ad quam convenite artium bene meriti* ». Au verso du titre, sont gravées les armes de Pierre de Réveilles, seigneur d'Aurillac, aumônier du roi, auquel la thèse est dédiée. A la suite de la dédicace et des compliments d'usage, se trouvent également les armes du candidat.

B. — *Quæstio medica pro prima Apollinari laurea consequenda... sub hac verborum serie : Utrum pinguedo sit corporis nostri pars ? problematis hujus ἀντιθέσις*

Ad Abrenethei. — Monspelii, typ. Candidi, 1611 (in-4°) (1), en a qu'un très curieux recueil de poésies daté de la même année 1611, et dont nous aurons l'occasion de reparler.

Il y aurait peut-être lieu d'ajouter à ces ouvrages la plaquette suivante :

Fragment des écrits d'Antoine Blanc Lionnois, M. imprim., precepteur es lettres et aux armes. A Grenoble, le 1^{er} octobre 1609. (In 4°, de 8 pp.).

M. Edmond Maignien (2) la range parmi les impressions grenobloises. Il convient cependant d'admettre, si sa date est exacte, qu'elle a été imprimée à Montpellier, puisque nous avons la preuve qu'Antoine Blanc était établi dans notre ville, dès le mois de janvier 1609.

Quoi qu'il en soit, cette pièce mérite d'être signalée ; car elle nous fait connaître les prétentions littéraires de notre imprimeur :

« Plusieurs scribes, écrit-il au début de cet ouvrage, cachent leur » sçavoir, ne veulent estre cognus qu'après leur mort : je fai le » rebours. Si ce que j'en auroit produit estoit assemblé, il y en » auroit des volumes ».

Il est probable, toutefois, qu'Antoine Blanc ne publia qu'une faible partie de ses écrits, car on ne possède de lui que trois ou quatre plaquettes sans importance, auxquelles il faut joindre, en bonne justice, l'originale préface du recueil de poésies que nous avons déjà mentionné.

Ce dernier ouvrage, dont il n'existe qu'un seul exemplaire, qui se trouve à la Bibliothèque de l'Arsenal, est curieux à plusieurs points de vue (3). Son titre est bizarre :

(Divina aspirante aurâ)... tutabitur Joannes Gualterius Fossa-Marianus, in magno Æsculapii Monspelensium sacello ; disputantibus singulis professoribus, doctoribus et licentiatibus die... Decembris 1612. — Monspelii, ex typogr. Ant. Candidi, typographi Regii, M. DC. XII (In-8°, de 8 pp.).

Au verso du titre, sont gravées (par Hermet) les armes de Gabriel de Cussonnel, conseiller du roi, membre de la Chambre des Comptes de Montpellier, auquel est dédiée la thèse. — A la fin de l'opuscule se trouve un bois grossier, qui paraît représenter une chasse au cerf.

(1) Bibliothèque Nationale. — V. *Catalogue de l'Histoire de France*, t. IX, p. 237, n° 53.

(2) *L'Imprimerie, les Imprimeurs et les Libraires à Grenoble*, p. 29.

(3) M. Paul Lacroix (Bibliophile Jacob) a consacré à ce livre un intéressant

Sonnets et Quatrains d'admiration ou sonnettes et sornettes de risée, autrement, l'Œuvre imparfaite faute d'argent ou par crainte d'en estre mocqué de plusieurs. Les deux pages suivantes disent le reste, par Antoine Blanc, imprimeur du Roy, près M. Rossel, notaire et proche du Grand-Temple. 1611. (In-4° de 2 ff. non chiffrés, y compris le titre, et de trois parties contenant 64, 46 et 83 pages.)

Ce singulier intitulé, bien fait pour piquer la curiosité, fait naitre chez le lecteur le désir de se reporter aux *pages suivantes*, qui doivent fournir l'explication de l'énigme. L'attente n'est point trompée. Ces pages contiennent deux lettres adressées par l'imprimeur à l'auteur, un sieur Solier, de Sommières. Elles nous font connaître que ce dernier avait fait marché avec Antoine Blanc, pour l'impression de ce recueil de poésies, recueil qu'il augmenta considérablement (1) sans vouloir jamais déboursier autre chose que les quatre écus qu'il avait donnés comme arrhes. Cela ne faisait pas le compte de notre imprimeur, qui, après avoir vainement réclamé le paiement de ses services, exhala sa juste colère dans les deux lettres, de menaces placées en tête du livre, en manière d'introduction.

La première est datée du 30 août 1611. En voici le début, qui donne une idée suffisante du factum :

« Antoine Blanc à M. Solier, de Sommières.

» Mons. Comme les beurriers de Paris ont fait grand remerciement
 » au sieur de Corboson sur ses ecrits à emballer, autant vous en
 » veulent faire les fromagers de Montpellier; mais j'y ai obtenu delai
 » jusqu'au XX septembre 1611, afin que vous y apportiez prompt
 » remede, retirant vos vers, et à mesme instant, avant que les depla-
 » cer, satisfaire à l'imprimeur qui (à faute de ce) s'en plaindra au
 » juge que qualifiez avare, suivant plusieurs exemplaires qu'en avez
 » fait imprimer, desquels en avez exhibé un à mon innocence pour
 » le réimprimer. Sur ceste 2^e impression, qui pouvoit contenir envi-
 » ron xii feuilles, j'ai receu iiij escus et devoi toucher le reste à la

article publié dans *Les Chroniques de Languedoc* (vol. VI, p. 229 et suiv.), sous ce titre : *Un Imprimeur de Montpellier et un poète de Sommières en 1611.*

(1) « Vos sonnets et quatrains fort avancez. vous y en voulez tant adjouster, sans argent, qu'ils eussent aucunement ressembler à Saint-Pierre de Rome, au dome de Milan, à St-Nizier de Lyon, etc. » (Préface des *Sonnets et Quatrains d'admiration*).

» fin. Vous y adjoutez et promettez (par vostre missive du 14 juin)
 » augmenter vos arrhes de vj escus, cependant ce n'est que vent.
 » Neanmoins vous m'arrachez de chaque feuille une coppie que faites
 » relier ; et au 28 d'aoust vous me r'escrivez en iij erreurs. Si j'im-
 » prime nostre convention, vos missives et le titre (ce sont avec
 » autre glose que celle d'Accurse), vous trouverez estre expedient
 » de m'envoier les septante-trois livres 18 sols tournois que m'y
 » restez, et par là fermer la porte à plusieurs qui désirent d'en gau-
 » cer parmi l'Europe, etc... A Montpellier, le 30 aoust 1611 ».

Cette première lettre n'ayant produit aucun effet, Antoine Blanc renouvelle, le 8 octobre, ses objurgations et ses menaces :

« Mons. Puisque ma missive du 30 aoust 1611 (à vous envoyée
 » par diverses voyes) n'a sceu vous esmouvoir à la charité que de-
 » vons à Dieu et au prochain, le ciel et la terre en soient tesmoins,
 » juges et exécuteurs. Vous estes juge, mais le j. et tout puissant
 » président (qui vendange grands, moyens et petits ça bas. Ps. 76)
 » vous y attrapera comme en est advenu à autres qui m'ont manqué.
 » Menteurs et decevans, etc., n'achevent à demi leurs ans. Ps. 5,
 » 12, 53, 62, etc. »

Mais ce n'est point seulement des foudres du ciel que le poète est menacé par notre imprimeur, qui termine sa lettre de la manière suivante :

« Ainsi (M. Solier), si entre ci et le 1 de novembre ne me payez en
 » retirant vos sonnets et quatrains d'admiration (ainsi les nommez)
 » je suis contraint à les marpailler aux fromagers. Mais sur qui telle
 » perte ? Dieu vous le fera sentir.

» Garde la queue. A Montpellier, le 8 d'octobre 1611. »

Pendant Antoine Blanc ne mit pas cette dernière menace à exécution. Il ne *marpailla* point aux fromagers de Montpellier les vers du poète Solier. Il trouva vengeance plus douce à le couvrir de ridicule en mettant son livre en vente, après y avoir ajouté préalablement ses deux lettres pleines de sarcasmes et en avoir modifié le titre, qui était à l'origine : « *Sonnets et Quatrains d'admiration.* »

Cette vengeance d'imprimeur n'est assurément pas banale, et méritait bien une mention spéciale dans l'histoire de la Typographie montpelliéraine.

L'ouvrage du poète Solier (1) est un recueil de sonnets et de quatrains relatifs à l'assassinat de Henri IV par Ravaillac. Certaines des pièces qui le composent ne sont pas dépourvues de valeur (2).

Nous ne possédons aucun renseignement précis sur l'auteur. Nous savons seulement qu'il était « homme de qualité, portant bonnet quarré et sosthane » (3). Suivant toute apparence, il occupait un siège de juge dans quelque juridiction languedocienne. La culture des Muses devait être pour lui un délassement, et peut-être un moyen d'oublier ses embarras d'argent et les poursuites de ses nombreux créanciers (4).

Au point de vue typographique, on ne peut que louer les *Sonnets et Quatrains d'admiration*. Cette œuvre est correcte et soignée. Elle est imprimée en caractères italiques d'un très beau type. Le titre est orné d'un bois assez grossier, représentant, semble-t-il, une chasse au cerf. On y voit deux personnages, dont l'un menace de son épée un cerf qui s'enfuit, et l'autre arrête un cheval échappé. Cette curieuse vignette se retrouve à la fin de la thèse de médecine imprimée par



(1) C'est probablement à Grenoble qu'Antoine Blanc était entré en relations avec Solier. Il résulte, en effet, des lettres de l'imprimeur, que le poète avait résidé dans cette ville, où la protection du duc de Lesdiguières avait failli le pousser à la Cour.

(2) V. dans les *Chroniques de Languedoc* (vol. VI, p. 239 et suiv.) les citations qui sont faites par M. Paul Lacroix.

(3) Lettre d'Antoine Blanc du 8 octobre 1611.

(4) D'après M. Paul Lacroix (*op cit.*). le poète Solier ne serait connu que par le recueil que nous mentionnons. Nous inclinons à croire qu'il est également l'auteur de l'ouvrage suivant, qui est conservé à la Bibliothèque de la ville de Montpellier : « *Preceptes, Enseignemens, Advertissemens et Meditations utiles pour la vie de l'homme, à l'imitation des Quatrains du sieur de Pybrac, par André du Sollier, lieutenant au Siège Royal de Sommières. — Montpellier, Jean Perch. 1628.* » (In-12).

Blanc en 1612. Elle renferme certainement une allégorie ; mais il est difficile de la déterminer.

Nous possédons fort peu de renseignements sur le maître-imprimeur MATHURIN BRETIN, qui exerçait à Montpellier à la même époque qu'Antoine Blanc. Nous savons seulement qu'il était originaire de Lyon et qu'il quitta notre ville en 1617 pour s'établir à Castres, où il périt en 1623, tué dans une rixe (*Mémoires de Bouffard de Madiane*).

Ainsi que nous l'avons indiqué plus haut, Jean Gillet cessa d'exercer en 1621. Nous ne connaissons aucune impression montpelliéraine datée de l'année suivante, qui fut marquée par le siège de la ville, ce qui semblerait établir que notre cité fut, un certain temps, privée de presses typographiques.

Dès que le calme eut succédé à l'agitation produite par les troubles religieux, les Consuls songèrent à donner un successeur à Gillet.

L'Administration municipale ne se trouvait plus entre les mêmes mains. Les événements de 1622 avaient eu pour conséquence de mettre les catholiques au pouvoir et d'en éloigner les protestants, qui, pendant plus d'un demi-siècle, avaient joui du monopole du Consulat. Aussi, le choix de nos Consuls se porta-t-il, cette fois, sur un imprimeur catholique. Ils firent appel à un habile typographe, du nom de JEAN PECH, qui s'était établi, depuis quelques années, à Béziers. Ainsi qu'il avait été fait pour Gillet, la Municipalité se chargea des frais de son déménagement et du paiement de son loyer (1).

Ce fut dans les premiers mois de l'année 1623 que Jean Pech

(1) Nous avons relevé dans les registres des Clavaires (année 1623, cc. 367) les mentions suivantes :

« A M^e Jean Puech, imprimeur de ladite ville, la somme de cinquante livres
 » pour le port de ses meubles depuis Beziers jusques en la presente ville et ses
 » imprimeries, par commandement desdits s^{rs} consuls et quittance en suite dudit
 » Puech. »

Et plus loin :

« A Jean Puech, imprimeur de ladite ville, la somme de soixante livres, pour
 » la rante de la maison que la ville lui paye pour une année qui finira 1^{er} avril
 » M Vlc XXIIII, ayant ladite somme esté accordée dans l'estat des debtes par
 » commandement desdits seigneurs consuls et quittance dudit Puech du XIX^e de
 » mars audit an M Vlc XXIIII. »

arriva à Montpellier où, pendant plus d'un siècle, exactement 118 ans (1623-1740), sa famille devait exercer l'art de l'imprimerie.

Jean Pech, que M. Deschamps considère à tort comme d'origine toulousaine avait eu le mérite d'introduire la Typographie à Béziers.

Le plus ancien ouvrage sorti de ses presses et, par suite, la plus ancienne impression biterroise, est daté de 1612, et porte le titre suivant :

Concilium provinciale provincie Narbonensis sub Illustrissimo et Rmo D. D. Ludovico de Vervins : archiepiscopo et primate Narbonensi habitum anno Domini 1609. — Biterris, apud Ioannem Pech, typographum, superiorum permissu, 1612. (In-8°, de 268 pp.)

On peut encore mentionner, parmi les œuvres les plus intéressantes qu'il a imprimées à Béziers :

Panegyrique ou discours sur l'antiquité et excellence du Languedoc, par Jacques Cassan, docteur et avocat, cl. lcc. xvii. (In-8°, de 229 pp.)

Le Harlan ou Pillage et desmolissement des églises de la ville de Montpellier, faicts par quelques rebelles, 1622. (In-12, de 27 pp.) (1).

L'installation de Jean Pech à Montpellier n'eut tout d'abord que le caractère d'une succursale, car il continua, durant quelques années encore, à exercer à Béziers. Nous ne connaissons qu'un seul livre par lui imprimé dans notre ville, en 1623 (2). Il est intitulé :

Traicté de l'origine, vertus, proprietes et usage de la pierre Bezoar, par Laurens Catelan, apothicaire de Montpellier. — Montpellier, Jean Pech, imprimeur du Roy, 1623.

En revanche, nous possédons un grand nombre d'impressions datées des années suivantes. Elles sont généralement soignées et de bonne facture. Elles rappellent beaucoup les impressions de Gillet, dont nous avons fait l'éloge.

Citons parmi les produits des presses de Jean Pech qui offrent le plus d'intérêt :

(1) La Bibliothèque de la ville de Montpellier possède le seul exemplaire connu de cette plaquette, qui a été réimprimée, en 1874, par les soins de la Société des Bibliophiles de Montpellier.

(2) Nous pouvons cependant signaler encore la pièce suivante, imprimée par Pech à Montpellier, la même année : « *Bail des Traictes foraines et domaniales de Languedoc et Provence, faict par le Roy à Maistre Claude de Bailly, secrétaire ordinaire de sa chambre.* (In-4°, de 16 pp.) Arch. départ. Hérault : collection Pouget, vol. LXVI (l. A. 241, n° 1).

Histoire de la nature, chasse, vertus, proprietz et usage de la Lycorne, par Laurens Catelan, apoticquaire de Monseigneur le duc de Vandosme, et maistre apoticquaire de Montpellier, 1624. (In-4° de 100 pp., avec figure représentant une licorne, surmontée de la légende : Venena pello).

Le Balet de la Tour de Babel, dansé à Montpellier le dimanche dernier jour du mois de Janvier de l'année M.DC.XXVII. (In-4° de 24 pp.)

Maguelone suppliante au Roy, par le Sieur Gariel, chanoine en l'Eglise Cathédrale, 1633. (In-12. de 53 pp.)

Tous les érudits connaissent aujourd'hui cette dernière plaquette, touchant plaidoyer en faveur des antiques murailles de Maguelone, grâce à la réédition qui en a été faite, en 1873, par les soins de la Société des Bibliophiles Languedociens.

Après avoir imprimé simultanément à Montpellier et à Béziers jusque vers 1629 (1), Jean Pech abandonna cette seconde ville pour se consacrer exclusivement à sa succursale, qui devint ainsi son atelier principal. Nous ne serions point éloigné de voir la cause de cette détermination dans l'établissement d'un de ses confrères à Béziers. Ce concurrent, dont nous retrouverons plus tard la descendance à Montpellier, était Jean Martel, qui débuta, en 1628, par une nouvelle impression des *Édits* de Philippi, déjà réédités par Gillet en 1597.

Pech estima, sans doute, qu'il était plus sage d'affermir sa situation à Montpellier, où il était seul à exercer son industrie, au lieu d'entrer en lutte contre Martel à Béziers, ville qui ne pouvait fournir un aliment suffisant à deux presses typographiques. Au reste, il trouvait à Montpellier des travaux assez nombreux et assez impor-

(1) Le dernier livre imprimé par Jean Pech à Béziers paraît être le suivant : *Le naufrage et débris de la flotte anglaise. Ensemble le nom des capitaines et soldats qui ont esté arrestez à Quimpercorantin et autres costes de Bretagne. — A Beziers, par Jean Pech, imprimeur ordinaire du Roy et de la Ville, 1629. (In-12.)*

Après avoir quitté Béziers, Jean Pech eut encore l'occasion d'imprimer quelques travaux dans cette ville, en sa qualité d'imprimeur des États-Généraux de la province. (V. notamment un règlement pour le logement des troupes daté de 1638. Arch. départ. Hérault, *Collection Pouget*, III, n° 66). Les imprimeurs des États avaient, en effet, contume de transporter leurs presses au lieu où l'assemblée se réunissait.

tants pour occuper son activité. L'Université, en particulier, lui confiait l'impression d'un grand nombre d'ouvrages. Nous connaissons beaucoup de thèses de médecine sorties des ateliers de Jean Pech. Ce fut lui notamment qui, en 1638 et 1639, imprima les travaux des candidats aux chaires de l'École de médecine, vacantes par suite du décès des professeurs Jean Delort et Georges Scharpe (1).

M. Paulin Blanc, ancien conservateur de la Bibliothèque municipale de Montpellier, a attribué à Jean Pech l'impression d'une très rare et très curieuse plaquette (2), qui a pour titre :

Les portraits des plus belles Dames de la ville de Montpellier et d'une vieille Demoiselle, ou leurs personnes, leurs mœurs, esprits, complexions et inclinations sont au vif et naturellement dépeintes. — A Paris, chez Michel d'Amour, imprimeur du Roy, rue du Marais du Temple, à l'Enseigne de Saint-Luc, 1660. (Petit in-4°, de 4 pp. prélim. non chiff. et 48 pp. chiff.) (3).

S'il est vrai, comme tout semble l'indiquer, que les mentions finales de ce titre soient de pure invention et que le livre soit sorti d'une presse montpelliéraine, ce ne serait point à Jean Pech, décédé depuis longtemps, en 1660, mais bien à son successeur qu'il conviendrait de l'attribuer. Au reste, cet ouvrage ne présente, au point de vue typographique, aucun intérêt, car son impression est grossière et des plus défectueuses.

Jean Pech exerça l'Imprimerie jusqu'en 1644. A cette date, son fils DANIEL, qui depuis quelques années déjà avait ouvert pour son compte un atelier de Typographie (4), lui succéda comme imprimeur de la ville. En cette qualité, il continua à recevoir des Consuls l'indemnité annuelle de 60 livres pour son logement. Cette somme lui fut payée jusqu'en 1667, époque à laquelle intervint un nouveau

(1) Ces travaux sont conservés à la Bibliothèque de la Faculté de Médecine, G, 2, *Mélanges*, B, 87.

(2) *Notice sur un livre très rare et très peu connu, intitulé : Les portraits des plus belles Dames de la ville de Montpellier, etc.* (Montpellier, 1841, p. 7).

(3) Cette plaquette, dont le seul exemplaire connu est conservé à la Bibliothèque de la ville de Lunel, a été réimprimée en 1867 (Genève, J. Gay et fils, éditeurs).

(4) Le nom de Daniel Pech figure, avec la qualité d'imprimeur, dans les registres des Clavaires des années 1642 et 1643 (Arch. municip. Montpellier, cc, 385 et 386).

traité entre Daniel Pech et le Conseil des Vingt-Quatre. Aux termes de ce traité, l'imprimeur, devenant un véritable fonctionnaire municipal, recevait un traitement fixe de 135 livres par an, qui représentait à la fois le loyer de son imprimerie et le prix des impressions courantes par lui faites pour les Consuls.

Daniel Pech n'héritait point des excellentes qualités de son père ; il ne sut pas rester fidèle aux bonnes traditions de l'art typographique qui avaient été conservées jusqu'à cette époque à Montpellier. Ses impressions sont en général médiocres, quelquefois même absolument mauvaises, et décèlent l'absence de goût chez leur auteur.

Ce typographe imprima un grand nombre de travaux universitaires (1), et plusieurs ouvrages de polémique religieuse d'origine catholique (2) ; mais les livres les plus importants sortis de ses presses sont incontestablement ceux du chanoine Gariel, qui lui confia la publication de toutes ses œuvres, à l'exception toutefois du *Series Præsulum Magalonensium et Monspelienisium* (3) et du *Discours de la gloire de la France sur l'état présent des affaires* (4).

C'est à lui que nous devons l'impression des ouvrages suivants :

Epitome rerum in inferiore Occitania pro religione gestarum ab excessu Henrici IV regis sive ab Anno 1610 ad Annum 1657. — M.DC.LVII. (In-4°, de 184 pp.)

Idée de la ville de Montpellier, recherchée et présentée aux honnestes gens, par M^e Pierre Gariel, doyen des Chanoines en l'Eglise Cathé-

(1) V. Bibliothèque de la Faculté de Médecine, G, 2, *Mélanges*, B, 88.

(2) Mentionnons parmi les plus curieux :

Le sejour de l'Eglise pretendue reformée dans les isles imaginaires, et responce au livre intitulé : Responce à la Demande que nous fait, où estoit nostre Eglise avant Luther, composé par le sieur Eustache, ministre, par le R. P. Mercier, de la Compagnie de Jésus. — A Montpellier, par Daniel Pech, 1652. (Pet. in-8°, de 19 ff. prélim. et 827 pp. — Bibl. de la Faculté de Théologie de Montauban).

Antithese de la Cene de Nostre Seigneur Jesus Christ et de la Cene Calvinienne avec son formulaire, pour servir de responce aux railleries satyriques d'un Parasite masqué de la Religion Prétendue Ref. contre le nom de Messe, par Messire Philippe Codurc, conseiller du Roy. — A Montpellier, par Daniel Pech, 1655. (Pet. in-8°, de 121 pp. — Bibl. de M. Vielles, de Montauban).

(3) Cet ouvrage fut imprimé à Toulouse, en 1652, par François Boude.

(4) Gariel confia l'impression de cette plaquette à Jacques Roussin, de Lyon (1643). Elle a été rééditée, en 1873, par la Société des Bibliophiles Languedociens.

drale de la mesme ville. — 1665. (In-4° de 263, 156, 296 et 192 pp.)

Nous pouvons encore citer :

Armorial des Estats de Languedoc, enrichi des elemens de l'art du Blason, gravé et recueilli par Jacques Beaudeau, graveur à Montpellier. — M.DC.LXXXVI. (In-8°, de 191 ff. non chiff.)

Et une plaquette, aujourd'hui rarissime :

Montpeliensis civitatis panegyricus in Monsp. Reg. et Acad. Colleg. Societ. Jesu, dictus. — M.DC.LXXXVII. (In-4° de 45 pp) (1).

Daniel Pech eut pour successeurs, en 1688, ses deux fils, GABRIEL et HONORÉ PECH, qui demeurèrent associés jusqu'en 1696. A cette date, Gabriel étant mort, HONORÉ PECH prit la direction de l'Imprimerie, qu'il conserva jusqu'à son décès, survenu en 1715. Sa veuve, usant du privilège accordé aux veuves d'imprimeurs, continua encore, pendant près de vingt-cinq ans, à exercer la Typographie.

Après cent dix-sept années d'existence, l'Imprimerie Pech fut supprimée, par l'arrêt du Conseil du 31 mars 1739 (2). On trouve cependant quelques ouvrages datés de l'année 1740, qui portent la signature de la veuve d'HONORÉ PECH. Ce fait semblerait indiquer que l'arrêt de 1739 ne reçut pas une exécution immédiate.

Aucune des impressions de Gabriel et d'Honoré Pech, ou de la veuve de ce dernier, n'offre assez d'intérêt pour être signalée. La plupart des travaux sortis de leurs presses sont des documents administratifs ou des thèses universitaires. Ils ne présentent aucune particularité au point de vue typographique.

Le titre d'« Imprimeur de la ville et communauté de Montpellier » fut toujours conservé par les Pech, qui, jusqu'en 1715, bénéficièrent du traitement attaché à cette qualité, sauf toutefois pendant une douzaine d'années (1699-1712) (3), durant lesquelles un typographe nouvellement établi, Jean Martel, parvint à supplanter Honoré Pech.

(1) Ce panégyrique, composé par le Père Charbonneau, jésuite, fut imprimé aux frais de la Municipalité. Il en fut tiré 400 exemplaires. (V. registre des Clavaires, année 1687, cc, 426). Le seul exemplaire, aujourd'hui connu, se trouve à la Bibliothèque de la ville de Montpellier.

(2) L'arrêt de 1739 réduisit le nombre des Imprimeries du royaume et ordonna qu'à l'avenir les places des imprimeurs décédés ne seraient point remplies, tant que leurs veuves continueraient à exercer leur industrie.

(3) Consult. les registres des Clavaires, de 1699 à 1712.

En 1716, les consuls supprimèrent l'appointement annuel de l'imprimeur de la ville, déjà réduit à 100 livres depuis l'année 1686 (1). Ainsi disparut cette allocation, qui avait figuré au budget communal pendant plus de cent vingt ans.

Les successeurs de Jean Pech n'eurent point, comme ce dernier, l'heureuse fortune de n'avoir aucun concurrent à Montpellier. Plusieurs imprimeurs y exercèrent leur industrie en même temps qu'eux : les uns, d'une manière modeste et passagère, à en juger par le petit nombre de leurs ouvrages qui nous restent ; les autres, avec un succès qui eut pour conséquence la fondation d'importants ateliers typographiques dans notre ville.

Il convient de ranger dans la première catégorie Pierre du Buisson et Claverie, qui imprimèrent vers le milieu du XVII^e siècle.

PIERRE DU BUISSON appartenait à une ancienne famille de libraires montpelliérains, dont on trouve de fréquentes mentions dans nos archives municipales (2). A l'exemple de beaucoup de ses confrères, il voulut sans doute adjoindre à son commerce l'industrie de l'imprimerie ; mais cette tentative ne dut pas être heureuse, car nous ne connaissons que deux livres sortis de ses presses. Ils portent les dates 1644 et 1645. Ce sont :

Monspeliensis medicorum Universitas : Oratio pronunciata die vigesima prima mensis octobris anni M.DC.XLIV a S. Curtaudo, dictæ Universitatis decano et professore regio, pro studiorum renovatione. — Monspelii, apud Petrum du Buisson, typographum regium, M.DC.XLV. (In-4° de 93 p.) (3).

Traité de l'Adianton ou cheveu de Venus, contenant la description, les utilitez et les diverses preparations galeniques et spagyriques de cette plante, pour l'usage familier de toute sorte de personnes, en la guerison de quelle indisposition que ce soit, par Pierre Formi, docteur en l'Université de medecine de Montpellier. — A Montpellier, par

(1) Le registre de la Claverie de l'année 1716 porte la mention suivante, qui est la dernière relative au traitement de l'imprimeur municipal : « A Demoiselle » Marie Vincens, veuve du sieur Honnoré Pech, imprimeur ordinaire de la ville » la somme de 50 livres, pour ses gages ordinaires des premiers six mois de » l'année de ce compte. »

(2) V. notamment compoix Saint-Foy, 1600, fol. 270 ; compoix Saint-Firmin, après 1600, fol. 33 (Arch. municip. de Montpellier).

(3) Bibliothèque de la ville de Montpellier.

Pierre du Buisson, marchand libraire et imprimeur du Roy et de Son Altesse Royale, M.DC.XLIV. (In-12, de viii ff. prélim. et 80 pp., orné d'une planche gravée par Prieur) (1).

Ce dernier livre est curieux, non seulement par sa forme typographique, qui offre un réel intérêt, mais encore par le sujet traité. L'auteur nous fait connaître une admirable panacée, bien digne de rivaliser avec la célèbre confection d'Alkermès, de Pierre Sanche : « Il n'y a partie en nostre corps, dit-il, pour laquelle elle n'ait de » l'inclination, ny maladie contre laquelle elle ne desploye le benefice de ses vertus. »

Le *Traité de l'Adianton* se termine par un quatrain, que nous croyons devoir citer, tant à cause de sa singularité que parce qu'il donnera au lecteur une idée des pièces laudatives, d'assez mauvais goût, que l'on rencontre dans la plupart des ouvrages et thèses de médecine de la même époque :

A Monsieur Formi

Mon cousin, sur son *Traité du Cheveu de Venus*

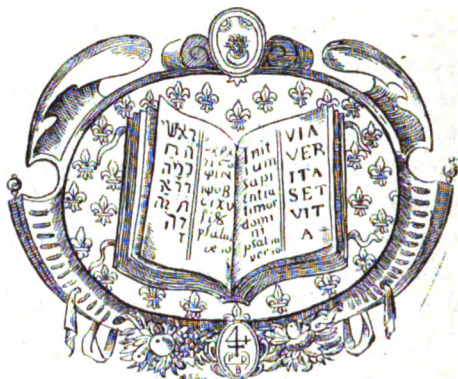
Un filet en la main du genereux Thesée
Le sauva du malheur, où le portoit son sort.
Tu fais chose en effect plus grande et plus aîzée
Tirant par un cheveu les hommes de la mort.

Marc. Ant. de M., Sieur de la Coste.

Nous ignorons jusqu'à quelle époque a exercé du Buisson ; mais il est certain qu'il imprimait encore en 1648, car il est qualifié d'imprimeur sur le registre du Clavaire de cette année.

Sur le titre de la première des impressions de ce typographe que nous avons signalées, figurent sa marque et ses armes. Nous les reproduisons ci-après :

(1) Bibliothèque de la Faculté de Médecine, Dc. 157. — Ce traité a été réédité, en 1780, par Buchoz, en même temps qu'un autre ouvrage, sous le titre suivant : « *Traités très rares concernant l'histoire naturelle et les arts.* » (In-12, Paris, Saugrain et Lamy.)



Le second imprimeur que nous avons mentionné, PIERRE CLAVERIE, ne nous est connu que par deux thèses datées de 1649, et conservées à la bibliothèque de la Faculté de médecine (1). En voici les titres :

Universum stadium Monspeliense medicum Jacobi Didier, sedanensis, d. m. — Monspelii, apud Petrum Claverie typograph., M.DC.XLIX. (Petit in-4° de 32 pp.)

Illustrissimis omnium ordinum Occitanix viris Monspelii comitia habentibus, Leonardus Debonoeil subterraneus, medicinæ studiosus, suas pro prima Apollinari laurea consequenda positiones D. D. D. — Monspelii, apud Petrum Claverie, typograph. M.DC.XXXXIX. (Petit in-4° de 10 pp. non chiff.) (2).

M. P. Deschamps cite parmi les imprimeurs qui exercèrent à Béziers, au XVII^e siècle, un Claverie (3). Ne serait-ce point le même personnage que celui qui imprimait à Montpellier en 1649, ou tout au moins un de ses parents ?

Les concurrents les plus sérieux des Pech furent sans contredit les Martel.

JEAN MARTEL qui vint s'établir dans notre ville en 1688, était fixé

(1) Biblioth. de la Faculté de médecine, *Mélanges*, B, 98 (G. 2, n° 265), nos 12 et 15.

(2) Le sujet de cette thèse, dont l'indication ne figure point sur le titre, est le suivant : *An nephriticis aque Bellilucanæ ?*

(3) *Op. cit.*, v° *Biterræ*. — Nous ne connaissons de ce Claverie qu'une affiche imprimée en 1637 pour les États de Languedoc (Arch. départ. Hérault, série C, *États*, T. B., 1637).

avant cette époque à Pézenas ; mais sa famille était originaire de Béziers, où elle exerçait la Typographie dès l'année 1628 (1). C'est au chef de la famille Martel que l'on doit une des plus intéressantes impressions biterroises :

L'antiquité du Triomphe de Besiers au jour de l'Ascension, contenant les plus rares histoires qui ont été représentées au susdit jour ces dernières années. — Besiers, J. Martel, 1628 (In-12).

S'il existait quelque doute sur l'origine de cet imprimeur, les vers par lui placés en tête de *L'antiquité du Triomphe de Besiers* suffiraient à le dissiper. Voici ce curieux document :

Besiers, pour toute recompense
D'avoir en toy prins ma naissance
Je veux ta gloire publier :
Et pour ce, veux-je que sans cesse
Mes Caractheres et ma presse
Soient occupez à t'exalter.

L'excellence de ton merite
Doit par quelqu'un estre descrite
Qui sache tres bien discourir,
Mais pour tant qu'il s'y estudie
Il faut qu'il ayt l'Imprimerie
Pour faire ton nom Retentir.

Je ne puis en meilleure affaire
Prendre le moyen de te plaire
Pour eterniser ton Renom
Qu'en rehaussant ta Renommée
Qui sera partout semée
Par l'impression de ton Nom.

I. M.

Les membres de la famille Martel se répandirent, durant le XVII^e siècle, dans tout le Midi de la France, et établirent des imprimeries dans les principales villes. C'est ainsi que l'on trouve des imprimeurs de ce nom à Béziers, à Toulouse, à Nîmes, à Carcassonne, à Marseille, à Pézenas, etc.

(1) D'après M. Desbarreaux-Bernard, le premier Martel aurait débuté à Béziers, en 1620, par l'impression de l'*Oraison funèbre de Thomas Bonzy*, par Antoine Lamour. C'est là une inexactitude, car cet ouvrage ne fut imprimé qu'en 1628, date de la mort de Thomas de Bonzy.

Celui des Martel qui était fixé dans cette dernière localité, transporta, comme nous venons de le dire, ses presses à Montpellier en 1688 (1). Son prénom était Jean, comme celui du chef de la famille et de la plupart de ses successeurs dans notre ville.

Les premières impressions montpelliéraines de Jean Martel sont des travaux administratifs : édits et ordonnances du Roi, arrêts du Conseil d'Etat, etc.

Le plus ancien de ces ouvrages connu de nous, est le suivant :

Memoire des raisons qui ont obligé le roy à reprendre les Armes, et qui doivent persuader toute la chrétienté des sinceres intentions de Sa Majesté, pour l'affermissement de la tranquillité publique. — A Montpellier, de l'Imprimerie de Jean Martel, imprimeur ordinaire du Roy. M.DC.LXXXVIII. (Petit in-4°, de 9 pp.) (2).

Signalons encore, parmi les premiers produits des presses de Martel, une curieuse satire datée de 1694, qui a pour titre :

Les Petits-Maîtres. (In-12, de 11 pp., en caractères italiques).

Jean Martel était un ouvrier typographe assez habile. Ses impressions sont, en général, soignées. Il convient de noter une certaine recherche dans les bois qui ornent ses ouvrages : têtes de chapitre, lettres initiales, etc. (3) ; quelques-uns semblent avoir été gravés spécialement pour lui.

Il eut pour successeur son fils, reçu maître en 1698, et qui exerça dans notre ville pendant plus de soixante ans (4). Son travail le plus important fut l'*Histoire de la Ville de Montpellier*, par le chanoine d'Aigrefeuille (1737-1739, 2 vol. in-fol.).

Ce fut lui qui commença, en 1698, la publication du *Recueil des édits, déclarations, arrests et ordonnances pour la province de Languedoc*. Cette collection, continuée jusqu'à la Révolution, ne comprend

(1) Et non en 1692, comme on l'a quelquefois prétendu (V. *Mémoires inédits d'André Delort*, édition des Bibliophiles de Montpellier, préface, p. ix, note 1).

(2) Arch. dép. Hérault : Collection Pouget, vol. LXXXVI (I.A. 261) n° 69. — On trouve dans cette collection un grand nombre d'anciennes impressions de Martel (V. notamment vol. XVIII, 44 et LXVII, 172 et suiv.).

(3) V. entre autres, Collection Pouget, vol. XIV, n° 50 ; LIII, n° 72 et 78.

(4) Voici comment le subdélégué de Montpellier appréciait, en 1738, les travaux de l'imprimerie Martel : « Les ouvrages qui en sortent sont assez bons. et ils approchent de la perfection des plus belles Imprimeries lorsqu'on y emploie les meilleurs caractères. » (Arch. dép. Hérault, série c, 2805).

pas moins de 50 volumes in-4°. Elle a été presque entièrement publiée par les imprimeurs du nom de Martel qui se sont succédé à Montpellier. Quelques années seulement ont été imprimées, soit par la veuve d'Honoré Pech, soit par G. Besse, de Narbonne.

Jean Martel (2^{me} du nom à Montpellier) mourut en 1761 (1). Sa veuve continua son industrie pendant quelques années (1761 à 1769), en vertu d'un arrêt du Conseil du 15 février 1761. Comme ses affaires ne prospéraient point, elle donna sa démission en 1768, et sa place fut, suivant l'usage, mise au concours (2). Un de ses fils, JEAN MARTEL AÎNÉ, qui était libraire, mais n'exerçait point en réalité, obtint cette place (20 décembre 1769). Il eut à vaincre, pour arriver à ce résultat, une vive opposition de la part de son frère, Antoine Martel, conseiller à la Cour des Comptes, Aides et Finances de Montpellier. Ce différend de famille, provoqué par des questions d'intérêt, se termina par une transaction, qui attribuait au conseiller Martel une part dans les bénéfices de l'Imprimerie (3).

Comme ses prédécesseurs, Jean Martel aîné fut surtout un imprimeur administratif. La province lui confiait le soin de toutes ses impressions. Lorsque, en 1776, les Etats-Généraux de Languedoc décidèrent d'imprimer les procès-verbaux de leurs séances, c'est encore à Martel qu'échut ce travail, qu'il continua jusqu'en 1789. C'est son œuvre la plus considérable. Il hérita également de la clientèle de la Société royale des sciences, dont son père avait publié les travaux depuis 1706.

Jean Martel aîné exerçait encore lorsqu'éclata la Révolution. Nous avons choisi cette date comme limite extrême de notre étude. Nous ne nous occuperons donc pas de ses successeurs. La maison Martel existe toujours à Montpellier, et a pu célébrer, il y a quelques années, le deux centième anniversaire de son établissement dans notre ville.

(1) Suivant M. Deschamps (*op. cit.*), Jean Martel n'aurait exercé que jusqu'en 1755. C'est là une erreur, qui a probablement pour origine le fait suivant. Jusqu'à cette date, notre imprimeur exerça en vertu de la maîtrise qui lui avait été accordée par la Corporation des Imprimeurs de Montpellier, le 12 mai 1698. Mais, à partir de 1755, il dut, conformément aux nouveaux règlements, se faire autoriser par un arrêt du Conseil, qui fut rendu le 9 septembre de cette année.

(2) Par arrêt du Conseil du 27 juin 1768.

(3) V. Arch. dép. Hérault, série C, 2808.

L'arrêt du Conseil du Roi du 21 juillet 1704 avait fixé à deux le nombre des imprimeurs pouvant exercer à Montpellier. Cette disposition fut plus tard confirmée par un autre arrêt en date du 31 mars 1739 (1).

En conséquence, à la mort d'Honoré Pech (1715) et bien que sa veuve continuât, conformément à l'usage, à diriger son établissement de Typographie, une place d'imprimeur fut déclarée vacante. Une dizaine d'années s'écoulèrent sans qu'aucun candidat se présentât pour l'occuper. Ce ne fut qu'en 1723 qu'un imprimeur, du nom de FRANÇOIS ROCHARD, obtint la succession du dernier des Pech (2). Il fut pourvu du titre d'imprimeur du roi par lettres patentes délivrées le 9 août de la même année. Tout nous autorise à croire qu'il était originaire de Paris, ou, tout au moins, qu'il était établi dans cette dernière ville avant de venir à Montpellier.

François Rochard imprima plusieurs ouvrages liturgiques, parmi lesquels nous pouvons citer le *Propre* (1736, in-8° de 309 pp.) (3) et l'*Ordo* du diocèse de Montpellier (1736, in-8° de 78 pp.), édités par ordre de Mgr Joachim Colbert.

Il mourut en 1736. Son fils, AUGUSTIN-FRANÇOIS ROCHARD, lui succéda. Il fut pourvu par lettres patentes du 6 novembre de cette année.

Il résulte du rapport sur l'Imprimerie présenté en 1738 par le subdélégué de Montpellier (4) que le principal travail de Rochard consistait « dans les impressions nécessaires pour l'Intendance, les fermes générales, le contrôle et le diocèse de Montpellier, outre les factums et instructions de procédures ». Ce document ajoute que « les ouvrages sont bons et les caractères fort beaux ».

(1) Cet arrêt accordait un imprimeur à Béziers, un à Pézenas et dix à Toulouse.

(2) M. P. Deschamps (*op. cit.*, v° *Mons Pessulanus*) commet une inexactitude lorsqu'il dit que le fonds des Pech passa à François Rochard en 1723, puisque la veuve d'Honoré Pech continua à diriger l'imprimerie de son mari jusqu'en 1740. Rochard obtint simplement la place d'imprimeur laissée vacante par le décès d'Honoré Pech.

(3) Les plus anciennes impressions de Rochard connues de nous, se trouvent dans le *Recueil d'arrests* de Philippe-Laurent de Joubert, I, nos 129 et suiv. (Collections de la Société archéologique de Montpellier) et dans la collection Pouget, vol. LIV, n° 133 (Arch. dép. Hérault).

(4) Arch. départ. Hérault, série C, n° 2805.

C'est à Rochard que l'on doit l'impression du plus ancien journal montpelliérain, qui fut publié à dater du 19 mars 1770, sous le titre de : *Feuille hebdomadaire ou Journal d'annonces, affiches et avis divers* (1). Il publia également divers livres liturgiques ; mais certains de ces ouvrages lui valurent des désagréments, comme entachés de jansénisme. C'est ainsi que, le 11 novembre 1737, sur l'ordre du cardinal de Fleury, Pierre Bandouin, avocat, subdélégué de l'Intendance au département de Montpellier, fit saisie dans son imprimerie des feuilles imprimées d'un livre intitulé : *Le Propre des saints du diocèse de Montpellier*. Il saisit encore une partie de la copie et fit briser et distribuer devant lui une forme prête à être tirée (2).

Nous ne pouvons citer aucun livre important sorti des presses des Rochard. Au reste, pendant la majeure partie du XVIII^e siècle, les imprimeurs montpelliérains semblent avoir été absorbés par les travaux courants, qui suffisaient largement à les occuper et ne leur permettaient pas d'entreprendre des ouvrages de longue haleine. C'est ce qui paraît résulter d'une lettre du subdélégué de Montpellier au lieutenant-général de police de Paris, à la date du 18 novembre 1774. Un sieur Claude Hérissant, imprimeur à Paris et propriétaire du privilège du *Catéchisme de Montpellier*, s'était plaint de ce que ce livre avait été contrefait dans notre ville. Le subdélégué répond à cette plainte qu'il n'a été fait aucune contrefaçon à Montpellier, où il n'y a que deux imprimeurs, « si occupés à l'impression d'ouvrages journaliers pour le Palais, l'Intendance, la Province, les Fermes, l'Évêché et autres, qu'ils ne sauraient vaquer à des objets d'une si grande étendue que celui dont il s'agit »

JEAN-FRANÇOIS PICOT, de Lyon, succéda, en 1775, à Rochard, démissionnaire en sa faveur. Il obtint, le 14 avril 1776, des lettres patentes lui donnant le titre de *seul imprimeur du Roy* à Montpellier, privilège de tout temps attaché à l'imprimerie Rochard. Ce privilège conférait en principe, à celui qui en était investi, le droit « d'imprimer tous édits, déclarations, ordonnances, arrests et réglemens et autres actes concernant les Etats, maisons et domaines du Roy,

(1) Il est très probable que d'autres feuilles ont été publiées à Montpellier avant celle-là ; mais jusqu'à ce jour il n'en a été retrouvé aucun exemplaire.

(2) Arch. départ. Hérault, série C, n° 2812.

sans qu'aucun autre que lui, dans la même ville, pût en imprimer, vendre et débiter, à peine de tous dépens, dommages et intérêts ».

Picot s'associa, peu après sa nomination, un sieur Fontenay, dont il épousa la fille. Il publia, de 1780 à 1791, le *Journal de la Généralité de Montpellier*, qui semble avoir succédé, après quelques années d'interruption, à la *Feuille hebdomadaire d'annonces*.

En 1789, à la veille de la Révolution, il imprimait les procès-verbaux de la commune de Montpellier.

Le 19 avril 1790, J.-F. TOURNEL obtint un arrêt du Conseil qui créa en sa faveur une troisième imprimerie à Montpellier. C'était un ancien libraire établi dans notre ville depuis une vingtaine d'années (1). Sur ses premières impressions, il s'intitule imprimeur de la Garde Nationale et des Amis de la Constitution. Il forma, en 1791, une société avec ses fils et son neveu, Jean-Germain Tournel, et obtint le titre d'imprimeur de la municipalité. Parmi ses travaux les plus notables, il convient de citer le *Journal hebdomadaire du département de l'Hérault*, rédigé par François Vendryès, homme de loi. Les exemplaires de cette curieuse feuille sont aujourd'hui rarissimes (2).

En 1793, se produisit une scission parmi les associés, qui formèrent deux maisons distinctes sous les noms de J.-F. TOURNEL PÈRE ET FILS, imprimeurs de la Société populaire, et J.-G. TOURNEL, NEVEU, imprimeur du département.

La loi du 17 mars 1791, en supprimant les corps de métiers, rendit libre l'exercice de la profession d'imprimeur, si longtemps soumise à la plus rigoureuse des tutelles. Elle eut pour conséquence, à Montpellier, la création d'un grand nombre d'imprimeries qui vinrent s'établir à côté des anciens ateliers typographiques créés sous le régime du monopole (3).

Parmi les nouveaux imprimeurs qui exercèrent durant la période

(1) Il avait été reçu libraire le 26 octobre 1767.

(2) Nous ne connaissons personnellement que l'exemplaire qui se trouve dans les Collections de la Société archéologique de Montpellier. Le premier numéro de cette feuille parut le 1^{er} octobre 1791.

(3) V. sur les rapports des imprimeurs de Montpellier avec le Conseil du département de l'Hérault, un intéressant document publié dans les *Procès-Verbaux des séances de l'Assemblée administrative du département de l'Hérault pendant la Révolution* (Séance du 15 novembre 1892. — Vol. II, pp. 283 et 284).

révolutionnaire, nous citerons : IZAR et RICARD (1), qui imprimèrent la première édition des œuvres de l'abbé Favre ; F^r SÉRAN, G^{me} GRAS et J^r COUGOURDAN, imprimeurs des Corps administratifs ; C. BELEZE (2), et, enfin, BONNARIQ et AVIGNON.

Ces derniers méritent une mention spéciale. Afin d'obtenir les faveurs de l'administration et la clientèle des « patriotes », ils donnèrent à leur maison, dès le début de son établissement, qui paraît remonter à l'an II, le nom d'*Imprimerie Révolutionnaire* et ornèrent leurs impressions d'un bonnet phrygien (très grossièrement dessiné). Cependant, cette manifestation de leurs sentiments politiques ne parut point suffisante à nos imprimeurs, et pour l'accentuer en indiquant davantage leur attachement aux idées nouvelles, ils ne trouvèrent rien de mieux que de se débaptiser, pour choisir des patrons dans le goût du jour. Bonnariq prit le prénom de *Marat*, son associé celui de *Caton*, et l'Imprimerie Révolutionnaire devint la maison MARAT BONNARIQ et CATON AVIGNON (3). Cette raison sociale n'eut pas toutefois une longue durée. Elle fut modifiée à la suite de l'adjonction d'un nouvel associé, le sieur Migueyron. A compter de ce moment, les prénoms disparurent et les produits de cette imprimerie portèrent simplement les noms de BONNARIQ, AVIGNON et MIGUEYRON.

Notre énumération serait incomplète si nous ne mentionnions pas, parmi les maîtres-imprimeurs montpelliérains, certains typographes qui, sans être établis dans notre ville, y ont cependant réellement imprimé. Nous voulons parler de ceux qui étaient attachés au service des Etats-Généraux de Languedoc.

Les imprimeurs des Etats devaient accompagner les députés dans les diverses localités où ils tenaient séance et y transporter leurs

(1) Les deux associés se séparèrent plus tard et créèrent deux Maisons distinctes

(2) Nous ne connaissons qu'un seul ouvrage imprimé par Beleze. C'est le suivant : « *Discours prononcé à la salle Décadoire, le 30 ventôse, par le citoyen Goulard, notable. — A Montpellier, de l'imprimerie de C. Beleze, rue Aiguillerie, n° 262.* (Bibl. municip. de Montpellier).

(3) On trouve notamment cette raison sociale sur l'ouvrage suivant, conservé à la Bibliothèque de la ville de Montpellier : « *Le triomphe de la Raison, ou les Fêtes républicaines, comédie en 1 acte, par le citoyen H. Rosière, représentée pour la première fois sur le théâtre de Montpellier, le 3 ventôse, an II. — Montpellier, Marat Bonnariq et Caton Avignon.*

presses pour exécuter les travaux courants ordonnés par l'Assemblée. Ces travaux consistaient, d'ordinaire, en arrêts ou ordonnances en forme de placards, en harangues, en états des logements des députés, en « certifications » d'assistance aux États, etc. (1).

Pendant longues années, la charge d'imprimeur des États appartenait à la famille Boude, de Toulouse. En cette qualité, les Boude, qui exercèrent durant près d'un siècle, eurent l'occasion d'imprimer à plusieurs reprises, à Montpellier, notamment en 1647 (2), 1655, 1674, 1682, 1684, etc. Pour faciliter leur tâche, souvent pénible, car elle nécessitait le transport du matériel typographique d'une extrémité à l'autre de la Province, l'imprimeur des États avait coutume de s'adjoindre un ou plusieurs associés, qu'il choisissait parmi les typographes établis dans les localités où l'Assemblée provinciale se réunissait le plus fréquemment. C'est ainsi qu'à Montpellier, les Pech (3), plus tard les Martel (4) et à Narbonne, les Besse, imprimèrent pour le compte des États, soit dans la ville où se trouvaient leurs ateliers, soit dans des villes voisines.

Cette particularité permet d'expliquer comment il se fait que la signature de certains imprimeurs montpelliérains figure sur des travaux imprimés à Pézenas, à Béziers ou encore à Nîmes. C'est ainsi que Jean Pech imprime pour les États à Pézenas en 1630 et à Béziers en 1638, que Daniel Pech et Jean Boude transportent leurs presses à Pézenas en 1656, 1657 et 1658, à Béziers en 1669, que Jean Martel s'établit quelques semaines à Nîmes, en 1714 et 1731, et que l'on voit le nom de la veuve d'Honoré Pech sur certains travaux imprimés dans cette dernière ville en 1723 et 1729 (5).

En général, on lit sur les impressions des États les noms de tous les imprimeurs associés ; mais quelquefois on n'y trouve que celui

(1) V. le Règlement pour l'imprimeur des États, adopté dans la séance du 26 janvier 1672 (Arch. dép. Hérault ; Procès-verbaux des États).

(2) V. Arch. dép. Hérault, Collection Pouget, V, n° 162. — Presque tous les Boude qui exercèrent à Toulouse portèrent le prénom de Jean. Ils eurent pour successeur, en 1696, Claude-Gilles Lecamus (V. Pr.-verb. des États de Languedoc, séance du 26 novembre 1696).

(3) V. Pr.-verb. des États, séances du 9 décembre 1687 et du 27 novembre 1696.

(4) A partir de 1695 (V. Pr.-verb. des États, séance du 10 décembre 1695).

(5) Les noms de ces deux derniers imprimeurs sont souvent associés sur des impressions exécutées pour le compte des États.

du typographe qui a réellement exécuté l'ouvrage. Sur certaines impressions faites à Montpellier en 1687 et 1690, est inscrite la mention suivante : « A Montpellier, par la Société des imprimeurs des » Etats-Généraux de la province de Languedoc. » Cette formule générale ne fut pas longtemps employée. Elle disparut bientôt, pour faire place, comme autrefois, aux noms des imprimeurs des Etats.

Les Imprimeurs de Montpellier ne constituaient pas, à eux seuls, une corporation. A l'instar de ce qui avait lieu à Paris, à Toulouse et dans la plupart des villes du royaume, leur Communauté comprenait encore les autres corps d'état qui se rattachaient à l'industrie du livre, c'est-à-dire les libraires et les relieurs. Au reste, il n'était pas rare que les Imprimeurs tinssent boutique de librairie, et il leur arrivait souvent de relier eux-mêmes les ouvrages sortis de leurs presses.

Cette Communauté prenait le titre de « Corps des Imprimeurs, Libraires et Relieurs de la Ville et Université de Montpellier ». Il ne faudrait pas croire que ce fût là une désignation sans intérêt et sans portée. Les membres de la Communauté bénéficiaient, *comme étant du corps et suppôts de l'Université*, de tous les privilèges, droits, franchises, libertés et exemptions dont jouissait cette dernière. C'était là une faveur importante, surtout en ce qui concernait les impôts et la milice. Nos imprimeurs eurent souvent l'occasion de s'en prévaloir. En 1624, les *Quatorze de la Chapelle* (1) ayant frappé d'une taxe l'industrie des imprimeurs et libraires, la Cour des Aides, sur l'appel de ces derniers, les déchargea de cette imposition et fit « défense aux Consuls de Montpellier et quatorze de la Chapelle les » cottiser à l'avenir pour raison d'icelle [industrie], à peine de nullité » et de 500 livres d'amende. » (Arrêt du 15 décembre 1625) (2).

En 1668 et 1678, les membres de la Communauté obtinrent, de la même Cour, de nouvelles sentences, qui les dispensaient de contribuer aux dettes du corps des marchands de Montpellier, dans lequel on les avait mal à propos compris (arrêts du 12 septembre 1668 et du 3 août 1678). Enfin, en 1741, ils firent juger que, les seuls arts mécaniques étant assujettis à la milice, ils ne devaient point suppor-

(1) On donnait ce nom à quatorze bourgeois de Montpellier élus annuellement pour procéder à la répartition de la taille et des autres impôts.

(2) Arch. dép. Hérault, C, 2809.

ter cette charge, à laquelle on avait eu la prétention de les soumettre.

Au reste, leurs privilèges avaient été souverainement reconnus à maintes reprises, notamment par lettres patentes de Louis XIV, du 12 septembre 1665, et par arrêt du Conseil d'Etat du 28 février 1723.

Nos imprimeurs et libraires se montraient fort attachés au titre de « Suppôts de l'Université », qui, en les distinguant des arts mécaniques, leur valaient de si grands avantages. Aussi, chaque fois qu'un compagnon était reçu à la maîtrise, le nouveau maître s'empressait-il d'aller saluer en cette qualité, le Chancelier de l'Université. Même cérémonie se produisait lorsque la Communauté élisait son syndic.

La Corporation ne semble pas avoir possédé de règlements écrits avant 1665. Mais, à cette date, furent dressés des Statuts très complets (1), dont voici les principales dispositions :

Nul ne pouvait être reçu apprenti s'il n'appartenait à la religion catholique (2), s'il ne savait lire et écrire et s'il n'était trouvé capable d'exercer l'art de l'Imprimerie ou de la librairie. De plus, il devait être célibataire (art. ix) (3).

L'apprentissage durait cinq ans au minimum ; il devait être accompli à Montpellier (4). Chaque maître ne pouvait prendre à la fois qu'un seul apprenti, et il lui était interdit d'abrèger, sous aucun prétexte, le temps de l'apprentissage. D'ailleurs, un contrôle sévère

(1) « Statuts et reglemens des marchands libraires, imprimeurs et relieurs de la ville et université de Montpellier, à l'instar et suivant ceux de la ville de Paris et Toulouse, pour être inviolablement gardez et observez à l'avenir. » (Fascicule imprimé de 24 pp. in-4°. — Arch. dép. Hérault, série C, Intendance, n° 2803).

(2) Ce ne fut que vingt ans plus tard que le Conseil d'État prit une mesure générale contre les protestants. Par arrêt du 9 juillet 1685, il fit défense « à tous libraires, imprimeurs faisant profession de la religion prétendue Réformée, de faire, à l'avenir, aucunes fonctions de libraires et imprimeurs, à peine de confiscation de leurs livres, formes et marchandises, et de 3000 livres d'amende, applicables à l'Hôpital du lieu ou plus prochain. »

(3) On retrouve la même prescription dans les Statuts de la Corporation de Paris du 28 février 1723 (art. 24) et dans ceux de la ville de Toulouse de 1621 (art. 11).

(4) Exception était faite pour le compagnon qui épousait la fille d'un maître décédé. — A Toulouse, il suffisait, pour pouvoir devenir maître, de trois ans d'apprentissage et d'un temps égal de service auprès d'un maître, en qualité de facteur ou serviteur (art. 2 du Règlement de 1621).

était établi. Le nouvel apprenti devait se faire inscrire, dès le premier jour, sur le Livre de la Communauté, et, son apprentissage terminé, il était tenu d'en faire la déclaration au syndic et de « se faire insinuer sa franchise et liberté » sur le même Livre.

Le temps de l'apprentissage écoulé, l'ouvrier imprimeur ne pouvait encore aspirer à la maîtrise. Il lui fallait, durant quatre nouvelles années, servir un maître en qualité de *compagnon*, soit dans la ville de Montpellier, soit dans toute autre localité. Alors seulement, il lui était permis de se présenter pour être admis dans la corporation, s'il remplissait toutefois les conditions exigées par le Règlement.

« Aucun compagnon qui se présentera à la Maîtrise, portait l'article III, ne pourra être reçu qu'il ne soit de bonne vie et mœurs, sans reproches, et se fera approuver tel par le Corps ; et après son approbation, il sera interrogé par ceux dudit Corps, et jugeront de sa capacité ; et s'il est trouvé digne d'être admis en la Compagnie et Communauté, avant toutes choses, il mettra vingt livres tournois dans la Boîte de la Communauté, pour subvenir aux frais et charges et à l'entretien du Service Divin de la Confrérie dudit Corps ; et après, ledit Compagnon sera inscrit et immatriculé sur le livre de la Communauté, en présence du Corps des libraires, imprimeurs et relieurs, qu'il aura prié d'assister à sa réception, et sa réception sera signée du Syndic et Garde et deux anciens dudit Corps ; et ledit Compagnon fera dire une Messe dans la Chapelle de la Communauté, et priera toute la Compagnie d'y assister, et après ce, il sera reçu et censé être du Corps, et en même temps ira prêter serment devant Monsieur le Sénéchal ou son Lieutenant, accompagné du syndic et de deux anciens, qui répondront de sa capacité et probité, et promettra ledit nouveau Maître de bien et dûment exercer son art selon les Loix, les Ordonnances et d'observer les Règlements et Statuts, de quoi il demandera et prendra acte, avec le consentement de Monsieur le Procureur du Roy ; et après tout cela fait, ira saluer Monsieur le Chancelier de l'Université et son Recteur, comme étant un de ses Suppôts. »

Par faveur spéciale, les enfants des maîtres-imprimeurs ou libraires n'étaient pas soumis à des conditions aussi rigoureuses, lorsqu'ils désiraient obtenir la maîtrise. Ils étaient reçus à leur première réquisition, sans être obligés de faire aucun apprentissage ailleurs

que chez leurs pères, pourvu qu'ils fussent trouvés dignes et capables.

Les veuves des imprimeurs, libraires et relieurs jouissaient, pendant leur veuvage, des mêmes droits que leurs défunts maris. Elles pouvaient continuer leur industrie avec l'aide de serviteurs ; car, s'il leur était permis de conserver les apprentis qui avaient commencé leur apprentissage dans l'atelier de leur mari, il leur était rigoureusement interdit d'en prendre de nouveaux. L'édit du roi du 11 mai 1682, qui limita le nombre des imprimeurs pouvant exercer dans chaque ville, laissa subsister le privilège accordé aux veuves. Bien que la place du maître-imprimeur décédé fût attribuée à un autre, la femme du défunt pouvait néanmoins continuer, sa vie durant, à diriger l'atelier typographique de son mari. On arrivait ainsi à ce curieux résultat que, presque toujours, le nombre des Imprimeries établies dans une ville était supérieur à celui fixé par les règlements. Nous en avons un exemple à Montpellier, où, d'après les arrêts du Conseil d'Etat, ne pouvaient fonctionner que deux Imprimeries. A la mort d'Honoré Pech, et pendant près de vingt ans, on y compte cependant trois ateliers typographiques : ceux de la veuve Pech, de Jean Martel et de Rochard. Il en fut ainsi jusqu'en 1739. Un arrêt du Conseil, rendu le 31 mars de cette année, réduisit le nombre des imprimeurs de toutes les villes du royaume et décida qu'à l'avenir les places des imprimeurs décédés ne seraient point remplies tant que leurs veuves continueraient à exercer.

Tous les deux ans, la Corporation élisait un syndic, qui avait la double mission de faire observer par les membres les statuts et règlements, et de protéger la Communauté contre les empiètements de ceux qui n'en faisaient point partie. C'était le syndic qui était chargé d'empêcher que « aucun Maître ne retire ni suborne aucun » Compagnon, travaillant et demeurant chez un autre Maître », ou encore que « un Compagnon ne quitte son Maître pour aller demeurer et travailler chez un autre sous quelque prétexte que ce soit, » sans la permission du Maître chez lequel il travaillait et demeurait. » C'était encore lui qui avait la garde des deniers, livres, papiers, titres de la Corporation et de la *boîte*, où les contrevenants aux Statuts devaient verser l'amende qui leur était infligée au profit des pauvres de la Communauté. Il avait le droit de pénétrer dans toutes les Imprimeries ou boutiques pour rechercher s'il ne s'y

trouvait point de livres ou libelles diffamatoires, pernicieux ou défendus par les ordonnances. Il devait s'opposer à ce qu'aucun marchand n'appartenant pas à la corporation achetât ou vendit des livres tant en gros qu'en détail. Enfin, il devait veiller à ce qu'aucune personne de quelque qualité et condition qu'elle fût, dans la ville ou dans son ressort, n'eût chez elle « des presses et caractères d'imprimerie et autres outils servant à imprimer et relier des livres, » ny tint aucuns Compagnons servans audit art. »

Les derniers articles des Statuts de 1665 nous fournissent d'intéressants renseignements sur la fête annuelle de la corporation. Elle était célébrée le jour de saint Jean Porte-Latine, patron de tous les imprimeurs et libraires de France, qui est honoré le 6 mai (1). Ce jour-là, tout travail devait cesser, les ateliers et boutiques devaient être fermés, sous peine pour les contrevenants d'une amende de cinq livres tournois au profit des pauvres. Tous les membres de la communauté, maîtres, compagnons, ouvriers, femmes et enfants étaient tenus d'assister à une messe solennelle célébrée dans la chapelle de la corporation et d'aller à l'offrande dans l'ordre d'ancienneté.

Le lendemain, nouvelle réunion de la communauté dans la même chapelle. Après la célébration d'une messe « pour le repos de l'âme des pauvres Trepassez dudit corps », on procédait, s'il y avait lieu, à l'élection d'un nouveau syndic et des autres officiers. On traitait ensuite des affaires intéressant la corporation et on examinait les aspirants à la maîtrise, « pour sçavoir s'ils étaient dignes et capables d'être reçus. » Les règlements exigeaient, à l'égard de tout candidat, une enquête sévère : « S'il y a quelque chose à redire en luy, porte » l'article xxv, comme s'il étoit de mauvaise vie et mœurs, s'il avoit » été repris de justice et deshonoré, ou qu'il n'eût pas ses quittances en bonne forme, en ce cas, il sera renvoyé par ladite Compagnie. »

Enfin, le même article imposait encore à la communauté un autre devoir qu'il est intéressant de noter, car il indique l'esprit quasi familial qui devait présider aux relations de ses membres : « S'il y » avoit, y est-il dit, quelques querelles ou animosités entre les

(1) Ce patronage explique la grande faveur dont jouissait le prénom de Jean parmi les imprimeurs.

» Membres du Corps, les Assemblées tâcheront de les accorder, »
 » pacifier et terminer leurs différends. »

Telles sont, succinctement analysées, les principales dispositions des Statuts qui régirent les imprimeurs et libraires de Montpellier jusqu'en 1744. Un arrêt du conseil du roi, rendu le 24 mars de cette année, ordonna que le règlement dressé en 1723 pour les imprimeurs et libraires de la ville de Paris (1) serait appliqué dans tout le royaume. Déjà, en 1704, un autre arrêt (2) avait restreint, dans une importante mesure, les droits des corporations, en décidant qu'à l'avenir nul ne pourrait être reçu imprimeur qu'en vertu d'un arrêt du Conseil. Les membres de la communauté étaient encore appelés à donner leur avis sur l'admission du candidat à la maîtrise ; mais désormais ce n'était plus eux qui la prononçaient. Jean Martel fut le dernier imprimeur montpellierain reçu par ses confrères, conformément aux anciens statuts. Il avait été admis le 12 mai 1698.

Le Règlement édicté pour la ville de Paris était moins sévère que celui de Montpellier, touchant la durée de l'apprentissage et celle du service en qualité de compagnon. Il disposait qu'on pouvait être reçu maître après avoir servi quatre ans comme apprenti et trois comme compagnon. En revanche, les conditions de capacité exigées du candidat étaient plus rigoureuses. Il devait notamment être congru en langue latine et savoir lire le grec, ce dont il était tenu de rapporter un certificat du Recteur de l'Université. Nous ignorons si cette condition fut toujours remplie à Montpellier par les aspirants à la maîtrise (3) ; mais il est d'autres obligations qui semblent n'avoir jamais été observées : ce sont celles relatives au matériel que tout imprimeur était tenu de posséder. Ce matériel était assez considérable. Il devait se composer de quatre presses au moins et de neuf sortes de caractères romains avec leurs italiques, depuis le *gros-canon* jusqu'au *petit-texte* inclusivement. Les fontes de ces caractères devaient être neuves et en quantité déterminée.

(1) Ce règlement avait été arrêté le 28 février 1723.

(2) Arrêt du 21 juillet 1704. — V. aussi l'arrêt du Conseil du 6 décembre 1700.

(3) Il résulte d'un rapport sur les imprimeries de Toulouse, par le subdélégué Comynihan (décembre 1743), que, dans cette dernière ville, on obtenait avec beaucoup de facilité le certificat de capacité qui devait être délivré par le Recteur de l'Université. On ne demandait guère aux candidats que de savoir lire et écrire. (Arch. dép. Hérault, série C, n° 2805).

Dans son rapport du 21 avril 1758, sur les imprimeurs de son département (1), le subdélégué de Montpellier expose que les deux maîtres établis dans cette ville n'ont point le nombre de presses et de caractères voulus. Il les excuse en faisant valoir que « Montpellier » n'étant éloigné d'Avignon que de douze lieues et y ayant dans » cette ville un grand nombre d'imprimeurs (2) qui ne s'occupent » qu'à contrefaire les ouvrages qui s'impriment en France et à enlever à Montpellier tous ceux qu'ils peuvent se procurer, les imprimeurs de cette ville se trouvent dans la dure nécessité de se restreindre à n'imprimer absolument que les ouvrages de bureaux, » factums, thèses et autres de cette espèce. » Il ajoute que « il » serait à désirer qu'ils puissent se mettre en règle et pour le nombre des presses et pour celui des caractères ; mais que cette loi » pourroit paroitre bien dure, attendu les charges qu'ils payent et » dont les imprimeurs d'Avignon sont dispensés ; en sorte, qu'il » n'est pas possible d'empêcher que ceux-cy, pouvant faire l'ouvrage » à meilleur marché, ne soient chargés de tout celui qui n'est pas » pressé, et ne privent par là les autres des profits qui leur seroient » nécessaires pour se procurer les presses et les caractères qui leur » manquent. »

Le pouvoir central s'émut lui-même de la concurrence désastreuse faite aux imprimeurs montpelliérains par les avignonnois. Un avocat au Parlement, du nom de Dominique Donat, ayant demandé l'autorisation de faire imprimer à Avignon un *Almanach Historique et Chronologique de la ville de Montpellier, pour l'année 1759*, le chancelier de Malesherbes n'hésita pas à déclarer que cette demande était contre la règle et contre l'intérêt du commerce et qu'il fallait exiger du sieur Donat de se servir d'un imprimeur de Montpellier, « faute de quoy on défendrait l'entrée de son livre » (3). D'autre

(1) Arch. dép. Hérault, série C, Intendance, n° 2806.

(2) En 1758, on ne comptait pas moins de 18 imprimeries à Avignon.

(3) Lettre du 2 octobre 1758 (Arch. dép. Hérault, série C, n° 2812). — Nous croyons pouvoir affirmer que, malgré les ordres du Chancelier, l'ouvrage du sieur Donat ne fut point imprimé à Montpellier. Il a été publié, en 1759, sans nom d'imprimeur, sous le titre suivant : « *Almanach historique et chronologique de la ville de Montpellier, contenant tout ce qui concerne le clergé, l'Etat civil et littéraire de cette ville, de même que son commerce et celui du Diocèse, par*

part, s'étonnant de la préférence donnée par la plupart des auteurs et des libraires aux presses avignonnaises, il s'adressa à l'Intendant de la province, pour le prier de découvrir la cause de cet état de choses et de lui en indiquer le remède. M. de Saint-Priest, qui administrait le Languedoc à cette époque, ne put fournir au Chancelier d'autres explications que celles précédemment données par le subdélégué de Montpellier dans le rapport que nous avons cité. En tant que remède à cette fâcheuse situation, il proposait que, par ordonnance du roi ou arrêt du conseil, il fût interdit : 1° « à toute personne de quelle qualité et condition que ce soit de la province de Languedoc, de faire imprimer aucuns ouvrages, sous quelque dénomination que ce puisse être, à Avignon, à peine de confiscation tant des ouvrages que des voitures qui les auront portés dans la province, et de 1000 francs d'amende » ; 2° « de faire venir de la même ville aucun livre sans une permission expresse et par écrit de l'Intendant de la province » (1).

La mise à exécution d'un tel projet eût été une mesure de protection des plus efficaces pour l'imprimerie montpelliéraine. Malheureusement, le ministre hésita devant la mise à l'index des presses avignonnaises, et nos imprimeurs durent se contenter, comme par le passé, des travaux courants ou exigeant une exécution rapide. C'est ce qui explique le petit nombre d'ouvrages de quelque importance imprimés dans notre ville, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle (2).

Si les imprimeurs de Montpellier savaient se soustraire aux obligations trop rigoureuses à eux imposées par le Règlement de Paris, ils n'étaient pas moins empressés à se prévaloir de ses dispositions, lorsqu'ils y trouvaient intérêt. Témoin le fait suivant, assez caractéristique pour être rapporté :

La Corporation, fortement endettée, avait été obligée de contracter un emprunt de 2000 livres pour payer certains de ses créanciers. Sa situation financière était des plus mauvaises ; il importait de la

M^e Dominique Donat, avocat au Parlement. Dédié à la Ville. M.DCC.LIX (1n-12, de 16 ff. non chiff, et 160 pp.)

(1) Lettre de l'Intendant, du 13 décembre 1738 (Arch. dép. Hérault, *loc. cit.*)

(2) Consult. les états des impressions qui ont été faites par les deux imprimeries de la ville de Montpellier dans les années 1774 et suivantes. (Arch. départ. Hérault, série C, n° 2810).

relever. Voici le procédé qu'imaginèrent les officiers de la Commune pour arriver à ce résultat. Jean-François Picot venait d'être reçu à la maîtrise et de succéder à Rochard. Sous le prétexte que les imprimeurs de province étaient soumis aux mêmes obligations que ceux de Paris, on émit la prétention de faire payer au nouveau maître, comme frais de réception, la somme relativement considérable de 1500 livres (1). Picot refusa naturellement d'acquitter ce droit exorbitant et déclara qu'aux termes des Statuts de la Corporation dressés en 1663, il ne devait que 20 livres tournois. Une instance fut engagée devant le Sénéchal de Montpellier, juge des Universités. Mais le syndic et les adjoints de la corporation, redoutant peut-être la décision de ce magistrat, s'adressèrent directement au Garde des sceaux, surprirent sa religion et obtinrent de lui un ordre pour faire payer à Picot les 1500 livres ou, à défaut, lui faire fermer boutique. Ce dernier s'empessa de protester auprès de M. de Saint-Priest et de faire valoir qu'il était inique de fixer le droit de réception d'un imprimeur en province sur le même pied qu'à Paris. Cette protestation était trop justifiée pour n'être point entendue. Aussi, revenant sur sa première ordonnance, le garde des sceaux, M. de Miromesnil, n'hésita point à donner gain de cause à Picot (2). Comme les maîtres qui l'avaient précédé, ce dernier n'eut à payer qu'un droit de vingt livres tournois, et la Corporation des Imprimeurs et des libraires dut chercher d'autres ressources pour rétablir l'équilibre de son budget.

Le Règlement de Paris, mitigé à certains égards, comme nous venons de le voir, par les Statuts de Montpellier, continua à régir les Imprimeurs de notre ville jusqu'au jour où furent abolies les maîtrises et les jurandes, par la loi de l'Assemblée constituante du 17 mars 1791.

(1) Déjà, en 1767, la Corporation avait émis la même prétention à l'égard du sieur Daspe, fils d'un libraire et aspirant à la maîtrise. Mais l'Intendant avait décidé qu'on n'exigerait de lui que les droits, tels qu'ils étaient perçus avant 1744 (V. lettre de M. de Saint-Priest du 22 septembre 1767. — Arch. dép. Hérault, série C, n° 2808).

(2) V. lettre de M. de Miromesnil à M. de St-Priest, du 21 décembre 1781 (Arch. dép. Hérault, *loc. cit.*)

L'IMPRIMERIE A PUYLAURENS (TARN)

(1664-1685)

Par M. FORESTIÉ NEVEU

MEMBRE DE L'ACADÉMIE DE MONTAUBAN
ET DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE CARCASSONNE

Avant de faire connaître à quelle famille appartenaient les seuls imprimeurs qui exercèrent leur industrie à Puylaurens, et d'indiquer d'où ils venaient, il nous paraît utile de rappeler sommairement les circonstances qui décidèrent ces typographes à transporter leur matériel dans cette petite ville de l'Albigeois.

Montauban possédait un collège florissant depuis 1580, lorsque le synode provincial, encouragé par la reine de Navarre, décida d'y fonder, sous le nom d'Académie, une Université. Les deux établissements, qui n'avaient pas d'internat, furent installés dans une vaste maison de la rue qui porte aujourd'hui le nom de *rue de l'Ancien-Collège*.

Pendant les derniers mois de l'année 1600, l'Académie ouvrit ses cours et, tout en ayant pour but de former des pasteurs, devint une sorte de Faculté des lettres et des sciences, car elle avait le droit de conférer le baccalauréat et la maîtrise ès-arts. Les chaires de théologie furent occupées par Michel Béraud et Bernard de Sonis, professeurs d'un mérite incontestable.

Pendant le règne de Henri IV, l'Académie, comme tout le royaume, jouit des bienfaits de la paix ; mais, après sa mort, les privilèges qu'elle avait obtenus furent peu à peu retirés ; on comprend que les études durent être souvent troublées avant, pendant et après le siège de Montauban, en 1621, et dont la soumission n'eut lieu qu'en 1629. Les chaires des professeurs qui mouraient ou qui s'éloignaient, parce que leur traitement ne pouvait être payé, n'étaient pas toujours

remplacés ; et, à un moment, le célèbre Antoine Garrissoles se trouva seul chargé de l'enseignement, faute de ressources.

A la fin de l'année 1633, par arrêt du Conseil du Roi, le Collège fut mi-parti : les catholiques étant rentrés, et leur nombre augmentant tous les jours, obtinrent l'emploi de principal et les classes de première, troisième et cinquième, tandis que les régents protestants ; conservaient les classes de seconde, quatrième et sixième. Quoique éprouvée par cette perte, l'Académie se releva bientôt, et, en 1644, tous les cours étaient pourvus de professeurs, dont plusieurs, par leur réputation, attiraient des élèves de toutes les provinces de la France et de la Suisse.

Un accident, de peu d'importance par lui-même, vint malheureusement porter à l'Académie un coup funeste : le 5 juillet 1659, le principal et les régents catholiques, voulant faire représenter par leurs élèves une pièce dramatique, dressèrent dans la cour commune un théâtre. Les étudiants protestants, prétendant que c'était là un empiètement, renversèrent l'estrade ; il s'ensuivit une collision, à laquelle une partie des habitants prirent part. Plusieurs en furent victimes.

Louis XIV, qui, en ce moment, se trouvait à Toulouse, annonça, le 12 août 1659, aux consuls de Puylaurens, que « pour des considérations importantes à son service, il avait ordonné que l'Académie et le Collège de la ville de Montauban, de ceux de la religion prétendue réformée, fût transféré dans la ville de Puylaurens ».

Pour se conformer aux ordres du Roi, et fournir aux recteur, régents et professeurs de l'Académie « les lieux » et commodités nécessaires, le Conseil général loua une maison située assez loin de l'église et du siège de la justice.

Cette translation aurait pu causer la ruine de l'Académie ; mais les protestants étaient nombreux et riches à Puylaurens et dans la contrée : aussi leur modeste collège, qui se soutenait à peine, fut fréquenté par les enfants des réformés d'une partie du Midi : les ressources indispensables furent assurées par le synode provincial de la Haute-Guyenne ; toutes les chaires de l'Académie et du Collège eurent des professeurs, et l'enseignement ne laissa rien à désirer, dit M. Michel Nicolas dans son *Histoire de l'Académie protestante de Montauban*, œuvre de bénédictin qui contient, sur l'organisation et

l'enseignement, ainsi que sur les professeurs et les étudiants de cette Faculté, les renseignements les plus complets.

L'Académie de Montauban, « transportée actuellement à Puylaurens », c'est ainsi qu'elle se désignait elle-même dans les diplômes, gagna sous certains rapports ; et les professeurs de cette époque formèrent un grand nombre de pasteurs distingués, qui se firent une position honorable par leur plume ou par la prédication et l'enseignement, lorsqu'ils furent forcés de s'éloigner de la France en 1685. Un des plus célèbres fut André Martel.

Avant la révocation de l'édit de Nantes, les Académies protestantes de Sedan, de Dié et de Saumur avaient été supprimées ; celle de Montauban eut le même sort. Le 5 mars 1685, le Conseil du Roi défendit à ses professeurs « d'y enseigner aucune science ni langue, soit publiquement, soit dans les maisons particulières. »

Toutes les Académies avaient un imprimeur en titre ; Pierre Bertié était attaché à celle de Montauban ; mais, lorsqu'elle fut transférée à Puylaurens, il ne la suivit pas : on espérait que les démarches faites à la Cour autoriseraient enfin sa rentrée. De 1659 à 1664, il put ainsi ne pas se déplacer, comme on le verra dans la notice que nous lui consacrons.

I. — PIERRE BERTIÉ

Né à Montauban, le 15 septembre 1609, Pierre Bertié fit son apprentissage dans l'atelier de son beau-frère, Pierre Coderc, imprimeur de la ville, et y travailla en qualité de compagnon.

Le 10 décembre 1640, il emprunta 600 livres à M^r Paul Constant, conseiller au Présidial, et sa sœur Rachel se porta garante de cette somme. Il contracta cet emprunt, soit en vue de son mariage avec Anne Périer (23 décembre 1640), soit parce qu'il voulait être en mesure de créer une nouvelle imprimerie.

Quelques consuls de 1641, acceptèrent ses propositions de remplacer son beau-frère dans la direction de l'atelier municipal ; mais, le 5 juillet 1642, cette concession fut annulée.

Pierre Coderc, cédant aux sollicitations de sa femme, qui paraissait agir d'accord avec son frère, et fatigué des tracasseries de ce dernier, finit par lui abandonner la direction de son atelier, et même

sa mauvaise santé le décida à lui vendre son matériel à rente viagère, en conservant toutefois le titre d'imprimeur de la ville.

Bertié forma alors une association avec sa sœur Rachel, et tous deux dirigèrent l'imprimerie au nom de Pierre Coderc.

On nous a signalé des *Lettres patentes du Roy, portant confirmation des édicts* imprimés à Montauban en 1643 « par Pierre Bertié, imprimeur du Roy ». Si cette indication, que nous n'avons pu contrôler, était exacte, ce document serait le premier portant le nom du typographe qui nous occupe et aurait été publié avant la mort de Coderc (1644). Nous n'en connaissons pas d'antérieur à 1648.

Dans la liste des livres signés par Pierre Bertié, et qui sont trop nombreux pour être tous indiqués dans une lecture, nous avons remarqué, en suivant l'ordre chronologique :

1° *La Conversion de M. Yarrige, ci-devant jésuite de la maison de la Rochelle*, imprimée pour le libraire J.-J. Moulis, Montauban 1648. Cet opuscule est l'œuvre de l'auteur des *Jésuites sur l'échafaud*, trop célèbre par ses nombreuses évolutions religieuses.

2° *L'Apologie, la Déclaration, la Pratique des deux Oraisons et l'Usage de l'Eucharistie*, Montauban (1652-56), composées pour ou par le fanatique Labadie, le créateur de la secte des Labadistes, qui publia de nombreux traités en Hollande, où il se retira avec son compatriote et ami, Pierre Yvon,

3° *Abrégé chirurgical*, recueilli des plus fameux médecins de l'antiquité, Montauban 1653.

De nombreuses thèses imprimées de 1656 à 1660 par Pierre Bertié, imprimeur de l'Académie de Montauban, sans indication de lieu de résidence.

L'Apologie de Louis de Masson (1658). *L'accord de la Foy avec la Raison*, par J. Asimon, et une lettre de Joseph Arbusy, sans date, mais vers 1657.

Après l'achat, par sa femme et sa sœur Rachel, de l'imprimerie Braconnier (1652), c'est ce matériel principalement que Pierre Bertié employa pour servir la ville ; il donna en gage au libraire Moulis « les matrices et les moules provenant de l'hérédité de Pierre » Coderc », qui ne lui furent rendus qu'en 1658 ; alors, au contraire, sa sœur Rachel fut mise en possession de l'outillage de Braconnier, mais elle resta associée jusqu'à son second mariage, en 1660, avec

Samuel Dubois, auquel elle apporta le matériel pour fonder une seconde imprimerie.

Cependant, malgré cette concurrence, Bertié, qui avait le titre d'imprimeur de l'Académie, hésita longtemps à la suivre, lorsque, en 1639, elle fut translatée à Puylaurens.

Il continua donc à imprimer la plupart des thèses à Montauban, sans indiquer le lieu de sa résidence jusqu'à l'année 1665. A cette date, il se décida à emporter ses presses, et, pour la première fois, il data ses impressions de Puylaurens.

Nous possédons un exemplaire de la *Logica* du professeur Ramondou, publiée à Puylaurens, en 1637, par Pierre Bertié, qui, la même année, donna aussi une édition de la *Physica*, du même auteur ; deux volumes in-8°, très soignés, dont le premier a 485 pages.

Dans le recueil des thèses soutenues à Montauban devant l'ancienne Académie, et qui sont conservées à la bibliothèque de la Faculté, il y en a de datées de Puylaurens.

Pierre Bertié, ayant perdu sa première femme, dont il avait eu un fils, se maria en secondes noces, le 12 mars 1636, avec Marguerite Albouy, qui lui apporte 800 livres de dot.

Malgré l'héritage de Pierre Coderc, la position de Bertié ne fut guère prospère ; le logement que lui fournit la ville de Puylaurens, le traitement que lui accordait l'Académie et les quelques travaux qu'il exécutait étaient insuffisants pour entretenir sa famille ; aussi, d'après son testament, fait à Montauban, le 8 août 1668, la veille de sa mort, il ne laissa que 400 livres à chacune de ses trois filles.

Si Pierre Bertié avait vécu dans une époque moins troublée, il aurait, croyons-nous, fait progresser la typographie ; car on remarque dans plusieurs thèses des têtes de pages et des lettres gravées.

II. — ANTOINE BERTIÉ

Antoine Bertié, né à Montauban le 3 janvier 1647, fut initié de bonne heure aux travaux de l'imprimerie par son père, qu'il suivit à Puylaurens et auquel il succéda en 1668.

Il se maria, le 29 avril 1674, avec Rachel Boigion, à Montauban, et dans l'acte prit le titre d'imprimeur de la présente ville ; il y fit

inscrire et baptiser au Temple les quatre enfants qu'il eut de 1675 à 1679; nous croyons même que sa famille habitait Montauban pendant qu'il dirigeait son atelier de Puylaurens.

On n'a recueilli que quelques thèses portant son nom et datées de 1670 à 1680. Rien de ce qui peut être sorti de ses presses après cette dernière date n'est arrivé jusqu'à nous. Il est possible que, dans les archives de Puylaurens, on trouve quelques imprimés signés par ce typographe.

Après la dispersion de l'Académie et la révocation de l'édit de Nantes, Antoine Bertié, qui n'avait plus le droit d'exercer son industrie, puisqu'il était protestant, dut rentrer dans sa ville natale et continuer sa profession dans l'atelier de Samuel Dubois, son oncle par alliance, dont l'établissement était prospère; il lui vendit même son matériel, car plusieurs des bois gravés utilisés par les Bertié à Montauban ou à Puylaurens se retrouvent dans les impressions faites par Samuel Dubois, et nous les possédons.

La femme d'Antoine Bertié, Rachel Boiglion, est qualifiée de veuve dans un acte de 1680, que nous n'avons pas vu pour le vérifier. En 1700, dans un autre acte retenu par M^e Lafon, notaire à Montauban, figurent Marguerite Albouy, veuve de Pierre Bertié, et sa fille Marie, assistée de Jean Lafreté, son mari, marchand au quartier de Villenouvelle. C'est lui qui s'engage à exécuter les clauses du testament de son beau-père.

Dans cet acte, ni Antoine Bertié, son beau-frère, ni sa femme, ni aucun de ses enfants n'interviennent. Peut-être cette famille avait quitté la France, tandis que la grand'mère Albouy et ses filles avaient abandonné depuis longtemps la Réforme. (L'une d'elles tint sur les fonts baptismaux un enfant dans l'église de Villenouvelle, le 17 mars 1768).

Avant les Bertié père et fils, aucun atelier typographique n'avait fonctionné à Puylaurens et depuis 1685 aucun imprimeur ne s'est établi, croyons-nous, dans cette petite ville.

LES ARCHIVES MUNICIPALES D'ANIANE

Par M. l'Abbé CASSAN

CURÉ DE SAINT-GUILHEM-LE-DÉSERT
ARCHIVISTE DU DIOCÈSE DE MONTPELLIER
MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE

MESSIEURS,

Je n'ai pas la prétention de vous offrir une monographie complète des archives municipales d'Aniane ; mon but est seulement de montrer l'intérêt qu'elles présentent et les ressources qu'elles fournissent à l'histoire de cette ville.

Objet de la sollicitude de nos anciens consuls, classées, sur leur demande, par le dernier archiviste des Bénédictins, Philippe Caulier, les archives municipales ont été assez négligées pendant ce siècle. On a bien essayé à plusieurs reprises d'en faire l'inventaire ; mais souvent on s'est contenté de reproduire les notices placées par Caulier sur chaque document. Un classement conforme à la circulaire du 25 août 1857 s'imposait ; la municipalité actuelle l'a compris, et a voté un crédit annuel de 40 francs pour l'achat de portefeuilles (14 septembre 1893). Elle a fait plus encore, et depuis la fin de l'année qui vient de s'écouler, une salle spéciale a été aménagée pour y déposer les archives au fur et à mesure qu'elles sont inventoriées.

Appelé à prêter mon concours pour la rédaction de l'inventaire, en vertu d'une dépêche ministérielle en date du 10 février 1893, mon travail s'accomplit sous la direction de M. Berthelé, archiviste départemental. Non content de m'aider de ses lumières et de ses conseils, il est venu plusieurs fois à Aniane pour procéder à un classement général et méthodique. Depuis j'ai dû mettre chaque pièce à sa place, former les dossiers, ce qui a retardé la rédaction des articles. Un aperçu sommaire de ceux qui ont été soumis à l'approbation ministérielle vous permettra de juger si nos archives méritent qu'on s'occupe d'elles.

Comme la ville d'Aniane n'a pas encore son histoire imprimée, je

diviserai mon étude en trois parties : la première sera comme une sorte d'introduction aux deux autres.

I. Aniane depuis sa fondation jusqu'à la Révolution (1). — II. Histoire des archives. — III. Classement actuel des archives ; particularités de chaque série.

CHAPITRE PREMIER

Aniane depuis sa fondation jusqu'à la Révolution.

I. ANIANE. — Petite ville de 2,500 habitants, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Montpellier, Aniane doit son origine à la célèbre abbaye bénédictine de ce nom fondée au VIII^e siècle par saint Benoit, le grand réformateur monastique. Elle est située à l'une des extrémités de la vaste plaine de l'Hérault, à 33 kilomètres de Montpellier, sur la voie ferrée qui conduit à Rabieux. Son territoire, planté de vignes et d'oliviers, couvert de chênes verts dans les parties montagneuses, est arrosé par l'Hérault, le Rieu, la Corbière et le Gassac. Depuis la disparition des tanneries, principale industrie du pays, les habitants s'occupent aux travaux des champs, et grâce à leur sobriété et à leur économie, ils se trouvent dans une aisance inconnue à des pays plus riches et plus prospères.

Avant la Révolution, Aniane dépendait du diocèse de Montpellier et relevait de l'archiprêtre de Viols ; elle faisait partie de la viguerie de Gignac, sénéchaussée de Carcassonne et de Béziers. Troisième ou quatrième ville du diocèse, elle envoyait à son tour un député aux Etats de Languedoc. Seul seigneur du pays et de ses dépendances, l'abbé d'Aniane avait la haute, moyenne et basse justice. Une cour, composée d'un viguier, d'un juge, d'un procureur juridictionnel, d'un greffier et de plusieurs assesseurs, rendait la justice en son nom dans la maison abbatiale, ou dans la salle de l'Aumône.

(1) Les sources principales auxquelles j'ai puisé sont : le « Cartulaire des anciennes chartes et diplômes de la fondation et dotation de l'abbaye de St-Sauveur d'Aniane », manuscrit des archives départementales. — Les archives municipales d'Aniane. — Les registres des notaires d'Aniane, conservés par MM. Siau et Couzin, notaires actuels. Ces deux études remontent au commencement du XV^e siècle.

Le monastère, patron primitif de la paroisse St-Jean-Baptiste d'Aniane, percevait à ce titre la dîme, contribuait à certaines réparations et confiait le service divin à un curé, deux vicaires et un prêtre faisant fonctions de diacre. Au XVII^e siècle, l'évêque de Montpellier érigea la paroisse d'Aniane, avec le consentement de l'abbé, en vicairie perpétuelle ; c'est aujourd'hui une cure de 2^e classe.

Trois consuls appelés primitivement syndics ou recteurs, assistés de 12 conseillers, administraient les affaires communales et nommaient les autres officiers subalternes.

II. ORIGINES DE LA VILLE. — Ce serait une illusion de croire que cette contrée, à l'époque où saint Benoit s'y retira pour y vivre en solitaire, fût inhabitée. Deux centres connus existaient : au midi, la villa « Mons-Asinari » (Mas de Daumas) qui porte encore des traces de la civilisation gallo-romaine ; au nord, le « Castrum de Monte-Calmense », bourgade assez importante, abandonnée de nos jours (1). C'est entre ces deux points extrêmes, dans une de ses terres patrimoniales, sur les bords de l'Aniane (Corbière), dans la vallée appelée aujourd'hui St-Laurent, auprès de la petite église de St-Saturnin, que saint Benoit s'établit d'abord, vers 777 ou 780 (2). Quelques années après, il l'abandonna et jeta les fondements d'un magnifique monastère, ruiné au XVI^e siècle par les protestants, occupant l'emplacement des bâtiments actuels construits au XVII^e. Saint Ardon, disciple et historien de saint Benoit, nous a conservé le souvenir de la cruelle famine de 794, pendant laquelle l'abbé d'Aniane secourut une multitude immense d'affamés de tout âge et de toute condition, et à la suite de laquelle plusieurs fixèrent leur demeure à côté du monastère. D'autres causes favorisèrent ce mouvement des populations voisines vers l'abbaye ; qu'il nous suffise de nommer les écoles d'Aniane, la construction du monastère et de l'église St-Sauveur, la liberté donnée aux serfs qui se trouvaient sur ses domaines. Après la mort de saint Benoit, le nombre des moines, qui s'était élevé jusqu'à 300, diminua sensiblement ; les religieux abandonnèrent alors aux habitants d'Aniane une partie des terres qui avoisinaient l'église et le cloître. Ceux-ci y construisirent leurs maisons, et

(1) Cartulaire, fol. 15, 21 v^o, 81, 85.

(2) Migne, col. 558.

l'église St-Jean-Baptiste, chapelle du cimetière de l'abbaye, devint l'église paroissiale de la ville naissante. De solides remparts, flanqués de tours, qui protégeaient trois portes appelées : Porte St-Jean, Porte Montpellier et Porte St-Guilhem, vinrent mettre la ville à l'abri d'un coup de main. Nous ne saurions préciser l'époque de la construction de cette enceinte ; il en est fait mention au XIII^e siècle (1) ; en outre, un acte de 1360 parle des murailles et des fossés comme existant depuis longtemps, et ayant besoin de fortes réparations.

III. ADMINISTRATION COMMUNALE. — Nous ne possédons aucun document sur le mode de l'administration communale avant la fin du XIII^e siècle ; le cartulaire des Bénédictins, si précieux sous d'autres rapports, garde le silence sur cette question. Essayons de la résoudre pour les siècles suivants ; nos archives communales nous fourniront les documents à partir de 1273 et nous la montreront sous trois phases différentes.

a) *Le Syndicat (1273-1343)*. — Vers l'année 1270, les habitants de Clermont étaient en guerre avec leur seigneur Bérenger Guillem au sujet des libertés communales. Le sénéchal de Carcassonne, appelé à trancher le différend, accorde à la population clermontoise la faculté d'élire des syndics pour la gestion des affaires communales, autorisation étendue aux habitants des villes et châteaux de son ressort. Aniane dut être du nombre des villes qui profitèrent de cette chartre (2), car le plus ancien document qui signale les syndics est de 1273. D'après les indications générales puisées dans l'analyse des actes du syndicat, les habitants sont sous la dépendance absolue de l'abbaye. Avec la permission de l'abbé, trois délégués appelés *syndics* administrent la communauté, font réunir le peuple par le précon du monastère, dans la maison abbatiale. L'assentiment des deux tiers de la population est nécessaire pour que leurs décisions soient valables. Les syndics s'occupent de la construction ou réparation

(1) Arch. mun. AA. Transaction de 1293.

(2) Près de deux siècles après, le 8 mai 1447, les habitants de St-Guilhem-le-Désert et ceux de Puéchabon, élisant leurs syndics, protestent qu'ils veulent en tout et partout observer les statuts ou ordonnances de Guillaume de Cordoue (Cohardon) sur la création des syndics. (Arch. municipales d'Aniane FF. 4, fol. 14, 123).

des ponts, des murailles, des chemins, des fontaines, etc. ; ils imposent des tailles à cet effet. L'abbé préside très souvent les assemblées, prend connaissance de ses actes, et les approuve. Les syndics plaident au nom des habitants, choisissent leurs arbitres, obligent leurs propres biens, et lorsqu'une difficulté surgit, s'opposent à toute innovation. Leurs pouvoirs sont-ils annuels, ou simplement selon les besoins de la cause ? Rien ne l'indique.

b) Le Consulat (1343-1355).— Quelques habitants trouvèrent leurs libertés communales bien restreintes ; un parti puissant se forma pour obtenir du Roi de France un consulat comme ceux dont jouissaient plusieurs villes et communes de la sénéchaussée. Trois syndics et le notaire royal, Guillaume Cabressier, délégués par eux auprès du Roi de France, versèrent la somme de 3000 livres dans le trésor royal. En échange, ils obtinrent du roi Philippe VI le droit d'avoir trois consuls, 15 conseillers renouvelables chaque année, le 2 novembre, une maison commune et un sceau. (Juillet 1343). L'abbaye porta plainte contre cette innovation ; mais des lettres du roi de France (16 novembre 1345) ordonnèrent à l'abbé de recevoir le serment des consuls nouvellement élus. Nous ne suivrons pas cette lutte dans tous ses détails ; hâtons-nous d'arriver à la transaction qui la termina et qui anéantit à Aniane le parti du consulat (1).

c) Le Rectorat (2 novembre 1355). Les annales d'Aniane n'ont pas conservé le souvenir d'une autre assemblée aussi imposante que celle du 2 novembre 1355. L'abbé Pons de Canillac, entouré de ses moines, des représentants de la noblesse et de la bourgeoisie des localités voisines, de trois arbitres, dont deux appartenant à l'ordre de saint Dominique, siégeait dans le *gimel* (2). Sur la place publique, 273 chefs de famille ou personnes maîtresses de leurs biens, parmi lesquelles 32 femmes, attendaient cette transaction, qui allait mettre fin à tous les débats, renouer les liens de bonne entente qui existaient jadis entre le monastère et la ville. Les arbitres donnèrent lecture des trente articles qu'ils avaient rédigés ; l'assemblée les approuva. Les habitants, y est-il dit, renoncent à jouir du consulat qu'ils ont

(1) Les documents qui concernent cette période ne sont pas encore classés ; il serait trop long d'en faire la nomenclature ici ; notons seulement que le préambule de la transaction de 1355 renferme de très intéressants détails.

2) Porche de l'église abbatiale.

obtenu ; ils choisiront, le jour de la Toussaint, trois recteurs ou prud'hommes, qui seront assistés de 12 conseillers. Tous prêteront le serment devant le viguier après leur élection. D'un commun accord, ils procéderont tous les quinze au choix de trois estimateurs, des officiers paroissiaux, des recteurs des léproseries et de l'hôpital, du mandataire ou valet, des bandiers, etc. Les pouvoirs seront annuels ; les recteurs et les conseillers nommeront les trois recteurs qui leur succéderont, et ceux-ci choisiront leurs conseillers. La ville aura une maison allodiale pour y traiter les affaires communes ; mais cet édifice ne possédera à l'extérieur aucune marque apparente ni armoiries, pour ne porter aucun préjudice à la juridiction de l'abbé.

Le four du monastère sera, quant au domaine utile, au pouvoir des habitants, et la communauté paiera une redevance annuelle de 16 livres tournois (1), etc., etc. Revêtue de la sanction royale (13 janvier 1358), cette transaction est restée jusqu'à la Révolution la charte communale d'Aniane ; seulement, vers le milieu du XVI^e siècle, les recteurs prirent le nom de consuls, qu'ils ont gardé jusqu'à la fin.

IV. ANIANE AU XIV^e SIÈCLE. — Le quatorzième siècle fut une époque bien pénible pour la ville d'Aniane. Après les luttes intérieures auxquelles nous venons d'assister, il semblerait que le pays dut jouir en paix des libertés et privilèges si chèrement acquis. Malheureusement le Languedoc se trouvait dans une situation peu brillante, par suite de l'invasion anglaise. Il n'y avait de sécurité nulle part, et les épaisses murailles de nos cités ne les garantissaient pas contre les compagnies qui parcouraient le pays pour le piller. A Aniane, les habitants avaient négligé l'entretien des murs et des fossés. Des commissaires et des sergents royaux leur avaient rappelé bien des fois leur devoir de réparer les fortifications ; mais les recteurs avaient fait la sourde oreille. Après la paix de Brétigny (1359), noble Bernard Saguet, viguier de Gignac, enjoignit aux habitants de se mettre à l'œuvre sous peine d'être considérés comme infidèles au Roi. A cette menace, les recteurs imposèrent un vingtième (1360) sur les produits de toute sorte appartenant aux habitants, et commencèrent les travaux. Le 6 avril de la même année, le viguier d'Aniane examina le fossé qui entourait les murs depuis la porte Montpellier jusqu'à la

(1) Ce four existe encore et porte le nom de « Four de la Ville. »

porte Saint-Jean et lui conserva sa largeur de six cannes du pied du mur au bord extérieur.

Malgré toutes les précautions prises contre l'ennemi, le 13 avril 1361 Seguin de Badefol, chevalier gascon, chef de compagnies, rançonna Aniane, qui reçut l'année suivante une nouvelle visite des compagnies. Il n'y a qu'à parcourir nos archives pour se rendre compte du danger qui menaçait les pauvres habitants d'Aniane et des villages voisins lorsqu'ils cultivaient leurs terres.

L'agriculture était en souffrance, la communauté grevée de dettes, les habitants décimés par la peste et les maladies qui causèrent tant de ravages dans nos contrées. En 1372, lors d'une nouvelle répartition des feux, Aniane n'en possédait plus que 108; quatre ans plus tard ce chiffre descendait à 58 (1377), ensuite à 28 (1383), enfin à 18, (1387) (1). Rançonnés plusieurs fois par les compagnies, dévorés par l'usure des Juifs et par la rapacité des commissaires royaux, les habitants refusèrent de payer l'impôt, et se livrèrent à toute sorte de violences sur leurs exacteurs. Le duc d'Anjou leur accorda des lettres de pardon (1372) et leur abandonna, l'année suivante, 127 marcs d'argent dus par eux au trésor royal. A cette époque la ville acheta des armes à Avignon pour se défendre contre l'ennemi; mais lorsqu'il fallut les payer, deux habitants, Pierre et Bernard Rollet, semèrent la division dans le pays. Cependant toutes ces querelles se calmèrent devant le danger toujours croissant, et le 11 octobre 1384, une transaction entre les coupables et les recteurs mettait l'accord dans la communauté. Deux mois après, le 8 décembre, une compagnie assiégeait la ville et la réduisait à la dernière extrémité. Les habitants adressèrent leurs prières à la Sainte-Vierge, et promirent de bâtir une chapelle en son honneur, s'ils étaient délivrés du danger. Marie exauça leur confiance; les ennemis se dissipèrent. Les recteurs obtinrent alors de l'Evêque de Maguelone, Pierre de Vernohs, précédemment abbé d'Aniane, la permission de bâtir une chapelle, qui subsista jusqu'aux guerres de religion.

(1) Les archives possèdent encore trois lettres accordant une diminution de subsides en rapport avec le nombre des feux; elles portent les dates de 1373, 1377, 1383. Le sceau de la première est seul en partie conservé; il ne reste que les attaches aux deux autres.

V. ANIANE AU XV^e SIÈCLE. — Moins tourmenté que le précédent, le XV^e siècle ne nous offre d'autres événements qu'une longue suite de procès avec Gignac au sujet des limites ; avec Saint-Guillem, Saint-Jean-de-Fos et Puéchabon pour les pâturages ; avec des particuliers, pour leurs troupeaux. Signalons cependant les grands froids de 1421, qui firent périr les oliviers, principale ressource du pays ; l'achat de la maison de la Boucherie (1429) ; celui des prés communs (1486) ; l'entrée solennelle de l'abbé Jacques le Rouge (1490), etc.

VI. ANIANE AU XVI^e SIÈCLE. — Au commencement de ce siècle, les maladies déciment la ville ; en 1542, les recteurs se révoltent contre les commissaires chargés de la levée des tailles. Privée de ses portes, qui sont exposées sur la place publique, de sa maison communale, qui est fermée, pendant trois ans Aniane est à la merci des vagabonds et des voleurs qui s'y livrent à toute sorte de crimes (1545).

Viennent ensuite les démêlés entre catholiques et protestants ; une grande partie des catholiques, soutenus par les officiers de la cour de l'abbé, apostasient et demandent le libre exercice de leur culte.

En 1562, les édifices religieux sont démolis et les moines chassés de leur couvent. Pendant cette période, les consuls qui administrent la ville appartiennent tantôt à la religion catholique, tantôt à la religion protestante ; vers la fin du siècle, les passions s'apaisent, et les habitants reconstruisent leur église paroissiale, dont les travaux sont terminés en 1600.

VII. ANIANE AU XVII^e ET AU XVIII^e SIÈCLE. — Nous ne nous arrêterons pas longtemps sur les événements de cette période ; mentionnons seulement l'entrée solennelle de Clément de Bouzy, abbé d'Aniane (1627) ; la bénédiction de la nouvelle église des Bénédictins (1683) ; la confirmation des foires d'Aniane par Louis XIV (1699) ; les précautions prises contre les Camisards (1700) ; le terrible hiver de 1709 ; le procès contre les Bénédictins au sujet de leurs biens prétendus nobles ; la transaction de 1778, etc., etc. Avec la Révolution se termine notre tâche ; hâtons-nous maintenant d'étudier l'histoire de nos archives.

CHAPITRE II

Histoire des Archives

Les premiers renseignements précis sur les archives de la ville d'Aniane commencent au XVII^e siècle. Le 25 décembre 1613, la communauté en confia l'inventaire à Jacques Fabrot, maître d'école, « homme suffisant et entendu », avec la promesse de lui payer 32 sous de gages pour chacune des journées employées à ce travail (1). L'inventaire dressé dans cette circonstance ne nous est pas parvenu ; mais six ans plus tard, dans une nouvelle vérification des archives (septembre 1619), les commissaires constatèrent que plusieurs titres avaient disparu. Le conseil décida (19 janvier 1620) qu'à l'avenir les consuls entrant en charge prendraient sous leur garde l'inventaire, les documents et les objets déposés dans la maison consulaire, et demanderaient compte à leurs prédécesseurs de leur conservation. Si les anciens consuls refusaient de se soumettre à ce règlement, les nouveaux « pourront fere publier chefs de monitoire », sage mesure, approuvée « unanimement et sans aucune contradiction » par tous les habitants (2).

Des deux exemplaires de cet inventaire de 1619, conservés dans les archives d'Aniane, l'un ayant 23 feuillets porte ce titre :

« Invantaire général des Titres et documents truvés ez archifs de la comunauté d'Aniane et cofre des troys chefz, par Nous Pierre Dumas, Daniel Estival et Pierre Fauquier, consulz assistés de M^e François Dumestre, notaire et greffier consulaire, ayant faict la vérification et invantaire d'iceulx par deslibération de Conselh politique et iceulx tiltres rangés par ordre et liés en sept liasses com-

(1) BB. 1601, fol. 65, verso. Relevons, parmi les signatures de cette délibération, celles de Marc Fesquet, Estival Michel.

(2) BB. 1601-1783, fol. 16. Relevons parmi les signatures les noms de : Bertrand Decrose, Jacques Bonnal, Bonnal, Barthélemy Siau, Jean Pouget, Jean Pons, Jean Arnavielhe, Jacques Villaret, Jacques Moureau, Pierre Sollier, Guillaume Vialla, Jean Créspy, Jean Causse, Claude Estival, Etienne Roussel, Jacques Peisson, etc., etc.

plettes suivant le présent inventaire, saul les déficitz aposés en marge des articles, desquels les tiltres sont defectus pour avoir esté égarés et prins dudit coffre puis huit ans que autre vérification ce fist suivant les vieus inventaires, le tout veriffié par Nous susdits, les quatriesme, cinquiesme, sixiesme et septiesme décembre mil six cens dix neuf. »

Le mobilier qui renfermait les archives y est désigné de la sorte : « Un grand coffre fermé à trois clefs, où sont les archifs et papiés, contenu en cest inventaire, avec leur serrure et clefs.... Une quaisse où sont les livres des compoix, se fermant à une seule clef.... Un grand coffre où sont quelques sacs des vieulx comtes des consuls, fermé à clé. »

Jusqu'en 1690, il n'est question des archives que dans les démêlés survenus à propos des élections consulaires. Elles passent entre les mains des différents compétiteurs, qui gardent quelquefois chez eux des documents importants, et nuisent ainsi à l'intégrité du dépôt. Une autre cause devait contribuer à la dispersion de nos archives, tout en étant faite pour les conserver : c'est la création de l'office de garde des archives et de greffier des communautés (octobre 1690). Pierre Galhac, notaire d'Aniane, acquit cet office (17 janvier 1691), aux gages de 100 livres par an. Il posséda cette charge jusqu'à sa mort (29 octobre 1720) sans prendre de provisions ; son fils, Jean Galhac, lui succéda vingt-deux ans après (2 septembre 1742) (1). Soit que la maison consulaire n'eût pas un local favorable pour le greffier, soit que celui-ci trouva plus commode de remplir ses fonctions dans sa propre maison, jusqu'en 1759, les compoix et un grand nombre de papiers demeurèrent chez lui. Le 23 janvier de cette année, la ville chargea Antoine Vernière du Peirou et Jean Archimbaud de mettre les archives dans une grande armoire neuve en noyer fermée à trois clés, dont deux au pouvoir du 1^{er} et du 2^e consul, la troisième entre les mains du greffier. Cette armoire avait coûté 272 livres à la commu-

(1) « Liasse d'actes, papiers et mémoires, concernant l'office de greffier héréditaire, garde des archives de ladite communauté, appartenant ci-devant aux sieurs Galhac, et les différens survenus sur le paiement de leurs apointements annuels. » Elle est classée dans la série II ; mais elle n'a pas reçu son numéro d'ordre.

nauté ; elle avait 10 pans de haut, 8 de large, 3 de profondeur et comprenait six étagères et deux tiroirs (1).

Les deux délégués, chargés de transporter les archives dans la nouvelle armoire, accomplirent leur mandat avec tout le zèle qu'on pouvait leur demander ; mais, incapables de lire les vieux titres, ils n'en dressèrent pas l'inventaire. On attendit longtemps une occasion favorable ; elle se présenta enfin.

Le 19 septembre 1784, le premier consul annonça à son conseil qu'il avait reçu deux mémoires des féodistes Caulier et Coste, touchant « la faction de l'inventaire et transcription des vieux titres ». On se contenta de présenter une requête à l'intendant pour obtenir la permission de traiter avec celui des deux féodistes dont les conditions seraient moins onéreuses à la ville. Sept mois s'étaient écoulés lorsqu'on se mit à l'œuvre ; nous laissons la parole au greffier consulaire : « L'an mil sept cent quatre-vingt-cinq, et le vingt-quatrième jour du mois d'avril après midy, dans l'Hôtel-de-Ville d'Aniane, au diocèse de Montpellier, le conseil politique assemblé en la forme ordinaire par devant M^r Jean-François Vernière, gradué, premier consul, maire ; présents : sieurs Louis Theule, second consul, lieutenant de maire, Barthélemy Pioch, troisième consul, P. Arnavielhe, syndic forain, Pierre Vernière, Louis Moureau père, Jean Issert, Jean

« (1) 1758, 6 août :... Il a été délibéré et donné pouvoir à Messieurs les maire et consuls de présenter requête à Monseigneur l'Intendant pour le supplier de permettre à la communauté de vendre le noyer qui est aux preds de cette communauté pour le prix en provenant être employé pour faire un cabinet pour servir des archives de la communauté dans la maison de Ville, de la hauteur de dix pans, sur huit pans de largeur, sur trois pans de profondeur en œuvre, contenant cinq étages sans compter le fonds, dont l'étage du fonds aura de hauteur deux pans et tiers, et les autres étages seront égales. Sur la première étage et sur la seconde, il sera fait deux tiroirs, l'un à droite, l'autre à gauche, fermés à clef de maître, les fiches à base auront douze pouces longueur et les serrures des portes qui seront au nombre de trois seront aussy de maître ; chaque serrure et clef différente. Il y aura une spagnolette de fer, forte, suivant l'auteur qui sera mise en dedans ; le bois dudit archives sera de noguier ; les quatre pieds seront d'environ de quatre pouces d'épaisseur ; les côtés et devant seront du même bois de noguier de deux pouces d'épaisseur et le derrière sera de bois d'aube, de deux pouces d'épaisseur, lequel cabinet ou archives, Guillaume Rivière, menuisier de cette ville, a offert de faire moyennant la somme de deux cens soixante douze livres. » (BB. 1757-1763, fol. 81, verso.)

Frère, Pierre Estival, Antoine Bernard, Jean Paloc et François Cousty, conseillers politiques, les autres absents quoique duement avertis par un valet de ville.

» Par ledit M. Vernière a été dit que par ordonnance du 14^e octobre dernier, il fut permis à la communauté de traiter aux meilleures conditions possibles avec le sieur Coste ou telle autre personne entendue pour la transcription et traduction des anciens titres qui sont aux archives, et la faction d'un inventaire raisonné desdits titres, lequel traité sera approuvé, s'il y a lieu, par délibération du conseil politique ordinaire et le tout rapporté et autorisé par monseigneur l'intendant pour être pourvu au paiement d'icelui, que du depuis le sieur proposant a conféré avec ledit sieur Coste, qui a remis son mémoire, comm'aussi avec le sieur Caulier, habitant de cette ville, déchiffreurs, les remettant sur le bureau pour examiner et choisir le plus étendu et avantageux pour la communauté.

» Voix courües, après avoir examiné lesdits mémoires, il a été approuvé celui du sieur Caulier, qui a été desuite mandé venir, et rendu, a dit et offert autant que son zèle et expérience le suffira, de faire l'inventaire requis aux conditions cy après : premièrement, il se soumet d'examiner soigneusement tous les titres, documents, registres, actes et papiers tant latins que françois, qui se trouveront ez archives de ladite ville ;

» 2^e D'écrire au dos de chacun de ces titres et actes, la date, et le précis où l'analyse de ce qu'il contient exactement ; cet article a pour objet, et concerne ceux des documents qui pourroient être de quelque utilité apparente, et au cas qu'ils soient censés dignes d'être conservés en mémoire, et avoir place en l'inventaire ou pour peu qu'ils mériteroient quelque attention ;

3^e Car quant aux actes et papiers inutiles et qui ne sont ou qui ne pourroient être de quelque utilité apparente, on sera dispensé d'en former une étiquette particulière à chaque, pour ne pas surcharger l'inventaire de quelques inutilités et il suffira, quant à ceux-cy, de les rassembler et arranger par matières et d'en former chronologiquement des liasses générales, sur le dos desquelles on placera une étiquette générale à chaque, et cette étiquette sera ainsi portée en l'inventaire.

Article 4. — Quant aux régitres et recueils des actes et délibérations consulaires, on sera tenu d'en faire un répertoire général, lequel sera placé et attaché à chacun de ces régitres, et par ce même

répertoire sera cité et rappelé l'analyse en peu des mots de chacun de ces actes et délibérations, et ceux d'entre ces actes qui mériteroient quelques attentions particulières seront au surplus rappelés, cités et arrangés chronologiquement dans l'inventaire pour pouvoir avoir ainsi sous les yeux, par un même contexte et dans un même régitre ou inventaire, tous les droits de la ville et les actes et titres qui puissent les établir ;

5° Quant aux régitres volumineux des compoix de la ville, ceux des présages, d'additions plaids ou feries et autres semblables cahiers, chacun d'iceux ne devra être rappelé en l'inventaire que par une seule étiquette à placer sur le dos de ces régitres, sans plus.

6° Quant aux papiers ou écrits de procédure faisant partie de quelques différends ou procès jugés ou non jugés, on devra les mettre en ordre, les rapprocher et placer selon leurs dates et formes de chaque procès ou différend particulier une farde séparée, sur le dos de laquelle on devra écrire une étiquette contenant le précis du sujet de ce procès, ses mérites, son issue s'il en ait eue ou ses rétroactes et l'état actuel où il se trouve ; ces étiquettes également ainsi placées et rappelées en l'inventaire ;

7° Former un inventaire général raisonné de tous ces précis, analyses et étiquettes placées sur tous les documents, actes, régitres, far-des et liasse.

Article 8. — Duquel inventaire on formera un duplicata, l'un et l'autre écrit en caractère beau et lisible ;

9° Et comme les notes des anciens notaires d'Aniane auxquels sont renfermés nombre d'actes essentiels et importants pour la ville, de leur consentement les examiner soigneusement en former un mémoire particulier et détaillé afin que dans le besoin on puisse y avoir recours et en faire les extraits nécessaires pour l'utilité de la ville ;

10° Il sera tenu de faire un troisième régitre dans lequel il transcrira tous ceux des anciens titres et actes susdits, qui contiennent ou font quelque mention directe ou indirecte de quelque droit ou affaire essentielle de ladite communauté et desquels actes et titres la lecture, à cause de l'ancienneté du caractère, est de présent difficile même à l'égard de ceux desdits documents latins, de les transcrire et traduire en français ;

11° Dans lesdits inventaires sera compris tous les papiers et

titres de la communauté qui se trouvent dispersés dans différents tribunaux, lesquels Messieurs les consuls fairont rentrer dans le chartier, lequel inventaire et toute besognée susdite sera parachevée à la fin de l'année 1786, à condition que la communauté lui consentira une rente viagère de soixante-douze livres l'année, qui commencera d'avoir cours le premier de l'an prochain, et outre ce, lui sera une fois payé trente livres pour les frais où achats des registres, ficelle et autres choses, lesquelles dites trente livres seront payées au commencement de la formation de l'inventaire qu'il s'oblige de faire dans le présent Hôtel-de-Ville.

Voix de nouveau courûes, il a été unanimement délibéré et approuvé l'offre du sieur Caulier, et en conséquence il est donné pouvoir à Messieurs les maires et consuls de présenter requette à monseigneur l'intendant en autorisation du présent traité, et de permettre à la communauté d'emprunter la somme de trente livres pour les achats ou fournitures des registres. Comme aussi la permission de se pourvoir devant nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats en permission d'imposer tous les ans, à commencer le premier janvier prochain, une somme de soixante-douze livres en faveur dudit sieur Caulier, exempt de toute retenûe, attendu que la présente rente viagère est avantageuse à la communauté.

Ainsi a été conclu et arrêté par devant ledit M^e Vernière, premier consul, maire, qui a autorisé la présente délibération et ont signé ledit sieur Caulier, les conseillers politiques et nous greffier, sous-signé (1).

Caulier consacra plusieurs années à son travail; l'inventaire mérite une analyse. Il porte ce titre : « Inventaire général des titres, documents et papiers du Chartier de la communauté de la ville d'Aniane, le tout examiné en l'année 1783, et formé par ordre des Messieurs du Magistrat de ladite ville. »

Il comprend six divisions, correspondant aux six étagères de l'armoire.

I. « Titres et documens. » — 277 articles de l'année 791 à 1783.

II. « Comptes et acquits. » — 164 articles, dont 159 cahiers de la comptabilité des consuls (1373-1765); 5 liasses concernant le marc

(1) BB. 1782-1785, fol. 117, verso.

d'argent payé au domaine du Roi pour le consulat ; le paiement des tailles et subsides « ès siècles passés » ; l'œuvre de l'église paroissiale, et l'office de maire.

III. « Mandassiettes et Tailles. » — 206 articles, dont 200 consistent en « anciens livres de tailles, en mandassiettes » rolles et préambules des tailles, compois cabalistes » (1383-1783) ; 3 liasses d'actes relatifs aux tailles, aux garde-archives, aux biens taillables, etc. ; et 3 registres d'impositions pour le diocèse de Montpellier (1491-1784).

IV. « Délibérations et compois. » — 52 articles, dont 19 registres de délibérations ; 12 compois ; 7 milliaires ou brevettes ; 14 liasses pour la confection des compois ; les dommages occasionnés par le froid aux oliviers ; les biens nobles ; le courtage ; les réparations ; les inventaires, etc.

V. « Recueil d'Actes et Plans. » — 24 articles, soit 9 recueils et 15 plans.

VI. « Procès, Edits et Ordonnances. » — 57 articles, ainsi répartis : 10 registres et 41 paquets de procès ; 6 paquets d'actes de toute sorte.

La somme totale des articles décrits ou mentionnés dans cet inventaire s'élève à 820. Tous ces documents se trouvaient encore dans l'« armoire de la communauté » en 1809, comme nous l'apprend une note de Caulier ; depuis, ce meuble a perdu sa destination primitive, et de ce moment date le désordre dont nous parlions plus haut.

CHAPITRE III

Classement actuel des Archives et particularités de chaque série

La circulaire ministérielle du 25 août 1857 donne « un cadre de classement pour les archives communales antérieures à 1790 », divisé en neuf séries, subdivisées à leur tour en un certain nombre de titres en rapport avec les documents qui les composent.

PREMIÈRE SÉRIE. A A. « Actes constitutifs et politiques de la commune. »

Les documents classés sont peu nombreux, mais intéressants. Deux recueils doivent être mentionnés. Le premier (1273-1778) est un volume in-folio de 286 feuillets papier, intitulé :

« Recœuil des principaux documents et titres du chartier de la ville d'Aniane, traduits et transcrits dans ce registre en l'année 1786, à la réquisition des Messieurs du Magistrat de ladite ville, etc. » Caulier n'a pas toujours observé l'ordre chronologique dans la disposition des chartes ; mais le texte en est généralement fidèle, et la copie bien lisible. Comme ces documents trouvent leur place dans différentes séries et que la plupart des textes originaux existent, passons au second recueil. Grand in-quarto (XIV^e au XVIII^e siècle) ce registre est en même temps un livre de raison d'une ancienne famille d'Aniane, les Bonnal. Les pièces n'ont qu'un intérêt secondaire ; le texte est souvent défiguré, et leur provenance n'est pas indiquée. Quelques notes originales sur la sécheresse de 1680 et de 1718 sont assez curieuses.

L'acte le plus ancien ayant trait à la constitution de la commune est un *vidimus* sur parchemin (1329), d'une charte du sénéchal de Carcassonne (1270), autorisant Clermont et les autres villes et bourgs de la sénéchaussée, à s'élire des syndics pour la gestion de leurs affaires communales. Cet acte est suivi d'un compromis et d'une transaction de 1293 (parchemin original) sur la manière dont les religieux doivent lever les dîmes à Aniane. La dîme du blé, des raisins, des légumes et du foin est fixée au 12^e ; celle des amandes au 18^e ; celle des olives au 14^e. Cette transaction garantit en outre aux habitants les droits de pêche, de dépaissance des troupeaux, et règle quelques questions sur l'administration de la justice, etc.

Ces documents sont suivis des parchemins relatifs : aux rapports d'Aniane avec Gignac, Saint-Jean-de-Fos, Saint-Guilhem et Puécha-bon ; aux entrées des abbés ou d'autres personnages etc. Nous l'avons déjà dit, le classement et l'analyse n'en sont pas encore terminés.

DEUXIÈME SÉRIE BB. — « Administration communale. »

Elle comprendra deux classes de documents. La première, plus importante et plus intéressante, est celle des délibérations. Vingt-six registres de différent format, en latin et en roman pour le XV^e et le XVI^e siècles, en français pour les deux autres, donnent une somme totale de 20246 pages de texte, et s'étendent de 1432 à 1791. Les lacu-

nes qui existent dans les registres du XV^e et du XVI^e siècles sont de peu d'importance ; elles seront comblées par d'autres documents. Chaque registre est muni de sa table chronologique et analytique, dressée par M. Caulier.

Les registres des délibérations comprennent : les élections des recteurs ou consuls, du mandataire, des conseillers, du capitaine, des bandiers, des estimateurs des dommages, des visiteurs de la boucherie, du pain et des draps ; des recteurs de l'hôpital, des ouvriers paroissiaux, des personnes chargées des bassins de la paroisse, les délibérations du conseil politique et du conseil général, les ventes, les quittances, les compromis, les syndicats et une infinité d'autres actes dont l'énumération nous entraînerait trop loin.

Cinq registres sont analysés. Le n° 1 (1432-1443), in-4° de 140 feuillets, nous a conservé le souvenir de quelques-unes des assemblées communales présidées par l'abbé d'Aniane et son viguier, dans la cour de la justice.

Le 4 février 1433, environ 105 chefs de famille sont réunis. Un des recteurs prend la parole et expose à l'abbé qu'en 1424, le froid tua les oliviers. D'un commun accord, il fut alors décidé que les troupeaux n'entreraient pas dans les terres labourables d'Aniane pendant un laps de temps déterminé. Malgré cette décision, les troupeaux ravagent les terres ; il est de toute nécessité de prendre de nouvelles mesures.

L'abbé et son viguier interrogent alors quelques habitants sur la vérité du fait et sur la nécessité de proposer un nouveau règlement. Leurs dépositions sont conformes à celle du recteur ; l'abbé demande une relation sur les dégâts causés par les troupeaux. Un berger s'oppose à cette expertise, et proteste au nom des autres bergers d'Aniane, ses adhérents. La séance est renvoyée à un autre jour et retardée indéfiniment. Enfin le 10 mars, l'abbé, le viguier et les recteurs choisissent trois habitants de St-Jean-de-Fos, qui désignent les terres dans lesquelles les troupeaux ne pourront entrer ; le juge et un notaire d'Aniane les accompagnent. Leur rapport, écrit en latin, publié en langue romane, dans les carrefours et rues d'Aniane, nous montre l'étendue du territoire cultivé à cette époque.

Mécontents de cette proclamation, les bergers protestèrent ; le chef de l'opposition prononça ces paroles, qui nous ont été conservées : « Nos autres sem quatre que aviem may de poder que totz quans es. »

Peu à peu ils se soumièrent au règlement, et lorsqu'ils le méprisèrent les recteurs ne les ménagèrent pas.

La longueur du document précédent ne me permet pas de m'étendre trop longtemps sur le même registre ; je mentionnerai cependant les précautions prises par la ville contre les routiers de Rodrigue de Villandrando (1433) ; les réparations des murs et la construction d'une tour à la porte St-Jean, terminées en 1435 ; la défense de chasser les perdrix (1436) ; les plaintes des recteurs contre le curé et le secondaire (1442) ; l'engagement pris par les recteurs avec Pierre Daché, bachelier en médecine, qui promet de visiter les malades d'Aniane pendant un an, moyennant 6 setiers de blé, un muid de vin et 3 livres (1443).

Le n° 2, in-8° de 97 feuillets (1437-1523), nous donne l'indication des gages du maître d'école (1521) ; le bail de la sonnerie des cloches « contra indispositiones temporum » (1507) ; le bail du four, la conduite que doit tenir le fermier en temps de peste (1502), etc.

Du n° 3, in-8° de 290 feuillets (1450-1492), je ne citerai que la députation de G. Boysset à l'assemblée des Trois-Etats à Toulouse (1455) ; la mention de Jacques Prévot d'Aniane, « scriptor littere formate » (1471), etc.

Le n° 4, in-4° de 114 feuillets (1489-1515), nous signale un cas de lèpre (1492) ; la dispute de Jean Pelet et d'Antoine de Narbonne pour la possession de l'abbaye d'Aniane (1495) ; l'assemblée générale des communautés d'Aniane, Puéchabon, Viols, Argelliers, Valhauquez, Montarnaud, St-Paul et La Boissière, pour régler le mode de fourniture des vivres à l'armée du Roussillon. Aniane sera le centre où seront apportées les provisions, telles que : bœufs, moutons, fromages, viandes salées, légumes, fèves, pois, gesses ; un receveur les paiera aux habitants selon le tarif adopté (1503) ; l'achat de la maison « ad usum scholarum communium » (1509).

Le n° 5, in-fol. de 19 feuillets (1529-1596), mériterait d'être examiné avec soin, à cause des détails curieux qu'il renferme sur les protestants ; — « Les réparation de la resercha generala de la Diocesa de Magualona et la parcelo de Anyana avecque tot son mandamen de la évaluation de ung cascun loc. » etc., etc.

La seconde classe de documents est destinée à prendre sa place dans les cassettes en bois et dans les portefeuilles en carton achetés par la ville. Moins importante que la première il est difficile de préciser

approximativement le nombre de documents qu'elle embrassera, encore moins leur valeur ; toutefois nous pouvons affirmer qu'elle commence en 1367.

TROISIÈME SÉRIE. C.C. « Impôts et comptabilité ».

Elle est la plus importante de nos archives municipales, et se subdivisera en quatre parties : 1° la comptabilité consulaire ; 2° les compois ; 3° les taxes et impositions de toute sorte ; 4° les documents divers. Occupons-nous des deux premières.

I. La comptabilité consulaire. — Cette catégorie de documents est classée jusqu'au dix-septième siècle exclusivement ; elle nous montre avec quel soin les recteurs ou consuls notaient sur un registre particulier les recettes et les dépenses pendant leur année d'administration. Les deux plus anciens registres de ce genre sont de l'année 1373-1374 et de 1383-1384. Le premier a souffert de l'humidité ; le second est mieux conservé. Ecrits en langue romane, ils renferment de nombreux détails sur les compagnies qui ravageaient la Province, sur les assemblées des communes de la Viguerie de Gignac, les précautions prises par les habitants d'Amiane pour se préserver des attaques et des surprises de l'ennemi, etc.

Extraits des registres de comptabilité des Recteurs.

(1373-1374). — 2 décembre. « Say venc una manda de part Mosses.... d'Aginihiac que tot home n'agues a metre sos vicuyres dins lo fort. » 5 janvier. « Tramerem a S. Marti de Londras..., per saber hont eron las gens d'armas que eron el presen pays. Item a VI de genoier tramessay Mosses prior de S. Marti de Londras que nos avirassem per aquelas gens d'armas que l'ay ero. » — 23 janvier. « Nos tramero los cossolhs d'Aginihiac que avian aurit per los cossolhs de S. Johan del Bruolh hont eron las gens d'armas. » — 3 avril. « Forem sitadas (a Gignac) totas las comunas de la Viguarie per comtar totas las despensas delhs servens que anero en la guera. » — 6 avril. « Nos tramero los cossolhs d'Aginihiac que nos avirassem per las gens d'armas que eron el presen pays. » — 8 avril. « Las gens d'armas ero el pays. » Même jour : « Tramerem... a Caus per sabe hont ero aquelas gens d'armas. Portet nos letra testimonial des

cossolhs.» — 9 avril. Hom derier que las gens d'armas eron a Carcares.» — 12 avril. « Tramerem una espia à Canet, estan las gens d'armas, el presen pays.» — 18 avril. « Loguem Johan de las Combas et P. Reginart per badas el puog den Guilhot, car las gens d'armas eron el presen pays, e per en gardar las gens de la Vila.» — 19 avril. « Ferem adobar lo trauc de la Barbacana, car las gens d'armas veniam.» — 3 mai. « Tramerem... per espias à Caus, car las gens d'armas eron el pays.» — 14 mai. « Ferem provirio de voluntat de tot nostre conselh per la venguda de Mossenhior d'Angio et per la dona que devie veni et non venc.» — 8 juin. « Las gens d'armas eron el pays.» — 11 juillet. « Las gens d'armas eron à Puoiabo.» Etc., etc.

(1383-1384) 4 Décembre. « Aguem una manda da Sant Marti, que gens d'armas veniam de part delay.» — 10 décembre. « Aguem una manda da Sant Marti, que gens d'armas venian delay,... mezem una bada à las forquas da Puoiabo » — 18 janvier. « Aguem una manda da Ginhac ben tar que estesem avizatz, car gens d'armas dels Angles eron davalatz totz are, e non sabian hom onerom.» — 28 janvier. « Vens lo castela d'Omelas am I notari e I serven per regardar le fort e far metre los vieures.» — 1^{er} février. « Aguem una manda da Lodeva que la Roqua era preza.» — 5 février. « Nos trames I home en G. Delfesc da Monpeiros am una letra que los Angles combatian Sant Johan de la Blaquieira.» — 30 mars. « Aguem manda da Lodeva que gens d'armas avian en Larzac e duptavan que davaleson.» — 13 avril. Venc dirnar aisi lo senescalc de Carquasona que eron ben XXX cavalguaduras que anava al parlamen de Mossen de Berri.» — 17 avril. « Paset per aisi Mossen d'Armanhac que anava à Mossen de Berri.» — 12 mai. « Aneron à Ginhac P. Costas, Huc de Vilanova que l'ay eron los commus per la buoia de la Roqua, on se fetz I talh de VII gros per foc.» — 18 juillet. « Aguem manda d'Aginhac que los Engles davalavon a gram cop d'escalas. » — 10 octobre. « Aneron a Monpeiros P. Costas, Huc de Vilanova que lay eron los commus per adordenar que hom seguis en Fransa, que las reparas tengesem loc als supcidis dels III frans.» Etc., etc.

2. Compois (1), Milliaires ou Brevettes.— Les compois, au nombre

(1) Nous lisons dans un procès contre Beaulaguet, qui avait falsifié son compois pendant l'année de son consulat (1573-1574), l'indication suivante: « D'an-

de dix-huit, dont neuf provenant des archives de l'abbaye d'Aniane, commencent à la fin du XV^e siècle et vont jusqu'en 1642. De différents formats, ils renferment 11,568 pages de texte.

Les Milliaires ou Brevettes, au nombre de quatre (1724-1779), donnent un total de 1,076 pages.

QUATRIÈME SÉRIE. *DD.* — « *Propriétés communales ; Eaux et Forêts* », etc.

Elle est une des plus pauvres de nos archives. Ses documents commencent en 1439, par l'achat de la maison de la Boucherie. Rien n'a encore été classé.

CINQUIÈME SÉRIE. *EE.* — « *Affaires militaires.* »

Cette série possède un grand nombre de documents au sujet des troupes qui logèrent dans Aniane pendant les guerres de Religion ; les fortifications de la ville ; les passages de troupes, etc. Les dossiers ne sont pas encore constitués.

SIXIÈME SÉRIE. *FF.* — « *Justice, Procédure, Police.* »

Elle a de très curieux registres et de nombreux portefeuilles concernant les procès soutenus par la ville depuis 1399 jusqu'à la Révolution. Cinq de ces registres, compris entre les années 1399-1454, ayant 722 feuillets, ont été analysés par nous. Les pièces qui intéressent l'histoire locale y sont en très grand nombre et quelques-unes du plus haut intérêt.

Registre N° 1, in-4° (1399-1402) — Procès entre la ville de Gignac et la ville et l'abbaye d'Aniane sur les limites des deux juridictions. — 1401, 30 mars. Nomination de Begon Sicard, chanoine de Narbonne, comme vicairaire général au spirituel et au temporel de Philippe,

cienne coutume à la dicte ville d'Aniane est esleu un assesseur des Consuls, leque jure le jour de sa réception non seulement la conservation du peuple, mais aussi l'entretienement des livres de Compois et cadastre de la dicte ville, pour n'estre de quelconque personne que ce soit violés, falcifiés, rayés, adjoustés ne diminués.»

abbé d'Aniane (fol. 6). — 1401, novembre. Election des recteurs d'Aniane (fol. 8). — 1333, 2 novembre. Transaction entre le monastère et la ville d'Aniane pour l'administration communale (fol. 67). — 1401, 8 février. Election des consuls de Gignac dans l'église Saint-Pierre de Gignac, par les anciens consuls et leurs conseillers, convoqués au son des cloches. Six habitants sont choisis pour fournir les trois consuls nouveaux. Six petits enfants les représentent, et tirent avec leurs dents six rouleaux de cire enfermés dans un chapeau. Trois de ces rouleaux portent le mot consul et servent à désigner les trois habitants qui seront élevés à cette charge (fol. 91). — 1340, 6 septembre. Charte du roi Philippe réglant le mode d'élection consulaire de Gignac (fol. 93). — 1308, 27 avril. Accord entre les coseigneurs de Gignac et l'abbaye d'Aniane, sur les limites des deux juridictions (fol. 107). — 1402, 28 janvier. Assemblée générale de 99 habitants d'Aniane (fol. 215). — 1402, 7 juin. Assemblée capitulaire des moines d'Aniane au nombre de 19 (fol. 263), etc.

Registre N° 2, in-4° (1434). — Procès contre Etienne Moueri, berger d'Aniane, pris en contravention

Moins curieux que le précédent, ce registre nous a conservé le souvenir de deux hivers terribles qui ruinèrent les habitants d'Aniane et des contrées voisines : « Anno Domini millesimo quatercentesimo vicesimo primo, ac eciam quatercentesimo tricesimo seu tricesimo primo, viguerunt tam male et tam frigide yemes, et tam terribiles nives et congelaciones, quod arbores olivariorum nedum complantatorum in territorio et jurisdictione Aniane, sed eciam in territorio totius patrie circumvicine, fere omnes et paucis exceptis mortui fuerunt seu perierunt usque ad radices sive pedes exclusive, videlicet quia radices et pedes olivariorum ut plurimum remanserunt vive et vivi, quod fuit una magna plaga et maximum dampnum in dicta villa et tota patria ». (fol. 83).

Registre n° 3, in-4° (1438). — Procès contre les bergers et les bouchers d'Aniane. — Nous donnons un aperçu des amendes que les recteurs exigent de ceux qui commettent le ban. Pour une personne ordinaire : 13 deniers ; pour un berger 16 deniers ; pour le bœuf d'un particulier, 4 deniers ; pour le bœuf d'un forain, 5 sous ; pour un troupeau de bêtes à laine, 5 sous ; pour une chèvre, 5 sous ; pour un porc, 1 denier ; par chaque tête de bétail ne formant pas troupeau, 1 obole (fol. 3 à 13).

Registre n° 4, in-4 (1447). — Procès contre St-Guilhem, Puéchabon, etc., pour les tailles et les pâturages. Les documents sont nombreux et intéressants. — 11 février 1433. Lettres du roi Charles portant une nouvelle répartition des feux dans le diocèse de Lodève (fol. 46). — Juillet 1433. Les commissaires pour les aides, accomplissent leur mission à St-Guilhem (fol. 49). — A St-Jean-de-Fos (fol. 61) ; St-Guilhem avait deux compois, l'un de 1416, l'autre de 1430. Le premier portait 130 habitants taillables, le second 110. « Lo loc non es fermat de muralhas coma los autres locz circum-vesins ». — St-Jean-de-Fos avait deux compois ; le plus ancien était de 1415. A ce moment, il y avait, d'après un livre de tailles, 112 hommes « larem foyentes ». En 1433, il y avait 85 couples hommes et femmes, parmi lesquels « sexaginta tres belugue capud hospici facientes ».

Registre n° 5, in-4° (1448-1454). — Procès contre les bergers d'Aniane. Mention d'une transaction de 1317, ordonnant aux habitants de conduire annuellement leurs troupeaux dans les montagnes depuis le 13 mai jusqu'au 8 septembre.

SEPTIÈME SÉRIE. GG. « Cultes ; Instruction ; Assistance publique ».

I. *Cultes*. — Le document le plus ancien est un diplôme sur parchemin de l'évêque de Maguelone, Pierre de Vernobs, autorisant les habitants (27 octobre 1385) à construire une chapelle en l'honneur de la Vierge à la suite d'un vœu fait l'année précédente, le 8 décembre. Viennent ensuite des testaments fondant des obits (1390-1494-1507), etc. ; des liasses relatives aux églises, chapelles et confréries ; les procès-verbaux de la bénédiction de la nouvelle église des Bénédictins et de la réception de reliques (1681-1683) ; l'établissement de la fête de saint Benoît ; la collection complète des registres de baptêmes, mariages et sépultures depuis 1655, etc.

Le Protestantisme nous a fourni quelques pièces. Les principales sont : le syndicat des membres de l'Eglise réformée ; l'autorisation donnée par l'abbé d'Aniane de « eulx assembler ou ilz voudront hors les temples qui sont dans la ville, pour prier Dieu à leur façon, selon la religion réformée en présence de l'un de nos officiers, lequel pour ce faire sommeront, luy enjoignant de ce prendre garde qu'il

n'y si commète abus contre les Editz du Roy. Faict à Aniane, ce vingtiesme jung mil V^e soixante-trois. J. de St-Chomond, archevêque d'Aix et abbé d'Aniane ».

2^e Instruction. — 3^e Assistance publique. — Bien des documents sont passés entre nos mains, mais leur classement n'est pas achevé.

HUITIÈME SÉRIE. — *Agriculture. — Commerce.*

Les documents commencent en 1317, et comptent, entre autres pièces : 1^o « Une lettre d'exemption du péage du droit de leude et passage à Montarnaud, pour toutes les marchandises des habitants de la juridiction de l'abbaye d'Aniane, à eux accordée par le seigneur dudit Montarnaud, (1368, 16 décembre). » — 2^o « Un compromis d'entre le corazier de l'abbaye d'Aniane et quelques habitants dudit lieu, au sujet de leurs arbres noiers plantés dans leurs ors, pelés et gâtés par ledit corazier, de quoi ils prétendaient être indemnisés (1412, 5 août). » — 3^o Une transaction avec l'abbaye « sur la manière de faire dépaître les troupeaux de moutons, chèvres et autres animaux des mêmes habitants, et de les faire conduire par leurs bergers au terroir de la même ville (1456, 9 mars). » (Rouleau de parchemin mesurant 6 mètres 10 cent.) — 4^o Le procès-verbal d'une enquête « au sujet des malheurs et pertes excessives essuies en ladite année (29 juin 1492) par les habitants d'Aniane, à cause d'une terrible grêle tombée audit terroir, qui avoit détruit tous leurs fruits, arbres, toits des maisons. » D'après les dépositions des témoins, quelques grêlons étaient gros comme un écu de Paris, d'autres semblables à un palet, à des boules d'enfant. « Aucunes rondes, les autres carrées, les unes noires, blanches et rousses et pleines aucunes comme de peaulx noires. » — 5^o L'établissement de deux foires l'an et d'un marché toutes les semaines (1533-1699), etc., etc.

NEUVIÈME SÉRIE. — *Documents divers ; Inventaires.*

Cette série ne pourra être constituée qu'en dernier lieu ; nous pouvons néanmoins affirmer qu'elle ne sera pas inférieure aux précédentes.

ANIANE ET SES SOUVENIRS

Par M. le Chanoine LÉRIS

CURÉ-DOYEN D'ANIANE

(Résumé d'une Conférence destinée à tracer aux Congressistes l'itinéraire de leur visite à Aniane.)

M. le curé-doyen d'Aniane ayant été prié de donner quelques indications sur sa paroisse, qui devait être honorée, le lendemain, de la visite du Congrès, a rappelé d'abord la circonstance extraordinaire qui rend Aniane, en cette année 1895, plus digne que jamais de l'intérêt du diocèse et de son histoire. Il y a onze cents ans (794), une épouvantable famine, désolant la contrée, groupa autour de saint Benoît et de son abbaye, déjà fondée, les habitants misérables des environs. Saint Benoît donna du pain et du travail. Les pauvres, secourus, campèrent d'abord, puis s'établirent à demeure près de ces moines bienfaisants. Ce fut l'origine de la ville, qui nomme le réformateur de l'ordre monastique, si tendrement et si justement « *Son Père* ». Elle doit à sa charité l'être temporel, comme elle lui doit la vie spirituelle, avec la religion qui a présidé à sa naissance.

M. le Doyen d'Aniane remercie le Congrès de la part qu'il veut bien prendre à ces souvenirs. Dans la célébration du onzième centenaire de la fondation d'une ville si essentiellement chrétienne par son principe, demeurée telle, grâce à Dieu, par ses traditions, la fête de demain sera pour le pays comme le centre et l'apogée d'une semaine sans pareille (1). Le curé d'Aniane, avec l'humilité de son rang, et de tous ses moyens, n'aurait certes pas osé prétendre,

(1) Les fêtes du Centenaire ont duré cinq jours à Aniane, du 10 au 15 février.— La visite du Congrès, le 14, marqua le point culminant de ces solennités vraiment « sans pareilles ».

pour sa modeste paroisse, à ce qu'on pourrait appeler « un excès d'honneur. » Mais il avait près de lui, comme les pauvres gens qui ont peuplé les premiers ce territoire, un Père charitable, bienveillant, affectueux (redisons le mot), jusqu'à l'excès, si la vraie mesure de l'affection n'était pas d'être sans mesure. Mgr l'Evêque a voulu traiter les Anianais de cette fin du XIX^e siècle, comme saint Benoit avait traité ceux de la fin du VIII^e. Sa bonté les avait fait naître ; la bonté de leur premier Pasteur les fait aujourd'hui renaitre, en prenant l'initiative de ressusciter toutes leurs gloires, toute leur existence chrétienne, et en invitant le Congrès pour être le témoin et l'illustration de ces grandes choses.

Ce n'est presque pas assez dire qu'à Aniane tout est religieux. Tout y est *religion*. M. le curé n'a pas d'autre intention que celle de tracer un itinéraire ; et, même pour accomplir cette humble tâche, la seule qui puisse lui convenir, dit-il, en présence de tant d'hommes distingués, entre tant de travaux remarquables, il lui faut revenir à cette religion, en dehors de laquelle sa paroisse n'a aucun être ni aucun sens.

C'est ainsi que les membres du Congrès, arrivant demain au pays de saint Benoit, partiront d'une église, pour aller à une autre église, et pour achever l'excursion par une troisième église. Dans la mention de ces églises et dans le trajet qui les sépare, trajet naturel et obligé, on trouve tout Aniane : l'Aniane historique, géographique et topographique des anciens et des modernes. M. le Doyen divise donc son itinéraire en trois parties : *l'Eglise Saint-Jean-Baptiste* ; *l'Eglise Saint-Sauveur* ; *l'Eglise Notre-Dame*. Entre l'un et l'autre de ces édifices, deux routes ou grandes artères, de Saint-Jean à Saint-Sauveur, de Saint-Sauveur à Notre-Dame, enferment tout.

1^o *L'Eglise St-Jean-Baptiste*. — M. le curé d'Aniane dépeint l'arrivée à la *Porte St-Jean*, l'une des quatre donnant accès, autrefois, à la ville fortifiée. C'est là qu'étaient reçus, officiellement et en grand apparat, les abbés qui prenaient possession de leur bénéfice. Ils se présentaient à cheval, faisaient serment de respecter les droits et libertés inscrits dans la charte communale, et on leur remettait les clefs du bourg sur un plateau d'argent, avec les harangues d'usage :

« Demain, dit M. le doyen, nous nous croirons revenus à ces anti-
 » quités vénérables. La bannière de St-Sauveur ou de l'abbaye, celle
 » de St-Jean ou de la cité, précéderont Monseigneur et son noble
 » cortège. Le plus ancien des prêtres, enfants d'Aniane, offrira des
 » clefs, déjà données, depuis longtemps, sans réserve et sans repen-
 » tance : celles de nos sentiments et de nos cœurs. Mais de ces dons
 » il faut redire ce qu'écrivait le poète : « *Decies repetita placebit* ».
 « Puis, nous verrons s'ouvrir la première église ».

M. le curé en esquisse l'histoire à grands traits. Primitivement, chapelle du cimetière de l'abbaye ; dédiée, dès saint Benoît, à saint Jean-Baptiste, elle est mentionnée, en 1154, comme paroisse, et son titulaire comme patron du lieu. En 1562, année terrible pour la ville, les protestants détruisent tout. Quelques colonnes, quelques pans de murs et le clocher restent à peine, encore aujourd'hui ; ils sont facilement reconnaissables à leur style. Sur ces débris, après les guerres de religion, on reconstruit, entre 1580 et 1600, l'église actuelle, d'un gothique de décadence donnant à l'ensemble du vaisseau un aspect assez disparate. Cette église est demeurée paroissiale jusqu'à la Révolution ; elle est devenue, depuis, la chapelle des Pénitents blancs d'Aniane.

Les Pénitents, au rapport de M. le doyen, sont la confrérie de ce genre la plus ancienne, et, à tout prendre, relativement la plus zélée du diocèse. Ils datent de 1590. Leur première chapelle subsiste dans un vieux quartier de la ville. Ils n'ont jamais eu d'éclipse totale ou gravement partielle. On s'en apercevra demain ; et le prieur, ancien sous-officier, ancien gardien-chef de maison centrale, ne manquera pas, à la tête des siens, sous son froc couvert de décorations, de faire les honneurs de Saint-Jean-Baptiste, avec son allure semi-monacale, semi-martiale.

A part l'édifice lui-même, trois objets doivent être surtout remarqués : les sièges du prieur et du sous-prieur de la confrérie ; le rétable du maître-autel et le tabernacle de la chapelle St-Joseph. Les sièges indiqués, en bois sculpté, genre Renaissance, datent de la fin du XVI^e siècle. M. le curé les décrit en détail et ce détail fait supposer une œuvre fort belle. Le rétable est un souvenir de la Mission, donnée, au XVII^e siècle, par le P. Médaille, jésuite et orateur populaire alors célèbre. Cette station, à laquelle s'intéressa de si

près l'évêque de Montpellier, Mgr Bosquet, qu'il passa quinze jours consécutifs à Aniane, prêchant et confessant en vrai missionnaire, produisit des fruits merveilleux. Le rétable, élevé par souscription après les saints exercices, est demeuré comme un monument de la foi des aïeux. « Les évêques, ajoute M. le curé, » ont aujourd'hui des diocèses trop vastes et trop d'objets divers les » sollicitent, pour qu'ils puissent consacrer à une paroisse quel- » conque des semaines de leur temps précieux. La vie la plus longue » et les santés les plus robustes n'y suffiraient pas ; ne voyons-nous » pas, cependant, de nos jours, en ce même diocèse de Montpellier, » qui en contient cinq d'autrefois, quelque chose de pareil ? Combien » de Missions, depuis vingt années, ont été fécondes, grâce à Mon- » seigneur, qui a su trouver moyen de les visiter et de leur imprimer » un irrésistible élan ? Nous avons encore, dans ce beau pays, des » Médaille ou des Bridaine et des Evêques pour mettre en œuvre » leur zèle et réveiller par eux la foi qui s'endort. »

Le tabernacle de la chapelle St-Joseph est de la fin du XVII^e siècle, en bois peint et doré : seul reste de l'ancien maître-autel qui achevait l'effet du rétable, s'harmonisant avec lui, et qui a malheureusement disparu.

A ce moment, Monseigneur fait remarquer au curé d'Aniane qu'il ne parle pas de l'objet le plus artistique, sans conteste, qui soit dans l'église St-Jean. Il s'agit d'un vrai tableau de maître, représentant un pape du XVIII^e siècle. M. le curé s'excuse en disant qu'il voulait rattacher cette belle œuvre à l'abbaye, d'où elle est sûrement venue, la mentionner à cette partie de sa conférence, et laisser à Monseigneur, qu'il sait l'apprécier beaucoup, et qui est si fin connaisseur, en face de lui-même très peu compétent, le soin de la juger. Monseigneur expose alors en quelques mots la valeur réelle de cette toile non signée, portrait d'un pape inconnu, et la recommande à l'attention du Congrès.

M. le Doyen d'Aniane, reprenant son itinéraire, sort de l'ancienne paroisse et remonte vers l'abbaye. Il prie ses auditeurs de donner un regard, chemin faisant, au four de l'antique monastère, construit au temps même de saint Benoît, aujourd'hui occupé par un boulanger de la ville, et dont les proportions sont véritablement colossales, comme devait être un four de moines donnant du pain à tout un peuple.

Après le four, le marché primitif, plus massif qu'élégant, dont les boutiques en contre-bas représentent assez les établis des petits bazars orientaux.

Voici la place de l'abbaye et la façade de l'église St-Sauveur.

2° *L'église de St-Sauveur.* — « C'est le principe ou la tête d'Aniane » dit M. le Curé. Nous ne le suivons pas dans toutes ses indications, d'autant plus nombreuses que le sujet devient plus vaste. Bâtie par saint Benoît, dédiée au St-Sauveur, à cause de l'hérésie fameuse de Félix d'Urgel et d'Elipand de Tolède, que saint Benoît même combattit avec une si vigoureuse énergie, qu'il eut la gloire et la consolation d'anéantir; magnifique dans ses proportions, cette abbatale, mère et maîtresse de tant d'autres, fut, comme tant d'autres, détruite par les réformés en la fatale année 1562, qui ruina de fond en comble la ville et le pays. Pauvrement réédifiée vers la fin du XVI^e siècle, elle resta plus que modeste jusqu'en 1679. A cette époque, le cardinal de Bonzi, évêque de Béziers, puis archevêque de Narbonne, était en outre abbé d'Aniane. Aniane doit beaucoup aux Bonzi. Celui-ci fit élever, sur l'emplacement primitif, un monument digne de perpétuer sa mémoire. Il le bénit en 1683; et l'on prit plaisir, jusqu'en 1714, à l'orner et à l'enrichir de toute manière. C'est l'église actuelle, avec sa nef à la fois grandiose et gracieuse, longue de 60 mètres, large de 20, sous une voûte et une coupole, au transept, de 18 et 21 mètres.

Le curé d'Aniane renonce à détailler cette architecture exquise et presque somptueuse : il renvoie ses auditeurs, de peur de paraître exagéré, à l'examen du jour suivant. Il signale, sans plus, le maître-autel, style Louis XIV, vers la fin; — les cinq tableaux du sanctuaire et le principal surtout : les deux saint-Benoît, de Nurcie et d'Aniane, le fondateur et le réformateur, offrant l'abbaye au St-Sauveur; — les stalles Louis XIV; le grand orgue construit, au XVIII^e siècle, par un Lépine, de Pézenas, et auquel Cavaillé-Coll a mis la main.

Ce bel édifice, chapelle abbatale jusqu'à la Révolution, est devenu l'église paroissiale en 1792, lorsque les moines durent se disperser. Soixante-seize abbés s'étaient succédé depuis saint Benoît; le monastère avait toujours gardé le respect de ses origines et la fidélité à ses traditions. La charité y était exercée sous toutes les formes. Chaque

jour, à la porte du couvent, on distribuait des vivres à qui voulait se présenter. Chaque année, les consuls de la ville fournissaient une liste de cinquante familles pauvres, que l'abbaye prenait à sa charge et entretenait. La fête de l'Ascension dépassait tout en libéralités ; on y exerçait à la lettre le *Mandatum* de l'Evangile, et chacun pouvait s'approvisionner à la maison du « Père » vénéré. Une vingtaine d'enfants d'Aniane étaient élevés dans la communauté, gratuitement instruits, et faisaient honneur au pays par leur science autant que par leur vertu. Aussi les moines sont-ils demeurés en bénédiction sur ce coin de terre. Les jours venus de la Révolution, lorsqu'il fallut se séparer, Aniane ne pouvait se décider à les perdre ; la municipalité prit une délibération demandant à l'unanimité que l'abbaye fût conservée, à cause de ses bienfaits, et le conseil de Gignac se joignit à celui d'Aniane pour émettre un vœu semblable et solliciter cette faveur.

M. le Curé s'excuse de s'être attardé en ces souvenirs, si touchants pour sa paroisse. Il indique, au sortir de St-Sauveur, la maison Vernière, où se trouvent réunis les spécimens les plus curieux, restes des anciens couvents de la région ; — la porte de Montpellier, pareille à la porte St-Jean, mais plus étroite ; — les bâtimens de l'abbaye, occupés aujourd'hui par la colonie pénitentiaire ; — enfin les boulevards qui contournent la ville, sur la longueur et avec la largeur des fossés des fortifications. Par ces boulevards et par le faubourg qui les suit, on arrive à l'église Notre-Dame.

3° *L'Eglise Notre-Dame.* — Si l'église Saint-Jean, patronale et paroissiale, formait autrefois comme le corps d'Aniane, si l'église abbatiale Saint-Sauveur en était la tête, l'église Notre-Dame, d'après M. le Curé, en fut toujours le cœur ou l'affection par excellence. — Saint Benoît d'abord avait élevé, à côté de Saint-Sauveur et en même temps, un édifice à la « *Mère de Dieu.* » — Saint Jean-Baptiste n'était venu qu'après, dans le cimetière.

Plus tard, les circonstances avaient noué les relations les plus intimes entre les Anianais et Marie. L'histoire de ces relations serait longue, dit M. le doyen ; elle peut se résumer en un mot, qui est devenu un titre : *Délivrance.*

Le culte de Marie et Marie elle-même sont appelés dans ce pays :

Notre-Dame de la Délivrance, parce que ce pays, historiquement, authentiquement, a toujours été délivré de ses calamités publiques, grâce à l'invocation publique de Marie.

En 1384, le 8 décembre, après un vœu de la ville assiégée et sauvée, une Chapelle est bâtie, non loin de la porte Saint-Guilhem, et (chose remarquable autant que glorieuse) dédiée à l'Immaculée-Conception. C'est peut-être l'exemple le plus ancien, dans une paroisse, du culte officiel rendu à la Vierge immaculée. — L'année terrible, 1562, voit cette église ruinée comme les autres.

La dévotion se reporte alors vers un autre endroit, dans le faubourg, sur une chapelle bien petite, bien chétive, nommée, à cause de son étroitesse, *Notre-Dame d'Humilité*, à cause de l'ardeur des prières qu'on y va répandre, *Notre-Dame de Piété*. Mais la Reine conçue sans péché multiplie ses faveurs. Un sanctuaire plus spacieux, quoique modeste encore, est commencé, persévéramment continué, achevé enfin au dernier siècle : c'est celui que le Congrès visitera demain.

Au point de vue de l'art et du style, avoue sans peine M. le Curé, il n'a rien de remarquable. Son mérite est d'un tout autre ordre : il est l'expression écrite sur la pierre, « *deformata in lapidibus* », de l'amour d'Aniane pour Marie. Soixante-dix années durant, chaque chef de famille, riche ou pauvre, pauvre surtout, a laissé à sa mort, par testament, une modique somme (quelques sous, quelques deniers), pour aider à la construction de la chapelle de Notre-Dame ; et c'est ainsi que les anciens l'ont *léguee*, à la lettre, de leurs oboles, à la postérité.

M. le Curé rappelle en terminant le double trait, célèbre dans le Diocèse, qui a marqué de nos jours l'histoire d'Aniane et de la Vierge, Mère de Dieu. En novembre 1849, le choléra éclate sur la ville. On court à Notre-Dame ; on fait un vœu, toujours le 8 décembre. Les décès, nombreux la veille, disparaissent le lendemain ; les malades mouraient presque tous, ils sont tous sauvés. Mais les populations s'oublient comme les individus. Le vœu est négligé, imparfaitement observé les années suivantes. En août 1854, le fléau revient, horrible cette fois, épouvantable. Sur 3.000 âmes, 500 personnes périssent en quarante jours. « Leurs noms, dit M. le Curé, sont sur nos registres. » Aniane se rappelle, se repent et implore encore. Le

vœu est repris, cette fois, le 8 septembre ; le 10, tout était fini. Plus de décès ; des guérisons sans nombre. Aniane, ajoute son pasteur, ne s'est plus oubliée, et le fléau n'a plus reparu. Depuis 41 ans, chaque année, une magnifique procession de pénitence et d'action de grâces part de Saint-Sauveur, descend jusqu'à Notre-Dame de la Délivrance, remonte par Saint-Jean-Baptiste, disant à haute voix le Rosaire, chantant les Litanies et le *Magnificat*.

La Vierge miraculeuse est portée en triomphe par les jeunes filles, escortée par les pénitents, précédée, suivie de tout un peuple : hommes, femmes, jusqu'aux petits à la mamelle, dans les bras de leurs mères ; et lorsqu'elle apparaît, au seuil du sanctuaire, elle aussi dans les bras de ses enfants, ce sont des cris sans fin d'enthousiasme et d'amour, jusqu'à ce qu'on la repose à terre et que chacun passe en baisant ses genoux et ses pieds. Le cœur d'Aniane est là tout entier. C'est pourquoi, conclut M. le Curé, « j'ai voulu terminer par cet itinéraire de procession votive, l'itinéraire que suivra demain le Congrès. Il est le même, en vérité ; et c'est aussi, depuis onze cents ans, dans le temps comme dans l'espace, l'itinéraire de l'histoire d'Aniane, qui va, guidée par saint Benoît, de Saint-Sauveur à Notre-Dame, de Notre-Dame à Saint-Jean-Baptiste, et qui recommence toujours, parce qu'elle s'en est toujours bien trouvée. »

LES LIVRES LITURGIQUES

DU DIOCÈSE DE MONTPELLIER

Par M. l'Abbé MAUBON

PRO-SECRÉTAIRE DE L'ÉVÊCHÉ DE MONTPELLIER

Retracer l'histoire de la liturgie dans notre contrée, c'est, le croirait-on, rappeler les dominations politiques diverses qui se sont succédé sur notre sol depuis quinze siècles. Une telle affirmation paraîtra invraisemblable à quelques-uns ; mais elle surprendra peu ceux qui reconnaissent l'influence de la religion et de son culte dans le gouvernement des peuples.

Chez les anciens, les lois de l'Etat déterminaient les formes sociales de la religion : pendant de longs siècles, dans notre Europe chrétienne, nourris sans cesse des mystères divins, les rois comme les peuples étaient unis surtout par la Liturgie : « le lien entre ces nations » isolées et souvent en guerre entre elles paraissait toujours dans » l'unité des fêtes du culte public et de la prière (1). »

Aujourd'hui encore, en Orient, la puissance du lien liturgique est incontestable : les nationalités s'y distinguent par les rites, et les patriarches des diverses églises sont en même temps les chefs politiques et religieux de leur peuple. Rien n'est donc plus plausible que d'attester l'influence de la politique dans le domaine de la liturgie ; elle paraît évidente à plusieurs périodes de notre histoire locale.

Le diocèse de Montpellier comprend aujourd'hui, dans son territoire, les cinq anciens diocèses de Maguelone, Béziers, Agde, Lodève et Saint-Pons : tous appartenaient à la province ecclésiasti-

(1) Languet, archevêque de Sens. *Inst. Liturg.*, t. II, p. 251, 2^{me} édition, D. Guéranger.

que de Narbonne, et cette communauté de juridiction explique en partie les ressemblances qui existent entre leurs rites divers.

Quelque opinion que l'on adopte sur les origines chrétiennes de nos églises (1), quel'on reconnaisse, avec l'Ecole traditionnelle, saint Aphrodise, le 1^{er} évêque de Béziers, et saint Flour, le 1^{er} évêque de Lodève, comme disciples des apôtres, ou que l'on rejette à une date plus récente l'évangélisation de nos contrées, on doit convenir que le document le plus ancien où il soit parlé de nos usages liturgiques, c'est la collection des canons du Concile d'Agde (506).

M. Eugène Thomas, le savant archiviste de l'Hérault, a écrit, il y a plus de quarante ans, l'historique de cette assemblée conciliaire, et son étude est un des travaux les plus remarquables de la Société Archéologique de Montpellier. Les suscriptions conciliaires nous montrent, siégeant à Agde, dans l'antique cathédrale de Saint-André, la plupart des évêques de la Septimanie, soumise alors aux Visigoths, dont le roi Alaric avait autorisé la tenue du Concile.

Obéissant à un usage déjà établi dans les synodes provinciaux, les Pères entendirent d'abord la lecture des anciens canons ; ils en dressèrent, ensuite, quarante-sept nouveaux. Nous ne retiendrons des décisions de cette assemblée que celles qui se rapportent à notre étude.

Tout d'abord, les Pères proclament le principe de l'Unité liturgique (2).

« Il convient, disent-ils, que l'*Ordo* de l'Eglise soit également res-

(1) Jusqu'à la fin du dernier siècle, les Eglises de Béziers et de Lodève affirmaient dans leurs livres liturgiques l'apostolicité de leurs origines. La tradition, qui reconnaît en saint Paul de Narbonne, dont saint Aphrodisae est le disciple, le proconsul romain converti par le Grand Apôtre, est toujours attestée par le Martyrologe romain. L'église de St-Flour continue encore de donner à ce saint le titre de *Discipulus Domini*, dans son Propre diocésain ; mais les Bollandistes, dans leur dernier volume (novembre, t. II), n'ont pas cru devoir se prononcer sur ce point.

(2) « Et quia convenit ordinem Ecclesie ab omnibus æqualiter custodiri, studentum est, ut, sicut ubique fit, et post antiphonas collectiones per ordinem ab Episcopis vel presbyteris dicantur et hymni matutini vel vespertini diebus omnibus decantentur, et in conclusione matutinarum vel vespertinarum missarum, post hymnos capitella de psalmis dicantur, et plebs collecta oratione ad vesperam ab Episcopo cum benedictione dimittatur ». (Labbe et Cossart, *Concilia*, t. IV, c. 1388).

» pecté par tous. Nous établissons donc que, selon l'usage général
 » (*sicut ubique fit*), après la psalmodie antiphonée, les oraisons soient
 » dites en leur rang par les évêques ou par les prêtres, et que les
 » hymnes soient chantées tous les jours soir et matin. »

Mais en toute société, dit avec raison Dom Gueranger (1), pour que l'unité soit possible, « il faut un centre avec lequel l'accord soit nécessaire, il faut un principe supérieur, capable de maintenir dans l'unité et d'en rappeler la règle à ceux qui seraient tentés de la méconnaître. » Or, l'histoire de nos églises le prouve (2) : « Tous les efforts tentés pour constituer en France un pouvoir ecclésiastique supérieur aux évêques, en dehors du Pape ou du Gouvernement, ont invariablement échoué. L'autorité métropolitaine n'a jamais été bien forte, et les archevêques ont eu rarement dans leur province plus qu'une primauté d'honneur. » Aussi, dans notre contrée, jusqu'au jour où le Saint-Siège fit entendre sa voix, la liturgie fut liée en quelque sorte aux nationalités diverses qui se sont succédé sur notre sol : tant que les rois Visigoths leur en laissèrent la liberté, nos églises suivirent le rite gallican, dont le Concile d'Agde nous montre l'usage : aux Conciles de Tolède, elles acceptèrent le rite visigothique, devenu, par la conversion des rois ariens visigoths, le rite national de l'Espagne chrétienne, en attendant d'embrasser le rit romain, quand la Septimanie deviendra province de l'empire Carlovingien.

Mais revenons au Concile d'Agde, dont les décisions liturgiques méritent d'être mentionnées.

Dans ce même canon 30^e, où les Pères proclament l'unité liturgique ils indiquent quel doit être, d'après l'usage général, *sicut ubique fit*, l'ordonnance de l'office canonique. Il consiste en ce qu'il y ait tous les jours, office matin et soir. Chacun de ces exercices comprend : la psalmodie antiphonée, les collectes ou oraisons récitées par l'évêque ou le prêtre qui préside à sa place. Les hymnes sont mentionnées dans ce décret, et cela ne saurait nous surprendre, dans un concile présidé par saint Césaire, qui les introduira dans sa règle *ad Virgines*. Mais faut-il entendre ici, sous le nom d'Hymnes, « les poésies de

(1) Dom Guéranger, *Institutions liturgiques*, t. I, p. 126, nouv. édit.

(2) Duchesne, *Origines du culte chrétien*, p. 97.

saint Ambroise, ou plutôt le *Te Deum* et le *Gloria in excelsis* que nos manuscrits appellent souvent *laudes matutinales* ? »

Nous laissons à de plus érudits le soin de trancher la question (1).

L'hymne était suivie d'un capitule, leçon brève tirée des psaumes, et de la collecte, laquelle étant récitée, l'Évêque donnait sa bénédiction et renvoyait l'assemblée.

Le canon 13^e du Concile d'Agde fixe au dimanche qui précède la fête de Pâques la Tradition du Symbole aux compétents, qui devaient être baptisés le Samedi-Saint : tel était aussi l'usage de l'église de Milan, ainsi que nous l'apprenons d'une lettre de saint Ambroise (2).

La consécration des autels ne consistera pas seulement dans l'onction du chrême, mais aussi dans la bénédiction sacerdotale (3).

A l'évêque était réservé la bénédiction solennelle du peuple et l'absolution générale des pénitents. Il s'agit ici de deux rites gallicans, qui se sont conservés dans nos diocèses pendant de longs siècles. La bénédiction de l'évêque pendant la messe pontificale, après le *Pater*, a survécu à la liturgie gallicane. Nous la trouvons indiquée dans un pontifical, tout romain cependant, écrit pour l'église de Maguelone au XV^e siècle ; et l'un des manuscrits les plus précieux du dernier évêque de Lodève, Mgr de Fumel, est le « *Benedictionale* » qui contient les formules à réciter en cette circonstance (4).

(1) M. U. Chevalier a traité cette question dans son dernier ouvrage : *De la poésie liturgique traditionnelle d'Eglise catholique en Occident*. Introduction, p. xi.

(2) *Symbolum etiam placuit ab omnibus Ecclesiis una die, id est, ante octo dies dominicæ resurrectionis publice in Ecclesia competentibus tradi.* (Conc. Agath., loco cit. can. 13. — S. Ambrosius Epist. 20. — Duchesne, *Origines du culte chrétien*.)

(3) « *Altaria placuit non solum unctione chrismatis sed etiam sacerdotali benedictione sacrari.* (Conc. Agath. can. 14). »

(4) Le Pontifical de Maguelone conservé à la Bibliothèque Nationale (Ms. latin 979) donne la formule de cette bénédiction. M. Germain l'a publiée, dans son étude sur *Maguelone sous ses Evêques et ses Chanoines*. Le savant historien relève avec raison l'erreur de M. Renouvier qui avait cru voir dans ce manuscrit un ouvrage tout spécial à Maguelone, tandis que ce n'est qu'un Pontifical romain, avec quelques rubriques particulières à notre Eglise. Mais nous devons à notre tour détruire une illusion de M. Germain, le rit de la bénédiction après le *Pater* qu'il décrit tout au long n'est point particulier à Maguelone. Dom Martène ne l'ignorait pas plus que les quelques variantes qu'il signale dans l'*Ordo missæ*; ce

Le Pontifical romain décrit encore aujourd'hui la cérémonie solennelle de la réconciliation des pénitents publics. Nous trouvons aussi cette fonction, avec quelques variantes, dans le Missel de Béziers de 1534. A Maguelone, à Béziers et sans doute aussi dans les diocèses voisins, les lundis, mercredis et vendredis de carême, on récitait des prières spéciales *super populum*, qu'on appelait l'*absoute*.

L'usage s'en est conservé le Jeudi-Saint dans quelques diocèses de France, où l'on dit, en ce jour, sur les fidèles, des prières expiatoires (1).

La législation du Concile d'Agde sur les Oratoires privés n'a jamais cessé d'être en vigueur, et aujourd'hui encore les indults, qui autorisent la célébration de la messe dans ces oratoires, exceptent les fêtes les plus solennelles de l'année. L'esprit de l'Eglise est qu'elles soient célébrées à la paroisse avec toute la famille chrétienne (2).

Ces quelques décisions du Concile d'Agde ne nous donnent pas, tant s'en faut, l'ensemble de la liturgie de ces temps reculés. Sait-on d'ailleurs, même après les grands travaux de Mabillon, du B. Thomassi, de Muratori et tout récemment de M. Duchesne, sait-on, d'une manière précise, ce qu'était l'antique liturgie gallicane ? Les livres auxquels nous donnons ce titre appartiennent tous plus ou moins à l'Eglise d'Autun et rien ne prouve que les usages de cette Eglise n'aient différé sous plus d'un rapport de la liturgie suivie ailleurs. C'est le sentiment qu'a bien voulu nous exprimer le P. Dom Morin, et l'on comprendra aisément que nous nous abritons sous une telle autorité.

Nous avons demandé aussi au savant bénédictin de Maredsous, à l'infatigable explorateur des écrits de saint Césaire, ce qu'il pensait de l'influence du saint docteur d'Arles, président de notre Concile

rit et ces variantes se retrouvent dans la plupart de nos livres liturgiques. Ils ne suffisent donc pas à prouver l'existence d'un rite spécialement affecté à l'Eglise de Maguelone. Pour nous, sans nier que Maguelone n'ait eu quelques usages particuliers, nous inclinons à croire, après l'examen des livres liturgiques de cette Eglise, que, fille de prédilection du St-Siège, l'Eglise de Maguelone en suivit plus fidèlement encore que ses voisines la belle liturgie.

(1) *Miss. Biturrense* (1534). *Ordinarium diocesis Magalonensis* (1526 et 1533) Rituel romain à l'usage du diocèse de Béziers (1638).

(2) Conc. Agath. 15.

d'Agde, sur la liturgie gallicane et sur celle de nos églises du Midi, en particulier. Mais le savant religieux, qui a compulsé cependant des milliers de manuscrits de saint Césaire, s'est borné à nous signaler une récente publication du docteur protestant Arnold de Breslau (1), ne voulant pas, nous dit-il, formuler son opinion avant d'avoir réuni toutes les preuves pour la soutenir. D'ailleurs, ainsi qu'il nous le fait très judicieusement observer, nos Eglises furent bien peu de temps sous la dépendance des Métropolitains d'Arles. Trente ans s'étaient à peine écoulés depuis le Concile d'Agde, qu'Arles tombait au pouvoir des Francs, et la Septimanie restant province Visigothique, nos évêques abandonnèrent le chemin d'Arles pour se rendre à Tolède, devenue capitale politique et religieuse de la monarchie visigothique.

C'est à Tolède que nous les retrouvons désormais, assistant, en personne ou par leurs procureurs, aux Conciles de cette métropole, véritables assises de l'Espagne chrétienne. Ils sont là, le 5 mai 589 (2), quand, dans la personne de son roi Recarède, converti par le martyr de son frère Herménégilde, la nation des Goths abjure l'arianisme et embrasse la vraie foi ; et, pour remercier Dieu d'un événement si mémorable, assemblés la même année à Narbonne, nos évêques décrètent que toujours la doxologie catholique, *Gloria et honor Patri et Filio et Spiritui Sancto*, sera chantée à la fin des psaumes et des répons (3).

Mais, de tous les conciles de Tolède, il en est un surtout important pour notre étude, c'est le 4^e, que l'on pourrait qualifier en quelque sorte de *Concile liturgique de l'Espagne chrétienne* (4).

Présidé par saint Isidore, de Séville, il s'ouvrit, le 9 décembre 633, fête de sainte Léocadie, dans l'église dédiée à cette illustre martyre de Tolède.

« Après avoir pourvu à la confession de la vraie foi, qui doit être

(1) Cæsarius von Arelate und die Gallische Kirche seinerzeit von Carl Franklin Arnold, Doctor der Theologie und Philosophie, Professor der evang. Theologie an der Universität Breslau, Leipzig 1894.

(2) L'homélie prononcée en cette circonstance par saint Léandre a été très heureusement insérée, au Propre de Montpellier, pour la fête de la Délivrance de cette ville par Louis XIII.

(3) Conc. Narbonens. 589.

(4) Conc. IV Tolet. 633.

» prêchée dans l'Eglise de Dieu, nous avons été d'avis, disent les
 » Pères, que nous tous, prêtres, qui sommes réunis dans l'unité de
 » la foi catholique, nous ne souffrions plus aucune variété ni disso-
 » nance dans les mystères sacrés, de peur que la moindre diver-
 » gence ne semblât, aux yeux des hommes charnels, provenir d'une
 » sorte d'erreur schismatique et ne causât à un grand nombre une
 » espèce de scandale. On gardera donc par toute l'Espagne et la
 » Gaule (Narbonnaise) un seul ordre dans la psalmodie, un seul
 » mode dans la solennité des messes, un seul rite dans les offices
 » du soir et du matin, et il n'y aura plus de diversité de coutumes
 » ecclésiastiques entre nous tous qu'une même foi et un même
 » royaume réunissent. Déjà d'ailleurs d'anciens canons avaient
 » décidé qu'on tiendrait un ordre uniforme dans la psalmodie et le
 » ministère sacré ».

Ainsi s'expriment les Pères, établissant l'unité liturgique, et sur l'unité de foi et aussi sur l'unité de juridiction politique : la liturgie devient ainsi le lien social et religieux des citoyens réunis dans une même foi et régis par un même gouvernement. Le Concile de Tolède ne se borna pas à proclamer le principe de l'unité liturgique ; il revendiqua aussi les vraies traditions sur la composition des offices, d'où certains voulaient exclure les pièces de style ecclésiastique et n'admettre que des centons scripturaires. « Quelques-uns, disent les Pères, réprouvent
 » les hymnes composées par un art humain pour célébrer la louange
 » de Dieu et le triomphe des apôtres et des martyrs, comme sont
 » celles composées par les bienheureux docteurs Hilaire et Ambroise,
 » et cela, parce qu'elles ne font point partie du canon des Saintes
 » Ecritures et ne viennent pas de la Tradition apostolique. Qu'ils
 » rejettent donc cette autre hymne composée par des hommes et
 » que nous redisons chaque jour à l'office public et privé, à la fin
 » des psaumes : *Gloria et honor Patri et Filio et Spiritui Sancto*, et
 » cet autre que les anges chantèrent à la naissance du Christ dans
 » la chair : *Gloria in excelsis Deo*... les docteurs ecclésiastiques n'y
 » ont-ils pas ajouté une suite ? Faut-il donc qu'on cesse de la chanter
 » dans les églises parce qu'on ne trouve point cette suite dans les
 » Ecritures ? On compose donc des hymnes comme on compose des
 » messes, des prières, des recommandations, des impositions des
 » mains et, si on ne devait plus réciter aucune de ces formules dans

» l'Eglise, autant vaudrait faire cesser les offices ecclésiastiques ».

Ces principes, attaqués en France au IX^e siècle par Agobard, archevêque de Lyon, furent réfutés par Amalaire et, pendant le Moyen-Age, personne n'osa contester à la liturgie d'être avant tout la voix traditionnelle de l'Eglise, et il nous faut arriver au XVIII^e siècle, pour voir pratiquer le système condamné par les Pères de Tolède dans la composition des offices sacrés.

Il y aurait à transcrire ici la plupart des usages de la liturgie visigothique, si nous voulions rapporter toutes les décisions de ce Concile que présidait le grand docteur de l'Eglise d'Espagne, saint Isidore, le réformateur de la liturgie gothique (1). Elle régna dans notre Septimanie pendant plus de deux cents ans, jusqu'au jour où, l'invasion sarrazine brisant les relations de nos Eglises avec la métropole de Tolède, elles abandonnèrent les rites qu'elles en avaient reçus.

Toutefois, ces changements ne s'opérèrent pas d'une manière violente. En 759, la population visigothique de Narbonne demanda et obtint de Pépin le Bref la conservation de ses lois et coutumes. Or, il nous est bien permis de supposer que les usages liturgiques, qui tenaient une si grande place dans la vie religieuse de nos ancêtres, ne leur ont pas été moins chers que les lois visigothiques ou romaines dont ils demandaient la conservation.

Cependant, si rien ne nous autorise à affirmer que le nouveau souverain de la Septimanie ait étendu à sa nouvelle province le décret général, qui établissait la liturgie romaine dans ses Etats, nous n'en devons pas moins fixer au VIII^e ou dans les premières années du IX^e siècle l'introduction du rit romain dans notre contrée.

A ce moment, Benoît, fils du comte de Maguelone, fonde son monastère d'Aniane, et ce que n'auraient peut-être pas obtenu les capitulaires carlovingiens, dans un pays fidèle à ses traditions,

(1) Parmi les décrets de ce IV^e Concile de Tolède nous devons signaler le 6^e qui ordonne de ne point imiter les ariens dans l'administration du baptême et de ne conférer désormais ce sacrement que par une seule immersion. Le 7^e canon veut que le vendredi-saint les portes des églises restent ouvertes pour que le peuple y vienne s'exciter à la contrition de ses fautes. Le canon 9^e ordonne de faire partout la bénédiction du feu nouveau et du cierge pascal, le samedi-saint, pour honorer la sainte nuit de la Résurrection; enfin que l'*Alleluia* se chantera dès ce jour pendant l'année entière, le Carême excepté.

comme notre Midi, Benoît l'obtint par l'influence que les usages liturgiques d'Aniane allaient exercer dans toute la contrée; c'est ainsi qu'il introduisit dans nos églises la liturgie romaine.

L'influence liturgique de saint Benoît nous paraît incontestable. Ami et émule d'Alcuin, comme le maître de l'Ecole du Palais, en vrai fils du cloître bénédictin, Benoît plaçait avant toute chose l'*Opus Dei*, l'office divin. Saint Ardon, son disciple et son biographe, nous apprend qu'il établit les *Psaumes graduels* (1) inscrits encore aujourd'hui au Bréviaire romain et dont l'obligation, générale dans l'Eglise, jusqu'à saint Pie V, s'est maintenue dans certains chapitres de nos cathédrales jusqu'au commencement de ce siècle (2). Nous savons encore par le même historien que saint Benoît faisait réciter aux petites heures de l'office du jour le ps. CXVIII, *Beati Immaculati*, ainsi que le veut le rit romain, nous dit formellement saint Ardon. Aussi Dom Martène et Dom Mabillon reconnaissent-ils que la liturgie romaine était celle d'Aniane, sinon celle de tous les monastères fondés par saint Benoît (3).

Nous avons un indice certain de l'introduction du rit romain dans nos églises à cette époque, dans la lettre d'Helisacar, abbé de Saint-

(1) « Hæc autem quindecim psalmorum gradualium ante nocturnos recitatio » est ex sancti Benedicti Anianensis institutione ut ex Ardone ejus discipulo » discimus : sic enim ille in ejus vita. (52) : Psalmos enim jussit cantare pro » omnibus fidelibus in toto terrarum orbe vivis : quinque etiam pro omnibus » fidelibus defunctis : pro eis quoque qui nuper defuncti sunt qui ad notitiam » singulorum non statim causa pervenit ut jugiter caneretur instituit nihilomi- » nus quinque. » (Dom Martène, *De antiquis Monachorum ritibus*, p. 10 ; — Dom Mabillon, part. I, p. 212. *Ann. Ord. S. Benedicti*).

(2) L'*Ordo* de Montpellier de 1805 porte encore l'obligation pour le chapitre de les réciter au chœur.

(3) « Sub fine seculi Octavi vel ineunte nono, sanctus Benedictus Anianensis ad » regulare officium cursum, id est romanum officium persolviasse videtur, ex ejus » vita (n° 57). An vero in institutis ab eo monasteriis legem hanc imposuerit non » patet. » (D. Mabillon, *Annal. Ord. S. Bened.*, loc. cit.).

Y avait-il d'ailleurs grande différence entre le rit romain et le rit bénédictin de cette époque ? De bons juges ne le pensent pas, ils en donnent pour preuve le décret du célèbre concile d'Aix-la-Chapelle, dont saint Benoît d'Aniane fut l'âme, et qui oblige tous les moines à suivre le rit bénédictin, et cela au début du règne de Louis le Débonnaire, un des plus ardents propagateurs de la liturgie romaine. (U. Chevalier, *Poésie liturgique traditionnelle de l'Eglise catholique en Occident*, Introduction, p. xix).

Riquier, et de saint Maximin de Trèves à Nebridius, archevêque de Narbonne, au sujet de l'antiphonaire romain.

Averti par une touchante missive où son ami, Benoît d'Aniane, lui annonçait sa fin prochaine, Nebridius était parti pour Aix-la-Chapelle. Il s'y trouvait, en 821, pour régler les affaires ecclésiastiques de sa province et sans doute aussi pour s'occuper de la succession de son saint ami. Là, il se plaisait à assister à l'office de nuit et se délectait des suaves cantilènes de l'Antiphonaire romain. Il avait remarqué cependant que dans les répons la réclame, qui suit le verset, ne s'accordait pas toujours avec le texte qu'on venait de chanter. Cette observation faite dans sa province, il en constatait la vérité à Aix-la-Chapelle. Il pria donc Héliसार, le chancelier et confident de Louis-le-Pieux, de corriger l'Antiphonaire romain, en s'appliquant à faire concorder le sens du verset avec celui de la réclame qui le suit. Héliसार obéit à un désir qui lui parut fort légitime. Son travail terminé, il le fit revoir par des maîtres ès chant grégorien et le dédia à l'Archevêque de Narbonne, dans une lettre qui nous donne tous ces détails (1).

Constatons-le en passant, c'est au moment où elles sont nées à la

(1) Cette lettre d'Héliसार a été publiée par M. Bisoph dans les *New Archiv.*, tome XI, p. 566-568.

Il semble étrange que, quelques années à peine après Charlemagne, on constate en France la nécessité de modifier l'Antiphonaire romain : faut-il y voir « cette manie incorrigible des Français de retoucher sans cesse la liturgie », ainsi que s'exprime D. Guéranger (*Inst. lit.*, t. I, p. 246), ou plutôt faut-il en conclure avec M. Batiffol (*Hist. du Brév. Rom.*, p. 140) et M. U. Chevalier (*Poésie liturgique. Introduction*, p. xxii), la prompte décadence de l'office romain en France ?

L'explication de M. Bisoph, le savant allemand qui a publié la lettre d'Héliसार, nous paraît plus plausible. M. Bisoph fait observer que, d'après la coutume romaine, le répons était anciennement répété en entier après le verset. (Amalaire, de *Ordine Antiphonarum*, 60 ; Thomassi, *Opera*, édit. Vezzovi, tome IV, p. 13) et ordinairement le sens des paroles n'en souffrait pas. En France, on conserva la coutume du pays de ne répéter après le verset qu'une partie du répons : on chantait ainsi le texte grégorien d'après l'usage gallican. De là ces nombreux versets de l'Antiphonaire où le sens des paroles ne concordait nullement avec la seconde partie du répons, la réclame. Mais l'usage français avait l'avantage d'abréger considérablement l'Office ; aussi finit-il par déloger même à Rome la coutume ancienne. Notons enfin que, si le *Antiphonale Missarum* de l'Eglise romaine a subi peu de corrections en France, il n'en est pas de même du *Liber responsalis*, dont les variantes sont très nombreuses.

nationalité française que nos Eglises de la Septimanie ont adopté le rite romain. Quand donc, en ce XIX^e siècle, nos évêques, renouant une tradition brisée au siècle précédent, sont revenus à la liturgie romaine, *ils n'ont point sacrifié les derniers vestiges de nos rites nationaux*, ainsi que le leur reproche M. Germain, le plus compétent des historiens de notre région, vrai bénédictin laïque, dont l'érudition et l'autorité sont incontestables, mais à qui manquait, et l'on ne saurait en être surpris, ce que M. le chanoine U. Chevalier appelle « *le sens des choses ecclésiastiques* », indispensable à ceux qui veulent étudier les rites sacrés de l'Eglise.

« *Les vestiges de nos rites nationaux* », la liturgie romaine ne les avait effacés ni au IX^e, ni au XVII^e siècle ; plusieurs survécurent aux liturgies gallicane et mozarabe (1), suivies pendant de longues années dans nos parages. Nous avons déjà parlé de la bénédiction solennelle de l'évêque après le *Pater*, et de l'absolution générale des Pénitents ; mentionnons encore la lecture à la messe de deux leçons avant l'évangile, tirées l'une de l'ancien et l'autre du nouveau testament, usages que nous constatons dans tous nos livres liturgiques, manuscrits ou imprimés, et dont plusieurs ont encore subsisté même après le concile de Narbonne de 1609.

Il nous reste peu de monuments liturgiques de l'époque carlovingienne, et cependant Benoît d'Aniane et Guillem de Gellone en avaient abondamment fourni leurs monastères. On conserva pendant des siècles comme des reliques précieuses les livres sacrés donnés par Charlemagne et Louis le Pieux à ces deux abbayes. Nous

(1) Il y a longtemps que d'Aigrefeuille a remarqué que les saints de l'Eglise d'Espagne ont toujours été en grande vénération dans notre Midi ; plusieurs sont, depuis des siècles, les patrons de diverses localités : saint Félix de Gironde, saint Fructueux, saint Vincent, sainte Eulalie de Barcelone, sainte Eulalie de Lérida, saint Aciscle et sainte Victoire, sainte Léocadie, etc., etc.

Dans les statuts du Chapitre de Maguelone, au § de *Sacrista*, il est fait mention des « *Missarabes* » d'argent « *missaraba argentea ad usum altaris S. Petri* ». Ces paroles, dit d'Aigrefeuille, nous donneraient lieu de penser qu'on retenait encore à Maguelone quelque chose du rit Mozarabe établi dans le Concile de Tolède. » Cependant notre chanoine historien n'ose se prononcer, car il ne reste aucun « vieux livre qui puisse nous donner des éclaircissements sur cet article ». (*Histoire ecclésiastique de Montpellier*, 2^e partie, livre III, édit. 1739, page 94). — Voir statuts de Jean de Vissec, publiés par M. Germain dans l'appendice de : *Maguelone sous ses Evêques et ses Chanoines*, page 630.

devons rappeler ici cet Évangélaire fameux, souvent décrit dans les Inventaires d'Aniane, et dont parle Du Cange, au mot *Textus* de son Glossaire. Le respect dont on l'entourait était tel qu'on ne le sortait du Trésor que pour être présenté aux princes et aux évêques reçus processionnellement au monastère.

Un autre monument liturgique du VIII^e ou du IX^e siècle, bien connu des paléographes et des vieux liturgistes, c'est l'*ancien Sacramentaire de Gellone*. Étudié par Mabillon, dans son *Traité de diplomatique* (1), il fut aussi, au XVII^e siècle, mis à contribution par Dom Martène, pour son grand ouvrage *De Antiquis Ritibus Ecclesiae*. Après être resté à l'abbaye de Saint-Guilhem depuis l'époque carlovingienne jusqu'aux temps modernes, recueilli par les religieux de Saint-Germain-des-Près, il arriva, en 1793, à la Bibliothèque nationale (2) dont il est un des plus précieux manuscrits.

M. Léopold Delisle en a donné une description sommaire dans son étude sur les anciens Sacramentaires (3) et lui a aussi consacré une notice spéciale dans son *Cabinet des manuscrits* (4). Les peintures et les ornements très remarquables de ce manuscrit ont été souvent reproduits (5). Compilation du Sacramentaire gélasien et grégorien, ce précieux monument liturgique mériterait à lui seul une étude spéciale, car il serait fort intéressant de constater sous quelle influence a été rédigé ce Missel de Gellone.

Au Sacramentaire de Gellone est joint un martyrologe de la même abbaye, publié par d'Achery, dans son *Spicilege*, et qui vient d'être étudié dans le dernier volume des *Acta Sanctorum*, par MM. de Rossi et Duchesne (6). La provenance de ce manuscrit est indiquée par

(1) Mabillon, *V. Traité de Diplomatique*, t. III, pp. 82, 190, 221, 222, 325, 327, 355, 357 et 358.

(2) B. Nationale, Mss. latins 11040. Le n° 12049 est une copie de ce Sacramentaire faite au dernier siècle à St-Germain-des-Près. M. le Ministre de l'Instruction publique a bien voulu la mettre à notre disposition, et nous nous proposons de la comparer avec les Sacramentaires connus. Mais nous l'avons reçue trop tard pour présenter une étude au Congrès sur ce sujet.

(3) Mémoire de l'Académie des inscript. et belles-lettres, t. XXXII, p. 80. (*Les Anciens Sacramentaires*, Delisle).

(4) *Cabinet des Mss.*, t. III, p. 221 et planche XVI, n° 8.

(5) *Paléographie universelle*, pl. CLXX. — *Peintures et ornements des Mss.*, le comte de Bastard, et pl. XLIX, LXI.

(6) *Acta Sanctorum* Bollandistes, t. II. Novembris, pars prior, pag. XXX (n° 23).—

l'inscription : *Dedicatio S. Salvatoris Gellonæ* et sa date paraît fixée aussi par la mention faite de l'ordination du Pape Adrien I^{er} (772-795) : c'est le sentiment des maîtres de la science sacrée que nous venons de nommer.

Mentionnons encore, comme provenant de Gellone, un martyrologe du XIII^e siècle, suivi d'un Évangélaire et d'un Nécrologe et un second Sacramentaire indiqué par M. Léopold Delisle et conservé à la Bibliothèque de Montpellier sous la dénomination inexacte de *rituel*.

La Bibliothèque de la ville de Montpellier conserve aussi plusieurs processionnaires, bréviaires, collectaires, livres d'heures, légendaires, épistoliers, évangéliers des abbayes d'Aniane ou de Saint-Guilhem : les décrire serait sortir des limites assignées à cette étude (1).

Les archives nous donnent la liste des manuscrits liturgiques de nos églises ; malheureusement les révolutions qui ont bouleversé notre contrée aux XIII^e, XVI^e et XVIII^e siècles, ont détruit la plupart de ces monuments vénérables de la prière publique, et les missels, bréviaires, processionnaires, rituels, de Béziers, d'Agde ou de Maguelone, ne remontent qu'au XIV^e siècle.

Il suffit de les parcourir toutefois pour se convaincre que, si elles avaient reçu de Nebridius, archevêque de Narbonne, l'antiphonaire romain corrigé pour elles par Héliसार, nos églises avaient adopté cet ensemble d'usages liturgiques particuliers à notre pays et caractérisés par Dom Guéranger de *Liturgie romaine française* du Moyen-Age (2).

Les livres liturgiques de nos Églises nous présentent toujours l'ordre romain du Psautier et du Propre du temps ; mais le respect du

D'Achery, *Spicilège*, t. II, p. 25 et Solier, *Acta Ssorum*, t. VII, juin, pars II, p. 4.

(1) Bib. ville de Montpellier, nos 12, 13, 17, 18, 19, 24 — 20, 21, 11 et C. Les bénédictins nous ont aussi signalé un *Liber processionalis* de Gellone, à la bibliothèque de Solesmes.

(2) Nous trouvons la liste des livres de saint Firmin dans *La paroisse de Montpellier au Moyen-Age*, de M. Germain. M. Léopold Delisle donne, dans son *Cabinet des manuscrits* (t. II, p. 504-505), les livres liturgiques de l'abbaye de St-Aphrodise, de Béziers. Nous trouvons des listes semblables dans les inventaires des abbayes et des chapitres (Voir le *Monastère de Saint-Benoît*, p. 146, M. L. Guiraud).

texte grégorien n'a pas empêché d'insérer au *Propre des saints*, de nouveaux offices composés en l'honneur des saints du pays et qui portent le cachet littéraire du siècle qui les a produits. Nous citerons dans ce genre les anciens offices de Saint-Guilhem de Gellone, de Saint-Sever d'Agde, de Saint-Fulcran de Lodève, de Saint-Aphrodise de Béziers (1). C'est un ensemble harmonieux et parfois lyrique où les actions, les vertus, la gloire de nos saints s'évalent magnifiquement dans les antiennes et les répons. On y répète avec complaisance les paroles mêmes de la légende, et, si les règles de la métrique ne sont pas toujours scrupuleusement observées, si, d'autres fois, c'est la rime elle-même qui est coupable de l'obscurité du sens littéral, on retrouve là, avec nos traditions anciennes, de vraies perles littéraires dont nous ne saurions trop regretter la perte.

Nous devrions maintenant rapporter les usages de nos Eglises aux jours solennels du cycle sacré pour montrer qu'ils étaient bien ceux du royaume de France et que, pendant le moyen-âge, nos diocèses ont suivi le rite romain français, si amoureusement décrit et commenté par un des fils les plus illustres de l'Eglise de Béziers, celui qui a mérité le nom de *Prince de la science liturgique*, Durand de Mende, né à Puimisson, et dont le *Rationale divinarum officiorum* est à la science liturgique ce que la somme de saint Thomas est à la théologie (2).

Nous nous bornerons à dresser l'inventaire des livres liturgiques qui nous restent encore (3).

(1) O Francorum speculum nobile | Monachorum decus laudabile | De desertoribus miseris | Duc nos tuos ad regnum gloriæ | Dux Guillelme. (B. v. de Montpellier. *Brev. Gellonense*, ad Magnif. Aua. in festo S. Guillelmi.)

O Severe, celestis viola | Paradisi conserte liliis | Angelorum effecte accola | Sempiternis indute gaudiis | Tuis tuos fove consiliis | Hanc ad urbem frequenter advola et emundans a labe subdola | permansuris muni præsidii. (*Brev. Agatense* de 1510; Biblioth. nationale, réserve 4608).

(2) Durand de Mende, né à Puimisson en 1232, mort à Rome en 1296. (*Inst. liturgiques* D. Guéranger, t. I, page 341).

(3) A la Bibliothèque Nationale, nous avons trouvé : fonds latin n° 14,447, missel de Maguelone ; 852, autre missel que M. Delisle croit appartenir à la même église. M. Weale nous a aussi signalé un missel manuscrit de Maguelone, vendu avec la bibliothèque de M. Sampson à M. Quaritch, libraire de Londres, le 16 novembre 1886. On connaît le missel de Maguelone conservé par la famille de Massilian. Le bréviaire et le missel de Béziers sont dans le fonds latin de la

Nous trouvons un pontifical et deux missels manuscrits de Maguelone à la Bibliothèque nationale, qui conserve aussi un missel et un bréviaire manuscrit de Béziers, et un martyrologe de l'abbaye de St-Pons ; enfin nous possédons à Montpellier : un psautier-hymnaire de Maguelone, à la Société archéologique, — un missel de la même Eglise, à la famille de Massilian, — un missel d'Agde à la Bibliothèque de la ville, — un processional de Béziers, aux archives départementales. Tous ces manuscrits sont du XIV^e ou du XV^e siècle. Mais là où l'ensemble de notre liturgie locale nous apparaît mieux que dans ces manuscrits, c'est dans les premiers livres imprimés pour nos Eglises, de 1510 à 1540.

Le diocèse d'Agde fit imprimer son bréviaire en 1510. Comme celui de Viviers, il sortit des presses de Jean Belon, imprimeur de Valence. Nous connaissons deux exemplaires de cet incunable : l'un est à la Bibliothèque nationale, l'autre mieux conservé, après avoir appartenu à M. Martin d'Agde, curé de St-Denis, fait aujourd'hui partie de la précieuse collection liturgique de Son Altesse Royale le duc Charles de Bourbon. Nous n'avons aucun exemplaire du missel agathois qui fut imprimé avec le bréviaire de 1510 (1).

C'est à Lyon, chez Constantin Fradin, que furent imprimés, en 1534, le bréviaire et le missel de l'Eglise de Béziers. Déjà, en 1526, cet imprimeur, qui semble avoir eu la spécialité des ouvrages liturgiques, avait édité l'*Ordinarium sancti Petri Magalonensis*. Il nous reste un exemplaire de cet ouvrage parfaitement conservé à la Bibliothèque nationale. Une seconde édition de ce rituel de Maguelone parut à

Bibl. nat. n° 1,059 et nouv. acquis, 297 — et le Martyrologe de Saint-Pons, n° 5,259.

(1) Bibl. nat., réserve B, n° 4,608. J. Belon se servit des gravures du bréviaire de Viviers, c'est ce qui explique, au frontispice du bréviaire d'Agde, l'effigie de saint Vincent, patron de Viviers, au lieu de celle de saint Étienne, patron d'Agde. La raison invoquée par M. Anatole Alès, savant bibliophile, qui a décrit les ouvrages liturgiques de S. Altesse R. le duc de Bourbon, nous paraît inadmissible. Nous ne trouvons nulle part trace de « la tradition qui aurait rejeté sur la plage d'Agde le corps de saint Vincent. » Nous préférons croire tout simplement que l'imprimeur a voulu utiliser la même gravure pour les deux bréviaires (*Description des livres de liturgie imprimés aux XV^e et XVI^e siècles, faisant partie de la bibliothèque de S. A. R. Charles-Louis de Bourbon, comte de Villafranca, par Anatole Alès. — Paris, A. Hennuyer, 1878, page 13*). Le grand séminaire possède le missel et le bréviaire de Béziers, de 1534. La Société archéologique conserve aussi un second exemplaire de ce bréviaire.

Lyon aussi, en 1533. Elle fut préparée par un prieur de St-Georges-d'Orques, Guillaume Claret, chanoine de Maguelone, qui nous explique la nécessité de son travail, et par les fautes qui déparaient l'édition de 1526, et surtout par le désir de donner au clergé toutes les formules de bénédictions, d'annonces de fêtes, tous les usages de cette Eglise. Le seul exemplaire de cet ouvrage appartient à la bibliothèque du grand séminaire de Montpellier. Ceux qui goûtent les formes gracieuses et naïves que la langue française conservait encore aux XV^e et XVI^e siècles les retrouveront dans les prières et exhortations ajoutées par le prieur de St-Georges-d'Orques au rituel de Maguelone.

Nous signalerons aussi aux amateurs de la poésie liturgique du moyen-âge le missel de Béziers (1433) et le bréviaire d'Agde (1510).

Les proses du missel de Béziers viennent d'être publiées par MM. Veale et Misset dans leur magnifique *Thesaurus hymnologicus* (1) du moyen-âge et elles tiennent une bonne place parmi les œuvres rythmées de cette époque. Là sont chantées, avec la foi naïve de nos aïeux, nos traditions locales et les saints du pays. Sans doute, ainsi que le remarquent les savants éditeurs, la grammaire « n'y est pas toujours respectée, la haute poésie y fait de bien rares » apparitions, la platitude et le solécisme y ont trop fréquemment » droit de cité, et cependant, mieux que partout ailleurs peut-être, » c'est là qu'on peut saisir sur le vif l'histoire religieuse de nos » contrées et les croyances les plus intimes de nos pères » (2).

(1) Les proses de Béziers sont dans le II^e tome des *Analecta liturgica*, de M. Veale, page 338 à page 358.

(2) Nous citerons quelques strophes de la prose de sainte Aphrodise, qui redit les traditions de l'église de Béziers sur son saint fondateur :

I
Hic vocatus ex Egypto
Sicut habes in rescripto
Mare transit typicum

II
Veri consors Israelis
Vir præclarus vir fidelis
Spernit orbem lubricum

III
Nam cum sue larvas orbis
Confregisset coram turbis
Virtus Xti pueri

IV
Dux accessit non ut cultor
Sed ut novus Dei cultor
Festinet fletu

V
Divæ legis executor
Præco veræ pacis tutor
Petri comes et adjutor
Venit Antiochiam

VI
Romæ post hæc ordinatus
Et a Petro delegatus
Vir in cunctis approbatus
Visitavit Galliam.

VII
Animarum lucra quærens
Et morborum pestes terens
Dei verbum late ferens
Promotus a Sergio.

VIII
Bicterreense servat solum
Baptizatis pandit polum
A dolosis pellet dolum
Vorbi beneficio, etc., etc.

—
Ergo pater et patrone
Aphrodisi pastor bone
Pontifex egregie
Ora Christum redemptorem
Ut supernum nobis rorem
Det in regno gloriæ.

Amen.

(Missale Bicterreense,
fol. cxcii.)

Une particularité du missel de Béziers, ce sont les tropes qui précèdent et annoncent l'Introït des grandes fêtes. L'usage des tropes dans le diocèse de Béziers ne saurait nous surprendre, puisque l'inventaire du trésor de l'abbaye de St-Aphrodise, fait en 1162, mentionne deux tropaires (1). Le bréviaire de Béziers (1534) contient aussi un certain nombre de ces compositions poétiques, appelées *Proselli*; mais elles abondent surtout dans le bréviaire d'Agde (1510), où il n'est aucun office solennel qui n'ait à matines un *Prosellus* après le verset du 3^e répons de chaque nocturne. Ces tropes, ordinairement assonancés, rimés quelquefois, restèrent en usage dans nos Eglises jusqu'au concile de 1609 (2).

(1) L'inventaire du trésor de St-Aphrodise, fait en 1162, nous a été conservé par Estiennot et reproduit par M. Léopold Delisle, dans son *Cabinet des Manuscrits*, t. II, p. 504-506.

Les proselli ou tropes du Bréviaire d'Agde sont très nombreux; nous citerons ceux de l'office de saint Etienne, le patron de l'Eglise d'Agde :

1. Dominator — vitæ dator — Stephanum in prælio
 Roboravit — coronavit — in cœli palacio
 Dum plebs fremit — Et hunc promit — Lapidum illusio
 Ictus spernit — Jesum cernit — in Paterno solio
 Jesus quidem — qui eidem — adsit in martyrio
 Ut probetur — stans videtur — juvantis indicio
 Huic athletæ — fundat letæ — laudes nostra concio
 Ut cum eo — dicat Deo — securæ de premio :
 Domine, accipe spiritum meum, etc.
2. Aures flecte prothomartyr ad nostra precamina
 Qui nunc felix Angelorum gaudes inter agmina
 Sume Clemens ac serenus nostra fumilamina
 Ut adscribi mereamur in cœlesti pagina
 Et qui tantæ caritatis conscendisti culmina
 Ut dimitti postularos hostium peccamina
 Et impotratam celitus tu defer indulgentiam.
3. Clare Xⁱ signifer — canoras laudes suscipe clemens nunc solemnnes quoque preces
 Cœlorum tibi cives congaudent semper o Stephane insignis ac potens miles,
 Nos ovantes celebrantes tuos canimus triumphos honorabiles
 Tu sedulas funde preces pro nobis pater ut simus semper cœlibes
 Angelicas possimus quoque virtutes nobis impetrent quod simus sanctorum quoque consortes
 Jesuque coheredes ac senatores simus cœlestis gloriæ perenni fide fulgentes
 Ubi fugiter refulges
 Mirabilis, reprise du R. O beate Stophane quam dulce est, etc.

Ce dernier repons, avec le prosellus que nous venons de transcrire, est dans le Bréviaire de Narbonne de 1602.

(2) Les tropes du Missel de Béziers ne sont pas spéciaux à cette Eglise, et

Gariel et le *Gallia Christiana* nous apprennent que Guillaume Pelissier fit imprimer, en 1523, le bréviaire et le missel de Maguelone, et le savant chanoine assure qu'il en existait encore plusieurs exemplaires à son époque. La publication des Ordinaires dont nous avons parlé complétait la collection des livres liturgiques maguelonais. Malheureusement, missel et bréviaire de 1523 sont aujourd'hui introuvables (1).

plusieurs se retrouvent dans le bel ouvrage de M. Léon Gautier, sur *Les Tropes*. Citons toutefois les trois de Noël, qui nous paraissent plus concis que ceux publiés par le professeur éminent de l'Ecole des Chartes.

In *Nativitate Domini*, *Ad Missam in Galli cantu* : « Quem vates præcinere jam in uterum Virginis descendit, prophetia Davidica præintonnante : Dominus dixit ad me etc. ; »

Ad Missam de Luce : « Jam fulget oriens Alleluia, præcurrunt signa. Alleluia. Jam venit Dominus ad illuminandum nos, Alleluia : Lux, etc. ; »

Ad Missam Majorem : « Quem queritis in præsepe, pastores dicite : Salvatorem Xp̄m Dominum, infantem pannis involutum, secundum sermonem angelicum. Adest hic parvulus cum Maria matre sua, de qua dudum vaticinando Isaias dixerat Prophetia : Ecce virgo concipiet et pariet Filium, et nunc euntes dicite quia natus est, Alleluia, Alleluia. Jam vere scimus Xp̄m natum interris, de quo canite omnes, cum Propheta dicentes : Puer qui natus est, etc. » (Voir, au sujet de ce trope, Léon Gautier, *Hist. de la Poésie liturgique au Moyen-Age, Les Tropes*, p. 216, où l'éminent professeur de l'Ecole des Chartes croit y trouver les Origines du Théâtre sacré.)

Au jour de Pâques, nous avons encore le trope connu : Quem queritis, etc ; mais notre Missel n'en donne pas le jour de l'Ascension.

Voici celui de la Pentecôte : « Inclyta refulget dies valde cunctis veneranda : — spiritus sancti advenientis gratia consecrata : | De quo sacrasancta ita ante præcinit prophetia : *Spiritus Domini, etc.* »

(1) Antoine de Subjet a-t-il publié une nouvelle édition des livres de Maguelone, corrigés conformément au décret du Concile de Trente ? C'est le sentiment de M. de Laroque, dans sa biographie de cet évêque. Nous croyons plutôt qu'il faut restreindre aux *Cérémonies romaines* la réforme de Subjet ; Gariel (p. 605) et d'Aigrefeuille (p. 171) ne semblent pas dire plus. Or, ce dernier historien surtout, aurait sûrement mentionné l'acte de Subjet acceptant la bulle de S. Pie V. D'ailleurs où Subjet aurait-il trouvé les ressources nécessaires pour un changement de livres liturgiques, alors que sa cathédrale était encore dévastée et que le culte se célébrait dans des maisons particulières ?

Voici les paroles de Gariel : « Insequenti anno 1574, quia perduellium percussio jacebant Numinis Divorumque Basilicæ, privatis in ædibus religioni consecratis rem divinam fieri jussit Antonius de Subjet *petique deinceps voluit ceremonias* » à *Breviario et missarum codice recens Concilii Tridentini autoritate vulgato*... »

Le même sort est à déplorer pour le bréviaire de Lodève, imprimé en 1510, peut-être à Lodève même, par des imprimeurs ambulants sous l'épiscopat de Guillaume V de Brissonet. Mgr de Plantavit s'en servit pour rédiger son *Propre diocésain*. Mgr de Fumel dit en avoir un exemplaire à sa bibliothèque. Mais on n'en possède aucun aujourd'hui (1).

Quant au diocèse de St-Pons, créé en 1317 par Jean XXII, il n'eut jamais d'autre liturgie que celle de Narbonne. C'est le sentiment de Mgr de Montgaillard dans son fameux *Traité du droit des évêques de régler les offices divins dans leur diocèse*, et, si toutes les opinions de ce prélat, dont les œuvres liturgiques furent condamnées par Benoît XIV, ne sont pas certaines, rien ne prouve qu'il n'ait affirmé en ceci les vraies traditions de son Eglise, fille pendant des siècles de la métropole de Narbonne (2).

Cependant le moment était venu où la province de Narbonne allait abandonner ses anciens livres liturgiques et adopter ceux de l'Eglise romaine publiés par saint Pie V. Réunis en concile par Louis de Vervins, leur métropolitain, les évêques suffragants de Narbonne reçurent, en 1609, la bulle *Quod a nobis* sur la réforme du bréviaire. Plusieurs de nos diocèses auraient pu, sans doute, profiter de l'exception faite par la bulle et garder leur *Ordo* propre traditionnel, qui avait plus de deux cents ans d'existence. Mais, devant le protestantisme menaçant, le besoin d'unité qui se faisait sentir partout leur fit abandonner leurs privilèges et adopter les livres romains.

Dom Guéranger observe que, si notre province fut la dernière en France à « adopter la liturgie romaine réformée, le décret qui la » reçoit a ceci de particulier que les Pères y indiquent et signifient » les peines portées contre les infracteurs : prétention inutile sans » doute pour donner sa valeur à une constitution pontificale, mais

(1) Quo tempore (1510) Breviarium in usum Ecclesiæ Lodovensis autoritate sua emendebatur Lodovæ et prælo edebatur... (*Chronol. Præsul. Lodov.*, p. 354).

(2) Dans ses *Factums pour la deffence du Calendrier de St-Pons*, Mgr de Montgaillard parle d'un Missel et d'un Bréviaire, imprimés en 1617 pour son Eglise cathédrale, et celles qui dépendaient de la mense capitulaire, parce que les titulaires de ces Eglises étaient réguliers ; mais, ajoute ce prélat, la plupart des autres se conformaient plus particulièrement à l'usage de Narbonne. (*Factums pour la Deffence du Calendrier de St-Pons*, page 175).

» qui ne fit que rendre plus grave pour les Eglises de la province
» l'obligation de reconnaître l'autorité d'une constitution reçue et
» approuvée d'une manière authentique » (1).

Devons-nous regretter l'abandon de nos anciens livres liturgiques ? Nous ne le pensons pas. Nos divers diocèses, nous l'avons dit, avaient fait imprimer dans les premières années du XVI^e siècle leur bréviaire et leur missel. Or, si on les compare avec les publications liturgiques de saint Pie V, on est bien obligé de reconnaître la supériorité du texte romain.

D'ailleurs, et c'est ce qui la caractérise, cette réforme régulière du XVI^e siècle n'abolit point tous les usages locaux ; elle ne fit que les corriger *ad formam Breviarii Romani ex S. C. Tridentini decreto restituti*, ne supprimant que ce qui était manifestement opposé à l'*Ordo* romain. Ainsi, les propres diocésains publiés à cette époque conservent les anciens offices traditionnels des saints du pays : les éditions du rituel à l'usage de nos églises reproduisent le texte de Paul V (1614), mais elles ont un supplément où sont insérées les coutumes et prescriptions locales que le rit romain ne réprouve pas (2). En un mot, la réforme liturgique du Concile de Narbonne, légitime en droit puisqu'elle était l'exécution d'une bulle apostolique, fut en fait un progrès considérable. La critique a toujours, sans doute, la faculté d'examiner, de censurer même tels ou tels faits historiques rapportés dans les livres romains ; son travail sera bien moindre que si elle devait passer à son crible sévère nos vieux bréviaires, où bien des textes ont une authenticité fort douteuse.

L'Eglise d'Agde fut encore la première à publier un propre diocésain *ad formam Breviarii Romani ex decreto Sacro Sancti Concilii Tridentini restituti et recogniti*. Il parut en 1616, huit années à peine après le Concile de Narbonne, et, particularité remarquable, il fut dédié par le clergé à Louis de Valois, évêque nommé, qui ne devait jamais être sacré ni entrer dans son diocèse. Cet ouvrage, petit in-8^o, sortit des presses de Jean Pech, imprimeur de Béziers, et ce fut le

(1) *Institutions liturg.*, t. I, page 448, 2^e édit.

(2) Le cardinal de Bonzi publia en 1638 une édition du Rituel romain de Paul V ; il y ajouta les « *Avis aux confesseurs de M. de Salles, évêque de Tence* » et un appendice contenant divers usages locaux.

coadjuteur du cardinal de Bonzi, évêque de Béziers, qui donna l'imprimatur (1).

Plantavit de la Pause publia, en 1630, le Propre des saints de son église. Dans la lettre pastorale qui le promulgue, le savant prélat dit à son clergé qu'il lui présente les offices tirés de l'ancien bréviaire lodevois, corrigés d'après les sources les plus sûres et le sentiment d'hommes versés dans l'histoire sacrée.

Le Propre de 1631 fut-il le premier en usage dans le diocèse de Béziers après le Concile de Narbonne ? Nous ne saurions l'affirmer, car ce que son auteur H. de Gailhac, préchantre de St-Nazaire, dit du *Vetus Codex* de cette église ne saurait s'appliquer au bréviaire de 1534, où l'on trouve bien plus de trois offices particuliers. Quoi qu'il en soit, nous constatons que les traditions bittéroises sur St-Aphrodise et les diverses fêtes de St-Nazaire continuent d'être célébrées dans le Propre de 1631, qui demeure ainsi le monument authentique de l'église de Béziers.

Le diocèse de St-Pons, nous l'avons déjà dit, suivait le rit narbonnais, que cette antique métropole conserva presque entièrement, même après le Concile de 1609. Ce ne fut que cinquante ans plus tard que Mgr de Tubeuf publia le premier *Proprium sanctorum diocesis Sti-Ponti* (1659). C'est une plaquette de 37 pages in-8°, imprimée à Béziers, chez Jean Martel. Nous n'en connaissons que l'unique exemplaire de la bibliothèque de l'Evêché de Montpellier. On y trouve l'oraison et la légende des saints patrons des localités diverses du diocèse. De l'antique office de St-Pons, Mgr de Tubeuf n'a conservé que les deux antiennes traditionnelles du *Magnificat* et du *Benedictus*. L'extrême simplicité de ce Propre fut loin de plaire à tout le monde; aussi, trente ans s'étaient à peine écoulés, qu'il disparaissait pour faire place à celui de Mgr Percin de Montgaillard (1692).

Ami et défenseur de l'évêque d'Alet, M. de Pavillon (2), Mgr de

(1) C'est à l'obligeance des RR. PP. Jésuites que nous devons communication des Propres diocésains de Béziers, Agde et Lodève, publiés en 1616, 1630 et 1631, conservés par eux dans leur riche *Museum bollandinianum* de Bruxelles.

La noble famille de Plantavit de la Pause a bien voulu aussi mettre à notre disposition un exemplaire du Propre de Lodève de cet illustre prélat : qu'elle reçoive l'expression de notre vive reconnaissance.

(2) On trouve à la Bibliothèque nationale « *Le recueil de ce qui s'est passé entre*

Montgaillard, composant une œuvre liturgique, devait suivre les principes proclamés sur cette matière par Quesnel et déjà mis en pratique dans la rédaction du bréviaire parisien de Mgr de Harley. Mais l'évêque de St-Pons fit plus encore ; obligé de défendre ses innovations contre les justes remontrances d'une partie de son clergé (1), il écrivit un *Traité sur le droit et le pouvoir des évêques de régler les offices divins dans leurs diocèses*. C'était méconnaître l'autorité du St-Siège, qui, depuis le concile de Trente, s'est pleinement réservé cette prérogative. Aussi fut-il sévèrement repris par le futur pape Benoît XIV, l'immortel Lambertini (2), et, le 17 avril 1701, la Congrégation de l'Index condamnait, et le *Traité du droit des Evêques*, et le *Proprium Ssorum diœcesis Sti-Pontii*, qui ne resta pas moins en usage jusqu'à la suppression de ce diocèse.

Une des pages les plus douloureuses de l'histoire de l'Eglise de Montpellier, c'est le récit des troubles religieux causés par le Jansénisme pendant l'épiscopat de Mgr Joachim Colbert. Or, à Montpellier comme à Paris, la liturgie fut un des moyens dont les appelants se servirent pour répandre leurs doctrines. L'occasion ne pouvait être meilleure. L'Eglise de Montpellier n'avait pas de Propre diocésain. Depuis l'adoption des livres romains, on prenait au commun l'office des saints du diocèse. C'est ce que nous laissons croire un *Ordo* de 1616, où l'on assigne les leçons du commun pour le 2^e nocturne de nos saints, au lieu de donner leurs légendes (3). La rédaction d'un Propre diocésain s'imposait donc. Mais à qui confier cette œuvre essentiellement impersonnelle et qui doit refléter les traditions glorieuses

MM. les Evêques de St-Pons et de Toulon relatif au Rituel d'Aleth, 2 vol., in-12 sans lieu ni date. B.-N., 16606, B.

(1) Mgr de Montgaillard a écrit plusieurs « *Factums pour la deffence du calendrier de son diocèse* », attaqué par son archidiacre d'Olargues. Pourquoi faut-il que la vaste érudition liturgique qu'il déploie ait été gâtée par les principes gallicans qui lui ont attiré les censures de la Cour romaine ?

(2) *De Dei servorum Beatificatione et Beatorum Canonizatione* (lib. IV, part. 2. cap. 13).

(3) *Ordo officii divini per singulos dies anni M.DCXXVI in Ecclesia Cathedrali D. Petri apud Monspelienses juxta ritum romani Breviarii Clementis VIII, summi Pontificis auctoritate. Cum Patronis Ecclesiarum. Joann. Giletus, Monspelii.* Cette plaquette, petit in-8°, est une des raretés de la Bibliothèque de la ville de Montpellier.

d'une Eglise, plutôt que les tendances d'une époque, ou les opinions de quelques personnalités ? Mgr Colbert en chargea précisément celui qui était considéré comme le chef des Appelants à Montpellier, Villebrun, curé de Ste-Anne. Digne émule de Coffin, Vigier et Mensenguy, Villebrun suivit les principes qui présidaient à la rédaction du bréviaire parisien, dont Mgr de Vintimille avait chargé ces foudroyants jansénistes.

C'est que dans l'intention de Mgr Colbert, ce bréviaire, si chéri de la secte, devait être celui de son diocèse : « Il mit tout en œuvre pour le faire recevoir, dit le P. Hongnant (1) ; mais son chapitre très orthodoxe n'en voulut pas. » Le Propre diocésain fut, lui aussi, l'objet des justes réclamations des chanoines. Au premier rang des défenseurs des saines doctrines, nous devons placer d'Aigrefeuille, l'historien de l'Eglise de Montpellier (2), et un autre chanoine nommé Le Noir, qui mérita, par sa résistance, les insultes du journal de la secte. Mais est-ce par lassitude ou parce qu'on avait fait à cette œuvre quelques corrections, les chanoines finirent par céder, et, disent les *Nouvelles Ecclésiastiques*, acceptèrent le Propre à la pluralité des voix (3).

Pendant le bruit fait autour de ce livre, qu'on venait de traduire en français, éveilla les justes soupçons du cardinal de Fleury, ministre d'Etat.

Il ordonna à l'Intendant du Languedoc de faire une enquête. M. de Bernage de St-Maurice confia ce soin à Pierre Baudouin, avocat subdélégué de l'Intendance, qui se rendit chez Rochard, imprimeur de l'Evêque. Le procès-verbal de sa perquisition est encore aux archives départementales (série C, 2812). Il nous apprend que quatre feuilles étaient déjà tirées au moment de l'enquête (11 novembre 1737) et que le curé de Ste-Anne, qui devait craindre le sort réservé à son œuvre, ne donnait son manuscrit qu'au fur et à

(1) Lettre sur le Nouveau Bréviaire, 1736. *Inst. liturgiques*, Dom Guéranger, tome II, p. 299, 2^{me} édition.

(2) « Mgr Colbert traitait d'Aigrefeuille de grand brulot très impertinent, celui » de tout le Chapitre, et peut-être de toute la ville, le plus acharné à faire de la » peine à son Evêque », accusations imméritées auxquelles l'historien n'a répondu, après la mort de Colbert, que par un « généreux silence ». (L. Guiraud, *La paroisse St-Denis de Montpellier*, page 170).

(3) *Nouvelles Ecclésiastiques*, année 1750, notice sur Villebrun.

mesure que l'impression avançait. La cinquième feuille était sur le point d'être tirée et le commissaire voulait la mettre sous scellés ; mais sur la réclamation de l'imprimeur, qui représenta que les caractères lui étaient nécessaires, la forme de cette feuille fut brisée et les caractères distribués. L'*Imprimatur* donné à cette traduction porte la date du 14 juillet 1737, au château de Lavérune. Ce ne fut qu'en 1763 que parut, sans nom de lieu, ni d'imprimeur, cette traduction du *Propre* de Montpellier et avec l'indication inexacte d'*Edition nouvelle*.

Cependant Mgr Colbert, dont l'épiscopat avait été si agité, mais qui, par sa charité envers les pauvres, institués ses héritiers universels, fit l'admiration de sa ville épiscopale, mourait quelques mois après avoir publié son *Propre* diocésain. Villebrun, son homme lige, refusa de lire le mandement où son successeur, Mgr de Charancy, condamnait le jansénisme et obligeait à signer le formulaire. Il fut, par décision de l'Officialité diocésaine, privé de sa cure et interdit de toutes fonctions ecclésiastiques (1). Exilé de Montpellier, il mourut à Lyon sans recevoir les sacrements, et les *Nouvelles ecclésiastiques* firent de lui le plus pompeux éloge, rappelant avec malice qu'à Montpellier comme à Paris, on refusait les sacrements à ceux qui avaient composé les offices que l'on chantait encore ! Nous n'avons rien à répondre à cet amer reproche du journal janséniste. Notre diocèse n'a pas eu d'autre *Propre* que celui de Villebrun et aujourd'hui encore il en récite la plupart des offices (2).

On a remarqué que la publication des rituels diocésains fut surtout employée par les jansénistes pour répandre leurs doctrines. Le rituel d'Alet avait été en quelque sorte le premier manifeste du parti ; il était naturel que les appelants eussent une prédilection pour ce livre liturgique, où, plus que dans tout autre, ils pouvaient insinuer les nouveaux principes de direction de conscience.

Ce fut par la publication de son rituel, que Mgr de Souillac s'attira les félicitations les plus chaleureuses des *Nouvelles ecclé-*

(1) La sentence de l'Officialité de Montpellier fut confirmée par arrêt du Conseil du Roi (30 janvier 1741).

(2) Mgr Durfort avait préparé un Bréviaire moderne pour le diocèse de Montpellier. Son départ pour Besançon nous valut la conservation du bréviaire romain.

tiques. Il aurait bien voulu, lui aussi, imposer à son chapitre le bréviaire parisien. Endoctrinés par tout ce qu'on leur en avait dit, les chanoines avaient promis de l'adopter ; mais tout autre fut leur sentiment, après la lecture qu'en firent quelques-uns d'entre eux et ils refusèrent d'accéder au désir de leur évêque (1).

Augustinien zélé, de Souaillac ne se tint pas pour battu et, ne pouvant supprimer le rit romain suivi dans son Eglise, il fit adopter par ses chanoines un nouveau Propre, composé dans le goût de l'époque et où l'on pouvait reconnaître les principes liturgiques de la secte. Dans le Mandement qui publie cet ouvrage, de Souaillac fait le plus grand éloge des Bréviaires nouveaux : *In illis enim elucet veræ* » *critices prudens et religiosa discretio : in illis antiphonæ, respon-* » *soria, hymni, lectiones, acta sanctorum et homeliæ patrum egregiæ* » *curæ et delectu optimo ordinantur.* » Tout ce que les siècles passés avaient légué n'était qu'ignorance et ténèbres : « *Ad hæc enim tempora* » *devenimus, quæ doctrinæ luce illustrata, veterum auctorum incu-* » *riam, rudiorumque seculorum tolerare non possint.* »

On n'est pas surpris, après une telle profession de foi, de ne point rencontrer, dans le nouveau Propre de Lodève, les offices traditionnels de saint Fulcran et de saint Genez, qui reproduisaient, dans les antiennes et les répons, le texte même de la légende écrite par un des plus illustres hagiographes du moyen-âge, Bernard Gui, le plus célèbre des évêques de Lodève. Malgré son mépris pour les vieux auteurs et pour les siècles ignares, de Souaillac n'osa pas cependant supprimer dans les leçons le texte du « *Sanctorale* » ; il est même obligé de reconnaître que, si la critique de son siècle admet peu l'autorité de Bernard Gui, son illustre prédécesseur n'en rapporte pas moins la tradition fidèle de son Eglise. Lui aurait-on d'ailleurs permis à Lodève de douter des miracles de saint Fulcran ? C'est bien assez déjà de supprimer l'antique office où l'on chantait surtout : le Thaumaturge, le Pontife Saint, le Père de la Patrie (2).

(1) Lettre sur le nouveau Bréviaire de Paris (D. Guéranger. *Inst. liturgiques*, t. II, nouv. édit., p. 303).

(2) « *Virtus sancti sanitis presta beneficiat est libertas carceratis et spoliatis copia (Antiph. e Vesp. in Festo s. Fulcranni).* Ad ostendendum sancti » *Fulcranni insignia merita Deus miraculorum patrare frequenter voluit per* » *ipsum opera. (Item ex officio sancti Fulcranni).*

Le zèle apostolique, la doctrine pure, l'angélique piété de Mgr de Fumel, le successeur de Souaillac, réparèrent bien des ravages faits par les maximes jansénistes dans le diocèse de Lodève. Sa lutte contre les erreurs lui attira surtout les outrages du journal des appelants ; mais ces insultes ne sont-elles pas la plus noble récompense que puisse ambitionner un Evêque catholique ?

Pourquoi faut-il que la vérité historique nous oblige à ne point souscrire à tous les éloges que lui adresse Dom Guéranger ? « Un des » premiers actes de Mgr de Fumel, dit-il, fut de rétablir le Bréviaire » romain et de supprimer le parisien qu'il avait trouvé en vigueur (1). » Mgr de Fumel n'eut pas à rétablir le Bréviaire romain, puisque nous venons de le voir, malgré le désir qu'il en avait, de Souaillac n'avait pu obtenir que son Chapitre l'abandonne.

Sans doute, pour remplacer les ouvrages liturgiques de son prédécesseur, Mgr de Fumel publia, en 1770, un nouveau Propre diocésain, et, trois ans après, un autre Rituel dont la doctrine est irréprochable. Malheureusement ces livres sont toujours composés suivant le goût de l'époque et l'on n'y trouve plus les offices séculaires de l'Eglise de Lodève. Seules, les deux antiennes des saints Patrons sont conservées au Rituel, mais elles ne sont plus chantées pendant les offices. Le peuple seul les a gardés dans sa mémoire fidèle, et, aujourd'hui encore, pendant la neuvaine de saint Fulcran, il se rappelle et chante avec amour l'antique invocation de toutes les générations lodévoises : *O vere beatum fidelis sacerdotii dignitate devotissime olim functum Fulcrannum Episcopum, cui juxta Apostolum vivere, Christus fuit et mori lucrum. Ipse nos continuis, Deo favente, a cunctis » incommodis, suis semper et ubique tueatur patrociniis. »*

Mgr de Fumel devait faire plus encore et céder, lui aussi, à l'entraînement de son siècle pour les innovations liturgiques. En 1778, il publiait un nouveau Bréviaire et supprimait le rit romain, suivi dans son diocèse depuis plus de cent ans. Cette révolution liturgique ne précédait que de douze ans celle qui devait emporter le siège épiscopal de Lodève.

Incorrupti vos pudoris et flos pudicitiae, vas electum, vas honoris, vas caelestis gratiae, Præsul vitæ purioris noster Pater Patriæ ! (*Ant. e II vespers in festo s. Fulcranni*).

(1) Dom Guéranger, *Institutions liturg.*, tome II, p. 299 et 332.

Ce fut aussi le dernier évêque d'Agde, Mgr de Saint-Simon, qui abolit dans cette antique église la liturgie romaine.

Déjà, en 1734, Mgr de la Chastre avait supprimé les « *officia peculiaria Ecclesiae et Diocesis Agathensis* » imprimés après le Concile de Narbonne. Le nouveau *Propre* qui les remplaçait ne contenait que la légende et l'oraison des Saints honorés dans le diocèse et supprimait tous les offices particuliers, même ceux inscrits au Bréviaire romain pour sainte Agnès, sainte Agathe, sainte Cécile, saint Clément, etc., etc. Le patron du diocèse, saint Etienne, n'avait qu'un seul privilège, c'étaient les hymnes nouvelles de Santeuil.

Mgr de Charleval publia une seconde édition de cet ouvrage en 1763. Ce prélat, originaire de la Provence, ajouta au *Propre* Agathois la fête de saint Etienne d'Agde, évêque d'Apt, et tous les offices inscrits depuis plusieurs années par le Saint-Siège au calendrier de l'Eglise universelle, car, malgré tous ces changements, l'évêque d'Agde pouvait dire encore dans son mandement-préface : « *Tota nostra diocesis Ecclesiae romanae in omnibus addictissima, ritui quo in divinis peragendis utitur, penitus adhæreat.* » Hélas ! ce lien, qui unissait l'Eglise d'Agde à l'Eglise romaine dans la prière et le culte divin, allait être brisé.

Le 1^{er} janvier 1765, Mgr de Saint-Simon publiait le *Breviarium Agathense*. Il suffit de comparer cet ouvrage avec celui de Mgr Vintimille (1), pour constater que le Bréviaire d'Agde n'a d'Agathois que son titre. Seules les hymnes de saint Sever furent composées pour ce bréviaire. Nous ne parlons pas des légendes, écrites dans une pureté de forme irréprochable, mais où l'on ne trouve plus l'onction et la piété des anciens hagiographes. Ce qui mérite toute approbation, c'est le mandement dans lequel l'évêque d'Agde résume, en un style parfait, l'histoire de l'office divin. Mais pourquoi, après avoir tant vanté la tradition et l'antiquité, ne présente-t-il à son clergé que des formules liturgiques composées pour la plupart depuis quelques années à peine. Non, si l'on veut avoir le straditions de l'antique Eglise d'Agde, ce n'est pas dans le Bréviaire parisien de Mgr de Saint-Simon, mais dans les *Officia peculiararia Ecclesiae et Diocesis* (1616)

(1) Mgr de St-Simon le dit lui-même dans son mandement : *Breviarium fraternitati vestrae offerimus in ea parte qua alienum est et de Ecclesia Parisiensi adoptatum.*

et surtout dans le *Breviarium ad usum beatissimi prothomartyris Stephani, Agathensis dyocesis patroni* (1510) qu'il faut les chercher.

Ce fut aussi le Missel de Paris que de Saint-Simon publia, avec un Propre pour les saints de son diocèse. Telle fut l'œuvre liturgique du dernier évêque d'Agde. On a célébré par de magnifiques fêtes le centenaire de son héroïque martyr, et c'était justice ; mais on ne peut que regretter son œuvre liturgique.

Par l'abandon du rit romain, il priva son diocèse du grand bienfait de l'union dans le culte divin avec l'Eglise mère, et en adoptant le nouveau Bréviaire parisien il ne rendit à son Eglise ni ses vieilles formules liturgiques ni ses antiques mélodies. L'excuse de Mgr de Saint-Simon est dans son humanisme, « ce culte littéraire du paganisme littéraire » qui devait lui faire préférer la poésie horatienne de Santeuil aux simples et mélodieuses cantilènes du moyen-âge, dont le rythme poétique était inconnu au dernier siècle, alors où l'on traitait de barbare, et nos vieilles cathédrales gothiques, et les hymnes si belles de saint Thomas d'Aquin.

Plus heureux que les diocèses voisins, celui de Béziers n'a jamais cessé, depuis 1609, de suivre le rit romain. Il n'en a pas moins subi dans le Propre diocésain l'influence délétère des nouveaux principes liturgiques. Fidèle à ses traditions, il continua, jusqu'en 1742, de chanter ses saints patrons avec les formules sacrées que lui avaient léguées les siècles précédents.

A cette époque, cédant à la critique sévère des novateurs, il supprima les anciens offices, qui furent remplacés par de nouveaux composés de textes scripturaires : l'Office de Saint-Denis du bréviaire parisien devint celui de Saint-Aphrodise, et un prêtre nommé Didier en composa un, dans le goût de l'époque, pour la fête de saint Nazaire (1).

(1) Les deux églises collégiales de St-Jean, de Pézenas, et de St-Aphrodise, de Béziers, avaient leur Propre particulier.

La Société Archéologique possède l'*Officium peculiare sancti Blasii Ecclesie Piscennensis titularis* (1622), in-8° de 40 pages, qui reproduit l'ancien office de Saint-Blaise. Un Propre rédigé d'après le nouveau Bréviaire d'Agde parut à Pézenas en 1786.

Nous avons deux Propres du Chapitre de St-Aphrodise, 1765 et 1786.

L'historique de la liturgie dans nos diocèses confirme pleinement les conclusions du grand abbé de Solesmes sur l'œuvre néfaste du dernier siècle et l'on y constate tous les caractères de l'école antiliturgique : éloignement des formules traditionnelles, qui sont remplacées par des textes bibliques ; fabrication de formules nouvelles par des hommes suspects, qui introduisent dans leur œuvre des phrases à double sens, comme autant de mots d'ordre de leur parti ; mépris de l'autorité du Saint-Siège qui, depuis le concile de Trente s'est pleinement réservé le droit liturgique : complaisance de la puissance séculière pour les innovations, car, si le Cardinal de Fleury protesta contre le nouveau Propre de Montpellier, la Cour des Aides de cette ville, qui fut au dernier siècle le plus ferme rempart du Jansénisme, le défendit comme son œuvre, fière qu'elle était de ce qu'un de ses membres, le conseiller Rosset, en était l'hymnographe.

Que dirons-nous de la confusion déplorable de nos Eglises après la Révolution ? Le nouveau diocèse de Montpellier ne comptait pas moins de trois Bréviaires et cinq Propres particuliers. « Jamais, en aucun temps et en aucun pays, la communion des prières publiques n'avait présenté l'aspect d'une si étrange anarchie. » (1).

Cette situation persista jusqu'en 1854. Pressé par les désirs de son clergé, qui demandait l'unité liturgique dans le diocèse, par le retour au rit romain, Mgr Thibault fit composer un Propre diocésain (2). Le bon chanoine chargé de cette mission se contenta de copier dans les bréviaires ou propres particuliers, que le clergé avait alors entre les mains, les offices des saints inscrits au nouveau calendrier du diocèse. C'est ainsi que, par une contradiction étrange et que la postérité ne comprendra pas, on conserva au Propre diocésain les offices du bré-

(1) Le Bréviaire Romain était suivi dans les anciens diocèses de Montpellier, Béziers et St-Pons, qui avaient chacun cependant un Propre particulier. Quelques paroisses de ce dernier diocèse suivaient le rit de Narbonne ; Agde et Lodève avaient leur Bréviaire ; Castres et Albi, qui ont appartenu au diocèse de Montpellier jusqu'en 1822, avaient aussi un Propre diocésain.

(2) Le Propre actuel a été rédigé par M. Paroissien, chanoine du second ordre. Imprimé en 1854, avant d'être approuvé par la S. Congrégation, on dut le transcrire pour le soumettre au Saint-Siège, qui supprima les trois offices de saint Ardon, du B. Louis Allemand et de saint Pons de la Raze (22 mai 1855).

viaire ou propre gallican que l'on abandonnait comme étant, dans l'espèce, *l'abomination de la désolation*.

Evidemment la marche à suivre était tout autre. Chacune de nos cathédrales, nous l'avons montré, avait ses livres, ses usages anciens, ses coutumes particulières, héritage des siècles qui était sa gloire et qu'elle n'avait point répudié, au XVII^e siècle, en adoptant le rit romain, au concile de Narbonne (1609). C'est là qu'il fallait puiser les éléments de restauration de nos offices diocésains, et, au lieu des textes scripturaires du bréviaire de Paris, on aurait trouvé les vieilles antennes, les anciens répons qui redisent la légende populaire de nos saints. N'est-ce point là, d'ailleurs, ce que réclamait plus que tout autre l'abbé de Solesme ? « Il fallait pour une telle œuvre, dit Dom Guéranger, l'inviolable fidélité, le soin religieux, l'invincible patience qu'emploie de nos jours l'artiste que son amour, bien plus que son salaire, enchaîne à la restauration d'un monument qui périrait sans son secours et qui va vivre grâce à son dévouement. Il fallait toutes ces qualités à ceux qui prenaient la glorieuse mission de restituer à tant d'Eglises les anciennes traditions de la prière ! Il fallait s'y préparer de longue main, se rendre familiers les monuments de la Liturgie tant manuscrits qu'imprimés, non seulement ceux de France, mais encore ceux des diverses Eglises de l'Europe, de l'Allemagne, de l'Angleterre surtout, qui firent tant d'emprunts à nos livres et les enrichirent encore par des suppléments où respire la plus ineffable poésie. Enfin ce merveilleux ensemble pouvait se compléter par quelques emprunts, faits avec goût et modération, aux derniers monuments de la Liturgie française, afin que certains traits heureux, quoique rares, empruntés à l'œuvre, dans la partie que n'a point souillée la main des sectaires, ne périssent pas tout à fait, et aussi, afin que les deux derniers siècles, auxquels il serait injuste de sacrifier toute la tradition, ne fussent pas non plus déshérités totalement de l'honneur d'avoir apporté leur tribut au monument éternel de la prière publique » (1).

Certes, c'était là un magnifique programme. Mais n'était-ce pas trop demander à une heure où les études liturgiques se réveillaient à peine dans notre pays, où l'engouement pour les liturgies modernes

(1) D. Guéranger, *Inst. liturg.*, t. II, p. 637, 2^e édit.

s'augmentait chez plusieurs des violences que faisaient naître dans la polémique des questions de personnes, où peu enfin étaient préparés à accomplir à la hâte une telle œuvre, car tous étaient pressés ?

Depuis, les temps ont marché, les études liturgiques se sont développées, et c'est avec une sympathie manifeste que, dans les hautes sphères de l'érudition française (1), sont accueillies les recherches sur nos liturgies du moyen-âge. Plusieurs diocèses ont déjà leur histoire liturgique et les monuments anciens, qu'on a dû dépouiller pour l'écrire, ont été les sources véritables où l'on a puisé les traditions antiques, les douces cantilènes, les formules vénérables pour rédiger le Propre diocésain.

C'est pour préparer une œuvre semblable, qu'obéissant à un désir exprimé par notre Evêque, nous avons essayé de résumer les phases diverses de la liturgie dans notre diocèse, et c'est surtout dans l'espoir d'être aidé par tous ceux qu'intéressent les traditions de nos Eglises, que nous avons osé présenter ces notes aux membres savants de ce Congrès bibliographique.

(1) Depuis plusieurs années, le programme des Congrès des Sociétés savantes, à la Sorbonne, renferme toujours plusieurs paragraphes concernant nos liturgies du Moyen-Age.

MÉMOIRE SUR LES LIVRES LITURGIQUES

DES DIOCÈSES DE RODEZ ET DE VABRES

Par M. l'Abbé VIALETES

CHANOINE DU DIOCÈSE DE RODEZ

Le diocèse de Rodez a toujours suivi la liturgie romaine. Vers le IX^e siècle, époque où un grand nombre d'églises s'en écartèrent, l'évêque de Rodez, de concert avec son chapitre, l'adoptait définitivement pour son diocèse et le chapitre l'inscrivait en tête de ses statuts.

Notre plus ancien document liturgique est un calendrier conservé aux archives du département. Ce précieux manuscrit, grand in-folio en parchemin, est de la fin du XIII^e siècle ou du commencement du XIV^e. Le calendrier est romain ; on y a inséré à leur jour les fêtes particulières au diocèse. C'était le type destiné à régler les livres liturgiques en usage dans le diocèse. Il porte de nombreuses additions faites à diverses époques, jusqu'au XVI^e siècle. Ce manuscrit contient un autre document très important au point de vue liturgique pour notre diocèse, c'est une ordonnance du maître des cérémonies réglant les cérémonies de la cathédrale au XIV^e siècle.

Le second document est un ancien missel du XIV^e siècle, qui fait partie de la bibliothèque de l'évêché de Rodez (1).

Le calendrier est conforme à celui dont nous venons de parler. Les messes des saints propres au diocèse y sont placées à leur jour, dans la partie du Propre des saints. On y a ajouté à la fin une des plus belles proses d'Adam de Saint-Victor, sur l'immaculée conception de la Sainte-Vierge.

(1) On y lit qu'il fut donné en 1313, à la chapelle de Saint-Blaise, située dans l'église de Notre-Dame de Lumençon, par Brenguier, prêtre attaché à l'église de Saint-Amans de Rodez.

Le diocèse de Rodez a toujours eu une dévotion particulière pour cette prérogative de la Mère de Dieu. On y a inséré aussi une bulle du pape Clément VI promulguant un jubilé, traduite en langue vulgaire.

Le troisième est un manuscrit du XIV^e siècle provenant du château ou de l'église d'Estaing en Rouergue, donné par un membre de l'illustre famille des d'Estaing au collège des jésuites de Rodez, en 1589. Le manuscrit porte cette mention. Il fait partie aujourd'hui de la collection des manuscrits de la bibliothèque communale de Rodez. Est-ce une copie d'un ancien sacramentaire ? Peut-être. Ce qui porterait à le croire, c'est le petit nombre de fêtes qui s'y trouvent. On y en compte en tout quarante-neuf, y compris celles qui sont propres au diocèse. L'addition faite à la fin du propre des saints, des collectes de saint Genès d'Arles semblerait confirmer cette conjecture.

Le quatrième est une ordonnance de Bertrand de Chalençon, évêque de Rodez vers la fin du XV^e siècle (1457-1494), datée de 1472, promulguant les rubriques du bréviaire et du missel, ainsi qu'un *Ordo* pour régler le rit des fêtes et l'ordre à suivre pour la récitation du bréviaire, et la célébration des messes, « afin, dit-il, de ramener les églises du diocèse à l'unité du culte. »

Ce précieux document est inséré dans le corps d'un bréviaire imprimé en 1482, conservé à la bibliothèque de Rodez.

Ce bréviaire présente encore une particularité précieuse pour l'histoire du culte dans notre diocèse : c'est un calendrier romain imprimé, qui a été corrigé à la main pour l'adapter à l'usage du diocèse, et, chose digne de remarque, un grand nombre de fêtes du calendrier romain sont effacées sans être rapportées à un autre jour, ce qui semble indiquer qu'on n'en faisait même pas mémoire dans le diocèse. Ce bréviaire est romain, la légende des saints a neuf leçons ; à part la fête de saint Amans, notre premier évêque, aucune fête du diocèse n'y est insérée.

La bibliothèque du vicariat général de Genève possède un bréviaire manuscrit à l'usage du diocèse de Rodez, conforme à l'ordonnance de Bertrand de Chalençon. C'était peut-être le modèle type que cet évêque avait fait composer pour régler les bréviaires du diocèse. Ce

riche et beau manuscrit sur vélin, petit in-folio, enluminé presque à chaque page, porte en tête les armes de cet évêque (1).

Il existe aussi un autre bréviaire manuscrit sur parchemin, petit format. C'est la reproduction du précédent, il est de la même époque. Les fêtes propres au diocèse y sont insérées à leur jour, dans le propre des saints (2).

M. Carrère, imprimeur-libraire à Rodez, possède un bréviaire manuscrit, petit format, sur parchemin. Il paraît être antérieur aux deux précédents et date probablement du commencement du XV^e siècle. Le calendrier est celui de Rodez et les fêtes propres à notre diocèse y sont insérées à leur jour. Il offre une particularité digne de remarque : c'est qu'aux fêtes des saints, il n'y a que des répons et l'oraison, ce qui semble indiquer qu'on se servait alors pour les légendes d'un recueil spécial. Bonal, notre plus ancien historien, parle, en effet, du *légendaire* de la cathédrale, où il a relevé plusieurs vies de saints.

Je citerai encore un collectaire, manuscrit in-folio en parchemin, de 1535, provenant de l'ancienne abbaye de Conques. Il paraît être d'origine franciscaine ; les fêtes propres au diocèse de Rodez et à l'église de Conques y sont à leur jour.

A l'exemple des évêques, qui supprimaient, ajoutaient ou rétablissaient les fêtes, à leur convenance, les églises particulières s'étaient aussi arrogé le droit de modifier à leur gré le calendrier, le bréviaire et le missel publiés par les évêques. Ce désordre, auquel Bertrand de Chalençon avait voulu remédier par son ordonnance de 1472, était parvenu à son comble dans le diocèse au commencement du XVI^e siècle. L'évêque François d'Estaing, qui occupa le siège de 1501 à 1529, fit une réforme complète du bréviaire et du missel qu'il fit approuver par le Souverain-Pontife. Il introduisit pour la première fois, en France et dans le diocèse, la fête des Anges gardiens, célébrée depuis plusieurs siècles dans quelques églises d'Espagne (3). L'office, composé par un religieux

(1) L'existence de ce bréviaire me fut signalée, en 1890, par M. l'abbé Broquet, vicaire général de Genève.

(2) Exposé, en 1891, à l'exposition de Pau, il m'a été signalé par M. l'abbé Dubarat, aumônier du lycée de Pau.

(3) Instituée à Vich, en 1457, on trouve cette fête dans un missel de Séville, de 1507, et dans un bréviaire de Burgos, de 1538.

de l'ordre de saint François, évêque de Troie *in partibus*, venu d'Espagne, fut approuvé par Léon X.

Cette réforme suscita à François d'Estaing des contradicteurs. Un chanoine de la cathédrale, nommé Garrigia, réunit de nombreuses objections et poursuivit l'affaire en cour de Rome. Il ne réussit qu'à retarder l'œuvre du pieux évêque. En effet, après un nouvel examen qui exigea soixante et dix séances, tout fut approuvé par le pape Clément VII, en 1526. Le 3 juin de cette année, l'évêque inaugurait sa fête au milieu d'un immense concours de fidèles. Cette fête fut fixée, après sa mort, au 1^{er} mars. Le diocèse a gardé le privilège de la célébrer ce jour, bien qu'elle ait été fixée au 2 octobre par le pape Paul V, quand il l'étendit à toute l'Eglise.

Il n'existe pas, que nous sachions, d'exemplaires du missel ni du bréviaire composé par François d'Estaing; il y a même lieu de croire qu'ils n'ont jamais existé.

On peut voir à la bibliothèque communale de la ville de Rodez un missel imprimé en caractères gothiques, qui reproduit, croyons-nous, le Missel tel qu'il avait été réformé par François d'Estaing. C'est son successeur, George d'Armagnac, qui le fit imprimer à Lyon, en 1540, par les soins d'Adrien Olivier, libraire à Rodez (1).

Les fêtes propres au diocèse insérées dans ce missel sont au nombre de soixante et dix; il y en a dix de plus que dans les documents précédents; elles sont placées à leur jour dans le corps du missel.

On y remarque, à la fête de l'Annonciation de la sainte Vierge, ce qui se rencontre souvent dans les missels de cette époque, les mémoires de la *création d'Adam* et le *crucifement de Notre-Seigneur*.

Ce missel contient cent cinquante-huit proses ou séquences. La plupart sont d'Adam de Saint-Victor. Quelques-unes sont de Notker; deux ou trois sont propres au diocèse. Neuf seulement sont insérées à leur jour dans le propre des saints. Les rubriques ne font aucune mention des autres; mais, en tête du prosaire, on recommande de les dire et chanter en vertu de l'ancienne coutume, sans cependant en faire une obligation. Ces proses ne sont pas dans les missels que nous avons signalés; existait-il un prosaire spécial à

(1) L'imprimerie n'a été introduite à Rodez que vers le milieu du XVII^e siècle.

l'église de Rodez ? les chantait-on avant le XVI^e siècle ? Les mots *en vertu de l'ancienne coutume* ne permettent pas d'en douter.

Le cardinal d'Armagnac fit aussi imprimer un bréviaire et un rituel ; aucun exemplaire ne nous est parvenu.

Le désordre introduit dans la liturgie du culte des saints, que nous avons constaté pour notre diocèse, était général dans toute l'Eglise au XVI^e siècle, et le Concile de Trente, pour remédier à ces abus, ordonna une réforme complète de tous les livres liturgiques. Elle fut successivement exécutée et complétée par les papes Pie V, Clément VIII et Urbain VIII.

La province de Bourges, comme le firent d'ailleurs toutes les provinces de France, tint, à la suite de l'ordonnance de Pie V, un concile en 1584. Les Pères s'occupèrent, entre autres choses, de la mise à exécution de la réforme de ce Pape ; elle fut décrétée à l'unanimité.

L'évêque de Rodez, François de Corneillan, voulant conserver à ses diocésains quelques fêtes spéciales qui leur étaient chères, les fit imprimer dans un supplément. Ce fut là notre premier *Propre* diocésain. Le missel fut imprimé, en 1606, ainsi que le bréviaire, par les soins de Claude Mottier, libraire à Rodez, chez Raymond Colombiès, imprimeur à Toulouse. Ce *Propre* contient quarante et une fêtes particulières au diocèse. Il fit imprimer, en 1603, le *rituel ou ordinaire* romain ; tout en conservant certains usages particuliers, il y ajouta des instructions à l'usage du clergé sur la manière d'administrer les sacrements ou pour les prônes de la messe paroissiale.

En 1670, l'évêque Voyer de Paulmy fit faire une nouvelle édition du *propre* du missel et du bréviaire, qu'il fit imprimer chez la veuve Vincent Leroux, à Rodez. Il y fit insérer un décret de Clément IX, daté du 21 février 1669, qui ordonne, à la demande de Louis XIV, de célébrer, dans tout le royaume, la fête de l'*Immaculée Conception de la Sainte-Vierge*.

L'année suivante, il fit imprimer le rituel composé en partie par son prédécesseur, Louis Abelly, qui avait déjà fait imprimer la partie concernant les instructions à lire au prône de la messe paroissiale.

En 1706, l'évêque Philippes de Lusignan réforma entièrement les *propres* du Bréviaire et du Missel, qui furent imprimés chez Amans Devic, à Rodez. Les légendes du bréviaire y sont modifiées et consi-

dérablement augmentées. Comme ses prédécesseurs, il supprima quelques fêtes et en rétablit d'autres qui avaient été supprimées ; il transféra le jour d'un grand nombre et changea le rit de plusieurs.

Ce même évêque fit faire une nouvelle édition du propre du bréviaire en 1715, imprimés à Rodez, chez Leroux, successeur d'Amans Devic.

En 1738, l'évêque Jean d'Ize de Saléon fit réimprimer le propre édité par son prédécesseur ; il y ajouta seulement, pour la commodité des prêtres, un supplément dans lequel il plaça trente fêtes introduites dans le missel et le bréviaire par les papes Alexandre VII, Clément X, Innocent XII et Benoît XIII.

De Tourouvre, évêque de Rodez de 1718 à 1733, ayant trouvé que le rituel de Voyer de Paulmy, d'ailleurs excellent pour le fond, était embarrassant dans l'ordre suivi pour sa rédaction, le refondit entièrement et fit imprimer, en 1733, chez Jean Leroux, imprimeur à Rodez, la première partie d'un nouveau rituel avec de nombreuses instructions sur les sacrements. La mort le surprit avant qu'il eût fait publier la seconde partie.

En 1756, sous l'épiscopat de Charles de Grimaldy d'Antibes, il y eut une nouvelle impression du missel de Philippes de Lusignan chez Amans Devic, imprimeur à Rodez. On n'y trouve pas le supplément d'Ize de Saléon, dont les fêtes avaient été placées dans le corps du bréviaire romain.

En 1763, cet évêque inséra dans l'*Ordo* la fête de la consécration de l'église de Saint-Amans de Rodez, qu'on venait de restaurer, avec un évangile propre et la fixa au quatrième dimanche de septembre ; il fit en même temps imprimer l'office et cet évangile pour l'insérer au missel et au bréviaire.

Le diocèse de Vabres, détaché de celui de Rodez, en 1317, par Jean XXII, conserva la liturgie romaine, ainsi que le bréviaire et le missel de Rodez. On y ajouta seulement quelques fêtes, propres à Vabres et à la partie du diocèse qui avait été détachée.

Nous n'avons eu connaissance d'aucun livre liturgique, manuscrit ou imprimé, antérieur à la réforme de Pie V. Ce diocèse, qui ne se composait que de 159 paroisses, fut tellement ravagé par les protestants, qu'on y rencontre à peine une église antérieure aux guerres de religion qui n'ait été la proie des flammes. A plus forte raison, dut-il en être ainsi des livres liturgiques.

François de La Valette Parizot accepta purement et simplement les livres liturgiques, édités par Pie V ; il n'y ajouta aucun supplément pour les fêtes propres au diocèse.

Le premier propre des saints pour le missel et le bréviaire, imprimé pour ce diocèse, est celui que composa Isaac Habert, en 1650. Il fut imprimé à Villefranche de Rouergue, chez Grandsaigne. On remarque, dans ce propre, les fêtes des saints Cyrille de Jérusalem et d'Alexandrie, que le pape Léon XIII vient d'étendre à toute l'Eglise.

Cet Evêque publia, en même temps, le rituel romain, imprimé chez le même imprimeur, avec des instructions et quelques additions, concernant certains usages propres au diocèse.

Son successeur, Filleul de la Chapelle, trouvant ce propre surchargé, en publia un autre en 1712, chez Verdeilhé, imprimeur à Villefranche de Rouergue, et fit disparaître les homélies que son prédécesseur y avait insérées. Il en fit publier une nouvelle édition en 1752. Cet Evêque introduisit, dans son diocèse, la fête du Sacré-Cœur de Jésus.

Il publia aussi une nouvelle édition du rituel.

Après la Révolution, les diocèses de Rodez et de Vabres furent réunis à celui de Cahors ; ils conservèrent, malgré cela, leur autonomie et leurs livres liturgiques. Mgr de Grainville, alors évêque de Cahors, faisait publier, chaque année, par les soins des grands vicaires respectifs de ces diocèses, un *Ordo* spécial. En 1809, on éditait même à Rodez, chez Carrère, un propre pour le bréviaire et le missel, qui reproduit celui de Philippes de Lusignan.

En 1804, il fit imprimer une feuille à insérer au bréviaire et au missel pour la *commémoration des apôtres* le jour de *saint Pierre et saint Paul*, et pour celle de *tous les martyrs*, le jour de *saint Etienne, premier martyr*.

Il en fit de même, en 1807, pour la fête de *saint Napoléon*.

En 1817, les diocèses de Rodez et de Vabres furent détachés de celui de Cahors, pour n'en former qu'un seul. Mgr de Lalande, qui, par suite de diverses circonstances, ne prit possession de son siège qu'en 1824, fonda les deux propres de Rodez et de Vabres. Il avertit, dans sa préface, que cette fusion l'a obligé à changer le rit et aussi la place d'un grand nombre de fêtes, afin de conserver indistincte-

ment à peu près tous les saints des deux diocèses. Ces bréviaires et missels furent imprimés chez Carrère, imprimeur à Rodez.

En 1830, Mgr Pierre Giraud, évêque de Rodez, plus tard archevêque de Cambrai et cardinal, publia une nouvelle édition du propre du missel, et, en 1838, celle du bréviaire; c'est la reproduction de celui de Mgr de Lalande.

Il publia aussi un nouveau rituel, dont le besoin se faisait, dit-il, sentir à cause du manque d'uniformité dans l'administration des sacrements.

Mgr Croizier fit au propre diocésain de nombreuses additions, qu'il inséra dans l'*Ordo* de 1851 et abaissa le rit de plusieurs fêtes.

Comme on a pu le constater, nos Évêques, s'ils ne touchaient pas au bréviaire et au missel romain, ne se faisaient aucun scrupule, malgré la défense des Papes, de modifier leur propre diocésain, qu'ils ne soumirent jamais à l'approbation de Rome; il n'en fut pas de même en 1839.

Dès les premières années de son épiscopat, Mgr Delalle s'occupait de la réforme du propre diocésain. Avant de le publier, il fit ce que n'avaient pas fait ses prédécesseurs: il soumit son travail au Souverain-Pontife Pie IX, qui l'approuva, le 19 mai 1839.

Le missel et le bréviaire furent imprimés dans le courant de cette année, chez Carrère, imprimeur à Rodez.

UNE FAMILLE PARLEMENTAIRE

AU XVI^e ET AU XVII^e SIÈCLE ⁽¹⁾

Par M. CHARLES DE SAINT-ANDRÉ

La maison de Scorbiac est originaire de Saintonge, où elle a possédé, aux environs de Saintes, le château et la seigneurie de Scorbiac (2). Pendant les guerres de religion, elle s'éteignit en Saintonge et elle n'est représentée, de nos jours, que par les descendants de Raimond de Scorbiac, consul de Montauban, en 1540, et greffier criminel en la cour du sénéchal de Quercy.

Guichard de Scorbiac, fils de Raimond, fait de brillantes études de droit à Toulouse, devient second consul de Montauban, le 16 mai 1552, est désigné, en 1560, pour représenter le Quercy aux Etats Généraux convoqués à Orléans ; il embrasse la religion réformée l'année suivante et devient, en 1563, premier consul de Montauban. Il joue dès lors un rôle très important pendant les guerres de religion et représente avec éclat les réformés aux conférences d'Agen et de Bergerac. Après l'édit de pacification (1576), Guichard de Scorbiac est délégué pour défendre les intérêts de ses coreligionnaires à Poitiers, auprès du Roi et de la Reine-mère ; il joue ensuite un rôle prépondérant aux célèbres conférences de Nérac et devient, dès lors, un des conseillers les plus écoutés du roi de Navarre. Ses écrits le placent au premier rang des jurisconsultes de son temps. Son fils Samuel, comme lui conseiller à la Chambre de l'Edit, se distingue par son loyalisme

(1) Toutes les pièces justificatives se trouvent entre les mains de M. le baron de Scorbiac, archives du château de Verlhaguet, à 4 kil. de Montauban (Tarn-et-Garonne).

(2) Certificat délivré par Claude de Lorraine, duc de Chevreuse, à Jean de Scorbiac, seigneur de Bayonnette, gentilhomme ordinaire de la chambre de Louis XIII (octobre 1624).

pendant le siège de Montauban, sous Louis XIII. Il se signale par sa modération et se prononce pour que les catholiques aient part au gouvernement de la cité Montalbanaise.

Une connaissance profonde du droit, l'habileté diplomatique de son aïeul Guichard unie à l'esprit d'impartialité de son père Samuel, caractérisent son fils, Thomas de Scorbiac, seigneur et baron de Montclus et du Bousquet, conseiller en la cour du Parlement de Toulouse et Chambre de l'Edit. En 1652, il est chargé par le Roi, de concert avec le sieur de Bouchevat, intendant du Languedoc, et plus tard chancelier de France, de parcourir la Haute-Guienne, le pays de Foix et tout le Languedoc, afin de régler les différends entre catholiques et protestants.

Nous n'en finirions pas si nous voulions dresser la nomenclature de toutes les plaintes qui furent portées aux commissaires royaux, de tous les troubles qu'ils apaisèrent à Montpellier, à Aubenas, à Uzès, à La Voulte et en cent autres lieux. En 1670, Thomas de Scorbiac se rendit à la Cour, de concert avec le conseiller Jacques de Lacger, pour obtenir que la Chambre de l'Edit continuât à siéger à Castres ; sa mission ne fut point couronnée de succès ; mais le Roi lui fit le meilleur accueil et le manda, à la fin de 1685, à Versailles, pour faire d'un « vieux huguenot un nouveau catholique ». Scorbiac eut l'honneur de haranguer Louis XIV, qui l'accueillit avec les marques de la plus haute bienveillance, goûta fort sa harangue et chargea l'évêque de Meaux de dissiper ses doutes (2 janvier 1686). Il abjura, ainsi que sa femme Catherine de Rouvière (1) et la plupart de ses 18 enfants. Il mourut à Montpellier, chez son gendre, M. de Sartre (26 décembre 1690), âgé de 76 ans, et fut enseveli dans l'église Notre-Dame-des-Tables, ayant désigné d'avance comme lieu de sa sépulture « la paroisse où il finirait ses jours ».

(1) Catherine de Rouvière était fille unique de noble Paul de Rouvière (*alias* de Roverié), bourgeois (c'est-à-dire citoyen) de Nîmes, et de dame Bernardine de Boyssone. Paul de Roverié appartenait à une branche de la famille de Roverié de Cabrières, qui a donné à la France et à l'Église, S. G. Mgr l'Évêque de Montpellier.

LE NÉO-CHRISTIANISME CONTEMPORAIN

Par M. CHARLES ARNAUD

DOCTEUR ÈS-LETTRES

PROFESSEUR A LA FACULTÉ LIBRE DES LETTRES DE TOULOUSE

I. Comment ce mot est entendu ici. — II. Si le phénomène qu'il sert à désigner existe réellement. — Objections, réponse. — III. Quel en est le caractère général. — IV. Quelles en sont les manifestations particulières : 1^o dans la science et la philosophie ; 2^o dans la morale et l'histoire ; 3^o dans la littérature. — V. Quel en est l'avenir.

MESSIEURS,

J'ai peut-être à m'excuser d'abord de ne point vous présenter un rapport « bibliographique » proprement dit. Sans doute il eût été utile de dresser une liste des ouvrages où le Néo-Christianisme se révèle, et de ceux où déjà il a été jugé ; d'indiquer, parmi les premiers, ceux qui sont négligeables pour leur trop grande nouveauté et leur insuffisant Christianisme, parmi les seconds, ceux dont les jugements sembleraient entachés, soit d'esprit rétrograde, soit d'esprit d'aventure. Mais vous voyez, sans que je les énumère, tous les périls de ce genre de catalogue. J'ai préféré y en substituer un autre, un catalogue d'idées, résumant tout ce qu'il est permis aujourd'hui d'affirmer sur l'existence, le caractère général, les manifestations particulières de ce phénomène qu'on a appelé le Néo-Christianisme. J'ose espérer que vous jugerez ce catalogue utile aussi et conforme à l'esprit, sinon à la lettre, de notre programme.

Mais je dois encore vous prévenir que ce résumé sera lui-même un résumé et parfois une reproduction d'un cours que j'eus l'honneur de professer, l'année dernière, à la Faculté libre des Lettres de Toulouse. Cet avis s'adresse à ceux d'entre vous qui auraient la superstition de l'inédit absolu : je demande leur indulgence. Quant à ceux qui se contentent d'un *Inédit relatif*, par exemple de l'Inconnu

et de l'Ignoré, qu'ils se rassurent. Les cours de Faculté, même de Faculté libre, ne sont pas habitués à sortir de l'enceinte de nos amphithéâtres ou des limbes de nos bulletins, et quand ce bonheur leur arrive, ils ont toujours ce mérite — à défaut d'autre — d'être relativement inédits et complètement ignorés.

I

Et d'abord que faut-il entendre par ce mot de Néo-Christianisme ? Quels sont les faits qu'on s'est habitué à désigner sous ce « vocable » d'une propriété douteuse et dont les premiers inventeurs trouvent que l'on commence à abuser ? Est-ce un christianisme orthodoxe d'intention, mais en mal de nouveauté et de réformes, travaillé par le besoin de s'adapter aux exigences plus ou moins légitimes de l'humanité contemporaine ? Est-ce une religion nouvelle, ne gardant du Christianisme que le nom d'abord et certains préceptes moraux ensuite ? Est-ce plutôt un état de vague religiosité, une piété sans foi, se manifestant par des appels au Dieu inconnu et par le respect de tous les dieux connus ? Est-ce moins encore, c'est-à-dire un simple dilettantisme artistique, une disposition à comprendre et à goûter ce qu'il y a de beau et de touchant dans toutes les religions, sans excepter le Christianisme, et le désir d'accroître ainsi la souplesse de l'intelligence et le nombre de ses jouissances ? Est-ce quelque chose de pire, c'est-à-dire un simple accès de mysticisme maladif et sensuel, un besoin inconscient d'ajouter un piment religieux aux plaisirs, devenus fades, d'une imagination et de sens blasés, — cette sorte de sadisme particulier qui est la cause des « péchés de malice » et qui, par exemple, faisait dire à une Italienne savourant un sorbet : « Quel dommage que ce ne soit pas un péché ! »

Eh bien ! Messieurs, le Néo-Christianisme n'est rien de tout cela en particulier, mais il est peut-être tout cela à la fois. Il comprend un ensemble de manifestations religieuses et spiritualistes très diverses et même contradictoires, qui vont du sadisme mystique à l'orthodoxie inquiète.

De ces deux formes extrêmes du Néo-Christianisme vous me permettrez de ne rien dire, — de l'une, parce que je dois me souvenir

du *Nec nominetur inter vos*, — de l'autre, parce qu'elle est plus théologique que littéraire, — et parce que, au surplus, ni l'une ni l'autre n'est bien nouvelle. De même qu'il y a toujours eu des pauvres dans l'Eglise, il y a toujours eu des malades et des imprudents. C'est entre ces docteurs imprudents et ces pécheurs déments, relevant les uns de la théologie, les autres de la pathologie, que se trouvent les néo-chrétiens dont nous allons parler ; ils constituent une foule hétérogène et disparate d'hommes d'action et d'hommes de désir, d'artistes et de prophètes, de savants et de dilettanti, de philosophes et de poètes, tous incroyants, mais tous agités de certains besoins de conscience inconnus à leurs devanciers dans la libre-pensée, tous préoccupés de certaines questions qui ne sont résolues que par la religion. *Le sens de la vie ! le but de la vie ! la règle de la vie !* tels sont les problèmes qui tourmentent tous ces hommes, et qui les tiennent l'esprit et les yeux tendus vers tous les coins du ciel d'où peut venir la solution : *Cur statis, viri Galilæi, aspicientes cælum ?* Que font-ils ces Galiléens, à regarder le ciel, comme s'il y cherchaient Celui qui y est monté, qui s'y cache et qui en peut redescendre ? Ils font du Néo-Christianisme tel que nous allons l'entendre, car sans vouloir risquer une définition, je demande le droit de désigner par ce mot, non pas la forme plus ou moins nouvelle que prend ou pourrait prendre le Christianisme des croyants, *mais les formes nouvelles et en partie chrétiennes que prend la pensée des incroyants*, — si toutefois il est vrai qu'elle les prend et surtout qu'elle les garde !

II

Or, nous disent certains sceptiques, — et peut-être nous sommes-nous dit à nous-mêmes, — il semble que si elle les prend, elle ne les garde pas ; *videtur quod*, il semble que ce Néo-Christianisme, que nous nous sommes hâtés de définir, n'existe pas, et que cette troupe d'hommes que nous voyons bêler du côté du ciel,

C'est l'image de ceux qui bâillent aux chimères

ou que du moins c'en est une nouvelle image, les anciens chercheurs de chimères croyant trouver ce qu'ils cherchaient, tandis que ceux-ci bâillent pour bâiller, « pour rien, pour le plaisir », et peut-être ne chercheraient pass'ils étaient sûrs de trouver. Qu'ils aient des accès

de religiosité et des fantaisies simili-évangéliques, c'est possible ; mais ces phénomènes fugaces, intermittents, n'ont aucune signification. Conclure de ces lueurs chrétiennes, qui sillonnent çà et là les ténèbres de l'incrédulité, à l'existence d'un foyer profond d'idées ou de besoins chrétiens en travail de formation et d'affleurement, c'est conclure des feux-follets au volcan, c'est confondre ce qu'on désire avec ce qu'on voit, c'est être naïf et téméraire, c'est se mettre dans le cas d'avoir à se donner à soi-même des démentis pareils à ceux que se donnent chaque jour ces agences d'informations télégraphiques, qui *croient savoir* à quatre heures, *affirment énergiquement* à huit heures ce qu'elles sont obligées de déclarer *absolument inexact à la dernière heure*. Or, avez-vous lu les *dépêches de la dernière heure* sur le Néo-Christianisme ? Elles sont navrantes. En voici quelques-unes :

C'était, il y a quelques mois, au Théâtre libre, à la répétition générale d'une pièce exotique, *Les âmes solitaires* (dont la représentation a, d'ailleurs, été interdite). Il y avait dans la salle, non pas le Tout-Paris banal, mais l'élite du Tout-Paris, ou mieux encore, les représentants de cette élite, son âme : les critiques, les esthètes (les chauves et les chevelus), les Nestor, qui savent lequel souffle des Quatre Vents de l'Esprit, et les Ephèbes que Vogüé catéchise et que Desjardins appelle, — sans parler de quelques comédiens, qui font, comme chacun sait, partie intégrante de l'âme du Tout-Paris. Au moment où l'un des personnages de la pièce s'écriait : « Une maison d'où s'est retiré le bon Dieu est une maison perdue ! » la salle éclatait en bravos. Mais quelques minutes après, un autre personnage disait : « Je maudis l'esprit religieux qui a troublé ma vie. » Et la salle éclatait encore en bravos ! la même salle !

Autre dernière dépêche : elle concerne un des écrivains les plus remarqués de la troupe néo-chrétienne, un des coryphées du chœur des pieux incroyants. Il avait écrit, il y a cinq ans, un livre qui se terminait par le *Pater*, ou le commencement du *Pater*. C'était significatif, semble-t-il ? Mais voici que, tout à coup, indigné des sévérités qu'un homme politique — un imbécile par conséquent, pensait-il, — s'était permis à l'endroit de Renan, il écrit un article intitulé : *Excuses à Renan*, et où il demande pardon au Maître des injustices de ces hommes qui ne savent pas ce qu'ils font, qui croient la religion nécessaire à la vie des nations, et qui acceptent « *je ne sais*

quelle conception d'une Société aplatie et d'un bon Jésus qui serait un bon maire. »

Et de deux ! — Troisième dernière dépêche, concernant, celle-ci, la jeunesse des Écoles, cette jeunesse qu'on nous représentait comme pénétrée des souffles nouveaux, altruiste et tolstoïste, en train de devenir chrétienne, et fondant la grande Association des étudiants pour s'y exercer à la religion nouvelle. Or, vous savez quel genre d'altruisme elle a tenu à pratiquer et dans quel lieu, et comment elle a mérité qu'on lui écrivit : « La banqueroute des belles espérances que nous avions fondées sur vous est complète. »

Il y a d'autres nouvelles de la dernière heure ; il y a les railleries d'un professeur d'histoire, délégué à la Sorbonne par le Conseil municipal de Paris (et qui s'y montre digne de ses mandataires), « contre ces cinq ou six messieurs » du Néo-Christianisme, « qui tiendraient tous sur un canapé » ; il y a cette parole plus récente et qui a été prononcée dans les couloirs de la Chambre des députés par un autre fleur de Conseil municipal : « Le sermon sur la Montagne, on n'en veut pas ! » Et il semble bien que c'est assez pour conclure : Le néo-christianisme n'existe pas !....

Et pourtant si, il existe ! *E pur si muove !* Et pourtant la pensée d'une certaine élite libre-penseuse se meut dans une sphère élevée où règnent les courants évangéliques et chrétiens ! Voilà ce qu'on peut affirmer et prouver malgré tout, malgré certaines hésitations du premier moment, malgré les contradictions et le petit nombre des Néo-Chrétiens.

Il y a des Néo-Chrétiens qui se contredisent ? Soit ! Qu'est-ce que cela prouve ? Qu'il y a précisément des néo-chrétiens, puisque par définition ils sont la contradiction même, puisque leur état d'esprit est fait du désir de croire et du désir de ne pas croire, du besoin de Dieu et de la peur de Dieu ! Il y a en eux des tendances nouvelles en lutte avec des habitudes anciennes, tendances et habitudes qui se manifestent successivement et parfois simultanément.

C'est ainsi qu'au Théâtre libre c'étaient leurs tendances nouvelles qui applaudissaient la phrase pieuse, leurs habitudes anciennes qui applaudissaient la phrase impie. Ils sont doubles tous ces hommes, *homo duplex* — et ils n'en sont que plus intéressants. Leurs contradictions si franches, si *effrontément* loyales, montrent clairement le désarroi de leur âme, laquelle, ayant perdu les sécurités de l'erreur,

sans avoir encore trouvé les sécurités de la vérité, va au hasard, sans boussole, incertaine, flottante, mais va, cherche, s'agite et prouve son existence par son agitation même.

Quant au petit nombre des néo-chrétiens, ceci est un argument politique, — et j'ai bien envie d'ajouter avec l'autre : par conséquent c'est un argument imbécile ! Ce n'est qu'en politique que les minorités sont considérées comme négligeables. En fait, ce sont les minorités pensantes qui mènent les majorités. « L'esprit mène le monde sans que le monde s'en doute », et personne n'a jamais osé dire que l'esprit fût le monopole exclusif des majorités. S'il nous plaît de concéder qu'à cette heure les majorités sont encore anti-chrétiennes, — bien que nous ayons toute sorte de raisons pour nous méfier de l'arithmétique officielle, — si nous reconnaissons que la foule n'est pas pénétrée des « souffles nouveaux », que les livres et les journaux qu'elle préfère et paie, que les conseils municipaux qu'elle élit et qu'elle paie aussi, n'ont rien d'évangélique, nous n'en gardons pas moins le droit d'accorder notre attention et d'attacher de l'importance au mouvement d'idées que représentent les « messieurs » du prétendu canapé néo-chrétien. Ils ne sont que cinq ou six, dites-vous ? Qu'importe ! Les plus grandes révolutions religieuses, politiques, littéraires, ont été faites par un *pussillus grex*, qui est devenu un vaste troupeau. Et une dernière preuve que cette petite minorité est digne de notre attention, c'est qu'elle a paru digne des attaques de nos adversaires. Le professeur municipal qui proclamait son dédain pour elle et la déclarait négligeable, faisait cette déclaration, savez-vous dans quelle circonstance ? A l'inauguration d'un cercle de la Libre-Pensée, fondé spécialement pour combattre le mouvement néo-chrétien. On le combat, donc il existe !

III

Ce qu'il est au juste, c'est plus difficile à déterminer. Ce n'est pas une doctrine fixe qu'on puisse réduire en formules, c'est un ensemble de besoins et de tendances, c'est « un état d'âme » — c'est, pour employer un mot que la politique a un peu compromis, mais qui peut encore servir entre gens sérieux, — c'est un *Esprit nouveau* qui a ses manifestations particulières dans tous les ordres de la pensée, mais dont il importe d'indiquer d'abord le caractère général.

L'esprit ancien de la libre-pensée était, depuis le dix-huitième siècle, un esprit de moquerie et de haine : c'était l'esprit voltairien. Il régna, en France, jusque vers 1848 ; à ce moment il commença à décroître dans les milieux cultivés. Aujourd'hui il a à peu près disparu de partout ; on ne le rencontre que dans quelques conseils municipaux ou sous le bonnet grec de certains vieux pharmaciens et journalistes, qui avaient appris à penser vers 1845, et qui depuis n'ont guère exercé leur cerveau qu'à fabriquer des potions ou des chroniques, ce qui est souvent une manière de penser à peu près équivalente. A l'esprit voltairien, s'était associé et avait ensuite succédé l'esprit Matérialiste, avec ses négations brutales et violentes qui atteignaient, par delà le Christianisme, toutes les formes du spiritualisme. Ce dernier sembla s'atténuer un moment sous l'influence du Positivisme, qui substituait à la négation une fin de non-recevoir d'apparence moins hostile et de forme presque polie.

Quelques naïfs crurent à une trêve ; mais c'était la *Trêve du mépris*, plus terrible et plus meurtrière qu'une guerre ouverte et haineuse. On ne traitait plus la religion en ennemie, mais on ne la reconnaissait pas comme existante. On l'ignorait, on la mettait hors la science, à l'heure où la science, par ses merveilleuses découvertes et ses audacieuses conquêtes, avait pour elle toutes les admirations, tous les respects, toutes les espérances. Être mis hors la science, c'était être mis hors la vie. On s'en aperçut bientôt ; l'esprit irréligieux pénétra dans des régions que n'avaient entamées ni le voltairianisme, ni le matérialisme ; une persuasion, tranquille et froide, s'établit que la religion, n'étant pas matière à science, était une chose négligeable et méprisable.

Et là-dessus une grande partie de l'humanité se mit à mépriser la Religion et l'esprit religieux au nom de la Science. Les ignorants se distinguèrent par l'énergie de leur mépris et tâchèrent de renchérir sur les savants. Tous, d'ailleurs, s'empressèrent de décréter de déchéance les diverses églises qui avaient eu, jusque-là, la direction de leur pensée et de transférer le pouvoir à la Science ! *Regna super nos*, lui dirent-ils. C'est toi qui, désormais, régneras sur nous, c'est toi qui seras chargée de satisfaire les besoins de l'intelligence.

Vous remarquerez, Messieurs, que l'un des plus grands besoins de l'intelligence libre-penseuse a toujours été jusqu'ici de trouver un

maitre qui pensât pour elle, et que sa liberté a consisté principalement à changer de servitude. Et donc, les libres-penseurs libérés de l'Eglise, coururent s'asservir à la Science, la priant de leur prêter quelques pensées pour subsister, lui demandant ce qu'ils devaient croire de la vie et du lendemain de la vie, et s'ils étaient sur la terre uniquement pour lire les journaux, payer des impôts et finalement rentrer dans la matière cosmique sous forme de phosphate de chaux et d'engrais animal. La Science commença par se fâcher ; la vie, elle en étudiait les formes, et les classait et les étiquetait ; la vie, elle la rendait plus longue (oui, Messieurs, il paraît que la vie, est plus longue, pas pour les individus, mais pour la moyenne), et plus douce (oui, Messieurs, il paraît que la vie est plus douce), et moins chère (elle est moins chère !) en nous donnant les chemins de fer, les télégraphes, la lumière électrique, l'antisepsie et la chimie, — la chimie qui apprend à faire du beurre sans lait et du vin sans raisins. Mais le but de la vie, mais l'origine de la vie, cela non ; elle ne s'en occupait pas, elle ne s'en occuperait jamais ! Elle ne serait plus la Science, si seulement elle en avait la curiosité. Rien que de lui en parler, on l'insultait. « Laissez-moi donc tranquille, âmes » serviles, qui avez encore les goûts et les besoins subalternes » de votre état primitif, qui portez les stigmates de votre longue » servitude sous le joug de l'Eglise. Jusques à quand garderez-vous » le regret des oignons d'Egypte, des réponses du catéchisme et des » soins maternels du sacerdoce ! Oubliez-vous que vous êtes libres ? » Allez, et ne pensez plus ! Allez et tâchez de jouir en paix de votre » liberté ».

Et ils y tâchèrent, les pauvres ! ils y mirent tous leurs efforts, toute leur puissance d'illusion ; ils entonnèrent des hymnes d'allégresse en l'honneur de leur liberté ! Mais voilà que la chanson a été brusquement coupée d'un sanglot, que la joie de vivre a été empoisonnée par la peur de la mort, et que la liberté de ne plus penser s'est changée en un supplice affreux, le supplice de la faim de vérité et de certitude. En vain, se retournant de nouveau vers la Science, ils crièrent : J'ai faim ! La Science leur répéta qu'ils avaient tort d'avoir faim, et que sa mission à elle était non pas de satisfaire les appétits de la conscience, mais de les supprimer. Et l'on vit alors se produire l'état d'âme prédit par le prophète Amas, dans ces lignes

si souvent citées depuis trois ans : « Voici venir des jours où j'en-
» verrai la faim et la soif dans ce pays, non la faim du pain, ni la soif
» de l'eau, mais la faim de la parole divine. Et ils erreront d'une mer
» à l'autre, et du Nord au Levant, ils courront chercher la parole, et
» ils ne la trouveront pas. »

La voilà bien, prévue et décrite il y a vingt-six siècles, cette âme « moderne » qu'un critique croit avoir découverte. « C'est une malade », dit un autre critique. Et sans doute c'est une malade qui souffre à la fois du besoin de croire, de l'impuissance à croire et de l'impossibilité de se reposer sur « ce mol oreiller du doute » désormais insupportable à son front « oppressé. » De nombreux médecins de tous les pays et de toutes les écoles se sont assemblés à son chevet et l'ont auscultée, et ils ont été — ô merveille ! — tous d'accord sur le diagnostic. « C'est une boulimie d'idéal ! » Boulimie, parfaitement ! et d'idéal, c'est tout à fait cela ! Seulement, c'est sur la question du traitement que le désaccord s'est produit, et sur les remèdes. On lui en a administré de toutes les espèces : du prophétisme juif, auquel il ne semble pas qu'elle ait touché, du bouddhisme, qui a passé en partie (il y a trente mille bouddhistes à Paris), du protestantisme, qui n'a pas agi, de l'occultisme, du spiritisme, du kabbalisme, du magisme, dont elle a absorbé plus que de raison (il y a des mages à l'Ecole polytechnique, parmi les élèves et parmi les professeurs). Enfin, on lui a administré du christianisme, et elle est en train d'en prendre, à des doses qui varient suivant les médecins, et que nous allons essayer de déterminer. Quoi qu'il en soit, tel est l'esprit nouveau qui dans une partie du monde moderne a succédé à l'esprit ancien ; il se résume dans une réaction violente de l'idéalisme religieux contre l'esprit positiviste.

On a dit, Messieurs, que cette réaction était due à « la banqueroute de la Science. » Gardons-nous de le répéter, disais-je l'an dernier à nos étudiants, ce serait plus qu'une erreur, ce serait une maladresse. Et quoique cette métaphore ait eu depuis beaucoup de succès, et qu'elle ait été adoptée par un esprit qui passe, peut-être à tort, pour ne jamais se payer de mots, je ne crois pas qu'il faille la prendre à notre compte. Et voici pourquoi.

La Science n'aurait fait banqueroute que si elle avait failli à ses engagements, à ceux qu'elle a pris en tant que Science et conformément aux lois qui la régissent. Or, ces engagements, non seulement elle les a tenus, mais elle les a dépassés. Si quelques savants en ont pris d'autres, en son nom peut-être, mais contrairement à son esprit et à sa méthode, et que ces engagements n'aient pas été tenus, il ne faut pas la rendre responsable de leur témérité ; si quelques ignorants, déserteurs du Christianisme, ont cru le remplacer par elle, et que leurs espérances aient été trompées, il ne faut pas la rendre responsable de leurs illusions. Or, c'est ce qu'on fait quand on l'accuse de banqueroute, parce que M. Berthelot a été imprudent ou parce que M. Bouchor et tous ceux qui attendaient d'elle ce qu'elle ne peut ni veut donner, ont été naïfs.

La maison qui a fait *banqueroute*, ce n'est pas celle de la Science, ce n'est pas celle qui est au coin du quai ; c'est celle que des entrepreneurs fanatiques, des religieux de l'irréligion et des prêtres de l'incrédulité s'étaient hâtés de bâtir à côté, d'appuyer contre ce magnifique « atelier de l'intelligence » avec l'intention formelle d'en faire un nouveau temple et d'y recueillir tous les transfuges de l'Eglise. C'est ce temple qui est en faillite et en ruines. Et si parmi ses entrepreneurs il y a des savants, tant pis pour eux ! Mais, de grâce, n'ajoutons pas : Tant pis pour la Science ! Car d'abord la Science n'avait rien à voir dans cette entreprise antiscientifique ; car, ensuite, la science n'est pas représentée seulement par des savants libres-penseurs ! Si elle a des Berthelot qui nient le Mystère et le besoin d'expliquer le Mystère, elle a des Quatrefages et des Pasteur qui ne le nient pas et qui, eux, n'ont pas fait banqueroute, ni comme savants, ni comme penseurs.

IV

L'état d'esprit dont nous venons d'indiquer le caractère général a ses manifestations particulières dans tous les ordres de la pensée, dans la Science et la Philosophie, dans la Morale et l'Histoire, et enfin dans la Littérature.

1° On nous assure en effet que la Science, c'est-à-dire toujours la

Science libre-penseuse, va s'en tenir à ses droits et à ses devoirs, qu'elle ne songe plus à supprimer ou à suppléer ceux de la Conscience, qu'elle est décidée à n'être plus *libre-penseuse*, ni peut-être même penseuse du tout, et qu'elle se résigne à rester scientifique ! Or, comme il n'est pas scientifique de nier qu'une chose existe parce qu'on ne peut pas l'atteindre de ses propres mains, la Science renonce à nier l'existence des idées, parce qu'elle ne peut pas les atteindre avec ses méthodes. De plus, elle renonce à se faire un mérite de son impuissance et à vouloir l'imposer à toutes les autres formes de l'activité intellectuelle : elle ne mutila plus l'esprit humain pour le réduire à sa mesure à elle ; elle ne limite plus le domaine de la connaissance aux bornes de son domaine particulier, et surtout elle ne va pas saccager celui de la Raison pure, pour prouver qu'il n'existe pas. Elle reste chez elle, — avec fierté, elle le peut, — mais sans mépris pour sa voisine, elle le doit. Toujours positiviste, puisque son objet c'est la réalité positive, elle reconnaît qu'on peut être idéaliste dans l'étude des idées. Son positivisme redevient ce qu'il aurait dû toujours rester : une méthode spéciale à une certaine catégorie de travailleurs ; il n'est plus la religion du genre humain. Et si l'on tient à la métaphore de « banque-route », c'est ici qu'on peut l'employer : le Positivisme Religion et Métaphysique, c'est-à-dire le Positivisme se mentant à lui-même, voilà ce qui a fait banqueroute. Et c'est tant mieux pour le Positivisme scientifique.

La philosophie prend la suite de ses affaires, ou plutôt elle les reprend. Elle s'était laissé chasser de chez elle par son associée ; elle y rentre. Elle reprend confiance en ses propres forces, en ses méthodes, en son objet ; elle ose croire à la lumière de la Raison pure ! *Audet se credere soli* ! Elle semble vouloir redevenir spiritualiste ; elle ne l'est pas encore franchement. Elle se ressent de sa trop récente servitude, j'allais dire de sa domesticité à l'égard de la Science. Elle est affranchie, elle n'est pas libre. Et si elle ne l'est pas, c'est sans doute parce qu'elle a des habitudes fâcheuses, mais c'est aussi parce qu'elle a un sentiment louable, celui de l'impossibilité de se séparer entièrement de son ancienne ennemie. Elle a des rancunes, mais elle a des besoins, et elle n'a pas encore trouvé moyen de donner satisfaction aux unes et aux autres. Elle veut être une alliée indépendante ; y parviendra-t-elle ? Il y a lieu de l'espérer. Il semble que Science et Philosophie commencent à se rendre compte que, si

leurs deux domaines, celui où l'une vient de se retirer, celui où l'autre vient de rentrer, sont et doivent être distincts et ne peuvent pas être annexés l'un à l'autre et l'un par l'autre, ils ne doivent pas cependant rester séparés, et, qu'en fait, ils ne le sont pas, puisque malgré les barrières artificielles qu'on a tenté d'élever, ils communiquent et se continuent par endroits. On laisse déjà les idées de l'un voisiner avec les données et les hypothèses de l'autre, les éclairer et les contrôler. C'est ainsi que l'idée de mystère a pénétré dans le domaine de la Science et s'est fait accepter, renversant, par une sorte d'effraction et de bris de clôture, l'implacable fin de non-recevoir qu'on lui opposait, et laissant voir, par la brèche ouverte, les longues avenues de la métaphysique, comme le prolongement obligé des résultats de l'observation. On parle aussi d'une incursion heureuse de l'idée de contingence sur le terrain, jalousement gardé jusqu'ici, de la nécessité et du déterminisme, idée qui aurait fait reculer devant elle et « exorcisé » l'hypothèse de la Nature et de la Matière immuables et éternelles — de la Nature, avec un grand N, et de la matière avec un grand M, — et qui aurait amené derrière elle un certain nombre d'idées chrétiennes. Il n'y a pas jusqu'à la grande hypothèse de l'Evolutionisme, dont on avait prédit qu'elle serait la ruine de l'Idéalisme, qui n'ait évolué elle-même dans le sens de l'Idéalisme et n'apparaisse, ainsi qu'on l'écrivait ces jours derniers, « grosse d'une philosophie consacrant à jamais le triomphe de l'idée d'esprit, de l'idée de création, de l'idée de Providence ». Des penseurs hardis prévoient même le moment où savants et philosophes, complètement reconciliés, échangeront le baiser de paix et s'uniront dans une des questions qui les divisaient le plus, celle de l'existence de l'âme : ils en donneraient à eux tous une démonstration, dont la seule idée fait tressaillir d'allégresse les ignorants comme moi, et qui serait, à la fois et en même temps, métaphysique, physique, physiologique et, de plus, électrique !

Hélas ! ce n'est probablement qu'un rêve ! Mais qu'on puisse le faire, et qu'on ose le raconter tout haut, au lendemain du jour où on disait que « la pensée est une pure sécrétion du cerveau », voilà certes qui est significatif et symptomatique et qui prouve qu'il y a « quelque chose dans l'air ! »

II* Avec la Science et la Philosophie, la Morale des libres-penseurs subit aussi une crise. — Elle avait naguère des principes, des principes scientifiques, qui devaient remplacer avantageusement les principes chrétiens et produire des résultats les plus merveilleux. Ils ont produit leurs résultats logiques, les résultats que les Chrétiens avaient prédits, et dont seuls les Positivistes ont été étonnés. Il est vrai qu'ils l'ont été jusqu'à la stupeur et jusqu'à l'affolement. Quand ils ont vu surgir, en pleine société moderne, dans nos salons élégants et raffinés, sur nos boulevards étincelants de lumière et de joie, la Morale scientifique — représentée, ici, par l'athlète du combat pour la vie, le *Struggle for life*, montrant ses poings et ses biceps, étalant fièrement l'égoïsme et la férocité que la bête humaine avait jusqu'ici cru devoir cacher et même contraindre ; — là, par le dynamiteur, qu'il est plus facile aux positivistes de punir que de réfuter et dont les idées sur la « moelle allongée » et le reste sont aussi redoutables que les bombes — alors ils ont eu peur. Ils ont cherché un gendarme idéal, une autorité capable de museler ces féroces et surtout de les convertir, de les changer en hommes, en leur persuadant que si la lutte pour la vie est la loi du monde animal, le sacrifice et la charité sont la loi du monde social. Et c'est alors aussi qu'on a découvert que cette autorité pouvait être dans l'Evangile ; et c'est depuis qu'on peut entendre des apôtres laïques prêcher la morale de l'Evangile.

Malheureusement ils ne prennent à l'Evangile que sa morale ; ils en rejettent les enseignements dogmatiques. Ils font pis : pour empêcher sans doute qu'on leur reproche leur illogisme, pour éviter d'avoir à se prononcer sur la question de savoir s'il peut y avoir une Morale sans dogme, des obligations pratiques sans des certitudes théoriques, ils accusent l'Eglise d'avoir faussé les principes de l'Evangile, ils opposent la théologie à l'Evangile. En quoi ils se montrent surtout naïfs ; car en supposant que leur manœuvre triomphât elle resterait inutile. Convaincre, en effet, l'Eglise d'avoir faussé les dogmes de l'Evangile, ce ne serait pas prouver qu'il n'y a pas de dogmes dans l'Evangile ni légitimer l'exclusion des dogmes de l'Evangile ; ce ne serait pas, non plus, démontrer qu'une Morale peut se

passer de dogmes et de principes. — Les principes de la morale positiviste étaient mauvais ; les positivistes et les libres penseurs l'ont reconnu ; mais s'ils en concluent que les principes sont inutiles à la morale, ils ne sont pas près d'avoir une morale.

En attendant, ils s'essayaient à la pratiquer. Ils fondent des sociétés pour l'« *Action morale* ». Ils écrivent des brochures sur le « Devoir présent » ; ils parlent, et très éloquemment, du respect de soi et du respect des autres, de dévouement, de sacrifice, de générosité, de solidarité ; le mot de *charité* leur paraît trop clérical, ils le remplacent par celui de « d'altruisme ». Ils ont des commentaires laïques du mot évangélique : « Aimez-vous les uns les autres » qui ressemblent, de loin, à ceux des Pères de l'Eglise et de ses enfants. Ils ont de petites chapelles, où l'on chante, à défaut de *Credo*, des cantiques appelés « cantiques de la vie intérieure », dont la musique est très remarquable et dont l'effet psychologique doit l'être aussi, à ce qu'ils disent. Et j'admets volontiers que cet effet doit être d'un ordre plus relevé que celui des chansons du Chat Noir !

Telle qu'elle est, avec ses illogismes et ses lacunes, cette Morale est un hommage au Christianisme.

Il l'est comme le sont encore les œuvres de certains historiens, qui, étant allés chercher dans le passé des arguments contre l'Eglise, y ont trouvé et en ont tiré la glorification de ses bienfaits sociaux ; il l'est comme le sont aussi les actes ou plutôt les intentions de certains hommes d'Etat, qui... mais ne parlons pas politique ; le sujet est dangereux, quoique banal.

* * *

III^e Arrivons vite à une dernière manifestation de l'Esprit nouveau, qui d'ailleurs reflète et résume toutes les autres : la manifestation littéraire.

Elle se trouve d'abord dans le nombre considérable d'œuvres, appartenant à toutes les formes de la littérature esthétique, particulièrement à la forme dramatique, dont le sujet est emprunté à nos Livres Saints ; dans le nombre plus considérable encore d'œuvres, dont le sujet est laïque, mais dont l'esprit est tout pénétré de respect et de sympathie pour cette religion du mystère, devant laquelle s'inclinent les sciences naturelles et philosophiques, — pour cette religion

de la charité et du sacrifice, à laquelle les réformateurs de la société empruntent leur morale, — pour cette religion des saints et des pontifes, à laquelle l'histoire rend justice et la politique demande des services. On pourrait faire une longue bibliographie de ces œuvres, mais il est entendu qu'aujourd'hui nous n'avons pas à *compter* des livres, pas même à les *peser* ; nous avons à compter et à apprécier les mouvements et variations d'idées dont ils sont le signe et l'expression.

Les mouvements et changements de direction des idées littéraires ont été, depuis le commencement de ce siècle, assez nombreux ; on peut en compter cinq, au moins ! La littérature est chose mobile ! Elle a eu cinq « phases », dont la première avait été celle de l'individualisme romantique et lamartinien. Cet individualisme est, depuis longtemps déjà, démodé et rococo, et ce n'est pas celui de M. Maurice Barrès, le propagateur de « la Culture du Moi », qui lui rendra la vogue.

La seconde phase, qui dura peu, qui ne fut pas très glorieuse, quoique Lamartine en ait été un des héros, et dont la fin fut précipitée par les circonstances et des motifs aussi peu littéraires que possible, ce fut celle du socialisme humanitaire et saint-simonien. — Sous les coups de plat de sabre des uns et sous les sifflets des autres, la littérature se retira dignement dans sa tour d'ivoire, loin de la foule, dans l'art pur, l'art impassible et désintéressé des conflits sociaux. Ce fut la phase du dilettantisme parnassien, la troisième. — Il y en eut une quatrième, celle du Naturalisme, où elle sortit de sa tour d'ivoire et revint à la foule, non pour en partager, ou en diriger, ou en élever les sentiments et la vie, mais pour les étudier et les dépeindre avec le même tranquille, implacable et impassible désintéressement. C'était encore de l'art pour l'art, de belles études sur les plaies morales de l'humanité faites « pour rien, pour le plaisir », pour montrer la pénétration et l'habileté de l'artiste, — de « belles dissections » auxquelles on invitait les amis des lettres, comme Thomas Diafoirus invitait Marianne à venir voir disséquer un cadavre, pour la distraire après déjeuner.

Nous avons changé tout cela. Cette curiosité froide s'est changée en sympathie ; les impassibles sont devenus des compatissants et des tendres, professant et pratiquant ce que l'un d'eux a appelé « la religion de la souffrance humaine », attentifs et pitoyables à toutes les

misères, celles de l'âme et celles du corps, celles des travailleurs et celles des oisifs. La littérature s'est penchée sur les maux de l'humanité avec un regard attendri et doux, qui est presque celui d'une sœur de charité, et elle les raconte avec un accent qui rappelle celui des *voceratrices* corses, chargées d'exprimer le deuil de toute une famille. On entend bien, çà et là, quelques notes douteuses qui inquiètent sur la sincérité de ces gémissements et qui donnent à ce *planctus* douloureux ce qu'on appelé « de vagues airs de complainte. » Est-ce que nous serions revenus à la *sensibilité* déclamatoire et charlatanesque du temps de Jean-Jacques Rousseau, aux élégies sentimentales et lunaires de Mme Loïsa Puget, aux saules pleurards qui ont poussé sur les bords du *Lac* de Lamartine ou à l'ombre des *Nuits* de Musset ? Ce n'est pas certain. Dans tous les cas, si les résultats se ressemblent par quelques endroits, la cause est bien différente. La sensibilité du dix-huitième siècle provenait d'une philosophie optimiste sur l'homme et la nature, déformées et victimées par la société : on s'attendrissait sur la victime, mais cet attendrissement était tout pénétré et comme égayé d'espérances et d'illusions. L'élégie romantique provenait des déceptions de la victime après « sa délivrance », après la Révolution. Le moi individuel, contenu autrefois par la forte discipline politique, morale et littéraire de l'ancien régime, lâché maintenant dans la pleine liberté du nouveau, s'apercevait que la liberté ne fait pas le bonheur, et s'étonnait et pleurait. Il y avait très peu de philosophie, mais beaucoup d'enfantillage et d'égoïsme dans ces étonnements plaintifs. Dans la tristesse actuelle, au contraire, il y a moins d'égoïsme, puisqu'elle se dit « altruiste » — et c'est ce qui la différencie de la mélancolie romantique, — et il y a une philosophie pessimiste, ce qui la différencie de la sensiblerie des philosophes de la bonne nature. La vie est mauvaise en soi, proclame une élite d'« altruistes » ; vivre, dit-elle, c'est souffrir ! Pour ne pas souffrir, il faut être à la fois et en même temps extraordinairement heureux et extraordinairement idiot ; et malheureusement les deux choses sont rares, même la seconde — car tout homme pense plus ou moins ; or la pensée est le poison dont l'homme meurt et dont mourra la société future. La vie n'est bonne que pour ceux qui ont le minimum de la pensée et de la réflexion, pour l'enfant qu'un jouet distrait, pour le sauvage qu'un bon repas console de dix mois de faim, pour « tous les êtres simples qui jouissent sans s'acharner

à comprendre ». « Les intellectuels, eux, ne se voient jamais libérés du malheur. » L'homme qui pense est un animal voué à la douleur. Et j'ai dit aux vers de la terre : Quel dommage que vous ne soyez pas mes frères et mes sœurs ! etc., etc., etc.

Voilà la « dernière phase » de la littérature. Encore une fois nous n'avons pas à dire si ces nouveaux airs de la vieille guitare, mêlés d'ailleurs, comme vous savez, à des airs plus gais et trop gais, sont toujours justes et toujours sincères ; si ces « altruistes » et ces « pessimistes » ne sont pas parfois de simples « artistes » ou même des fumistes, s'ils ne sont pas surtout ce que les écrivains français ont été trop souvent, c'est-à-dire des écoliers dociles à toutes les influences exotiques et qui, ayant été autrefois imitateurs des Italiens et des Espagnols, des Anglais et des Allemands, le sont, à cette heure, des Russes, des Scandinaves et des Norvégiens. C'est peut-être en effet aux œuvres des Dostoïevsky, des Tolstoï, des Ibsen, des Bjørnson, que nous devons le pessimisme, le mysticisme et l'évangélisme actuels d'une certaine littérature. Quoi qu'il en soit des causes (et peut-être faut-il admettre que les causes sont multiples et qu'il y en a de purement livresques), le résultat est certain. Ajoutons qu'il a pour lui le succès et un succès durable. Le public goûte et applaudit ces prédicateurs laïques, et sans trop regarder à leur orthodoxie, il leur est reconnaissant de leurs bonnes intentions. Il sait gré à la littérature de s'occuper un peu de lui et de songer à faire du bien, tout en continuant à « faire la roue ».

D'autant que parmi ces lettrés il s'en rencontre, et non des moindres, qui ne s'en tiennent pas seulement aux paroles. Le génial Tolstoï, par exemple, ne se contente pas d'exprimer dans ses livres le sentiment de la solidarité, il le fait passer dans sa vie. Il pousse l'amour des pauvres et des petits jusqu'à se faire petit et pauvre lui-même. Un jour, il va s'offrir comme berger à ses propres fermiers, — lesquels d'ailleurs s'empressent de le refuser, estimant que « le sentiment de la solidarité humaine » ne remplace pas toujours la compétence et que chacun doit faire son métier, pour que « les vaches soient bien gardées ».

Je sais bien que Tolstoï est une exception, et qu'au surplus il est Russe : et cependant le tolstoïsme, même le tolstoïsme pratique, est déjà naturalisé Français. Oui, Messieurs, chez nous, en France, les littérateurs se font, non pas encore bergers, mais pasteurs d'âmes. Et

quelques-uns poussent l'amour de la morale qu'ils prêchent jusqu'à vouloir la pratiquer eux mêmes. C'est grave ! très grave ! — tellement grave, ... qu'il est inutile d'ajouter un mot de plus. Vous voilà convaincus désormais que, décidément, « il y a quelque chose dans l'air ! »

Ce qu'il y a, c'est une réaction de l'idéalisme religieux contre les prétentions et les empiètements du positivisme scientifique ; cette réaction se manifeste dans la science par la reconnaissance officielle des droits de la raison pure, et la renonciation non moins officielle au droit que s'étaient arrogé certains savants de diriger ou de supprimer la conscience ; -- dans la philosophie, par le réveil du spiritualisme ; — dans la morale, par le retour aux préceptes évangéliques de charité et de sacrifice ; — dans l'histoire et la politique, par des hommages solennels rendus à l'influence du Christianisme ; — dans la littérature, par l'expression de tous ces nouveaux sentiments des politiques, des moralistes, des philosophes et des savants, et par l'abandon de la superbe et de l'égoïsme qui faisaient le fond des plus récentes théories de l'art.

V

Cette réaction, quel en sera le résultat final ? Le Néo-Christianisme aboutira-t-il au vrai Christianisme, — au Christianisme catholique et romain, lequel, d'ailleurs, est toujours nouveau, peut-être parce qu'il est toujours ancien, et doit peut-être à la fixité de ses doctrines l'inépuisable fécondité de ses ressources et sa merveilleuse puissance d'adaptation à tous les besoins de l'humanité ?

Vous n'attendez pas, Messieurs, ou plutôt vous ne craignez pas que j'essaie de répondre à cette question. Je la mets dans ce Rapport, parce qu'elle est dans tous les esprits, et aussi parce qu'elle a trouvé des gens qui n'ont pas hésité, eux, à y répondre.

Le rôle de prophète est tentant, bien qu'il demande des lumières qui manquent souvent aux plus instruits, ou un courage qui manque aussi parfois aux plus ignorants. J'en sais donc de ces intrépides prophètes qui savent au juste ce que le Néo-Christianisme sera demain, bien qu'ils ne soient pas très bien informés de ce qu'il est aujourd'hui. Seulement, ils ne sont pas d'accord entre eux. Les uns

y voient le gage assuré d'une renaissance religieuse prochaine, affirmant que l'Eglise va refleurir, « plus riante et plus belle », et s'écriant déjà :

Quelle Jérusalem nouvelle
Sort du fond du désert brillante de clartés ?
D'où lui viennent de tous côtés
Ces enfants qu'en son sein elle n'a pas portés ?

Ceux-là ce sont les prophètes *Tant-Mieux*. Mais d'autres sont loin de partager cet optimisme, qu'ils attribuent à la pire des illusions, à une vraie duperie. Persuadés que les demi-vérités ne conduisent jamais qu'à l'erreur totale, ils pronostiquent d'abord l'échec prochain de ses tentatives de morale semi-évangélique et de philosophie semi-spiritualiste ; ils prophétisent ensuite que cet échec aura les plus terribles conséquences, qu'il amènera toute une série de contre-réactions, la réaction du matérialisme contre la réaction timide et insuffisante de l'idéalisme, la réaction du sensualisme, d'un sensualisme franc, contre le mysticisme évangélique et le sensualisme hypocrite de certains artistes, la réaction de l'égoïsme le plus brutal et le plus féroce contre les essais pacifiques et idylliques de « l'altruisme ». Ce sera, disent-ils, comme à la fin du siècle dernier, l'idéalisme du vicaire Savoyard, avant le culte de la déesse Raison, le sentimentalisme des philosophes avant la guillotine des Jacobins, les attendrissements en faveur des nègres, avant le massacre des blancs, — l'idylle précédant et préparant la Terreur ! »

Entre ces prophètes Tant-Pis et ces prophètes Tant-Mieux, auxquels donner la préférence ? Ni aux uns ni aux autres, peut-être. C'est du moins l'avis de certains chrétiens autorisés et sûrs, de mattres dont la clairvoyance ne prétend pas à la divination et que l'esprit prophétique n'a jamais visités ; en revanche, le bon sens ne les a jamais quittés, à ma connaissance. Je suis donc allé les consulter et voici ce qu'ils m'ont dit ou suggéré :

Il est incontestable que la réaction dite néo-chrétienne est insuffisamment chrétienne ; mais pour être sûr de ce qu'elle deviendra, il faudrait d'abord la laisser durer, la laisser affirmer et affermir sa direction. Sa marche est incertaine et elle est lente, comme celle de tout ce qui commence, comme celle de toutes les idées nouvelles. « Les idées voyagent à petites journées », disait Voltaire, et depuis lui, et malgré l'invention des chemins de fer, elles ne voya-

gent pas plus vite. On ne peut pas savoir ni quand ni où elles arriveront. On le peut d'autant moins que le mouvement d'idées que représente le Néo-Christianisme n'est pas dirigé par des principes sûrs et logiques. Il est l'illogisme et la contradiction mêmes, nous l'avons vu, dans son point de départ ; comment la logique pourrait-elle prévoir son point d'arrivée ? S'il y a des probabilités pour qu'il s'égare et verse dans l'absurde, il y a des chances pour qu'il rencontre le vrai chemin et aboutisse à la vérité. Il n'est pas téméraire de l'espérer. Il est permis d'en douter. Ce qui serait téméraire, ce serait de proclamer trop haut et trop vite nos espérances ; ce qui serait dangereux, ce serait, pour légitimer nos espérances et en avancer la réalisation, de nous montrer trop accommodants sur nos croyances, de sacrifier quelque chose de l'intégrité de notre foi ; ce serait d'abaisser et de supprimer les barrières qui défendent le troupeau des fidèles contre les loups ravisseurs, pour faire rentrer plus vite au bercail les brebis qui en sont sorties. — Mais ce qui serait dangereux aussi, ce serait de nous montrer des logiciens implacables, féroces, exclusivement préoccupés de la victoire de la vérité théorique, et oublieux du salut de nos frères, faisant tomber dans l'absurde ceux qui y penchent, refoulant dans le matérialisme ceux qui n'en peuvent encore sortir qu'à demi, décourageant les bonnes volontés qui s'agitent, éteignant la mèche qui se rallume. Paix et bénédiction à ces bonnes volontés, qui aboutiront, si Dieu le veut, qui échoueront, s'il le permet, mais qui, dans les deux cas, contribueront à l'honneur de l'Eglise. Si elles échouent, elles prouveront qu'on ne peut pas arriver à la vérité intégrale par des demi-vérités, qu'on ne peut pas pratiquer le bien sans croire au vrai. Et ce sera là un gain pour l'*Eglise-vérité*. Si elles réussissent, le gain sera pour l'*Eglise-mère*, car le vrai ne tardera pas à pénétrer les âmes bonnes et fidèles au bien. Si les martyrs furent jadis la semence des chrétiens, les honnêtes gens d'aujourd'hui le seront aussi. Laissez les associés de l'« Union pour l'action morale » travailler à augmenter le nombre des honnêtes gens ; ils travaillent pour nous ; ils préparent par la vertu à la vérité ; ils rendent l'âme contemporaine digne de recevoir son Dieu. Laissez-les préparer à Dieu son temple ; il saura bien, Lui, quand il lui plaira, y faire sa rentrée !

PLAN
D'UNE
BIBLIOGRAPHIE DE JEANNE D'ARC

Par P.-L. D'ARC

MESSIEURS,

En 1875, la *Société bibliographique*, désireuse de s'associer au mouvement qui portait déjà les esprits et les cœurs vers Jeanne d'Arc, déposait, aux pieds de l'héroïque vierge de France, l'hommage de l'un des prix qu'elle venait d'instituer pour encourager les érudits de la France et de l'étranger, à faire profiter de leurs labeurs la science qu'elle cultivait depuis déjà huit années et leur proposait le sujet suivant :

« Faire le catalogue raisonné de tous les documents relatifs à
» Jeanne d'Arc considérée sous tous les aspects. Ce catalogue doit
» comprendre les imprimés, les manuscrits et les monuments figurés de tous genres : livres, brochures, parties ou passages de
» livres et brochures, articles de revues et de journaux, anciennes
» chroniques, actes officiels ou juridiques, extraits, lettres, pièces de
» théâtre, etc., peinture, sculpture, sceaux, médailles ; l'indication
» de chaque document devra être, autant que possible, accompagnée
» de quelques lignes qui en préciseront la valeur. Il importerait
» aussi d'en indiquer exactement la provenance et la généalogie. Le
» prix est de la valeur de mille francs. Les manuscrits devront être
» remis au siège de la Société bibliographique, boulevard Saint-Germain, avant le 1^{er} avril 1877 ».

Nous ne savons si l'étendue de ce cadre — qui comprend, comme vous le voyez, Messieurs, outre la bibliographie, l'étude, considérable elle aussi, des monuments et des œuvres d'art — les difficultés des recherches, ou le peu de temps donné pour effectuer ce travail,

effrayèrent les concurrents, ou nuisirent à la perfection des mémoires présentées, toujours est-il que le prix ne fut pas décerné.

Quoique bien jeune encore, m'occupant déjà avec ardeur de cette période de notre histoire, sur laquelle je continuais ma collection de famille, désappointé moi aussi dans mon attente, je nourris, dès lors, le projet d'exécuter moi-même, quelque jour, le plan proposé par votre Société, utilisant à cette fin, et en guise de passe-temps, les loisirs que me laissaient mes études juridiques et mes travaux professionnels.

En 1886 paraissait, chez Techener, un premier essai de 259 p. in-8°, bien incomplet et bien imparfait encore. Son plus grand défaut, à notre avis, et nous avons imité en cela toutes les bibliographies connues, était d'être fait par ordre alphabétique de noms d'auteurs ; enfin le cadre dans lequel nous avions dû nous limiter pour sa publication préalable dans le *Bulletin du bibliophile* nous avait forcé à laisser de côté beaucoup de choses pourtant intéressantes. Tel quel, cependant, cet essai, tiré à petit nombre d'exemplaires, rapidement épuisés, fut accueilli avec faveur et nous valut les bienveillantes éloges des hommes compétents. Ces encouragements précieux nous engagèrent à étendre et à approfondir notre travail et c'est ainsi que — coïncidence précieuse — le 27 janvier de l'année dernière, le jour même où la voix du Souverain-Pontife proclamait Jeanne d'Arc vénérable, nous signions le bon à tirer de la dernière feuille du *Livre d'or de Jeanne d'Arc, Bibliographie raisonnée et analytique des ouvrages relatifs à Jeanne d'Arc, catalogue méthodique, descriptif et critique des principales études historiques, littéraires et artistiques, consacrées à la Pucelle d'Orléans depuis le XV^e siècle jusqu'à nos jours*. Paris, Techener, 1894, in-4° de xxviii-1007 p. et 160 gravures.

Cet ouvrage paraissait à son heure, puisque le décret d'introduction de la cause de notre nouvelle Vénérable clôturait, pour ainsi dire, le premier cycle de l'héroïne et inaugurerait pour elle une ère nouvelle, celle de la sainteté.

Je crois donc entrer dans les vues de votre Société et répondre à son vœu en vous entretenant de la *Bibliographie de Jeanne d'Arc*, en vous faisant jeter un coup d'œil général et d'ensemble sur les productions dont la Pucelle a été l'objet, en vous montrant enfin comment j'ai compris et comment j'ai exécuté le projet dont l'idée première m'avait été suggérée par la Société Bibliographique. En ce

faisant, c'est un devoir de reconnaissance et un tribut de gratitude que je suis heureux de lui offrir.

A dire vrai, vous n'avez pas été les premiers, Messieurs, à remarquer le grand nombre d'études de tous genres dont a été le sujet Jeanne d'Arc, et à désirer les voir énumérer, cataloguer, analyser.

Dès 1839, un des hommes qui contribuèrent le plus à attirer l'attention publique sur l'héroïne, Vallet de Viriville, écrivait déjà : « C'est le privilège des grands hommes, de commencer réellement à vivre alors seulement qu'ils sont morts et de ressusciter, pour ainsi dire, après cette existence éphémère pour vivre d'une vie nouvelle qui ne s'éteint jamais. Il y a plus, cette vie dont ils sont animés, ils la répandent dans le monde des vivants, ils l'en inspirent et le fécondent.

» Parmi les gloires immortelles dont le berceau est une tombe, et dont le trépas ne fut que le baptême d'une éternelle jeunesse, est-il, au temple du souvenir, un rang plus élevé, une place plus belle que celle de l'humble vierge à qui la France doit aujourd'hui d'être la France ? Combien de productions intellectuelles, combien d'œuvres remarquables sa mémoire n'a-t-elle pas fait éclore ? »

Ce mouvement que constatait Vallet de Viriville, en estimant à 500 le nombre des auteurs qui s'étaient occupés avant 1839 de la Pucelle d'Orléans, n'a fait, depuis cette époque, que s'accroître et s'accélérer de plus en plus. Que dirait l'éminent érudit, le zélé admirateur de la grande Française, s'il pouvait voir que, depuis sa réflexion, les travaux sur ce sujet ont décuplé ? Mais n'en avait-il pas déjà le pressentiment ?

Chaque jour, la figure de Jeanne d'Arc, grâce aux études dont elle est, dans ce demi-siècle, l'objet, sort plus nette, plus resplendissante des voiles du passé pour monter sans cesse vers le zénith.

Jamais, en effet, on ne s'est tant occupé de celle dont le souvenir radieux brille d'un si vif éclat dans les fastes de notre vieille France chevaleresque ; jamais elle n'a été honorée d'un culte aussi passionné que dans ces dernières années, surtout depuis le décret d'introduction de la cause. A quel magnifique spectacle nous a-t-il alors été donné d'assister. Au printemps dernier, à la voix du Souverain-Pontife, la France secouée dans ses entrailles, des Alpes à l'Océan, des Pyrénées aux Vosges... et plus loin encore, en l'honneur de Jeanne,

et fêtant en grande pompe, jusque dans ses moindres hameaux, la divine envoyée. Je n'oublierai pas, et vous n'avez pas oublié, vous non plus, Messieurs, et vous en particulier, Montpelliérains, qui, grâce aux soins de votre évêque, l'un des plus chaleureux panégyristes de Jeanne, avez fait à la nouvelle Vénérable des fêtes dignes d'elle et de vous, nous n'oublierons pas, dis-je, ces mémorables journées de paix et d'union où la Patrie et la Religion se sont si étroitement embrassées.

Spectacle bien consolant pour nos cœurs de chrétiens et de Français, à l'époque de scepticisme et d'indifférence qui est la nôtre ! Gage précieux pour l'avenir !

Ces manifestations ont été le point de départ ou l'occasion d'une foule de productions de tous genres, littéraires ou artistiques, et on peut dire que l'année 1894 a été, de par Léon XIII, *l'année de Jeanne d'Arc* ; mouvement qui se continue, car il n'est pas de jour encore qui n'apporte une pierre de plus dans la construction de ce monument de gratitude, d'admiration, élevé par la France à sa libératrice.

Une des opérations les plus nécessaires et souvent des plus difficiles, à laquelle tout écrivain doit pourtant se livrer avant de prendre la plume, c'est de chercher les sources, les ouvrages déjà parus sur le sujet qui l'occupe, afin de connaître exactement l'état de la question. Plus celle-ci a été fouillée avant lui, plus cette recherche sera indispensable, mais plus aussi elle sera difficile à faire complète. Or, si on a écrit beaucoup, sur Jeanne d'Arc, si les ouvrages consacrés à cette magnifique épopée forment déjà à eux seuls une vraie bibliothèque, tant ils sont nombreux, aucune bibliographie sérieuse n'en avait encore été faite.

La *Bibliothèque historique* du P. Lelong (1), pillée par Lenglet Dufresnoy (2) et par Chaussard (3), remonte au milieu du XVIII^e siècle, à une époque où la science historique ne s'était pas encore

(1) *Bibliothèque historique de la France*, seconde édition, augmentée par Fèvre et de Fontette. Paris, Hérissant 1760-1778. 2 vol. in-fol., t. II, p. 178-195.

(2) *Histoire de Jeanne Darc, vierge, héroïne et martyre d'État*. Paris, Coutellier, 1753, 3 tomes in-12.

(3) *Jeanne d'Arc, recueil historique et complet*. Orléans, Darnault-Maurant, 1806, in-8.

occupée sérieusement de la Pucelle. D'ailleurs, peut-on attendre d'un auteur — quelque laborieux qu'il soit — opérant sur un champ d'études aussi vaste que l'histoire universelle, des recherches assez approfondies pour pouvoir être complètes ? La parole du baron de Reiffenberg ne devient-elle pas chaque jour plus vraie : « La multiplication croissante du papier noirci a donné naissance à une science particulière, la bibliographie, dont le domaine est si vaste qu'on a été obligé de le diviser pour être en état de le mesurer. Règle générale : Il ne peut réellement y avoir d'utile et de complet que les bibliographies spéciales (1). » « Rien de plus incomplet, rien de plus inutile, rien de plus absurde — ajoutait à son tour Oettinger — qu'une soi-disant bibliographie générale. Celui qui sait apprécier toutes les difficultés et les obstacles parfois insurmontables qu'on rencontre pour remuer l'énorme masse de matériaux qu'embrasse une spécialité bibliographique, comprendra aisément l'impossibilité d'une bibliographie universelle ! (2) » Aujourd'hui, devant le flot sans cesse montant des publications qui menace de nous submerger, ne faut-il pas appliquer cette parole même aux bibliographies universelles, et ne convient-il pas de spécialiser davantage ?

Le chanoine Ulysse Chevalier a terminé récemment sa bio-bibliographie générale (3), travail de bénédictin, qui est un ouvrage de premier ordre. Mais par le fait même que son domaine est très étendu, puisqu'elle s'occupe de tous les personnages depuis la création du monde, cette bibliographie générale perd un peu en profondeur, et on ne saurait légitimement lui demander autant qu'à une bibliographie spéciale consacrée à un seul personnage. Reconnaissons toutefois que le catalogue de M. Chevalier, dont le fascicule relatif à Jeanne d'Arc a été tiré à part (4), était ce que nous avions de plus complet depuis le travail publié par l'abbé Barthélemy en 1847 (5), dont l'ancienneté, les lacunes, les erreurs et les fautes d'impression, faisaient une œuvre notoirement insuffisante.

(1) *Messenger des Sciences et arts de Belgique*, t. IV p. 179.

(2) *Bibliographie biographique universelle*. Paris, Lacroix, 1866 ; préface, p. II.

(3) *Répertoire des sources historiques du Moyen-âge*. Paris, Société bibliographique 1880, gr. in-8, t. I, col. 1247-1255 et Supplément (1888), col. 2683-2686.

(4) *Jeanne d'Arc, biobibliographie*. Montbéliard, imprim. Hoffmann, 1878, in-16 de 19 p.

(5) *Histoire de Jeanne d'Arc, suivie de près de douze cents articles indiquant tout ce qui a été publié sur cette héroïne*. Paris, Dile-Roupe, 1847, 2 vol., in-8.

Si nous possédons bien des bibliographies d'auteurs, c'est-à-dire bien des catalogues relevant tous les ouvrages produits par le même écrivain, comme la *Bibliographie des œuvres de Voltaire*, par M. Bengesco, vous avez peut-être remarqué, Messieurs, combien étaient rares les biobibliographies spéciales, c'est-à-dire les catalogues des *études consacrées à un même personnage*. Dans les biobibliographies générales, celles d'Oettinger et de l'abbé Ulysse Chevalier par exemple, comme dans les notices bibliographiques des vies de personnages célèbres, l'ordre adopté, en général, quand il y a un ordre, est l'ordre alphabétique des noms d'auteurs ; est-il utile de vous montrer la défectuosité d'un pareil classement ? Rarement, nous voyons l'ordre chronologique ; mais jamais les œuvres énumérées ne sont divisées par ordre de matières, ce qui est pourtant le classement rationnel.

Tel a été notre but : *une biobibliographie raisonnée par ordre de matières*. Prenant chaque ouvrage, nous nous sommes posé les questions suivantes :

1° A quel genre appartient-il ?

2° Quel point de l'histoire de Jeanne traite-t-il ? Quelles questions élucide-t-il ?

3° (et subsidiairement) A quelle époque a-t-il été publié ?

Telles sont les trois considérations qui nous ont servi à le cataloguer : *son genre, son but, sa date*.

Toutefois, si tels sont les caractères qui ont été en principe la base de nos divisions, nous avons admis certaines exceptions ; nous avons fait rentrer dans la seconde section, celle des monographies, le plus grand nombre d'ouvrages possibles ; or, l'ordre que nous avons suivi pour classer ces études, est celui des diverses phases de la vie de l'héroïne ; commençant par sa naissance, son inspiration, sa nationalité provinciale, nous la suivrons dans les diverses localités qu'elle a traversées, dans son supplice et même, après sa mort, dans la postérité, dans l'œuvre de réhabilitation et de canonisation. Plutôt que de faire un seul chapitre pour tous les panégyriques, où qu'ils aient été prononcés, un autre pour les statues qui lui ont été élevées en cent localités différentes, un troisième pour les fêtes commémoratives qu'on célèbre en son honneur par toute la France, il nous a paru bon, au fur et à mesure que nous nous trouvions dans une contrée, d'y étudier le rôle qu'y joua Jeanne, et,

immédiatement, de voir les souvenirs qu'elle y a laissés, les monuments qui lui y ont été élevés, les fêtes qui lui y ont été offertes, etc... Cet ordre nous était imposé d'ailleurs par les ouvrages eux-mêmes. Car, dès qu'une statue est élevée à l'héroïne, une plaquette au moins est publiée qui, non seulement étudie l'œuvre d'art elle-même, mais encore rend compte des fêtes dont l'érection du monument a été l'occasion, reproduit les discours qui y furent prononcés, et fait le plus souvent le récit historique du passage de Jeanne dans la contrée. Si nous avons fait plusieurs chapitres séparés, le même ouvrage aurait dû figurer dans chacun d'eux. Tandis que, de la façon que nous avons établie, comme nous avons groupé ensemble tous les ouvrages relatifs au souvenir de la Pucelle dans la même contrée, on peut, d'un seul coup d'œil, se rendre compte des diverses manifestations qui eurent lieu en son honneur; d'ailleurs, pour chaque localité, nous avons conservé d'abord l'ordre des matières et ensuite l'ordre chronologique.

Au surplus, voici le détail de nos divisions :

Première Partie

JEANNE D'ARC DANS L'HISTOIRE

Section I. — Histoires générales

(c'est-à-dire de la vie de l'héroïne en son entier)

		NOMBRE DE NOTICES	
		au 7 janvier 1894	pendant l'année 1894
A	Collections de documents.	11	2
B	Chroniqueurs du XV ^e siècle	52	3
a	Chroniqueurs français		
b	— bourguignons		
c	— anglais, italiens, allemands.)		
C	Auteurs du XVI ^e siècle.	33	
D	— XVII ^e siècle	20	
E	— XVIII ^e siècle	51	
F	— XIX ^e siècle, historiens de Charles VII.	14	
G	Histoires de Jeanne d'Arc, savantes et critiques.	35	2
H	— — populaires	48	3
I	— — pour la jeunesse.	35	3
<i>A reporter.</i>		209	19

			<i>Report</i>	299	19
J	Histoires de Jeanne d'Arc,	Mythes et romans histori.		12	1
K	—	—	notices biographiq ^{es} .	155	14
L	—	—	conférences	7	2
M	—	—	histoires en images.	14	13
N	—	—	historiens anglais.	96	5
O	—	—	— allemands	54	1
P	—	—	— étrangers.	21	8
				667	62

Section II. — Monographies

(c'est-à-dire travaux sur des points de détail relatifs à
Jeanne d'Arc)

A	Orthographe du nom d'Arc et origine de la famille de la Pucelle	11	
B	Lieu de naissance, nationalité provinciale de Jeanne	27	4
C	Influences subies par Jeanne.	15	6
D	Inspiration ou hallucination ?	41	4
E	Étendue de la mission de la Pucelle	8	1
F	Domremy. — La maison et les souvenirs de Jeanne. — Pèlerinages, fêtes et monuments commémoratifs. — Notre-Dame de Bermont.	75	3
G	Vaucouleurs et son monument. — Neufchâteau et sa statue. — Toul. — Nancy, ses souve- nirs, fêtes et statues	22	6
H	Saint Nicolas. — Saint Urbain. — Sainte Cathe- rine de Fierbois.	6	
I	Chinon et ses monuments. — Tours	11	
J	Poitiers et sa statue	7	1
K	Chécy. — Saint Jean de Bray. — Orléans.	229	14
a	Généralités sur le siège d'Orléans		
b	Particularités du siège		
c	Compagnons d'armes de Jeanne d'Arc.		
d	Monuments de Jeanne à Orléans.		
e	Institution de la fête du 8 mai		
f	Célébration des fêtes du 8 mai		
g	Panégyrique du 8 mai.		
<i>A reporter.</i>		452	39

	<i>Report.</i>	452	39
L	Patay et Janville. — Campagne du sacre. — Lettres de Jeanne d'Arc. — Reims, souve- nirs, statues et fêtes	30	3
M	Paris, le siège. — Lagny-sur-Marne; — Melun. — Berry. — St-Pierre-le-Moutier. — Bour- bonnais.	19	3
N	Compiègne, prise de Jeanne, souvenirs. . .	11	2
O	Aisne. — Beaurevoir. — Le Crotoy. — Eu. .	15	2
P	Rouen, ses souvenirs, la prison de Jeanne, ses monuments et ses fêtes.	65	8
Q	Les deux procès de condamnation et de réha- bilitation	38	5
R	Réalité du supplice de Jeanne, la fausse Pucelle.	24	5
S	Bibliographie.	12	4
T	La famille de l'héroïne.	32	2
U	Jeanne d'Arc dans la postérité, son influence; fête nationale en son honneur.	43	7
V	Objets ayant appartenu à l'héroïne, reliques .	15	3
X	Jeanne d'Arc dans l'Église, sainteté et canoni- sation	35	94
Y	Études sur le milieu et sur le temps où vécut Jeanne	48	5
		<hr/> 849	<hr/> 184
	<i>Total.</i>	1516	246

Deuxième Partie

JEANNE D'ARC DANS LA POÉSIE, DANS LA MUSIQUE
ET AU THÉÂTRE

A	Poésie latine	18	1
B	Chroniques anciennes en vers	12	2
C	Complaintes	13	1
D	Poésies diverses.	208	29
E	Petits poèmes et récits en vers.	38	2
F	Poèmes épiques et héroïques	46	3
		<hr/> 333	<hr/> 40
	<i>A reporter.</i> . . .	333	40

	<i>Report.</i>	335	40
G	Drames en vers : <i>a</i> français ; <i>b</i> étrangers . .	160	16
H	Drames en prose.	45	4
I	Opéras	21	2
J	Poèmes lyriques et symphonies	18	5
K	Cantates, hymnes, morceaux divers	108	48
L	Pantomimes et ballets.	10	4
M	Pièces ayant peu de rapport avec Jeanne d'Arc.	5	
		<hr/> 702	<hr/> 109

Appendice

A	Iconographie	36	8
B	Revue	3	1
C	Almanachs et éphémérides	5	1
D	Ouvrages où il n'est pas parlé de Jeanne d'Arc en dépit du titre.	7	»
		<hr/> 51	<hr/> 10
<i>Total général.</i>		<hr/> 2269	<hr/> 365
<hr/> 2634			

Deux mille six cent trente-quatre ouvrages différents consacrés à Jeanne d'Arc, n'est-ce pas là un chiffre respectable, et y a-t-il beaucoup de héros sur lesquels on ait tant écrit ? Ce dénombrement, bien que considérable, était encore possible hier, mais l'eût-il été demain, le mouvement d'enthousiasme signalé s'étant accentué de plus en plus à la voix du Souverain Pontife et prenant, comme vous pouvez en juger par le chiffre des publications parues au cours de l'année écoulée, des proportions que décuplera — prochainement, comme tout nous le fait prévoir et espérer — le décret définitif de canonisation.

Nous nous sommes bornés aux livres imprimés consacrés exclusivement ou en majeure partie à Jeanne d'Arc; ce n'est qu'accessoirement que nous avons cité les articles de revues et de journaux, les histoires générales, les biographies universelles, les notices de dictionnaires, et seulement quand ils offraient quelque chose de nouveau,

d'intéressant, d'important, sans chercher à être complet sur ce point, mais désireux d'écarter ce qui était trop banal.

Pour la facilité des recherches et des citations, nous avons numéroté les ouvrages, les ouvrages différents seulement; nous avons même parfois groupé les études d'importance secondaire qui se complétaient. Il nous a paru inutile de développer ce numérotage outre mesure; c'est pourquoi nous ne sommes arrivés qu'au chiffre de 2634, alors que nous eussions pu facilement dépasser le nombre de quatre mille, si nous avions numéroté distinctement les diverses éditions de ces ouvrages, et atteindre même un nombre quadruple d'articles en relevant séparément les comptes-rendus que nous n'avons fait qu'indiquer le plus succinctement possible à la suite de chaque ouvrage, sous le même numéro, et les diverses publications auxquelles nous avons renvoyé accessoirement.

Bien que notre catalogue soit destiné surtout aux personnes qui s'occupent de Jeanne d'Arc, nous avons guidé le choix des lecteurs moins éclairés en plaçant une croix devant les ouvrages capitaux et un astérisque devant ceux qui étaient importants en chaque genre.

Enfin, une table des noms d'auteurs permet de retrouver les études émanées de la même plume, disséminées forcément dans le volume à raison de leur diversité.

Nous avons fait suivre chaque ouvrage du numéro qu'il porte à la *Bibliothèque nationale*, quand il s'y trouve, de façon à permettre aux chercheurs de se le procurer facilement, sans avoir besoin de recourir aux catalogues de la Nationale, ce qui est toujours un peu long, étant donné leur nombre, et ce qui exige certaines connaissances bibliographiques, une familiarité avec les divisions du catalogue qui ne saurait s'acquérir que par l'expérience.

Evidemment, dans cette longue énumération, tout est loin d'être chef-d'œuvre: on y trouve du bon, mais aussi du médiocre, parfois même du mauvais.

Sunt bona, sunt quædam mediocria, sunt mala plura,

comme dit Martial. Mais, voulant mesurer l'admiration excitée par la sainte héroïne, nous avons tenu à tout citer dans ce relevé, qui forme dès lors, pour ainsi dire, LE LIVRE D'OR DE JEANNE D'ARC.

Bien des œuvres parmi les plus médiocres ne sont telles que par

l'insuffisance d'exécution ; combien furent entreprises avec l'intention louable de contribuer à l'éclat de cette belle figure ? Que cette intention leur soit comptée ! Tirés de *l'oubli*, que les noms de ces auteurs, *oubliés* ou *inconnus*, et pour cause, figurent dans cette gerbe, à côté de nos meilleurs historiens, de nos grands poètes, de nos artistes les plus célèbres ; Jeanne, par ce rapprochement, leur paye une dette de reconnaissance.

Mais si nous trouvons, dans notre revue, du médiocre, il nous est agréable de constater que nous trouverons bien peu de l'hostile ; que les œuvres, inspirées par la mauvaise foi ou la folie, dans lesquelles le caractère de notre héroïne est méconnu ou parodié, sont relativement rares. Nous les avons citées cependant, obéissant en cela à notre devoir de bibliographe, ne serait-ce que pour montrer leur petit nombre. Le concert unanime de louanges où on n'entend que apologistes convaincus et panégyristes ardents, n'est-il pas un témoignage qui mérite d'être mis en pleine lumière ? Nul personnage, dans aucune histoire, le plus célèbre fût-il, n'a donné lieu à autant d'écrits, n'a suscité autant de travaux, n'a été l'objet d'autant d'études. Aucun n'a excité tant d'admiration, tant d'enthousiasme ni de foi ! Le nombre des détracteurs de Jeanne est si infime, qu'on peut dire qu'elle n'a eu que des apologistes. Il faut bien reconnaître que, si, après la mort de Jeanne, on l'a presque partout regardée et honorée comme une sainte, la France a été à son égard quelque peu oublieuse au XVI^e et au XVII^e siècles, ingrate même au XVIII^e. L'héroïne méritait sans doute mieux, et des souverains, qui lui devaient le plus beau sceptre du monde, et du peuple français, qui lui doit la plus belle des patries. Mais quelle réparation publique, solennelle, universelle ! C'est la gloire de notre siècle de l'avoir entreprise et c'est la joie de tous les vrais Français de concourir à cette éclatante réparation.

Jeanne a reparu au ciel de la patrie comme l'étoile de l'espérance, et nous la regardons avec amour, et nous la saluons avec allégresse, et le génie national lui rend hommage par toutes les voix. A son nom et devant elle, tous les partis désarment et s'unissent dans le même transport d'enthousiasme ; la grande Française, saluée par un peuple entier, unanimement respectée, vénérée, invoquée, est lavée de ces rares injures qui ne montent pas jusqu'à elle. Cet entraîne-

ment honore l'héroïne qui en est l'objet et la nation qui s'y associe dans d'aussi larges proportions ; si ces nombreuses couronnes amoncelées aux pieds de Jeanne d'Arc sont à sa gloire, elles sont aussi à l'éloge des admirateurs qui les lui ont tressées, et pouvons-nous, les mesurant du regard, dire : « Le pays qui professe une si grande reconnaissance pour ses grands hommes, un tel culte pour ses héros, une pareille vénération pour ses saints, est un grand pays, auquel on se sent fier d'appartenir ! »

Aussi, si nous avons eu à inscrire une dédicace en tête de notre ouvrage, l'eussions-nous formulée :

A la plus honorée des femmes

Jeanne la Pucelle,

A l'honneur de la France reconnaissante !

Notre culte filial a voulu mesurer ce monument de réhabilitation et d'expiation qui, construit par mille mains pieuses, par mille cœurs enthousiastes, a élevé Jeanne jusqu'aux Cieux, à une hauteur d'où, visible pour tous, elle rayonne comme la plus pure de nos gloires nationales !

UN CURÉ DE CAMPAGNE ARCHÉOLOGUE

(L'ABBÉ LÉON VINAS)

Par le Comte DE LANSADE-JONQUIÈRES

En faisant coïncider la clôture de son Congrès annuel avec la date du XI^e centenaire de la fondation du monastère de Saint-Benoît d'Aniane, la Société Bibliographique rend un hommage spécial à ces bénédictins qui étaient, eux aussi, et d'une manière complète, sans concurrents, la Société Bibliographique d'alors. C'est eux, en effet, et eux seuls, qui, à ces époques de trouble et d'ignorance du moyen-âge, ont rempli d'une façon magistrale le programme de cette Société et lui ont tracé la voie qu'elle suit avec persévérance et succès.

Mais à cet hommage bien mérité que nous rendons à ces hommes d'étude et de sainteté, à ces chercheurs, à ces conservateurs des sciences, qui s'appellent Benoît, Guilhem et tant d'autres, pourquoi ne joindrions-nous pas un souvenir pour l'humble prêtre de campagne qui, dans notre région, a peut-être le plus contribué à faire connaître les monuments qu'ils nous ont laissés ? Je veux parler de l'abbé Léon Vinas, ancien curé de Montferrier, de Saint-Guilhem et de Jonquières.

Ce n'est pas sa vie que je veux vous faire connaître, vie des plus modestes d'ailleurs. Au surplus, je sortirais peut-être du cadre tracé par les organisateurs du Congrès. Je voudrais seulement faire passer devant vous un aperçu de ses nombreux travaux, qui, quelquefois, de peu d'importance en eux-mêmes, le plus souvent d'une portée considérable pour l'histoire de notre région, renferment, même ceux qui ont l'apparence la plus humble, une somme de recherches approfondies, de connaissances étendues et d'amour de la vérité qu'on rencontre rarement ailleurs.

Sans m'attacher à l'ordre chronologique suivant lequel ses divers

ouvrages ont paru, je les examinerai tour à tour en commençant par le plus important, qui est intitulé : *Visite rétrospective à Saint-Guilhem-du-Désert*. C'est un guide, c'est une histoire, c'est une étude critique. Pour celui qui veut visiter Saint-Guilhem d'une manière complète, cet ouvrage est indispensable. Il faut l'avoir lu avant, le lire pendant, le relire après la visite à Saint-Guilhem.

L'abbé Léon Vinas décrit même la route qui conduit au village, dans sa partie la plus pittoresque. Ensuite, il nous montre dans tous ses détails son église romane avec la description et l'historique de son trésor des reliques. Après l'église, il nous conduit au cloître et au couvent, et là, il place naturellement l'histoire de la fondation de l'abbaye, les premières possessions du monastère, les donations qui lui ont été faites de diverses églises, soit dans la région, soit dans des diocèses plus éloignés, tels que ceux d'Agde, de Maguelone, de Béziers, de Nîmes et de Rodez.

En cicerone parfait, il agrmente son récit de quelques faits curieux détachés de l'histoire de Saint-Guilhem ; il cite les bulles des Papes et les diplômes des rois en faveur de Gellone.

Conduisant le visiteur à travers les ruines pleines de souvenirs, il le fait vivre un instant de la vie du bénédictin, en lui décrivant tous les exercices et les observances des religieux pendant le jour et pendant la nuit.

Il lui fait ensuite remarquer que, pour un œil exercé, ces ruines dénotent des constructions d'âges très différents. A quoi attribuer ces diverses constructions ? Il nous l'explique en nous montrant le monastère envahi par les calvinistes, saccagé ainsi que l'église, et, à la suite de ces malheurs, la vie monastique presque abandonnée par les moines, et les lieux réguliers, tels que le réfectoire, les dortoirs-le cloître, le chapitre, tout allant en dépérissant faute de réparation.

Le couvent ne se relève réellement de ses ruines que par l'introduction de la réforme de la congrégation de Saint-Maur, en 1644, et reste florissant sous le gouvernement de ses abbés, jusqu'à sa réunion à l'évêché de Lodève, en 1783. « Alors, dit l'abbé Vinas, commença l'agonie de la célèbre abbaye et de l'antique monastère de Gellone, dont le glas funèbre sonna quelques années plus tard. » Ce glas, hélas ! sonnait alors sur toute notre malheureuse France. C'était la Révolution.

La *Visite rétrospective à Saint-Guilhem-du-Désert* se termine par

UN CURÉ DE CAMPAGNE ARCHÉOLOGUE

(L'ABBÉ LÉON VINAS)

Par le Comte DE LANSADE-JONQUIÈRES

En faisant coïncider la clôture de son Congrès annuel avec la date du XI^e centenaire de la fondation du monastère de Saint-Benoît d'Aniane, la Société Bibliographique rend un hommage spécial à ces bénédictins qui étaient, eux aussi, et d'une manière complète, sans concurrents, la Société Bibliographique d'alors. C'est eux, en effet, et eux seuls, qui, à ces époques de trouble et d'ignorance du moyen-âge, ont rempli d'une façon magistrale le programme de cette Société et lui ont tracé la voie qu'elle suit avec persévérance et succès.

Mais à cet hommage bien mérité que nous rendons à ces hommes d'étude et de sainteté, à ces chercheurs, à ces conservateurs des sciences, qui s'appellent Benoît, Guilhem et tant d'autres, pourquoi ne joindrions-nous pas un souvenir pour l'humble prêtre de campagne qui, dans notre région, a peut-être le plus contribué à faire connaître les monuments qu'ils nous ont laissés ? Je veux parler de l'abbé Léon Vinas, ancien curé de Montferrier, de Saint-Guilhem et de Jonquières.

Ce n'est pas sa vie que je veux vous faire connaître, vie des plus modestes d'ailleurs. Au surplus, je sortirais peut-être du cadre tracé par les organisateurs du Congrès. Je voudrais seulement faire passer devant vous un aperçu de ses nombreux travaux, qui, quelquefois, de peu d'importance en eux-mêmes, le plus souvent d'une portée considérable pour l'histoire de notre région, renferment, même ceux qui ont l'apparence la plus humble, une somme de recherches approfondies, de connaissances étendues et d'amour de la vérité qu'on rencontre rarement ailleurs.

Sans m'attacher à l'ordre chronologique suivant lequel ses divers

ouvrages ont paru, je les examinerai tour à tour en commençant par le plus important, qui est intitulé : *Visite rétrospective à Saint-Guilhem-du-Désert*. C'est un guide, c'est une histoire, c'est une étude critique. Pour celui qui veut visiter Saint-Guilhem d'une manière complète, cet ouvrage est indispensable. Il faut l'avoir lu avant, le lire pendant, le relire après la visite à Saint-Guilhem.

L'abbé Léon Vinas décrit même la route qui conduit au village, dans sa partie la plus pittoresque. Ensuite, il nous montre dans tous ses détails son église romane avec la description et l'historique de son trésor des reliques. Après l'église, il nous conduit au cloître et au couvent, et là, il place naturellement l'histoire de la fondation de l'abbaye, les premières possessions du monastère, les donations qui lui ont été faites de diverses églises, soit dans la région, soit dans des diocèses plus éloignés, tels que ceux d'Agde, de Maguelone, de Béziers, de Nîmes et de Rodez.

En cicérone parfait, il agrmente son récit de quelques faits curieux détachés de l'histoire de Saint-Guilhem ; il cite les bulles des Papes et les diplômes des rois en faveur de Gellone.

Conduisant le visiteur à travers les ruines pleines de souvenirs, il le fait vivre un instant de la vie du bénédictin, en lui décrivant tous les exercices et les observances des religieux pendant le jour et pendant la nuit.

Il lui fait ensuite remarquer que, pour un œil exercé, ces ruines dénotent des constructions d'âges très différents. A quoi attribuer ces diverses constructions ? Il nous l'explique en nous montrant le monastère envahi par les calvinistes, saccagé ainsi que l'église, et, à la suite de ces malheurs, la vie monastique presque abandonnée par les moines, et les lieux réguliers, tels que le réfectoire, les dortoirs-le cloître, le chapitre, tout allant en dépérissant faute de réparation.

Le couvent ne se relève réellement de ses ruines que par l'introduction de la réforme de la congrégation de Saint-Maur, en 1644, et reste florissant sous le gouvernement de ses abbés, jusqu'à sa réunion à l'évêché de Lodève, en 1783. « Alors, dit l'abbé Vinas, commença l'agonie de la célèbre abbaye et de l'antique monastère de Gellone, dont le glas funèbre sonna quelques années plus tard. » Ce glas, hélas ! sonnait alors sur toute notre malheureuse France. C'était la Révolution.

La *Visite rétrospective à Saint-Guilhem-du-Désert* se termine par

une excursion aux environs de Gellone, pleine de narrations intéressantes et de descriptions imagées sur le château de Verdus, des dolmens, un menhir, et enfin l'antique chapelle de Notre-Dame-de-Plaisance.

Comme tout ouvrage d'histoire sérieux, celui-ci apporte en appendice les documents divers et pièces justificatives à l'appui de ses assertions. Ce sont d'abord les noms des abbés qui se sont succédé à Gellone, parmi lesquels nous trouvons les noms de plusieurs familles encore représentées dans notre région. Tels sont : Raymond de Cantobre, trois abbés de Roquefeuil, deux de Mostuéjols, dont un cardinal, Michel de la Roque, et enfin Jean-Gabriel de Benoist de la Prunarède et Antoine de Lastic. Il nous donne ensuite le catalogue des bénéfices et prieurés dépendant du monastère de Gellone et une foule d'autres documents précieux pour l'histoire de cette abbaye.

En outre de cet ouvrage, qui valut à son auteur les éloges les plus chaleureux de son évêque, Mgr de Cabrières, et qui fut le couronnement de ses travaux d'archéologie et d'histoire locale, ce travailleur modeste, mais toujours en haleine, avait publié, mais seulement pour ses amis, ses compatriotes ou encore pour les âmes pieuses, divers opuscules où la science et l'érudition se joignent à la piété la plus fervente.

Je citerai les *Proclamations faites à Assas, près Montpellier, par ordre du seigneur du lieu, en 1483*, et les *Crides de la court de M. de Lozière au diocèse de Lodève en 1610*. Ces pièces donnent un spécimen de la langue parlée par nos pères à ces différentes époques, et l'auteur les a accompagnées de notes historiques et d'observations remarquablement étudiées sur ce langage que nous retrouvons en grande partie dans le patois de nos contrées.

Viennent ensuite les *Biographies de quelques évêques originaires de Montpeyroux*, ses compatriotes, car l'abbé Léon Vinas était aussi originaire de cette localité. Ce sont : Gamelin de Raymond, évêque de Lodève, mort en 1187 ; Réginald de Montpeyroux, évêque de Béziers, mort en 1212, et Guillaume de Mandagot, cardinal, mort en 1321.

Citons une *Notice historique sur la dévotion de Notre-Dame-du-Suc*, suivie d'un recueil de prières et chants à Marie, qui doit être la plus ancienne notice un peu complète sur cette dévotion. Il la fit à la demande de son ami l'abbé Ranquié, curé de Brissac, en 1856. Dès cette époque, il était connu pour sa compétence en archéologie et en his-

toire locale. Il était, du reste, déjà membre de la Société française pour la conservation des monuments et membre correspondant de la Société archéologique de Montpellier.

Nous avons encore de lui un *Mémoire sur les monuments druidiques de l'arrondissement de Lodève*, présenté en 1866 aux assises scientifiques de la Narbonnaise occidentale, qui furent tenues cette année-là à Lodève, le 3 décembre, sous sa présidence, par délégation de M. de Caumont.

Après une savante dissertation sur les menhirs et les dolmens, l'abbé Viuas nous conduit à travers champs et montagnes auprès de 60 dolmens qu'il a visités, qu'il indique et décrit, tous sur le territoire de l'arrondissement de Lodève. Il désigne aussi 5 menhirs qu'il y connaît. Sa nomenclature est précédée de cette réflexion : « L'arrondissement de Lodève est, sans contredit, un des plus importants et des plus riches de la France entière, sous le rapport des monuments qu'on est convenu d'appeler *dolmens*, et je doute que, nulle part, on les trouve en aussi grand nombre dans une étendue aussi restreinte de pays. Cette importance est généralement ignorée. »

En 1854 déjà, en faisant rétablir une ancienne croix détruite, la croix de l'Yeuse, sur un ancien dolmen, tout près de Montpeyrroux, l'abbé Léon Vinas faisait imprimer et distribuer à ses compatriotes un fascicule de dix pages, où il leur expliquait, dans un langage plein d'érudition, de patriotisme et de charité, l'origine des dolmens, la coïncidence de croix très anciennes plantées sur des dolmens, de même que les temples païens furent transformés en églises du vrai Dieu. Il leur dit ensuite la pensée toute chrétienne qui l'a poussé à réédifier, sur la hauteur, cette croix vers laquelle, du milieu de leurs champs, il les engage à élever leurs yeux fatigués, afin qu'elle leur donne force et patience, confiance et ineffables consolations.

Un exemple du zèle avec lequel l'abbé Léon Vinas savait mener de front ses devoirs sacerdotaux et ses études archéologiques se trouve encore dans sa brochure ayant pour titre : *Neuvaine en l'honneur de Notre-Dame-de-Pitié ou des Sept-Douleurs*. Cet opuscule sans longueurs, comme on en trouve malheureusement parmi les ouvrages de piété, est composé, pour chaque jour de la neuvaine, d'une partie historique tirée du Nouveau-Testament et d'une partie destinée à aider la Méditation. C'est précis, c'est simple, mais c'est rempli de foi, d'amour de Dieu et de dévotion à sa Sainte-Mère. C'est le patriarche

qui a réuni autour de lui ses nombreux enfants et petits-enfants, qui les instruit, qui les excite au bien, qui les échauffe de sa foi communicative. Du reste, cette neuvaine était destinée encore à ses chers compatriotes, à ses chers habitants de Montpeyroux l'Améliade, qui venaient d'ériger un autel à Notre-Dame-de-Pitié, dans leur chapelle du Sacré-Cœur.

Cette modeste brochure de 80 pages a eu un succès qu'ont rarement les œuvres de ce genre. Après 40 ans elle est encore suivie par de nombreuses âmes dévotes à Notre-Dame des Sept-Douleurs. Ce qui le prouve, c'est que, dernièrement, sur la demande de nombreux fidèles, un prêtre du diocèse s'est vu dans la nécessité, pour satisfaire à de pieux désirs, d'entreprendre la réédition de cette brochure, dont j'ai pu, fort heureusement, lui procurer un exemplaire.

C'est à l'abbé Léon Vinas que nous devons encore la mise en brochure de l'office de Saint-Guilhem et de ses litanies, pour être distribuée aux fidèles, ainsi qu'un petit mémoire de quatre pages ayant pour titre : *Saint-Fulcran, évêque de Lodève, est-il né à Mérifons ou au château des Deux-Vierges ?* Il montre, dans ces quelques lignes, qu'il y a au moins autant de motifs de croire qu'il est né sur le Roc des Vierges qu'à Mérifons.

Un autre mémoire de huit pages a trait à la restauration de la chapelle de Notre-Dame-du-Figuiier, à Saint-Saturnin-de-Lucian. Cette chapelle, dit-il, dont l'existence est révélée au XIII^e siècle dans plusieurs papiers des archives du château de Jonquières, se trouve bâtie sur l'emplacement d'un établissement gallo-romain considérable, qui est probablement la place de l'ancien bourg *Lucianus*, dont le nom s'est conservé jusqu'à nos jours, pour distinguer ce Saint-Saturnin des autres localités du même nom.

Enfin, l'abbé Léon Vinas, ayant découvert en 1869, dans l'église de la paroisse de Jonquières où il était curé, les tombeaux des anciens seigneurs de ce village, dont les pierres tombales, probablement depuis la Révolution, étaient retournées sens dessus-dessous, remplaça ces pierres dans leur véritable position, armoiries et inscriptions en dessus. A l'occasion de cette restauration, il fit imprimer un petit mémoire de six pages sur les familles seigneuriales qui ont passé à Jonquières depuis le XV^e siècle.

Il nous apprend, entre autres choses, que dame Françoise de Pluviès, femme d'Arnaud II de Latude, qui, ainsi que son mari, repose

dans ce tombeau, était parente de Louis de Pluviès, seigneur de Salezon, et de Marguerite de Bonal, son épouse, qui eurent vingt-deux enfants. Sept furent tués à l'ennemi pour le service du roi, deux périrent à Landau, en 1594, sur la brèche où ils étaient montés les premiers. Henri IV écrivit une lettre de compliments à leur père. Une de leurs sœurs, Isabeau, fut duchesse de Bouillon la Mark. Un autre frère, Jacques de Pluviès, gentilhomme ordinaire du roi, arrêta Ravaillac et arracha de ses mains le couteau ensanglanté.

Telles sont les œuvres de l'abbé Vinas qui ont été livrées à l'impression. Comme il le dit en note de son ouvrage sur Saint-Guilhem, il préparait une traduction de la vie de ce saint, suivie de l'histoire de ses miracles, lorsque la mort est venue l'arrêter au milieu de ses travaux, vrais travaux de bénédictin.

Que je dise, en terminant, combien les derniers moments de la vie de l'abbé Léon Vinas furent remplis de consolation par la manière dont il se vit affectueusement encouragé par son nouvel évêque, dans les travaux de toute sorte que son amour de l'étude et son zèle lui suggéraient. C'est à ce pasteur, passionnément ami des beautés antiques et des trésors de nos belles traditions, que nous devons le si intéressant ouvrage sur Saint-Guilhem-du-Désert, car sans les encouragements, je dirais presque les ordres de Mgr de Cabrières, au lieu d'un manuscrit prêt à être livré à l'impression, mon père n'aurait trouvé, parmi les papiers de l'abbé Vinas, que des documents épars, sans plan et sans ordre, dont il n'aurait pu se charger de construire un ouvrage élaboré par un autre.

Que Mgr de Cabrières reçoive donc ici, une fois de plus, l'expression de la gratitude de tous les amis des études sérieuses. C'est lui qui a fait connaître ce modeste prêtre et l'a obligé de mettre au jour le fruit de ses remarquables travaux. C'est lui qui, en donnant à ce curé d'une paroisse de 300 âmes, la seule récompense qu'il ait jamais voulu accepter, le titre de chanoine honoraire de sa cathédrale, l'a désigné à tous les prêtres, ses frères, comme un modèle à suivre et à imiter, autant qu'il est dans les aptitudes de chacun de pouvoir le faire.

HISTOIRE DE GÉNOLHAC

Par M. le Chanoine NICOLAS

CURÉ-DOYEN DE SAINT-GILLES-DU-GARD

1^o Son origine et son étymologie ; 2^o sa topographie ; 3^o son château féodal ; 4^o ses seigneurs ; 5^o son couvent des Dominicains ; 6^o ses cinq compoix ; 7^o ses registres paroissiaux ; 8^o ses curés et ses vicaires (liste de) ; 9^o son cahier des doléances.

Avant-propos. — Pendant notre séjour de neuf ans dans la charmante petite ville de Génolhac, où des touristes de plus en plus nombreux viennent respirer un air pur et frais, aux pieds du mont Lozère, pendant les brûlantes chaleurs du Midi, nous avons fouillé avec bonheur les vieux manuscrits des notaires, les papiers et les chartes des familles les plus importantes de la contrée, afin de réunir assez de documents historiques pour écrire notre monographie sur le couvent des Dominicains de Génolhac parue en 1890.

Mais, dans nos minutieuses recherches, nous avons trouvé bon nombre de pièces précieuses et inédites que nous nous sommes empressé de recueillir avec le plus grand soin, attendant le jour où les loisirs de notre ministère nous permettraient de les coordonner et d'en faire l'histoire de Génolhac et de ses environs.

Nous travaillons à ce nouvel ouvrage, que Sa Grandeur Mgr Gilly, évêque de Nîmes, « en bénissant le premier, souhaitait de nous voir » entreprendre avec le même zèle, le même dévouement et la même » compétence. »

M. Bligny-Bondurand, archiviste du Gard, a daigné faire mention de notre projet d'écrire cette histoire générale de Génolhac, en citant, dans la série E, introduction, p. 1 : « Les chartriers du château de » Chambonnet, près de Concoules, ceux des familles de Roche et d

» Chapelain à Génolhac, que M. l'abbé Nicolas a mis largement à contribution pour son histoire de Génolhac en préparation. »

C'était là une seconde mise en demeure de reprendre la plume et de faire profiter les amateurs d'histoire locale du fruit de nos nombreuses recherches. Notre mince mérite s'efface devant le mérite plus grand de celui qui a été notre maître, notre modèle et notre inspiration.

Nous offrons aujourd'hui au Congrès provincial de la Société Bibliographique quelques extraits de l'histoire de Génolhac, concernant : 1° son origine et son étymologie, 2° sa topographie, 3° son château féodal, 4° ses seigneurs, 5° son couvent des Dominicains, 6° ses compoix, 7° ses registres paroissiaux, 8° ses curés et ses vicaires, 9° son cahier des doléances.

I. Origine de Génolhac et son étymologie. — L'origine de Génolhac est environnée d'obscurités ; son étymologie ne saurait nous fixer sur sa fondation.

Les uns font dériver Génolhac des mots grecs γη terre, pays, et ολ-αα, bien situé ; ou encore des mots grecs γενος, source, ολ pour ολων de toutes αα, les eaux ; ou bien ολων, des torrents, des eaux rapides. Génolhac possède, en effet, beaucoup de sources d'eaux vives, qui permettent d'arroser de fort belles prairies.

D'autres veulent que Génolhac soit dérivé du mot latin *Geno* ou *Gigno*, *aquam* : j'engendre l'eau.

D'autres, enfin, comme Dhombres et Charvet, veulent qu'il soit dérivé du radical celtique *Gen*, arbuste, arbrisseau, mot qui est significatif et en rapport direct avec le lieu à désigner. Que ce soient de petits arbustes ou des genêts communs qui croissent en abondance sur ce revers de la Lozère, où est emplaced aujourd'hui Génolhac, la dénomination est également justifiée ; elle veut dire : quartier, lieu abondant en genêts, et elle dépeint exactement le site, ce qui est la première condition des noms propres.

Ceci ne signifie donc point que la petite ville actuelle remonte aux Gaulois, ni même aux temps des colonies romaines ; mais veut dire que, quand elle a été fondée, elle a été bâtie dans un quartier anciennement désigné par le mot celtique *Gen* (1). D'où son nom

(1) *Dict. langued.*, par Dhombres et Charvet, au mot *Ginouia*.

avec des variantes que l'on trouve dans les cartulaires ou les vieux titres ou dénombrements. Ainsi, en 1169, *Junilhacum, Castrum de Junilhaco* (Généalogie des Châteauneuf-Randon); — en 1176, *Ginolhacum* (Cartulaire de Franquevaux); — en 1199, *Castrum de Genouillac* (Gallia christiana, t. vi, p. 622); en 1243, *Genoillaicum* (Cart. de Franq.); — en 1280, *Genolhacum* (Généal. des Chât.-Randon); — en 1345, *parrochia de Genulhaco* (Cart. de la seign. d'Alais, folio 31); — en 1376, *La paroisse de Guinoac* (ibid., folio 43); — en 1384, *Junilhacum* (dénomb. de la Sénéch.); — en 1426, *J. de Jinoliaco* (Bnll. de la Soc. de Mende, t. xvii, p. 39); en 1433, *Genolhac* (mém. iii, pr., p. 237, c. 2); en 1434, *Ginolhac* (ibid., p. 328, c. 2); — 1548 (arch. dép., C. 1318); — 1634 (ibid., C 1288) c. 1288); — en 1715, *Genouillac* (J.-B. Nolin, carte du dioc. d'Uzès); — en 1721, *Génolhac* (Bull. de la Soc. de Mende, t. xvi, p. 164); — enfin, en patois languedocien, *Ginouia* (1).

II. TOPOGRAPHIE. — Situé au pied des masses granitiques du mont Lozère, entouré d'eaux vives, de châtaigners, de prairies et de bois de pins, Génolhac, devenue aujourd'hui une des stations estivales les plus recherchées du département du Gard, existe certainement depuis une haute antiquité. Il fut une des étapes de la route que les Phéniciens ouvrirent ou réparèrent à travers les forêts et les rochers des Cévennes pour aller chercher l'étain des îles Cassiterides. Sous les Romains, cette route devint la voie Régordane (2), et, de nos jours, elle s'est transformée en route nationale et en chemins de fer, sans que jamais on ait cessé de s'arrêter à Génolhac; car la nature des lieux l'a voulu ainsi (3).

Avec M. Bondurand, nous pensons qu'à l'endroit où Génolhac a été bâti, il y avait un relai ou une halte appelé par les Romains *Mulatio* ou *Mansio*.

Quoi qu'il en soit, nous pouvons affirmer que Jules-César a dû suivre cette voie Régordane, en plein hiver, sans que la neige qui recouvrait les cimes de nos Cévennes ait pu arrêter un seul instant

(1) *Dict. topog. du Gard.*, par Germer-Durand, au mot *Génolhac*.

(2) Il reste encore quelques vestiges de cette voie pavée : Vielvie, Malenches, Belle-Poile, Porlès.

(3) *Coutumes de Génolhac*, par M. Bondurand, librairie Catelan, Nîmes.

la marche pénible de ses légions. C'était bien son chemin le plus direct pour se rendre en Auvergne, où se trouvaient concentrées toutes les forces des Gaules, sous le commandement de Vercingétorix.

Les *Commentaires de César*, au livre VII, de *Bello gallico*, confirment notre assertion : « *Et si mons Cebenna, durissimo tempore anni, altissima nive, iler impediēbat, tamen discussa nive sex in altitudinem pedum, alque ita viis palefactis, summo militum labore, ad fines Arvernorum pervenit.* »

Nous ne sommes point téméraire de supposer aussi que les disciples envoyés par saint Pierre pour évangéliser la Gaule durent suivre cette voie Régordane, s'arrêter à Génolhac et y prêcher la foi de Jésus-Christ. Saint Martial se rendant à Limoges, saint Séverin, son disciple, à Mende, et Austremoine à Clermont, n'ont-ils pas placé sous le patronage de saint Pierre cette petite chrétienté naissante que nous retrouvons plus tard sous le nom de Saint-Pierre-de-Génolhac ?

La topographie de Génolhac est parfaitement décrite dans un mémoire sur cette paroisse, dressé en conséquence de la lettre écrite par M. Trinquelague, syndic du diocèse d'Uzès, aux consuls de la dite paroisse, en date du 20 avril 1736, pour servir à faire la carte et l'histoire générale du Languedoc.

Nous ne pouvons pas mieux faire que de citer ce mémoire : « Génolhac, petite ville dans les Cévennes, au diocèse d'Uzès, est située à cinq lieues nord d'Alais, à quatre ouest de Vans, à deux sud de Villefort et à neuf sud-est de Mende. Elle est à une lieue au pied et au sud-est de la montagne de la Lozère, où l'on trouve tant d'herbes médicinales et où cent vingt mille bêtes à laine du Bas-Languedoc viennent tous les ans paître les trois mois de l'été.

Elle est sur la petite rivière de Gardonnette, qui prend sa source au Nord-Ouest de la ville, dans la paroisse de Concoules, à trente pas et à l'est du sommet de la Lozère, et se jette à cinq pas au-dessous de la ville dans la rivière d'Omol. Ces deux rivières roulent des paillettes d'or.

La rivière d'Omol prend sa source sur la Lozère, à demi-quart de lieue de distance de la source de Gardonnette, passe dans la paroisse de Vialas (jadis Castagnols), ensuite dans celle de Génolhac du Nord-

Ouest au Sud-Est, traverse la paroisse de Sénéchas et se jette dans la rivière de Cèze, à l'entrée de la paroisse de Peyremalle.

La paroisse de Chamborigaud coupe celle de Génolhac en deux portions entièrement détachées. La ville est placée au nord de la première portion, à cinquante pas de la paroisse de Concoules. L'autre portion contient le village de la Ribeirète. Il y a plusieurs hameaux dans l'une et l'autre. De la ville au hameau le plus méridional de la Ribeirète, il y a une lieue et demie.

L'entière paroisse est bornée au Nord et partie de l'Est par celle de Concoules, autre partie de l'Est par celle de Sénéchas, autre partie par celle de Chamborigaud, et autre partie encore par celle de Sénéchas ; au Sud, par celle de Portes ; à l'Ouest, par celle de Ste-Cécile, partie par celle de Chamborigaud, et autre partie par celle de Vialas. On voit, par là, que la paroisse de Chamborigaud, en coupant en deux celle de Génolhac, embrasse, en demi-cercle, la portion de la Ribeirète, et lui fait le Nord et partie de l'Est et de l'Ouest. » (Archives de Roche, mémoire sur Génolhac).

III. CHATEAU DE GÉNOLHAC. — C'est à la fin du IX^e siècle que l'on peut faire remonter la construction du château primitif de Génolhac, appelé *Castel Boyssso*, dans le compoix en langue d'Oc de 1515, et *Chastel-Moisson*, dans le mémoire sur Génolhac, qui nous apprend encore « que, au XII^e siècle, il y avait, attenant à la ville, un château dont il y a des restes, et surtout une tour *quarrée*, à trois étages. On ignore en quel temps a été bâti ce château ; mais on voit par les titres de l'évêché qu'avant qu'il fût bâti, il y en avait un autre à six cents pas de la ville, appelé *Chastel-Moisson*, qui était détruit avant le XII^e siècle et qui devait être fort ancien. »

Ce vieux castel et le quartier qui, sur le compoix de 1515, porte son nom *Castel-Boyssso* se trouvent situés au couchant de la montagne de Champrévard, et par conséquent aux Taillades, où sont les pins de M. Jean Pierre, d'après les recherches du frère Villefranche, qui m'ont été communiquées par M. Chaber, ancien suppléant du juge de paix. Le puits, qui donnait à boire aux habitants du château, est situé dans la châtaigneraie de Mlle Marie Folcher, au-dessus de la route n° 106 ; il est actuellement comblé ; mais, néanmoins, l'eau en rejaillit encore, et, pour peu que l'on y fouillât, on aurait de l'eau

en abondance ; une partie de la maçonnerie s'y trouve encore en parfait état.

Le château, situé près de l'église et dont il ne reste que les anciennes voûtes, remonte au XI^e siècle. A cette époque, l'idée religieuse dominait partout ; aussi l'église devenait une annexe nécessaire du château. Ces deux symboles de la féodalité se construisaient à proximité, se soutenaient l'un l'autre. La forteresse, sur la hauteur en avant-poste, s'entourait de fossés, se hérissait de tours et de créneaux ; l'église était ceinte aussi d'épaisses murailles, comme pour être prête à la défense.

Telle est la situation du château et de la tour de Génolhac ; pareille est celle de l'église dont la construction remonte au XI^e siècle, avec des réparations importantes faites au XIII^e siècle.

La tour carrée, qui a trois étages et dont les murs ont près de deux mètres de large, dans toute leur hauteur, servait de prison pour la Justice des seigneurs. Dans l'enceinte du château, chaque habitant avait, au XIII^e siècle, une petite maison pour s'y retirer, en cas de guerre entre les seigneurs de Génolhac et leurs voisins.

Au milieu de cette enceinte, est bâtie l'église paroissiale qui est sous le vocable de saint Pierre, apôtre.

Au-dessus de la porte actuellement restaurée du château, on remarque une vieille fenêtre géminée du XII^e siècle, avec des chapiteaux et des bases ornées de fleurs de lis un peu frustes, dont la Ste-Chapelle et Notre-Dame de Paris ont seules le spécimen. Le bon goût de l'architecte, M. Fabre, a bien fait de la conserver dans sa pureté primitive.

IV. SEIGNEURS DE GÉNOLHAC. — Dès le principe, les Evêques d'Uzès étaient seuls seigneurs de Génolhac ; ils cédèrent, au XI^e siècle, une partie de leurs droits à la famille princière d'Anduze, en se réservant toutefois la suzeraineté. Les seigneurs d'Anduze vendirent leur part de seigneurie aux Randon de Château-Neuf, pour la somme de 5.000 sols du Puy. L'acte de cession fut ratifié le 31 décembre 1260.

La famille de Polignac, qui succéda à celle des Randon, vendit sa portion en 1606, à dame Catherine de Clermont, veuve de Jacques de Budos, marquis de Portes. Par son testament de 1693, demoiselle Felice de Budos, marquise de Portes, laissa ses biens et ses droits aux princes de Conti, qui possédèrent la demi-seigneurie de Géo-

lhac jusqu'en 1779, où ils la vendirent à M. de Roche, pour la somme de 20.000 livres.

L'évêque et son co-seigneur eurent chacun un juge, un lieutenant de juge et un procureur fiscal. Les deux juges exerçaient la justice alternativement, une année chacun.

V. COUVENT DE GÉNOLHAC. — La ville de Génolhac eut la bonne fortune de posséder, depuis 1298 jusqu'à la Révolution, un couvent de Dominicains, dont nous avons écrit l'histoire. Les anciens barons de Randon et les vicomtes de Polignac, marchant sur les traces de leurs ancêtres et voulant devenir de vrais bienfaiteurs de la ville et des environs, appelèrent sur leur terre de Génolhac les enfants de St-Dominique, leur donnèrent, pour bâtir leur église et leur couvent, un grand enclos, dont la rivière de la Gardonnette au levant et la voie Régordane au couchant, formaient la limite jusqu'au pont de la Malautière au midi, et assurèrent l'existence de l'œuvre au moyen d'une rente de 200 livres à prendre sur le péage de Villefort et de Portes et de diverses censives de grains.

Autorisée par le pape Boniface VIII, l'an 1300 du Grand-Jubilé, la fondation de ce couvent fut confirmée par Benoît XI, en 1303, et par Clément V, en 1305. L'église des Frères-Prêcheurs était dédiée à Notre-Dame de Pitié.

Ce couvent a eu ses grands hommes et même ses martyrs, au moment des guerres de religion, que nous passons sous silence.

VI. COMPOIX DE GÉNOLHAC. — Génolhac possède cinq compoix ou cadastres, faits avant la Révolution, en y comprenant le livre des censives, dues au prince de Conty.

L'étude de ces compoix a une très grande importance, au point de vue de la population, des métiers, des usages, de la topographie, des familles; on trouve là le nombre d'habitants, de maisons, les noms de toutes les rues, de tous les quartiers, de la campagne, l'énumération des diverses classes de la société, des professions. On pourra en juger par l'historique et le résumé succinct que nous allons en donner.

1^o *Compoix de 1515, en langue d'Oc.* — Dans le courant d'octobre 1515, les habitants de la ville et paroisse de Génolhac se présen-

tèrent devant noble Simon de Vern, baille dudit lieu, et confièrent à Simon Brun de Saint-Ambroix, le soin de faire le livre du compoix. Un an après, le 12 septembre 1516, les mêmes habitants se présentèrent devant noble Antoine Ducros, lieutenant du bailli, qui donna au sieur Simon Brun comme indicateurs, Guillaume Blanc de Génolhac, Jean Bargeton de Saint-Ambroix et Jean Andrieu de l'Hermet.

Le compoix fut terminé le 26 octobre 1516, en présence de Robert Rudanel et Barthélemy Poissié de Concoules. Antoine Andrieu, notaire, et Gouvet Chamie ont signé à la dernière page du compoix, qui fut écrit en français et en patois de l'époque.

Nous nous sommes servi d'une copie du compoix que M. Lafont d'Aiguebelle a fidèlement tirée, en juillet 1755, du compoix original patois qui était alors au pouvoir de Mgr l'Evêque d'Uzès et dont la famille de Roche possède une copie. L'original est conservé dans les archives du Gard, G. 4647. C'est un registre in-4° de 220 feuillets.

Ce compoix contient 1059 numéros et 150 présagiés, dont 102 dans Génolhac et 48 dans la campagne. Il mentionne 12 moulins, dont 9 bladiers et 3 drapiers (*parado* ou *paradis*), c'est-à-dire à fouler et à dégraisser les draps. L'un de ces moulins est situé sous l'*hopital*; c'est pour la première fois qu'apparaît le nom d'*hopital* dans notre histoire. Toutefois nous devons faire observer que dans un acte du 14 juin 1371, il est fait mention d'un nommé Jean Clément, baille ou régent de la *charité des pauvres* de Génolhac. Ce qui prouve que la charité chrétienne était parfaitement organisée au XIV^e siècle.

Les Frères Prêcheurs figurent dans ce compoix sous ce titre : *Los Predicados*.

Les principaux quartiers désignés dans ce compoix sont :

La place du *Portail* ou du valat del *Sagnas*.

Le quartier appelé *Martyre* et aujourd'hui *Timothée*.

Les *Calquières*, sous la place où se trouvaient les tanneries,

La *Vicairie*, au-dessus de *Merdarié* ou du valat des *Moriés*, preuve certaine des possessions du vicaire.

Le quartier du *Cimelière*, au couchant de l'église et au pied du quartier des *Chambons*.

Le quartier du *pré de la Cour*, appelé plus tard *pré du curé*.

Le quartier de *Castel-Boysso*, où était bâti le château primitif du IX^e ou X^e siècle, au couchant de la montagne de *Champrevard*.

Le quartier de l'hôpital, du *chef de ville*, etc., etc.

Ce compoix fait aussi mention des chapellenies de Ste-Catherine, de St-Michel et de St-Jacques et énumère les biens dont le revenu appartenait aux divers chapelains.

Voici les diverses professions de l'époque :

7 artisans, ou forgerons, ou couteliers.

5 cordonniers, 4 marchands, 2 tailleurs, 2 bourreliers, 1 fabricant de serge, 1 barbier, 1 chaudronnier, 1 journalierⁿ (brassier), 1 hôtelier, 4 tanneurs, 3 notaires : Antoine Corbier (Cobery), Jean Laurens, Antoine Andrieux.

5 personnages nobles : Antoine Ducros, seigneur de Montredon, Simon de Vern, seigneur de St-Julien, Arnaud Milon, ou Jacques de Massel, Antoine de Quinssac, le seigneur d'Alteirac.

Ce compoix énumère avec leurs confronts 138 maisons ou masures, dont 129 couvertes d'ardoises, 29 couvertes de paille ou de genêts et 3 couvertes en planches, et cela quartier par quartier.

A la place du portail se trouvait le four banal. On appelait *Portalet*, l'endroit situé devant la porte des Frères Prêcheurs, dont le couvent se trouvait alors au midi de leur église, c'est-à-dire à l'entrée de la ville du côté du midi.

2° *Compoix de 1556*. — En 1556, le livre du compoix fut refait et remanié par Dominique Dupuy et Bertrand Privat de St-Germain, à ce commis et députés par autorité de la Cour ordinaire de Génolhac, avec le consentement de tous les habitants de la ville et sur les indications faites par Antoine Corbier de Génolhac et Durand Lanteyrès du Fesc, paroisse de Castagnols (Vialas).

La fan ille de Roche possède une copie de ce compoix, qui a été fidèlement reproduit sur l'original en mars, avril, mai 1735, par Joseph Lafont d'Aiguebelle ; à cette époque l'original était entre les mains de M^e Joseph André, notaire de Génolhac.

Ce compoix contient 1374 numéros, 240 imposés dont 170 dans Génolhac et 70 dans la banlieue.

Il mentionne 203 maisons et 11 mesures et en donne tous les confronts, ainsi que les noms des propriétaires.

Ces précieuses indications peuvent être très utiles pour rechercher l'origine de la propriété et connaître les noms des plus anciennes familles de Génolhac, dont la plupart ont disparu.

Ce compoix porte 4 moulins, 5 tanneries, cite les 3 chapelles de Ste-Catherine, de St-Jacques et de St-Michel.

Il mentionne deux personnages nobles : Martin Joyeuse, seigneur de l'Aribal, et Antoine Ducros, seigneur de Montredon.

Il désigne trois prêtres comme imposés : Michel Bonijouls, curé de Génolhac, Jean Masméjean, prieur de Conçoules, et Jean Amat, prieur de Chamclaux.

3 notaires sont portés sur ce compoix : Guillaume André, Jean Laurens, Pierre Corbier, Armand Paulhan et Claude Aurus.

Voici les autres professions : 5 artisans, 3 maréchaux, 2 chaudronniers, 2 marchands, 2 fondeurs, 1 tisserand, 1 blancher, 1 serrurier, 1 fabricant de verre, 1 cordier, 1 broquier ou tonnelier, 1 tailleur, 1 travailleur, 1 médecin, 1 chirurgien, 4 fabricants de tuiles, 5 tanneurs.

Le numéro 504 désigne les hoirs de François Durand, conseiller au Parlement de Toulouse, originaire de Génolhac.

Les numéros 6 et 676 portent : Antoine Nicolas, dit Jouany, et Jean Nicolas son frère, dit aussi Jouany.

Ce sont les ancêtres du fameux Nicolas Joany, chef des Camisards, enfant de Génolhac.

Pour plus amples indications, nous renvoyons le lecteur aux deux compoix dont le premier se trouve aux archives départementales et le second aux archives communales de Génolhac. La famille de Roche possède une copie très exacte de ces deux compoix et la famille de Campredon possède une copie du dernier compoix.

Dans ces vieux cadastres, comme dans les anciens registres de notaires, nous retrouvons l'ancien Génolhac avec son commerce, avec la culture de la vigne et du chanvre, avec la condition des diverses classes de la société ; en un mot, avec tous les détails qui constituent la vie d'un peuple.

3° *Compoix de 1594.* — Vers la fin du XVI^e siècle, le protestantisme régnait en souverain dans la petite ville de Génolhac, dont il avait détruit l'église paroissiale, le couvent et sa chapelle. Il y avait obtenu droit de cité, comme nous allons le voir par l'examen du compoix de 1594.

Commencé le 12 avril 1594 et fini le 1^{er} août de la même année, le compoix fut relait par Firmin Pagès, du lieu de la Melouze, Jean

Girard, de St-Frézal, et David Pagès, fils dudit Firmin Pagès, à ce commis d'autorité de MM. les officiers ordinaires de Génolhac, commissaires députés par la souveraine cour de nos seigneurs des comptes-aides de Montpellier, à faire la recherche de toutes les maisons, terres et possessions taillables de ladite ville et paroisse de Génolhac, suivant la requête à ces fins présentée par lesdits habitants sur l'indication à eux faite par Pierre Chapelle, de Génolhac.

Le 25 juillet 1755, M. Joseph Lafont, d'Aiguebelle, en tira fidèlement un extrait sur l'original, qui était entre les mains de M^e Joseph André, notaire de Génolhac.

C'est de cette copie dont nous nous sommes servi et qui est dans les archives de la famille de Roche.

Ce compoix contient 1506 numéros, 340 imposés, dont 235 dans Génolhac et 105 dans la banlieue, 284 maisons et 9 mesures.

Sont cités sur ce compoix comme personnages nobles : Gilles Deleuze, seigneur de la Brugère ; Ambroise de Joyeuse, seigneur de l'Aribal ; demoiselle Marguerite de Sarrasin ; Antoine Ducros, seigneur de Montredon, Jacques Hérail, seigneur de la Boissonnade.

Les consuls, pour l'année 1594, sont : Antoine Amat et Antoine Chapelle.

Les notaires sont : Antoine Jaussal ; Pierre de Lafont ; Antoine Durand ; Jean Fillon.

A cette époque, et même jusqu'à la Révolution, les médecins ou chirurgiens étaient aussi barbiers ; voilà pourquoi Jean Constant est porté comme médecin et comme barbier.

Ce compoix porte 1 médecin et barbier, 2 apothicaires, 2 marchands, 4 tanneurs, 1 fabricant de tuiles, 2 cordonniers, 1 bourrelier.

Le numéro 10 mentionne les hoirs de feu M^e Antoine Ancet, ministre protestant, comme possédant, en 1594, une maison, cour et jardin appartenant aujourd'hui à Mlle de Chambonnet et occupés par M. Dorel, notaire. Avant 1594, il y avait donc à Génolhac un ministre protestant.

Le numéro 308 fait aussi mention d'une maison située au château qui a pour confront une traverse déjà appelée : *Traverse du Temple*, ce qui prouve que les protestants devaient se réunir non loin de là pour leurs prêches et l'exercice de leur culte.

4^e Compoix de 1666. — Poursuivant toujours son but, le protes-

tantisme ne cessait de gagner du terrain, comme le prouve le nouveau compoix de 1666, qui fait mention du consistoire de Génolhac.

Voici un aperçu de ce compoix, qui forme une page intéressante de l'histoire de Génolhac.

Le 24 mars 1664, la communauté, réunie en conseil consulaire décida de refaire le compoix et cadastre de la ville, conformément à l'arrêt donné par la Cour des Comptes, Aides et Finances de Montpellier, le 21 novembre 1653. Les consuls choisirent pour cela André de Leyris, de Génolhac, et Claude Jaussaud, de Pierremale, prud'hommes arpenteurs des Cévennes, qui ont prêté le serment de fidélité à noble Vincens Le Blanc, seigneur du Ranquet, juge de la ville de Génolhac. Ils ont terminé leur travail le 15 janvier 1666 et l'ont remis à la communauté, le 1^{er} mai 1666.

Ce compoix a été autorisé et homologué à Montpellier, par la Cour des Comptes, Aides et Finances, le 12 mars 1674. Les archives de Génolhac possèdent l'original de ce compoix, sur lequel Joseph Lafont, d'Aiguebelle, en a fidèlement copié un extrait qui se trouve dans les archives de la famille de Roche.

Ce compoix renferme 1510 numéros, dont 1140 dans Génolhac et 370 en dehors ; 316 imposés, dont 216 dans Génolhac et 100 en dehors ; 260 maisons et 3 masures.

Voici les personnages nobles : Etienne de Lastic, seigneur de Seigneurousse ou de la Volte ; Jean de Leyris ; Jean de Laurens ; Jean de Leyris, seigneur du Villaret et du Péras ; Antoine de Leyris, seigneur de Vernissac ; Hercule d'Altier, seigneur de Cubeirette et d'Orsière ; Jean Hérail, seigneur de la Chaze ; Adam de Joyeuse, seigneur de l'Aribal ; Gilles Deleuze, seigneur de la Brugière ; Jean-Pierre de Leyris, seigneur d'Esponchets ; Vincens Le Blanc, seigneur du Ranquet ; Castanier de la Grange ; Jean Nicolas, seigneur de la Montagne ; Antoine Hercule de Leyris, seigneur de la Condamine ; M^{lle} Félice de Budos, de Portes ; Rostang Leyris, chapelain du légat pie de Delphine Baldite.

Voici les noms des 7 notaires : Guillaume Rochette ; Jean Argen-son ; Pierre Pelatan ; Pierre Lafont ; Jean-Pierre André ; Pierre Bertrand et Jean Rampon.

Il y avait alors 3 docteurs et avocats : Jean de Leyris, Jean de Laurens, Pierre Bondurand ; 3 apothicaires, 20 cardeurs, 10 marchands, 14 muletiers, 7 cordonniers, 6 maréchaux-ferrants, 5 tail-

leurs, 3 bourrelliers, 3 tisserands, 4 fabricants de cadis, 3 fabricants de sonnailles, 3 serruriers, 3 menuisiers, 3 blanchisseurs (blanchers), 3 travailleurs, 2 chapeliers, 2 chaudronniers, 1 tonnelier, 1 praticien, 1 tanneur, 1 charpentier, 1 potier, 1 hôtelier, 1 chantre, 2 consuls : Jean Amat et Jean Rieutord.

Ce compoix mentionne au numéro 114 Jean Nicolas, dit Jouanny, comme propriétaire de la maison, du four et de la tuilerie *des Plos*, actuellement en ruines ; c'est le fameux chef des Camisards, originaire de Génolhac.

Au numéro 530, nous trouvons une maison appartenant à Jean Argenson, notaire, laquelle maison sert de temple et confronte le cimetière protestant et possède sur le derrière une pièce de terre que le consistoire avait achetée pour y construire un temple et qui est portée dans ce compoix sous le nom de : Consistoire de Génolhac. C'est pourquoi cette place est appelée : *Place du Temple*.

Enfin ce compoix nous donne le nom du ministre protestant de cette époque, François Roure, qui possédait deux maisons au chef de ville.

5° *Livre des censives dues au prince de Conty par ses censitaires du mandement de Génolhac, suivant les reconnaissances reçues par M^{rs} Lanteirès et Lamothe, notaires de 1747 à 1765.*

Ce livre est aux archives de la famille de Roche. Il mentionne 10 cordonniers, 3 tailleurs d'habits, 1 broquier, 1 marchand, 12 travailleurs, 2 menuisiers, 12 couteliers, 3 chirurgiens, 1 juge pour Mgr l'Evêque d'Uzès, Jean Escalier, qui était gradué, 2 muletiers, 1 romanier, 4 peigneurs de laine, 2 blanchers, 4 sonnalliers, 6 hôtes, 2 perruquiers, 2 voituriers, 1 boulanger, 3 massons, 2 apothicaires, 7 fabricants de bas, 3 maréchaux, 2 chapeliers, 1 serrurier, 1 marchand bridier, 1 chaudronnier, 3 tisserands, 2 bastiers, 2 tanneurs, 3 notaires : Joseph André, lieutenant de juge ; Hilaire Daudé, Jean Bondurand Laroche, père d'André Bondurand, avocat au Parlement.

Voici les noms des nobles : Joseph Le Blanc, seigneur de Montlebourg et du Ranquet ; Jean-Baptiste de Roche, seigneur d'Elgeiren ; Joseph Leyris, prêtre, curé de Vialas ; Joseph Lafont, seigneur d'Aiguebelle ; Jean-Pierre de Leyris, seigneur de Campredon ; André de Narbonne, seigneur de la Grange ; Louis Reboul, seigneur d'Amalet, docteur en médecine.

Sur ce livre le moulin actuel de Roure est porté : moulin de la Tournelle, et le portail du château est indiqué comme étant devant le chemin appelé jadis la fosse du Seigneur.

A la page 36 de ce livre, on trouve le paragraphe suivant : *Jean Bonnel*, dit Jean du Verger, par indivis avec le seigneur de Brésis, pour la directe sa maison d'habitation, située au bas bout de la place publique et à la rue appelée le Valat ou Fossé des Seigneurs, confrontant du levant terre labourable de Jean Souleiret, laquelle était autrefois le cimetière de ceux qui professaient la religion prétendue réformée, qui fut de Gilles Deleuze, seigneur de la Brugière, du midi maison d'Antoine Canonge, du vent droit jardin, jadis maison servant de temple aux dits de la R. P. R.

Là se trouve parfaitement indiquée la situation du cimetière et du temple protestant.

Dans notre histoire complète de Génolhac, nous entrons dans de plus amples détails.

7° Registres paroissiaux de Génolhac. — Ces registres remontent à 1663 ; ils sont aux archives communales de Génolhac, sous la rubrique : G G, numéros 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et se terminent à la fin de février 1793.

Les archives de la fabrique possèdent les registres de catholicité à partir du 3 avril 1895 jusqu'à nos jours.

Nous avons lu avec soin tous ces registres, et c'est par eux que nous avons pu dresser la liste à peu près exacte des curés et des vicaires de Génolhac, que nous donnons ici séparément en remontant à 1199.

8° Liste des curés.

Raymond d'Uzès, recteur de l'église de Génolhac. . .	1199
Etienne Rosel.	1368 - 1373
Jean de Alberquiers, curé de Génolhac	1374 - 1377
Jean Aygoïn, vicaire perpétuel de Génolhac	1399 - 1400
Raymond Manoel	1410
Vital Nicolay	1519
Jean Angelier.	1542 - 1553
Jean de Castilhon	1553 - 1556
Michel Bonijoux	1556 - 1560

Jean de Castellane	1560 - 1561
Louis d'Arbières	1561 - 1562
(Interruption à cause de la guerre de religion) . .	1562 - 1650
Boschet	1650 - 1663
Bérard	1663 - 1672
Darries	1672 - 1676
Rambert	1673 - 1676
Brémond	1676 - 1680
Angelier	1680 - 1682
Brunel	1682 - 1683
Gellion	1683 - 1702
(Interruption à cause de la guerre des Camisards).	1702 - 1704
	août mai
Bonnet Jacques	1704 - 1705
Balmelles	1705 - 1705
Jacques Adhemar de Leyris, seig ^r de Lacondamine .	1706 - 1710
Baldit	1710 - 1710
	juin nov.
Bonnet Jacques	1711 - 1712
Claude Teissier	1712 - 1720
François Sardet	1720 - 1723
Chaix	1723 - 1749
Ribeyre Benoit	1749 - 1772
Joseph Delolme	1772 - 1780
Jean Bouziges	1780 - 1820
Mathieu Joseph	1820 - 1850
Jean-Joseph-Marie Bouisse	1850 - 1856
Pierre-Charles Viala	1856 - 1879
Joseph Lauron	1879 - 1882
Frédéric Fuzet	1882 - 1883
César-Justin-Augustin Nicolas	1883 - 1892
Souchard	1892 - 1894
Blanc	1894

Liste des Vicaires

Bofils, vicaire	1663
Mathieu, —	1663 - 1686
Broulhet, —	1686 - 1687

Benoit, —	1687 - 1687
Robert, prêtre secondaire.	1687 - 1697
Dumas, prêtre vicaire	1698 - 1699
Boniol, prêtre secondaire.	1700 - 1701
Eynard, vicaire	1701 - 1701
Bonnet, prêtre et secondaire.	du 2 avril au 5 avril. 1706 - 1706
Rouvière, vicaire	du 28 mars au 5 mai. 1749 - 1749
Chaber, —	1751
Privat, —	1764
Bouzige, —	1769 - 1774
Fabrègue, —	1774
De Campredon, —	1803 - 1806
Juryjoly, —	1816 - 1817
Crouzet, —	1817 - 1820
Favier, —	1840 - 1843
Arnaud, —	1843 - 1844 juillet
Thibon, —	1848 - 1850
Graffand, —	du 5 février au 24 août. 1850 - 1850
De Laroque, —	1882 - 1883
Galofre, —	1887 4 mois
Beaumel, —	1889 4 mois

Nota. — Quand il y a eu quelques vacances, les Dominicains remplissent les fonctions cléricales, et dans mon ouvrage sur le couvent des dominicains de Génolhac, j'ai relevé, d'après les registres paroissiaux, les actes de catholicité faits et signés par les Frères-Prêcheurs.

9° *Doléances de la ville de Génolhac.* — Le conseil politique de Génolhac suivit de loin en loin les funestes tendances insinuées d'abord dans la circulaire et plus tard dans les iniques décrets que Paris transmettait à toutes les municipalités pendant la Révolution.

La municipalité de Génolhac se réunit le 21 décembre 1788, pour formuler les principaux vœux patriotiques sur les objets relatifs à la convocation des Etats-Généraux ; M. de Campredon fait part de l'invitation envoyée par les trois ordres de la ville d'Uzès, pour assister, dans cette ville, à une assemblée générale de députés relativement à la convocation des Etats-Généraux. Cette invitation était parvenue

trop tard à Génolhac ; les trois ordres de cette ville ne sont plus à temps pour envoyer des députés à Uzès ; mais ils enverront l'exposé de leurs vœux écrits à la hâte. Voici quelques uns de ces vœux :

1° Que la convocation des Etats-Généraux se fasse par bailliages, et que le nombre des députés soit en raison de la quotité des impositions (taille et capitation) de chaque bailliage ;

2° Que pour l'élection de ces députés, il soit formé des arrondissements comme dans les bailliages pour la convocation des délégués de plusieurs paroisses dans la ville la plus proche. Ces paroisses réunies devraient représenter une certaine quotité d'impôt. Les villes qui paieraient cette quotité pourraient députer, à elles seules, sans appeler d'autres communautés.

3° Les différents députés devront être choisis parmi les plus forts contribuables ;

7° Les députés du Tiers-Etat doivent égaler en nombre ceux de la noblesse et du clergé réunis ;

8° Les Etats-Généraux doivent se préoccuper de la formation injuste et illégale des Etats actuels du Languedoc, et leur donner à peu près la même formation que celle que le Dauphiné vient d'obtenir par un arrêt du conseil.

Bouzige, curé doyen de Génolhac, et l'abbé de Narbonne-Lara, assistent à la séance et signent cette délibération (Archives communales de Génolhac, délibération du conseil politique, B. B. 3. p. 1173).

Ces vœux plus étendus, rédigés par Bondurand-Laroche et Lafont d'Aigubelle dans le cahier des doléances de la ville de Génolhac, furent présentés à l'approbation de l'assemblée générale convoquée dans la maison de ville, le 11 mars 1789.

CAHIER DES DOLÉANCES DE LA VILLE DE GÉNOLHAC ET COMMUNAUTÉ POUR L'ASSEMBLÉE A NIMES EN 1789.

La ville et communauté de Génolhac, située dans les Hautes-Cévennes, diocèse d'Uzès, sénéchaussée de Nîmes, procédant en conformité de la lettre du roi, au cahier de ses doléances, pour être mises sous les yeux des Etats-Généraux, s'est fixée sur quelques articles qui frappent plus singulièrement les Hautes-Cévennes, à

cause de leur position dans un pays de montagnes très escarpées, où la rigueur du climat est excessive et qui ne produisent quelques denrées que par des travaux immenses et au moyen des murs multipliés et amphithéâtrés pour soutenir le terrain. Les pluies et les ravines entraînent les terres et les murs de soutènement ; ce qui occasionne un entretien des plus coûteux. Cette position, dans un pays si montueux, oblige l'habitant de cultiver la terre à force de bras et de porter sur son dos les engrais et la récolte. Faute de chemins suffisants, il retire moins des objets d'exploitation et paye plus cher ceux d'importation. Malgré son travail, il ne recueille pas la cinquantième partie du blé qui lui est nécessaire, le terrain n'y étant pas propre. D'ailleurs, il n'y a aucun commerce dans la ville, ni dans la paroisse.

Première doléance sur les impôts. — Ce pays est chargé d'impôts si excessifs, directs, qu'il absorbent seuls plus du tiers du revenu net ; et si l'on y joint les impôts indirects, on a peine à concevoir comment ces malheureux habitants peuvent subsister.

Pour diminuer les impôts des Cévennes et du Tiers-État dans le reste du royaume et commencer à payer la dette nationale, il paraît juste que l'Eglise et la noblesse payent à proportion de tout leur revenu. Il serait bien surprenant que la nature, le sang et la patrie ne disent rien au fond du cœur des deux premiers ordres de l'Etat dans la position où il se trouve. Les biens fonds francs de tailles, où qu'ils soient dans le royaume, doivent aussi être cothisés en même proportion que les non-francs. Les fonds nobles possédés par le Tiers-État doivent également payer. Il est bien entendu que ces biens seront alors déchargés de ce qu'ils payaient sous le nom de décimes, vingtième et franc-fief.

2° Doléance sur le centième denier et franc-fief. — 1° Les propriétés dans les hautes Cévennes n'y étant pas en corps de domaines, mais en petites portions de terre détachées et éloignées les unes des autres, il a été nécessaire d'établir des rentes foncières par des baux dits à locatairie perpétuelle. Sans cette ressource, et si ces baux étaient chargés de quelque impôt, la moitié des biens fonds resterait dans quelque temps sans culture. Ces contrats sont imprescriptibles et ne transfèrent pas la propriété au locataire ; elle reste sur la tête du locateur. En conséquence ils ne donnent pas ouverture au droit de

lods. Cependant on les assujétit au droit de centième denier comme les ventes pures. Pour les quittances publiques faites au locataire du paiement de la rente on prend le droit de contrôle sur le montant du principal de la rente, et l'on prend le centième denier pour la prise de possession de la part du propriétaire dans le cas de désistement forcé ou volontaire.

2° La plupart des habitants, quoique possesseurs de quelques fonds de terre, sont obligés de prendre un métier quelconque pour pouvoir vivre et s'en occupent seulement dans les mortes saisons, ou lorsque le travail à la campagne ne le demande pas. Ce ne sont que de simples ouvriers à la journée sans aucune jurande ni maîtrise. Cette seule qualité de *tel artisan* ou *tel ouvrier*, énoncée dans les mariages, testaments, donations et émancipations donnent lieu au contrôleur de percevoir des droits d'insinuation comme dans les autres villes, ou il y a maîtrise. Cependant par le tarif, ce droit d'insinuation est réglé sur six classes. La cinquième comprend les artisans, manouvriers et autres personnes du commun des villes. Le contrôleur fait ici payer ceux de cette classe à l'égal de ceux de la quatrième ; pourquoy déroger à ce seul article du tarif ?

En général on ne distrait pas les tailles sur le principal, quand on exige le centième denier, c'est bien injuste.

3° Les membres du Tiers-Etat, sujets au franc-fief, le payent la première année de leur jouissance à raison du revenu net d'une année sur vingt. Ce droit, quoique payé, se reproduit à chaque mutation même en ligne directe, ce qui est évidemment injuste.

Les moyens de remédier à ces objets de plainte seraient des règlements équitables, clairs et précis, pour exclure les perceptions arbitraires et injustes et qui attribuassent la connaissance des contestations aux bailliages et sénéchaussées en première instance et par appel au Parlement.

Il conviendrait que toute décision fût donnée gratis, quant aux épices, ou du moins qu'elles fussent modérées et fixées. Par là on éviterait une multitude de contraintes, amendes et saisies qui écrasent les particuliers et l'on détruirait l'opinion publique que la direction sait se procurer la plus grande influence sur les décisions de l'intendance ou du conseil, de façon qu'on la regarde comme juge et partie.

3° *Doléance sur le vingtième des maisons.* — Génolhac est qualifié *ville*, quoiqu'il ne soit qu'un petit bourg ouvert de partout et sans aucun commerce. Cependant on y fait payer le vingtième des maisons qui ne produisent aucune rente et sont nécessaires au logement des propriétaires et à enfermer leurs denrées. Il doit donc être déchargé du vingtième ou avoir droit de députer ses représentants aux Etats de la province comme les autres villes.

4° *Doléance sur le sel.* — Le prix du sel est si fort que plusieurs n'en usent pas dans leur famille et ceux qui ont des bestiaux ne leur en donnent pas la quantité nécessaire.

Cet article est si essentiel même pour tout le royaume qu'on est persuadé qu'il fixera l'attention des Etats généraux.

5° *Doléance sur la justice.* — Vu la position du pays dans des montagnes rapides, l'abondance des pluies qu'arrachent les limites des fonds, le morcellement des possessions et le mélange des fiefs, il y a, dans les hautes Cévennes, une infinité de procès pour droit de chemins, d'aqueducs, alignement de bornes ou emplacement de fiefs. La plupart de ces procès n'ont dans leur naissance que de petits intérêts, mais deviennent majeurs et ruineux par les trois degrés de juridiction qu'on est exposé à suivre.

Il serait à propos pour ces objets et autres affaires minimes de former des arrondissements dans les justices subalternes, de leur accorder le pouvoir de juger sans appel jusqu'à une somme déterminée et d'augmenter la compétence des présidiaux pour d'autres causes plus considérables.

En général le vœu de cette communauté est qu'il n'y ait que deux degrés de juridiction, que les Tribunaux soient plus rapprochés des justiciables ; que les dépens dans toutes les cours de justice soient plus modérés, qu'il y ait un terme fixé pour la décision de tout procès, et attendu que beaucoup de procès dérivent de l'impéritie des notaires, il est indispensable de les assujétir à un examen des plus sérieux lors de leur réception.

6° *Doléance sur les milices.* — La communauté pense que la forme actuelle du tirage au sort est extrêmement onéreuse au peuple. Il est démontré qu'un seul milicien coûte, à chaque paroisse, au moins

4,200 livres, à cause des cotisations qu'on ne peut empêcher et de la cessation du travail dans presque toute la paroisse.

Il paraît qu'il serait mieux de permettre aux communautés d'acheter des hommes volontaires dont elle répondrait.

7^e Doléance sur les états de la province. — Les états de la province, tels qu'ils sont, ne représentent pas la **généralité des habitants** dont ils n'ont aucune mission. Le clergé n'y a aucun intérêt, et la noblesse n'en a qu'un partiel. On s'y est livré au goût des entreprises plus fastueuses qu'utiles. Leur administration, quant à la distribution des sommes affectées aux indemnités et aumônes, a été critiquée ; et ils ont négligé les chemins dans les parties de la province où ils étaient les plus nécessaires, pour en faire de trop beaux auprès des villes.

On demande donc une nouvelle formation d'état à l'instar de ceux du Dauphiné.

8^e Doléance sur les péages. — Quoiqu'on ait déjà supprimé nombre de péages, il en existe encore qui sont très onéreux et font désertier les routes où ils sont établis.

La suppression de ces péages mérite l'attention des Etats-Généraux.

9^e Doléance sur la dîme. — Le peu de blé qui se recueille dans ce pays, se sème sous les châtaigners, qui absorbent tout l'engrais, de façon que le blé ne produit communément que la double semence ; mais les châtaigners en profitent, et le décimateur prend son droit, non seulement sur les châtaigners, mais même sur le blé. Dans plusieurs endroits les foins sont dîmés, et les bestiaux, qui en sont nourris, payent aussi, ce qui ne paraît pas juste et met des entraves à une meilleure culture.

Tels sont les objets des doléances que la misère du pays rend plus sensible dans les Hautes-Cévennes que dans les autres parties de la province.

Ils seraient bien susceptibles d'un plus grand développement, mais on se flatte que leur seule énonciation suffira pour engager MM. les députés élus à y avoir égard dans la rédaction du cahier général des doléances.

Fait et arrêté dans l'assemblée générale de ladite ville et commu-

nauté convoquée dans la maison de ville, le 11 mars 1789, pour être remis tout de suite à MM. les députés élus.

A la suite, viennent les seings du conseil politique et des autres, faisant en tout 110 seings.

M. Bondurant-Laroche et moi, avîons fait, le 10 mars 1789, le cahier susdit des doléances, tel qu'il est ci-dessus, et il a été approuvé, le lendemain, par les 110 seings.

Signé : D'AIGUEBELLE.

(Archives communales de Genolhac, feuille volante).

On voit, par l'examen de ce cahier des doléances, que la communauté de Génolhac comprenait la nécessité d'une sage réforme, pour une plus juste et équitable répartition de l'impôt, pour l'abolition du 100^e denier et 20^e des maisons, pour la diminution du prix du sel, pour la décentralisation de la justice, qu'on voulait à deux degrés, pour la diminution des frais de justice et pour la surveillance des notaires, qu'on doit soumettre à un plus sérieux examen, lors de leur réception, pour la suppression des péages et de la dtme.

Toutes ces réformes étaient justes et nécessaires ; mais fallait-il, pour les obtenir, faire table rase de tout un passé qui n'était pas sans gloire.

Si on avait laissé la religion et le bon sens présider à ce mouvement de réforme, et le diriger, on aurait épargné à la France tant de hontes, de désastres et de meurtres, dont la Révolution s'est souillée.

LES FIANÇAILLÈS ET LES MARIAGES

EN PROVENCE

A LA FIN DU MOYEN AGE, D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS

Par M. Charles DE RIBBE

Parmi les coutumes domestiques de la vieille France, il en est peu de plus attrayantes que celles des mariages. Le côté gracieux du sujet n'est pas seul à les rendre pleines de charme. Elles captivent à d'autres titres ; et, pour l'historien, rien n'est attachant comme d'y suivre les traces des plus anciens rites, des traditions primordiales de l'humanité.

En ce qui me concerne, je viens d'en faire l'expérience, au cours d'explorations où, sans que je les cherchasse, elles se sont offertes à moi presque d'elles-mêmes.

Voulant donner un complément à mes précédents travaux sur les familles et la société des trois derniers siècles, je me proposais pour but de les étendre aux siècles antérieurs. Curieux étais-je particulièrement de connaître, quelque peu à fond, une Provence encore ignorée, bien qu'elle ne se perde pas dans la nuit des temps, la Provence de la fin du moyen-âge. Petite nation, jouissant alors de son autonomie, et se gouvernant, s'administrant selon ses besoins et ses mœurs, elle se distinguait par une organisation qui lui était bien propre, et surtout par des institutions éminemment populaires. Toujours, me plaçant au même point de vue où je les avais déjà considérées pour les siècles suivants, j'avais à cœur de rechercher qui, en cette fin du moyen-âge, dans la plus belle époque de leur épanouissement, avait été et ce que je puis à bon droit appeler leur *substratum* moral.

C'était, pour ainsi dire, l'âme provençale à ressaisir, telle qu'elle

se manifestait dans l'intimité de la vie privée et dans l'expansion de sa vie sociale.

Jusque-là, pour des époques relativement proches de la nôtre, de très nombreux Livres de raison m'avaient été les meilleurs des guides, des sources d'information sans pareilles. Mais ici, sans tarir absolument, elles s'amoindrissaient en quantité, et il s'agissait d'en interroger de nouvelles.

Heureusement, sous ce rapport, la Provence a d'autres richesses que ses anciens Livres de raison. Elle possède aussi de vrais trésors dans ses vieilles minutes notariales, dont il est un bon nombre qui remontent au XV^e et même au XIV^e siècle. Trésors non moins inépuisables qu'ils sont d'un prix inestimable. J'ai pu en juger par une pratique qui date de bien des années, et elle me suggère à leur égard un double vœu. Le premier porte sur les mesures que réclame le devoir scientifique, et en quelque sorte national, de leur conservation. Pour la partie intéressant le moyen-âge surtout, elles se justifient d'elles-mêmes. Ne serait-il pas temps d'arracher celles-là à l'état déplorable d'abandon, où, trop généralement, elles sont laissées et où elles dépérissent ? — Le second de ces vœux est que, inventoriées, classées, rendues accessibles à tous, elles puissent, entre les mains d'érudits pénétrés de l'esprit d'observation, servir à entreprendre, comme il le faudrait, une grande œuvre de science. L'histoire sociale du passé, celle qu'il importerait le plus aujourd'hui de connaître dans sa vérité, et sur laquelle sont répandues le plus d'erreurs, est presque en entier à faire ou plutôt à refaire. Or, en ce qui touche le peuple et les classes moyennes, c'est-à-dire la masse du corps social, c'est là qu'en sont à peu près tous les matériaux.

Je ne puis, à ce sujet, m'empêcher d'évoquer le souvenir de l'homme éminent qui fut mon vénéré maître, M. Le Play.

Dans l'introduction du livre qui a rendu son nom impérissable : *La Réforme sociale en France, déduite de l'observation comparée des peuples européens*, quelles pages lumineuses et éloquentes, dictées par le plus pur patriotisme, ne lisons-nous pas de lui sur les services inappréciables rendus à la science des sociétés, « par les vieux écrits que déchiffrent les paléographes (1) ! » Nul, mieux que lui, n'a caractérisé, avec cet intérêt scientifique, les autres qui s'y attachent.

(1) T. I, chap. 6 § IV, p. 45 de la sixième édition.

« L'historien ou le romancier, conclut-il, qui se placerait pour la première fois à ce point de vue (celui des beaux exemples d'harmonie sociale que présente l'ancienne France), en s'appuyant sur l'étude des faits et des mœurs, nous transporterait, pour ainsi dire, dans un monde inconnu (1). »

Et, en effet, c'est bien dans un monde inconnu que je me suis vu transporté par les documents venus à moi du fond de ces vieilles archives de notaires, où ils dormaient, peut-être, depuis des siècles.

Au premier rang, y figuraient une multitude de très anciens contrats de mariage. J'en ai lu plusieurs centaines. Sous leur sèche apparence, comme ils se découvrirent à moi pleins de choses ! Chez beaucoup d'entre eux, quelle matière à surprises ! et, malgré leur mauvais latin, quel vivant spectacle ne donnaient-ils pas, en ressuscitant un monde disparu depuis quatre ou cinq cents ans : Provençaux de tout rang, gens de toutes classes, nobles, bourgeois, artisans, travailleurs des villes, laboureurs aux champs ! Là, reparaissaient, avec l'éclat qu'elles eurent et dans la pompe dont la religion les entoura, au plus grand jour de leur belle jeunesse, les mariées des XIV^e et XV^e siècles, revêtues de leurs brillantes parures.

J'ai cédé à l'attrait de leur consacrer une esquisse toute spéciale. Détachée de l'étude d'ensemble où je voudrais dépeindre la société provençale à la fin du moyen-âge, elle me permettra de retracer un peu plus au long, dans le cadre que le sujet comporte, les fiançailles et les mariages, tels qu'ils étaient pratiqués et célébrés en Provence à cette lointaine époque.

Aujourd'hui, de cette esquisse, heureux suis-je de pouvoir communiquer un fragment à une réunion de vrais savants, pour lesquels ce monde du passé aura, je l'espère, quelque intérêt.

En premier lieu, est la scène du contrat. Puis, viennent celles de l'*actio nuptialis*, dans lesquelles nos anciens rituels dérouleront sous nos yeux les divers aspects du symbolisme, à la fois liturgique et juridique, qui alors constituait les formes si curieusement originales du mariage.

Quant au contrat en lui-même, tout ce qu'il embrassait, comme stipulations réglant les accords, n'est pas d'une moindre originalité.

(1) *Ibid.*, § IX.

Chiffres ordinaires des dots en haut et en bas de l'échelle ; — mode universellement établi dans la façon de les acquitter, laquelle consistait à y pourvoir par l'épargne, en échelonnant les annuités ; — les coffres, la robe et les bijoux nuptiaux, les articles du trousseau, formant l'apport mobilier de la femme ; — les présents des proches et des amis ; — enfin, le festin des noces, chose d'importance et qui, à cette époque, prenait des proportions extraordinaires....., tout cela achève de nous initier, non seulement aux mœurs, mais à l'état économique du temps, à la condition des personnes et aux rapports des classes entre elles.

En cela surtout, nos vieux notaires, remplissant près de nous le rôle d'informateurs, nous ménagent d'autant moins les détails et ces petits traits où se grave la physionomie d'une époque, ils sont d'autant plus intéressants à entendre que, pour une bonne partie du moins, ils sont en plein dans leur élément.

CHAPITRE PREMIER

L'IDÉE RELIGIEUSE ET SOCIALE DANS LE CONTRAT DES FIANÇAILLES

SOMMAIRE : En Grèce et à Rome, le mariage, cérémonie sacrée par excellence. — Que les dieux vous bénissent ! Que les dieux vous soient propices ! — La *sponsa*, appelée en Provence *fernuda*. — La scène du contrat où s'échangent les promesses. — Le *In facie sanctæ matris Ecclesiæ*. — Les notaires provençaux et leurs formules religieuses sur le mariage. — *Crescite et multiplicamini*.

Il y a une matière inépuisable à observations dans la recherche des coutumes romaines qui subsistaient au sein de la vieille Provence. Ainsi, lorsque nous y voyons le père ou, à son défaut, les frères de la future intervenir au contrat, pour y promettre, soit une fille, soit une sœur, il nous semble assister à une des scènes qui reviennent souvent dans les comédies de Plaute.

L'une d'elles nous représente Philton et Lesbonicus échangeant le dialogue suivant :

« PHILTON. — Je vous demande votre sœur pour mon fils. Puisse cette alliance être heureuse ! Me donnez-vous votre parole ? Répon-

dez donc : « Que les dieux vous bénissent ! Je m'engage. *Spondeo*. »

« LESBONICUS. — Que les dieux vous bénissent ! Vous avez ma parole (1). »

C'est qu'à Rome, l'acte où sont consignées les promesses de mariage est conçu de la sorte, dans ces formes brèves : *An spondes ? — Spondeo*. Les fiançailles s'appellent *sponsalia* ; la *sponsa* est l'accordée, la promise.

En Provence, elle prend le titre de *fermada*, mot dérivé du latin *fir-mare*, dans lequel se traduit le fait d'une affirmation expresse par serment. Le 13 décembre 1477, à Ollioules, Jaume Deydier enregistre en ces termes, dans son Livre de raison, l'événement de ses fiançailles : *Ay fermat en nom de mariage*. Cette forme de langage était usuelle dans tout le Midi. A Montauban, *Fermar marit*, du côté de la femme, c'était « affirmer son choix » ; *Jurar molher* en était la contre-partie du côté du mari (2). — *Prometen que se fermaran*, est-il dit dans un contrat passé à Argelès, le 19 septembre 1525 ; chez les populations pyrénéennes, on allait jusqu'à engager, pour des fiançailles futures, des enfants en bas âge (3). A Limoges, en 1487 : *Yeu fermiet la Mathive Beynesche*, écrit Psaumet Péconnet dans son journal, où il relate les diverses circonstances de son mariage (4).

La formule de la demande et des accords, telle qu'on vient de la lire dans Plaute, est essentiellement religieuse. Chaque fois qu'elle y est reproduite, elle garde ce caractère. Ainsi, nous lisons ailleurs :

« MÉGADORE. — Pourquoi ne pas me promettre votre fille ?

« EUCLION. — Sur le pied que je vous ai dit : sans dot.

« MÉGADORE. — Enfin, me la promettez-vous ?

« EUCLION. — Je vous la promets.

« MÉGADORE. — Que les dieux soient propices (5) ! »

Pour comprendre tout ce que signifient ces invocations religieuses : *Que les dieux vous bénissent ! Que les dieux soient propices !* il

(1) *Le Trésor*, acte II, sc. V.

(2) EDOUARD FORESTIÉ, *Les Livres de comptes des frères Bonis, marchands montalbannais au XIV^e siècle* (1890), t. I, p. CLIX, et t. II, p. 122.

(3) G. B. DE LAORÈZE, *Histoire du droit dans les Pyrénées* (1867), p. 141.

(4) LOUIS GUIBERT, *Livres de raison limousins et marchois* (1888), p. 175.

(5) *L'Aululaire*, acte II, sc. IV.

faut se reporter aux temps où régnait l'antique religion du foyer, dans laquelle le mariage était considéré comme étant par excellence une cérémonie sacrée.

« Le mariage y était la cérémonie sainte, dit M. Fustel de Coulanges. Il est habituel aux écrivains latins ou grecs, de désigner le mariage par des mots qui indiquent un acte religieux. Pollux, qui vivait du temps des Antonins, mais qui était fort instruit des vieux usages et de la vieille langue, dit que, dans les anciens temps, au lieu de désigner le mariage par son nom particulier (γάμος), on le désignait simplement par le mot de *τελος*, qui signifie : cérémonie sacrée.... Chez les Grecs, dans la maison paternelle, en présence du prétendant, le père, entouré ordinairement de sa famille, offre un sacrifice. Le sacrifice terminé, il déclare, en prononçant une formule sacramentelle, qu'il donne sa fille au jeune homme.... Ce qui précède n'est que l'apprêt et le prélude de la cérémonie ; l'acte religieux va commencer dans la maison. On approche du foyer ; l'épouse est mise en présence du foyer domestique. Elle est arrosée d'eau lustrale, elle touche le feu sacré. Des prières sont dites, puis les deux époux se partagent un gâteau ou un pain... »

A Rome, « l'épouse est conduite devant le foyer, là où sont les Pénates, où tous les dieux domestiques et les images des ancêtres sont groupés autour du feu sacré. Les deux époux, comme en Grèce, font un sacrifice, versent la libation, prononcent quelques prières et mangent ensemble un gâteau de fleur de farine (*panis farreus*).... »

« L'institution du mariage sacré doit être aussi vieille, dans la race indo-européenne, que la religion domestique, ajoute M. Fustel de Coulanges ; car l'une ne va pas sans l'autre. Cette religion a appris à l'homme que l'union conjugale est autre chose que l'union des sexes et une affection passagère, et elle a uni deux époux par le lien puissant du même culte et des mêmes croyances. La cérémonie des noces était d'ailleurs si solennelle et produisait de si graves effets qu'on ne doit pas être surpris que ces hommes ne l'aient crue permise et possible que pour une seule femme dans chaque maison. Une telle religion ne pouvait pas admettre la polygamie. On conçoit même qu'une telle union fût indissoluble et que le divorce fût impossible. Le droit romain permettait bien de dissoudre le mariage par *coemptio* ou par *usus* ; mais la dissolution du mariage religieux

était fort difficile ; pour cela, une nouvelle cérémonie religieuse était nécessaire... (1). »

Au sein de ces civilisations où régnait un paganisme plus ou moins grossier, l'idée de Dieu avait pu s'obscurcir au point de se perdre dans les choses de la matière ; mais elle se conservait, quoique dénaturée, dans des simulacres d'emprunt ; et, ce qui touchait l'homme de plus près, le foyer étant pour lui doublement sacré par les âmes vivantes des ancêtres et par son rôle de providence comme abri et siège de sa propre famille, il concentrait sur lui toute sa religion, il lui portait tout son culte (2).

Après l'avènement du christianisme, quelle transformation et quel renouvellement ! Restant dans notre cadre et dans notre sujet, avant d'en juger par les divers actes qui, au moyen-âge, constituaient les rites et le cérémonial du mariage, voyons à quel point, sur un fonds de coutumes civiles ressemblant beaucoup aux anciennes, s'est superposé un ordre religieux d'une bien autre puissance. A elle seule, la scène des promesses échangées chez le notaire en dira plus long que tous les commentaires.

Les fiancés comparaissent devant l'officier public. Entourés de leurs parents, de leurs proches et de leurs amis, ils vont se lier par un contrat, contrat purement civil, il est vrai, mais auquel des rites religieux présideront en le dominant. Devant eux, le livre des Evangiles est ouvert. La main droite posée sur lui, ils jurent de se prendre pour mari et femme, *in facie sanctæ matris Ecclesiæ*. Dans les textes écrits en provençal, on lit : *In facia de santa mayre Gleysa*. Pourquoi ces mots : « En face de sainte mère l'Eglise ? » Ils signifient bien que le oui sacramentel devra être prononcé en présence et avec la bénédiction du prêtre, ayant mission de marier les deux futurs époux ; mais ils expriment aussi une vieille coutume chrétienne. Lorsque viendra le grand jour des épousailles, les fiancés se présenteront au porche

(1) FUSTEL DE COULANGES, *La Cité antique* (1864), pp. 46-52.

(2) Les jurisconsultes romains nous traduisent bien, dans leurs formules, ce caractère sacré du mariage qui, malgré la faculté d'user du divorce laissée au mari, le rendit à Rome indissoluble, en fait, pendant plus de cinq siècles, et dont l'effacement produisit des unions qu'un caprice suffisait à rompre. On connaît la belle définition des justes noces donnée par Modestin, lib. I, *de Regularum* (Digeste, Loi I, de *Ritu nuptiarum*, 23, 2) : *Nuptiæ sunt conjunctio maris et feminae [et] consortium omnis vitæ divini et humani juris communicatio*.

de l'église. — « Quand il vient à l'huis del monastery ou d'esglise d'estre espousé... », porte un très ancien texte, cité par du Cange(1). Tous les rituels sont à cet égard unanimes.

« C'est à l'entrée ou sous le porche de l'église, dit M. Léon Gautier, qu'a lieu le véritable mariage, et les cérémonies de l'Eglise n'en seront, en quelque manière, que le complément et la parure. C'est là, en présence de nombreux témoins, devant la porte fermée de l'édifice sacré, à l'ombre de la statue du Christ et sous les voussours peuplés des saints de pierre, que les deux fiancés vont donner à leur union leur libre et solennel consentement, et le sacrement consistera dans les paroles qu'ils prononceront (2). »

« L'Eglise est une mère ; l'Eglise a été la grande institutrice et éducatrice des peuples », s'écriait, au milieu de débats parlementaires où étaient engagés de grands intérêts religieux et politiques, l'illustre Montalembert, retraçant les bienfaits dont lui sont redevables la civilisation et les sociétés modernes. Or, ici, n'est-ce pas chose frappante de la voir, au moyen-âge, universellement saluée de ce beau titre ? Et c'est à propos du plus important des engagements que l'homme puisse contracter, de celui dont dépend le bonheur des individus, et qui, après avoir donné naissance à la famille, constituera sa vie morale, et, avec elle, la prospérité des nations ! Partout alors, on n'appelle l'Eglise que « sainte mère », dans l'acte solennel du mariage qu'elle autorise et qu'elle consacre. Et le moyen-âge n'est pas le seul moment de l'histoire où on la trouve honorée et vénérée de la sorte. Plus tard, lorsque les fiançailles auront fini par se confondre avec le mariage, jusqu'en plein XVIII^e siècle, le *In facie sanctæ matris Ecclesiæ* se conservera dans le style notarial (3).

(1) Au mot *Affidare*.

En 1397, Pernelle, femme du célèbre alchimiste Nicolas Flamel, légua une rente de deux sous six deniers tournois « à chacune des cinq pauvres personnes qui ont accoutumé de seoir et de demander l'aumône au portail où l'on épouse les mariés à l'église St-Jacques. » (CHÉRUEL, *Dictionnaire des institutions, mœurs et coutumes de la France*, t. II, p. 737.)

(2) LÉON GAUTIER, *La Chevalerie* (1884), pp. 424-428.

(3) Le 3 février 1744, à Aix, contrat de mariage entre J.-Laurent Boyer de Fonscolombe, d'une part, et, de l'autre, demoiselle Jeanne d'Albert Saint-Hippolyte : « Promettent, les dits..., de se prendre pour mari et femme en vrai et légitime mariage, et de le solenniser en face de sainte mère Eglise catholique,

Est-ce à dire que cela s'établit de soi-même, dans les mœurs, par l'énorme ascendant qu'avait alors l'idée religieuse ? Le moyen-âge aurait-il été, d'un bout à l'autre et partout, tel que beaucoup l'imaginent, une époque où l'Eglise régnait en souveraine absolue, entraînant les masses populaires dans une foi entièrement soumise ? On se tromperait fort en lui attribuant ces vertus sans distinction de temps et de lieux. Nous jugerons bientôt, par quelques traits, des obstacles que, bien au contraire, l'Eglise eut à vaincre pour régler, avec le mariage, la condition première de l'ordre chrétien, en même temps que celle de l'ordre social.

Naguère, en citant la formule de : *In facie sanctæ matris Ecclesiæ*, nous ne l'avons pas donnée tout entière. Il lui manquait un mot, et il est décisif. Toujours, ou presque toujours, à *Ecclesiæ*, on ajoutait *permittente*. Les fiancés seront admis à se marier ensemble, si l'Eglise l'autorise ; si *sancta mater Ecclesia illud concessit faciendum* (1), lisons-nous dans des textes du Dauphiné, comme dans ceux de la Provence. Ceci, dans les derniers temps du moyen-âge, est devenu, sous la plume des notaires, la marque en quelque sorte authentique de l'empire que l'Eglise a fini par exercer sans conteste, comme gardienne des lois divines qui, en faisant du mariage un sacrement, lui assurent sa validité et lui donnent sa sainteté.

Le plus ancien des livres de famille, le *Livre de Tobie*, nous retrace les rites du mariage aux temps bibliques. « Raguel prit la main droite de Tobie et la mit dans la main droite de sa fille, en disant : *Que le Dieu d'Abraham, d'Isaac et de Jacob soit avec vous ; qu'il vous unisse et accomplisse en vous sa bénédiction !* Et, prenant un livre, ils dressèrent le contrat de mariage... (2). »

Nos notaires provençaux, en dressant les contrats de fiançailles, qui étaient, au fond, des contrats de mariage, n'avaient pas qualité pour

apostolique et romaine, à la première réquisition faite par l'un ou l'autre des futurs époux. » Le mariage eut lieu le lendemain, 4 février.

(1) Contrat de mariage de noble André de Leusse avec noble Blandine de Buxi, à St-Marcellin, en Dauphiné, 23 novembre 1395. — *Histoire généalogique de la maison de Leusse* (1885), p. 218.

(2) *Genèse*, chap. VII, 15.

usurper le rôle dévolu au prêtre, lorsque ce mariage serait à célébrer. Mais, si pénétrés étaient-ils du caractère religieux de leur office, qu'ils se montraient jaloux d'en relever la vulgarité ordinaire par quelques belles pensées ou citations chrétiennes, surtout quand se présentait l'occasion d'un mariage de marque. En général, dans leurs actes, ils savaient glisser un mot agréable aux parties. Parlant de l'union dont elles allaient jeter les bases, comme les personnages de Plaute répétaient à l'envi : *Puisse-t-elle être heureuse!* ils ne manquaient pas de dire que le bonheur ne saurait lui manquer. *Felix matrimonium!* écrivent-ils d'habitude. Seulement, avec plus de confiance que les personnages de Plaute n'avaient dans les secours de leurs dieux, ils plaçaient la leur sous les auspices du Christ : *Christi auxilio mediante*. Parfois, ainsi que cela se pratiquait en tête des Livres de raison, ils invoquaient Dieu, la Vierge Marie et toute la Cour céleste : *En nom de Dieu, de la Vierge Maria e de tot la Cort celestial, segon si los capitols conclus e passas...* (1)

Là où ils semblent prendre tout à fait le rôle du prêtre, c'est lorsque, ouvrant leurs contrats par de véritables formulaires de foi, ils y insèrent les termes mêmes par lesquels celui-ci, plus tard, déclarera indissolublement unis les deux époux, après leur avoir donné la bénédiction nuptiale. Au préambule de l'acte, l'indissolubilité du lien conjugal est posée avec une énergie singulière, au nom des deux parties, lesquelles s'engagent à observer inviolablement la loi émanée du Verbe divin : *Ce que Dieu a uni, que nul homme n'ose le désunir* (2).

Il en est qui, remontant jusqu'à la création de l'homme tiré du limon de la terre, rappellent que la femme lui fut donnée pour compagne, avec cet ordre : *Croissez, multipliez et couvrez la terre*. Ils citent cet autre passage de la Genèse : *L'homme quittera son père et sa mère, et il s'attachera à son épouse, et ils seront deux en une seule chair*; puis les épîtres de saint Paul : *Maris, aimez vos femmes comme le Christ a aimé son Eglise*. (3) La formule le plus généralement

(1) Pactes de mariage entre Baptiste de Pontevès, seigneur de Cotignac, et Hélène Cossa (Aix, 8 juin 1465), publiés dans la *Revue historique de Provence*, 1^{er} janvier 1890.

(2) « Volentes observare verbum Dei : Quos Deus conjunxit, homo non separet. »

(3) « Veteris et novi Testamentorum auctoritate, inter virum et feminam

employée dans les contrats de la fin du XV^e siècle et des premières années du XVI^e est celle-ci, avec quelques variantes seulement dans la forme : *Par la clémence du Créateur tout-puissant, de Notre-Seigneur Jésus-Christ, le mariage fut établi dès le commencement du monde, pour que la société des hommes s'accrût de nombreuses lignées d'enfants légitimes, et que la foi catholique, avec son divin culte, trouvât de fidèles serviteurs jusqu'à la consommation des siècles* (1).

Plus tard, aux longues formules latines du style notarial, en succéderont d'autres qui, dans leur brièveté, ne seront pas moins expressives, notamment celle-ci : *A l'honneur et louange de Dieu, et augmentation de l'humain lignage.*

Dans un livre où il montrait la science des lois de l'histoire comme essentiellement liée à la connaissance de plus en plus exacte et expérimentale de la loi morale, le P. Gratry écrivait : « Non, la science n'a pas encore médité la première grande loi : *Croissez, multipliez, couvrez la terre et domptez-la...* Puis, il ajoutait : « Vous ne pouvez multiplier et couvrir la terre que si vous augmentez par la croissance des hommes capables, par leur valeur propre, par l'énergie, l'intelligence et la vertu, d'apporter à la richesse du genre humain plus qu'ils ne prennent (2). » Or, tous les textes qui nous viennent des profondeurs de la vieille France concourent à porter un même témoignage. Ils nous disent ce que, dans l'esprit, dans la conscience des hommes formés par la tradition, le mariage était, pour les contractants, non seulement comme futurs pères de famille, mais comme membres de la société chrétienne. Ils font revivre sous nos yeux ces antiques sociétés patriarcales, chez lesquelles

debent fieri legitimæ nuptiæ, ut populus multiplicetur et terra hominibus repleatur. Inde est quod dicitur : *Multiplicamini et replete terram.* — *Relinquet namque homo patrem et matrem, et adheret uxori suæ, et erunt duo in carne una...* »

(1) « Ab ipsâ Altissimi Creatoris, Domini nostri Jesus-Christi clementiâ, conjugalis copula quæ matrimonium dicitur à primo mundi exordio fuit instituta, ut inde, productione liberorum, prole perveniente, respublica augeatur et divinus cultus catholicæ fidei diutius celebratur... »

(2) A. GRATRY, *La morale et la loi de l'histoire* (1868), t. I, pp. 215, 218.

les unions fécondes étaient entourées de si grands honneurs, ces temps où, sous des symboles empruntés à une nature inépuisable dans ses dons, la fécondité était l'objet de vœux par lesquels on l'appelait sur les nouveaux époux comme une bénédiction du Ciel. Des coutumes, remontant aux âges primitifs, se perpétuèrent longtemps, à cet égard, dans les rites domestiques.

Chez les Hébreux, tous les assistants jetaient par trois fois des grains sur la tête de la nouvelle mariée. Dans le mariage russe, un des prêtres fait de même aujourd'hui ; seulement il substitue le houblon aux grains, et il demande à Dieu que l'épousée soit féconde.

Un prêtre catholique missionnaire, J.-A. Dubois, dans un livre publié en 1825 sur les *Mœurs, institutions et cérémonies des peuples de l'Inde*, retraçait ce dont il avait été témoin dans les rites du mariage, tel qu'il s'y célèbre :

« On apporte aux mariés deux corbeilles pleines de riz ; ils prennent de ce riz entre les deux mains et se le répandent mutuellement sur la tête. Ils répètent ce manège à plusieurs reprises, jusqu'à ce qu'ils soient fatigués ou qu'on leur dise de cesser. Dans quelques castes, ce sont les convives qui font aux nouveaux mariés cette cérémonie, à laquelle on donne le nom de *sacha*. On a vu des princes ou des personnes très riches employer, au lieu de riz, pour faire le *sacha*, des perles et des pierres précieuses mêlées ensemble.... Cette cérémonie exprime le vœu que l'abondance des biens terrestres se répande sur les nouveaux mariés, ou qu'une heureuse fécondité soit le fruit de l'union qu'ils viennent de contracter, et peut-être l'un et l'autre (1). »

La vieille France n'était pas étrangère à ces coutumes. « Comme symbole du but social qu'il se proposait dans son union, nous dit M. Edelestand du Ménil, le nouveau mari jetait sur sa jeune épouse des poignées de ces grains qui fécondent la terre et assurent l'avenir des peuples (2). » Des vallées des Alpes en gardaient des vestiges

(1) Pp. 312-314.

L'auteur ajoutait que, dans quelques pays, les juifs modernes avaient coutume de jeter sur les mariés, et surtout sur la femme, du froment à pleines mains. en disant : « Croissez et multipliez. »

(2) EDELESTAND DU MÉNIL, *Des formes du mariage et des usages populaires qui s'y rattachaient, surtout en France pendant le moyen-âge* (1862).

encore au commencement de ce siècle, mais qui s'étaient peu à peu dénaturés. A Fours (Haute-Provence), avant que l'épousée ne fût introduite dans la maison de son mari, le plus proche de ses parents lui présentait sur un plat deux poignées de froment, qu'elle prenait et répandait sur les assistants (1).

Dans leurs études sur les monuments de Rome chrétienne, notamment sur les sarcophages, les antiquaires ont plus d'une fois rencontré, figurés à la main des époux, soit près d'eux, des volumes roulés (2). Ces volumes étaient, soit les *instrumenta dotalia*, ou les actes relatifs à la dot, soit encore les *tabulæ nuptiales*, ou les actes constatant le mariage.

Nos contrats provençaux du moyen-âge, contenant les stipulations intervenues entre les parties lors des fiançailles, nous représentent ceux de l'époque romaine, avec ce trait en plus que souvent l'Eglise achevait de les consacrer par la publication qui en était faite au moment du mariage. *Et fiet recapitulatio de dote mulieris*, est-il dit dans le rituel de Lire, pays de dot. Notons, au surplus, qu'on trouve des contrats passés même dans l'église où sont célébrées religieusement les fiançailles (3).

(1) *Recherches sur la géographie ancienne et les antiquités du département des Basses-Alpes*, par D. J. M. Henry (1842), pp. 66-67.

(2) MARTIGNY, *Dictionnaire des antiquités chrétiennes* (1865), p. 388, au mot *Mariage chrétien*.

(3) Le contrat de André de Leusse avec Blandine de Buxi, dont il a été parlé plus haut, est dressé et publié (23 novembre 1395) in *ecclesia parrochiali Sancti-Marcellini*. En 1503, le 31 décembre, c'est encore dans une église, *infra ecclesiam Nostræ-Dominæ de Crotonis*, diocèse de Vence, qu'est passé l'acte dotal de Béatrix de Villeneuve, fille de noble Johan de Villeneuve-Tourette, laquelle vient de se fiancer avec Georges Maiffredi, fils de maître Urbain Maiffredi.

CHAPITRE II

LES FIANÇAILLES « PAR PAROLES DE FUTUR », ET LES MARIAGES
« PAR PAROLES DE PRÉSENT »

SOMMAIRE : Les rites du mariage, vrai poème liturgique. — Comment on se fiançait devant l'Eglise. — Les fiançailles par *paroles de futur*. — Le serment au moyen-âge, et respect dont il était entouré. — Sanction pénale stipulée par les parties. — Les fiançailles par *paroles de présent* dégénérant en mariages clandestins. — Celles-ci interdites par l'Eglise ; — Par l'ordonnance de Blois au XVI^e siècle. — Les *Promessi sposi* de Manzoni, et les *paroles de présent* se produisant par surprise.

Dom Martène, dans son grand recueil sur les antiques rites de l'Eglise, a fait précéder ceux du mariage d'un mot bien expressif.

Actio nuptialis, écrit-il en les embrassant tous dans leur ensemble. « L'action nuptiale ! » c'est-à-dire le plus important des événements de la vie, celui par lequel va être fondée une nouvelle famille, se manifestant en une succession d'actes solennels essentiellement liés, une sorte de poème liturgique se déroulant en plusieurs chants ! D'abord, les promesses, puis, à un intervalle plus ou moins rapproché ou éloigné, l'engagement définitivement pris ; la bénédiction et la remise des arrhes, celles de l'anneau, signe d'une alliance indissoluble ; enfin, comme couronnement, comme sceau imprimé d'en haut à l'union qui vient d'être contractée et célébrée, la bénédiction nuptiale donnée aux époux par le prêtre : tout cela empruntant des formes plus ou moins originales aux coutumes, au génie poétique de chaque race, se produisant avec un fonds de traditions et un symbolisme religieux et juridique qui rappellent sous plus d'un rapport les premiers âges du monde !

Encore une fois, quelle matière à observations et à évocations !

Il y a déjà bien des années, Michelet, tout occupé qu'il était alors de la recherche des formes symboliques du vieux droit français et

de ce qu'il appelait le droit universel (1), fut émerveillé de tout ce qu'il trouva dans le *De antiquis ritibus Ecclesie* de D. Martène. « Ce recueil, disait-il, contient plusieurs rituels français de la plus grande beauté. Les actes religieux sont en même temps des actes civils. » Et il y puisa bien des traits qui, pour beaucoup, furent la révélation d'un monde inconnu.

C'est un peu l'impression que nous ont laissée à nous-même une multitude de textes, jusqu'ici très insuffisamment explorés et étudiés, dans lesquels s'est conservée la vive et pittoresque empreinte du moyen-âge provençal. Parmi eux, en première ligne, sont nos contrats de fiançailles, ou, pour mieux dire, de mariage, rapprochés des rites dont ils étaient accompagnés religieusement.

Après les formules des notaires, voyons celles employées par l'Eglise et devant l'Eglise. Elles ne sont qu'un prélude à l'*actio nuptialis*, prélude des plus simples en apparence ; mais, sous cette simplicité, combien ne vont pas se découvrir de grosses questions !

A Aix, le prêtre interroge en ces termes les deux jeunes gens, auxquels sont donnés les nom de Johan et de Marie.

LE PRÊTRE AUX DEUX : Voulez-vous vous fiancer ?

RÉPONSE : Oui.

LE PRÊTRE AU JEUNE HOMME : Quel est ton nom ?

RÉPONSE : « Johan (2). »

LE PRÊTRE A LA JEUNE FILLE : *Marie, par la foy de vostre corps avez-vous promesse ou aultre en cas de mariage* (3) ?

RÉPONSE : Non.

LE PRÊTRE AU JEUNE HOMME : Johan, tu promets et jures par ta foy que prendras à femme et espouse Marie qui est cy présente, dedans quarante jours, si Dieu et nostre mère sainte Eglise consent et accorde (4) ?

RÉPONSE : Oui, Sire.

(1) MICHELET, *Origines du droit français, cherchées dans les symboles et les formules du droit universel* (1837).

(2) Le texte latin porte :

D. *Vultis affdari* ? — R. Sic. — D. *Quod est nomen tuum* ? — R. *Johannes*.

(3) Ceci en français.

(4) *Id.*

Même question à la jeune fille et même réponse (1).

LE PRÊTRE LES BÉNIT EN DISANT : *Je vous fiance, au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit* (2), et les asperge d'eau bénite.

Dans leurs promesses, les fiancés s'engagent « sur la foy de leur corps », selon la demande à eux posée. Ce réalisme de formule n'a pas besoin d'un commentaire ; bientôt, du reste, il s'expliquera de lui-même. Dans le moment, ne considérons que le fait de ces promesses ; elles constituent le premier acte, par lequel les deux parties, non contentes de se lier dans l'ordre civil, le font étroitement, surtout devant Dieu, se créant ainsi doublement un droit réciproque à un mariage futur.

Les fiançailles, contractées et célébrées de la sorte, ont un nom consacré dans la langue juridique : on dit qu'elles sont faites « par paroles de futur », *sponsalia per verba de futuro*. Aujourd'hui, de semblables conventions seraient frappées de nullité et regardées comme non avenues. Alors, elles répondaient si bien à d'immémoriales traditions et aux exigences de l'état économique des familles, que les intéressés, en surplus de la sanction pénale donnée à leurs promesses par le droit civil, comme par le droit canonique, commençaient par s'en imposer une à eux-mêmes. Après avoir déclaré, par-devant notaire, « n'avoir fait ni ne vouloir faire à l'advenir aucune chose par laquelle le présent contraict ne pût sortir à son plein et entier effect » (3), ils stipulaient d'ordinaire un dédit, dont serait passible la partie qui se refuserait à tenir son engagement. De fortes sommes de 50 et jusqu'à 100 livres figurent dans la plupart des contrats comme peines comminatoires.

Mais elles ne sont là que pour la forme. On sait quelle importance était donnée au serment dans les sociétés du moyen-âge, et de quel respect il y était l'objet. M. Germain nous fait admirer à quel point ce respect était alors presque une religion, à propos de la charte du 15 août 1204, charte si célèbre dans l'histoire de la commune de Montpellier, et qui est un des plus beaux monuments des

(1) « Sic et mulier promittit viro. »

(2) « Affido vos in nomine Patris, et Filii, et Spiritus-Sancti. Amen. » — *Bréviaire de 1499*, imprimé sur vélin. (Bibliothèque Méjanes, n° 17485.)

(3) Clause empruntée à un contrat en français du XVI^e siècle.

libertés populaires du moyen-âge. L'obligation du serment, telle en est la prescription finale, et elle s'étend à tous. « Depuis le seigneur jusqu'au simple avocat, tous ceux qui prennent une part quelconque à l'administration de la justice sont astreints au serment. Le législateur ne voit rien de plus sacré, rien de plus propre à assurer le maintien de son œuvre et le règne de la loi, au sein d'une population esclave de la parole jurée (1) ».

Nos textes provençaux font foi, eux aussi, de ce qu'était la religion du serment dans les promesses de mariage. Nous en avons dépouillé un grand nombre, et, parmi eux, nous n'avons pu découvrir qu'un seul cas de rupture ; et encore faut-il ajouter qu'elle s'effectua du consentement des deux parties. Le notaire fit une grande croix sur son acte, et il n'en fut plus question. Dans la suite des temps, il n'en sera pas tout à fait de même. Canonistes et juristes s'évertueront à déterminer les circonstances pouvant autoriser une résolution légale du pacte initial. Au nombre des cas prévus, nous citerons, par exemple : une absence trop prolongée du futur dans des pays lointains, pourvu que le départ eût eu lieu par nécessité et du consentement de la future ; l'entrée de celle-ci dans un Ordre monastique ou celle du fiancé dans les Ordres sacrés ; l'inconduite de l'un ou de l'autre ; enfin une difformité considérable survenue à l'un d'eux (2). Le défaillant, justiciable de l'officialité épiscopale, avec la note d'infamie dont il était entaché dans l'opinion, encourait une pénitence ecclésiastique consistant en une amende pécuniaire envers les pauvres.

A peu près toutes les fiançailles, au XV^e siècle, sont faites de la façon que nous venons de décrire « par paroles de futur » ; et il ne semble pas qu'il ait pu jamais y en avoir d'autres. Si les parties se

(1) A. GERMAIN, *Histoire de la commune de Montpellier* (1851), t. I, p. 125.

C'est ce que M. Edouard Forestié constate également, pour le XIV^e siècle, dans son introduction aux *Livres de comptes des frères Bonis* : « En examinant les moyens employés par les législateurs d'alors pour réfréner le mal, on ne peut nier que la puissance morale du serment et le respect de la foi jurée, de même que le sentiment religieux, ne fussent dans la plupart des cas la seule et efficace sanction. » (P. CLXXXV.)

(2) De ces cas entraînant la résolution des promesses de mariage, on trouvera le détail dans FERRIÈRE : *Dictionnaire de droit et de pratique* (1735), au mot *Fiançailles*.

promettent réciproquement le mariage, c'est qu'il ne doit pas immédiatement se faire, sans quoi leurs engagements pour l'avenir seraient superflus.

Mais, dans les premiers temps du moyen-âge, les choses ne s'étaient pas toujours passées de la sorte. La raison, la religion même n'étaient pas écoutées, lorsque les passions étaient en jeu, et, sous leur impulsion, on allait vite en besogne. Cela, on le voit encore se produire au XV^e siècle, quoique rarement, et certains actes d'assignation de dot sont à cet égard explicites. Dans les siècles précédents, c'était plus fréquent, et trop nombreuses, paraît-il, étaient les promesses qui, sous le nom très impropre, mais établi par l'usage, « de fiançailles par paroles de présent », *Sponsalia per verba de presenti*, étaient en réalité de vrais mariages, avec cela de grave qu'ils se faisaient sans l'intervention du prêtre et sans bénédiction religieuse.

Dans plusieurs conciles du XIII^e siècle, ils sont l'objet d'anathèmes et de prohibitions réitérées. Ils sont interdits, tant que les parties ne seront pas *ante fores Ecclesie, quando debet benedictio nuptialis celebrari*. Un concile tenu à Arles s'exprime ainsi : « L'abus... de conclure des mariages sans la participation de l'Eglise doit être aboli » (1).

De leur côté, les statuts de Marseille appartenant à la même époque (1252-1254), témoignent des tristes conséquences qu'ont, dans l'ordre civil, des unions conclues sans formalités, unions équivoques au sujet desquelles on ne peut affirmer, avec quelques éléments de certitude, si les enfants qui en sont issus sont légitimes ou si ce sont des enfants naturels (2).

(1) PAUL VIOLLET, *Précis de droit français, accompagné de notions sur le droit canonique* (1886), pp. 358, 361.

Du Cange cite à ce propos ce passage d'un canon du Concile d'Arles (1260) : « Ceterum quia jam in partibus Provincie, quasi passim absque auctoritate Ecclesie, suorum suarumque presumunt firmare conjugia. » (Tome V, p. 702 de l'édition de 1734.)

(2) Liv. V, ch. LIX. En cas de contestation sur l'état-civil des enfants, une cohabitation continuée pendant plus d'une année par les père et mère pouvait, avec la commune renommée, servir de présomption à l'appui de la réelle existence du mariage ; mais pour la détruire il suffisait à l'adversaire d'établir que, malgré cette cohabitation, il n'y avait pas eu l'*affectus maritalis*, la volonté

Tout cela nous dit que les fiançailles n'avaient pas toujours été telles que nos textes viennent de nous les montrer en action, préparées par les amis et s'effectuant avec le concours des parents, des proches, auxquels les amis se joignaient jusqu'au bout comme conseils (1). Elles se faisaient par entraînement, et parfois les « paroles de présent » n'étaient pas plus échangées devant le notaire que devant le prêtre.

M. Léon Gautier a parfaitement rendu, dans les lignes suivantes, comment elles l'étaient, et quelle fut à cet égard l'œuvre de l'Eglise.

« Dans un moment d'entraînement, on se laissait aller à dire : *Je vous prends*, au lieu de : *Je vous prendrai*, et certains fiancés se regardaient comme véritablement mariés. Bref, les fiançailles dégénérèrent en un petit mariage clandestin, dont les époux, fatigués l'un de l'autre, pourraient un jour réclamer l'invalidité légale. Par bonheur, l'Eglise veillait, et elle défendit énergiquement l'emploi du « présent » dans cette fameuse phrase, où elle n'autorisa que le « futur ». Pour parler le langage des canonistes, elle interdit dans les fiançailles les *verba de presenti*, qu'elle réserva au seul mariage, et n'y toléra (sans enthousiasme) que les *verba de futuro*. Elle alla plus loin et entoura d'une utile publicité les saintes promesses des fiancés ; elle leur donna plusieurs témoins, et le jour vint où elle voulut qu'elles fussent échangées dans la paroisse et devant le curé d'un des deux jeunes gens (2) ».

En des temps où les passions étaient exubérantes, et où ce n'était pas trop d'un frein énergique venu d'en haut pour les contenir et les régler, l'Eglise accomplit une double tâche, à la fois religieuse et sociale. D'abord, en présidant aux fiançailles, elle leur imprima le

d'être mari et femme, qu'en avait cette femme *tanquam meretricem vel concubinam*. — V. *Etude sur les Statuts de Marseille*, par R. de Fresquet, 1865, p. 87.

(1) Un des traits les plus curieux des contrats du XIV^e siècle et de ceux du XV^e, que nous pouvons seulement indiquer dans ce fragment de notre étude, est la mention qui souvent s'y rencontre de l'approbation, du consentement, donnés par les amis au mariage : *Auctoritate, beneplacito, consilio amicorum et affnorum* ; — *Consensu, assensu et favore amicorum partium ibidem congregatorum*, y est-il dit. Dans un Livre de raison de 1477, son auteur marque expressément qu'il s'est fiancé *de bon plaser e consentiment de mos payre e mayre e de tots nostres amics*.

(2) LÉON GAUTIER, *La Chevalerie*, pp. 388-389.

cachet d'un acte liant les consciences. Puis, elle entoura les rites du mariage des solennités les plus propres à inculquer, au fond des esprits et des cœurs, le respect du sacrement avec l'idée de sa grandeur.

Alors, assurément, la société était chrétienne par les croyances, comme il sera difficile qu'elle le redevienne jamais. Et cependant, combien de réformes ne lui fallut-il pas accomplir sur elle-même, avant qu'elle le fût à un égal degré par les mœurs ! Chez les hommes du moyen-âge, quel mélange extraordinaire d'aspirations sublimes et souvent de grossiers instincts ! D'un côté, des emportements sensuels qui, chez les **grands**, semblent rebelles à toute discipline, laissant la vertu en partage aux petits, et, de l'autre, le merveilleux essor de cette vertu, en ce qu'elle a de plus héroïque !

Encore une fois, quels contrastes ! Ils éclatent surtout au XIV^e siècle, qu'ont si justement flétri ses annalistes, pour les mauvaises mœurs où furent les principales causes de ses désastres. La corruption y a envahi une trop grande partie des classes féodales ; et c'est en ce même siècle que les châteaux de Puy-Michel et d'Ansouis, en Provence, nous font admirer, dans la personne de la bienheureuse Delphine et dans celle d'Elzéar de Sabran, les incomparables modèles d'une pureté toute angélique, les types accomplis de grands seigneurs, instruisant eux-mêmes les familles de leurs tenanciers sur leurs devoirs, et les rendant dignes des premiers siècles chrétiens ! (1)

« On a nommé ces âges les siècles de foi, écrivait Montalembert en tête de *Moines d'Occident*, et on a eu raison ; car la foi y a été souveraine plus qu'à aucune autre époque de l'histoire. Mais on doit s'arrêter là, et c'est assez pour la vérité. Il ne faut pas se hasarder à soutenir que la vertu et le bonheur aient été chez tous au niveau de la foi..... Jamais, il n'y eut plus de passions, plus de désordres, plus de guerres, plus de révoltes ; mais, jamais aussi, il n'y eut plus de vertus, plus de généreux efforts au service du bien. Tout était guerre, danger, orage dans l'Eglise comme dans l'Etat ; mais aussi,

(1) Voir, dans *La bienheureuse Delphine de Sabran et les Saints de Provence au XIV^e siècle*, par la marquise de Forbin d'Oppède (1883, pp. 88 et suiv.), « le beau règlement que les deux époux donnèrent aux employés de leur château. »

tout était fort, robuste, vivace ; tout y portait l'empreinte de la vie et de la lutte (1). »

Au point de vue qui nous occupe, la lutte, soutenue par l'Eglise, pour sauver l'union conjugale des défaillances et des compromissions où elle se fût déshonorée, ne s'arrêta pas au moyen-âge, et elle survécut même au Concile de Trente. Nul n'ignore comment, par son célèbre décret du 14 novembre 1563, fut accomplie la grande réforme, appelée par les vœux de la chrétienté, en ce qui touche le mariage. Désormais, tout mariage devrait être célébré *in facie Ecclesiæ*, et, à peine de nullité, il devrait être reçu par le propre curé d'une des parties, en présence de deux ou trois témoins. Au sortir de la guerre de Cent ans, sous le coup de longues et cruelles épreuves, les hautes classes sociales étaient revenues à de meilleures mœurs, et il en avait été de même au sein de la Provence d'alors, désolée par les guerres civiles et les fléaux de la fin du XIV^e siècle. Tout ce qui est parvenu jusqu'à nous, tout ce que nous savons, particulièrement de l'état moral du peuple, à cette époque, est des plus remarquables. Le pays ne se relève pas seulement de ses ruines, dans l'ordre matériel ; les campagnes ne sont pas seules à renaitre ; les âmes, elles aussi, reprennent vie, et, parmi les textes domestiques d'alors, les testaments, par exemple, nous apparaissent comme autant de monuments de piété et de sagesse paternelles, comme autant de chartes de famille qui font le plus grand honneur à la société de ce temps... (2). Mais le retour de la prospérité entraînera trop tôt de nouveaux désordres ; au XVI^e siècle, la corruption reviendra, plus ou moins développée et perturbatrice selon les milieux, et elle se manifestera toujours, comme par le passé, dans l'oubli ou le mépris des lois du mariage. Ne pouvant ici qu'effleurer ces graves sujets, bornons-nous à noter un fait. En février 1385, un Concile provincial, tenu à Aix, fulmine contre l'abus qu'on voit se généraliser des simples « paroles de futur », moyennant lesquelles on se

(1) MONTALEMBERT, *Les Moines d'Occident*, t. I, pp. CCXLVI et CCLI de l'Introduction.

(2) Sur cette belle époque de Renaissance, nous espérons pouvoir bientôt présenter une étude d'ensemble, faite d'après un *Livre de raison* particulièrement curieux et même presque unique en son genre, soit d'après les riches éléments d'information que nous ont fournis les archives des notaires d'alors.

marie, sans se présenter au curé, en se dispensant du sacrement. Les prescriptions du Concile de Trente sont scandaleusement traitées comme si elles n'existaient pas. Aussi ces actes de scandale sont-ils mis au nombre des cas réservés. L'évêque en sera le seul juge ; l'absolution ne sera donnée par lui aux délinquants que sous la condition d'une pénitence en rapport avec la gravité du fait (1).

Il faut lire, dans les traités des canonistes et des juristes, à quels moyens on ne craignait pas de recourir, lorsqu'il y avait des empêchements dirimants au mariage. Les parties, accompagnées de témoins, se présentaient au curé, et, sur son refus de bénir leur union, elles déclaraient se prendre pour mari et femme, ce dont elles se faisaient donner acte par un notaire. L'ordonnance de Blois (article 44) interdit aux notaires de recevoir ces « paroles de présent » (2) ; mais elle ne les fit pas disparaître. « Pendant la Fronde, le doyen des maîtres des requêtes, nommé Gaumin ou Gaulmin, se maria de cette manière, par simple contrat civil, en présence d'un notaire ; ce contrat fut ensuite signifié au curé. On appelait ces unions *Mariages à la Gaumine*.... (3) ». A plusieurs reprises, le clergé, dans ses assemblées générales, en fit le sujet de plaintes et de remontrances, et il ne fallut rien moins que l'autorité de Louis XIV pour briser toutes les résistances.

Sa déclaration du 15 juin 1697 portait que l'union de personnes qui se prétendaient mariées en vertu de promesses de cette sorte, était illégitime et n'aurait aucun effet civil, ni pour elles, ni pour leurs enfants.

(1) « Qui sponsalia de futuro contraxerint, si una ante coierint, quam coram parochio et testibus matrimonium inter eos in facie Ecclesie per verba de presenti celebratum sit, illius peccati, quoniam in eo sæpe delinquit animadvertimus, absolutionem Episcopo reservatam esse volumus, gravemque illis penitentiam imponi. » — *Decreta Synodi provincialis Aquensis, mense february, anno Domini 1585, habitæ* (Parisii, 1596).

(2) « Il y avait autrefois des fiançailles, ou des promesses de présent, qui ne différaient en rien du mariage qu'en ce qu'elles n'étaient pas accompagnées de la bénédiction nuptiale ; mais ces sortes de fiançailles furent entièrement défendues par l'ordonnance de Blois. Le Concile de Trente les avait auparavant interdites pour empêcher les mariages clandestins. » (FERRIÈRE, *Dictionnaire de droit et de pratique*, t. I, au mot *Fiançailles*.)

(3) PAUL VIOLLET, p. 363.

Combien de siècles ne s'étaient-ils pas écoulés, depuis que l'Eglise avait livré combat contre ces mariages déguisés sous le nom de fiançailles ! Elle avait travaillé à les abolir dans l'intérêt des mœurs, autant que dans l'intérêt des premiers principes du christianisme. Est-il besoin d'ajouter qu'en dernier lieu, il en fut pour eux comme il en avait été pour les mariages clandestins, que le mal était surtout en haut, et qu'on ne le trouvait plus ou presque plus dans les classes populaires ?

La façon dont il arrivait parfois qu'on s'y prit dans le peuple (et ceci s'applique particulièrement à l'Italie) (1), pour brusquer par des « paroles de présent », des mariages prêtant à des difficultés, était tout autre ; et, si elle causait des surprises désagréables aux curés, elle permettait aux auteurs de ces entreprises de se mettre à couvert en fait d'orthodoxie. Manzoni l'a contée dans ses *Promessi Sposi*, et c'est même par le récit d'une aventure de ce genre qu'il a ouvert l'histoire des tribulations de ses deux fiancés (2).

Qui n'a lu, qui ne connaît la scène, d'un comique achevé, dans laquelle Renzo et Lucia, pour échapper aux persécutions de don Rodrigo, leur formidable ennemi, viennent surprendre avec deux témoins, dans son presbytère, le curé Abondio, tremblant devant les menaces du *prepotente* !

Agnès, la mère de Lucia, elle-même, a suggéré et conseillé cette suprême tentative : — « Ecoutez et vous comprendrez. Il faut avoir deux témoins bien agiles et bien d'accord. On va vers le prêtre. L'essentiel est de le prendre à temps, qu'il n'ait pas le temps d'échapper. L'homme dit : « *Seigneur curé, je prends celle ci pour femme* » ; la femme dit : « *Seigneur curé, je prends celui-ci pour mari.* » Il faut seulement que le curé entende, que les témoins entendent, et le mariage est bel, et bon, et sacré, comme s'il avait été béni par le Pape. Quand ces mots sont dits, le curé peut enrager, trépigner, faire le diable ; tout cela n'y fait rien : vous êtes mari et femme....

» La chose est comme je vous le dis. A telle enseigne qu'une amie à moi, qui voulait épouser quelqu'un contre la volonté de ses parents, en faisant ainsi, obtint ce qu'elle désirait. Le curé, qui en

(1) Nous n'en avons pas trouvé des traces en Provence.

(2) Chap. VI des *Promessi Sposi*.

avait vent, se tenait sur ses gardes. Mais les deux témoins surent si bien mener leur barque, que les futurs arrivèrent dans un moment favorable, dirent les paroles, furent mari et femme, bien que la pauvre petite s'en repentit au bout de trois mois. »

Et Manzoni d'ajouter, non plus en romancier, mais en historien des mœurs pour l'Italie du XVII^e siècle : « Le fait est.... que les mariages contractés de cette manière étaient alors et furent, jusqu'à nos jours, tenus pour valides. Toutefois, comme on ne recourait à un tel expédient que lorsqu'on avait quelque obstacle ou quelque refus, dans les voies ordinaires, les prêtres mettaient tous leurs soins à échapper à cette coopération forcée ; et, quand un d'eux venait à être surpris par un de ces couples accompagnés de témoins, il tentait d'échapper, comme Protée, des mains de ceux qui voulaient le faire prophétiser de force. »

Dans ce qu'Agnes conseille aux deux jeunes gens, il n'y a, dit-elle à sa fille, rien que de légitime. « Je ne voudrais donner aucun avis contre la crainte du bon Dieu. Si c'était contre le gré de tes parents pour épouser un mauvais sujet... ; mais ce mariage me doit faire plaisir. C'est un scélérat qui cause tout ce trouble, et le seigneur curé... »

On sait par quel acte d'énergie don Abondio, d'abord saisi de surprise, puis se reprenant lui-même, fit échouer l'entreprise ; comment, sitôt après que Renzo venait de prononcer les paroles sacramentelles : *Seigneur curé, en présence de ces témoins, je prends celle-ci pour femme*, et lorsque Lucia avait à peine dit : *Et voici...*, tout d'un coup elle reçut sur la figure le tapis arraché par le curé de sa table...

Mais que ces généralités, en fait d'histoire du mariage, et que ces fictions d'un roman italien, ne nous éloignent pas des textes auxquels nous avons hâte d'arriver, comme aux vraies sources où l'on peut se renseigner sur l'état réel et régulier des mœurs, en Provence, à la fin du moyen-âge.

CHAPITRE III

LA DATIO CORPORUM ET LE MARIAGE

SOMMAIRE : La *datio corporum* constituant le mariage. — Sa formule rituelle dans la Provence du moyen-âge, rapprochée de celles d'autres parties de la France. — Les nouveaux époux appelés *donats*. — La *datio corporum* célébrée au foyer domestique. — Les époux se donnant la main avec le baiser de paix. — La *datio corporum*, d'après des Livres de raison des XVI^e et XVII^e siècles.

C'est « en face de sainte mère l'Eglise » que les deux fiancés ont promis de se prendre pour mari et femme, lorsque l'un d'eux en serait requis par l'autre. Enfin, le grand jour est venu où ces promesses vont s'accomplir.

M. Henri Bouchot, dans son livre sur la *Famille d'autrefois* (1), nous donne, d'après une gravure sur bois appartenant aux petites heures de Simon Vostre, la scène toute populaire du cortège des noces se rendant à l'église pour la cérémonie. « La mariée est conduite par le père à droite ; de l'autre, marche le futur tenant à la main une couronne de fleurs. Par-devant, vont deux ménestriers jouant de la clarinette. Dans son extrême simplicité et dans son exiguité, cette composition charmante en dit plus long que toutes nos théories ne sauraient faire. Tout se devine de la vie de ces gens et, pour microscopiques que soient les personnages, ils ne laissent pas de rire tous, comme il convient en un jour de noces. On sent pourtant la mariée empêchée par son accoutrement extraordinaire ; elle marche les mains placées l'une sur l'autre, afin de ne rien déranger dans la symétrie et l'ordonnance. Son long manteau tombe de ses épaules ; tout à l'heure, elle en portera le pan sur le bras gauche, au moment où le prêtre la bénira ».

Bientôt, nos textes nous permettront de contempler dans tous leurs atours nos mariées provençales ; mais ils ne pourront nous

(1) Paris, Oudin, 1887.

donner une idée de l'importance du cortège. A défaut de gravures du temps qui nous en retracent le cérémonial, représentons-le comme ne devant beaucoup s'éloigner de ce qu'il était aux débuts de ce siècle, lorsque, à Arles, dans les mariages de cultivateurs aisés, on voyait parfois jusqu'à cent personnes de chaque sexe, marchant deux à deux, précédées de tambourins et d'autres instruments. « En tête est la *novi* (la fiancée), sous le bras de celui qui a été choisi pour la conduire. Le futur mari la suit immédiatement, et puis viennent les parents et amis. Au retour, les époux marchent en tête » (1).

Arrivés au porche de l'église, les deux jeunes gens y comparaissent devant le prêtre ; et, après la publication du quatrième ban, s'il n'y a pas eu dénonciation d'un empêchement canonique, le ministère de celui-ci est de leur faire prononcer, en sa présence, la formule de leurs engagements.

Dans le rituel d'Aix, de 1499, elle est en français, tandis que, jusqu'alors, elle était en provençal. Quelques années se sont à peine écoulées depuis que la Provence a été réunie à la France, et déjà sa vieille langue disparaît du style formulaire, jusque dans l'Eglise. Grande perte pour l'intérêt de la scène et pour le pittoresque des formules elles-mêmes ; car le provençal, chez elles, avait une bien autre saveur. Heureusement nous les retrouverons ailleurs dans toute leur couleur locale.

Sur l'invitation du prêtre, le fiancé, donnant la main droite à la fiancée, dira : « *Je (N.) donne à toy (N.) mon corps en loyal mari* » ; et à son tour, la fiancée : « *Je (N.) donne à toy (N.) mon corps en loyale femme* » (2), à quoi le jeune homme répondra : « *Et je te reçois* ».

Le rituel d'Aix est ici bref et laconique, comme il l'a été pour les fiançailles. Par leurs « paroles de futur », les deux parties avaient échangé leurs promesses « en la foy de leur corps » ; maintenant ce corps, elles se le donnent l'une à l'autre. Ne soyons pas trop choqués

(1) *Statistique des Bouches-du-Rhône*, publiée en 1824 par le comte de Ville-neuve, t, III, p. 255.

(2) Dans tous nos textes relatifs au mariage, revient souvent le mot de loyauté : *liat spos, liat sposa, liat matrimoni*.

d'un formalisme si réaliste. Il était alors l'expression de la simplicité des mœurs, et, dans bien des rituels, la naïveté du vieux français prête un vrai charme à la façon dont, sous la dictée même du prêtre, se fait cette donation réciproque. Elle y apparaît comme une sainte communion entre deux êtres qui n'en formeront plus qu'un seul.

A Rouen (personne n'empêchant), le prêtre dit à l'époux : *N., veux-tu avoir N., à femme et à espouse, et la garder saine et enferme (infirmes), et luy faire loyale partie de ton corps et de tes biens ; ne pour pire, ne pour meilleure, tu ne la changeras tout le temps de sa vie.* Alors l'époux répond : *Ouy.* — « *Que luy baille-tu ?* — *Ma foy.*

Dans le rituel de Reims, le prêtre à l'époux : *N., dites après moy : — N., au nom de Nostre-Seigneur, je te prends à femme et à espouse, selon les ordonnances de Dieu et de sainte Eglise, selon lesquelles je te doibs comme moy-mesme aymer. Je te doibs foy et loyauté garder, et si te doibs en tes nécessitez ayder et conforter, lesquelles choses, et, tout ce que mary doit faire à femme, je te promets faire et tenir par la foy et serment de mon corps.*

Puis, à l'épouse : *N., en la forme et manière que tu t'es lié et obligé à moy par le sacrement de mariage, je me lie et oblige à toy par ce mesme sacrement, et te prends à mary et à espous. Et tout ce que tu m'as promis, je te promets faire et tenir par la foy et serment de mon corps.*

A Amiens, le jour des noces, à la porte de l'église, le prêtre dit : *Jehan, voulez-vous cette femme qui a nom Marie à femme et à espouse ? — Sire, ouy. — Marie, voulez-vous cet homme qui a nom Jehan à mary et espoux ? — Sire, ouy. — Jehan, je vous donne Marie ; Marie, je vous donne Jehan.*

En Provence, le langage populaire n'aura longtemps qu'un mot pour exprimer le fait du mariage : c'est celui-là même. Le 2 décembre de l'année 1400, dans l'église St-Trophime d'Arles, et en présence de nombreux évêques, prélats, comtes et grands seigneurs, sont célébrées *las esposalisias* de Louis II, comte de Provence, et d'Yolande d'Aragon. Bertrand Boyssset, bourgeois et citoyen de cette ville, enregistre l'événement dans son journal comme chose mémorable ; et, au sujet du cardinal d'Albano, camerlingue du Pape, qui présida à la cérémonie, il ne se sert que du terme de *donet*. *Los donet,*

écrit-il ; il les donna l'un à autre, comme ils s'étaient donnés eux-mêmes. Les r-yaux époux sont qualifiés par lui de *donats* (1).

Dans le précédent chapitre, nous nous sommes quelque peu étendu sur les promesses « par paroles de présent », alors nommées très improprement fiançailles, et on a vu l'Eglise les prohiber, parce que, sous un nom usurpé, elles étaient en réalité des mariages, mais des mariages trop souvent faits hors d'elle, à la fois sans sacrement et sans publicité.

Les raisons d'ordre civil autant que d'ordre religieux, qui nécessitaient cette défense, achèvent, ici, de s'expliquer. Les « paroles de présent », interdites dans les fiançailles, n'étaient-elles pas précisément dans cette *datio corporum*, selon les termes de nos textes latins, que les futurs échangeaient ou pouvaient échanger entre eux inconsidérément, et qui, cependant, étaient choses irrévocables, comme constituant le mariage ? Aussi, concevons-nous de mieux en mieux l'importance mise par l'Eglise à exiger qu'elles fussent dites devant le prêtre et en présence de témoins. Un exemple va nous montrer à quel point ces garanties étaient nécessaires. En 1474, à Barjols, action en mariage intentée devant la Cour du prévôt, par Louise Ricard, contre un garçon du Luc, nommé Honoré Baroncel, comme lui ayant promis mariage avec donation de corps. Mais, quand il lui fallut en fournir la preuve, elle ne put en produire aucune, au point que, le 11 février, force lui fut, assistée de sa mère, de faire amende honorable à Baroncel, confessant qu'il n'y avait point eu entre eux donation clandestine de corps, et déclarant, en conséquence, qu'elle se désistait de son action (2).

Le cérémonial du mariage se composait alors de bien des éléments. Dans les rites liturgiques de l'*actio nuptialis*, la *datio corporum* était l'acte essentiel ; c'est elle qui constituait le sacrement. Mais cet acte n'était pas le seul ; à lui venaient s'en joindre d'autres qui, sous le nom de *subarratio*, comprenaient la bénédiction et la remise des arrhes et de l'anneau nuptial ; après quoi, les époux recevaient du prêtre la bénédiction nuptiale. A ne consulter que les rituels, tout

(1) *Mémoires de Bertrand Hoyssel, contenant ce qui est arrivé de plus remarquable, particulièrement à Arles et en Provence, depuis 1372 jusqu'en 1413*, publiés dans le *Musée. revue historique et littéraire d'Arles* (1876-1877).

(2) *Minutes de Pierre Farre, notaire à Barjols.*

cela se succédait d'une manière consécutive. En fait, cependant, ces diverses cérémonies étant considérées comme la solennisation du mariage, d'un mariage qui n'avait pas besoin d'elles absolument pour être valide, on se laissait parfois du temps, afin de les faire célébrer avec une plus grande pompe.

Nos actes des notaires du XV^e siècle sont à citer, dans leurs constatations à ce sujet.

En voici un du 23 novembre 1431. Johan Lantelmi, notaire d'Aix, y relate qu'il y a eu mariage traité et donation des corps déjà célébrée entre Pierre Garnier, cordonnier, et Marguerite Rostang, fille de maître Raymond, également cordonnier. Le curé de l'église St-Sauveur, de cette ville, oncle germain du jeune époux et portant le même nom que lui, y a présidé en personne. Lui aussi, Johan Lantelmi, y a assisté avec les témoins requis. Est-ce ce jour-là du 23 novembre ? ou était-ce un des jours antérieurs ? Quoi qu'il en soit, comme en l'absence de fiançailles, *per verba de futuro*, il n'y a pas eu encore de contrat entre les mariés, il s'agit de pourvoir aux stipulations d'intérêt, en attendant le jour où aura lieu la solennité des épousailles.

Avec l'assignation de dot, qui est de 120 florins, est réglée la question alors si importante de la robe nuptiale, que maître Raymond sera tenu de fournir à sa fille, *in die desponsationis* (1). En même temps est conclue une grande affaire. Le contrat de mariage est doublé d'un pacte d'affiliation. Pierre Garnier ne sera pas un gendre ordinaire. Il est entendu et arrêté qu'il entrera dans la maison de

(1) Il n'y a pas à s'y méprendre. Le mot de *desponsatio*, tout en ayant le sens propre de fiançailles, est là synonyme de celui de mariage. Parfois, pour mieux préciser, des notaires écrivent : *in die desponsationis matrimonii*.

Dix ans après, le 9 juin 1441, à Aix, et encore sous la plume de Johan Lantelmi, les termes se retrouvent avec la même clause dans un contrat de Johan Lambert et de Aysselone, fille de Johan Armand, laboureur. Il y est dit en tête que la dation des corps a déjà eu lieu : *Cum tractatum est de felici matrimonio, inde per dationem corporum jam celebrato...* Une dot est assignée à Aysselone, et il est convenu entre les parties que les robes et bijoux seront délivrés, à l'estimation d'amis communs, *in die desponsationis*.

Ces épousailles solennelles furent célébrées avant la fin de l'année 1441, ainsi qu'en témoigne une reconnaissance faite par Johan Lambert, le 7 décembre suivant.

ses beaux-parents comme fils adoptif, faisant ménage avec eux ; et, sur ce, intervient l'acte de l'oncle, curé de St-Sauveur, lequel, en témoignage de l'affection qu'il porte à son neveu, et du contentement que lui cause cette adoption, lui fait donation de 100 florins, à solder par fractions de 10, d'année en année.

Les affiliations étaient chose très commune, à cette époque, dans les mariages de filles héritières, et elles constituaient une association de travail, aussi étroite que possible, entre le gendre et son beau-père. Sur les Evangiles, le nouveau marié promettait, au père et à la mère de sa femme, de les considérer et respecter, de leur obéir comme il le ferait pour ses vrais père et mère, et ceux-ci s'engageaient à le traiter de même comme un vrai fils. Tous habiteront ensemble, *unum larem foventes*, dans une entière communauté de vie, de travaux et de biens, ayant une même bourse, s'entraidant, s'assistanant en santé et en maladie. Mais, au beau-père, au chef de cette communauté, une pleine autorité. En prévision du cas d'insupport, un terme de dix ans est habituellement l'objet d'une clause expresse. Si cet insupport vient à se produire, les dix années étant expirées, acquêts et bénéfices effectués avec les fruits du travail commun seront partagés également entre les deux intéressés. Dans les contrats de mariage ordinaires, seule la femme figure comme pourvue d'une dot ; le mari ne reçoit rien en capitaux de ses parents. Ici, souvent, c'est le contraire : le gendre porte à son beau-père de l'argent ou des terres ; et celui-ci, tout en dotant sa fille, s'exonère d'avoir à payer cette dot, tant que subsistera le ménage commun.

L'esprit de famille, âme de la vie sociale, produisait si bien de lui-même l'esprit d'association que des contrats nous offrent des pactes semblables, conclus entre les pères des deux futurs lors des fiançailles de ceux-ci, pactes par lesquels les deux familles devront n'en former en quelque sorte qu'une seule.

Mais, ne perdons pas le fil de notre récit, et arrivons vite à une autre scène, qui suit de très près la précédente. Elle lui ressemble beaucoup, avec des traits qui lui prêtent cependant un intérêt bien particulier.

Dans le même mois de novembre de cette année 1431, le 28, toujours à Aix, encore un mariage dont le même notaire, Johan Lantelmi, dresse le contrat. Margaridone, fille de Johan Salone, labou-

reur, doit épouser Johan Boyer, laboureur également, un Alpin, natif de Thorame-basse, et qui, descendu de ses montagnes, s'est fait un e nouvelle patrie d'un pays meilleur que le sien. Lui aussi, il va être adopté par son beau-père ; près de lui, il va prendre plus que la qualité et la tâche de gendre ; il lui sera un fils, tenant la place de ceux que peut-être Dieu lui a enlevés. Alors, si nombreuses et si meurtrières étaient les pestes, qu'il n'était pas rare de voir des familles décimées, presque en entier, par elles. Comment ces familles se relevaient-elles de pareils naufrages ? Par des affiliations. Or, chose qui est à constater, étaient choisis pour cela, parmi les plus méritants, des jeunes gens venus de la Haute-Provence, ayant fait leurs preuves comme travailleurs, bien trempés au moral non moins qu'au physique, sobres, économes... Depuis les temps les plus reculés, au moyen-âge autant qu'aujourd'hui, et peut-être plus encore, les pays de montagnes ont rempli ce rôle réparateur au profit des pays de plaine... (1). C'est à cause de tous ses mérites que Johan Salone allait donner à Johan Boyer sa Margaridone.

Le trait particulier de la scène qui nous est ici offerte, est en ce que tout s'y passe, tout d'un bout à l'autre, s'y déroule au foyer domestique, dans la maison de Johan Salone, depuis les stipulations d'intérêt relatives à la dot et à l'affiliation, jusqu'à la cérémonie religieuse de la *datio corporum* qui la suivra immédiatement.

Scène pour laquelle le notaire fut heureusement inspiré en reproduisant les formules du vieux provençal, et qui, par cela même, nous a été gardée avec sa couleur locale. Lorsque les clauses du contrat civil ont été arrêtées et que l'acte sous ce rapport a été dressé, est introduit dans l'assemblée de famille, tenue chez Johan Salone, messire Pons Durand, curé de l'église Ste-Madeleine, lequel, muni des pleins pouvoirs que lui a donnés l'archevêque, les trois bans ayant été publiés, vient présider à la *datio corporum* des deux jeunes gens et les donner l'un à l'autre (2). Curieux que nous sommes du

(1) Voir notre livre sur les *Familles et la Société en France, avant la Révolution, d'après des documents originaux*, 4^e édition (Mame, Tours, 1879), t. I, pp. 78-84.

(2) Ici reviennent les termes dont nous avons vu se servir Bertrand Boysset, au sujet du mariage de Louis II, comte de Provence, avec Yolande d'Aragon. Il est dit de même de Pons Durand : *Corpora dictorum... vicissim unus alio, dedit, tradidit et nomine Ecclesiæ donavit.*

spectacle, mettons-nous à sa suite, et, mêlés à l'assistance des parents et amis, soyons-y tout oreilles.

Pons Durand au jeune homme : — *Tu, Johan, dones ton cors ayssi à Margaridone per lial mari e spos?*

— *Hoc, senhor*, répond Johan Boyer.

Puis, la même question étant posée à la jeune fille, celle-ci, assistée de son père Johan Salone et de sa mère Phanette, avant d'y répondre, semble vouloir s'assurer par elle-même que ce *oui* est donné de bon cœur. S'adressant directement à son futur : *Plas vos, senhor, aver dona?* « Vous platt-il, seigneur, de m'avoir pour femme ? » Et, sur l'affirmation de ce dernier qu'il maintient sa parole (*ipso respondente quod sic dixit*), Pons Durand de faire prononcer par Margaridone la formule qui la concerne : *Eyci, Margarida, done mon cors per lial molher e sposa à vos Johan*; sur quoi : *E' yeu ti recebi*, dira Johan. « Et incontinent, écrit maître Johan Lantelmi, terminant son contrat, l'un et l'autre se prenant mutuellement les mains, *benevolo animo manus simul et vicissim tangentes*, se sont donné selon la coutume, *ut moris est*, le baiser de paix, *osculum pacis* (1).

C'était une coutume vieille comme le monde, que les nouveaux époux, en témoignage de la foi jurée, se donnassent la main et échangeassent un baiser. Tertullien le rappelait, au nom des traditions bibliques : « Les fiancées ont l'exemple de Rébecca, laquelle étant conduite à celui qu'on lui destinait pour époux, qu'elle ne connaissait point et de qui elle n'était point connue, sitôt qu'elle sut que c'était celui qu'elle avait aperçu de loin, ne put s'empêcher de lui donner la main, d'en recevoir un baiser et de lui rendre le salut; mais, reconnaissant qu'elle était déjà son épouse par l'esprit, elle voulut être voilée (2) ». On lit dans la Bible, au sujet du mariage de

(1) A Arles, mêmes formules et mêmes coutumes. « Le 1^{er} avril 1468, mariage de Raymonet de Glandevés, seigneur de Falcon, avec noble demoiselle Baptistine de Forbin, fille de Palamède, grand président de Provence. Après la publication de l'acte, les deux époux se donnent la main, prononçant les formules sacramentelles : *Yeu Battistina done mon cors à vos Raymonet, senhor de Falcon, per veray esposa*. — *E yeu lo recebi*, répond Raymonet. » — FASSIN, Musée d'Arles (1878-1879, p. 77).

(2) TERTULLIEN, *Du voile des vierges*. — *Choix des monuments primitifs de l'Eglise chrétienne*, par Buchon, p. 157.

Tobie avec Sara : « Et Raguel, prenant la main droite de sa fille, la mit dans la main droite de Tobie (1) ». A Rome, le baiser nuptial était une confirmation nécessaire du pacte matrimonial, si nécessaire même que la validité des donations pour cause de mariage y était attachée (2). Des rituels du moyen-âge font figurer le baiser nuptial dans le cérémonial des épousailles. « Après l'*Agnus Dei*, est-il dit dans celui du monastère de Lire, au XIII^e siècle, l'époux reçoit du prêtre le baiser de paix qu'il transmet ensuite lui-même à son épouse. Les autres ne le reçoivent point d'eux, pour respecter la dignité de cette fête dont ils sont les héros ; mais ils le reçoivent des clercs de l'autel, pour se le communiquer les uns aux autres. » L'ancien Pontifical de Malines veut que les « époux le reçoivent avec reconnaissance et de vifs sentiments d'amour mutuel, en signe de la charité et de la paix éternelle de Jésus-Christ avec son Eglise (3).

Beau privilège que celui de la religion ! Elle relève au plus haut point de l'idéal tous ces rites primitifs. Encore, au XVI^e siècle, la simplicité des mœurs se montre bien dans la façon dont, à Périgueux, le prêtre, employant le langage populaire, engageait les époux à s'embrasser : *Or, baysons en nom de maridage, que sera si à Dieu platz, et que longament, quant seras, y puchias demourar* (4).

Dans ces rituels et autres, tout cela nous est représenté comme se passant à l'église, à l'ombre et sous l'impression de majesté que donne le lieu saint. Dans la *datio corporum*, soit dans le mariage de Johan Boyer avec Margaridone Rostang, le curieux est de le trouver en action au foyer domestique, comme si nous étions à Rome, dans les temps où, après qu'elle fut devenue chrétienne, s'y conservèrent certains vestiges des coutumes de la religion païenne du foyer. Était-ce chose commune, au sein de la Provence du XV^e siècle ? ou n'y avait-il

(1) *Livre de Tobie*, chap. VII, v. 15.

« La jonction des mains a été toujours universelle, dès les premiers temps. Saint Grégoire de Nazianze et saint Ambroise disaient que l'époux prenait la main de son épouse, en témoignage de la foi promise. » (Th. BERNARD, *Cours de liturgie romaine* t. II, p. 90.)

(2) « *Osculo non interveniente, sive sponsus, sive sponsa obierit, totam infirmari donationem et donatori sponso vel heredibus suis restitui.* » (*Code Théodosien*, liv. III, titre V, loi 5.)

(3) Ch. BERNARD, p. 120.

(4) EDELESTAND DU MÉRIL, p. 37.

là qu'une exception, tenant à des circonstances particulières ? Ces circonstances semblent ressortir du mot dont se sert Johan Lantelmi en parlant du mandat de Pons Durand, curé de Sainte-Madeleine : *Mandatum speciale*, écrit-il. Des éléments suffisants d'information nous manquent pour être fixés sur la pratique habituelle ; mais nous en avons d'époques moins éloignées, où se maintenaient encore bien des restes des anciennes formes du mariage ; et notre curiosité est d'autant plus vive à les recueillir, que nous les rencontrons chez des gens tout autres que des gens du peuple.

Des Livres de raison vont nous dire un peu plus au long ce que des actes de notaires pouvaient seulement indiquer.

À la fin du XVI^e siècle, la *datio corporum* est l'objet du procès-verbal suivant, dressé dans une famille du Parlement, qui nous a occupé sous d'autres rapports dans nos études sur l'ancienne famille française (1).

« L'an 1586, et le 12^e de septembre, pour effectuer le mariage qui a esté accordé entre M. Guilheumes de Cadenet, conseiller du Roy en sa Court de Parlement de Provence (2), et damoysselle Catherine d'Hortie, du lieu d'Apt, et en présence des témoins soubsignés :

« *Je Guilheumes de Cadenet, donne mon corps à vous damoysselle Catherine d'Hortie, pour estre un loyal espoux, sellon la constitution de sainte Eglise romaine et apostolique. — Et moy Catherine, je l'accepte.*

« *Je, Catherine d'Hortie, donne mon corps à vous, M. Guilheumes de Cadenet...* », lequel a dit qu'il l'acceptoit.

« Et promettent les dictes parties effectuer et cellébrer le dict mariage, en face de sainte mère Eglise, là et quand l'une des parties le requerra. En foy de quoy, nous nous sommes soubsignés en présence des témoins. »

(1) *Les Familles et la Société en France avant la Révolution*, 4^e édit., t. I, pp. 75 et suiv. ; t. II, pp. 202 et suiv.

(2) Ce Guillaume de Cadenet est le Provençal du XVI^e siècle dont nous avons parlé dans notre livre : *Les Familles*, etc. (t. II, p. 71), qui prit pour devise *Ex labore honor*. Il savait le grec, au point de l'employer couramment dans des travaux d'érudition. Ayant perdu son fils unique, il institua héritière Catherine d'Hortie, sa femme. Celle-ci était également très distinguée, et elle avait les relations les plus étroites avec la famille de l'illustre Peiresc.

Un Livre de raison de la famille de Foresta est également à citer. Ici, la *datio corporum* est célébrée à l'église, tandis que, dans l'espace ci-dessus, elle avait un caractère domestique bien marqué.

« Lundi, jour et feste de Saint-Martin, 11^e du mois de novembre 1596, et immédiatement après la publication du dict contrat de mariage, en présence des mesmes témoins et de plusieurs aultres notables personages de la ville de Digne, congrégés en grand nombre, a esté procédé à la dation des corps, en face de nostre sainte mère Eglise catholique, apostolique et romaine, entre M. Gaspard de Foresta, d'une part, et damoyselle Sibille Bernard de Feissal, de l'autre... »

Enfin, quarante ans après, à Avignon, encore un Livre de raison où, malgré la confusion qui s'établit de plus en plus entre les fiançailles et le mariage, nous sont déroulées avec leurs caractères distincts les scènes du contrat, de la dation des corps et des épousailles. Henri des Laurens, son auteur, est d'une vieille, d'une très vieille famille de juriconsultes, qui a été une véritable pépinière de docteurs pour l'Université d'Avignon. Son père y a été professeur, et lui-même l'est devenu à son tour. C'est, de plus, un homme éminemment religieux (1). Il présente donc toutes les garanties désirables d'exactitude, en ce qu'il va nous dire sur les conditions dans lesquelles s'est conclu et célébré son mariage.

Le préambule, dont il en fait précéder le narré, est une longue invocation à Dieu, à ses saints et à toute la cour céleste.

« A l'honneur et gloire de Dieu, de la Très Sainte Vierge Marie, de Saint Joseph, de Sainte Anne, de Saint Joachim, de Saint Henri, etc., et de tous les saints et saintes du Paradis, de mon ange gardien et de tous les anges du Paradis. Amen.

« Le 4 novembre 1636, un mardi, jour et feste de Saint-Charles, j'ay donné parole de mariage de moy Henri des Laurens, avec noble demoiselle Catherine de Rhodes (2), dans la maison de M. Paul Ri-

(1) Voir sur Henri des Laurens notre livre : *Une grande dame dans son ménage au temps de Louis XIV*, d'après le *Journal de la comtesse de Rochefort* (1689), pp. 182-184 de la 2^{me} édit. (Paris, Saenève, 1890).

(2) A cette famille appartenait le grand missionnaire du même nom, le P. Alexandre de Rhodes, qui, né à Avignon le 15 mars 1591 et entré dans la Compagnie de Jésus en 1612, fut pendant quarante ans l'apôtre de la Cochinchine.

bon, avocat, où l'on a fait les articles en présence des parens des deux costés, et d'autres...

» Ce mesme jour, après avoir signé les articles, sur les dix heures du soir, *avons faict la donation des corps à la maison de M. Colin*, second mari de demoiselle de Feraudy, mère de ma femme...

» Le samedi suivant, 8 du mois de novembre, sans aucun bruit ni cérémonie, avons espousé dans l'église de Sénanque, où M. le curé de Saint-Agricol est venu dire la messe... »

Bien difficile est à expliquer la diversité si grande qui ressort de ces textes, dans le mode de pratiquer la *datio corporum*. L'un nous la montre célébrée *in facie Ecclesie*, et les deux autres simplement en famille. Et cependant, répétons-le, c'était elle qui était constitutive du mariage. N'est-il pas à croire et même ne devons-nous pas regarder comme chose certaine, que, dans ce dernier cas, la cérémonie, d'abord domestique, était ensuite renouvelée religieusement à l'église ?

A quel moment finit-elle par tomber en désuétude ? Nous ne saurions le dire ; mais tout porte à croire qu'Henri des Laurens dut être un des derniers fidèles aux anciens rites.

Ailleurs que chez nous, tout ne s'en est pas perdu, et il est remarquable de trouver l'équivalent des paroles consacrées par lesquelles jadis les époux se donnaient l'un à l'autre, dans la belle formule du mariage anglais d'aujourd'hui, où ils déclarent s'unir pour les bons et les mauvais jours (*for better and for worse*), pour la prospérité et l'adversité. Il y a plus. De l'autre côté de l'Atlantique, dans un roman de mœurs publié naguère, *The quick or the Dead*, « Le Mort ou le Vif », miss Amelia Rives en met une sur les lèvres d'un fiancé, qui se rapproche encore davantage de celles du vieux temps. *Moi, Valentin, je te prends, Barbara, pour ma femme, et je te garderai à partir de ce jour dans le bonheur et dans le malheur, dans la richesse et dans la pauvreté, dans la maladie et la santé, te chérissant jusqu'à ce que la mort nous sépare.*

chine, du Tonkin, puis, enfin, de la Perse, où il mourut en 1660. On lui doit un très curieux Journal de ses voyages et missions, dont une nouvelle édition a été faite en 1854.

CHAPITRE IV

L'ANNEAU NUPTIAL ET LES ARRHES NUPTIALES

SOMMAIRE : Le luxe des anneaux, propre à l'époque. — Figurant dans les constitutions de dot. — L'anneau nuptial. — Symbolisme religieux et juridique qui y est attaché. — Un simulacre de l'achat primitif de la femme perpétué au moyen-âge, dans les arrhes. — La coutume des treize deniers ou du *treizain*. — La *subarratio*. — Comment en Provence, au XIV^e siècle, elle se célébrait dans la solennité religieuse des épousailles. — Rites observés à Aix sur la fin du XV^e siècle. — Formules dans l'imposition de l'anneau nuptial. — Caractère général de cette liturgie du mariage.

Un des luxes les plus répandus dans la Provence du moyen-âge, où généralement il y en avait si peu, était celui des anneaux dont faisaient alors usage les personnes des deux sexes. Les hommes portaient aux leurs le sceau ou cachet qu'ils apposaient comme signature au bas des actes. Les nobles n'étaient pas seuls à y avoir gravées leurs armes ; de notables bourgeois, des marchands même, en avaient de semblables (1), et ils s'en montraient plus jaloux que de posséder, pour leurs usages journaliers, les premiers objets d'argenterie. Ainsi, Johan Pujol, personnage ayant une situation à Marseille, chez lequel, après sa mort, en 1490, on ne trouva que trois cueillers d'argent, possédait deux anneaux d'or, *cum signeto dessuper*, plus un *signetum auri cum armis dessuper*. Alione de Saporta, sa femme, en avait laissé cinq, parmi ses bijoux, qui étaient enrichis de turquoises et de saphirs.

Grands seigneurs et grandes dames en comptaient bien davantage et d'un plus haut prix. Dans l'inventaire du château des Baux (14 octobre 1426) figurent sept *anels* garnis de diamants et autres pierres

(1) « A cette époque, chacun avait son cachet ou sceau : les nobles et les bourgeois, timbré de leurs armoiries ; les marchands, avec des signes distinctifs, comme un oiseau, une fleur, entouré d'un exergue avec leur nom. » (EDOUARD FORESTIÉ, *les Livres de comptes des frères Bonis, marchands montalbanaux du XIV^e siècle*, publié en 1890 (1^{re} partie, p. xxxii).

précieuses (1) ; en cela, rien d'extraordinaire. Là où nous avons lieu d'être surpris, c'est d'en voir figurer jusqu'à neuf (2), dont un était muni d'un diamant, dans celui d'une simple bourgeoise d'Aix, Françoise Cotharon (23 septembre 1450). Les constitutions de dot nous montrent des fiancées de village, des filles d'artisans et de paysans, en recevoir de leurs familles presque des collections, dans le nombre desquels il en est avec des perles, même lorsqu'elles sont montées sur de l'or de Lucques (3).

La coutume était, en certains pays, et particulièrement dans la vallée alpestre de Fours, qu'après la bénédiction nuptiale, quand l'épouse recevait les embrassements de tous les membres des deux familles, chacun d'eux lui fit présent d'un anneau et le lui passa lui-même à un de ses doigts. « Si les familles sont un peu nombreuses, racontait un chroniqueur alpin, qui avait vu ce vieil usage se continuer encore au commencement de notre siècle, il arrive souvent que tous les doigts des deux mains sont couverts de bijoux. A peine le dernier anneau est-il placé, qu'il se livre un simulacre de combat entre les habitants. Cette lutte honorable est un témoignage de l'estime publique, et il faut le mériter par une conduite sans reproche (4). »

L'anneau nuptial (nous n'osons dire de fiançailles, faute d'être fixé sur ce point) se nommait *Virga* (5). Marguerite Deydier, d'Ollioules, près Toulon, lors de son mariage avec Guilhem Jolian ou Julien d'Hyères (17 juillet 1477), en reçut trois, plus un quatrième anneau

(1) Inventaire du Château des Baux, publié par M. L. Barthélemy dans la *Revue des Sociétés savantes*, 1877.

(2) « *Quatuor annulos auri, duos cum perlis, unum cum dyamat, quatuor alios auri.* »

(3) A Bouc, 5 avril 1417, Catherine Boèce reçoit en dot *quinque annulos argenti*. — A Gardanne, 7 avril 1420, Alacie Raynaud, *quatuor annulos cum perlis et duos cum lapidibus*. — Dans la même commune, 10 janvier 1435, Gassende Taron, *quinque annulos argenteos, duos auri de Luca cum perlis*. — A Saint-Cannat, 16 octobre 1464, dans l'inventaire d'Anglés, tisserand, figurent *quatuor annulos cum perlis*, etc.

(4) D. J.-M. HENRY, *Recherches sur la géographie ancienne et les antiquités du département des Basses-Alpes* (Digne, 1842).

(5) G. BAYLE, *Bulletin historique et archéologique de l'auchoise* (1883), p. 432.

CHAPITRE IV

L'ANNEAU NUPTIAL ET LES ARRHES NUPTIALES

SOMMAIRE : Le luxe des anneaux, propre à l'époque. — Figurant dans les constitutions de dot. — L'anneau nuptial. — Symbolisme religieux et juridique qui y est attaché. — Un simulacre de l'achat primitif de la femme perpétué au moyen-âge, dans les arrhes. — La coutume des treize deniers ou du *treizain*. — La *subarratia*. — Comment en Provence, au XIV^e siècle, elle se célébrait dans la solennité religieuse des épousailles. — Rites observés à Aix sur la fin du XV^e siècle. — Formules dans l'imposition de l'anneau nuptial. — Caractère général de cette liturgie du mariage.

Un des luxes les plus répandus dans la Provence du moyen-âge, où généralement il y en avait si peu, était celui des anneaux dont faisaient alors usage les personnes des deux sexes. Les hommes portaient aux leurs le sceau ou cachet qu'ils apposaient comme signature au bas des actes. Les nobles n'étaient pas seuls à y avoir gravées leurs armes ; de notables bourgeois, des marchands même, en avaient de semblables (1), et ils s'en montraient plus jaloux que de posséder, pour leurs usages journaliers, les premiers objets d'argenterie. Ainsi, Johan Pujol, personnage ayant une situation à Marseille, chez lequel, après sa mort, en 1490, on ne trouva que trois cueillers d'argent, possédait deux anneaux d'or, *cum signeto dessuper*, plus un *signetum auri cum armis dessuper*. Alione de Saporta, sa femme, en avait laissé cinq, parmi ses bijoux, qui étaient enrichis de turquoises et de saphirs.

Grands seigneurs et grandes dames en comptaient bien davantage et d'un plus haut prix. Dans l'inventaire du château des Baux (14 octobre 1426) figurent sept *anels* garnis de diamants et autres pierres

(1) « A cette époque, chacun avait son cachet ou sceau : les nobles et les bourgeois, timbré de leurs armoiries ; les marchands, avec des signes distinctifs, comme un oiseau, une fleur, entouré d'un exergue avec leur nom. » (EDOUARD FORESTIÉ, *les Livres de comptes des frères Bonis, marchands montalbanaux du XII^e siècle*, publié en 1890 (1^{re} partie, p. xxxii).

précieuses (1) ; en cela, rien d'extraordinaire. Là où nous avons lieu d'être surpris, c'est d'en voir figurer jusqu'à neuf (2), dont un était muni d'un diamant, dans celui d'une simple bourgeoise d'Aix, Françoise Cotharon (23 septembre 1450). Les constitutions de dot nous montrent des fiancées de village, des filles d'artisans et de paysans, en recevoir de leurs familles presque des collections, dans le nombre desquels il en est avec des perles, même lorsqu'elles sont montées sur de l'or de Lucques (3).

La coutume était, en certains pays, et particulièrement dans la vallée alpestre de Fours, qu'après la bénédiction nuptiale, quand l'épouse recevait les embrassements de tous les membres des deux familles, chacun d'eux lui fit présent d'un anneau et le lui passa lui-même à un de ses doigts. « Si les familles sont un peu nombreuses, racontait un chroniqueur alpin, qui avait vu ce vieil usage se continuer encore au commencement de notre siècle, il arrive souvent que tous les doigts des deux mains sont couverts de bijoux. A peine le dernier anneau est-il placé, qu'il se livre un simulacre de combat entre les habitants. Cette lutte honorable est un témoignage de l'estime publique, et il faut le mériter par une conduite sans reproche (4). »

L'anneau nuptial (nous n'osons dire de fiançailles, faute d'être fixé sur ce point) se nommait *Virga* (5). Marguerite Deydier, d'Ollioules, près Toulon, lors de son mariage avec Guilhem Jolian ou Julien d'Hyères (17 juillet 1477), en reçut trois, plus un quatrième anneau

(1) Inventaire du Château des Baux, publié par M. L. Barthélemy dans la *Revue des Sociétés savantes*, 1877.

(2) « Quatuor annulos auri, duos cum perlis, unum cum *dymat*, quatuor alios auri. »

(3) A Bouc, 5 avril 1417, Catherine Boèce reçoit en dot *quinque annulos argenti*. — A Gardanne, 7 avril 1420, Alacie Raynaud, *quatuor annulos cum perlis et duos cum lapidibus*. — Dans la même commune, 10 janvier 1435, Gassende Taron, *quinque annulos argenteos, duos auri de Luca cum perlis*. — A Saint-Cannat, 16 octobre 1464, dans l'inventaire d'Anglés, tisserand, figurent *quatuor annulos cum perlis*, etc.

(4) D. J.-M. HENRY, *Recherches sur la géographie ancienne et les antiquités du département des Basses-Alpes* (Digne, 1842).

(5) G. BAYLE, *Bulletin historique et archéologique de l'auchuse* (1883), p. 432.

où étaient enchâssées quatre perles (1), le tout de la valeur de deux florins (environ 40 francs d'aujourd'hui).

La distinction est malaisée à établir entre ces diverses catégories de petits bijoux. Un notaire de Limoges, Psauget Péconnet, est, là-dessus, plus explicite. Dans son journal, tenu de 1487 à 1502, au premier rang des présents faits par lui à Mathive Beynesche (Benoist), sa fiancée, il inscrit *ung aneu d'aur appellee signet*. C'est l'anneau des accords. Du jour où Mathive est devenue la promise de Psauget, un signet, *signum*, lui est donné qui l'autorise à ce titre. Vient après l'*aneu fermaditz d'aur en quatre perlas*, l'anneau de fiancée, et enfin, lors de la célébration des noces, l'*aneu esposaditz*, l'anneau d'épousée (2).

Dès l'établissement du christianisme, une pieuse coutume fit souvent graver, sur les bagues nuptiales, comme symbole des deux époux, deux poissons accostant une croix ou une ancre cruciforme. « Le poisson, on le sait, figurait aussi le baptisé dans les eaux régénératrices (3). »

L'anneau de fer, dont les premiers Romains usaient dans leurs fiançailles, s'était transformé en un anneau d'or, où l'on représentait quelquefois aussi le Christ, faisant toucher les mains des deux époux, avec ce mot *Concordia*. La vieille France nous a transmis de précieux spécimens, en fait d'inscriptions annulaires. On en a recueilli, appartenant à des anneaux royaux, qui témoignent de l'esprit dont étaient animés les chefs politiques et sociaux du temps. Sur celui de Louis le Pieux, se lit cette invocation : *Domine, protege Hludoivicum imperatorem* ; celui de St-Louis porte : *Hors cet anel, pourrions trouver amour*. — « Pour résumer en une seule les innombrables devises qu'a dictées l'amour, dit M. Victor Gay (4), je citerai l'anneau nuptial se dédoublant en deux chaînons, trouvé en 1839 à Auzances, près de Poitiers. L'intérieur du cercle porte en caractères du XV^e siècle : *Mo cuer es résouïs, aussi a-t-il aimair Dieux* ; et à l'extérieur : *A mo gré, je ne puis mieux aïeu choisi* (ailleurs choisir).

La Provence, du même siècle, nous offre un type de ses bagues

(1) « *Duas virgas auri et unam de argento, et etiam unum annulum de argento.* »

(2) LOUIS GUIBERT, *Livres de raison limousins et marchois* (1888), p. 175.

(3) CH. BERNARD, p. 92.

(4) *Glossaire archéologique du Moyen-Age et de la Renaissance* (1867), p. 35.

de fiançailles ou de mariage, dans celle d'Alione de Saporta à Marseille (1490), où étaient gravés ces mots de confiance en Dieu : *In Domino confido*.

L'anneau nuptial est l'objet d'affectations pieuses. Des femmes du peuple elles-mêmes le lèguent à l'église de leur village ou au luminaire du saint patron de la paroisse (1).

Mais il n'y avait pas seulement, dans ce petit cercle d'or ou d'argent, un signe sensible de l'union des cœurs que le prêtre bénissait à ce titre. En lui aussi étaient figurées, et devaient se perpétuer jusqu'à nos jours, des traditions d'une tout autre nature, un symbolisme qui nous reporte aux coutumes du temps des peuples primitifs.

Imagine-t-on aisément aujourd'hui les fiançailles dont le nom seul éveille en nous de si gracieuses et poétiques images, comme ayant été à l'origine, entre un vendeur et un acheteur, une sorte de marché à terme, dont la femme était l'objet pour le mariage ?

Singulière évolution que celle qui, du fait primordial de la vente ou quasi vente de la femme, de sa tradition obtenue par des présents et payée avec eux, finira par aboutir à ce que nous allons voir établi comme un rite essentiel, et même comme le rite principal des épousailles, celui par lequel elles seront solennisées, et que suivra la bénédiction nuptiale ! Nous voulons parler de la *Subarratio*, de la bénédiction et de la remise de l'anneau accompagnées de quelques pièces de monnaie, dans lesquelles subsisteront les simulacres d'un achat disparu depuis de longs siècles.

Ici, sans trop sortir du cadre où doivent se renfermer nos esquisses, il nous faut les éclairer par des observations plus générales.

L'humanité, dès son berceau, a subi une déchéance. La religion n'est pas seule à l'enseigner, les faits le démontrent, et l'histoire du droit (2), expliquant celle des mœurs, nous dit quelles en furent les suites pour la femme, à quel triste état d'infériorité la réduisirent

(1) « *Lego causa mortis ecclesie de Buco (de Bouc) virgam meam de auro franciam.* » *Alaëte Morier*, 10 avril 1426. — « *Lego Luminarie sancti Dyonisii, castri de Rognis, meum annulum argenti.* » *Bartholomée Page*, 11 mars 1502.

(2) Voir, sur ce sujet, les *Études d'histoire du droit*, par M. R. Dareste, membre de l'Institut, conseiller à la Cour de Cassation (1889).

où étaient enchâssées quatre perles (1), le tout de la valeur de deux florins (environ 40 francs d'aujourd'hui).

La distinction est malaisée à établir entre ces diverses catégories de petits bijoux. Un notaire de Limoges, Psaumet Péconnet, est, là-dessus, plus explicite. Dans son journal, tenu de 1487 à 1502, au premier rang des présents faits par lui à Mathive Beynesche (Benoist), sa fiancée, il inscrit *ung aneu d'aur appellet signet*. C'est l'anneau des accords. Du jour où Mathive est devenue la promise de Psaumet, un signet, *signum*, lui est donné qui l'autorise à ce titre. Vient après *l'aneu fermaditz d'aur en quatre perlas*, l'anneau de fiancée, et enfin, lors de la célébration des noces, *l'aneu esposaladitz*, l'anneau d'épousée (2).

Dès l'établissement du christianisme, une pieuse coutume fit souvent graver, sur les bagues nuptiales, comme symbole des deux époux, deux poissons accostant une croix ou une ancre cruciforme. « Le poisson, on le sait, figurait aussi le baptisé dans les eaux régénératrices (3). »

L'anneau de fer, dont les premiers Romains usaient dans leurs fiançailles, s'était transformé en un anneau d'or, où l'on représentait quelquefois aussi le Christ, faisant toucher les mains des deux époux, avec ce mot *Concordia*. La vieille France nous a transmis de précieux spécimens, en fait d'inscriptions annulaires. On en a recueilli, appartenant à des anneaux royaux, qui témoignent de l'esprit dont étaient animés les chefs politiques et sociaux du temps. Sur celui de Louis le Pieux, se lit cette invocation : *Domine, protege Hludoivicum imperatorem* ; celui de St-Louis porte : *Hors cet anel, pouvions trouver amour*. — « Pour résumer en une seule les innombrables devises qu'a dictées l'amour, dit M. Victor Gay (4), je citerai l'anneau nuptial se dédoublant en deux chaînons, trouvé en 1839 à Auzances, près de Poitiers. L'intérieur du cercle porte en caractères du XV^e siècle : *Mo cuer es résousis, aussi a-t-il aimair Dieux* ; et à l'extérieur : *A mo gré, je ne puis mieuz aieu choisi* (ailleurs choisir).

La Provence, du même siècle, nous offre un type de ses bagues

(1) « *Duas virgas auri et unam de argento, et etiam unum annulum de argento.* »

(2) LOUIS GUIBERT, *Libres de raison limousins et marchois* (1888), p. 175.

(3) CH. BERNARD, p. 92.

(4) *Glossaire archéologique du Moyen-Age et de la Renaissance* (1857), p. 35.

de fiançailles ou de mariage, dans celle d'Alione de Saporta à Marseille (1490), où étaient gravés ces mots de confiance en Dieu : *In Domino confido*.

L'anneau nuptial est l'objet d'affectations pieuses. Des femmes du peuple elles-mêmes le lèguent à l'église de leur village ou au luminaire du saint patron de la paroisse (1).

Mais il n'y avait pas seulement, dans ce petit cercle d'or ou d'argent, un signe sensible de l'union des cœurs que le prêtre bénissait à ce titre. En lui aussi étaient figurées, et devaient se perpétuer jusqu'à nos jours, des traditions d'une tout autre nature, un symbolisme qui nous reporte aux coutumes du temps des peuples primitifs.

Imagine-t-on aisément aujourd'hui les fiançailles dont le nom seul éveille en nous de si gracieuses et poétiques images, comme ayant été à l'origine, entre un vendeur et un acheteur, une sorte de marché à terme, dont la femme était l'objet pour le mariage ?

Singulière évolution que celle qui, du fait primordial de la vente ou quasi vente de la femme, de sa tradition obtenue par des présents et payée avec eux, finira par aboutir à ce que nous allons voir établi comme un rite essentiel, et même comme le rite principal des épousailles, celui par lequel elles seront solennisées, et que suivra la bénédiction nuptiale ! Nous voulons parler de la *Subarratio*, de la bénédiction et de la remise de l'anneau accompagnées de quelques pièces de monnaie, dans lesquelles subsisteront les simulacres d'un achat disparu depuis de longs siècles.

Ici, sans trop sortir du cadre où doivent se renfermer nos esquisses, il nous faut les éclairer par des observations plus générales.

L'humanité, dès son berceau, a subi une déchéance. La religion n'est pas seule à l'enseigner, les faits le démontrent, et l'histoire du droit (2), expliquant celle des mœurs, nous dit quelles en furent les suites pour la femme, à quel triste état d'infériorité la réduisirent

(1) « *Lego causa mortis ecclesiæ de Bucu (de Bouc) virgam meam de auro franciam.* » *Alaëte Morier*, 10 avril 1426. — « *Lego Luminariæ sancti Dyonisii, castri de Rognis, meum annulum argenti.* » *Bartholomée Page*, 11 mars 1502.

(2) Voir, sur ce sujet, les *Études d'histoire du droit*, par M. R. Dareste, membre de l'Institut, conseiller à la Cour de Cassation (1889).

les peuples anciens. Le classicisme du XVIII^e siècle avait fait des Grecs et des Romains les immortels exemplaires des grands peuples, des peuples héroïques. Il oubliait que ces héros n'estimaient que la force. L'être faible, qu'était-il pour eux ? sinon une chose pouvant se vendre et s'acheter (1). Depuis ceux d'Homère jusqu'aux Ossètes actuels du Caucase, qui, encore naguère, en gardaient la coutume (2), et aux Arabes, chez lesquels elle est toujours pratiquée, par combien d'étapes n'a pas passé la condition privée et sociale de la femme ! La Bible est la première à en témoigner. Au temps des patriarches, ne nous montre-t-elle pas Jacob servant sept années Laban, pour en obtenir Rachel ? Mais, lorsqu'il s'agit du mariage d'Isaac, elle précise les conditions dans lesquelles le mariage est négocié, puis consenti. On connaît la charmante scène des présents offerts par Eliézer à Rebecca, près de la source où elle l'a désaltéré, lorsque le messager d'Abraham vient en son nom la demander pour son fils, présents en vases d'or et d'argent faits à la fiancée, et suivis d'autres à sa mère et à ses frères, lorsque cette demande a été agréée. C'est donc sous la forme de présents que l'achat se déguise ; la fiancée en garde la meilleure partie pour elle.

« L'achat des femmes, dit M. Dareste, a disparu de bonne heure de la législation israélite. Il est resté seulement deux choses : il faut d'abord que la femme soit donnée par ceux qui ont autorité sur elle ; de plus, le futur époux peut accomplir le mariage par le don d'une somme d'argent, en lui disant : *Tu es sacrée pour moi*, ou : *Tu es mon épouse*. Ceci rappelle la *coemptio* du droit romain (3) ; mais l'argent mis dans la main de la femme n'est plus qu'un symbole, comme la pièce de mariage dans le mariage religieux chrétien. C'est le souvenir du temps où le simple consentement des parties était considéré comme impuisant à former un contrat et à produire des obligations, où il fallait des arrhes, une tradition quelconque. Du reste, la femme ne peut être

(1) MICHELET, *loc. cit.*, p. 21.

(2) « Elle y a été abolie en 1870 et 1879 ; mais il faudra du temps avant que la pratique se conforme à la loi. » (DARESTE, p. 142.)

(3) « L'achat primitif n'existe plus chez les Romains ; mais ils en ont gardé la figure, l'image dans le mariage *ex coemptione*, le mariage par achat. La réalité a disparu ; l'achat primitif s'est figé, comme il arrive si souvent, dans une cérémonie, la *coemptio*. » (PAUL VIOLLET, p. 341.)

donnée malgré elle ; son consentement est un des éléments du contrat (1) ».

Ce qui s'est passé chez les Israélites devait se reproduire dans le cours de notre civilisation européenne.

Transportons-nous un instant chez les Germains. Tacite, en se faisant le peintre de leurs mœurs, ne croit pas rabaisser leurs compagnes ; il veut, au contraire, les relever, lorsqu'il écrit d'elles : « En Germanie, ce n'est pas la femme qui apporte une dot à son mari ; mais le mari à la femme. Les parents et les proches interviennent et approuvent les présents de noces. Ces présents ne sont point des objets de toilette, si chers aux femmes, ni des parures de nouvelle mariée ; mais des bœufs, un cheval avec son frein, et un bouclier avec la framée et le glaive. Les présents agréés, la femme est admise dans la maison de son mari ; elle-même lui fait don de quelques armes. C'est là leur lien le plus puissant ; ce sont leurs rites mystérieux et leurs dieux d'hyménée. Et, pour que la femme ne se croie pas dispensée de toute idée de courage, et en dehors des chances de la guerre, ces auspices et ces commencements du mariage lui apprennent qu'elle vient prendre sa part du travail et des dangers, et qu'elle doit, dans la paix comme dans la guerre, souffrir et oser autant que son mari. C'est là ce que veulent dire ces bœufs accouplés, ce cheval équipé, ces présents d'armes. Il faut vivre de la même vie, mourir de la même mort. Les dons qu'elle reçoit, elle devra les rendre à ses fils intacts et dignes d'eux, et, par ses fils, à ses brus qui les transmettront à leurs descendants (2) ».

Les historiens du droit se sont posé bien des questions au sujet de la forme de la vente, selon laquelle s'accomplissait primitivement le mariage. « Était-ce la cession des droits du père ou le paiement de l'indemnité due à la famille pour l'enlèvement ? N'était-ce pas plutôt un moyen fictif pour lier les deux parties, à une époque où l'on ne comprenait pas qu'un contrat pût se former par le seul consentement ? (3) »

Cette raison juridique nous frappe moins aujourd'hui que la raison économique. Par le mariage, la jeune fille va quitter sa famille ; elle

(1) DARESTE, p. 38.

(2) TACITE, *Des mœurs des Germains*, XVIII.

(3) DARESTE, p. 108.

en sort au moment où elle commençait à lui être utile dans les travaux domestiques. Pour elle, le foyer paternel va être échangé contre un autre où, comme épouse et comme mère, elle rendra les plus grands services. Loin d'avoir à se dépouiller pour l'établir dans sa nouvelle situation, sa famille devra, au contraire, être dédommagée de son sacrifice, et, plus tard, viendra le jour où la femme mariée de la sorte tirera profit de la somme reçue par ses parents ; car, ainsi qu'on l'a observé, « chez tous les peuples qui ont pratiqué l'achat des femmes, le prix de cet achat a toujours fini par se transformer en une dot pour la fille (1) ».

De nos jours, Frédéric Le Play, dans ses explorations sociales, a retrouvé les mœurs des peuples primitifs sur les confins de l'Europe et de l'Asie chez les Backhirs de l'Oural.

« La première condition du mariage est que le futur paie aux parents de la jeune fille une dot appelée *Kolime*, qui reste la propriété de ces derniers. Le *Kolime* augmente en raison de l'aisance des amilles, des perfections physiques de la fiancée, des imperfections et de l'âge du mari. Le contrat est signé devant le moullah, assisté de six témoins. Le chef de famille ici décrit a été marié deux fois. Lors du premier mariage, il a payé à titre de *Kolime* deux juments, un cheval et une somme de 37 francs. Devenu veuf, il a dû payer, onze ans plus tard, trois juments, deux vaches, quatre moutons et 570 francs (2) ».

A ce fait primitif de la vente, se rattachent les arrhes nuptiales qu'on trouve également partout, qui étaient pratiquées chez les

(1) DARESTE, p. 142.

(2) F. LE PLAY. Les Backhirs, pasteurs demi-nomades du versant asiatique de l'Oural (Russie orientale). — *Ouvriers européens*, t. II, p. 42 de la 2^e édition.

Cet état social primitif s'accuse encore davantage chez les Arabes et les Kabyles de nos jours. Le prix d'une jeune fille kabyle, de la classe agricole, est généralement de 1500 francs, en dehors des présents dont la valeur ordinaire est de 700 francs ; mais, à la différence de ce qui vient d'être dit pour les Backhirs, il est toujours payé en or, et jamais en bestiaux, chose qui serait considérée comme une assimilation offensante entre la jeune fille et une bête de somme. — Voir la Monographie des Paysans en communauté de Taboudouch-el-Baar (Grande-Kabylie, province d'Alger), dans les *Ouvriers des Deux-Mondes*, t. V, p. 475.

Francs du temps de Grégoire de Tours (1), et dont il est fait mention encore au XIII^e siècle dans les *Etablissements de saint Louis* (2).

Mais arrêtons-nous là. Peut-être avons-nous donné trop de place à ces développements. Si nous nous sommes quelque peu étendu sur les origines des arrhes, c'est qu'en elles est l'explication de ce qui va suivre.

« La vente proprement dite s'altéra peu à peu, et elle donna naissance à ce qu'on peut appeler le *Traité du mariage*, dit M. Paul Viollet. Le prix de la fiancée se fixa rapidement, d'une manière irrévocable, et devint dans l'affaire du mariage un élément tout matériel de la cérémonie. Ainsi sont venus se fondre dans le cérémonial quantité d'éléments juridiques et constitutionnels primitifs. Le cérémonial est le grand musée de l'histoire.

« Le prix fixe est de treize deniers, et ces treize deniers remontent probablement à une époque antérieure à la plus ancienne loi salique. Nous pouvons la suivre à travers le moyen-âge jusqu'au mariage du malheureux Louis XVI, où ils figurent encore (3). »

Déjà, du temps des Francs, le sou et le denier, *solidum et denarium*, par lesquels ils se mariaient, n'étaient plus qu'un symbole. Au moyen-âge, ce symbole subsistera toujours avec sa marque d'origine. M. Léon Gautier en a relevé bien des traces dans nos vieux poèmes : « *Puis, esposa sa femme et d'argent et d'or mier. — Là, le^s espousent d'argent et d'or fin.* » Cet argent et cet or sont le douaire offert à la future épouse. « On alla jusqu'à frapper des deniers spéciaux, des deniers « pour espouser ». C'est la pièce de mariage (4). »

Comment le prix se fixa-t-il à treize deniers ? Pourquoi ce nombre treize ? Sans témérité, on peut y voir un sens mystique, une allusion au Christ et aux douze apôtres ; en sorte que le symbolisme religieux

(1) « Andarchius, raconte Grégoire de Tours, prétendait avoir payé à Ursus, riche citoyen d'Auvergne, 1600 sous d'or comme arrhes nuptiales. En ayant essayé un refus, il porta sa plainte au roi Sighebert, en disant : « Ursus a écrit ceci... Je supplie Votre Gloire d'ordonner que Ursus m'accorde sa fille en mariage ; autrement, j'ai le droit de me mettre en possession de ses biens jusqu'à ce qu'il m'ait remboursé. » (Liv. IV, chap. 47.)

(2) Liv. I, chap. 124.

(3) PAUL VIOLLET, p. 355.

(4) LÉON GAUTIER, *La Chevalerie*, p. 428.

se serait joint au symbolisme juridique. Les testaments provençaux fournissent, à cet égard, un rapprochement qui mérite d'être signalé. Dans beaucoup de ceux du XV^e siècle, non seulement chez les nobles et les bourgeois, mais chez les paysans, il est dit qu'à la grand-messe chantée de fin de neuvaine, au *Cantar*, assisteront, y compris le célébrant, treize prêtres, auxquels seront alloués, selon les coutumes du temps, un gros d'argent (environ 1 fr. 50 de notre monnaie), et un repas, le repas funéraire (1). Des legs pieux sont faits également pour que treize pauvres figurent aux funérailles. Les comptes du roi René nous révèlent une de ses charités. « Chacun jour de caresme, le Roy a fait manger treize pauvres, les a servis à table et, après leur réfection, leur donnoit à chacun l'aumosne en argent (2) »

Quoi qu'il en soit, les treize deniers étaient devenus, comme pièces de mariage, un symbole représentant l'achat originel. La coutume s'en est même conservée, en quelques contrées, jusqu'à nos jours. « Dans le diocèse de Reims, et depuis le X^e siècle, on place dans le bassin, où se trouve l'anneau, treize pièces de monnaie, dont trois au milieu, l'une sur l'autre, et l'anneau par-dessus, et dix tout autour. Leur valeur est proportionnelle à la fortune de l'époux. Sur l'une de celles qui sont au milieu, on grave quelquefois la date du mariage et une inscription qui en fait une médaille commémorative. Cet usage remonte à la plus haute antiquité parmi nous, puisque D. Martène cite, à ce sujet, des rituels des VI^e, V^e et IV^e siècles. Après la bénédiction et l'imposition de l'anneau, le prêtre prend les trois pièces du milieu qu'il donne à l'époux et que celui-ci remet à l'épouse. On laisse dans le plateau les dix autres, qui sont pour le prêtre (3) ». Dans la région de Confolens (Charente), les cérémonies

(1) « Volo et ordino quod, in fine meæ novenæ, fiat unum cantare in quo inter sint tresdecim sacerdotes celebrantes, quibus et cuilibet ipsorum exsolvi volo unum grossum et prandium; et quod, in fine anni mei obitus fiat aliud cantare in quo intersint alii tresdecim sacerdotes quibus detur unum grossum et prandium, ut est consuetum. » — Testament d'Alayone Bérard, à Gardanne (mars 1478).

(2) LECOY DE LA MARCHE, *Le roi René*, t. II, p. 379.

(3) CH. BERNARD, *Cours de liturgie romaine*, t. II, p. 127.

Curieuse est la prière, citée par l'auteur, que le prêtre récite sur les trois

du mariage continuent de même à se faire selon les vieux rites. « D'abord, le *treizain*, souvenir de l'achat de la femme, est conservé dans sa force primitive. Treize pièces de 2 fr., 1 fr., ou de 1 fr. 50, suivant la fortune du couple, sont bénites par le prêtre en même temps que l'anneau nuptial. Le même usage existait, jusqu'au commencement du siècle, dans la classe supérieure; mais les treize pièces d'argent devenaient treize pièces d'or. Ces treize pièces se sont transformées maintenant en une pièce unique, consacrant un souvenir, la pièce de mariage. Cet argent n'est point rendu au prêtre, comme en certaines parties de la France, mais à la femme elle-même. Il forme le fonds d'une bourse particulière, qui est toujours à sa disposition, alimentée par certains revenus désignés d'avance et consacrée à certaines dépenses également déterminées (1). »

Le Barrois offre un curieux exemple d'intervention des rôles. Là, c'est l'épousée qui, avec l'anneau, dépose treize pièces de monnaie dans le bassin où elles sont bénites par le prêtre. Celui-ci présente ensuite la bague nuptiale au mari, lequel la passe au doigt de la jeune fille, après quoi commence la messe. Cela s'appelle « acheter son mari (2). »

Dans les montagnes de la Haute-Loire, et aussi dans le Bordelais, des vieillards se rappellent encore la coutume du *treizain*. Des familles y gardent précieusement les pièces d'or ou d'argent qu'avaient reçues, lors de leur mariage, les mères, les grand'mères des survivants actuels.

Au moyen-âge, le *treizain* n'était pas seul à représenter les arrhes primitives. L'anneau les symbolisait, lui aussi, et, lorsqu'on disait des épousailles qu'elles se faisaient d'*anel* (3), on y attachait ce sens symbolique. *Annulus arrarum nomine datus, seu sponsalitiis, vel pronubus*. — *Annulo sponsam subarrare*, peut-on lire dans du Cange,

pièces de monnaie, données par l'époux à l'épouse : « Sanctifiez, Seigneur, les pièces offertes en signe de dot, afin que l'épouse soit bien dotée. »

(1) PAUL DE MAROUSSEM. Monographie d'une famille de métayers en communauté du Confolentais (Charente). *Ouvriers des Deux-Mondes*, t. VIII, p. 29.

(2) PAUL VIOLLET, p. 356.

(3) « Espouser d'anel » était une locution alors très usitée.

citant d'anciennes lois visigothiques et lombardes (1). *Subarrare*, qu'est-ce ? se demande-t-il, et il y voit des arrhes données presque en secret.

En commençant ce chapitre, au sujet de la bague nuptiale, nous disions que ce petit cercle d'or avait eu autrefois une signification non moins juridique que religieuse. Nous voilà maintenant au terme des explorations un peu lointaines où il nous a engagé, et, rentrant en Provence, nous sommes à même de comprendre pourquoi et comment, dans nos vieux textes, le jour des épousailles, *dies desponsationis*, est nommé aussi *dies subarrationis* (2). Grand jour qui doit être le couronnement de tous les autres ! Car, si, comme nous l'avons vu, la cérémonie de la *datio corporum* avait pu se célébrer, en premier lieu, dans l'intimité du foyer domestique, c'est pour la *subarratio* qu'étaient réservées les solennités de l'Eglise et les fêtes des noces. Particularité qu'il est intéressant de relever.

Lorsque tout se suit, sans interruption, ce qui devait être le cas ordinaire, les notaires nous font assister aux rites religieux, selon lesquels cette « subarration » est faite en même temps que le mariage. Cela leur arrive quand ils dressent le contrat dans l'église même, au moment où les *verba de presenti* sont converties en acte.

C'est un contrat de ce genre qui, le 16 février 1358, est passé dans l'église Ste-Marie de Draguignan, contrat réunissant le double caractère d'un contrat civil et d'une sorte de procès-verbal de la cérémonie religieuse (3). Les fiancés, Bertrand et Bartholomée, sont de simples gens du peuple. Par quel privilège se trouvent-ils avoir comme

(1) Entre autres textes, il cite encore celui-ci : « Postquam arris sponsam sibi sponsus, per digitum fidei annulo insignitum, desponderit... »

(2) Le 18 janvier 1493, à Aix, fiançailles de Henri Patrisi, maître maçon, avec Catherine Platel. Un oncle de celle-ci, Raullet Pidance, lui constitue en augment de dot cinq florins, dont deux et demi seront payés *in die subarrationis dictorum futurorum conjugum*.

C'est au jour de la *subarratio*, soit de la solennité des épousailles, que la nouvelle mariée, à laquelle des notaires donnent dès lors la qualité de *subarrata*, reçoit, avec les coffres et leur contenu, dons du mari, les cadeaux de noces. Nous lisons dans un inventaire de mobilier (Aix, 19 juillet 1448) : « Quædam archa Hugonine Bruui, sibi amore data, in qua sunt ..., que sunt ipsius Hugonine subarrate. »

(3) Nous l'empruntons à Ch.-Fr. Bouche, qui l'a publié en entier dans son *Essai sur l'histoire de Provence* (1785), p. xxxi de l'Introduction.

témoins de hauts et puissants seigneurs, Raymon et Agouton d'Agoult, chevaliers, et Johan de Laudimio, écuyer de Foulque d'Agoult, sénéchal de Provence ? Nous ne le savons ; sans doute, c'est un honneur mérité par des services un peu exceptionnels, ou par de vieilles relations de domesticité. En pareilles circonstances, de tels témoignages n'étaient point chose rare. Souvent les seigneurs faisaient de même dans les mariages de ceux de leurs tenanciers qui s'en montraient particulièrement dignes ; bien p'us, nous en verrons qui concourent à doter la fiancée.

Les formules du mariage ayant été échangées de part et d'autre en présence de Raymond Artuquii, curé, Bertrand reçoit de ce dernier l'anneau bénit, et, le mettant au quatrième doigt de la main droite de Bartholomée, il les complète de la manière suivante par celles de la « subarration » : *O Bartholomea, ambaquest anel ti spos, ambaquestas arras ti dot, ayssi, con san Peyre e san Paul o stabiliron, e en nostra ley de Roma* (1).

Dans le cours du XV^e siècle, quelques modifications y seront introduites par l'usage, et, en 1499, le rituel d'Aix fixera ainsi qu'il suit le cérémonial à observer.

Le prêtre bénit l'anneau avec les arrhes, en rappelant celles qu'Abraham offrit à Sara, Isaac à Rebecca, Jacob à Rachel (2). Il fait de même pour un écrit (*littera*) que lui remet l'époux, écrit conçu en ces termes : *Moi (N) au nom du Christ, prends pour épouse (N), à laquelle je donne comme présent de noces dix sous tournois* (3).

Les dix sous tournois représentent le douaire ; ils en sont un simulacre. Viennent après, simplement indiqués comme souvenirs,

(1) « O Bartholomée, avec cet anneau je t'épouse, avec ces arrhes je te dote, comme saint Pierre et saint Paul l'ont établi, et selon notre loi de Rome. »

Un acte de mariage, cité par M. Forestié dans son Introduction aux *Livres de comptes des frères Bonis* (p. 161), nous montre une semblable formule usitée à Montauban, vers la même époque. Les deux fiancés déclarent se prendre pour mari et femme *aisi cum Dios e lu glieya de Roma ho vol, e coma el apostol S. Paul ho coffirma.*

(2) « Benedic, Domine, has arras quas hodie tradet famulus tuus N. in manu ancillæ tuæ N., quemadmodum benedixisti Abraham cum Sara, Ysaac cum Rebecca, Jacob cum Rachel, etc. »

(3) « In Christi nomine. ego N. duco in uxorem N., cui concedo in sponsalitiis decem solidos turonenses... »

les treize deniers, autrefois donnés en Provence de même qu'ailleurs, à titre d'arrhes. En fait, une coutume plus ou moins récente les a réduits à une seule pièce de monnaie, *peciam monete*, « la pièce de mariage ». L'époux la plie dans son écrit, et, en même temps qu'il la remet à l'épouse, prenant la main droite de celle-ci, il lui passe l'anneau au doigt, avec ces paroles : *Je (N.) espouse toy (N.), ainsi que Dieu, la loy, la sainte foy catholique, et la sainte Eglise de Rome le commandent (1).*

Cette cérémonie de l'imposition de l'anneau est accompagnée du signe de la croix. Le nom du Père est prononcé sur l'index, *in indice*, celui du Fils, sur le grand doigt, *in magno*, et celui du St-Esprit, sur le doigt d'après, qui, toujours et partout, est appelé *medium*. — *In medio*, écrit-on pour désigner l'annulaire, sans doute à cause de sa moyenne grosseur entre le doigt du milieu et le petit doigt.

Alors, le prêtre terminera les cérémonies de la « subarration » par cette formule définitive, qui déjà a pu être inscrite dans le contrat comme un principe de foi, sur l'indissolubilité du mariage, mais qu'il appartient au prêtre d'imprimer comme un sceau à l'engagement contracté devant Dieu :

« *Quod Deus conjunxit, homo non separet, in nomine Patris, etc.* »

Jusqu'ici, la scène religieuse du mariage s'est toute passée au porche ou à la porte de l'Eglise, *in facie Ecclesiæ*. Maintenant, après que les époux auront été aspergés d'eau bénite, ils vont y entrer, presque en triomphe. Ils y entendront la messe, ajoute le rituel ; ils y observeront les cérémonies accoutumées, et la bénédiction nuptiale venant à la fin sera la solennelle consécration de leur union (2).

Depuis les simples fiançailles jusqu'à cette bénédiction du mariage, tels étaient les développements successifs de cette action nup-

(1) Ceci est en français dans le texte. Les lignes en latin, dont est précédée la formule finale, sont à citer : « *Et habeat pariter sponsus, duodecim vel tredecim denarios turonenses, vel peciam monete, ut consuetum est, et ponat simul et plicet cum littera, et tradet sponsæ et pariter annulum ; et tunc sponsus teneat annulum cum tribus digitis, et cum alia manu sponsus arripiat dextram manum sponsæ sic dicendo...* »

(2) « *Et aspergantur aqua benedicta, et intrent ecclesiam, et audiant missam tenendo et faciendo ceremonias assuetas, et post missam recipient benedictionem nuptialem.* »

tiale, *actio nuptialis*, selon le mot de D. Martène, dont nous avons appelé les rites une sorte de poème liturgique. C'est ainsi qu'en un temps où régnait la foi, mais où la violence des passions lui faisait trop souvent échec, l'Eglise imposait à tous le respect du sacrement et inculquait dans les âmes le respect aussi de la femme. Rites vraiment augustes, sous une forme des plus populaires ! Quelles impressions ne devaient pas en ressentir et en garder des hommes instinctivement portés à se laisser saisir par le côté sensible des choses ! Et pour nous, hommes d'un siècle qui a perdu le sens de ce qu'était l'antique simplicité, de quel charme ne nous sont pas ces formules, surtout lorsqu'au lieu de s'offrir dans la rigidité et la sécheresse du latin, elles se présentent avec la naïveté de notre vieille langue ! On peut dire d'elles ce que saint François de Sales disait des vertus, où l'on va *rondement, naïvement, à la vieille françoise, à la liberté et à la bonne foy* (1).

Une multitude de traits seraient à en citer.

Ainsi, à Limoges, lorsque, après la *datio corporum*, l'anneau et les treize deniers venaient d'être bénits, le prêtre s'adressait en ces termes aux deux fiancés :

D. — Vous, Pierre, prenez Marie, qui est icy, à femme et à espouse. Et vous, Marie, prenez Pierre, qui icy est, à mary espoux, et promettez et jurez l'un à l'autre garder foy et la loyauté de mariage, et à garder l'un à l'autre sain et malade, à tous les jours de vostre vie, ainsi que Dieu, l'Ecriture le tesmoignent, et la sainte Eglise le garde ?

R. — Ouy, sire. »

Alors, le prêtre remet l'anneau à l'époux, et celui-ci le posant, *primo parum in pollice*, d'abord un peu sur le pouce, pour le fixer définitivement, *in medio*, sur l'annulaire, dit : « De cet anneau je l'espouse, et de mon corps t'honore, et du douaire, qui est devisé entre mes amis et les tiens, je te doue. » (2)

Les proches et les amis, en traitant des conditions du mariage, ont

(1) Lettre à M^{me} de Chantal, du 1^{er} novembre 1605.

(2) D. MARTÈNE, t. II, p. 136.

réglé le douaire que recevrait la femme ; et les voilà remis en scène, par l'époux, dans le cérémonial de la « subarration. »

« De mes biens, je te doue » ; cette formule, dit M. Paul Viollet, rappelle parfaitement l'expression de Tacite. « J'en ai suivi les traces jusqu'au milieu du XIX^e siècle dans des contrats de mariage (1). »

Poétiques et touchantes, entre toutes, sont les formules d'un ancien rituel de Reims. Au symbolisme juridique, se mêle l'expression de la mutuelle tendresse que va créer, entre les deux époux, leur sainte union. L'anneau étant imposé au doigt de la mariée, le mari doit dire avec le prêtre : AU POUCE : « *Par cet anel l'Eglise enjoint.* » A L'INDEX : « *Que nos deux cœurs en ung soyent joints.* » A L'ANNULAIRE : « *Par vray amour et loyale foy.* » PUIS ENCORE A L'ANNULAIRE : « *Pourtant, je le mets en ce doigt (2).* »

Et pourquoi, après l'avoir mis à ce doigt (l'annulaire), doit-on l'y laisser ? Pourquoi l'usage, à cet égard, est-il universel et les rituels sont-ils unanimes sur son compte ? C'est que, disait-on, d'après l'opinion commune, en lui est une veine par laquelle le sang va directement jusqu'au cœur (3). L'explication fait sourire. N'était-ce pas, du moins, une façon touchante, autant qu'originale, de manifester ce qu'est, ce que doit être l'amour conjugal dans le mariage, et de rendre sensible l'idée de son inviolabilité symbolisée par l'anneau de la *subarration* ?

(1) *Précis de l'histoire du droit français*, p. 665.

(2) D. MARTÈNE, t. II, p. 138.

(3) « Quod in eo vena quædam, ut fertur, sanguinis ad cor usque perveniat. » — ISIDORE DE SEVILLE, *De officiis eccles.*, lib. II.

Il est curieux de trouver une croyance analogue chez les Romains. Mais elle ne portait pas sur l'annulaire. « Le fiancé donnait un anneau à la fiancée, qui le mettait au dernier doigt de sa main droite, parce que l'on croyait qu'un des nerfs de ce doigt correspondait au cœur. » — C. OZANEUX, *Les Romains. Tableaux des institutions de la République romaine* (1845), p. 248.

LA DESCENDANCE DE CHARLEMAGNE

AU XIV^e SIÈCLE

Par M. DE SAINT-ANDRÉ

Pépin, roi d'Italie, fils de Charlemagne et de sa seconde femme, l'impératrice Hildegarde, mourut à Milan, le 8 juillet 810. Il laissait un fils, Bernard, qui devint roi d'Italie par la mort de son père. Bernard eut le tort de prendre les armes contre son oncle l'empereur Louis-le-Débonnaire. On connaît le cruel supplice que lui infligèrent les serviteurs de l'Empereur, et qui entraîna sa mort, le 17 avril 818. Pépin II, seigneur de Péronne et de Saint-Quentin, fut la tige des comtes de Vermandois ; c'était le fils de l'infortuné Bernard. Herbert II, petit-fils de Pépin II, épousa Hildebrante, fille de Robert, duc de France, et retint prisonnier, dans la forteresse de Péronne, son cousin, Charles III le Simple ; à un siècle de distance, Bernard était vengé par l'un de ses descendants !

Albert I^{er}, fils d'Herbert II, s'allie par son mariage aux maisons de Lorraine et de Saxe ; il est le père d'Herbert III et de Gui, qui est l'auteur de la branche des comtes de Soissons. La lignée des comtes de Vermandois se continue par Othon et Herbert IV ; Eudes, dit Pied-de-Loup, fils cadet d'Othon, est l'auteur de la branche des seigneurs de Ham. Herbert IV assiste, en 1059, au sacre de Philippe I^{er}, roi de France, et ne laisse qu'un fils et une fille de sa seconde femme, Adèle comtesse de Crespy et de Valois (sœur du bienheureux Simon comte de Crespy) :

Eudes de Vermandois, dit l'Insensé, *déshérité par le conseil des barons de France « parce qu'il était de faible entendement et sans gou-*

vernement (1). » Eudes l'Insensé épousa Avide, fille du seigneur de Saint-Simon, sur la Somme, entre Ham et la Fère, et sa postérité est connue sous le nom de *Saint-Simon*. La sœur d'Eudes, Adèle de Vermandois, apporta les comtés de Vermandois, de Crespy et de Valois à Hugues de France, surnommé le Grand, troisième fils du roi de France Henri I^{er} et d'Anne de Russie (1077).

Le petit-fils d'Eudes l'Insensé, Jean I^{er}, seigneur de Saint-Simon, céda ses prétentions sur le Vermandois et le Valois au roi Philippe-Auguste, qui fit faire une enquête pour établir qu'il descendait directement, en ligne masculine, des anciens comtes de Vermandois. Il accompagna ce prince en Terre-Sainte en 1188, assistait au siège de Saint-Jean-d'Acre, en 1191, et vivait encore en 1195. Son dernier descendant mâle, Jacques II, seigneur de Saint-Simon, de Beauvoir, de Coudun, damoiseau, mourut sans alliance en 1333. La sœur aînée de Jacques II, Marguerite, avait épousé, en 1332, Mathieu de Rouvroy, dit le *Borgne*, chevalier, seigneur du Plessier-sur-Saint-Just et de Coivrel, en Beauvaisis; de cette union est sortie *une seconde maison de Saint-Simon*, remarquable par ses alliances et ses illustrations, mais qui ne se rattache que par une femme à la race Carolingienne. Le duc de Saint-Simon, l'immortel écrivain, à qui ses *Mémoires* ont mérité le nom de Tacite français, et Mgr de Saint-Simon-Sandricourt, évêque d'Agde, au XVIII^e siècle, appartenaient à cette maison *de Rouvroy de Saint-Simon* (2).

Au moment où s'éteignait le dernier rejeton des Vermandois-Saint-Simon, la postérité masculine de Charlemagne était encore représentée par Oudart II du nom, seigneur de Ham, maître de requêtes de l'hôtel du roi, gouverneur du bailliage d'Amiens, qui mourut le 27 septembre 1349. Il laissait huit enfants :

(1) Du Tillet, de Sainte-Marthe, du Bouchet et Hémié.

(2) La maison de *Rouvroy-Saint-Simon* a fourni cinq rameaux : 1^o la branche aînée, connue sous le nom de *Marquis de Saint-Simon*, au XVII^e siècle ; 2^o les *Seigneurs de Montbléron*, qui s'embranchent à la quinzième génération de la branche aînée ; 3^o les *Marquis de Sandricourt* (la branche de l'évêque d'Agde), qui se détachent du rameau principal à la treizième génération ; 4^o les *Seigneurs de Rasse*, plus tard *Ducs de Saint-Simon, pairs de France* (la branche de l'auteur des *Mémoires*), qui se détachent de la branche aînée à la dixième génération ; 5^o les seigneurs *de Grumesnil*, issus des *Rasse*, d'où ils se détachent à la douzième génération.

1° Jean II, seigneur de Ham et chevalier, arrêté et retenu prisonnier par ordre du roi dans la tour de Laon, en 1350, convaincu de crimes et de maléfices. Le dernier prince régnant en France de la seconde race, Louis V le Fainéant, avait vu naguère ses possessions limitées à cette même ville de Laon ! Un de ses frères l'arracha à ses geoliers, et, remis en possession de ses biens, il épousa, en 1362, Marie de Pottes, dont il n'eut que deux filles : Jeanne, vivante en 1380, et Marie, dame de Ham, mariée à Enguerrand III, sire de Coucy ;

2° Oudart ou Eudes, chanoine de Saint-Quentin ;

3° Ferri de Ham, chevalier, celui-là même qui vint arracher son frère Jean de sa prison de la tour de Laon. Il obtint sa grâce du roi Jean II, le Bon, en mai 1350, à condition de servir le roi *avec dix hommes d'armes à ses frais et dépens* ;

4° Thomas ;

5° Gilles ; ces deux frères ne contractèrent point d'alliance, ils entrèrent peut-être dans les ordres ;

6° Marie, mariée à Dreux (dit Galechant) de Fieffes, seigneur de Villiers et de Seraucourt ;

7° Une autre fille ;

8° Hector, seigneur de Douilli, QUI LAISSA POSTÉRITÉ.

Il serait intéressant de rechercher à quelle époque s'est éteinte la postérité mâle d'Hector, seigneur de Douilli ; il est certain que tous les autres rameaux de la dynastie carolingienne avaient dès lors disparu. Il a fallu que l'ignorance fût bien profonde à ce sujet, vers la fin du XVI^e siècle, pour que les Guise aient osé répandre des généalogies où ils se réclamaient d'une origine carolingienne : tout le monde sait que les Guise constituaient une branche cadette de la maison de Lorraine, et que cette puissante maison était issue de Thierry, comte d'Alsace.

Il nous a semblé qu'il y avait intérêt à jeter un coup d'œil sur l'histoire des derniers héritiers de la maison d'Héristal, à qui la France et l'Eglise doivent saint Arnoult, évêque de Metz ; saint Ferréol, évêque d'Uzès ; le bienheureux Pépin de Landen, Pépin d'Héristal, Charles-Martel, Pépin le Bref et Charlemagne, un de ces génies tels que la Providence n'en suscite pas même un de cette taille tous les mille ans.

N'est-il pas singulier de retrouver des descendants directs de ces

grands hommes, dépouillés de la puissance impériale et royale, et réduits non pas au rang de simples hobereaux, mais au rôle de l'une des principales maisons de la province où s'écoulaient leur destinée? Nous pensons qu'on peut citer, comme situation sociale analogue à celle qu'occupaient en Picardie les Ham, les Douilli ou les Vermandois-Saint-Simon (1), celle des Castries, des d'Urre ou des Calvisson dans notre Languedoc, au XVIII^e siècle.

Sources : le *Père Anselme*, Hist. de la Maison de France ; *Hemeré*, Antiquités de la ville de Saint-Quentin ; *Moréri*, Dict. historique, éd. de 1757, articles *Vermandois*, *Saint-Simon*, *Ham* ; l'*Art de vérifier les dates*.

(1) Évidemment la famille des *Saint-Simon-Rasse*, devenue ducal et élevée à la pairie, atteignit une situation sociale supérieure à celle des maisons languedociennes que nous signalons. Mais ces *Saint-Simon* ne se rattachaient à la seconde race que par les femmes, ainsi que nous l'avons expliqué plus haut.

CHARTES DE COUTUMES DU XV^e SIÈCLE

Par M. l'Abbé GALABERT

Quelques coutumes, comme celles de Montpellier et de St-Antonin, remontent à la première partie du XII^e siècle ; d'autres suivirent à de longs intervalles ; la fin du XIII^e siècle vit surtout accélérer ce mouvement : quand Philippe-le-Bel donna l'existence politique au Tiers-Etat, en 1302, la liberté personnelle des bourgeois était déjà acquise, et un grand nombre de villages avaient leurs franchises.

Il y eut encore des concessions de ce genre au XIV^e siècle ; mais beaucoup moins nombreuses. Le XV^e siècle marque une reprise dans cette voie ; toutefois le mouvement allait se ralentissant et la raison en a été trop peu remarquée peut-être. Le développement industriel, les richesses acquises par la bourgeoisie, surtout les mœurs introduites par les coutumes déjà octroyées avaient changé l'esprit public ; l'autorité royale s'était affirmée, sous saint Louis, et ses successeurs, par l'introduction des paréages et des cas royaux avaient abaissé la puissance féodale. Aussi les populations qui n'avaient pas de charte vivaient à peu près aussi libres que celles qui en avaient reçu ; nulle part, en effet, au XV^e siècle, nous n'avons rencontré la prison préventive, pas plus dans les villages restés à la merci du seigneur que dans les autres, quand il y avait une prison dans le lieu.

L'ère des bastides était passée, d'autant plus qu'aucune d'elles, malgré tous les privilèges, n'avait acquis l'importance des vieilles cités ; quelques-unes même avaient été abandonnées à leur naissance malgré les amendes.

Sans doute, les actes notariés de l'époque (même la charte de

Cazals dont il va être question), mentionnent l'exception ou *privilegio novarum basililarum* ; mais cette exception n'était pas plus à craindre que celle de la croisade, *ratione crucis, passagii ultramarini* ; quel prince, en effet, si ce n'est le pape, pensait à secourir la Terre-Sainte ? Ce n'étaient plus que des formules qui faisaient bien dans les contrats, et les notaires, avec leur latin barbare, s'ils n'étaient pas forts en thème, avaient le plaisir de se montrer du moins très ferrés sur le droit écrit.

Pourquoi donc les seigneurs octroyèrent-ils des coutumes au XV^e siècle ? En quoi diffèrent-elles de celles des siècles précédents ? Nous répondons que ce furent des baux à cens plutôt que des coutumes proprement dites.

La guerre de Cent ans et les incursions des routiers avaient porté un coup mortel à l'agriculture ; les calamités et les épidémies de 1348 et de 1414 avaient augmenté le mal ; dans les champs abandonnés, les épines et les ronces avaient poussé à l'envi, et dans les grands bois qui couvraient alors le sol les bêtes sauvages s'étaient multipliées. Bien des villages étaient déserts et même quelques pans de mur ou des ruines branlantes marquaient seuls leur emplacement. Nous ne dresserons pas ici de nouveau le pouillé des villages croulants et de ceux qui ne se sont pas relevés de leurs ruines ; mais pour ne parler que des lieux qui sont l'objet de notre travail, à Mouillac, quand des temps meilleurs eurent lieu, on ne trouvait plus trace ni souvenir de l'église ; dans ce lieu aux causses arides et phosphatés, *per longa tempora inhababilis propter guerras, mortalitates*, l'on ne rencontrait que quelques pâtres avec de grands troupeaux de bétail : Cazals, malgré sa petite plaine enrichie par les alluvions de l'Aveyron, était abandonné *per lo mal temps que son estalz saenreires*, et, ajoutent les nouveaux habitants, *no a gayre de temps que no y slava degus seno que un home que se appelava Peyre del Cuzols*. D'après M. le chanoine Douais, Villaudric, malgré ses horizons mamelonnés et tranquilles, était, *à cause des guerres et mortalités, advenu herme et dépublé* (1). Avaient suivi le même sort les territoires de Trénays et

(1) *Bulletin de la Société archéologique du Midi*, 1894. M. le chanoine Douais, en étudiant les coutumes de Villaudric, dont il a donné une analyse, est arrivé aux mêmes conclusions que nous.

de Casenac en Bas-Quercy, les villages de Saint-Martin-de-Teyrac et de Colonges en Agenais, et celui de Saillagol en Quercy ; tous ces lieux sont limitrophes du Tarn-et-Garonne, sauf Cazals, Mouillac et Saillagol, qui appartiennent au département.

De tels désastres, en ruinant les colons, avaient singulièrement appauvri les seigneurs ; aussi n'avaient-ils qu'un désir, retrouver les beaux revenus d'autrefois ; c'est pourquoi, dès que la paix régna en France et la tranquillité en Quercy, comme dit la charte de Mouillac (1), ils se hâtèrent de bailler à des colons, quelquefois avec des coutumes, le plus souvent sans coutumes, les terres demeurées en friche ; leur intérêt bien entendu leur fit comprendre que l'agriculture est la grande nourricière : *Nihil mundanum melius agricullura*, dit encore l'auteur de la charte de Mouillac.

C'est pourquoi nous voyons, le 19 décembre 1476, Jean d'Arlende, bailli de Manosque, commandeur d'Avignon, Lacapelle-Livron, Bandrac, Puysegur, bailler à douze emphytéotes 907 hectares de terre et bois, soit tout le territoire de Mouillac, jadis très peuplé et très revenant, sous la redevance de 80 écus d'or, 24 setiers de froment, 10 setiers d'avoine, 10 livres de cire marchande, 12 paires de gelives, 12 sous d'acapte à chaque changement de grand-maitre et 12 sous de réacapte à la mort de chaque emphytéote (2).

Six ans auparavant, en 1470, Amalric de Senergues, prieur de la Daurade à Toulouse, reconstituait le village de Villaudric et cédait les terres à une vingtaine d'habitants pour une redevance annuelle de 3 deniers tolzas par cartonnée de terre, plus la dixième gerbe ou la dixième partie des fruits.

Déjà, le 16 juin 1442, Raymond Roger de Comminges, le puissant vicomte de Bruniquel, seigneur de Cazals, Genebrières et Courondes, s'était entendu avec les habitants de Cazals au sujet des herbages et des bois dont il leur contestait l'usage, et il ne leur imposait pour

(1) Et quia, Deo propitio, presens patria Caturcen., sicut et tota Gallicana provincia ad presens, prosperante fortuna, sub pacis et tranquillitatis aura letatur.

(2) Arch. de Tarn-et-Garonne ; minutes de Jean de Boria, notaire de Caylus, dans ses *Notes pour servir à l'histoire de Puylaroque*. M. l'abbé Razoux a donné de ces coutumes une analyse que nous lui avons fournie.

Cazals dont il va être
novarum bastitarum

que celle de la

prince, en effet,

Ce n'étaient plus

et les notaires

thème, avait

droit écrit

Pour

XV^e siècle

Nous

cout

u

censive ou albergue
 moitié à la Toussaint,
 commandeur de Lacapelle-Livron,
 le territoire de Casenac ; cette
 et les premiers emphytéotes avaient
 au nombre de quatorze quand,
 Pierre Ferrand, grand comman-
 de Lacapelle-Livron, de Burgaud,
 choisit parmi eux deux pirates pour faire la
 des tailles royales (2).
 Jean de Bérald, dit Salamo, seigneur
 tout le territoire abandonné
 à quatre tenanciers tout le territoire
 de Saillagol, avec sa tour, ses maisons, terres et bois, sous la cen-
 sure de 30 setiers de froment, 8 setiers d'avoine, 8 gelines et 4 l. de
 cire (3).

Pons Coalhac, commandeur de Trénays, livrait, le 22 juin 1473,
 tout le territoire de Trénays à cinq emphytéotes, moyennant la rede-
 vance de 24 setiers de froment, 24 setiers d'avoine, mesure de
 Cahors, plus 24 écus d'or, 12 l. de cire, 24 gelines et 24 journées de
 travail (4).

Le 21 novembre 1458, douze habitants venus de Caylus, Saint-
 Projet, etc., prirent à fief de Gaillard de Jean, moine de Marcillac et
 prieur de Colonges, tout le territoire de cette paroisse, pour 32 mou-
 tons d'or et 32 gelines de cens annuel (5).

(1) M. l'abbé Marty, vicaire général, archéologue à ses heures, a pris dans le
 temps une copie de ces coutumes à la mairie de Cazals ; l'original a disparu
 depuis lors.

(2) Archives de Tarn-et-Garonne. Minutes de Bernard de Pris, not. de Caylus,
 cédées par nous.

(3) Archives de Tarn-et-Garonne. Minutes de Raymond Canaserii, not. de
 Caylus, cédées par nous.

(4) Archives de Tarn-et-Garonne. Minutes de Bernard de Pris, not. de Caylus
 cédées par nous.

(5) Archives de Tarn-et-Garonne. Minutes d'Antoine de Pris, not. de Caylus,
 cédées par nous.

l'abbé de Saint-Maurin baillait, le 19 octobre 1464, les terres de Saint-Amans de Teyrac (1).

Il serait facile d'allonger la liste des baux à cens importants consentis à la même époque. De ceux que nous avons énumérés, seuls ceux de Mouillac, Cazals et Villaudric, furent accompagnés de chartes de coutumes; s'ils l'avaient jugé utile, les seigneurs n'auraient pas manqué d'en joindre aux autres. Quand les premiers emphytéotes de Trénays, venus de Luzech et de Saint-Pantaléon, relâchèrent leurs fiefs en janvier 1473, certainement les commandeurs ne leur auraient pas marchandé une charte, si une charte avait dû les retenir. Est-il possible que Casenac, acensé en 1450, s'il avait été doté d'une charte, eût besoin de réclamer l'institution de jurats vingt ans après? Ce sont les habitants de Saint-Antonin qui allèrent repeupler Cazals, ceux de Caylus et de Lacapelle-Livron prirent des lots à Mouillac; or, ni les uns ni les autres ne furent attirés par les privilèges, leurs villes en possédaient anciennement et bien plus étendus.

Qu'est-ce donc qui attira les tenanciers? L'intérêt, la perspective d'une bonne affaire, l'espoir d'une petite fortune au bout de peu de temps, et la preuve en est dans les nombreuses reventes, avec de grosses plus-values, que nous trouvons dans les registres notariés quelques années après. Et que voulaient-ils autre chose qu'un placement avantageux, ce noble et ce bachelier qui ne pouvaient travailler la terre, et qui avaient cependant chacun leur lot dans le bail à cens de Mouillac?

En compulsant les registres de l'ordre, le commandeur Jean d'Arlande avait constaté que jadis Mouillac donnait de beaux revenus; pour retrouver ces beaux revenus, il se servit des coutumes; mais les coutumes furent, pour lui, un moyen et pas autre chose. Aussi le notaire qui instrumenta et qui grossoya pour les deux parties contractantes, intitula cet acte : *Acessamentum de Molhaco*, et non pas *Libertates et privilegia* ou *franquezas*.

Quel motif amena la concession de la charte de Cazals? Le préambule nous le dit clairement : ce fut l'exploitation des bois et des pâturages et le droit de four pour lesquels le seigneur et les habitants

(1) Archives de Tarn-et-Garonne.

une concession de 1173 hectares de terre qu'une censive ou albergue de 12 livres tournois, payable moitié à Pâques, moitié à la Toussaint, et une journée à bœufs par maison (1).

Vers 1450, Pons de Cardalhac, commandeur de Lacapelle-Livron, avait acensé à plusieurs tenanciers le territoire de Casenac ; cette tentative n'avait pas réussi, et les premiers emphytéotes avaient cédé la place à d'autres : ils étaient au nombre de quatorze quand, le 12 janvier 1473, sur leur demande, Pierre Ferrand, grand commandeur de Rhodes, commandeur de Lacapelle-Livron, de Burgaud, Pelleporc, *Bayona*, choisit parmi eux deux pirates pour faire la co-équation et la levée des tailles royales (2).

A peu près à la même date, Jean de Bérald, dit Salamo, seigneur de Paulhac, donnait à quatre tenanciers tout le territoire abandonné de Saillagol, avec sa tour, ses maisons, terres et bois, sous la censive de 30 setiers de froment, 8 setiers d'avoine, 8 gelines et 4 l. de cire (3).

Pons Coalhac, commandeur de Trénays, livrait, le 22 juin 1473, tout le territoire de Trénays à cinq emphytéotes, moyennant la redevance de 24 setiers de froment, 24 setiers d'avoine, mesure de Cahors, plus 24 écus d'or, 12 l. de cire, 24 gelines et 24 journées de travail (4).

Le 21 novembre 1458, douze habitants venus de Caylus, Saint-Projet, etc., prirent à fief de Gaillard de Jean, moine de Marcillac et prieur de Colonges, tout le territoire de cette paroisse, pour 32 moutons d'or et 32 gelines de cens annuel (5).

(1) M. l'abbé Marty, vicaire général, archéologue à ses heures, a pris dans le temps une copie de ces coutumes à la mairie de Cazals ; l'original a disparu depuis lors.

(2) Archives de Tarn-et-Garonne. Minutes de Bernard de Pris, not. de Caylus, cédées par nous.

(3) Archives de Tarn-et-Garonne. Minutes de Raymond Canaserii, not. de Caylus, cédées par nous.

(4) Archives de Tarn-et-Garonne. Minutes de Bernard de Pris, not. de Caylus cédées par nous.

(5) Archives de Tarn-et-Garonne. Minutes d'Antoine de Pris, not. de Caylus, cédées par nous.

Enfin, l'abbé de Saint-Maurin baillait, le 19 octobre 1464, les terres de saint-Amans de Teyrac (1).

Il serait facile d'allonger la liste des baux à cens importants consentis à la même époque. De ceux que nous avons énumérés, seuls ceux de Mouillac, Cazals et Villaudric, furent accompagnés de chartes de coutumes; s'ils l'avaient jugé utile, les seigneurs n'auraient pas manqué d'en joindre aux autres. Quand les premiers emphytéotes de Trénays, venus de Luzech et de Saint-Pantaléon, relâchèrent leurs fiefs en janvier 1473, certainement les commandeurs ne leur auraient pas marchandé une charte, si une charte avait dû les retenir. Est-il possible que Casenac, acensé en 1450, s'il avait été doté d'une charte, eût besoin de réclamer l'institution de jurats vingt ans après? Ce sont les habitants de Saint-Antonin qui allèrent repeupler Cazals, ceux de Caylus et de Lacapelle-Livron prirent des lots à Mouillac; or, ni les uns ni les autres ne furent attirés par les privilèges, leurs villes en possédaient anciennement et bien plus étendus.

Qu'est-ce donc qui attira les tenanciers? L'intérêt, la perspective d'une bonne affaire, l'espoir d'une petite fortune au bout de peu de temps, et la preuve en est dans les nombreuses reventes, avec de grosses plus-values, que nous trouvons dans les registres notariés quelques années après. Et que voulaient-ils autre chose qu'un placement avantageux, ce noble et ce bachelier qui ne pouvaient travailler la terre, et qui avaient cependant chacun leur lot dans le bail à cens de Mouillac?

En compulsant les registres de l'ordre, le commandeur Jean d'Arlande avait constaté que jadis Mouillac donnait de beaux revenus; pour retrouver ces beaux revenus, il se servit des coutumes; mais les coutumes furent, pour lui, un moyen et pas autre chose. Aussi le notaire qui instrumenta et qui grossoya pour les deux parties contractantes, intitula cet acte : *Acessamentum de Molhaco*, et non pas *Libertates et privilegia* ou *franquezas*.

Quel motif amena la concession de la charte de Cazals? Le préambule nous le dit clairement : ce fut l'exploitation des bois et des pâturages et le droit de four pour lesquels le seigneur et les habitants

(1) Archives de Tarn-et-Garonne.

étaient en contestation. Ces derniers mentionnaient des coutumes perdues, mais ils n'en réclamaient pas de nouvelles ; ils avaient ces consuls pour faire la levée des tailles, cela leur suffisait ; ils avaient *debouscassat et deshermat* et ils payaient les censives régulièrement ; que leur fallait-il de plus ? S'ils l'avaient su, ils auraient répondu que possession vaut titre et la discussion eût été close ; ils acceptèrent la nouvelle charte simplement pour avoir un titre qui, avec la redevance, leur ôterait toute inquiétude et leur permettrait d'exploiter tranquillement bois et pâturages et d'avoir chacun leur four.

La charte compte 54 articles, c'est la plus longue des trois, mieux vaut dire la plus prolige ; celle de Mouillac n'en a que 33, celle de Villaudric 22 ; parmi ces 54 articles, plusieurs, en effet, sont des répétitions ; il y en a bien 7 à 8 qui punissent le vol, autant pour les blessures et les coups ; on peut même dire qu'elle est un tarif d'amendes pour les divers méfaits. Quant aux libertés politiques, pas d'autre trace que le droit de réparer les ponts et les fontaines, d'ins-tituer un sergent et un déguier.

La dite charte n'avait donc rien d'attrayant par elle-même.

Si, comme celle de Villaudric, elle supprime la prison préventive, sauf pour les grands crimes, le meurtrier reste à la merci du seigneur, qui peut confisquer les biens en réservant les droits de la femme. Si elle permet de chasser à l'arbalète la perdrix, le faisan et les bêtes féroces, elle exige un quartier ou la hure du cerf ou du sanglier qui auraient été pris d'aventure. L'adultère y est plus sévèrement puni que partout ailleurs ; le coupable y est condamné à payer 60 sols ou à courir nu et fustigé par toute la ville ; de plus, il est banni pour deux ans du territoire ; la même pénalité frappe la femme adultère, à moins que le mari outragé ne lui pardonne, auquel cas elle est dispensée de la course en payant 60 sols ; si le coupable est marié, la pénalité s'aggrave encore de la confiscation de ses biens.

Nous passons sous silence les autres articles, qui n'offrent pas d'intérêt ; ce que nous avons dit montre assez que les habitants furent attirés autrement que par des franchises.

L'étude de la charte de Mouillac conduit d'une autre manière aux mêmes conclusions. On y remarque le même silence sur les libertés politiques ; les *discreti viri* (ce sont les *boni homines* des siècles pré-

cédents) ne sont pas même appelés consuls : ils portent le modeste titre de jurats ; ils peuvent, d'accord avec le baille, établir des chemins, répartir les tailles et la censive de 80 écus d'or... ; nul habitant ne peut être emprisonné que d'après leur avis. C'est là tout ce qui regarde les personnes. Je me trompe, il y a une pénalité qui ne devait pas sourire outre mesure aux colons : les blasphémateurs étaient condamnés à une amende de 30 sols ; en cas de révolte, ils devaient être mis à genoux pendant les offices du dimanche jusqu'à ce que par trois fois *pecierint à Dieu misericordia*.

Dans aucune de ces trois chartes ne se montrent les articles limitatifs du bon plaisir des seigneurs, que l'on trouve dans les coutumes des siècles précédents. Et la raison est qu'il n'y avait pas lieu. Nulle part, en effet, les serviteurs du châtelain ne volaient plus gelines dans les volières, pas plus qu'ils ne prenaient sans payer des choux dans les jardins. Il n'est stipulé dans aucune de ces chartes la permission pour les tenanciers de vendre, donner, aliéner, par la raison que tout le monde jouissait de cette liberté ; il n'y est nulle part question de la liberté du mariage pour les filles et de la cléricature pour les fils : on trouve, en effet, dans les registres notariés, force mariages en dehors de la seigneurie et plus d'un titre clérical. Point de preuve judiciaire par le duel ou combat singulier : la promesse de ces libertés que tout le monde possédait n'ont alléché personne, aussi les chartes ne les mentionnent pas. Il n'y est pas mentionné non plus le droit d'ost et de chevauchée ; la féodalité était morte : c'était le roi seul qui levait des troupes. Aussi le seigneur de Villemur abandonne-t-il le château qui ne lui est plus nécessaire, et le seigneur de Mouillac parle-t-il hypothétiquement d'une maison ou fort qui n'y fut jamais construit ; les diverses chartes n'obligent les tenanciers qu'à faire guet et garde le jour et la nuit à l'occasion.

Seule, la charte de Villaudric mentionne le droit de tester. Nulle part les tenanciers ne sont taillables et corvéables à merci ; la quête est remplacée par une albergue ou redevance fixe, la corvée par une journée de travail ; et ces redevances minimales, au lieu d'augmenter chaque année comme nos rôles d'impôts, devaient diminuer chaque année, à cause de la dépréciation constante du numéraire.

Il ne faut pas s'étonner que les seigneurs, sauf celui de Villaudric qui était clerc, se fussent réservé le droit de chasse : c'était le passe-

temps des gentilshommes et pour eux une image de la guerre ; les exploits cynégétiques rappelaient aux commandeurs vieillis et couverts de blessures leurs luttes héroïques contre les Turcs (1).

On le voit donc, à la place des libertés et privilèges qui n'étaient plus un appât, les seigneurs du quinzième siècle offrirent de vastes espaces de terre ; les paysans se multiplièrent pour mettre en culture ces terrains concédés presque gratuitement, et ils firent de cette époque une époque des plus prospères.

(1) On attribue à un commandeur de Lacapelle-Livron, seigneur de Mouillac, l'introduction de la perdrix rouge dans le pays, et, à ce propos, on cite une anecdote venue à nous par la bouche d'un terroriste, en son temps grand ennemi des droits féodaux, des nobles et des prêtres. Un tenancier de Mouillac portait un jour au château de la commanderie sa part en blé de la censive. La mesure laissait un peu trop à désirer. Sur l'observation du commandeur, le paysan ayant répondu : « J'en ai laissé tomber en route pour nourrir vos perdreaux », le commandeur sourit et pardonna.

LA SOMME DES AUTORITÉS

A L'USAGE DES PRÉDICATEURS MÉRIDIONAUX
AU XIII^e SIÈCLE

Par M. le Chanoine DOUAIS

PROFESSEUR D'HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE A L'INSTITUT CATHOLIQUE
DE TOULOUSE

Le XIII^e siècle est, à bien des égards, un grand siècle. Dernièrement, un des prélats les plus distingués de l'Eglise de France, trop aimé à Montpellier pour que le digne éloge soit ici possible, me faisait l'honneur de me dire qu'il le considère comme la grande époque chrétienne. Pour nous, méridionaux, il répond à l'un des principaux tournants de l'histoire ; car il vit cette commotion profonde qui, produite par une cause d'un caractère aussi politique que religieux, se fit sentir dans l'Eglise et dans l'Etat, dans la société ecclésiastique et dans la société féodale, dans les mœurs générales et dans les idées publiques. Comme toujours, les historiens ont considéré d'abord la part d'action qui revient au sort des armes dans la partie qui, pendant une période de dix-huit ans, se joua dans les plaines du comté de Toulouse ; ensuite, ils ont étudié la justice et l'administration royale dans leurs rapports avec la marche générale des événements ; enfin, ils ont daigné se souvenir que la religion, conçue dans son idée la plus large, n'y est pas restée étrangère, et ils l'ont montrée pesant sur les destinées politiques du Midi. Les hommes de guerre, les inquisiteurs et les sénéchaux, les controversistes, tel est l'ordre approximatif dans lequel les œuvres des historiens se présentent, sans méconnaître ni perdre de vue que les exposés des doctrines néo-dualistes, qui amenèrent la commotion dont je parle, appartiennent aux contemporains, c'est-à-dire aux hommes qui étaient les

plus intéressés à les flétrir. Il est aisé de reconnaître, dans cette marche, la marche même des études historiques en France, où longtemps la guerre, à laquelle on faisait tout rapporter, a été regardée comme le point central de l'histoire. Il est non moins aisé d'y reconnaître encore la trace trop certaine de préoccupations confessionnelles ; car, tandis que les uns parlaient de l'Inquisition pour l'attaquer, les autres, — et ici j'ai en vue les historiens protestants, — voyaient dans les albigeois le pont qui leur permettait de franchir tout le moyen âge et les reliait aux premiers temps du Christianisme. On a peu fait attention à d'autres ouvriers qui, plus modestes devant la postérité, n'en doivent pas moins être comptés parmi les facteurs les plus actifs et peut-être les plus puissants dans l'histoire de cette époque pittoresque. Les prédicateurs, en contact direct et journalier avec les masses profondes, à une époque où la parole, et plus particulièrement le sermon, jouait le rôle de la presse dans notre société, réformaient ou formaient leurs idées, les élevant pour la vertu, défendant leur foi contre les surprises de l'opinion ; car ils leur parlaient au nom de Dieu, qui, le premier, a parlé aux hommes ; et c'est très réellement qu'ils contribuèrent au maintien de l'ordre chrétien, dans lequel l'hérésie ne pouvait trouver place. Une des raisons de cet oubli et son excuse, c'est que les sermons des prédicateurs, au moins pour le midi de la France, au XIII^e siècle, ne nous sont pas parvenus. Du moins, les traités ou *Sommes* à leur usage n'ont pas tous péri. S'ils ont négligé de nous transmettre leurs sermons, jugeant peu dignes de la postérité les monuments de leur éloquence populaire, ces traités éclairent un peu ce fond obscur ; car ils nous font connaître à la fois le thème ordinaire de leur prédication et l'argument capital dont ils se servaient pour pénétrer dans l'esprit des auditeurs et y faire à la foi un asile inviolable.

Je voudrais présenter trois de ces traités ou *Sommes*, encore inédits, et que personne jusqu'à ce jour n'a étudiés. J'y joindrai deux *Sommes contre les hérétiques*, inédites également, contemporaines et très voisines de ces traités par le genre et la composition.

I

LES SOMMES DES AUTORITÉS

Les *Sommes des Autorités* appartiennent, par la composition, au XIII^e siècle un peu avancé. Elles avaient été précédées par des traités spéciaux, dont l'objet était d'exposer l'hérésie et de la combattre par l'Écriture et la raison (1). Établies, comme nous le verrons, sur un patron plus simple, elles ne se reproduisirent pas dans la suite ; du moins, dans l'état actuel de nos informations, nous n'en connaissons pas d'exemple postérieur. Elles se présentent comme un écrit de circonstance ; elles répondaient, en effet, à un besoin actuel, qu'il importe, avant tout, de se remettre sous les yeux.

1^o La prédication contre l'hérésie.

Les traités ou *Sommes des Autorités* dont je parle me sont fournis par les manuscrits latins 174 et 13152 de la Bibliothèque Nationale. Il est vrai que, tout d'abord, l'idée ne viendrait pas d'aller y chercher des écrits contre les hérétiques ; car ce sont simplement deux Bibles latines du XIII^e siècle. Mais la présence de ces traités à cette place, à côté du texte sacré, ne laisse pas d'être suggestive. D'un petit format (ms. 174, 193^{mm} × 133^{mm} ; ms. 13152, 170^{mm} × 120^{mm}), ces Bibles se présentent comme un livre de poche, que ses dimensions permettaient de porter avec soi. A l'endroit disponible, sur les feuillets laissés en blanc (fol. 181, verso, pour le ms. 174, fol. 1, 2 et 3, pour le ms. 13152), on a transcrit, en une écriture compacte et même sur trois et quatre colonnes, les traités ou *Sommes* qui figurent là à titre de copies. Les fautes qu'on y relève ne permettent pas d'y voir

(1) Par ex., vers l'année 1190, Buonaccorso avait donné son écrit curieux : *Vita hæreticorum*, composé d'après ce plan. D. Luc d'Achery, *Spicilegium*, t. 1^{er}, pp. 208-209, Ed. de De la Barre, d'après les collations de Baluze et Martène. In-fol., Paris, 1723.

des originaux, sans parler de l'état fragmentaire de deux d'entre eux.

L'argumentation, — je le montrerai tout à l'heure, — appelant la Bible, ne reposant même que sur elle, ils furent composés à l'usage des prédicateurs, qui étaient les controversistes de tous les jours, mais pour être annexés à la Bible. La Bible et ces traités, c'était toute leur armure pour faire face aux besoins de la lutte engagée front à front avec l'hérésie, et qu'ils soutenaient en détail, dans des combats journaliers ayant pour théâtre les paroisses des campagnes comme celles des villes. A la date du 3 avril 1233, le Pape Grégoire IX engageait, par une bulle spéciale, le provincial des frères Prêcheurs de la province de Provence, qui s'étendait de Bordeaux à Nice, à désigner et envoyer des religieux pour une prédication générale contre les hérétiques (1); et j'ai publié le mandement, en date du 11 janvier 1248 (nouv. style), par lequel Raymond VII, comte de Toulouse, ordonnait aux « bayles » de ses terres d'avoir à contraindre les habitants à se rendre aux sermons tant des Prêcheurs que des Mineurs, à quelque jour qu'ils se présentassent et tout le temps de leur séjour dans la paroisse (2), c'est-à-dire de leur mission. Les prédicateurs que j'ai en vue n'étaient autres, en effet, que ces apôtres nouveaux qui se recrutaient dans les vaillantes milices de saint Dominique et de saint François (3). Et on se les représente allant de

(1) Potthast, n° 9155.

(2) *Acta capitulorum provincialium ord. frat. Praed.*, p. 15, note. In-8°, Toulouse, Privat, 1895.

(3) La preuve en est dans l'enseignement des ministres hérétiques : « *Quod Predicatores et Minores non faciebant nec dicebant nisi malum.* » Interrogatoires de Geoffroy d'Ablis, Bibl. Nat., ms. latin 4269, fol. xxiii A. Cependant, il ne serait pas vrai de prétendre que les frères Prêcheurs et les frères Mineurs fussent les seuls à prêcher contre l'hérésie ; les autres ordres religieux n'avaient garde de négliger cette part importante du ministère ; et le clergé paroissial ne manquait pas à ce devoir. C'est, sans doute, pour mieux les combattre qu'il exposait ses doctrines. Il est permis de voir une allusion à cette prédication et sa preuve dans la manière de parler de plusieurs des témoins entendus en 1245, déclarant qu'ils ne les connaissaient que par ce que les clercs en disaient : « *Dixit quod nunquam audivit hereticos loquentes de visibilibus, de baptismo, de hostia sacrata, de matrimonio, nec de resurrectione mortuorum ; audivit tamen clericos exprimentes errores quos heretici dicunt de visibilibus, de baptismo, de hostia sacrata, de resurrectione carnis.* » Déposition de W. de Castillon, chevalier. Bibl. de la ville de Toulouse, ms. 609, fol. 110 A.

paroisse en paroisse, sans autre livrée que la bure, symbole de renoncement et de pauvreté, avec cette seule arme : la Bible augmentée d'un traité contre l'hérésie, lumière de leur parole, force et fondement de leur ministère évangélique, leur principal appui après Dieu ; car elle avait la même vertu pour l'attaque que pour la défense.

Il est vrai qu'ils ne bornaient pas leurs courses ou tournées de prédication au comté de Toulouse, théâtre naguère d'une guerre sanglante, où tous les partis religieux et politiques et les rivalités féodales s'étaient rencontrés dans l'âpre mêlée des intérêts. Leur vocation avait le même caractère d'universalité que la religion catholique elle-même ; et l'historien les retrouve sur tous les points du territoire chrétien ; ils sillonnent même les frontières et font plus d'une incursion en pays ennemi. Cependant, il n'y a aucune exagération à dire qu'un des grands efforts de leur éloquence populaire se porta sur les contrées méridionales de l'Europe, notamment le Milanais, l'Aragon, la Provence, le comté de Toulouse ; car, malgré les victoires de Simon de Montfort, les condamnations conciliaires et les sentences des inquisiteurs, ces contrées restaient le foyer de l'hérésie néo-dualiste, le centre de son action sans repos, le milieu favorable, sympathique et ouvert à son incessante propagande. Nous voyons ses ministres aller, eux aussi, de paroisse en paroisse : ils organisent des réunions publiques ou même en plein air, le soir, à la lune ; ils prêchent partout : ils se donnent des soins infinis, levant des cotisations, ménageant des entrevues particulières, se multipliant jour et nuit, la nuit surtout, pour maintenir ou même fortifier leurs positions, faire des recrues et procurer à leurs adeptes la faveur dernière de mourir dans la consolation cathare. C'est bien sous ce jour et avec cette activité que les enquêtes et les interrogatoires des inquisiteurs nous les montrent dans le comté de Toulouse, dont les ministres hérétiques entretenaient avec Milan, le véritable cœur de l'hérésie, des relations constantes. Pour la Catalogne et l'Aragon, cela résulte de multiples témoignages : la demande faite au Saint-Siège par le roi Pierre II pour obtenir des inquisiteurs, la consultation des évêques de son royaume et la réponse de saint Raymond de Peñafort, la *Practica* de Bernard Gui, le *Directorium* d'Eymeric, longtemps inquisiteur dans ce pays. Enfin, — et je reviens à nos deux manuscrits — le manuscrit 174 contient une Bible d'ori-

des originaux

L'argume

Bible, ne r

des prédi

pour être

armur

avec

jour

ce

g

et était probablement à l'usage des frères Mi-
chael et du manuscrit 13152 s'il a une origine française, peut-
être le premier des deux traités contre l'hérésie que nous y lisons
et le montrer; car le moment est venu d'étudier ces pièces qui,
raisonnablement, sont les seules à représenter un genre littéraire
destiné à disparaître avec les circonstances dont il était sorti.

2^e Les *SOMMES DES AUTORITÉS* contenues dans les mss. latins 174 et
13152 de la Bibliothèque Nationale.

Les traités, à s'en tenir à leur distribution dans les manuscrits,
sont au nombre de trois. Le premier se trouve dans le ms. 174 ; le
second et le troisième appartiennent au ms. 13152. Or, pour ne
parler maintenant que du premier et du second, ils sont incomplets
l'un et l'autre.

Le premier comprend le commencement et s'arrête au cha-
pitre XIII ; le second s'ouvre sur la fin du chapitre X, mais proba-
blement nous donne toute la suite de l'œuvre jusqu'à la fin ; car le
dernier chapitre traite de la résurrection des corps, de la glorification
des saints et de l'éternelle damnation des impies, vérités par les-
quelles le symbole se termine. Les chapitres XI, XII et XIII sont
donc communs aux deux manuscrits. Si on les rapproche, on remar-
que que leurs titres présentent une identité presque absolue.

(1) C'est l'opinion de M. Samuel Berger, *Histoire de la Vulgate*, p. 79, note 4.

(2) Sous le titre : *Incipiunt theme per annum in festis sanctorum*, fol. 203, sont
indiquées les lectures de la Bible pour chacune des fêtes de l'année ; ainsi il est
possible de reconstituer le calendrier des saints. Or, ces saints sont s. Etienne,
s. Thomas, s. André, s. Michel, s^{te} Lucie, s. Thomas apôtre, s^{te} Agnès, s. Vin-
cent, la conversion de s. Paul, s. Matthias, s. Marc, ss. Philippe et Jacques,
l'Invention de la Croix, s. Barnabé, s. Jean-Baptiste, ss. Pierre et Paul, s^{te} Marie-
Magdeleine, s^{te} Marguerite, ss. Jacques et Philippe, s. Pierre-aux-Liens, s. Lau-
rent, s. Barthélemy, la Décollation de s. Jean-Baptiste, l'Exaltation de la Croix,
s. Mathieu, s. Maurice, ss. Côme et Damien, s. François, s. Luc, ss. Simon et
Jude, s. Martin, s. Clément et s^{te} Catherine. Le nom de s. François au milieu
de ces saints paraît trahir le propriétaire de cette Bible et sa provenance.

Ms. 174

Undecimo capitulo probatur quod omnipotens Deus est ille qui loquutus fuit Ysuac.

Duodecimo capitulo probatur quod omnipotens Deus destruxit Sodomam et Gomorram, Adum, Sobayn et Segor.

Tertiodecimo capitulo probatur quod omnipotens Deus benedictus eduxit populum Ysrael de terra Egypti, et quod in monte Synai Moysi servo suo legem dedit.

Ms. 13152

xi. — Quod Deus omnipotens est ille qui loquutus fuit Ysaac.

xii. — Quod omnipotens Deus destruxit Sodomam et Gomorram, Adamam, Soboi et Segor.

xiii. — Quod omnipotens bonus eduxit populum de Egypto: in monte Sina [Moysi servo] suo legem dedit.

Cette sorte d'identité dans les titres pourrait paraître une raison suffisante pour établir que le second des deux traités est la suite du premier, de telle sorte qu'on aurait ici un seul et même ouvrage. Mais le corps des chapitres ne présente plus le même caractère; là, l'identité n'existe plus, bien que, les chapitres n'étant composés que d'extraits de l'Écriture, on relève, dans les deux traités, des parties communes; il n'y a là qu'une rencontre. Cette constatation est utile, certes; car elle permet de saisir, sinon de décrire, la genèse de ces compositions.

Que les doctrines cathares ou néo-dualistes fussent connues au XIII^e siècle, qui pourrait le nier? Sorties de l'enceinte étroite des initiés, elles avaient alors fait leur apparition au grand jour. Ambitieuses, elles aspiraient, non seulement à jouer un rôle religieux et social, mais encore à déposséder l'Eglise catholique de la direction des âmes, à se substituer à elle dans la foi des peuples. Les controversistes n'étaient pas les seuls à les étudier pour les soumettre à une vérification rationnelle: elles défrayaient les entretiens courants; parfois elles allumaient des discussions très vives dans les réunions de famille, où se rencontraient les représentants des partis en présence. Pour me borner à un exemple, à Toulouse, les salons de la puissante dynastie des Roaix, rendez-vous de toutes les opinions, avaient servi de théâtre à des luttes de doctrine à doctrine, opiniâtres, éloquentes aussi, et fameuses; car elles vivaient dans le sou-

gine aragonaise (1), et était probablement à l'usage des frères Mineurs (2). Quant au manuscrit 13152, s'il a une origine française, peut-être le premier des deux traités contre l'hérésie que nous y lisons répond-il assez bien à celui du manuscrit 174, comme je vais essayer de le montrer ; car le moment est venu d'étudier ces pièces qui, vraisemblablement, sont les seules à représenter un genre littéraire destiné à disparaître avec les circonstances dont il était sorti.

2° *Les SOMMES DES AUTORITÉS contenues dans les mss. latins 174 et 13152 de la Bibliothèque Nationale.*

Les traités, à s'en tenir à leur distribution dans les manuscrits, sont au nombre de trois. Le premier se trouve dans le ms. 174 ; le second et le troisième appartiennent au ms. 13152. Or, pour ne parler maintenant que du premier et du second, ils sont incomplets l'un et l'autre.

Le premier comprend le commencement et s'arrête au chapitre XIII ; le second s'ouvre sur la fin du chapitre X, mais probablement nous donne toute la suite de l'œuvre jusqu'à la fin ; car le dernier chapitre traite de la résurrection des corps, de la glorification des saints et de l'éternelle damnation des impies, vérités par lesquelles le symbole se termine. Les chapitres XI, XII et XIII sont donc communs aux deux manuscrits. Si on les rapproche, on remarque que leurs titres présentent une identité presque absolue.

(1) C'est l'opinion de M. Samuel Berger, *Histoire de la Vulgate*, p. 79, note 4.

(2) Sous le titre : *Incipiunt theme per annum in festis sanctorum*, fol. 203, sont indiquées les lectures de la Bible pour chacune des fêtes de l'année ; ainsi il est possible de reconstituer le calendrier des saints. Or, ces saints sont s. Etienne, s. Thomas, s. André, s. Michel, s^{te} Lucie, s. Thomas apôtre, s^{te} Agnès, s. Vincent, la conversion de s. Paul, s. Matthias, s. Marc, ss. Philippe et Jacques, l'Invention de la Croix, s. Barnabé, s. Jean-Baptiste, ss. Pierre et Paul, s^{te} Marie-Magdeleine, s^{te} Marguerite, ss. Jacques et Philippe, s. Pierre-aux-Liens, s. Laurent, s. Barthélemy, la Décollation de s. Jean-Baptiste, l'Exaltation de la Croix, s. Mathieu, s. Maurice, ss. Côme et Damien, s. François, s. Luc, ss. Simon et Jude, s. Martin, s. Clément et s^{te} Catherine. Le nom de s. François au milieu de ces saints paraît trahir le propriétaire de cette Bible et sa provenance.

Ms. 174

Undecimo capitulo probatur quod omnipotens Deus est ille qui loquutus fuit Ysaac.

Duodercimo capitulo probatur quod omnipotens Deus destruxit Sodomam et Gomorram, Adam, Sobayn et Segor.

Tertiodecimo capitulo probatur quod omnipotens Deus benedictus eduxit populum Ysrael de terra Egypti, et quod in monte Synai Moysi servo suo legem dedit.

Ms. 13152

xi. — Quod Deus omnipotens est ille qui loquutus fuit Ysaac.

xii. — Quod omnipotens Deus destruxit Sodomam et Gomorram, Adamam, Soboi et Segor.

xiii. — Quod omnipotens bonus eduxit populum de Egypto: in monte Sina [Moysi servo] suo legem dedit.

Cette sorte d'identité dans les titres pourrait paraître une raison suffisante pour établir que le second des deux traités est la suite du premier, de telle sorte qu'on aurait ici un seul et même ouvrage. Mais le corps des chapitres ne présente plus le même caractère; là, l'identité n'existe plus, bien que, les chapitres n'étant composés que d'extraits de l'Écriture, on relève, dans les deux traités, des parties communes; il n'y a là qu'une rencontre. Cette constatation est utile, certes; car elle permet de saisir, sinon de décrire, la genèse de ces compositions.

Que les doctrines cathares ou néo-dualistes fussent connues au XIII^e siècle, qui pourrait le nier? Sorties de l'enceinte étroite des initiés, elles avaient alors fait leur apparition au grand jour. Ambitieuses, elles aspiraient, non seulement à jouer un rôle religieux et social, mais encore à déposséder l'Eglise catholique de la direction des âmes, à se substituer à elle dans la foi des peuples. Les controversistes n'étaient pas les seuls à les étudier pour les soumettre à une vérification rationnelle: elles défrayaient les entretiens courants; parfois elles allumaient des discussions très vives dans les réunions de famille, où se rencontraient les représentants des partis en présence. Pour me borner à un exemple, à Toulouse, les salons de la puissante dynastie des Roaix, rendez-vous de toutes les opinions, avaient servi de théâtre à des luttes de doctrine à doctrine, opiniâtres, éloquentes aussi, et fameuses; car elles vivaient dans le sou-

venir des témoins qui, quarante ans après, n'en avaient encore rien oublié (1).

Cependant, si les néo-dualistes enseignaient surtout par la parole, ils écrivaient aussi (2). Il est vrai que nous n'avons d'eux que des traductions du Nouveau Testament, dont le manuscrit de Lyon offre un type remarquable (3). Aucun livre d'exposition didactique ou de controverse, sorti de leur plume, ne nous est parvenu. Mais, pour prendre des formes arrêtées aux yeux du grand public,

(1) Ce fait est consigné dans l'enquête de 1245, conduite par les inquisiteurs Bernard de Caux et Jean de Saint-Pierre. Par exemple encore, Pons Estriou engagea une dispute avec les hérétiques, dans la maison de Raymond Roger, sur la paroisse Saint-Sernin, *Ibid.*, Bibl. de la ville de Toulouse, ms. 609, fol. 38 A ; Pons Vital à Baziège (Haute-Garonne), *Ibid.*, fol. 59 A ; Sicard de Gavaret, chevalier, à Montgiscard (Haute-Garonne), *Ibid.*, fol. 67 B.

(2) Voir le récit d'Etienne de Bourbon, racontant que Robert, dauphin d'Auvergne, avait formé, à grands frais, une collection de livres hérétiques : *Anecdotes historiques*, pp. 275-277. Publ. par M. Lecoy de la Marche, pour la Société de l'histoire de France. — Monéta de Crémone dit avoir connu leurs arguments par leurs livres : « *ex scripturis suis illa habui* ». Préface de son traité : *Adversus Catharos et Valdenses*. Ed. Ricchini. In-fol., Rome, 1743. « *Sicut quidam Catharus scripsit* ». P. 42. Il nomme Tétricus, peut-être le docteur cathare Théodoric : « *quae in scriptis cujusdam haeretici Tetrici nomine reperi* ». P. 74. Didier était également un auteur cathare. Pp. 248, 347, 357 ; Jean de Bergame avait composé un gros volume de dix cahiers. Rainier Sacconi, *Summa de Catharis et Leonistis*, l'avait entre les mains, « *cujus exemplarium habeo et perlegi, et ex illo errores supradictos extraxi* ». Dans Martène, *Thesaurus*, V, 1773. Luc de Tuy parle d'un grand traité ayant pour titre : *Perpendicularium scientiarum*, et du languedocien Arnaud, qui, établi dans le royaume de Léon, contrefaisait les ouvrages des Pères, et y introduisait des propositions malsonnantes. *Maxima bibliotheca Patrum*, t. XXV, pp. 241, 248. Etc., etc.

(3) Le *Nouveau Testament provençal de Lyon*, publié par M. Clédât. In-8°, Paris, Leroux, 1887. Dans le *Processus contra hereticos Valdenses*, ou interrogatoires des hérétiques du pays de Pamiers, sous Clément V, il est question de l'évangile de saint Jean, en roman et en latin, dont les hérétiques se servaient. « *Quod evangelium erat de latino et romano* ». Bibl. du Vatican, ms. 4030, fol. 54 A. Cet évangile faisait partie du rituel cathare. Il servait pour les initiations ; c'est avec lui et par lui que les ministres donnaient « la paix ». Enquête de 1245, Bibl. de la ville de Toulouse, ms. 609, fol. 237 A. C'était le livre des hérétiques. *Ibid.* fol. 77 A, fol. 137 B, fol. 138 A, fol. 237 B, fol. 239 B, etc. A Labécède-Lauragais (Aude), W. Vital expliquait la passion du Christ, tandis que le notaire Willem Raymond la lisait en roman, sans aucun doute. *Ibid.*, fol. 80 A. Cela se passait en 1234.

leurs doctrines n'attendent pas le jour où leurs adversaires se mirent à composer contre eux des réfutations en règle, à l'exemple de Buonaccorso, auparavant un de leurs évêques († vers 1202), d'Ermengaud, de Luc de Tuy († 1239), de Raynier Sacconi, évêque vaudois, puis dominicain et inquisiteur († 1259). Seulement, il faut en convenir, la plupart de ces écrits de controverse avaient une ampleur encombrante, sans compter que la doctrine combattue y était parfois un peu noyée dans des développements complaisants, ou présentée sans méthode. Aucun, d'ailleurs, ne contenait une exposition complète des doctrines hérétiques, avec leurs multiples ramifications. Comment les prédicateurs, Franciscains, Dominicains et autres, toujours le pied levé, se seraient-ils résignés à appesantir leur marche de toute une littérature formant déjà une bibliothèque ? L'idée de réduire les doctrines hérétiques à quelques propositions simples, courtes et claires, vint comme naturellement ; elle devait éclore dans ces milieux où leur réfutation du haut de la chaire était passée au premier rang des préoccupations journalières, où l'on se donnait, pour y réussir, des soins infinis. Les ouvrages courants sur la matière fournissaient, aussi bien, plus d'une de ces formules commodes et cherchées, au moins dans les intitulés des chapitres ; par exemple, on lisait dans Ebrard : *Quod ille qui dedit legem Moysi sit verus Deus omnipotens* (1) ; dans Ermengaud : *Deum esse rerum omnium creatorem, legem Mosaicam à vero Deo dotam et latam* (2) ; dans Luc de Tuy : *Contra Epicureos, qui negant esse alteram vitam et invisibilia esse non credunt* (3). C'était tout autant de modèles, ou, du moins, d'indications ouvrant la voie. Et, en effet, au lieu de la proposition : *Contra Epicureos qui negant esse alteram vitam*, pourquoi pas celle-ci : *Anima hominis est immortalis*, moins savante, plus simple et à la portée de toutes les intelligences ? C'est à ce travail de simplification et d'appropriation que fut soumis tout le dogme de l'Eglise. A ce point de vue, il est permis de considérer le troisième des traités que je présente ici, comme le complément nécessaire des deux premiers ; car il a pour objet spécial les sacrements, lesquels ne sont pas inscrits au symbole

(1) *Contra Valdenses*, p. 36. Ed. Gretser. Ingolstadt, 1614.

(2) *Contra hereticos*, p. 89. Ed. Gretser. Ingolstadt, 1614.

(3) *De altera vita fideique controversiis adversus albigenensium errores*. Ed. Mariana. Ingolstadt, 1612.

qui a fourni la matière des deux premiers. Ainsi ces trois traités forment un tout suivi ; si on les joint, ils donnent un total de 60 propositions (1) contenant le résumé de l'enseignement à proposer aux fidèles.

Il sembla préférable, en effet, d'écarter la forme dubitative que la controverse entraîne. On n'adopta même pas la forme dialoguée, qui suppose nécessairement la dispute, bien que l'on eût un bon modèle dans la *Disputatio inter Catholicum et Paterinum haereticum*, où l'on oppose raisons à raisons, autorités à autorités, passages de l'Écriture allégués par les hérétiques à passages de la même Écriture plus directs, clairs et probants (2). On posa simplement une proposition en termes brefs et intelligibles, presque élémentaires, et cette proposition se trouva exprimer une vérité de foi. Exemples : « *Probatur quod Patris et Filii et Spiritus Sancti sit una substantia et unus Deus.* » — « *Quod Deus omnipotens sanctus et justus fuit.* » — « *Quod ecclesia potest possidere sine peccato.* » Aujourd'hui nous dirions : C'est le catéchisme. Sans doute, mais on répondait alors aux vœux d'un auteur anonyme, pour lequel la chose bonne et pratique par excellence, était exactement ceci : donner la formule de la foi, dire en termes simples ce que l'Eglise enseigne et marquer avec précision la doctrine hérétique, afin que les enfants du Christ, dûment et pertinemment avertis, se préservent de toute contamination dualiste (3). Les propositions embrassant l'ensemble de la doctrine, ainsi arrêtées, en furent l'abrégé solide, fidèle et compréhensible pour tous. L'expression *somme*, à une époque où les *sommes* étaient un genre théologique estimé, rendit assez bien l'idée de l'œuvre ainsi comprise. Elle s'appela donc : *Summa contra hereticos et Manicheos de articulis et sacramentis Ecclesie* ; *summa*, c'est-à-dire ensemble, abrégé, tout ; *contra hereticos et Manicheos*, tels étaient, en effet, les ennemis de la

(1) La dernière proposition, relative à l'autre vie, est commune.

(2) D. Martène a publié cette *Disputatio*. *Thesaurus*, V, 1703-1758.

(3) « Unde videtur iste modus in talibus locis in praedicando de fide utilior, ut proposito aliquo fidei articulo, dicatur : *Ista est vera fides, et ita credit sancta Ecclesia. Sed haeretici econtra hoc et hoc asserebant ; unde quicumque forte veniret, et sic palam vel occulte doceret, illum velut haereticum tenere deberetis. Per talem enim modum loquendi os haereticum obstruitur, et fideles in fide muniuntur, et non habent causam quod de haeresi infamantur.* » D. Martène, *Thesaurus*, V, 1785.

doctrine révélée ; *de articulis et sacramentis Ecclesie* : le symbole et les sacrements fournissaient toute la matière de l'abrégé. Il se trouve que les trois traités ou *Sommes* contenus dans les mss. 174 et 13152 de la Bibliothèque Nationale, forment une œuvre qui embrasse le symbole et les sacrements, qui n'embrasse que le symbole et les sacrements.

Formuler une proposition de foi en vue de l'enseignement et de la prédication, ce n'était pas assez cependant. Il fallait encore l'appuyer. Sur quel fondement l'établir ? Puisque ces *Sommes* étaient dirigées contre les hérétiques, la discussion ne pouvait porter des coups que si elle s'établissait sur un terrain commun, le seul propice pour livrer un bon combat. Les hérétiques rejetaient l'autorité de l'Eglise. Le raisonnement pur n'a jamais mis fin à une discussion, parce qu'il y a moyen d'épiloguer toujours, encore que l'évidence crève les yeux. Quant à l'Ecriture, les néo-dualistes, héritiers des premiers manichéens, repoussaient l'Ancien Testament, qu'ils affectaient de regarder comme l'œuvre du Dieu mauvais ; l'Ancien Testament ne mettait en mains qu'une arme fragile. Restait le Nouveau Testament dont ils se disaient bien haut les disciples ou même les docteurs autorisés ; à les entendre, ils étaient seuls pénétrés de son esprit ; seuls, ils avaient qualité pour l'enseigner. Pour les confondre, il n'y avait donc qu'à leur opposer le Nouveau Testament, des *autorités* empruntées soit aux Evangiles, soit aux *Actes*, aux *Epîtres*, à l'*Apocalypse*. C'est exactement ce qui fut fait. Au-dessous de chaque proposition furent alignés des extraits ou passages de ces livres inspirés, capables de l'appuyer, ou jugés tels, démonstratifs en un mot. Rarement on fit appel à l'Ancien Testament, et deux ou trois fois on renvoya au Symbole des Apôtres. Seulement, tandis que les propositions, expression de la doctrine, ne varièrent que d'une manière insignifiante, les extraits du Nouveau Testament allégués à l'appui ne conservèrent pas la même conformité : les chapitres XI, XII et XIII, communs aux mss. 174 et 13152, montrent la justesse de chacune de ces deux observations. Quant au commentaire, il ne fut admis que dans la mesure où il pouvait placer dans un jour plus saisissant le passage cité. A la fin, on eût un écrit qui put être appelé *Summa* tout court, ou encore *Summa breviata* pour marquer plus fortement son caractère d'abrégé, ou enfin *Compilatio auctoritatum* pour indiquer avec précision la méthode et l'argumentation adoptées. C'est avec

ces noms, en effet, que nos trois traités se présentent. Ils en expriment la genèse, le caractère et le développement. Que valent-ils par leur fond ? C'est ce que nous allons essayer de dire dans un examen rapide.

3° *Valeur des SOMMES DES AUTORITÉS.*

Il est aisé, après tout ce qui a été dit, de faire deux parts dans ces traités formant ensemble une *Somme* : la doctrine et sa preuve. La doctrine, disons-le tout de suite, exprime exactement l'enseignement de l'Eglise, dont elle est la reproduction ; nous n'avons pas, on le comprend, à l'apprécier ici. Ne perdons pas de vue cependant que la *Somme* était dirigée contre les néo-dualistes ; la formule de la doctrine mérite dès lors de fixer notre attention ; car la contradictoire de la proposition correspondra à la doctrine néo-dualiste. C'est là exactement ce que nous devons tout d'abord vérifier. Si elle remplit cette condition, la *Somme* aura une valeur certaine.

La doctrine néo-dualiste, telle qu'elle apparaît dans nos trois traités, moyennant le procédé qui vient d'être indiqué, se ramène aux points suivants :

1° Dieu n'a ni créé ni formé le monde.

2° Le Dieu de l'Ancien Testament ne fut ni juste ni bon ; il est le Dieu mauvais.

3° L'Esprit-Saint n'a pas inspiré les prophètes.

4° Jean-Baptiste ne fut ni saint ni juste.

5° Le Christ n'a pas la qualité d'homme et ne peut être appelé Fils de Dieu.

6° Dieu ne crée pas l'âme pour un corps déterminé.

7° Le Christ n'est pas venu pour racheter les âmes ou les sauver du péché originel, qui n'est qu'une chimère.

8° Les corps ne ressusciteront pas.

9° Le Christ n'a pas institué l'Eucharistie.

10° Le baptême de l'esprit seul remet les péchés.

11° La confession et la pénitence ne font rien pour le péché.

12° Le mariage établit entre l'homme et la femme un commerce coupable.

13° L'Extrême-Onction ne sert de rien ; et il est inutile de prier pour les morts.

14° L'homme ne peut sans péché user indifféremment de toute nourriture, c'est-à-dire manger des viandes.

15° Il est défendu de jurer.

16° L'Eglise commet une double usurpation, en possédant des biens d'abord, en imposant sa hiérarchie ensuite. Son sacerdoce n'est point légitime.

Dieu, la création, la nature de l'homme, la nature du Christ, les fins dernières, l'Eglise, sa constitution et les moyens de sanctification dont elle se sert : tels sont bien les articles que nos traités nous présentent comme combattus par les néo-dualistes ; à les en croire, ces ennemis de l'Eglise ne voyaient partout, eux exceptés, que l'action et les œuvres du Dieu mauvais.

Est-ce bien avec cette physionomie que le néo-dualiste du XIII^e siècle se présente devant l'histoire ? A moins d'écarter en bloc toute la littérature spéciale sortie de la controverse orthodoxe, et aussi les enquêtes et les interrogatoires des inquisiteurs, qui ne manquaient jamais de s'informer de la doctrine, objet de leur poursuite, et enfin les bulles des Papes, les constitutions impériales et les statuts des villes contre les hérétiques du moment, on verra dans le néo-dualiste du XIII^e siècle l'héritier des manichéens des derniers temps de l'empire romain. Il est cet esprit troublé et inquiet qui, niant le péché originel, confond le mal moral et le mal métaphysique, transporte le mal de la conscience dans l'être, le considère, non comme un état ou un accident de la volonté libre sortie de la règle du bien, mais comme l'essence de l'être ; partant, dans la nature et dans l'homme, il dit voir, rencontrer le mal, c'est-à-dire, par une équivoque étrange, le mal métaphysique. Il ne conçoit pas la création, que, d'ailleurs, il écarte, comme une limitation de l'être, l'existence comme une participation à l'être, la créature comme une portion de l'être ; il ne reconnaît pas que la limitation de l'être est, en dehors de Dieu, la condition nécessaire de l'existence. Il n'a pas l'idée du fini, et le mal se présente à lui comme une substance. Il ne veut pas voir — ce qui crève les yeux pourtant — que la créature est bornée, c'est-à-dire une privation ou limitation de l'être ; que cette privation ne peut être appelée mal ; car le mal métaphysique — c'est de lui qu'il s'agit — ne se rencontre dans une créature que tout autant qu'elle est privée d'une portion d'être due comme constituant son essence. Le néo-dualiste imagine donc un double principe : le

Dieu bon et le Dieu mauvais ; mais de telle façon que le Dieu mauvais est l'auteur direct de tout l'ordre naturel ; il gouverne, ou, plutôt, domine tout, faisant partout peser sa tyrannie ; la matière lui sert comme de ministre ; par elle, il maintient étroitement son empire ; l'initiation cathare a, seule, la vertu de l'expulser.

Or, si la *Summa contra hereticos* met une doctrine en évidence, c'est, sans contredit, tout d'abord, la doctrine de la Trinité : unité de substance, trinité des personnes, la doctrine de la création directe par le Dieu un, la doctrine de la Providence, de la sainteté et de la bonté de Dieu se manifestant dans l'Ancien Testament, dont les plus hauts représentants, les patriarches et les prophètes, se dressent aux regards de l'historien dans toute la hauteur de saints personnages, des justes et des amis de Dieu ; c'est ensuite la doctrine du Christ, Dieu-homme, avec son complément nécessaire que la Vierge Marie, sa très sainte Mère, était vraiment une femme ; c'est encore la doctrine du composé humain, l'âme informant le corps pour lequel Dieu l'a créée directement, de l'homme libre mais pécheur, coupable dans son origine et racheté par le Christ, immortel par son âme et devant un jour ressusciter dans son corps, pour jouir ou souffrir éternellement ; c'est enfin la doctrine de la mission divine de l'Eglise, de la légitimité des pasteurs, du caractère divin des moyens de sanctification ou des sacrements, par lesquels elle continue, à travers les générations et en leur faveur, l'œuvre du salut accomplie par le Christ.

A n'en pas douter, cette *Summa contra hereticos* ne poursuit pas un ennemi imaginaire : elle vise le néo-dualiste historique du XIII^e siècle. On ne se refusera donc pas à lui reconnaître, quant à la première part, une valeur réelle.

L'argumentation, qui en est la seconde part, présente un intérêt plus vif, plutôt par son caractère général, il est vrai, que par le détail des textes du Nouveau Testament pris comme « autorités » ; d'autant mieux que, le plus souvent, les premiers mots du passage sont seuls exprimés, à l'effet de rappeler la suite, et que, dans ce cas, il est plus que difficile pour nous de voir où, dans la pensée de l'auteur, résidait précisément la force probante du texte. Au surplus, il peut se faire que le passage allégué n'ait pas été pris dans le sens littéral ; et le sens mystique, familier au moyen âge et même dans l'antiquité, nous échappe trop souvent. Sous le bénéfice de ces deux réserves, je

croirais à la valeur probante des « autorités ». Puisque je les publie ici, il sera loisible à chacun de les soumettre à un examen rigoureux et de se faire une opinion réfléchie ; je suis dispensé d'y insister.

Mais, encore une fois, c'est le fondement même de l'argumentation qui nous intéresse surtout. J'en ai déjà fait la remarque : sauf dans deux ou trois cas, les « autorités » sont empruntées au Nouveau Testament. Or, le texte suivi par l'auteur dépendait de notre Vulgate ; c'est la même version ; les variantes qu'on y relève n'ont pas d'importance. D'autre part, le Nouveau Testament est opposé aux néo-dualistes, et il est ici merveilleusement approprié à l'argument *ad hominem*. Cela veut dire, si je ne m'abuse, non pas seulement que les « hérétiques » admettaient le Nouveau Testament, mais encore qu'ils avaient adopté la version en usage dans les églises, qu'ils suivaient le texte orthodoxe. Leur traduction languedocienne du Nouveau Testament, dont l'auteur appartenait probablement au Haut-Languedoc, et que M. Clédat a publiée, confirme cette observation ; car cette traduction est fidèle. De même la traduction provençale des Évangiles contenus dans le ms. fr. 6261 de la Bibl. Nat., si vraiment elle peut être attribuée aux Cathares (1). Ils respectaient donc le texte sacré, sauf à prendre leur belle revanche dans le rituel placé à la suite de la traduction languedocienne, lequel est fortement dualiste, en effet. On s'est étonné qu'ils n'aient pas détourné le Nouveau Testament de son sens orthodoxe. Mais ils ne l'eussent fait qu'en s'exposant à perdre certains avantages, qu'à la condition de se démasquer ; et ici ils se séparaient des premiers manichéens, dont ils ne pouvaient sans péril suivre les errements. Saint Augustin reprochait aux manichéens de son temps de tronquer l'Évangile, quand il les gênait ; de plus, ils n'iaient purement et simplement l'authenticité des endroits du Nouveau Testament, même appartenant aux *Épîtres* de saint Paul, qui étaient trop directement contre eux ou qu'on leur opposait. Les néo-dualistes du XII^e et du XIII^e siècle n'avaient pas recours à de tels moyens, qui ressemblaient à un aveu d'impuissance ou même à une défaite. Se regardant comme les seuls vrais chrétiens, loin de se séparer du Nouveau Testament, ils identifiaient leur cause à la sienne. De même Faustus,

(1) M. S. Berger, *Recherches sur les Bibles provençales et catalanes*, dans la *Romania*, t. XIX, pp. 545-546.

l'antagoniste de saint Augustin, prétendait ne donner que l'enseignement du Christ pour lui supérieur à Manès. Feinte, si l'on veut ; car, à une époque où la société tout entière, pleine de confiance religieuse, marchait d'un pas ferme et joyeux vers la croix pour l'embrasser, il lui eût été difficile, à moins de vouloir tout perdre, de se révolter ouvertement contre le concert des volontés. A plus forte raison, cette tactique s'imposait-elle à une époque de foi comme le XII^e et le XIII^e siècle. C'est pourquoi les néo-dualistes se disaient hautement chrétiens ou, si l'on aime mieux, *évangéliques*, en faisant un léger néologisme. A preuve, l'Eglise qui possédait, le clergé qui se plaisait, disaient-ils, dans le luxe et la mollesse, le Pape qui avait réussi à se faire porter à la domination universelle par la suprématie politique, au mépris de l'Evangile, humble, pauvre et saint.

Voilà, encore une fois, le point important à faire remarquer ici. Il est vrai que les hérétiques de toutes les époques ont affirmé ces mêmes visées, voulu garder cette même situation. A eux, si nous voulions bien les en croire, l'honneur d'être les vrais et purs disciples du Christ. Mais, dans les premiers temps et pendant de longs siècles, ils n'eurent affaire qu'avec l'Eglise. Au XIII^e siècle, l'orthodoxie romaine fut regardée comme la base de la sécurité sociale ; la loi s'inspirait d'elle ; tout l'ordre chrétien, tant politique que religieux, reposa sur le Pape. L'empereur eût bien voulu assumer toute la charge, afin d'assurer au pouvoir séculier tout le profit de cette situation sans égale. Il en résulta une querelle que des épisodes pleins de drame ont rendue fameuse, mais surtout — et c'est la seule chose qu'il me plaise de retenir en ce moment — une émulation vigoureuse poussant toutes les forces vers le même point fixe : l'Evangile. Chacun voulut aider la civilisation chrétienne dans sa marche déjà séculaire et toujours glorieuse, ou même la mener. Toutes les luttes d'influence s'exercèrent autour de la religion et par la religion. Les Cathares, c'est-à-dire les purs, se mirent en avant, comme s'ils étaient appelés à restaurer les mœurs chrétiennes, à redresser les esprits et réformer les cœurs, à jeter dans les masses ce ferment de pureté annoncé et promis par l'Evangile et que le Dieu mauvais empêchait de lever, disaient-ils, parce qu'il s'efforçait de l'étouffer.

Pure illusion ! l'événement ne le montra que trop ; on n'ose pas

dire illusion généreuse. Cependant, on peut leur être indulgent, si l'on ferme les yeux à leurs doctrines nihilistes sur le mariage et la famille, pour ne se souvenir que de leur confiance dans l'avenir, qu'ils se plaisaient à considérer d'un regard optimiste ou même pieux.

Nos traités nous en montrent d'autres, en effet, qui se rivaient obstinément au passé. Tandis que les néo-dualistes rejetaient l'Ancien Testament et voulaient n'avoir rien de commun avec lui, des chrétiens se rencontraient qui désiraient le voir observé à la lettre, notamment en deux points, les deux principales prescriptions du rituel mosaïque : le sabbat et la circoncision. Au temps de saint Augustin, des chrétiens d'Afrique demandèrent à reprendre le nom de Juifs, par respect pour Moïse. Les judaïsants du XIII^e siècle voulaient tout Moïse jusqu'à un iota ; on les appelait indifféremment *Passagins*, *Circoncis*, *Ensabattés*. On ne les rencontrait pas seulement ici ou là ; ils s'étaient répandus partout où les néo-dualistes avaient été reçus avec faveur : comme si la même terre pouvait nourrir des frères ennemis ; pas ennemis en tout, cependant, car c'est de conserve qu'ils disaient : sus à l'Eglise ! Chrétiens inconséquents, ils revenaient en arrière, ou plutôt ils n'étaient chrétiens que par le baptême, car ils ne voyaient dans le Christ qu'une créature, il est vrai la première des créatures (1). Encore, au commencement du XIV^e siècle, Bernard Gui parlait de cette tendance, non, certes, comme d'un souvenir lointain, et le troisième de nos traités s'applique à réfuter une telle erreur. Il le fait en s'appuyant sur les « autorités » de saint Paul principalement. Rien de plus facile ; car s'il y a une doctrine nette dans les *Epîtres* et dans tout le Nouveau Testament, c'est l'abrogation du rituel mosaïque ; s'il y a une tendance marquée, c'est l'attachement au Christ. En même temps s'ouvrent des horizons sans limites, avec leurs perspectives bienheureuses, éternelles, divines ; la confiance qui monte de l'Evangile et des *Epîtres* est une confiance sage, raisonnable et sereine ; elle ne rompt pas en visière au passé. Les docteurs chrétiens ont toujours distingué deux parts dans la loi mosaïque : l'une de circonstance, applicable à la seule nation élue, temporaire ; l'autre éternelle, saisissant l'homme dans le fond même de la conscience et incapable de perdre

(1) G. de Bergame, dans Muratori, *Antiq. ital. med. aevi.*, V, 152. Cf. Buonacorso.

quelque chose de sa vigueur. C'est ainsi que l'Eglise s'appliqua toujours à tenir d'une main également ferme l'Ancien et le Nouveau Testament, gardant avec le même respect la parole de Dieu et des prophètes, l'enseignement du Christ et des Apôtres, adorant Dieu dans toutes les Ecritures, depuis la *Genèse* jusqu'à l'*Apocalypse*. On ne peut s'empêcher d'en faire la remarque : de même qu'elle s'était frayé une voie sûre à travers le monde juif d'où elle venait et le monde romain vers lequel elle allait, elle sut, une fois maîtresse des esprits, écarter la grande hérésie du moyen âge, qui, si elle eût triomphé, n'eût pas manqué de déchirer l'Evangile, comme elle faisait de l'Ancien Testament, pour glisser dans le manichéisme pur. Le monde eût perdu le principe même de la vraie civilisation. Si je ne me trompe, la *Somme des autorités contre les hérétiques*, composition humble et sans ambition, met pourtant en relief cette grande vérité et la leçon qui en découle, en même temps qu'elle montre à l'œuvre les ouvriers de l'Eglise.

II. — SOMMES CONTRE LES HÉRÉTIQUES.

Cependant, dans le voisinage de la *Somme des autorités*, ou recueil des témoignages de la Bible que les prédicateurs opposaient aux hérétiques, se placent d'autres écrits contemporains, qui, sortis des mêmes milieux, des mêmes préoccupations et des mêmes besoins, ont avec elle des rapports intimes, bien qu'ils se présentent avec une allure plus théologique et plus savante : je veux parler des *Sommes contre les hérétiques*. Le manuscrit latin 13151 de la Bibliothèque Nationale et le manuscrit 379 de la Bibliothèque de Toulouse en fournissent deux exemples assez remarquables.

1° La SUMMULA du manuscrit 13151 (Bibl. Nat.).

Le manuscrit latin 13151 de la Bibliothèque Nationale, petit format (0,175^{mm} × 0,122^{mm}), est un type intéressant de ces livres dont les prédicateurs du XIII^e siècle se servaient journellement. Il contient, en une écriture menue du XIII^e siècle (1), la Bible, toute la Bible,

(1) Dans le calendrier qui s'y trouve, la fête de saint Pierre de Vérone, canonisé en 1253, a été ajoutée.

dans l'ordre suivant : Genèse, Exode, Lévitique, Nombres, Deutéronome, Josué, les Juges, Ruth, les Rois, les Paralipomènes, Esdras (III^e et IV^e livre des Rois), les Psaumes, Job, Tobie, Esther, Judith, les Paraboles, l'Ecclésiaste, le Cantique des Cantiques, la Sagesse, l'Ecclésiastique, Isaïe, Jérémie, Baruch, Ezéchiel, Daniel, Osée, Joel, Amos, Abdias, Jonas, Michée, Nahum, Abachuch, Sophonie, Aggée, Zacharie, Malachie, les Machabées, saint Mathieu, saint Marc, saint Luc, saint Jean, l'Apocalypse, l'épître de saint Jacques, la première épître de saint Pierre, la deuxième épître de saint Pierre, la première épître de saint Jean, la deuxième épître de saint Jean, la troisième épître de saint Jean, l'épître de saint Jude, l'épître aux Romains, la première aux Corinthiens, la deuxième aux Corinthiens, l'épître aux Galates, l'épître aux Ephésiens, l'épître aux Philippiens, la première aux Thessaloniciens, la deuxième aux Thessaloniciens, l'épître aux Colossiens, la première à Timothée, la deuxième à Timothée, l'épître à Tite, l'épître à Philémon, l'épître aux Hébreux et les Actes des Apôtres. Mais en tête du volume et précédant le texte sacré se trouvent : 1^o un fragment d'écrit en partie effacé qui me paraît être un morceau de sermon ; 2^o un petit traité : *Isti sunt XIII^{mi} articuli fidei catholice auctoritatibus roborati*, qui comprend l'exposé du symbole, et sous le neuvième article : *Credo in Ecclesiam*, l'exposé des sacrements ; le tout d'une manière rapide et sommaire, appuyé sur des autorités ; 3^o dans les marges :

a) des notes contre l'hérésie appartenant à différentes mains, par exemple :

Oponit hereticus sic : Pater est principium Filii ; ergo Filius est principium a corelativis ; set omne principium est factum vel creatum ; ergo Filius factus vel creatus. Iterum, Pater est principium Filii ; set principium est causa causarum ; ergo Pater est causa Filii. Ergo Filius est creatus ; et inde ut prius. Ad quod respondendum quod hoc nomen principium aliter accipitur in natura, aliter in theologia ; sicut enim dicit Aristotiles in Posterioribus : « Descendunt nomina sicut descendunt sciencie. » Similiter dicendum quod ascendunt, quemadmodum scientie ascendunt, quia sciencia naturalis inferior est consideratione theologica ; districtius nomina accipiuntur in ea quasi in theologia que superior est. Respondeo... hujus nominis principium in naturali philosophia ; et quoniam est prima causarum, ita hoc nomen sonat primam causam. In theologia vero communius accipitur ita ut non accipiatur solum in ratione cause, set dicatur principium a quo est alius vel aliud. Fallacia ergo consequeretur in theologia, si inferatur Pater est principium Filii ; ergo causa a superiori, a superius afirmando. Similiter intelligendum quod hoc nomen principium in naturali philosophia relative acci-

pitur, in theologia vero aliquando absolute, aliquando relative; et ideo sequitur Pater est principium Filii; ergo Filius est principiatum. Prophane enim verborum novitates devitande sunt, secundum verbum Apostoli [1a Tim., VI, 20]. Et ita solvuntur primum et secundum.

b) Quelques extraits de saint Augustin, relatifs à la Trinité, par exemple.

c) Une formule de soumission au Saint-Siège en ce qui regarde la croyance :

Hec est fides, Papa Beatissime, quam in catholica didicimus Ecclesia, quam semper tenuimus. In qua, si minus perite aut parum caute forte aliquid positum est, emendari cupimus a te, qui Petri et fidem et sedem tenes. Si autem hec mea confessio apostolatus tui iudicio comprobatur, quicumque me culpae voluerit se imperitum, vel malivolum, vel etiam non catholicum, set hereticum comprobabit. Ita sancta Romana Ecclesia que semper immaculata fide permansit, Domino providente et beato Petro apostolo opem ferente, in futurum manebit sine ulla hereticorum insultatione, ac firma et immobilis omni tempore persistet.

Les derniers feuillets du manuscrit qui suivent les *Interpretationes hebraice* inséparables de la Bible, sont remplis par diverses pièces : 1° un calendrier, fol. 343 d-fol. 345 b; 2° un petit traité de la prédication : *Circa verbum Dei predicatori V. sunt cautele habende*, fol. 345 c, d; 3° le tableau des Epîtres et des Evangiles pour chacun des dimanches de l'année et quelques fêtes de saints, fol. 350 c — fol. 352 c; 4° une sorte d'exhortation à la prière, fol. 353 a, b, c; 5° deux extraits de saint Augustin, recommandant, dans l'un, la vigilance contre le démon qui s'infiltre partout (*Lib. de diversis questionibus*, LXXXIII, XII); dans l'autre, la charité fraternelle (*Ibid.* LXXI, 5), fol. 354 c, d; 7° un exercice de contemplation : *Exercitatio mentis ad contemplandum Deum*, fol. 355 a — fol. 359 d; 7° enfin une Somme contre les hérétiques, *Brevis summula contra hereticos*, (fol. 347 c — fol. 350 d). Ces traités ou pièces, on le voit par leur énoncé, ne se rapportent pas toutes à l'hérésie; il y en a même qui sont étrangères à la lutte alors engagée contre elle. Mais il ne faut pas s'y tromper, ces dernières sont d'une écriture plus récente, tandis que le calendrier, la *Summula*, le petit traité de la prédication, le tableau des Epîtres et des Evangiles de l'année liturgique contemporains ont, avec la Bible, une attache paléographique marquée; ils semblent dépendre du même but immédiat : la prédication contre l'hérésie. L'exposé du Symbole, l'exhortation à la prière avec les

conditions qui la rendent efficace, les extraits de saint Augustin, l'*Exercitatio mentis ad contemplandum Deum*, un peu postérieurs, ne nous en éloignent pas beaucoup ; car ces morceaux étaient à l'usage du prédicateur, qu'il en tirât profit pour lui-même ou pour ses auditeurs ; car il était religieux. Ce vade-mecum ou manuel, en effet, a été fait pour l'ordre de Saint-François : à preuve, le calendrier, où se trouve la double fête de la translation de saint François (24 mai), et la fête de saint François (4 octobre), ainsi annoncée : *Nativitas Beati Patris Francisci* ; et j'ai déjà fait remarquer que les Franciscains rivalisaient de zèle avec les Dominicains dans le ministère de la prédication contre l'hérésie. Enfin, il convient d'ajouter d'abord que le manuscrit est italien (1), comme le montre l'écriture et surtout le dessin des lettres ornées, ensuite que la *Summula* qu'il contient présente les variations de l'hérésie, circonstance qui, sans aucun doute, en augmente l'intérêt. Mais la destination et l'intérêt de cette *Somme* ressortiront mieux encore de son étude, qui, cependant, ne peut être ici que rapide.

Il faut, avant toutes choses, distinguer deux morceaux dans son état actuel : d'abord une invitation pressante au zèle des prédicateurs ; ensuite la démonstration que le mal comme principe n'existe pas ; l'un et l'autre, de la même main, mais d'une autre écriture que la *Summula*, sont placés à la marge, folio 345 c, d, folio 346 a, b, et folio 348 c, d. Il est permis d'y voir une interpolation ; probablement ils n'appartiennent pas à l'auteur de la *Somme* ; autrement leur adjonction faite postérieurement ne s'expliquerait pas. J'ai cru devoir les maintenir, le premier surtout, dont j'ai fait le prologue : car il marque très nettement la destination de la *Somme*, ou, si l'on aime mieux, l'usage qui en a été fait pendant la seconde moitié du XIII^e siècle ; il nous apporte la preuve qu'elle a servi aux prédicateurs. Quant au second morceau, je l'ai rejeté à la fin (2). S'il a un caractère métaphysique, il montre quels arguments les prédicateurs

(1) Il présente plus d'un rapport avec le manuscrit 2140 de la Bibliothèque publique de Lucques, qui contient le traité bien connu de Buonaccorso : *Manifestatio heresis Catarorum*. Il paraît que ce traité et la *Summula* du manuscrit 13151 de la Bibliothèque Nationale renferment des parties communes. M. Ch. Molinier, *Études sur quelques manuscrits des bibliothèques d'Italie*, pp. 8-15.

(2) L'un et l'autre sont imprimés en caractères différents, pour éviter toute méprise.

développaient quand ils se trouvaient en présence d'un auditoire instruit. Ils prenaient alors le langage de l'école.

Comme le titre : *Brevis summula* l'indique doublement, ce traité est court. Il comprend deux parties : exposé des doctrines hérétiques ou néo-dualistes, première partie ; autorités à opposer à ces doctrines ou réfutation, seconde partie.

La première partie, à son tour, a deux grandes divisions : 1° doctrines générales et communes à tous les hérétiques ; 2° doctrines particulières à quelques groupes dissidents : a) hérétiques de Trau (*Drugucia*) sur la côte de Dalmatie ; b) hérétiques innomés ; c) hérétiques de Gœrtz (1) (*de Concarecio*) en Dalmatie, avec leurs dissidences particulières ; d) hérétiques de Bagnolo (*de Baiolo*), le Bagnolo du Milanais vraisemblablement ; e) hérétiques Bulgares (*Burgari*) ; f) hérétiques albigeois. Un relevé des doctrines hérétiques, sous forme de propositions détachées avec l'indication de chaque secte les enseignant, termine cette première partie.

La seconde présente la réponse à douze points de cette doctrine avec une annexe sur le Purgatoire. Les arguments reviennent à deux : les *Auctoritates* et les *Rationes fidei*, comme s'exprime l'auteur. Les *Autorités*, ce sont des passages du Nouveau Testament ; les raisons de foi, ce sont les conséquences découlant de ces passages choisis, ou bien la raison chrétienne, ayant pour guide un auteur appelé ici *Magister* et qui n'est pas Pierre Lombard, ou un Père de l'Eglise, saint Augustin, par exemple. Ou même, l'auteur raisonne pour son propre compte, soit qu'il s'appuie sur les données de la foi et de la philosophie chrétienne, soit qu'il agence les textes de l'Ecriture pour en faire sortir la preuve de la proposition orthodoxe, qu'il a formulée à l'encontre de l'hérésie et qu'il défend. Ses démonstrations sont d'ordinaire satisfaisantes. Il était, ce semble, convenablement préparé pour la défense, car il connaissait parfaitement l'hérésie. Il dit lui-même qu'il avait tout appris de la bouche de deux de ses apôtres et docteurs principaux, Jean de Cucullio, et Jean de Pergamo, orateurs de la secte, le premier pendant vingt-cinq ans, le second pendant quarante ans.

Jean de Bergame est connu. Qu'était-ce que Jean de Cucullio ?

(1) Ou peut-être Corregio, dans l'ancien duché de Modène.

Les renseignements nous manquent, et ce « prédicateur » hérétique reste jusqu'à ce jour inconnu. Probablement ils moururent dans la secte ; car l'auteur de la *Brevis summula* est muet sur leur retour à la foi et à l'Eglise ; il dit qu'ils se livrèrent à la propagande dualiste, l'un pendant vingt-cinq ans, l'autre pendant quarante. Et pour Jean de Bergame, appelé aussi Jean de Lugio, il se sépara des dualistes absolus pour fonder une secte dissidente (1). Il les connut personnellement, puisqu'il apprit de leur propre bouche cet important détail biographique. Et ainsi, nous pouvons penser avec vraisemblance que notre auteur appartenait au Milanais ou, du moins, au nord de l'Italie.

Quoi qu'il en soit, sa *Summula* était, pour les prédicateurs orthodoxes du XIII^e siècle, un arsenal de bonnes armes, pour l'attaque d'abord ; car il mettait sous leurs yeux un exposé très clair des doctrines à combattre, avec leur fondement prétendu dans l'Ecriture ; pour la défense ensuite, car il leur opposait des autorités de valeur. De même, elle est pour l'historien une des meilleures sources que la littérature spéciale du temps lui fournisse. Pour m'en tenir à un point particulier, je noterai le relevé qu'il fait des autorités sur lesquelles l'hérésie avait la prétention de se fonder. Il ne s'est pas borné, en effet, à un exposé simple de leurs doctrines ; il y a joint encore la preuve, telle que les dualistes du XIII^e siècle l'entendaient. Le fond de l'ancien manichéisme était un rationalisme, qui n'avait pas même pris la peine de se déguiser. La donnée chrétienne du Christ sauveur n'avait été admise dans le mazdéisme persan que comme une adjonction très secondaire : concession faite au christianisme, mais sans avenir comme sans vérité. Et si les manichéens du temps de saint Augustin alléguaient l'Ecriture, ce n'était que pour lui emprunter l'argument *ad hominem* ou le *confirmatur* de leur système. Au XIII^e siècle, au contraire, nous le voyons par la *Summula*, les dualistes, très bien appelés néo-dualistes, établissent sur l'Ecriture leur dualisme, soit pur, soit mitigé. Ils prennent de préférence pour fondement le Nouveau Testament, et, ici, saint Paul et saint Jean ; mais ils n'écartent de l'Ancien Testament que les livres mosaïques ; et ils allèguent en leur faveur Isaïe et les Psaumes, par exemple. Cela s'appelle des « autorités ». A ces « autorités », l'auteur de la *Summula* oppose donc d'autres « autorités » de

(1) Raynier Sacconi, *Summa*, dans Martène, *Thesaurus*, 1771-1773.

même ordre et de même origine; et les prédicateurs franciscains répètent les mêmes arguments qu'ils approprient, sans doute, à la qualité de l'auditoire.

On le voit, par cette rapide analyse, cette *Summula*, plus corsée que les *Sommes* des manuscrits latins 174 et 13132 de la Bibliothèque Nationale, a aussi une allure moins simple et plus savante. Elle accuse, au surplus, des tendances sociales et une manière de comprendre les rapports de l'homme avec lui-même et avec les créatures très dignes d'attention, que nous allons retrouver dans la *Somme contre les hérétiques* du manuscrit 379 de la Bibliothèque de Toulouse.

2° *La SUMMA contra hereticos* du ms. 379 (Bibl. de Toulouse) (1).

C'est un manuscrit de la seconde moitié du XIII^e siècle, établi avec soin, d'une écriture très menue, à l'aspect sévère et rappelant les manuscrits dominicains dont l'ornementation était exclue (2). L'encre blanchie nous transporte dans le Midi de la France; et comme le manuscrit provient du couvent des frères Prêcheurs de Toulouse, c'est probablement dans cette ville qu'il a été établi. Il contient des œuvres exclusivement théologiques : S. Raymond de Peñafort : *Summa* (fol. 1 - fol. 64), et *Summa de matrimonio* (fol. 65 - fol. 76); Geoffroy de Trani (3) : *Summa abbreviata* (fol. 82 - fol. 112); Pierre Lombard : *Sententiarum libri IIII*. Entre S. Raymond de Peñafort et Geoffroy de Trani se trouve une *Summa contra hereticos* anonyme, qui pourrait bien avoir été composée par un frère Prêcheur. Le caractère théologique de l'œuvre, l'ordonnance générale, la clarté qui y est partout répandue font penser à l'ordre de Saint-Dominique, dont les écrivains se distinguent précisément par les qualités de netteté simple et de rigueur dans les déductions qui se montrent dans la *Summa contra hereticos*. J'ai à peine besoin de rappeler que c'était la mission des frères Prêcheurs de combattre les hérétiques; ne se bornant pas à les réfuter du haut de la chaire, beaucoup en écrivirent, sous

(1) M. Ch. Molinier a fait connaître cette *Somme* : *Un Traité inédit du XIII^e siècle contre les hérétiques cathares*, dans *Annales de la Faculté des lettres de Bordeaux*, t. V (1883), pp. 226-253; mais il s'est placé à un point de vue différent du mien.

(2) Hauteur 184^{mm}, largeur 120^{mm}, reliure basane, ais et fermoir. Feuillet de garde : *Conventus sancti Thomae Tholosani*, XVII^e siècle.

(3) Mort en 1280.

le titre de *Somme*, des réfutations serrées, à une double fin : enrichir l'arsenal théologique, porter devant la postérité le débat, qui, pour être résolu par le tribunal de l'Eglise, ne laissait pas de passionner l'opinion et d'agiter les esprits. Je renvoie pour le détail et la preuve au tome I^{er} des *Scriptores ordinis Praedicatorum* de Quétif-Echard, où l'on peut relever bon nombre d'écrits spéciaux ; et bien que cet ouvrage soit un chef-d'œuvre, il n'a pas dit le dernier mot sur la matière.

La question, sans contredit, relevait de la théologie, et, dès lors, de l'Eglise : la *Somme des autorités* et la *Somme contre les hérétiques* présentent ce caractère qui leur est commun. Mais elle n'était pas exclusivement théologique. Si l'on discutait sur le Dieu un, sur la consubstantialité du Fils, la création *ex nihilo*, la providence et la nature du mal, c'était moins pour apporter des lumières nouvelles ou des précisions dans des thèses cent fois établies, que pour s'emparer de l'opinion ou la retenir. Les uns voulaient prendre le gouvernement des âmes, tandis que les autres continuaient à le garder. Nous avons pu le constater déjà avec la *Somme des autorités* ; si je reviens sur ce point, c'est pour mieux mesurer, avec la *Somme contre les hérétiques*, le chemin parcouru ; car celle-ci accuse, en un point au moins, une situation légèrement différente. La *Somme des autorités* nous a transporté sur le terrain de la réforme des mœurs chrétiennes. Au XII^e siècle et pendant les premières années du XIII^e, l'Eglise fut représentée, par ses ennemis, comme l'obstacle à cette réforme devenue nécessaire. Le Pape, les évêques et les moines, usufruitiers des biens que la piété des fidèles versait depuis des siècles dans le trésor de Dieu, de la Vierge et des saints, trahissaient l'Evangile, disait-on ; il fallait changer de pilote et confier la barque de Pierre à une main cathare ou néo-dualiste. L'histoire nous apprend comment la manœuvre fut déjouée. Dieu donna à son Eglise les Ordres Mendiants ; les canonisations se multiplièrent, notamment sous le pontificat de Grégoire IX ; les hérétiques furent soumis à une législation destinée à maintenir fortement l'unité chrétienne ; ils furent déferés aux tribunaux compétents ; on donna des juges aux détracteurs de la morale actuelle, à ces prétendus réformateurs sociaux et religieux. La *Somme des autorités* nous montre l'hérésie en goût de réforme ; la *Somme contre les hérétiques* la met aux prises avec ses juges ; elle cherche à garder ses positions, à se maintenir, tout au moins à vivre.

La *Somme contre les hérétiques* contient quarante propositions, prouvées chacune par le Nouveau Testament, mais cette fois commenté, c'est-à-dire servant de base à un raisonnement approprié. La plupart de ces propositions ont une physionomie strictement théologique : cela devait être. Mais la proposition 23 : *Quod potestates non peccant vindictam temporaliter faciendo de malefactoribus*, nous transporte au sein de la société politique, qui alors, comme elle le sera toujours, était rongée par la malice du siècle. Or, déchirer l'unité religieuse était un crime ; professer l'hérésie, c'était enfreindre la loi sociale, et, dès lors, s'exposer aux coups de la vindicte publique. Le principe de l'unité religieuse, fondement de l'ordre social, avait si profondément pénétré les esprits, que l'idée ne vint pas aux néo-dualistes d'arguer de la liberté de la conscience privée. Ils ne prétendirent rien de moins que ceci : que le pouvoir politique n'a aucun droit de vindicte sur le malfaiteur. A la vérité, ç'a été à toutes les époques une opinion très répandue parmi les gens de cette espèce. Je n'ai pas même besoin de faire remarquer que le XIII^e siècle fit la sourde oreille à une prétention aussi outrée. Les chefs néo-dualistes l'émettaient surtout devant leurs adeptes, aux yeux desquels ils pensaient pouvoir ainsi se poser en victimes, et avec l'espoir aussi que, un jour peut-être, ou même bientôt, l'axe du monde se déplacerait et passerait à la secte cathare. Une telle doctrine, considérée comme un moyen de défense, nous transporte à un moment où les pouvoirs publics poursuivaient l'hérésie depuis quelque temps déjà. Et cette considération suffirait à me faire placer dans la seconde moitié du XIII^e siècle la composition de cette *Somme*.

Il y a une autre considération que la *Somme contre les hérétiques* me suggère ; et celle-ci est au moins aussi curieuse, à coup sûr un peu nouvelle et plus instructive. Tant que l'hérésie fut soutenue dans son action par l'espoir d'un triomphe prochain, elle resta le plus près possible de l'Évangile, c'est-à-dire de la révélation surnaturelle qui met l'homme entre les mains de Dieu, rend l'homme participant de la vie divine et fait de Dieu l'auteur de tout bien accompli par l'homme, de toute vertu pratiquée par lui, de tout acte bon conçu et réalisé ; car l'homme est la cause seconde, libre sous le gouvernement de la cause première, ou Dieu, source de l'être. A la vérité, le système dualiste s'accommodait mal de cette doctrine ; car il tendait à nier la liberté de l'homme, qu'il plaçait sous

l'influence dominatrice de l'esprit mauvais ; l'homme n'avait qu'à attendre, impassible et inerte, le jour du triomphe du Dieu bon. Mais les Cathares ou néo-dualistes n'y regardaient pas de si près. Il fallait bien au surplus agir, préconiser le bien, prêcher le salut ; ils le firent. Or, dès lors que l'on parle de bien à réaliser, de vertu à pratiquer, d'œuvres méritoires à accomplir, il faut en montrer le principe. Si Dieu n'est pas regardé comme la cause et la source de tout acte vertueux, c'est l'homme nécessairement, car il n'existe pas de terme intermédiaire ; l'homme alors, laissé à lui-même, par l'effet direct de ses énergies naturelles, s'élève à cette perfection de l'être qui s'appelle l'exercice de la liberté dans la rectitude du devoir. On prend parti ou pour Augustin ou pour Pélage, on est ou pour la grâce ou pour la liberté, on appelle Dieu au secours ou bien on se repose sur soi tout seul. Le jour où le Catharisme battu de tous les côtés entra dans la phase de décadence qui devait amener son déclin, on vit qu'il portait en lui-même une tare, ce vice dont souffre et finit par mourir tout système de morale qui est contraire à l'Evangile. La proposition 29 de notre *Somme contre les hérétiques* est ainsi conçue : *Quod Spiritus Sanctus, vel remissio peccatorum, seu alia gratia salutis non detur ab homine et a Deo*. Je n'ignore pas que cette proposition avait, dans la pensée de son auteur, pour but de répondre aux hérétiques prétendant qu'un prêtre pécheur était, par le fait même, frappé d'impuissance et que son ministère restait énervé et sans vertu. Mais cette conception détruisait l'action de Dieu dans les sacrements et la grâce ; elle faisait dépendre Dieu de son ministre ; elle élevait l'homme à une place où il eût usurpé les droits de Dieu. C'était une sorte d'idolâtrie. La proposition 30 est celle-ci : *Quod homo non sit adorandus*. Au fond, les ministres de la secte voulaient faire entendre qu'ils étaient non pas seulement le canal mais la source du salut. C'était une forme du pélagianisme, et une impiété. Il n'est pas étonnant qu'ils aient glissé sur la pente ; car, encore une fois, ou Dieu est l'auteur du bien, ou c'est l'homme.

Enfin, si la *Somme contre les hérétiques* nous les dépeint sous cette image enflée d'orgueil, elle nous montre aussi en eux, — et ceci ne saurait surprendre — des gens manquant d'esprit pratique et dont la logique à outrance avait faussé le sens. Pour arriver à supplanter l'Eglise, ils se scandalisaient très fort de la présence dans l'Eglise de

défauts trop réels, ou même de vices ; et si des méchants se rencontraient dans son sein à côté des bons, ils en faisaient un cas de condamnation sans réplique. Parce que, par exemple, un prêtre, un évêque paraissait vicieux, ils infirmaient le sacerdoce lui-même ; ils enseignaient comme un devoir le refus d'obéissance ; ils leur déniaient tout droit à condamner. Si, d'autre part, les fidèles n'étaient pas des saints, ils puisaient dans ce désordre apparent ou réel la preuve que l'Eglise était sous l'empire du Dieu mauvais et qu'il fallait s'en séparer ; qu'elle avait failli et qu'il fallait lui dénier tout titre à l'honneur, au respect et à l'obéissance ; qu'elle était l'Eglise de Bélial et non celle du Christ.

Avec de tels principes, il n'y a pas d'institution, même divine, établie au milieu des hommes, qui puisse tenir, car la vertu idéale ne gouverne que le cœur de quelques-uns et ne s'est jamais rencontrée dans les masses. La *Somme* ne fait que répéter la donnée de l'expérience quotidienne et du bon sens, quand elle affirme que tout homme est pécheur (Prop. 31), que dans l'Eglise il y aura des bons et des méchants tant qu'elle durera sur la terre (Prop. 27), que le peuple chrétien doit l'obéissance au sacerdoce (Prop. 28), que l'Eglise a l'obligation de flétrir l'hérésie qui la ruinerait et que les hérétiques sous le coup de la juste excommunication doivent être tenus à l'écart et évités (Prop. 38).

D'ailleurs chez les néo-dualistes de la fin du XIII^e siècle s'accusait une forte tendance vers l'illuminisme ; la logique les y conduisait. A leurs yeux, la sainteté absolue et universelle imprimait seule le sceau divin. En conséquence, les hommes qui la possédaient n'avaient qu'à se livrer à l'esprit, c'est-à-dire à suivre leurs inspirations privées ; et ici les Fraticelles leur donnaient à peu près la main. Dès lors à quoi bon l'étude ? Pourquoi des maîtres ? De quoi peut servir l'enseignement traditionnel ? L'enseignement, les maîtres, l'étude : tout autant de preuves d'infirmité, de décadence et de servitude à l'égard de l'esprit mauvais. La *Somme* réfute une telle aberration. Pour elle, la sagesse réside dans l'Eglise ; et étudier, connaître l'Ecriture, s'exercer dans la doctrine sont des biens (Prop. 35). Bien plus, c'est un devoir étroit que de se mettre en état de rendre raison de sa foi, au besoin. La foi est le fondement de l'édifice divin dans l'âme chrétienne, et croire est le bien par excellence. Qui ne voit, dès lors, que la foi ne saurait souffrir de division ? elle reste intégrale en elle-même,

entraînant comme conséquence l'unité de la conscience. La conscience ne se divise pas : « est est, non non ». Fermée à toutes les compromissions, elle se doit à elle-même de se défendre dans la lumière de la vérité ; elle doit aux autres de manifester cette vérité, c'est-à-dire de faire briller à tous les yeux les splendeurs de la foi bien comprise. Or, l'effort et l'étude conduisent à la possession lumineuse de la foi, donnent des clartés pour la défendre, et arrêtent la marche de l'hérésie que l'ignorance favorise toujours (Prop. 40).

L'Eglise, loin de se laisser émouvoir par les bruits du dehors, ne quitta pas la voie traditionnelle, où l'Evangile et le bon sens se rencontraient pour lui servir de guide. S'appuyant sur la tradition, elle avait gardé et défendu l'unité de la Bible contre les néo-Manichéens et les Ensabbatés ; de même, défendant le principe de l'Eglise visible fondée sur le sacerdoce, elle n'en sacrifia rien sous le prétexte illusoire de pouvoir plus sûrement conserver le gouvernement des âmes ; et les peuples continuèrent à demander à son ministère sacré le bienfait du salut.

CONCLUSION

Telles sont ces *Sommes*, qui, avec des particularités, présentent assez de points communs pour qu'il ne soit pas téméraire de les réunir dans une même publication. D'abord elles ont trait à un même objet : l'hérésie ; ensuite, si les *Sommes contre les hérétiques* visaient plus particulièrement la controverse, elles se recommandaient à l'attention des prédicateurs, non seulement parce qu'elles contenaient un exposé de doctrines qu'ils combattaient sans relâche, mais aussi parce qu'elles leur fournissaient des armes, je veux dire des raisons et des « autorités » empruntées à l'Ecriture. C'est par ce dernier trait surtout qu'elles se rapprochent de la *Somme des autorités*. Il serait aisé de relever dans les *Sommes contre les hérétiques* et dans la *Somme des autorités* des textes de l'Ecriture semblables en grand nombre pour prouver les mêmes vérités. Rien de plus naturel. Et il me semble que leur intérêt ne s'en trouve nullement amoindri. Car réunis, ils nous présentent toute l'armure des prédicateurs, je veux dire l'armure courante. Voilà les armes dont on faisait usage en Italie, dans l'Aragon, dans le Languedoc, dans le Midi de l'Europe et sans doute partout où, en présence des mêmes ennemis de la religion, les orateurs chrétiens livraient les mêmes combats. Ils laissaient la parole à l'Ecriture inspirée.

I

SUMMA CONTRA HAERETICOS ET MANICHAEOS

Bibl. Nat., ms. lat. 174, fol. 181, verso.

INCIPIIT SUMMA CONTRA HERETICOS ET MANICHEOS
DE ARTICULIS ET SACRAMENTIS ECCLESIE.

[I]. — PRIMO CAPITULO PROBATUR QUOD PATRIS, ET FILII ET SPIRITUS
SANCTI SIT UNA SUBSTANTIA ET UNUS DEUS.

- MATTH., I, [23] : Vocabitur nomen eius Hemanuel.
Idem, VIII, [2] : Ecce leprosus veniens adoravit eum
 dicens.
In eodem, [26] : Tunc surgens imperavit.
Idem, IX, [4] : Cum vidisset Jhesus cogitationes
 eorum.
Idem, XXVIII, [19] : Euntes ergo docete omnes gentes.
 LU., VIII, [46] : Nam et ego novi virtutem de illo (de me)
Idem, X, [18] : Videbam Sathanam sicut fulgur caden-
 tem.
 Jo., I, [1, 14] : In principio erat verbum et vidimus
 gratiam.
In eodem, [18] : Deum nemo vidit umquam.
Idem, III, [16] : Sic Deus dilexit mundum.
In eodem, [18] : Qui non credit, iam.
Idem, IIII, [24] : Spiritus est Deus, et eos qui adorant
 eum.
Idem, VII, [38] : Qui credit in me, sicut dicit Scriptura.
Idem, VIII (IX), [35, 38] : Tu credis in filium Dei? Et procidens
 adoravit.
Idem, X, [30] : Ego et Pater unum sumus.

- Idem*, XIII, [1] : Creditis in Deum, et in me credite.
In eodem, [9] : Qui videt me videt et Patrem.
Idem, XV, [26] : Cum venerit Paraclitus, quem.
Idem, XVI, [7] : Si autem abiero, mittam eum ad vos.
In eodem, [13] : Cum venerit ille spiritus veritatis.
Idem, XXVII(XVII), [5] : Pater, clarifica me claritate quam.
Idem, XX, [22] : Hec cum dixisset, insufflavit, et dixit.
In eodem, [28] : Dixit Thomas : Dominus meus et Deus meus.
 PETRUS IN ACTIS, II, [36] : Certissime ergo sciat omnis.
 PETRUS IN ACTIS, III, [13] : Deus Abraham, et Deus Isaac et Deus.
 PETRUS IN ACTIS, X, [36] : Verbum suum misit filiis Israel.
 PAULUS IN ACTIS, XX, [28] : Attendite vobis et universo gregi.
 PA. AD ROM., VIII, [9] : Vos non estis in carne.
 [In] eodem, Si quis spiritum Christi non habet, hic non est eius.
Idem, IX, [5] : Qui est super omnia Deus benedictus in secula.
 AD COR, I, X, [9] : Neque temptemus Christum sicut quidam.
Idem, XII, [4] : Divisiones gratiarum sunt.
 In eodem, [11] : Hec autem omnia operatur unus atque idem spiritus.
 [In] eodem, [28] : Quosdam quidem posuit Deus in Ecclesia.
 PA. AD COR. II^a, II (III), [17] : Dominus autem spiritus est.
 AD PHIL., II, [6] : Qui cum in forma Dei esset.
 AD COLO., I, [15] : Qui est ymago Dei primogenitus.
 AD TITUM, III, [4] : Cum autem apparuerit (apparuit) benignitas.
 AD HEB., I, [3] : Qui cum sit splendor glorie.
 In eodem, [8] : Tronus tuus, Deus, in seculum seculi, Virga.
 PE. II^a, II, [4] : Eteum, qui emit eos, Dominum negant.
 JO. II^a, [V, 7] : Tres sunt qui testimonium dant.
 [In] eodem, [20] : Scimus quoniam filius Dei venit et dedit.
 APOCA., I, [8] : Ego sum A et ω.
 Idem, X (XI), [8] : Ubi et dominus eorum crucifixus est.

- YSA., IX, [6] : Parvulus enim natus est nobis.
In eodem, [VII, 14] : Et vocabitur nomen eius Hemanuel.

[II]. — SECUNDO CAPITULO PROBATUR QUOD DEUS QUI EST TRINUS IN PERSONIS ET UNUS IN ESSENTIA EST CREATOR OMNIUM VISIBILIIUM ET INVISIBILIIUM.

- MATTH., III, [3] : Dic ut lapides isti panes fiant.
Idem, V, [44, 45] : Diligite inimicos vestros, ut.
Idem, VI, [26] : Respicite volatilia celi, et pater.
Idem, VI (XI), [25] : Confitebor (confiteor) tibi, Domine, pater celi et terre.
 JO., I, [11] : In propria venit et sui eum non receperunt.
 PA. AD EPHE., III, [9] : In Deo, qui omnia creavit.
 AD COLO., I, [16] : Quoniam in ipso condita sunt universa.
 AD TIM. I^a, III, [4] : Spiritus autem manifeste.
In eodem, [3] : Ad percipiendum cum gratiarum actione.
 AD HEBR., III, [4] : Omnis namque domus fabricatur.
 APOC., III, [11] : Dignus [es], Domine, accipere gloriam.
Idem, X, [5] : Angelus quem vidi stantem supra mare.
 IN APOSTOLICO SYMBOLO : Creatorem celi et terre.

[III]. — TERTIO CAPITULO PROBATUR QUOD DEUS OMNIPOTENS NON SOLUM EST CREATOR SET ETHIAM (*sic*) FACTOR.

- MATTH., VI, [28] : Considerate lilia agri quoniam.
Idem, X, [29] : Nonne duo passeret asse veneunt .
 LU., XI, [40] : Stulti, nonne qui fecit quod de foris est.
 JO., I, [3] : Omnia per ipsum facta sunt.
In eodem, [10] : In mundo erat.
In eodem, [11] : In propria venit.
Idem, III, [16] : Sic Deus dilexit mundum.
Idem, VIII, [54] : Est pater meus qui glorificat me, quem.
 LU. in ACT., III, [24] : Tu [es], Domine, qui fecisti celum.
 STEFANUS in ACT., VII, [49] : Celum michi sedes est, terra autem.
 PAULUS in ACT., XIII, [14] : Viri, quid hec facitis ?

- PAULUS IN ACT., XVII, [24] : Deus qui fecit mundum.
 PAULUS AD RO., I, [20] : Invisibilia enim ipsius.
 PAULUS AD COR. I^a, XII, [18] : Nunc autem posuit Deus membra.
 AD COR. II^a, III, [6] : Quoniam Deus qui dixit de tenebris.
 AD HEB., I, [1] : Multifariam.
Idem, [2] : Per quem fecit et secula.
 [In] eodem, [10] : Et tu, Domine, in principio terram.
Idem. XI, [3] : Fide intelligimus aptata [esse] secula.
 APO., XIII, [6] : Et vidi alterum angelum.

III. — QUARTO CAPITULO PROBATUR QUOD OMNIPOTENS DEUS ADE ET EVE
 ET ALIORUM CORPORUM NATURA[M] PLASMAVIT.

- MATTH., XIX, [4] : Qui fecit ab initio masculum et.
 MATTH., X, [6] : Ab initio autem creature masculum et
 feminam.
 LU., III, [38] : Qui fuit Adam, qui fuit Dei.
Idem, XI, [40] : Stulte (stulti), nonne qui fecit quod
 deforis est.
 PAULUS IN ACT., XVII, [26] : Fecitque ex uno omne genus.
 PAULUS AD ROM., VI, [13] : Set neque exhibuistis membra vestra.
 [In] eodem, [19] : Sicut enim exhibuistis membra vestra.
Idem, XI (IX), [20] : Numquid dicit figmentum ei qui se
 finxit.
 AD COR. I^a, III, [16] : Nescitis quod templum Dei estis vos.
Idem, VI, [15] : Nescitis quoniam corpora vestra.
 . In eodem, aut nescitis?
Idem, XI, [7] : Vir quidem non debet velare caput.
 AD COR. II^a, VI, [16] : Vos estis templum Dei vivi.
 YSA., XLV, [9] : Ve qui contradicunt fictori suo.
 DAVID [Ps. CVIII, 73] : Manus tue fecerunt me et plasmaverunt.

V. — QUINTO CAPITULO PROBATUR QUOD ABEL BONUS FUIT ET IUSTUS,
 ET QUOD BONO DEO PLACUIT.

- MATTH., XXIII, [35] : A sanguine Abel iusti usque.
 AD HEB., XI, [4] : Fide plurimam hostiam, usque ad loqui-
 tur.

JOAN. Ia, III, [12] : Non sicut Cayn qui ex maligno, *usque ad iusta.*
 Igitur propter iustitiam mortuus est.
 Ergo fuit sanctus et bonus, quia
 beati qui persecuntur [Matth., v., 10].

[VI]. — SEXTO CAPITE PROBATUR QUOD HENOC BONUS FUIT
 ET BONO DEO PLACUIT.

AD HEB., XI, [5] : Fide Enoch translatus est.
 JUD., [14] : Prophetavit autem [et] de hiis septimus.

[VII]. — SEPTIMO CAPITE PROBATUR QUOD OMNIPOTENS DEUS TEMPORE
 NOE DILUVIUM MUNDI INDUXIT ET QUOD NOE BONUS FUIT.

LU., XVII, [26] : Et sicut factum est in diebus Noe.
 AD HEB., XI, [7] : Fide Noe responso accepto.
 PE. Ia, III, [19] : In quo et hiis qui in carcere erant.
Idem II^a, II, [4] : Si enim Deus angelus peccantibus.
Idem, III, [5] : Latet enim eos hoc volentes, quod celi.
 GEN., VI, [5] : Vidit Deus multam malitiam esse super
 terram et quod cuncta cogitatio
 hominis (cordis) intenta esset ad ma-
 lum. Ipse ait : Delebo.
 Ita quod propter peccatum delevit eos.
 Set diabolo omnia peccata placent.
 Ergo Deus fuit ille qui tunc delevit
 impios, cui peccata displicent.

[VIII]. — OCTAVO CAPITE PROBATUR QUOD BONUS DEUS APPARUIT
 ABRAHE ET EI LOQUUTUS EST.

LU., I, [55] : Sicut locutus est ad patrem nostrum
 Habraham.
In eodem, [73] : Jusiurandum quod iuravit ad Habraham.
 JO., VIII, [56] : Abraham pater vester exultavit.
 PE[TRUS] IN ACT., III, [25] : Vos estis filii prophetarum et testa-
 menti.
 STEFANUS IN ACT., VII, [2] : Deus glorie apparuit patri.

- AD ROM., IIII, [16] : Set et ei qui ex fide est Abrahe.
In eodem : Abrahe dicte sunt promissiones et
 semini eius.
- AD [H] EB., VI, [13] : Abrahe namque promittens Deus.
Idem, XI, [8] : Fide qui vocatur Abraham obedivit.
In eodem, [11] : Fide et ipsa Sara sterilis.
In eodem, [17] : Fide obtulit Abraham Isaac.
- JA., II, [22] : Abraham pater noster non[n]e.
 PET. I^a, III, [5] : Sic enim aliquando et sancte mulieres.

[IX]. — NONO CAPITULO PROBATUR QUOD BONI ANGELI FUERUNT QUOS
 ABRAHAM HOSPICIO SUSCEPIT.

- MATTH., XXVIII, [3] : Respondens autem angelus.
 MAR., XVII (XVI), [5] : Et introeuntes in monumentum.
 LU., I, [26] : Missus est angelus Gabriel.
Idem, II, [9] : Et ecce.
 JO., XX, [12] : Et vidit duos angelos in albis sedentes.
 LUC. IN ACT., I, [10] : Cumque intuerentur in celum.
Idem, V, [19] : Angelus Domini per noctem aperiens.
Idem, VIII, [26] : Angelus Domini locutus est ad Philip-
 pum.
Idem, X, [3] : Vidit in visu Cornelius angelum.
Idem, XII, [7] : Ecce angelus Domini astitit, et lumen.
 AD HEB., XIII, [4] : Karitas fraternitatis maneat.

In veteri et novo Testamento legitur
 apparuisse angelos certis hominibus
 et cum eis locutos fuisse : in veteri
 Testamento Abraham, Ysaac, Jacob,
 Loth et Moysi ac Josue ; in novo Tes-
 tamento, multis iustis hominibus
 sunt locuti, sicuti per auctoritates
 apertissime probari potest.

[X]. — DECIMO CAPITULO PROBATUR QUOD DEUS OMNIPOTENS ABRAHE
 DEDIT CIRCUNCISIONEM.

- LU., II, [21] : Et postquam consummati sunt dies
 octo.

JOAN. Ia, III, [12] : Non sicut Cayn qui ex maligno, *usque ad iusta.*
 Igitur propter iustitiam mortuus est.
 Ergo fuit sanctus et bonus, quia
 beati qui persecuntur [Matth., v., 10].

[VI]. — SEXTO CAPITE PROBATUR QUOD HENOC BONUS FUIT
 ET BONO DEO PLACUIT.

AD HEB., XI, [5] : Fide Enoch translatus est.
 JUD., [14] : Prophetavit autem [et] de hiis septimus.

[VII]. — SEPTIMO CAPITE PROBATUR QUOD OMNIPOTENS DEUS TEMPORE
 NOE DILUVIUM MUNDI INDUXIT ET QUOD NOE BONUS FUIT.

LU., XVII, [26] : Et sicut factum est in diebus Noe.
 AD HEB., XI, [7] : Fide Noe responso accepto.
 PE. I^a, III, [19] : In quo et hiis qui in carcere erant.
Idem II^a, II, [4] : Si enim Deus angelus peccantibus.
Idem, III, [5] : Latet enim eos hoc volentes, quod celi.
 GEN., VI, [5] : Vidit Deus multam malitiam esse super
 terram et quod cuncta cogitatio
 hominis (cordis) intenta esset ad ma-
 lum. Ipse ait : Delebo.
 Ita quod propter peccatum delevit eos.
 Set diabolo omnia peccata placent.
 Ergo Deus fuit ille qui tunc delevit
 impios, cui peccata displicent.

[VIII]. — OCTAVO CAPITE PROBATUR QUOD BONUS DEUS APPARUIT
 ABRAHE ET EI LOQUUTUS EST.

LU., I, [55] : Sicut locutus est ad patrem nostrum
 Habraham.
In eodem, [73] : Jusiurandum quod iuravit ad Habraham.
 JO., VIII, [56] : Abraham pater vester exultavit.
 PE[TRUS] IN ACT., III, [23] : Vos estis filii prophetarum et testa-
 menti.
 STEFANUS IN ACT., VII, [2] : Deus glorie apparuit patri.

AD ROM., IIII,	[46] : Set et ei qui ex fide est Abrahe.
<i>In eodem :</i>	Abrahe dicte sunt promissiones et semini eius.
AD [H] EB., VI,	[43] : Abrahe namque promittens Deus.
<i>Idem</i> , XI,	[8] : Fide qui vocatur Abraham obedivit.
<i>In eodem</i> ,	[11] : Fide et ipsa Sara sterilis.
<i>In eodem</i> ,	[17] : Fide obtulit Abraham Isaac.
JA., II,	[22] : Abraham pater noster non[n]e.
PET. I ^a , III,	[5] : Sic enim aliquando et sancte mulieres.

[IX]. — NONO CAPITULO PROBATUR QUOD BONI ANGELI FUERUNT QUOS
ABRAHAM HOSPICIO SUSCEPIT.

MATTH., XXVIII,	[3] : Respondens autem angelus.
MAR., XVII (XVI),	[3] : Et introeuntes in monumentum.
LU., I,	[26] : Missus est angelus Gabriel.
<i>Idem</i> , II,	[9] : Et ecce.
JO., XX,	[12] : Et vidit duos angelos in albis sedentes.
LUC. IN ACT., I,	[10] : Cumque intuerentur in celum.
<i>Idem</i> , V,	[19] : Angelus Domini per noctem aperiens.
<i>Idem</i> , VIII,	[26] : Angelus Domini locutus est ad Philip- pum.
<i>Idem</i> , X,	[3] : Vidit in visu Cornelius angelum.
<i>Idem</i> , XII,	[7] : Ecce angelus Domini astilit, et lumen.
AD HEB., XIII,	[4] : Caritas fraternitatis maneat.

In veteri et novo Testamento legitur apparuisse angelos certis hominibus et cum eis locutos fuisse : in veteri Testamento Abraham, Ysaac, Jacob, Loth et Moysi ac Josue ; in novo Testamento, multis iustis hominibus sunt locuti, sicuti per auctoritates apertissime probari potest.

[X]. — DECIMO CAPITULO PROBATUR QUOD DEUS OMNIPOTENS ABRAHE
DEDIT CIRCONCISIONEM.

LU., II,	[21] : Et postquam consummati sunt dies octo.
----------	---

- STEFANUS IN ACT., VII, [8] : Et dedit illi testamentum circumcissionis.
- LUC. IN ACT., XVI, [3] : Et assumens circumcidit eum.
- AD RO., II, [25] : Circumcisio quidem prodest si leg.
- Idem*, III, [4] : Quid ergo amplius est Judeo atque.
- Idem*, IIII, [9] : Dicimus enim quia reputata est Abrahe.
- Idem*, XV, [8] : Dico enim Christum Jhesum ministrum fuisse circumcisionis.

[XI]. — UNDECIMO CAPITULO PROBATUR QUOD OMNIPOTENS DEUS EST ILLE QUI LOQUUTUS FUT YSAAC.

- MATTH., VIII, [11] : Dico autem vobis quod multi ab oriente.
- Idem*, XXII, [32] : Ego sum Deus Abraham et Deus Ysaac.
- AD HEB., XI, [9] : Fide Abraham demoratus est.
- [In] eodem, [13] : Juxta fidem defuncti sunt omnes isti, non.
- LU., XIII, [28] : Cum videritis Abraham, Ysaac.
- PR[ETRUS] IN ACT., III, [13] : Deus Abraham et Deus Ysaac.

[XII]. — DUODECIMO CAPITULO PROBATUR QUOD OMNIPOTENS DEUS DESTRUXIT SODOMAM ET GOMORRAM, ADAMA, SOBAYN ET SEGOR.

- LU., XVII, [28] : Similiter sicut factum est.
- PET. II^a, II, [4] : Si enim Deus angelis peccantibus.
- [In] eodem, [6] : Et civitates Sodomorum, usque eripuit.
- [In] eodem, [9] : Novit Deus pios de temptatione eripere.
- JUD., [7] : Sicut Sodoma et Gomorra.

[XIII]. — TERTIO DECIMO CAPITULO PROBATUR QUOD OMNIPOTENS DEUS BENEDICTUS EDUXIT POPULUM YSRAEL DE TERRA EGYPTI ET QUOD IN MONTE SYNAI MOYSI SERVO SUO LEGEM DEDIT.

- MATTH., V, [7] : Non veni solvere legem set adimplere.
- Idem*, XV, [3] : Quare et vos transgredimini mandata (mandatum).
- In eodem*, [31] : Et magnificabant Deum Israel.
- Idem*, XIX, [17] : Si vis ad vitam ingredi, serva mandata.
- Idem*, XXII, [37] : Diliges Deum tuum et proximum.

LU., I,	[6] : Erant autem iusti ambo ante Deum.
Idem, II,	[21] : Et postquam consummati sunt.
Idem,	[39] : Ut perfecerunt.
JOAN., V,	[46] : Si enim crederetis Moysi.
Idem, XIX,	[32] : Venerunt milites.
Idem,	[36] : Facta sunt hec ut.
STEFANUS IN ACT., VII,	[37] : Hic est Moyses qui dixit.
In eodem,	[51] : Dura cervice, et incircumcisis cordibus.
PA[ULUS] IN ACT., XIII,	[17] : Deus plebis Israel elegit.
[In] eodem,	[26] : Viri fratres, filii generis Abraham.
Idem, XXIII,	[14] : Confiteor autem hoc tibi quia.
AD. RO., III,	[20] : Per legem enim cognitio peccati.
Idem, VII,	[12] : Lex quidem sancta et mandatum.
[In] eodem,	[14] : Scimus enim quia lex spiritalis est; ego.
AD GAL., III,	[19] : Lex; propter transgressionem.
AD HEB., III,	[7] : Quapropter sicut dicit Spiritus Sanctus.
Idem, VIII,	[8] : Ecce dies venient, dicit Dominus.
Idem, XI,	[24] : Fide Moyses grandis factus, usque remunerationem.

.

II

SUMMA CONTRA HAERETICOS

Bibl. Nation., ms. latin 13152, fol. 1, 2.

.....
 AD Ro., XV, [8] : Dico enim Christum Jhesum.
 LU., II, [21] : Et postquam consumati sunt dies VIII.

XI. — QUOD DEUS OMNIPOTENS EST ILLE QUI LOQUTUS FUIT YSAAC.

MATTH., XXII, [32] : Ego sum Deus Abraham et Deus Ysaac.
 ACT., II (III), [13] : Deus Abraham et Deus Ysaac.
 AD EB., XI, [17] : Fide Abraham.
 In e[od.] [13] : Juxta fidem mortui (defuncti).
 MATTH., [VIII], [11] : Dico autem vobis : multi ab oriente.
 LU., XIII, [28] : Cum videritis Abraam, Ysaac.

XII. — QUOD OMNIPOTENS DEUS DESTRUXIT SODOMAM ET GOMORRHAM
ADAMAM, SOBOI ET SEGOR.

PE. 1^a [II PET., II, 4] : Si angelis peccantibus.
 In eodem, [6] : Et civitates Sodomorum et Gomorrhoeorum.
 LU., VII (XVII), 28] : Similiter factum est in diebus Loth.

[XIII]. — QUOD OMNIPOTENS BONUS EDUXIT POPULUM DE EGYPTO ; IN
MONTE SINA [MOYSI SERVO] SUO LEGEM DEDIT.

ACT., III (XIII), [17] : Deus plebis Israel.
 JUD. EP., I, [5] : quoniam Jhesus populum *eduxit*.
 ACT., XXIII, [14] : confiteor autem hec.
 MATTH., V, [17] : non enim veni solvere legem.
 MATTH., XV, [3] : quare et vos transgredimini.
 MATTH., [XV, 31] : turbe admirarentur.
 MATTH., XXII, [37] : diliges Dominum Deum tuum.

MATTH., XIX,	[17] : si vis ad vitam ingredi.
LU., I,	[6] : erant autem iusti incedentes.
LU., II,	[22] : et postquam completi sunt.
LU., [II,	39] : et ut perfecerunt omnia.
JO., V,	[46] : si creditis Moysi.
ACT., VII,	[37] : hic est Moyses.
AD RO., III,	[20] : per legem cognitio.
JO., XIX.,	[32] : venerunt milites.
ACT., VII,	[51] : dura cervice.
AD GAL., III,	[19] : lex propter transgressionem.
AD HEB., III,	[7] : quapropter sicut dicit spiritus.
AD COR. I., X,	[9] : neque centenis (tentemus).
PET. I., I,	[14] : non [con]figurati prioribus.
<i>[Item], in e.,</i>	[46] : quoniam scriptum est : Sancti.
JA., II,	[9] : si personas accipitis.
AD HEBR., VIII,	[8] : ecce dies venient.
AD GALA., III,	[22] : Scriptum est enim : Quoniam Abraham.
AD RO., VII,	[12] : Lex quidem sancta.
AD RO., VII,	[14] : Scimus [enim quia] lex.
AP0., XV,	[3] : canticum Moysi servi.
AD HEBR., XI,	[23 et 24] : fide Moysi (Moyses).

[XIII].—QUOD PROPHETE SANCTI [ET] IUSTI FUERUNT ET SPIRITU SANCTO
SPIRANTE PROPHETAVERUNT.

AD HEBR., [XI,	32] : Quid adhuc dicam ?
MATTH., V,	[12] : Si[c] enim persecuti sunt prophetas.
JA., V,	[10] : exemplum accipite.
LU., X,	[23] : Beati oculi qui vident.
PET. I ^a , I,	[10] : de qua salute exquisierunt.
PET. II, [I,	21] : Non enim voluntate.
<i>In e.</i>	Spiritu Sancto inspirante (inspirati).
ACT., III,	[18] : Deus autem qui (quae) prenunti[avit].
ACT., [III,	21] : que loquutus est Deus.
ACT., [III,	24] : Omnes prophete a Samuel.
LU., II [I,	70] : Sicut locutus est per os.
AD HEBR., I,	[4] : Multipharie (multiphariam).
AD COR. II, III,	[13] : habentes autem.
ACT., XV,	[15] : Et huic.

[XV]. — QUOD DEUS OMNIPOTENS SANCTUS ET IUSTUS FUT.

ACT., XIII,	[30 et 34] : Deus suscitavit.
ACT., II,	[29] : Viri fratres, liceat.
ACT., IIII,	[24] : Deus, [tu es] qui fecisti celum.
LU., I,	[69] : et erexit cornu.

[XVI]. — QUOD HELIAS PROPHETA SANCTUS ET IUSTUS FUT.

AD ROM., II,	[2] : An nescitis in Helia.
LU., IIII,	[23] : In veritate dico vobis.
JA. Ep., V,	[17] : Helias homo erat.
LU., IX,	[30] : Erant Moyses et Helyas.
LU., IIII,	[27] : et multi leprosi fuerunt (erant).
MATTH., XVII,	[3] : ecce apparuerunt ei (illis).
	[11] : Et Helias quidem venturus est.
MAR., IX,	[3] : et apparuerunt (apparuit) illis.
	[11] : Helias cum venerit.
MALACHIAS, [IV,	5] : Ecce ego mittam vobis.

[XVII]. — QUOD JOHANNES BAPTISTA SANCTUS ET IUSTUS FUT.

MATTH., IIII,	[1] : In diebus illis.
	[13] : Et tunc venit Jhesus.
MATTH., XI,	[10] : Hic est de quo scriptum est.
[XVII,	13 : Tunc intellexerunt.
MAR., I,	[2] : Ecce ego mitto.
LU., I,	[5] : Fuit in diebus.
	[80] : Puer autem crescebat.
	[76] : Et tu puer propheta.
LU., III,	[19] : Herodes autem teth[r]arca.
Jo., I,	[6] : Fuit homo missus a Deo.
	[15] : Johannes testimonium.
	[19] : Et hoc est testimonium Johannis.
	[29] : Altera die vidit Johannes
	[35] : Altera die iterum stabat.
Jo., III,	[27] : Respondit Johannes et dixit : Non po- test homo.
LU., VII,	[30] : Pharisei autem.

MATTH., XXI, [32] : Venit ad vos Johannes.

ACT., XIX (corr.: Joan.) [V, 33] : Vos misistis ad Johannem.

[XVIII]. — QUOD CHRISTUS SECUNDUM HUMANITATEM EST DEI FILIUS

Jo., I, [14] : Et vidimus gloriam eius.

LU., I, [35] : ideoque quod nascetur ex te.

Jo., I, [18] : Deum nemo vidit umquam.

Jo., III, [16] : Sic Deus dilexit mundum.

Jo., V, [19] : Amen, amen dico vobis.

Jo., IIII (III), [18] : Qui non credit.

Jo., IX, [35] : Tu credis in filium Dei ?

AD COL., I, [15] : Quod (qui) est ymago Dei.

AD HE., I, [1] : Multipharie (multifariam).
[3] : qui cum sit splendor glorie.

ACT., III, [13] : Deus Abraham.

ACT., IIII, [24] : Domine, (tu es) qui fecisti celum.

Jo. I, IIII, [10] : In hoc caritas est.

Idem, eodem libro, [V, 13] : Hec scribo vobis.

[12] : Qui habet filium, habet.

[III, 15] : Quisquis confessus fuerit.

[XIX]. — QUOD DEUS NOVAS ANIMAS INFUNDIT NOVIS CORPORIBUS

Jo., V, [17] : Pater meus usque modo operatur.

AD Ro., [VIII, 20] : Vanitati enim creatura.

ACT., XVII, [25] : Cum ipse debet (det).

YSA., [XLII, 5] : Deus creans.

[XX]. — QUOD ANIMA EST IN CORPORE, NON ANGELUS.

MATTH., X, [28] : Nolite timere eos.

[39] : Qui invenit animam suam.

MATTH., (corr. LU.), XII, [20] : animam tuam hac nocte.

[23] : Anima plus est quam esca.

LU., IX (XVII), [33] : Quicumque quesierit animam suam.

MAR., VII (VIII), [36] : Quid proderit homini.

MATH., VII (VI), [25] : Nonne anima plus est.

MATH., VI (XI), [29] : et invenies [invenietis] requiem.

ACT., XX, [10] : Nolite turbari.

Preterea si maligni spiritus sunt qui vivificant corpora, cur Deus eruebat malignos spiritus de corporibus? Cum alios spiritus non haberent secundum falsam opinionem, monstra remanebant; quod falsum est. Anima igitur est in corpore hominis, non angelus, sicut per supradictas auctoritates manifestum patet.

[XXI]. — QUOD ANIMA HOMINIS EST IMMORTALIS.

MATTH., XII,	[26] : Ego sum Deus Abraham.
MATTH., XXV,	[34] : Venite, benedicti.
MAR., X,	[29] : Nemo est qui relinquat domum.
LU., X,	[20] : Verumptamen in hoc nolite gaudere.
LU., XVI,	[22] : Factum est ut moreretur.
	[23] : Mortuus est autem.
LU., XXIII,	[7] : [filium] hominis tradi.
JO., V,	[28] : Nolite mirari hoc.
JO., VI,	[52] : Si quis manducaverit.
JO., XI,	[25] : Qui credit in me.
APO., VI,	[9] : Vidi sub (subtus) altari.
ACT., II,	[27] : Quoniam non derelinquens animam.
AD COR. I, XV,	[14] : Si autem Christus.
JO., XII,	[48] : sermo quem locutus sum.
AD TESS. I, III,	[14] : Hic (hoc) enim vobis decimus.
AD PHI., I,	[21] : Michi vivere Christus.
APO., XXII,	[12] : Ecce venio cito.
XXII,	[22] : Ecce venio cito.
APO., XIII,	[13] : Scribe : Beati mortui.
JO. I, II,	[17] : qui autem facit voluntatem.
MATTH., XII,	[36] : dico autem vobis.
MATTH., X,	[28] : Nolite timere,
	Igitur anima est immortalis.

[XXII]. — QUOD CHRISTUS AD SALVANDAS HOMINUM [ANIMAS] VENIT

MATTH., IX,	[13] : Non enim veni vocare.
MATTH., XI,	[29] : Tollite iugum.

MATTH., XXVI,	[26] : Accipite et comedite.
MAR., XIII,	[23] : et accepto calice.
LU., I,	[79] : illuminare [h]is.
JO., I,	[29, 36] : Ecce agnus Dei.
JO., XII,	[46] : Ego lux in mundum.
JO. (JA.) Ep ^a , I,	[12] : Beatus vir.
JO. (JA.) Ep ^a ,	[11, 5] : Nonne Deus elegit.
PE. Ep. I ^a , I,	[18] : Scientes quod non corruptibilibus.
PE. Ep. I ^a , III,	[18] : Christus semel pro peccatis.
JO. I ^a , I [I],	[4] : Filioli mei, hec scribo.
Id. Ep. I ^a , III,	[10] : In hoc est caritas.
AP0., I	[5] : Qui dilexit nos.
AD ROM., V,	[6] : Ut quid enim Christus.
AD ROM., III,	[25] : Christus traditus est.

[XXIII]. — QUOD DEMONES PENITUS DEPENABUNTUR.

MATTH., XXV,	[41] : Discedite a me.
LU., VIII,	[32] : et rogabant eum.
PE. II ^a , II,	[4] : non (si) enim Deus angelis.
JU. Ep ^a ., I,	[6] : angelos vero.
AP0., XIX,	[20] : Et apprehensa est.
AD HEB., II,	[16] : Nusquam enim angelos.
JO., VIII,	[49] : Ego demonium non [habeo].

[XXIII]. -- QUOD SPIRITUS ANGELICI REMANSERUNT IN CELO POST LAPSUM LUCIFERI.

MATTH., I,	[20] : Hec autem eo cogitante.
MATTH., II,	[13] : Qui cum recessissent.
	[19] : Defuncto autem Herode.
X[X]VIII,	[2] : Ecce terremotus factus est.
MAR., XVI,	[5] : et introeuntes in monumento.
LU., X [I],	[11] : apparuit autem angelus.
[I,	[26] : Missus est angelus.
LU., II,	[13] : et subito facta est.
LU., XXIII [I],	[4] : Ecce duo viri.
JO., V,	[4] : Angelus autem Domini.
JO., XX,	[12] : Et vidit. II. angelos.

APOL., I,	[1] : Significavit mittens per.
ACT., I,	[10] : Ecce.II. viri steterunt.
ACT., V[III],	[26] : Angelus autem Domini locutus est Philippo.
ACT., X,	[3] : Vidit angelum Domini.
ACT., XII,	[7] : ecce angelus Domini.
AD GAL., [I,	8] : Si oportet nos autem angeli [sed licet nos, aut angelus de coelo].
AD HEB., I,	[13] : ad quem autem angelorum.
MATTH., XXVI,	[33] : An putas quia [non] possum.

[XXV]. — QUOD BEATISSIMA MARIA FUIT MULIER.

MATTH., I,	[19] : Joseph vir eius cum esset iustus.
LU., I,	[27] : ad virginem desponsatam viro.
LU., II,	[5] : cum Maria, desponsata.
	[6] : et impleti sunt dies ut pareret.
JO., II,	[4] : Quid michi et tibi est mulier ?
JO., XIX,	[26] : Mulier, ecce filius tuus.

[XXVI]. — QUOD BEATA MARIA HABUIT PATREM ET MATREM.

LU., I,	[36] : Ecce Elisabeth cognata tua.
LU., II,	[4] : Ascendit et Joseph... eo quod esset.
	[42] : Qui (cum) factus est (esset).
LU., I,	[69] : Et erexit cornu.
ACT., XIII,	[22] : Inveni David filium.
ACT., II,	[30] : Propheta igitur cum esset.
JO., XIX,	[25] : Stabant iuxta crucem.

[XXVII]. — QUOD BEATE MARIE FUIT FILIUS CHRISTUS SECUNDUM HUMANITATEM.

MATTH., II, (I),	[20] : quod enim in ea natum est.
	[25] : et non cognoscebat eam donec.
MATTH., II,	[3] : Cum ergo natus esset Jhesus.
	[11] : et intrantes domum invenerunt.
MATTH., II,	[13] : Surge et accipe puerum.
MATTH., XII,	[46] : Adhuc eo loquente.
MAR., III,	[31] : et venerunt mater eius et filius (fratres).

Lu., I,	[31] : Ecce concipies et paries.
	[35] : ideoque quod nascetur ex te.
	[42] : benedicta tu in mulieribus.
II,	[1] : exiit edictum.
	[34] : et benedixit illi[s] Symeon.
	[48] : et dixit mater eius ad eum.
Lu., VIII,	[49] : Venerunt ad eum mater.
Jo., II,	[1] : Nupcie facte sunt in Cana.
	[3] : et dicit mater eius ministris.
Jo., XIX,	[25] : Stabant autem iuxta crucem.
Act., I,	[14] : et hi omnes erant unanimiter.

[XXVIII]. — QUOD CHRISTUS VERAM CARNEM DE VIRGINE ASSUMPSIT.

Lu., I,	[26] : in mense autem sexto.
Ysa., [X,	[1] : Egredietur virga de radice Jesse.
Ad Cor. I, [XV,	[12] : Erit radix Jesse.

O insane et furiosum caput Hereticorum! Si filium (filius) Dei verum corpus non sumpsit ex substantia beate Virginis, set fantasticum corpus habebat, et oculos hominum ymaginaria visione deducebat ut mentiuntur, dicant quem Maria pregnans habebat in utero, quem peperit, quem pannis involvit, quid in presepio reclinavit, quid pastores invenerunt in presepio, quid etiam fuit quod angelus pastoribus nuntiavit. Preterea infans fuit ille de quo pastorebus angelus signum dedit, dicens : Et hoc vobis sigum : invenietis infantem pannis involutum et positum in presepio [Luc., II, 12]. Quid. VIII. die circumcissum est? Cui nomen impositum est? Quid potius (*corr. post*) impletionem dierum ad templum delatum est? Quid sistebatur in templo pro oblationem (*sic*) turturum sive columbarum? Data est,

quia, ut ait evangelist^a, omne masculinum adapperiens vulva[m] sanctum Domino vocabitur [Luc., II, 23]. Denique sanctus ille Symeon, quid in ulnas accepit? Quid sancta vidua illa Anna in spiritu ipsa hora superveniens vidit, et prophetavit de omnibus que expectabant redemptionem Israel? [Luc., II, 36-38]. Quid sedebat in templo et disputabat cum doctoribus? MATTH., I, [18]: Cum esset desponsata; [MAR., I, 19]: In diebus illis venit Jhesus baptizans (et baptizatus est), etc.

SET RESPONDEANT ITERUM NUNC SUBVER-
SORES VERITATIS.

Quid Magi viderunt et adoraverunt postremum? Quid Joseph in Egyptum portavit? Quid cum de Egypto reduxit? Quid puer fuit ille, cum animam que-rebat homo Deus? Si non veram carnem assumsit, quomodo puer erat, vel quomodo animam habebat? Quid denique dormiebat in navi? Quid contristabatur? Quid fatigabatur ex itinere? Quid sedebat super pullum asine? Quomodo misere urbis excidium flevit? Quid etiam fuit illud qui (sic) flevit nisi verum corpus? Quid mulier peccatrix fudit unguento? Quid ministri Judeorum comprehenderunt? Quid etiam ligaverunt? Quid insultis miserunt? Quid crucifixerunt? Quid pependit in ligno? Quid expiravit in cruce, clamando: Pater, in manus [tuas] comendo spiritum meum? [Luc., XXIII, 46] Quid miles lancea perfodit, unde sanguis et aque profluxerunt? Postremo quid depositum de cruce Joseph involvit in sin-

done? Quid posuit in monumento?
 Quid etiam mulieres ungere volebant?
 Set quid Joseph et Nichodemus unge-
 runt unguento? Quid etiam fuit quod
 III^a die resurrexit?

- MATTH., I, [16]: Liber generationis Jhesu Chisti... Jacob
 genuit Joseph virum Marie.
 [18]: Christi autem generatio sic erat.
 AD ROM., IX, [4]: quorum adoptio est filiorum.
 AD ROM., I, [3]: qui factus est ei ex semine.
 ACT., II, [30]: Propheta igitur cum esset.
 ACT., XIII, [Rom. I, 3]: Ex semine David secundum carnem.
 AD TIM., II, II, [8]: Memor esto.
 AD TIM. I^a, II, [5]: unus enim Deus.
 AD TIT., III, [4]: apparuit benignitas.
 AD PHIL., II, [5]: Hoc enim sentite in.
 AD HE., II, [13]: Ecce ego et pueri mei.
 AD HE., II, [16]: Nusquam enim angelos.
 JO. I^a, III, [1]: Karissimi, nolite omni spiritui.
 [2]: Omnis spiritus qui confitetur Jhesum.
 JO. II^a, [7]: Quoniam multi seductores exierunt.

[XXIX]. — QUOD VERE HABUIT CHRISTUS HUMANITATIS QUALITATEM.

- LU., II, [52]: Jhesus proficiebat sapientia.
 MATTH., III, [18]: Ambulans autem Jhesus.
 MATTH., [V, 4]: Videns autem Jhesus turbam.
 MATTH., VIII, [24]: ipse dormiebat.
 MATTH., IX, [10]: Et factum est, discumbente.
 MATTH., XI, [19]: Venit filius hominis manducans et
 bibens.
 MATTH., XXVI, [23]: qui intingit mecum.
 JO., III, [6]: Jhesus fatigatus ex itinere.
 JO., IX, [6]: Hec cum dixisset, expuit.
 MAR., VIII, [23]: et expuens in oculos.
 LU., XIX, [44]: Videns civitatem flevit.
 JO., XI, [35]: et lacrimatus est Jhesus.
 LU., VII, [38]: et stans secus pedes.

- LU., XXII, [43] : Apparuit autem ei angelus.
 [54] : apprehendentes autem duxerunt.
 [63] : Viri qui tenebant eum.
 LU., XXIII, : et surgentes mane. (*Corr.* : Marc.,
 XVI, 9 : surgens autem mane).
 JO., XIX, [1] : Tunc ergo apprehendit Pilatus Jhesum.
 [30] : Et inclinato capite.
 [34] : Set unus militum lancea.
 JO. I^a, V, [6] : Hic est qui venit par aquam.
 PET. I^a, II, [24] : Qui peccata nostra ipse.
 AD COR II., XIII (XIII), [4] : Nam etsi crucifixus est.
 JOAN., XIX, [38] : Post hec autem rogavit Pilatus *usque*
ad una autem sabbatorum.
 MAR., VII, [33] : et apprehendentes eum de turba.

[XXX]. — QUOD CHRISTUS HABUIT VERAM ANIMAM ET ANIME QUALITATES.

- MATTH., II, [20] : defuncti sunt enim qui querebant.
 MATTH., XX, [28] : filius hominis non venit,
 JO. I^a, III (III), [16] : in hoc cognovimus karitatem.
 JO., X, [11] : Ego sum pastor bonus.
 [17] : propterea me pater diligit.
 MAR., XV, [37] : Jhesus autem emissa voce.
 ACT., II, [27] : quoniam non derelinquens animam.
 [31] : providens igitur de resurrectione.

[XXXI]. — QUOD VERE HABUIT ANIME QUALITATES.

- MAR., III, [5] : et circumspiciens eos cum ira.
 MAR., XIII, [22] : Jhesus {ac}cepit panem.
 MATTH., XXVI, [37] : et assumpto Petro et II. filiis.
 JO., XIII, [21] : Cum hec dixisset, turbatus est spiritus
 (spiritu).
 JO., XI, [33] : [in]fremuit spiritu et turbavit seipsum.
 Fremitus et turbatio sunt vere anime
 qualitates et proprietates.

[XXXII]. — QUOD CHRISTUS FUIT MORTUUS SECUNDUM HUMANITATEM.

- MATTH., XVI, [21] : quia oporteret eum ire Jerusalem.
 MATTH., XXVII, [30] : Jhesus iterum clamans.

MAR., VIII,	[31] : et cepit docere eos.
MAR., XV,	[37] : Jhesus autem emissa [voce] magna.
LU., XIX (IX),	[22] : hoc dicens : Quia oportet filium hominis
LU., XXIII,	[46] : Pater, in manus tuas.
LU., XXIII,	[19] : de Jhesu Nazareno.
JO., XVIII,	[33] : ad Jhesum autem cum venissent.
JA., V,	[11] : Ecce benedicimus (beatificamus) eos qui sustinuerunt.
PET. I ^a , I,	[2] : in obedientiam et aspersionem.
PET. I ^a , I,	[19] : set precioso sanguine quasi agni.
APOL., I,	[5] : et a Jhesu Christo qui est testis.
	[17] : Ego sum primus et novissimus.
ACT., III,	[12] : Viri Israelite, quid admiramini.
	[15] : auctorem vite contensistis (interfecis- tis).
AD ROM., V,	[3] : An ignoratis quia quicumque.
XIII,	[15] : Noli cibo tuo illum.
JO., II,	[19] : Solvite templum hoc.
ACT., X,	[39] : quem occiderunt suspendentes.
AD COR. [I], XV,	[3] : Tradidi enim vobis.
APOL., II,	[8] : Hec dicit primus et novissimus.
PET. I ^a , III,	[18] : Christus semel pro peccatis.
AD ROM., VIII,	[34] : Christus qui mortuus est.
AD COR. II, V,	[14] : existimantes (aestimantes) hoc.

[XXXIII]. — QUOD CHRISTUS DESCENDIT AD INFERNUM.

MATTH., XI,	[3] : Tu es qui venturus es.
LU., XI,	[21] : cum fortis armatus.
ACT., III,	[12] : Viri Israelite, quid admiramini.
AD ROM., X,	[6] : Ne dixerit in corde tuo (dixeris in corde tuo).
AD COL., II,	[13] : et vos cum ceteris mortui (cum mor- tui essetis).
IN APOSTOLICO SIMBOLO :	Descendit.
AD EPHE., III,	[8] : ascendens ipse in altum.
	[9] : Quod autem ascendit, quid est.

[XXXIIII]. — QUOD CHRISTUS RESURREXIT A MORTUIS.

MATTH., XXVIII,	[5] : Scio enim quod Jhesum qui crucifixus est.
MAR., XVII (XVI),	[6] : Jhesum queritis.
LU., XXIII,	[15] : Et factum est cum fabularentur.
JO., XX,	[11] : Maria autem stabat ad monumentum.
AP0., [I,	[5] : a Jhesu Christo qui est testis fidelis.
[XXII,	[13] : ego sum primus et novissimus.
ACT., I,	[3] : quibus prebuit seipsum.
	[4] : et convalescens precepit eis.
ACT., II,	[22] : Viri Israelite.
ACT., X,	[40] : hunc suscitavit.
XXVI,	[23] : Si passibilis Christus.
AD ROM., I,	[4] : ex resurrectione mortuorum.
AD ROM., X,	[5] : Moises scripsit.
AD TIM. II, II,	[8] : Memor esto Dominum.
ACT., I,	[22] : testem resurrectionis.
PET. I, III,	[21] : per resurrectionem Jhesu Christi.
ACT., III,	[26] : Vobis primum suscitans.
ACT., IIII,	[10] : quem vos crucifixistis.

[XXXV]. — QUOD CHRISTUS ASCENDIT IN CELUM.

ACT., IIII,	[33] : virtute magna.
ACT., V,	[30] : Deus patrum nostrorum.
MAR., XVI,	[19] : Et Dominus quidem Jhesus postquam.
LU., XXIII,	[51] : et factum est dum benediceret.
MATTH., XXV,	[14] : Sicut enim homo peregre proficiscens.
ACT., VII,	[56] : Ecce video celos apertos.
ACT., IX,	[5] : Ego sum Jhesus Nazarenus.
ACT., I,	[10] : Cumque intuerentur in celum.
JO., XIII (XIII),	[2] : Si quo minus dixissem.
JO., XVI,	[5] : et nunc vado ad eum.
JO., XVI,	[7] : set veritatem dico vobis.
PE. I ^a , III,	[21] : per resurrectionem Jhesu.
ACT., III,	[20] : ut cum venit (venerint).
ACT., II,	[34] : Non enim David ascendit in celum ; dixit enim Dominus Domino meo : Sede.

[XXXVI]. — QUOD CHRISTUS VENTURUS EST IUDICARE VIVOS ET MORTUOS.

MATTH., XIX,	[28] : Amen dico vobis, quod vos qui secuti.
MATTH., XXIII.	[30] : Et tunc plangent omnes tribus.
	[44] : ideo vos estote parati.
MATTH., XXV,	[6] : Media autem nocte.
	[31] : Cum autem venerit filius hominis.
MAR., XIII,	[62] : Ego sum et videbitis.
APC., I,	[7] : Ecce venit cum nubibus.
JO., XIX,	[37] : Videbunt in quem transfixerunt.
PE. I ^a , III,	[3] : Qui reddent rationem ei.
. V,	[4] : Cum apparuerit princeps.
ACT., I,	[11] : Sic veniet quemadmodum.
JO., V,	[22] : Neque enim pater iudicat quemquam.
AD TIM. II, [III,	[1] : Testificor enim coram Deo.

[XXXVII]. — QUOD VERA SIT CORPORUM RESURRECTIO, ET SANCTORUM GLORIFICATIO, ET ETERNA DAMPNATIO IMPIORUM.

MATTH., VII[I],	[12] : Filii autem regni.
MATTH., X,	[28] : Set potius Deum (illum) time.
MATTH., XXII,	[31] : de resurrectione autem.
MATTH., XXIII,	[22] : nisi brevia te (<i>sic</i>) fuissent.
MAR., XII,	[26] : de mortuis autem quod resurgant.
MAR., XIII,	[20] : nichil (nisi) breviasset Dominus.
LU., XX,	[37] : quia vero resurgant.
LU., XXIII,	[39] : palpate et videte.
JA., V.	[3] : aurum et vestrum argentum.
AD ROM., VIII,	[11] : Quod si spiritus eius.
	[23] : expectantes redemptionem.
AD COR. I ^a , XIV (XV),	[12] : Si autem Christus predicatur.
AD COR. II ^a , XII,	[2] : sive in corpore.
AD COR. II ^a , III,	[11] : ut et vita Jhesu.
MATTH., XXVII,	[52] : et multa corpora sanctorum.
APC., XI,	[7] : Et testimonium suum cum finierint.
	bestia que ascendit de abisso faciet
	adversus eos.

III

COMPILATIO AUCTORITATUM DE SACRAMENTIS ECCLESIAE

Bibl. Nat., ms. lat. 13152, fol. 2, 3.

INCIPIT COMPILATIO AUCTORITATUM DE SACRAMENTIS ECCLESIE CONTRA
HERETICOS [ET] MANICHEOS.

C. I. — PROBATIO QUOD CHRISTUS ANTE PASSIONEM SUAM DEDIT
CORPUS SUIS DISCIPULIS IN CENA, QUOD ECCLESIE COTIDIE CONFICIT
IN ALTARI.

MATTH., XXIII (XXVI), [26] : Cenantibus autem illis.
MAR., XXIII (XIII), [22] : et manducantibus illis.
LU., XXII, [19] : et accepto pane.
AD COR. I^a, XII (X), [15] : ut prudentibus.
JO., VI, [51] : Ego sum panis vivus.
AD COR. I^a, X, [16] : panis (calix) benedictionis.
AD COR. I^a, XI, [23] : Ego enim accepi.

[II]. — QUOD ECCLESIA POTEST POSSIDERE SINE PECCATO.

MAR., VI, [37] : Euntes emamus.
JO., VI, [7] : ducentorum denariorum.
LU., VIII[1], [13] : ut [nisi] forte nos.
JO., XII, [6] : Dixit autem hoc, non quia.
AD COR. I^a, XVI, [1] : De collectis autem que.
AD TIM. I, III, [2] : Oportet ergo.
AD TL., I, [7] : Oportet enim episcopum.
ACT., [XI], [29] : Discipuli autem prout quis.

[III]. — QUOD INSTITUTIONES ECCLESIASTICE NON SUNT EVACUANDÆ.

MATTH., XXIII, [2] : Super catedram Moysi.
LU., X, [16] : Qui vos audit.

- JO., XV, [20] : si sermonem meum.
 PET. I^a, II, [18] : Ut subditi servi estote.
 AD ROM., XIII, [1] : Omnis anima.
 AD HEB. (*corr.* : COLOS.), III, 20] : Filii obedite parentibus.
 [22] : Servi, obedite.
 AD TIT., III, [1] : principibus et potestatibus.
 AD HEBR., XIII, [17] : Obedite prepositis vestris.

[III]. — QUOD IN BAPTISMO AQVE EST REMISSIO.

- MATTH., III, [13] : Tunc venit Jhesus a Galilea.
 MAR., I, [9] : Et factum est in diebus illis.
 LC., III, [21] : Factum est cum baptizaretur.
 MATTH., XXVIII, [19] : Euntes docete.
 MAR., XVI, [16] : Qui crediderit et baptizatus.
 JO., III, [3] : Nisi qui[s] renatus fuerit.
 ACT., II, [38] : Penitentiam agite.
 [41] : Qui ergo receperunt sermonem.
 ACT., VIII, [12] : et in nomine Jhesu.
 ACT., XVI, [13] : Cum autem baptizata esset.
 ACT., VIII, [38] : Et descenderunt uterque.
 ACT., X, [44] : Adhuc loquente Petro.
 ACT., XVI, [32] : Et locuti sunt ei.
 ACT., XVIII, [8] : Crispus (*sic*) autem archisinagogus.
 ACT., XIX, [5] : His auditis, baptizati sunt.
 AD COR. I, [I, 16] : Baptizavi autem et Istephane (*sic*).
 AD EPH., V, [26] : Mundans lavacro.
 ACT., IX, [17] : Abiit Ananias.

[V]. — DE QUIBUS IURE BAPTIZATI[S], ET QUID PRODEST ILLIS QUI
 DISCRETIONEM ET ETATEM NON HABENT.

- JO., IX (III), [22] : Post hec venit Jhesus et discipuli.
 JO., IIII, [1] : Ut ergo cognovit Jhesus.
 JO., III, [3] : Nisi quis renatus fuerit.
 Igitur necesse est quod omnes sal-
 vandi, parvuli vel magni, baptizentur.
 MAR., IX (X), [14] : Sinite parvulos.

- LU., II, [22] : Postquam consummati sunt dies.
 MATTH., II, [16] : Et mittens occidit omnes.
 MATTH., XXVIII, [19] : Euntes docete omnes gentes, etc.
 Nec exclusit gentiles parvulos.

[VI]. — QUOD PARVULI PECCATUM HABEANT ET EXPIATIONE INDIGENT.

- MAR., IX, [20] : Et interrogavit patrem.
 JO., IX, [3] : Neque hic peccavit, neque.
 AD. ROM., III, [9] : causati enim sumus.
 [32] : Non enim est distinctio.
 AD ROM., VI, [23] : Stipendia peccati.
 AD ROM., III, [10] : Non est iustus.
 AD ROM., V, [12] : Propterea sicut [per] unum hominem.
 [18] : Igitur sicut per unius.
 AD COR., [I, XV, 22] : Sicut in Adam omnes moriuntur.
 AD. EPH., II, [3] : Eramus natura filii [ire].
 Sicut parvuli et magni.

[VII]. — QUOD PER FIDEM PATRINORUM SALVANTUR PUERI.

- MATTH., VIII, [13] : Dixit Jhesus centurioni.
 MATTH., IX, [2] : Et ecce offerebant ei paralyticum.
 MATTH., XV, [28] : O mulier, magna est fides tua.
 MAR., II, [3] : Cum vidisset Jhesus fidem illorum.
 LU., II (V), [20] : quorum fidem vidit.

Rationibus etiam probatur hoc modo.

Si puer dampnandus ante baptismum erat pro peccato scilicet Adam, cur post baptismum non erit salvandus in fide aliena, scilicet fidelis ecclesie vel patrini. Iniuste igitur ageretur cum pueris, cum non habeant liberum arbitrium vel velle vel nolle, si sacramentum baptismi fide aliorum eis prodesse non posset. Apostolus etiam, delictum Ade conferens gratie, ostendit non sic esse delictum

sicut donum, quia plus valet donum quam delictum, quia unius delictum processit in omnes occasionaliter, gratia Christi delevit; originaliter transivit sive in provectos sive in parvulos, ita et donum; et ita gratia donata est parvulis per baptismum; aliter enim non esset donum amplius quam delictum. Item, si nullo modo potest remitti delictum parvulis, cur est eis imputandum?

[VIII]. — QUOD BAPTISMUS PRODEST SINE MANUUM IMPOSITIONE.

- | | |
|-------------|--|
| ACT., X, | [44] : Adhuc loquente Petro. |
| ACT., VIII, | [38] : Et descenderunt uterque. |
| ACT., XVI, | [13] : Cum autem baptizata. |
| ACT., IX, | [17] : Et abiit Ananias. |
| | [18] : et surgens baptizatus est. |
| | Ergo necessarius est baptismus et prodest sine manu[um] impositione. |

[IX]. — QUOD CONTRITIO VALET AD PECCATI REMISSIONEM.

- MATTH., XXVIII (XXVI), [73] : Et recordatus est Petrus.
Idem, MARC., XIII, [72], et LU., XXII, [61], *reperitur*.
 LU., VI[I], [37] : Et ecce mulier erat.
 ACT., II, [37] : His auditis, compuncti sunt.

[X]. — QUOD CONFESSIO VALET AD PECCATI REMISSIONEM.

- | | |
|-------------------------|---|
| LU., XVII, | [14] : Quos ut vidit dixit. |
| JO., XI, | [44] : Dicit eis : Solvite eum. |
| JA. EA, V, | [16] : Confitemini alterutrum. |
| JO. I ^a , I, | [9] : Si confiteamur peccata. |
| AD ROM., [X, | 10] : Corde enim creditur ad iustitiam. |

[XI]. — QUOD PENITENTIA VALET AD PECCATI REMISSIONEM.

MATTH., III,	[1] : In diebus autem illis venit Johannes.
MATTH., III,	[17] : Exinde cepit Jhesus predicare.
MATTH., XXI,	[29] : Postea autem penitentia ductus.
LU., XIII,	[2] : Putatis quod hii Galilei.
XVIII (XIII),	[4] : et sicut illi.
LU., XV,	[7] : Dico vobis quod ita gaudium.
APO., IX,	[21] : Non egerunt penitentiam.
ACT., II,	[38] : Penitentiam agite.
ACT., III,	[19] : Penitemini et convertimini.
ACT., XX,	[20, 21] : et per domos testificans.
AD ROM., II,	[4] : Et ignoras, homo, quod (quoniam) bonitas (benignitas) Dei [ad] penitentiam te adducit.

[XII]. — QUOD PENITENTIA ITERARI POTEST.

MATTH., [X]VI,	[22] : Et assumens eum Petrus.
MATTH., XVIII,	[1] : Quis, putas, maior.
MATTH., XXVI,	[51] : et percutiens servum principis.
MAR., VIII,	[32] : et apprehendens eum Petrus.
MAR., IX,	[12] : Quid in via tractabatis?
MAR., XIII,	[47] : Unus autem quidam de circumstantibus.
	[70] : et tu (vere) ex illis es.
LU., VI (V),	[8] : Exi a me, Domine, quia homo peccator sum.
LU., IX,	[46] : Introivit (intravit) autem cogitatio.
	[55] : Nescitis cuius spiritus estis.
LU., XXII,	[49] : Videntes autem hii.
	[49] : Domine, si percutimus.
JO., XVIII,	[10] : Simon ergo Petrus.
	[27] : Iterum ergo negavit.
ACT., XV,	[30] : Facta est autem discentio.

[XIII]. — QUOD IN MATRIMONIO CARNALI HOMINES SALVA[N]TUR.

MATTH., V,	[32] : Ego autem dico vobis.
MAR., X,	[6] : Ab initio autem creature.
LU., I,	[6] : Erant autem iusti ambo.
JO., II,	[2] : Vocatus est autem Jhesus.
PE. I ^a , III,	[7] : Viri similiter cohabitantes.
ACT., XIX (XXI),	[3] : deducuntibus.
AD COR. I ^a , [VII,	2] : propter fornicationem.
AD EPH., VII (V),	[23] : Viri Israelite, (diligite).
COL., III,	[18] : Mulieres viris.
AD EPH., III[I],	[22] : <i>De eodem.</i>
AD TIM. I ^a , II,	[9] : Mulieres similiter.
AD TIM. I ^a , IIII,	[1] : Spiritus autem manifeste dicit.
V,	[14] : Volo iuvenes (iuniores) nubere.

[XIIII]. — QUOD APOSTOLI ORDINAVERUNT DIACHONES, PRESBITEROS ET EPISCOPOS.

ACT., VI,	[3] : Considerate ergo.
ACT., XX,	[28] : Attendite vobis.
AD COR. I ^a , XII,	[28] : Quo[s]dam quidem posuit.
AD PHI., I,	[1] : Qui sunt filii (Philippis).
[AD] TIM. I ^a , III,	[1] : Qui episcopatum desiderat.
	[8] : diachones non bilingues.
[AD] TIM. [I ^a], V,	[17] : qui bene [pre]sunt presbiteri.
[AD] TIT., I,	[3] : et constituias per.

[XV]. — QUOD MATERIALIS LOCUS DICITUR ECCLESIA, DOMUS DEI ET DOMUS ORATIONIS.

MATTH., XIX (XXI),	[12] : et intravit Jhesus templum.
MAR., XV,	[15] : et cum introisset in templum.
LU., XIX,	[45] : et ingressus templum.
JO., II,	[15] : Cum fecisset quasi flagellum.
JO., III,	[9] : Scripsissem forsitam.
ACT., III,	[1] : Petrus et Johannes ascendebant.
ACT., XXII (XXI),	[26] : Postera die purificans.

- AD COR. I^a, XI, [22] : Numquid domos.
 [34] : Si quis exuit (esurit).
 [AD] TIM. I^a, III, [15] : ut scias quomodo.

[XVI]. — QUOD EST ORANDUM PRO MORTUIS ET VIVIS ; ET EXTREMA
 UNCTIO VALET DUPLICITER.

- MATTH., IX, [18] : Ecce princeps ecclesie.
 MATTH., XII, : Qui autem dixerit.
 LU., VII, [13] : Quam cum vidisset Dominus.
 LU., XVI, [27] : Rogo ergo te, pater.
 JO., XI, [21] : Domine, si fuisses hic.
 JO. I^a, I (II), [1] : Set si quis peccaverit.
 JO. I^a, V, [16] : Qui s[c]it fratrem suum.
 ACT., VI (VII), [60] : Domine, ne statuas illis.
 ACT., IX, [40] : electam ab (eiectionis autem omnibus).
 LU., XXIII, [34] : Pater, dimitte illis.
 ACT., XX, [10] : Ad quem cum descendisset.
 AD COR. I^a, XV, [29] : Alioquin quid facient.
 AD HEB., I, [14] : Nonne omnes sunt.
 MACC., II, [XII, 42] : Set vir (at vero) fortissimus.
 JA. E^a, V, [14] : Infirmatur aliquis.

[XVII]. — QUOD CHRISTUS COMEDIT DE AGNO CUM DISCIPULIS SUIS.

- MATTH., XXV[I], [17] : Prima autem die azimorum.
 [20] : discumbibat Jhesus.
 MAR., XIII, [12] : Et prima die azimorum.
 [17] : Vespere autem facto, venit.
 LU., XXII, [7] : Venit autem dies azimorum.
 [13] : Desiderio desideravi.
 MATTH., [V, 17] : Nolite putare quoniam veni.

XVIII. — QUOD OMNIBUS CIBIS POTEST HOMO UTI, QUIN TENEATUR
 VOTO.

- MATTH., XV, [11] : Non quod in os intrat.
 [16] : Adhuc et vos sine intellectu.
 MAR., [VII, 14] : Audite me omnes, et intelligite.

- [18] : Sic et vos imprudentes.
 LU., X, [7] : In eadem domo manentes (manete).
 ACT., XV, [28] : Visum est Spiritui Sancto.
 AD ROM., XIII, [14] : Scio enim et confido ad (in).
 [AD COR.] I^a, [X, 25] : Omne quod in macello.
 [26] : quia Domini est terra et plenitudo.
 [27] : Si quis vocat vos.
 AD TIM. [I^a], . IIII, [1] : Spiritus manifeste dicit.

[XIX]. — QUOD POTEST HOMO IN NECESSITATE VERA IURARE SINE PECCATO.

- LU., I, [73] : Jusiurandum quod iuravit.
 APO., X, [5] : Et angelus quem vidi stare (stantem).
 AD ROM., IX, [1] : Veritatem dico.
 AD COR. I^a, XVI (XV), [31] : Cotidie morior.
 AD COR. II, I, [23] : Ego testem Deum invoco.
 AD COR. II, XI, [31] : Deus et pater Domini nostri.
 AD GAL., I, [20] : Que autem scribo vobis.
 AD PHIL., I, [8] : Testis enim est michi Deus.
 AD EBR., VI, [13] : Abrae namque promittens.
 [16] : Homines enim per maiorem.
 AD THESS. I, VI (V), [27] : Adiuro vos per Deum.

[XX]. — CONTRA PASSAGINOS ET CIRCUMCISOS, QUOD VETUS TESTAMENTUM NON EST AD LITTERAM OBSERVANDUM.

- MATTH., XI, [13] : Omnes enim prophete et lex.
 LU., XVI, [16] : Lex et prophete *usque ad Johannem*.
 AD COR. (corr. : AD ROM.), III, [20] : Quia ex operibus.
 [27] : ubi est gloriatio tua ?
 AD ROM., IIII, [15] : Lex enim iram operatur.
 AD ROM., VI (V), [20] : Lex subintravit.
 AD ROM., VII (VI), [14] : Peccatum enim vobis.
 [AD ROM., VII, 6] : Nunc autem soluti.
 AD ROM., [VIII, 2] : Lex enim spiritus vite.
 AD GAL., II, [16] : Scientes quod non iustificatur.
 [19] : Ego enim per legem.
 [21] : Si enim per legem.

AD GALA., III,	[10] : Quicumque enim ex operibus.
	[11] : Quoniam autem in lege.
	[13] : Christus nos redemit.
	[19] : Quid igitur lex, propter.
	[23] : prius autem quam veniret.
AD GALA., V,	[2] : Ecce ego Paulus.
	[4] : Evacuati estis.
AD EPH., II,	[14] : Ipse enim est pax nostra.
AD HEB., VII,	[12] : Translatio enim sacerdotio.
	[18] : Reprobatio quidem fide (fit).
AD HEB., VIII,	[6] : Nunc autem melius,
AD HEB., X,	[1] : Umbram enim habet (habens) lex .
ACT., XV,	[7] : Viri fratres, vos scitis.
MATTH., XII,	[1] : In illo tempore abiit Jhesus sabbato (1).

[XXI]. — CONTRA EOSDEM, QUOD SABBATUM NON EST OBSERVANDUM
AD LITTERAM.

MATTH., [XII,	1] : In illo tempore, abiit Jhesus sabbato.
Jo., V,	[10] : Sabbatum est, non licet.
	[16] : Propterea persequabantur.
	[18] : Propterea ergo magis querebant.
AD GAL., III,	[10] : Dies observatis.
AD COL. III, (II),	[16] : Nemo vos iudicet.

[XXII]. — QUOD CIRCUMCISIO AD LITTERAM NON EST OBSERVANDA.

ACT., XV,	[7] : Viri fratres, vos scitis.
AD Ro., II,	[29] : Non enim qui [in] manifesto.
AD GAL., II,	[3] : Set neque Titus qui.
AD GAL., V,	[2] : Ecce ego Paulus.
	[4] : Evacuati estis a Christo.
	[6] ; Neque circumcisio.
AD GAL., V,	[11] : Ego autem, fratres, si circumcisio- nem.
[DEUT., X,	16] : Circumciditè preputium cordis vestri,

(1) Se trouve aussi au paragraphe suivant, où est sa vraie place.

et cervicem vestram ne induretis
amplius.

JER., [III,

4] : Circumcidimini Domino et auferte preputia.

[XXIII]. — QUOD PENE NON SUNT EQUALES, ET PREMIA ET PECCATA
NON SUNT EQUALIA.

MATTH., X,

[14] : Excutite pulverem.

MATTH., XI,

[20] : Tunc cepit exprobrare.

MATTH., XII,

[32] : Qui autem dixerit contra Spiritum
Sanctum.

[45] : Et fiunt novissima hominis.

MAR., III,

[29] : Qui autem blasphemaverit.

LU., X,

[12] : Dico vobis quia Sodomis.

[13] : Ve tibi, Corozaim.

LU., XII,

[10] : Ei autem qui [in] Spiritum Sanctum.

[47] : Ille autem servus.

JO., XIII (XIV),

[2] : In domo patris mei.

JO., XIX,

[11] : Propterea qui [me] tradidit.

PE., II, [II,

21] : Melius enim erat illis.

AD COR. I, III,

[14] : Si cuius opus manserit.

XV,

[14] : Stella differt.

AD COR. II, X (sic)

Hec autem dico vobis.

AD COR., II, V. (Corr. :

AD. ROM. XIII,

[10] : Omnes astabimus.

AD GAL., VI,

[8] : Qui enim seminaverit.

[XXIII]. — QUOD VERA SIT CORPORUM RESURRECTIO ET GLORIFICATIO
SANCTORUM.

MATTH., VIII,

[12] : Filii autem regni eiicientur.

MATTH., X,

[28] : Sed potius eum timeate.

MATTH., XXII,

[31] : De resurrectione autem.

MATTH., XXIII,

[22] : Nisi breviati fuissent.

MAR., XII,

[26] : De mortuis autem qui resurgant.

MATTH., XXVII,

[52] : et multa corpora.

LU., XX,

[37] : quia vero resurgant.

LU., XXIII,

[39] : Palpate et videte.

Jo., V,	[28] : Nolite mirari hoc.
Jo., XX,	[27] : Infer digitum tuum huc.
JA. E ^a , V,	[3] : Aurum vestrum et argentum.
[Ad] Rom., VIII,	[11] : Quod si spiritus eius.
	[23] : expectantes redemptionem.
Ad Cor. I ^a , XV,	[12] : Si autem Christus predicatur.
Ad Cor. II, XII,	[2] : sive in corpore.
Ad Cor. II, IIII,	[10] : ut et vita Jhesu.
MAR., XIII,	[20] : nisi abreviasset (breviasset).
Apo., XI (sic)	: Et testimonium suum confir.
Lu., XVI,	[22] : Factum est autem.
	Mortuus est autem et dives.
Act., VII,	[55] : Cum autem esset plenus.
Lu., XXIII (XXIII),	[43] : Et dixit illi Jhesus : Amen dico.
Ad Phil., [I,	[21] : Michi enim vivere.
	[23] : Coarctor autem.
Apo., VI,	[9] : Vidi sub (subtus) altare Dei.
	[11] : et date sunt illis singule.
Apo., VII,	[9] : Post hec vidi turbam.
Apo., XIII,	[4] : Hii sunt qui cum mulieribus.
Apo., XX,	[9] : et diabolus, qui seducebat.
Apo., XIII,	[13] : Scribe, beati mortui.
	[13] : Opera enim secuntur illos.

EXPLICIT SUMMA BREVIATA CONTRA MANICHEOS, PATERINOS
ET HERETICOS, ET CONTRA PASSAGINOS ET CIRCUMCISOS, ET
CONTRA MULTOS ALIOS HERETICOS, QUI NITUNTUR SUBVERTERE
VERITATEM, QUORUM DAMPNATIO IAM OLIM NON CESSAT ET
EORUM PERDITIO NON DORMITAT ; DE QUA DAMPNATIONE ILLE
CUSTODIAT SUOS, QUI AD DEXTERAM MAIESTATIS RESIDET IN
EXCELSIS SUPRA. IX. ORDINES ANGELORUM. AMEN.

IV

SUMMA CONTRA HAERETICOS

Bibl. de Toulouse, ms. 379, fol. 76 b, fol. 82 b

INCIPIT SUMMA CONTRA HERETICOS

[I]. — QUOD UNUS EST DEUS, NATURALITER SOLUS, OMNIPOTENS ET ETERNUS, SOLUS CREATOR ET FACTOR.

« In principio erat Verbum et Verbum erat apud Deum et Deus erat Verbum » [JOAN., I, 1], hoc est in principio apud Deum.

« Omnia per ipsum facta sunt et sine ipso factum est nichil » [JOAN., I, 3]. Cum dicit: « omnia », nichil infactum relinquit, cum sit signum universale. Sic enim Paulus argumentatur AD HEBRE. [II, 8] contra principium; loquens de Christo inducit prophetie sermonem: « Omnia subiecisti sub pedibus eius » [PSAL., VIII, 8]. In eo enim quod omnia subiecit, nihil non subiectum ei.

Idem, in eodem: « In mundo erat, et mundus per ipsum factus est » [JOAN., I, 10], id est mundialis machina.

Idem, in eodem: « Sui eum non receperunt » [JOAN., I, 11]; « sui », scilicet per creationem, cum non sit alius modus exponendi conveniens, quia per gratiam non erant sui, cum ipsum minime receperint, cum de illis scriptum sit: « Oves mee vocem meam audiunt et sequuntur me » [JOAN., X, 27]. AD RO., X (XI), [33]: « O altitudo divinarum! »

Idem, in eodem: « Quoniam ex ipso », id est ex Patre, « et per ipsum », id est per Filium, « et in ipso sunt omnia » [XI, 36]. Ergo principium et creator est omnium.

AD COR. I^a, VIII^o, [4]: « Quod nullus Deus nisi unus. » Et infra, [6]: « Nobis tamen unus Deus, Pater, ex quo omnia et nos in illo, et unus Dominus Jhesus Christus, per quem omnia et nos per ipsum. »

MATTH., VI^o, [26]: « Respicite volatilia celi quoniam non serunt, neque metunt, neque congregant in orrea, et Pater vester celestis pascit illa. » Ergo creature sunt opera eius. Non Deus diabolicas creaturas et opera pasceret seu foveret, cum de ipso scribat Johan-

nes in EPISTOLA I^a, [III, 8] : « In hoc apparuit Filius Dei ut dissolvat opera diaboli. » Non de spiritualibus volatilibus, id est de angelis celestibus, posset intelligi, cum Dominus subiungat : « Quanto magis pluris estis illis » [MATTH., VI, 26]. Quod [m]anifestum est enim, et maxime tunc temporis, quia apostoli non erant meliores angelis, et maxime secundum hereticum, qui omnes putat esse equales in premio vel in pena.

AD EPHE., III^o, [14] : « Huius rei gratia flecto genua mea ad Patrem Domini nostri Jhesu Christi, ex quo omnis paternitas in celis et in terra nominatur. » Ergo celestia et terrestria ab ipso Patre sunt.

Idem, III, [I^o, 5] : « Unus Deus, una fides, unum baptismum, unus Deus, et Pater omnium, qui est super omnes et per omnia et in omnibus nobis. »

AD PHIL., II^o, [9] : « Donavit illi nomen, quod est super omne nomen, ut in nomine Jhesu omne genu flectatur terrestrium et infernorum. » Ergo dominus est omnium, superiorum, mediorum et infernorum ; ex quo aperte declaratur quod nunc est ipse non solum super bonos, set etiam super malos.

AD TIMO. I^a, II^o (I), [17] : « Regi autem seculorum immortalis, soli Deo honor et gloria in secula seculorum. Amen. »

Idem, II^o, [5] : « Unus est Deus, unus et mediator Dei et hominum, homo Christus Jhesus. »

AD EBRE., in principio : « Multipharie », etc. Ibi dicitur : « per quem fecit et secula. » Secula enim mutabilia sunt tempore ; unde constat non solum celestia que inmutabilia sunt, set etiam terrena que per secularia tempora variantur, fecisse.

AD EBRE., I^o, [10], de comendatione deitatis Christi : « Et : Tu in principio, Domine, terram fundasti, et opera munuum tuarum sunt celi. Ipsi peribunt. » Ergo fundavit in principio celos visibiles perituros secundum hanc speciem. Vel si de celis spiritualibus vellet quis intelligere, audiat : « Ipsi peribunt. »

PETRI II^a, III^o, [7] : « Celi autem, qui nunc sunt, et terra verbo repositi sunt ». Si de visibilibus celis intelligat hereticus, plane est quod Deus creavit visibilia ; si autem de animabus hominum, ad Ebre., II^o, [10] : « Decebat eum propter quem omnia, etc. » Ergo per ipsum omnia facta sunt.

Idem, III^o, [4] : « Omnis namque domus fabricatur ab aliquo : qui autem omnia creavit Deus est. »

Idem, [XI, 3] : « Fide intelligimus aptata esse secula verbo Dei, ut de invisibilibus visibilia fierent. » Ergo per fidem eius intelligebat secula, id est secularia tempora ; per verbum Dei, id est per filium : ex invisibilibus, id est ex informi materia aptata esse.

APOC., in pluribus locis, [1, 8, XXI, 6] : « Ego sum alpha et omega, principium et finis. »

Item, X, [5] : « Et angelus quem vidi stantem super mare et super terram, levavit manum suam ad celum, et iuravit per viventem in secula, qui creavit celum et terram, et ea que in ea sunt, et mare et ea que in eo sunt. »

MATTH., XIII^o (XI), [23] : « Confiteor tibi, Pater, Domine celi et terre. »

AD ROM., I^o, [20] : « Invisibilia enim ipsius a creatura mundi, per ea que facta sunt intellecta, conspiciuntur. » Si ergo per visibilia cognoscantur invisibilia, ergo bona sunt, cum eius (*sic*) effectus sit bonus, quia « arbor mala non potest fructus bonos facere » [MATTH., VII, 18]. Ergo non sunt a diabolo creata, cum nichil boni creare possit, ut hereticus opinatur.

AD COLO., I^o, [15], loquens Paulus de eminencia divinitatis Christi, dicit : « Qui est ymago Dei invisibilis, [primogenitus] omnis creature, quia et in ipso condita sunt universa in celo et in terra, visibilia et invisibilia, sive troni, sive dominationes, sive principatus, sive potestates ; omnia per ipsum et in ipso creata sunt, eo quod est ante omnes et omnia in ipso constant. » Ex hiis manifeste constat quod ipse est et creator.

MATTH., VII^o, [11] : « Si ergo vos, cum sitis mali, nostis bona data dare filiis vestris ; quanto magis pater vester qui in celis est, dabit bona petentibus se. » Si ergo Pater celestis pater est malorum, ergo creavit illos, cum de alia paternitate minime possit intelligi. Ergo omnium creator est Deus, non solum bonorum, set et malorum.

ACT., XIII, [14] : « Annunciantes vobis ab iis natus (*corr.* : vanis) converti ad Deum vivum, qui fecit celum et terram, mare et omnia que in eis sunt. »

[II]. — DE CORPORIBUS HOMINUM SPECIALITER, QUOD DEUS CREAVIT EA.

MATTH., XIX, [4] : « Non legistis, quia qui fecit [hominem] ab initio, masculum et feminam fecit eos. »

MARCUS apercius, VIII^o (X), [6] : « Ab initio autem creature

masculum et feminam fecit eos Deus, et dixit », etc. Cum diversitas sexuum sit secundum corpus, prout hereticus predicat non est secundum spiritum; constat ergo quod Deus Adam et Eve fecit corpora. Et nota quod Dominus dixit caute « fecit », et non: « creavit », ut expresse innueret Deum corpora fecisse. Nam creare est de non esse ad esse producere, quod corporis est.

LU., III^o, [38]: « Qui fuit Adam, qui fuit Dei ». Ergo Adam factus est.

Marchus (*corr.* : LU.), XI, [39] : « Nunc vos Pharisei quod de foris est calicis et catini, mundalis; quod autem intus est plenum est rapina et iniquitate. [Stulti], nonne qui fecit quod de foris est, etiam tunc quod de intus est fecit? » Ac si diceret: idem Deus fecit animam que intus est et corpus quod foris. Ergo Deus fecit corpora.

ACT., XVII, [23], verba sunt Pauli apud Atenienses: « Inveni aram in qua scriptum erat: « Ignoto Deo. » Quod ergo ignorantes colitis, hoc ego annuncio vobis. Deus qui fecit hunc mundum et omnia que in eo sunt, hic celi et terre cum sit Dominus, non in manufactis templis habitat, nec manibus humanis colitur indigens aliquo, cum ipse det omnibus vitam et inspirationem et omnia, fecitque ex uno homine omne genus humanum habitare super universam faciem terre. »

Idem, in eodem, [28]: « In ipso enim vivimus, movemur et sumus. »

AD ROM., VI^o, [13]: « Set neque exhibeatis membra vestra arma iniquitatis peccato, set exhibeatis vos Deo tanquam ex mortuis viventes, et membra vestra arma iusticie Deo. »

Idem, in eodem, [19]: « Sicut enim exhibuistis membra vestra servire immundicie et iniquitati ad iniquitatem, ita nunc exhibete membra vestra servire iusticie in sanctificationem. » Si enim membra corporis possunt exhibere iusticiam et sanctificationem, patet quod ipsa non sunt diaboli creature, set Dei.

AD COR. [I^a], VI^o, [13]: « Corpus autem non fornicationi set Domino. » Ergo bonum est corpus, et bona creatura, si Domino potest donari et debet.

Item, in eodem, [15]: « Nescitis quoniam corpora vestra membra sunt Christi? Tollens ergo membra Christi faciam membra meretricis? Absit. An nescitis, quoniam qui adheret meretrici, unum corpus efficitur? » Ecce que apostolus contulit, quod non debemus exhibere meretrici, et illa eadem appellat membra Christi. Ergo eius

sunt creature. Nec potest hereticus intelligere de corporibus, que in celo iaceant mortua secundum suam pravam sectam, quia illa non sunt membra Christi, cum sint mortua, et ipse est vivus.

In eodem, idem, [19]: « An nescitis quia corpora vestra templum sunt Spiritus Sancti, quem habetis a Deo et non estis vestri? Empti enim estis precio magno. Glorificate et portate Deum in corpore vestro ». Si autem diabolus corpora fecisset, quomodo vocaret ipsa apostolus membra Christi et templum Spiritus Sancti, et quomodo diceret: « Portate in corpore vestro », maxime cum nulla sit convencio Christi ad Belial.

Idem, XI, [7]: « Vir quidem non debet velare capud suum, quoniam ymago et gloria Dei est; mulier autem gloria viri est. Non enim vir ex muliere, set mulier ex viro. Non enim creatus est vir propter mulierem, set mulier propter virum. Ideo debet mulier velamen habere supra caput suum, et hoc propter angelos. Verum autem neque vir sine muliere, neque mulier sine viro, in Domino. Nam sicut mulier de viro, ita et vir per mulierem. Omnia ex Deo. » Manifeste hiis verbis ostenduntur corpora viri et mulieris a Deo esse facta.

« Ve qui contradicit fictori suo, testa de samitis » [ISA. XLV, 9].

DAVID, [PSAL. CVIII, 73]: « Manus tue fecerunt me et plasmaverunt. »

AD RO., IX, [20]: « O homo, tu quis es, qui respondeas Deo? Numquid dicit figmentum ei, qui se finxit » etc. Ergo Deus finxit et plasmavit corpora.

[III]. — QUOD DEUS FACIT PLUVIAM ET ALIA QUE AD SUSTENTAMENTUM VITE PERTINENT.

ACT., XIII^o, [13, 16]: « Qui in preteritis generationibus dimisit omnes gentes ingredi vias suas; et quidem non sine testimonio semetipsum reliquit benefaciens de celo, dans pluvias et tempora fructifera, implens cibo et leticia corda nostra. »

Idem, XXII (XVII), [26], loquens de Deo, « diffiniens statuta tempora in terras habitationis eorum. »

[III]. — QUOD DEUS CREAVIT DIABOLUM ET DEMONES.

« Ego Dominus, et non est alter formans lucem » [ISA., XLV, 6, 7], id est Christum, qui est « lux vera illuminans omnem hominem

venientem in hunc mundum » [JOAN., I, 9], quem formavit secundum corpus humanitatis ; et « creans tenebras » [ISA., XLV, 7], tam demones quam homines malos ; « faciens pacem » [ISA., XLV, 7], id est pacificos et bonos homines ; et « creans malum » [ISA., XLV, 7], id est Luciferum, qui est malum non ratione nature, set ratione accidentis peccati quod commisit.

DAVID, [PSAL. CIII, 26] : « Dracho iste quem formasti ad illudendum ei. »

YSA., [XIV, 12] : « Quomodo cecidisti Lucifer, qui mane oriebaris ? » Ecce ex hiis verbis patet quod aliquando fuit erectus, et quod in luce existeret, quod nequaquam esse potuit secundum bonam naturam [nonnisi] a Deo creatam.

EZECHIEL, [XXVIII, 12] : « Tu signaculum similitudinis. » Ergo habuit similitudinem aliquam cum Deo, que nonnisi bona esse potuit, et illa nonnisi a Deo potuit esse.

Idem, de demonibus, [XXVIII, 13] : « In operimento tuo omnis lapis preciosus. » Ergo omnis angelus fuit aliquando preciosus, qui nonnisi a Deo creatus potuit esse, cum omnis diabolica creatura debet esse tenebrosa.

LU., X, [18] : « Videbam satanam sicut fulgur de celo cadentem. » Ergo prius fuit erectus quam caderet, qui nonnisi secundum bonam naturam et a Deo creatam esse potuit, cum omnia diabolica opera sint tenebrosa.

[V].— QUOD DEUS FACIAT PENALITATES QUE SUNT IN MUNDO ET IN INFERNO.

JACOB., ultimo, [V, 17] : « Helias erat homo similis nobis et oravit ut non plueret super terram et non pluit annos tres et menses sex. » Quod quidem non habuit nisi a Deo, cum in exemplum viri iusti introducat ipsum beatus Jacobus.

PET. II^a, V (II), [4] : « Si Deus angelis peccantibus non pepercit », usque ibi per totum : « Hii vero velud irrationabilia. »

JUD., 5 : « Commonere autem vos volo », sic per totum [usque] « quecumque autem [10]. »

APOC., XI., [6] : « Hii habent potestatem claudendi celi nubes, ne pluant in diebus prophetie, et potestatem habent super aquas convertendi in sanguinem, excommunicare terram omni plaga quociescumque voluerint. »

Idem, in eodẽm, [40]: « Et munera mittant invicem, quoniam hii prophete cruciaverunt eos, qui habitabant super terram. »

Ad Rom., I^o, [28]: « Propterea tradidit illos Deus in reprobum sensum; » et supra, [26]: « in passiones ignominie. »

Item., II^o, [5]: « Secundum duriciam autem tuam et cor impenitens thesaurizas tibi iram in die revelationis iusti iudicii Dei, qui reddet unicuique secundum opera sua; hiis quidem, » etc. usque ibi: « Hiis autem qui ex contentione sunt et qui non acquiescunt veritati, credunt autem iniquitati, ira et indignatio, tribulatio et angustia in omnem animam hominis operantis malum. »

In cantico Moysi, [DEUT., XXXII, 23]: « Attendite, popule meus » « et congregabo super eos mala », usque ibi: « et dixi », etc. [26].

Jo., IX, [3], de ceco nato respondit Ihesus: « Neque hic peccavit, neque parentes eius, set ut manifestantur opera Dei in illo. » Igitur Deus fecit cecum nasci; non enim diabolus hoc fecisset ut manifestarentur opera Dei.

[VI]. — QUOD DEUS CHRISTUS SIT VERUS DEUS ET ETERNUS, LICET A PATRE GENITUS, ET EIUSDEM SUBSTANTIE ET QUALITATIS.

Pet. II^a, II^o, [1]: « Fuerunt vero et pseudoprophete in populo, sicut et in vobis erunt magistri mendaces, qui introducent sectas perditionis, et eum, qui emit eos, Dominum negant. Set magistri mendaces dicuntur quia negant emptorem, quod est Christum esse Deum. » Ergo in veritate ipse est Deus; et tangit manifestissime sectam Paterinorum, cum inter ceteras hereses illa sola sit hunc salvatorem inficians.

Jo. I^a, in fine, [V, 19]: « Scimus quoniam filius Dei venit et dedit nobis sensum, ut cognocamus Deum verum, et simus in vero filio eius. Hic est verus Deus et vita eterna. » Ergo Filius est verus Deus.

Apoc., I^o, [8]: « Ego sum alpha et omega, principium et finis, dicit Dominus Deus, qui est et qui [v]enit et qui venturus est omnipotens, et Deus eternus. »

Ad Rom., VIII (IX), [5]: « Ex quibus est Christus secundum carnem, qui est super omnia Deus benedictus. » Ergo est Deus.

Ad Tit., II^o, [13]: « Expectantes beatam spem et adventum glorie magni Dei et Salvatoris nostri Ihesu Christi. »

Jud., [4]: « Subintroierunt enim quidam homines, et solum dominatorem et Dominum nostrum Ihesum Christum negantes. »

AD HEB., I^o, [8] : « Tronus tuus, Deus, in seculum seculi. » Ecce quod Pater appellat eum Deum.

Jo. I^a, III (IV), [46] : « In hoc cognovimus caritatem Dei, quoniam ille pro nobis animam suam posuit. » Hic Christus posuit animam suam pro nobis, sicut ipse dixit : « Animam meam pono pro ovibus meis » [JOAN. X, 45]. Ergo ipse est Deus.

APOC., V, [9] : « Dignus es, Domine Deus, accipere librum et aperire signacula eius, quoniam occisus es, et redemisti nos Deo in sanguine tuo. » Set ipse occisus est ; ergo ipse est Deus.

Jo., XX, [28] : « Respondit Thomas et dixit ei : « Dominus meus et Deus meus. »

YSA., [IX, 6] : « Parvulus natus est nobis, et filius datus est nobis ; et factus est principatus super humerum eius ; et vocabitur nomen eius Admirabilis, Consiliarius, Deus, Fortis, Pater futuri seculi, » etc.

[VII]. — DE ETERNITATE EIUS ET ETERNA GENITURA.

JOHANNES, [I, 4] : « In principio erat, et verbum erat apud Deum, et Deus erat verbum. Hic erat in principio apud Deum. » Cum audit hereticus : « in principio », id est ante omnes creaturas, id est ab eterno « erat verbum, » id est Filius et verbum, id est Filius « erat apud Deum et Deus erat verbum, » qua temeritate presumit Filium non esse eternum et eternaliter a Patre genitum, denique erat (*corr.* : negat) verum ipsum esse Deum.

MATTH., [*corr.* : MICH., V, 2] : « Et tu, Bethleem Effrata, minima es in milibus Juda ; ex te enim exiet dominator qui regat populum meum Israel, et egressus eius ab initio, a diebus eternitatis. » Ergo est ab eterno genitus.

YSA., [LIII, 8] : « Generationem eius quis enarrabit ? » ac si dicat : nullus potest, quia sine tempore est ab eterno.

Idem reprehendens nos dicit, [V, 20] : « Veh, qui dicitis bonum malum et malum bonum. » Stricte enim omne creatum dicitur malum, quia, docente apostolo [Ad ROM., VIII, 20] : « Creatura subiecta est vanitati. » Stricte solus Deus bonus, sicut dicit Dominus in Euvangelio [LU., XVIII, 19]. Est ergo sensus : Veh qui dicitis bonum, id est Christum qui est Deus, ut superius probatur, est malum, id est creatura in tempore ; et malum, id est diabolus, qui est creatura in tempore, ut ostensum est supra ; bonum, id est Deum, et eternum, cum non sit.

Sapientia, [ECCLE., [XXIV, 14]: « Ab inicio et ante secula creata sum, » id est genita. Loquitur in persona sapientie, id est Filius. Ergo ipse est ab eterno genitus.

AD HEBR., I, [5]: « Cui enim dixit aliquando angelorum: « Filius meus es tu, ego hodie genui te. » Cum dixit: « hodie », nondeterminat quam diem; patet quod quodcumque potuit dici a Patre « hodie », et quamdiu poterit dici, ab eo quod filius eius sit ab eo generatus ita ab eterno et in eternum.

AD COR. I^a, [I, 23]: « Nos autem predicamus Christum crucifixum, Judeis quidem scandalum, gentibus autem stultitiam, ipsis autem vocatis, Judeis atque Grecis, Christum Dei virtutem et Dei sapientiam. » Ergo ab eterno est a Deo Patre genitus. O heretice nequam, nisi velles dicere insaniendo Patrem aliquando sine virtute et sapientia fuisse.

JO., XXIII (XVII), [5]: « Et nunc clarifica me tu, Pater, apud te ipsum claritate, quam habui priusquam mundus fieret apud te. » Set ante creationem nulla fuit creatura. Ergo Christus fuit ab eterno apud Patrem.

[VIII]. — QUOD SIT EIUSDEM SUBSTANTIE CUM PATRE ET EIUSDEM QUALITATIS.

JOHAN., I^o, [18]: « Deum nemo vidit unquam: set unigenitus Filius qui est in sinu Patris, ipse enarravit. »

In eodem, [III, 16]: « Sic Deus dilexit mundum, ut unigenitum daret. »

In eodem, [18]: « Qui non credit iam iudicatus est, quia non credit in nomine unigeniti Filii Dei; » et ipsum esse in sinu et in secreto Patris, ipsum esse ex substantia Patris sine tempore genitum, compellens credere, quod alias non posset dici unigenitus Dei cum malos angelos in principio creationis genuisset Deus, nisi specialiter genuisset eum alio modo quo nullus alius sit genitus, id est ab eterno et de substantia eius; immo hoc solo quia singulariter filius Dei appellatur et nullus alius, datur intelligi specialitas generationis eius.

JO., XX (V), [18]: « Propterea ergo magis querebant Judei eum interficere, quia non solum sabbatum solvebat, set Patrem suum dicebat Deum, equalem se faciens Deo. »

MATTH., XXIII (XI), [27]: « Nemo novit Patrem, nisi Filius. » Ergo

est equalis secum, et eiusdem substantie, ut solus Deus possit cognosci, non creatura est in prole ; nam ad sui creationis cognitionem venire non valet ; et quia ad nullum factum mysticum potest extendi, de alia cognitione non posset intelligi.

Jo., VIII (VIII), [19] : « Respondit Jhesus : Neque me sitis neque Patrem meum. Si me sciretis, forsitan et Patrem sciretis. »

Idem, XII^o (XIV), [9, 10] : « Qui videt me videt et Patrem. Quomodo tu dicis : Ostende nobis Patrem ; non credis quia ego in Patre et Pater in me est ? » Hiis verbis idemplitas essentie Filii et Patris cum videretur declaratur.

Jo., X., [30] : « Ego et Pater unum sumus. » Ergo est idem cum Patre in substantie equalitate, nec potest dici idem in voluntate, cum alibi dicat Filius : « Pater, transeat a me calix iste ; [verum] tamen non sicut ego volo, set sicut tu » [Matth., XXVI, 39]. Ergo aliquo modo volebat aliud quam Pater.

Jo., I^a, V, [8] : « Tres sunt qui testimonium dant in celo, Pater, Verbum et Spiritus Sanctus ; et hi tres unum sunt. » Ecce quam aperte distinctio trium divinarum personarum, Pater et Filius et Spiritus Sanctus, et unitas eorumdem, identitas in una substantia demonstratur.

AD PHILIP., III (II), [6] : « Qui cum in forma Dei esset, non rapinam arbitratus est esse se equalem Deo. » « In forma Dei, » scilicet in plena essentia Patris, dicens « se equalem Deo ; » « non arbitratus est rapinam, » id est quod suum non erat usurpatum. Ergo [est] equalis Deo.

[IX]. — QUOD ANGELI QUI CECIDERUNT DE CELO ETERNALITER SINT DAMPNATI, ET QUOD COTIDIE DEUS NOVOS SPIRITUS CREAT ET CORPORIBUS PLASMATUM SUORUM INFUNDIT.

PET. II^a, II^o, [4] : « Si enim Deus angelis peccantibus non pepercit, set rudentibus inferni detractos in tartarum tradidit in iudicium reservari. » Ecce habes quod in tartarum sunt ligati rudentibus funibus penalibus, et quia adhuc reservantur in iudicium ad maiorem cruciatum.

JUD., [6] : « Angelos vero, qui non servaverunt suum principatum, set dereliquerunt suum domicilium, in iudicium magni Dei vinculis eternis sub caligine iudicio reservavit. » Denique si in « vinculis eternis sub caligine reservavit, » ergo per eterna secula dampnabuntur.

AD HEBRE., II, [15] : « Ut liberaret eos, qui timore mortis per totam vitam obnoxii erant servituti. Nunquam enim angelos apprehendit, set semen Habrae apprehendit. » Ergo angeli non sunt salvandi, set homines tantum.

MATH., XXVI (XXV), [41] : « Discedite a me maledicti, in ignem eternum qui paratus est diabolo et angelis eius. » Ergo alii erunt maledicti, qui debent ire in ignem eternum, et alii angeli, quibus paratus est ignis eternus. Set isti erant homines. Ergo illi erant angeli qui ceciderunt; vel si velles dicere, heretice, quod illi angeli erant diaboli, ergo homines erant.

[X]. — DE CREATIONE NOVORUM SPIRITUUM ET INFUSIONE EORUM IN NOVIS CORPORIBUS.

JOHANNIS, VI^o (V), [7]1 : « Pater usque modo operatur et ego operor. » Cum dicat Dominus in presenti : « ego operor », et non determinet certum finem temporis, indicat quod usque ad finem mundi operatur; nec poterit dici hoc verbum « operor »; et si operatur quedam opera, nonnisi novas creaturas, scilicet animas, vel novas facturas scilicet corpora, cum non sint anime nove creature. Nec potes spiritualiter exponere, ut dicas; utique operatur salutem hominum Filius nunc, quia secundum hoc et Pater illam fuisset semper operatus, cum dicat Filius : « Pater usque nunc operatur, » quod falsum est secundum tuam sectam quod ante Christi adventum fuisset aliqua salus in terra.

AD RO., IX (VIII), [20] : « Vanitati enim creatura subiecta est, non volens, set propter eum, qui subiecit eam in spe hac, scilicet quia et ipsa liberabitur a servitute corruptionis. » Intelligat hereticus deinde subiaccere creaturam non vanitati, id est corruptioni que est in corpore ubi Deus ei dat spiritum, quia liberabitur a corruptione corporis, quia Deus animas corporibus subiecit vicio, sicut ACT., XVII, [25] : « Deus non colitur humanis manibus, indigens aliquo, cum ipse det omnibus hominibus vitam et inspirationem. »

AD HEB., XII, [9] : « Deinde patres quidem carnis nostre habuimus eruditores et reverebamur eos, et non magis obtemperabimus Patri spirituum et vivemus? » Ecce quod hic apostolus manifeste innuit corpora nostra diversis temporibus generata, quod non nisi operante Deo potuit esse; et postea dicit: nec nos r. c. [regi corporis?],

scilicet spiritui, obtemperabimus, ut innuat quod corporibus propagandis Deus novos spiritus infundit, et quod non ex traduce veniant spiritus sicut veniunt corpora.

YSA., [XLII, 5] : « Hec dicit Dominus, creans celos et extendens eos, et firmans terram et que generantur ex ea, dans statum populo qui est super terram et spiritum calcantibus eam. »

JER., [I, 5] : « Dicit Dominus : Antequam in utero te formarem novi te, et antequam de vulva exires sanctificavi te. » Ergo in utero matris formavit eum.

[XI]. — QUOD LEX MOSAYCA SIT BONNA ET A BONO DEO DATA.

AD ROM., II, [13] : « Non enim auditores legis iusti sunt apud Deum, set factores », id est iusti. Ergo bona est lex Mosayca, de qua hic loquitur Apostolus : « Set eius factores iustificabuntur. »

Idem, in eodem, [23] : « Qui in lege gloriaris per prevaricationem legis Deum inhonoras. » Ideo loquitur : qui inhonorat Deum non servando legem Mosaicam in qua erat gloria sua. Ergo servando eam Deus honorabitur ; ita bona est lex quantum in se.

Idem, III^o, [1, 2] : « Quid ergo est amplius Judeo ? Aut que utilitas circumcisionis ? Multum per omnem modum. Primum quidem, quia tradita sunt ei eloquia Dei. » Eloquia Dei appellat ea que in lege veteri continentur. Ergo bona est lex vel vetus Testamentum, si eloquia Dei continentur in eo.

Idem, VII^o, [7] : « Quid ergo dicemus ? Lex peccatum est ? Absit. » Ergo non est mala, si non est peccatum.

Idem, in eodem, [12, 13] : « Lex quidem sancta, et mandatum sanctum et iustum et bonum. Quid ergo bonum est, michi factum est mors ? Absit. » Set et quomodo posset Apostolus expressius hanc sententiam significare quam per ista verba.

Idem, in eodem, [14] : « Scimus enim quoniam lex spiritualis est ; ego autem carnalis sum, venundatus sub peccato. »

Idem, in eodem, [22, 23] : « Condelector enim legi Dei secundum interiorem hominem ; video autem, » etc.

Idem, in eodem, [25] : « Igitur ego ipse mente servio legi Dei. »

Item, [IX, 14, 15] : « Quid ergo dicemus ? Numquid iniquitas apud Deum ? Absit. Moysi enim dicit, » etc. Ergo Deus, apud quem non

est iniquitas locutus est Moysi. Ergo Deus bonus. Ergo a bono Deo est lex Moysi.

AD COR., II^a, VI^o, [16]: « Vos enim estis templum Dei vivi, sicut Deus dicit: « Quoniam inhabitabo in illis », etc. Set hoc dicit in veteri Testamento. Ergo bonum est, si Deus in eo loquitur.

AD GAL., III^o, [17]: « Hoc autem dico: Testamentum confirmatum a Deo, » etc. Ergo bonum est Testamentum vetus, si a Deo confirmatum est.

Idem, in eodem, [19]: « Quid igitur lex? Propter transgressores posita est, donec veniret semen, cui promiserat, ordinata per angelos in manu mediatoris. » Ergo bona est.

Idem, in eodem, [24]: « Lex pedagogus noster fuit in Christo. » Ergo, o heretice, bona est lex, si nos duxit ad Christum.

Idem, III^o, [4]: « Misit Deus Filium suum, factum ex muliere, factum sub lege. » Itaque bona est. Non enim sub opere maligni fecisset Deus Filium suum.

Idem, V^o, [14]: « Omnis enim lex in uno sermone impletur: Diliges proximum tuum sicut te ipsum. » Ergo bona est lex, cum in bono impletur.

AD THIM. I^a, I^o, [8]: « Scimus autem quod bona est lex, si quis ea legitime utatur. »

AD HEB., VIII^o, [8]: « Ecce dies veniunt, dicit Dominus, et consummabo super domum Israel et super domum Juda, testamentum novum, non secundum testamentum quod feci patribus eorum in die illa, qua apprehendi manum illorum, ut educerem eos de terra Egypti, quoniam ipsi me necllexerunt in testamento meo, et ego necllexi eos, dicit Dominus. » Ecce quam manifeste hic introduxit Paulus, quia vetus Testamentum Deus fecit, et suum appellat illud quod Judei irritaverunt.

MAT., V, [17, 18]: « Nolite putare quoniam veni solvere legem aut prophetas; non veni solvere, set adimplere. Amen quippe dico vobis, donec transeat celum et terra, iota, » etc. Si ergo Christus non venit « solvere legem set adimplere, » et nihil de ea vult removeri donec omnia flant que in ea continentur, patet manifeste ipsam non fuisse opus diaboli set Dei, cum alibi dicatur quod « Filius Dei in hoc apparuit, ut dissolvat opera diaboli » [I, Joan., III, 8].

Idem, XX (XIX), [17, 18]: « Si vis in vitam ingredi, serva mandata. Dixit illi: Que? Jhesus autem dixit illi: Non occides; non adultera-

bis, » etc. Ergo bonus fuit Deus, qui dedit talia precepta que Deus vult observari, et non potest dicere quod Dominus novi Testamenti quedam bona, quedam mala dedisset precepta, cum Dominus dicat arborem malum bonum fructum facere non posse [Matth, VII, 18, et item apostolus JA. [III, 11]: « Numquid fons de eodem foramine emanat, dulcem et amaram aquam? » Et maxime cum hoc esset contra tuam sectam, qua dicis malum sacerdotem non posse predicare vel similia facere, cum sit malus. Set quis diabolo nequior est?

JO., VI° (V), [46, 47]: « Si enim crederitis Moysi, crederitis forsitan et michi; de me enim ille scripsit. Si autem illius litteris non creditis, quomodo verbis meis credetis? »

Idem, XVI (VII), [49]: « Nonne Moyses dedit vobis legem, et nemo ex vobis facit legem? » Redarguit eos Dominus de legis transgressione.

LU., XVI, [29]: « Et ait illi Abraam: Habent Moysen et prophetas, audiant illos. » Ergo bona est lex, boni sunt prophete.

[XII]. — DE DICTIS PROPHETARUM RECIPIENDIS.

AD ROM., I, [2, 3]: « Quod autem promiserat in scripturis per prophetas suos de Filio suo. » Ergo prophete qui dicunt adventum Domini fuerunt servi Dei et dicta sua sancta.

AD THESS., III (Ia, V), [19, 20]: « Spiritum nolite extinguere; prophetias nolite spernere. »

AD EBREOS, [I, 1]: « Multifarie, multisque modis olim Deus locutus patribus in prophetis. »

Idem, III°, [7, 8]: « Quapropter, sicut dicit Spiritus Sanctus: hodie si vocem eius audieritis, nolite », etc. Ergo Spiritus Sanctus locutus est per prophetam.

PET. IIa, [1, 19]: « Ita habemus firmiorem propheticum sermonem. »

ACT., VIII (I), [16]: « Fratres, oportet impleri scripturam, quam predixit Spiritus Sanctus per os David. »

Idem, II°, [16, 17]: « Et hoc est quod dictum est per Joel: Erit in novissimis diebus, dicit Dominus, effundam de spiritu meo », etc.

Item, in eodem, III, 18, [18]: « Deus autem qui prenunciavit per os omnium prophetarum, pati Christum suum, implevit sic. »

MAT., VIII, [17]: « Ut adimpleretur quod dictum est per Ysaïam prophetam: Ipse infirmitates nostras accepit. »

MAR., VI (VII), [6] : « Bene prophetavit de vobis Ysaïas hipocritis, sicut scriptum est : Populus hic labiis me honorat. »

LU., I, [55] : « Sicut locutus est ad patres nostros, Abraam et semini eius in secula. »

Idem, ultimo, [XXIV, 25, 26] : « Stulti et tardi corde ad credendum in omnibus, que locuti sunt prophete ! Nonne oportebat pati Christum, » etc.

[XIII] : — DE FACTIS MIRACULOSIS ANTIQUORUM, UT MOYSI, QUOD SINT BONA ET A BONO DEO DATA, ET QUOD IPSI SINT SALVI.

AD COR., III°, [corr.: AD ROM., IV, 3] : « Quid enim scriptura dicit ? « Credidit Abraam Deo, et reputatum illi est ad iustitiam. »

[AD] GAL., III, [18] : « Abrae autem per repromissionem donavit Deus. »

AD EBR., II°, [16] : « Nusquam enim angelos apprehendit, set semen Abrae apprehendit. »

Idem, III, [5] : « Et Moyses quidem fidelis erat in tota domo eius. » Ergo bonus.

Idem, V, [4] : « Nec quisquam sumit sibi honorem, set qui vocatur a Deo tanquam Aaron. » Ergo Aaron a Deo vocatus fuit ad sacerdotii dignitatem.

Idem, VI, [20] : « Ubi precursor pro nobis introivit Jhesus, secundum ordinem Melchisedec pontifex factus in eternum. » Ergo Melchisedec bonus; nec est Melchisedec princeps mundi, ut nequiter hereticus opinatur. Nunquam enim sanctissimus Jhesus Christus fuisset ordinatus secundum ordinem diaboli.

Idem, XI, [4] : « Abel fide plurimam hostiam obtulit quam Chain. »

In eodem, [5] : « Fide Enoc translatus est, ne videret mortem et non inveniebatur, quia transtulit illum Dominus ; ante translationem enim testimonium habuit placuisse Deo. »

Idem, in eodem, [7] : « Set de Noe, responso accepto de hiis que adhuc non videbantur, metuens abtavit arcam in salutem domus sue, per quam dampnavit mundum ex iusticia que per fidem [est], heres est institutus. »

Idem, in eodem, [8] : « Qui vocatur Abraam obedivit Deo in locum exire, » etc.

Idem, in eodem, [11] : « Fide et ipsa Sara sterilis virtutem et conceptionem seminis accepit, » etc.

Discurre per totum capitulum, et invenies de diversis comendata facta eorum. *Idem*, [29] : « Fide transiverunt mare rubrum. » *Idem*, [30] : « Fide muri Jericho corruerunt ».

MATTH., X[III] (XVII), [4] : « Respondens autem Petrus dixit : Domine, bonum est nos hic esse ; si vis, faciamus hic tria tabernacula, tibi unum, Moysi unum et Helie unum ». Ergo erant in bono statu, si Petrus obtabat stare in eorum societate. Nec potes dicere hoc deliramentum fuisse, ideo quod Marcus dicit in Euvangelio suo de Petro : « Non enim sciebat quid diceret » [IX, 3], cum hic superius dicat manifeste, scilicet MARCUS, [3] : « Et ecce apparuit illis Moyses et Elias cum eo loquentes ». Nec possunt heretici intelligere Moysen fuisse patrem et Elyam Spiritum Sanctum, cum in Euvangelio Johannes dicat Deum nemo vidisse unquam ; et hoc maxime de Patre intelligitur.

Idem, XXV (XXIII), [33] : « Ut veniat super nos omnis sanguis iustus, qui effusus est super terram a sanguine Abel usque ad sanguinem Zacharie, » etc. Ergo et Abel et multi alii qui ante adventum Christi fuerunt, iusti inventi sunt.

LU., XIII, [28] : « Cum videritis Habraam, Ysaac et Jacob et omnes prophetas in regno Dei ». Ergo Abraam, Ysaac et Jacob cum omnibus prophetis salvi sunt. Nec potest hereticus spiritualiter exponens dicere Habraam Patrem, Ysaac Filium, Jacob Spiritum Sanctum esse, cum de Abraam dicat Dominus in Euvangelio Johannis : « Antequam Abraam fieret ego sum. »

Idem, XXIII (XX), [37, 38] : « Quia vero resurgunt mortui, et Moyses ostendit secus rubum, sicut dicit Dominum « Deum Abraam et Deum Ysaac et Jacob. » Deus autem non est mortuorum set vivorum ; omnes enim vivunt. » Ecce quam manifeste Dominus ostendit patriarchas vivere cum Deo ; itaque necessario salvi sunt.

JO., VI° (V), [45] : « Nolite putare, quia ego accusaturus sum vos apud Patrem ; est qui accusat vos, Moyses, in quo vos speratis. » Ergo Moyses in quo Judei sperabant bene est ante Deum, si peccatores idem accusabit.

[XIII]. — QUOD BEATUS JOHANNES BAPTISTA SIT SALVUS ET ANGELUS
BONUS ANNUNCIAVIT EUM.

Luc., I^o, [11] : « Apparuit ei angelus Domini, stans a dextris altaris incensi. » Ergo bonus fuit angelus Domini.

Idem, in eodem, [19] : « Et respondens angelus, dixit ei : Ego Gabriel Angelus qui sto ante Deum, » etc. Ergo optimus angelus fuit, ut fuit Gabriel nunciator Dominice nativitatis, et si astat ante Deum, non enim demones astant ante Deum ; nec dicat hereticus per hunc angelum mentiri de hiis que dixit, cum hec minime dicat, set Lucas.

Item, in eodem, [15] : « Erit enim magnus coram Domino, vinum et ciceram non bibet, et Spiritu Sancto replebitur adhuc, etc. » usque in « prudentiam iustorum. » Quomodo ergo beatus Johannes non est sanctissimus, si coram Deo magnus a tanto teste legitur, id est a beato Luca, et si de magna virtute abstinencie commendatur, et si Spiritu Sancto repletus est in utero materno, et si Deus precepit parare sibi viam retam et plebem perfectam, et si incredibiles ad prudentiam iustorum convertit ?

Idem, II^o (I), [44] : « Ecce enim, ut facta est vox salutationis tue in auribus meis, exultavit in gaudio infans in utero meo. » Si malus spiritus, potius contristatus et perterritus extitisset.

Idem, in eodem, [67] : « Etenim manus Domini erat cum illo. Et Zacharias, pater eius, impletus est Spiritu Sancto, et prophetavit, dicens, » etc. Ergo sanctus filius beatus Johannes ; numquam enim [manus] Domini fuisset cum spiritu maligno, set potius contra, et nequaquam pater eius repletus est Spiritu Sancto ad Deum laudandum sibi ipsum et ad bene prophetandum de ipso.

Idem, III^o (II), [2-18] : « Factum est autem verbum Domini super Johannem Zacharie filium in deserto, et venit in omnem regionem Jordanis, predicans baptismum penitentie in remissionem peccatorum, » usque in « Herodes autem tetrarcha. » Ex qua predicatione patet ipsum, scilicet [Johannem Baptistam], fuisse [iustum] ; si enim fuisset [malus] ut ex ore heretici habeam, unde concludam sibi [si] arbor mala fuisset, numquam fructus tales ex eo decerperentur.

Idem, VI^o (VII), [24-26] : « Quid existis in desertum videre, » etc. « Utique dico vobis : et plus quam prophetam. » Ecce quomodo Dominus comendat sanctum Johannem, dicens non eum esse arundinem ventibus agitatam, id est mobilem in credulitate quam

prius de Christo habuerat dicens eum agnum « Dei qui tollit peccatum. » Item non esse vestimentum [corr. : vestibus] mollibus « indutum. » Item eum esse « plus quam propheta. » Et totam hanc comendationem fecit Dominus post recessum discipulorum : quare patet ipsum minime dubitasse ; nunquam enim Dominus postea eum comendasset.

Idem, in eodem, [28] : « Dico enim vobis : Maior inter natos mulierum propheta Johanne nemo est. »

Idem, in eodem, [33] : « Venit Johannes Baptista non manducans panem neque bibens vinum, et dicitis : Demonium habet. » Set Dominus reprehendebat eos. » Ergo non demonium, set spiritum Dei habebat.

Jo., I, [6, 7] : « Fuit homo missus a Deo, cui nomen erat Johannes. Hic venit in testimonium » usque « crederent per illum. » Hic videat gazarus quomodo hic malus spiritus potuit esse, quem Deus misit ad testimonium perhibendum de filio suo.

Item, VI^o (V), [35] : « Ille erat lucerna ardens et lucens. » Ecce quomodo Deus appellat beatum Johannem lucernam lucentem per predicationis officium, et ardentem per caritatis affectum. Ergo sanctissimus fuit et salvus in regno Dei.

XV]. — QUOD BEATA MARIA NON FUIT ANGELUS SET MULIER, SICUT ET CETERE, EXCEPTO QUOD SANCTIOR.

MATTH., I [16] : « Jacob autem genuit Joseph virum Marie, de qua natus est Jesus qui vocatur [Christus]. » Cum dicat eam Mariam, innuit eam non fuisse angelum marritum, prout delirant heretici. Item, cum dicat eam fuisse uxorem Joseph, sicut et in pluribus locis sancti Evangelii legitur, manifeste declarat eam mulierem fuisse : mulieris enim est nubere et non angelorum, cum Dominus dicat in Euvangelio de sanctis hominibus cum erunt in patria : « Erunt sicut angeli Dei, neque nubent neque nubentur. » Item, cum dicat de qua [natus est Jhesus], evidenter insinuat eam mulierem fuisse non angelum, que enim vel qua tantum ratione sexus mulieris dicitur.

Item, III^o (I), [18] : « Antequam convenirent, inventa est in utero habens. » Igitur mulier fuit et non angelus. Quis enim unquam audivit, o seve gazare, angelum pregnantem esse.

Idem, in eodem, [20] : « Joseph, fili David, noli timere accipere Mariam coniugem tuam ; quod enim in ea, » etc.

Idem, in eodem, [23] : « Ecce virgo in utero habens [*corr.* : habebit]. »

Idem, in eodem, [25] : « donec peperit filium. »

Idem, XIII (XII) [46] : « Adhuc eo loquente ad turbas, ecce mater eius. »

Lu., I, [36] : « Ecce Elisabet cognata tua ». Ergo non fuit angelus : angelus non est cognata cum sit masculus, nec cognatus, cum inter angelos et angelos vel inter angelos et homines non sit gradus consanguinitatis.

Idem, in eodem, [42] : « Benedicta tu in mulieribus. » Si enim non esset mulier, qua ratione vel quo privilegio benedicta inter mulieres specialiter diceretur ?

Item, XI, [27] : « Beatus venter qui te portavit, et ubera que suc-
cisti. » Ista ubera nunquam angelice nature convenire possunt.

Jo., XI (XIX), [26] : « Mulier, ecce filius tuus ». Ecce quam manifeste Dominus eam mulierem appellat ; et euvangelista proprie matrem Christi dicit.

Ad GAL., III, [6] : « Misit Deus Filium suum factum ex muliere. »

[XVI]. — QUOD DOMINUS JHESUS CHRISTUS FUIT VERUS HOMO
EX CORPORE ET ANIMA CONSTANS.

Ad ROM., I, [3] : « Qui factus est ei ex semine David secundum carnem. » Ergo manifeste habet carnem humanam, nam aliam ex semine David trahere non potuit. Nec potes dare quod David fuisset hic Deus Pater, cum dicat angelus [*corr.* : apostolus] qui factus est ei, id est Deo, de semine David. Ergo alius est Deus, alius David. Nec potes dare quod David fuisset angelus, quoniam ab angelo non potuisset habere carnem, cum angeli spiritus sint.

Idem, VIII°, [3] : « Deus, filium suum mittens in similitudinem carnis peccati et de peccato, dampnavit peccatum in carne. »

Idem, VIII, [5] : « Quorum patres ex quibus est Christus secundum carnem. » Set ex Judeis non potuit esse secundum carnem spiritua-
lem, qui est spiritus secundum opinionem hereticorum, cum secundum omnes spiritus ex traduce non veniunt ; ergo secundum carnem humanam.

Jo., I^a, III^o, [2,3] : « Omnis spiritus qui confitetur Jhesum Christum ex carne venisse, ex Deo est ; et omnis spiritus qui solvit Jhesum, ex Deo non est ; et hic est antichristus. » Ergo omnis paterinus est antichristus.

Idem, II^a, I^o, [7] : « Quoniam multi seductores exierunt in mundum, qui non confitentur [Jhesum] Christum venisse in carnem ; hic est seductor et antichristus. »

MATTH., I^o, [16] : « Jacob genuit Joseph, virum Marie, de qua natus est Jhesus. » Ergo habuit carnem humanam ; et in hoc possunt introduci omnes scripture, que de ipsius conceptione, vel natiuitate seu circumcisione locuntur.

Idem, X (IX), [6] : « Ut sciatis autem quoniam filius hominis, seu mulieris. »

Item, XXIII (XXVI), [12] : « Mittens enim hec unguentum hoc in corpus meum, ad sepeliendum me fecit. »

Idem, XVIII (XXVII), [38] : « Tunc Pilatus iussit reddi corpus. Et accepto corpore, Joseph involvit illud in sindone munda, » etc. Hic dicat hereticus de quo corpore loquatur euvangelista ; de spiritali, id est de anima loqui non potest, cum de illa minime dixisset : « Clamans voce magna, emisit spiritum » [Luc., XXIII, 46]. Ergo de carneo corpore loquitur.

Jo., V. (IV), [6] : Jhesus fatigatus ex itinere sedebat sic supra fontem. » Ergo habebat corpus Christus quod poterat fatigari.

Idem, X (IX), [6] : « Hec cum dixisset, expuit in terram et lutum fecit ex sputo et linivit oculos eius. » Hec solummodo corpori conveniunt.

Luc., ultimo, [XXIII, 39] : « Videle manus meas et pedes meos, quia ego ipse sum ; palpate et videte, quia spiritus carnem et ossa non habent, sicut me videtis habere. »

PETRI I^a, III^o, [1] : « Christo igitur passo in carne et vos eadem cogitatione armamini. » Ergo Dominus manifeste habuit carnem passibilem vere et non fantasticam ; alioquin male sequeretur illud : « et vos eadem cogitatione armamini. »

Jo., III (II), [19] : « Respondit Jhesus : Solvite templum hoc et in tribus diebus excitabo illud. » Postea dicit Euvangelista : « Ille autem dicebat de templo corpori sui. » [21] Set de corpore spiritali, id est de anima, nequaquam posset intelligi, quia illi nichil facere poterunt, cum ipse dicat alibi : « Anime autem non habent quod faciant. »

Item, nec de corpore spirituali, quia tunc esset impassibile et intractabile manibus peccatorum.

Lu., ultimo, [XXIII, 46] : « Sic oportebat Christum pati, et resurgere a mortuis. » Hic respondeat hereticus, quia si vere non est passus nec vere resurrexit.

[XVII].— QUOD DEUS COMEDIT MORE HUMANO.

MATTH., XII (XI), [19] : « Venit enim filius hominis manducans et bibens, et dicens », etc. Quod nequaquam de spirituali manducatione posset intelligi, quia de illa minime sibi Judei impropèrassent.

Item, III, [2] : « Et cum ieiunasset XL^a diebus et XL^a noctibus. » Igitur antea comederat; nec potest hoc aliqua ratione intelligi de spirituali ieiunio, quia sic Dominus XL^a diebus abstinuisset a cibo spirituali, quod absurdum esset credere. Nec potest intelligi quod fuisset ieiunium a malo opere; sic igitur antea perpetrasset malum, quod turpius esset credere. Nec potest intelligi quod illo tempore ieiunasset a predicatione, quia nec antea nec postea statim predicavit.

Item, XXVII (XXVI), [23] : « Qui intingit mecum manum in paropside, hic me tradet. » Set Judas, si comedebat cum Domino in paropside spirituali bona vel mala; in bona non, quia erat fur et latro, et iam diabolus intraverat cor eius ut traderet Dominum; nec in mala, quia Dominus nunquam mala fecit. Ergo in temporali paropside comedebat cum Domino.

Lu., XV, [1, 2] : « Appropriquantes publicani ei... peccatores recipit et manducat cum illis. » Set non cibum spiritualem, cum ipsi essent peccatores; ergo temporalem. Nec potest dici quod secum comederet, eos spiritualiter incorporando, quia secundum hoc dixissent scribe et pharisei, quia hic peccatores recipit et manducat cum illis. »

Act., I, [4] : « Et convescens », id est simul vescens, « precepit. »

Idem. X., [1] : « Petrus, qui manducavimus et bibimus cum illo postquam surrexit a mortuis. » In quo verbo communi Petri, scilicet « bibimus » patet Dominum aliquando bibisse aquam, cum in passione dixit postquam vinum biberat : « Amodo non bibam de hoc genimine vitis. »

Lu., ultimo, [XXIII, 41, 42] : « Adhuc illis non credentibus et

mirantibus pre gaudio, dixit : Habetis hic aliquid quod manducetur ? At illi optulerunt ei partem piscis assi et favum mellis. Et cum manducasset coram eis, sumens reliquias dedit eis. »

Idem, XXI., [7, 11] : « Erat dies azimorum, in qua necesse erat occidi pascha. » Et de ista pascha dicitur inferius : « Et dicite patrifamilias : Magister dicit : Ubi est diversorium, ubi pascha cum discipulis meis manducem ? »

Et iterum, de eodem inferius, [15] : « Desiderio desideravi hoc pascha manducare vobiscum, antequam patiar. » Ergo Dominus comedit carnes, quia sic exponitur pascha, scilicet agnus paschalis, sicut in lege veteri invenitur. Nec potes intelligere de pascha, id est de ipsa die festivitatis, quia nunquam fuit auditum quod dies occideretur ; nec spiritualiter potest intelligi de ipso agno paschali occiso in passione sua, quia minime apostoli sui paraverunt passionem suam, immo quam plurimum doluere ; et maxime cum Dominus dicat : « Desiderio desideravi hoc pascha manducare vobiscum, antequam moriar. » Ergo ante passionem suam manducatus est agnus ille.

[XVIII].— DE ANIMA CHRISTI.

Jo. I^a, [III, 16] : « In hoc cognovimus caritatem Dei, quoniam ille pro nobis animam suam posuit. » Ergo habuit animam humanam, secundum quam contristatus est. Nec potes dicere ut putabatur, quia veritas est que loquebatur que neminem fallit.

Idem, in Euvangelio [MATTH., XXVI, 39] : « Pater, transeat a me calix iste ; verumptamen non sicut ego volo, set sicut tu. » Ergo habebat aliquo modo aliam voluntatem a Patre, quod secundum divinam vel angelicam naturam esse non potuit ; igitur secundum sensualitatem anime. Ergo habuit animam humanam. Preterea secundum angelicam naturam non orabat, ut calix passionis transiret ab eo, quia illa est impassibilis. Ergo secundum humanam naturam orabat.

MATTH., XXIII (XXVII), [46] : « Deus meus, Deus meus, ut quid dereliquisti me ? » Hoc non dixit secundum corpus, quia corpus per se non loquitur. Nec est angelicus spiritus, quia ille esset derelictus a Deo. Igitur secundum spiritum humanum loquutus est.

Idem, in eodem, [50] : « Jhesus autem clamans voce magna, emisit spiritum. »

Jo., X, [41] : « Ego sum bonus pastor. Pastor bonus animam suam dat pro ovibus suis. »

Idem, in eodem, [47] : « Propterea me Pater diligit, quia ego pono animam meam, et iterum sumo eam.

Idem, XI (XII), [27] : « Nunc anima mea turbata est. » Hoc nunquam de angelica anima posset intelligi, quia in illa non cadit passiourbationis.

MAR., XII (XIV), [33] : « Et cepit pavere et tedere. » Set tedium et pavor tantum sunt passionēs anime humane. Ergo habuit animam humanam.

Jo., XIII (VII), [28] : « Clamabat ergo docens in templo Jhesus, dicens : Et me scitis et unde sim scitis. » Ergo habebat naturam humanam secundum quam cognoscebant ipsum ; nam secundum divinam non cognoscebant ipsum, sicut ipse dicit in eodem capitulo eisdem Judeis : « Neque me scitis, neque patrem meum » [VIII, 19]. Ex quibus duabus auctoritatibus patet manifeste Dominum nostrum duas naturas habuisse, scilicet humanam et divinam.

[XIX]. — QUOD CORPORA DEBEANT RESURGERE.

AD ROM., VIII, [41] : « Quod si spiritus eius qui suscitavit Jhesum habitat in vobis, vivificabit et mortalia corpora vestra. » Igitur resurgent corpora. Nec posset intelligi radix erroris de corporibus prostratis in celis, quia illa non sunt mortalia.

AD COR. I^a, VI^o, [14] : « Deus vero et Dominum suscitavit, et nos suscitabit per virtutem suam. Nescitis quoniam corpora vestra membra Christi sunt », etc. Dicit apostolus : « membra », quia sicut Deus illum suscitavit, ita et nos suscitabit. Set illum spiritualiter non suscitavit, ita neque nos ; set sicut secundum corpus suscitavit illum, ita et nos. Item, nunquam potest intelligi de spirituali resurrectione que a peccatis mortalibus est per penitentiam resurgere, quia apostolus sanctis scribit, inter quos se computat, cum dicit : « Et nos », etc., qui iam erat in penitentia, nam tunc hic dixisset : ita et nos suscitavit. Itaque cum dicit « suscitabit » in futuro, patet quod de corporum resurrectione adhuc futura loquitur. Nec etiam de resurrectione animarum vivorum adhuc facienda potest intelligi, quia nunquam anime resurgent in futuro cum non sint mortue, id est perceptive ; vel si sint mortue et in inferno, illud planum est quod nunquam resurgent ad vitam.

Idem, XVI (XV), [12] : « Si autem Christus predicatur quod surrexerit a mortuis, quomodo quidam dicunt in vobis quoniam resurrectio mortuorum non est ? Si autem resurrectio mortuorum non est, neque Christus resurrexit ; si autem Christus non resurrexit, inanis predicatio nostra, inanis est fides vestra. Invenimur autem falsi testes Dei, quoniam testimonium diximus adversus Deum, qui suscitavit Christum ; quem non suscitavit, si mortui non resurgunt. Nam si mortui non resurgunt, neque Christus resurrexit. Quod si Christus non resurrexit, vana est fides vestra, adhuc enim estis in peccatis vestris. Ergo et qui dormierunt in Christo perierunt, » etc. Ex hiis verbis aperte monstratur Christi resurrectio, et manifeste probat apostolus futuram corporum resurrectionem.

Idem, in eodem, [53] : « Oportet enim corruptibile hoc induere incorruptionem, et mortale hoc induere immortalitatem. Cum autem mortale hoc induerit immortalitatem, tunc fiet sermo qui scriptus est, » etc. Si enim de corporibus in celis prostratis intellexisset, tunc dixisset : « Oportet enim illud corruptibile, » etc. ; vel si de corpore spirituali locutus fuisset apostolus, quod dicit hereticus, tunc dixisset : Oportet hoc corruptum et hoc mortuum, etc. Item, dixit hoc quod est demonstratum ad oculum, et ad intellectum patet quod de corpore carnis humane hic loquitur resurrecturo in die iudicii.

AD COR. I^a, XII [corr. : LU., III, [12] : « Et videbit omnis caro salutare Dei. »

Idem, II^a, IIII, [41] : « Ut et vita Jhesu manifestetur in carne nostra mortali. »

Idem, V, [40] : « Enim nos manifestari oportet ante tribunal Christi, ut referat unusquisque propria corporis, prout gessit, sive bonum, sive malum. » Igitur resurgent corpora ; nam alia ad premium, alia ad penam ; set sicut meruerint illa eadem resurgent.

Idem, AD PILIP., II (III), [20] : « Unde salvatorem expectamus Dominum nostrum Jhesum Christum, qui reformabit corpus humilitatis nostre configuratum corpori claritatis sue, secundum operationem, » etc.

AD TIMOT., ultimo (corr. : AD THESS. I^a, V, 23) : « Ipse autem Deus pacis sanctificet vos per omnia, ut integer spiritus vester et anima et corpus sine querela in adventu Domini nostri Jhesu Christi servetur. » Ergo aliud est corpus ab anima, quod orat apostolus conservari sine peccato in adventu Jhesu Christi ; quod de corpore alicuius pros-

trato in celis intelligi non debet; nam secundum hoc ociosa et vana esset oratio apostoli; nam si non illa, non possent illa corpora peccare cum essent mortalia. Igitur corpora nostra humana erunt in adventu Dei. Ergo resurgent.

Apo., XI, [9]: « Et corpora eorum supponi in monumentis. »

Et postea, [11]: « Post tres dies et dimidium spiritus vite intravit in eos. Et steterunt super pedes suos. » Quod nequaquam scripsisset beatus Johannes, nisi secundum corpora deberet esse resurrectio.

Idem, I°, [7]: « Et vid[eb]it eum omnis oculus, et qui eum pupugerunt, » etc. Ergo omne corpus erit in iudicio.

Act., XXVI (XXIII), [6]: « Viri fratres, ego phariseus sum, de spe et resurrectione mortuorum ego iudicor. »

MAR., XXVII (*corr.*: MATTH., XXII, 23-33): « In illa die accesserunt ad eum Saducei, qui dicunt non esse resurrectionem, » usque in « Et audientes turbe. »

Idem, XXVIII (XXVII), [52, 53]: « Et multa corpora sanctorum, qui dormierant, surrexerunt, et venerunt in sanctam civitatem et apparuerunt multis. » Igitur surrexerunt secundum corpora; quod non posset intelligi de spirituali resurrectione que est penitentia, quia secundum hereticum non dico ante resurrectionem set usque ad adventum Spiritus Sancti in die pentecostes non fuit aliquis in patria.

Jo., VI° (V), [28, 29]: « Nolite mirari hoc, quia venit hora in qua omnes qui in monumentis sunt, audient vocem filii Dei, et procedent, qui bona fecerunt, in resurrectionem vite; qui vero mala egerunt, in resurrectionem iudicii. » Hec nunquam de resurrectione animarum [poterunt] intelligi, set corporum, quia non stant anime in monumentis, set corpora tantum. Nec posset quis spiritualiter exponere ut diceret monumenta peccata, quia male sequeretur illud: « Omnes, etc., audient vocem filii Dei, » quia multi sunt peccatores, qui non audiunt vocem filii Dei, saltim quia nolunt.

Idem, VII° (VI), [39]: « Hec est enim voluntas eius, qui misit me, Patris, ut omne quod dedit michi, » id est corpus et animam, « non perdam ex eo quicquam, » nec minimam partem corporis iusta (*sic*) illud: « nam et capillus de capite vestro non peribit, » [Lu., XXI, 18], « set resuscitem illud in novissimo die » [Jo., VI, 39], subaudi excepta superfluitate et indecencia.

Idem, [XI, 23]: « Dicit illi Jhesus: Resurget frater tuus; » quod

de corporali resurrectione necesse est intelligere, propter quod dixit ei Martha : « Scio quia resurget in novissimo die » [24].

Ex hiis omnibus patet aperte corpora resurgerere debere ad bonum vel ad malum pro meritis.

[XX]. — QUOD BAPTISMUS AQVE SIT, ET QUOD DE NECESSITATE DEBEAT FIERI.

AD ROM., VI^o, [3, 4] : « An ignoratis, quia quicumque baptizati sumus in Christo Jhesu, in morte ipsius baptizati sumus? Consepulti enim sumus per baptismum in mortem, ut quomodo surrexit Christus a mortuis per gloriam Patris, ita et nos in novitate vite ambulemus. »

AD COR. I^a, [I, 13-17] : « Numquid Paulus crucifixus est pro vobis? aut in nomine Pauli baptizati estis? Gratias ago Deo in eo quod neminem vestrum baptizavi nisi Crispum et Gaium. Ceterum nescio si quem alium baptizaverim. Non enim misit me Christus baptizare, set euangelizare. » Ex quibus verbis patet manifeste baptismum aque sanctum esse et faciendum. Si enim non esset bonum, eos manifeste reprehendisset quod baptizarentur; quod nequaquam fecit, set hoc tantum quod ei in cuius nomine baptizati sunt, id est Christo, non vere atribuebant cum de baptismatis (*sic*) tractarent. Item, si non esset faciendum, nunquam apostolus fecisset; et si non esset in eo salus; nec aliqua ratione potest intelligere hereticus, filius iniquitatis, hic beatum Paulum loqui de baptismo spirituali, id est de precatione vel manus impositione, quia secundum hoc non duos homines et unam familiam predicasset vel manus eis imposuisset doctor et predicator gentium. Item, non secundum hoc dixisset : « Gratias ago Deo in eo quia neminem baptizavi, » etc. Immo quamplurimum ingemisceret, si tam miserabilem effectum predicationis exercuisset, ad quod specialiter esset a Deo vas electionis electus. Item, quod differentia sit inter baptismum de quo fuerat locutus et predicationem, subdit : « Non enim misit me », etc.

Idem, III^o, [6] : « Ego plantavi, Apollo rigavit, Deus autem, » etc. Ergo bonum est baptismum aque, si Apollo exercebat illud.

AD EPHES.. III^o (III), [3] : « Unus Dominus, una fides, unum baptismum. »

Idem, in eodem, [V, 23, 26] : « Viri, diligite uxores vestras, sicut

et Christus dilexit ecclesiam et seipsum tradidit, » mundans eam lavacro in verbo vite et invocatione Trinitatis.

Act., III^o (II), [38] : « Petrus ait ad illos : Penitentiam agite et baptizetur unusquisque vestrum in nomine Jhesu Christi, in remissionem peccatorum. » Ergo ut peccatorum remissio adsit, necessarius est aque baptismus ; nec potest dici quod idem sit baptismus quod penitentia, cum dicat prius : « Penitentiam agite, » et postea : « baptizetur. »

Idem, VIII, [12] : « Cum vero credidissent Philippo euvangelizanti de regno Dei, in nomine Domini nostri Jhesu Christi baptizabantur viri ac mulieres, » etc. Ergo prius crediderant et euvangelizati erant de regno Dei, id est predicati ; et postea baptizabantur in nomine Jhesu Christi. Igitur fides vel predicatio non est idem quod baptismus. Ergo baptizabantur postea aque baptismo.

Idem, in eodem, [36] : « Et ait eunuchus : Ecce aquam ; quis prohibet me baptizari ? Dixit autem Philippus : Si credis ex tote corde, licet. » Et postea, [38] : « Et descendit (sic) uterque in aquam ». Et postea sequitur : « Et baptizavit eum. » Non potest intelligi de aqua spirituali, quia sic uterque cepit predicare unus alterum, aut uterque cepit tunc agere penitentiam, aut uterque cepit manus impositionem facere unus alteri.

Idem, X (IX), [18] : « Et surgens baptizatus est, » scilicet Paulus. Set hoc de manus impositione intelligi non potest, cum superius dicatur [17] : « Et abiit Ananias et introivit domum, et imponens ei manus, dixit, » etc. Ergo ante manus impositio facta fuerat ei.

Idem, X, [47] : « Tunc respondit Petrus : Numquid aquam quis prohibere potest, ut non baptizentur hii, qui Spiritum Sanctum receperunt, sicut et nos ? »

Idem, XXI (XIX), [3-6] : « Dixit Paulus : In quo ergo baptizati estis ? Qui dixerunt : In Johannis baptismo. Dixit Paulus : Johannes baptizavit baptismo penitentie, dicens, in eum qui venturus esset post eum, ut crederent, hoc est, in Jhesum. Hiis auditis, baptizati sunt in nomine Domini nostri Jhesu Christi. Et cum imposuisset illis manus, cecidit super eum Spiritus Sanctus. » Ergo prius eos predicaverat, cum dixit : « In quo baptizati estis, » etc. ; et postea : « baptizavit » ; deinde : « manus eis imposuit. » Ergo baptisma non est predicatio nec manus impositio.

MAR., ultimo, [XVI, 16] : « Qui crediderit et baptizatus fuerit, salvus erit. »

LU., III., [21] : « Factum est cum baptizaretur omnis populus, et Jhesu baptizato », etc. Hoc nunquam de predicatione potest intelligi, vel manus impositione, quia tunc non predicabatur aliquis secundum hereticum nec manus imponebantur alicui, nec Christo indulgebat. Igitur in aqua materiali baptizatus est Dominus; quod quidem si malum fuisset nunquam eo usus fuisset Dominus, qui dixit se magistrum nostrum esse veritatis. Et iterum : « Quemadmodum ego facio et vos faciatis » [Jo., XIII, 15].

MATTH., ultimo, [XXVIII, 19] : « Euntes ergo docete omnes gentes, baptizantes eos in nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti. »

JO., III., [5] : « Nisi quis renatus fuerit ex aqua et Spiritu Sancto, » etc. Ergo aliud est aqua baptismi, id est ipsum sacramentum, et aliud gratia Spiritus Sancti, cum hic ponatur hec copula « et, » et si sine utroque non potest introire in regnum celeste. Ergo multum est necessarium aque baptismum (*sic*), et sanctum et utile.

Idem, III., [22] : « Post hec venit Jhesus et discipuli eius in Judeam terram, et illic demorabatur et baptizavit. »

Idem, V (III), [1,2] : « Agnovit Johannes (*corr.* : Jhesus) quia audierunt pharisei quod Jhesus plures discipulos facit et baptizat quam Johannes, quanquam Jhesus non baptizaret, set discipuli eius. » Set hoc de predicatione vel manus impositione intelligi non potest, quia tunc discipuli non predicabant, nec etiam Spiritum Sanctum per manus impositionem dabant, cum non secundum hereticos ipsi sibi recte pariter... (1); nec etiam est putandum tantum nephas ut credatur Christum tunc non predicare vel Spiritum Sanctum non dare. Ergo materialiter baptizabant discipuli veritatis, immo Dominus per eos, cum dicatur superius quod ipse baptizabat et quod non baptizabat, quasi diceret : baptizabat per suos, per se autem minime. Ergo factum est aqua materiali baptisma et faciendum.

Item, MATTH., X (IX), [2] : « Et ecce offerebant ei paraliticum iacentem in lecto. Et videns Jhesus fidem illorum, dixit paralitico : Confide, fili, remittuntur tibi peccata. » Ergo in aliorum fide remisit ei Dominus peccata; ita et baptisma in patrinorum fide plus prodesse potest.

(1) Un mot manque probablement.

Idem, VIII, [13] : « centurioni : Vade, et sicut credidisti fiat tibi. Et sanatus est puer in illa hora. » Ergo in alterius fide.

Idem, XV, [28] : « O mulier, magna est fides tua. » Et sequitur : « Et sanata est filia eius in illa hora. »

MAR., VII (IX), [21] : « Si quid potes, adiuva nos, misertus nostri. » Hoc dixit Domino pater demoniaci. Etc.

[XXI]. — QUOD PANIS ET VINUM IN CONSECRATIONE CONVERTANTUR
IN CORPUS ET IN ANIMAM CHRISTI.

MATT., XXXII (XXVI), [26-28] : « Cenantibus autem eis, accepit Jhesus panem, benedixit ac fregit, deditque discipulis suis, et ait : Accipite et comedite ex hoc omnes : Hoc est corpus meum. Et accepit calicem, gratias egit, dedit illis, dicens : Bibite ex hoc omnes : Hic est sanguis novi testamenti, qui pro multis effundetur in remissionem peccatorum. » Ex hiis verbis patet quod in consecratione convertitur panis et vinum in corpus et sanguinem Christi. Si enim non hoc esset, frustra Dominus panem appellasset corpus suum, vel vinum effundi in peccatorum remissionem. Nec potest dicere hereticus quod ista verba non referantur ad panem transubstantiatum in corpus eius et sanguinem, cum hoc vel hic sit relatum, ad oculum et non intellectum, cum de illo quem prius appellaverat panem benedictum, et elevatum et fractum, dixit : « Accipite : Hoc est corpus meum. » Similiter et de vino. Vel si relatione tenetur hoc immediate ad Christi sanguinem, vel etiam mediate, saltem convincitur hereticus de Christi humanitate.

Idem, VIII (corr. : Joan., VI, 51, 52) : « Ego sum panis vivus, qui de celo descendi. Si quis manducaverit ex hoc pane, vivet in eternum ; et panis quem ego dabo, caro mea est pro mundi vita. » Ecce quod hunc panem appellat seipsum et carnem suam, quam si quis acceperit vivet. Itaque ad salutem recipiendum est corpus Domini.

Idem, in eodem, [54] : « Amen, amen, dico vobis, nisi manducaveritis carnem filii hominis et biberitis eius sanguinem, non habebitis vitam in vobis. Qui manducat carnem, » etc. Nescio qualiter potuisset Dominus exprimere quod in hac parte sancta credit Ecclesia.

AD COR. I^a, X^o, [16] : « Calix benedictionis, cui benedictione

communicamus, sanguis Christi est; et panis quem frangimus nonne participatio corporis Domini est? »

Idem, XI, [23-24] : « Ego enim accepi a Domino quod et tradidi vobis, quoniam Dominus Jhesus Christus in qua nocte tradebatur accepit panem, et gratias agens, fregit et dixit : « Accipite et comedite, hoc est corpus meum, » etc. Ecce quomodo quod prius dixerat : « panem, » quomodo postea dixit : « Corpus meum quod pro vobis tradetur. » Si de corpore doctrine sue intellexisset, quomodo in futuro dixisset : « tradetur. » Sequitur [25, 26, 27] : « Similiter et calicem, postquam cenavit, dicens : Hic calix novum testamentum in meo sanguine. Quotiescumque enim manducabitis panem hunc et calicem bibetis, mortem Domini annunciabitis donec veniat. Itaque quicumque manducaverit panem hunc vel biberit indigne, reus erit corporis et sanguinis Domini. » Dicat anathema qua ratione, si quis indigne comedit simplicem panem et bibit simplicem (*sic*) vinum, reus erit corporis et sanguinis Domini? Quod si eodem modo in hoc : « Hoc est corpus meum » sic exponitur prout false delirat, id est significat « corpus meum, » quare et intendit qui comederit indigne de hoc significare reus esset corporis Domini cum illud non esset? vel quomodo per creaturum diaboli, scilicet per panem et vinum sacrum, alias dicere posset tam preciosum quid significari, scilicet corpus et sanguinem Domini nostri Jhesu Christi? Sequitur, [28, 29] : « Probet autem seipsum homo, et sic de pane illo edat et de calice bibat. Qui enim manducat et bibit indigne, iudicium sibi manducat et bibit, non diiudicans corpus Domini. » Ergo in hoc iudicium sibi sumit, quia non diiudicat corpus Domini, cum indigne, id est cum peccato mortali, hunc panem manducat et de hoc calice bibit. Ergo id est corpus Domini. Igitur corpus Domini latet sub hostia sanctificata, quod ad salutem necessarium est a fidelibus sumi.

[XXII]. — QUOD IN MATRIMONIO SALVENTUR HOMINES VIVENDO
SECUNDUM IPSUM.

AD. COR. I^a, VIII (VII), [2] : « Propter fornicationem autem unusquisque suam uxorem habeat. » Ergo propter fornicationem inter eos. Itaque nec propter hoc potest intelligere paterinus propter fornicationem faciendam. Nunquam tale apostolus concessit aperte vel tacite mortale peccatum, maxime cum inferius dicat, [40] : « Puto

autem quod spiritum Dei habeam. » Set spiritus Dei nunquam concederet, si malum esset.

Idem, in eodem, [3, 4]: « Similiter vir uxori debitum reddat, similiter et uxor viro. Mulier sui corporis potestatem non habet, set vir. Similiter autem et vir potestatem non habet sui corporis, set mulier. » Hoc autem de debito spirituali nunquam potest intelligi, cum statim dicatur de hoc debito, [5]: « Nolite fraudare ad invicem nisi forte ut vacetis orationi. » Ergo tempore orationis licet obmitti fraus de debito spirituali, quod sanctius deberet reddi. Ergo loquitur de temporali, scilicet carnis commixtione, quod quidem manifeste laudat apostolus, cum subdit, [5]: « Et iterum revertimini in id ipsum, ne temptet vos satanas propter incontinentiam vestram. » Ergo sanctum est, si per ipsum vi[n]catur diaboli temptatio et incontinentiâ occiditur. Cum alibi [Eph., IV, 27] per apostolum eundem id dicatur: « Nolite locum dare diabolo: » et iterum [I COR., VI, 18]: « Fugite fornicationem. » Nota tu, catholice, quod hoc dicunt heretici apostolum Paulum os multum latum habuisse.

Idem, in eodem, [10, 11]: « Hiis autem, qui matrimonio iuncti sunt precipio, non ego set Dominus, uxorem a viro non discedere. Quod si discesserit, manere innuptam, » quod sonat sine aliquo esse viro, aut viro suo reconciliari. « Et vir uxorem suam non dimittat. » Ergo bonum est carnale matrimonium, si preceptum Domini est quod non separe[n]tur. Nec aliqua ratione potest hoc spiritualiter intelligi, quia secundum hoc sonaret ita quod, si quis separetur a Christo vel ab episcopo, quod esset passus inde esset severissimum, quia nunquam Dominus preceptum daret mortis.

Idem, in eodem, [12, 13]: « Nam ceteris ego dico, non Dominus. Si quis autem frater habet uxorem infidelem, et hec consentit habitare cum illo, non dimittat illam; et si mulier, » etc. Hoc spiritualiter non potest intelligi, quia nunquam frater, id est episcopus, debet habitare in ecclesia infideli nec etiam habere ecclesiam infidelem sub se; nam hoc ipso non est ecclesia quod est infidelis.

Idem, in eodem, [27]: « Alligatus es uxori? Noli querere solutionem. Solutus es ab uxore? Noli querere uxorem. »

Idem, in eodem, [28]: « Et si nubserit, non peccat. Tribulationes tamen carnis habebunt huiusmodi. » Et hoc nunquam spiritualiter potest exponi, quia secundum hoc diceret apostolus virginem esse animam que esset sine pastore, quod esset in meliori statu; quod

falsum est. Iterum diceret animam que est cum pastore habere tribulationes carnis, que non fuisset habitu malum, quia indigeret venia, cum statim subiungat, [28]: « Ego autem vobis parco. » Quod falsum est.

Idem, in eodem, [38]: « Igitur qui matrimonio iungit virginem suam, bene facit; qui non iungit melius facit. » Si spiritualiter vellet intelligere scismaticus, audiat inconvenienciam, quia secundum hoc melius faceret qui virginem suam non coniungeret viro Christo vel episcopo quam qui coniungeret. Nec potest sic exponi ut dicat: qui iungit virginem suam viro spirituali bene facit, et qui non iungit viro, subaudi carnali, melius facit, quia, secundum hereticum, qui iungit viro spirituali non iungit carnali, et qui non iungit carnali, benefaciendo iungit spirituali. Ergo idem est unum quod reliquit, quando iste illo melius facit, cum nichil aliud facit.

Idem, in eodem, [39, 40]: « Mulier alligata est legi, quanto tempore vir eius vivit; quod si mortuus fuerit vir eius, liberata est a lege viri: cui vult nubat, tantum in Domino. Beatior autem erit, si sic permanserit, secundum meum consilium. » Ergo et temporale matrimonium, mortuo primo viro, non est peccatum transire ad secundas nuptias; videtur si spiritualiter potest intelligi. Ergo mortuo viro uno spirituali, secundum consilium apostoli, beatior est si stat sine alio; quod falsum est. Nec potest illud verbum « beatior » exponi sic ut dicat, scilicet, si permanserit in dominatione. Ergo si non permanet est beata; quod est magna abusio.

[I] AD TIM., III^o (IV), [1, 2]: « Spiritus enim manifeste dicit, » etc., usque in « prohibentium nubere. » Ergo male faciunt paterini qui prohibent illa temporalia. Si spiritualiter intellexisset apostolus, facile erat sibi diiudicare dicens « prohibentium » bene facere.

AD HEB., III (XIII), [4]: « Honorabile connubium et thorus immaculatus; fornicatores enim et adulteros iudicabit Deus. »

MATTH., II (I), [18]: « Cum esset desponsata mater Jhesu Maria, » etc. Si matrimonium sanctum non esset, nunquam in eo mater Domini coniuncta esset.

Idem, XX (XIX), [3, 4, 5]: « Et accesserunt ad eum Pharisei temptantes eum et dicentes, etc. Non legistis quia qui fecit ab initio, masculum et feminam fecit eos, et dixit: Propter hoc relinquet homo patrem, etc. Itaque quod Deus coniunxit homo non separet. » Et postea, [9]: « Dico autem vobis, quia quicumque dimiserit uxo-

rem suam, » etc. Ex hiis verbis patet manifeste matrimonium temporale sanctum et iustum esse.

[XXIII]. — QUOD POTESTATES NON PECCANT VINDICTAM TEMPORALITER FACIENDO DE MALEFACTORIBUS.

AD ROM., XIII, [1, 3]: « Omnis anima potestatibus subdita sit. Non est potestas nisi a Deo. Que autem sunt a Deo ordinatae sunt. Itaque qui resistit potestati, Dei ordinationi resistit. Ipsi damnationem acquirunt. Nam principes non sunt timori boni operis, set mali. Vis autem non timere potestatem? bonum fac, et habebis laudem ex ea; Dei enim minister est in bonum. Si autem male feceris, time; non enim sine causa gladium portat. Dei enim minister est; vindex in iram ei, qui malum agit. Ideo necessitate, » etc. Hec verba nunquam spiritualiter possent intelligi, prout quidam heretici aiunt, quia nunquam prelati spirituales sic vocantur cum dicunt potestates vel reges, set prepositi, ut innuit apostolus AD T[H]ESSA. I^a, [V, 12]: « Rogamus autem fratres, ut noveritis eos qui laborant inter vos, et presunt vobis in Domino. » Set dicuntur servi, vel ministri vel huiusmodi nominibus humilibus. Item, nusquam correctio spiritualis dicitur gladius in nova Scriptura. Item, non legitur quod eis prestantur tributa. Itaque loquitur apostolus de potestatibus secularibus, quibus vindictam sine peccato facere concedit.

AD COR. I^a, X (VI), [1]: « Audet aliquis vestrum, habens negotium adversus fratrem, iudicari apud iniquos et non apud sanctos? » etc. Frater cum fratre in iudicio contendit et hic apud infideles. Ille manifeste Paulus exprimit quod secularia iudicia debent fieri a fidelibus et sanctis. Ergo bona sunt.

AD TIMO. I^a, II, [1, 2]: « Obsecro ergo primo omnium fieri obsecrationem pro regibus et omnibus qui in sublimitate sunt, ut quietam et tranquillam vitam agamus, » etc. Si autem dicat hereticus quod non sit orandum pro eis si occidant, set ut convertantur, male dicitur illud: « ut quietam et tranquillam », etc. Parum enim curant malefactores de conversatione, immo potius gaudent, quia tunc potentius inquietant quietos.

PE. I^a, II, [13, 14]: « Subiecti estote omni humane creature propter Deum, sive regi quasi precellenti, sive ducibus qui ab eo mittuntur ad vindictam malefactorum, laudem vero bonorum. » Ergo boni

possunt esse duces, si autem Dei missi [sunt]; et sunt iudicia sua que in malefactoribus exercent [bona], cum ad illa exercenda sunt a Deo missi, et sic eis debemus obedire.

Idem, in eodem, [17] : « Deum timeate, regem honorificate. »

Idem, in eodem, [18] : « Servi, subditi estote in omni timore dominis, non tantum bonis et modestis, set etiam discolis. » Ergo bona sunt iudicia secularia et a Deo, cum beatus Petrus vult eis subditos esse servos. Nec de spiritualibus dominis potest intelligi, cum secundum hereticum malis prelati minime debeat obedire.

MATTH., XV, [4] : « Nam Deus dixit : « Honora patrem tuum et matrem tuam » ; et : « Qui maledixerit patri et matri, morte moriatur. » Ergo si Deus dixit hoc debere occidi hunc maledicum, ergo bonum est meritorium eum vel nequiorem occidere. Velsi [hereticus] hanc scripturam et alias que de iudicio materiali videntur loqui vellet spiritualiter intelligere, dicam quod ego illas scripturas que videntur loqui de non faciendo eo velim spiritualiter intelligere, ut ecce « Non occides ».

Idem, XXIII (XXII), [7] : « Rex autem cum audisset iratus est, et missis exercitibus perdidit homicidas illos. »

Jo., IX (VIII), [7] : « Et dixit eis : Qui sine peccato est primus in illam lapidem mittat. » Set cum hoc dixit : « sine peccato, » etc., innuit aliquem posse esse sine peccato mortali, et secundum hoc innuit illum potuisse eam lapidare. Ergo tacite concessit iudicium aliquando fieri. Item, multi facientes iudicia in sacra scriptura commendantur, sicut Moyses et multi alii. Ergo sine peccato possunt fieri.

Item, LU., XXIX (XXII), [8] : « At illi dixerunt : Domine, ecce duo gladii hic. Et ille dixit : Sufficit. » Si illi duo gladii significant duos gladios in ecclesia Dei, scilicet corporalem et spiritualem, ergo uterque bonus est. Nec dicere potest paterinus hoc debere intelligi de duobus testamentis, cum secundum eos unum non sit in sancta ecclesia, id est vetus.

JOAN. I^a, III, [8] : « In hoc apparuit filius Dei ut dissolvat opera diaboli. » Set cum secundum paterinum corpora sint opera diaboli, et apostolus dicat : « Imitatores mei estote, sicut et ego Christi » [PHIL., III, 17], ergo non est peccatum non solum iudicio occidere, set nec aliter, immo sanctum valde videtur.

[XXIII]. — QUOD JURAMENTUM POSSIT ALIQUANDO FIERI SINE
PECCATO.

AD ROM., I^o, [9] : « Testis enim michi est Deus cui servo in spiritu meo, » etc. Ecce quomodo attestatur Deum.

Idem, X (IX), [1] : « Veritatem dico in Christo Jhesu et non mentior, testimonium michi perhibente conscientia mea in spiritu ; » scilicet hic attestatur Christum et Spiritum Sanctum.

AD COR. II^a, I, [23] : « Ego autem testem Deum invoco in animam meam, quod parcens vobis non veni, » etc. Ecce magnum iuramentum, quod non mentitur : Paulus invocat testimonium Dei. Set idem est testimonium Dei quod in Deum. Ergo tale fuit iuramentum Pauli quale est nostrum cum dicimus : Si Deus me adjuvet, quod sonat si verum dico adjuvet me Deus ; sin autem, minime.

AD GAL., III^o (I), [20] : « Que autem scribo vobis, ecce coram Deo, quia non mentior. »

AD PHIL. (*corr.* : Eph.), III, [17] : « Hoc autem dico et testificor in Domino. »

AD HEBRE., III, [14] : « Quibus iuravi in ira mea si introibunt in requiem meam. »

Idem, VI, [13] : « Abrae namque promittens Deus, quoniam neminem habuit, per quem iuraret, maiorem, » etc. Et sequitur, [16] : « Homines vero per maiorem sui iurant, et omnis controversie eorum finis est iuramentum. » Hic manifeste ostendit apostolus formam iuramenti, quia faciendum est per maiorem, cum a more cencetur [longe] a mendacio, et approbat manifeste iuramentum cum dicit Dominum illud fecisse et cum dicit : « Omnis controversie finis est iuramentum ». Si finis controversie, ergo bonum est.

APOC., X, [5, 6] : « Et angelus quem vidi stantem supra mare et super terram, levavit manum suam ad celum, et iuravit per viventem in secula seculorum. » Et hic satis approbat iuramentum, cum dicit angelum illud fecisse.

JO. XII (XIII), (24). « Et dixit : Amen, amen dico vobis, quia unus ex vobis tradet me. »

Si hereticus dicat non debere iurare per euangelium, tunc dicendum est quod numquam invenitur prohibitum ; et si per creaturas, concedendum est ei.

[XXV]. — QUOD PURGATORIUM SIT, ET DE EXEQUIIS PRO DEFUNCTIS.

MATTH., XIII (XII), [32]: « Qui autem dixerit contra Spiritum Sanctum, non remittetur ei neque in hoc seculo neque in futuro. » Innuit aliquod aliud peccatum in Patrem vel in Filium remitti aliquando in futuro. Set hoc in loco inferni non fiet, quia inferni nulla est redemptio, cum Dominus dicat: « In ignem eternum. » Item, neque in paradiso dimittetur, cum illuc nullum peccatum portetur vel peccati pena. Igitur est alius locus, qui purgatorium dicitur, ubi fit remissio.

AD COR. I^a, [III, 12, 13]: « Si quis autem superedificaverit supra fundamentum hoc, aurum, argentum, lapides preciosos, ligna, fenum, stipulam. Uniuscuiusque opus manifestum erit; dies enim Domini revelabit, quoniam in igne revelabitur, et uniuscuiusque opus quale sit, ignis probabit. Si cuius opus manserit, quod superedificavit, mercedem recipiet. Si cuius opus arxerit, detrimentum patietur. Ipse autem salvus erit, sic tamen quasi per ignem. » Ergo « si quis edificat super fundamentum, aurum, » etc., qui est Christus, « dies Domini declarabit, » id est dies futuri seculi, quia erit ignis qui revelabit omnia; si quidem tale opus quis fecerit quod non indigeat igne, mercedem recipiet hanc, scilicet quia penam non sustinebit, aliter non; et si sit salvus, id est in statu salutis, cum de peccatis factis non egerit plenam penitentiam, tamen per ignem purgatorii transibit. Ergo est purgatorium. Non potest dicere hereticus diem Domini diem in qua penitentiae fiunt in hoc seculo, et ignem scilicet tribulationes, que (*sic*) pro peccatis hic sustinent sancti, quia dicit: « Si cuius opus manserit, » id est bonum fuerit, « mercedem, » etc.; « Si cuius opus arxerit, » id est reprobatum fuerit, « ipse autem salvus erit », quia hoc esset derisorium dicere.

MATTH., XVII (XVI), [27]: « Filius hominis venturus est cum angelis suis, et tunc reddet unicuique secundum opus suum. » Ergo illi cui pro peccatis non reddit penam in hoc mundo reddet in alio. Set cum ei qui decedit in contritione non reddat in inferno vel in paradiso, reddet in purgatorio, ut appareat iustus iudex. Preterea esto quod quis decedit in caritate et tanta de peccatis multis satisfecerit, constat quod in patria erint eiusdem meriti, cum sint eiusdem cari-

tatis, quia pro mensura caritatis mensuratur penitentia. Set secundum unum plus recipiet quam primus, cum nec primus puniatur in purgatorio. Ergo melioris conditionis est qui non agit fructus penitentiae quam qui agit cum sufficiat cordis caritas, cum ille laborem habet tamen et maximum, secundum paterinum, qui extimat pia eloquia. Ad quid ergo ieiunium et abstinentie predicate sunt? Igitur cum hec sint inconvenientia magna que hinc sequuntur, restat esse purgatorium, ubi peccata minus debito hic per penitentiam purgata purgentur.

[XXVI]. — QUOD ORATIONES ET ALIA OBSEQUIA FIDELIUM PROSINT DEFUNCTIS.

Jo. I, [V, 46]: « Est peccatum ad mortem, non pro illo dico ut roget quis. » De oratione que fit pro vivis non poterit hereticus sustinere, quia nullum peccatum est adeo mortale pro quo orare non iceat dum vivit ille peccator, si enim nobis Dominus exemplum prebuit cum pro suis crucifixoribus exoravit; et beatus Stephanus similiter; et Dominus dicat: « Orate pro persequentibus vos, » etc. [Matth., V, 44].

Ad Cor. I^a, [XV, 32]: « Si mortui non resurgunt, quid faciunt qui baptizantur pro mortuis. » Set alius baptismus pro eis non fit nisi [per] ieiunia (?) et verbera. Ergo talia pro defunctis prosunt.

In li. MACHABEORUM II^o, [XII, 42, 43]: « Vir fortissimus Judas collatione facta; » igitur maxime salubre est « orare pro mortuis, ut a peccatis solvantur » [46].

Item, Martha et Maria pro Lazaro lacrimantes impetraverunt. [Jo. XII.]

[XXVII]. — QUOD IN ECCLESIA DEI SUNT BONI ET MALI QUAMDIU DURAT IN PRESENTI.

Ad Rom., I, [7]: « Omnibus qui sunt Rome vocatis sanctis, » etc. Et postea inferius plures ex eis reprehendit de aliquibus mortalibus; ergo malos appellat de ecclesia.

Ad Cor. I^a, V, [1]: « Omnino auditur inter vos fornicatio, et talis ornicatio qualis nec inter gentes. » Set hoc scribit ecclesie, illis,

inquam, quos in primo [2] « sanctos » appellat. Ergo possunt fornicarii esse in ecclesia.

Idem, XI, [20] : « Convenientibus vobis in unum, » etc. ; et postea, [21] : « Unusquisque enim suam cenam presumit ad manducandum. Alius quidem esurit, alius ebrius est ; » et [22] : « aut ecclesiam Dei contempnitis et confunditis eos qui non habent ? » etc. Ecce quales computat in ecclesia.

Idem, in eodem, [30] : « Ideo multi inter vos infirmi et debiles, et dormiunt multi. »

AD GAL., II^o, [4] : « Set propter subintroductos fratres falsos, qui subintroierunt explorare libertatem nostram. »

[AD] TIMOT. II^a, II, [20] : « In magna autem domo non solum sunt vasa aurea et argentea, set et lignea et fictilia, quedam quidem in honorem et quedam in contumeliam. » Hoc nunquam de diaboli ecclesia intelligi potest, cum in ea nunquam sint boni.

ACT., III^o, [32] : « Multitudinis credentium erat cor unum et anima una. » Et postea, [V, 1] : « Vir autem quidam nomine Ananias cum Safira uxore sua, » etc. Ergo inter credentes computantur fraudatores precii de agro vendito ; et non propter infidelitatem perierunt, set propter malum opus.

JA., III, [1] : « Unde bella et lites in vobis. »

MATTH., IX (XIII), [47] : « Simile est regnum colorum sagene misse in mare et ex omni genere piscium congreganti. » Set per sagenam fides ecclesie intelligitur. Sunt ergo in ea boni et mali.

[XXVIII]. — QUOD MALUS PRELATUS, SEU SACERDOS, VEL PREDICATOR POTEST SUO OFFICIO FUNGI ET POPULUS DEBET EI OBEDIRE IN BONO.

MATTH., XI (X), [1] : « Convocatis duodecim discipulis, dedit eis potestatem spirituum immundorum, » etc. Et postea, [2] : « Duodecim autem nomina apostolorum sunt hec, » etc. Item, [4] : « et Judas Scariot. » Et item, [5] : « Hos duodecim misit Jhesus, precipiens eis et dicens, » etc. Et item, [7] : « Euntes autem predicate, dicentes : Pax huic domui » [12]. Et item, [8] : « mortuos suscitare. » Et item [14] : « quicumque non recipiet vos. » Ergo Judas Scariot fuit discipulus Domini et habuit potestatem curandi, et fuit apostolus et predicator, et pacem indicebat, et quicumque non recipiebat eum

displicebat Domino. Et tamen secundum patarinos iam erat malus, quia secundum eos semper fuit malus. Ergo malus in officio vel dignitate potest esse in ecclesia Dei, et qui ei non obedit in suo officio vel dignitate peccat, et qui facit minime.

Jo., VII (VI), [71] : « Nonne ego vos duodecim elegi? et unus ex vobis diabolus est, » id est malus. Ergo iudex [corr. : Judas erat electus ad bonum officium, et cum hoc Dominus dixit, iam erat subversus, quia aliter Dominus non dixisset eum diabolum fore; et numquam legitur ab officio remotus, nisi quando seipsum removit.

Idem, X (XI), [51] : « Hoc autem a semetipso non dixit, » etc. Ergo Cayphas, licet malus, verum prophetavit. Similiter et malus in officio vel dignitate bonum potest facere.

MATTH., XXIII (XXIII), [2] : « Super cathedram Moysi sederunt scribe et pharisei. Omnia quecumque dixerint vobis servate et facite, » etc. Si malum esset eos audire, nequaquam Dominus dixisset : « Omnia quecumque, » etc.

APOC., II, [1] : « Et angelo Ephesi. » Item, [5] : « Memor esto itaque unde excideris, » etc. Et postea, [3] : « Sin autem, veniam tibi, et movebo candelabrum tuum. » Ecce quod iste prelatus ceciderat et indigebat penitentia. Igitur non erat bonus. Et tamen non dicit Dominus eum esse remotum ipso facto, set dicit eum remove nisi peniteat.

Idem, III, [1] : « Et angelo, » etc. : « scio opera tua, quia nomen habes quod vivas, et mortuus es. » Ergo malus. Et si dicit hereticus eos non fuisse prelatos, queram ab eo qua ratione dicantur angeli ecclesiarum, et unusquisque de sua speciali ecclesia redarguatur ad nomen eo quod malos homines in suis ecclesiis reliquerint, ut item, [11, 14] : « Quia habes illic tenentes doctrinam Balaam » ; et item, [20] : « Habeo adversum te, quia permittis mulierem Jezabel, » etc. Et quare diceret Dominus angelo Sardis, [III, 4] : « Set habes pauca nomina in Sardis, qui non inquinaverunt vestimenta sua. » Igitur erant prelati. Ergo mali prelati possunt esse in ecclesia Dei et boni homines subiecti eis.

[XXIX]. — QUOD SPIRITUS SANCTUS, VEL REMISSIO PECCATORUM, SEU ALIA GRATIA SALUTIS NON DETUR AB HOMINE SET A DEO.

AD COR. I^a, I, [12] : « Hoc autem dico quod unusquisque vestrum dicit : Ego sum Pauli. » Redarguit eos quia hominibus non soli Deo dabant gloriam, Dei gratia accepta. Igitur solus Deus dederat illam.

Idem, III, [4] : « Quid igitur est Apollo ? Quid vero Paulus ? » etc. Et item, [6] : « Ego plantavi, Apollo rigavit, Deus autem incrementum dedit. » Ergo licet Paulus predicaret et Apollo baptizaret, reprehenduntur ab apostolo.

Idem, in eodem, [21] : « Itaque nemo gloriatur in hominibus. »

Idem, XII, [41] : « Hec autem operatur unus atque idem spiritus, dividens singulis prout vult. » Ergo non homo aliquis.

Idem, XV, [40] : « Gratia autem Dei sum id quod sum, » ergo non hominis ; et postea, [40] : « Set habundancius illis omnibus laboravi, non autem ego, set gratia Dei mecum. »

AD COR. II, [III, 5] : « Set sufficientia nostra ex Deo est. »

ACT., III^o, [12, 13] : « Viri Israelite, quid admiramini in hoc, aut in nos quid intuemini, quasi nostra virtute fecerimus ambulare, » etc. « Deus Abraam, » etc. Ergo solus Deus dat gratiam, et nichil de ea dat homo.

Idem, VIII, [15] : « Qui cum venissent, oraverunt pro ipsis, ut acciperent Spiritum Sanctum. » Ergo non dabant, set Deum orabant ut ipse illis daret. Nam nemo potest Deum dare nisi Deus.

JO., II^o (I), [33] : « Set qui misit me baptizare in aqua, ille michi dixit : Super quem videris Spiritum descendentem et manentem super eum, hic est qui baptizat in Spiritu Sancto. » Ergo quicumque baptizet exterius seu manus imponat vel predicet, solus Christus dat gratiam.

MATTH., X, (IX), 6) : « Ut sciatis autem, quoniam filius hominis habet potestatem dimittendi peccata, » etc.

DAVID, [Ps. L, 5] : « Tibi soli peccavi. » Quid est quod dicit soli Deo peccasse ? Numquid non lesit proximum, cuius uxorem adulteratus fuerat et quem nequiter occidi fecerat ? Hic ergo intellexit dicere : « tibi soli, » etc., id est ad te solum pertinet peccata dimittere.

[XXX]. — QUOD HOMO NON SIT ADORANDUS.

Apo., XIX, [40] : « Et cecidi ante pedes ejus ut adorarem eum ; et dicit michi : Vide ne feceris : conservus enim tuus sum et fratrum tuorum habentium testimonium Jhesu : Deum adora. » Ergo nullus est adorandus nisi Deus. Nec dicat paterinus hominem esse adorandum quia spiritum Dei habeat in se, quia et suus angelus spiritum Dei habebat, et tamen noluit adorari.

[XXXI]. — QUOD OMNIS HOMO PECCATOR ET SOLUS DEUS BONUS.

Jo., I, [1, 8] : « Si dixerimus quod peccatum non habemus, » etc. Et Dominus in Euvangelio, [Mar., X, 18] : « Nemo bonus nisi solus Deus. » Et David, [Ps. CXV, 11] : « Omnis homo mendax. » Igitur male faciunt paterini qui se dicunt bonos homines et sine peccato.

[XXXII]. — QUOD USURA EST MORTALE PECCATUM.

Lu., VI, [35] : « Mutuum date, nichil inde sperantes. » Ergo non solum malum est usuram accipere, set etiam inde aliquid sperare. Nec potest intelligi hoc aliqua ratione de mutuo spiritualis premii, sicut Dominus subdit : « et erit merces vestra multa, » immo temporalis premii. Unde si seminaverimus non spiritualia, non est magnum si metamus vestra carnalia. Hoc verum est si in modum antidoti [sumitur]. Ergo usura est mortale peccatum.

[XXXIII]. — DE RESTITUTIONE ALIENORUM.

MATTH., V, [23] : « Si ergo offers munus tuum ante altare, et ibi recordatus fueris, » etc., usque in « veniens offeres munus tuum. » Ergo si quis lesit fratrem suum prius debet ei reconciliari, quod quidem non fiet nisi restituat ei suum. Nec de alia reconciliatione videtur Deus intellexisse, quia contritionem ante altare poterat habere.

AD COR., [VI, 10] : « Neque fures ; » et item, [10] : « neque rapaces regnum Dei possidebunt. » Set furtum vel rapacitas dicitur ratione

dampni dati proximo. Set dampnum maius datur proximo cum res sua bona tenetur quam cum ei aufertur. Ergo quamdiu quis rem alienam retinuerit, erit fur et rapax.

LU., XVII (XIX), [8] : « Stans autem Zacheus, dixit ad Jhesum : Ecce dimidium honorum meorum do pauperibus, et si quid aliquem defraudavi, reddo quadruplum. » Et sequitur, [9] : « Quia hodie salus domui huic. »

[XXXIII].—QUOD NON SIT PECCATUM COMEDERE QUECUMQUE CIBARIA.

MATTH., XVI (XV), [11] : « Non quod intrat in os coinquinat hominem, » etc.

AD. COR. I, VIII, [8] : « Esca nos non comendat Domino. » Ergo in eis non est salus.

Item, X, [23] : « Omne quod in macellum venit manducate. » Ergo non est peccatum comedere carnes et huiusmodi, cum ille vendatur in macello ; immo non alia ibi vendi consueverunt. Non potest intelligi hoc de macello spirituali, id est de ecclesia, quia multa ibi aliquando dantur que non sunt bona, et ideo non esset bonum comparari.

Idem, in eodem, [27] : « Omne quod apponitur vobis manducate, nichil interrogantes propter conscientiam. »

LU., X, [7] : « In eadem autem domo manete edentes et bibentes que apud illos sunt. »

Idem, in eodem, [8] : « Manducate que apponuntur vobis. »

AD. COL., II, [16] : « Nemo ergo vos iudicet in cibo aut potu. » Ergo male faciunt heretici.

AD TIM. I, III (IV), [1] : « Spiritus autem manifeste dicit ; » *item*, [3] : « Et abstinere a cibis, quos Deus creavit, » etc. Set isti qui hoc prohibent sunt paterini. Ergo sunt heretici.

[XXXV]. — QUOD SAPIENTIA EST IN ECCLESIA, ET QUOD BONUM EST QUOD HABETUR EX STUDIO.

PET. II, ultimo, [III, 15] : « Sicut frater noster Paulus secundum datam sibi sapientiam scripsit. »

Item, [16] : « Sicut et in omnibus epistolis, loquens in eis de hiis

in quibus sunt quedam difficilia intellectu, que indocti et instabiles dampnant sicut et ceteras scripturas, ad suam ipsorum perditionem ».

AD ROM., VII, [1] : « Scientibus legem loquor. »

AD COR. [I^a], II, [6] : « Sapientiam loquimur inter perfectos. »

Idem, (corr. : I COR., XI, 6) : « Nam etsi imperitus sermone set non scientia. »

AD TIM. II^a, III, [14] : « Tu vero permane in hiis que didicisti et credita sunt tibi, sciens a quo didiceris, et quia ab infantia sacras litteras nosti, que te possunt instruere per fidem que est in Christo Jhesu. »

ACT., XVIII, [28] : « Vehementer enim Judeos revincebat publice ostendens per scripturas esse Christum Jhesum. » Hoc de Appollo scriptum est.

Idem, XXII, [3] : « Nutritus autem in ista civitate, secus pedes Gamaliel eruditus iuxta veritatem paterne legis, » ait Paulus.

MATTH., XXIII (XXII), [29] : « Erratis nescientes scripturas in virtute Dei. »

JO., VI (V), [39] : « Scrutamini scripturas, » etc. Ergo necessarium est fidelibus hanc scientiam [habere], maxime scripturarum.

[XXXVI]. — QUOD CULPE NON SUNT EQUALES, NEC PENE NEC PREMIA.

MATTH., XII (XIII), [23] : « Et fructum affert, et facit illud quidem centesimum, aliud autem, » etc.

Idem, XII (XI), [22] : « Verumptamen dico vobis Tyro et Sydoni remicius erit terre Sodomorum et Gomorre in die iudicii quam vobis. »

Idem, XIX (XVIII), [4] : « Quicumque ergo humiliaverit se sicut parvulus iste, hic est maior in regno celorum. »

Idem, XX (XIX), [28] : « Amen dico vobis, quod vos qui secuti estis me, in regeneratione, cum sederit filius hominis, etc., sedebitis super sedes iudicantes tribus Israel. »

LU., V (VI), [38] : « Eadem mensura qua mensi fueritis, remetietur vobis. »

Idem, XII, [47] : « Ille autem servus, qui cognovit voluntatem domini sui et non fecit plagis vapulabit multis ; qui autem non cognovit et fecit digna plagis vapulabit paucis. »

Jo. XI (XIII), [2] : « In domo patris mei mansiones multe sunt. »

Idem, XX (XIX), [11] : « Propterea qui tradidit me tibi maius peccatum habet. »

PET. II^a, [II, 9] : « Iniquos vero, » etc. Et postea, [10] : « Magis autem, qui post carnem, » etc.

AD COR. I^a, XXI (XV), [41] : « Alia claritas stellarum ; stella enim differt a stella in claritate. »

[XXXVII]. — QUOD ALIQUI SINT IN PARADISO.

AD HEBRE., III, [10] : « Qui autem ingressus est in requiem eius, et ipse requievit ab operibus suis, sicut a suis Deus. »

APOC., XIII, [13] : « Beati mortui qui in Domino moriuntur. Amodo enim iam dicit illis spiritus, ut requiescant a laboribus suis. »

[XXXVIII]. — QUOD EXCOMMUNICATIO SIT FACIENDA AB ECCLESIA DEI, EO QUOD HERETICI ET ALII EXCOMMUNICATI SINT VITANDI.

ACT., VIII, [19, 20] : « Petrus autem dixit ad eum, » id est ad Simonem Magum, « pecunia tecum sit in perditionem, quoniam donum Dei existimasti pecunia possideri, » etc. Hec fuit excommunicatio magna.

Jo. II^a, [10] : « Si quis venit ad vos et hanc doctrinam non affert, nolite recipere eum in domum, nec ave ei dixeritis. »

AD COR. I^a, [V, 3] : « Ego quidem absens corpore, presens autem spiritu, iam iudicavi ut presens eum, qui sic operatus est, in nomine Domini Jhesu. »

Et postea, [6] : « Nescitis quia modicum fermentum totam massam corrumpit ? »

Idem, [9, 10] : « Scripsi vobis in epistola, ne comisceamini fornicariis, non utique fornicariis, etc., set is qui frater, est, etc., cum huiusmodi nec cibum sumere. »

AD TESSA. II^a, ultimo, [III, 6] : « Denunciamus autem vobis, fratres in nomine Domini nostri Jhesu Christi, ut subtrahatis vos ab omni fratre ambulante inordinate. »

Item, postea, [14] : « Quod si quis non obedierit verbo per epistolam, hunc notate, et ne comisceamini cum illo, ut confundatur. »

AD TIT., ultimo, [III, 10, 11] : « Hereticum hominem post primam et secundam correptionem devita, sciens quia subversus est, qui eiusmodi est, et cum sit proprio iudicio condemnatus. »

MATTH., XIX (XVIII), [17] : « Si autem ecclesiam non audit, sit tibi sicut ennicus et publicanus. »

Idem, XX (XXI), [12] : « Et intravit Jhesus in templum Dei, et eiciebat omnes vendentes, » etc. Si autem in figura fecit Dominus hoc, eiciamus de ecclesia Dei funiculo excommunicationis, qui manifeste sunt heretici et scismatici.

[XXXIX.] — QUOD OMNES HOMINES POSSUNT SALVARI VEL DAMPNARI SECUNDUM OPERA SUA BONA VEL MALA, COADIUVANTE CHRISTI GRATIA VEL DESINENTE.

PETRUS, [ACT., X, 34] : « In veritate comperi, quoniam non est personarum acceptor Deus, set in qmni gente, qui timet Deum et operatur iustitiam, acceptus est illi. »

PETRI II^a, [III, 9] : « Non tardat Dominus promissis, set patienter agit propter vos, nolens aliquos perire, set omnes ad penitentiam reverti. »

APO., II, [5] : « Veniamus tibi, et movebo candelabrum tuum, nisi penitentiam egeris. »

Idem, III^o, [11] : « Tene quod habes, ut nemo accipiat coronam tuam. »

AD RO., II, [5] : « Taurizas tibi iram in die ire et revelationis iusti iudicii Dei, qui reddet unicuique secundum opera sua. Hiis quidem, » etc. Et postea, [11] : « Non est enim acceptio apud Deum. »

Idem, X, [12] : « Non est distinctio Judei et Greci : nam idem Dominus omnium, dives in omnes, qui invocant illum. « Omnis enim quicumque invocaverit nomen Domini, salvus erit. »

AD COR. I^a, III^o, [8] : « Unusquisque autem propriam mercedem accipiet secundum suum laborem. Dei enim sumus adiutores. »

Idem, VIII (IX), [24] : « Sic currite ut comprehendatis. »

Idem, II^a, V, [10] : « Omnes enim nos manifestari oportet ante tribunal Christi, ut referat unusquisque propria corporis, prout gessit. »

In eodem, [VI, 1] : « Adiuvantes exortamur, ne in vacuum gratiam Dei recipiatis. »

AD EBRE., (*corr.* : AD EPU., V, 6) : « Propter hec enim venit ira Dei in filios diffidentie. »

[AD] TIMO. I, [II, 4] : « Omnes homines vult salvos fieri, et [ad] agnitionem venire veritatis. »

EZECH., [XVIII, 21] : « Si autem impius egerit penitentiam, » etc.

JA., II°, [24] : « Vides quoniam ex operibus iustificatur homo, et non ex fide tantum. »

MATTH., XIII (XI), [28] : « Venite ad me omnes qui laboratis et onerati estis, et ego reficiam vos. »

MATTH., [III, 2] : « Penitentiam agite, appropinquavit enim regnum celorum. »

[XL]. — QUOD FIDES SIT FUNDAMENTUM ET PROPRIUM BONUM, EO QUOD DEBET ESSE INDIVISA ; ET DE IPSA PRIMO EST DISPUTANDUM.

PETRI I^a, II°, [7] : « Vobis igitur honor credentibus, non credentibus autem, « lapis quem reprobaverunt edificantes, hic factus est in caput, » etc. Et item, [8] : « qui offendunt verbo, non credunt in quo et positi sunt. »

Idem, III°, [8] : « In fide autem omnes unanimes. »

Idem, in eodem, [15] : « Parati semper ad satisfaciendum omniposcenti vos rationem reddere de ea que in vobis est fide et spe. »

Idem, I^a, I°, [5] : « Ministrare in fide vestra virtutem, in virtute autem, » etc. Primo ponit fidem tanquam radicem aliarum virtutum.

JO. I^a, III (IV), [2] : « In hoc cognoscitur spiritus Dei : omnis spiritus qui confitetur Jhesum in carne venisse ex Deo est, et omnis spiritus qui solvit Jhesum ex Deo non est. »

AD RO., I°, [8] : « Primum quidem gratias ago Deo meo per Jhesum Christum pro omnibus vobis, quia fides vestra annuntiatur, » etc.

Idem, III, [22] : « Justicia autem Dei per fidem Jhesu Christi in omnes et super omnes qui credunt in eum. »

Idem, IIII°, [3] : « Creditit Abraam Deo et reputatum est illi ad iusticiam. »

Idem, V, [1] : « Justificati igitur ex fide, pacem habete ad Deum per Dominum Jhesum Christum, per quem accessum habemus per fidem et gratiam istam in qua stamus, » etc.

Idem, VIII (IX), [31] : « Israel vero sectando legem iusticie in legem iusticie non pervenit. Quare ? quia non fide. » « Omne autem quod non est ex fide peccatum est » [XIV, 23].

AD COR. I^a, [III, 11] : « Fundamentum aliud nemo potest ponere preter id quod positum est. »

AD TIM. II^a, II^o, [17] : « Ex quibus est Emeneus et Phinetus, qui a veritate exciderunt, dicentes resurrectionem iam factam, et verterrunt quorundam fidem. Set firmum fundamentum manet. » Ergo manifeste fides est fundamentum.

AD EBRE., VI (X), [38] : « Justus autem meus ex fide vivit. »

Item, X (XI), [33] : « Sancti per fidem vicerunt regna, » etc. Ecce quomodo ordinat, quia primo ponit fidem, postea opera iusticie, et postea merita, hinc inde repromissiones in Christo Jhesu.

JO., III, [15] : « Ut omnis qui credit in eum non pereat, set habeat vitam eternam. » Et ita qui credit in eum, id est in Christum, « non pereat set habeat vitam eternam. »

Item, [18] : « Qui credit in eum non iudicatur, qui autem non credit iam iudicatus est, quia non credit [in nomine] Jhesu Christi unigeniti filii Dei. »

Item, alibi, [XVII, 3] : « Hec est vita eterna ut credant te verum Deum, et quem misisti Jhesum Christum. » Igitur patet rationibus manifestis quod fides est fundamentum virtutum, et primum bonum, et principium ; et quod in ea non debet esse divisio ; et quod de ipsa omnibus querentibus respondendum est, et quod de ipsa prius est disputandum. Que est prima et maxima cum hereticis altercatio.

EXPLICIT SUMMULA CONTRA HÆRETICOS.

V

BREVIS SUMMULA CONTRA HERRORES NOTATOS HERETICORUM

Bibl. Nat., ms. lat. 13151, fol. 347c — fol. 350b.

IN NOMINE DOMINI NOSTRI JHESU CHRISTI. AMEN. AD LAUDEM BEATE
VIRGINIS ET OMNIUM SANCTORUM ET SANCTE ROMANE ECCLESIE, INCI-
PIT BREVIS SUMMULA CONTRA HERRORES NOTATOS HERETICORUM HIC.

[*Prologus*]

Cum dicatur a Spiritu Sancto prelati et custodibus vinee Domini, id est ecclesie, per Salomonem in Canticis, [II, 15] : « Capite nobis vulpes parvulas que demoliuntur vineas », instinctu et auxilio eiusdem Spiritus Sancti ad capiendum et confutandum vulpes, hoc est hereticas pravitates ecclesiam devastantes, primo revelamus hereticorum herrores et stulticias, prout invenire potuimus, quia, ut dicit Leo : « Malum non vitatur nisi cognitum. » Secundo in hoc opusculo supponimus quasdam auctoritates Novi Testamenti improbando capitula heresis illorum, et fidem sancte ecclesie catholice quam Romanam vocamus credendo, et conlaudando sanctorum auctoritatibus comprobamus, ut que in ea sunt firmiter maneant, que vero ab illa per fraudulentias hereticorum exierunt evertantur, quia hec est fides catholica, quod nisi quisque fidelis firmiter crediderit, salvus esse non poterit. Hec enim significatur per navem de qua dicit Paulus in Actibus, XXVII, [31] : « Nisi [hi] in navi manserint, vos salvi fieri non potestis. » *Item*, significatur per archam Noe, in qua salvati sunt qui in ea fuerunt, ceteris pereuntibus, et sic salvantur in ea fideles; et hoc innuit Petrus apostolus, II Epistola, capitulo III. *Item*, significatur in navi Symonis in qua ascendit Jhesus, sicut dicit Luc., V, [3]. Et quia dicit Ja., [V, 20] : « Qui converti fecerit peccatorem ab errore vie sue, salvabit animam eius a morte », satis patet quod omnes heretici sunt in morte peccati et ad [mortem] tendunt eternam.

Item, beatus Augustinus, *De fide catholica* [Dec. Greg., lib. V, c. III,

t. VII] : « Firmissime tene et nullatenus dubites omnem hereticum vel scismaticum cum diabolo et angelis eius eterni ignis incendio participandum, nisi ante finem vite catholice fuerit incorporatus et reintegratus ecclesie. » *Item*, idem ibi post pauca : « Omni homini qui ecclesie catholice non tenet unitatem, nec baptismus, nec elemosina quantumlibet copiosa, nec mors pro nomine Christi suscepta proficere poterit ad salutem. »

Item, Extra., [corr. : *Decr. Greg.*], de Hereticis, [lib. V, tit. VII] dicit decretalis : « Dubius in fide infidelis est, nec ei omnino credendum est, qui fidem veritatis ignorat. » *Item*, ibi [*Decret. Greg.*, Lib. V, Tit. VII, *De haereticis*, cap. II], Leo papa : « Qui alios, cum potest, ab errore non revocat, se ipsum errare demonstrat. »

Proinde, karissimi, ut de vestri et multorum salute letari possitis, tam dubios in fide quam errantes et in errorem mittentes, bonorum operum exemplis, orationibus devotis, piis amonicionibus et sanctorum auctoritatum testimoniiis, prout Spiritus Sanctus vobis largiri dignabitur, ad fidem catholicam dignamini revocare, ad laudem et gloriam Domini nostri Jhesu Christi, qui cum Patre et Spiritu Sancto vivit et regnat Deus unus in secula seculorum. Amen.

I

ISTA CREDENCIA ET DIVISIO HERETICORUM PROPULATUR FIDELIBUS VIRIS, UT SCIANTE IMPUGNARE HERORES CATHARORUM ET PERFIDORUM HOMINUM, QUI IMPUGNANT ECCLESIAM SANCTAM CATHOLICAM, QUE ROMANA VOCATUR.

Heretici sive cathari dicunt et credunt duo esse principia sine principio, unum quorum dicunt esse primum celestem deum glorie, aliud dicunt esse diabolum, qui et Sathanas, et serpens antiquus, et mundi princeps in scripturis sanctis appellatur, secundum illud evangelicum, [JOAN., XIV, 30] : « Venit, inquit Dominus Jhesus Christus, princeps mundi huius, et in me non habet quicquam. » Hunc etiam dicunt deum appellari, excecantem mentes infidelium dominum, iuxta illud evangelicum, [MATTH., VI, 24 ; LC., XVI, 13] : « Nemo potest duobus dominis servire ; » deum excecantem mentes infidelium dicunt illum esse, secundum illud apostoli, [II COR., IV, 4] : « Deus huius seculi excecavit mentes infidelium. »

Item, dicunt et credunt substantiam III^{or} elementorum visibi-

lium, scilicet ignis, aeris, aque et terre, sine initio et fine esse.

Item, dicunt et credunt quod ille princeps huius mundi, qui et Sathanas et serpens antiquus dicitur, divisit illa IIII^{or} ellementa visibilia, et ea sole et luna et stellis ornavit, ut videmus nostris corporeis oculis.

Item, dicunt quod istius mundi princeps diabolus fecit et facit quotidie omnia corpora visibilia ex illis ellementis inferioribus constantia tam corporum hominum quam aliorum omnium ex illis elementis constantium ; et, ut breviter dicam, dicunt omnia visibilia ex illis inferioribus elementis constantia facta esse et quotidie fieri et nasci virtute, et potente (*corr.* : potentia) atque metu illius mali principis.

Adhuc dicunt quod ille malus princeps fecerit seu creaverit innumerabiles animas tunc quando dicta elementa divisit et ordinavit vel animavit ; alii illorum dicunt et oppinantur quod non fecerit vel creaverit illas animas ; set sine initio illas semper fuisse putant.

Item, dicunt hunc malum deum, quem in sancta scriptura deum alienum asserunt appellari, secundum illud, [Exod., XXXIV, 14] : « Non adorabis deum alienum, » locutum fuisse in Moyse, et ei in monte Sinay legem Decalogi dedisse.

Item, dicunt totam scripturam veteris Testamenti, exceptis XIII. Prophetis, V. libris Salomonis et Psalmis quibus se fingunt credere, ab ipso malo et alieno deo conditam fore.

Item, dicunt et credunt illum deum alienum eternaliter puniaturum predictas animas propter peccata que in presenti vita committunt ; et hunc deum alienum dicunt esse principium totius mali, id est omnium rerum pereuntium ; patrem vero glorie celestis dicunt semper sine initio fuisse ; et hunc dicunt principem esse totius boni, id est omnium rerum permanentium.

Item, dicunt IIII^{or} esse elementa alia invisibilia super ista visibilia elementa, quorum substantiam dicunt semper fuisse, et illa divisa a deo glorie patre celesti.

Item, dicunt quod pater sanctus, deus glorie, creavit seu fecit ex illis elementis multa innumerabilia corpora.

Item, dicunt et credunt seu intelligunt quod idem pater sanctus creavit seu fecit innumerabiles animas ab eterno, id est sine initio fuisse, quas illis corporibus infudit, velut quidam illorum oppinantur illas animas ab eterno, id est sine initio fuisse ; et quidam illo-

rum oppinantur quod ille anime vulgo angeli appellantur apostate, de quibus animabus dicunt Christum dixisse, [MATTH., XV, 24]: « Non sum missus nisi ad vos (*corr.*: oves), que perierunt domi Israel. »

Item, dicunt et intelligunt eundem patrem sanctum, deum glorie, creasse seu fecisse, secundum quorundam illorum opinionem, innumerabiles spiritus celestes. Alii dicunt illos spiritus sine initio fuisse et illos spiritus dicunt celestem patrem et sanctum dedisse iam dictis animabus ad illarum custodiam et regimen, videlicet unicuique illarum suum spiritum; non enim, ut dicunt, ille anime tante fortitudinis vel sciencie erant quod per se possent in suo statu persistere sine alicuius regimine.

Dicunt etiam et intelligunt quod princeps huius mundi, diabolus et sathanas, videns sanctum patrem in tanta et tam magnifica gloria in celis permanere, cum sit [in] omnibus invidens ei, caute ascendit in celum, id est ad illam celestem et superiorem civitatem; et illic colloquendo cum predictis animabus, intelligit quod sua astucia deceperit illas animas et ad terra[m] et ad caliginosum aerem istum eas duxerit; et hoc dicunt sensisse Johannem apostolum et evangelistam, cum dixit in Apocalypsi, [XII, 4]: « Draco, inquit, traxit tertiam partem stellarum, in terram cauda » (1); tertiam enim partem dicunt esse illas omnes animas quas seduxit, quia sunt tertia pars dictarum trium rerum, scilicet corporum celestium, animarum et spirituum; non enim, ut dicunt, illos spiritus decepit, sed tantum animas, nec corpora illarum duxit seorsum sed ibi perstiterunt; et illa sunt ossa arida de quibus Scriptura loquitur in Ecechiele propheta.

Item, dicunt et intelligunt quod ille malus princeps de tanta deceptione animarum quam fecerat in celis nimium exaltatus, adhuc presumpsit cum suis exercitibus magna vi adscendere; et ibi cum Michael archangelo et angelis eius prelium magnum commisit, pugnando cum suis adversus Michael archangelum et angelos eius; et quia optinere non potuit, dicunt illum draconem, magnum principem, diabolum, deiectum fuisse in terra. Que omnia probare nituntur per illa verba Apocalypsis, que dicunt, [XII, 7]: « Factum

(1) Vrai texte: « Cauda eius trahebat tertiam partem stellarum coeli, et misit eas in terram. Et draco stetit... »

est prelium magnum in celo : Michael et angeli eius preliabantur cum dracone, et draco pugnabat cum illis. » Et hec omnia dicunt et intelligunt contigisse ante hominis procreationem.

Item, intelligunt et dicunt illum malum principem diabolum magno furore motum, quoniam non optinuerat istas animas, quas in sua astucia deceperat, humanis corporibus quasi in carcere inclusisse et quotidie includere, secundum quod in Epistola beati Petri apostoli legitur, [I PET., III, 19] : « In quo, inquit, et hiis qui in carcere erant, spiritu veniens predicavit » ; et Ps. Davidicus, [Ps. CXXI, 8] : « Educ de carcere animam meam et confitebor nomini tuo. »

Item, dicunt et intelligunt quod pater sanctus celestis, glorie Deus, invidens (*corr.* : se videns) et cognoscens tam graviter a malo principe in suis animabus celestibus percussum et deceptum, misit filium suum karissimum Dominum nostrum Jhesum de celo ad terras et caliginosum aerem istum in beate Marie Virginis uterum ad redemptionem istarum animarum diabolo deceptarum.

Item, intelligunt quod Christus fuit de illis animabus et quod habuit celeste corpus ex superioribus elementis conditum a patre sancto, habens spiritum ad regimen et custodiam sue anime, quem spiritum dicunt et intelligunt processisse et genitum a patre suo fore de substantia patris, de quo spiritu dicunt Evangeliste, [JOAN. XIX, 30] : « Inclinato capite », misit « spiritum » de anima Dominus. Idem dixit, [MATTH., XXVI, 38 ; MC., XIV, 34] : « Tristis est anima usque ad mortem. » De corpore habetur in illis, quia deponitur de cruce, [MATTH., XXVII, 60] : « Posuerunt illud in monumento », et in propheta, [Ps. XXXIX] : « Corpus aptasti michi. »

Dicunt etiam et confitentur Christum in illo corpore resuscitasse a mortuis, quia spiritus et anima eius post tres dies ad id corpus sunt reversi et eodem corpore multis vicibus, ut [in] evangeliis legitur, discipulis et apostolis apparuisse, et ab illis visum fore per XL. dies ; et quadragesimo die eundem Dominum credunt ad celum coram apostolis et illis videntibus ascendisse in eodem corpore in quo descendit, quia qui ascendit [*corr.* : descendit] ad inferiores partes terre [EPHES., IV, 9], et nemo ascendit in celum nisi qui de celo descendit, etc. [JOAN. III, 13] ; et ipsum Dominum dicunt ad dexteram patris sancti et celestis glorie sedere in magno triumpho, quia vicerat eum qui mortis habebat imperium, id est diabolum ; illumque Dominum Jhesum inde ad iudicandum in eodem corpore

venturum tam vivos quam mortuos non dubitant, in quo die illas Dominus Jhesus Christus suas animas a diabolo deceptas, ut diximus, vocabit ad regnum; et tunc accipient coronam iustitie quam amiserant in illa deceptione, de qua dicit Apostolus, [II TIM., IV, 8]: « Coronam iustitie quam reddet michi Dominus in illa die. »

Item, dicunt quod quelibet anima tunc recipiet suum proprium corpus, quod ibi in celo dereliquerunt quando decepte fuerunt, quia, [МАТТ., XXIV, 28]: « ubicumque fuerit corpus illic congregabuntur et aquile »; quorum corporum receptionem dicunt et credunt debere esse mortuorum resurrectionem, de qua dixit Apostolus, [I COR., XV, 51]: « Omnes quidem resurgemus, set non immutabimur »; et Job ait, [XIX, 26]: « In carne mea videbo Dominum meum »; « mea » dicit, non in aliena, quia in carne celesti, que illarum indumentum fuit.

Item, dicunt quod dicte anime celestes ad rationem decepte in hac presenti vita in corporibus humanis incluse penitentiam agunt tam de peccatis transgressionis in celo quam actualibus in presenti vita per illas commissis; quam penitentiam illas incipere asserunt, cum illorum fidei inerent in manuum eorum impositionem, quam Christi baptismum esse credunt; et in illa manuum impositione dicunt illam animam suum proprium spiritum ad sui regimen et custodiam recipere, quem in celo dereliquit cum diabolo consensit et ab eo decepta fuit; quem Spiritum dicunt et appellant Spiritum Sanctum, id est firmum, quoniam illa deceptione firmus perstitit, nec in hac presenti vita, dum animam suam regit et custodit, a diabolo decipi potest.

Item, dicunt beatam Mariam virginem fuisse de superioribus animabus habens corpus celeste, et animam et spiritum ad illius anime regimen et custodiam, ut de illis animabus diabolus....

Item, dicunt et credunt quod nec sumpsit Christus de Virgine nec de ea aliud traxit quam [quod] ibi portavit; unde matri dixit: « Quid michi et tibi est, mulier? » [JOAN., II, 4]. Ac si dixisset: Quid de tuo sumpsi? Nichil; cuius virginis corpus, ut diximus obscure, cum diximus celeste ex elementis compositum spiritualibus, conditum a patre sancto ut alia celestia corpora credunt; de cuius virginis corpore, post menses novem dicunt Christum exisse et de ea natum mirabiliter, ut pater sanctus voluit, sicut in evangelio legimus; et id corpus Christi et virginis palpabile et visibile fuisse non

negant, set satis confitentur. Set hoc intra virtutem patris celestis dicunt contingisse.

Dicunt etiam quod pater Christo filio suo omnem potestatem dedit in celo et in terra pro victoria quam fecit de principe malo, secundum illud : « Data est michi omnis potestas in celo et in terra » [MATTH., XXVIII, 18].

Item, dicunt quod Christus in suo corpore sit passus, et crucifixus et mortuus.

Item, faciunt distinctionem inter spiritum sanctum et spiritum paraclitum et spiritum principalem scilicet sanctum, id est firmum, ut diximus ; appellant inde quemquam illorum spirituum quos superius diximus fuisse datos animabus seductis seu deceptis, ad illarum custodiam et regnum in presenti dari (*corr.* : vita) ; quos ideo sanctos appellant, quia firmi perstiterunt nec decepti fuerunt. Spiritum paraclitum, id est consolatorem dicunt illum quem unaqueque anima recipit, cum in Christo secundum illorum monitionem consolationem sumit. Unde et multos spiritus paraclitos, id est consolatores, esse putant ; et illos quidam illorum a Deo factos seu creatos oppinantur ; alii eorum semper fuisse affirmant ; de quo spiritu dicunt Christum dixisse : « Spiritum Paraclitum dabo vobis » etc. (*corr.* : dabit) [JOAN., XIV, 16]. Spiritum principalem dicunt illum esse quem nos Spiritum Sanctum appellamus. Set Psalmista illum dixit principalem ; nam, inquit, « spiritu principali confirma me » [Ps. L, 14]. Set et ipsi illum spiritum sanctum spiritum appellant, cum dicunt : Adoremus Patrem et Filium et Spiritum Sanctum. Et hunc spiritum principalem omnibus aliis spiritibus celestibus magnorem (*corr.* : maiorem) dignitate et excellentiorem autumant, illumque tante dignitatis [et] ineffabilis pulcritudinis esse dicunt quod angeli omnes in eum prospicere semper desiderant, secundum id Petri apostoli, [I PET., I, 12] ; « In quem, inquit, angeli desiderant prospicere ».

Item, dicunt patrem maiorem esse filio. Unde Christus inquit : « Pater maior me est » [JOAN., XIV, 28]. Spiritum principalem maiorem patre esse affirmant, quia et a filio mittitur, sicut ait : « Alium Paraclitum dabo vobis », et alibi : « De meo accipiet » [JOAN., XVI, 14].

Item, non credunt filium esse deum nec spiritum, scilicet spiritum principalem ; set patrem credunt aliud in substantia, aliud a filio et

spiritu sancto, filium aliud ab utroque ; et solum patrem deum esse putant. Quod vero in evangelistis legimus Dominum Jhesum Christum mortuos suscitasse, cecos illuminasse, claudos et infirmos curasse secundum carnem, dicunt in rei veritate non ita fuisse, set sic coram oculis hominum apparuisse ; et quidquid legitur Christum fecisse carnaliter exterius, totum dicunt fantasticum fuisse, quia rei veritas non mutatur ; non ita se habebat in illis virtutibus ut exterius videbatur ab hominibus. Unde dicunt eum ad modum illusorum quasi de avo sub capello luxisse et iocasse.

Illud vero propheticum : « Tu, in principio, Domine, terram fundasti et opera manuum tuarum sunt celi » [Ps. CI, 26], etc., dicunt et credunt ante istarum (*corr.* : animarum) casum ad (*corr.* : a) David celesti dicunt (*corr.* : dictum) fuisse prophetando de casu illarum quas sub nomine celorum accipiunt, et alias prophetias a quolibet propheta dictas de casu et reparatione illarum ; simili modo autem earum credunt cassum traxisse predictas in celis.

Item, in ecclesia sua, quam dicunt ecclesiam Dei, esse episcopum, filium maiorem, filium minorem, diaconum sive presbiterum et filiolum, christianos et credentes, VII. ordines ecclesie.

Hec omnia illos credere et intelligere comprehendere et intellexi ex verbis que dixit Johannes de Pergamo, eorum predicator et doctor, qui et michi dixit quod iam [abhinc] XL. annis catharus erat, et ex verbis Johannis de Cucullio, qui similiter fuit predicator illorum et doctor, ut michi iam dixit, per annos XXV.

II

DIVISIO QUORUMDAM HERETICORUM

HERETICI DE BRUGUCIA (*corr.* : DRUGUCIA).

Heretici qui habent errorem suum de Brugutia qui et dicuntur Albigeneses, dicunt, et credunt, et predicant et pro rato habent dominos duos esse sine principio et sine fine, unum penitus bonum et alterum penitus malum ; et dicunt quod unusquisque creavit angelos, bonus bonos, malus malos. Et dicunt quod bonus deus omnipotens est in celesti patria, et malus dominatur in hac tota mundiali

machina. Et dicunt duas esse naturas, unam bonam incorporealem celestium supernorum a Deo omnipotenti creatam, alteram malam animalium corporalium terrestrium a malo deo creatam. Et dicunt quod lucifer est filius dei tenebrarum, quia dicitur in Johanne, IX (VIII), [44] : « Vos ex patre diabolo estis, etc. ; » Mendax est et pater eius, » scilicet lucifer, ut exponendum est, id est mendacii.

Et dicunt quod lucifer ascendit ex hoc suo regno in celis supernis, pro eo quod dicitur in Ysaia, [XIV, 13] : « Ascendam in celum, » etc. Et tunc transfiguratus est in angelum lucis, angelis amirantibus formam eius et intercedentibus ; pro eo ad bonum deum susceptus est in celum ; et ibi vilicus angelorum effectus est ; unde Lucas XV (XVI), [1] : « Homo quidam erat dives qui habebat vilicum, » etc. ; et in tali vilicatione seduxit angelos ; et tunc factum est prelium quod dicitur in Apoc., XII, [9] : « Et proiectus est draco magnus et serpens antiquus cum angelis seductis. » Unde supra, XII, [4] : « Cauda eius trahebat terciam partem stellarum celi ; » et illi angeli constabant ex tribus, scilicet ex anima et corpore et spiritu ; et corpora remanserunt in celo occisa, que dicuntur « ossa arida » in Exechiele [XXVII, 4] et ab Apostolo « corpora celestia » [I^a Cor., XV, 40]. Et spiritus remanserunt ibi ; anime vero rapte sunt ab illo lucifero, et in hoc mundo incorporantur. Et dicunt quod Christus filius Dei pro hiis solis animabus descendit, secundum quod dicitur : « Filius hominis non venit animas perdere set salvare » [Lc. IX, 26] ; et in Matth., [XV, 24] : « Non sum missus nisi ad oves, que perierunt, domus Israel ; » et item, [Matth., XVIII, 11] : « Venit filius hominis salvare quod perierat ; » et ovem omnem reduxit.

ITEM, DIVISIO QUORUMDAM HERETICORUM.

Alii istorum et de predicto prelio dicunt quidem quod lucifer non transfiguratus est in angelum lucis, nec ibi factus est vilicus, nec boni angeli intercesserunt pro eo ; set dicunt quod accepit malitiam et societatem malorum spirituum et vi ascendit ; et sic factum est prelium de quo in Apocalipsi ; et pro isto frequentant hunc psalmum [LXXVIII, 1] : « Deus, venerunt gentes in hereditatem tuam. » Et dicunt quod adhuc sunt in celo vestes, et corone et sedes, quas ad miserunt, et iterum debent eas accipere ; unde Apostolus, [II Tim., IV, 8] : « De reliquo reposita est michi corona iustitie, » usque « adven-

tum eius. » Et dicunt quod sententia iudicii iam data est pro eo quod dicitur : « Princeps huius mundi eiicietur foras » [Joan., XII, 31]. Et dicunt quod corpora humana partim iudicabuntur ab illis spiritibus inmundis seu malignis, quos deus tenebrarum [creavit], partim ab illis animabus que ceciderunt ; et ille anime agunt iustis corporibus penitentiam ; et unaqueque illarum si in uno corpore non salvatur ingreditur aliud, donec agat penitentiam ; et peracta penitentia, recipit corpus et spiritum, qui in celo remanserit. Et in hoc sensu exponunt illud Apostoli ad Thes. I^a, V, [23] : « Deus autem pacis servet vos per omnia, ut integer spiritus vester et anima et corpus, » etc.

Heretici qui ista dicunt olim manichei, nunc et Cathari dicuntur.

ITEM, ALIA DIVISIO HERETICORUM. — HERETICI DE CONCARICIO.

Heretici de Concareço qui habent heresim suam de Sclavenia et quidam alii de Bulgaria, credunt et predicant tantum unum bonum Deum omnipotentem sine principio, qui creavit angelos et III^{or} elementa ; et dicunt quod lucifer et complices sui peccaverunt in celis ; set unde processerunt eorum peccata dubitant.

ITEM, DIVISIO ISTORUM.

Quidam autem dicunt quod quidam nequam spiritus habens III^{or} facies, unam hominis, aliam volucris, tertiam piscis, quartam animalis, fuit sine principio ; et manebat in hoc chaos, nullam habens partem creandi ; et Lucifer adhuc bonus descendit, et videns spiritum huius spiritus admiratus est, et collocutione et suggestione illius spiritus maligni seductus est ; et remeans in celum seduxit alios, et proiecti sunt de celo ; set dona naturalia non perdiderunt. Et dicunt quod Lucifer et ille predictus spiritus nequam volebant distinguere elementa, et non poterant. Set Lucifer impetravit a Deo bonum angelum coadiutorem ; et in concessione Dei et auxilio boni angeli et virtute et sapientia sua distinxerunt elementa. Et dicunt quod Lucifer est ille deus qui dicitur in Genesi creasse celum et terram et illa opera per VI. dies fecisse, et quod formavit Adam de limo terre et in illa forma insufflavit bonum (*sic*) angelum, unde Matth., XVI [XVIII, 28] : « Tenens suffocabat eum, » etc. Et fecit ei Evam ut per eam faceret eum peccare. Et dicunt quod commestio

ligni prohibiti fuit fornicatio ; et secundum quosdam illorum, sicut caro ex carne, ita spiritus ex spiritu procreatur, iuxta illud, [Joan., III, 6]: « Quod natum est ex carne caro est, et quod natum est ex spiritu spiritus est. » Alii vero hanc sententiam improbantes, dicunt omnes spiritus esse salva[n]dos simul et paulatim infundi corporibus humanis voluntate Dei. Et isti qui dicunt omnes spiritus salvandos simul asserunt quod illi spiritus qui ceciderunt incorporantur non salvandi, de corpore in corpus procedunt ; et hoc erit usque ad consumationem seculi, et in iudicio numerabuntur boni et mali : boni supplebunt locum illorum, mali patientur penam eternam. Alii vero dicunt quod pars illorum qui ceciderunt salvandi sunt, scilicet qui non ex voluntate, set quasi coacti peccaverunt ; et qui ex deliberatione peccaverunt dampnandi sunt. Et dicunt quod alii spiritus creati sunt a Deo, qui dicuntur supplere locum illorum non salvandorum. Communis autem omnium catharorum oppinio est quod omnia que dicuntur in Gen. de diluvio, de liberatione, de locutione Dei ad Abraam, de destructione Pentapolis, Sodome et aliarum civitatum, facta sunt a diabolo, qui ibi deus nominatur ; et dicunt quod ille deus eduxit populum de terra Egipti et submersit Pharaonem in mari rubro ; et in deserto dedit eis legem et induxit eos in terram promissionis. Et dicunt quod misit ad eos prophetas et prophetias et faciebat sibi offerri sanguinem animalium, ut colleteretur tanquam deus. Et dicunt quod si quando illi prophete aliqua de Christo predixerunt, virtute spiritus, se nescientibus et quasi coacti vaticinabantur. Et maxima eorum multitudo confitentur Deum omnipotentem fecisse hec omnia, non per se, set per diabolum tanquam per ministrum. Et dicunt quod diabolus cum sapientia et virtute sibi collata ab omnipotente in creatione hec omnia fecisse concessione Dei, hac intentione ut sine fine super hec dominaretur, Deo vero alia intentione permittente ut animas salvandorum per penitentiam ex hoc extraheret.

ITEM, DIVISIO HERETICORUM. — HERETICI DE BAIOLIO DICUNT SIC.

Heretici de Baiolo credunt reapse.... filium Dei venisse, set Christus et Johannes Baptista et Maria fuere tres angeli apparentes in corpore ; et dicunt quod Christus non in veritate carnem sumpsit, nec manducavit nec bibit, nec crucifixus fuit, nec mortuus, nec sepultus ;

et omnia que secundum humanitatem fecit non in veritate fecit, set ex apparentia quia sic videbatur.

ITEM, DIVISIO BURGARORUM.

Quidam de Bulgaria credunt Mariam veram feminam fuisse, et dicunt filium Dei ex ea carnem assumpsisse, et carnem... et cum ea crucifixum fuisse, set in ascensione deposuisse.

.

Omnes negant resurrectionem istorum corporum.

ITEM, ALBIGENSES. — ISTI SIMILITER AD SUUM HEROR[R]EM MALE PERVERTUNT SACRAM SCRIPTURAM, ET IDEO HERRANT.

Item, est heresis Albigenium, qui dicunt quod Lucifer fuit filius mali dei et ascendit in celum, et invenit uxorem illius superni regis sine viro suo, scilicet deo; et ibi fecit tantum quod venit cum ea; et, ipsa primo defendente se, dixit ei... quod si.... faceret eam dominam in regno suo et faceret eam adorari tanquam deam; et sic acquievit et induxit illam. Apoc., [XI, 13]: « Factum est regnum huius mundi, » etc. Et dicunt sic Christum natum et ipsum sic duxisse carnem de celo, et istud est magnum secretum ipsorum. Volunt etiam dicere quod non fuit verus homo; set angelus incarnatus sumpsit carnem ex ea. Et dicunt quod non comedit nec bibit corporaliter, et quod non fuit passus in carne et quod non fuit mortuus corporaliter; set dicunt quod omnia ista et similia que fecit, tantum in apparencia fecit et non in veritate; et ideo dicunt quod non resurrexit et non fuit mortuus; et si quando confitentur Christum habuisse veram carnem et similia fecisse, dicunt quod [ad] apparenciam omnia facta sunt. Dicunt etiam quod non ascendit in carne humana, set in illa que duxit de celo. Dicunt etiam quod non habuit nostras penalitates, ut famem, frigus et similia. Dicunt etiam quod non est maior omnibus nec equalis patri, et dicunt quod non est deus.

De beata Virgine dicunt quod non fuit mulier set angelus missus de celo.

nec facit aliquid perituum ; unde dicunt quod corpora debent perire ; et dicunt quod tamen uni Deo non submittuntur omnia.

Dicunt etiam quod Dominus non infundit nec creat novas animas, et quod anime non vadunt minime post mortem ad requiem vel ad penam, et quod equale premium citra [habebunt] in patria. Unde dicunt quod tantam gloriam habebunt quantam Christus vel aliquis alius.

Dicunt etiam quod non citra [erit] resurrectio corporum ; et dicunt quod Christus non descendit ad inferos.

Dicunt etiam [novum Testamentum a bono Deo esse] inditum et esse factum ; et dicunt quod vetus non est a bono Deo set a malo ; et interposuit quedam leuta precepta, ut melius posset decipere ; et faciebat sibi immolari animalia et offerri sanguinem, ut putaretur deus. Et dicunt quod Moyses malus fuit. Dicunt etiam quod malus dominus fuit ille qui eduxit populum de Egypto et qui interfecit Egyptios.

Et dicunt quod per legem nulla est salvatio.

Dicunt etiam quod Deus pater non est locutus patribus antiquis.

Dicunt etiam quod bonus Deus non dedit circumcicionem.

Et dicunt quod Adam non fuit a Deo formatus, set credunt quod quecumque dicuntur in Genesi facta sunt a Lucifero.

Et dicunt quod bonus Deus non vivificat et occidit, set tantum vivificat et non occidit corpora. Malus autem occidit ; set malus est qui iudicat, nec dat aliquam gratiam. Unde volunt dicere quod malum pene non est a Deo.

Et sic etiam dicunt quod non debet fieri vindicta de malis per aliquem. Et dicunt quod non potest fieri vindicta occidendo et quod aliud [non] est quam (*corr.* : nisi) opus diaboli [et] peccatum.

Dicunt etiam peccatum esse substantiam per se, vel spiritum qui sugerit hominibus malum opus ; tunc id opus dicitur peccatum, quia ab illo spiritu qui taliter nominatur [committitur]. Et dicunt quod homo non potest penitere post peccatum, quia credunt quod non potest fieri aliud peccatum nisi illud quod factum fuit in celo. Unde dicunt quod anime non dampnabuntur, quia non credunt esse infernum, quia ille Deus qui creavit hunc mundum, scilicet Lucifer, secundum illos non legitur in Genesi VI. diebus fecisse. Et dicunt quod ignis purgatorii non est, et quod non est purgatorium.

Unde dicunt quod mundus semper fuit, quod [*corr.* : quia] credunt

Luciferum et patrem eius semper fuisse ; et hoc secundum unam opinionem ; et ideo dicunt quod anime et corpora semper stabunt hoc in regno domini sui. Quidam autem illorum dicunt quod non est infernus nec paradusus, nisi inferius regnum, sicut loquitur in Gen. [1, 1], scilicet celum et terram, et superius regnum, quod est boni Dei. Dicentes ergo quod nulla anima salvabitur nisi spiritus qui ceciderunt, quos dicunt omnes salvari, dicunt quod alie anime create a diabolo sive malo deo non damnabuntur eternaliter, set temporaliter ; et illud tempus erit quamdiu mundus durabit ; et istam dampnationem intelligunt hoc esse in tenebris huius mundi, scilicet sustinere famem, frigus, lassitudinem, et similia ; et non videntur dicere contra hoc quod superius dictum est, scilicet quod anime non dampnabuntur et contra quod semper stabunt in regno hoc sui domini, hoc stare non potest ; vel ita intelligunt, non dampnabuntur, hoc est alia dampnatione, quia iam dampnate sunt ; et ita negant tempus illud futurum quod dicit dampnabuntur, quia preteritum est.

Dicunt etiam quod originale peccatum non contractum [fuit] ab Adam, et quod nichil est hoc. Dicunt quosdam nasci peccatores peccato actuali.

Dicunt etiam quod in ecclesia Dei non sunt boni et mali, et quod ecclesia Dei non potest facere institutiones nisi que facte sunt per apostolos ; et quod non debet aliquid possidere nisi in communi, et quod non debet habere istas magnas possessiones ; et quod non debet facere huiusmodi sepellitiones mortuorum. Et dicunt quod mali presbiteri non possunt ministrare nec donum conferre. Dicunt etiam quod obest et subdito et sacramento mala vita prelati.

Et dicunt quod nullus malus potest esse sacerdos nec diaconus in ecclesia Dei. Et dicunt quod ecclesia non potest excommunicare.

Dicunt etiam quod sacramentum Eucharistie non est.

Et dicunt quod [ecclesia] materialis non est bona, nec ibi orandum ; et quod ecclesia non debet persequi malos ; et dicunt quod sacerdotes non possunt nec debent regere populum.

Dicunt etiam quod unctio olei non est ; et quod non est orandum nec cantandum preter Dominicam orationem ; et quod aliquis non debet adorari. Quod decime non debent dari nisi bonis ; quod nullus vitandus ; quod non licet aliquem occidere ; quod matrimonium malum est inprecationem [corr.: propter procreationem] filiorum ; et

quod non debet homo restituere oblata; quod usura non est prohibita; quod iuramentum non debet fieri.

Dicunt etiam quod peccatum est comedere carnes et quod peccatum non est abbutere arbitrio; quod proximum non intelligitur omnis homo; quod secundum vetus Testamentum inimicus non est diligendus; quod nullus malus potest esse episcopus; et quod capita non debent tondi; quod interior homo non est anima; quod tardanda est iustitia propter hoc quod possunt converti in credentes; contra hereticos qui dicunt quod non est iustitia; credentes vero dicunt quod occidendo potest fieri iustitia.

Dicunt etiam quod bonus Deus non irascitur nec turbatur.

Et dicunt omnia que leguntur in novo Testamento fuisse bona, et que in veteri scripta sunt, ut est de Moyse et David et aliis, et de generatione Christi, et quod de David natus fuerit et sicut de aliis alibi facta esse. Et inducunt id Salomonis dicentis: « Omnia duplicia, unum contra unum » [Ecc., XLII, 23], bonum et malum (1). Unde credunt bonum patrem et malum, bonum filium et malum, bonum spiritum sanctum et malum, et sic de ceteris.

Omnia supradicta credunt et predicant heretici qui dicuntur de Bagnolo, propter hoc quod dicunt quod bonus Deus creat novos spiritus et animas et infundit novis corporibus; et de istis novis spiritibus credunt aliquos esse salvandos et de illis qui ceciderunt credunt quosdam dampnatos; et sic dicunt omnes in iudicio assistere, quoniam [?] dicunt iudicium mundum factum; et tunc boni noviter creati supplebunt locum malorum qui ceciderunt, et sic partem de novis, partem de veteribus dicunt salvari.

Hec capitula breviter scripta que inceperamus continent fere omnes errores trium sectarum, videlicet Albigensium et illorum de Bagnolo et de Concorritio. In quibus quidam illorum discrepant et in parte concordant; omnesque breviter notabimus per *a* et *b* et *c*; per *a*, significabimus sectam Albigensium; per *b*, illorum de Bagnolo; per *c*, illorum de Concorritio; et ubi erunt ille tres littere signate in illo ille tres secte erunt concordēs; ubi due, due tantum concordēs; et ubi una littera tantum, tantum una secta illud dicit.

(1) *En regard, à la marge*: Eccli., XLII: Omnia duplicia, etc. Nota quod dicitur supra quod omnia obediunt ei; et sic patet quod male intelligunt id verbum quod inducunt.

III

HIC BREVITER NOTANTUR HERRORES HERETIQUORUM TRIUM SECTARUM,
ET PER « A » ALBIGENSES, PER « B » ILLI DE BAGNOLIO, ET PER « C »
ILLI DE CONCORECIO.

Quod duo principia, unum penitus bonum et alterum.	
penitus malum.	<i>a. et b.</i>
Quod Deus bonus non creavit ista visibilia corpora.	<i>a. et b.</i>
Quod bonus Deus non est creator omnium rerum.	<i>a. b. et c.</i>
Quod tantum uni Deo non subiiciuntur omnia.	<i>a. b.</i>
Quod Christus non est maior omnibus.	<i>a. et b. et c.</i>
Quod non dampnabit eternaliter.	<i>a. et b.</i>
Quod Deus non infundit nec creat novas animas.	<i>a.</i>
Quod modo non vadunt homines ad infernum vel	
requiem.	<i>a. b. c.</i>
Quod Christus non habuit nostras penalitates.	<i>a. b. c.</i>
Quod non facit nec fecit aliquid periturum.	<i>a. b. c.</i>
Quod Christus duxit carnem de celo.	<i>a. b.</i>
Quod Christus non est Deus.	<i>a. b. c.</i>
Quod Christus non est filius beate Marie.	<i>a. b.</i>
Quod non sumpsit carnem de beata Maria.	<i>a. b.</i>
Quod non fuit mulier beata Maria.	<i>a. b.</i>
Quod Christus non fuit verus homo.	<i>a. b.</i>
Quod non comedit corporaliter.	<i>a. b.</i>
Quod non fuit passus in carne.	<i>a. b.</i>
Quod non fuit mortuus.	<i>a. b.</i>
Quod non ascendit in carne	<i>c.</i>
Quod non resurrexit vere quia mortuus non fuit.	<i>a. b.</i>
Quod non resurrexit in carne.	<i>c.</i>
Quod non descendit ad inferos.	<i>a. b. et c.</i>
Quod spiritus sanctus non datur in baptismo mate-	
rialis aque.	<i>a. b. c.</i>
Quod Johannes Baptista malus fuit.	<i>a. b. quidam c.</i>
Quod non fuit homo carnalis.	<i>a. b. quidam c.</i>
Quod non est resurrectio corporum.	<i>a. b. c.</i>

Quod parvuli non possunt salvari.	a. b. c.
Quod lex Moysi non est bona nec prophetie.	a. b. c.
Quod patres antiqui veteris Testamenti non salvantur.	a. b. c.
Quod vetus Testamentum non est a bono Deo.	a. b. c.
Quod Moyses fuit malus.	a. b. c.
Quod per legem Moysi non fuit salvatio nec est nulla.	a. b. c.
Quod bonus Deus non eduxit populum de Egypto.	a. b. c.
Quod Deus pater non est locutus patribus antiquis.	a. b. c.
Quod bonus Deus non dedit circumcisionem.	a. b. c.
Quod Adam non fuit a Deo.	a. b. c.
Quod ante Christi adventum non fuerunt aliqui boni.	a. b. c.
Quod Christus non est equalis patri.	a. b.
Quod res iste visibiles non sunt a Deo, dicunt tantum illi de Concorritio; quod a Deo sunt create, id est quod fecerit III ^{or} elementa, et ex hiis III ^{or} Lucifer disposuerit postea creaturas quaslibet in suo genere sicut sunt. Alii vero dicunt quod nec materia, nec dispositione, nec forma fecerit Deus aliquid nobis visibile; et si aliquando concedunt fecisse visibilia, dicunt de illis que sunt angelis visibilia.	
Quod secundum vetus Testamentum inimicus [non] est diligendus.	a. b. c.
Quod angeli qui ceciderunt sunt ille unus de quibus in evangelio agitur.	b.
Quod baptismum aque nichil est et nullius efficacie.	a. b. c.
Quod sine impositione manuum non datur spiritus sanctus.	a. b. c.
Quod in ecclesia Dei non sunt boni et mali.	a. b. c.
Quod in ecclesia Dei non debent esse sacerdotes et diaconi si mali.	a. b. c.
Quod obest subdito et sacramento mala vita prelati.	a. b. c.
Quod sacerdotes non debent regere populum.	a. b. c.
Quod mali presbiteri non possunt ministrare nec conferre bonum.	a. b. c.
Quod non debet possidere nisi in communi ecclesia Dei nec potest.	a. b. c.
Quod in ecclesia non debent esse subdiaconi nec acoliti.	a. b. c.
Quod ecclesia non potest facere institutiones.	a. b. c.

Quod nullus malus potest esse episcopus.	<i>a. b. c.</i>
Quod ecclesia materialis non est bona nec ibi orandum.	<i>a. b. c.</i>
Quod non debet persequi malos.	<i>a. b. c.</i>
Quod ecclesia non potest excommunicare.	<i>a. b. c.</i>
Quod non deberent fieri huiusmodi sepelitiones.	<i>a. b. c.</i>
Quod unctio olei nichil est.	<i>a. b. c.</i>
Quod sacramentum altaris nichil est.	<i>a. b. c.</i>
Quod elemosine non debent dari nisi bonis.	<i>a. b. c.</i>
Quod non est orandum nec cantandum orationem preter Dominicam.	<i>a. b. c.</i>
Quod peccatum non est a libero arbitrio.	<i>a. b. c.</i>
Quod originale peccatum nichil est.	<i>a. b. c.</i>
Quod homo non potest penitere post peccatum.	<i>a. b.</i>
Quod non potest fieri peccatum nisi quod factum fuit in celo.	<i>a. b.</i>
Quod aliud est opus diaboli quam peccatum <i>a. b. c.</i> Dis- crepant omnes inde.	
Quod ignis purgatorii non est.	<i>a. b.</i>
Quod infernus nichil est.	<i>a. b.</i>
Quod bonus Deus vivificat et non occidit.	<i>a. b. c.</i>
Quod malus deus vivificat et occidit corpora.	<i>a. b. c.</i>
Quod Deus qui dat gratiam non vindicat per bonos nec malos.	<i>a. b. c.</i>
Quod ille Deus qui vindicat non dat gratiam.	<i>a. b. c.</i>
Quod malum pene non est a bono Deo.	<i>a. b. c.</i>
Quod anime non dampnabuntur.	<i>a. b. c.</i>
Quod mundus semper fuit et semper erit.	<i>a. b.</i>
Quod sola fide non possit homo salvari in casu.	<i>a. b. c.</i>
Quod homo non potest salvari cum patre et matre.	<i>a. b. c.</i>
Quod non est confitendum.	<i>a. b. c.</i>
Quod iudicium factum est.	<i>a. c.</i>
Quod matrimonium malum est.	<i>a. b. c.</i>
Quod quilibet non potest salvari.	<i>a. b.</i>
Quod peccatum est comedere carnes.	<i>a. b. c.</i>
Quod proximum non intellexit omnis homo.	<i>a. b. c.</i>
Quod nullus est vitandus.	<i>a. b. c.</i>
Quod usura non est prohibita.	<i>a. h. c.</i>
Quod non debet homo restituere oblata.	<i>a. b. c.</i>

Quod iuramentum non debet fieri.	<i>a. b. c.</i>
Quod non licet alicui occidere.	<i>a. b. c.</i>
Quod vindicta non debet fieri.	<i>a. b. c.</i>
Quod iustitia non debet fieri per hominem.	<i>a. b. c.</i>
Quod tardanda est iustitia propter hoc quod potest converti.	<i>a. b. c.</i>
Quod diabolus potest in creaturis.	<i>a. b. c.</i>
Quod est equale premium in patria.	<i>a. b. c.</i>
Quod homo potest dare spiritum sanctum.	<i>a. b. c.</i>
Quod spiritus sanctus et spiritus paraclitus non sunt idem.	<i>a. b. c.</i>
Quod interior homo non est anima.	<i>a. b. c.</i>
Quod non debent raddi capita.	<i>a. b. c.</i>

IV

[STE SUNT AUCTORITATES ET RATIONES FIDEI CATHOLICE CONTRA HERRORES CAPITULORUM PREDICTORUM.

CONTRA PRIMUM : DICUNT HERETICI QUOD SUNT DUO
DII ET DUO PRINCIPIA.

Quod sit unus Deus tantum. — Matth., XXIII^b (1), [9] : « Unus est pater vester, » etc.

MARC., XII *e*, [29 « Deus tuus, Deus unus est. »]

Ad EPHES., III *a*, [IV, 6 : « Unus Deus et pater omnium. »]

[Ad] Ro., III *g*, [30] : « Unus Deus est. »

I THIM., VI *f*, [15] : « Solus potens rex regum, » etc.

II [corr. : I] Cor., VIII *b*, [6 : « Nobis tamen unus Deus. »]

Item, I^a THIM., II *b*, [3 : « Unus enim Deus. »]

JACO., II *f*, [19 : « Tu credis quoniam unus est Deus. »]

GAL., III *e*, [20 : « Deus autem unus est. »]

Quod est tantum unum principium, scilicet Deus a quo omnia visibi-

(1) On doit remarquer ici le renvoi aux passages du Nouveau Testament par les lettres *a, b, c, d, e, f, g* placées à la suite du chapitre. Elles ont été maintenues, parce qu'elles indiquent un système de division et de renvoi commode, en usage pour quelques éditions de la Bible au XIII^e siècle et disparu.

lia et invisibilia creata sunt. Et hoc est contra primum errorem catharorum qui ponunt duo principia, cap. I (1).

JOHANNES VIII c, [25] : Dixerunt Judei : « Tu quis es ? » Respondit Jhesus : « Principium, qui et loquor vobis. »

APO., I c, [8] : « Ego sum alpha et ω , principium et finis, dicit Dominus », etc. Glosa : Hec duo elementa sic in alphabeto Grecorum posita sunt, ut alterum primum, alterum locum ultimum optineat. Est igitur sensus : Ego sum A et ω , primus et novissimus, initium et finis, primus ante omnia, finis post omnia, a quo cuncta procedunt, ad quem cuncta redeunt, infra quem omnia, extra quem nichil, ad quem qui provénit ulterius non habet quo vadat.

Item, Ysa., XLVIII c, [18] : « Ego primus et novissimus », etc.

Item, APOC., III e, [14] : « Qui est principium creature Dei », id est a quo omnis reatura sumpsit exordium.

CONTRA SECUNDUM.

HEB., I e, [10] : « Tu in principio », scilicet creaturarum, » Domine, terram fundasti, et opera manuum tuarum sunt celi. »

Item, Ad Colo., [I] d, [16] : « In ipso condita sunt universa, que in celis et in terra, visibilia et invisibilia. »

Jo., I, [3] : « Omnia per ipsum facta sunt, et sine ipso factum est nichil. » Si vis intelligere « nichil », id est peccatum, Luc., III, in principio, [2] : « Nichil manducavit in diebus illis », scilicet in deserto, cum ieiunavit XL. diebus. Ergo Christus manducavit peccatum, quod est falsum. Ergo « nichil » intelligitur, id est aliquid non. Ergo aliquid non est factum sine ipso. Ergo non est aliquid factum per diabolum vel ab ipso ; et sic patet quod errant qui duo principia esse credunt.

Item, MATTH., V e, [45] : « Qui solem suum » etc. Si sol est boni Dei, ergo bonus Deus fecit solem. Set Albanenses dicunt quod intelligitur de sole spirituali ; set sol spiritualis non oritur super malos, iuxta id Sapientie, [V, 6]. « Sol iusticie non illuxit nobis ». Ergo de sole materiali et visibili.

(1) *En regard à la marge* : Contra primum capitulum errorum, ubi dicunt heretici superius quod sunt duo principia, unum bonum et alterum malum.

CONTRA TERTIUM.

Item, MATTH., [VI, 26] : « Respicite volatilia celi » etc. Pater apostolorum est bonus Deus ; set Deus non pascit opera diaboli. Ergo ista volatilia sunt opera Dei. Ergo Deus fecit ista volatilia. Si dicit hereticus quod volatilia intelliguntur spiritualiter, contra *LUC., XII c, [24] :* « Considerate corvos, non enim seminant » etc., « et Deus pascit illos. » Set Deus non pascit opera diaboli. Modo quero si ista volatilia sunt spiritualia, aut sunt boni angeli aut mali ; mali non, quia quoscumque pascit Deus spiritualiter sunt boni, iuxta id Pauli *I^a ad Cor., X d, [21] :* « Non potestis calicem » etc. ; si boni angeli, contra isti seminant spiritualiter, *LUC., I, [26] :* « Missus est angelus Gabriel, » etc. Nunciare angelorum est seminare.

Item, MATTH., XIII, circa medium, [30] : « Triticum autem congregate in orreum meum ». Ergo non sunt volatilia, neque corvi, cum dicatur in *Matth., V, [VI, 26] :* « neque congregant in orrea, » et *LUC., XIII (XII), [24] :* « Quibus non est cellarium neque orreum. » Restat ergo quod de materialibus loquatur. Set Deus pascit ; ergo creavit ea, quia non pascit opera diaboli.

Item, MARC., X e, [6] : « Masculum et feminam fecit eos Deus. » Set secundum animam non est masculum vel femina. Unde idem *Matth., [XXII, 30] :* « Erunt sicut angeli Dei in celo. » Ergo secundum corpus tantum masculum et femina ; et tales fecit eos Deus. Ergo fecit corpora.

Item, LUC., XI f, [40] : « Stulti, nonne qui fecit quod de foris est, fecit etiam quod de intus est ? » Quod dicit : Immo qui fecit quod intus est fecit quod de foris est. Ergo idem fecit corpus et animam.

Item, I^a Cor., XI, [12] : « Nam sicut mulier de viro, » etc. Remigius ibi : « Nam sicut mulier, id est Eva, de viro, id est de costa Ade, ita vir, id est Cain, per mulierem extitit. Omnia autem, subauditur genera hominum, ex Deo creata sunt et a Deo (1). »

(1) *Explanaciones Epistolarum beati Pauli apostoli*, p. 164. Ed. Villalpandi. In fol., Mayence, 1694.

IDEM, RATIO MAGISTRI V., DE UNO PRINCIPIO.

Item, probat Magister V., unum principium esse tantum. Summe est quod sic preeat cunctis quod nec par habeat nec prestantius. Summe igitur ens est quod sic preeat ceteris qui minus sunt, ut nec par habeat nec prestantius. Quod igitur summe est unum est et solum et cui nichil deest ad esse, et ceteris que minus sunt causa essendi est. Nam quod minus est, aut est ab aliquo, aut a nullo. Si ab aliquo, ergo ab eo quod maius est, cum non sint plura entia quam duo, scilicet quod summe est et quod minus est. Si vero quod minus est, a nullo est, iam non minus est, set summe est. Verum est ergo quod dictum est, quod summe est unum est et solum, et cui nichil deest ad esse, et ceteris que minus sunt causa est essendi. Set cum in omni causante sit ratio causati, restat ut in eo quod summe est sit ratio eius quod minus est, set non aliter quam id quod summe est; ergo impartibiliter, solitarie et summe; ergo id ipsum quod summe est aut nichil est in eo aut aliud aut aliter ab eo. Eadem quoque possent dici de eo quod est [summe posse, summe sapere et] summe communicativum. Set quero utrum hec tria summe sint an non. Si non, ergo creata sunt; igitur non est ibi summe posse, nec summe sapere, nec summe communicativum. Relinquitur ergo quod summe non sunt; set quod summe est unum et solum est. Horum igitur trium una est essentia et sola quam Deum vocamus.

Item, beatus Augustinus: « Si Trinitas non esset, nunquam Dominus Jhesus Christus diceret discipulis suis: Ite, baptizate omnes gentes in nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti. Matth., ultimo, [XXVIII, 19]. [Nec] aliter baptizato Domino in Jordane a Johanne, vox de celo dixisset: Hic est filius meus dilectus, etc. Luc., III d, [22]. Nec Spiritus Sanctus in specie columbe descendisse et mansisse super eum diceretur Jo., I, [32]. Miror infelicem heresem Sabelli[an]orum, qui sic ceci sunt mente ut tam preclara, tam aperta testimonia non attendant. Ipsi namque asserunt unam esse personam, idem ipsum Filium esse quam Patrem, ipsumque Spiritum Sanctum. Set cecitatem ipsorum relinquentes, tres personas secundum Scripturas sanctas intelligamus, id est alium esse Patrem qui

genuit, alium Filium qui genitus est a Patre, aliumque Spiritum Sanctum. Non aliud, quia substantia unum sunt; personas distinguimus, non deitatem separamus. Igitur filius Dei natura, filius non adoptione. Jo., X f, [38]: « In me est Pater et ego in Patre. »

Quod Deo subiiciuntur omnia.

HEB., I a, [2]: « Quem constituit heredem universorum », etc., et c, [6]: « et cum iterum introducit primogenitum », etc.

Item, HEB., II b, [8]: « Omnia subiecisti sub pedibus eius. »

Quod Christus maior est omnibus creaturis et quod est equalis Patri.

MATTH., ultimo g., [XXVIII, 18]: « Data est michi omnis potestas, » etc.

MARC., I d, [13]: « Et angeli ministrabant ei. »

HEB., I c, [6]: « Adorent eum omnes angeli. »

MARC., VIII e, [38]: « Quum venerit in gloria Patris suicum angelis sanctis. »

CONTRA QUARTUM.

Quod Christus est equalis Patri secundum Deitatem.

AD PHIL., II, [5]: « Hoc enim sentite, » etc.

Jo. V b, [18]: « Propterea magis querebant interficere, » etc.

Jo. XIII b, [9]: « Philippe, qui videt me, videt et Patrem. »

Item, ibi c, [11]: « Non creditis quia ego in Patre et Pater in me est, » etc.

Quod Spiritus Sanctus est Deus. (1)

MATTH., III, [16]: « Et vidit spiritum Dei. »

JOAN., III, [24]: « Spiritus est Deus. »

I^a COR., XIII (XIII), [25]: « Pronuncians quod vere Deus sit in vobis. »

HEB., I, [1]: « Multipharie, » etc.

II COR., III, [17]: « Dominus autem spiritus est. »

Jo. in epistola, V, [8]: « Tres sunt qui testimonium, » etc.

(1) Cet article est annoncé à la marge.

CONTRA QUINTUM.

Quod dampnabit eternaliter.

MATTH., XXV f. [41] : « Tunc dicet hiis qui a sinistris eius erunt : Discedite, maledicti, in ignem eternum. »

Item, eodem capite g, [46] : « Ibunt hii in supplicium eternum. »

APOC., XX f, [10] : « Pseudo prophete cruciabuntur die ac nocte in secula seculorum. »

Quod Dominus infundit et creat novas animas.

Hoc dicit beatus Augustinus et hoc catholica ecclesia. Si hereticus dicit contrarium, dices ei quod ostendat tibi per Scripturam divinam. Si dicat quod non potest, dicas quod stulte deviat a fide, cum nesciat quare. Item, si nolit consentire fidei ecclesie omni die per se probate, dicas ei : Video homines omni die nasci ; et sicut operatione Dei propagatur caro ex semine humano, sic virtute et operatione Dei ex nichilo creatur nova anima.

LUC., XI f, [40] : « Stulti, nonne qui fecit quod de foris est, fecit etiam quod de intus est. »

JOHAN., V c, [17] : « Pater meus usque modo operatur, » etc.

HEB., XII b, [9] : Patres quidem carnis habuimus, etc. »

Si dicat hereticus quod Deus creavit a principio mundi spiritus hominibus, cum spiritus divitis exutus a corpore recordaretur de qui[n]que fratribus dimissis in seculo, quare non recordatur spiritus tuus factorum alterius seculi ? Si dicatur, quia gravatur corpore, respondeatur quod Paulus recordabatur se fuisse raptum usque ad tertium celum, et fuisse in paradiso Dei postquam natus fuerat in hoc mundo ; et tu, si vidisses aliquid de alio mundo, bene recordareris ; set quia non fuisti in spiritu ante carnis propagationem, ideo nichil scis de his que ante fuerunt, nisi postea illud didiceris.

GAL., I e, [15] : « Cum placuit. »

CONTRA SEXTUM.

Quod modo vadunt anime ad infernum vel ad paradysum, que moriuntur in mortali peccato, vel que purgate sunt a peccato.

LUC., XVI e, [22] : « Mortuus est autem dives. »

Item, ibi [28], de quinque fratribus dicitur ne irent ad locum tormentorum.

Item, LUC., XII g, [59] : « Dico tibi, non exies inde. »

Item, Paulus, [Phil., I, 23] : « Cupio dissolvi, » etc.

Item, LUC., XII c, [37] : « Beati servi illi, quos, cum venerit. »

EPHE., IIII b, [8] : « Ascendens Christus in altum, » etc.

CONTRA SEPTIMUM.

Quod Christus suscepit nostras penalitates.

II COR., XVIII (VIII) b, [9] : « Factus est pro nobis egenus. » Et paupertas magna penalitas est. Set dicit hereticus ita videbatur ; contra si non esset pauper factus, non hoc dixisset apostolus, sicut ostendit II Cor., I e, [18] : « Fidelis Deus, quia sermo noster, qui fuit apud vos, non fuit in illo est et non, » set est in illo fuit, id est veritas.

Item, MATTH., IIII a, [2] : « Jeiunavit XL. diebus, » etc., et « postea esuriit. » Si dicit spiritualiter ieiunavit, ergo cibum spirituale non comedit XL. diebus, set cibus spiritualis est ut faciat voluntatem Patris, sicut habetur in Jo., IIII d, [34]. Ergo XL. diebus et XL. noctibus non fecit voluntatem Patris, cum ipse dicat : « Non veni facere voluntatem meam, » etc. Ergo peccavit, quod falsum est. Restat ergo quod ieiunavit et esuriit corporaliter.

Item, JAC., V b, [6] : « Occidistis iustum, » etc.

I PET., IIII a, [1] : Christus « passus est in carne. »

Item, I PET., II g, [21] : « Christus passus est, vobis relinquens exemplum. » Set si fantastica fuisset ista passio, non utilis esset armatura, non rectum exemplum ad imitandum, cum caro nostra sit passibilis. Restat igitur quod vera fuit eius passio in carne.

Item, HEB., XII b, [1] : « Deponentes omne pondus, » etc. Sic patet quod apostoli veram passionem, non fantasticam Christi Jhesu predicabant ; et qui aliter predicant sunt falsi apostoli.

CONTRA OCTAVUM.

Quod Deus fecit aliquid periturum.

HEB., I f, [11] : « In principio tu, Domine. »

LUC., XII c, [24] : « Corvos, » etc.

Require in capitulo de hac materia.

CONTRA NONUM.

Quod Christus non duxit carnem de celo, ut dicunt heretici, set eam assumpsit de beata virgine Maria.

HEB., II f, [16] : « Semen Abrahe apprehendit, » et d, [11] : « qui sanctificat, » etc., quia beata virgo de semine Hebrae fuit, Matth., I a, [2, 16], Luc., I c, [26] : « Missus est angelus, » etc.; Ro., I b, [3] : « qui factus est ei ex semine David secundum carnem. »

CONTRA DECIMUM.

Quod Christus est Deus.

Jo., I, [1] : « In principio erat verbum, » id est filius Dei qui est verbum fuit semper in Patre, quod sequitur, [14] : « Verbum caro factum est. » Ergo filius Dei non habuit principium secundum quod est Deus. Unde dicitur : « erat verbum. » Ergo verbum, scilicet filius est Deus.

Item, APOC., I, [8] : « Ego sum alpha et ω, principium et finis. »

Item, MATTH., VIII a, [1, 2] : « Cum descendisset de monte, leprosus » adoravit eum, et sanatus est. Ergo adorandus erat. Set nemo est adorandus nisi Deus, Matth., [IV, 10] : « Dominum Deum adorabis, » etc.; unde angelus in Apoc., [XXII, 8, 9] prohibuit se adorari, dicens : « Vide, ne feceris, » etc., quia solus Deus est adorandus. Ergo etiam qui adoratur est Deus.

PHIL., II c, [6] : « Qui cum in forma Dei esset, » etc.

Verbum Johannis quod obiciunt heretici [I, 15] « ante me factus est, » sic exponitur « ante me factus est, » id est dignior me, quia creatus est secundum carnem sine omni peccato originali et actuali.

Jo., VIII e, [25] : « Respondit Judeis : Principium qui, » etc.

Item, X f, [30] : « Ego et Pater unum sumus. » Si principium et idem cum Patre, ergo Deus.

Jo., [VIII, 54] : « Est pater meus qui glorificat me, quem dicitis quia Deus vester est. » Si Deus veteris Testamenti et Deus novi est pater Jhesu Christi, ergo Deus veteris Testamenti est bonus Deus ; ergo bona lex est data ab eo.

Ja., I d, [17] : Omne donum optimum... preceptis salvatoris nostri Dei, » [Ad Tit. II, 10; III, 4]. Set Jhesus est salvator noster, iuxta id : « Salvatorem expectamus Dominum nostrum Jhesum Christum » [Ad Philip., III, 20] ; etc.

Matth., I, [21] : « Ipse salvum faciet populum suum. »

Qui est salvator noster est Deus. Ergo Jhesus Christus est Deus.

CONTRA UNDECIMUM.

Quod Christus est filius beate Marie.

Luc., I d, [31] : « Ecce concipies, » etc., et e, [42] : « Benedictus fructus ventris tui. » Si non sumpsisset carnem de ea, non esset fructus ventris eius, sicut una peraria inventa non dicitur fructus eius, set fructus eius de qua extitit ; nec evangelium diceret quod Christus esset fructus nominis beate Marie, nec carnem traxisset ex ea et natus fuisset de illa. Unde Angelus ad illam : « Spiritus Sanctus superveniet in te, » etc., [Luc. I, 35]. Unde ibidem dicitur, [43] : « Unde hoc michi, » id est Elisabeth, « ut veniat mater Domini mei ad me. »

Item, Luc., II b, [6] : « Impleti sunt dies, » etc.

Matth., II a, [1] : « Cum ergo natus esset Jhesus », et f, [11] : « cum Maria matre eius. »

CONTRA DUODECIMUM.

Quod beata Maria fuit mulier et non angelus.

Luc., I d, [26] : « Missus est angelus a Deo in civitatem, » etc. Ecce hic dicit quod erat virgo desponsata viro suo, etc. [27]

Matth., II a, [1], et f, [11]. Si dicis, heretice quod fuit angelus, quod angelus desponserat, et concipiat et ponat filium, quod solum est mulierum.

Matth., I, [11] : « Liber generationis, » etc.

Luc., XII (XI), [27] : « Extollens vocem, » etc.

Rom., I, [2] : « Quod ante promiserat. »

Galat., III, [4] : « At ubi. »

Hebr., II f [16] : « Nusquam angelos apprehendit. »

De Purgatorio.

1^a Jo., III f., [V, 16]: « Qui scit fratrem suum peccare, » etc., usque « non dico ut quis roget pro eo. » Cum beatus Johannes dicat: « Qui scit fratrem suum, » etc., et postea subdit: « Est peccatum ad mortem, non pro illo dico ut roget quis, » innuit de illis intelligendum qui cum peccatis decedunt, et pro illo qui cum veniali vel in penitentia decedit est orandum; pro illo vero qui cum mortali decedit, non dicit esse orandum, quia non dabitur ei venia qui per mortalem (*sic*) descendit ad infernum ubi non est redemptio; pro illo qui est in regno, non est orandum, quia [non] indiget venia; et sic reliquitur quod [sit] locus medius, qui non est infernus nec paradisi; ergo purgatorius, cum recipiat veniam et purgationem qui illuc est. Si forte dicat hereticus beatum Johannem loqui de illo qui est in hac vita, « qui scit fratrem suum peccare, » etc., sequens littera contradicit huic sensui, cum subdit: « Est peccatum ad mortem; non pro illo dico ut roget quis, » dum Christus oraverit pro crucifixoribus suis, Luc., XXIII d., [34]: « Pater, dimitte illis, » etc., et Ja., ultimo, t., [16]: « Orate pro invicem »; nec distinguit pro quibus non sit orandum, quia pro omnibus est orandum in presenti. Et Ecclesia ad imitationem Christi in Parasceve orat pro omnibus. Et beatus Stephanus oravit pro labitantibus (*sic*) se, Act., VII g., [59]. Relinquitur ergo quod beatus Johannes non loquatur de viventibus tantum set decedentibus qui indigent orationibus et suffragiis Ecclesie ad purgationem suam et veniam optinendam. Et quia in caritate mortui sunt, fideles viventes eorum coniunctionem per caritatis vinculum habent, et ideo honus illorum portant, sicut dicit apostolus: « Alter alterius honera portate, » etc., [Ad Gal., VI, 2]. Per caritatem enim meruerunt hic iuvare ibi, et per eandem caritatem, quia viventes in corpore habuerunt, facti sunt membra viva ecclesie, quibus purgationis sufragia transivit.

Hoc etiam probatur per Evangelium, MATTH., XII f., [32]: « Qui autem dixerit contra Spiritum Sanctum, non remittetur ei neque in hoc seculo neque in futuro. » Si non fuisset alicuius peccati remissio in futuro, non adidi[sse]t « neque in futuro »; set quia istud est peccatum ad mortem, cum sine penitentia peccator moritur, hic non habet remissionem in futuro, que aliis non negatur, sicut dictum est.

Item, MATTH., XII f., [36]: « Omne verbum ociosum », etc. Esto quod aliquis habeat tantum verbum ociosum tunc et rendet (*sic*) inde

racionem non nisi ut pro eo puniatur, set non eternaliter, quia tunc esset peccatum mortale, quod absurdum esset dicere, cum sancti viri multa dicant ociosa, JA., [III, 2] : « In multis offendimus. » Ergo temporaliter ; ergo erit purga[to]rius locus in quo purgatur iste qui habet verbum ociosum. I^a COR., III d, [12] : « Si quis superhædificat », etc.

Adjonction de la même main que le prologue

Quod non sit malum principium, sicut dicunt heretici, probatur sic. Nulla privatio separata a subiecto est, ut patet in cecitate et claudicatione. Malum ergo, si intelligatur separatum penitus, nichil est.

Item, nullus defectus entis in quantum ens est, malum est tale ; ergo non est, vel nichil est per se in quantum tale nisi ratione subsistentis in subiecto ; quod concedimus. Et sic patet quod malum non est principium, cum principium sit aliquid existens.

Item, quero quod dicitur principium. Si dicit : nescio, dic ei : Quare ergo affirmas disputando quod nescis. Hoc est quod dicit Apostolus, Ad Tim. I^a, capitulo I b, [6, 7] : « Errantes conversi sunt in vaniloquium, volentes esse legis doctores, non intelligentes de quibus loquuntur, nec de quibus affirmant. » Si dicit : principium est ante quod nichil est et post quod omnia, dic : Vera est difinicio, et ita oportet diffiniri principium. Set per difinicionem principii unum oportet esse principium. Ergo non sunt duo principia. Ergo malum non est principium, cum sit ante omnia, sicut difinitum est principium.

Item, dicit hereticus quod istud malum principium est diabolus. Modo quero si diabolus peccat. Si dicit : Non, dico : Ergo non est principium peccati, ut dicis. Si dicit : Sic peccat, quero quid est peccare. Si dicit : Peccare est contra legem facere, si contra suam legem facit, non peccat, cum mala sit lex ipsius. Si dicit : Contra legem Dei facit, dico : Cum ipse sit naturaliter malus, non potest accipere legem Dei bonam. Ergo non facit contra legem Dei ; et sic non peccat. Ergo non est principium mali. Si dicit non est peccare contra legem facere, contra Apostolus : « Ubi non est lex, nec prevaricatio » [Ad Rom., IIII, 15]. Patet ergo quod malum non est principium ; nec diabolus fuit naturaliter malus, nec est principium, cum fuerit creatus a Deo qui est principium et creator omnium rerum, visibilium et invisibilium, sicut patet inferius per dicta sanctorum.

LES TROIS CHAPELLES DES VANEL

DANS L'ÉGLISE SAINT-SATURNIN DU PONT-SAINT-ESPRIT

D'APRÈS LES ARCHIVES DE LEUR FAMILLE

Par M. le Comte E. DE BALINCOURT

MEMBRE DE L'ACADÉMIE DE NIMES

Les fondations pieuses d'autrefois n'étaient pas uniquement des œuvres spirituelles dans lesquelles la générosité du donateur et la conscience du donataire ne devaient avoir d'autre arbitre de leurs différends que le Juge d'en-haut ; elles comportaient, en outre, une série de préséances, de distinctions honorifiques et de droits auxquels les fondateurs tenaient comme à des titres de noblesse et de propriété et, comme telles, étaient, en définitive, des obligations imposées par l'usage, non moins que par la foi, aux classes dirigeantes d'alors. Le *jus patron*, dans sa chapelle desservie par son chapelain, se levant à-demi sur son banc armorié, pour recevoir l'eau bénite de l'officiant, est plutôt un suzerain acceptant l'hommage d'un vassal qu'un chrétien s'inclinant sous l'aspersion symbolique du ministre de Dieu. D'un autre côté, la piété des ancêtres devenait parfois une lourde charge pour les descendants, et le clergé pouvait trouver excessives les conditions imposées par les bienfaiteurs des églises, quand les circonstances, le changement des mœurs et la rigueur des temps les rendaient difficiles et parfois impraticables. Alors les tribunaux d'intervenir, les huissiers d'instrumenter ; on saisissait les revenus des chapelles et les procès se poursuivaient à travers les siècles, au grand scandale des esprits prévenus ou superficiels de nos jours, qui ne se rendent pas compte des conséquences légales et sociales de la pénétration profonde de l'Eglise dans l'Etat à cette époque.

Je veux prendre pour exemple de ces luttes inévitables les principales fondations des familles de Roc, de Joyes et de Vanel, au Pont-Saint-Esprit, et les difficultés qu'elles occasionnèrent. Je me hâte de dire qu'elles se terminèrent toujours par des transactions, et que ces débats ne laissent subsister dans l'esprit que l'intention louable et la piété héréditaire qui avaient inspiré et guidé les fondateurs. Mais auparavant, il est indispensable d'expliquer l'origine et les liens de parenté de ces trois familles qui, s'entant successivement l'une sur l'autre, se sont continuées depuis près de six siècles jusqu'à nos jours, et ont encore, dans la même ville et sur les mêmes terres, de nombreux descendants.

Au commencement du XIV^e siècle, il existait à St-Saturnin-du-Port, — c'était encore le nom du Pont-Saint-Esprit, — une famille noble assez importante pour qu'en 1319, son représentant, Pierre de Roc, fût un des recteurs du pont, hôpital et hôtel du Saint-Esprit. Quelques années plus tard, en 1327, mourait à Montpellier, en odeur de sainteté, le fils d'un gentilhomme de même nom, célèbre par son ardente charité pour les pauvres, son dévouement sublime pour les pestiférés et les miracles nombreux obtenus pour leur guérison. Appartenait-il à la branche aînée des Roc — ou Roch — du Pont-Saint-Esprit ? c'est ce qu'affirment la tradition et la pieuse croyance de leurs descendants. Les faits et les documents le prouvent-ils ? c'est un problème historique dont on devra bientôt sans doute la solution à une plume plus savante et plus autorisée que la mienne.

Quoi qu'il en soit, après Pierre de Roc apparaissent successivement dans le pays Dragonnet de Roc, co-seigneur de La Motte en 1364, *condominus loci Motæ*, et syndic de la ville en 1371, puis Jean de Roc, recteur de l'hôpital en 1416, dont la descendance est régulièrement établie. Son fils Gabriel, seigneur de Saint-Christol, de Saint-Marcel et de Saint-Just, maria sa fille Isabelle, en 1484, à Jean de Joyes, d'une maison moins ancienne que la sienne mais connue cependant depuis 1474.

Un siècle plus tard, en 1582, Louis de Joyes donnait sa fille à Guillaume de Vanel, grénétier et viguier pour le Roi de la ville du Pont-Saint-Esprit. Ces trois familles, unies étroitement par plus d'une alliance, semblaient l'être aussi dans la même communauté de sentiments religieux ; non que les fondations et legs pieux fussent choses

rare dans les testaments de cette époque, mais parce qu'il se trouve dans ceux que nous citerons une préoccupation singulière des cérémonies de leurs obsèques et une foi profonde à la vertu des dernières prières.

En 1479, Laurent Vanel, seigneur de Recoules, au diocèse de Mende, ordonne dans son testament qu'il y aura à ses funérailles onze prêtres et douze pauvres habillés de gris. Il rappelle aux uns et aux autres ce qu'ils doivent faire : « *Capellani cantabunt, alta voce, Stabat Mater dolorosa et alias orationes consuetae pro defunctis et duodecim pauperes interea, positis genuis, pro anima mea Deum orabunt.* »

En 1561, Antoine de Roc, qui s'était affilié dans sa jeunesse, avec sa femme et sa nièce, aux prières des Chartreux de Valbonne, demande un cérémonial plus solennel. Il veut que son corps soit enseveli dans l'église paroissiale de Saint-Saturnin et dans sa chapelle de Sainte-Catherine ; qu'il soit accompagné par le clergé des églises de Saint-Saturnin, du Saint-Esprit et les religieux de Saint-Pierre, avec leurs croix ; qu'il soit d'abord déposé dans l'église Saint-Pierre, puis devant la croix de la place publique, où l'on chantera le *Vexilla Regis prodeunt*, et enfin dans l'église Saint-Saturnin où l'on dira à haute voix, devant le crucifix, le *Salve Regina*.

En 1581, Louis de Joyes confirmait les fondations de messes dans la chapelle de Sainte-Catherine instituées par son arrière-grand-oncle et son bisayeul.

De tout ce qui précède cependant il ne faudrait pas conclure que les héritiers des fondateurs n'aient pas su maintenir leurs droits, malgré leur piété, envers la paroisse et les religieux. Nous entrons maintenant dans l'arène judiciaire.

« Il se forma anciennement, dit un ancien document, une isle dans le Rosne, vis-à-vis du lieu de La Palud, qui fut appelé l'isle du Roy parce qu'elle resta un certain temps en la possession de Sa Majesté. En 1445, devenue assez ferme pour être cultivée, Charles VII l'inféoda à Jean de Roc « sieur de Saint-Christol, habitant Saint-Saturnin, à présent le Saint-Esprit, sans spécifier aucun rendement et pour l'albergue de cinq livres. » Quand la terre fut tout-à-fait en valeur et qu'il fallut en payer la dime, le seigneur la donna aux

religieux bénédictins de Saint-Pierre à la sollicitation d'un oncle qu'il avait parmi eux, sous la condition que leur syndic « viendrait la percevoir sur les lieux, à la cote trentième (1), et porteroit un bon gros flacon d'excellent vin, une éclanche de mouton avec un jambon de vingt livres et autres appartenances pour banqueter le maistre de ladite isle et ceux de sa suite. » Cela alla bien pendant la vie de Jean de Roc ; mais après lui, les religieux refusèrent le « régal » à Louis de Joyes, héritier des Roc et acquéreur de l'île, sous prétexte qu'il était onéreux ; ils offrirent seulement d'apporter le flacon « d'excellent vin » : les juges les condamnèrent à payer le tout. A la prise de possession de Louis de Vanel, héritier des Joyes, nouveau procès et transaction : la dîme consistera en une rente annuelle de cinq émines de froment (2) et il ne sera plus question de régal ; mais à sa mort, « Messieurs de Saint-Pierre » s'en prennent à la veuve, Marguerite de La Coste, et exigent de sa faiblesse ou de son ignorance dix émines au lieu de cinq. En 1713, Jean-François de Vanel intentait un nouveau procès qui durait encore en 1754 : il ne datait que de trois siècles ! Le plus curieux est que, quelques années auparavant, Louis XIV avait déclaré nulles toutes les inféodations des prédécesseurs et disposé, en faveur d'un de ses courtisans, de l'île du roi dont il avait fait saisir les revenus. Voilà qui tranchait la question à la façon de la fable de l'*Huitre et des Plaideurs*. Elle fut résolue cependant à l'avantage des Vanel, car leur direct mais lointain héritier, celui qui écrit ces lignes, jouit de leur île devenue continent et y vit en paix avec l'église comme avec l'Etat. Seulement il a soin d'apporter son vin et son jambon quand il veut déjeuner sur sa terre.

Revenons à la question primordiale des fondations, sujet de cette notice, l'histoire de l'île royale et de son régal n'étant qu'un hors-d'œuvre pour nous mettre en appétit.

Les Vanel, comme héritiers des Roc et des Joyes, possédaient trois chapelles dans l'église St-Saturnin, avec droit de sépulture et nomination de chapelains : celle de Sainte-Cathérine, de toute ancienneté sépulture des Roc, celle de la Croix, fondée le 12 mai 1488 par Antoine de Joyes, et celle de St-Jacques, donnée le 2 février 1597 par

(1) C'est-à-dire le trentième de la récolte.

(2) 12 décalitres, 10 litres.

Jean Reboul à Guillaume de Vanel, avec tous les droits dont jouissaient ses juspateurs depuis deux siècles.

Antoine de Joyes avait doté la chapelle de la Croix d'une pension annuelle et perpétuelle de trente livres sous le fonds et capital de 600 livres, avec droit de patronage, nomination de trois recteurs, « à prendre parmi les plus anciens du corps des prêtres de la Confrérie de St-Antoine, » et service d'une messe tous les jours de la semaine. Pendant combien de temps les intentions du bienfaiteur furent-elles exécutées ? Nous l'ignorons ; nous savons seulement par l'accord passé, le 16 avril 1632, entre les prêtres de la Congrégation et Louis de Vanel qu'il n'avait pas été entièrement satisfait, ni à la charge du service religieux, ni au paiement de la pension par les héritiers et successeurs du fondateur, « à raison de l'injure du temps de guerre, occupation des églises et biens ecclésiastiques par ceux de la religion prétendue réformée, aussy par l'esgarement et ignorance des titres de la fondation. »

Entre temps, la Congrégation de St-Antoine avait contracté, en dehors de toute affaire religieuse, une obligation de 300 livres vis-à-vis de Guillaume Vanel ; son fils Louis, pour se faire payer, avait fait saisir et séquestrer tous ses revenus. Opposition du syndic des prêtres, qui réclame alors les arrérages de la pension fondée par Antoine de Joyes. Le sieur de Vanel nia formellement avoir hérité de la fondation de la chapelle de la Croix, soutenant que, si son père avait payé quelque somme pour une fondation, c'était pour celle de la chapelle St-Jacques. Je suppose qu'il était de bonne foi et ne voulait pas laisser prescrire ses droits ; mais si les titres manquaient, la tradition subsistait encore ; on transigea. « La somme de 300 livres due par les prêtres tiendra lieu de pareille somme pour moitié du capital de 600 livres de la fondation de Joyes décidément reconnue. Louis de Vanel s'acquittera de la différence ou paiera une pension de 15 livres, à dater du 3 mai, jour de la fête de l'invention de la Ste-Croix, sous lequel titre la chapelle a été fondée ; le droit de patronage et celui de nomination et d'institution d'un recteur lui demeureront acquis, ainsi qu'à ses successeurs. Sous le bon plaisir de l'évêque d'Uzès, le service de ladite chapelle sera réduit à une messe basse tous les dimanches et fêtes de commandement, laquelle sera célébrée par les prêtres de la Congrégation dans la chapelle, entre la messe de prime et la grand-messe exclusivement. Le prêtre sera tenu d'attendre la venue

du sieur de Vanel et de sa famille, sans autre interpellation. »

Voilà une transaction qui dut paraître dure à Louis de Vanel qui perdait ses messes et son argent, mais restait possesseur incontesté de ces deux chapelles ; son petit-fils Marcel allait subir bien d'autres tribulations.

En janvier 1687, Mgr Poncet de la Rivière étant de passage au Pont-St-Esprit, pour l'installation de la Supérieure des Ursulines, fut informé par le clergé de la paroisse de St-Saturnin que l'autel de la chapelle de Saint-Jacques était encore l'objet « d'irrévérances et de profanations, » quoiqu'on lui en eût déjà porté plainte à sa visite pastorale de 1679. Sans se préoccuper des droits du patron, Sa Grandeur ordonna la démolition de l'autel. Au retour d'un long voyage, Marcel de Vanel trouva son autel démoli, les matériaux emportés, les ornements pillés, y compris la statue de saint Jacques qui avait disparu. De plus, sur l'emplacement vacant était installé le banc du sieur de Caseneuve d'Antomarie. Ce seigneur, prétendant qu'il était injuste qu'il n'eût pas de banc à l'église malgré sa noblesse, et désirant être à proximité de la chaire et en vue du maître-autel, avait obtenu de l'évêque, moyennant un don de 40 livres, la place censée libre. Sur la réclamation de Marcel de Vanel et de la confrérie des menuisiers et charpentiers qui faisaient faire leur service habituel à la chapelle, Mgr Poncet crut tout concilier en transportant le privilège de ceux-ci à la chapelle de la Transfiguration et celui du juspatron à la chapelle de la Croix, qui lui appartenait aussi et où il avait sa sépulture. Marcel, sûr de ses droits, s'adressa au sénéchal, puis au Parlement contre ce double abus de pouvoir. Dans son mémoire, il nie la réalité de ces profanations que l'ordonnance épiscopale se gardait bien de spécifier, alors que le service divin se célébrait assidûment sur cet autel si peu décrié qu'il servait, à Pâques, pour la communion des fidèles. Il fait remarquer que si on considérait comme une irrévérance le passage forcé de cette chapelle à celle du rosaire, rien n'était plus facile que de l'isoler par une grille ; il rappelle que ses ancêtres ayant bâti et fondé, à grands frais, plusieurs chapelles de la paroisse Saint-Saturnin, élevé le pilier contre lequel s'adossait son autel et largement contribué à la construction du portail, ses droits étaient plus respectables que ceux de tout autre ; enfin, se laissant aller à des réflexions amères et désobligeantes, il ajoutait que

cette ordonnance épiscopale semblait avoir été rendue « en robes rouges » alors qu'heureusement elle ne l'était qu'en « robe violette, » et que l'on voyait bien que Sa Grandeur, qui logeait au Pont-Saint-Esprit, chez le frère du sieur d'Antomarie, avait été bien aise de lui être agréable.

Le fait est que le Parlement de Toulouse, par arrêt du 1^{er} juillet, déclara les ordonnances du seigneur évêque notoirement abusives : 1^o pour avoir translaté le service de la chapelle Saint-Jacques à celle de Sainte-Croix sans l'avis du patron ; 2^o pour avoir dérogé à la fondation du patronage laïque et contrevenu aux saints décrets, arrêts et règlements sur la matière ; 3^o pour avoir connu d'une maintenue qui n'est pas de la compétence de sa juridiction, en disposant de l'emplacement de l'autel. En conséquence, à la requête du sieur de Lisleroy, il assignait le sieur d'Antomarie à comparaitre devant lui.

Le voyage de Toulouse était long et dispendieux : le 16 novembre, les deux parties transigèrent. Le banc que le sieur d'Antomarie a fait placer lui restera sa vie durant seulement, puis reviendra à la famille de Vanel. L'autel ne fut pas reconstruit, mais le droit de patronage maintenu et, jusqu'à la Révolution, les Vanel nommèrent leurs recteurs à la chapelle Saint-Jacques, quittes à les voir officier à celle de la Croix. Une des dernières mises de possession en faveur de messire Gauthier, prêtre de La Palud, accuse dans son cérémonial cette particularité. Le 29 août 1723, le récipiendaire était reçu, devant le portail de l'église, par messire Plagnol, chanoine de la collégiale de la ville, en présence d'Antoine Sauvet, notaire apostolique, et de deux témoins. Là, il présentait ses titres : sa nomination de recteur de la chapellenie de Saint-Jacques par Messire Jean-François de Vanel, chevalier, baron de Lisleroy et des Barrinques, co-seigneur de Lamotte, lieutenant de N.N. S.S. les maréchaux de France, et le *forma dignum* délivré par le vicaire-général de Mgr l'Evêque ; il pria ensuite messire Plagnol de l'installer. Celui-ci, après avoir reçu la commission avec l'honneur et la révérence dus, « ayant pris le sieur Gauthier par la main, l'a fait entrer dans l'église où, ayant pris de l'eau bénite, il l'a conduit dans la chapelle de la Croix, où le service de la dite chapellenie de Saint-Jacques se fait, attendu qu'il n'y a point d'autel. Puis, se mettant à genoux, il a fait son oraison, il lui a fait baiser l'autel et sonner trois fois la cloche, et, par tous ces signes,

l'a investi en la réelle, actuelle, civile et corporelle possession de la dite rectorie de Saint-Jacques. »

Sont-ce là les seuls procès où le maintien énergique des droits de patronage ait entraîné les Vanel ? Malheureusement non. La dotation de cette fameuse chapelle était hypothéquée sur un petit domaine de quatre salmées et six émines (1) appartenant aux terres des Pères chartreux de Villeneuve-lès-Avignon. Les eaux du ruisseau d'Arnavé ayant fait de grands dégâts dans la contrée, les religieux obtinrent un arrêt du Parlement pour faire contribuer tous les propriétaires à des réparations qu'ils firent exécuter et dont ils avancèrent les frais. Le règlement de compte avec le juspatron de la chapelle fit naître un différend qui se termina en sa faveur, mais qui le décida à abandonner sa propriété en échange de la pension de trente livres qu'elle représentait.

En définitive, c'étaient là des litiges à débattre entre voisins et avec des étrangers ; mais qui croirait qu'entre le patron de la chapelle Saint-Jacques et son recteur il pût y avoir matière à appel devant le Parlement, surtout quand le plaignant était un Vanel, prêtre du Pont-Saint-Esprit et qu'il plaidait contre son propre frère ? Guillaume de Vanel, canoniquement institué en 1641, recteur de la chapelle St-Jacques, réclamait encore en 1658 à son frère Jean-Baptiste de Vanel les titres et arrérages de la chapellenie que celui-ci détenait à tort, et le faisait assigner devant le Parlement de Toulouse. Il mourut en 1664, léguant ses biens à son frère Charles et lui substituant néanmoins cet aîné dont il avait eu tant à se plaindre. Jean-Baptiste donna la rectorie successivement à ses trois fils, Marcel, Guillaume et Jean-Baptiste. Les deux premiers, simples clercs tonsurés, démissionnèrent pour se marier ou prendre le parti des armes ; le troisième, lors de la dernière vacance, n'avait que l'intention d'entrer dans les ordres ; mais comme il avait un mois de grand séminaire et pouvait être tonsuré, il reçut son *forma dignum* et fut investi de ces fonctions héréditaires dans lesquelles il persévéra, car il mourut, en 1708, prêtre et recteur de la chapelle. Si l'on considère que sur le revenu de trente livres de la fondation il

(1) 3 hectares environ.

fallait en donner cinq aux prêtres de la congrégation chargés du service divin, il faut convenir que ce maigre revenu ne valait pas la peine de faire prendre le petit collet à une génération.

Qui pourrait encore s'imaginer que la sépulture familiale de la chapelle de la Croix ait été considérée comme la propriété exclusive d'un seul, faisant corps avec la chapelle, et non comme le dernier asile, l'héritage indivis de tout ce qui portait le nom de Vanel ? Pourtant, en 1638, Marguerite de La Coste, veuve de Louis de Vanel, faisait assigner son beau-frère, Guillaume de Vanel, pour le sommer de déclarer sur quel droit il s'était fondé pour faire inhumer un de ses enfants dans la sépulture de son mari. C'était là un procédé qui prouvait une grande mésintelligence entre le beau-frère et la belle-sœur et dont l'odieux retombait sur celle-ci ; mais il soulevait, en outre, une question juridique assez intéressante : la sépulture d'une famille fait-elle partie de l'héritage du fonds sur lequel elle se trouve ? Marguerite de La Coste demanda une consultation à une commission de jurisconsultes du Présidial de Nîmes, laquelle émit l'avis suivant :

« Le conseil soubsigné, qui a vu les mémoires communiqués et les actes y mentionnés sur les doubtes y contenus, est d'avis qu'il y a une grande différence entre le droict de patronage et de sépulture. Le premier s'acquiert par fondation et dotation, l'autre par succession, les enfants et descendants ayant droict aux sépulchres de leurs pères pour y estre ensevelis. Or, en l'affaire communiquée, il n'y a qu'une fondation de messes et patronnat pour la célébration d'icelles, sans qu'il soit parlé du droict de sépulture, ny mesmes que la chapelle aye esté bastie par celui qui a fondé les messes ; au contraire est à presupposer qu'elle estoit bastie puisque la célébration des messes est affectée à un corps et congrégation. Et si bien noble Louis de Vanel a payé partie du fonds de ladite fondation et charché (1) de payer le reste ou la pantion, il ne s'est acquis le droict de nommer aux prestres que comme tenancier des biens du fondateur. Et tous lesdits actes ne sont pas suffisants pour exclure Guillaume Vanel son frère du droict de sépulture au tombeau paternel et maternel ny les siens, quoyque ledit Louis feust héritier.

Délibéré à Nîmes le huitiesme mars mil six cent trente-huict. »

(1) Pour : est chargé.

C'était, il me semble, bien jugé, au moins au point de vue de l'esprit de famille, et rien ne prouve par la suite que cet incident passager en ait altéré les bonnes traditions.

La Révolution devait, un siècle et demi plus tard, clore l'ère de ces discussions en abolissant les fondations et les privilèges et en enlevant à la cendre des morts jusqu'à la trace de la pieuse vénération de leurs descendants. Les derniers représentants de la branche aînée des Vanel de Lisleroy, Vincent Félix et Marie-Luc-Gabriel, voulurent avoir dans leur domaine des Barrinques leur chapelle avec leur sépulture. Ils l'ornèrent avec une sorte de luxe et de recherche et, dans ce soin religieux, je crois trouver l'effet d'un atavisme séculaire et comme un dernier reflet de la piété de leurs ancêtres.

Maintenant, dans les églises que la foi catholique élève à la gloire de Dieu et dans celles qu'elle répare pour les rendre plus dignes d'elle, les fidèles se pressent, confondus, sans distinction de rang et de fortune, comme le troupeau symbolique dont parlait le Sauveur. L'aumône la plus éclatante et la plus généreuse est pareille à l'humble don anonyme, car elle ne confère aucun privilège. Le riche donateur peut s'agenouiller à l'ombre du pilier qu'il a bâti et qui porte ses armes, sans être désigné aux regards de la foule ; seul, le prêtre, à l'autel, prononcera tout bas son nom et l'ajoutera par la prière au nombre de ceux qui, là-haut, ne seront pas oubliés.

Lequel vaut mieux, pour l'Église et le salut des âmes, des siècles passés ou de l'heure présente, nul ne saurait le dire. Nous vivons dans une dure époque de transition, mais elle lui prépare peut-être — et plus tôt qu'on ne le pense — l'ère définitive de son triomphe et de sa glorification.

GÉNÉALOGIE DES ROC

(Branche du Pont-Saint-Esprit)

ARMES : d'azur, à trois rocs d'échiquier d'or, posés 2 et 1.
 DEVISE : *Sustentant lilia rupes.*

Pierre de Roc, recteur de l'hôpital et du Pont-Saint-Esprit, vivant en 1319.
 (*Cartul. de M. Bruguier-Roure*)

Dragonnet de Roc, s^r de la Motte en 1364, syndic du Pont-Saint-Esprit en 1371, vivant en 1392 (*ibid.*)

Jean de Roc, recteur en 1416 et 1443, marié, en 1421, à *Sibille de Gaujac* ; testa le 25 juillet 1466 ; il eut pour fils :

Jeanne de Roc, mariée à <i>Louis de Béziers</i> , s ^r de St-Julien de Peyrolas.	Catherine de Roc, mariée à <i>Jean Maïstral</i> , régent de Tournon.	Gabriel de Roc, s ^r de St-Christol, vivant en 1474 et 1518, épousa, le 12 décembre 1463, à Lunel, <i>Jeanne de Gardies</i> , fille de Bermond, dit de Rochemaure, et de Simone de Boisset, testa au Pont-St-Esprit le 12 septembre 1506 et voulut être enseveli dans la chapelle Ste-Catherine près de son pere Jean.	Nicolas de Roc, docteur en droit, testa le 12 septembre 1504.
--	--	--	---

Bernardin de Roc, religieux de St-Jean de Jérusalem, sa-prieuré de Goudargues, mort en 1539.	Bernard de Roc, chevalier de Malte.	Sigismond de Roc, chanoine de St-Ruf, à Montpellier.	Guidon de Roc.	Jean de Roc, s' de Saint-Christol, épousa <i>Alix</i> puis <i>Françoise de St-Ferréol</i> ; mort en 1532.	Antoine de Roc, lieutenant du maître du port, épousa <i>Catherine de Joyes</i> , hérita de ses frères Sigismond et Bernard, et testa en 1561. Il veut être enseveli dans la chapelle de Sainte-Catherine.	Isabelle de Roc, mariée le 3 mai 1484 à <i>Jean de Joyes</i> .	Gabrielle de Roc, mariée à <i>P. Abetille</i> , de Tarascon, morte le 13 décembre 1527.
Jeanne de Roc ép. X.	Elisabeth de Roc affiliée à Valbonne par Ant. de Roc.	Rostang de Roc, s' de St-Christol, vivant en 1540, vend Lisleroy à Charles de Joyes en 1540.	Guillaume de Roc.	Nicolas de Roc.	Etienne de Roc, capitaine, vivant en 1553.	Marthe de Roc, mariée à <i>François de Corsac</i> , le 6 janvier 1540; assistait au mariage d'Henri de la Croix, baron de Castries.	Catherine et Chrétienne, légataires d'Ant. de Roc, leur grand-oncle.

Catherine et Chrétienne,
légataires d'Ant. de Roc,
leur grand-oncle.

GÉNÉALOGIE DES JOYES

ARMES : D'azur à la colombe
essorante d'argent, bequée de
gueules et tenant au bec un
rameau d'olivier de sinople.
DEVISE : *Joye soit au Roy.*

X. de Joyes.

Antoine de Joyes, *junior*, s' de Codolet, marié à
Claudette Hébrard, fille de noble Jean Hébrard, s'
de St-Julien de Peyrolas. Anobli en 1470 par lettres
enregistrées à Nîmes, le 17 avril 1481. Donne quit-
tance, le 17 nov. 1474, à Antoine de Joyes, *senior*,
son oncle, de 4,000 livres promises à son contrat,
fait hommage de la terre de Codolet, le 3 déc. 1448.

Jean de Joyes, marié le 3 mai 1484 à *Isabelle de Roc*.
Sentence arbitrale du 5 juillet 1490 au sujet de sa
tante Arnaud. Vend, en 1491, la terre de Codolet au
s' d'Ancezune de Caderousse.

Charles de Joyes, viguier et juge royal au Pont-
St-Esprit, marié le 15 juin 1512 à *Catherine de Berc*,
morte vers 1573. En 1553, Etienne de Roc s'oblige
envers lui. En 1547, sentence obtenue par sa veuve
contre Guillaume de la Croix.

Antoine de Joyes, *senior*, s' de
Codolet, marié à *Sibille Ar-
naud*, teste, le 12 mai 1488, en
faveur de Jean, son petit-
neveu, et donne à sa nièce ses
terres de Bagnols, s'en résér-
vant l'usufruit pour lui et sa
femme. Fonde la chapelle de
la Croix, au Pont-Saint-Esprit.

Guillaume de Joyes épouse, le 17 fév. 1541, *Pierre de Piolenc*, fille de Thomas, proc. gal au parlement de Provence.

Louis de Joyes, marié, le 4 juin 1550, à *Françoise de Bus* (1000 écus d'or de dot). confirme, en 1581, les fondations d'Antoine senior et d'Antoine junior. Teste, en 1585, en faveur de ses filles, Anne et Isabelle, et Louis de Martin, époux d'Anne.

Isabelle de Joyes épouse le 16 mars 1582, au Pont-Saint-Esprit, *Guillaume de Vanel*, grénétier et viguier pour le Roi. Instituée héritière, par testament, du 15 juillet 1587.

Anne de Joyes, mariée, en 1585, à *Louis de Martin*, sr de Verfeuil, régent de Bagnols, qui s'oblige à prendre le nom et les armes de Joyes.

Claire de Joyes, mariée en 1587, à *Jean Restauvand*, puis à *Roland de Valois*, s' de Conville, en Normandie, près de Falaise, où elle a laissé des enfants.

Jacques de Martin de Joyes.

Anne de Martin de Joyes, mariée à *Hector de Gouvernet de la Tour du Pin*.

X. de la Tour du Pin sr de Verfeuil. X. de la Tour du Pin s' de Verclause. Branches éteintes.

TABLEAU SYNOPTIQUE

Des Alliances

Pierre de Roch (1319)
contemporain de S. Roch.

Dragonnet de Roch (1364).

Jean de Roch (1421)
Sibille de Gaujac.

Gabriel de Roch (1463)
Jeanne de Gardies.

Antoine de Joyes
Claud. Hébrard (1470).

Laurent Vanel
teste en 1479.

Isabelle de Roch, ép. en 1484 Jean de Joyes.

Ferdinand Vanel.

Charles de Joyes (1512)
Catherine de Berc.

Etienne Vanel.
.....

Louis de Joyes (1530)
Françoise de Bus.

Jacques Vanel (1542)
Isabeau de Rozier.

Isabelle de Joyes épouse, en 1582, Guillaume de Vanel.

Louis de Vanel, s^r de Lisleroy
Marg. de la Coste (1616).

Jean-Baptiste de Vanel, s^r de Lisleroy
Catherine de Rippert (1644).

Marcel de Vanel, s^r de Lisleroy
Marthe de Noyel (1675).

Jean-François de Vanel, s^r de Lisleroy
Marie de Ville (1719).

Vincent-Félix-Joseph de Vanel, baron de Lisleroy
Marguerite de Ville (1734)

Gabriel-Luc de Vanel, baron de Lisleroy
Henriette de Génas (1797).

Euphrosine de Vanel de Lisleroy
Maur. Testu m^{re} de Balincourt (1824).

Le degré de parenté entre Pierre, Dragonnet et Jean de Roc n'est pas établi rigoureusement ; mais il paraît suffisamment indiqué par les dates et surtout par les fonctions héréditaires de recteurs de l'hôpital et pont du Saint-Esprit. — Françoise de Bus, mariée en 1550 à Louis de Joyes, était sœur du bienheureux César de Bus, fondateur de la Congrégation des Pères de la Doctrine chrétienne, mort en 1607. La famille de Bus, originaire du Milanais, comptait aussi parmi ses ancêtres sainte Françoise, veuve romaine, dont l'Eglise célèbre la fête le 9 mars. Peu de temps après son arrivée en France, vers la fin du XV^e siècle, elle s'allia à la famille de Génas par le mariage de Jean-Baptiste de Bus avec Angélique, fille de François II d'Aiguilles et de Françoise de Mayaud. — La famille de Vanel était originaire du diocèse de Mende, où elle possédait le fief de Recoules. Ses archives furent détruites à Montpellier, le 29 janvier 1573, par un incendie avec la maison de Jean Rozier, beau-frère de Jacques Vanel. Sa noblesse remontait au-delà de 1479, date du testament de Laurent Vanel, puisqu'il y est parlé d'un fils chevalier de Malte et de deux filles mariées avec des seigneurs du voisinage.

FUILLA SOUS LE RÉGIME FÉODAL

Par M. l'Abbé GIRALT

DESSERVANT DE FUILLA

(Canton de Prades, département des Pyrénées-Orientales)

Pierre de Domanova, seigneur de Rodez, obtint, en 1165, du roi Alphonse d'Aragon, la seigneurie de Mosset, la force de Fulha et les fertés qui en relevaient : la Volella et Jujols. Il tenait, en 1204, sous la suzeraineté du vicomte de Castellnou, le lieu de Creu en Capcir avec les églises de Mosset et de Fuilla. Son héritière avait épousé le baron de Canet ; et, comme elle était morte *ab intestat*, les droits de son fils furent contestés par le Domaine. Cependant, le 13 novembre 1225, Nunyo-Sanche rendit à Raymond de Canet, fils de Cerdane de Rodez, les biens que cette dame tenait pour le comte de Roussillon : Rodez, la bastide de Mosset et la force de Fulha, bâtie dans l'église « *forciam Folani quæ est in ecclesia* ». (Alart, notice, *Privilèges et titres*).

L'église de Fuilla, que l'Evêque d'Elne, Bérenger, consacra le 22 décembre 1031, avait été construite de telle sorte qu'elle pouvait servir de forteresse et avait été entourée de certains travaux de défense, dont on aperçoit encore les fondements. L'ancien cimetière et le jardin de la cure occupaient un enclos tout à fait semblable à la place des vieux châteaux du pays ; le sol, qui est plus élevé de quelques mètres au-dessus du niveau des champs, était séparé du côté du midi par un large fossé. Une tour défendait l'entrée de l'église, dont la nef, plus élevée que ne le comportent ses proportions, pouvait être partagée par un plancher et servir d'habitation en cas de guerre. Le ravin le plus à proximité est encore appelé « le torrent de la Catllania ».

Guillaume de Canet vendit la seigneurie de Fuilla à Guillem de

Fuilla pour le prix de 6,873 sols barcelonais, le 16 des Calendes de mai 1266, cédant tout droit de forteresse sur la vallée de Fuilla et le château qui existait alors « *et cellariam meam quam ego habeo* » ; toute juridiction réelle et personnelle sur ses habitants, justices civiles et criminelles, albergues, hommage, hoste et chevauchée, tailles « *ademprius* », inféodations de terres « *acaptas* », exorquias, cugucias, intestias, remensas ; manses, bordes, censives, tasques, agriers, foriscopis, pasquiers, garrigues, forêts, moulins, canaux d'arrosage, etc.

Sa mère, Raymonde de Cortsavi, et sa femme, Guillema, assistèrent à cette vente, qui se fit à Perpignan, et firent cession de tous les droits qu'elles pouvaient prétendre sur cette seigneurie, à raison de leurs biens dotaux, en présence d'Olivier de Terme, Guillem de Biura, Hizarn de Conillac, Dalmau de Vilarasa, Pierre Tolza, Guillem de Sora, Pierre de Gotor, Pons-Guillem, fils de Bernard de Clara, Arnald Costa, Pierre Volo, Etienne de Vilaraza, Valger Cerdane, Raymond Castell et du notaire Guillaume Ferrer (Archives de la commune de Fuilla).

Quelques années après, la seigneurie de Fulha fut réunie au domaine royal, qui en retirait annuellement le revenu de vingt livres au XIV^e siècle. Mais le roi Pierre IV vendit ensemble les lieux de Fulha et de Sahorre, avec tous les fiefs et droits qu'il y possédait, à Bérenger d'Oms, pour la somme de 20,000 sols ou mille livres, à pacte de rachat (*Géographie historique* d'Alart). Cependant le roi Martin d'Aragon offrit à ces deux villages, en 1405, des franchises semblables à celles de Villefranche, à condition qu'ils payeraient 18,000 sols à leur seigneur pour se racheter ; mais on ne sut pas trouver cette somme, et la famille d'Oms resta jusqu'en 1687 en possession de ce fief, qui passa alors à celle de Boisambert (Archives départementales, C. 1373).

ALLEUX OU FIEFS SECONDAIRES

Lors de l'expulsion de Maures, les familles qui vinrent habiter nos montagnes se firent une large part dans les domaines restés libres. Bientôt, soit par violence, soit par alliance ou par des acquisitions légitimes, les diverses portions du territoire d'un village, ou même

plusieurs villages furent réunis sous la domination d'un seul maître. Les seigneurs, devenus puissants, refusèrent obéissance aux comtes, leurs souverains, qui, par droit de conquête, ne tardèrent pas à posséder tout le pays. Cependant, dans la débâcle, il était resté un certain nombre de petits villages, ou fractions de leurs territoires à leurs maîtres légitimes, les riches hommes de l'époque, qui, ne pouvant par eux-mêmes cultiver tous leurs champs, les inféodèrent et devinrent comme qui dirait des seigneurs partiels. Quelques-uns se construisirent des châteaux forts, comme ceux de la Volella et d'Arnaud-Bernard, à Fuilla ; ils retiraient de leurs terres les censives, la dîme ou agrier, le droit de lods ou foriscopi, mais ils n'avaient aucun droit sur les banalités et n'exerçaient pas la justice sur leurs emphytéotes, qui ne leur devaient pas la vassalité, ni l'hommage.

La possession de ces alleux et l'exemption de certaines contributions furent reconnues aux hommes libres du Conflent par la charte de 1264 du roi Jacques d'Aragon. Cependant, en signe de leur dépendance, ils devaient le droit de foriscopi au Domaine, ou, comme à Fuilla, au seigneur local, qui représentait le droit du Souverain.

ALLEU D'ARNAUD-BERNARD

Guillem de Canet cédait à Guillem de Fuilla tous ses droits de suzeraineté sur l'héritage d'Arnaud-Bernard de Foliano. C'était la possession d'un château féodal, qui avait pour dépendances un lot de terres allodiales et le revenu annuel d'une part de toute la dîme de Fuilla et qui appartenait alors à Raymond de Fuilla, fils d'Arnaud-Bernard.

Le quart de la dîme de Fuilla et d'autres biens que la même famille possédait à Molitg et à Font-Rabieuse étaient sous la directe des seigneurs de Son, barons du Donnezan et d'Evol, d'où l'on peut supposer que le premier seigneur de Son, Bernard-Oliva, mentionné en 1035 et 1047, est le même que Bernard-Oliva, qui signa, en 1031, l'acte de consécration de l'Eglise de Sainte-Eulalie de Fuilla. Il serait l'héritier de Matfred, en faveur duquel son frère, le moine Durand, et sa sœur, Linguis, firent donation, en 989, d'un tiers de tous les revenus de la villa de Fauliano en Conflent (Cartulaire Roussillonnais).

Selon le langage féodal, il n'y a pas de différence entre ce qu'on appelait le tiers ou le quart des dîmes d'un village : c'est le quart, si on y comprend la prémice, qui était la part du clergé ; le tiers, si on n'entend parler que de toute la dîme appartenant au seigneur. On lit dans un procès de 1779, concernant les dîmes de Serdinya, que, sur 33 gerbes ou parts de récolte, trois appartenaient au décimateur, une au primicier et les 29 restaient à l'agriculteur. On verra plus bas que le quart des dîmes de Fuilla au XIII^e siècle était appelé le « terso » en 1608.

Arnaud-Bernard de Fulha, par testament de l'année 1067, légua à son fils aîné, Guillem, un manse et des propriétés allodiales à Fulha, ainsi que la plus grande partie des biens qu'il possédait en divers lieux de la Cerdagne et du Vallespir, laissant le reste à ses autres fils, Bernard, Arnal, Pierre, Raymond, Bérenger, Ermengaud et Rolland, et à ses filles, Guille et Sanche (Cartulaire Roussillonnais).

Guillem-Arnaud de Fuilla obtint de son beau-frère, Pierre-Guillem, une part des revenus de l'église d'Aiguatèbia et les céda, en 1072, à l'évêque d'Urgel.

Dès le XI^e siècle, nous trouvons aux actes du cartulaire Roussillonnais la mention de plusieurs personnages qui portent le nom de Foliano. On peut même rattacher à cette famille Guillem-Miron de Cirseto et Aldebrand-Bernard de Tugurio en 1051, qui portaient les noms de deux hameaux de Fuilla ; Guillem-Gaufred de Cersed et Raymond-Ermengaud de Tuire en 1103. Arnald de Foliano, en 1123, est probablement le même que Arnald de Cerced, cité en 1135 et 1142. Le capbreu des rentes de Fuilla mentionne, en 1486, le champ de Jean Picalast, ayant appartenu à l'honorable Arnald de Sarceto. Or, dans le capbreu de 1680, le Veynat (hameau) d'Amont est encore désigné par le nom de Sarcet (*cerced*, *cerasetum*, *cerisaie*) ; le Veynat du milieu porte le nom de Cassanet (*casanea*, *cabane*, *tugurium*, *tuire*) ; le veynat d'Avall a été successivement désigné sous les noms de Faulianum ou Paulianum, Foliano, Fulha, Fuilla ou Fouilla.

Guillem de Foliano accompagnait l'évêque d'Elne, en 1126, et était son archidiacre, en 1134 et 1146. Bernard de Foliano existait en 1145 ; Bérenger de Foliano, dans le XIII^e siècle, vendit le vilar d'Obag.

Pierre de Foliano, Pierre-Raymond de Brèdes (Mosset) et Guillem de Brèdes père et fils vendent, le 4 des ides de décembre 1233, à Jean

de Conillach et aux siens le tiers de la dime de Paracolls, qu'ils tiennent en fief de Guillem de So (copies d'Alart, IX, 500).

Le 15 janvier 1264, Bernard de Castillon tient en fief une borde à Crosells (Campôme) pour Pierre de Foliano, sous la suzeraineté de Guillem de So (Alart, A, 533).

Le 13 des calendes de décembre 1265, Bernard Squillat, de Villefranche, déclare avoir acheté la moitié des dîmes de Fontrobiousse et de tout le territoire de Puigvalador, en partie au chevalier Raymond de Thoés et en partie aux frères Arnald et Raymond de Foliano, fils de feu Arnal-Bertrand de Foliano, sous la suzeraineté du seigneur de Son (Alart, X, 695).

Ce même Raymond de Foliano, chevalier, possédait le quart des dîmes de Fuilla et avait acquis de Pierre de Sainte-Colombe et de Guillem de Son les censives d'une partie du territoire de Conat. Il obtint, en 1302, une rente de blé sur les revenus des moulins d'Evol (Archives départ., B, 21).

En 1311, son fils le donzell Arnaud-Bernard tenait en fief pour le roi, seigneur de Conat, les censives et droits de justice sur les hommes d'une partie de la vallée de Conat. C'est sans doute ce seigneur, dont les restes reposent auprès de l'église de Sainte-Eulalie de Fuilla, où l'on voit encore l'inscription suivante :

*Anno Domini MCCCXVIII istud tum-
ulum est Bernardi de Folano.
Qui tumulum cernis, cur n-
on mortalia spernis : tali nam-
que domo clauditur omnis homo.*

Le donzell Jaubert de Foliano, fils de feu le chevalier Arnaud-Bernard, reconnaît tenir en fief pour le roi, le 19 des calendes de janvier 1323, toutes les censives et autres droits vendus à son aïeul paternel Raymond de Foliano, au vilar d'Orbénia dans la vallée de Conat. (Alart, XII, 485, XIII, 200). Ses os reposent dans un sarcophage, encastré dans une niche du mur intérieur de l'église de St-Jean-Baptiste, qu'il avait fait construire près de son château à Fuilla. On y lit l'inscription suivante, ornée de quatre écus, qui portent pour armes un cone de pin :

*XII kalendas aprilis anno Domini XCCCXXXV
obiit Dominus Jaubertus de Foliano domicellus
cujus anima per misericordiam Dei requiescat
in pace. Amen.*

La rente de blé d'Evol appartenant à cette famille et d'autres fiefs furent enlevés, en 1344, à Bérenger de Fuilla et donnés à Bérenger d'Entensa, vicomte d'Evol (Archives dép., B, 367). Une partie de ces biens fut peu après rendue à leur légitime possesseur : en effet, en 1354, le donzell Arnaud-Bernard, fils de feu le donzell Jaubert de Fuilla, reconnaissait tenir en fief pour le roi, seigneur de Conat, les censives de Montélia, Nohèdes et Orbénia, et autres droits cédés à son bisaïeul Raymond de Foliano (Alart, XIV, 496).

Le 8 juillet 1372, le procureur royal confirmait la possession de la dime de Fuilla à Jean d'Avelanet, fils de Grimald d'Avelanet, seigneur d'Huytéza, et héritier universel de son épouse Braïda, fille de feu le donzell Guillem de Son, seigneur de Roquefort. (Arch. dép. B, 126 ; Alart, XV, 407).

En 1393, Jaubert d'Avelanet tenait en fief pour le vicomte d'Evol la moitié de la dime d'Esposolla et de Galba. Le 19 avril 1406, le procureur royal sommait le donzell Michel d'Avelanet, fils de feu Jaubert d'Avelanet, de montrer les titres du fief des dîmes de Conat et d'Orbénia, qui furent de Guillem de Son et lui étaient venues par la succession de Braïda, femme de Jean d'Avelanet. Le même était possesseur des dîmes de Fuilla et habitait Codalet (Alart, IV, 364 ; arch. dép., B, 198).

Le 12 mai 1447, Pons Descatllar, châtelain de Livia, donne à son fils Damien la dtme qu'il a à Paracolls et Molitg et la part de la dime qu'il a à Fuilla *« que te en feu del viscomtat d'Evol. »* Lesdites dîmes avaient été cédées à Pons Descatllar par Guillem de Xexa, par acte du 8 mars 1438. (Alart, XX, 274).

En 1486, Bernard de Cadell, donzell de Villefranche, se disait héritier de Bérenger de Fontjoncosa, son grand-père ; sa famille resta jusqu'en 1674 en possession du fief d'Arnaud-Bernard, désigné dans la suite, tantôt sous le nom d'héritage d'en Fontjoncosa, tantôt sous celui d'en Cadell.

Pierre-Martyr d'Alénia reconnu, en 1563, au nom de sa femme

Thomasine de Cadell, tenir sous la suzeraineté du seigneur de Fuilla et en fief honoré une part de la dime de tout le territoire et dépendances de la paroisse de Ste-Eulalie de Fuilla, avec droit de seigneurie sur un certain nombre de maisons, jardins, champs, prêtres et autres, où se trouvaient compris le château, qui appartient aujourd'hui à M. Talayrach, de Perpignan, et les deux champs attenants « *de devant la casa y de los caulères* ». Les propriétés, placées sous la directe de cette seigneurie partielle, étaient, en 1680, peu considérables et disséminées sur tout le territoire de Fuilla ; les deniers qu'on y levait en censives ne dépassaient pas la somme de 6 sols. Elles devaient le tiers de la vente ou foriscopi, non pas au seigneur de Fuilla, mais au propriétaire de ce fief, lequel était homme propre et vassal du seigneur.

Cependant les terres considérables que Pierre-Martyr d'Alénia possédait en propre et avait annexées aux possessions de sa femme restaient soumises aux charges ordinaires de la féodalité.

Dans un procès de 1608, un témoin affirme avoir levé la dime dans un champ situé sur le versant de Val-Lobère « *per mossen Garau d'Alénia que te lo terso en lo terme de Fulla* ». Son héritier François Pasqual et de Cadell reconnut, en 1620, le même fief, qu'il agrandit d'un domaine ayant appartenu à Jean Dez-Catllar. Les dépendances du château d'Arnaud-Bernard s'étaient augmentées des meilleures propriétés du voisinage ; elles comprenaient, sans compter les terres inféodées, plus de quatre-vingt-cinq journaux en culture, lorsque, le 24 février 1680, la possession en fut reconnue par Louise Isabelle d'Aragon et d'Aybar, veuve de Joseph de Ardena et Darnius, en son vivant comte de las Illas, lieutenant-général des armées de Louis XIV. Elle déclarait avoir obtenu tout ce domaine avec le quart de la dime de Fuilla, de la munificence du roi, après la confiscation qui en fut faite sur la tête et au préjudice d'Anne Pasqual y de Cadell, veuve de l'infortuné Carlos de Llar (Capbreu de Fuilla, en l'étude de M^e Qués, notaire à Villefranche).

Les héritiers de la marquise de Montferrer vendirent le château et les terres qui y étaient annexées à Raymond Coromina, notaire de Villefranche, à la fin du XVII^e siècle. Joseph Duanes, prêtre et curé de Sorède, titulaire d'un bénéfice fondé en l'église de Notre-Dame-du-Pont, hors les murailles de Perpignan, percevait, en 1735, les revenus du quart de la dime de Fuilla.

L'ALLEU DE LA VOLELLA

A la distance de trois cents pas, un autre manoir féodal conserve encore ses fortes murailles et son donjon, dont la base abritait la petite église de St-Barthélemi. En cédant tous ses droits sur la seigneurie de Fuilla « *totum integritet et generaliter* », Guillem de Canet se réservait la haute suzeraineté sur la volella (diminutif de volo, boulevard); il entendait que ce château, tenu peu auparavant par Bérenger de Vilar et occupé alors par Raymond Vital de Rupe, fût tenu en fief pour Guillem de Foliano, qui le tiendrait lui-même pour le baron de Canet.

Par ce moyen, la juridiction militaire du château de Jujols subordonnée au fief de la volella devait rester aux seigneurs de Canet. Le donzell Bernard Molner, seigneur de Jujols, la reconnaissait au XV^e siècle; le droit d'investiture pour le fief de Jujols, fut encore reconnu à la vicomtesse de Canet en 1615. (arch. dép., B, 284 et 444).

Antoine Sadorne et de Sagarre, prieur de Corneilla, réclamait, en 1709, pour son prieuré la possession de l'église de St-Barthélemi et du château de la Volella avec toutes dépendances: « barraques, » hospices, maisons, cortals, honneurs, propriétés, possessions, » champs, vignes, prés, herbes, silves, garrigues, forêts, devèses, » estang d'eau que d'autres eaux, aqueducs, terres tant cultes que » incultes, sises tant au territoire de Fuilla qu'en celui de Pi, comme » aussi tout genre d'arbres et tous les revenus, dîmes ou partie » d'icelles, cens, censives, tasques et autres droits seigneuriaux » fruits, lods, ventes, toutes les servitudes et tous les droits universels de la dépendance dudit château et église. »

Le prieur Benoit Pallars avait pris possession par procureur, le 5 mars 1449, de l'église de St-Barthélemi, comme chef et principal manoir dudit château (acte du notaire Raphaël Sacrista, de Perpignan). Le roi Jacques d'Aragon avait confirmé, le 6 des ides de mars 1263, la possession de tout ce que l'église de Corneilla avait acquis dans les lieux de Fuilla et de Pi.

Le 26 juin 1243, Bérenger d'Orle vendit à Guillaume, prieur de

Corneilla, toutes les tasques ou agriers qu'il possédait à Corneilla (Fuilla ?) et à Pi (acte cité par Brutails, p. 142).

Il fut reconnu que le prieuré de Corneilla avait possédé la Volella et ses dépendances, mais que, par suite d'un acte de vente ou d'inféodation, il n'en avait plus le domaine utile. Les terres, que comprenait cet alleu, avaient été inféodées à une époque très reculée ; la modicité des redevances qu'elles payaient en est la preuve. Joseph Puigmija, en sa qualité de seigneur de la Volella « *uti præpositus de la Volella, uti succedens juribus sacristiæ monasterii Beatæ Mariæ de Corneilla* » possédait, en 1680, outre les champs de son domaine privé, la directe seigneurie sur plus de soixante propriétés disséminées sur les diverses portions de tout le territoire de Fuilla et percevait à ce titre les censives suivantes : un demi réal, 48 sols, 131 deniers, une obole, trois poulets, deux poules, un panier de raisins pour le droit de viniogolia, la tasque sur quatre champs et une poule pour la réduction de la tasque. Cette tasque tenait lieu de censive et devait être peu considérable, puisqu'elle avait été, sur la demande d'un tenancier, changée en une redevance fixe de deux deniers.

Il avait droit au tiers de la vente de toutes ces terres, à l'exception de six ou sept parcelles. Le principal revenu était la dîme qu'il en retirait.

La Volella et ses dépendances furent inféodées, le 9 juillet 1499, sous la redevance annuelle de 7 livres, directe seigneurie, droit de lods, par le prieur Martin Cessa à Blaise Bombazer, notaire de Villefranche (acte de Pierre Brenacle, prêtre, notaire à Corneilla). Cette cession fut approuvée par un bref du pape Alexandre VI du 14 juin 1501. Les héritiers Bombazer acquirent, dans les environs de leur château, des terres considérables, provenant en partie de l'héritage de Gabriel Roig, vers 1530, et de celui de Pierre Adroher, en 1600. C'étaient, en 1749, cinquante journaux à l'arrosage et autres cinquante à l'aspre. Les témoins affirmaient, au procès de 1709, « que le sieur Miquel retire la dîme de toutes les terres, désignées par ledit prieur, et le curé la prémice, et qu'ensuite, il prend la moitié de la récolte restante dans les champs qui sont de son domaine privé. »

Dans un procès de 1755, il est dit que le sieur Joseph Miquel et Riu, bourgeois noble, domicilié à Villefranche, se trouve, en qualité de seigneur du château de la Volella, décimateur de plusieurs terres

qui sont de la mouvance dudit château : il a trois parts de la dime et le curé de Fuilla a la quatrième, c'est-à-dire la prémice. Il pouvait exiger la dime de la laine des troupeaux étrangers, concurremment au temps que ces troupeaux séjournaient audit territoire.

Un curé de Fuilla avait écrit la note suivante, concernant la collecte de la dime : « *Noto que la concordia de Fulla fou feta à Vilafrancha en poder de Barthomeu Sastra, notari public en tota la dominacio del rey de Arago, als 6 de mars 1451, en dita concordia es dit que se pagará delme de tots llegums, badells, porcells, formatges, ortallissa, anyells, y ferratges, dita concordia te lo s' notari Queya, pus ten los escrituras del dit B. Sastra.* »

Les pièces du procès de 1709 nous donnent peu de renseignements sur les seigneurs qui possédèrent la Volella depuis 1266. Elles nous font savoir que Joseph Miquel était héritier de ses ancêtres les Puigmija et les Bombazer, notaires de Villefranche, qui avaient succédé à Michel Ros, Damien Dez-Catllar, François Cadell et Cosme Balaguer, prêtre et bénéficiaire.

Quelqu'un des anciens seigneurs a laissé ses armes sculptées sur le marbre d'une fenêtre géminée, qui s'ouvre sur la façade ouest du château : on y voit huit écus, qui portent un fascé de six pièces de sable et d'argent. Longtemps avant 1709, l'église de St-Barthélemy avait été désaffectée et l'image du saint avait été portée à l'église de St-Jean-Baptiste. Le sieur Joseph Miquel-Baladier était seigneur de la Volella en 1791, et y possédait un domaine de trente-cinq journaux.

FIEF DE GUILLEM DE CASSANYES

Guillem de Canet cédait encore à Guillem de Fuilla ses droits de suzeraineté sur le fief que tenaient à Fuilla les héritiers de Guillem de Cassanyes, et qu'il disait consister en une part de la dime et autres possessions. La reconnaissance féodale de Pons de Conillach, du 24 mars 1293, nous fait mieux connaître quelles en étaient les dépendances : ce seigneur déclarait posséder en fief pour le Roi de Majorque, alors seigneur de Fuilla, deux parts de la dime de tous les fruits d'un domaine sis au territoire de Sainte-Eulalie de Fuilla, quelques manses avec les hommes qui les cultivaient, les tasques et tous droits d'usage, sauf le droit de suzeraineté, qui appartenait

à Arnald de Cassanyes, comme seigneur moyen. Il possédait, en outre, quelques terres sous la directe du monastère de Cuxa et du prieuré de Serrabone.

Le fief de Guillem de Cassanyes resta, l'espace de deux siècles, la propriété de la famille de Conillach, qui résidait à Fuilla et possédait le tiers des dtmes de Jujols, Flossa, les Horts et Molitg. Il était tenu, en 1438, par Guillem de Xexa, fils de Françoise de Conillach, qui le céda à Pons Descatllar.

François Batlle, agriculteur d'Ille, avait acheté, le 11 septembre 1620, de magnifique Jacques Gubert, bourgeois de Villefranche et seigneur d'Huytéza, toute la dtme de blé, avoine, seigle, raisins et autres récoltes de quelques champs et vignes du territoire de Fuilla, ainsi que les censives, droit de lods et directe seigneurie sur ces propriétés au nombre d'une douzaine environ. Ce fief était désigné, en 1680, sous le nom de terso ou héritage d'en Xexa. On y percevait pour toutes censives 1 sol, 35 deniers et une maille ; son seigneur le tenait pour le seigneur de Fuilla, dont il se reconnaissait homme propre et vassal, obligé au serment et à l'hommage. Il promettait encore de lui réserver le llouisme et foriscopi, usité pour les tenures féodales, et s'engageait à ne pas l'aliéner en faveur des maisons religieuses, des clercs et d'autres personnes prohibées par le droit. (Capbreu de 1680, étude de M^e Qués).

Joseph de Marsal, officier de cavalerie, avait obtenu de Louis XIV, au territoire de Fuilla, les biens considérables de Pierre Junci, agriculteur de Fuilla, et de Pierre Prats, marchand de Villefranche, condamnés pour avoir pris part au complot de 1674. Il possédait, comme ayant appartenu à ce dernier, une maison, avec aire et dépendances, le champ dit la colomine petite et celui de San-Pau, qui avaient été anciennement de l'héritage d'en Xexa, bornés au midi par le ravin de la Mola ou de la Catllania, au chemin de Serdinya.

AUTRES ALLEUX

La camérierie de Serrabona avait droit de seigneurie (*jus directum laudinium et foriscopium*) sur une vingtaine de champs, dont elle retirait en censives 23 sols et 55 deniers, une mesure d'avoine, une poule et la tasque au treizième sur une propriété.

L'abbaye de San-Juan de las Abadesses avait les mêmes droits sur vingt-trois propriétés, dont les censives étaient en tout de 15 sols, 29 deniers, 3 poules, 2 setiers d'orge. Trois devaient la tasque et quelques-unes le *jus directum*, c'est-à-dire, le tiers du prix de la vente.

Le chapitre d'Urgel percevait un quarton d'huile pour la censive d'un champ; le bénéfice d'en Tord, fondé en l'église de St-Jacques de Villefranche, deux deniers; celui de Saint-Clément de la Serra, 9 deniers; celui de Saint-Côme et de Saint-Damien de Sordinya, 4 deniers. Ils avaient aussi la directe de ces champs, qu'ils possédaient à titre d'alleux.

Un des alleux de Fuilla avait été vendu aux moines d'Exalada en 841, par des personnes qui en avaient hérité d'un de leurs parents, fils de Mascaran, qui le possédait sous le règne d'Aumar, lorsque Ibin-Aumar régissait Narbonne, c'est-à-dire vers 754 (Marca, p. 309). Ce domaine fut cédé au comte Miron, qui le donna au monastère de San-Juan-de-las-Abadesses. Un concile de Narbonne, en 906, confirme Fuilla, ainsi que son église dédiée à Sainte-Eulalie, à Hemme, abbesse de ce monastère. (*Histoire de Languedoc*, par dom Vaissette, t. II, p. 45). Le comte Séniofred donna, en 966, un autre alleu au même monastère (Marca, p. 885).

Les enfants de Miron, comte de Cerdagne, donnèrent, en 941, à Saint Michel de Cuxa, un alleu qu'ils possédaient à Fulla (Marca, p. 388), et deux autres domaines en 973 et 984 (Marca, p. 912 et 932). de sorte que cette abbaye possédait, en 1011, villam de Foliano et alaudem de Foliano (Marca, p. 935, charte du pape Serge IV).

Sainte Marie de Ripoll avait aussi un alleu à Fuilla en 1011.

ALLEU ET PRIEURÉ DE SAINT-PIERRE

(Notre-Dame de Vie)

Le prieur de Saint-Pierre de la Roca avait droit à un œuf pour la censive d'un champ dans le vallon de Fuilla; mais il avait la directe seigneurie sur l'alleu d'une vingtaine de propriétés, situées dans la section de Campilles, sur les deux rives de la Tet. C'étaient des vignes aux alentours de l'Ermitage de Saint-Pierre, des prés de chaque côté de la rivière, où l'on signalait en 1704 le rocher « où il

y a un oratoire » et le canal des frères (cordeliers), auparavant nommé « le rech d'en Areleu » ; des champs et jardins aux lieux dits : « la horta de Fuilla » depuis la rivière de Fuilla jusqu'à l'ancien portal de la ville, près duquel était le pont vieux, autrement dit « de malafogasse » ; la horta de Conamari ; la horta de Corneilla à las Canals ; la horta de Sant-Père ; la horta de Sant-Andreu, où l'on voit encore les restes des vieilles fortifications de Villefranche, qu'on désignait, en 1623, sous le nom de muraille de Saint-André, sur le chemin de l'Ermitage. Entre le mur et le vieux pont était l'hôpital, fondé, au XII^e siècle, par Pons de Serabeu, avec l'église Saint-André, dont les murs servaient de base à une tour de défense.

Les censives s'élevaient, en 1436, à 30 sols, 39 deniers, quatre quartons d'huile ou leur équivalent, dix sols. Une propriété devait le quint ou la tasque d'un cinquième et plusieurs devaient la dîme au prieur, qui percevait le droit de vente. L'héritage de Pons de Serabeu se trouvait compris, au moins en partie, dans l'alleu ou vilar de Campilles, situé dans les limites du territoire de Fuilla, qui avait été donné, en 1036, au monastère de Saint-Martin-de-Canigo, par Oriol et ses enfants, Guillem et Josfred. Il était borné par la Tet, la colline de Planèdes (Campla), la roche de Boltrères (Vulturaria ou roca d'en Os) et la Scala (scaler del deyre) (Cartul. Roussillonnais).

Villefranche n'a d'autre territoire que l'espace occupé par ses maisons. Les officiers, qui y exerçaient la justice au nom du roi, avaient obtenu un terrain justicier, qui s'étendait dans la vallée de la Tet, de chaque côté du chemin de la Cerdagne, depuis le pont d'en Gornier jusqu'au lieu dit « la creu », d'où l'on aperçoit Serdinya. Une lettre du roi Jacques de Majorque, du 4 des calendes de décembre 1299, à Arnaud Batlle, juge à Villefranche, termina le différend qui existait entre l'abbé de Cuixa, seigneur de Ria, et le viguiier de Conflent sur les limites de leur juridiction ; il reconnut que celle de ce dernier s'étendait sur le territoire de Ria, jusqu'à un endroit désigné ; qu'il pourrait y établir des « bandios », gardes-champêtres, mais que l'abbé y conserverait tous ses droits concernant la dîme, les prémices, agriers, etc.

Il en était de même de la section de Campilles, que les titres les plus anciens attribuaient à Fuilla ; mais que, d'après un usage commun, on désignait comme territoire de Villefranche. Ce territoire conventionnel avait été réduit dans la suite des temps et fixé par

l'érection de quatre petits oratoires : de la Roca, sur le chemin de Serdinya ; de l'Espigolet, sur le chemin de Fuilla ; d'en Vianda, sur le chemin de Corneilla ; de la Croix-de-Fer ou de la Resclose, sur le chemin de Prades. En 1750, les deux batlles s'étant rencontrés à la réunion du mardi de Pâques, dans l'ermitage de Saint-Pierre, portant haut leur bâton de justice, le batlle de Villefranche intima l'ordre à celui de Fuilla de se retirer ou de cacher son bâton. Ce dernier reconnut qu'il avait outrepassé ses droits et qu'il se trouvait sur le territoire justicier de Villefranche.

Les curés de Fuilla s'attribuaient un droit curial, qu'ils n'avaient pas toujours exercé sur les métairies de Rabouillet et de Canamari, et même sur la chapelle de Saint-Pierre de la Roca. M^e Gauderique Laguerre, curé de Fuilla, plaida, à ce sujet, contre M^e Pierre Queya, chanoine de Corneilla et prieur de Saint-Pierre. Ce procès, qui dura de 1742 à 1762, se termina en faveur de Fuilla ; déjà, le 9 mai 1742, on était convenu « que le recteur de Fuilla est en droit d'exercer la » cure de l'église de l'ermitage de Saint-Pierre, y faire les fonctions » curiales ou autres dont il est en possession, supposant que cette » chapelle est dans l'étendue de la paroisse de Fuilla, le tout indé- » pendamment du sieur prieur, sauf à ce dernier d'exercer les fonc- » tions dont il est en possession. »

On expose dans diverses pièces du procès de 1762, « que la troi- » sième fête de Pâques (mardi), le 29 juin, fête de Saint-Pierre ; le » 26 juillet, fête de Sainte-Anne et le 25 mars, fête de l'Annoncia- » tion, il s'y fait un grand concours des peuples voisins, que le » prieur y assiste en habit de chanoine, surplis et aumusse rouge, » qu'il y fait les fonctions curiales et sacerdotales par lui-même ou » par des prêtres par lui commis, disant la grand'messe et adminis- » trant les sacrements de pénitence et d'Eucharistie ; qu'il est en » possession, de temps immémorial, de se faire rendre compte par » les ermites de toutes les offrandes qui y ont été faites par les fidè- » les, de garder seul la clé du tronc destiné aux aumônes, de don- » ner pouvoir pour danser et pour vendre du pain et du vin dans » l'enclos dudit monastère ou ermitage, de permettre, en outre, aux » personnes qui veulent y aller passer quelques jours, d'y faire tou- » tes sortes de réparations. »

Pons de Serabeu avait confié son hôpital à des prêtres séculiers, qui étaient chargés de son administration sous la surveillance de

l'Evêque d'Elne et desservait en même temps les églises de Saint-Pierre et de Saint-André. Or, le 3 des nones de septembre 1242, Bernard, évêque d'Elne, de l'avis et volonté expresse de Pierre de Saint-Pierre (ça Péra ?), neveu de Pons de Serabeu, et du consentement des frères et sœurs de l'église de Saint-Pierre de Ruppe, assavoir Bernard de Cossente, prêtre, et Jean Anglés et Alaycète et Cerdane, donnait à l'église de Sainte-Marie de Corneilla et pour elle au prieur Guillaume d'Atciat et à ses successeurs, l'église de Saint-Pierre de Ruppe avec toutes ses dépendances, avec le manse et les maisons qui sont dans la ville nouvelle (barris) de Villefranche, qui furent autrefois de Pons de Serabeu, et avec les jardins, vignes et autres possessions appartenant au dit monastère et avec les manses, bordes, hommes et femmes et avec tous les revenus que Pons de Serabeu et son neveu Pierre, avaient donnés par acte. Cette donation se faisait avec obligation pour le prieur de Corneilla et ses successeurs de tenir deux chanoines réguliers, qui demeureraient dans l'église de Saint-Pierre et y célébreraient les offices divins, et de leur fournir l'huile et la cire nécessaires; d'entretenir dans le dit manse un hôpital, où devaient être six lits parés de couvertures, coussins et autres objets et d'y faire l'aumône quotidienne fixée par le fondateur, Pons de Serabeu, d'une livre de pain aux pauvres; et, enfin, de payer tous les ans, à la Noël, en signe de dépendance, une livre de cire à l'évêque d'Elne. Cet acte fut reçu par Labau, notaire, en présence des témoins, Bernard de Saint-Félix et Eyméric de Codalet.

Le 11^e jour des calendes de mai 1274, Raymond de Sainte-Léocadie, procureur de la maison de Saint-Pierre de Ruppe, de Villefranche, de l'assentiment de frère Pierre-Raymond Fabre, chanoine de la dite église, inféodait à Guillaume David une vigne située au-dessus de la ville nouvelle, pour une censive de 8 deniers valant 2 sterlings bon argent et l'entrée de dix sols, de la monnaie dont 62 sols 6 deniers valaient un marc de bon argent (acte reçu par Pierre de Orlis, de Villefranche).

Le roi Jacques de Majorque devait à frère Pierre, prieur de l'église de Saint-Pierre-de-la Roque, une rente de 17 sols; l'universalité des hommes de Villefranche lui en devait une autre de 6 sols pour l'agrandissement du cimetière de la dite ville. Ces 23 sols étaient recouvrés annuellement sur les revenus de la boucherie ancienne de Villefranche, que le roi avait ordonné de transférer ailleurs, Or, par

ordonnance royale du 2 des calendes de novembre 1294, donnée à Perpignan, et pour donner une compensation au prieur, qui renonçait à cette rente, il lui fut permis d'acheter de Vital Boher, de Villefranche, en libre et franc-alleu, la borde que celui-ci possédait au territoire de Sansa (Joncet?), autrefois appartenant au monastère de Jau, de l'ordre cistercien, et pour ce, fut levée la défense de vendre aux religieux les biens des laïques.

Après une existence prospère de plus d'un siècle, le monastère de Saint-Pierre et l'hôpital de Saint-André tombèrent en décadence. Les terres de leur dépendance avaient été inféodées et par suite de la dépréciation de l'argent, le produit des censives ne donna bientôt plus qu'un revenu tout à fait insuffisant. L'hôpital cessa d'exister ; son église de Saint-André fut cependant conservée et exhaussée ne forme de tour pour la défense de la ville. Elle resta debout jusque vers l'année 1840, à quelques pas du vieux pont de la Tet. L'église de Saint-Pierre n'eut plus son service régulier et ne fut fréquentée qu'à certains jours de fête.

Une bulle du pape Clément VI, donnée à Avignon le 17 des calendes d'octobre 1342, an V de son pontificat, décida la suppression du prieuré de Saint-Pierre de Ruppe, de l'ordre de Saint-Augustin, immédiatement soumis au monastère de Corneilla, et unit ses revenus à ce dernier ; elle enjoignait au prieur de Corneilla de recevoir au nombre de ses religieux, les deux chanoines du prieuré de la Roque. Un canonical étant devenu vacant par la mort de Bernard Vives, recteur de Villefranche, que remplaça le chanoine Pierré de Casamodiana, Bernard Queroll, chanoine de Saint-Pierre, fut reçu dans la communauté des chanoines de Corneilla, le jour des ides de juillet 1347, en présence du vénérable Bernard d'Atciat, par la grâce de Dieu, prieur du dit monastère, de Jean Marti, recteur de Fillols, Jaufret de Sistela, infirmier, Jaubert de Contrats, prieur de Saint-Pierre, Pierre Barrinchi et Jacques Borde, tous chanoines réunis dans « la Camera » du prieur selon la coutume, quatre autres chanoines étant absents. Les chanoines promirent de le recevoir comme un des leurs et de lui fournir des revenus communs du monastère, en présence de Bernard Spiranell, prêtre bénéficiaire de l'église de Saint-Jacques de Villefranche, délégué par Antoine Colell, chanoine de Barcelone, exécuter avec d'autres de la bulle du Pape, des

témoins Julien Perdius, recteur de Cédret, Guillem Ade, prêtre de Vernet et du notaire Bernard Gardie.

Un des dix canonicats de Corneilla porta, désormais, le nom de prieuré de la Roque: ses titulaires désignés comme prieurs de Saint-Pierre, furent chargés de l'administration de cette église et de son temporel. Tels furent, dans la suite: Bernard Pinosa, en 1358, Guillem Prats 1359-99, Raymond Fabre, 1436, Jean Belver 1515, Gaudérique Junci 1599, Almachiano Grau 1613, Michel Planes 1625-45, Bonaventure Pastor 1663, Jacques de Sanyas, donzell 1690-1704, Joseph Vilafrancha 1713-42, Pierre Queya 1742-74.

« Le 2 janvier 1714, en l'église collégiale et séculière de Notre-
 » Dame de Corneilla en Conflent, le très révérend Silvestre Saléta,
 » prêtre chanoine camérier de dite église, vicaire-général et official
 » de l'illustre chapitre de dite église, sub-exécuteur nommé par le
 » très révérend Gaudérique Berjoan, sacristain, Joseph Casals, infir-
 » mier et Antoine Lacreu, prévôt, chanoines de dite église, tenant
 » et représentant le chapitre d'icelle, en conséquence des bulles de
 » Sa Sainteté Clément XI, du 14 des calendes de juillet 1713, des
 » lettres d'attache de Sa Majesté données à Marli le 6 novembre der-
 » nier, de l'arrêt de la Cour du Conseil souverain du 29 novembre,
 » met le révérend Joseph Vilafrancha en la réelle, actuelle et corpo-
 » relle possession du prieuré de Saint-Pierre de la Roque, droits,
 » appartenances, dépendances d'icelle, et ce par l'entrée de la dite
 » église (de Corneilla), prière faite à genoux au grand autel, attou-
 » chement de la nappe du dit autel, pliant et dépliant icelle; son de
 » cloche, lecture d'un livre du chœur, s'étant assis à une chaise
 » propre du dit canonikat du dit prieuré de Saint-Pierre.... s'est
 » transporté en la maison dudit priorat de Saint-Pierre... en a pris
 » possession et de suite le sieur Camérier lui a donné, en ses pro-
 » pres mains, une poignée de blé et une petite fiole de vin en signe
 » de la portion et réelle, actuelle et corporelle possession dudit
 » canonikat....

« Le 15 janvier 1714, en l'ermitage de St Pierre de la Roque, le
 » très révérend Joseph Vilafrancha et Tixeyre, prêtre-prieur sus-dit
 » accompagné du très révérend Silvestre Saléta, camérier, et des
 » témoins... s'est transporté en l'église de l'ermitage de St-Pierre,
 » où ledit sieur prieur Vilafrancha révoque de l'office d'ermites
 » frères Baptiste Rubi et J.-Antoine Prats, leur ayant pris et ôté

» les postes, où est imprimé la figure de St-Pierre et les bâtons
 » d'ermites, et les a tirés dudit ermitage... et de suite ledit
 » sieur Camérier a mis ledit prieur en la réelle possession dudit
 » ermitage par l'entrée en l'église, en ouvrant et fermant la porte de
 » ladite église, restant seul à icelle et a remis auxdits frères lesdites
 » postes et bâtons et les a de nouveau créés et ce en *signe de la*
 » *possession et de la directe seigneurie du terroir et dépendances dudit*
 » *St-Pierre...* Témoins J.-Antoine. Vilafrancha, apothicaire, et les
 » ermites ».

Pour la nomination du successeur, en 1742, on s'assura que l'élu ne possédait pas plus de deux ou trois bénéfices, n'exigeant pas la résidence et d'un revenu total de 24 ducats d'or, « *de camera* », en disant que le canonicat et la prébende ne dépassent pas autres 24 ducats et avec les distributions 60 ducats, c'est-à-dire, 240 livres. Le prieur de St-Pierre n'était pas riche et il ne pouvait faire de grandes libéralités pour l'entretien de son église de la Roca. Celle-ci était restée un lieu de réunion pour les fidèles des paroisses voisines, qui assuraient par leurs aumônes son entretien et la subsistance des deux ermites.

Cependant, au commencement du XVII^e siècle, l'ermitage de St-Pierre n'était plus qu'à l'état de souvenir ; peut-être avait-il été dévalisé par les bandes protestantes, qui avaient incendié Domanova et d'autres églises ? Il fut restauré en 1627 et, le 16 octobre 1630, eut lieu dans son église la bénédiction de deux cloches, que fit faire la communauté de Villefranche pour deux autres cloches recueillies autrefois dudit ermitage tombé en ruines « *de dita hermita per esser aquella disruida* » : les parrains de l'une furent François Viader, de Villefranche, fils du sieur Joseph-Antoine Viader, seigneur de Réglèlla, et la veuve Catherine Saura ; ceux de la seconde furent Mossen-Joseph Saura, « *botiguer de telas de Prades* » et la *senyora Estephania, donzella, filla del s^r Joan Callar d'Urgel y de la senyora Stasia, muller sua*, en présence des révérends François Auter, André Morer, Antoine Puig et Michel Soler, prêtres de la communauté de Villefranche.

L'abolition des droits féodaux fit perdre au prieuré de St-Pierre tous les revenus qui lui étaient payés à raison des terres qui avaient été de son domaine. L'église, la maison et les quelques terrasses, cultivées par les ermites furent vendues à un particulier de Ville-

franche, dont les héritiers ont obtenu, en 1855, la réouverture de la chapelle, désormais appelée de Notre-Dame de Vie.

Les pièces du procès de 1762 donnent beaucoup de détails sur le passé de l'église de St-Pierre, mais elles ne disent rien de l'image de la Vierge, qui y était vénérée depuis longtemps. Deux fois seulement, en 1704 et 1719, on y fait mention de l'oratoire de la « *Mare de Deu* » qui existe encore au bord de la route de Mont-Louis, dans le voisinage du prieuré. Certains disent que cette statue aurait été trouvée miraculeusement dans une des nombreuses grottes de l'Ermitage ; mais il est plus naturel de penser, faute de preuves, que l'origine de cette dévotion est semblable à celle de N.-D.-du-Bon-Succès, que l'on vénérât dans l'église des Cordeliers. Et encore faudrait-il la rapporter à une autre image plus ancienne disparue à la fin du XVI^e siècle ; celle qui existait avant 1791 et qui a été portée dans l'église paroissiale de Villefranche est relativement moderne et paraît être l'œuvre d'un sculpteur espagnol.

COMMUNAUTÉ LAÏQUE DE FUILLA.

La seigneurie de Fuilla était peu importante ; une grande partie des censives et des dîmes ou tasques s'en trouvait détachée par l'existence de plusieurs alleux. Les titulaires qui les possédaient avaient été en tout temps assez riches, pour n'être pas obligés de s'en dessaisir : M. de Boisambort avait offert à Raymond Coromina 3,000 livres pour les censives et lods qui étaient la part de son alleu. Le seigneur de la Volella déclarait, en 1790, retirer de ses droits féodaux une rente annuelle de 230 livres, mais il devait une censive de 14 livres au prieur de Corneilla. La dîme de la section de Campilles était encore partagée entre l'archidiacre du Conflent, l'évêque d'Elne et le titulaire du bénéfice dit « de las llenguas » fondé dans l'église de Villefranche. Le moulin était déjà aliéné, en 1486, et le revenu des banalités était complètement nul. Ceci nous explique comment les hommes de Fuilla n'avaient pas obtenu comme ceux de Sahorre des usages et privilèges sur les montagnes de Roja, qui appartenaient à leur seigneur commun, car les faveurs que les seigneurs faisaient à leurs emphytéotes servaient avant tout à aug-

menter le produit de la dîme, qui était le revenu principal des seigneuries.

Les belles propriétés de Fuilla appartenaient en majeure partie aux bourgeois et aux artisans de Villefranche. La population de Fuilla ne comptait que six ou sept bons pagés au XVIII^e siècle et était d'environ 160 âmes, d'après une note de 1736 : « *nota que la parroquia de Fulla lo any 1736 a de casas compres lo mas de Colomari, la hermita de San-Père y lo mas de Rabollet 39 casas habitadas y parsonas de comunio 112.* » Elle n'a doublé qu'après la construction d'un nouveau canal d'arrosage, dit *lo rech nou*, que l'on doit à l'initiative du sieur Julien Roca, de Prades, grand propriétaire à Fulla, au commencement de ce siècle.

La communauté n'avait point de revenus : elle était administrée par un batlle et deux consuls. Elle eut à soutenir plusieurs procès pour les limites de son territoire. Les procureurs du domaine avaient modifié au XIV^e siècle en faveur de Serdinya les limites du territoire de Fuilla que les actes de 1031 et de 1266 bornaient au ravin de Vallobère. J.-Antoine Viader, j. u. b., juge ordinaire de la baronnie de Fuilla, avait autorisé la communauté du lieu à revendiquer ses droits par voie de justice ; le batlle J.-Antoine Pellisser, les consuls Gaudérique Mauri, Antoine-François Junci, et les particuliers Michel Junci, Jacques Font, Raymond Adroher, Gaspard Paulo et Guillaume Spiaut, réunis dans l'étude du notaire Croza, à Villefranche, le 27 janvier 1608, décidèrent en commun de poursuivre le procès, qui dura deux siècles et se termina par une transaction du 18 mai 1752 (Circan, notaire à Prades), dans laquelle les consuls de Fuilla furent obligés de reconnaître que leur territoire était borné par la colline de Ste-Eulalie.

Ils furent plus heureux du côté de Villefranche : il fut reconnu que le territoire de Fuilla comprend la métairie de Colomari (de Canamar), sol de rivière.

PAROISSE DE FUILLA

L'église de Ste-Eulalie, de Fuilla, fut consacrée par l'évêque d'Elne, Bérenger, l'an 1031, le 11 des calendes de janvier (22 décembre), « *indictione decima, anno decimo rege expectante.* » Cependant la fête de sa consécration était célébrée le 14 décembre.

Les fondateurs Bernard-Oliva et Bérenger et Pons et Pierre et Riufret et Bernard et Arnald et Ermemir et Oliva et d'autres, qui se trouvèrent présents à la consécration, donnèrent un espace de trente pas pour servir de cimetière ; Bernard et son épouse Sanche donnèrent une vigne pour l'entretien de l'église ; Pons et son épouse Tutgarés donnèrent un champ, une vigne et un jardin, ce dernier situé à côté de l'église. Ces libéralités furent augmentées par leurs successeurs : les capbreus, de 1486 et 1604, donnent la liste des propriétés grevées de censives et de rentes pour l'entretien du luminaire de l'église. C'était, en 1660, un revenu annuel de 27 mesures, 3 cosses orge ou millet et 15 sols 2 deniers ; en 1773, 42 livres, 4 sols, 4 deniers, dont il restait, en 1826, la rente de 14 fr. 93.

L'évêque détermina la circonscription de la paroisse à la colline qui sépare Fuilla de Corneilla et Vernet, depuis la coma de Gall-Cantant jusqu'au Tor-pelat ; au ravin qui descend de ce point jusqu'à la rivière de Sahorre ; au ravin de Restranyes jusqu'au col de Fins ; au ravin de Vallobère jusqu'à la Tet ; de l'ouverture du ravin de Tarrega jusqu'au sommet du rocher, et de là, en descendant par la colline de Campilles, jusqu'au sol de Conomari, ou à la pierre ferral.

Sur les revenus de cette église, c'est-à-dire sur la part de la dime qui revenait au curé, l'évêque assignait la part à fournir à la mense épiscopale, trois charges de blé, trois charges de vin et autres denrées.

En 1775, le curé de Fuilla affermais pour quatre ans les dîmes et prémices de sa rectorie, deux petits champs, un petit bois, dit le bois du curé, prêtait ses cuves, tonneaux et greniers, pour une rente annuelle de 1,350 livres.

En 1741, il avait modifié la disposition de son presbytère entièrement construit sur l'église, et avait donné une portion de son jardin pour établir le cimetière, qui entourait autrefois les murs de l'église.

Voici la liste des anciens recteurs de Fuilla : M. Sellac, en 1580 environ ; Jacques Félip, en 1599 ; Jean Pomés, 1603 ; Jérôme Soler, 1629 ; Gabriel Viader, 1637-44 ; François Morell, 1650-3 ; André Batlle, 1654-60 ; Jérôme Deixona, 1666 ; François Puig-de-Sens, de Vich, 1667-70 ; Jacques Martí, 1671-83 ; Joseph Dolet, de Villefranche, 1687-1721 ; Jean Baduix, d'En, 1722-1732, qui reçut, en 1730, l'abjuration de deux calvinistes du régiment de Berri, en garnison à

Villefranche, M^e Coromina, 1732 ; Gaudérique-Laguerre, de Campôme, 1733-1778, qui fut enterré dans le nouveau cimetière, Antoine Algendra, de Vinça, 1778. Le 23 février 1791, la municipalité fit une déclaration de complaisance en faveur du curé, disant qu'il avait prêté le serment à la constitution civile.

Le 25 mars 1792, Paul Tixedor, prêtre, docteur en théologie, se présenta à l'église de Fuilla pour prêter son serment devant le conseil général de la commune, à l'issue de la messe ; mais personne ne vint et il fallut que le maire mît en réquisition six particuliers pour signer le procès-verbal.

Ce serment fut renouvelé, le 8 octobre 1792, par M. Paul Tixedor, et le 10 frimaire an IV. Peu après, le presbytère fut vendu avec ses dépendances. Les deux champs du curé avaient été vendus en 1791 ; on céla au domaine le bois dit del Rector et un autre bois, appartenant à la Marguillerie, dit le bois de Ste-Eulalie. Antoine Algendra fit sa déclaration de rentrée, le 7 germinal an IX, devant le maire de la commune. Il resta chez son beau-frère Gaudérique Romeu et y mourut, le 15 novembre 1803, âgé de 53 ans. Fuilla fut administré par les vicaires de Villefranche jusqu'au 2 septembre 1850, date de son érection en succursale.

ROSACE SEPTENTRIONALE DU TRANSEPT

SA DATE, SA DESCRIPTION, SON SYMBOLISME

Par M. l'Abbé FALCOU

VICAIRE A LA CITÉ (CARCASSONNE)

Tout le monde convient que les vitraux de l'église Saint-Nazaire, à Carcassonne, sont les plus beaux du Midi. Au premier aspect, leur éclat, la vivacité et l'harmonie des couleurs excitent vraiment l'admiration. Mais, pour les examiner de près et les bien comprendre, il faut un certain temps et une certaine patience. Nos pères créaient des chefs-d'œuvre que nous ne nous donnons même pas le temps de connaître ni de savourer. On raconte de Godefroy de Bouillon qu'il s'oubliait des heures entières à étudier les légendes des saints peintes sur le verre, et que ses serviteurs étaient souvent obligés de l'arracher à sa contemplation.

Au moyen-âge, dit-on, les vitraux étaient un livre instructif et édifiant, ouvert à tous, aux grands comme aux petits, aux savants comme aux ignorants.

Je sais que ces vitraux doivent être vus à distance ; mais, comme les artistes qui les ont faits ne se proposaient pas seulement de parler à la vue, mais aussi à l'esprit, nous devons, de notre côté, nous appliquer à les bien voir, afin d'arriver à les bien comprendre. Cette étude patiente à laquelle je me suis appliqué moi-même, a été pour moi si fructueuse, elle m'a procuré de si douces émotions, que je me suis décidé non sans témérité à vous décrire et à vous expliquer les merveilles qui en ont été l'objet.

Il y a un moyen aujourd'hui de bien voir et plus vite qu'autrefois les anciennes verrières : c'est de se munir d'une bonne longue-vue. Le pro-

grès moderne, en perfectionnant nos instruments, facilite et abrège le travail, mais il n'en dispense pas. Tout mon mérite, je l'avoue, est dans ma longue patience. Puissé-je, pour vous intéresser, avoir ce génie de l'écrivain, qui n'est, au dire de Buffon, qu'une longue patience. Mais hélas ! pressé par le temps, j'ai dû, à ladernière heure, restreindre mon sujet, et n'ai pu vous donner la description détaillée que d'une seule verrière. Je parlerai donc à fond, mais avec toute la concision possible, de la rosace septentrionale du transept ; je dirai sa date à peu près certaine, sa forme, son symbolisme. Quant aux autres vitraux, je signalerai sommairement quelques particularités intéressantes et non encore aperçues. Je terminerai par quelques questions que je n'ai pu élucider moi-même.

Avant d'entrer en matière, je ne dois pas manquer de faire remarquer, et ceci n'est pas une pure réclame, que si j'ai pris la plume, c'est pour vous apprendre quelque chose. Le mérite de l'inédit est le vrai motif déterminant de ce travail et en sera, je n'en doute pas, comme le *great attraction*.

LA ROSACE DU NORD

1° Sa date

La rosace du Nord, a-t-on dit, est du XIV^e siècle. Non. Elle remonte certainement aux dernières années du XIII^e. Il nous reste encore assez de documents historiques pour l'établir.

Ce n'est pas Pierre de Rochefort, évêque du XIV^e siècle, comme on le dit communément de nos jours, qui l'a fait construire. S'il en était ainsi, on pourrait tout au plus la faire remonter à la première année de ce siècle. Car cet évêque, dit le P. Bouges (1), « fut sacré à Lyon dans le mois de novembre de l'an 1300... La libéralité était la vertu principale de ce prélat (*Ibid.* page 229)... C'est à cet évêque que l'église cathédrale doit la plus grande partie de ses embellissements qu'il fit faire à ses dépens (*Ibid.* page 223). »

Les embellissements dont parle cet historien sont d'abord tous les vitraux où se trouvent ses armes, à savoir : dans le chœur, le

(1) Histoire... de Carcassonne... 1741, page 218.

vitrail de Saint-Nazaire, celui de Saint-Pierre et de Saint-Paul, ceux de la chapelle qu'il fit construire et où il voulut être enseveli, enfin la rosace du Midi.

De plus, « la voûte du chœur, dit Birot (1), a été construite aux dépens de cet évêque ». En effet, ses armes se trouvent à la seconde clef de cette voûte.

On voit à la rosace du Nord un écu blasonné « d'or à la bordure d'azur ». C'est ainsi qu'il est décrit dans le cartulaire de Mahul. (Tome V, page 618). Or les armes de Pierre de Rochefort sont « d'azur à trois roses d'échiquier, d'or ». (Cartulaire). Donc cette rosace existait avant lui, c'est-à-dire avant 1300 (2).

Au reste, je pourrais soutenir la même thèse au sujet du vitrail de la chapelle de la Vierge, située dans cette même aile du transept, qui est du style rayonnant, tandis qu'au Midi toutes les arcatures sont flamboyantes.

Ce vitrail représente l'arbre de Jessé, surmonté du Jugement dernier. Dessins et couleurs, tout est dans le style de la Sainte-Chapelle. Le fond est d'un bleu ravissant. Dirai-je qu'il est vif, brillant, ou, pour parler le langage des dieux, que c'est un bleu céleste ? La plume est impuissante. Il s'agit de voir. C'est l'idéal, c'est la perfection du XIII^e siècle. Je ne saurais mieux dire.

Enfin, M. de Lasteyrie, auteur de l'*Histoire de la peinture sur verre* et qui visita notre église en 1840, considère comme le plus ancien du chœur le vitrail du milieu, et le fait remonter aux dernières années du XIII^e siècle.

Il y signale un écusson « écartelé au 1^{er} et 4^e d'argent, au lion d'azur ; au 2^e et 3^e burelé de gueules et d'or. » (Cartulaire V, page 622). Ce ne sont pas les armes de Pierre de Rochefort. Il faut donc conclure, encore une fois, que la rosace du Nord est antérieure à l'an 1300, date de l'avènement de cet évêque, et qu'elle est par conséquent du XIII^e siècle.

Il y avait plus de trente ans, à l'avènement de Pierre de Rochefort, que les évêques, ses prédécesseurs, travaillaient à la construction du chœur et du transept de leur cathédrale. D'abord, c'est en 1269 que

(1) Birot. *Nécrologe de l'Eglise de Carcassonne*, page 11, mss. des archives du chapitre cathédral... cité dans le cartulaire de Mahul. Tome V, page 443.

(2) L'œuvre entière fut terminée sous Pierre de Rochefort.

le saint roi Louis IX accorda à Bernard de Capendu, qui fut évêque de 1266 à 1278, et au chapitre cathédral, le terrain nécessaire pour cette construction (1).

Son successeur, Jean Gautier (1278-1280), « crut, dit le P. Bonges, devoir retenir, pour les besoins de son église, la somme de mille livres, provenant de la décime imposée sur le clergé d'Aragon, pour le secours de la Terre-Sainte, laquelle avait été mise en dépôt entre les mains du défunt (*sic*) Evêque. » (*Loc. cit.*, page 206).

Le 17 novembre 1291, le pape Nicolas IV accorda des indulgences à tous les bienfaiteurs de la fabrique de Saint-Nazaire (2).

Enfin, à la même époque, Mgr Pierre de la Chapelle Taillefer (1291-1298), accorde toutes les faveurs et toutes les indulgences possibles aux mêmes bienfaiteurs. Non seulement il fait appel à la générosité de tous ses diocésains, mais il enjoint, sous peine d'excommunication, à tout son clergé, par mandements et statuts synodaux, de transmettre à la Fabrique de sa cathédrale toutes les aumônes de carême et le produit de la plupart des quêtes de l'année. Il supplie instamment tous les confesseurs et prédicateurs, curés et vicaires, d'expliquer aux fidèles la nécessité de concourir à l'achèvement de l'église Saint-Nazaire, soit par donations, soit par testaments. Je ne fais que résumer les mandements et statuts de cet évêque sur cette question. Ils sont très curieux à lire (3).

Mais pourquoi ces instances, ces conseils, ces prières et ces menaces ? Le grand siècle, le plus grand siècle de notre histoire, comme l'appelle Littré lui-même, touchait à son déclin. L'ascendant qu'exerçait la sainteté de Louis IX, n'était plus qu'un souvenir. L'ardeur des croisades s'était éteinte. La foi diminuait. Le siècle des cathédrales allait finir. Notre évêque désespérait.

Je termine cette première partie par une question que je sou mets aux connaisseurs en héraldique, en laquelle j'avoue ma complète ignorance.

L'écusson de la rosace du Nord que j'ai dit, d'après Mahul, être « d'or à la bordure d'azur », ne représenterait-il pas les armes de

(1) Voir le *Gallia christiana* et le Cartulaire.

(2) Collection Doat, vol. 65, fol. 179. Cartulaire, page 561. — *Chronicon episcoporum*, de Gérard de Vic.

(3) Voir Doat et le Cartulaire, page 615.

Pierre Taillefer ? Ne seraient-ce pas des *armes parlantes* ? On y voit un grand P (la lettre p). Serait-ce la lettre initiale du prénom de l'évêque qui s'appelait Pierre ? La couleur de cette lettre est brun rouge. On y voit encore un instrument tranchant, effilé comme un couteau ou plutôt une épée, car le manche est très court. La lame est couleur d'acier, le manche, jaune. Serait-ce la représentation figurée du mot Taillefer ? Le cartulaire de Mahul reproduit le sceau de cet évêque. C'est une main tenant une épée que surmonte une étoile. Cette étoile ne représenterait-elle pas la gloire des Taillefer dans les combats ?

M. Cros-Mayrevieille, qui était fort compétent, déclarait indéchiffrable l'écusson de la rosace du Nord. Quant à moi, je livre ma supposition peut-être fantaisiste aux érudits, tout en les priant de m'excuser si je les fais sourire : *ignorans feci*. Mais si par hasard elle était vraie, ma thèse sur la date de cette rosace serait inattaquable. Il n'y aurait plus qu'à dire : Pierre de la Chapelle Taillefer ayant été évêque de 1291 à 1298, la rosace du Nord est du XIII^e siècle. Mais, comme j'ai établi ma thèse sur des arguments plus sûrs, elle subsiste tout entière.

2° Sa forme, sa description.

Après avoir entendu ces témoignages de l'histoire, examinons attentivement la rosace elle-même. Elle présente tous les caractères du style du XIII^e siècle, et rend, par là même, ma thèse plus solide.

A cette époque, les roses ont la forme d'une roue. Du centre, qui est ordinairement un quatre-feuilles, partent des rayons ou colonnettes qui soutiennent des arcades surmontées de lobes.

Telle est la forme architectonique de notre rosace ; celle du Midi, qui est du XIV^e siècle, n'a pas la même disposition.

Mais ne parlons plus de roue, afin qu'on m'entende mieux ; gardons le terme communément reçu. Notre rose se compose donc de douze lobes ou feuilles, posées autour d'une rose centrale plus petite à quatre feuilles, et de vingt-quatre trilobes ou trèfles : douze inscrits dans les lobes et douze extérieurs.

Voilà pour le dessin, passons au coloris. Des douze feuilles de la rose, six sont de rubis et d'émeraude, et six d'azur, toutes constellées d'or.

Tel est l'effet général pour l'œil. Venons maintenant au détail et examinons avec quel art le verrier a distribué ses couleurs et composé sa mosaïque.

D'abord, les feuilles de la rose alternent selon les couleurs, les bleues avec les rouges mélangées de vert.

Dans les unes, l'azur est relevé par une bordure rouge émaillée de fleurs d'or et par des losanges dessinés aussi en rouge sur le fond et ornés des mêmes fleurs aux sommets des angles.

Dans les autres, la bordure est d'azur, le fond rouge et parsemé de cercles verts que traversent des croix rouges aussi. Comme dans les six premières, le tout, fond et bordure, est également émaillé de fleurs d'or.

Les trilobes intérieurs ont les mêmes dessins et les mêmes couleurs que les lobes correspondants.

Les trèfles extérieurs sont ornés de lierre vert et or sur fond rouge.

L'ensemble de ces dessins et de ces couleurs est du meilleur goût et nous offre réellement l'aspect d'une mosaïque du XIII^e siècle, telle qu'à Tours et à Bourges. Les teintes les plus vives et les plus opposées se fondent en un harmonieux ensemble, comme dans l'arc-en-ciel. « Du reste, dit M. Lecoy de la Marche, les verriers du XIII^e siècle en adoucissent souvent l'effet par l'emploi plus général des bleus foncés et violets... Les vitraux anciens fondaient et pulvérisaient en quelque sorte la lumière » (1).

Dans la Rosace du Midi, qui est du XIV^e siècle, les couleurs sont moins vives, l'ensemble moins harmonieux. Ce n'est plus la vie, la chaleur et la flamme du grand siècle de la peinture sur verre.

ROSACE DU NORD

Sa description (suite) son symbolisme

En continuant la description de cette rosace, je montrerai en même temps son symbolisme, car il est presque transparent.

(1) *Le XIII^e Siècle artistique*, page 228.

Personne jusqu'ici n'ayant bien vu, faute, comme je l'ai dit, d'un bon instrument d'optique, n'était parvenu à saisir le sujet de cette rosace. Tout ce qu'on en a dit, c'est qu'il y a au milieu un personnage tenant un sceptre, et encensé par des anges. Puis, au centre du quatre-feuilles, est un personnage assis, tenant un sceptre fleurdelisé. A ses côtés et aux quatre extrémités sont des anges avec des encensoirs. Quel est ce personnage ? On a dit : c'est un *Ecce homo*, parce qu'il est vêtu de pourpre.

Non, le sujet, le voici en un mot : c'est la rosace de la Vierge, de celle qui a mis au monde la Lumière éternelle : *Lumen æternum mundo effudit* ; de la Reine du ciel et de la terre : *Regina cælorum... ex qua mundo lux est orta*.

Le sujet, c'est la Reine des anges, des patriarches, des prophètes, des apôtres, des martyrs, des confesseurs, des vierges et de tous les saints. Le sujet, c'est tout cela et plus encore... Nous allons le voir ; je continue ma description.

Au centre est un vaste et magnifique trône ; la Vierge, revêtue de la pourpre royale, est majestueusement assise. Une couronne est sur sa tête ; à sa main gauche, un sceptre fleurdelisé ; de sa main droite, elle retient le divin Enfant assis sur son genou. Celui-ci a le nimbe crucifère, attribut divin. Il bénit d'une main, et de l'autre tient un livre. La Vierge présente l'Homme-Dieu à l'adoration des anges, des saintes et des saints : *Et adorent eum omnes angeli ejus*. Ce fut l'épreuve des anges d'adorer l'Homme-Dieu et de saluer en Marie leur future reine. Le ciel était à ce prix. Pour nous, l'épreuve est la même, dit Jean, le théologien du Verbe. *Quis est qui vincit mundum nisi qui credit quoniam Jesus est Filius Dei*. Quel est celui qui triomphe du monde si ce n'est celui qui croit que Jésus est le Fils de Dieu ?

Les six anges, avec leurs encensoirs fumants, offrent à Jésus leurs adorations et les nôtres, nos hommages et nos prières, au Fils et à la Mère. Selon l'iconographie chrétienne, les encensoirs fumants des anges, comme ceux des 24 vieillards de l'Apocalypse, représentent les prières des humains qu'ils sont chargés de porter aux pieds du trône-du Très-Haut.

Est-ce ici la Vierge du portail d'Amiens, où quatre anges semblent ouer naïvement avec leur Reine ?

Est-ce la Vierge de la rose septentrionale du transept de Chartres,

où elle est debout, tenant son Fils entre ses bras ? Ce qui faisait dire à Mgr Pie : « Cela est si beau, cela est si doux, une religion où Dieu se présente sur les bras de sa mère, et qui est aussi la nôtre ! » Là, la Vierge est environnée des douze rois de l'Ancien-Testament, des douze petits prophètes et des douzes bannières de France.

Est-ce enfin, comme au portail de Reims, Marie couronnée par son Fils, entourée de ses ancêtres et d'anges qui adorent, encensent et s'appréhendent à couronner leur Reine ?

Oui, il y a à peu près tout cela dans notre rosace ; mais il y a plus. Poursuivons toujours notre description. Les vingt-quatre rayons sont terminés chacun par un trèfle. Les douze trèfles extérieurs, enguirlandés de lierre, sont occupés par des anges. Six à gauche sont dans l'attitude de l'adoration, exprimée par les mains jointes ; six à droite tiennent en leurs mains la couronne de leur Reine : *Ave, Domina angelorum.*

Ces douze trèfles extérieurs forment, autour de Jésus et de Marie, une nouvelle couronne d'anges, qui s'harmonise fort gracieusement avec celle de la petite rose centrale, composée des six anges qui tiennent des encensoirs.

Examinons maintenant la couronne formée avec les douze trilobes extérieurs. Au sommet, dans celui du milieu, on voit encore la Vierge. Sur sa figure grave et sereine, semble rayonner la gloire d'en haut. A son front brille un nimbe d'argent. Sa main tient un livre carré, compact et armé d'un fermoir.

Ici l'auguste Mère de Dieu, la glorieuse Reine des anges et des saints, se met au premier rang des croyants et des serviteurs de Dieu. *Beata quæ credidisti... Ecce ancilla Domini.*

A sa suite, se rangent à droite (c'est la gauche pour le spectateur), les vierges pour être présentées au royal et divin époux : *Adducuntur Regi virgines post eam.*

Ce sont d'abord trois saintes, aux traits jeunes et modestes, vêtues de robes aux plis flottants et gracieux. Elles tiennent à la main un livre oblong. Que signifie ce livre qu'elles portent ? Ne pourrait-on pas dire d'elles ce que l'Eglise dit de Cécile ? *Gloriosa virgo semper evangelium Christi gerebat in pectore* ; ou encore qu'elles sont à l'école de Marie, le modèle des vierges, comme l'a dit si éloquemment saint Ambroise dans son livre : *De virginibus* ?

Puis, au-dessous de ces saintes, vient l'apôtre vierge, Jean, le dis-

ciple bien-aimé de Jésus, et le fils adoptif de Marie : *Ecce filius tuus*. C'est une figure candide et à barbe grêle. Il porte un livre pareil à celui de Marie.

D'après Guillaume Durand, évêque de Mende au XIII^e siècle, le livre, en iconographie, indique les évangélistes ou les apôtres qui ont écrit des épîtres.

Au dessous de Jean est encore un ange portant une banderolle avec inscription. M. Cros-Mayrevieille dit qu'en 1840, lors de la visite de M. de Lasteyrie, il y avait dans cette rosace une inscription et un écusson indéchiffrables. L'écusson, j'en ai parlé. Quant à l'inscription, le verrier restaurateur a dû l'effacer pour y mettre sa signature. On lit, en effet, aujourd'hui ces mots en abrégé : Rosa. rest. par Al. Gérente MDCCCLII (Rosace restaurée par Alfred Gérente, 1852).

Au dessous, de cet ange, se trouve l'écusson.

Nous venons de voir à droite (1) la reine des apôtres et des vierges. Passons à gauche et remontons au sommet. Voici les martyrs, les docteurs, les patriarches, les prophètes, enfin les confesseurs et tous les saints.

Immédiatement au-dessous de la Vierge, est un martyr tenant à la main une palme d'argent ; puis un docteur, vêtu d'une chape d'or et d'une étole d'argent aux fines broderies : *stolam gloriæ induit eum*. Il tient un livre à la main.

Aux deux trilobes suivants sont deux personnages de l'Ancien Testament, un patriarche et un prophète. Ils portent chacun une banderolle déroulée jusqu'aux extrémités qu'ils retiennent de leurs mains. Guillaume Durand dit encore que le rouleau indique les prophètes. Or, comme la prophétie est réalisée, le rouleau est entièrement ouvert.

Enfin, le dernier personnage de ce côté tient en ses mains une croix dont les barres ne se traversent pas, mais sont simplement juxtaposées. C'est un confesseur. En iconographie, tout saint portant une croix personnifie la foi. Les deux personnages précédents, ai-je dit, figurent l'Ancien Testament. La croix figure le Nouveau. Sans la foi, il est impossible de plaire à Dieu, de vaincre le monde, de parvenir à la sainteté et à la vie éternelle : *Per fidem vicerunt regna, operati sunt justitiam, adepti sunt repromissiones*.

(1) C'est la gauche pour le spectateur.

Saluons ici avec ce dernier personnage la Reine des confesseurs et de tous les saints, de tous les disciples de Celui qui a régné par la croix : *Principatus super humerum ejus*, et qui a dit de la porter à tous ceux qui veulent le suivre au ciel où elle deviendra l'auréole d'honneur et de gloire éternelle : *Si quis vult post me venire... tollat crucem suam et sequatur me.*

Enfin, pour résumer tout le sujet et tout le symbolisme de cette rosace, je termine par ces invocations : Reine des anges, des patriarches, des prophètes, des apôtres, des martyrs, des confesseurs, des vierges, de tous les saints, priez pour nous !

J'ajoute une note à la partie descriptive, traitée trop sommairement tant pour le dessin que pour le coloris.

Des douze feuilles de la rose, six sont de rubis et d'émeraudes, et six d'azur, toutes constellées d'or.

Tel est l'effet général pour l'œil.

Venons maintenant au détail et examinons avec quel art le verrier a distribué ses couleurs et composé sa mosaïque.

D'abord, les feuilles de la rose alternent selon les couleurs, les bleues avec les rouges mélangées de vert. Ce mélange, sous l'action de la lumière, produit sur les yeux comme des reflets de pourpre, d'orangé et de vieil or.

Dans les feuilles bleues, où semble tomber une pluie d'étoiles, l'azur est encore relevé par une bordure rouge émaillée de fleurs d'or et par des losanges dessinés aussi en rouge sur le fond et ornés des mêmes fleurs aux sommets des angles.

Dans les autres, la bordure est d'azur, le fond rouge et parsemé de cercles verts que traversent des croix rouges aussi comme dans les six premières, le tout, fond et bordure, est également émaillé de fleurs d'or.

Les trilobes intérieurs ont les mêmes dessins et les mêmes couleurs que les feuilles correspondantes.

Les trèfles extérieurs sont ornés de lierre vert et or sur fond rouge.

L'ensemble de ces dessins et de ces couleurs est du meilleur goût et nous offre réellement l'aspect d'une mosaïque du XIII^e siècle, telle qu'à Tours et à Bourges.

L'ADMINISTRATION D'UNE PAROISSE RURALE

AU XVII^e SIÈCLE

Par M. l'Abbé PARAHY

CURÉ DE TAILLET (DIOCÈSE DE PERPIGNAN)

Taillet, dont la population compte 260 habitants, est un village situé à 13 kilomètres au nord-ouest de Céret. C'est de l'administration de cette paroisse que nous allons nous occuper en relatant, par ordre chronologique, les ordonnances des visiteurs apostoliques, pendant le XVII^e siècle.

MARCH CASAS

Du 3 juin 1614 au 29 janvier 1638.— 23 ans 8 mois

En 1614, M. March Casas commence le service paroissial avec le concours de vicaires dévoués. La présence d'un vicaire à Taillet était nécessaire parce que la paroisse de Calmeilles était privée de pasteur. Au début de son mémoire, notre curé relate l'assassinat de son prédécesseur dans le presbytère, mémoire où l'on ressent les mœurs espagnoles ; dans l'espace de 23 ans, M. Casas transcrit sept ordonnances des visites officielles des Evêques et des visiteurs. De ces actes nous relaterons tout ce qui était le plus important pour le bien des populations.

La recommandation formelle portée par le visiteur Valcorcel, en « 1633, de ne laisser prêcher, confesser, dire la messe, ni quêter à » aucun prêtre étranger sans l'autorisation de l'autorité ecclésiastique », recommandation plusieurs fois renouvelée, nous indique l'état dans lequel se trouvait alors le clergé par suite des guerres déguisées entre la France et l'Espagne, guerres qui se terminèrent par la conquête du Roussillon et le traité des Pyrénées (1651).

Remarquons l'ordonnance de M. Joseph du Vivier (1636), de « prêcher en catalan toute l'année. »

M. March Casas a doté la paroisse de deux cloches : une pour l'église de Taillet et l'autre pour N.-D. de La Roure, 1621. Celle de Taillet, dédiée à Saint-Valentin, a traversé plusieurs tourmentes révolutionnaires, y compris la grande Révolution de 1793, qui lui enleva sa sœur. La tradition rapporte qu'à cette époque des envoyés du gouvernement montèrent au clocher, arrachèrent une cloche et la précipitèrent dans le vide ; l'airain sacré se brisa. Plus heureux et mieux inspirés, les habitants de La Roure, hameau de Taillet, eurent soin de cacher en lieu sûr les deux cloches de leur chapelle.

Sur la proposition de M. l'abbé Casas, de l'avis du Batlle, des Consuls, des *Obrers* et de tout le peuple, notre curé achète une belle croix en argent qu'on voit encore à l'église de Taillet. Cette acquisition a été comme l'heureux couronnement d'une longue et belle existence sacerdotale de 23 ans.

M. LE DOCTEUR DOMINIQUE GARAULA

De mars 1638 en juin 1645. — 5 ans 3 mois

M. Dominique Garaula, docteur en sainte théologie, fait le service de la paroisse, de 1638 à 1645. Il a l'honneur d'avoir la visite de Mgr François VIII, évêque d'Elne. 163 personnes reçurent en cette circonstance le sacrement de la confirmation. Preuve évidente que les Evêques n'avaient point visité la paroisse depuis bien des années. Ce n'était point leur faute, car, dans l'espace d'un demi-siècle, 13 évêques se sont succédé sur le siège épiscopal d'Elne.

Une seule ordonnance de visite portée par le visiteur Rocha a été donnée en 1642. M. le Curé exposait les abus à réprimer et le visiteur portait les décrets souvent pour des motifs qui nous paraissent de peu d'importance. — Ainsi les dégâts matériels que pouvaient occasionner un figuier sauvage sur l'épaisse muraille de l'église, après une première monition de le faire couper, monition portée en 1637, ne suffisaient point, à notre avis, pour fulminer une sentence d'excommunication *latæ sententiæ* par le seul fait que dans la quinzaine ce figuier ne sera point coupé.

JEAN-ANTOINE SERRADELL

De juillet 1645 en novembre 1646.— 1 an 3 mois

Deux ordonnances importantes sous l'administration de M. Serradell, portées par le docteur Joseph Grand.

Malgré la crainte, les tracas et les soucis que ressentirent les Roussillonnais, conséquence de la guerre entre les armées françaises et les armées espagnoles ; malgré la vacance du siège épiscopal, le chapitre d'Elne délègue des visiteurs dans le diocèse pour réprimer les abus, régulariser ce qui était défectueux, donner l'impulsion vers le progrès et la civilisation. Dans ces ordonnances, pas une allusion à la situation critique du diocèse privé de son premier Pasteur, pas une allusion aux guerres qui avaient désolé notre beau pays. Le clergé paroissial exhortait les populations au courage, à la résignation.

Frapper de censures ecclésiastiques et d'amendes pécuniaires les mauvais chrétiens qui n'observaient point le repos du dimanche ; punir les débiteurs infidèles de l'Eglise, régler les honoraires des messes ; pourvoir aux nécessités du culte ; assurer le service religieux de la paroisse de Calmeilles, etc.... tels sont les principaux sujets traités dans ces deux ordonnances.

C'est la première fois que nous trouvons de graves censures, des peines pécuniaires portées contre les mauvais chrétiens qui travaillaient ou faisaient travailler le dimanche et les fêtes.

MICHEL BLANC

De novembre 1646 en juin 1656.— 9 ans 6 mois

M. le visiteur Grand donne une ordonnance en 1646.

On est étonné du grand nombre de peines canoniques lancées contre les Oubriers récalcitrants et les débiteurs infidèles. Tout fait supposer qu'il y avait de grands abus, un mépris formel de toute autorité, un grand laisser-aller de la part des employés qui voulaient agir d'après leur volonté. Quels étaient les droits et les charges des *Oubriers* et des quêteurs ?

D'après les décrets des actes de visite et des ordonnances, l'oubrer paraissait être le maître de tout ce qui concerne l'église et le culte,

mais un maître absolu. Il ne dépendait de personne dans l'exercice de son pouvoir ; l'autorité du Batlle (maire) et des Consuls n'était que pour aider, consolider le pouvoir de l'obrer, en cas de conflit ou de nécessité. Seul, le visiteur pouvait contrôler ses actes et l'obliger dans l'exercice de ses devoirs par des peines canoniques. Ainsi, c'était l'obrer qui était chargé de procurer tout ce qui concerne le culte et de veiller à son entretien. L'autorité de M. le Curé, à ce sujet, était pour ainsi dire reléguée au second rang ; il n'avait que le droit d'exposer au visiteur le manque des objets nécessaires au culte, les réparations urgentes à exécuter, enfin, tout ce dont il avait besoin pour le saint ministère. Ce visiteur alors faisait ce qu'on appelait *lo Cartell de la visita*. Mais M. le Curé ne pouvait rien faire de sa propre autorité ; pas même « acheter un corporal, faire arranger la clochette pour le Viatique, placer deux cierges pour la messe ». (Voir ordonnance de 1646). C'est pourquoi nous rencontrons à chaque visite des décrets contre les obrers, pour l'achat des objets du culte.

Les obrers, orgueilleux, hautains et vaniteux de leur pouvoir, méprisaient l'autorité du curé, parce qu'il n'avait aucun droit sur eux. D'autre part le Pasteur se trouvait amoindri, abaissé par ce pouvoir excessif. L'une et l'autre de ces autorités souvent ne pouvaient point s'entendre. D'où les excommunications lancées à tout instant contre les obrers récalcitrants.

Tel est le tableau de l'administration d'une paroisse à cette époque, avec ses difficultés et ses ennuis, dont les conséquences retombaient toujours sur le pauvre curé.

Sur la demande des habitants, M. Blanc fait instituer à la paroisse une fête en l'honneur de Saint-Gaudérique, ainsi que la concession d'un bassin à cet effet. On ne pouvait établir de bassin dans une église sans l'autorisation ecclésiastique, parce que le titre de quêteur donnait un pouvoir dépendant, pour la reddition des comptes, de l'autorité compétente, c'est-à-dire du visiteur.

JOSEPH AMELL

Octobre 1656 en octobre 1668. — 12 ans.

M. Joseph Amell institue la fête locale de Taillet. La manière dont il précise le jour de la fête de N.-D. des Archs, le dimanche après la

fête de la Nativité de la Sainte-Vierge. l'ordre des cérémonies avec la note de leur solennité; l'honoraire convenu pour cette fête, de concert avec les autorités civiles et les paroissiens, etc... tout cela fait comprendre que notre curé instituait, à Taillet, la fête de N.-D. des Archs, qui est devenue la grande fête locale de la paroisse, quoique saint Valentin soit le patron de l'église.

M. Amell transcrit, en 1657, les anniversaires fondés de l'église Saint-Valentin, dont les titres ont disparu; il nous laisse le coutumier de la paroisse à cette époque. Grâce à cette note, nous savons que notre église a été consacrée. Elle nous apprend encore qu'après la grand'messe, les jours de Noël, de Pâques, de la Pentecôte et de N.-D. d'Août, le peuple se rendait au cimetière en procession avec M. le curé, afin d'y prier pour les défunts.

Nous trouvons cinq ordonnances des visiteurs pendant les douze années que M. Amell est resté à la paroisse. Et d'abord M. Casa, visiteur, comme ses prédécesseurs, donne des instructions sur le catéchisme.

« Les curés étaient obligés de faire le catéchisme les dimanches » et jours de fêtes; à cet effet, ils faisaient sonner, après vêpres, une » clochette pour annoncer au peuple qu'il était convoqué à l'enseignement de la doctrine chrétienne. »

On suivait à la lettre les prescriptions du Concile de Trente. Les belles cérémonies d'une première communion n'existant point, M. le curé faisait participer à cet auguste sacrement de l'Eucharistie, à l'occasion d'une grande fête, les enfants qu'il jugeait les plus capables et les plus dignes.

M. le docteur Altiseen, dans une ordonnance remarquable (1639), se plaint qu'il y a beaucoup de personnes oublieuses de la doctrine chrétienne, et, outre l'excommunication, leur fait infliger des amendes par le curé.

LE DOCTEUR EMMANUEL BORIA

Novembre 1668 en février 1685 — 16 ans

En prenant possession de sa paroisse, M. le docteur Emmanuel Boria écrit: « Qu'il paye de pension chaque année, au Révérend » Joseph Amell, *24 escuts de Cambra*, en deux paiements égaux, » l'un à la Noël et l'autre à la Saint-Jean.

D'après la doctrine du Concile de Trente, M. Amell était inamovible ; il cède son droit de bénéfice moyennant une redevance, mais non son titre de curé. D'autres prêtres ont été dans le même cas de M. Boria ; ils ont pris tantôt le titre de curé, tantôt celui d'économe ou de régisseur.

Voici un autre sujet de difficultés pour le curé dans l'administration de la chapelle de La Roure : le bénéficiaire, les quêteurs infidèles. Dès les temps les plus reculés, l'administration de la chapelle de La Roure (hameau de Taillet) a été l'objet et la pomme de discorde entre les employés et les diverses autorités, telles que le curé et le bénéficiaire. Tout porte à croire que le curé de Taillet a toujours eu la juridiction sur les habitants de La Roure, auxquels ils devait non-seulement donner l'instruction, mais aussi l'administration des sacrements. Le titre de bénéficiaire de la chapelle n'était qu'une simple dignité ecclésiastique, accompagnée d'un revenu sans charge d'âmes ; le titulaire n'était obligé qu'à prier Dieu. D'où le travail et la charge incombaient au curé, les revenus et les bénéfices au titulaire bénéficiaire. Dans cet état de choses, il n'y a rien de surprenant que les quêteurs soient restés si longtemps (10 ans), sans rendre compte de leur administration, surtout si les deux autorités, le curé et le bénéficiaire, ne vivaient point en bonne harmonie. Ce n'était point une raison pour justifier la façon d'agir de ces quêteurs peu scrupuleux.

M. Boria eut la douleur de voir l'église de Taillet polluée. Mgr l'évêque vint la réconcilier (1670). La tradition rapporte qu'un malfaiteur dangereux fut assassiné dans le saint temple. Déjà les visiteurs avaient ordonné de ne point aller à l'église avec des armes à feu chargées ou non chargées (Coli, visiteur 1635).

M. Desprès, vicaire général, a donné l'ordonnance de la visite (1684) ; ce sera la dernière que nous relaterons.

Nous n'y trouvons plus les nombreuses excommunications lancées, comme par le passé. C'était une des premières conséquences de la domination française en Roussillon. Les évêques français, avec des vues plus larges, sans changer la discipline de l'Eglise, semblaient l'adoucir. C'était un excellent moyen pour conquérir la confiance du peuple catalan attaché aux usages et aux mœurs de son pays.

L'IGNORANCE, SES MAUX ET SES REMÈDES

Par M. BOYER DE BOUILLANE

AVOCAT, ANCIEN MAGISTRAT

MONSEIGNEUR,

Dans la société chrétienne, quand l'évêque a parlé, tout fidèle doit obéir. Votre Grandeur a bien voulu me dire de venir : me voici. Je suis venu avec empressement, parce qu'à l'autorité de votre fonction se joint l'autorité particulièrement séduisante de votre caractère ; je suis venu avec joie, parce que je trouve une fois de plus l'occasion de vous dire ma respectueuse vénération.

Mais maintenant que je suis venu, je dois parler, et je ne puis vous dissimuler, Mesdames, Messieurs, que j'ai eu quelque peine à découvrir un sujet susceptible de vous intéresser. En effet, de quelle question puis-je entretenir utilement un auditoire aussi distingué, aussi instruit, aussi versé dans les lettres, les sciences, la philosophie, l'histoire ? Tout lui est familier. Cependant la réflexion m'a amené à penser que, précisément parce que vous savez tout, je traiterais un sujet qui vous est étranger, en vous parlant de l'*ignorance*.

On a soutenu que l'ignorance était quelque peu synonyme d'innocence, et que la vertu ne progressait pas toujours parallèlement avec le développement des connaissances humaines. A coup sûr, si l'on entend par la science une notion plus approfondie de tel ou tel objet intellectuel, la statistique criminelle démontre malheureusement chaque jour qu'il ne suffit pas d'être lettré pour être moins vicieux. Mais si par la science nous entendons la connaissance du vrai et du bien ; si nous croyons que la science est un bienfait de Dieu, que la révélation et la raison doivent se prêter un mutuel appui, si nous pensons, comme l'exprimait éloquentement, il y a quelque mois, M. le duc de Broglie à une distribution de prix chez les Frères des

Ecoles chrétiennes, que toute science est incomplète quand la religion ne l'a pas pénétrée, si nous nous rappelons enfin cette parole de l'Écriture sainte, gravée sur le fronton de la plupart des collèges catholiques, *Deus scientiarum dominus est*, alors nous admettrons comme vraie cette proposition que le grand-père de Mme de Maintenon formulait, dès le XVI^e siècle, en ces deux vers légèrement naïfs et prosaïques :

Non, le vice n'a point pour mère la science,
Et la vertu n'est pas fille de l'ignorance.

Cette idée que la science est un bien et l'ignorance un mal, l'orateur la développe en rappelant l'œuvre des moines dans les siècles de barbarie, et celle accomplie tous les jours sur toutes les plages du globe par les missionnaires catholiques. Il insiste sur la joie intime, profonde que nous ressentons chaque fois que par l'étude nous parvenons à faire pénétrer dans notre esprit une lumière intellectuelle plus abondante. Lorsque, dit-il, appelé à défendre un criminel, un avocat se sent écrasé par l'évidence de la preuve et l'horreur du forfait, et que la thèse des lésions cérébrales, de l'aliénation mentale lui échappe, sa dernière ressource est toujours d'amoindrir la responsabilité de l'accusé, en évoquant le souvenir de ses premières années, en le montrant victime d'un défaut absolu d'éducation morale, en affirmant que ce malheureux, privé des enseignements d'une mère chrétienne, a ignoré Dieu, c'est-à-dire le bien. Enfin notre conscience ne calme-t-elle pas nos colères chrétiennes vis-à-vis des persécuteurs de la religion, des sectaires qui voudraient anéantir la foi, en nous faisant souvenir que ces hommes sont surtout des ignorants, qu'ils sont plus malades que coupables, et que dès lors une prière est préférable à une malédiction ?

En terminant, M. Boyer de Bouillane préconise, comme un excellent moyen de combattre le mal de l'ignorance, l'adhésion à la Société bibliographique, dont il fait un vif éloge au triple point de vue de la science, de la vulgarisation et de la bienfaisance.

NOTICE HISTORIQUE SUR LE CHATEAU D'AUMELAS

(ANCIEN DIOCÈSE DE BÉZIERS)

Par M. l'Abbé DELOUVRIER

CURÉ DE PAULHAN (HÉRAULT)

MESSIEURS,

Non loin de la ville d'Aniane, se trouvent les restes d'un vieux château féodal, bien capable de rappeler à vos esprits l'illustre Benott, objet de votre culte religieux et scientifique. Le château d'Aumelas, car c'est de lui qu'il s'agit, se dressait jadis, dans toute sa fierté, sur le Mont-du-Chameau, au diocèse de Béziers ; il n'y a aujourd'hui sur l'un des mamelons de la Moure, dans le canton de Gignac, que des ruines ; mais ce sont des ruines imposantes.

Si vous m'autorisez à dire quelques mots de cette forteresse, qui fut une des gloires du moyen-âge, il me sera, je crois, facile de montrer que, aux points de vue historique et archéologique, elle doit provoquer l'attention et l'intérêt, non seulement chez nous, mais aussi à l'étranger.

I

Le château d'Aumelas fut titré de chef-lieu de Vicomté, dès le VIII^e siècle : Gariel a constaté l'existence de la vicomté d'Aumelas parmi celles de Béziers, de Nîmes, de Substancion, de Saint-Gilles, de Sauve et de Lunel, que créa Charlemagne pour arrêter les invasions des peuples d'Espagne en Languedoc (1). Aumelas conserva

(1) Gariel, p. 14.

cette dignité dans les siècles suivants ; il en jouissait encore au moment de la Révolution... Depuis cette époque, la main impitoyable du temps s'acharne à démolir ses murs, privés de tout honneur, malgré la résistance qu'ils lui opposent, espérant sans doute que des âmes généreuses, des cœurs passionnés pour ce qui est beau, viendront à leur secours et empêcheront de disparaître les dernières traces d'un passé mémorable.

Chacun sait l'éclat que reçut le château d'Aumelas des nobles seigneurs de Montpellier et des rois magnifiques de Majorque : toutes les histoires de la province ont dit que les Guillems furent jaloux de leur château et que leurs successeurs en firent un séjour princier. De ce côté, nous n'avons rien à ajouter.

Mais nous pouvons restituer à la maison-forte d'Aumelas une gloire que l'oubli des siècles semblait lui avoir ravie ou, du moins, qu'il voilait à nos yeux, celle non moins grande d'avoir eu pour seigneur châtelain le célèbre fondateur du monastère d'Aniane.

Un document, échappé aux historiens de Languedoc, nous a appris, d'une manière certaine, que Charlemagne avait confié à saint Benoit le soin et la garde du château d'Aumelas. Le voici : « *Sciendum quod dnus Karolus.... fundavit monasterium Anianæ et inter alia castra et loca idem dnus rex dedit et concessit abbati monasterii Omelatinum et plura alia castra et loca quæ nunc sunt Baroniæ Montispesulani, quod Omelatinum et alia castra abbas dicti monasterii recognoscebat se tenere in feudum a dno nostro Rège.* — Il faut savoir que Charlemagne, après avoir fondé le monastère d'Aniane, donna à son abbé le château d'Aumelas et beaucoup d'autres, et que l'abbé du monastère reconnaissait les tenir en fief du roi souverain seigneur. »

Ce détail historique, aussi précieux qu'explicite, ressort d'une consultation juridique de 1313 établissant, d'après des titres nombreux, les droits du roi de France à la suzeraineté des divers lieux de la Baronnie de Montpellier, qui lui était contestée par le roi d'Aragon.

L'*avisamentum juris*, consultation, est dans les archives du château de Lestang du Pouget, entre les mains de M. le vicomte d'Alzon. Les ancêtres de M. le vicomte et leurs auteurs ont possédé la baronnie du Pouget, après qu'elle a été démembrée de la vicomté d'Aumelas, à la suite de la mort du jeune de Roquefeuil, « tué à

Perpignan, « Perpiniani interjectum », par Jacques II, roi de Majorque (1) ».

Saint Benoît fut donc seigneur d'Aumelas, sous la vassalité du roi et, comme tel, il eut à conserver au suzerain son château-fort et à le défendre au besoin, « manu militari », contre tout agresseur. Le grand monarque pouvait-il faire un meilleur choix que celui de Vitiza, le fils du comte de Maguelone, dont il avait apprécié la sagesse et la valeur, à la cour et à l'armée ?

Le fort d'Aumelas était des plus importants. Pour comprendre les grands services qu'on attendait de lui, il faut étudier sur place et longuement sa situation et ses moyens de défense. On l'avait bâti, à une altitude de 293 mètres, pour surveiller toute la vallée de l'Hérault et les plaines qui s'étendaient vers Substancion et la mer. Au nord et à l'ouest une haute et massive muraille ; à l'est et au sud, un immense fossé creusé dans le roc vif, et partout des tours fortifiées le rendirent inaccessible et redoutable, tour à tour, aux Maures, aux Normands, aux Hongrois, pendant le IX^e et le X^e siècles, et plus tard aux albigeois et aux fanatiques des Cévennes.

Mais, comme on l'a vu, l'abbé d'Aniane n'avait pas seulement le souci du château d'Aumelas ; il était aussi chargé de la plupart des châteaux de la vicomté. Pour protéger le pays, dont il avait la responsabilité, il pouvait aussi compter sur le concours des seigneurs particuliers qui s'étaient constitués ses vassaux pour être sous la sauvegarde d'un suzerain puissant en haut lieu.

Avons-nous besoin d'affirmer que Benoît usa, pour l'avantage des populations de l'Aumeladois, de l'autorité qu'il tirait de sa grande situation temporelle et de l'influence que lui donnait sa qualité de supérieur-général de tous les monastères du royaume ? Le vaste territoire soumis à sa juridiction prospéra sous tous les rapports : la civilisation et la foi y prirent le plus bel accroissement. Incultes et peu habités, les divers lieux devinrent des séjours agréables et fréquentés : la ville d'Aniane, qui lui doit son origine, a la prétention de vous en offrir une preuve frappante. Les peuples vécurent et vivent encore de la vie intelligente et chrétienne que le savant et saint abbé leur communiqua et que les obédienciels du monastère entretenirent parmi eux, dans les âges de barbarie et d'ignorance.

(1) Cédulles appellatoires d'Arnaud de Roquefeuil. Arch. de Lestang.

Dans le nombre considérable des églises que desservait l'abbaye il ne se trouva pas moins de sept prieurés, antérieurs au XII^e siècle, entre autres celui de N.-D. d'Aumelas qui, plus tard, fut un archiprêtré.

Au commencement du XII^e siècle, les religieux d'Aniane étaient rentrés dans leur cloître et les seigneurs de Montpellier avaient pris possession du château d'Aumelas.

II

Or, en 1121, Guillem V d'Ermengarde partagea les biens de la baronnie de Montpellier entre les fils qu'il avait eus d'Ermessinde : à l'aîné, qui fut Guillem VI, échut la seigneurie de Montpellier ; le cadet, autre Guillem, eut pour apanagé la vicomté d'Aumelas dont il prit le nom (1).

Le seigneur Guillem d'Aumelas épousa Tiburge, veuve et héritière de Raimbaud II, comte d'Orange, mort en Terre-Sainte ; elle lui apporta en dot le comté d'Orange (2). La vicomté d'Aumelas et le comté d'Orange, ayant été unis dans leur maison, passèrent aux mains de leur fils et héritier, Raimbaud, lequel « quitta le nom d'Aumelas pour prendre le surnom d'Orange (3) » et devint Raimbaud III, avec la qualité de comte. Le château d'Aumelas fit dès lors partie du domaine des sieurs d'Orange et se trouva sous leur juridiction.

C'est à raison de ces circonstances et comme successeurs médiats du seigneur Raimbaud d'Orange, que les héritiers présomptifs des couronnes de Hollande et d'Angleterre ont droit à s'occuper de notre château. Le prince d'Orange et le prince de Galles remontent, en effet, au sire Raimbaud par Guillaume III, qui fut en même temps roi d'Angleterre et stathouder de Hollande : nous allons le démontrer.

Guillem d'Aumelas eut, de Tiburge d'Orange, deux fils et deux filles : l'aîné des fils, Guillem, s'établit dans la terre d'Orange, du vivant de sa mère ; Raimbaud, fils putné, hérita d'Aumelas et d'une

(1) Testament de Guillem V, H. G. L., t. IV, Pr. XLVII, p. 378.

(2) H. G. L., t. IV, p. 72.

(3) *Ibid.*, p. 164.

partie d'Orange réservée à Tiburge, sur laquelle reposait son titre de comtesse, 1150 (1).

Le comte Raimbaud, n'ayant pas d'héritier direct, laissa ses biens, en 1173, à ses deux sœurs du nom de Tiburge d'Orange. L'une d'elles, femme d'Aymard de Murviel, eut, pour sa part, le château d'Aumelas et toutes les terres que son frère avait possédées en Languedoc; l'autre, veuve du sieur de Mornas et épouse de Bertrand de Baux, eut, pour la sienne, toutes les possessions, droits et titres dont Raimbaud avait joui dans le comté d'Orange (2).

Le château d'Aumelas resta au pouvoir de Tiburge de Murviel et de sa descendance jusqu'à la fin du XII^e siècle : de Tiburge, il passa à son fils Raymond Aton, et ensuite aux filles de ce dernier, qui le vendirent, en 1197, à Guillem VIII, seigneur de Montpellier. Rentré dans la baronnie de Montpellier, il fut possédé par les Guillems et les rois de Majorque jusqu'au moment où, pour motif ou prétexte de félonie, il fut confisqué sur les fils de Jacques II par Philippe de Valois, en 1350, au profit de la couronne de France (3). Pendant ce temps, Tiburge et Bertrand de Baux et leurs héritiers en droite ligne, avaient considérablement agrandi leur domaine et obtenu des empereurs d'Allemagne, alors rois de Provence, l'érection de leur comté en principauté. Cette maison avait conquis le titre de Prince d'Orange (4).

La descendance de Raimbaud s'éteignit entièrement en 1350. Héritiers de la principauté, les sieurs de Châlons en jouirent jusqu'en 1530, et, à cette date, l'on vit apparaître, à Orange, la branche Ottonienne des ducs de Nassau, qui règne aujourd'hui en Hollande (5).

Guillaume le Taciturne, stathouder de Hollande, reçut la principauté de son oncle, René de Nassau, et l'incorpora aux provinces des Pays-Bas qu'il tenait de son père, Guillaume le Vieux, comte de Nassau, 1544. Il prit le titre de prince d'Orange, et tous les stathouder le portèrent à sa suite. Depuis 1714 cependant, époque à laquelle la Hollande fut reconnue par le traité de Vienne comme un royaume particulier, l'héritier présomptif du trône a seul droit à ce titre et il le revendique, bien que la principauté ait été alors réunie à la

(1) H. G. L., t. IV, p. 164.

(2) *Ibid.*, p. 165.

(3) *Ibid.*, t. VII, p. 146.

(4) *Ibid.* t. IV, p. 272.

(5) Dictionnaire de Bouillet.

France et annexée au Dauphiné, pour être comprise, en 1789, dans le département de Vaucluse (1).

La maison de Nassau a ainsi fixé chez elle le souvenir de la principauté d'Orange dont les révolutions l'ont dépouillée. Mais à ce souvenir se trouve lié celui de la vicomté d'Aumelas, qui fit un jour partie du domaine perdu pour elle, et c'est surtout au prince qui se fait un titre d'honneur du nom d'Orange que ce nom doit rappeler le château d'Aumelas et ses belles ruines.

Notre château a droit aussi à l'attention du Prince de Galles. La maison d'Orange, établie en Hollande, s'allia, dans le XVII^e siècle, à celle des Stuarts d'Angleterre : Guillaume II de Nassau, prince d'Orange, épousa Marie Stuart, fille de Charles I^{er}, roi d'Angleterre. Leur fils, Guillaume III, qui fut élu, en 1673, stathouder de Hollande avec le titre de prince d'Orange, obtint la main de la princesse Marie, fille du roi Jacques II, et s'empara du trône, en 1689, au détriment de son beau-père. Devenu roi d'Angleterre, Guillaume III conserva néanmoins le stathoudérat de Hollande et le titre de prince d'Orange. Comme la Hollande, l'Angleterre avait donc pour souverain un prince d'Orange, un successeur de Raimbaud, seigneur d'Orange et d'Aumelas (2).

Guillaume III étant mort sans enfants, la couronne anglaise fut donnée à Anne, sœur de sa femme, autre fille de Jacques II. Anne mourut en 1714, après avoir perdu tous ses fils et sans avoir pu, malgré tous ses efforts, procurer le souverain pouvoir à son frère, Jacques III. On élut, pour lui succéder, son mari Georges, fils de Ernest-Auguste, premier électeur de Hanovre, et de Sophie, petite-fille de Jacques I^{er} (3).

La maison de Hanovre avait donc pris la place des Stuarts-Orange. George II, George III, George IV régnèrent l'un après l'autre, et depuis 1837 l'Angleterre a pour souverain Victoria, fille du duc Kent, frère de Georges IV, et mère du prince de Galles, qui doit monter après elle sur le trône anglais. Le prince de Galles remontera donc, par la succession, à Guillaume III et par lui à Raimbaud sieur d'Orange et d'Aumelas (4).

(1) Dictionnaire de Bouillet.

(2) *Ibid.*

3) et (4) Bouillet.

III

Les impressions que l'on éprouve à l'aspect de nos intéressantes ruines, peuvent s'exprimer par deux mots : admiration et tristesse.

Bien que ce soit en vain que l'esprit cherche à reconstituer cette colossale construction dans ses diverses parties, il n'en demeure pas moins convaincu que ce fut l'une des plus grandioses de l'époque féodale. Son grand âge est écrit partout sur le granit dont on la forma, mais plus clairement sur les lits de pierre superposés en dents de scie qu'offre encore le rempart, à l'ouest (1).

Pour retrouver sa première origine, il faudrait peut-être aller, au delà du VIII^e siècle, jusques aux Goths ou aux Romains.

Mais c'est un lieu plein de désolation et de tristesse. Au milieu d'un silence de mort, on ne marche que sur des débris. A chaque instant on se heurte à des murs délabrés qui ont encore la force de se tenir debout à côté d'autres qui s'effondrent. On risque parfois de tomber dans un souterrain entr'ouvert. Dans cette enceinte immense, on erre à l'aventure, sans pouvoir se rendre compte de la disposition des lieux ni de la destination des bâtiments.

Il est pourtant deux constructions qui sont assez conservées pour être facilement distinguées dans ce chaos, où tout est bouleversé et confondu. C'est d'abord l'église du château, enfermée dans les murs de la forteresse ; c'est ensuite l'église rurale, qui se trouve adossée à la muraille du côté du nord.

La plus grande partie de l'église intérieure subsiste encore. Ses murs sont bâtis en petit appareil du XI^e siècle ; le chœur en voûte supporte un donjon qui, à partir du sol, mesure douze mètres de hauteur. Cet édifice, comme ceux qui l'entourent, n'a pas eu le temps seul pour ennemi ; la main de l'homme l'a mutilé par haine et aussi par calcul. A la place de la porte d'entrée, qui devait être de belle architecture, on ne voit qu'un large trou béant ; les rapaces paysans en ont volé les pierres de taille pour le bénéfice de leurs vulgaires demeures.

(1) Fabre de Roujan. Notice sur la commune d'Aumelas.

Hélas ! dans quel état se montre la splendide église construite par les moines de saint Benoit. Comme l'église matrice d'Aniane, elle était dédiée à Saint-Sauveur, en 1114, quand Assalty, fils de Vierne, prêta serment de fidélité aux officiers de Guillem d'Ermengarde, pendant que ce seigneur était en expédition contre les Maures d'Espagne.

L'église extérieure a survécu à l'ouragan révolutionnaire ; mais il y a bien longtemps qu'elle est abandonnée et elle dépérit tous les jours par le manque d'entretien. Cette église, réservée à la population rurale, fut le siège du prieuré de N. D. d'Aumelas et eut un jour le titre d'archiprêtre. Les nervures de la porte d'entrée accusent son existence, au moins dès le XIV^e siècle.

A la vue d'une si grande détresse et au souvenir de tant de gloire évanouie, nous ne pouvons que formuler un vœu. Il serait à désirer que l'Etat prit sous sa haute protection les nobles et malheureuses ruines d'Aumelas, si exposées au ravage du temps et à l'indiscrétion des villageois. Si, grâce à des dévouements dignes d'éloge, l'église de Saint-Sauveur était rétablie avec ses dimensions et son style des beaux jours, elle deviendrait un monument et la vie renaîtrait autour d'elle. Ce résultat, il est vrai, n'aurait été acquis qu'au prix de sacrifices réels et méritoires. Bien moindres cependant seraient les frais occasionnés par la restauration de l'autre église. Nous croyons savoir que le desservant de la paroisse d'Aumelas a le louable dessein de la rendre au culte, et nous souhaitons que l'Autorité ecclésiastique aide ce prêtre zélé à relever l'autel du Seigneur sur les débris de la gloire du monde pour prouver que, si tout passe ici-bas, Dieu seul reste à jamais.

Nous ne quitterons pas ces lieux si remarquables et si délaissés, sans signaler dans le voisinage du château, les vestiges des fourches patibulaires des anciens vicomtes, et l'église romane de Cardonet. Et, pour compléter les notes que nous soumettons à l'honorable assemblée, nous ajouterons qu'on a découvert dans les montagnes d'Aumelas des haches de pierre, taillées et non taillées, indice non équivoque d'une population préhistorique.

L'ACADÉMIE DES SCIENCES ET LETTRES DE MONTPELLIER

Par M. L. GUIBAL

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE MONTPELLIER
MEMBRE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES ET LETTRES DE MONTPELLIER

MONSEIGNEUR, MESSIEURS,

Les organisateurs du Congrès Bibliographique ont pensé que l'on ne pouvait, sans commettre une regrettable omission, garder en vos assemblées le silence sur l'une des plus anciennes et des plus vivantes, à cette heure, d'entre les institutions savantes de notre laborieuse cité — je veux dire l'*Académie des Sciences et Lettres de Montpellier*.

Ils m'ont fait l'honneur insigne de me confier le soin de vous en entretenir.

Je ne puis le faire qu'en empruntant tout aux études si intéressantes et si complètes qui ont déjà paru dans les Mémoires mêmes de l'Académie, à celles particulièrement de MM. Junius Castelnau et Eugène Thomas, publiées en 1858.

Mais, si, en fils soumis, je ne me suis pas cru le droit de refuser ce que l'on voulait bien me demander, je dois du moins, dès mes premiers mots, faire à tous mes sincères excuses : à l'Académie d'abord, pour l'insuffisance de l'éloge ; à ceux ensuite dans le trésor desquels j'ai puisé, pour mon indiscretion ; à vous enfin, Messieurs, pour l'imperfection de cette bien rapide causerie.

M. Guibal appelle d'abord l'attention de son auditoire sur les Académies provinciales en général, leur origine, leur rôle. Leur importance semblerait moindre aujourd'hui, à raison de la facilité toujours croissante des communica-

tions entre régions diverses ; mais elles doivent demeurer dit-il, comme le seul moyen d'entretenir une heureuse émulation entre ceux que réunissent les travaux de chaque jour, d'assurer ces fructueuses recherches d'histoire locale qui sont l'honneur des vieilles cités, et seront toujours le fondement de toutes les grandes études d'intérêt général.

Venant ensuite plus spécialement à l'Académie de Montpellier, il en expose les origines et le fonctionnement.

Le ville de Montpellier, en possession depuis des siècles déjà d'une Université célèbre, ne pouvait pas demeurer étrangère d'abord au mouvement littéraire et artistique de la Renaissance, puis au mouvement philosophique, enfin au *scientifisme* des XVII^e et XVIII^e siècles.

Dans la seconde moitié du XVII^e siècle, un courtisan, éloigné de Versailles pour quelques méfaits de Cour, et pour cela retenu à Montpellier, le marquis de Vardes, voulut charmer les loisirs que lui avait créés le roi ; il lui parut qu'il ne saurait le faire mieux qu'en s'instruisant de la philosophie alors naissante de Descartes. Son désir ne fut point contrarié ; et il montra ainsi à tous que l'on pouvait *penser*, donc *être* quelqu'un et faire quelque chose d'utile, même en dehors et loin des capitales.

Il choisit pour guide et fit venir de Toulouse à Montpellier un élève du *Maitre* — Sylvain Leroy, dit Régis (1632-1707).

Celui-ci ne tarda pas à généraliser son enseignement, et fut bientôt entouré d'un noyau d'hommes instruits. L'Académie était dès lors en réalité fondée.

Cette petite phalange, composée des plus hauts magistrats de la Cour des Aydes et des professeurs de l'Université, trouva (comme il en est aujourd'hui, comme il en sera toujours) auprès des princes de l'Eglise catholique, ses premiers encouragements. Mgr Joachim Colbert, alors évêque de Montpellier, offrit (1697) la salle de sa bibliothèque pour les réunions périodiques, comme le grand ministre, son oncle, l'avait fait naguère pour les premiers membres de l'Académie des Sciences de Paris.

Mais l'institution officielle fut, encore comme toujours, plus difficile à obtenir, et les préoccupations causées par les guerres de la succession d'Espagne la firent longtemps attendre.

En 1706, cependant, — grâce aux pressantes démarches de de Plantade, l'un des plus zélés de la jeune Académie, — grâce à la puissante

intervention de Cassini, qui, durant les séjours qu'il avait faits à Montpellier, au cours de ses grands travaux pour la triangulation du royaume, avait pu apprécier les membres de cette Société naissante, — grâce à l'appui de Mgr Colbert, aux conseils et à la sympathie de l'abbé Bignon, rédacteur des statuts de l'Académie des Sciences, et neveu du chancelier de Pontchartrain, la *Société royale des Sciences et Lettres de Montpellier* vit son existence officiellement reconnue par des lettres patentes, — les premières accordées par l'autorité royale à un *corps savant* (1).

Ainsi définitivement constituée, la Société royale paraissait comblée de tous les biens. Elle avait sûrement le superflu ; — il lui manquait cependant le nécessaire, c'est-à-dire les ressources.

La ville de Montpellier, comprenant alors l'éclat qui en pouvait rejaillir sur elle, voulut bien ne refuser ni l'asile, ni même une subvention — 300 livres par an ; mais les Etats de Languedoc, dont les membres ne devaient pas tous aimer notre cité, restèrent sourds à ses demandes pendant plus de trente années, et ce fut seulement en 1737 qu'ils se décidèrent à accorder une subvention de 600 livres. Magistrats et savants ne s'étaient cependant pas laissés rebuter, et les plaques de nos rues perpétuent encore à l'extérieur, comme le conservent nos archives, le souvenir des de Ralte, des Barthez, d'Aigrefeuille, etc., c'est-à-dire de tous les laborieux de l'an-

(1) L'Académie des Sciences elle-même n'obtint les siennes qu'en 1713.

Le roi proclamait, dans ce document solennel, l'union de ladite Société avec l'Académie des Sciences, « dont elle n'est qu'une extension et une partie, et avec laquelle elle ne doit former qu'un seul et même corps ». Les membres des deux Sociétés ont réciproquement droit de séance dans leurs assemblées. Elles doivent échanger leurs publications. Elles ont droit de consultation réciproque. Enfin les Mémoires de l'Académie des Sciences sont ouverts aux publications de la Société royale des Sciences et Lettres de Montpellier.

Le sceau de la Société royale porte sur l'un de ses côtés, la Vierge, sur l'autre, le sceau même de l'Académie des Sciences.

La Société comprenait 15 membres, répartis en 5 classes :

	$\left\{ \begin{array}{l} \text{mathématiques.} \\ \text{anatomie.} \\ \text{chimie.} \\ \text{botanique.} \\ \text{physique.} \end{array} \right.$

Ses séances étaient fixées au jeudi de chaque semaine. Elle devait enfin avoir une séance publique annuelle le 1^{er} jeudi après la St-Martin.

cienne Académie. Avant de penser à donner un siège à leur Compagnie, les membres de la Société royale avaient construit un *observatoire* ; ils avaient consciencieusement travaillé ; et si les mémoires qui restent se ressentent de l'atmosphère du siècle qui les vit naître, si l'esprit des philosophes du XVIII^e siècle se retrouve en eux avec leurs paradoxes pompeux et leurs dangereuses utopies, du moins attestent-ils l'activité intellectuelle dont la Société royale était le foyer, et dont le rayonnement dépassait les limites cependant éloignées de notre grande province.

La Société qui avait *philosophé*, alors qu'elle pouvait à peine vivre, trouva encore dans un prélat dont le Languedoc tout entier garde et gardera longtemps le vivant souvenir, un généreux Mécène. Mgr Dillon, archevêque de Narbonne, président-né des Etats de Languedoc, triompha de l'indifférence des pouvoirs régionaux ; et, puisant dans ses propres ressources des sommes considérables, il les mit généreusement à la disposition de la Société royale. La Société acheta alors et reconstruisit un hôtel (aujourd'hui rue Aiguillerie, 31, à l'angle de la rue de la Carbonnerie) dont le portail révèle encore son affectation savante. Elle s'y installa le 5 mars 1777.

Elle avait dès lors pignon sur rue ; elle était presque riche. Dans les cérémonies publiques elle prenait rang immédiatement après les Cours de justice (Cour des Comptes, Trésoriers de France, Présidial), avant les Universités. Elle n'avait plus à désirer qu'une longue vie. Mais voilà que bientôt toutes les Académies et Sociétés savantes patentées ou dotées par la Nation étaient supprimées (décrets de la Convention, 8-12 août 1793) et que leurs biens étaient déclarés biens nationaux (24 juillet 1794).

La Société royale des Sciences et Lettres de Montpellier avait, dès ce moment, légalement cessé de vivre ; et, quand, bientôt, la confiscation de l'hôtel fut devenue définitive par sa vente (19 prairial an IV, 6 juin 1796) et les archives irrévocablement éparpillées, sa ruine fut définitivement consommée.

Une tentative de reconstitution avait cependant été faite dès 1794, sous la forme et le nom de Commission de l'Agriculture et des Arts, puis sous le nom de Société libre des Sciences et Belles-Lettres, et durant 10 années environ, les anciens membres de la Société royale, d'autres nouveaux dont les noms sont demeurés célèbres, Chaptal, Poitevin, Marcel de Serres, de Candolle, Martin Choisy, de Belval,

Eynier, Cambacères, Renouvier, Daru, Draparnaud, Crassous, Allut, l'abbé Pousson, etc., avaient su rendre un nouvel éclat à la Société savante dont la ville n'avait pas cessé de s'enorgueillir. Mais, en 1816, cette Société nouvelle cessait, elle aussi, d'exister.

A la dernière séance (29 février 1816) un seul membre signa au registre des présences.

Trente années s'écoulèrent alors sans qu'on tentât une nouvelle fondation. Et ce fut seulement en 1846, que fut autorisée la nouvelle Société formée sous le nom d'*Académie des Sciences et Lettres de Montpellier*, dont les statuts, renouvelés dans l'assemblée générale du 27 février 1883, et approuvés par le Conseil d'Etat, le 9 avril 1884, sont maintenant en vigueur, et qui a été, par décret du Président de la République en date du 22 avril 1884, reconnue comme établissement d'utilité publique. Trois sections la composent : Médecine, Sciences, Lettres ; et le recrutement se fait par l'élection.

Les Sociétés successives dont je viens de vous entretenir ainsi n'ont jamais cessé de manifester, par des travaux sérieux et des publications soignées, leur existence utile et leur activité scientifique.

Des publications de la Société royale, de celles de la Société libre des Sciences et Belles-Lettres, je ne saurais dire grand'chose. Si ce n'est qu'elles sont toujours plus spécialement scientifiques et médicales ; et qu'elles justifient d'ailleurs bien cette remarque ingénieuse, à savoir que durant tout le cours du XVIII^e siècle, l'alliance de la philosophie et de la science a eu pour effet, moins de faire pénétrer la science dans la philosophie que de teinter la science du philosophisme à la mode.

Depuis la fondation de l'Académie actuelle chacune des sections a constamment et utilement travaillé, et le simple examen des publications annuelles donne la preuve de la vitalité de la nouvelle Société.

A côté des plus savantes études entreprises et menées à bien par les membres des sections de Médecine et des Sciences — que mon ignorance m'interdit de louer — à côté des œuvres de critique littéraire et d'histoire générale les plus autorisées, j'ai vu, j'ai lu dans les mémoires de l'Académie, les recherches les plus originales et les plus complètes sur les vieilles institutions de la cité, sur l'origine des institutions actuelles, sur les grands souvenirs et les gloires du passé local.

Saint Benoît d'Aniane, Gui de Montpellier, fondateur de l'ordre du

St-Esprit, nous sont rendus vivants par les recherches, par la plume puissante autant qu'aisée de M. l'abbé Paulinier, mort depuis archevêque de Besançon.

Un grand historien qui demeurera l'une des gloires de sa ville d'adoption et de l'Académie, dont il a pendant longtemps été l'âme, Germain, expose, dans les *Mémoires de l'Académie*, le résultat de ses recherches, de ses découvertes sur l'ancienne Université de Montpellier, sa constitution, ses privilèges, son éclat ; — la secte des Multipliantés, ses erreurs et ses pratiques, — les épisodes locaux des guerres de religion, — les dernières années de la cour des Aydes de Montpellier, etc.

C'est aussi la Cour du Petit-Scel — cette institution privilégiée, toute spéciale, et à tant d'égards si intéressante — dont M. le président Pégat précise si nettement les origines, le fonctionnement et l'influence.

C'est le séjour à Montpellier de J.-J. Rousseau, dont un autre magistrat, tout Montpelliérain, M. le président Grasset, dont le nom et la famille restent si justement estimés parmi nous, révèle et précise les intéressants détails.

C'est encore l'entière histoire de l'ancienne *Société royale des Sciences et Lettres*, que M. Junius Castelnau prépare laborieusement et laisse toute prête pour la publication, et que vient compléter si heureusement le savant mémoire de M. E. Thomas sur la *Société libre des Sciences et Belles-Lettres*.

J'en passe, et des meilleurs, Messieurs. Il faut même que je m'arrête ; car les membres actuels de cette Académie, dont certains m'écoutent, m'en voudraient, sans nul doute, si je laissais libre cours aux louanges que ma sincérité leur devrait.

Je me borne donc à vous affirmer que l'histoire locale occupe aujourd'hui, parmi les membres de notre section des lettres, de laborieux chercheurs et d'habiles écrivains. Maguelone, fief des Papes et sa glorieuse histoire, — la figure vénérable, le caractère puissant des plus illustres d'entre nos évêques, — les grandes familles financières du Languedoc au XVIII^{me} siècle, — nos vieilles institutions, nos vieux quartiers, tout cela vous le trouverez et vous le trouverez bien dans les *Mémoires* actuels de l'Académie, ou dans les publications personnelles de ses membres, — preuves manifestes,

pour notre cité, d'une activité intellectuelle qui, dès longtemps éveillée, semble, moins que jamais, près de s'affaiblir.

Telle fut, telle est aujourd'hui cette réunion d'hommes, amis de la vraie science et des belles-lettres, qui, laissez-moi le redire en terminant, dut à la protection d'un Evêque sa naissance même, aux bienfaits d'un autre Evêque son affermisement et sa plus grande splendeur, comme elle s'honore aujourd'hui de la collaboration de celui qui vous préside et de l'éclat de ses mérites.

Vous pensez maintenant, n'est-ce pas, qu'il convenait vraiment de vous entretenir quelques instants, en ce Congrès, de l'Académie des sciences et lettres de Montpellier ?

Vos hôtes, qui sont fiers du passé de leur ville, ont eu la coquetterie de vous faire admirer ce quartier de leur blason.

Pardonnez-leur seulement d'avoir si mal choisi l'historien du moment.

MONOGRAPHIE D'UNE PAROISSE RURALE

AUX XVII^e ET XVIII^e SIÈCLES

D'APRÈS SES REGISTRES PAROISSIAUX

(DE 1668 A 1792)

Par M. l'Abbé ROUSSI

CURÉ DE PLAISSAN, CANTON DE GIGNAC (HÉRAULT)

PLAISSAN

Avant 1790, le lieu de Plaisan se trouvait compris dans le diocèse de Béziers et dépendait déjà de l'abbaye de Saint-Jacques de cette ville en 1460.

A l'époque des guerres de religion, son église, placée hors du village, à côté du cimetière, à 700 mètres nord, fut détruite par les protestants. Les traditions locales ont conservé le souvenir de cet ancien état de choses, et on appelle encore *de tras la Gleizo* un chemin qui longeait l'église ancienne, dont il ne reste plus aucun vestige. Comment expliquer que l'église et le cimetière fussent ainsi éloignés du village lui-même? On prétend qu'à la suite d'une peste, les habitants, cruellement décimés, auraient abandonné le voisinage du cimetière pour construire leurs demeures sur le gracieux monticule qui sert aujourd'hui de fondement au village.

Quoi qu'il en soit, une nouvelle église fut bâtie dans l'enceinte du village, de 1668 à 1682.

Lors de la révocation de l'édit de Nantes, on ne comptait à Plaisan que trois familles protestantes. Mises en demeure de s'exiler ou de renoncer à l'hérésie, elles abjurèrent entre les mains du grand-vicaire de Béziers ou des prieurs de Plaisan. Toutefois, ces familles

s'allièrent entre elles, et gardèrent rancune à l'Eglise de leur conversion forcée ; aussi les voyons-nous profiter de la liberté que le roi Louis XVI octroya à ses sujets non catholiques, en 1786, pour revenir ouvertement à l'hérésie, et faire légitimer par l'état-civil les enfants nés de leur mariage protestant. Depuis lors, ce pays ne compte qu'une seule famille protestante.

Les patrons de l'église et du lieu de Plaissan ont toujours été saint Pierre et saint Paul (29 juin).

C'est sous ce vocable qu'une nouvelle église, bâtie sur un nouvel emplacement, en 1876, a été bénite et puis consacrée par Mgr de Cabrières.

Nous n'avons maintenant qu'à grouper ce que nous avons pu relever touchant le clergé de Béziers, les écoles et le service paroissial. Nous aurons ainsi la physionomie à peu près complète d'une paroisse rurale sous l'ancien régime.

§ I. — PERSONNEL DU CLERGÉ

Il y avait, pour régir cette modeste paroisse, deux prêtres : le prieur et le secondaire. Tous les deux apposaient ordinairement leur signature sur les registres religieux, que visitait, tous les ans, le notaire royal ; le secondaire ou vicaire signait les actes, parce que, comme de nos jours sans doute, il présidait aux sépultures et administrait les sacrements au commun des fidèles ; le prieur signait à son tour, afin de marquer son droit de contrôle et se conformer aussi aux prescriptions du rituel.

On est heureux de constater, en parcourant pas à pas ces 150 ans de vie paroissiale, combien les prieurs ou curés de ces temps-là s'attachaient à leur troupeau et lui consacraient presque toujours leur existence sacerdotale.

Voici la liste des prieurs, avec la date de leur entrée en fonction, de leur déplacement ou de leur mort et le nombre d'années passées au milieu de ce petit troupeau. Nous mentionnerons à la suite les événements marquants survenus dans le cours de leur vie pastorale.

ANTOINE ESPAGNIAC. — Prieur, mort en 1668, fut enseveli le 21 novembre de ladite année, ou dans l'ancienne église en ruine, ou dans la nouvelle église alors en construction.

NOUGUIL. — Prêtre, fait les quelques mois d'intérim.

BERTRAND. — Prieur, de 1669 à 1670.

POUGET. — Prieur, de 1670 à 1674.

REY fut prieur de Plaissan, de 1674 à 1716, c'est-à-dire pendant 42 ans. Il inaugura la nouvelle église, où se fit le premier baptême, le 15 juillet 1682 ; et reçut l'abjuration des quelques hérétiques habitant le lieu de Plaissan en octobre 1685, année de la révocation de l'Edit de Nantes. Il est fait mention à cette époque du meurtre d'un nommé Goudard, chasseur de M. le comte de Plaissan, seigneur du lieu, tué le 29 juin, jour de la fête patronale (1684).

Le 27 février 1707, fut érigée solennellement la confrérie du St-Sacrement par M. Farjat, prêtre de la mission de Béziers.

PHILIPPE LAVIT. — Prieur, du 28 janvier 1717 au 16 octobre 1751, c'est-à-dire pendant 34 ans.

Il fut enseveli dans le cimetière de la paroisse et non dans l'église, à l'âge de 69 ans.

Une mission fut donnée en 1720 par M. Grasset, prêtre et curé de St-Martin-du-Grau d'Agde, approuvé aussi dans le diocèse de Béziers, pour la prédication et la confession (1723). Baptême d'un enfant de Henri Cairol et de Marguerite Gaussel, nouveaux catholiques, dit l'acte de baptême.

NICOLAS. — Prieur, de 1751 à 1770.

Il est resté prieur de Plaissan pendant 21 ans. Il dut alors quitter ce prieuré, les registres ne faisant pas mention de son décès.

AUBE. — Prieur, de 1770 à 1775.

Est resté, pendant 5 ans, mourut le 11 avril 1775, à l'âge de 43 ans, et fut enseveli dans l'église.

Enfant trouvé. — Le 7 novembre 1770, fut baptisé un enfant de parents inconnus, découvert devant la porte maîtresse d'une des familles importantes d'alors.

MATHIEU BOUSQUET, de Bédarieux. — Prieur, puis curé, de 1775 à 1801.

Resta à Plaissan pendant vingt-six ans et mourut âgé de 73 ans ; fut enseveli dans le cimetière de la paroisse, le 13 mars 1801.

Nouveau compoix. — Le Conseil politique de la communauté de Plaissan, par une délibération prise au nom des habitants, demande à l'Evêque de Béziers, en 1765, la révision du vieux compoix ou

cadastre. La demande s'appuie sur ce fait que beaucoup de terres, jusque-là incultes, ayant été plantées en vignes, demandent une nouvelle classification, afin de rendre plus équitable la répartition des impôts. L'année suivante, 3 mars 1766, dans le palais de l'évêché de Béziers, trois heures de l'après-midi, par-devant l'abbé Gros, chanoine, présenteur de l'église de Béziers, vicaire général de Mgr l'Evêque.... le syndic autorise la communauté de Plaissan à faire un nouveaux compoix. Il fut terminé en 1782.

Procès avec le Chapitre de Saint-Pierre. — Ce fut peut-être à la suite de la révision du compoix que, l'an 1787, Laurent Fabre père, co-seigneur dans la baronnie du Pouget et vicomte de Plaissan, constitua procureur spécial, pour poursuivre en appel un procès devant la Cour de Toulouse contre le Chapitre Saint-Pierre, de Montpellier, « général dom François-Laurent Fabre, son neveu, religieux profès et syndic de l'abbaye de Fontfroide, ordre de Cîteaux. »

1788. — Profitant des avantages octroyés par le Roi en 1786, l'unique famille restée protestante fait reconnaître ses droits civiques nouvellement concédés aux protestants par le roi Louis XVI.

Constitution civile du Clergé. — Ce fut sur les instances de la population, qui voulait garder son vieux prieur, que Mathieu Bousquet prêta serment à la Constitution, le 1^{er} juillet 1791; mais, pris de remords de conscience et sans doute aussi mieux éclairé, il déposa entre les mains de l'Officier civil la déclaration suivante, expliquant le sens qu'il avait entendu donner à son serment :

« Je, soussigné, Mathieu Bousquet, prêtre, après avoir mûrement réfléchi sur le serment civique que je prêtais, le 1^{er} du mois de juillet de la présente année, devant la municipalité de Plaissan, à la sollicitation des habitants du dit lieu; j'ai cru qu'il était de mon devoir, tant pour l'édification du prochain que pour ma propre satisfaction, de faire connaître mes sentiments religieux d'une manière claire et distincte, à l'occasion du dit serment que l'amour de la paix et de la tranquillité publique m'arracha malgré moi. Il porte (entre autres choses ce serment), que je veux vivre et mourir dans la Religion catholique, apostolique et romaine, apuyé sur l'instruction de l'Assemblée nationale, qui déclare qu'elle n'a jamais voulu envahir l'autorité spirituelle, attendu que les objets sur lesquels cette autorité agit, et la manière dont elle les exerce, sont absolument hors de la sphère de la puissance civile.... en conséquence de ce, désirant ne

laisser le moindre doute sur l'hortodoxie de mes opinions qui sont et seront toujours les mêmes; je déclare qu'en prêtant le serment du 1^{er} juillet dernier, je n'ay entendu prendre la proposition ci-dessus, extraite de l'instruction, qu'autant qu'elle ne renferme absolument que les objets civils et politiques, abstraction faite formellement de tous les objets spirituels.

» En foy de ce ai signé et remis au greffe du dit Plaissan, en original écrit de ma main, la présente explication du serment dont s'agit, ce dix-septième août mil sept cent quatre-vingt-onze.

» Bousquet, prêtre. »

A la suite de cette déclaration, le vénérable prieur dut émigrer.

Il y eut alors, pendant trois ans environ, un prêtre constitutionnel qui signe Gibal, curé; c'était celui sans doute qui signait auparavant : vicaire (1788). Il y avait en même temps, Mgr Pouderous, évêque du département de l'Hérault, dont un abbé Rouanet était vicaire général, qui accorde, à l'occasion d'un mariage (juin 1791), une dispense de consanguinité.

L'abbé Bousquet revint dans sa paroisse, où il mourut en 1801. Son frère, quelques mois après, lui succédait jusqu'en 1824, époque de sa mort; il était âgé de 88 ans.

Plaissan a gardé de ses anciens prieurs un souvenir pieux et reconnaissant, et une vénération dont semblent bénéficier, par héritage, ses humbles desservants du XIX^{me} siècle.

§ 2. — LES BIENS DU PRIEURÉ.

Ils sont ainsi énumérés dans le compoix de 1782 :

1^o Une maison et terrasse dans les murs, appelée : la Maison curiale...

2^o Plus un petit champ près le cimetière, dépendant du prieuré de Plaissan...

3^o Plus un autre champ derrière le cimetière, dépendant aussi du prieuré...

4^o Plus un autre champ près le cimetière, dépendant aussi du prieuré...

5° Plus une vigne au tènement du Bousquet, dépendant aussi du prieuré de Plaissan.....

En tout : une maison, trois champs et une vigne.

De plus, le dernier prieur, Mathieu Bousquet, possédait personnellement :

1° Un jardin et patu, *sous la terrasse du presbytère ;*

2° Plus un petit champ avec trois oliviers près du cimetière....., *confrontant pour limites....., autre petit champ dépendant du prieuré.....;*

3° Plus une vigne au Bousquet, confrontant du marin et septentrion, *autre vigne dépendante du prieuré.....*

Dans la pensée du dernier prieur, ces biens étaient destinés, sans doute, à agrandir les terres du prieuré.

Il ne reste, de tous ces biens, entre les mains des curés, que le vieux presbytère et la terrasse. Les champs et vignes ont été vendus comme biens nationaux et leur revenu, auquel s'ajoutaient les dîmes, remplacé par le modeste traitement des desservants.

Puisse-t-il, du moins, ne pas leur être contesté, ni supprimé !

§ 3. — ÉCOLES.

Il semble, à entendre les hommes de nos jours, que l'instruction primaire, dans les campagnes surtout, ne date que de la troisième République ; avant ces vingt dernières années et surtout dans les temps antérieurs à la grande Révolution, il ne pouvait y avoir que des ignorants, puisqu'il n'y avait point encore de palais scolaires et qu'on n'avait pas découvert « les aptitudes pédagogiques. »

Leur ignorance, sinon leur mauvaise foi, serait vite dissipée si ces hommes prenaient la peine de parcourir, à défaut d'ouvrages spéciaux, les registres de leur commune.

Plaissan était certes une bien petite « communauté », comprenant 200 âmes environ, et il y avait un régent et une régente des écoles.

Le régent des écoles remplissait, comme à peu près partout de nos jours, les fonctions de secrétaire, et signait à côté du prieur et du secondaire, avec la mention : « régent des écoles » ; c'est ainsi que nous avons pu relever leur nom et constituer, en quelque sorte, la généalogie scolaire depuis 1674 jusqu'en 1789.

Plusieurs se marièrent dans le pays et devinrent les chefs de familles honorables qui existent encore.

Ecole de filles.— Nous avons même pu nous convaincre qu'il y avait en même temps une école de filles avec sa régente; témoin l'acte de décès ci-dessous :

De 1770, il est fait mention que « Marguerite Vialet, régente des écoles de filles, fut ensevelie avec honneur dans l'église de Plaisan. » Il y avait donc autant d'écoles qu'aujourd'hui.

Ce serait le cas de dire, après cent ans de prétendu progrès, « qu'il ne valait pas la peine, assurément, de changer de gouvernement. »

§ 4. — SERVICE PAROISSIAL

Baptême. — En parcourant les registres de baptême, il ressort que les ondoiemens à domicile par la sage-femme ou le chirurgien, à cause du danger de mort, étaient bien plus fréquents que de nos jours ; mais on a eu soin de spécifier ensuite, dans la cérémonie du baptême, que ni le parrain, ni la marraine n'ont, en ce cas, contracté aucun empêchement.

Il ressort encore la louable coutume de conférer ce sacrement le samedi-saint et la vigile de la Pentecôte, après la bénédiction solennelle des fonts. Cette cérémonie est presque toujours suivie d'un ou plusieurs baptêmes.

Quelques formules à noter :

15 juillet 1682, a été baptisé.... il était le septième enfant mâle de Dominique-François Bonnel et de Catherine Pouget, lesquels eurent un huitième garçon et pas de fille.

1718, ondoyement.... baptisé par Maître Banis, chirurgien, la tête de l'enfant paraissant seule hors du ventre de la mère.

Confirmation.— Lesacrement de confirmation était conféré comme de nos jours, à l'occasion de la visite pastorale.

Le lieu de Plaisan semble avoir été privilégié autrefois aussi pour les visites épiscopales. Voici celles que nous avons relevées : le 4 octobre 1693, le 9 avril 1699 et le 26 avril 1704, par Mgr Charles des Abris de Rousset ; *idem* le 1^{er} avril 1712 à Saint-Pargoire, le 13 octobre 1718 et le 17 mai 1726.

Mariage. — Mœurs chrétiennes. — Une bonne leçon à ceux qui s'oubliaient :

En 1683, un jeune homme de Puilacher et une jeune fille de Plaissan, n'écoulant que leur inclination et « le diable aussi les poussant », avaient anticipé sur les droits du mariage.

Il fallait les épouser : c'est ce qu'on fit, au mois d'avril 1684; mais le registre porte « qu'ils n'ont été publiés et conjoints qu'après qu'ils ont eu demandé pardon publiquement, dans l'église paroissiale, un dimanche à l'issue du prône, de la faute publique commise par eux.

Leçon salutaire, qui devait faire réfléchir et reculer ceux que les passions de la jeunesse auraient poussés à s'écarter de leur devoir.

Sépultures. — Dans les actes de sépulture, les prieurs indiquent, avec beaucoup de soin, si le défunt a reçu les sacrements de pénitence, d'eucharistie et de l'extrême-onction.

Dans les cas assez rares où le défunt n'a pu recevoir les sacrements, à cause de mort subite ou de délire ; surtout si le défunt avait été infidèle au devoir pascal, il est dit, pour légitimer sans doute les obsèques religieuses, que le défunt s'était confessé dans l'année ou même qu'il s'était adressé aux prêtres ou aux religieux des environs.

Les inhumations dans l'église sont très nombreuses : près de 50 dans un siècle. De ce nombre sont trois prêtres, dont deux prieurs et un nommé François Pouget, curé de Saint-Pierre de Cardonnet (entre Saint-Paul et Aumelas) qui paraît être natif de Plaissan ; puis, parmi les laïques, tous ceux ou celles qui sont bourgeois, fils, fille ou femme de bourgeois.

Lorsque, pour des raisons particulières on y ensevelit un métayer ou des gens dont l'orthodoxie laissait à désirer, il faut la permission de Mgr l'Evêque ou de son grand-vicaire. Les inhumations, dans les églises, étaient alors une source de revenus pour les Fabriques.

LE QUERCY EN 1707

TROUBLES OCCASIONNÉS PAR LES TARD-AVISÉS

UNE PAGE D'HISTOIRE LOCALE

Par M. l'Abbé TAILLEFER

CURÉ DE CAZILLAC (TARN-ET-GARONNE)

Si la campagne de 1707 (Flandre et Espagne) n'avait pas entièrement répondu aux espérances de Louis XIV, elle avait surtout trompé l'attente de ses ennemis, et, à coup sûr, elle n'avait point été mauvaise pour la France. La gloire de nos armes avait été maintenue sur le Rhin et par-delà les Pyrénées ; aucun nouveau revers n'avait été infligé à la France dans les Pays-Bas ; les deux puissances maritimes venaient d'échouer en Provence, en Aragon, en Portugal, et le parti de la paix commençait à faire entendre de vifs murmures dans les cités commerçantes de Hollande et d'Angleterre (1).

Cependant les souffrances du royaume s'aggravaient dans une progression rapide. On avait prodigué le sang et les trésors des Français pour maintenir, en Espagne, une dynastie capétienne, et, en vue d'un pareil résultat, les sacrifices auraient dû paraître peu de chose.

Les populations ne raisonnaient pas ainsi ; impatientes de la guerre, elles déploraient chaque jour davantage la nécessité de combattre ; le peuple était à bout de ressources ; il ne savait comment suffire à la taille, aux gabelles, aux aides, à la capitation, à l'impôt du dixième, etc. La nécessité des affaires avait fait embrasser toutes sortes de moyens pour avoir de l'argent. On en vint jusqu'à établir un impôt sur les baptêmes et les mariages.

(1) Gabourg, *Histoire de France*, t. XV, p. 477.

Ce fut l'excès de ces taxes et de ces impôts sans nombre et surtout le mode violent et vexatoire de perception qui exaspérèrent les habitants du Quercy. Si cet édit de juin 1705 avait été présenté en temps ordinaire et sans caractère fiscal, dans le seul but de donner aux registres de l'état civil plus de garantie et d'authenticité, la mesure eût été favorablement accueillie ; mais, étant donné l'état déplorable des finances et la misère, ce dernier coup excita la révolte.

Nous ne voulons pas retracer le tableau de ces temps malheureux ; on le trouvera dans des ouvrages spéciaux (1) ; nous nous contenterons de résumer les faits en y ajoutant plusieurs documents nouveaux.

Troubles du Quercy, mars et avril 1707.

Le nouvel impôt, avons-nous dit, causa du scandale et amena des protestations affligeantes. Dans le Quercy, plus particulièrement, les habitants des campagnes refusèrent de s'y soumettre. « Il y eut même, d'après le journal du marquis de Dangeau, une petite sédition dans l'évêché de Cahors ; beaucoup de paysans armés se voulurent emparer de Cahors » (2).

D'autre part, un mémoire du temps ajoute : « On ne doit pas omettre un événement très singulier et qui marque bien l'autorité souveraine de la religion, lorsqu'elle s'explique par l'organe d'un homme de bien. En mil sept cens six (3), deux mille homes armés de la paroisse de Moncabrié ou des lieux les plus voisins, furent trouver M. de la Serre. Ils lui dirent qu'ils alloient joindre une grande troupe qui étoit déjà en chemin pour aller demander à l'intendant de la Province la décharge des subsides, dont le peuple étoit accablé ; mais qu'avant de partir, ils venoient prendre la bénédiction de leur Pasteur. (On appela alors ce grand attroupement les *Tard-avisés*).

(1) *Histoire des paysans*, par E. Bonnemère. — *Histoire financière de la France*, par A. Bailly. — *Etudes sur le régime financier de la France*, par M. Vintry. — *Les Tard-avisés, ou révolte des paysans, dans le Quercy*, par M. F. Caugardel. (Ce dernier ouvrage nous a fourni des notes précieuses.) *Mémoires de Saint-Simon*.

(2) *Journal du marquis de Dangeau*, t. XI, 1706-1707, p. 322.

(3) Il faut lire nécessairement 1707.

M. de la Serre leur répondit qu'il alloit dire la messe et qu'il leur ordonnoit de venir l'entendre. Tous y furent sans résister. Après la messe, le Pasteur monta en chaire, représenta avec vivacité que les attroupements étoient défendus, et finit en leur disant qu'ils étoient venus pour lui demander sa bénédiction ; qu'il donoit au contraire sa malédiction à tous ceux qui ne quitteroient pas les armes et qui ne retourneroient pas à leur maison. Toute la troupe interdite obéit sur le champ. » (1).

D'après cette note, le mouvement de révolte aurait subitement cessé sur un point. Mais il n'en était pas ainsi partout. Le secrétaire de l'évêque de Sarlat écrivait, le 16 avril, qu'en se rendant à Cahors, au mois de mars précédent, il avait trouvé que « les paysans armés avaient brûlé et démoli les maisons des contrôleurs de bans de mariage ; qu'il avait été obligé de passer parmi quatre compagnies de ces mutins, et qu'à Uzech, on sonnait les cloches pour les rassemblements ; que les hommes criaient comme des enragés et les femmes comme des diablesses ; enfin, que le but était d'arriver jusqu'à Cahors et de s'emparer de la ville, s'il n'était pas fait droit à leurs requêtes (2). »

L'intendant de Montauban confirme lui-même ces bruits, et explique un peu ce mouvement lorsqu'il écrit à noble Jacques d'Escayrac, seigneur de Lavernède et Labastide : « Plusieurs communautés du Quercy se sont révoltées et mises sous les armes, pour s'opposer à l'exécution des ordres du Roy. Les principaux des habitants envoient même, pour fomenter la révolte, des billets de communauté en communauté, et cela pour engager les autres habitants à se ranger dans leur parti (3). ».

L'appel n'était que trop bien entendu. Les groupes se formaient, mal armés sans doute, car « les uns avaient des pioches, les autres des hallebardes, d'autres des faux manchées à l'envers et autres

(1) Mémoires pour servir à la vie de M. de La Serre, prieur, seigneur de Pomevic (mort à 80 ans, le 25 avril 1743), archiprêtre de Moncabrié et vicaire général d'Agen. (Communiqué par M. L. Greil, de Cahors.)

(2) Cette lettre était adressée à M. de Suduirant, premier président de la Cour des aides de Guyenne

(3) Lettre de Mgr l'intendant Legendre, 17 mars 1707. (Archives du château de Lauture, LL).

instruments semblables, avec deux tambours et deux drapeaux, l'un noir, l'autre blanc », mais ils ne s'organisaient pas moins pour la résistance. Aussi l'intendant disait-il au seigneur de Lavernède : « Il est important, pour le service du roi et la tranquillité publique, d'arrêter les désordres que causent ces malintentionnés ». Et il le priait, « dans le cas où ses gens auraient fait cause commune avec les révoltés, de les contenir dans le devoir, et même de se mettre à leur tête pour dissiper les séditeux et empêcher qu'ils ne fassent aucun désordre ». Il voulait bien espérer que, dans son zèle pour le service du roi, il ne manquerait pas de « donner de si bons ordres, dans ses terres, que ses habitants seraient détournés de suivre de si mauvais exemples, et qu'au contraire, ils s'opposeraient aux entreprises de tous ces malheureux. »

Jacques d'Escayrac comprit la mission qui lui était confiée. De concert avec M. de Bellend, seigneur de Batenq, son voisin, il sut contenir ses vassaux dans le devoir. Mais c'était là un effort isolé.

Entre temps une émeute éclatait à Catus, à deux lieues de Cahors ; il fallut trente grenadiers du régiment de Normandie, commandés par un officier sage, pour s'assurer des coupables et intimider cette troupe mutine (1). Elle l'était, en effet, et tous moyens lui étaient bons pour recruter le plus de partisans possible ; et là où la persuasion ne suffisait pas, ils employaient volontiers la menace. Témoin, ce billet adressé aux consuls du Montcuq : « Ce 14 mars 1707, Messieurs de Montcuq, vous êtes avertis que, si vous ne faites pas cinquante hommes demain matin, et remis à Mercuès, vous serez brûlés » (2).

Ils descendaient d'ailleurs du Haut-Quercy. Cinq à six mille étaient réunis, le 6 mars, au village de Mercuès, où l'intendant se rendit avec l'espoir de tout pacifier (3). Il épuisa toutes les voies de douceur et dut revenir à Montauban. Mais il était à peine sorti de Cahors, que cette ville fut investie par une troupe de huit mille rebelles. La nouvelle que deux bataillons s'y étaient enfermés et s'apprétaient à soutenir leur choc parut d'abord les faire hésiter. Ils n'en donnèrent pas moins l'assaut et furent repoussés.

(1) Lettre de l'intendant au Contrôleur général, 9 mars 1707.

(2) Archives nationales, G^r, 396.

(3) Fragment d'une lettre de M. le Franc au Contrôleur, 16 mars.

Dans l'intervalle, M. de Savignac, envoyé par l'intendant pour juger par lui-même de la gravité du soulèvement, lui témoignait « de la bonne volonté de M. de Bellend à faire exécuter les ordres du Roy. » Il écrivait encore, à son retour, à M. d'Escayrac, qu'il avait été très satisfait de constater « qu'il avait toute sorte d'attention sur la conduite de ses paysans » ; et, très heureux d'en instruire l'intendant, il l'assurait que ce dernier « lui donnait toute sa confiance et espérait qu'il voudrait bien lui continuer ses services pour le Roy et le bien public ». Mais, ajoutait-il : « M. le Maréchal (1) a écrit à toutes les communautés où il y a des rebelles, pour qu'on luy envoie des députés. Il se rassemble ici beaucoup de troupes ; Dieu veuille qu'il n'y ait pas lieu à les retenir et que nous vivions dans une paix profonde (2) ».

En effet, une partie des troupes qui se rendaient en Espagne reçurent l'ordre de se diriger sur Cahors.

En outre, le roi avait envoyé à l'intendant Legendre l'ordre de suspendre l'exécution de l'édit en question. Celui-ci l'avait immédiatement transmis à ses officiers. Cette « marche en arrière » n'arrêta pas les révoltés, qui craignaient trop une plus grande tromperie. Aussi le duc d'Orléans, qui se disposait à partir pour l'Espagne, dut-il attendre, durant huit jours, que ses troupes fussent revenues de Cahors, où elles avaient été envoyées pour dissiper les séditieux (3).

D'ailleurs le roi venait de confier la mission de tout pacifier à un homme du pays, qu'il combla pour ce fait des plus grandes faveurs. C'était un choix vraiment heureux. Par sa naissance, en effet, M. de Durfort, comte de Boissières, avait dans la province une grande autorité. Après s'être employé à dégager les soixante grenadiers du régiment de Normandie bloqués dans le château de Mercuès (4), il fit arrêter la multitude des gens armés, leur parla avec calme, mais sans courir de risques, et leur promit de s'en aller à Montauban, pour entretenir l'intendant en leur faveur. Il revint ensuite leur rendre compte de sa mission, « leur parla fortement et leur lut la lettre qu'il

(1) *Journal du marquis de Dangeau*, mardi, 22 mars, p. 323, *loc. cit.*

(2) Lettre de M. de Fouilhac.

(3) M. le maréchal de Montrevel.

(4) Lettre du 26 mars (archives de Lauture, *ibid.*).

avait reçue de l'intendant, par laquelle il leur promettait de les mettre à couvert des injustices des gens d'affaires et leur faisait espérer toute sorte de bons traitements s'ils rentraient dans leur devoir ». Les négociations n'aboutirent pas immédiatement ; il y eut une escarmouche dans un faubourg de Cahors, pendant toute la nuit, avec les sentinelles. Le lendemain, sur la proposition de M. de Boissières, les rebelles nommèrent huit députés chargés de les représenter auprès de l'intendant, alors à Cabrerets.

Mais, entre temps, « tout le monde avait mis armes bas au bruit de la marche du seigneur maréchal et les députés des paroisses avaient fait leur soumission pour l'avenir, d'être bons et fidèles serviteurs du roi ; sur quoi, ledit seigneur leur aurait fait espérer grâce » (1). La paix se rétablit promptement, et, le 3 avril, parvenait, à Paris (2), la nouvelle que les troubles du Quercy étaient terminés ; les paysans qui s'étaient attroupés avaient insensiblement regagné leurs villages.

Mais, si le Quercy rentrait sous l'obéissance du roi, il n'en était pas de même dans le voisinage. Le lieutenant-général de Sarlat écrivait, en effet, que l'émotion causée par les rebelles dans les environs de Gourdon s'était étendue en dehors de la province, notamment à Daglan et à Saint-Martial (3). Ainsi, après le Quercy, le Périgord était le théâtre des mêmes désordres. Les paysans avaient pillé quelques bureaux de contrôleurs et s'étaient rendus maîtres de quelques châteaux. Ils s'étaient même emparés d'une petite ville où ils s'étaient installés, et avaient déclaré qu'ils étaient prêts à payer la taille et la capitation, la dime à leurs curés et les redevances à leurs seigneurs ; qu'ils étaient fidèles sujets du roi ; mais qu'ils ne pouvaient et ne voulaient point entendre parler d'autres impositions (4).

Il semble, ajoute le même journal (5), « qu'il n'y eut point de nouveaux convertis parmi eux, ni qu'il se soit agi de religion. Ils ont forcé deux ou trois gentilshommes de se mettre à leur tête, et sont mal armés et presque tous pieds nus, mais en assez grand nombre. »

(1) Extrait du cahier journal de M. Cazes.

(2) *Journal du marquis de Dangeau, loc. cit.*, p. 334.

(3) Lettre du sieur Gérard au contrôleur général, 16 mars 1707.

(4) *Journal du marquis de Dangeau*, p. 334.

(5) *Ibid.*, p. 342.

En effet, le maréchal de Montrevel, ayant annoncé qu'il se dirigeait de ce côté, se rendit « à un lieu qu'on appelle Castelnau, auprès d'un autre qu'on appelle Campagniac, où la révolte avait été la plus générale » (1). A cette nouvelle, tous ceux qui avaient pris les armes les mettent bas, mais toutefois sans vouloir les déposer dans le château, ainsi que cela venait d'être convenu. Ordre est alors donné de mettre le feu à toutes leurs maisons. Ce que voyant, les habitants vinrent crier miséricorde et rendre aussitôt les armes. Il leur fut pardonné, et le lendemain la soumission continua ; sept ou huit autres paroisses rendirent les leurs » (2).

Il y eut aussi « un commencement d'émotion en Agenais. Le maréchal de Montrevel s'avança jusqu'à Villeneuve, où il resta trois ou quatre jours, et cela suffit pour maintenir dans le devoir tous les malintentionnés » (3).

Enfin le dimanche, 10 avril, le roi reçut, à Versailles, un courrier du maréchal de Montrevel apportant la nouvelle que le soulèvement du Périgord était fini sans aucune effusion de sang. Ce courrier, neveu du comte de Boissières, ajoutait que le maréchal avait laissé en ce pays quelques bataillons destinés à ôter à tous ces malins-là l'envie de recommencer » (4).

Le comte de Boissières, dont le rôle fut si prépondérant dans cette circonstance, et qui avait montré au milieu de ces troubles tant d'énergie, de présence d'esprit et de générosité, rendu de si grands services au roi, à la province et même aux révoltés, fut nommé par le roi commandant de Cahors et du Quercy (5).

Ainsi finit cette révolte, qui pouvait avoir pour la France, dans les circonstances si fâcheuses où elle se trouvait, les plus graves conséquences. Quelques personnes périrent : d'autres, en plus grand nombre, furent ruinées. Quant à l'édit, on fut obligé d'en suspendre l'exécution et de le laisser tomber en désuétude.

(1) Lettre de M. de Foulhac.

(2) *Ibid.*

(3) Autre lettre de M. de Foulhac.

(4) *Journal du marquis de Dangeau, loc. cit., p. 342.*

(5) Cangardal, *Les Tard-avisés*, pp. 49 et 52.

LA REVUE DE GASCOGNE
ET LES
ARCHIVES HISTORIQUES DE LA GASCOGNE

Par M. l'Abbé Léonce COUTURE

DOYEN DE LA FACULTÉ LIBRE DES LETTRES DE TOULOUSE

MESSIEURS,

On a bien voulu me permettre de vous entretenir quelques instants de deux publications qui me sont chères et qui ne peuvent être indifférentes aux amis de l'histoire, mais qui ont le tort de sortir du cadre provincial où doivent se renfermer les travaux de ce Congrès. J'espère que vous voudrez bien excuser ce défaut. D'autant plus que, malgré les apparences, le sujet, quoique gascon, touche assez directement les languedociens à qui j'ai l'honneur de parler. Je veux dire, quelque outrecuidante que paraisse mon affirmation, que je vais leur montrer par l'exemple, par une simple et rapide indication de faits, comment on peut, dans un milieu provincial encore dépourvu de publications historiques régulières, fonder, faire vivre, faire durer et prospérer, d'abord une revue *exclusivement* vouée à l'histoire, à l'archéologie et à la philologie *de la région*, ensuite une série continue de vieux textes historiques du même ordre, publiés en beaux et bons volumes, avec tous les éclaircissements et dans la méthode sévère qu'exigent les derniers progrès de ces délicates et précieuses études.

L'exemple est d'autant plus frappant, d'autant plus décisif — veuillez le remarquer — qu'il vient d'un pays pauvre à bien des égards. Pauvre financièrement, je n'ai pas besoin de le prouver, surtout en cette période où des fléaux divers, mais également funestes, ruinent à la fois les producteurs de céréales et les propriétaires de vignobles. Pauvre intellectuellement, certes je n'oserais le dire, mais enfin

dépourvu de tout centre important, de grandes institutions savantes, d'archives considérables ; où, par conséquent, bien peu d'hommes peuvent se vouer, avec suite et avec fruit, à l'étude de l'histoire, telle que l'entendent avec raison les écoles et les maîtres de notre temps. Eh bien ! vous allez voir comment, avec si peu de ressources apparentes, Auch a pu se donner ce qui manque à des villes bien autrement pourvues en tout sens : je veux dire — j'ai déjà dit — une revue *locale* d'érudition sérieuse, et par surcroît une belle et importante série de volumes de documents inédits : soit la *Revue de Gascogne*, d'une part, et de l'autre les *Archives historiques de la Gascogne*. Celles-ci ont déjà onze ans ; la revue en a trente-cinq ! Commençons donc par elle le simple exposé historique que je vous ai promis.

* *

Voici en quelques mots l'origine et l'histoire de ma *Revue* (j'expliquerai tout à l'heure cet adjectif possessif).

Mgr de Salinis, archevêque d'Auch, dans le synode diocésain de 1839, créa un « Comité d'histoire et d'archéologie de la province ecclésiastique d'Auch », ayant ce double but : étudier le passé de cette province et préparer l'histoire du présent. Cette fondation était justifiée, dans les considérants de l'ordonnance synodale, surtout par l'importance de la tradition, qui est « la vie des églises particulières », et par la funeste interruption de la chaîne traditionnelle au début de notre siècle. L'organisation de ce Comité comportait un bureau central et des correspondants cantonaux ; il devait avoir pour organe un bulletin périodique donnant des mémoires et des documents.

Je dois avouer que l'organisme et le fonctionnement du Comité ne furent pas de longtemps, ne furent même jamais bien complets et bien réguliers. Mais le « bulletin » parut et, malgré des tâtonnements et des difficultés inévitables, vécut et dura ; car il vit encore, quoiqu'il ait depuis longtemps changé de titre.

Tout d'abord il ne pouvait guère accorder aux choses présentes la place que semblait leur réserver l'ordonnance synodale de 1839. La *Semaine religieuse*, heureusement, vint le décharger de presque toute cette partie du programme primitif. Dès lors, les correspondants cantonaux n'eurent pas de rôle bien marqué. Les autres membres titulaires ou correspondants du Comité ne furent pas eux-

mêmes fort nombreux ni, pour la plupart, fort actifs. Néanmoins la copie, généralement fort appréciable, ne manqua pas, grâce surtout à l'activité personnelle et au zèle très accueillant du premier directeur, M. l'abbé Canéto, auteur de l'*Atlas de Sainte-Marie d'Auch*, à qui l'histoire et l'archéologie de notre province devront une éternelle reconnaissance.

Le *Bulletin du Comité d'histoire et d'archéologie* de la province ecclésiastique d'Auch, successivement trimestriel, bimestriel et mensuel, avait déjà donné, en quatre années, quatre gros volumes sous ce titre un peu lourd. Ces volumes furent, du reste, fort bien accueillis dans la région et même encouragés par les Sociétés savantes de Paris. Le recueil prit alors un nouveau titre, « sans changer de ton ni de sujet », disions-nous au début du cinquième volume (1864), intitulé : *Revue de Gascogne*. Cette désignation parut se prêter mieux « aux exigences de brièveté du langage usuel ». Peut-être annonçait-elle déjà, presque à notre insu, un certain changement insensible qui se produisait dans le personnel et dans les travaux du Comité, et qui finit, le 15 mars 1869, par éliminer ce nom même de Comité, remplacé par celui de « Société historique de Gascogne ».

Le 12 avril de la même année, la périodicité régulière des réunions était décidée, avec l'adoption d'un nouveau règlement, moins ecclésiastique que celui de 1859, et qui débutait par cet en-tête : « La Société historique de Gascogne (Comité d'histoire et d'archéologie de la province ecclésiastique d'Auch), tout en conservant le but et le programme qu'elle a reçus, dès son origine, de son illustre fondateur, Mgr de Salinis, adopte, en raison des nouveaux développements que lui impose le progrès des études provinciales, un règlement plus précis et plus détaillé dont la teneur suit... » Je vous fais grâce de cette teneur, Messieurs. Les articles qui concernent l'organisation et les réunions de la Société n'ont pas tous tenu jusqu'à ce jour, quoiqu'ils aient eu une notable et utile influence. Mais ce qui s'est maintenu, ou plutôt ce qui a gagné sensiblement d'une année à l'autre, c'est la valeur et l'intérêt de la publication. Il est vrai que les infirmités de l'éminent directeur furent une épreuve sérieuse pour l'œuvre plusieurs années avant sa mort, survenue en 1884. Mais le pli était pris, la marche réglée ; de nouveaux et plus nombreux collaborateurs avaient notablement relevé le niveau scientifique de notre humble périodique provincial et, en augmentant sa notoriété,

garanti son avenir, au moins du côté de la rédaction (je toucherai tout à l'heure l'inévitable question financière).

J'hésite à louer davantage une publication dont je suis, depuis des années, le seul directeur, quoique je ne prenne à la rédaction qu'une part très secondaire, au moins pour les articles de fond. Mais j'ai dû faire, il y a quelques années, l'éloge de ma *Revue* devant une réunion de mes compatriotes : vous devez savoir que pareille tâche est, en famille, aussi délicate pour le moins que devant des étrangers.

Je demande la permission de vous lire partie de ce morceau, y compris un exorde par insinuation, qui est encore plus opportun à Montpellier qu'il ne l'était à Auch : je promettais d'être bref, en particulier pour une raison toute personnelle. « J'ai l'honneur, disais-je, d'être le directeur officiel de la *Revue de Gascogne* depuis des années ; cela suffit, et au-delà, pour rendre mon témoignage plus ou moins suspect de partialité au moins involontaire. Il est vrai qu'à titre de directeur, je n'ai guère qu'à expédier à notre imprimeur de savants travaux que je voudrais avoir faits, et, pour ainsi dire, à fournir le fil pour attacher ensemble des fleurs qui ne me doivent ni leur parfum ni leur éclat. N'importe, je n'abuserai pas de votre patience en parlant longuement.

« On m'assure — et je me permets de le croire — que la *Revue* n'a pas dégénéré depuis l'époque, déjà lointaine, où elle recevait les précieux éloges et les communications plus précieuses encore d'un de nos maîtres les plus autorisés et de nos critiques les plus sévères, M. Paul Meyer, professeur à l'école des Chartes et au Collège de France. Laissant à d'autres publications la chronique vivante, la littérature du jour, les causeries légères et les élucubrations poétiques, elle s'est obstinément fixée sur le terrain de l'archéologie et de l'histoire provinciales. Mais dans ce domaine, plus étendu qu'il n'en a l'air, elle a rendu de sérieux services et fourni à l'érudition historique des contributions toujours instructives, souvent attachantes et quelquefois tout à fait neuves. Il me serait trop aisé de justifier cet éloge sommaire par le suffrage des meilleurs juges — à commencer par les deux revues spéciales et rivales les plus compétentes dans l'espèce : la *Revue historique* et la *Revue des questions historiques*. Il me serait également facile de citer à l'appui les travaux importants publiés dans la *Revue de Gascogne*, seulement

depuis deux ou trois ans. Mais vous vous rappelez tous, Messieurs, sans que j'insiste, quelle moisson de précieux documents inédits nous ont apportée ces deux infatigables et heureux chercheurs, MM. Tamizey de Larroque et A. Communay ; — quelles lumières a jetées sur l'intéressante et passionnante question de l'instruction publique sous l'ancien régime, le laborieux et modeste historien du collège de Condom, M. J. Gardère ; — quels enrichissements doivent à notre vice-président, M. Adrien Lavergne, l'archéologie et l'épigraphie gallo-romaines de nos contrées, ainsi que l'itinéraire gascon des pèlerins de saint Jacques au moyen-âge et dans les temps modernes ; — quelles précisions nouvelles nos origines gauloises, gallo-romaines et barbares ont reçues du futur historien de notre Aquitaine, M. J.-Fr. Bladé ; — quelles curieuses révélations sur l'histoire médicale de notre pays, si fécond en médecins, nous prodigue le savant et spirituel docteur Desponts ; — quelles découvertes imprévues sur un ordre religieux oublié et sur les anciennes possessions de l'église de Bethléem dans nos contrées, a bien voulu nous communiquer un membre illustre de l'Institut de France, le savant fondateur et président de la Société de l'Orient latin, M. le comte Riant ; — quelle multitude de faits et de documents neufs et hautement intéressants pour nous Gascons, d'abord, et puis pour notre histoire nationale et pour celle de l'Italie, nous a fournis un des plus jeunes, mais des plus éminents travailleurs de la Société historique, M. Paul Durrieu.... Je lui disais naguère quelle reconnaissance nous lui devons pour ce beau travail sur les *Gascons en Italie*, dont il nous a donné la primeur. Il répondait en m'assurant que le devoir de la reconnaissance ne revenait qu'à lui, et qu'il devait à la *Revue de Gascogne* l'insigne honneur de la médaille d'or décernée à ce travail par l'Institut de France....

« Je passe sous silence, non par ingratitude ni par oubli, mais pour abrégér, bien des noms et des travaux qui sont chers à la *Revue* et dont la modestie n'enlève rien au mérite sérieux et vraiment scientifique. Beaucoup de nos collaborateurs bornent nécessairement leurs recherches aux étroites limites de leur canton, de leur ville ou de leur village ; de plus, ils ne peuvent pas toujours les éclairer à la lumière des derniers progrès de la science. Mais, grâce à la vraie méthode, qui est faite d'attention et de sincérité scrupuleuses, ils nous apportent des faits nouveaux et bien établis, et par là même ils coopèrent plus modestement, mais non moins utilement, que les historiens de

profession, à la restitution exacte et complète du passé, qui est notre suprême ambition... »

C'est ainsi que je parlais en toute sincérité et sans ombre de complaisance personnelle, il me semble, en 1887. Depuis lors, la *Revue* a gagné encore et constamment en solidité, en variété, en véritable intérêt, même pour les personnes qui ne lisent pas volontiers de vieux textes trop longs : vous verrez tout à l'heure comment ces textes ont trouvé ailleurs une place plus avantageuse et plus commode. De plus, dans ces dernières années, les séances périodiques de la Société archéologique d'Auch, sœur de la Société historique de Gascogne, sont venues chaque mois verser dans nos pages un trésor sans cesse renouvelé de trouvailles piquantes et inattendues dans l'histoire du passé historique et monumental de notre pays.

Nous sommes donc plus vivants que jamais — pourvu que le nerf de la guerre, l'argent, ne vienne pas à nous manquer. Il faut bien le dire, Messieurs, nous n'avons jamais fait de bénéfices financiers. Souvent même, nous avons eu besoin d'un secours, peu considérable d'ailleurs, soit du Ministère de l'instruction publique, soit du Conseil général du département. Ces appuis n'ont pas été constants, vous le devinez, dans une période de trente-cinq ans, si orageuse et si éprouvée. Il a même fallu y aller de quelque sacrifice personnel. Vous savez dans quel pays pauvre nous travaillons. Ah ! que ce serait autre chose à Montpellier, par exemple ! Là, on pourrait assurément demander plus de 6 francs pour un gros volume de 600 pages, orné, au besoin, de dessins archéologiques ; on aurait, d'ailleurs, sans peine, dans les riches départements de la région, plus que les trois à quatre cents abonnés, auxquels s'est toujours bornée l'ambition de la *Revue*. Quoi qu'il en soit, je le répète, nous vivons et nous comptons durer. A l'heure qu'il est, *nous faisons nos frais*, et c'est assez pour des travailleurs dévoués, comme le sont tous mes collaborateurs. Sans doute, nous avons plus de souscripteurs à la première heure. Mais les nombreux abonnés de pure complaisance se sont naturellement retirés les premiers ; après eux, sont partis les lecteurs *littéraires*, qui nous demandaient des chroniques actuelles, voire des poésies. — Notez, à ce propos, que nous serions morts depuis beau temps déjà, si nous avions écouté ces vœux imprudents. — En restant rigoureusement fidèles à notre programme d'histoire, d'archéologie et de philologie gasconnes, nous avons gardé les vrais amis de ces

nobles études, que nous nous flattons de servir sérieusement. Nous ne voulons pas d'autres clients, nous espérons seulement en grossir le nombre.

Je crains d'avoir déjà dépassé les justes bornes en vous entretenant d'une œuvre étrangère à votre province, Messieurs. Je sais d'ailleurs que je parle ici devant plusieurs écrivains qui se sont déjà dévoués au même ordre d'études avec autant de talent et d'activité que nos plus vaillants chercheurs de Gascogne. Je ne voulais que leur montrer — et c'est fait, je crois, — la possibilité de fonder et de faire vivre, dans un centre provincial, un recueil d'érudition historique vraiment sérieux, propre à répandre la connaissance et le goût de ces recherches, en les mettant à la portée même des plus humbles travailleurs de village.

..

Pour expier ma prolixité au sujet de la *Revue*, je vais me borner à peu de mots sur nos *Archives historiques de la Gascogne*. Ce n'est pas seulement parce que cette publication est plus jeune de vingt-trois ans ; c'est surtout — n'en soyez pas surpris — à cause de son importance vraiment exceptionnelle. Si vous avez par hasard rencontré un seul de ses fascicules, vous avez pu juger *de visu* que l'exécution matérielle, vraiment excellente et même luxueuse, peut rivaliser avec les plus beaux produits de la typographie parisienne. Quant à leur intérêt historique, les titres seuls de quelques-uns de ces beaux volumes vous le démontreront tout à l'heure. Enfin, pour la préparation des textes et la valeur des introductions et de l'annotation critique, qu'il me suffise de vous citer un petit fait caractéristique. Une grande institution officielle, — pourquoi ne pas la nommer ? — la Faculté des Lettres de Toulouse a mis en train depuis quelques années deux séries de publications de textes (elles paraissent, en effet, lentement, mais très honorablement, en beaux volumes chez M. Privat). Eh bien ! dès la première heure, un savant, fort indépendant de notre petite société, dans une revue, nullement suspecte de cléricisme et connue d'ailleurs par son extrême sévérité, la *Revue critique*, proposait pour modèle aux collaborateurs de la collection toulousaine les fascicules jusqu'alors publiés des *Archives historiques de la Gascogne*.

Ce qui doit vous préoccuper ici, Messieurs, c'est d'apprendre comment s'est fondée, dans un pays dont je vous ai déjà montré les conditions défavorables, une publication si bien établie typographiquement et scientifiquement et qui livre chaque année, pour 12 fr., au moins six cents pages en plusieurs fascicules ayant chacun leur objet et leur titre distincts.

J'ai raconté cette fondation à peu près héroïque dans un article de 1883. Au risque de vous fatiguer encore, mais dans la pensée que la lecture prête moins que la parole libre au danger des longueurs, je vous en communiquerai quelques extraits :

« Cent fois depuis vingt-trois ans que la Société de Gascogne existe, les idées qui suivent ont été échangées de vive voix et par écrit, entre les membres de cette œuvre modeste, mais qui n'a jamais été, Dieu merci, tout à fait oisive : « Notre *Revue* fait quelque chose, mais elle ne fait pas assez. Elle fait avancer insensiblement, un peu chaque mois, notre histoire religieuse, civile, littéraire et monumentale. Mais elle ne peut faire, elle ne fait que très peu pour ce qui est considéré aujourd'hui, non sans graves motifs, comme la partie principale de cette besogne de découverte et de reconstruction, savoir la publication intégrale des documents inédits. Sans doute une certaine place leur est faite, dans chaque livraison à peu près, et de plus presque tous les articles de fond renferment de longs extraits textuels de pièces d'archives, quelquefois même des pièces entières. Mais enfin la *Revue* ne peut publier les documents d'une grande étendue, qui sont tout juste les plus importants. Si elle essayait, à la suite de certains recueils provinciaux, d'insérer de telles reproductions, outre le danger presque certain de rebuter un grand nombre d'abonnés, elle déshonorerait ces vieux documents en les morcelant à l'infini, en les dispersant à travers des matières étrangères, en ne leur donnant, dans des collections difficiles à aborder et à manier, qu'une publicité dérisoire. Non, la *Revue* ne peut pas publier, par exemple, les cartulaires de nos villes, de nos chapitres, de nos vieilles abbayes ; et pourtant, c'est bien à la Société historique de Gascogne, si elle veut garder son nom, que reviennent naturellement l'honneur et la charge de cette publication ».

« Jusque-là tout le monde était d'accord. Nul ne repoussait en théorie cette conclusion : à côté, et sans préjudice de la *Revue*, notre

Société dut entreprendre une autre série de travaux, l'édition de nos principaux documents historiques. Seulement, nos ressources n'ayant jamais réussi qu'à couvrir les frais de publication de la *Revue*, — et encore ! — la question pratique offrait autant de difficultés que la question théorique en présentait peu. Les plus expérimentés, les plus rassis de la troupe (Dieu me garde de dire les plus sages !) voyaient même dans la difficulté financière une vraie impossibilité. D'autres ont eu plus de courage et, avec cette confiance persévérante que le succès couronne toujours, ils ont lentement ourdi, en dehors de nos réunions officielles, leurs trames surnoises... »

Je dévoilais ensuite « ces perfides conspirateurs », avec des détails plus piquants pour mes compatriotes qu'ils ne le seraient pour vous, Messieurs. Je dirai seulement ici que les deux premiers furent : un correspondant de l'Institut, connu de tous les érudits, M. Tamizey de Larroque, et un laborieux ecclésiastique, alors simple curé de campagne, aujourd'hui secrétaire de Mgr l'Archevêque d'Auch, M. J. de Carsalade du Pont. Vinrent ensuite divers membres de la Société et particulièrement son vice-président, M. Adrien Lavergne, qui résumait et réfutait, à peu près comme il suit, la principale objection faite au séduisant, mais périlleux projet, l'objection financière : « On a peine à donner 6 francs, et vous allez en demander 12 par surcroît ! Vous ferez perdre des abonnés à cette pauvre *Revue* de Gascogne, qui n'en a pas trop ! Le moment actuel surtout est bien mal choisi pour un appel de fonds. — C'est précisément pourquoi il faut commencer tout de suite ; demain sera peut-être encore moins favorable. Loin d'enlever des clients à la *Revue*, nous lui en amènerons d'autres. Chacune des deux publications aidera et fera valoir sa sœur... »

J'abrège encore. On résolut de partir, mais seulement après avoir recueilli assez de souscriptions pour couvrir les frais, et, chose étonnante ! grâce à une correspondance infatigable avec presque tous les hommes studieux et les héritiers des familles historiques de la région, ces souscriptions furent bientôt réunies.

Un mot maintenant du mode de publication de nos *Archives*, très différent de celui de la plupart des recueils analogues et, je crois, plus avantageux à tous égards... « On a renoncé à publier des volumes annuels de pièces mêlées. J'avais été frappé très souvent, dans mes recherches, du malheur des documents insérés sans ordre dans

des recueils provinciaux, surtout quand ces recueils sont devenus volumineux. Il n'y a plus moyen de s'y reconnaître ; sans compter que ces encombrantes collections, redoutées des libraires et des bibliothécaires, sont presque toujours inabordables aux travailleurs et reléguées dans les galetas. Une publication par fascicules complets et indépendants, quoique formant série, a, au contraire, le triple avantage de la méthode, de la facilité des renvois et des recherches et du placement utile de chaque travail intéressant telle ou telle spécialité de travailleurs. »

Le succès a répondu aux espérances les plus hardies : il est vrai que les textes importants et les éditeurs les mieux préparés se sont produits avec un ensemble et une promptitude que nul ne pouvait prévoir. Il faut dire aussi pourtant que la question budgétaire, d'abord assez nette, s'est embrouillée quelquefois. La mort fait des vides ; l'inconstance et le nonchaloir en font plus encore. Mais il est resté un bon noyau de clients fidèles ; le département et l'Etat ont aidé, surtout à l'occasion de certaines entreprises particulièrement importantes ; quelques-uns des éditeurs ont généreusement « payé leur gloire », je veux dire fait, en tout ou en partie, les frais du fascicule décoré de leur nom... Enfin, les *Archives* sont bien vivantes et la valeur des travaux qui constituent leurs premiers fascicules, autant que l'importance de ceux qui se préparent, entre autres les *Cartulaires de Sainte-Marie d'Auch* et le *Bullaire gascon de Jean XXII*, leur est une solide garantie d'avenir.

J'ai promis imprudemment une énumération des principaux titres de ce beau recueil. Je ferai observer, avant tout, que, depuis le haut moyen-âge jusqu'à la Révolution française exclusivement, à peu près toutes les époques de notre histoire provinciale y ont déjà reçu quelque importante « contribution ».

La fin du règne de Louis XIV est représentée par la correspondance militaire d'un cadet de Gascogne, due aux soins intelligents d'un de ses descendants, M. Franç. Abbadie. L'époque précédente, par une des publications les plus curieuses de la série entière, *Audijos et la Gabelle*, histoire d'une révolte sanglante et d'une lutte prolongée à l'occasion des exigences tyranniques du pouvoir central en matière d'impôt. En remontant le cours du temps, nous trouvons les *Documents sur la Fronde en Gascogne*, publiés par M. l'abbé de Carsalade ; des séries de *Lettres inédites de Henri IV* et de sa première

femme, par MM. Ch. de la Hitte et Ph. Lauzun; le *Voyage et l'Ambassade en Turquie* de Jean de Gontaut-Biron, par un membre de cette illustre famille; les ravages des *Huguenots en Bigorre et en Béarn*, par MM. Durier, J. de Carsalade et Communay. Pour le moyen-âge, les titres surabondent. Je ne signalerai que les *Sceaux gascons*, commentés en trois fascicules par le très regretté M. Paul La Plagne-Barris, qui a fait généreusement les frais des innombrables gravures; les *Comptes consulaires de Riscle*, donnés par MM. Paul Parfouru et J. de Carsalade, en deux forts volumes qui ont fait la joie et quelquefois, par leurs détails imprévus, le tourment (*lene tormentum*) des amis de l'idiome gascon et de l'histoire des guerres du XV^e siècle, et surtout le *Livre de comptes des frères Bonis*, négociants de Montauban au XIV^e siècle, trois fascicules préparés avec autant de soin que de compétence par M. Ed. Forestié; recueil inappréciable de renseignements sur toutes les industries et tous les détails de la vie publique et privée, à une époque encore bien imparfaitement connue; publication, du reste, si précieuse et si remarquable déjà qu'elle a obtenu, avant même d'être achevée, une des plus belles couronnes de l'Académie des inscriptions et belles-lettres. (Concours des Antiquités nationales de 1891).

Je m'en veux de ne pas citer plusieurs autres fascicules d'histoire urbaine, féodale, ecclésiastique, etc., d'autant plus que je me prive ainsi de rendre hommage à des travailleurs de premier ordre, dont un est là tout près (1); mais celui-là n'a pas besoin d'être loué à Montpellier. Je me suis mis depuis longtemps en demeure... de me taire. Je finis donc en remerciant de leur attention trop bienveillante et trop prolongée mes auditeurs laïques et prêtres. A ces derniers, pourtant, j'aurais peut-être dû faire observer que, dans la Société historique dont j'ai fait connaître les travaux, la première impulsion a été tout ecclésiastique, sans exclure l'élément laïque; que celui-ci a pris depuis une place de plus en plus large, et que cependant la direction positive n'a pas changé d'esprit... ni de mains. C'est peut-être la meilleure explication d'un succès si imprévu et si persévérant. Qu'y a-t-il, aujourd'hui même, de plus fécond, de plus fort et de plus solide que l'Eglise?

(1) M. le chanoine Douais, professeur d'histoire ecclésiastique à l'Institut catholique de Toulouse.

SAINT BENOIT D'ANIANE ET SAINT BENOIT D'ITALIE

Dans la Littérature dialectologique du Midi de la France

(XIII^e-XIX^e SIÈCLES)

Par M. A. ROQUE-FERRIER

La vie comme l'action sociale et religieuse de saint Benoit d'Aniane procèdent de celles de saint Benoit d'Italie. Il m'a donc paru qu'il n'était point inutile de réunir sous un même titre et d'énumérer, avec quelques citations à l'appui, les œuvres littéraires qu'elles ont fait naître, du XIII^e au XIX^e siècle, dans la dialectologie du Midi de la France. Le nombre de ces œuvres n'est pas très considérable et le caractère distinctif qu'elles affectent toutes n'est autre qu'une préférence marquée en faveur de saint Benoit d'Italie. L'ami de Guilhem de Gellone fut un des fils du sol languedocien, et cependant il faut arriver jusqu'à la seconde moitié de ce siècle pour noter en son honneur un simple sonnet provençal.

Autant qu'il est permis de l'affirmer, le plus ancien texte où il soit question de saint Benoit d'Italie consiste en une « Vita sancti Benedicti abbatis », composée probablement au XIII^e siècle dans l'idiome classique des troubadours, c'est-à-dire le limousin ou l'uné de ses variétés les plus directes. Elle fait partie d'un ensemble de légendes pieuses sur Jésus-Christ et les saints, qui appartenait jadis à la bibliothèque de Carpenfras, n^o 461. Les pirateries bibliographiques de Libri dépouillèrent ce manuscrit des quarante-quatre premières pages qui le composaient, et celles-ci ne sont revenues en France que grâce à M. Léopold Delisle. Elles font partie du catalogue des « Nouvelles Acquisitions » et portent le n^o 4505. La vie dont nous parlons occupe les pages 105 v à 123 de la portion restée à Carpentras. Elle semble avoir été traduite du latin et s'arrête à la visite que se faisaient

annuellement saint Benoît et sa sœur sainte Scolastique. Je citerai comme un des plus beaux spécimens de cette vie les pages où l'on raconte que Totila, roi des Goths, voulant éprouver saint Benoît, fit revêtir des ornements royaux un de ses cavaliers nommé Rigou. Le saint n'est point trompé par ce déguisement : — « Fils, lui dit-il, pose ces vêtements que tu portes, car ils ne t'appartiennent pas. » La conversation de Benoît et de Totila se termine par les réprimandes du saint et la prédiction qu'il fait au roi : — « Tu entreras à Rome et puis tu passeras la mer et tu régneras neuf ans, et puis, à la dixième année, tu mourras. » Il y a là, ce me semble, une des pages les plus belles et les mieux narrées de la légende limousine :

« El temps que reinnavan li Goth, can lur reis, qued avia nom Totila, auzi que sainz Benezegh dizia aizi per Saint Esperit zo qued era fahg, e zo que devia venir, annet s'en a son monestier, e can fon de prop del monestier, et el mandet que ve i venria. Mandet li hom atressi del monestier que vengues cora ad el plazeria. Aquest, aici con el era de tracion e de lagh fagh ples, o fazia per essajar saint Benezegh, si el dizia, aici con las genz dizian, per saint Esperit, zo que devia avenir. Vai penre un de sos cavallers qued avia nom Rigo et fez li causer son causament e vestir sos vestirs reialz e comandet li qued annes en son luc al monestier, e vengues al bon homen saint Benegh; e donet li tres rix homes qued anneron ab el, e que lo sostengron de sa et de la : Vultfrich et Ruderch et Blindin ; et lo meneron davan saint Benezeih en luc del rei ; et penset se qued el cujes que, per los vestirs e per los compainnos qued ab el annavan, lo preses en luc de se, et cujava lo aici sobre penre. Can aquest Rigo fon aici vestitz, per los vestirs fon mout belz et annet mout gent acompainnatz ; e can fon al monestier, e sainz Benezegh se sezia et aici con el lo vi intrar, et d'aitan loin con el lo vi, li acomenset a dir : — Filz, pausa zo que tu portas, car non es tieu. » Aquest Riguo, cant o auzi, ac gran paor, car volia aici escarnir lo bon home e va se getar à sos pes, et tuh aquil, qued eran atressi ab el, se geteron atressi a terra. Pois leveron sus, et non s'auzavan apropiari del, mas torneron s'en ben tost, e comteron o tot al rei aici con sainz Benezegh o avi[a] digh, et agron mout grant paor per lo sobreprennement que sainz Benezegh lur ac fach. Adonc quant o auzi le reis, acomenset s'en per se mezeis ad annar la. E cant fon al monestier e vi

de loin sezer saint Benezegh, non s'auzet appropriar d'el, e getet se en terra. Ab aitan fon vengutz aqui le bos hom sainz Benezegh e dis li que le ves sus, e dis loi una vegada o doas, et anc le reis levar non auset sus ; et vai lo penre sainz Benezegh et level lo sus per la man. Et cant l'ac levat, acomenset lo mout a repenre et a castiar de sos molz fahg que fazia ; et en pauc de paraulas, tot can li era ad avenir li annunciet, e dis li : — « Moutz malz fas e moutz matz as fagh, e tol te d'aquesta toa iniquitat. Tu intraras en Roma, e pois passaras mar ; nou anz reinnaras e al detze, e tu morras. » Cant le reis auzi aizò fon mout espantatz e dis li que pregués per el e pois parti d'aqui. E d'aqui adenant non fon tant mälz ni fetz aquelas malezas que solia. Can venc pois non triguet guaire qued el inträt en Roma, e pois passet mar. Cant venc al dezen an, et el perdet son regesme et mori. »

Le recueil où se trouve cette vie de saint Benoît a été partiellement édité et annoté, il y a quatre ans, par M. Camille Chabaneau, chargé de cours à la Faculté des Lettres de Montpellier (1)

De la règle de saint Benoît, on connaît, à l'heure actuelle, deux versions en langue du moyen âge. L'une appartient aux manuscrits de la Bibliothèque d'Avignon, l'autre fait partie des manuscrits de Paris (Franç. 2428 (anc. 8087, 2) et M. Karl Bartsch en a publié deux fragments, p. 225-228 de sa « Chrestomathie provençale (2) ». Nous transcrivons ici la « Lectio prima » de ces deux spécimens.

Mo senher s. Beneih al comensamen de la regla fai sos amonestaments e ditz enaichi : Bels filhs, escota voluntiers los commandaments de to major, e so que l'amonestara rete fort en ton coratge e met ho en obras, per so que tu vas dieu de cui t'eras partitz per desobediensa, puscas tornar per obediensa. Iou fai cel parli ab aquel que vol laychar sas voluntatz e vol eser cavaliers de nostre senhor Dieu Jesu-Crist e penre las armas d'obediensa. Filhs, quand tu volras comensar alcu be, tu pregua al comensar nostre senhor, que t'ajut e ta obra perfassa et acabe, per so que Dieus lo Paire, quens degna apelar sos filhs no trobe en nos re per qu'el nos aire.

(1) *Revue des langues romanes*, XXXIV, p. 403-426.

(2) *Chrestomathie provençale*, accompagnée d'une grammaire et d'un glossaire, par Karl Bartsch, deuxième édition, augmentée et entièrement refondue. Elberfeld, R. L. Friderichs, 1868, gr. in-8°.

E devem lhi tostems obedir e servir dels bes que el nos dona, per so qu'el no nos deserete dels bes de paradís, nins lhiure a durabla pena cum fara aquel que nol volo segre a gloria (1).

Le troisième texte littéraire que j'ai à faire connaître sur saint Benoît d'Italie est un poème toulousain divisé en six livres et en quarante-huit chants, formant ensemble plus de douze mille vers. Il parut en 1659, sous le titre suivant : « Le dret cami del Cel dins le pays moundi o la bido del grand patriarcho saint Benoist (2) ». Il a

(1) Dom Garnier, dont il sera question quelques pages plus loin, eut l'intention de publier la Règle de saint Benoît, d'après le manuscrit d'Avignon. Il en parle ainsi en tête des « Recommandations de Madame l'abbesse de Saint-Véran-hors-les-murs d'Avignon à ses moniales, texte provençal inédit du XV^e siècle, suivi d'une traduction française du XVI^e siècle et précédé de quelques réflexions » (Avignon, Aubanel frères, 1883, in-16°, 32 pages) :

« Pour répondre à vos désirs, je vous envoie une courte notice sur le manuscrit provençal qui a été l'objet de mes travaux durant mon séjour à Avignon. Ce manuscrit, qui provient.... de l'ancienne abbaye de Saint-Véran et qui est un.... des plus précieux parmi ceux que possède le Musée-Calvet, comprend deux parties : la première est la traduction en langue provençale de la « Règle de saint Benoît », patriarche des moines d'Occident ; la seconde est une exhortation de... l'abbesse de Saint-Véran à ses moniales dans le but de faire prier pour les besoins de l'Eglise militante et souffrante et en particulier pour tous les bienfaiteurs de l'abbaye.

» Comme j'ai l'intention d'éditer la « Règle de saint Benoît », telle que je la trouve dans la première partie du manuscrit, en l'accompagnant d'un commentaire ascétique, historique et philologique, permettez-moi de ne pas traiter ici ce sujet..... »

Ces recommandations n'ont rien qui rentre dans le cadre de notre étude ; il suffira de remarquer que Saint-Véran-hors-les-murs d'Avignon était une abbaye de bénédictines qui avait une certaine notoriété en France et dans le Comtat-Venaissin.

La mort ne permit pas à Dom Garnier de publier son édition de la « Règle de saint Benoît » ; mais il n'est pas défendu d'espérer que M. Ripert, de Marseille, resté dépositaire de ses manuscrits, pourra en faire bientôt bénéficier les méridionalistes.

(2) Le dret cami del Cel dins le pays moundi o la bido del grand patriarcho saint Benoist. Le tout despartit en diberses cants, tant jouyousos que debouciuous ; è claufit de mouralos tirados del texte sacrat, è de la douctrino des sants Payres. Per B. Grimaud, Toulousan¹. P[riu] D[Aucamvillo]. Toulouso, Francés Boude, 1659, in-8°.

« Le titre, dit le docteur Noulet, est précédé d'une gravure représentant une échelle arrivant de la terre au ciel et le long de laquelle montent un pape, des

eu pour auteur Bernard Grimaud, religieux bénédictin et prieur d'Aucamville, sur lequel les renseignements biographiques font à peu près défaut.

Grimaud a rimé aussi une longue paraphrase du « Combat des rats et des grenouilles ». Les trois cents vers du poème grec se sont transformés sous sa plume en plus de quatre mille vers octosyllabiques.

Les amis de l'auteur furent très élogieux pour le « Dret cami del Cel ». L'un d'eux ne craignit point de dire, dans un quatrain placé à la fin du volume, que ce poème était la plus belle fleur de Toulouse :

Saint Benoit es le grand Broutou
De las flouretos de Toulouso :
Jamay Courneillo ni Rotrou
N'an fayt causo plus merbeillouso !

L'histoire n'a point ratifié ces flatteuses promesses, mais le poème de Grimaud, malgré la trop facile abondance de ses vers, restera une des œuvres les plus recommandables du XVII^e siècle méridional. Sa rareté seule lui a fait tort auprès des lettrés.

« Chaque chant, dit le docteur Noulet (1), consiste en un récit légendaire, précédé de... dissertations morales, appuyées d'un trait de la vie du patriarche ». On peut citer du « Dret cami del Cel », le récit du mensonge des deux moines, qui, contrairement à la règle de l'Ordre, avaient pris un repas en dehors du couvent. La versification facile et négligée de Grimaud n'a jamais rien du haut relief de la scène entre Totila, le roi d'Italie, et le saint ; mais elle ne laisse pas que de plaire de temps à autre :

Un jour un boun parel de fraires,
Que n'eron pas grans predicaïres,
Toutis dus boulguègen ana
En calque loc se permena,
Per besita lour parentatge ;
Preguèguen le sant Persounatge
De lour douna la permissiu,

empereurs, des rois, des cardinaux, des moines, etc. Elle est fixée, d'un côté, par saint Benoit et, de l'autre, par sainte Scolastique, sa sœur ».

(1) Noulet, *Histoire littéraire des patois du Midi de la France aux XVI^e et XVII^e siècles*. Paris, Técheuer, 1859, in-8°, p. 110.

A tabes sa Benedictiu.
 Le Sant doussomen les agacho,
 E d'aco boussi nou se facho,
 Asseurat qu'en pauc de tems
 Elis ne seran mal countens ;
 Les meno d'inquios à la porto
 E d'estre sobres les exhorto,
 E de se soubeni souben
 De la Règlo de lour Couben,
 De cassa len touto impudènço,
 E de marcha d'arbé prudenço ;
 Lour dits, per les fa tourna lèu
 Qu'es mounges soun coumo un barbèu
 Que foro d'aigo soun sens bido,
 Que lour demoro benazido
 Diu èstre aquelo grando douts
 Que Diu douno la bido à tous.
 Mès aco n'es que batre l'aire ;
 S'en ban countens coumo de reys,
 D'amb'un cor jouyous coum'un peys ;
 Mès elis courren tant la Bilo,
 Que tout lour òens douçomen filo
 E se troubeguen à l'escart
 Dins la maisou qu'ero fort tart
 D'uno matrouno fort deboto
 Que per nou passa pas per soto
 Lour preparo la coullaciù,
 Per caressa las gens de Diu.
 Elis refuson ; elo prèguo,
 Lour dits que y a may d'uno leguo
 De sa maisou d'inqui al couben.
 Elis, que soun remplits de ben,
 Rabits, acordoun sa requèsto.
 Labets elo, per lour fa festo,
 Lour douno de pa amay de bi,
 De re plus nou les pot serbi,
 Que les Frayres prenen amasso,
 Senso oublida le boun proufasso :
 Pèy s'en tournon al petit pas,
 Cresen qu'el Sant nou sçaurio pas
 Lour libertat trop incibilo,
 D'abé beugut dedins la Bilo
 Mès arribats dins le Couben
 Jamai un plus grand espouben ;
 Car coumo s'aprochon del Payre

Que nou cresion pas debinayre,
 Per prene la Benediciu,
 Le Sant lour dits, sense passiu,
 Oun abion dinnat ? Quino mino !
 Toutis s'agachon per l'esquino,
 Nou saben que dire à l'Abat ;
 De bergouigno le cor lour bat
 E lours armos mièjos malautos
 Pintroun las coulous sus lours gautos.
 Un d'elis, le mens resignat,
 Ly dits que n'abion pas dinnat.
 Le Sant, en escoutan soun dire,
 De coumpassiu se met à rire,
 Mès que nou passo pas las dens,
 Lour fa beyre lours manquomens,
 Lour sap dire le tens è l'houro,
 La maisou, la persouno, è couro
 Elis fourèguen arrestats
 E de que nourrits è trattats,
 Quantis cops budèguen la tasso,
 E couro quitèguen la plasso... (1)

J'ai dit plus haut que la vie limousine de saint Benoît s'arrêtait à la visite annuelle que se faisaient saint Benoit et sainte Scolastique. La dernière et la plus longue de ces entrevues a inspiré, en 1873, un touchant poème (2) à Dom Garnier, moine bénédictin de l'abbaye Sainte Marie-Madeleine de Marseille, né le 21 octobre 1829, au Luc (Var), mort à Marseille le 22 mars 1891, après trente-trois ans de bonne vie monastique, et parfois — il n'est pas inutile de l'ajouter ici — d'excellente poésie méridionale.

L'idiome de Dom Garnier est celui de son lieu natal, à peine modifié au contact du Marseillais et de l'Avignonnais littéraire. Son poème est formé d'un bout à l'autre de strophes de cinq vers alexandrins.

Dom Garnier raconte ainsi l'entrevue du Saint et de la Sainte, et l'orage que les larmes de sainte Scolastique obtiennent de Dieu pour pouvoir, une dernière fois, rester trois jours avec son frère :

(1) Je suis, faute du texte, la citation de M. Noulet.

(2) *Santo Escoulastico*, de Dom J.-B. Garnier, M. B., pèço qu'a gagna 'no medaio de brounze ei Jue flourau de Beziers, lou 22 de mai 1873. Avignoun, J. Roumanille, 1873, in-8°, 12 pages.

Dins la joïo e la pas chasco mounjo acampavo
 Seis espiguetto d'or pèr lou Celèste eirou ;
 Sei garbo fasien gau a qu leis espinchavo ;
 Capouliero pertout, Coulastico leissavo
 Pas lou mendre espigau si degaia pèr sòu.

S'èro countent d'acò, Benezet, faliè vèire !
 Pamens à Diéu soulet n'en mandavo l'ounour ;
 Dóu moustié de sa sorre, — aurés peno à mi creire —
 Si tenié luèn, bèn luen : sabié que, coumo un vèire,
 Lou couer pòu si terni de la mingo vapour.

A peno uno fes l'an, à l'aubo purpurencò,
 Descendié lou draïeu roucassous dóu Cassin :
 Trouvavo à mie camin sa sorre vierginenco,
 E mounjo e mounge, aquí, dins sa fervour unenco,
 Mesclavon sei councert coumo de serafin.

Coulastico, un matin, em sei mounjo en cagoulo,
 Quitavo soun moustié sus lei bord dóu Liris :
 Que joïo ! au ventoulet cantavon lei piboulo,
 L'aubeto de si rai dauravo lei nivoulo :
 Que joïo ! l'abadesso anavo en paradis.

Lei vaqui mai ensèn, es en cantant de saume
 Que si van au davans e si dison bonjour.
 Que seis acord soun bèu ! descendon coumo un baume
 Sus sei couer arderous ; parlon dóu sant reiaume
 Ounte Diéu fa regna sei fidèu servitour.

E coumo deis adiéu sentié veni l'aspresso,
 Coulastico subran prend la paraulo e dis :
 — « O fraire, au noum de Dieu, au noum de ma tendresso,
 Fraire, mi quités pas, de bado lou jour cesso,
 Parlen touto la nue dei gau dóu paradis. »

— « Que dies aquí, ma sorre ? Oh ! mai, es pas possible
 Que counsenti à passa la nue luen dou moustié,
 Sorre, li pensés pas ? — Talo qu'un jounc fleissible
 Que plego e se roump pas, quand passo l'endoulible,
 Ensin la vierge fè sènso iro ni despié.

E quatecant, metènt lei manubre la taulo,
 E la testo en sei man, la mounjo pregnè Diéu :
 Es qu'an-éu en plourant qu'adrèisso la paraulo ;
 Prego e plouro ; es ansin que la fino cadaulo
 Duerbe lou cuer de Diéu e se lou rênde siéu.

O forço de l'Amour d'uno mounjo en preïero !
 En pregant faire plòure, acò fougué tout un.

Lou tèms que jusqu'alor èro esta de belieiro,
S'amalicio ; lou cèu duerbe sei martelleiro,
Uiausso, trono, plou ; tout es en tremoulun.

Dom Garnier termine son poème par une prière où se montre l'émotion du moine et du poète :

De iéu qu'en toun ounour escrivi aquest cantico,
Agués pieta, ma Dono ! En viant mei mancamen.
Agues pieta, t'en pregui, o santo Escoulastico !
E piéi, quand de ma mort vendra l'ouro critico,
Ajudo toun Felibre à mourir santamen.

C'est dans le recueil des poésies provençales de Dom Garnier, réunies et publiées, il y a deux ans, par M. Adolphe Ripert, de Marseille, que se lisent les seuls vers que la littérature méridionale ait, à ma connaissance du moins, consacrés à saint Benoit d'Aniane et à son Abbaye. « Lou moustié de sant Beneset d'Aniano » sera ainsi la conclusion naturelle des recherches que je prends la liberté de soumettre au Congrès Bibliographique de Montpellier :

Te saludi de luen, o vièi moustié d'Aniano,
Qu'à la glèiso em à Diéu douneres tant de sant :
Coumo d'un brusc fegound, de la pichoto plano.
Ei moustié d'ou Miejour manderes tei eissam.

Mai à l'ouro d'encuei, ouro ounte tout debano,
Bello clastro, n'as plus ta resplendeur d'antan :
N'as plus tei cant d'ourgueno e tei son de campano,
Lei sant mounges an fa plaço à d'orrei maufatan,

Plouri toun bieu passat, plouri tei jour de fèsto,
Ièu que legièu ades lei glòri de la gesto
Rejouncho pèr la man de noueste Mabioun.

Pèr tant bello que siégue, es vano touto glòri ;
Ço que vieura toujours, o clastro, es la memòri
D'ou Sant que t'a douna ta neissenço e toun noum ! (1)

(1) Obro provençalo d'ou R. P. Dom J.-B. Garnier, mounges beneditin de l'Abadié de Santo-Mario-Madaleno de Marsiho, devouciousemen e couralamen publicado E. L. B. A. D. S. F. pèr En Adolf Ripert, de « l'Aubo provençalo ». Marsiho, Emprimarié Marsiheso, 1892, in-12, p. 176.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

	Pages
Organisation du Congrès	V
Programme du Congrès	VIII
Ordre des réunions.	XI
Liste des membres.	XVI
Compte-rendu des travaux du Congrès (extrait du <i>Bulletin de la Société Bibliographique</i> de mars 1893)	XIX
Allocution prononcée à l'issue de la messe du Saint-Esprit, par Sa Grandeur Monseigneur de Cabrières, Evêque de Montpellier	XXIX

TRAVAUX DU CONGRÈS

TRAVAUX DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Allocution prononcée dans l'Assemblée générale du mercredi 13 février 1893, par M. le comte Amédée de Bourmont	29
Panégyrique de saint Benoît d'Aniane, par le R. P. Dom Henri Jaubert, Bénédictin de l'abbaye de Sainte-Magdeleine, à Marseille.	41
Saint Benoît d'Aniane et saint Guilhem, par M. Revillout, professeur honoraire à la Faculté des Lettres de Montpellier.	61
Le Roman et ses rapports avec la poésie, par l'abbé Couture, doyen de la Faculté libre des Lettres (Toulouse).	70

	Pages
Le Musée de Montpellier (son passé, son présent et son avenir), par M. P.-J. Itier, avocat à la Cour d'appel de Montpellier, membre de la Commission des acquisitions de tableaux du musée	91
Pèlerinage d'une Dame gauloise en Orient, au IV ^e siècle, par le R. P. Dom Cabrol, de l'abbaye de Solesmes	106
Le caractère de la Poésie actuelle en France, par M. de Peyralade	108
La Société de la Croix-Rouge à Montpellier, par M. le Vicomte de Ginestous	127
Causerie sur les bons et les mauvais livres, par le R. P. Van den Brule	134

PREMIÈRE SECTION

LA SOCIÉTÉ BIBLIOGRAPHIQUE

La Société bibliographique, son but, son action, ses développements, son avenir, par M. le marquis de Beaucourt, président de la Société bibliographique	146
La Société d'histoire contemporaine, par M. le comte de Vorges	151
Rapport sur la Revue des questions historiques, par M. Eugène Ledos	154
Rapport sur les relations de la Société bibliographique avec d'autres œuvres, par M. le comte de Bizemont, secrétaire général de la Société.	157
Rapport sur le Polybiblion, par M. E. C. Gaudot	162
Saint Thomas d'Aquin, patron de la science sacrée, vœu présenté par M. l'abbé Duilhé de Saint-Projet, recteur des Facultés catholiques de Toulouse	163

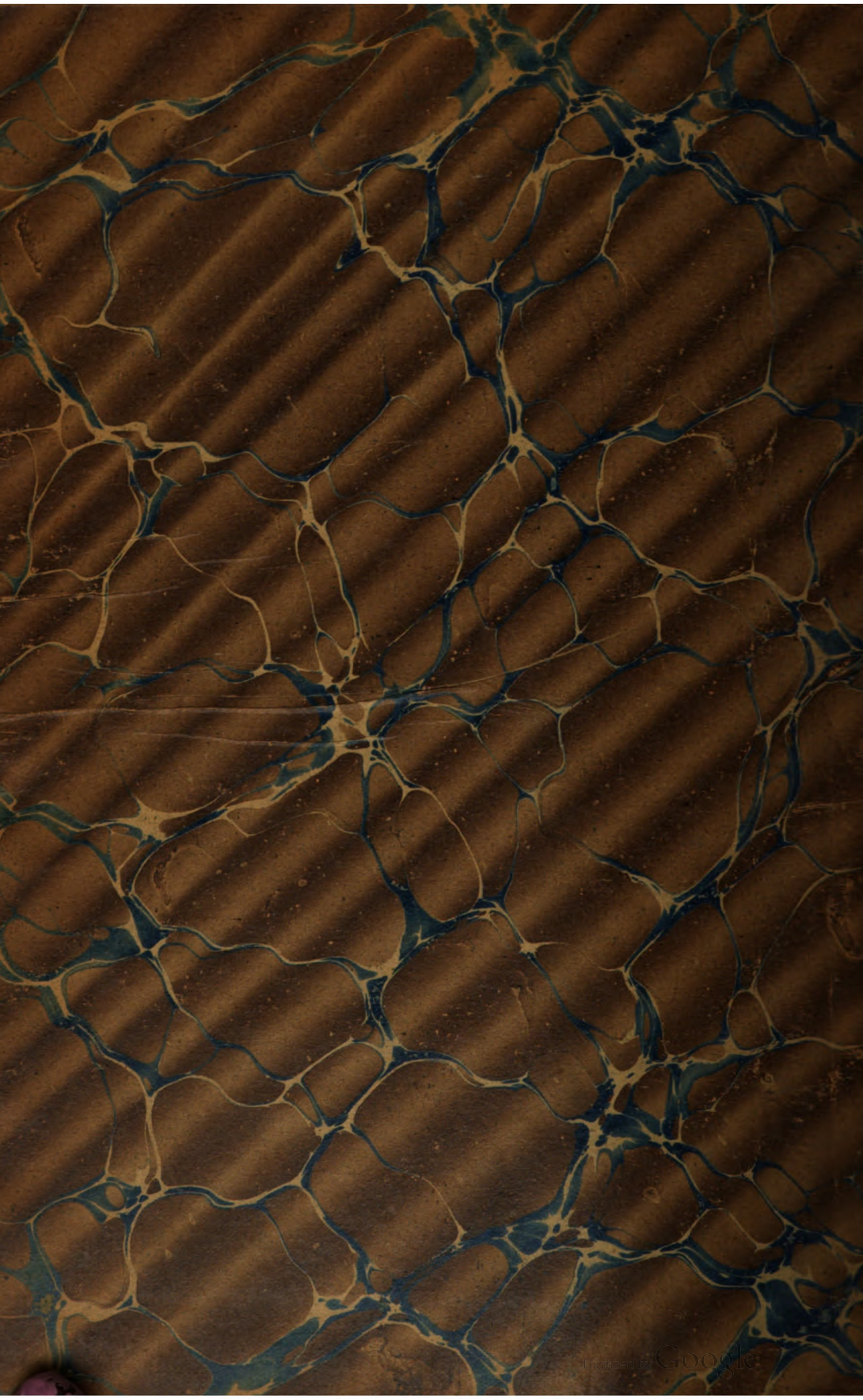
DEUXIÈME SECTION

L'ÉTUDE

	Pages
De la conservation des anciennes minutes des notaires et de leur concentration dans les dépôts d'archives départementales, par M. le président Cauvet et M. le vicomte de Bonald	168
Les études historiques sur l'ancien Languedoc pendant la seconde moitié du XIX ^e siècle, par M. le chanoine Douais, professeur d'histoire ecclésiastique à l'Institut catholique de Toulouse.	177
Le mouvement historique en Roussillon pendant le XIX ^e siècle, par M. l'abbé Ph. Torreilles, professeur au Grand-Séminaire de Perpignan.	206
Utilité et méthode des études relatives à l'histoire de l'enseignement primaire, par M. le chanoine Allain, archiviste du diocèse de Bordeaux.	229
L'enseignement en Roussillon à la veille et au lendemain de la Révolution française, par M. l'abbé Ph. Torreilles, professeur au Grand-Séminaire de Perpignan.	240
Le clergé du Bas-Languedoc et les congrégations vouées à l'enseignement primaire, par M. l'abbé P. Guirauden, docteur en théologie et en droit canonique, aumônier au S.-C. de Marie.	254
Rapport sur l'instruction primaire avant 1789 dans quelques communes rurales de l'Aude, par M. l'abbé Raynaud, curé de Villeneuve-les-Chanoines (Aude).	291
Un sanglant épisode sous la Terreur. L'affaire dite des Galettes, par le chanoine Saurel, membre de l'Académie des sciences et lettres et de la Société archéologique de Montpellier.	299
Une paroisse rurale à l'époque de la Révolution, par M. Grasset-Morel, membre de l'Académie des sciences et lettres et de la Société archéologique de Montpellier.	309

	Pages
Montagnac pendant la Révolution (1789-1801), par M. J. Sautriot, licencié en droit	324
La révolution à Aucamville (Tarn-et-Garonne), par M. l'abbé Galabert	331
L'église collégiale de Saint-Jacques de Perpignan pendant la Révolution (1790-1800), par M. l'abbé Gibrat, vicaire de cette paroisse	338
Les débuts de l'imprimerie à Montpellier, par M. Emile Bonnet, docteur en droit, avocat à la Cour d'appel de Montpellier	343
L'imprimerie à Puylaurens (Tarn), 1664-1685, par M. Forestié neveu, membre de l'Académie de Montauban et de la Société archéologique de Carcassonne	400
Les archives municipales d'Aniane, par M. l'abbé Cassan, curé de Saint-Guilhem-le-Désert, archiviste du diocèse de Montpellier, membre de la Société archéologique	406
Aniane et ses souvenirs, par le chanoine Lérès, curé-doyen d'Aniane	430
Les livres liturgiques du diocèse de Montpellier, par M. l'abbé Maubon, pro-secrétaire de l'évêché de Montpellier	438
Mémoire sur les livres liturgiques des diocèses de Rodez et de Vabres, par M. l'abbé Violettes, chanoine du diocèse de Rodez	469
Une famille parlementaire au XVI ^e et au XVII ^e siècle, par M. Charles de Saint-André	477
Le néo-christianisme contemporain, par M. Charles Arnaud, docteur ès-lettres, professeur à la Faculté libre des lettres de Toulouse	479
Plan d'une bibliographie de Jeanne d'Arc, par P.-L. d'Arc	499
Un curé de campagne archéologue (l'abbé Léon Vinas), par le comte de Lansade-Jonquières	512
Histoire de Génolhac, par M. le chanoine Nicolas, curé-doyen de Saint-Gilles-du-Gard	518
Les fiançailles et les mariages en Provence à la fin du moyen-âge, d'après des documents inédits, par M. Charles de Ribbe	540
La descendance de Charlemagne au XIV ^e siècle, par M. de Saint-André	591
Chartes de coutumes du XV ^e siècle, par M. l'abbé Galabert	595

	Pages
La somme des autorités à l'usage des prédicateurs méridionaux au XIII ^e siècle, par M. le chanoine Douais, professeur d'histoire ecclésiastique à l'Institut catholique de Toulouse	603
Les trois chapelles des Vanel dans l'église Saint-Saturnin du Pont-Saint-Esprit, d'après les archives de leur famille, par M. le comte E. de Balincourt, membre de l'Académie de Nîmes	742
Fuilla sous le régime féodal, par M. l'abbé Giralt, desservant de Fuilla.	758
Eglise Saint-Nazaire, à Carcassonne. Rosace septentrionale du transept, sa date, sa description, son symbolisme, par M. l'abbé Falcou, vicaire à la Cité (Carcassonne) . .	780
L'administration d'une paroisse rurale au XVII ^e siècle, par M. l'abbé Parahy, curé de Taillet (diocèse de Perpignan).	790
L'ignorance, ses maux et ses remèdes, par M. Boyer de Bouillane, avocat, ancien magistrat	797
Notice historique sur le château d'Aumelas (ancien diocèse de Béziers), par M. l'abbé Delouvrier, curé de Paulhan (Hérault).	798
L'académie des sciences et lettres de Montpellier, par M. L. Guibal, avocat à la Cour d'appel de Montpellier, membre de l'Académie des sciences et lettres de Montpellier . .	806
Monographie d'une paroisse rurale aux XVII ^e et XVIII ^e siècles, d'après ses registres paroissiaux (de 1668 à 1792), par M. l'abbé Roussi, curé de Plaissan, canton de Gignac (Hér.)	813
Le Quercy en 1707. Troubles occasionnés par les Tard-avisés. Une page d'histoire locale, par M. l'abbé Taillefer, curé de Cazillac (Tarn-et-Garonne)	821
La Revue de Gascogne et les archives historiques de la Gascogne, par M. l'abbé Léonce Couture, doyen de la Faculté libre des lettres de Toulouse	828
Saint Benoît d'Aniane et saint Benoît d'Italie dans la littérature dialectologique du Midi de la France (XIII ^e -XIX ^e siècles), par M. A. Roque-Ferrier	839



SEP 10 1966 H

CANCELLED

4534

331210

MAR 12 71 H

CANCELLED

3224911

MAY 12 71 H

CANCELLED

APR 12 71 H

3218891

